This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

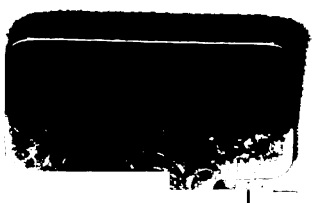
+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

Ital. 109 m
(12)

Monume



Digitized by Google

<36630736440019

<36630736440019

Bayer. Staatsbibliothek

Digitized by Google

Digitized by Google

MONVMENTA

HISTORIAE PATRIAE

Tomvs XII.

Digitized by Google

Digitized by Google

HISTORIAE PATRIAE

MONVMENTA

EDITA IVSSV

REGIS CAROLI ALBERTI

TOMVS XII.

CODEX DIPLOMATICVS SARDINIAE.

Tomvs II.

AVGVSTAE TAVRINORVM

E REGIO TYPOGRAPHEO

An. m.d.ccc.lxviii.

Digitized by Google

Digitized by Google

VICTORIO EMMANVELI II

ITALIAE REGI

QVI PATERNVM REGIS CAROLI ALBERTI IVSSVM

RATVM FIRMVMQVE HABENS

HISTORICA RERVM ITALICARVM MONVMENTA

VLTERIVS EDENDA DECREVIT

CODICEM INSVLAE SARDINIAE DIPLOMATICVM

SECVNDO HOC VOLVMINE ABSOLVTVM

CVRATORES HISTORIAE PATRIAE STVDIIS PROMOVENDIS

D. D. D.

Digitized by Google

Digitized by Google

REGIA DEPVTAZIONE

SOVRA GLI STVDI

DI STORIA PATRIA

Presidente.

SCLOPIS DI SALERANO Eccell.mo Conte D. Federigo, Ministro di Stato, Senatore del Regno, Primo Presidente, Presidente della R. Accademia delle Scienze di Torino, Socio non residente della Società Reale di Napoli (Accademia di Scienze morali e politiche), Membro onorario del Regio Istituto Lombardo di Scienze Lettere ed Arti, Socio corrispondente dell'Istituto di Francia, e del R. Istituto Veneto di Scienze, Lettere ed Arti, Membro aggregato dell'Accademia Imperiale di Savoia, ecc., Cavaliere dell'Ordine Supremo della SS. Annunziata, Cav. di Gran Croce, decorato del Gran Cordone, dell'Ordine dei Santi Maurizio e Lazzaro, Cav. e Consigliere onorario dell'Ordine del Merito Civile di Savoia, Cavaliere di Gran Croce dell'Ordine della Concezione di Portogallo, Grand'Ufficiale dell'Ordine di S.ta Maria di Guadalupa, Cavaliere dell'Ordine della Legion d'Onore di Francia, e di quello del Merito sotto il titolo di S. Giuseppe.

Vice-Presidenti.

CIBRARIO Eccell.mo Conte D. Luigi, Ministro di Stato, Senatore del Regno, Primo Presidente onorario di Corte d'Appello, Primo Segretario di S. M. pel Gran Magistero dell'Ordine dei Santi Maurizio e Lazzaro, Cancelliere dell'Ordine della Corona d'Italia, Socio della Regia Accademia delle Scienze di Torino, Socio corrispondente dell'Istituto di Francia, dell'Accademia Imperiale delle Scienze di Vienna, dell'Accademia della Crusca, dell'Accademia delle Scienze di Napoli, dell'Accademia Imperiale di Savoia, delle Società di Economia politica di Parigi, e di Madrid, dell'Accademia dei Georgofili di Firenze, dell'Istituto Nazionale, e della Società Archeologica di Ginevra, delle Società di Storia della Svizzera Romanda, e di Berna, Membro

Digitized by Google

della Commissione sopra i testi di lingua, ecc., ecc., Patrizio di Pisa e di S. Marino, Cav. di Gran Croce degli Ordini dei Santi Maurizio e Lazzaro, e della Corona d'Italia, Cavaliere e Consigliere dell'Ordine del Merito Civile di Savoia, Cavaliere di Gran Croce degli Ordini di Carlo III di Spagna, della Concezione di Portogallo, di Leopoldo del Belgio, del Mediidié Ottomano, del Leone Neerlandese, del Nisciam Iftihar di Tunisi, e di San Marino, Grand'Ufficiale dell'Ordine della Legion d'Onore di Francia, Commendatore dell'antico ed insigne Ordine di S. Giacomo della Spada di Portogallo pel merito scientifico letterario ed artistico, e degli Ordini di Cristo, di Wasa di Svezia, e di Stanislao di Russia, ecc., ecc.

PROMIS Commendatore Domenico, Bibliotecario e Conservatore del Medagliere di S. M. in Torino.

Segretarii.

BAUDI DI VESME Cav. Carlo, Senatore del Regno, Membro della R. Accademia delle Scienze di Torino, Commendatore dell'Ordine dei Santi Maurizio e Lazzaro, Cavaliere dell'Ordine del Merito Civile di Savoia.

FRANCHI-VERNEY DELLA VALETTA Conte Alessandro, Consigliere d'Appello, Membro onorario della Società di Storia della Svizzera Romanda, e dell'Assemblea di Storia Patria in Palermo, Socio corrispondente dell'Istituto Nazionale, e della Società di Storia e d'Archeologia di Ginevra, della Società Ligure di Storia Patria, e dell'Accademia Storico-Archeologica di Milano, Cavaliere e Giudice d'Armi del S. M. Ordine di S. Giovanni di Gerusalemme, Commendatore dell'Ordine dei Santi Maurizio e Lazzaro, Ufficiale dell'Ordine della Corona d'Italia, Grand'Ufficiale del Nisciam Iftihar di Tunisi.

Membri residenti in Torino.

SAULI D'IGLIANO Conte Ludovico, Senatore del Regno, Consigliere di Legazione, Membro e Direttore della Classe di Scienze Morali, Storiche e Filologiche della R. Accademia delle Scienze di Torino, Accademico d'onore dell'Accademia Reale di Belle Arti, Grand'Ufficiale dell'Ordine dei Santi Maurizio e Lazzaro, Cav. e Consigliere dell'Ordine del Merito Civile di Savoia, Commendatore dell'Ordine della Corona d'Italia.

SCLOPIS Ecc. Conte D. Federigo, *predetto.*

CIBRARIO Ecc. Conte D. Luigi, *predetto.*

PEYRON Teologo Collegiato Amedeo, Prof. emerito di Lingue Orientali, Membro e Tesoriere della Reale Accademia delle Scienze di Torino, Socio straniero dell'Istituto di Francia (Accademia delle Iscrizioni e Belle Lettere), Socio non residente dell'Istituto di Napoli, Accademico corrispondente della Crusca, e delle Accademie di Berlino e di Monaco, Socio onorario degli Istituti d'Egitto, Cavaliere di Gran Croce, decorato del Gran Cordone, dell'Ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro, Cavaliere Gran Croce dell'Ordine della Corona d'Italia, e di quello di S.ta Maria di Guadalupa, Cav. e Consigliere dell'Ordine del Merito Civile di Savoia, Cavaliere della Legion d'Onore di Francia, e dell'Ordine del Merito scientifico di Prussia.

Digitized by Google

PROMIS Commendatore DOMENICO, *predetto.*

BAUDI DI VESME Cav. CARLO, *predetto.*

RICOTTI ERCOLE, Maggiore nelle R. Armate, Professore di Storia moderna nella Regia Università di Torino, Socio della R. Accademia delle Scienze della stessa Città, Commendatore dell'Ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro, e Cavaliere di quelli del Merito Civile, e Militare di Savoia.

PROMIS CARLO, Professore d'Architettura nella Scuola d'Applicazione degli Ingegneri in Torino.

VALLAURI TOMMASO, Dottore del Collegio di Belle Lettere e Filosofia, Professore di Letteratura Latina nella R. Università di Torino, Socio residente della R. Accademia delle Scienze di Torino, Commendatore dell'Ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro, Cavaliere dell'Ordine di S. Gregorio Magno.

BONCOMPAGNI DI MOMBELLO Cav. CARLO, Deputato al Parlamento Italiano, Membro della R. Accademia delle Scienze di Torino, Dottore del Collegio di Filosofia e di Belle Lettere, Inviato straordinario e Ministro plenipotenziario in riposo, Cavaliere di Gran Croce, decorato del Gran Cordone, dell'Ordine dei Santi Maurizio e Lazzaro, Cavaliere dell'Ordine del Merito Civile di Savoia.

ADRIANI P. D. GIOVANNI BATTISTA, de' Chierici Regolari Somaschi, Membro della Regia Accademia di Filosofia e Belle Lettere di Fossano, della Società Accademica del Ducato d'Aosta, della Accademia Imperiale di Dijon, Socio d'onore della Società Istorica della Moravia e della Silesia, delle Economiche di Chiavari e di Savona, della Società Ligure di Storia Patria, Socio corrispondente della R. Accademia delle Scienze di Torino, della Regia Accademia Lucchese, dell'Istituto Nazionale di Ginevra, delle Accademie Imperiali di Scienze Belle Lettere ed Arti di Marsiglia, di Chambéry e di Aix in Provenza, delle Società Archeologiche di Montpellier e di Savoia, dell'Accademia R. di Storia di Madrid, dell'Istituto Istorico di Francia, Ufficiale dell'Ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro, Cavaliere dell'Ordine di Leopoldo del Belgio, Commendatore dell'Ordine di S. Giacomo della Spada di Portogallo.

FRANCHI-VERNEY DELLA VALETTA Conte e Commendatore ALESSANDRO, *predetto.*

CASTELLI Avv. MICHEL-ANGELO, Senatore del Regno, Direttore generale degli Archivi del Regno, Grand'Ufficiale dell'Ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro, Commendatore dell'Ordine di Leopoldo del Belgio, Ufficiale dell'Ordine della Corona d'Italia, e di quello della Legion d'Onore di Francia.

COMINO CARLO FELICE, Sostituito Procuratore Generale presso la Corte d'Appello di Torino, Ufficiale dell'Ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro, Cavaliere dell'Ordine di Carlo III di Spagna.

BOSIO Sacerdote D. ANTONIO, Dottore in Teologia, Canonico onorario dell'insigne Collegiata della Città di Ceva, Socio corrispondente dell'Accademia di S. Anselmo d'Aosta, e della Società Filotecnica di Torino, Cav. dell'Ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro.

BOLLATI EMANUELE, Dottore d'Ambe Leggi, Ripetitore della Facoltà di Leggi, Direttore dell'Archivio Camerale in Torino, Membro del Consiglio permanente d'Amministrazione presso il Regio Economato Generale nelle antiche Province, Socio corrispondente della Deputazione di Storia Patria per le Romagne, della Società Colombaria Fiorentina, della nuova Società per la Storia della Sicilia in Palermo, della Società Ligure di Storia Patria, della Società Lombarda di Economia Politica, dell'Accademia Storico-Archeologica, e dell'Accademia Fisio-Medico-Statistica di Milano, Socio onorario della Società Italiana di Archeologia e Belle Arti in Milano, Ufficiale dell'Ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro, Cavaliere dell'Ordine della Corona d'Italia.

Digitized by Google

BIANCHI Dottore Professore NICOMEDE, Preside del Liceo Cavour in Torino, Socio corrispondente della R. Accademia di Scienze, Lettere ed Arti in Modena, della Regia Accademia Palermitana di Scienze e Lettere, e dell'Accademia Urbinate di Scienze, Lettere ed Arti, Grand'Uffiziale dell'Ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro, Uffiziale di quello della Corona d'Italia.

CLARETTA Barone GAUDENZIO, Dottore di Leggi, Cavaliere dell'Ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro.

DIONISOTTI Avv. CARLO, Membro effettivo della Società Filotecnica di Torino, Socio corrispondente del R. Istituto d'incoraggiamento alle Scienze naturali economiche e tecnologiche di Napoli, Segretario del Tribunale di Commercio di Torino, Cavaliere dell'Ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro.

Membri non residenti in Torino.

DATTA Avv. PIETRO, *Parma.*

MULETTI CARLO, Cavaliere dell'Ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro, *Verzuolo (Circondario di Saluzzo).*

TOLA Barone D. PASQUALE, Dottore in Teologia ed in Diritto, Dottore aggregato emerito del Collegio di Filosofia e Lettere della R. Università di Sassari, Consigliere nella Corte d'Appello e Consigliere municipale di Genova, Socio non residente della Reale Accademia delle Scienze di Torino, Membro dell'Istituto Storico di Francia, della Società Economica di Chiavari, Socio onorario della Reale Società Agraria ed Economica di Cagliari, dell'Assemblea di Storia Patria di Palermo, dell'Accademia Fisio-Medico-Statistica di Milano, Presidente della Società Ligure di Storia Patria, Commendatore dell'Ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro, *Genova.*

MORENO Monsignor D. LUIGI, Vescovo d'Ivrea, Prelato domestico di S. S. assistente al Soglio Pontificio, Membro dell'Accademia degli Arcadi in Roma col nome di TERGESTE LUCANIO, dell'Accademia Pontificia dell'Immacolata Concezione in Roma, dell'Accademia Filarmonico-Poetico-Letteraria d'Alba, della Società Accademica di Aosta, e dell'Accademia Cingolana degli Incolti, Commendatore dell'Ordine dei Santi Maurizio e Lazzaro, *Ivrea.*

SBERTOLI Abate PASQUALE ANTONIO, *Genova.*

FERRERO PONZIGLIONE DI BORGO D'ALE Conte VINCENZO, Dottor d'Ambe Leggi, Cavaliere dell'Ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro.

CROSET-MOUCHET Canonico D. GIUSEPPE, Dottore in Teologia ed in Ambe Leggi, R. Professore emerito di Teologia, Canonico della Cattedrale di Pinerolo e Pro-Vicario generale della Diocesi, Socio corrispondente della R. Accademia delle Scienze di Torino, Socio dell'Accademia Imperiale di Savoia, della Società Accademica d'Aosta, e delle Accademie, Pontificia di Religione Cattolica, e dei Quiriti, di Roma, Uffiziale dell'Ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro, Cavaliere di quello della Corona d'Italia, *Pinerolo.*

CHARVAZ Monsignor D. ANDREA, Arcivescovo di Genova, Cavaliere dell'Ordine Supremo della SS. Annunziata, Cavaliere di Gran Croce, decorato del Gran Cordone, dell'Ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro, Cavaliere Gran Croce degli Ordini della Corona d'Italia e di Cristo di Portogallo, Membro della Reale Accademia delle Scienze di Torino, dell'Accademia Imperiale di Savoia, dell'Accademia dei Quiriti, di quella di Religione Cattolica, e dell'Arcadia di Roma, *Genova.*

Digitized by Google

MANUEL DI SAN GIOVANNI Barone Giuseppe, Dottor d'Ambe Leggi, *Dronero (Circondario di Cuneo)*.

BONAINI Francesco, Sovr'Intendente Generale dei Regii Archivi nelle Provincie Toscane, Avvocato, Professore emerito delle Regie Università di Pisa e di Siena, Accademico residente della Crusca, Socio ordinario Colombario e dei Georgofili, Vice-Presidente della Deputazione di Storia Patria per le Province della Toscana dell'Umbria e delle Marche, e dell'Ateneo Italiano, Socio corrispondente della R. Accademia delle Scienze di Torino, del Regio Istituto Veneto di Sciente, Lettere ed Arti, dell'Accademia di Scienze, Lettere ed Arti di Lucca, della Commissione per i testi di lingua per le Provincie dell'Emilia, Socio d'onore della Società Ligure di Storia Patria, delle Reali Accademie delle Belle Arti di Firenze e di Pisa, e dell'Accademia Provinciale di Belle Arti di Ravenna, dell'Accademia Romana d'Archeologia, e dell'Istituto di Corrispondenza Archeologica, dell'Accademia di Scienze, Lettere ed Arti di Modena, della Società Germanica per l'illustrazione delle fonti di Storia Patria, Grand'Ufficiale degli Ordini dei Ss. Maurizio e Lazzaro, e di S. Marino, Ufficiale degli Ordini della Corona d'Italia, e della Legion d'onore di Francia, Cavaliere degli Ordini del Merito sotto il titolo di S. Giuseppe, dell'Aquila Rossa di Prussia, di Alberto l'Animoso di Sassonia, e del Pontificio di S. Gregorio Magno, *Firenze*.

BANCHERO Giuseppe, Socio corrispondente della Società Letteraria di Lione, e di quella di Statistica di Marsiglia, Membro della Società Italiana di Archeologia e Belle Arti di Milano, della Giunta Comunale di Statistica della Città di Genova, e Catastaro di detta Città, Presidente dell'Associazione degl'Impiegati Civili, Cavaliere dell'Ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro, *Genova*.

BELGRANO Luigi Tommaso, Applicato agli Archivi Governativi di Genova, Segretario Generale della Società Ligure di Storia Patria, Socio onorario dell'Accademia di Scienze, Lettere ed Arti di Fano, dell'Assemblea di Storia Patria di Palermo, Corrispondente della Regia Deputazione di Storia Patria per le Provincie della Toscana, della Società Economica di Chiavari, di quella di Storia e d'Antichità di Odessa, e dell'Accademia degli Euteleti di San Miniato, Cavaliere degli Ordini dei Santi Maurizio e Lazzaro, e della Corona d'Italia, *Genova*.

BOSISIO Canonico D. Giovanni, Proposto e Preside del Capitolo Cattedrale di Pavia, *Pavia*.

CANALE Avv. Michele Giuseppe, Dottore Collegiato della Classe di Filosofia e Lettere nella Regia Università di Genova, Bibliotecario Civico, Professore di Storia e Geografia nel R. Istituto Tecnico Provinciale, Membro della Reale Accademia di Scienze e Lettere di Berlino, della Società Imperiale Geografica di Parigi, di quella di Storia e di Letteratura di Odessa, dell'Istituto Geografico Commerciale di Marsiglia, e di quello di Scienze, Lettere ed Arti di Washington, Commendatore dell'Ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro, Uffiziale dell'Ordine della Corona d'Italia, Cavaliere di quello del Sole e Leone di Persia, *Genova*.

CANTU' Cav. Cesare, Membro del R. Istituto Lombardo di Scienze e Lettere, ecc., Cavaliere e Consigliere dell'Ordine del Merito Civile di Savoia, ecc. *Milano*.

DE SIMONI Cornelio, Dottor d'Ambe Leggi, Segretario negli Archivi Governativi di Genova, Vice-Presidente della Sezione d'Archeologia nella Società Ligure di Storia Patria, Socio corrispondente della Deputazione di Storia Patria per la Toscana, Umbria e Marche, della Società Italiana d'Archeologia e Belle Arti di Milano, e dei Quiriti di Roma, Cavaliere degli Ordini dei Ss. Maurizio e Lazzaro, e della Corona d'Italia, *Genova*.

Digitized by Google

FINAZZI D. Giovanni, Canonico Teologo del Capitolo Cattedrale di Bergamo, Regio Provveditore agli Studi della Provincia di Bergamo, Socio attivo, e Vice-Presidente di quell'Ateneo, Professore emerito nei Seminari di Pavia e di Bergamo, Membro corrispondente dell'Istituto Archeologico di Roma, Berlino e Parigi, Socio degli Atenei di Brescia e di Bassano, dell'Accademia Valdarnese del Poggio, e di quella di Religione Cattolica, e dell'Immacolata Concezione di Roma, Cavaliere dell'Ordine dei Santi Maurizio e Lazzaro, *Bergamo.*

MARCHESE Padre Vincenzo Fortunato, dell'Ordine dei Predicatori, Professore onorario della R. Università di Siena, Dottore di Collegio per la Facoltà di Filosofia e Belle Lettere nella R. Università di Genova, Socio della Romana Accademia dei Quiriti, della Colombaria e di quella delle Belle Arti di Firenze, della Valdarnese del Poggio in Montevarchi, della Valle Tiberina in Borgo San Sepolcro, dei Filomati in Lucca, dell'Ateneo di Scienze, Letteré ed Arti di Bassano, della Società Ligure di Storia Patria, e di quella di Belle Arti in Genova, Cavaliere dell'Ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro, e di quello della Corona d'Italia, *Genova.*

ODORICI Federigo, Prefetto della Reale Biblioteca di Parma, Membro delle Deputazioni di Storia Patria di Parma e di Bologna, Socio corrispondente della Reale Accademia delle Scienze di Torino, Membro degli Atenei di Brescia e di Firenze, Corrispondente della R. Accademia Ercolanense, e dell'Accademia Pontaniana di Napoli, dell'Olimpica di Vicenza, dei Patrofili di Bologna, della Società Lombarda di Economia politica, dell'Accademia Storico-Archeologica, e della Società Italiana d'Archeologia e di Belle Arti in Milano, Ufficiale dell'Ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro, Cavaliere dell'Ordine della Corona d'Italia, *Parma.*

ROBOLOTTI Francesco, Medico primario e Direttore emerito dello Spedale maggiore di Cremona, Socio corrispondente della R. Accademia Medico-Chirurgica di Torino, dell'Accademia Medico-Chirurgica di Ferrara, Socio dell'Ateneo, dell'Istituto di Scienze, Lettere ed Arti, dell'Accademia Fisio-Medico-Statistica e dell'Accademia Storico-Archeologica di Milano, dell'Ateneo di Brescia, dell'Associazione Medica Italiana, della Società Agraria di Lombardia, e dell'Istituto di corrispondenza Archeologica di Roma, Cavaliere dell'Ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro, *Cremona.*

SALA Aristide, Licenziato in Ambe Leggi, Professore di Storia, Geografia e Letteratura Italiana nel Liceo di Saluzzo, Canonico onorario della Cattedrale di Cingoli, Socio fondatore dell'Associazione Pedagogica di Milano, Socio d'onore e Promotore dell'Accademia Cingolana degli Incolti, Socio d'onore dell'Ateneo di Scienze e Lettere di Bergamo, Accademico di merito della Pontificia Accademia dell'Immacolata Concezione, Socio effettivo del Comizio Agrario di Saluzzo, Socio corrispondente dello Istituto Storico di Francia, dell'Ateneo, e dell'Accademia Fisio-Medico-Statistica di Milano, della Società Ligure di Storia Patria, dell'Accademia Tiberina, e di quelle di Religione Cattolica e dei Quiriti, Cavaliere dell'Ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro, *Saluzzo.*

COSSA Nobile D. Giuseppe, Dottore in Matematica, già Primo Assistente della Regia Biblioteca di Brera in Milano, e Professore di Paleografia e Diplomatica, Socio corrispondente del R. Istituto Lombardo di Scienze, Lettere ed Arti, Socio d'onore dell'Ateneo di Brescia, *Milano.*

ROSA Gabriele, Socio effettivo degli Atenei di Bergamo e di Brescia, Socio corrispondente di quelli di Bassano, Treviso e Venezia, e Membro corrispondente della Società d'Antichità patrie di Zurigo, Cavaliere dell'Ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro, *Bergamo.*

Digitized by Google

BOSSI Girolamo, Professore di Rettorica, e già Provveditore agli Studi, nel Collegio di Ventimiglia, Membro corrispondente dell'Archivio Storico Italiano di Firenze, della Società Ligure di Storia Patria, di quella di Storia della Svizzera Romanda, della Filotecnica di Torino, della Letteraria di Larino, della Economica di Chiavari, dell'Ateneo di Milano, della R. Commissione consultiva di Belle Arti in Genova, della R. Commissione Enologica, Socio d'onore dell'Accademia degl'Incolti di Gingoli, Membro dell'Accademia dei Pellegrini di Castro Reale, Membro onorario dell'Accademia dei Zelanti di Acireale e della Dafnica di Lettere ed Arti della stessa Città, Vice-Bibliotecario dell'Aprosiana, Cavaliere dell'Ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro, *Ventimiglia.*

VIGNATI D. Cesare, Arciprete, Professore, Socio corrispondente dell'Accademia Colombaria di Firenze, Socio dell'Accademia Archeologica di Roma, dell'Accademia Storico-Archeologica di Milano, dell'Assemblea di Storia Patria di Palermo, della Società Filotecnica di Torino, dell'Associazione Pedagogica di Milano, e Socio onorario dell'Accademia d'Agricoltura, Commercio ed Arti di Verona, Uffiziale dell'Ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro, Cavaliere dell'Ordine della Corona d'Italia, *Lodi.*

OSIO Luigi, Direttore Capo di Divisione di prima classe agli Archivi Governativi in Milano, Socio effettivo dell'Ateneo di Milano, Membro effettivo fondatore dell'Accademia Storico-Archeologica della stessa Città, Socio corrispondente della Società Filotecnica di Torino, Cavaliere dell'Ordine dei Santi Maurizio e Lazzaro, e dell'Ordine Reale Danese del Danebrog, *Milano.*

MORBIO Nobile Carlo, Socio corrispondente della Reale Accademia delle Scienze di Berlino, della Società Imperiale degli Antiquari, della Società per la Storia di Francia, e della Società Letteraria di Lione, Socio degli Atenei di Bassano, di Bergamo e di Brescia, delle Accademie dei Concordi di Rovigo, della Valle Tiberina Toscana, Fisio-Medico-Statistica di Milano, e Cingolana degli Incolti, Membro della Società Aretina di Scienze, Lettere ed Arti, dell'Accademia Pontaniana e della Società Storica Napolitana, *Milano.*

CELESIA Emanuele, Dottor di Leggi, Dottore Collegiato della facoltà di Filosofia e Belle Lettere, Bibliotecario della R. Università, Conservatore del Regio Museo numismatico, ed Assessore Municipale delegato alla pubblica Istruzione in Genova, Professore di Lettere Italiane nel Regio Istituto Tecnico Provinciale, Membro dell'Accademia dei Quiriti, della Reale Accademia *La Scuola Italica* di Napoli, dell'Accademia Fisio-Medico-Statistica di Milano, della Reale Accademia Valdarnese del Poggio, dell'Accademia di Scienze, Lettere ed Arti di Acireale, Cavaliere dell'Ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro, *Genova.*

PORRO-LAMBERTENGHI Nobile Giulio, Cavaliere di giustizia del S. M. Ordine di S. Giovanni di Gerusalemme, Cavaliere dell'Ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro, *Milano.*

BERNARDI Abate Dottore Iacopo, Professore di Storia Ecclesiastica e di Sacra Eloquenza nel Seminario di Pinerolo, Vicario Generale di quella Diocesi, Membro della Società Ligure di Storia Patria, delle Accademie di Religione Cattolica di Roma, dei Georgofili di Firenze, dei Concordi di Rovigo, dei Filoglotti di Castelfranco, degli Incolti di Cingoli, della Valdarnese, di quelle delle Scienze di Padova, e di Scienze, Agricoltura e Commercio d'Udine, del Panteon di Roma, della Società Pedagogica di Milano, degli Atenei di Venezia, Treviso e Bassano, ecc., Commendatore dell'Ordine dei Santi Maurizio e Lazzaro, Ufficiale dell'Ordine della Corona d'Italia, Cavaliere dell'Ordine della Legion d'Onore, *Pinerolo.*

Digitized by Google

VIGNA Padre Raimondo Amedeo, dell'Ordine dei Predicatori, Membro della Società Ligure di Storia Patria e Socio corrispondente della Società Economica di Chiavari, *Genova.*

CERUTI Abate Antonio, Custode dei Cataloghi della Biblioteca Ambrosiana, *Milano.*

Membri residenti all'Estero.

BILLIET Eminentissimo Cardinale D. Alessio, Arcivescovo di Chambéry, Membro della Reale Accademia delle Scienze di Torino, Presidente Perpetuo Onorario dell'Accademia Imperiale di Savoia, e Membro delle Accademie di Scienze, Belle Lettere ed Arti di Lione, Dijon, e Rouen, Cavaliere di Gran Croce, decorato del Gran Cordone, dell'Ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro, Commendatore dell'Ordine Imperiale della Legion d'Onore, *Chambéry.*

CARUTTI DI CANTOGNO Domenico, Socio non residente della Reale Accademia delle Scienze di Torino, Ministro residente di S. M. il Re d'Italia presso il Governo dei Paesi Bassi, Grand'Uffiziale dell'Ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro, Cavaliere dell'Ordine del Merito Civile di Savoia, Cavaliere di Gran Croce degli Ordini d'Isabella la Cattolica di Spagna e di S. Marino, Grand'Uffiziale dell'Ordine di Leopoldo del Belgio, Commendatore degli Ordini del Salvatore di Grecia, e del Leone Neerlandese, *Aja.*

La Regia Deputazione ha inoltre Socii corrispondenti Italiani, e Stranieri.

Digitized by Google

MVTAZIONI ACCADVTE NEL CORPO DELLA R. DEPVTAZIONE

DOPO LA PVBBLICAZIONE DEL PRECEDENTE VOLVME,

VNDECIMO DELLA SERIE

NOMINE

In seguito a proposta della R. Deputazione S. M. si degnava di nominare con Decreto del 4 febbraio 1864 ad altro dei Vice Presidenti

PROMIS Commendatore Domenico;

E di chiamare a far parte della Deputazione medesima

Con Decreto 4 febbraio 1864 — BERNARDI Cavaliere Abate Iacopo.

Con Decreto 4 marzo 1865 — VIGNA Padre Raimondo Amedeo.

Con Decreti 19 marzo 1868 — CERUTI Abate Antonio;
DIONISOTTI Cavaliere Carlo.

MORTI

6 giugno 1864 — Il Cavaliere Angelo Mazzoldi.

18 ottobre 1864 — Il Marchese Pantaleone Costa di Beauregard.

24 febbraio 1866 — Il Commendatore Pietro Martini.

17 dicembre 1867 — Il Cavaliere Canonico Giovanni Antonio Gal.

25 gennaio 1868 — Il Senatore Barone Giuseppe Manno.

17 maggio 1868 — Il Marchese Vincenzo Ricci.

Digitized by Google

Digitized by Google

CATALOGVS

MONVMENTORVM HVC VSQVE EDITORVM

CVRANTE SOCIETATE REGIA STVDIIS RERVM PATRIAE PROMOVENDIS INSTITVTA

IN TOMO I. *(Chartarum I).*

Chartae ab anno DCII. ad annum MCCLXXXXII.

IN TOMO II. *(Leges Municipales).*

Statuta et privilegia Civitatis Secusiae.
Statuta et privilegia Civitatis Augustae Praetoriae.
Statuta et privilegia Civitatis Niciae.
Statuta Consulatus Ianuensis anni MCXLII.
Imposicio Officii Gazariae.
Statuta et privilegia Civitatis Taurinensis.
Statuta Societatis Beati Georgii populi Cheriensis.
Statuta Comunis Casalis.
Statuta Civitatis Eporediae.
Statuta Civitatis Montiscalerii.

IN TOMO III. *(Scriptorum I).*

Anciennes Chroniques de Savoye.
Fragments de la Chronique du Comte Rouge par Perrinet Du-Pin.
Chronica Latina Sabaudiae.
Chronica Abbatiae Altaecumbae.
Chronica Iuvenalis de Acquino ab anno MCDLXXV usque ad annum MDXV.
Dominici Machanei Mediolanensis Epitomae historicae Novem Ducum Sabaudiae.
Mémoires sur la vie de Charles Duc de Savoye Neuvième dès l'an MDV jusqu'en l'an MDXXXIX de messire Pierre de Lambert Seigneur de la Croix, Président des Comptes de Savoye. Avec un discours sommaire du succès du Siége mis au-devant du Château et Cité de Nice par François Roy de France et par le Turch Barberosse de l'an MDXLIII.
Historico Discorso di Giuseppe Cambiano de' Signori di Ruffia al Serenissimo Filippo Emanuele di Savoia Prencipe di Piemonte.

IN TOMO IV. *(Scriptorum II).*

Storia delle Alpi Marittime di Pietro Gioffredo, Libri XXVI.

Digitized by Google

IN TOMO V. *(Scriptorum III).*

Fragmenta Chronicae Antiquae Civitatis Pedonae.
Chronicon Novaliciense.
Waltharius.
Beati Heldradi Novaliciensis Abbatis Vita.
Necrologium Prioratus Sancti Andreae Taurinensis.
Necrologium Monasterii Sanctorum Solutoris, Adventoris et Octavii Taurinensis.
Sancti Iohannis Confessoris Archiepiscopi Ravennatis Ecclesiae Vita.
Libellus Narrationis seu Chronicon Coenobii Sancti Michaëlis de Clusa Nicolai II. S. P. iussu exaratum.
Venerabilis Benedicti Clusensis Abbatis Vita. Auctore Willelmo Monacho eius discipulo.
Summariae Constitutiones Monasterii Beatae Mariae de Abundantia.
Necrologium Monasterii Beatae Mariae de Abundantia.
Fragmentum Martyrologii Ecclesiae Beati Evasii Casalensis.
Necrologium Insignis Collegii canonicorum Sanctorum Petri et Ursi Augustae Praetoriae.
Selecta e libro Anniversariorum, Refectoriorum, Vigiliarum et Missarum Conventualium Ecclesiae Cathedralis Augustanae.
Martyrologium Graeco-Augustanum Ecclesiae Sancti Mauricii De Brusson in valle Challand apud Augustanos, saeculi X., vel XI.
Kalendarium Augustanum, ad fidem Autographi saeculi XII. inclinantis vel XIII. ineuntis.
Extractus Anniversariorum, Refectoriorum, Vigiliarum et Missarum Conventualium fieri solitarum in Ecclesia Cathedrali Civitatis Augustae Praetoriae ad fidem Apographi saeculi XVI.
Fragmenta de Gestis Astensium excerpta, ex libro Ogerii Alpherii civis Astensis.
Memoriale Guilielmi Venturae civis Astensis, de Gestis Civium Astensium et plurium aliorum.
Memoriale Secundini Venturae civis Astensis.
Cronaca di Saluzzo di Gioffredo Della Chiesa.
Cronica di Monferrato di Galeotto del Carretto del Terzero di Millesimo.
Benvenuti Sangeorgii Chronicon.
Chronicon Imaginis Mundi fr. Iacobi ab Aquis Ordinis Praedicatorum.

IN TOMO VI. *(Chartarum II).*

Chartae ab anno DCC ad annum MCCLXXXXIX.
Vrsonis Notarii Genuensis, Carmen saec. XIII.

IN TOMO VII. *(Libri Iurium Reipublicae Genuensis Tomus I).*

Chartae ab anno DCCCCLVIII ad annum MCCLXXX.

IN TOMO VIII.

Edicta Regum Langobardorum.

IN TOMO IX. *(Libri Iurium Reipublicae Genuensis Tomus II).*

Chartae ab anno MCXXXVIII ad annum MCCCCXLVII.

IN TOMO X. *(Codicis Diplomatici Sardiniae Tomus I).*

Chartae ab anno MII ad annum MCCCXCII.

IN TOMO XI. *(Scriptorum IV).*

Guillelmini Schiavinae Annales Alexandrini.
Anastasii Germonii Commentariorum libri XI.
Iosephi Francisci Meyranesii de Episcopis et Archiepiscopis Taurinensibus.

IN TOMO XII. *(Codicis Diplomatici Sardiniae Tomus II).*

Chartae ab anno MCDI ad annum MDCXCIX.

Digitized by Google

LIBRI OFFERTI

ALLA

REGIA DEPVTAZIONE SOVRA GLI STVDI DI STORIA PATRIA

DAL 1.° DICEMBRE 1863 AL 31 LUGLIO 1868.

Il Duomo di Monreale illustrato e riportato in tavole cromolitografiche da D. Domenico Benedetto Gravina Abate Cassinese, fascicoli 1 a 29. Palermo, 1861 e seg.; fol. max.	MINISTERO DELL'ISTRUZIONE PUBBLICA
Nouvelles pages d'Histoire exacte, soit le procès de Pierre Ameaux, et ses incidents, etc. par J. B. G. Galiffe. Genève, 1863; 4.°	L'AUTORE
Gabriele Rosa. Statuti inediti della provincia di Bergamo anteriori al secolo XVI. Bergamo, 1863; 8.°	L'A.
Le crédit foncier et le Parlement Italien, par le Comte Joseph Sugana. Turin, 1863; 8.°	L'A.
Della vita e delle opere del Conte Alberto Ferrero della Marmora, per Giorgio Briano. Torino, 1863; 8.°	L'A.
Les fiefs nobles de la Baronie de Cossonay, étude féodale par M. L. de Charrière. Lausanne, 1858; 8.°	L'A.
Recherches sur les Dynastes de Cossonay avec pièces justificatives, etc., par le Baron Louis de Charrière. Lausanne, 1865; 8.°	L'A.
Cenni sull'Ordine spedaliero di S. Giovanni di Gerusalemme (Estr. dal *Bullettino storico*) del Marchese Federico Lancia di Brolo. Palermo, 1865; 8.°	L'A.
Divozione alla Madonna Ausiliatrice in Torino. Torino, 1865; 8.°	CAV. TEOLOGO BOSIO
Documenti inediti delle negoziazioni del Conte Fulvio Testi, raccolti ed illustrati dall'Avvocato Domenico Perrero. Milano, 1865; 8.°	AVV. PERRERO
Memoria sulla famiglia degli Allighieri in Ferrara, con documenti e note del Cav. Luigi Napoleone Cittadella. Ferrara, 1865; 8.°	L'A.
Mémoire historique sur Philibert Albert Bally Évêque d'Aoste et Comte de Cogne, au XVII siècle, par J. M. Albini Barnabite. Turin, 1865; 8.°	L'A.
Storia di Reggio di Calabria da' tempi primitivi sino all'anno di Cristo 1797, con tavole cronologiche, di Domenico Spano Bolani. Vol. 1; dai tempi primitivi sino all'anno 1600; Vol. 2; dal 1600 al 1797, e cronachetta. Napoli 1857; 2 vol. 8.°	L'A.
Cenni storico-commerciali intorno alle varie nazioni e loro rapporti col Regno d'Italia, del Conte Giuseppe Sugana. Torino, 1865; 8.°	L. A.
La Città d'Umbria nell'Appennino Piacentino, Relazione di B. Pallastrelli. Piacenza, 1864; 4.° gr.	L'A.
Barbarano e il palazzo Martinengo. Memorie storiche. Salò, 1864; 8.°	PAOLO PERANCINI
Della vita e delle opere di Francesco Filippi-Pepe illustre poeta dell'Abruzzo Teramano, cenno biografico per G. B. Brignardello. Bologna, 1864; 8.°	L'A.
Lettera su taluni articoli del Bullettino della Commissione di Antichità e Belle Arti di Sicilia, di Carlo Crispo Moncada, Socio dell'Accademia di Ginevra, ecc. 1865, Palermo; 8.°	L'A.
Relazione della Commissione Governativa eletta a verificare il fatto del ritrovamento delle ossa di Dante in Ravenna. Firenze, 1865; 4.°	MINISTERO DELL'ISTRUZIONE PUBBLICA

Digitized by Google

L'A. — Busto Arsizio, notizie storico-artistiche raccolte da Luigi Ferrario. Busto Arsizio, 1864; 8.°

L'A. — Notizie della manifattura Estense della maiolica e della porcellana nel XVI secolo, del Marchese Giuseppe Campori. Modena, 1864; 4.°

RETTORE DELLA R.ª UNIVERSITÀ DI TORINO — Inaugurazione del monumento per pubblica sottoscrizione eretto ad Alessandro Riberi nella R. Università di Torino, addì 6 gennaio 1865. Torino; 4.°

COMM. BERNARDI — Panfilo Castaldi da Feltre e l'invenzione dei caratteri mobili per la stampa. Milano, 1865; 4.°

L'A. — Vita di Maria Francesca Elisabetta di Savoia-Nemours, con note e documenti inediti, del Cav. Barone Gaudenzio Claretta. Torino, 1865; 8.°

» — Le ultime ore di Cristoforo Colombo, dipinto ad olio di Luigi Sciallero da Genova. Genova, 1865; 8.°

L'A. — Ospizio dei Catecumeni in Pinerolo, Cenni storici dell'Abate Jacopo Bernardi. Pinerolo, 1864; 8.°

VITTORIO CERESOLE — Enrico di Rohan, autobiografia dettata al Cavaliere Fortunato Sprecher di Bernegg l'anno MDCXXVII a Coira. Venezia, 1864; 8.°

L'A. — Vita di Girolamo Morone narrata dal Professore Girolamo Rossi. Oneglia, 1865; 8.°

BAR. CARLO NOTA — Delle opere d'Arte di autori insigni apposte da privati in un luogo pubblico per rimanervi perpetuamente: se divengano ne' secoli monumento pubblico. Genova, 1865; 8.°

L'A. — Serie dei Vescovi di Ceneda e cenno storico dell'ecclesiastico e civile reggimento dell'Abate Jacopo D.r Bernardi (s. a. et l.); 8.°

L'A. — Illustrazione storica artistica ed epigrafica dell'antichissima Chiesa di S.ª Maria di Castello in Genova, dal P. Raimondo Amedeo Vigna. Genova, 1864; 8.°

L'A. — Guida allo studio della grammatica per mezzo dell'osservazione del Prof. Carlo Cocchetti. Brescia, 1864; 12.°

L'A. — Il duello, appunti storici e morali di Damiano Muoni. Milano, 1865; 4.°

L'A. — Storia della Valsolda con documenti e statuti. C. Barrera. Italia (Pinerolo), 1864; 8.°

CANONICO TERENZIO — Solenne inaugurazione di cinque monumenti, a V. Monti, U. Foscolo, G. D. Romagnosi, A. Bordoni, G. Belli, fatta l'8 settembre 1864 nella R. Università di Pavia; 4.° picc.

CAV. CITTADELLA — Cenno biografico intorno al Professore Cavaliere Bartolomeo Ferriani Ferrarese. Ferrara, 1864; 8.°

A. DE MANDROT — Armorial historique de Neuchâtel, par A. de Mandrot Lieutenant-Colonel Fédéral et G. du Bois de Pury. Neuchâtel, 1864; 4.° fig.

L'A. — Notizie relative a Ferrara per la maggior parte inedite, ricavate da documenti ed illustrate da Luigi Napoleone Cittadella. Ferrara, 1864; 8.° gr.

MUNICIPIO DI PISA — Nel trecentesimo natalizio di Galileo in Pisa - XVIII febbraio MDCCCLXIV. Pisa, 1864; 4.°

CAV. E. DE PAOLI — I Borboni di Parma nelle leggi e negli atti del loro Governo dal 1847 al 1859; appunti e documenti. Edizione ufficiale, Parma, 1860; 8.°

CONTE FRANCHI-VERNEY — Giunte Torinesi al Vocabolario della Crusca, raccolte dal Presidente Conte Giambatista Somis di Chiavrie. Torino, 1843; 8.° gr.

L'A. — Orazione inaugurale pronunziata nel giorno 15 novembre 1865 nella R. Università degli Studi di Torino da Lorenzo Bruno. Torino, 1865; 8.°

» — Avviamento agli esercizi di lettura e di lingua, saggio proposto pei fanciulli di campagna e per le scuole festive e serali, da Gio. Codemo. Venezia, 1865; 8.°

L'A. — La Reggenza di Maria Cristina Duchessa di Savoia, per Augusto Bazzoni, con nuovi documenti. Torino, 1865; 8.°

CAV. TEOLOGO BOSIO — Vita breve del B. Cherubino Testa d'Avigliana. Torino, 1865; 12.°

L'A. — Gridi di guerra usitati nelle guerre delle nazioni moderne; considerazioni filosofiche del Canonico Giuseppe Croset-Mouchet. Pinerolo, 1864; 8.°

L'A. — Dell'Abazia di S. Alberto di Butrio e del Monastero di S.ª Maria della Pietà detto

Digitized by Google

il Rosario, in Voghera, provincia di Pavia; Illustrazioni storiche di Antonio Cavagna Sangiuliani. Milano, 1865; 4.° gr. (edizione di 325 esemplari).	
Relazione fatta alla Società Lombarda di Economia Politica in Milano dal Socio effettivo Cav. Pier Carlo Villa sull'opera intitolata *Dell'Abazia di S. Alberto di Butrio*, ecc. Milano, 1865; 4.° gr.	L'A.
Il Cadore e le sue foreste (Lettera al Dottore Girolamo Costantini dell'Ab. J. Bernardi), 1865; 8.°	L'A.
Viaggio da Venezia a Roma dell'Ambasciatore Leonardo Donato nel 1592. Venezia, 1866; 8.°	Nobile Nicolò Barozzi
La Repubblica di Venezia e la Persia, per Guglielmo Berchet. Nuovi documenti e regesti. Venezia, 1866; 8.°	L'A.
La Zecca di Milano nel secolo XV, documenti e note per Damiano Muoni. Asti, 1865; 4.°	L'A.
Notizie biografiche ed Iscrizioni latine ed italiane, del Sacerdote Prof. Jacopo Rocca, raccolte e pubblicate da G. B. Brignardello Cappellano del 41 Reggimento di Fanteria. Bologna, 1866; 8.°	G. B. Brignardello
Cenni sulla vita della Marchesa Enrichetta Vivalda, ed alcune memorie sulla famiglia Vivalda, del Cav. Teologo D. Antonio Bosio. Torino, 1866; 8.°	L'A.
Statistica del Regno d'Italia, Biblioteche, anno 1865. Firenze, 1865.	Ministero d'Agricoltura e Commercio
Table alphabétique et analytique des matières contenues dans les Comptes rendus de la Commission des monuments et documents historiques et bâtiments civils du Département de la Gironde de 1840 a 1855. Bordeaux, 1865; 8.°	Commissione dei monumenti, ecc. di Bordeaux
Compte rendu des travaux de la Commission des monuments et documents historiques et des bâtiments civils du Département de la Gironde pendant les exercices de 1862 à 1864. Bordeaux, 1865; 8.°	»
Cremona durante il dominio dei Veneziani (1499-1509), di Guido Sommi Picenardi. Milano, 1866; 8.°	L'A.
Rivista della Numismatica antica e moderna iniziata da A. Olivieri, continuata da E. Maggiora – Vergano. Vol. I. Asti, 1865; volume II, fascicolo I. Asti, 1867; 4.°	E. Maggiora-Vergano
Raccolta di opuscoli storici stampati nel Veneto in circostanza di nozze e d'altri lieti avvenimenti domestici e patrii, 1858 a 1863, con indice manoscritto; 8.°	Comm. I. Bernardi
Sui lavori intrapresi e sulle scoverte fatte negli antichi monumenti di Sicilia dal giugno 1863 al luglio 1865. Brani di una Relazione al Ministero della Pubblica Istruzione (s. a. et l.); 8.° gr.	Ministero dell'Istruzione pubblica
Binasco ed altri Comuni dell'Agro Milanese. Studii storici, con note e documenti di Damiano Muoni. Milano, 1864; 8.°	L'A.
I Capitoli del Comune di Firenze, inventario e regesto. Tomo primo, Firenze, 1866; 4.°	Deputazione di Storia Patria per le Provincie della Toscana
Avigliana ed il Regio Santuario, opera critico-storica per il P. Placido da Giaveno, Cappuccino (1866) M.S.	L'A.
Discorso di Giovanni Masnata, Professore ordinario di medicina operatoria ed ostetricia, per la solenne distribuzione dei Diplomi di Laurea nella R. Università di Cagliari, letto nel 30 aprile 1866. Cagliari; 8.°	L'A.
Cenno genealogico sulla famiglia Torriani da Mendrisio, per Damiano Muoni (edizione fuori di commercio). Milano 1866; 4.°. picc.	L'A.
Sulle monete di Sardegna, Prolusione storica e commento del Cavaliere Damiano Muoni. Milano, 1865; 4.° picc.	»
Alla memoria di S. A. R. il Principe Odone di Savoia Duca di Monferrato, omaggio della Società Ligure di Storia Patria. Genova, 1866, 4.° gr.	Società Ligure di Storia Patria
Raccolta Veneta - Collezione di documenti relativi alla Storia, all'Archeologia, alla Numismatica. Serie I, Tomo I (Venezia), 1866; 8.°	Nobile Nicolò Barozzi
Portolani esistenti nelle principali Biblioteche di Venezia. Venezia, 1866; 8.°	»
Ricordi e documenti intorno alla vita di Cosimo Tura detto *Cosmè*, pittore Ferrarese del secolo XV, per Luigi Napoleone Cav. Cittadella. Ferrara 1866; 8.° gr.	L'A.

Digitized by Google

L'A. Lettera allo Scultore Gaetano Davia sopra un alto rilievo del Sepellimento di N. S. G. C., del Cav. Luigi Napoleone Cittadella; Ferrara, 1866.

L'A. Sulla R. Chiesa Parrocchiale di S. Carlo in Torino, Memorie del Cav. Teologo Antonio Bosio Dottore in Teologia. Torino, 1866; 12.°

Statuto della Società di mutuo soccorso degli Artieri di Follina e paesi limitrofi. Follina, 1865; 4.°

ISTITUTO NAZIONALE DI GINEVRA Rapport de la Commission pour le projet d'une exposition de l'industrie Suisse à Genève en 1868. Genève, 1866; 8.°

L'A. Appunti di diverse gite fatte sul territorio dell'antica Libarna, del Commendatore Santo Varni. Parte prima. Genova, 1866; 8.°

MARCH. RAFFAELLI Relazione al Consiglio Provinciale di Macerata sul riordinamento degli Archivi, letta nella seduta del giorno 12 settembre 1866. Macerata, 1866; 8.°

» Sunto istorico dell'attuale condizione dell'antico Archivio dei Rettori della Marca di Ancona e della Rota Maceratese. Macerata, 1866; 8.°

L'A. Il Presidente Gian Francesco Bellezia Torinese. Monografia storica con documenti, scritta dal Barone Gaudenzio Claretta. Torino, 1866; 8.°

L'A. Storia di Gamondio antico or Castellazzo di Alessandria, opera del Sacerdote Gerolamo Buzzi Dottore di Ambe Leggi, da Castellazzo. Alessandria ed Asti, 1863, 1865; 4 vol. 8.° gr.

L'A. Nella benedizione della prima pietra pel Canale Cavour fattasi il 1.° giugno 1863, e nella benedizione del Canale medesimo il 12 aprile 1866; discorsi di Monsignor Luigi Moreno; 4.°

L'A. Nelle esequie del Sacerdote Giacomo Bossi Professore emerito della R. Accademia Militare di Torino, ecc. Discorso del Notaio Giuseppe Buffa. Torino, 1866; 8.°

PAOLO PERANCINI Memorie intorno alla vita ed opere di Romualdo Turini, pittore da Salò, e pubblicazione di sei lettere dello scultore Antonio Canova. Brescia, 1866; 8.°

L'A. Notizie biografiche su Gian Francesco Porporato da Pinerolo, del Professore Camillo Alliandi. Pinerolo, 1866; 8.°

L'A. Della condizione economica d'Italia ai tempi di Dante, ricordi del Conte Luigi Cibrario. Firenze, 1866; 8.°

CAV. MUONI Lettere inedite di illustri Italiani nelle scienze e nelle lettere, cavate dalla Raccolta di autografi, del Cav. Damiano Muoni, pubblicate e commentate dal Professore Francesco Berlan. Milano, 1866, 4.°

L'A. Il Portico di S. Celso in Milano, breve dissertazione del Conte Antonio Cavagna Sangiuliani. Milano, 1865; 8.° gr.

L'A. Melzo e Gorgonzola e loro dintorni. Studi storici con documenti e note di Damiano Muoni. Milano, 1866; 4.° picc.

L'A. Vita ed opere di Pietro Martini; discorso del Professore Giuseppe Regaldi. Cagliari, 1866; 8.°

» Emanuele Filiberto, Venezia (1574). Documenti ed iscrizioni. Venezia, 1866; 8.°

MINISTERO DELLA CASA DI S. M. Le case ed i monumenti di Pompei, disegnati e descritti. Napoli, 1854 e seg., fasc. I a XXXII, fol. grande, fig.

L'A. Relazione intorno l'operato dal Comitato Genovese durante la guerra del 1866, letta all'assemblea generale addì 29 settembre detto anno, di Giuseppe Banchero. Genova, 1866; 8.°

L'A. Canti e prose di Giuseppe Regaldi. Torino, 1866; vol. 2, 8.°

L'A. La question et la polémique Dano-Allemandes à propos des Duchés de Slesvig et de Holstein dès les premiers temps jusqu'en juin 1866, par J. B. G. Galiffe D.r en Droit et Professeur. Genève, 1866, 8.°

ACCADEMIA DI S. FERNANDO DI MADRID Los desastres de la guerra, colecion de vehenta làminas inventadas y grabadas al agua fuerte por D. Francisco Coya: publicala la R.l Academia de Nobles artes de San Fernando. Madrid, 1863; oblung.

Digitized by Google

Règlement de l'Académie de la Val d'Isère. Moutiers, 1865; 8.°	Accademia della Valdisera
Delle croci monumentali ch'erano nelle vie di Bologna nel secolo XIII, memorie del Conte Giovanni Gozzadini. Bologna, 1863; 4.° gr.	L'A.
Notices généalogiques sur les familles Gènevoises depuis les premiers temps jusqu'à nos jours, continuées par J. B. G. Galiffe D.r et Prof.; Tome quatrième. Genève, 1857; 8.°	L'A.
Iscrizioni nel solenne funerale della Marchesa Enrichetta Vivalda di Castellino nata Asinari di Bernezzo alli 2 maggio 1866, dettate dal C. T. Antonio Bosio. Torino; 4.°	L'A.
Cronaca di Virle (Piemonte) per G. B. Audrito. Torino, 1866; 8.°	L'A.
Notizie genealogiche di famiglie nobili degli Antichi Stati della Monarchia di Savoia, cui si premette la tragica storia di Jacopo Valperga di Masino, pel Conte Luigi Cibrario; 2.ª edizione accresciuta. Torino, 1866; 8.° gr.	L'A.
Memorie storiche della Nazionale Biblioteca di Parma, raccolte da Federico Odorici e voti dell'autore. Modena, 1863; 4.°	L'A.
Il Battistero di Parma descritto da Michele Lopez, note di Federico Odorici dispense 2. Parma, 1865; 4.° gr.	L'A.
Lettere inedite di Muley-Hassen Re di Tunisi a Ferrante Gonzaga Vicerè di Sicilia, 1537 - 1547, pubblicate da Federico Odorici ed illustrate da Michele Amari. Modena, 1865; 4.°	Cav. Odorici
Sulla Roma sotterranea, illustrata da G. B. De-Rossi archeologo Romano, memoria di Federico Odorici. Milano, 1866; 4.°	L'A.
Pietro Martini, la sua vita e le sue opere per Filippo Vivanet. Cagliari, Tipografia Timon, 1866; 8.°	L'A.
Orazione (del bello e dell'arte nella civiltà) pel riaprimento degli studi, recitata il giorno 15 novembre 1866 nella Regia Università di Torino da Michele Coppino Professore di eloquenza italiana. Torino, 1866; 8.°	Rettore della R. Università di Torino
Table chronologique des Chartes et Diplômes imprimés, concernant l' Histoire de la Belgique. Tome 1.er, Bruxelles, 1866; 4.° gr.	Accademia Reale Belgica - Commissione di Storia -
Archivio storico italiano ossia Raccolta di opere e documenti finora inediti o divenuti rarissimi risguardanti la Storia d'Italia. Firenze, Vieusseux, 1842-1851, Tomi XVI. Vol. 21; 8.° - colla continuazione ed indici. - Archivio Storico Italiano: nuova Serie. Firenze 1855 e seg.; dispense 48, 8.°	Ministero dell'Istruzione Pubblica
Nozioni storico-artistiche sull'acquedotto della Città di Genova e relativi Regolamenti. Genova, 1866; 8.°	Cav. Banchero
Il sacco di Roma sotto Clemente VII nel 1527. Relazione del Commissario Imperiale Mercurino Gattinara, ricavata da un manoscritto del Barone di Mirabello Giovanni Antonio Trasmondo, pubblicata a cura del Cav. Prof. G. B. G. Galiffe e del Cav. Odoardo Fick. Ginevra, 1866; 12.°	Cav. G. B. G. Galiffe
Pergamene, codici e fogli cartacei di Arborea, raccolti ed illustrati da Pietro Martini. Dispense 1 a 6, con appendice. Cagliari, 1865; 4.°	L'A.
Gio. Battista Canapa. Cenno biografico di G. B. Brignardello Cappellano nel 41 Reggimento di Fanteria. Bologna, 1867; 8.°	L'A.
Due memorie di Carlo Cocchetti. Brescia - Verona, 1867; 8.°	L'A.
Nei solenni funerali del Comm. Giuseppe Arnulfo per cura della Civica Amministrazione e dell'Ospedale di Carità di Biella. Elogio funebre del Prof. Sacerdote G. B. Minuggio, ed iscrizioni del Prof. Antonio Cinquino. Biella, 1867; 4.°	L'A.
Il Martedì Santo nella Cattedrale di Saluzzo. Sermone del Canonico Aristide Sala. Saluzzo, 1867; 8.°	L'A.
Epigrafi latine ed italiane con alcune necrologie del Conte Luigi Cibrario. Firenze e Torino, 1867; 8.° gr.	L'A.
Agli Elettori. - Il presente e l'avvenire. Pensieri di F. C. Torino, 1867; 8.°	L'A.
Cenni storici intorno al Santuario della Madonna dei Laghi presso Avigliana, ufficiato	L'A.

Digitized by Google

dai RR. PP. Cappuccini, raccolti dal P. Antonino da Torino, Sacerdote Cappuccino. Edizione 2.ª, Torino, 1867; 8.°

DEPUTAZIONE DI STORIA PATRIA PER LE PROVINCIE DELLA TOSCANA — Documenti di Storia Italiana pubblicati a cura della R.ª Deputazione sugli studi di Storia Patria per le provincie di Toscana, ecc. Commissioni di Rinaldo degli Albizzi pel Comune di Firenze dal MCCCXCIX al MCCCCXXXIII, Tomo primo (1399-1423) *(sic)*. Firenze, 1867; 4.° gr.

L'A. — Sulle Scuole classiche del Regno d'Italia, note di Antonio Solimani. Genova (s. a.); 8.°

FRATELLI PASERIO — Notizie storiche della Città di Fossano, del Canonico D. Pietro Paserio, pubblicate per cura dei suoi nipoti. Torino, 1865-67; 4 vol. 8.°

ACCADEMIA DELLA VALDISERA — Recueil des Mémoires et Documents de l'Académie de la Val d'Isère. Série des documents. 1er volume, 1ère livraison. Moutiers, 1866; 8.° - Série des Mémoires 1er volume, 1 et 2 livraison. Moutiers 1866; 8.°

L'A. — Di una targa Bentivolesca pitturata nel secolo XV, ricerche di Giovanni Gozzadini; 4.° (s. l. et a).

DEPUTAZIONE DI STORIA PATRIA PER LE PROVINCIE DI ROMAGNA — Atti e Memorie della R.ª Deputazione di Storia Patria per le Provincie di Romagna. Anno I, II, III, IV e V. Bologna, 1862-67; 4.°

LUIGI DE STEFFANI — La Nunziatura di Francia del Cardinale Guido Bentivoglio; lettere a Scipione Borghese Cardinal nipote e Segretario di Stato di Paolo V, tratte dagli originali e pubblicato per cura di Luigi De Steffani. Firenze, volume 2.°, 1865; volume 3.°, 1867; 8.°

AB. ANTONIO CERUTI — Lettere inedite di dotti Italiani del secolo XVI, tratte dagli autografi della Biblioteca Ambrosiana da Antonio Ceruti Custode dei Cataloghi della medesima. Milano, 1868; 4.° picc.

SOCIETÀ FILOTECNICA DI TORINO — Annuario della Società Filotecnica. Torino, 1867; 8.°

MINISTERO DELL'ISTRUZIONE PUBBLICA — Inventario officiale del Grande Archivio di Sicilia (Palermo s. a.); 4.°

SOCIETÀ DI ARCHEOLOGIA E STORIA DI GINEVRA — Régeste Génevois ou Répertoire chronologique et analytique des documents imprimés relatifs à l'Histoire de la Ville et du Diocèse de Genève avant l'année 1312, publié par la Société d'Archéologie et d'Histoire de Genève. Genève, 1866; 4.° gr.

IL TRADUTTORE — A S. Pietro. Inno di Girolamo Vida, volgarizzato dall'Abate Jacopo Bernardi. Pinerolo, 1867; 4.° gr.

DEPUTAZIONE DI STORIA PATRIA PER LE PROVINCIE MODENESI E PARMENSI — Atti e memorie delle Regie Deputazioni di Storia Patria per le provincie Modenesi e Parmensi; vol. I, II, III e IV; fasc. 1 e 2.

COMM. SANTO VARNI — Storia dell'Università di Genova dal 1814 fino ai dì nostri. Genova, 1867; 8.°

» — Appunti con documenti della Cassa per la processione del *Corpus Domini* a Genova ed altri lavori a cesello. Genova, 1867.

CAV. CITTADELLA — Nobile famiglia Savonarola in Padova ed in Ferrara. Ferrara 1867 (edizione di soli 250 esemplari); 8.° gr.

L'A. — Rapporto sul Congresso internazionale di Statistica, tenutosi in Firenze il 29 settembre, letto alla R. Accademia di Medicina in Torino nella seduta delli 13 novembre 1867 dal Dottore Comm. Benedetto Trompeo. Torino, 1867; 8.°

L'A. — Sul Cattolicismo di Anicio Manlio Torquato Severino Boezio. Memoria del Canonico Giovanni Bosisio Preposto del Capitolo Cattedrale di Pavia, ecc. Pavia, 1867; 4.°

MONS. MORENO — Festeggiamenti e discorsi per l'inaugurazione dell'ufficio divino in onore di S. Veremondo Arborio, nell'agosto 1858. Ivrea; 1859; 8.°

L'A. — Della divina autorità della Chiesa, Istruzione Pastorale di Monsignor Luigi Moreno Vescovo d'Ivrea. Ivrea, 1867, 8.°

TEOL.° CAN.° G. PUGNO — Brevi notizie topografico-storico-sacre sul Roccamelone, con appendice. Susa, 1867; 8.°

SOCIETÀ LIGURE DI STORIA PATRIA — Atti della Società Ligure di Storia Patria, vol. III, - IV, - V, fasc. I. Genova, 1864-1867; 8.° gr.

CAV. TEOLOGO BOSIO — Ingresso solenne degli Arcivescovi in Torino. Torino, 1867; 8.° picc.

L'A. — Storia della Città di San Remo, per Girolamo Rossi. S. Remo, 1867; 8.°

Digitized by Google

Biella ed i Dalpozzo, di Giovanni Masserano. Biella, 1867; 8.° picc.	L'A.
Trezzo e il suo Castello, schizzo storico di Luigi Ferrario. Milano, 1867; 8.°	L'A.
Vita di Carlo Botta scritta da Carlo Dionisotti. Torino e Firenze, 1867; 8.°	L'A.
Mémoires de l'Institut National Gènevois, tom. I a XI. Genève, 1854 à 1867; 4.° gr.	Istituto Nazionale di Ginevra
Mémoires et documents publiés par la Société Savoisienne d'Histoire et d'Archéologie. Tom. VI a X. Chambéry; 1862 à 1866; 8.°	Società Savoina di Storia e d'Archeol.
Mémoires et documents publiés par la Société d'Histoire et d'Archéologie de Genève. Genève, 1841-1867; 16 vol. 8.°	Società di Storia e d'Archeologia di Ginevra
Pel riaprimento degli Studi nella R. Università di Torino l'anno MDCCCLXVII, discorso di G. B. Peyretti Professore di Filosofia teoretica. Torino, 1867; 8.°	Rettore della R. Università di Torino
Relazione finale sulla nomenclatura delle vie e civica numerazione; di Giuseppe Banchero Catastraro della Città di Genova (Estr. dal *Corriere mercantile*). Genova-Firenze, 1867; 8.° picc.	L'A.
Annuario della Istruzione Pubblica del Regno d'Italia pel 1866-67-68; 8.°	Ministero dell'Istruzione pubblica
Mémoires de l'Académie Impériale des Sciences, Belles Lettres et Arts de Savoie, Seconde Série, Tom. VI et VII, 1864. Tom. VIII, 1866; 8.°	Accademia Imperiale di Savoia
Investigateur (L'), Journal de l'Institut Historique de France. IV Série, tom. I à VII. Paris, 1861 à 1867; 8.°	Istituto Storico di Francia
Les Sires d'Arvillard. Extrait de l'armorial et nobiliaire de l'ancien duché de Savoie, par le Comte E. Amédée de Foras. Grenoble, 1867; fol.	Conte A. de Foras
La corona del Regno Italiano, inventata, disegnata e descritta dall'Architetto Angelo Angelucci Capitano d'Artiglieria. Torino, 1861; 4.°	L'A.
Monumento onorario al Conte Camillo Benso di Cavour, di Angelo Angelucci Capitano d'Artiglieria. Torino, 1861; fol.	»
Feste municipali commemorative, e tiro a segno in Italia nel secolo XV. Brano di Storia Iesina con documenti inediti per Angelo Angelucci Architetto. Torino, 1862; 4.°	»
Di uno schioppetto di ferro fatto a lumaca esistente nella rocca di Guastalla nel 1476. Lettera di Angelo Angelucci. Torino, 1863; 8.°	»
Il tiro a segno in Aosta dal XII al XIX secolo; cenni storici con documenti inediti di Angelo Angelucci Capitano d'Artiglieria. Torino. 1864; 4.° gr.	»
Di un frammento di falconetto dei Pico, signori di Mirandola, gittato nel 1500; parole di Angelo Angelucci Capitano d'Artiglieria. Torino, 1864; 8.°	»
Niccolò Piccinini ed il Ducato di Milano, lettere e memorie inedite tratte dall'Archivio comunale di Como, per Angelo Angelucci Architetto. Perugia, 1864; 8.°	»
Il tiro al segno in Italia, dalla sua origine sino ai nostri giorni. Cenni storici con documenti inediti, di Angelo Angelucci Capitano d'Artiglieria. Torino, 1865; 8.°	»
Degli stiletti e fusetti con tacche e numeri, d'Angelo Angelucci. Torino, 1865; 8.°	»
Notizie sugli organi italiani raccolte da Angelo Angelucci Capitano d'Artiglieria. Torino e Firenze, 1865; 8.° (Estr. dalla *Rivista militare Italiana*).	»
Gli Schioppettieri Milanesi nel XV secolo (Estr. dal vol. XXIV del *Politecnico*) dell'Architetto Angelo Angelucci. Milano, 1865; 8.°	»
Le armi di pietra, donate da S. M. il Re Vittorio Emanuele II al Museo nazionale d'Artiglieria. Parole d'illustrazione del Cap. Angelo Angelucci. Torino, 1865; fol.	»
Le palafitte dell'età della pietra nel lago di Varese. Lettera di Angelo Angelucci al sig. Luigi Pigorini. Torino, 1866; 4.°	»
Armi moderne – Archibugio ad ago dei Prussiani, descritto e disegnato da Angelo Angelucci Capitano d'Artiglieria. Torino, 1866; 8.°	»
Armilustre e torneo con armi da battaglia tenuti a Venezia addì XXVIII e XXX maggio MCCCCLVIII, documento inedito pubblicato con note per il solenne ingresso del primo Re d'Italia nella Città dei Dogi da Angelo Angelucci Capitano d'Artiglieria. Torino, 1866; 8.°	»
Ricordi e documenti di uomini e di trovati italiani per servire alla storia militare,	L'A.

Digitized by Google

pubblicati da Angelo Angelucci Capitano d'Artiglieria. Torino, 1866 (li primi 4 fogli in 8.°).

L'A. — Documenti inediti per la storia delle armi da fuoco italiane, raccolti, annotati e pubblicati da Angelo Angelucci Capitano d'Artiglieria. Torino, 1868; 8.° (li primi tre fogli).

L'A. — Storia diplomatica della Lega Lombarda con XXVI documenti inediti per Cesare Vignati, Membro della Regia Deputazione sovra gli studi di Storia patria, ecc. Milano, 1867; 4.° gr.

L'A. — Di alcuni sepolcri della Necropoli Felsinea, ragguaglio del Conte Senatore Giovanni Gozzadini. Bologna, 1868; 8.°

ACCADEMIA REALE DELLE SCIENZE DI TORINO — Memorie della Reale Accademia delle Scienze di Torino. Serie 2.ª, Tomi XX al XXIII. Torino, Stamperia Reale, 1863 a 1866; 4.°

» — Atti della R. Accademia delle Scienze di Torino pubblicati dagli Accademici Segretari delle due Classi. Volume primo, 1865 - 1866. Torino 1866. Volume secondo, 1866 - 1867. Torino, 1867; 8.°

L'A. — Storia della Reggenza di Cristina di Francia Duchessa di Savoia, con annotazioni e documenti autentici, per Gaudenzio Claretta, Parte prima. Stabilimento Civelli, 1868; 8.° gr. XVI e 894 pag.

L'A. — Memorie modenesi, estratte da tre cronache inedite, per cura di Cesare Campori. Modena, 1868; 4.°

SOCIETÀ DI STORIA DELLA SVIZZERA ROMANDA — Mémoires et documents publiés par la Société de la Suisse Romande, Tom. XX à XXIV; 8.° Lausanne 1865 à 1868; 8.°

L'A. — La nuova pianta di Genova illustrata da Giuseppe Banchero. Genova, 1868; 12.°

L'A. — Notice sur l'origine de Gérold Comte de Genève, par Édouard Sécrétan; (s. a. et l.) 8.° (1868).

CAV. EMANUELE BOLLATI — Storia delle origini del Diritto germanico, per Oddone Stobbe. Versione dal tedesco dell'Avv. Emanuele Bollati. Torino e Firenze, Vol. I.°, 1868; 8.°

L'A. — Passeggiate nel Canavese di A. (Antonino) Bertolotti. Tomo 1.°, Ivrea, 1867. Tomo 2.°, Ivrea, 1868; 8.°

CONTE FRANCHI-VERNEY — Descrizione degli Stemmi delle principali Città del Regno d'Italia. Firenze e Torino, fascicolo 1.°, 1867; fascicolo 2.°, 1868; 8.°

REGIA DEPUTAZIONE DI STORIA PATRIA PER LE PROVINCE DELLE ROMAGNE — Dei monumenti istorici pertinenti alle provincie della Romagna. Serie I, Statuti. Tomo I, fascicoli 1, 2, 3 e 4; Bologna, 1863-1868. Tomo IV, fascicolo 1, Bologna, 1865; 4.° gr.

IL TRADUTTORE — Le opere di Cl. Claudiano, volgarizzamento e note di G. B. Gaudo. Vol. I, Firenze 1867; 8.°

L'A. — Un procès au XII siècle, ou l'avouerie impériale dans les trois Evêchés Romans, par Édouard Sécrétan. Extrait de l'Archiv für Schweiz Geschichte. Vol. XVI; 8.°

L'A. — Programma e metodo delle lezioni di Storia nel liceo comunitativo pareggiato di Saluzzo per l'anno scolastico 1867-68, del Professore Aristide Sala Membro della R. Deputazione sovra gli studi di Storia Patria. Saluzzo, 1868; 4.° picc.

» — Sermone del Canonico Aristide Sala per la solennità del Martedì Santo 1864 nella Cattedrale di Saluzzo nell'ora assegnata al Borgo di mezzo. Cuneo, 1868; 4.° (edizione di 100 esemplari).

L'A. — Quadro genealogico degli ascendenti paterni e materni sino all'ottavo grado delle LL. AA. RR. il Principe Umberto e la Principessa Margherita di Savoia, pubblicato, in occasione delle auspicatissime nozze dei medesimi Principi, dal Conte e Commendatore Alessandro Franchi-Verney della Valetta, Cavaliere dell'Ordine di S. Giovanni di Gerusalemme. Torino, 1868; un foglio grand'aquila.

COMM. BERNARDI — Per le auguste nozze delle Regali Altezze Umberto Principe ereditario, e Margherita di Savoia, documenti raccolti da Jacopo Bernardi e pubblicati dal Municipio di Pinerolo. Pinerolo, 1868; per Giuseppe Chiantore Tipografo di S. M.; 8.° gr.

Digitized by Google

Due Margarite. - Poesia e Storia. Stabilimento Ricordi, Milano, Napoli, Firenze, 1868; fol. picc.	CONTE CAVAGNA SANGIULIANI
Pour les augustes noces de S. A. R. le Prince de Piémont Humbert et de S. A. R. Madame la Princesse Marguerite de Savoie (Hommage de l'Abbé Croset Mouchet). Pignérol, 1868; 4.°	L'A.
Nozze Reali - Memorie e Speranze - Discorso letto all'Accademia Filotecnica di Torino dal Socio Daniele Sassi. Torino, 1868; 4.°	L'A.
Prefazione ad una Biblioteca Matematica Italiana presentata alla Reale Accademia di Scienze, Lettere ed Arti in Modena, nell'adunanza 8 febbraio 1868, dal Prof. Pietro Riccardi. Modena, 1868; 4.°	L'A.
Margherita ed Emanuele Filiberto di Savoia, schizzo storico del Conte Antonio Cavagna Sangiuliani. Milano, 1868; 4.°	L'A.
Memorie storiche dei Santi tutelari della riviera Benacense in occasione della straordinaria festa di S. Carlo Borromeo patrono principale di Salò la 5.ª domenica dopo Pasqua 1868. Brescia, 1868; 8.°	PAOLO PERANCINI
Delle accoglienze ai Principi di Savoia fatte dai Veneziani. Note storiche, 1367, 1722. Venezia, 21 maggio, 1868; 8.°	NOB. NICOLÒ BAROZZI
Le feste di Torino nel carnevale del MDCVIII per le nozze della Serenissima infanta Maria Margherita di Savoia col Principe di Mantova Francesco Gonzaga. Venezia, 1868; 4.° (edizione di cento esemplari).	FEDERIGO STEFANI
Les Myreur des Histors, chronique de Jean des Preis dit d'*Autremeuse*, publiée par Ad. Borgnet Membre de l'Académie et de la Commission Royale d'Histoire, Tomes IV et V. Bruxelles, 1865-67; 4.°	ACCADEMIA REALE BELGICA - COMMISSIONE DI STORIA -
Archivio storico italiano fondato da G. P. Vieusseux e continuato a cura della R.ª Deputazione di Storia Patria per le Provincie della Toscana, dell'Umbria e delle Marche. Firenze 1868; Tomo VII, Parti 1 e 2; 8.°	REGIA DEPUTAZIONE DI STORIA PATRIA PER LA TOSCANA
Breve cenno storico del Comune di S. Genuario, aggiuntivi gli indici cronologici degli Abati delle Abazie di S. Michele e di S.ª Maria di Lucedio, del Notaio Giuseppe Buffa; M. S.	L'A.
Brevissimo cenno storico di Castello Apertole, villaggio appartenente a S. A. R. il Principe Tommaso Alberto Maria Duca di Genova, del Notaio Giuseppe Buffa; M. S.	L'A.
Inaugurazione a Gorgonzola della lapide monumentale per la battaglia vinta dai Milanesi contro Re Enzo nel 1245. Milano, 1868; 8.°	CAV. DAMIANO MUONI
Studi Archeologici-Topografici sulla città di Bologna, del Conte Senatore Giovanni Gozzadini. Bologna, 1868; 4.°	L'A.

Digitized by Google

Digitized by Google

LECTORI BENEVOLO

PASCHALIS TOLA

S.

Primo, qui superiori anno MDCCCLXI decimum inter edita HISTORIAE PATRIAE MONVMENTA obtinuit locum, ecce nunc sequitur, et in lucem prodit, caussa, et fide iam data integritatis, SARDINIAE CODICIS DIPLOMATICI Tomus secundus. Atque hic alter primo illo, nec minor, nec minus utilis habendus, sive numerum, sive substantiam monumentorum in eo collectorum respicias. Nam in primis, sola temporis ratione inspecta, tria integre saecula complectitur, nempe XV, XVI ac XVII; et deinde, per haec ipsa longe lateque decurrens tempora, multifariam rerum civilium, ecclesiasticarum, et politicarum, quae vel extemplo novae, vel iam notarum sunt testimonia, seriem exhibet non spernendam. Heic enimvero, praeter alia multa scitu digna, magnam historiae insularis partem, diplomatum, chartarum, et varii generis coaevorum documentorum ope demonstratam invenies; tetrarchas Arboreenses, qui Calaritanis, Turritanis Logudorii, et Gallurensibus supererant, longo conatu externae Aragonensium dominationi obsistentes; bella inde orta, paces, et foedera; eorumque principum virtutem, res gestas, et casus varios inter tot ac tanta fortunae discrimina, donec, non iure sed vi, et per proditionem vi nequiorem succubuerunt. Invenies pacta inter victos, victoresque renovata, ne illi absoluto iure regio, sed nationali Sardoarum Curiarum ordinibus temperato, prout a medio iam saeculo XIV statutum fuerat, regerentur: Curiarum ipsarum decennales, generalesque conventus, earumque conciendarum, aperiendarum, et concludendarum formas solemniores; iura Sardorum semper in eis ab Ordinibus Curiatis viriliter defensa; necessaria ad insulae tutamen terra marique provisa; bona, et utilia rerum, locorum, et personarum regimini, agrorum culturae, artium et literarum incremento, et alia multa, quae rei publicae intererant, omni ratione, et ingenio promota: atque his omnibus addita

Digitized by Google

trium extremarum Curiarum Acta, quae huc usque delituerant, una cum brevi caeterarum chronica recensione, ab anno MCCCLV, quo primum inchoatae, usque ad annum MDCXCIX, quo tandem defecerunt. Invenies civitatum, et castrorum obsidiones, et aggressus; Proregum contra Primores Sardorum, utrorumque vicissim, simultates, et cruenta facinora; Imperatorum et Principum in Sardiniam adventus; haebreos omnes saeculo XV Sardinia pulsos; atque insidias a Regibus Aragoniae, eorumque administris, adversus Ianuenses dolose in Sardinia paratas, ut isti a locis eorum ditioni in Corsica insula subiectis expellerentur. Invenies etiam ecclesiarum, episcopatuum, et antiquorum monasteriorum in Sardinia existentium originem, numerum, vicissitudines, uniones, translationes, et suppressiones: Constitutionum synodalium, et iurisdicundi ecclesiastici, tam in civilibus, quam in poenalibus, exempla, et fragmenta: patronatus dictarum ecclesiarum, et episcopatuum, ac varia privilegia in his a Romanis Pontificibus Sardiniae Regibus concessa: contentiones civilem inter et ecclesiasticam potestatem inde ortas: et quod reliquum de inquisitorio fidei tribunali in Sardinia superfuit. Invenies insuper crudeliores vetustissimis legibus indictas sontibus poenas legibus novis deletas; leges et statuta municipalia; leges et statuta pro artificum collegiis; et optimam, ad tuenda indigenarum et advenarum commercia, Consulum et Consulatus maris certis in Sardiniae locis institutionem. Invenies demum (et alia non pauca praetermittam) quae fuerint anteactis temporibus, et prius quam Sardinia Italiae redderetur, Proregum, Gubernatorum, caeterorumque insulae Magistratuum officia, et iura; quibus limitibus coarctata, et quomodo, quibusve formis et locis, dum ab officio explicerent, administrationis habitae rationem redderent, censoribus et censorio examine per leges Curiarum Sardoarum ad hoc specialiter praefinitis. Quae omnia summatim referenda censui, ut praeviam haberes, Lector benigne, monumentorum historicorum in hoc secundo Codicis Diplomatici Sardiniae volumine collectorum notitiam: quo autem marte, quo commentariorum, illustrationum, ac dissertationum merito hanc improbi laboris molem exegerim, tu ipse, iustus aequusque rerum et hominum aestimator, iudicabis. — Vale.

Digitized by Google

CODICE DIPLOMATICO

DI SARDEGNA

CON

ALTRI DOCUMENTI STORICI

RACCOLTO, ORDINATO E ILLUSTRATO

DAL

BARONE CAV. PASQUALE TOLA

AUTORE

DEL DIZIONARIO BIOGRAFICO DEI SARDI ILLUSTRI.

Hoc illud est praecipue in cognitione rerum salubre ac frugiferum, omnia te exempli documenta in illustri posita monumento intueri.

LIV., *Praefat. Hist. rom.*

Digitized by Google

Digitized by Google

DISSERTAZIONE

SESTA

Digitized by Google

Digitized by Google

DISSERTAZIONE

SOPRA I DOCUMENTI STORICI E DIPLOMATICI

DI SARDEGNA

DEL SECOLO XV

La lotta lunga e pertinace sostenuta nel secolo decimoquarto dalla potente Casa di Arborea contro le armi aragonesi impedì agli stranieri conquistatori il dominio stabile e compiuto della Sardegna, al quale da gran tempo essi aspiravano. L'amore dei comuni e dei popoli sardi per la propria indipendenza, e la valorosa difesa che i D'Oria, ormai naturalizzati nell'isola, e Sardi ancor essi, opponevano per mantenere la libertà, e la integrità dei vasti loro possedimenti, aggiungevano sempre nuovi ostacoli alle mire ambiziose e invaditrici della Corte di Catalogna. Vedemmo già come fin dal 1355 Mariano IV di Arborea collegato coi Genovesi movesse guerra al re di Aragona don Pietro IV (1); come la convenzione conchiusa sotto le mura di Alghero, e la pace di Sanluri non fosse più osservata dalle parti belligeranti (2); come le pratiche, e l'arbitramento di Giovanni, marchese di Monferrato, benchè durassero per ben tre anni (dal 1359 al 1362), riuscissero vane, e forse accrescessero le discordie (3); come Ugone IV, figlio e successore di Mariano, continuasse vigorosamente dal 1375 fino al 1383 la guerra sostenuta per ben venti anni da suo padre (4); come dapprima Papa Urbano V nel 1364, e poi il Pontefice Urbano VI nel 1377, sdegnati della pervicacia con cui il Re Aragonese, chiamato con antonomasia adulatrice *Il Re Cerimonioso*, violava i patti della investitura già conceduta nel 1297 al di lui avo Don Giacomo II, disegnassero e trattassero in concistoro di privarlo della sovranità e della corona di Sardegna per conferirla a Mariano e ad Ugone, i quali personificavano con tanta generosità e con tanto valore le aspirazioni libere e nazionali dell'isola intiera (5); e come infine, spenta la discendenza maschile dei Dinasti di Arborea con la tragica morte, o più veramente coll'assassinio politico di Ugone IV e dell'unica sua figlia, la di lui animosa sorella Eleonora, eroina più che donna di quel secolo, sostenesse virilmente contro i tumulti popolari, e le insidie aragonesi, i dritti del proprio figlio Federigo al trono di Arborea, e postasi a capo delle sarde schiere, dappoichè il marito suo Brancaleone D'Oria, con tradimento regio e con perfidia catalana, era ritenuto prigioniero, pugnasse coraggiosamente per ben due anni, e costringesse il re Don Pietro IV a scendere agli accordi; i quali, iniziati prima col Re medesimo e con gli ambasciatori di Eleonora nel 1386 in Barcellona, furono poi conchiusi in Cagliari col solenne atto di pace segnato dal di lui successore Don Giovanni I (6). Queste cose, e molte altre vedemmo nei documenti di quel secolo, che ne fanno ampia ed indubbia fede; e con la scorta dei documenti medesimi vedemmo pure, come la Corte di Aragona differisse di due anni la liberazione di Brancaleone D'Oria, ch'era uno dei patti principali della pace conchiusa; come allora, per nuove offese e per nuove violazioni di una tal pace, si corresse altra volta alle armi; e come Eleonora, difendendo co' proprii i dritti del secondo suo figlio Mariano V, succeduto a Federigo, facesse pur sua la causa nazionale dei Sardi, che abborrenti dal dominio straniero seguivano le di lei parti, e poco inchinevoli alle profferte di concordia che le veniano dalla Corte di Catalogna, tenesse in scacco fino al 1398 le truppe regie nei pochi luoghi, città e fortezze, al di cui solo possesso era ormai ridotta la tanto vantata conquista aragonese (7).

In tale stato si trovavano le cose pubbliche dell'isola al sorgere del secolo decimoquinto, il quale perciò si presentava pieno d'incertezza per il presente, e di pericoli per l'avvenire. Don Martino I di Aragona, re timido e fiacco, il quale non amava la guerra, avrebbe perduto ancora quel poco che possedeva in Sardegna, come vi aveva già perduto la forza e l'autorità, se inopinati e straordinarii eventi, il valore del di lui figlio Don Martino re di Sicilia, e la virtù, e la costanza de' suoi luogotenenti non glielo avessero salvato, e sopra ciò i casi favorevoli d'immeritata fortuna non glielo avessero eziandio consolidato ed accresciuto. Egli infatti, benchè gli sopra-

(1) Ved. il Vol. I di questo Codice, pag. 487 fino a pag. 492.
(2) Ved. detto Vol. I, pag. 490, 491.
(3) Ved. detto Vol. I, luog. cit.
(4) Ved. detto Vol. I, pag. 492-93-94.
(5) Ved. detto Vol. I, pag. 491-92.
(6) Ved. detto Vol. I, pag. 494-95-96.
(7) Ved. detto Vol. I, pag. 496-97-98.

Digitized by Google

stasse la minaccia di nuovi smembramenti del suo dominio insulare, si limitò a fornire di nuove soldatesche mandate da Catalogna il borgo di *Lapola*, il castello di *Cagliari*, e le due rocche di *S. Michele*, e di *Aquafredda* (1); e provvedendo con molta lentezza alla guerra sarda, si volse, quasi limosinando, ai Consoli di Valenza, di Majorca, di Perpignano, di Girona, e di Tortosa, affinchè gli fornissero le somme di cui difettava per gli armamenti, togliendole a prestanza sul dritto che i Catalani appellavano *Imperiatge*, e nelle piazze marittime si riscuoteva dalle *Logge* dei mercatanti (2). E mentre per un bisogno così pressante ricorreva a sì poveri e tardi sussidii, dividea improvidamente il potere de' suoi Luogotenenti, a vece di concentrarlo nelle mani di un solo, onde renderlo in sì gravi momenti più forte e più rispettato. Il *Privilegio* da lui emanato nel 15 gennaio del 1401 (3), è la prova più solenne della sua imprevidenza e del poco suo senno politico. Imperocchè, rigettando le lezioni dell'antica e della moderna esperienza, abolendo la carica di Luogotenente generale dell'isola creata dal di lui predecessore Don Giovanni I, nella quale Pietro di Arenoso, Ruggiero di Moncada, e Francesco di Santa Colomba aveano virilmente ostato ai maggiori progressi delle armi di Arborea (4), e richiamando a nuova vita due Governatori e *Riformatori* fra loro indipendenti nei Capi di *Cagliari* e *Gallura*, di *Sassari* e *Logudoro*, togliea da una parte all'indrizzo delle cose politiche e guerresche l'unità di concetto e di azione necessaria nei soprastanti pericoli, e risvegliava dall'altra parte quei semi di divisione, che originati dall'antica partizione dell'isola in quattro Giudicati, e fomentati dal lungo parteggiare dei Sardi per Genova e Pisa, si erano fatalmente radicati negli animi, e degenerarono poi in aperto ed esoso municipalismo. La qual divisione fu vieppiù rinfocolata dal provvedimento, che le due città di Cagliari, e di Alghero, nemiche a Sassari per vecchie gare di preferenza, potessero inviare i loro procuratori alle Corti di Majorca e di Catalogna (5).

P. C. N. 1401. 1402.

P. C. N. 1401.

Ma all'imprevidenza di quel re pusillanime, e lontano supplirono i casi nuovi che erano fuori della sua mente e della sua volontà. Eleonora di Arborea, la magnanima guerriera, la sapiente legislatrice che potea co' suoi forti propositi e col suo genio maraviglioso portare a compimento l'ardita impresa di cacciare per sempre lo straniero dal suolo della sua patria, morì nel 1404, e poco dopo la seguì nella tomba l'unico suo figlio Mariano V, il quale, essendo ancor fanciullo, aveva regnato per soli tre anni sotto la tutela, e reggenza del padre suo Brancaleone D'Oria. E il D'Oria che potea raccogliere la gloriosa eredità della Casa di Arborea, e rendersi poi padrone dell'isola intiera, non ebbe pari alla volontà l'ardimento, e per un anno appena, e assai debolmente, sostenne la guerra pei dritti di successione con un altro non meno illustre di lui, ma al par di lui sfortunato competitore (6).

P. C. N. 1404. 1407.

Fu questi Guglielmo visconte di Narbona, nipote di Beatrice ultima figlia di Mariano IV, alla di cui linea e discendenza, per la estinzione delle due altre di suo fratello Ugone IV, e di sua sorella Eleonora, aspettavano per dritto dinastico gli Stati e il Giudicato di Arborea. Guglielmo (terzo di tal nome) era figlio di altro Guglielmo e di Guerina di Belforte Canigliacco (francescamente *Beaufort du Canillac*), nipote di Aimerico X visconte di Narbona, e marito a Margherita del Contestabile di Armagnacco. Discendea per lunga serie d'avi dalla Casa dei *Lara*, una delle più illustri d'Europa, che traeva l'origine da Ramiro I re delle Asturie e di Galizia, e aveva dato al regno di Navarra il re Garzia, e ai regni di Castiglia e di Leone il re Ferdinando I (7). La viscontea di Narbona era pervenuta alla sua famiglia dalla famosa Ermengarda, celebrata cotanto dai poeti provenzali, e dalle storie di Linguadocca del secolo XII per le sue *corti di amore*, per le sue ardite imprese contro i Saraceni, per l'assedio di Tortosa del 1128, e per la vittoriosa resistenza da lei opposta ai dritti di alta sovranità, pretesi sulla città di Narbona da Raimondo conte di Tolosa. Imperocchè Ermengarda, vedova e senza prole, adottò prima Aimerico e poi Pietro *di Lara* (8), dal quale appunto proveniva Aimarico X, visconte di Narbona, marito di Beatrice di Arborea (9). I dotti Maurini Martene e Durand pubblicarono il testamento di Beatrice di Arborea (*Testamentum Beatricis de Alboreya*) del 1377 (10), in cui si leggono i nomi de' suoi sette figli (Guglielmo, Americo, Pietro, Eleonora, Beatrice, Ermengarda e Burghiera), avuti dalle sue nozze con Americo X; e pubblicarono appresso l'altro testamento fatto nel 1397 da Guglielmo II (11), del quale fu figlio ed erede Guglielmo III, pretendente al trono di Arborea.

Allorchè Mariano V, unico superstite figlio della grande Eleonora, mancò di vita, Guglielmo III di Narbona si trovava in Francia. Gli Arboresi, riunitisi in assemblea generale di notabili nella città di Oristano, lo proclamarono *Signore* del Giudicato, e gl'inviarono solenne ambasciata per riconoscerlo e profferirgli giuramento di obbedienza e fedeltà. Poco fidenti nella persona di Brancaleone D'Oria, il quale e prima e dopo il glorioso regno della consorte, avea dato prove di non saper reggere in tempi difficili, e contro la potenza aragonese, le ragioni e la indipendenza del Giudicato, essi gli preferirono un principe straniero, pieno di gioventù e di valore, nelle di cui vene scorreva, per mezzo dell'ava sua Beatrice, frammisto al sangue paterno il generoso sangue dell'eroico Mariano IV. Egli accolse con gioia il fausto messaggio, accettò la offertagli *Signoria*, e partì subito alla volta dell'isola seguito da buon numero di soldati, di venturieri e di amici, i quali bramavano dividere con lui la fortuna delle armi. Brancaleone D'Oria gli oppose

P. C. N. 1407.

P. C. N. 1408.

(1) Vol. I cit., pag. 497.
(2) Ved. Cart. n.° II, III e IV del presente Volume (Sec. XV).
(3) Cart. n.° I di questo Vol. (Sec. XV).
(4) Ved. Vol. I di questo Codice, *Dissertaz. quinta.*
(5) Ved. la detta Carta n.° I.
(6) Ved. Fara, *De Reb. Sard.*, Lib. III, pag. 317 e 318; e Tola, *Dizion. Biograf. dei Sardi Illustri*, Vol. II, pag. 56 e 57.

(7) Ved. Çurita, *Annal. de Arag.*, Lib. II, cap. 44; Salazar, *Coment. Annal. Çurita*, *Casa de Lara*; Pellicer, *Memorial de la Casa de Alagon*; Vico, *Hist. gener. del Reyno de Çerdeña*, Part. V, Cap. XXXI, n.° 10.
(8) Ambidue erano figli di Manrico conte *di Lara*, e di Ermesinda sorella di Ermengarda di Narbona.
(9) Ved. Anselme, *Histoire de la Maison de France*, Tom. VII.
(10) *Thesaur. Novor. Anecdotor.*, Tom. I, col. 1520 e seg. Nel pubblicare questo documento il Martene e Durand notarono per errore, che sotto tal nome e casato dovea intendersi *Beatrix de Arborea in Ceritania insula.*
(11) Martene e Durand, Oper. cit., Tom. I, col. 1629 e seg.

Digitized by Google

dapprima qualche resistenza; ma vedendosi venir meno l'appoggio dei Sardi, e mancandogli l'energia necessaria per combattere il nuovo nemico, stimò miglior consiglio collegarsi con lui e agire di acordo nell'interesse della causa comune (1). Alla lega di Brancaleone con Guglielmo accedettero tosto i D'Oria, e i Malaspina, i quali *ab antiquo* aveano stanza, e possedevano in Sardegna città e borgate, terre, fortezze e giurisdizioni quasi regali, riceveano aiuti dai Genovesi (2), e sopra ciò erano da lunga pezza nemici del re di Aragona. Il re Don Martino, invocando gli atti di pace del 1386 e 1388, in virtù dei quali dicea devoluti alla Corona gli Stati di Arborea, o non facea o facea assai fiacchi provvedimenti per ostare alle armi dei collegati, i quali perciò crebbero di forze e di ardimento, sperando o avendo già soccorso di uomini e d'armi dal Comune di Sassari, il quale parteggiava pel principe francese, e lo incitava in secreto a recarsi in mano il dominio, se non di tutta, della maggior parte almeno della Sardegna, come ai tempi di Mariano IV e di Eleonora. Ma alla fiacchezza del padre soccorse con maravigliosa prontezza l'ardenza giovanile e la virtù bellica del figliuolo Don Martino. Il quale, uditi i casi di Sardegna e i progressi del Narbonese, lasciata in Sicilia a reggere quel regno la regina Bianca sua moglie, salpò da Trapani con dieci galee nell'ottobre del 1408, e volse le prore ai lidi sardi seguito da molti distinti guerrieri e baroni siciliani, fra i quali primeggiavano per grandezza di opre e di nome i conti di Modica, di Agosta e di Ventimiglia, i conti Enrico Russo e Artaldo di Luna, due Çentelles, due Ruiz, Ferdinando de Eredia, e il valoroso Gherardo Dedoni (3). Giunto ad Alghero spedì al padre solleciti messaggi, acciò il fornisse di navilio e di gente d'arme. E l'uno e l'altra gli furono inviati sotto il comando di Pietro Torrelles, capitano di molta energia, il quale arrivò a Cagliari nel maggio del 1409, seguito dal più bel fiore della baronia catalana (4), e da cento eletti guerrieri armati dall'antipapa Pietro de Luna, che usurpò il nome di Benedetto XIII, e capitanati dal di lui nipote Giovanni Martinez de Luna, da Roderico de Luna, e da Giovanni Bardaxino (5). Riunite le truppe regie in un sol corpo di ottomila fanti e di tremila cavalli, il re Don Martino mosse a grandi marcie contro il visconte di Narbona, che col suo esercito accampava nella vasta pianura di *Sanluri*. Nel 30 giugno del 1409 s'ingaggiò la battaglia, e fu combattuta con tanto ardore, che per quei tempi e pel numero dei combattenti e dei morti, fu una delle più micidiali e più sanguinose. Nulla di nuovo o d'importante aggiungono i documenti da noi prodotti a ciò che già fu detto di questa memorabile battaglia dagli storici nazionali e forastieri; per la qual cosa è superfluo, e sopra ciò non si appartiene al soggetto del nostro discorso l'andarla minutamente descrivendo. Noteremo soltanto che lunga e furiosa fu la mischia; che prevalsero dapprima le armi dei collegati, ma poi cedettero al cozzo della cavalleria nemica; che la presenza del re di Sicilia e dei valenti capitani Pietro Torrelles e Gherardo Dedoni, i quali si emularono in quella giornata con prove di straordinario valore, diedero finalmente la vittoria agli Aragonesi; che cinque mila Sardi caddero uccisi sul campo; e che la barbara insolenza dei vincitori passò poi a fil di spada, senza distinzione di sesso o di età, gl'innocui abitanti di *Sanluri*. Brancaleone D'oria e Giannettino suo figlio bastardo, cui era affidato il vessillo dell'esercito collegato (6), caddero prigionieri di guerra;

P. C. N. 1409.

P. C. N. 1409.

(1) Çurita, *Annal. de Aragon.*, Lib. X, cap. 86 e 87.

(2) Narra il Fara (*De Reb. Sard.*, Lib. IV, pag. 318) che la repubblica di Genova mandò in aiuto dei pretendenti sei triremi armate, capitanate da Guglielmo Mollo, le quali però, incontratesi nelle acque dell'*Asinara (prope Ænariam insulam)* con dieci altre triremi catalane (il Zurita le chiama siciliane), comandate da Giovanni Colombo (cui il detto Zurita dà il nome di Francesco Coloma), dopo breve conflitto furono vinte, rimanendo prigionieri molti nobili genovesi, che il vincitore mandò al re Don Martino. E narra pure che Pietro D'Oria nel 1407 predò quattro navi di pirati catalani che infestavano i mari sardi, e altre sette ne predò nell'anno seguente Battista di Montano, e che i corsari tutti di quelle navi furono messi a morte in Genova nel giugno del 1408. Queste narrazioni del primario annalista sardo sono conformi a quelle del Zurita (Çurita, *Annal. de Arag.*, Lib. X, cap. 87) e del Giustiniani (*Annal. Gen.* ap Murator. ad ann. 1407 e 1408). Il Zurita però varia (come si è già notato) nei nomi delle navi e del capitano, e nell'anno in cui accadde il conflitto dell'*Asinara*, che dice essere il 1409.

(3) I baroni siciliani che seguirono in questa spedizione il giovine re Don Martino, furono i seguenti:

Conte di Modica
Conte di Agosta
Conte di Ventimiglia
Conte Enrico Russo
Conte Artaldo de Luna
Gilberto Çentelles
Giacomo Çentelles
Bernardo Anglesola
Oggerato Lanza
Sancio Ruiz de Libori
Gilio Ruiz de Libori
Giovanni Fernando de Eredia
Gherardo Quilart
Giovanni Cruillas
Gherardo Dedoni.

Quest'ultimo si distinse più degli altri nella guerra sarda, e a lui principalmente si dovette la vittoria di *Sanluri;* per lo che il re Don Martino di Sicilia nel 15 luglio 1409 gli concedette in feudo le ville di *Mara*, *Tuili* e *Gestori* sequestrate ai ribelli in Sardegna. (Ved. Fara, Oper. cit., Lib. III, pag. 318-19-20; e Çurita, Oper. cit., Lib. X, cap. 86, 87).

(4) Ecco i nomi dei più distinti baroni di Catalogna che faceano parte di tale spedizione:

Visconte Giovanni Fox
Arcibaldo Fox, signore di Luna
Gherardo Mallione
Bernardo Galzerando di Pino, signore di Orta
Conte di Cardona
Antonio di Cardona
Conte di Chirra
Visconte Bernardino de Sà
Berengario Arnaldo Cervellon
Galzerando di Santapace
Arcarto de Mur
Galzerando Cruillas
Bernardo Espès

(Ved. Fara, Oper. cit., Lib. III, pag. 318).

(5) Ved. Çurita, Oper. cit., Lib. X, cap. 87; e Fara, Oper. e loc. cit., pag. 319. Notiamo opportunamente in questo luogo, che l'antipapa Benedetto XIII, allorchè nel 1415 fu citato al Concilio di Costanza, ed esortato dall'imperatore Sigismondo e dal re Don Ferdinando I di Aragona ad abdicare al papato per la salute della Chiesa minacciata dallo scisma, egli avea deliberato di rifuggirsi in Sardegna e chiudersi nella fortezza di Cagliari o in altro luogo dell'isola ben munito e sicuro. Ma il detto re Don Ferdinando scrisse subito al Vicerè di Sardegna vietandogli di ammettervelo; e poi, vedendo la di lui pertinacia, consentì finalmente col Concilio per la di lui formale deposizione. L'antipapa credette di vendicarsene chiudendosi nel castello di *Periscola*, e di là, lanciando i suoi fulmini contro il re Ferdinando, lo dichiarò scismatico e decaduto dalla sovranità. (Ved. Çurita, Oper. cit., Lib. XII, cap. 55; e Fara, Oper. cit., Lib. III, pag. 333-34).

(6) Giannettino D'Oria figlio *bastardo* con Giovanni D'Oria figlio legittimo di Brancaleone erano già stati dati in ostaggio allorchè nel 1.° gennaio 1390 fu segnata la *Convenzione* tra Eleonora di Arborea e il re di Aragona Don Giovanni I, e furono poi messi in

Digitized by Google

nè da tal punto s'incontra più di essi alcun ricordo nelle memorie, e nelle carte di quei tempi, e perciò non è forse lungi dal vero, che morissero entrambi in onorata cattività. Il Visconte di Narbona riparò nel castello di *Monreale*, e quindi recossi a Oristano, dove eransi rifuggiti i migliori suoi guerrieri sopravvissuti alla battaglia; ma non potendo colà sostenersi, perchè gli Aragonesi accennavano di assediarvelo, ripassò sollecitamente in Francia onde cercarvi nuovi aiuti e soldati per la sua impresa (1).

P. C. N. 1409. La vittoria del re di Sicilia, l'espugnazione di *Villa di Chiesa* (odierna *Iglesias*) operata nel 4 luglio dello stesso anno da Giovanni de Sena, valoroso capitano sardo che militava nell'esercito aragonese, e il pronto ritorno alla obbedienza regia di molti luoghi e fortezze già occupate dai collegati, toglievano forse per sempre al Narbonese la speranza di rilevarsi dalla sconfitta, se nuovi e inopinati accidenti nol richiamavano a tentare altra volta colle armi il trionfo de' suoi diritti e della sua fortuna.

Il primo e più memorabile di tali eventi fu la morte immatura del giovane re Don Martino di Sicilia, avvenuta in Cagliari nel 28 luglio del 1409 (2). Concordano gli storici nell'affermare, che causa dell'acerbo caso fu la intemperanza delle sue passioni già famose in Sicilia, e l'abuso di illeciti amori da lui fatto, dopo le guerresche fatiche, con bellissima donzella sarda del luogo istesso di *Sanluri* da lui debellato: e della intemperanza, e dell'abuso toccò con la solita sua precisione il Fara ne' suoi *Annali*, scrivendo di quel giovane principe, che *paucos post dies bellico labore, seu nimio pulcherrimae mulieris sardae concubitu, febri correptus, nulla superstite prole,* ab humanis decessit (3).

La morte immatura del giovane monarca abbassò ad un tratto la fortuna aragonese in Sardegna. L'esercito regio, già formato con tante cure e con tanto dispendio, fu quasi intieramente disciolto e disperso; e gli Arboresi, levatisi in armi, nè più sperando nel Visconte di Narbona già vinto e lontano, nè in Brancaleone D'Oria prigioniero degli Aragonesi, si elessero per nuovo capo e *signore* Leonardo
P. C. N. 1409. Cubello, ottimate sardo assai dovizioso, pieno di sagacia e di ardire, e sopra ciò, per attinenze di famiglia, congiunto con gli antichi Giudici di Arborea (4).

Il Cubello trovatosi inopinatamente alla testa del partito nazionale che avversava la dominazione straniera, afferrò con molta prontezza e con pari abilità il favore della fortuna; e dopo aver fatto mostra di sostenere con le armi la propria causa e quella del proprio paese; dopo avere in alcuni scontri percosso aspramente le schiere regie capitanate da Giovanni e Pietro di Moncada, veggendo di non poter molto a lungo resistere alle forze aragonesi, che sotto il comando dell'animoso Pietro Torrelles lo stringevano gagliardamente di assedio nella città di Oristano, scese finalmente agli accordi, e abdicato il nome e l'autorità di Giudice *di Arborea* (nome infausto ai re di Aragona, P. C. N. 1410. che perciò il vollero abolito per sempre), si contentò del più modesto titolo di *Marchese di Oristano* e *Conte di Goceano*, ricevendo in feudo per l'annuo censo di cinquecento fiorini le terre, città, ville e fortezze già possedute dagli antichi Giudici in quelle due vaste provincie (5).

Fra i diplomi e le carte di questo secolo le quali confermano quanto fin qui andammo narrando, sono notevoli per importanza e per novità i documenti relativi alla guerra e ai fatti di Arborea; l'atto di pace o Convenzione *di S. Martino* (6) del 1410; la investitura e il diploma feudale a favore del Cubello, e della sua discendenza, il giuramento solenne di fedeltà, e di vassallaggio da lui prestato; il giuramento somigliante dei *maggiorenti*, del *Podestà*, e dei cittadini (*burgeuses*) di Oristano; gli ostaggi P. C. N. 1410. dati di presente, e i promessi per l'avvenire a guarentigia dell'esecuzione dei capitoli della pace; lo sborso fatto dal Cubello di trentamila fiorini d'oro, specialmente pattuito nel capitolo terzo della *Convenzione*, « per sopperire » alle spese dell'esercito regio manchevole al tutto di de- » naro; e sopra ciò la imprestanza di cinquemila *Alfonsine* » fatta dallo stesso Cubello al re di Aragona, ricevendone » in pegno il contado di *Monteacuto* con le sue ricche » *Incontrade*, che diremmo italianamente *provincie* (7). » In questi documenti noi troviamo abolito il nome e mantenuta la sostanza del Giudicato di Arborea, avendo il Cubello, sotto nuovi titoli, ricevuto gli Stati arboresi con gli stessi diritti che già vi ebbero gli antichi Giudici (8), ed essendosi fra le altre cose, nelle combinate formule di giuramento da prestarsi dai comuni e dagli uomini dei luoghi infeudati, richiamate ad osservanza le convenzioni, e le paci giurate per lo innanzi dai re di Aragona, da Mariano IV, da Eleonora e da Brancaleone D'Oria (9): troviamo le cautele adoprate affinchè il sorteggio dei nuovi ostaggi da farsi di anno in anno o da sei mesi in sei mesi colpisse egualmente tutte le classi e tutte le età (10): troviamo guarentita la libertà delle persone, del commercio interno ed esterno, e del mare territoriale da un promontorio all'altro del golfo di Oristano (11): troviamo cancellata con generale amnistia la memoria dei fatti ostilmente commessi dai seguaci

libertà assieme al loro padre. (Ved. il Vol. I di questo Codice, *Diplomi e Carte del Sec. XIV*, Cart. n.° CLI*, pag. 866, not. 1 e 4).

(1) Ved. Çurita, Oper. cit., Lib. X, cap. 87.

(2) La salma del re Don Martino di Sicilia fu deposta nella chiesa cattedrale di Cagliari, e vi fu poi eretto un mausoleo marmoreo, che ancor oggi è uno dei più belli ornamenti di quel tempio. Il detto mausoleo fu ornato ed abbellito in tempi diversi, come ne fanno fede le iscrizioni che vi si leggono. Nel 1675 il vicerè, marchese de los Veles, sostituì all'antica una nuova urna di marmo, e il vicerè, conte di Santo Stefano, vi fece costrurre due nicchie con entro due statue rappresentanti la *Fede* e la *Giustizia*. Il vicerè, conte di Egmont vi fece eseguire altri abbellimenti; e il presidente del Regno, Don Melchiorre Sisternes, vi fece apporre nel 1680 la balaustrata e il pavimento di marmo.

(3) Ved. Çurita, Op. cit., Lib. X, cap. 76 e 88; e Fara, *De Reb. Sardois*, Lib. III, pag. 320.

(4) Era pronipote del Giudice di Arborea Ugone III, il di cui terzogenito *Nicolò* fu padre di *Salvatore* di Arborea, che dalle nozze con Costanza Cubello ebbe *Leonardo* di cui discorriamo. Per la ricca eredità materna acquistata alla sua famiglia in virtù di tal matrimonio, esso e i suoi successori presero il nome di *Cubello di Arborea*. (Ved. Çurita, Oper. cit., Part. III, Lib. XIII; Salazar, *La Casa de Lara;* Pellicer, *Memorial de la Casa de Alagon;* Archiv. Barchinon., *Armar. de Catalunã, Sac. Sant Iordi*, n.° 40).

(5) Çurita, Oper. cit., Lib. X, cap. 88, 89, 90, 91; Fara, Oper. cit., Lib. III, pag. 320, 321 e seg.

(6) Così appellata dal convento di tal nome, in cui fu segnata dal Cubello e dal Torrelles nel 29 marzo 1410.

(7) Ved. Cart. n.° V*, VI*, VII*, VIII* IX*, X* e XI* di questo Vol. II *(Diplomi e Carte del Sec. XV)*.

(8) Ved. detta Cart. n.° V*, cap. 1 in not.

(9) Ved. la detta Cart. n.° VIII*; in not.

(10) Ved. la detta Cart. n.° V*, cap. 1.

(11) Ved. la detta Cart. n.° V*, cap. 8 e 9.

Digitized by Google

del Cubello contro il re di Aragona (1); e assicurata la indipendenza del Cubello medesimo dagli arbitrii e dalle violenze dei proconsoli regii in Sardegna (2): troviamo rispettata la proprietà dei beni del clero di Arborea, e più specialmente la sua adesione e la sua credenza nel *Pontefice* Romano *(en el Sant Pere de Roma)* (3); col quale capitolo in termini espliciti e assai rigorosi convenuto si mirò evidentemente a tutelare l'antica e proverbiale fede dei Sardi nell'unità cattolica, minacciata in quel tempo dallo scisma e dall'arrogante pertinacia dell'antipapa Benedetto XIII, il quale, vendendo alle mire ambiziose della corte di Aragona con la ipocrisia degli atti la propria coscienza, era riuscito a trovarvi rifugio e protezione: troviamo infine tra molte altre notizie, che notammo e illustrammo in ciascun documento, quelle al tutto nuove e importanti che riguardano la persona di Nicolò o Nicoloso *D'Oria*, dinasta e guerriero di chiara fama, che vedremo quindi innanzi figurare negli eventi insulari, il quale difese con egregia costanza e pari valore, fino alla metà del secolo XV, i dritti e le *signorie* che possedea in Sardegna contro la prepotente cupidigia degl'invasori e spogliatori aragonesi (4).

Mentre il Cubello si assicurava in tal modo sotto nome diverso l'antica *signoria* di Arborea, non aveva mancato da sua parte il visconte di Narbona di spiare l'occasione, in cui potesse con miglior fortuna far nuovo esperimento dei propri dritti. E la occasione gli si appresentò più presto e più propizia di quello ch'ei forse si figurava col suo pensiero. Giuntagli in Francia la notizia della morte del re Don Martino di Sicilia, partì incontanente e veleggiò per Sardegna, accompagnato da parecchi illustri guerrieri; e col favore degli amici rimastigli fedeli, e coll'aiuto dei Sassaresi, che allora parteggiavano apertamente per lui, ridusse in suo potere la città di Sassari e la provincia del Logudoro (5). Ivi raccolse armi ed armati, e approfittando dello scompiglio in cui si trovavano gli Aragonesi per la morte del vecchio re Don Martino, avvenuta nel monistero di *Valdonzella* (6), della incertezza della successione al trono di Aragona, del risollevarsi dei Genovesi a nuovi tentativi, e della espugnazione della terra e castello di *Longonsardo* operata da Cassiano D'Oria (7), si spinse avanti con le sue genti fino ad Oristano, vi pose l'assedio, e chiamando i Sardi a riunirsi sotto il suo vessillo, si dispose arditamente a ricominciare la guerra. Ma gli Arboresi non erano più per lui. Leonardo Cubello, o per la fede di recente giurata, o per difendere il suo nuovo acquisto; gli stessi D'Oria, già suoi fautori, o per interessi personali, o per vincoli di famiglia col nuovo marchese di Oristano e conte di Goceano, gli si volsero contro, e gli erano allora fatalmente nemici. E sopra ciò il Torrelles, raccolto in fretta dai presidii regii buon nerbo di truppe, inviò prima quattrocento cavalli contro il castello di *Monreale*, luogo assai forte e munito, e poi col grosso delle sue schiere corse egli stesso ad assalirlo nei suoi alloggiamenti. Il Narbonese, che al valore personale congiungea la sagacia di esperto capitano, ben vide non potere con le sue forze sole resistere a un' oste così risoluta e numerosa. Mandò quindi al Torrelles il Signore *di Morlane*, barone francese che seguiva le sue insegne, per proporgli una tregua: ma il fiero catalano non volle ascoltarlo se prima il *pretendente* non levasse l'assedio, e non smettesse ogni pensiero e tentativo di guerra: e il principe francese, costretto a cedere alla superba intimazione, si ridusse altra volta alle sue stanze di Sassari (8). Da Sassari ei rinnovò nell'anno seguente la proposta della tregua, la quale fu finalmente accettata, ma, per la morte del Torrelles quindi accaduta in Alghero, sottoscritta dal di lui successore Giovanni di Corbera (9).

P. C. N. 1410.

P. C. N. 1410.

P. C. N. 1410.

P. C. N. 1411.

La tregua però non valse a quietare il suo spirito guerriero e l'ardore con cui egli mirava al proseguimento

(1) Ved. la detta Cart. n.° V*, cap. 6.

(2) Ved. la detta Cart. n.° V*, cap. 2 e 3.

(3) Ved. la detta Cart. n.° V*, cap. 12.

(4) Ved. detta Cart. n.° V*, cap. 4, in not. Nicolò o Nicoloso D'Oria era figlio di Brancaleone D'Oria che fu poi marito in seconde nozze di Eleonora di Arborea: *Nicolosus Auria*, scrive il Fara (Oper. cit., Lib. IV, pag. 345), *Branchae-Leonis filius, comes Montis-Leonis, et Castri-Genuensis dominus.* Dal cap. 4 di detta Carta n.° V* si ricava ch'esso ebbe per moglie una sorella di Leonardo Cubello marchese di Oristano e conte di Goceano. Oltre alle *signorie* di *Monteleone*, di *Cabuabbas*, di *Chiaramonti* e di *Anglona* nel Logudoro, che già possedeva nel 1410, ebbe più tardi anche la *signoria* di *Castelgenovese*, che prima apparteneva a Cassiano D'Oria. Parteggiava pel visconte di Narbona, e perciò il Torrelles, onde staccarlo dalla lega col visconte e co' Genovesi, proponea nell'Atto di *Convenzione di S. Martino*, che laddove si disponesse ad abbandonarla, e a seguire le parti regie, le dette *signorie* gli sarebbero confermate dal re Don Martino, mediante però l'annuo censo di venticinquemila fiorini. Si ricava inoltre dalla stessa *Convenzione* che Leonardo Cubello, allorchè trattava della pace, avea iniziato pratiche col suo cognato Nicoloso D'Oria per avere da lui ventimila fiorini d'oro a complemento dei cinquantamila che si doveano dare al Torrelles per pagare e vettovagliare l'esercito regio; ma queste pratiche non ebbero per allora alcun successo, essendo il D'Oria apertissimo nemico degli Aragonesi, come lo dimostra la Cart. n.° VI* più sovra citata. Non bisogna confondere Nicoloso *di Brancaleone*, del quale ora parliamo, con Nicoloso Antonio *di Galeotto D'Oria* ricordato dal Zurita (Op. cit., Lib. VII, cap. 73). Questo secondo fu coetaneo al primo, era forse suo stretto congiunto, e non è improbabile che fosse lo stesso Antonio D'Oria, chiamato Antonilu nella *Convenzione* del 15 maggio 1412 (Ved. infr. Cart. n.° XV*, pag. 50 e 51), il quale fu uno degl'inviati dal comune di *Monteleone* per procurare la liberazione del suddetto Nicoloso *D'Oria di Brancaleone*, caduto prigioniero di guerra in potere di Guglielmo visconte di Narbona. Ma così di questi, come dei tanti altri D'Oria, i nomi e le imprese dei quali si leggono nel presente Codice, e specialmente nel Vol. I, non è nostro intendimento, nè sarebbe questo il luogo, di accertare l'origine, le famiglie e le attinenze diverse. A noi basta citare i fatti e i documenti che ne rendono testimonianza. Non pertanto, un lavoro che raccogliesse insieme tutte le notizie riguardanti questa illustre ed antica *Casata*, le sue varie diramazioni, e i fatti e le imprese dei più distinti fra coloro che ne portarono il nome, laddove fosse corredato di prove e dimostrazioni, tornerebbe assai utile alla storia genovese non solo, ma anche alla storia particolare di Sardegna, nella quale dal principio del secolo XII fino a tutto il secolo XV i D'Oria si trovano così spesso figurare ed aver parte negli avvenimenti dell'isola. Sappiamo che un tal lavoro è stato già incominciato (e forse ora trovasi presso al suo compimento) dal marchese Antonio D'Oria (fratello del marchese Iacopo D'Oria, valoroso cultore delle lettere greche e latine, della di cui amicizia ci onoriamo); e se il suo *Albero genealogico della famiglia D'Oria* documentato e illustrato, anche pe' *tre rami* ch'ebbero dominii e figurarono nelle cose di Sardegna, vedrà la pubblica luce, avremo uno splendido monumento istorico che sarà favorevolmente accolto dai dotti.

(5) Ved. Fara, *De Reb. Sard.*, Lib. III, pag. 320.

(6) Morì nel 30 giugno del 1410. Ved. Çurita, *Annal. de Arag.*, Lib. XI, cap. 5; Fara, Oper. e loc. cit., pag. 323-24.

(7) Nell'8 agosto del 1410. Fara, Oper. cit., Lib. IV, pag. 328.

(8) Ved. Çurita, Oper. cit.; e Fara, Oper. e luog. cit., pag. 328, 329. Ciò accadeva nel settembre del 1410.

(9) Furono eletti arbitri il conte *di Urgelles* e il visconte *del Carretto*, i quali doveano associarsi altri due *Nobili (equites)* a propria scelta, per definire ogni controversia. Ved. Çurita, Oper. cit., Lib. XI, cap. 16; e Fara, Oper. cit., Lib. IV, pag. 328-29.

Digitized by Google

della sua impresa. Di ciò fa fede la storia: e senza narrare perciò le amicizie non sì tosto da lui strette che sciolte, prima con Nicolò e poi con Cassiano D'Oria; lo scontro avuto con le genti di Cassiano, e la vittoria riP. C. N. 1411. 1412. portatane, con la uccisione di trecento soldati; il suo ingresso in *Macomer*, per minacciare più davvicino la capitale di Arborea; le scorrerie fatte a mano armata nelle terre dei nemici; e la occupazione militare delle PARTI o INCONTRADE di *Valenza*, di *Monti*, e di *Marmilla* (1), noteremo soltanto alcuni fatti speciali ricordati dalle CARTE, che ora mandiamo in luce, le quali confermano ed ampliano insieme quelle istoriche narrazioni. La prima è P. C. N. 1412. un DIPLOMA di concessione in feudo della villa di *Monti* fatta nel 1412 a Pietro da Feno cittadino di Sassari da GUGLIELMO visconte di Narbona e di Basso, che s'intitola *Giudice di Arborea e Conte di Goceano* (2). Spedito dal campo di Chiaramonte, dove il Narbonese era attendato con le sue schiere, questo *diploma* ha un carattere di originalità che lo rende importante, perchè prova come GUGLIELMO affettasse sempre dritti di assoluta sovranità sulle provincie che non avea potuto ancora assoggettare al suo dominio, e perchè inoltre, a vece di essere steso nell'aulica lingua latina, solita adoperarsi nelle solenni spedizioni di tali documenti, è scritto per intiero in lingua sarda. Viene poi una RELAZIONE sincrona dell'assalto dato P. C. N. 1412. nel 6 maggio dello stesso anno alla città di Alghero dalle armi congiunte dei Francesi e dei Sassaresi, capitanati dal visconte di Narbona, della valorosa resistenza opposta dagli Algheresi e della vittoria da essi riportata sopra gli assalitori (3). Narrano largamente gli storici nazionali come questa vittoria fosse poi macchiata dalla barbara ebbrezza dei vincitori coll'uccisione dei prigionieri francesi e del *Bastardo di Savoia* figlio di Amedeo VII chiamato *il Conte Rosso*, il quale capitanava col Narbonese le schiere assalitrici (4): ma ciò che tace la storia, e che noi riportiamo a complemento dei ricordi di quella età, sono le STROFE che per voto popolare, e per più di due secoli colà si cantarono con solennità di apparecchi e di baldorie nel giorno anniversario della vittoria, nel quale, mentre un fantoccio divisato con assisa francese era dato alle fiamme, l'ebbra moltitudine alternava coi cori musicali l'aspro, disarmonico e catalano ritornello

« Muiran, muiran los Françesos,
Ils traydors de Sassaresos,
Que han fet la traiciò
Al molt alt Rey d'Aragò » (5)

barbaro concetto, che con strania lingua, e sotto cielo italiano, acuì per sì gran tempo le gare infelici e le pestifere ire municipali. — Alle qnali CARTE, che meglio di qualunque narrazione ci rappresentano i fatti, le passioni e il carattere degli uomini e delle guerre di quel P. C. N. 1412. tempo, tiene dietro la CONVENZIONE conchiusa nello stesso anno dagli uomini di *Monteleone* per l'assoldamento di uomini d'arme, che sotto la condotta di esperto capitano liberar dovessero il loro *Signore* Nicolò D'Oria, caduto prigioniero del Narbonese nella guerra dell'anno precedente (6). La qual *Convenzione*, finora ignorata, ci dà notizia del modo con cui quell'impresa doveva essere condotta, e del militare stipendio con cui allora si assoldavano nell'isola gli uomini di grave armatura, i loro paggi, i balestrieri e i cavalli. La libertà però non fu resa al *D'Oria* per effetto di tal *Convenzione*, ma per lo sborso di tremila fiorini fatto dai Sassaresi (7), i quali, memori sempre dell'antica loro indipendenza, e di essersi retti a popolo per più di mezzo secolo, collegati col comune di Genova, parteggiavano in ogni occasione favorevole pe' baroni genovesi, propugnatori animosi e instancabili dei loro dritti contro la corte di Aragona.

Rotta la tregua, e fallito l'assalto di Alghero, il visconte di Narbona non potea più mantenersi nell'isola e continuarvi con successo la guerra. Cassiano D'Oria, già suo P. C. N. 1411. 1412. alleato, si accostò a Nicoloso D'Oria ed a Leonardo Cubello, e per loro mezzo venne a concordia col vicerè Corbera (8). Le schiere regie, rafforzate di molti cavalli e balestrieri venuti da Catalogna (9), non dovendo più combattere col marchese di Oristano, nè co' Genovesi, coi quali il nuovo re di Aragona avea sospese le ostilità (10), lo minacciavano da ogni parte e lo stringevano, o ad arrischiarsi a battaglia, o a sottomettersi. Vincere in campo un'oste così ordinata e poderosa era impossibile; cedere con le armi in pugno al nemico, ed arrendersi, nol sofferiva la nobile fierezza del principe francese. Volse egli allora il pensiero alla conciliazione, e saputa la elezione di Ferdinando di Castiglia al trono aragonese, e avuta contezza da Guntero di *santa Clara* capitano delle navi regie testè arrivate in Sardegna, essere l'animo del nuovo re assai generoso e inchinevole agli accordi, spedì tosto a Tortosa il *signore di Morlane* (quel desso che guerreggiava con lui nell'isola) per profferirgli parole di pace. Il MORLANE accompì felicemente alla sua missione, e per di lui mezzo egli ebbe fede dal Re della guarentigia della sua persona e dei suoi cavalieri. Quindi, lasciati in Sardegna al comando delle sue truppe di Arborea P. C. N. 1413. e del Logudoro Americo di Taglierando *(de Talleyrand)*, suo cugino, e Pietro *di Montbery*, partì egli stesso da Sassari sul finire del 1413, e per la via di Barcellona si recò a Lerida con numeroso cortèo. Berengario Carroz conte di Quirra con molti cavalieri armati gli andò allo

(1) Ved. ÇURITA, *Annal. de Aragon.*, Lib. XI, cap. 60 e 77; e FARA, *De Reb. Sard.*, Lib. IV, pag. 329-30.

(2) Ved. infr. CART. N.° XII* (Sec. XV).

(3) Ved. infr. CART. n.° XIII* (Sec. XV).

(4) Ved. ÇURITA, Oper. e luog. cit.; e FARA, Oper. cit., Lib. IV, pag. 330.

(5) Ved. infr. CART. n.° XIV* (Sec. XV).

(6) Ved. infr. CART. n.° XV (Sec. XV$_1$).

(7) ÇURITA, Oper. cit., Lib. XI, cap. 60; FARA, Oper. cit., Lib. IV, pag. 329.

(8) ÇURITA, Oper. cit., Lib. XI, cap. 77; e FARA, Oper. cit., Lib. IV, pag. 329, 330.

(9) Si aspettavano inoltre seicento cavalli e trecento balestrieri, che Nicoloso D'Oria avea mandato ad assoldare con trentamila fiorini dati a Giovanni d'Istria, fratello di Vincenzo conte di CINERCA in Corsica, col quale egli avea stretto alleanza. — Ved. ÇURITA, Oper. cit., Lib. XI, cap. 60; e FARA, loc. cit.

(10) La sospensione delle ostilità fu convenuta per cinque anni: la trattarono per la repubblica di Genova Battista Cigala e Pietro di Persi, come nota il Giustiniani (*Annal. Reip. Ian.* ad ann. 1412 press. il Muratori, *Rer. Ital. Script.*). Racconta lo stesso annalista, che poco innanzi Antonio D'Oria q. Filippo partì da Genova con sette grosse navi montate da millecinquecento combattenti, e che *da Modone diede in Sardegna*, dove nel porto di Cagliari abbruciò due navi catalane con molti navigli, e *saltato in terra e nei borghi*, fece preda di *mille pezze di panni di lana* e di molte altre mercanzie. Ved. pure ÇURITA, Oper. cit., Lib. XI, cap. 87 e Lib. XII, cap. 2; e FARA, Oper. cit., Lib. IV, pag. 330.

Digitized by Google

incontro, speditogli per onoranza da Ferdinando, il quale nel 20 dicembre dello stesso anno lo accolse nella sua corte con amorevoli festeggiamenti e lo gratificò eziandio dell'annuo stipendio di mille fiorini (1). Cessarono da tal punto le sue militari imprese in Sardegna e comincia-
P. C. N. 1414. rono i negoziati di pace. Nel 1414 pattuì col nuovo re di Aragona la cessione degli Stati di Arborea e del contado di *Goceano*, e si obbligò di consegnare la città di Sassari e gli altri luoghi e fortezze da lui occupate nel Logudoro, ricevendone il prezzo di centocinquantamila fiorini d'oro; ma la povertà dell'erario aragonese, e la morte di Ferdinando, resero vane queste convenzioni. Riprese le trattative sotto il regno di Alfonso V, e rin-
P. C. N. 1416. novato l'accordo di Lerida, questo pure fallì nella sua esecuzione. Nacquero perciò nuovi moti nell'isola, e nuovi tentativi di guerra a favore del Narbonese, il quale però dopo una *tregua* di quindici mesi, ricevuti diecimila fiorini, e ritenendo a pegno dei rimanenti già convenuti la città di Sassari ed altri luoghi importanti, segnò final-
P. C. N. 1417. mente la pace nell'ottobre del 1417 (2). Dopo quest'atto ripassò in Francia e militò col contestabile di Armagnacco a favore del Delfino, che fu poi Carlo VII, contro gli Inglesi ed il duca di Borgogna; si distinse pel suo valore in varii fatti d'armi; soscrisse nel 1419 alla pace di Poully, e perì poi combattendo nel 1424 nella bat-
P. C. N. 1419 a 1424. taglia di Verneuil. Pietro di Tinières *(de Tineriis)*, suo fratello per madre e suo erede (3), assunse tosto, sotto la tutela paterna, il vano titolo di Guglielmo IV Giudice di Arborea; ma lo ritenne per poco men di quattro anni; e senz'attendere nemmeno il futuro e possibil caso di morir senza prole, che potea far nascere nuovi dritti e nuovi pretendenti, lo abdicò poi per sempre, rinun-
P. C. N. 1421 al 1428. ziando nel 2 gennaio 1428 a favore del re di Aragona e dei suoi successori a ogni ragione di sovranità e di dominio sugli Stati che avea redato in Sardegna dal Narbonese, e ricevendone in compenso la somma di centomila fiorini (4). Così, dopo la morte di Eleonora e di Mariano V, e dopo venti anni di sconvolgimenti e di guerre, ebbero termine i dritti e le imprese della Casa di Narbona per la successione al Giudicato *di Arborea;* episodio interessante e non inglorioso della storia sarda del secolo decimoquinto.

Rifacendoci adesso alquanto indietro nello stesso periodo di tempo che abbiamo trascorso, nelle *Carte* e nei *Diplomi* di questo secolo troveremo fatti nuovi che illustrano i già narrati, e vi aggiungono circostanze e accidenti, i quali non mancano nella loro specialità di qualche istorica importanza. Leonardo Cubello, che già vedemmo investito degli antichi Stati Arboresi sotto il nome di *Marchese di Oristano* e *Conte di Goceano*, udita la elezione di Ferdinando di Castiglia al trono di Aragona, gli spedì tosto a Saragozza una solenne ambasciata per profferirgli obbedienza (5). E da Saragozza il nuovo re indirizzavagli lettere confidenti e amorevoli, ricordando con gratitudine i suoi servigi a pro di Aragona, promettendogli rimunerazioni e favori, ed esortandolo a proseguire virilmente la guerra contro il visconte di Narbona (6). Nè il Cubello fallì alla sua fede. Combattè con le armi proprie, e prestò aiuto alle regie per combatterlo; staccò dalla sua alleanza Nicolò e Cassiano D'Oria; e a lui si debbe principalmente, se dopo la morte del giovine re di Sicilia, e del vecchio re Don Martino, l'ardita impresa del pretendente francese precipitò celeremente in rovina. Ma quando ei seppe gli accordi di Lerida con Guglielmo III, e la pattuita cessione degli Stati di Arborea, vedendo con ciò violata la pace e la *Convenzione di San Martino*, spedì sollecitamente alla corte l'arcivescovo Elia, uomo destro e abile negoziatore, il quale ottenne da Ferdinando ampia conferma di tutti i privilegi, dritti, franchigie ed immunità già pattuite in detta *Convenzione* a favore del suo signore (7). Lettere somiglianti e molto più intime indirizzava al Cubello il re Don Alfonso (V di Aragona e II di Sardegna) succeduto a Ferdinando I, allorchè spediva in Sardegna gli ufficiali regii a prender possesso dei feudi devoluti alla Corona per la morte di Valore e Bernardo *de Ligia*, trucidati barbaramente in Zori dai loro vassalli *Barbaricini* (8): e le lettere confidava a Bertino Ferrer suo commissario, il quale avea pure l'incarico di conferire col marchese di Oristano sulle cose pubbliche e sul governo dell'isola (9). E l'isola quietò per alcun tempo, nè poca parte vi ebbe questo illustre dinasta sardo, il quale con altri distinti *baroni* soccorse di somme egregie l'erario pubblico (10); contribuì coi Sassaresi allo sborso dei centomila fiorini fatto al *signore di Tinières*, successore ed erede di Guglielmo III di Narbona (11); sconfisse e fe' prigioniero co' suoi seguaci Barzolo Magno partigiano del Narbonese, il quale avea occupato per forza il castello di *Goceano* (12); e consolidando e ampliando con nuovi acquisti i suoi dominii, potè ben dirsi alleato anzi che feudatario del sovrano di Aragona (13).

P. C. N. 1410.
P. C. N. 1412.
P. C. N. 1415.
P. C. N. 1415.
P. C. N. 1416.
P. C. N. 1419. 1420.
P. C. N. 1422.

(1) Ved. Çurita, Oper. cit., Lib XII, cap. 33; e Fara, Oper. cit., Lib. IV, pag. 331.

(2) Ved. Fara, Oper. cit., Lib. IV, pag. 333, 335, 336.

(3) Guerina, madre di Guglielmo III visconte di Narbona (Ved. sopr. pag. 8, not. 11), rimasta vedova di Guglielmo II, passò a seconde nozze con Guglielmo di *Tinières signore di Mordoigne* e di *Val:* da questo secondo matrimonio nacque Pietro di *Tinières*, il quale perciò era fratello uterino del suddetto Guglielmo III. Costui, con suo testamento del 5 maggio 1424, lo instituì erede dei suoi Stati in Sardegna, coll'obbligo di prenderne il nome e le armi, e gli sostituì, se morisse senza discendenza, il proprio cugino Americo barone di Talleyrand. Ved. Anselme, *Histoire de la Maison de France*, Tom. VII.

(4) Ved. Çurita, Oper. cit., Lib. XII, cap. 39 e 65; e Fara, Oper. cit., Lib. IV, pag. 333, 335-36-37.

(5) Çurita, Oper. cit., Lib. XII, cap. 2; e Fara, Oper. cit., Lib. IV, pag. 332.

(6) Ved. infr. Cart. n.° XVI* (Sec. XV).

(7) Ved. infr. Cart. n.° XVII* (Sec. XV).

(8) Ved. Çurita, Oper. cit., Lib. XII. cap. 65; e Fara, Oper. cit., Lib. IV, pag. 336.

(9) Ved. infr. Cart. n.° XIX* (Sec. XV).

(10) Ved. Fara, Oper. cit., Lib. IV, pag. 337 e 339. Uno di detti *Baroni sardi* fu Pietro de Feno di Sassari, al quale perciò il re Don Alfonso confermò con *Diploma* del 1420 il feudo e baronia di *Monti*, già donatagli nel 1412 dal visconte di Narbona. Ved. infr. Cart. n.° XXI* (Sec. XV).

(11) Fara, Oper. e loc. cit., pag. 338.

(12) Fara, Ibid., pag. 341.

(13) Dice il Fara (Oper. cit., Lib. IV, pag. 337 e 339) che *Leonardus Cubello multa nummorum millia regi suppeditavit*, e che per guarentigia dei denari ricevuti il re Don Alfonso gli diede in pegno le regioni di *Mandrolisay* e di *Barbagia Ollolai*, con le ville di *Neoneli*, *Nocclo*, *Alai* e *Busachi*, la torre di *Monte Santo* e un'altra villa nel *Campidano*. Egli poi acquistò nel 1426 da Giovanni Corbera, già vicerè di Sardegna, le ville di *Paulilatino*, *Norguiddo*, *Domus-novas*, *Orani*, *Soddi*, *Tuili* e *Guilcieri*. Due anni prima volle rivendicare colle armi la villa di *Macomer* posseduta

Digitized by Google

Nè minore verso quel monarca fu la fede di Antonio Cubello, figlio primogenito e successore di Leonardo, il quale, dopo aver dimorato per qualche tempo nella corte di Barcellona (1), ereditò nel 1427 gli Stati paterni e si
P. C. N. 1427. restituì a Sardegna per governarli. La storia ne ha serbato i ricordi; ed ai ricordi della storia aggiungiamo due nuove CARTE le quali attestano come il re Don Alfonso, manchevole di munizioni per le genti di terra e di mare da lui congregate onde sostenere la guerra contro i nemici della sua corona, gl'indirizzasse pressanti lettere, richiedendolo per favore di fornirgliele, e promettendo
P. C. N. 1431. di pagarne il prezzo; e come nel tempo istesso scrivesse alla di lui consorte (2), affinchè il marito le accordasse, e sopra ciò prestasse l'opera sua in altri più importanti negozi non espressi nella lettera, ma confidati a voce all'inviato Raimondo Caldès che ne era l'apportatore (3). Quali fossero questi negozi *secreti* e *importanti* accennati appena nella epistola regia, non è difficile indovinarlo: erano le pratiche già iniziate e i mezzi concertati col di lui genitore per far trionfare nell'isola la causa della sovranità aragonese, esterminando i nemici che ancora le rimanevano. Uno di essi, e assai valoroso, era NICOLÒ D'ORIA di Brancaleone, ultimo di tal famiglia che ne manteneva ancora in Sardegna l'autorità ed il nome. Ma Nicolò o NICOLOSO D'Oria si trovava solo a difendere con le armi in pugno i propri dritti. Dopo aver combattuto con varia fortuna, ora contro il re di Aragona, ora contro il pretendente francese,
P. C. N. 1432. 1433. era ormai ridotto al possesso di alcune castella e di parecchie terre e villaggi nel LOGUDORO: molti altri luoghi, che dinanzi gli obbedivano, erano stati da lui, l'un
P. C. N. 1434. dopo l'altro, o abbandonati o perduti. Rinchiusosi nella aspra e dirupata rocca di MONTELEONE, resistette per due anni interi ai ripetuti assalti delle truppe sarde e aragonesi, che guidate dal vicerè Giacomo di Besora tentarono invano di espugnarla; ma poi, stretto di assedio, e mancante di soccorsi dalla repubblica di Genova con cui
P. C. N. 1436. erasi collegato, dovette cederla al nemico con la rocca di BONVEHÌ *(Bonvicino)* e con altri luoghi della sua *signoria* (4), e si ridusse a CASTEL-GENOVESE come ad ultimo baluardo della sua vacillante fortuna (5). Il re Don
P. C. N. 1435. Alfonso, che durante l'assedio di Monteleone avea diretto al comune di Sassari lettere solenni di grazie per gli aiuti prestati alle armi regie (6), appena ne fu fatta la cessione dal D'Oria, lo fece demolire col castello di BONVICINO; e poi, volendo rimunerare servigi antichi e recenti a lui resi in quell'assedio, e nei passati rivolgimenti di guerra da molti buonis ardi e forestieri, e da alcune città dell'isola, concedette agli uni e alle altre, o a prezzo o per grazia, molti feudi, profondendo così, sotto il nome di liberalità regia, la libertà e le sostanze delle sarde P. C. N. 1436.
popolazioni (7). Nelle quali concessioni ei fu più largo e generoso verso il marchese di Oristano, e il di lui fratello Salvatore Cubello, il quale avea già diviso con lui tante fatiche e tanti pericoli nelle guerre contro il re di Castiglia, contro il duca di Angiò, e contro i Mori d'Africa; con P. C. N. 1430. 1432. 1435. 1436.
lui era stato fatto prigioniero dai Genovesi nella battaglia navale di Ponza; e con lui, e col re di Navarra, da Filippo Maria Visconti duca di Milano generosamente restituito a libertà (8). Confermò all'uno (SALVATORE) con molta ampiezza le giurisdizioni e i feudi antichi pervenutigli per retaggio materno, e gliene concesse dei nuovi (9); P. C. N. 1431. 1432. 1436.
e rinnovò a favore dell'altro (ANTONIO) la concessione del marchesato di Oristano e del contado di Goceano con dritto di successione alle femmine, e con tutte le guarentigie e privilegi che vi erano stati originariamente an- P. C. N. 1437.
nessi dai re di Aragona Giacopo II e Alfonso I, allorchè nel 1323 e 1328 ne riconoscevano il legittimo dominio per parte di Ugone III di Arborea (10). Nicolò D'Oria intanto facea in Castel-Genovese le ultime prove per difendersi dalle insidie e dalle aggressioni degli Aragonesi, e dei loro amici e fautori. Ridotto a piccolo Stato (11),

dal vicerè Bernardo Centelles; ma il re Don Alfonso s'interpose, e impedì la collisione. (FARA, Oper. e loc. cit., pag. 342, 343).

(1) Nel 1424 vi si trovava ancora, poichè nel 6 agosto (domenica) di quell'anno egli giostrò con molta valentia assieme a molti altri cavalieri ed avventurieri *(aventureros)* nel torneo che il re Don Alfonso V sostenne nella piazza di BORN, avendo per suoi compagni il nobile Bernardo di Centelles, e *Mossen* Raimondo *de Mur*. Ved. CAPMANY, *Memor. hist.* ecc. *de la antigua Ciudad de Barcelona*, Tom. II in *Apendice* pag. 31, 32.

(2) Eleonora Folch di Cardona. Dal matrimonio con questa illustre matrona catalana Antonio Cubello non ebbe figli: perciò, dopo la di lui morte, accaduta nel 1455, il marchesato di Oristano e il contado di Goceano pervennero al di lui fratello Salvatore Cubello.

(3) Ved. infr. CART. n.° XXII* e XXIII* (Sec. XV).

(4) I luoghi ceduti furono le ville di TIESI, BESSUDE, PADRIA, MARA e POZZOMAGGIORE, oltre ai detti castelli di MONTELEONE e BONVEHÌ.

(5) Ved. FARA, Oper. cit., Lib. IV, pag. 345, 347.

(6) Ved. infr. CART. n.° XXV* (Sec. XV).

(7) Le principali concessioni feudali furono le seguenti: 1.° alle città di Sassari, Bosa ed Alghero il castello distrutto e le terre di *Monteleone:* — 2.° a Serafino Montagnans, capitano delle milizie Sassaresi, i villaggi di *Giave*, *Cossaine*, *Urgieghe* (o *Cargeghe*), e di *Neagre* (o *Ploaghe?*); e poi gli altri di *Capula*, *Siligo*, *Banari* e *Terguiddo:* — 3.° a Giovanni Gambella le ville di *Settepalme* e di *Querqui;* a Gonnario Gambella quelle di *Taverra*, *Serraidi* e *Lequilento* (o *Logulentu*); e a Francesco Saba le altre di *Nonnoi*, *Murifà*, *Erla*, *Eristola*, e *Ottavo* nella regione di *Fluminargia:* — 4.° a Giovanni ed Andrea Manca, ambi fratelli e cittadini di Sassari, le terre e i villaggi di *Tiesi*, *Queremule* e *Bessude* nella regione di *Cabuabbas:* — 5.° a Francesco Melone, a Pietro Spano e a Giovanni Onoros o Moros i villaggi di *Pozzomaggiore*, *Modulo e Musitano* in *Cabuabbas*, e *Gerito*, e *Tanica* nella regione di *Romandia:* — 6.° a Ferdinando Heredia, Matteo Fara, Pietro Iofre, Andrea Xonxoto, Iacopo Figuera, Gilberto Ferret, Nicolò Palmas e Salvatore Postùla, i quali aveano volontariamente militato sotto le insegne regie, chi con due, chi con tre, e chi con dieci cavalli, campi e terre assai vaste, fra le quali quelle feracissime di *Plano de Murtas:* — 7.° a Nicolò Abella le *saline* (del *Fangaccio*) di Alghero: — 8.° a Pietro di Ferraria, Bernardo Pujades, Nicolò Salaris e Ruggiero Besora i villaggi di *Donsi*, *Gonnori*, *Uruspa*, *Padria* e *Mara*, con le terre del castello di *Bonvehì*, e gli altri di *Lunafras*, *Minutadas*, *Massada*, *Montecaredo*, *Santa Vittoria*, *Minerva*, *Noraminis*, *Norici*, *Barni*, *Barrali* e *Corongiu:* — 9.° ad Antonio de Sena, il quale militava a proprie spese e con schiere da lui assoldate nella guerra di Napoli, i villaggi di *Ghilarza*, *Abbasanta* e *Ardomaggiore:* — 10.° e infine a Giovanni de Sena, padre di detto Antonio de Sena, i villaggi di *Quarto*, *Quartuccio*, *Pirri*, *Sanvedriano*, *Fluminella* e *Sebolles*, e gli altri di *Laconi*, *Genoni*, *Noraghi*, *Decimo* e *Sanluri*, erigendo i cinque ultimi in *Visconlea* col nome di detto luogo di SANLURI (Ved. FARA, Oper. e loc. cit., pag. 347, 348).

(8) Ved. FARA, Oper. e loc. cit., pag. 344, 345, 346.

(9) Comprendevano i villaggi tutti di *Parte Cieris* e *Parte Baricato*, e delle regioni di *Mandrolisai* e *Barbagia-Ollolai*, cioè *Neoneli*, *Norguillo*, *Villa-Allai*, *Fisarchi* (o *Busacchi?*) con la torre di *Monte-Santo*, *Ostudi*, *Ormina*, *Orogogio* (od *Orgosolo?*), *Sieri* o *Serri* e molti altri. (FARA, Op. e loc. cit., pag. 345, 348-49).

(10) Ved. infr. CART. n.° XXVI* (Sec. XV). Nello stesso anno 1437 Antonio Cubello ebbe in feudo i villaggi di *Bitti* e di *Orani* nella regione di BARBAGIA; e due anni dopo Salvatore Cubello ottenne pure la regione del *Marghine* col castello di *Macomer* (MACOPSISSA dei tempi romani). Ved. FARA, loc. cit.

(11) Possedeva allora il solo CASTEL-GENOVESE, COQUINAS e CHIARAMONTI, con altri luoghi di minore importanza.

Digitized by Google

circondato da ogni parte da nemici che stavano pronti sulle armi e spiavano l'occasione di opprimerlo, ei non cadde perciò d'animo mai, e quando gli Aragonesi, contro i patti giurati, gl'intercettarono i viveri per costringerlo
P. C. N. 1437. con la fame a cedere la fortezza, uscì dalle insidiate mura con buon numero di armati, corse ostilmente la campagna, ed espugnò il castello D'Oria, che però, un
P. C. N. 1438. anno dopo, gli fu per forza ritolto (1). Dieci anni egli trascorse in questo angusto recinto, vigilando alla propria
P. C. N. 1438 a 1448. difesa, e provvedendo al governo dei luoghi e degli uomini che da lui dipendevano (2); e dieci anni la corte di Aragona impiegò patteggiando, accordando, promettendo favori e feudi, presenti e futuri, a Comuni e a privati, che con gara infelice (se non fu rea) si profferivano di snidiarlo da quell'ultimo asilo di un potere caduto fra generosi ardimenti (3). Ma dopo avere così a lungo resistito, dopo tanti assalti valorosamente respinti, dovette cedere infine all'avversa fortuna. Castel-Genovese fu espugnato nel 1448, e Nicoloso D'Oria, di cui da tal punto non si trova più nella storia verun altro ricordo, perdè con questo ogni altro suo possedimento nell'isola, e forse perdè pure con la propria indipendenza la vita (4).

P. C. N. 1421. 1448. 1452. Nel lungo regno di Alfonso V, appellato *Il Magnanimo*, furono riuniti in Cagliari tre Parlamenti: al primo (1421) presiedette egli stesso: agli altri due i suoi Luogotenenti. Il diploma d'approvazione e conferma dell'ultimo di quei generali convegni della nazione (5) ci mostra le forme e l'ardore, con cui le antiche *Corti* (Cortes) in comune, e i loro *Bracci* o *Stamenti* (Braços, Estamientos) in particolare, esercitarono il diritto politico guarentito ai Sardi dal patto fondamentale, largito nel secolo precedente dal Re Don Pietro IV (1355), e giurato dai suoi successori; e ci prova ad un tempo con quanti e quali generosi concetti i rappresentanti dell'isola si sforzarono di promuovere il bene materiale e morale della loro patria.
P. C. N. 1441. Sotto lo stesso regno di Alfonso V troviamo accordata qualche larghezza alla mercatura, di cui specialmente si occupavano i cittadini di Sassari e di Alghero (6); tro-
P. C. N. 1446 viamo le lettere scambiatesi tra i Consoli di Barcellona e di Cagliari, affinchè la pesca dei coralli nei mari di Africa, nella quale s'industriavano i marinai e mercatanti sardi, non fosse aggravata dall'ingordigia degli appaltatori, e ottenesse i favori e la protezione di cui godevano i Catalani (7); troviamo alcuni monumenti ecclesiastici che ci appalesano lo stato della Chiesa sarda, e i costumi e la disciplina del clero di quel tempo (8); *processo* e condanna di un canonico di libera e scanda-
P. C. N. 1432. 1433. losa vita (9); traslazione della Sede metropolitana di *Torres* alla fiorente città di Sassari, sorta sulle rovine di quella antica colonia romana (10); e sinodi, e provvedimenti per
P. C. N. 1441. l'osservanza dei sacri canoni, la riforma della Chieresia
P. C. N. 1420. 1442. e la sua dipendenza dall'autorità vescovile (11); e troviamo infine lettere ed ordini dello stesso monarca Don Alfonso a Giacomo Carroz suo luogotenente e governatore gene-
P. C. N. 1455. rale in Sardegna, affinchè cessasse dall'usar violenza, e dall'abusar dell'autorità viceregia contro i vassalli di Salvatore Cubello, succeduto al suo fratello Antonio nel marchesato di Oristano (12); abusi, e violenze che furono il preludio degli eccessi politici, e delle guerre civili, le quali poco dopo funestarono l'isola sotto il regno di Don Giovanni II.

Durò venti anni questo nuovo regno; e pe' casi varii, pe' pubblici e privati eventi, per azioni magnanime, per ambizioni, per viltà di tradimenti, per lotte continue tra la forza e il diritto, delle quali la Sardegna fu spettatrice, può ben dirsi uno dei più memorabili e famosi. Don Giovanni II, salito al trono lasciato vacante dal fratello Don Alfonso V, che morì senza prole, continuò la politica della sua casa, intenta sempre a ridurre i Sardi all'obbedienza intera e passiva verso la Corona. Nello
P. C. N. 1458. stesso primo anno del suo governo ei fece sollecitamente comprimere la rivolta di *Chiaramonti* e d'*Anglona*, dove la memoria e la fede verso Nicolò D'Oria, antico *Signore* di quella provincia, aveva sollevato gli abitanti contro il nuovo barone aragonese (13) imposto dall'arbitrio, e dalla forza. Nell'anno seguente prestò per mezzo di speciali legati solenne giuramento di fedeltà, e di omaggio al pontefice Pio II, riconoscendo l'alto dominio della Sedia apostolica sulla Sardegna, e professandosi suo feudatario.
P. C. N. 1459. Nell'anno medesimo bandì dalla città di Alghero tutti indistintamente i Sardi, Narbonesi, Genovesi e Corsi che l'abitavano, ripopolandola di Catalani a lui più devoti
P. C. N. 1460. e fedeli. E poi nel solenne convento di *Fraga* dichiarò

(1) Fara, Oper. e Lib. cit., pag. 349.

(2) Ne somministrano una prova gli Ordinamenti da lui fatti per il Porto di Castel-Genovese. Constano di trenta capitoli e sono scritti in lingua sarda *(logudorese)*. Siccome furono pubblicati nel 6 luglio 1435, egli allora si trovava in possesso del castello di Monteleone; e perciò nel *proemio* ai medesimi s'intitola *Conte di Monteleone* e *Signore di Castel-Genovese*. Il canonico Giovanni Spano li fece stampare nel 1859 *(Cagliari, Tip. di A. Timon)*, vi fece molte chiose ed illustrazioni, e vi aggiunse una Cronaca Sarda che egli crede *autografa* ed autorevole per la storia.

(3) Nel 1439 il re Don Alfonso concedette *Castel-Genovese* con le ville di *Mores*, *Todoragne*, *Ittui*, *Lachesu* ed *Ardara* a Raimondo Ruyssech, purchè lo espugnasse nel termine di tre anni. Nel 1440 accordò al comune di Sassari il *jus gladii* nelle regioni della *Nurra*, *Nurcara* e *Monteleone*, perchè si profferì con legazione speditagli a Gaeta, non solo di espugnare, ma di rasare eziandio la detta fortezza. E nel 1448, eccitato nuovamente da speciale legazione dello stesso Comune, decretò la rinnovazione della guerra contro Nicolò D'Oria ed espugnò finalmente l'ambito castello. (Fara, Op. e loc. cit., pag. 349-50-51).

(4) Ved. Fara, *De Reb. Sard.*, Lib. IV, luogh. e pag. cit.

(5) Ved. infr. Cart. n.° XXXIII* (Sec. XV).

(6) Ved. infr. Cart. n.° XXIX* e XXX* (Sec. XV).

(7) Ved. infr. Cart. n.° XXXI* e XXXII* (Sec. XV).

(8) Fra questi monumenti, quello che riguarda la infeudazione e il possesso di *Sant'Ada* nell'isola di Solci, donde trasse origine il titolo baronale di *Santander* degli arcivescovi Cagliaritani, precedette di un solo anno il regno di Alfonso V, poichè ha la data del 1415. (Ved. infr. Cart. n.° XVIII* (Sec. XV).

(9) Ved. infr. Cart. n.° XXIV* (Sec. XV).

(10) Ved. infr. Cart. n.° XXVII* (Sec. XV).

(11) Ved. Cart. n.° XX* e XXVIII* infr. (Sec. XV). Un altro Sinodo fu celebrato nel 1475 nella Diocesi di Crasta dal vescovo Antonio di Alcalà, come nota lo Spano, *Ortograf. Sarda*, pag. 98. E lo stesso Spano pubblicò ed illustrò alcuni *Ordinamenti sinodali* dei vescovi di Sorres nel secolo XV e primi anni del secolo XVI. (*Notiz. storic. critic. dell'antic. Episcop. di Sorres*; Cagliari, Tip. Timon, 1858).

(12) Ved. Cart. n.° XXXIV* inf. (Sec. XV). Quali poi fossero queste violenze e questi abusi si ricava dall'indulto che nel 1464 lo stesso re Don Giovanni II accordò a Giacomo Carroz, facendogli *remissione intera delle pene incorse da lui e dai suoi vassalli pei crimini e delitti commessi in Sardegna* al tempo del suo viceregato. (Ved. Cart. n.° XXXIX* infr. (Sec. XV). E a cotesti uomini i monarchi aragonesi affidavano il governo dell'isola.....

(13) Chiamavasi Gilberto di Centelles. Era conte di *Oliva* e di *Montagut*, e cognato di Salvatore Cubello marchese di Oristano. (Archiv. Barcellon. *Sardiniae*, XI, fol. 118).

Digitized by Google

l'isola perpetuamente unita, ed incorporata nel regno di Aragona, ordinando che i suoi successori, nell'incoronarsi, promettessero con giuramento di mantener salda, e non rompere giammai cotale unione (1). Approvando le vendite
P. C. N. 1460. 1467. 1468. di feudi antichi, e concedendone dei nuovi (2), accrebbe il numero de' suoi partigiani; nè forse ei facea differenza tra il vendere e donare, come gli armenti, gli uomini sardi, e il farsi inviare da Sardegna i falconi, dei quali nelle sue caccie prendea diletto (3). Pubblicò *ordini reali* e *prammatiche*, proclamando di voler tutelare i vassalli dalle oppressioni dei loro signori, e dagli arbitrii degli ufficiali regii, francandoli dai servigi personali e gratuiti, e dalle restrizioni ingiuste ed assurde che inceppavano il loro commercio, e impedivano perfino la libera con-
P. C. N. 1459. trattazione dei prodotti che la loro fatica ed industria ritraeva dal suolo (4). Ottenne dal Papa la creazione del
P. C. N. 1459. tribunale supremo di *appellazioni e gravami*, affinchè nell'isola istessa, senza ricorrere a Roma, si potessero in ultimo grado definire le cause ecclesiastiche (5). E così con mezzi varii, e con arti diverse, procurava acquistarsi l'obbedienza, e il favore dei baroni, del clero e del popolo sardo. Ma gli accennati provvedimenti e molti altri, che non è qui il luogo di ricordare, non valsero punto a rendergli piano e tranquillo il possesso della Sardegna. Imperocchè — da un canto i figli di Lionello e di Moruello
P. C. N. 1469. D'Oria (6) faceano pratiche col Duca di Milano per ricuperare i vasti dominii che la loro famiglia aveva già posseduto nell'isola (7): e dall'altro canto nel marchesato di Oristano, e nel contado di Goceano alla Casa dei Cubello era succeduta quella degli Alagon, la quale dovea contrastare e contrastò virilmente per alcuni anni ancora alla esosa dominazione straniera.

Salvatore Cubello infatti moriva nel 1470 senza lasciare dalle sue nozze con Catterina Centelles; illustre matrona P. C. N. 1470. aragonese, discendenza di figli nessuna. Pria che morisse avea fatto proclamare per suo successore il proprio nipote Leonardo Alagon y Luna, figlio primogenito di sua sorella Benedetta (8); e nel suo testamento avea confermato solennemente tale elezione (9). I patti pazionati, e le concessioni già fatte nel 1323 e 1328 da Don Giacopo II di Aragona, e dal di lui figlio Don Alfonso a Ugone III di Arborea; l'atto di pace o *Convenzione* del 1410, giurata da Leonardo Cubello, e dal re Don Martino I; la conferma fattane dal re Don Ferdinando I nel 1415; e la rinnovazione, che Antonio Cubello ne ottenne nel 1437 dal re Don Alfonso V (10), davano alle femmine, e alla loro discendenza il dritto di succedere, in mancanza di maschi. La *Signoria* di Oristano e di Goceano era perciò devoluta a Leonardo Alagon, il quale, dopo la morte dello zio, non tardò un sol punto a prenderne possesso. Ma la Corte di Aragona vedea di mal animo un dinasta così potente, padrone di tanti Stati e di tanti vassalli, ardito, intraprendente, e di valore già provato nelle guerre di Catalogna, il quale potea sollevar l'animo ad ambizioni maggiori, e col suo coraggio, e con le sue aderenze (11) realizzare forse il disegno mai abbandonato dai successori di Eleonora, di restaurare l'antico Giudicato di Arborea, e d'insignorirsi poi con tal mezzo dell'isola intiera. Al mal animo della Corte aggiunsero stimolo ed esca le gare personali di Nicolò Carroz (12) vicerè di Sardegna, le quali

(1) Fara, Oper. cit., Lib. IV, pag. 360, 361.

(2) Noteremo alcune di queste vendite e di queste concessioni. Nel 1460 Giacomo Arragall governatore di Cagliari comprò da Michele Otger il castello di *Acquafredda* e il feudo di *Siliqua*, e da un Giovanni e due Gerardi Dedoni i feudi di *Mara Arbarea* e di *Tuili*. Quest'ultimo feudo fu tosto ricomprato da detto Michele Otger, e da lui rivenduto nel 1467 a Giorgio Otger. Nello stesso anno 1467 la città di Cagliari comprò il villagio di *Capoterra* da Antonio Castagnans, cui era infeudato. E nel 1468 lo stesso re Don Giovanni donò la città di Bosa con tutta la vasta regione della *Planargia* e li suoi otto villaggi a Giovanni Villamarì ammiraglio della flotta aragonese. Questo feudo passò poi a Bernardo Villamarì, e da costui alla sua unica figlia Isabella, moglie del principe di Salerno, come si ha dal Zurita.

(3) Scrive il Fara (Oper. cit., Lib. IV, pag. 361): *hac insuper tempestate* (an. 1460) Ioannes *rex venationibus, et aucupio deditus, falcones sardos, quos in deliciis habebat, in regiam adduci curavit.*

(4) Ved. Cart. n.° XXXV* e XXXVI* (infr. Sec. XV).

(5) Ved. Cart. n.° XXXVII (infr. Sec. XV). Una parte notevole del clero sardo non volle allora riconoscere l'autorità del nuovo Giudice di *appellazioni e gravami*, sostenendo che potesse soltanto esercitare la sua giurisdizione nella provincia ecclesiastica di Cagliari. E nel Concilio provinciale riunito nel 26 ottobre 1463 da Antonio Cano arcivescovo di Sassari (Turritano) fu statuito apertamente di non riconoscerla. A detto Concilio, secondo il Fara che n'ebbe sott'occhio gli atti autentici (Oper. cit., Lib. IV, pag. 362, 363), intervennero i vescovi di *Bisarchio*, *Ampurias*, e *Sorres*, suffraganei del Metropolita *Turritano;* Pietro abate di *S. Michele de Plano*; Giovanni Manno arciprete, Guantino de Luna vicario generale, Pantaleone de Serra, Elia Masala e Gonnario Pilo canonici turritani; Francesco Cano, Giovanni Casu, Giovanni Manca, Basilio Gamboni, Antonio Virde, Antonio de Serra e Antonio Tanca canonici, e alcuni di essi nella qualità di procuratori dei vescovi assenti di Ploaghe, di Crasta, e di Bosa, altri suffraganei dell'arcivescovo turritano; Nicolò priore di *Monti;* alcuni parroci e molti altri sacerdoti della provincia di Sassari.

(6) Sei erano i figli di Lionello, cioè Andrea, Battista, Luciano, Leonardo, Stefano e Branca; uno solo (Giovanni) il figlio di Monullo D'Oria.

(7) Ved. Çurita e Fara, Oper. e luogh. cit.

(8) Benedetta Cubello di Arborea fu maritata ad Artaldo *di Alagon y Luna*, signore dello Stato di *Sostago* e di *Peña* in Aragona. Da questo matrimonio nacque Leonardo Alagon, come si ricava dal testamento di detti suoi genitori, ricevuto nella villa di Peña nel 25 novembre 1444 da Antonio Perez, ed esistente negli Archivi di Barcellona.

(9) Nel testamento, che fu fatto in Oristano nel 13 febbraio 1470, fece inoltre cospicui legati ai suoi nipoti e congiunti. A Salvatore Alagon figlio di Leonardo, che gli dovea succedere negli Stati arboresi, legò le regioni di *Barbagia Ollolai*, *Mandrolisai*, *Belvi* e *Austis;* e doni generosi fece pure a Francesco, Giovanni, Ludovico, Pietro, Marchesa e Sibilla Alagon, a Raimondo Zatrillas, a Giovanni, Violanta e Catterina Ribelles, e a Salvatore e Francesco de Sena. Dal che si vede che le sue ricchezze non erano minori della sua potenza.

(10) Ved. Vol. I del presente Codice Diplomatico, Cart. n.° XII*, pag. 660 e Cart. n.° XL*, pag. 690; e questo Vol. II, Cart. n.° V*, VI*, VII*, VIII*, IX*, X*, XI*, XVII* e XXVI* (infr. Sec. XV).

(11) Leonardo Alagon ebbe per moglie Maria *de Morillo y Liñan*, figlia di Don Giovanni *de Morillo* e di Eleonora *de Linan*. Consta dal contratto nuziale del 22 gennaio 1451 ricevuto in Saragozza da Antonio Ximenez, che si conserva negli Archivi di detta città.

(12) Non bisogna confondere Nicolò con Giacomo Carroz, che fu pure vicerè di Sardegna (Ved. sopr. pag. 76). Giacomo Carroz era figlio di Berengario Carroz conte di Quirra, che abbiamo già veduto nel 1413 in Lerida, inviato dal re Don Ferdinando I per incontrare onorevolmente Guglielmo III visconte di Narbona. Ebbe una sola figlia per nome Violante, e morì nel 1468. Violante Carroz fu erede del contado di Quirra, che dopo la di lei morte, accaduta senza prole, passò nella famiglia dei *Centella* o *Centelles* (Fara, Oper. cit., pag. 364). E da questa famiglia passò poi in quella di Nicolò Carroz altro vicerè di Sardegna, discendente per via di femmina da Ugone III *Giudice* di Arborea. A questo Nicolò Carroz *di Arborea*, che fu il personale nemico di Leonardo Alagon, il re di Aragona Don Alfonso V vendè nel 25 giugno 1431 per duemila cinquecento fiorini d'oro la baronia e castello *della* Fava con le ville di *Posada*, *Lodè*, *Siniscola* e *Torpè*, col *Porto* e suoi dritti, con lo *Stagno* e le *Saline*. Nel diploma d'investitura speditogli da Barcellona si legge fra le altre cose: — *possitis erigere et tenere in dicta* Baronia *furcas et medias furcas, cistella, partitas et alia meri*

Digitized by Google

degenerarono in aperta nimistà, dappoichè al di lui figlio Dalmazzo, conte di Quirra, fu negata la mano di Eleonora figlia di Leonardo Alagon. L'orgoglioso vicerè si ebbe il rifiuto ad ingiuria, e all'ingiuria rispose con la vendetta. Rifiutò prima di riconoscere la *signoria*, che per diritto e per patti giurati dalla Corona spettava all'Alagon; e poi, trascorrendo alle violenze, invase armata mano i di lui Stati, radunò le truppe aragonesi che gli obbedivano, e provvedutosi nel *Logudoro* di attrezzi e di munizioni da guerra, si spinse celeremente fino a SARDARA presso il castello di *Monreale*. Colà, nei campi d'URAS, non lungi da ORISTANO, sostò, con le sue squadre, e si dispose ad assaltarlo. Ma l'Alagon non lo aspettò ozioso ed inerte;
P. C. N. 1470. uscì con buon nerbo di armati in aperta campagna, e spiegato il vessillo, e innalzato l'antico grido di *Arborea* così fatale agli Aragonesi, gli andò incontro nel 14 aprile del 1470, ingaggiò la battaglia, e lo sconfisse intieramente, uccidendo gran numero di cavalieri e di soldati, sforzando gli altri alla fuga, e facendo prigionieri di guerra Antonio Eril, Galzerando e Guglielmo Torrella, Perotto Castelvi, e Francesco de Sena, visconte *di Sanluri*, che ferito gravemente nel primo ingaggiarsi della mischia, morì poco stante in Oristano(1). Inutili e tardi, dopo questa giornata, giungevano gli ordini reali al Carroz, a Pietro Pujades, governatore di Sassari e Logudoro, e alle autorità dell'isola onde si lasciasse libero il passo agl'inviati dell'Alagon, che, impediti dal vicerè, non avevano potuto trasferirsi a Barcellona per propugnare i dritti del loro *Signore*, ed evitare l'uso della forza, e il cozzo delle armi(2). La vittoria aveva già tolto di mezzo gl'impedimenti e gli indugi. Leonardo Alagon ne seguì opportunamente il corso, occupò varie terre e castella di dominio regio, e disdegnò alteramente ogni accordo propostogli dal Carroz, e dallo
P. C. N. 1470. stesso re Don Giovanni, che poco dopo (3) spedì da Sicilia con quattro triremi il vicerè Ximene Perz per profferirgli la pace. Chiedeagli il monarca aragonese mille e cinquecento ducati di annuo censo feudale, la pronta liberazione dell' Eril e la pacificazione dell'isola. A nessuna di tali proposte aderì il Marchese di Oristano, ma procedendo innanzi, espugnò il castello di *Sanluri*, ottenne per dedizione l'altro di *Monreale* difeso con forte presidio da Bernardo di Montboy, gentiluomo catalano, e accelerando la marcia si spinse fino a Cagliari, minacciando ridurla per forza d'armi in suo potere. L'ebbrezza della vittoria, il valore delle sue schiere, l'aiuto dei proprii fratelli (4) e di molti baroni nazionali e forastieri che lo seguivano, fra i quali primeggiavano Salvatore Guiso, Galzerando Besora, Leonardo Tola, e Giovanni Ribelles, e l'aiuto maggiore che ei sperava dai Narbonesi scacciati da Alghero, e dai D'Oria protetti dal duca di Milano, infiammavano il suo ardire e lo eccitavano a maggiori imprese (5). Il re Don Giovanni, impedito dalla guerra di Catalogna, non poteva opporsi con frutto alle imprese e ai progressi del Dinasta sardo; ma ciò che non potea con le armi, cercò di conseguire col tradimento. Inesorabile è la storia, così pei re, come pei privati, e pei popoli; e nel documento ch'essa ci ha conservato (6) si legge con sdegno e con vergogna, come quel vecchio monarca proponesse a Salvatore Alagon di
P. C. N. 1471. tradire il proprio fratello, e lo eccitasse a far pervenire a mano regia il marchesato di Oristano; come gli promettesse in ricompensa il contado di Goceano e altre grazie e favori; come il turpe invito celatamente affidasse a lettere reali chiuse con ventuplo - sigillo; e come a Gaspare Fortesa, cittadino e consigliere di Cagliari, che doveva apportargliele, confidasse a voce più secrete e forse più inique cose, per indurlo a vendergli l'onore e la fede. Ma dell'onore e della fede sentì più nobilmente nell'animo Salvatore Alagon, che non sentisse l'Aragonese cinto di reale diadema; poichè, respinta la vile proposta, egli seguì costantemente le parti del proprio germano, con lui combattè valorosamente in ogni incontro, si trovò con lui alla famosa battaglia di *Macomer*, e con lui divise poi la condanna e il carcere di Sciativa.

Fallito il disegno di spogliare l'Alagon coll'inganno, il re Don Giovanni deliberò finalmente di muovergli aperta
P. C. N. 1472. (dicembre). guerra. Riunì in Barcellona una flotta poderosa per imbarcarvi l'esercito, e richiese aiuto d'armi e di armati da Ferdinando re di Napoli. Ma questo sovrano, o perchè per la sua natura pacifica e generosa avversasse la guerra, o perchè la guerra credesse ingiusta, s'interpose mediatore fra i contendenti. Aperti i negoziati tra il re di Aragona e il Dinasta Sardo, per poco meno di un anno si discussero le condizioni e gli accordi: e tra le
P. C. N. 1473. condizioni e gli accordi era questa la principale, che i diritti tutti, i privilegi e le giurisdizioni quasi regali dell'Alagon nel marchesato di Oristano e nel contado di Goceano fossero riconosciuti; e che a lui, ai suoi vassalli, seguaci ed aderenti, fosse concessa e guarentita l'indipendenza dal potere viceregio, di cui il Carroz avea sì stranamente abusato (7). Stabiliti questi preliminari, ai
P. C. N. 1473. quali il monarca aragonese diede immediatamente esecuzione (8), la pace fu finalmente conchiusa nell' ottobre del 1474 —: la sottoscrisse e giurò in Urgelles il re Don Giovanni II in persona, e per Leonardo Alagon la
P. C. N. 1474. sottoscrisse e giurò Galzerando di Requesens, conte di Trivento e di Avellino, ammiraglio della flotta del re di Sicilia (9). La somma della pace fu questa: LEONARDO

et mixti imperii et jurisdictionis signa, executiones justitiae facere in eisdem facinorosos homines suspendendo, per modum quod naturaliter moriantur, seu aliter alias ultimo suplicio condemnando, absolvendo etc. *ita quod a vestris condemnationibus, sententiis, et processibus, quantumcumque subditi nostri in ipsis* BARONIA, CASTRO, *Villis, ibi delinquentes, reputent se gravatos, ad Nos, seu ad Officiales nostros, ac ad alias personas* (si noti bene), *minime valeant in civilibus, vel criminalibus appellare, suplicare, vel recurrere, quovis auxilio, sive modo* etc. — Qual maraviglia adunque che il Carroz, fatto quasi superiore al proprio sovrano nella sua *Baronia*, abusasse così iniquamente contro il detto Leonardo Alagon dello sconfinato potere viceregale che per giunta gli fu conferito dal monarca aragonese? — Ed erano questi i proconsoli reali che si mandavano in Sardegna!...

(1) FARA, Oper. cit., Lib. IV, pag. 364-65.

(2) Ved. CART. n.° XLI* e XLII* (infr. Sec. XV).

(3) Nel settembre del 1470.

(4) Francesco, Giovanni e Ludovico Alagon fratelli *legittimi*; e Giovanni e Garzia fratelli *bastardi*. Salvatore e Pietro Alagon, altri fratelli *legittimi* di Leonardo, non presero per allora parte veruna a quei rivolgimenti (FARA, Oper. e loc. cit., pag. 366).

(5) FARA, Oper. e loc. cit., pag. 365-66.

(6) Ved. CART. n.° LIII* (infr. Sec. XV).

(7) FARA, Oper. e loc. cit., pag. 366.

(8) Ved. CART. n.° XLIV*, XLV*, XLVI* e XLVII* (infr. Sec. XV).

(9) Ved. CART. n.° XLVIII* (infr. Sec. XV). Leonardo Alagon avea conferito perciò i suoi pieni poteri al conte di Trivento con procura sottoscritta in Oristano nel 21 aprile del 1474 (Ved. CART. suddetta).

Digitized by Google

Alagon fosse confermato e riconosciuto padrone e *signore* degli stati di Oristano e di Goceano, con piena giurisdizione civile e criminale, *mero e misto impero*, co' dritti, privilegi e prerogative, con cui li aveano già posseduti Leonardo, Antonio e Salvatore Cubello; e *marchese di Oristano* e *conte di Goceano* il re lo facesse proclamare in tutti i suoi regni, e nelle terre e città dipendenti dall'autorità sovrana (1): — perpetua ed intera *amnistia* il re Don Giovanni accordasse a Leonardo Alagon, ai suoi fratelli, figli e congiunti, e ai suoi seguaci e fautori (2); e fosse per sempre posta in oblio e cancellata la memoria dei fatti, che nei passati turbamenti dell'isola erano stati ostilmente commessi contro la Corona (3): — gli or nominati fossero immuni dalla potestà viceregia, salvo il caso di *flagrante reato*, e così nel civile come nel criminale dipendessero dal Governatore e *Riformatore* di Sassari e Logudoro; e i baroni e notabili sardi che avessero seguìto le parti del marchese di Oristano, se fossero giudicati dal vicerè, il fossero sempre col voto di detto Governatore, o di Serafino di Montañans (4): — dopo la ratifica della pace, il re di Aragona e Leonardo Cubello si restituissero reciprocamente i feudi, i beni, castelli, *incontrade*, luoghi, vassalli, schiavi, artiglierie ed armi, e qualunque altra cosa avessero presa, e tenessero occupata per forza; ma la restituzione non comprendesse la villa di *Oliana* spettante al contado di Goceano (5); — non desse l'Alagon ricetto nei suoi stati, nè proteggesse i vassalli fuggitivi del vicerè Nicolò Carroz, del di lui figlio conte di Quirra, e dei baroni, nobili e gentiluomini sardi, che parteggiavano per la causa regia (6): — termine di tre anni avesse Leonardo Alagon per liquidare e saldare le somme che apparissero a carico, o fossero dovute al tesoro dei suoi stati, in virtù della successione a lui devoluta (7): — spettasse all'Alagon la presentazione al Papa dei vescovi, prelati e beneficiari delle sedi e benefici vacanti nel marchesato di Oristano, e nel contado di Goceano, acciò fossero canonicamente instituiti, escluso ogni intervento e *placito* regio (8): — il re di Sicilia, principe di Castiglia, primogenito e futuro successore del re di Aragona, approvasse e giurasse la pace; e sopra ciò lo stesso re Don Giovanni giurasse ancora di non far mai nell'avvenire concessione veruna a qualunque persona nel marchesato di Oristano, e nel contado di Goceano; e se per avventura ne avesse già fatto alcuna, fosse nulla e di niun effetto, e come nulla la rivocasse (9): — giurata e ratificata la pace dal re e dal principe di Castiglia, Leonardo Alagon sborsasse ottantamila fiorini d'oro, metà di presente, e metà nei tre anni seguenti (10); giurando insieme la fedele osservanza e la esecuzione della pace medesima (11): — per le provvisioni regie relative a ciascun capitolo della *Concordia* pagasse l'Alagon *per dritto di sigillo* soli cinquecento fiorini d'oro (12): — dovesse infine il re Don Giovanni con *Provvisione speciale* supplire a qualunque difetto di forme e di solennità commesso nella redazione dei capitoli della pace, affinchè i medesimi fossero sempre validi ed osservati, nè potessero da veruna delle parti contraenti violarsi giammai (13).

Questi furono i patti, le promesse, i giuramenti; ma promesse, patti e giuramenti non valsero a stabilire la pace. Ordini e lettere il re Don Giovanni indrizzava da Barcellona al vicerè, agli ufficiali regii, alle città e comuni dell'isola, affinchè la *Concordia* con pubbliche grida proclamassero, e fedelmente la eseguissero (14); e agli ordini sovrani il vicerè Carroz niegava obbedienza, procedendo anzi, con atti contrari, a nuovi arbitrii ed a nuove violenze (15). — Agli ordini vani succedevano i Commissari. Guglielmo Peralta, e Guglielmo Pujades erano spediti in Sardegna. Aveano dal re istruzioni e mandato: — prendessero cognizione delle novità accadute nell'isola, e specialmente in Sassari, dove i fautori dell'Alagon accennavano già di voler trascorrere alle armi: — facessero eseguire la *Concordia* segnata in Urgelles: — procurassero rappacciare il vicerè pervicace coll'audacissimo marchese di Oristano: — quest'ultimo persuadessero (*persuadiràn*) a sborsare gli altri quarantamila fiorini d'oro, ànzi il termine stabilito (16). Del denajo però più che della pace era sollecito il re Don Giovanni: di denajo abbisognava l'erario regio; e si temea l'entrata dei Francesi nei suoi stati di Catalogna (17): la pace dell'isola fingea volerla, non la volea veramente; perchè Nicolò Carroz con superba arroganza persisteva nell'odio suo contro l'Alagon, disconosceva i suoi dritti, lo spingeva a rivolta; e il vecchio monarca, nell'udir tanti eccessi, non facea atto veruno di re, nè toglieva il potere viceregale a chi lo facea mezzo di sue private vendette, ma contentavasi di spacciare, con formole e minacce cancelleresche, or-

P. C. N. 1476.

P. C. N. 1475.

P. C. N. 1475.

P. C. N. 1475.

(1) Art. I, II e V.

(2) Vi furono specialmente nominati Salvatore, Francesco, Giovanni e Luigi fratelli *legittimi*, e Garzia e Giovanni fratelli *bastardi* di Leonardo Alagon; Giovanni Ribelles, Raimondo Besora, Leonardo Tola, e Salvatore Guiso barone dell'*Ogliastra*.

(3) Art. III.

(4) Art. IX e X.

(5) Art. IV e VIII.

(6) Art. XIII.

(7) Art. VI.

(8) Art. XIV. — Questo dritto di *presentazione* era stato già conceduto o, dirassi meglio, riconosciuto a Leonardo Alagon dallo stesso re Don Giovanni II con reale Diploma del 12 marzo 1469 (Ved. infr. Cart. n.° XL*, Sec. XV); ma o perchè tale *concessione* e *riconoscimento* non avesse avuto il suo effetto, o perchè l'Alagon non confidasse molto nel suo eseguimento futuro, o più veramente perchè bramasse renderlo più certo ed invulnerabile, volle farne soggetto di speciale convenzione nel presente Atto di pace.

(9) Art. VII.

(10) La prima metà degli ottantamila dovea sborsarla in Oristano a mani di Ughetto di *Pachs* sei giorni dopo l'arrivo colà del conte *di Trivento*, e doveano computarvisi le somme che avesse di già pagate ad altri ministri e tesorieri regii, e il valore di un carico di frumento preso in Valenza e convertito in usi della regia Corte. Gli altri fiorini quarantamila (seconda metà) da sborsarsi in tre anni, lo doveano essere in tre quote, le prime due di fiorini sedicimila ciascuna, e di ottomila fiorini l'ultima.

(11) Art. XII.

(12) Art. XI.

(13) Art. XV.

(14) Ved. Cart. n.° XLIX* (infr. Sec. XV).

(15) Il Carroz toglieva a pretesto che l'Alagon non avesse tuttavia restituito qualcuna delle cose contemplate nell'*Atto di Concordia*, e perciò *noluit eum*, come scrive il Fara (Oper. cit., pag. 367) *in marchionem et comitem Corali recipere et publicare, sed veluti hostem e moenibus Caralis cum suis fratribus et filiis, inimico animo, arcuit; bonaque Francisci Alagon, et illius uxoris sub sequestro retinuit.*

(16) Ved. Cart. n.° LI* e LII* (infr. Sec. XV).

(17) Ved. detta Cart. n.° LI*.

Digitized by Google

dini nuovi, che sapea inutili, e dispregiati (1). Turbata perciò era la pace dell'isola; vi mancava la pubblica sicurezza. I suoi abitanti, divisi in fazioni, parteggiavano gli uni pel re di Aragona, gli altri pel marchese di Oristano. Vi era dippiù chi amava la guerra, e chi, volendo trarre guadagno dall'uso delle armi, fomentava in mille guise la discordia (2). — I genovesi che sì spesso e da sì lungo tempo vi trafficavano, o perchè fossero venuti in sospetto di favorire l'Alagon, e fossero perciò molestati dai ministri regii, o perchè in mezzo a tanti trambusti soffrissero angariamenti e danni nei loro com-
P. C. N. 1475. merci, ebbero divieto da Guido Visconti, dal Consiglio, e dagli Anziani del Comune di Genova di trafficare ed aver relazione con gli abitanti di Sassari e di Castelgenovese (3). Questo era il frutto della politica ambigua, dei fiacchi e tardi provvedimenti della Corte di Aragona.

Leonardo Alagon querelavasi altamente della pace violata, della mancata fede regia. Però, chiedendo sempre, non ottenendo mai repressione e rimedii, — crescendo anzi le provocazioni e le ingiurie del Carroz, pensò essere ormai tempo di opre, non di querele. Innalzò di
P. C. N. 1475. nuovo l'antico vessillo di Arborea, vi scrisse sopra il motto NON REGI, SED PROREGI (4); e si accinse animosamente a difendere con le armi i proprii diritti. Spedì
P. C. N. 1475. prima Nicolò di Montagnano *(Montañans)* con un corpo di cinquemila armati, occupò varii luoghi e terre di dominio regio, intercettò le pubbliche vie, e cinse di assedio la rocca di Monreale. Affidò poi un altro corpo di sei mila combattenti al proprio figlio Artaldo Alagon, il quale, col suo fratello Ludovico e con Giovanni de Sena visconte di Sanluri, entrò ostilmente nelle provincie dipendenti dalla Corona, disertò tutti i luoghi all'intorno
P. C. N. 1476. con uccisioni ed incendi, predò uomini e navi nel porto, e circondò da ogni parte la città di Cagliari, deliberato di vincerla con la fame, o di espugnarla con la forza. Invano Pietro Pujades, governatore del Logudoro, lo ammonì a desistere dalle ostilità; invano lo minacciò negli averi e nella persona. Il dado era ormai tratto; la forza era opposta alla forza, e bisognava vincere o perire (5). E perì fatalmente l'animoso Dinasta sardo. Il re Don Giovanni, eccitato dalle lettere del Pujades, e dalla pre-
P. C. N. 1477. senza del Carroz ch'erasi trasferito a Barcellona (6), ordinò secrete inquisizioni per colpire con più sicurezza il marchese di Oristano; e continuando intanto nel sistema di doppiezza politica adottato da lui, e dai suoi perfidi consiglieri, fece mostra di voler ancora per vie pacifiche definire la contesa. Fu quindi sollecito a chiedere all'Alagon lo sborso finale degli ottantamila fiorini d'oro pattuiti nella *Concordia* del 1474, e ne commise la esazione a Bernardo Sentforès (7); e poi, per meglio ingannarlo, a cotesto Sentforès, a Bernardo Villamarì, ammiraglio della flotta aragonese, a Giacomo Arragall, governatore di Cagliari, al podestà e ai consiglieri di Sassari e di Alghero, a Dalmazzo Carroz conte di Quirra, a Salvatore Alagon fratello di Leonardo, e allo stesso P. C. N. 1477. Leonardo Alagon scrisse lettere, e fece instanze, acciò gli odii e le contese tra lui e il Carroz avesser fine (8). Ma erano apparenze mentite: il monarca aragonese aveva già deliberato in secreto di opprimerlo e di spogliarlo. E mentre in Sardegna il conte di Quirra invadeva a mano armata i luoghi e le terre dei fautori dell'Alagon, uccidendo, P. C. N. 1477. depredando, e insidiando per mezzo de' suoi scherani ai baroni sardi la vita (9); mentre i baroni del Logudoro si vendicavano con frequenti rappresaglie delle ingiuste aggressioni (10), il re Don Giovanni II, nella sua reggia di Barcellona, sedendo giudice supremo e inappellabile in causa propria, per via di processi fatti in secreto, fra mezzo alle ire di parte, e da personali nemici di Leonardo Alagon, *invocato il nome di Dio, e co' santi evangeli innanzi agli occhi*, lo condannava come *perduelle* nel capo, P. C. N. 1477 e con lui condannava ad egual pena i figli, i fratelli, i congiunti; e il marchesato di Oristano, il contado di Goceano, i beni di tutti, senza distinzione veruna, applicava a titolo di *confisca* alla sua Corona (11). Immane fu la sentenza; molte in essa le accuse, e delle accuse testi e prova gli accusatori (12): erano veri gli armamenti, le ingiurie, le offese, le occupazioni di terre e di fortezze, gli assedii, le uccisioni, gl'incendii; ma si taceva che un proconsole regio, iniquo e sleale, li aveva provocati, che il vicerè Carroz, il conte di Quirra e i loro fautori, potenti per autorità, protetti e mai repressi, avevano pei primi violato i patti della *Concordia* del 1474; che contro essi, a difesa propria, e a difesa de proprii diritti, Leonardo Alagon aveva sguainata la spada; che lo stesso re di Aragona nelle sue lettere e ne' suoi *ordini reali* lo avea riconoscinto; che con lettere vane e con ordini non osservati, il re di Aragona avea risposto sempre alle giuste querele del Dinasta sardo; che però non aveva mai rivocato dall'isola colui, il quale era causa prima, anzi unica dei seguiti sollevamenti; che la politica ambiziosa e malvagia della corte di Aragona ve lo aveva mante-

(1) Ved. CART. n.° LIII* (infr. Sec. XV). Il vicerè Nicolò Carroz nel tempo in cui accadevano i fatti dei quali discorriamo esercitava pure per mezzo di uomini da lui dipendenti la pirateria nel Mediterraneo. Lo prova una lettera indrizzatagli nel 1476 dal Pontefice Sisto IV, affinchè restituisse uomini, barca e merci, che i *suoi corsari*, contro il diritto delle genti, aveano predato nelle acque di Civitavecchia. Ved. infr. CART. n.° LIV (Sec. XV).

(2) FARA, Oper. e luog. cit., pag. 367.

(3) Ved. infr. CART. n.° L* (Sec. XV).

(4) Per indicare che non insorgeva contro il re, ma contro il vicerè di Sardegna.

(5) Ved. FARA, Oper. cit., Lib. IV, pag. 367-68.

(6) FARA, loc. cit.

(7) Ved. infr. CART. n.° LV* (Sec. XV).

(8) Ved. infr. (Sec. XV) CART. n.° LVI*, LVII*, LVIII*, LIX*, LX*, LXI*, LXII*, LXIII*, LXIV*, LXV* e LXVI*.

(9) Ved. infr. (Sec. XV) CART. n.° LXVII* e LXVIII*.

(10) Ved. CART. n.° LXIX* infr. (Sec. XV).

(11) Ved. CART. n.° LXX* infr. (Sec. XV).

(12) Fra le accuse più gravi erano queste: aver egli detto che potea, se il volesse, diventare re di Sardegna *(que ell se porria fer rey de Sardeña, sis volia fer)*: che difenderebbe il suo Stato colle armi in pugno contro il re di Aragona *(lo deffendrà ab la spada en la ma contra lo sennor rey)*: che il re volea distruggere la Casa di Arborea, onde i Sardi non avessero chi difenderli, e potessero esser da lui trattati da schiavi; *(que lo sennor rey volia destruir la Casa de Arborea, a si que no hi aguess ningu defenssador dels Sards, e que puguiss tratar aquells com a cattivs)*: aver vilipeso con parole basse e ingiuriose il governatore di Sassari, e Logudoro, chiamandolo *porch adobat de governador*: aver scritto a Michele Prats *Veghiere* di Alghero, che non ricevesse entro le mura il detto governatore, eccitandolo a insignorirsi della città *(que ara pot esser senor, que serie esclau)*: avere infine minacciato di fare della Sardegna un deserto se lo spingessero a guerra estrema e disperata; *(que ell rennegave de si; que ell, sil annuiaven, farie que los qui vendrien, dirien* ACI ERE SERDENYA*)*. Ved. la suddetta CART. n.° LXX*.

Digitized by Google

nuto per irritare l'Alagon, e spingerlo agli estremi; che tuttavia l'Alagon non erasi ribellato all'autorità regia, ma si era opposto al Carroz, il quale ne abusava; che per lui solo e contro lui aveva combattuto; e che perciò sulle sue bandiere aveva scritto il motto *Non regi, sed Proregi*, con cui apertamente e solennemente il dichiarava. Questo e molt'altro si tacque, perchè la sola ambizione di confiscare gli Stati di Arborea avea dettato la condanna; perchè all'ambizione, se vera è la fama, si aggiunsero le nozze della contessa di Modica, ambite insieme dal re Don Giovanni e da Leonardo Alagon per suo figlio Artaldo (1); e mal si sopporta, non si perdona mai da re vecchio e potente, rivalità di affetti.

Colpito nel capo, e messa a prezzo la propria vita, Leonardo Alagon non potea più trovar salvezza, che nella estrema prova delle armi. E alle armi si corse da ambe le parti. L'oste regia fu rinforzata da molte soldatesche mandate dalla Sicilia (2): la capitanava il vicerè Nicolò Carroz, ritornato da Barcellona dopo la condanna del suo personale nemico: comandanti minori dell'esercito erano Dalmazzo Carroz conte di Quirra, Pietro Pujades governatore del Logudoro, il conte di Cardona, Sigismondo de Luna e Angelo Marongio, valoroso cittadino sassarese. Leonardo Alagon era duce supremo delle sue genti; Salvatore Alagon suo fratello, Artaldo e Ludovico Alagon suoi figli, Giovanni de Sena, visconte di Sanluri, Leonardo Tola, Angelo Carro, Serafino Montagnano *Montañans*, Brancaccio Manca, e molti altri gentiluomini sardi soprastavano alle minori schiere. Vi ebbero prima fazioni e conflitti particolari; si guerreggiò alla spicciolata in luoghi diversi, e varia fu la sorte dei combattenti (3). Ma finalmente nel

C. N. 1477.

19 di maggio del 1478 si venne ad ultima e decisiva battaglia nella vasta pianura di Macomer, dove già sorse ai tempi romani l'antica Macopsissa. Memorabile nella storia sarda è questa battaglia per la causa e per l'ardore con cui fu combattuta. Leonardo Alagon e i valenti capitani che lo seguivano diedero splendidi esempi di abilità e di coraggio. Artaldo Alagon, giovine guerriero, animoso figlio di più animoso padre, lanciatosi arditamente nel più folto della mischia, cadde vittima del proprio valore. Caddero pure uccisi sul campo altri valorosi condottieri; e le schiere arboresi, ch'erano prima vincenti, prive dei capi che le guidavano, cominciarono a cedere. Fu questo il segnale della disfatta. Lo sbandarsi degli Arboresi trasse seco le rimanenti schiere sarde, le quali però, benchè rotte e ansanti per le fatiche della giornata, opposero ancora valida resistenza, e si ritirarono combattendo. Non meno gloriosa della battaglia fu questa ritirata, cui stettero a capo Serafino di Montañans e Leonardo Tola, quel medesimo Leonardo Tola, che poi nel 1492 combattè valorosamente contro i Mori nell'espugnazione di Granata, che fu armato sul campo del cingolo equestre dalle mani stesse di Ferdinando *il Cattolico*, e fu lo stipite illustre della famiglia ch'ereditò, e porta ancora in Sardegna il di lui nome (4). Molti furono gli uccisi, i prigionieri, i feriti. Leonardo Alagon, scampato alla strage, con pochi suoi fidi, con due suoi figli (Antonio e Giovanni), con tre fratelli (Salvatore, Giovanni e Luigi), e col visconte di Sanluri, riparò in Bosa. Saliti tutti in una nave per cercar salvezza in terra straniera, furono consegnati da Giovanni Saragozza all'ammiraglio Giovanni Villamarì, che stanziava con la flotta in Palermo (5). E il Villamarì li presentò tosto in Barcellona al re Don Giovanni, e n'ebbe da lui rimunerazione e favori (6).

P. C. N. 1478.

P. C. N. 1478.

Il vecchio monarca, poichè ebbe in suo potere il marchese di Oristano, i suoi figli, i fratelli, e il visconte di Sanluri, fece atto di facile generosità, laddove più non giovava il rigore, e a tutti, pregato dall'ammiraglio, fece salva la vita; a tutti accordò *guidatico* per trasferirsi dalla nave in cui erano ritenuti a luogo di relegazione nel regno di Valenza, o nel principato di Catalogna (7). E il luogo fu poi designato, il castello di Sciativa (Xativa), carcere antico di principi e di uomini famosi; e minute e severe istruzioni furono date dal re sospettoso al castellano Giuliano *dell'Hospedage*, affinchè strettamente li custodisse (8). E lui regnante, l'infelice Leonardo Alagon tutte provò le asprezze del carcere, e nulla gli fu accordato mai che potesse alleviare la sua sventura. Morto il re Don Giovanni (9) e salito al trono

P. C. N. 1478.

P. C. N. 1478.

P. C. N. 1479.

(1) Ved. infr. Cart. n.° LXXI* (Sec. XV). Oltre alle *Istruzioni* contenute in questa Carta, le quali fanno seguito alle trattative del matrimonio della contessa di Modica iniziate nel precedente anno 1477, abbiamo la testimonianza del Çurita e del Vico che raccontano come le nozze di detta contessa fossero ricercate al tempo istesso dal marchese Leonardo Alagon pel suo figlio primogenito Artaldo Alagon, e dal re Don Giovanni II, prima per se stesso benchè avesse già ottant'anni di età, e poi pel suo nipote Don Alfonso di Aragona figlio naturale del re di Castiglia; e come anzi Leonardo Alagon ricercasse per sè la mano della vedova Donna Giovanna, madre della medesima contessa. Il primo di detti storici, ricordando questi fatti scrive fra le altre cose (*Annal. de Aragon.*, Part. IV, Lib. XX, Cap. XIV, fol. 286, col. 3, ann. 1477): *se entendiò, que se procurava, que la Condesa Doña Iuana su madre casasse con Don* Leonardo de Alagon, *Marques de Oristan, y la Condesa Doña Anna con su hijo del Marques* ecc. E il secondo dice più esplicitamente (*Hist. gen. de Cerdeña*, Part. V, Cap. XLIV, fol. 169 e 170): *al primiero de Setiembre del año* 1477 *murió sin succession Don Iuan de Cabrera Conde de Modica en Sicilia, dexando à su Madre en edad no muy anciana, y por Successora à Doña Anna de Cabrera su hermana de edad de diez y ocho años. Luego pusieron los ojos muchos pretensores al Casamiento. El rey de Aragon publicò, con edad de ochenta años, que la queria para si..... la realidad era, que la queria para Don Alonso de Aragon..... y era tan gran Casamiento, que pareciò ponerle en su cabeza. El rey de Napoles la pedia para un hijo suyo; y entre tan grandes pretensores cupo el animoso* Marqués de Oristan, *pidiendo la madre para sì, y à Doña Anna para su hijo* Don Artal: *y como su actividad era mucha, tuvo muy adelante la negociacion*, ecc. ecc.

(2) Il re di Aragona spedì pure da Barcellona la nave *Olivaria* col vicerè Nicolò Carroz, cinquanta lance, e dugento fanti; varie altre navi con molti soldati sotto il comando di Ludovico Perisso, e tutta la flotta aragonese capitanata da Giovanni Villamarì. Comandante delle truppe spedite da Sicilia fu Raimondo Floc conte di Cardona. (Fara, Oper. cit., pag. 378).

(3) Fra queste fazioni vanno particolarmente ricordate quella di Ardara del 28 gennaio 1478 per la espugnazione di quel castello, e l'altra di Mores avvenuta poco dopo, nella quale, per parte dell'Alagon la perdita fu di cento morti e cinquecento prigionieri. (Fara, loc. cit., pag 379).

(4) Ved. Tola, *Dizion. Biogr. dei Sardi illustri*, Vol. III, p. 250 e monumenti ivi citati.

(5) Fara, Oper. e luog. cit., pag. 380.

(6) Ved. infr. Cart. n.° LXXIV* (Sec. XV).

(7) Ved. infr. Cart. n.° LXXIII* e LXXV* (Sec. XV). Ad altri seguaci e fautori del marchese di Oristano, i quali aveano avuto parte nei rivolgimenti dell'isola, il re Don Giovanni fece piena grazia, come si ricava dalla Carta n.° LXXII* (infr. Sec. XV).

(8) Ved. infr. (Sec. XV) Cart. n.° LXXV*.

(9) Morì nel 19 gennaio 1479, e nello stesso anno morì il vicerè Nicolò Carroz, principale autore di tanti mali e di tante sventure. Leonardo Alagon sperò allora di poter conseguire la libertà, e come scrive il Fara (loc. cit., pag. 381), *signa laetitiae dedit, barbamque*

Digitized by Google

il di lui figlio Ferdinando (*il Cattolico*), il giovane monarca moderò in parte gl'inutili e disumani rigori. Ge-
P. C. N. 1479 e seg. nerosità d'animo, memoria dell'amicizia antica, e forse anche il rimorso [1] a pietà movealo dei miserevoli casi dell'illustre prigioniero. Ma ragione di stato, invidia e livore d'interessati cortigiani lo consigliarono a ritenerlo cattivo; e tanto il ritenne che finalmente il tedio della lunga prigionia, le patite violenze, la spogliazione dei suoi stati, e la rovina della propria famiglia, tanti dolori
P. C. N. 1490. riuniti insieme lo condussero dopo dieci anni alla tomba. Meno severo, ma non sempre, e in egual modo, mostrossi Ferdinando co' congiunti e fautori del marchese di Oristano, perchè meno potenti e meno temuti. A Marchesa, vedova di Pietro e madre di Giovanni de Sena visconte di Sanluri, e a Isabella Besora, moglie di Salvatore
P. C. N. 1480. Alagon, fece rendere i beni, le gemme, gli ori, gli argenti e il mobile prezioso che l'avarizia catalana avea confiscato confusamente con quelli del loro figlio e marito, donandoli poi (dono nefasto) a Brianda Carroz, moglie del vicerè di Sardegna [2]: accordò ad entrambe
P. C. N. 1481. l'ingresso nel castello di SCIATIVA, acciò vedessero e conversassero (presenti però le guardie) col marito, col figlio e co' fratelli [3]. A Salvatore Alagon, dopo dieci anni di cattività, allargò il carcere dal castello alla città di
P. C. N. 1489. 1490. SCIATIVA; glielo allargò dappoi, a petizione del cardinale di Aragona, e con fidanza di ottomila fiorini d'oro, per tutto il regno di Valenza; e poi di nuovo fino al fiume di *Lobregàt* nel principato di Catalogna [4]. Somiglianti larghezze usò a Giovanni ed Antonio Alagon figliuoli, e a Giovanni e Lodovico Alagon fratelli del già estinto
P. C. N. 1496. marchese di Oristano: nel 1496 aprì loro le porte del castello di Sciativa; e dopo alcuni anni, accordò a tutti
P. C. N. 1498. 1499. piena ed intiera libertà [5]. Libertà piena ed intiera aveva pur conceduto nel 1493 a Salvatore Alagon; ma tre
P. C. N. 1493. giorni dopo gli vietò, pena il capo, di trasferirsi a Sardegna [6]. Non fu però la generosità regia, ma ben altra cagione, che motivò tali provvedimenti. Salvatore Alagon, e il di lui fratello Giovanni, dopo lunga e vigorosa inquisizione fatta dal cancelliere di Aragona, fin dal 1490
P. C. N. 1490. erano stati chiariti innocenti del *crimenlese*, per cui la condanna del 1477 li aveva colpiti nel capo; ma questa solenne dichiarazione non fu fatta palese, ed essi la sep-
P. C. N. 1493. 1497. pero soltanto nel giorno istesso della propria liberazione [7]. E il detto Giovanni Alagon, con Ludovico suo minor fratello, e con Antonio e Giovanni Alagon suoi nipoti, avevano patito nel 1495 violenze e minacce di morte entro
P. C. N. 1495. il carcere di SCIATIVA, perchè riconoscessero giusta la propria condanna; e tuttavia, dichiarandosi liberi, rinunziassero a tutti i diritti, dei quali erano stati iniquamente spogliati..... Enormità inaudita, possibile soltanto in luoghi, fra uomini e sotto governi barbari, contro la quale poi protestarono in tempi diversi (1500. 1518)
P. C. N. 1500. Ludovico e Antonio Alagon; il primo avanti al Magistrato supremo di giustizia (*Justicia mayor*) [8], e il secondo nelle Corti generali di Aragona [9]. Non protestò nè pro-
P. C. N. 1499. testar potea Giovanni di Leonardo Alagon, perchè era già morto [10]; e nemmeno Salvatore Alagon, perchè a lui tali violenze non furono usate, avendo due anni prima
P. C. N. 1493. ricuperato la libertà [11].

Mentre in tal modo la Corte di Aragona, sotto specie di tradimenti e di *perduellioni*, colpiva capitalmente l'ultimo dinasta sardo con tutta la sua famiglia, e confiscava a proprio vantaggio gli antichi Stati di Arborea, essa medesima ordiva segretamente, e da gran tempo ordiva in Sardegna per mezzo de' suoi ministri, e di Sardi e Catalani a lei devoti, tradimenti veri ed insidie per togliere ai Genovesi la terra e il castello di Bonifacio, uno dei più forti baluardi della repubblica Ligure nell'isola di Corsica. Già fin dal 1458 una congiura era stata tra-
P. C. N. 1458. mata per un tal fine da Stefano *di Leodio* della Pieve di Vico, e da altri Còrsi dimoranti a Napoli e a Roma, fra i quali il *Giudice* d'Istria, partigiani tutti del re di Aragona [12]; la quale però, scoperta da Giovanni Lercari, governatore dell'isola, e provata sollecitamente con regolare processo, non ebbe per allora effetto veruno [13]. Due anni dopo fu ritentata la prova. Vediamo infatti nel 1460 trasferirsi a Sassari il Conservatore generale di Aragona, conferire coll'arcivescovo turritano, e per di lui mezzo promettere ai congiurati Còrsi favori, pensioni e feudi in Sardegna, se, rompendo la fede giurata, togliessero la terra e la rocca ai preposti di S. GIORGIO, e la dessero in potere al re di Aragona. Vediamo quali fos-
P. C. N. 1460. sero i principali congiurati di Bonifacio, donde partissero, e quanto fossero estese le fila di questa trama, e come, per cagioni da noi ignorate, non avesse come la prima verun successo [14]. Ma la Corte aragonese era tenace e pertinace ne' suoi propositi. Ferdinando II, appena salito al trono, volse il pensiero a ricuperare la Corsica, e spe-
P. C. N. 1479 rava ricuperarla coll'aiuto dei Sardi e dei conti di Cinerca; fece allestire il naviglio; ordinò a Giovanni Villamarì che bandisse prima i Còrsi da Sardegna e da Gallura, e poi veleggiasse all'impresa; ma la morte dell'ammiraglio [15], e la sollevazione dei Portoghesi, che si erano dati ad Alfonso re di Galizia, lo costrinsero ad abbandonare il progetto [16]. E in aperto fu abbandonato realmente, non

sibi radere fecit; ma la sua speranza fu vana, e perdette in cattività la vita.

(1) Gli storici contemporanei a Ferdinando *il Cattolico* lasciarono scritto, che questo pio monarca dicesse ai suoi più fidi pria di morire: *gravargli l'animo il timore dell'illegittimo acquisto dei dominii d'ARBOREA.*

(2) Ved. CART. n.° LXXXVII* infr. (Sec. XV).

(3) Ved. infr. CART. LXXXVIII* e XC* (Sec. XV).

(4) Ved. CART. n.° XCIII*, XCIV*, XCV*, XCVI* e XCVII* (infr. Sec. XV).

(5) Ved. infr. CART. n.° CV* e CVIII* (Sec. XV).

(6) Ved. CART. n.° CI* e CII* (infr. Sec. XV).

(7) Ved. infr. (Sec. XV) CART. CI* e CIV*.

(8) Ved CART. n.° CIX* (infr. Sec. XV).

(9) Ved. infr. CARTE E DIPLOMI del Sec. XVI.

(10) Ved. infr. CART. n.° CVI*.

(11) Ved. la detta CART. n.° CI*.

(12) Tre anni prima (1455) il re di Aragona Don Alfonso V avea spedito in Corsica Berengario Erill, il quale, secondo scrive il FARA (*De Reb. Sard.*, Lib. IV, pag. 352) *Bonifacii castrum et urbem ad mensem februarii pollicitam ex deditione Ludovici Campi-Fregosi sperabat.* E in quest'anno medesimo, 1458, il re Don Giovanni II, per testimonianza dello stesso FARA (loc. cit., pag. 360), *integram Corsicam, ope atque interventione Bernardi Villamarini totius classis ducis, recuperare cogitavit.*

(13) Ved. infr. (Sec. XV) CART. n.° XXXVIII* fol. 74, 75 not. (11).

(14) Ved. la detta CART. n.° XXXVIII*.

(15) Giovanni Villamarì mancò di vita nel febbraio del 1479, e il comando della flotta fu subito affidato al di lui figlio Bernardo. (FARA, Oper. cit, Lib. IV, pag. 386).

(16) FARA, loc. cit.

Digitized by Google

però in secreto. Bernardo Villamarì, succeduto al padre nel comando della flotta aragonese, il vicerè di Sardegna e altri ufficiali regii che vi stanziavano, continuarono a con-
P. C. N. 1480. giurare. Un Giovanni Peralta, stretto per amicizia e per vincoli di famiglia co' principali congiurati di Bonifacio, partì con una fusta armata, sotto pretesto di mercatura; ebbe nel partire lettere ed istruzioni; conferì coi partigiani del re e col vescovo di Ajaccio, il quale, per ambizione di onori e di lucro che gli erano promessi, dovea preparare e secondare la sollevazione: ma venne in sospetto ai rettori della terra; fu preso, martoriato, e dannato a morte. Il vicerè di Sardegna, l'ammiraglio Villamarì, i
P. C. N. 1480. due commissarii regii ne fecero al Podestà e agli anziani di Bonifacio gravi querele; dissero violato il diritto delle genti col sequestro della nave e del carico di un suddito sardo; ne reclamarono la restituzione; e chiesero insieme fossero restituite al re di Aragona due castella, che in virtù della tregua firmata coi genovesi per dritto gli appartenevano (1). Al Peralta tenne dietro nella stessa impresa Leonardo Stefano catalano, nato in Barcellona, e dimorante in Alghero: ma a lui pure andò fallita, benchè fosse ito molto innanzi nel condurla con accortezza, e stesse già per compirla. Il vigile Castellano Cristoforo D'Oria lo discoverse, lo sottopose ai tormenti, e confessò il reato. Narrò come, donde e perchè fosse dalla Sardegna
P. C. N. 1480. andato a Corsica, gli ordini avuti dal vicerè Ximene Perez, le istruzioni dategli oralmente in Sassari da Bernardo di Boyl, l'ordine, il tempo e il modo co' quali doveva essere sorpreso dai congiurati il castello e la terra; di questi
P. C. N. 1480. congiurati dichiarò i nomi, ed era fra i principali, anzi il primo per dignità, per aderenze, per clientele, il vescovo di Ajaccio; e diede in mano ai reggitori di Bonifacio i documenti e le prove dell'ordito tradimento (2) Invano Bernardo di Boyl, saputo il caso, riclamò la libertà del Catalano (3). Il Catalano era già morto, e aveva pagato col proprio capo la fallita impresa dei ministri aragonesi di Sardegna. Nè diversa pare si fosse la sorte riserbata al vescovo di Ajaccio. I documenti che pubblichiamo ci provano com' ei cercasse scolparsi per lettere
P. C. N. 1480. co' *Protettori dell'Ufficio di* S. Giorgio (4): come costoro dessero prima piena bailia al Castellano di Bonifacio (5), e poi scegliessero e inviassero i *Sapienti* per accertare il fatto (6); il trasporto del vescovo di Corsica a Genova, da Genova al castello di Lerici; gli atti formati, e scritti entro le mura di questa rocca dai Commissari genovesi e dal vescovo di Brugnato, commissario pontificio; i tormenti ai quali fu sottoposto il prelato perduelle; le
P. C. N. 1480. relazioni fatte dai Commissari all'*Ufficio di* S. Giorgio; le nuove lettere e le dichiarazioni scritte dallo stesso vescovo di Ajaccio (7); e infine, perchè nulla mancasse, le spese sostenute dal Castellano che lo ebbe in cu-
P. C. N. 1481. stodia. (8)

Ma questi fatti, finora oscuri ed ignorati (9), appartengono più specialmente alla storia genovese, e toccano appena la sarda. Gli avvenimenti propri della Sardegna, nel declinare del secolo decimoquinto, e sotto il regno di Ferdinando *il Cattolico*, non sono pochi, nè privi d'im-
P. C. N. 1481. 1484. portanza. Il vicerè Ximene Perez riunì in Cagliari il Parlamento, che tre anni dopo fu approvato dal re in Cordova (10). Di quaranta capitoli deliberati e discussi dallo *Stamento militare* trenta soli ottennero la sanzione reale (11);
P. C. N. 1484. e notevole fra questi fu quello che dichiarò assoluti e richiamò in patria gli esuli sardi, i quali aveano seguìto le parti del marchese di Oristano. Inigo Lopez di Mendoza succeduto al vicerè Ximene Perez pubblicò in quel correr di tempi un Decreto (12), col quale gli ebrei
P. C. N. 1488. dimoranti in Sardegna furono assoggettati ad obblighi e discipline assai vessatorie e rigorose. Questo Decreto fu foriero dell'altro (13), che quattro anni dopo li espulse tutti dall'isola, come già lo erano dagli altri regni della mo-
P. C. N. 1492. narchia spagnuola. Le sollecitudini e le instanze della città di Barcellona, acciò la pesca dei coralli nei mari
P. C. N. 1491. 1492. sardi fosse solo permessa ai sudditi del re *Cattolico* (14);

(1) Ved. infr. (Sec. XV) Cart. n.° LXXVII*. La lettera indrizzata dall'ammiraglio Villamarì *potestati antianis et hominibus vile Bonifacii* è scritta in lingua italiana. Così esigeva la convenienza internazionale, poichè la Corsica dipendeva ed era governata in quel tempo dalla repubblica di Genova. Ma basta leggerla per comprendere subito che la scriveva un uomo straniero all'Italia, ed un catalano.

(2) Ved. Cart. n.° LXXVIII* (infr. Sec. XV).

(3) Ved. Cart. n.° LXXIX* (infr. Sec. XV).

(4) Ved. Cart. n.° LXXX* (infr. Sec. XV).

(5) Ved. Cart. n.° LXXXI* (Sec. XV).

(6) Ved. Cart. n.° LXXXII* (Sec. XV).

(7) Ved. Cart. n.° LXXXIII*, LXXXIV*, LXXXV*, LXXXVI* (Sec. XV).

(8) Ved. Cart. n.° LXXXIX*.

(9) Non se ne trova ricordo veruno negli annalisti sardi e genovesi; laonde le Carte che pubblichiamo hanno un interesse storico per ambidue i paesi.

(10) Intervennero a questo Parlamento, oltre ai procuratori dei vescovi e magnati assenti, e di alcuni municipii:

Pietro Pilares, arcivescovo di Cagliari
Giovanni Fortesa
Iacopo Marquèz
Giovanni Fabra
Andrea Suñer
Francesco Zunquello
Pier Martino de Ferrariis
Berengario Gambella
Giovanni Ruitz
Giovanni Andrèu
Pietro Cervellon
Pietro Fortesa
Galzerando Iulià
Pietro Mara Lacon
Salvatore de Sena
Ludovico Castelvì
Giacomo Arragall
Pietro Gomes
Arnaldo Roca
Bernardino Margents
Giovanni Nicolò Aymerich
Antonio Martinez
Antonio Aymerich. (Fara, Op. e loc. cit., pag. 388).

(11) Alcuni di questi capitoli riguardano le prerogative dello *Stamento militare* e dei suoi membri, i quali doveano essere giudicati da una Corte di *Pari*, nè mai essere sottoposti a tormenti, salvo in caso di *crimenlese*, di falsa moneta, di ratto, di sodomia, di scherania e di depredazioni in vie pubbliche o nelle chiese; altri la successione ai feudi *more italico*, e la testabilità dei *feudi* e *regalie*, come di beni *burgensatici*; altri la proibizione dei *processi secreti* o *ex officio*, e delle appellazioni fuori dell'isola; altri la inviolabilità delle persone prima di essere legalmente dichiarate colpevoli, e la facoltà di redimersi con fidanze dalla *custodia guardata* dal carcere; altri la libertà di testare nei Sardi tutti secondo il dritto comune; altri la esenzione da ogni gabella pubblica dei frutti naturali che dovessero servire per uso e mantenimento delle famiglie, e il favore dell'agricoltura e del commercio interno; altri il divieto formale ai vicerè ed ai loro luogotenenti d'imporre nuovi dazi di proprio arbitrio; ed altri infine, per non citarli tutti, il dritto riconosciuto al *Braccio militare* (feudatari e nobili) di riunirsi e deliberare in *Stamento separato* nei bisogni straordinari dell'isola.

(12) Ved. Cart. n.° XCII* (Sec. XV).

(13) Ved. Cart. n.° C* (Sec. XV).

(14) Ved. Cart. n.° XCVIII* e XCIX* (infr. Sec. XV).

Digitized by Google

e i privilegi per tal pesca accordati, e nuovamente confermati alla città di Alghero (1), dimostrano il mal governo che si facea dell'isola, delle sue naturali ricchezze, e della sua industria con tante improvide restrizioni. Ma poco dopo, quasi a compenso di questi eccezionali provvedimenti, il re di Castiglia e di Aragona diede fuori una *Prammatica* (2), nella quale disse e promise di volere (se veramente il volle), che più libero e meno impedito corresse il commercio in Sardegna e nelle sue città principali; una delle quali però, con esempio nuovo nella storia barbarica dei feudi sardi, era stata già infeudata a un barone catalano (3).

P. C. N. 1493.

P. C. N. 1499.

La seria dei Diplomi e delle Carte di questo secolo termina co' ricordi lamentevoli degli Stati di Arborea. Il testamento dettato da Leonardo Alagon nelle tetre e solitarie mura di Sciativa (4); l'altro del di lui figlio Giovanni Alagon sopravvissuto alla paterna sventura (5); e le proteste solenni di Antonio Alagon contro le violenze e le minacce, con le quali gli ufficiali aragonesi (sciente o ignaro il *Re Cattolico*) costrinsero i figli e i fratelli dell'infelice marchese di Oristano a chiamar giusta una condanna che li aveva tutti iniquamente colpiti (6), sono l'ultima voce di una famiglia potente, che fu spenta valorosamente combattendo per la indipendenza nazionale; sono l'ultimo documento che attesterà nella storia per qual via, e con quali mezzi *l'avara povertà di Catalogna* diventò finalmente signora sovrana ed assoluta della intiera Sardegna.

P. C. N. 1499.

P. C. N. 1500.

(1) Ved. Cart. n.° CIII* (Sec. XV).
(2) Ved. Cart. n.° CVII* (Sec. XV).
(3) A Giovanni Villamarì, ammiraglio della flotta aragonese (Fara, *De Reb. Sard.*, Lib. IV, pag. 363, 364). Ved. sopr. pag. 16, not. 2.
(4) Ved. Cart. n.° XCI* (Sec. XV).
(5) Ved. Cart. n.° CVIII* (Sec. XV).
(6) Ved. Cart. n.° CIX* (infr. Sec. XV).

FINE DELLA DISSERTAZIONE SESTA.

Digitized by Google

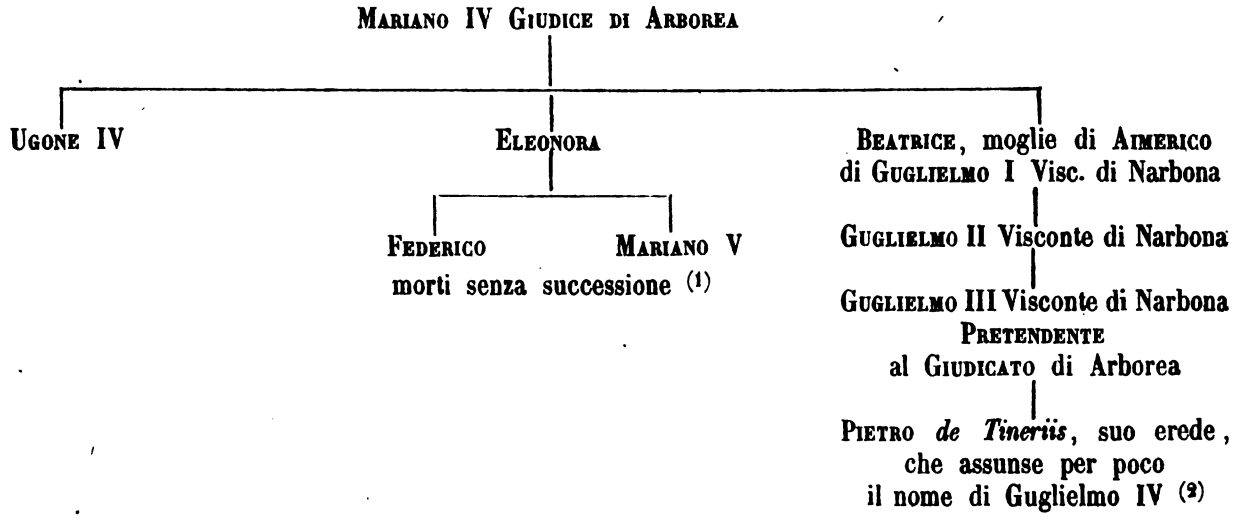
Digitized by Google

I.

GENEALOGIA

DEI PRETENDENTI AL GIUDICATO DI ARBOREA

NEL SECOLO XV



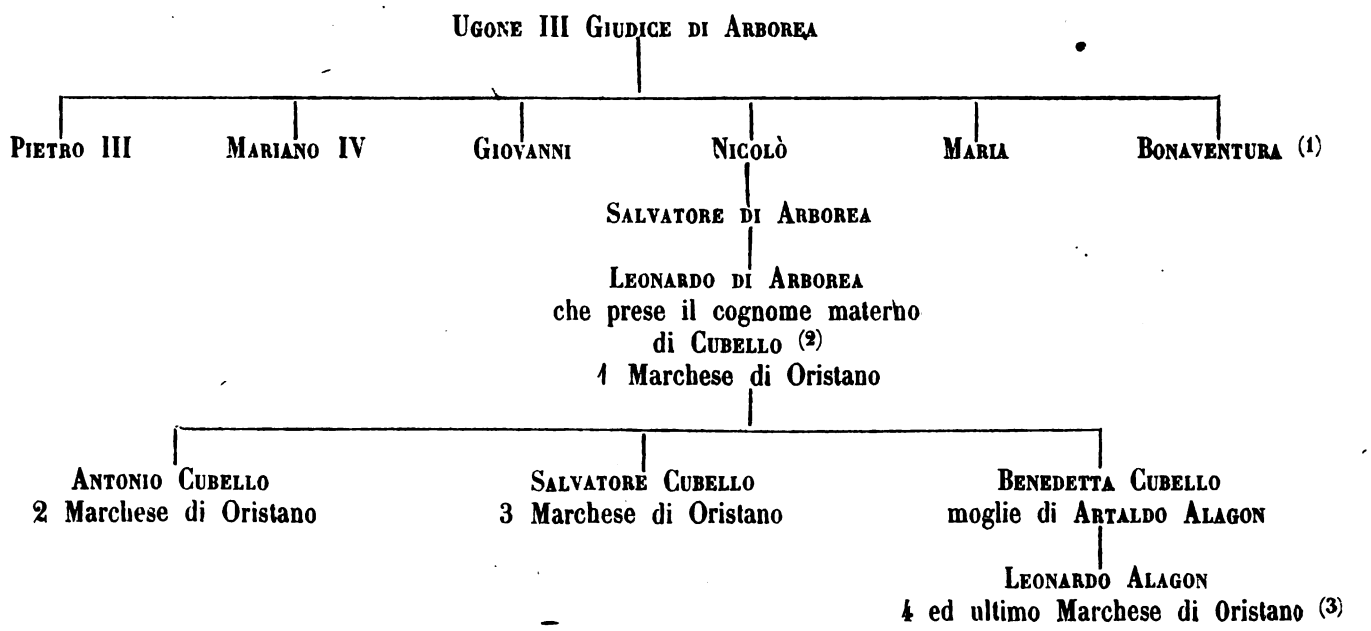
(1) Ved. Tom. I di questo Codice, pag. 499.
(2) Ved. Tom. II di questo Codice, pag. 8.

II.

GENEALOGIA

DEI MARCHESI DI ORISTANO E CONTI DI GOCEANO

SUCCEDUTI AI GIUDICI DI ARBOREA NEL SECOLO XV



(1) Ved. Tom. I di questo Codice, pag. 499.
(2) Ved. Tom. II di questo Codice, pag. 10, not. 4.
(3) Ved. detto Tom. II, pag. 16 e seg.

Digitized by Google

Digitized by Google

DIPLOMI E CARTE

DEL SECOLO DECIMOQUINTO

Digitized by Google

Digitized by Google

DIPLOMI E CARTE

DEL SECOLO XV

I*.

Privilegio ed Ordinazione del Re di Aragona Don Martino I, con la quale, abolita la carica di Governatore Generale (Vicerè) del regno di Sardegna, s'instituiscono due cariche distinte di Governatore e Riformatore dei CAPI *di Cagliari e di Gallura, e di Governatore e Riformatore del* CAPO *di Logudoro; si stabiliscono i doveri, i dritti, e le prerogative di detti Governatori, dichiarandoli indipendenti l'uno dall'altro nell'esercizio delle loro funzioni; le cauzioni da prestarsi prima di assumere tale uffizio; la durata di quest'ultimo per soli cinque anni; e la sindacatura cui gli stessi Governatori debbono sottostare alla scadenza del quinquennio; con fissazione delle città e dei luoghi, nei quali tali sindacature avranno da farsi, avuto riguardo alla patria e al domicilio dei Governatori medesimi, con proibizione a costoro di delegare ad altri i loro poteri; e con uno speciale privilegio a favore delle due città di Cagliari e di Alghero, in virtù del quale sarebbero periodicamente invitate a mandare i loro procuratori alle Corti di Maiorca e di Catalogna.*

(1401. —, 15 gennaio)

Dagli Atti del Parlamento convocato in Cagliari nel 1555 dal Vicerè D. Lorenzo di Heredia.

In Dei nomine. Pateat universis, quod Nos Martinus Dei gratia Rex Aragonum, Valentiae, Majoricarum, Sardiniae, et Corsicae, Comesque Barchinonae, Rossilionis, et Ceritaniae; Considerantes, quod primus est philosophiae gradus, primaeque laudis initium, genera rerum, proprietatesque discutere, ut quod in singulis verum, vel utile sit prudenter agnoscere, idque feliciter exequatur, quod sibi illuxerit veritas; Et nobis constet, et longa atque tuta discussione sit certum, quod felici regimini Regni Sardiniae dudum a nostris praedecessoribus dignae memoriae Regibus Aragonum tot bellorum stragibus, totque laboriosis sudoribus, et profluviis maximis expensarum virtute insuperabili adquisiti subscripta erant salubria, erantque utilia, et expedientia quamplurimum ipsi Regno; Tenore hujusmodi publici instrumenti nunc, et perpetuo valituri, tam horum respectu quae diximus, quam supplicationum humiliter Nuntiorum civitatum Barchinonae, Valentiae, Majoricarum, et Dertusae, ac villae Perpiniani, quae de felici regimine, et statu utili dicti Regni sunt quadam naturali appetentia curiosae, statuimus, providemus, ac perpetuo Consiliariis et probis hominibus, Universitatibusque, et personis singularibus Castri Callaris, et Appendiciorum ejusdem, nec non villae Alguerii, aliisque universitatibus, et singularibus personis CAPITUM (1) Callaris, Gallurae, et Logudorii, qui nunc sunt, aut fuerint de caetero, in speciale privilegium indulgemus quodammodo perpetuo in dictis Capitibus Callaris, et Gallurae, sit unicus Gubernator, et Reformator; et in Capite Logudorii alter, et uterque eorumdem, alius siquidem absolutus ab omni jugo, subjectione, et jurisdictione alterius; et e contra gubernationi, et reformationi sibi commissae praesit per constitutum quinquennium, et non ultra, eamque personaliter exerceat, atque regat, prout fuerat antiquitus assuetum; et mox finito dicto quinquennio, utque Gubernatores hujusmodi adstringantur *tenere tabulam* (2) juxta

(1) La divisione amministrativa dell'isola in due CAPI, *di Cagliari* (meridionale) e di *Sassari* (settentrionale), data dai primi tempi della conquista Aragonese. Tale divisione, che in certo qual modo è anche geografica, si operò in conseguenza della caduta degli antichi GIUDICATI Sardi. Infatti il CAPO di Cagliari comprendea l'antico GIUDICATO di questo nome, una parte dell'altro di *Arborea*, ed una porzione dell'*Ogliastra;* e il CAPO di Sassari l'altra parte del GIUDICATO di *Arborea*, e gli antichi GIUDICATI di *Torres* e di *Logudoro*, e di *Gallura*. — La Gallura fu per lungo tempo compresa *politicamente* nel CAPO di Cagliari. E dopo la caduta dell'ultimo Marchese di Oristano il contado di *Goceano* fu talvolta chiamato CAPO ancor esso.

(2) *Tenere tabulam*; assoggettarsi cioè a pubblica, e quinquennale sindacatura. Questa *sindacatura* era stata chiesta, e convenuta per la prima volta con patto espresso nella pace fatta da Eleonora GIUDICESSA di Arborea con D. Pietro IV re di Aragona nel 31 agosto 1386; rinnovata poi col re di Aragona D. Giovanni I nel 24 gennaio 1388. — Ved. il Vol. I di questo CODICE fol. 817 e seg. e specialmente fol. 819, col. 1, nota (4)

Digitized by Google

formam expressatam inferius, tam de universis et singulis occupationibus, durante eorum quinquennio factis, et sequutis, sive in terra, sive in mari, et sive pacis tempore, sive guerrae, de quibuscumque bonis, licet sint de advenis, seu privatis, quam etiam de quacumque alia occupatione, per saepe dictos Gubernatores, seu ipsorum alterum, facta de jurisdictionibus eis pertinentibus, aliisque officialibus dicti Regni; pro qua quidem tenenda tabula, de ipsa in commissionibus de dictis Gubernationibus faciendis specialis mentio fiat. Teneantur ipsi Gubernatores, antequam ad exercitium, sive regimen gubernationum hujusmodi assumi valeant, seu admitti, praestare tutas fidejussorias cautiones, sicut de officiis triennalibus per constitutiones Cathaloniae est statutum. Adjicimus tamen, quod dicta gubernationum officia, seu alterum eorumdem, nequeant per quinquennium primo et continuo sequuturum, directe, vel indirecte, seu alias quocumque modo committi alicui, sive aliquibus Nobilibus, seu Baronibus, aut per aliquem, seu aliquos eorumdem exerceri; statuentes, quod si hujusmodi Gubernatores, seu alter eorumdem, fuerit de Regno Valentiae oriundus, seu domiciliatus quomodolibet in eodem, tenere tabulam in civitate Valentiae, si vero de Regno Majoricarum in civitatibus Majoricarum, et demum si de Principatu Cathaluniae in civitate Barchinonae, prout utriusque eorumdem natura, vel incolaris conditio, juxta ipsius mentem exiget, adstringantur; et si forte praecitati Gubernatores, seu alter eorumdem non fuerit de hujusmodi Regnis et Principatu oriundus, vel incola, ut praefertur, ordinamus, statuimus, et volumus, quod ipsi tales, seu alter eorumdem, quos domicilium, et origo fecerint ab ipsis Regnis et Principatu alienos, habeant tenere dictam tabulam in illa ex tribus civitatibus memoratis, de qua Nostrae Regiae Dignitati placuerit, et sibi melius erit visum; declarato tamen, quod antequam praelibati Gubernatores valeant admitti ad dicta officia (ut jam fertur), vel aliquis teneatur obedire eisdem, habeant, et omnimode adstringantur dare praelibatam cautionem cum fidejussoribus opportunis, ad cognitionem Consiliariorum, vel Juratorum illius ex tribus civitatibus memoratis, in qua, juxta eorum proprium domicilium, vel naturam, adstringentur tenere tabulam supradictam. Quae quidem cautio per Nos, si tunc fuerimus in illa civitate, in qua erit tenenda tabula memorata, et in Nostri absentia per principalem Officialem ordinarium ejusdem, recipi, praeeunte dicta cognitione, habeatur, et admittatur; de qua quidem praestatione cautionis teneatur uterque dictorum Gubernatorum literam testimonialem habere, et cum praesentatione chartarum officiorum eorumdem illis, quibus expedit, exhibere. Praeterea sancimus, statuimus, providemus, ac in perpetuum privilegium Consiliariis, et aliis praemissis concedimus de certa scientia cum praesenti, quod dicti Gubernatores nequeant de caetero in exercitio dictorum officiorum habere, vel per Nos, aut nostros Successores, vel Officiales nostros, seu eorumdem, conferri illis queat plus jurisdictionis amodo, sive posse, nisi sit, et prout Nobilis Alfo de Proxita, vel Eximenus Petri de Catalayubo quond., qui hujusmodi gubernationis tenuerunt officia, habuerunt, et concessum extiterat eis uti (1); revocantes nunc pro tunc, et extra hujus seriem annullantes, si quod inopportunum factum est, vel contigerit fieri per Nos, seu alios supradictos, scienter, vel ignoranter, aut alias quomodolibet in futurum. Item pro submovendis diversis incommodis, quae jugiter reipublicae nostrorum Regnorum propterea subsequuntur, statuimus, omnemque auctoritatem, jurisdictionem, et posse per Nos, et nostros perpetuo Successores dictis Gubernatoribus, aliisque Officialibus, et Commissariis, quomodolibet nuncupentur nunc, vel de caetero, jurisdictionem in dicto Regno exercentibus, et aliis caeteris, ac substitutis, vel locumtenentibus ipsorum, et cuilibet eorumdem, serie hujusmodi abdicamus guidandi, assecurandi, receptandi, recolligendi, vel dandi refrigerium aliquod, seu juvamen per se, vel alium, publice, vel occulte, directe, vel indirecte, quibusvis *cossariis* (2), seu aliis, qui cum vasis armatis, vel alias, in nostris, vel aliis maribus, depraedati fuerunt, expugnarunt, vel damna personaliter, aut realiter intulerunt, vel infurent etiam quovis modo alicui, vel aliquibus nostris subditis, seu aliis, qui non fiant a Nobis, vel a dictis Nostris praedecessoribus inimici; immo dicti Gubernatores, et alii jam dicti, hujusmodi cossarios, et alios praeexpulsos malefactores, capere, si poterint, et proinde, tam in faciendo restitui damna data, quam alias de eisdem justitiam, ut decebit, facere teneantur. Caeterum perpetuis temporibus providemus, quod si aliquis, seu aliqui familiares, vel de parentela dictorum Gubernatorum, qui nunc sunt, aut fuerint in futurum, nequeat esse Vicarius illius Castri, aut Villae ex praedictis, unde erit Gubernator ille, cui aut junctu sanguinis, aut familiaritatis beneficio adstringetur; nec possint talibus de dicta parentela, vel familiaribus, per Nos, aut dictos nostros Successores, vel alios praenarratos, committi hujusmodi Vicariae officia quomodolibet, vel concedi, imo quaecumque provisiones et commissiones, tam factae quam faciendae, scienter vel ignoranter, seu alias quovis modo, contra vim et seriem praemissorum, nullae fiant, et omnimode stabilitate et efficacia vacuae censentur, nec ullum ibi opportunum fieret obedire talibus personis, vel dictis eorum hiis obviis commissionibus teneatur. Rursus, ut singuli stipendiarii, et alii habitatores quilibet dicti Regni, melius saepius, et audacius in offensam prosiliant nostrorum inimicorum, quorum multos invetefatae rebellionis, et malitiae usus tenet, concedimus eisdem stipendiariis, et habitatoribus supradictis, et aliis etiam quibuscumque, quod de cavalcatis, vel aliis praedis, quae de personis, vel bonis nostrorum hostium fient in dicto Regno, vel in maribus ejusdem, seu alibi, quovis modo nullum jus *quinti*, *vinteniquè* (3), seu quodvis aliud, nec aliquam aliam

(1) Si determina, che li due Governatori o Riformatori non avessero maggiori poteri di quelli già conferiti a Olfo (*qui Alfo*) di Procida, e a Pietro Esimeno di Catalayubo, i quali aveano occupato le stesse cariche prima che il Re di Aragona D. Giovanni I le abolisse, creando sulla rovina delle medesime la più alta carica di Governatore e Capitano generale dell'isola; la quale appunto è abolita alla sua volta con la presente Ordinazione del Re Don Martino I.

(2) *Cossariis*; cioè *Corsari*; nome che nel 1401 comprendea i ladri di mare.

(3) Si accorda piena franchigia ed esenzione dai *dazi*, chiamati *dritti* del *quinto*, e del *ventino*, ossia della quinta e vigesima parte, che sotto il governo Aragonese si pagava in Sardegna, o in natura, o in denaro, secondo le specie o il valore, per tutte le produzioni naturali e industriali. Molti altri dazi e contribuzioni posteriori, anche volontarie, derivarono da questo sistema finanziario il proprio nome, come fra le altre la *quinta* barraccellare, dovuta alla Com-

Digitized by Google

partem Nobis, aut nostris Successoribus, vel Gubernatoribus, Administratoribusque saepe dicti Regni, vel alicui alio pro Nobis, seu eis, teneatur dare quomodolibet, seu partiri. Quoniam de eisdem per Nos, et nostros perpetuo Successores, nunc pro tunc, et contra, donationem dictis stipendiariis, et aliis facimus praemissis aeternam, et irrevocabilem cum praesenti; imo dictae cavalcatae, sive praedae fiant propria integra, sine diminutione quacumque, illius, vel illorum qui eas fecerint, quique in extinguium dictorum inimicorum fuerint, tam pro Nostri servitio, quam pro eorum commodo animosi, excepto quod de dictis cavalcatis sive praedis solvatur omnimode sub *duana* (1), prout de iis, vel similibus fuit alias asservatum, et quod lege, et alia expressa, superius attendenda, tenacius servanda praelibati Gubernatores, Vicariique, et Administratores, et alii Officiales, ad quos spectet, in principio suorum officiorum, et antequam utantur eisdem, vel sibi obediatur, ulterius aliquali super ipsis se adstringant juramento, et homagio, et alias cum idoneis fidejussoribus in posse Nostri, vel illius, seu illorum Officialium nostrorum, coram quibus assecuraverint de tenendo dictam tabulam ad cognitionem Juratorum, vel Consiliariorum illius Civitatis, in qua tenere ipsam tabulam adstringentur, quousque de hujusmodi in commissionibus dictorum officiorum specialis mentio fiat. Quid plura? Videntes officium Bajuliae generalis, quod Serenissimus Dominus Rex Joannes divae memoriae frater noster de administrationibus generalibus Capitis Calaris, et Gallure, ac Logudorii, abolenda officia hujusmodi administrationum, erexerat, esse inutile reipublicae dicti Regni, nostrisque juribus nullatenus fructuosum, multis inspectis causis, et aliis ademptis plurimis, quae hic omittimus recitare, dictum officium Bajuliae generalis perpetuo abolemus, et memorata duo administrationum officia personaliter, et non per substitutos tenenda, et regenda per illas duas personas, quibus de eis semel, vel pluries deinde fiet commissio, reducimus, et prout erat ante abolitionem eorumdem perpetuo *tornamus* (sic) in terminum (2). Cum universitates Castri Calaris, et Appendiciorum ejusdem, et insuper villae Alguerii dicti Regni pertulerint pro sua fidelitate eximia plus incommodi, plusque gravaminis, et laboris ex rebellione, et strepitibus guerrae, qui diu viguerunt in dicto Regno, ac adhuc usque vigent feraliter (3), in eodem quoque quivis alii, sicut constat, nedum proximis, sed remotis, volentes singulares dictarum universitatum; Idcirco consonaliter, et singulariter super his de speciali gratia, ac favore ordinamus, et per primo statuimus, ac eisdem universitatibus, et earum singularibus, in aeternum privilegium hujus serie indulgemus, quod officia regia Duaneriorum, Salmeriorum, et aliorum, a quibus recipiatur, seu administretur pecunia nostra in dicto Regno, de praedictis officiis dictorum duorum generalium administratorum habeant committi de caetero personis dictarum universitatum, et non aliis, quae non sint incolae dicti Regni, dummodo *heae* (sic), quae non fuerint habitatores Regni ipsius, ut praefertur, vel eorum totale domicilium non mutaverint in eodem, quoniam ex dicta ipsorum domicilii mutatione fiant habiles ad ipsa officia obtinenda, et proinde eis fieri commissio officiorum praemissorum, et cujuslibet eorumdem possit tute. Demum, ut tutius sciri amodo status valeat dicti Regni, et singulis ejus salubrius necessitatibus, et opportunis utilitatibus, proinde statuimus, providemus, sancimus, ac in aeternum per Nos, et nostros promittimus Consiliariis, et probis hominibus, ac universitatibus et singularibus Castri Calaris, et villae Alguerii superius contentorum, quod in singulis generalibus Curiis, et aliis etiam quibuscumque, per Nos, vel nostros Successores, seu quosvis alios Nostro nomine, vel eorum celebrandis, Cathalanis, vel Majoricensibus, in futurum convocabimus nostris literis universitates praetensas, ut mittant eorum Procuratores, vel Sindicos, qui in hujusmodi Curiis, si eis placuerit, intersint, et alia faciant, quae caeteri, et singuli ad dictas Curias evocati facere poterunt, et debebunt. Ipsi quoque Sindici, licet die eis praefixa non venerint, adhuc recipiantur, et admitti omnino habeant in Curias singulas supradictas, die et hora qua venerint, cum distantia legali pensata, ac dubia et junctura navigatione attenta, velimus dictas universitates hac singulari, et rationabili praerogativa gaudere. Mandamus itaque per Nos, et nostros perpetuo Successores, Gubernatori nostro generali (4), de certa scientia et consulte, nec non ejus vices gerentibus, et singulariter in dicto Regno Vicariis, Bajulis, Curiis, Justitiis, Procuratoribus, Consiliariis, Administratoribus, aliisque universis et singulis Officialibus, et subditis nostris, praesentibus et futuris, ad quos spectet, sub incursu irae Nostrae, ac poena duorum mille florenorum auri vice qualibet qua contrafecerint persolvenda; quatenus omnia et singula supradicta, quae per Nos, et nostros perpetuo Successores tenere, servare, in posse Nostri Secretarii, et Notarii infrascripti, ut publicae personae, promittimus, ac juramus per Dominum Deum, et ejus sancta quatuor Evangelia a nobis tacta inviolabiliter stabilitate observentur, et faciant ab aliis tuta firmitate servari, et contra non faciant, aut veniant quavis causa;

pagnia dei *Barraccelli* in ciascun Comune per l'assicurazione dei danni, che la medesima facea per le proprietà campestri.

(1) Dalla franchigia, di cui nella nota precedente, fu eccettuato il dritto di *dogana*, che si dovea sempre pagare.

(2) *Tornamus in terminum;* che vuol dire; *restituiamo le cose alla forma, e all'ordine primitivo, ed antico.* Perchè in origine, dopo la conquista Aragonese, furono due i Governatori dell'isola, uno del Capo di Cagliari, e l'altro del Capo di Sassari e Logudoro; anzi questo secondo fu il primo nominato, con l'aggiunta del titolo, ed uffizio di *Riformatore.* Il re D. Giovanni I di Aragona, figlio del re D. Pietro IV, aboli queste due cariche, e creò quella di Governatore generale dell'isola, alla quale destinò Esimeno Pietro di Arenoso, il quale firmò a di lui nome in Cagliari la pace con Eleonora di Arborea nel 24 gennaio 1388 (Ved. Vol. I di questo Codice, fol. 822, col. 1). Ma l'esperienza avendo dimostrato la inutilità, anzi il danno che quest'alta carica avea cagionato all'isola, il re D. Martino I l'aboli con la presente Ordinazione, e richiamò a vita li due Governatori del Capo di Cagliari, e di Gallura, e del Capo di Logudoro.

(3) Si accenna alla guerra, che continuava sempre viva tra Eleonora di Arborea, e i Sardi suoi aderenti da una parte, e il re Don Martino I e i suoi seguaci nell'isola dall'altra parte. Di questa guerra che pel re di Aragona Don Martino I cominciò dal 1395, anno di sua assunzione al trono, si è già parlato nella Dissertazione Quinta (Vol. I di questo Codice, fol. 497, col. 1 e 2). Del suo seguito abbiamo già discorso nella precedente Dissertazione Sesta, e ne produciamo qui appresso i documenti.

(4) Mentre la presente Ordinazione, o Privilegio, emanava dall'Autorità Regia, era Governatore generale dell'isola Giovanni Francesco *di Santa Colomba*, il quale chiuse la serie dei Governatori Generali nominati dal re di Aragona D. Giovanni I. Ed è perciò che il re D. Martino, per il pieno eseguimento del nuovo ordine, e sistema di comandi stabilito col presente Privilegio, si volge a lui come *Gubernatori nostro Generali.*

Digitized by Google

auferentes eisdem in genere et specie faciendi contrarium omne posse; in cujus rei testimonium praesens publicum instrumentum fieri jussimus, sigillo Nostrae Majestatis in pendenti communitum. Datum, et actum Barchinonae decima quinta die januarii, anno a Nativitate Domini millesimo quadringentesimo primo, Regnique Nostri sexto. — Mathias Vic. Sig✠u. Martini Dei gratia Regis Aragonum, Valentiae, Majoricarum, Sardiniae et Corsicae, Comitisque Barchinonae, Rossilionis, et Ceritaniae, qui praedicta concedimus, firmamus etiam, et juramus. Testes sunt, qui fuerunt ad praedicta praesentes, Reverendus in Christo pater Dominus Petrus tituli Sancti Martini in montibus Praesbiter Cardinalis, vulgariter de Catania dictus; Nobilis Berengarius de Cruillis; Gilabertus de Centellas; Olfo de Proxita milites Camerlengi; et Ioannes de Plano legum Doctor thesaurarius; consiliarius Domini Regis praedicti; et nonnulli alii in multitudine copiosa.

Signum ✠ Guillermi Poncti Secretarii Serenis. D.ni Regis Aragonum supradicti, authoritateque Regia Not. publici per totam terram, et dominationem suam, qui mandato ejusdem haec scribi fecit, et clausit; cum rasis in lineis sexta inferius *tam de VIII. trienalibus per Constitutiones Cathaloniae est sancitum XXX. et perpetuo trigesima octava persolvenda*; et in prima linea *testium in Christo in Sardiniae primo*. Dominus Rex mandavit mihi Guillielmo Ponti, in cujus posse fir. et jur. — Registr.

II.

Il Re Don Martino I di Aragona concede ai Consoli delle Città e Comuni di Barcellona, Valenza, Majorca, e Perpignano la facoltà di togliere a prestanza, con interesse, sulla rendita del dritto denominato — de Imperiage — *quelle somme che saranno necessarie per completare l'offerta in denaro* (servicio), *ch'esse aveano fatto per la guerra di Sardegna.*

(1401. — 28 giugno)

Dal Capmany, *Memor. Hist. sobre la marina, commerc. y artes de Barcelona; Colecion Diplom.* Tom. IV, pag. 903. N.° CV.

Nos en Martí, per la gracia de Deu, Rey d'Aragó etc. Attenents, è degudament consideranta entre los Capitols dits vulgarment del *Pariatge*, per Nos l'altre dia fermats è atorgats, per les rahons en aquells contengudes, á les Universitats de Barchelona, de Valencia, de Mallorques, è de Perpenyá, è altres, è á lurs Sindichs, ajustats per la dita rahó en la Ciutat de Barchelona, esser un capitol XXI en nombre; è en aquell capitol nombrat é quotat, segons dessus es dit, entre altres moltes coses en aquell contengudes, esser posada la clausula seguent: « *Entés è declarat expressament, que si á ells será vist* « *expedient è necessari, per haver prestament moneda en* « *les dites coses, è en qualsevol de aquelles convertidora,* « *puxen obligar los dits drets per aquell temps que será* « *vist, no passant pero los dits tres anys, axi que per* « *qualsevol de tals obligacions nos parle, nes pure payan* « *alcun interés, è que per equivar* etc. » Attendrá encara per part dels Regidors, Administradors, e Defendors de la Mercaderia, è de dit pariatge, è de les monedes de aquell, esser stat á Nos humilment supplicat que, com'ells per provehir è soccorrer á la necessitat del Reyne de Serdenya, è altres coses, è necessitats urgents providents cascundia, à les quals per rahó è segons forma del dit pariatge è capitols d'aquell son tenguts è deven provehir, agen molt necessaries è speren haver cascundia moltes è diverses quantitats de moneda, è aquelles hagen haver per via de manlentes, per ço com de les monedes per rahó del dit pariatge collidores, encara no sien collides si no fort poques, qui no bastarian ne poden bastar quaix á res, è ells dits Supplicants no puxen trobar qui les dites quantitas los vullen absolutament sens alcun interes prestar, è per virtut de la preinserta clausula en lo dit capitol posada, sia á ells inhibit è prohibit poder ab alcun interes manlevar; volguessem á ells de nostra acostumada clemencia atorgar é dar licencia que per provehir pus inectosament á les dites coses, è perço que ells puxen haver è trobar monedes á les dites coses necessaries, á aquell interés, o interesses, haut per revocat è nulle ço qui condicionalement è restractiva es posat en la dita clausula, ou es dit axi per qualsevol de tals obligacions *nos pach nes puxe pagar interes*, pugnessen ò puguèn franchament manlevar totes è qualsevol monedes á ells necessaries que ben vist los sia.

E Nos la dita supplicació, axi com á condescendi á rahó, benignament admesa; per tenor de la present revocants è anullants de certa sciencia les pus prop insertes paraules, en la preinserta clausula condicionalment è restrictiva posades, è loants, aprobants, ratificants, è confirmants totes è sengles manlentes per los dessus dits supplicants ab qualsevol interés per les dites rahons ja fetes, ordonám, provehim, è manám de certa sciencia è deliberadament: que les supplicants dessus dits, é altres à quis pertangue, puxen de qui avant franchament, sens pahor è incorriment de alguna pena, manlevar les monedes que a ells será vist esser necessàries ó expedients per les coses en los capitols del dit Pariatge contengudes, ab aquell ó aquelles interesses, è altres codes de aquelles descendents è dependents en qualsevol manera, obligar los dits drets largament è bastant, les pus prop insertes paraules en la dita clausula del dit capitol condicionalment è restrectiva posades en alguna cosa no contrestants. Car Nos ab aquesta present, de certa sciencia è consultament, de plenitut de nostre real poder suplém tot defallimènt, tollém tot vici qui en les coses dessus dites pogueses esser en alcuna mancra opposats. Manants per aquesta matexa á tots è senglis Officials, è sotsmeses nostres, è Lochtinents dels Officials desus dits, que la present Ordinació, o manament nostres tinguen fermament è observen segons sá serie e tenor. En testimoni de la qual cosa havem manat la present esser feta, è ab nostre segell secret segellada. Dada en lo Loch de Brugueçot, á vint è vuit dies de Iuny en l'any de la Nativitat de nostre Senyor mil quatrecents un. — *Franciscus de Blanis.* — *Narcisus Castelli* mandato regio, facto per Nobilem *Berengarium de Cruillis*, Militem, Consiliarium, et Camerlengum.

Digitized by Google

III.

Il Re Don Martino I di Aragona ordina alla LOGGIA *delle contrattazioni di Majorca, che consegni al Clavario della Città di Barcellona tutte le somme già scadute, e dovute pel dritto del Imperiage, le quali erano state depositate per sopperire alle spese della guerra di Sardegna.*

(1402. — 25 febbraio)

Dal CAPMANY, *Oper. cit. Colecion Diplomat.* Tom. IV, pag. 206, N.° CVII.

MARTINUS, Dei gratia, Rex Aragonum etc. Fidelibus nostris Defensoribus et Clavario mercanciae Civitatis Majoricarum: salutem et gratiam.

Supplicantibus inde Nobis humiliter Defensoribus et Clavario mercanciae Civitatis Barchinonae, vobis dicimus et mandamus de certa scientia et expresse, sub nostrae irae et indignationis incursu, poenaque quingentorum florenorum auri, quatenus omnes et quascumque pecuniae quantitates per vos ex jure praedicto collectas, habitas, et receptas, seu quae colligi, haberi, et recipi ratione praedicta in Civitate eadem contigerit in futurum, videlicet, partem vos solvere contingentem in et pro succursu Regni SARDINIAE, aportetis, tradatis, et deliberetis, seu dari, aportari, et tradi faciatis confestim cum inde fueritis requisiti, et alias prout conventum extitit, tenemini, et debetis Defensoribus seu Clavario memorato, ut de ipsis servitium fieri valeat ordinatum; hocque non mutetis, seu differatis aliqua ratione.

Alias per hanc eamdem injungimus firmiter et expresse, sub poena praedicta, Gubernatori, Vicario, et Bajulo, Juratis, et aliis Officialibus Civitatis et Regni Majoricarum, praesentibus et futuris, et Locatenentibus eorumdem, ac aliis ad quos spectet, quatenus praestando eisdem Defensoribus et Clavario super praedictis, quotiens fuerint requisiti, auxilium, consilium, et favorem, vos ad praedicta, tam per executionem et exactionem rigidam dictae poenae, quam alias, forcient et distringant, omni contradictione et dilatione remota, prout et quotiens fuerint requisiti. Dat. in Villa Castilionis planitiei Borrianae sub nostro sigillo sancto, vigessima quinta die Februarii, anno a Nativitate Domini millessimo quadrigentesimo secundo. — *Narcisus de Canyelles* Regens Cancellariam. — *Gabriel Mascaroni* mandato Domini Regis, facto ad relationem *Guillelmi Poncii* Secretarii.

IV.

Il Re Don Martino I revoca l'embargo, e il sequestro ch'era stato fatto su i proventi del dritto del Impetiage, per sopperire alle spese della guerra di Sardegna, e concede ai Mercatanti delle LOGGIE *di Barcellona, Tortosa, Perpignano, Girona, e di altre piazze commercianti, che possano liberamente disporre di detti proventi per gli oggetti, pe' quali furono specialmente creati e destinati.*

(1402. — 20 decembre)

Dal CAPMANY, *Oper. cit. Colecion Diplom.* Tom. IV, pag. 205, N.° CVI.

EN MARTI, per la gracia de Deu, Rey d'Aragó etc. Als faels nostres los Deffenedors è Clavaris de la mercaderia de les Ciutats de Barchelona, de Tortosa, e Vila de Perpenyá, hoc encara als Compradors, ó Arrendadors, è Collidors del dret de *Pariatge*, imposat per lo sosteniment de SARDENYA, guarda è defensió de les nostres mars, è de la mercaderia, axí en les Ciutats è Vila demunt dites, com en la Ciutat de Gerona, è Vila de Sent Feliu, è altres Ciutats, Viles, è Locbs del Principat de Cathalunya, è á cascun dells, è altres, als quals la present pervendrá, è les coses davall scrites se pertanguen, salut è gracia.

Jassia Nos, per altres nostres letres, indubits è moguts en aço per les causes è rahons en aquelles largament recitades, è altres, haguessem provehit, è scit ab moltes cominacions, è grans penes, specialment a vosaltres dits Deffenedors è Clavaris de la mercaderia, Compradors, ó Arrendadors, è Collidors del dit dret del Pariatge en les dites Ciutats de Barchelona, Tortosa, e Vila de Perpenyá, que vosaltres dits Deffenedors deposatsses è deposar facssets en la Taula assegurada de la dita Ciutat de Barchelona, totes è qualsevols monedas qui per raho del dit dret eren pervengudes, ó pervendrien a mans vostres, ne de aquelles dites pagaments ó consignacions algunes facssets en algun cas ó maner per arduu ó necessari que fos, ne vosaltres dits Compradors ó Arrendadors è Collidors de aquelles monedes ó preus dels dits arrendaments responguessets ó facssets dites ó pagaments als dits Deffenedors è Clavaris, ó á algun dells, ens aquelles monedes ó preus deposatsses en la dita Taula en aquella conservadores tro per Nos hi fos en altra manera provehit, segons que en les dites letres la data de les quels fo en Valencia a setse dies del mes de Octubre prop passat, es largament contengut.

Empero, car cessen del tot al present les dites causes è rahons quins mogueren à fer les dites letres è provisions, supplicats humilment per lo feel nostre en *Ferrer de Marimon*, Missatger per la dita Ciutat de Barchelona à Nos tramès; les dites nostres letres ó provisions, è totes altres per Nos fetes en contrari, tocants directament ó indirecta la administració de les dites monedes, è altres coses en aquelles dites letres contengudes, ab tenor de la present revocam, è per revocades, casses, è nulles volém sien haudes; ne per vigor de aquelles, ó altres qualsevol, les dits preus, ó monedes del dit Pariatge emparades ó sequestrades lingats, ne aquelles deposets ó deposar facats en la dita Taula d'aquiavant, ans les administrets axi com vos es legut è promés, segons forma dels Capitols del dit Pariatge, è en altre manera, segons fer soliets è podicts ans de les dites nostres letres, ó provisions, è aquelles en res no contrastants. Dada sots nostre segell secret, en Valencia, a vint dies de Decenbre, en l'any, de la Nativitat de nostre Senyor mil quatrecents dos. — Rex Martinus — *Gabriel Mascaroni*, mandato regio, facto ad relationem *Guillermi Poncii* Secretarii.

Digitized by Google

V*.

Atto di pace concordata tra Leonardo Cubello, Signore eletto dai Sardi negli antichi Stati del GIUDICATO di Arborea da una parte, e Pietro Torrelles Luogotenente Generale del Re Don Martino di Aragona dall' altra parte.

(1410. — 29 marzo)

Dai Regi Archivi di Cagliari, Registr. K. 4, fol. 2, retr. e seg

In nomine dei eterni. Noverint universi quod nos Petrus torrelles miles Locumtenens Illustrissimi Principis et domini domni Regis Aragonum ac Capitaneus generalis Armatarum maris eiusdem domini regis Aragonum. Attendentes quod Regia domus prospera Aragonum que imprescrutabili altitudine Regis eterni floret et assidue augmentatur consuevit benigniter parcere omnibus ad ipsam redeuntibus et veniam petentibus gratioseque remittere delicta crimina preteritasque offensas. Attendentes etiam quod in guerrarum turbinibus que procurante humani generis inimico in presenti insula XXXX annis et amplius perdurarunt inter nationem Cathalanam et Sardischam dapna irreparabilia homicidia infinita cum magna sanguinis effusione proh dolor secuta fuerint ex quibus desolatus et infelix populus ipsius insule quasi ad exterminium est deductus (1). Attendentes etiam quod ad tractatum et inductionem aliquarum notabilium personarum qui circa ista plurimum insudarunt vos Lehonardus Cubello infrascriptus quem habitatores Civitatis Oristani et nonnulli alii ipsius insule nacionis Sardisque eligerunt et posuerunt in eorum protectorum et dominum ac in locum Judicis Arborde occupaverant terram et civitatem quam tenemus cum nobilium militum notabili peditumque multitudine copiosa obsessam recognoscendo vestros errores et culpas fessus et fatigatus predictarum discriminibus guerrarum et periculis petendoque nobis humiliter veniam vultis eos bono animo reducere ad dictum dominum Regem offerendo facere sacramentum et homagium quod vos et vestri eritis de cetero ligii veri et leguales subditi ac vassalli dicto domino regi et eius successoribus et in signum Vassallagii facietis eidem Quinquentos florenos Aragonum quolibet anno pro tributo et pro predictorum maiori robore et securitate alia facietis que per capitula infrascripta astringuamini. Nos vero cupientes ducere ad finem obtatum adquisicionem Regni predicti propter quam Illustrissimus dominus Rex predictus nos misit in presentem insulam cum dictorum nobilium militum et peditum comitiva cum quibus festinanter intendimus equitare in capite Lugudorii dicto Domino Regi rebelli quod domini suffragante auxilio infra breve credimus conculcare et penitus reducere ad veram obhedientiam dicti Illustrissimi Aragonum regis. Videntesque et recognoscentes diligenter capitula subscripta nobis oblata per vos et religiosum fratrem Eliam de palmis priorem Monasterii de Bonarchado Johannem Late Lehonardum de Ferrariis Notarios Nuncios et Embaxiatores ad nos missos nomine vice et pro parte dicti nobilis Lehonardi Cubello et per duodecim probos homines electos per populum dicte civitatis Oristani quam ut predicitur tenemus obsessam et ne tot mala sequantur et pericula que parata sunt in invasione quam manu forti deliberaveramus facere contra dictam Civitatem et populum eiusdem ob reverentiam passionis Domini nostri Ihesu Christi et propter compassionem populi dicte Civitatis et quia vos dictum Lehonardum Cubello et vestros et populum Civitatis predicte speramus et credimus de cetero promptos esse et ligios ad servicium domini Regis volumus providemus et mandamus ex parte dicti domini Regis et auctoritate officiorum quibus fungimur quod responsiones et provisiones quascum deliberacione et consilio nobilium et militum predictorum et aliorum feceramus in pede seu fine cuiuslibet dictorum capitulorum scriberentur et ponerentur ut in fine illorum cuiuslibet continetur valerentque et ex tunch pro factis et validis haberentur. Tenores vero dictorum capitulorum et responsionum ac provisionum per nos factarum ad singula eorumdem sunt huiusmodi seriey:

Die xxviij Mensis Martii
Anno a Nativitate Domini mcccc decimo.

Capitols ordenats per lo Senyor Micer Lehonardo cupello e per los XII bons homens Consellers elets e deputats per los altres hons homens poble, e universitat de la Ciutat de Oristany los quals cuviats de les guerres y mals passats desijants venir a vera obediencia del molt alt Princep et Senyor lo Senyor Rey Daragó e de Sicilia e esser lo dit Micer Lehonardo bon e legal vassall del dit Senyor e volents vivre en pacs e repos trametent al molt noble Senyor Mossen P. Torrelles llochtinent del dit Senyor Rey y Capita General supplicantlo humilment que li placia perdonar als scandels malfe perills ja passats e per cessar los irreparables inconvenients e dampnatges qui estan apparellats de seguir per avant atorgar graciosament e condexendre als capitols devall scrits:

I. Primerament suppliquen que el dit Micer Lehonardo donant per rahenes lo segon fill que ha com lo major sia malat e lo poble de la dita Ciutat donant entre tot X rahenes. En a questa manera co es que haien, triar dels bons homens de la ciutat CXX dels quals sien fets tres parts co es majors mijans e menors e a caseuna deena sien donats tres dels majors tres dels mijans e quatre dels menors les quals hagen estar en castell de Caller e sien tenguts cambiar e mandar cascun any, o de mig en mig any, o de menys temps si ells volran e lo dit Micer Lehonardo fahent sagrament e homenatge de esser bon e legal vassal del Senyor Rey Darago e de Sicilia e de sos succehidors, e donant e restituhint entegrament totas fortaleses viles Castelles, barbayres e encontrades axi

(1) Le guerre, delle quali si parla in questo luogo, sono quelle, che erano state sostenute dai Sardi contro i Catalani dal 1360 in appresso. Mariano IV, Ugone IV, e la famosa Eleonora di Arborea difesero, i primi, e virilmente, co' proprii Stati, la indipendenza nazionale dell'Isola. Estinta la Dinastia di Arborea per la morte, senza discendenti, di Mariano V figlio di Eleonora, subentrò a rivendicarne i diritti Guglielmo Visconte di Narbona, e quindi anche Leonardo Cubello, ch'era stato eletto dai Sardi per loro Signore, o Condottiero; e perciò si dice con verità, che tali guerre duravano da quaranta, e più anni.

Digitized by Google

Reyals com del Judicat Darborea com per comptes o qualservol titol o raho que per nom seu se regesque. Placia al dit Lochtinent de Rey donar e atorgar al dit Senyor Micer Lehonardo e al seus la Ciutat de Oristany ab los Campitanos parte de Milis e lo Comtat de Cossiano per los quals sien tenguts fer cascun any ell e los seus al dit Senior Rey e al seus succehidors incluents florins Darago de trehut en senyal de reconoxensa de Senoria e los pobles de la dita Ciutat e Campitanos parte Milis e Comitat de Cossiano fahent sagrament e homenatge de feeltat al dit Senyor Rey e als seus succehidors ab aquelles penes e bastants seguretats ques pertany. — Plau al dit Lochtinent de Rey e Capita General atorgar e donar al dit Micer Lehonardo e als seus la dita Ciutat dOristany ab los Campitanos parte Milis e lo Comtat de Cossiano ab los pactes e convinences que los Juges passats qui estaven en vera obediencia dels Senyors Reys Darago passats ho tenien per los dits Senyors complints empero lo dit Micer Lehonardo e los pobles de la dita Ciutat Campitanos parte Milis e comtat de Cossiano les coses en lo dit Capitol contengudes e expressades (1).

II. Item plau al dit Senyor Micer Lehonardo de donar lo fill seu major per rehenes, empero com al present lo ttgne fort malat supplique lo dit Senyor de Lochtinent de Rey e Capita general que li do spay de dos anys comptadors apres que les presents capitols seran fermats com passat lo dit temps de dos anys lo dit Micer Lehonardo promet e se obliga de donar e liurar aquell de continent que sia request per rehenes lo dit Senyor de Lochtinent de Rey restituhinlli e tornant lo segon fill que avra liurat e mes en poder seu per rehenes. — Plau al dit Lochtinent de Rey e Capita general (2).

III. Item lo dit Senyor Micer Lehonardo donara al dit Senyor Lochtinent de Rey e Capita general per soccorrer la gent darmes e de peu e les galees e altres necessitats. L.M florins de florença si ells los pora haver axi com ha ja fet preparatori e esta confiant de Micer Nicoloso Doria e en cas qué nols puxa haver del dit Micer Nicoloso ell donara XXX M florins de florença co es XX M de present e los X M restans apres que haie hauda la resposta. — Plau al dit Lochtinent de Rey e Capita general (3).

IIII. Item en cas quell dit Micer Nicoloso no vingue contra les convenenses pactes e promissions que ha fet al dit Senyor Micer Lehonardo havent consideracio quell dit Senyor perlesdits pactes e convenenses li ha donat los lochs de Muntileho Cap dabas Claramont e Angloni e alcuna part de diners e de argent pregam que la dita concessio sia confermada en tel cas. — Plau al dit Lochtinent de Rey e Capita General que reduhint se lo dit Micer Nicoloso e tornant a vertadera obediencia del dit Senyor Rey axi com lo dit Micer Lehonardo ell li donara e confirmara los Castells de Muntileho e de Claramont ab les sues encontrades a ell e ala sposada germana del dit Micer Lehonardo e fahent lo dit Micer Nicoloso XXV M florins de florença cascun any de trahut al dit Senyor Rey en senyal de Senyoria e regonoxença de aquella (4).

V. Item demonstrant cosa rahonable que ell dit Senyor Micer Lehonardo e nos altres dejam aver per semblant seguretat tant per los diners que per lo present proferim donar quant per lo levament e disparament del Asseti placia al dit Senyor de Lochtinent donar en poder del dit Senyor Micer Lehonardo per rehenes quatre nobles Cavallers los quals estinguen assi per fins que el dit Asset sie mogut de tot lo qual pregam que donades les dites rehenes se partesque e sie mogut de tot enfra temps de III dies seguents — Plau al dit lochtinent de Rey Capita general prometre en bona ffe del dit Senyor Rey e sua e jurare que apres que les dites fets sien firmats dins cinch dies apres tantots seguents o abants si pora levara ab tota la gent darmes e de peu del dit seti e camp e encare tots los nobles e Cavallers qui sont aci en servey del Senyor faran semblant prometenca e jura (5).

VI. Item considerant que per la guerra e tribulacio que es estada entre la nacio Cathalana e nacio Sardescha sien estats fets molts e diversos delicts e offenses pregam e supplicam lo dit senyor de Lochtinent de Rey que axi com a benigne e gracios per Real gracia li plasia remetre e perdonar totes offenses penes e culpes en lesquels per los temps passats en qualsevulla manera per los altres senyores passats e per lo dit senyor Micer Lehonardo e nosaltres fossem devenguts e com aquelles que entenen esser dan avant bons e leals servidors del molt alt princep e poderos Senyor Rey Darago rebre nos en sa ampla gracia e misericordia. — Repon lo dit Lochtinent de Rey que per co com la *real* reyal casa Darago es encostumada perdonar remettre e aver merce a tots aquells qui venen a vertadera obediencia del dit Senyor Rey li plau atorgar aquelles graciosament e bastant (6).

(1) Da questo capitolo si rileva, che Leonardo Cubello riceveva la città di Oristano co' suoi *Campidani*, la regione di *Parte Milis*, e il contado di Goceano con gli stessi dritti, che già vi aveano avuto gli antichi GIUDICI di Arborea. — Si rileva pure, che il primo degli ostaggi da consegnarsi al Re di Aragona dovea essere il figlio primogenito (ANTONIO) dello stesso Leonardo Cubello; ma che per trovarsi questi ammalato, darebbe il figlio cadetto (SALVATORE).

(2) Trascorsi due anni dalla sottoscrizione dell'atto di pace, il Cubello avrebbe dovuto consegnare in ostaggio il suo figlio primogenito (al che si annetteva molta importanza), e ricevere in libertà il secondogenito.

(3) Si convenne in questo capitolo 3.°, che il Cubello darebbe al Re di Aragona cinquantamila fiorini di Firenze, per soccorrerlo nei suoi bisogni per l'armata di terra, e di mare, al qual fine, si dice, che il Cubello aveva già iniziato le pratiche con Nicoloso Doria, onde riunire una tal somma: ma laddove tali pratiche non riuscissero, il Cubello sborserebbe tuttavia trentamila fiorini, cioè ventimila di presente, e gli altri diecimila appena avrebbe avuto risposta (negativa) dal Doria.

(4) Da questo capitolo 4.° si rileva, che Nicoloso Doria era cognato di Leonardo Cubello, che aveva cioè una di lui sorella per moglie, poichè, dopo essersi convenuto, che ritornando il detto Doria alla fede Regia, gli sarebbe guarentita con Reale privilegio la possessione del castello di *Montelsone*, e delle regioni di *Cabu abbas*, di *Chiaramonti*, e di *Anglona*, si dice, che in tal caso, e mediante l'annuo censo di venticinquemila fiorini, il Re confermerebbe (confirmerà)... *à ell* (cioè a Nicoloso Doria), *è ala sposeda* (cioè alla moglie), *germana de dit Miser Lehonardo*, l'anzidetta possessione. Questo fatto è confermato dal capitolo 8.° della CONVENZIONE del 15 maggio 1412, che riportiamo qui appresso (n.° XV*).

(5) Il Cubello richiedeva alla sua volta in ostaggio quattro nobili Catalani per sicurezza di quanto si conveniva: ma il Torrelles si limitò a promettere la esecuzione dell'atto di pace, *in buona fede del Re di Aragona*.

(6) Con questo capitolo 6.° fu specialmente richiesta, e promessa una generale *amnistia* per tutti coloro, che aveano seguito le parti di Leonardo Cubello.

Digitized by Google

VII. Item esguardant que en la Ciutat de Oristany sient molts homens qui han llur bestiar e per lo passat solien haver e fer certa lauorera supplicam que de special gracia ala senyoria del dit Senyor Micer Lehonardo sie aplicada l'Encontrada de parti de Bonorçoli en la qual de anys XL passats no habita persona per tal que la dita encontrada pusque esser refrigerii ala dita Ciutat per apte di mantenir lo dit bestiar e per fer la dita lauorera Respon lo dit Lochtinent de Rey que pus lo poble de la dita Ciutat ha bona intentio en la concordia e benavenir dels affers nell plau que dit poble puxen tenir e pexer llurs bestiars e fer llurs norances en la dita encontrada de parte de Bonorçoli sens pagar algun dret (1).

VIII. Item pregam que ala plagia e port de Oristany pusquen venir tots navilis grans e pichols de qualsevulla progenie e nacio benenti e estanti e partintsi sans e segurs en tot apte e manera sens que li sie feta nenguna defrobacio ne violencia en altra manera no demostrarie que fos bona pau perpetrat. — Plau al dit Lochtinent de Rey que en la dita plage e port pusquen venir estar exir carègats e descarregats tots e qualsevol navilis salvament e segura exceptat que no sien de enamichs del Senyor Rey axi empero com era ocostumat fer e tenir per los jutges senyors Doristany com eren en obediencia del senyor Rey Darago e que los dits navilis qu'entraran ho exiran del dit port qui sont dels amichs no puxen esser dampnificats ne preses dins spay de X milles en mar de punta a punta (2).

VIIII. Item per demostrar que sie bona e special pau cessant tot escandol e error pregam que tots homens que sien subdits e vasalls del dit Senyor micer Lehonardo que volguessen partir e anar a habitar en les terres e encontrades del dit Senyor e de algun sou sotsmes pusquen anar a son propri arbitri ab tots les affers e families. E per semblant sentena de tots aquells que volguessen de les dites terres lochs encontrades Rèyals sotsmesos anar al dominj e jurisdicio del dit Senyor Micer Lehonardo. — Plau al dit Lochtinent de Rey e Capita general e es content deles coses en aquell contengudes (3).

X. Item per tal quel dit Senyor Micer Lehonardo pusque haver pura intensio de servir a feeltat al dit Serenissim Senyor Rey pregam que ell sie tractat per tots les terres e lochs Reyals e sues jurisdicons aximateix com qualsevulla baro e costues ahe corona o sie Catalane o altre generacio. — Respon lo dit Lochtinent de Rey queli plau e es content de les coses en lo dit Capitol espressades que sia tractat axi com qualsevol baro de Cathalunya o de Sicilia (4).

XI. Item quel dit Senyor Micer Lehonardo no sie tengut ni obligat de comparer personalment per alguna citacio ni requisicio Reyal o per algu altre seu magistrat o official per alguna raho o occasio que sie exceptat per son propry procurador. — Respon lo dit Lochtinent de Rey e Capita General queli plau quel dit Micer Lehonardo no sia tengut personalment comparer sino per son procurador (5).

XII. Item que tots los bisbes que son sotsmesos al Archabisbat de Oristany sien tenguts de obehissio al Archabisbe del dit Archabisbat e que a tots los canonges e beneficiats que aguessen llurs prebendes e beneficis en les terres e encontrades Reyals e de Seus (6) sotsmeses se dege respondre de llurs rahons e fruyts sens alguna contradictio e que tot lo clerigat del dit Archabisbat pusque e dege credere al Sant Pare de Roma axi com es acostumat. — Respon lo dit Lochtinent de Rey o Capita general que li plau atorgar les coses en aquell contengudes e que crehegera cascun a qual papa volran (7).

XIII. Item supplicam que a tots los Ciutadans e habitadors de la Ciutat de Oristany los quals han possessiofs e lurs bens en les encontrades conquistades per la corona e seus sotsmes es sien restituides les dites possessions e bens llurs e que de aquells pusquen fer lur plaher e volentat. — Respon lo dit Lochtinent de Rey e capita general que perco quel poble de la dita Ciutat conegue e veie que ell tot vol favorir e fer gracie e merce plauli que tots e qualsevol bens llurs qui sien confiscats ala cort Reyal apres quel Senyor Rey de Sicilia de memoria gloriosa que deus haie fou passat en a quest Reyne los sien restituits e tornats en puxen fer alur voluntat. -E aximatex ells sien tenguts restituhir tots e qualsevol possessions e bens que sien en llur poder que sien de Cathalany o d'altres Vassalls del Senyor Rey (8).

XIIII. Item suplicam que de gracia special tots los presoners que son presos en la guerra present sien relaxat e liurats de preso enapte que sien en lur libertat

(1) Fu questo un patto d'interesse meramente locale pe' cittadini d'Oristano, i quali ottennero di poter lavorare, e usufruire i terreni della *Incontrada*, di *Parte de Bonorzoli*, senza pagare verun dritto, nè alla Corona, nè a Leonardo Cubello.

(2) Fu convenuta in questo capitolo 8.° la libera entrata ed uscita nel porto di Oristano di tutte le navi di qualunque specie, e di qualunque nazione, ad eccezione di quelle dei nemici del Re di Aragona. È poi da notare, come per le navi ammesse liberamente in quel porto non fosse permesso di recare alle medesime alcun danno, nè di farne *presa* entro il raggio di dieci miglia *da una punta all'altra* dello stesso porto, cioè da un promontorio all'altro di quel golfo.

(3) Tanta era la schiavitù dei vassalli, sì regj che baronali, nell'isola, che vi fu bisogno di questo patto espresso, affinchè gli uni, e gli altri potessero cambiar domicilio dal luogo di un *Signore* a quello dell'altro.

(4) Si convenne, che Leonardo Cubello sarebbe riconosciuto, e trattato in tutti i luoghi e terre Reali, o dipendenti dalla giurisdizione Regia, come lo erano i Baroni di Catalogna, e quelli di Sicilia.

(5) Non era per solo decoro, che si stabiliva in questo capitolo 11.°, che Leonardo Cubello, in caso di citazione, non sarebbe tenuto di comparire personalmente avanti i ministri ed ufficiali Regj; ma per propria guarentigia, e sicurezza, giacchè dopo tante guerre, e tanti rivolgimenti insulari, si diffidava sempre dai Sardi della fede aragonese; ed era ancor vivo il ricordo della prigionia di Brancaleone Doria, seguita per tradimento della Corte di Aragona.

(6) Seus, cioè Cattedrali.

(7) Se da un canto è assai strano, che si convenisse tra un Barone e un Principe secolare, che i Vescovi della Diocesi d'Oristano dovessero prestare ubbidienza all'Arcivescovo Metropolita, si comprende però assai bene dall'altro canto il perchè si volle dal Re di Aragona la promessa esplicita, che nei luoghi da lui dipendenti egli non impedirebbe in verun modo, che i canonici, i beneficiati, i *prebendati*, e generalmente il Clero della Metropoli di Oristano esercitasse i suoi dritti, e raccogliesse i frutti, e i redditi, che gli appartenevano. Deve pur notarsi la clausola singolare di questo capitolo 12.° in cui è detto, che il Clero dell'Arcivescovato di Oristano *possa e debba credere al* Santo Padre *di Roma, come si era sempre accostumato.*

(8) In questo capitolo 13.° si promette la restituzione dei beni, ch'erano stati confiscati ai partigiani di Leonardo Cubello, pendente la guerra.

Digitized by Google

axi aquells que son passats en Cathalunya e en Sicilia com aquells que al present son en Caller o en alcuna altra terra Reyal per deliberacio dels quals se pagaran X florins de Florença per cadascu e per semblant lodit senyor Micer Lehonardo e nos altres nos proferim liurar, jaquir tots los Cathalans que son en nostra jurisdicio per presoners e altres sards de la corona Darago Reyal predicta. — Respon lo dit Lochtinent e Capita general que no es en sa plena libertat fer ne exeguir les coses en lo dit Capitol contengudes e demandes suas que per reverencia de deu e compassio dels presoners e per amor de la dita ciutat e poble de aquella elli hi treballara de tot seu poder ey fara tant com possible li sia quels dits presoners puxen tornar en llurs cases en la forma e manera en lo dit Capitol contengudes (1).

XV. Item que tots les homens de les encontrades Reyals pusquen conduhir e portar a la ciutat de Oristany e encontrades sotsmeses al dit Senyor micer Lehonardo tots vitualles e mercaderies que vullen e que les homens sotsmesos al dit micer Lehonardo pusquen anar e tornar ab llurs vitualles e mercaderies en les terres lochs e encontrades Reyals en aquells vendre e comprar a lur arbitri e volentat sens alcuna contradictio. Noresmenis de les dites vitualles ques compren de una encontrada a la altra non degen pagar negundret exceptat en les ciutats e terres segons les ordinacions de aquells. — Respon lo dit Lochtinent de Rey que a ell plau que les homens de la dita ciutat de Oristany e de les encontrades sotsmeses al dit Micer Lehonardo puxen mercadejar e fer llurs fets e que sien tractats en totes coses en la manera quels homens de les encontrades Reyals seran contraclats en la dita ciutat e altres lochs demunt dits (2).

XVI. Item que a tots aquells homens que per lo passat havien alcuna possessio en Caller Viladesgleyes o alcuna altra terra e encontrada Reyal e de seus sotsmeses li sien restituides no obstant que sien guanyades en la primera guerra o en la present. — Respon lo Lochtinent du Rey que aell plau que totes les dites possessions qui despuys quel Senyor Rey de Sicilia de memoria gloriosa deus haie passa en aquest regne seran guanyades a la cort Reyal ferles restituhir e tornar als homens de la dita ciutat o altres de qui seran fahens ells lo semblant als homens Vassalls del dit Senyor Rey (3).

XVII. Item que totes les gracies e donacions fetes tant per lo dit Senyor Micer Lehonardo quant per tots los altres senyores de Arborea seus predecessors stiguen en llur fermesa segons la concessio de aquells. — Respon lo dit Lochtinent de Rey e Capita general que noli apparen rahonables les coses en lo dit capitol contengudes masquel dit micer Lebonardo declae e diga quals son les gracies per ello e per los senyors de Arborea fetes sobres les quals ell puxa haver son acort e miller delliberar (4).

XVIII. Item considerant quels mercaders de la dita Ciutat hagen fet per lo passats serts lurs credenses e entenen de fer daci avant durant bona pau pregam quels dits mercaders pusquen recobrar e reebre les dites credenses de lurs deutors no obstant que ells sien ara habitadors de les terres encontrades Reyals e de seus sotsmesos e que contra aquells pusquen haver raho e compliment e aximateix seran fets a la gent del dit Senyor Rey en Oristany e en les encontrades del dit Senyor Micer Lehonardo. — Respon lo dit Lochtinent du Rey queli plau e escontent de les coses en lo dit Capitol contengudes exceptat que per los Officials Reyals o altres fins al present dia de avuy no sien estades preses mas aquelles que resteran puxen esser recobrades per aquells aqui seram degudes de la una part e de la altra.

XVIIII. Item esguardant que nostre Senyor Deus es plagut quel dit Senyor Micer Lehonardo com Vassal se reduhit a la ampla gracia e magnificencia Reyal e spera que daci avant vivra pacifficament sots la sua protecio pregam que encas que alguna pregenie o nacio que voldra fer injuria e offensa que sie defensat ab lo bras e favor de la corona Reyal axi com cadaun bo pastor deu fer e deffensar son Vassall. — Respon lo dit Lochtinent de Rey queli plau confirmar les coses en aquell contengudes e que sia deffensat e hajudat axibe com qualsevol Baro Reyal de tota la ila e tambe de Cathalunya (5).

XX. Item esguardant que mossen Iohan Deyana sie hom que entra servir ab bona intensio e feeltat la corona Reyal supplica quel dit mossen Iohan Deyana per son estament sie donada la encontrada de Muntagut e si aquella no espossible almenys lencontrada de parte de Guilcieri la qual es de poca valuda e sera gran honor della corona. — Respon lo dit Lochtinent de Rey que parco com ell ha confiança del dit Mosser Iohan Deyana e de les seus que serviran de manera la corona Reyal quel Senyor Rey li fara majors gracies e favors e per donar exempli als altres que pus liberament vinguen a la obediencia del dit Senyor Rey e servesquen miller li donara Mandra Olisaye Barbayre de Ollolay (6).

(1) Si propone nel presente capitolo 14.° la restituzione reciproca dei prigionieri di guerra: però la medesima avrebbe dovuto effettuarsi, non per scambio, ma mediante lo sborso di dieci fiorini di Firenze per ciascun prigioniero.

(2) Riguardo al commercio interno, si stabilisce in questo capitolo, che i vassalli del Cubello sarebbero trattati nei luoghi dipendenti dal Re di Aragona nello stesso modo in cui i vassalli e sudditi regii sarebbero trattati nei luoghi soggetti, e dipendenti dal Cubello.

(3) Si pattuisce in questo capitolo la restituzione reciproca degli immobili ch'erano caduti in potere delle rispettive parti guerreggianti, mentre il Re Don Martino di Sicilia combatteva in Sardegna per la causa di suo padre Don Martino Re di Aragona.

(4) Il Cubello chiedeva, che fossero approvate indistintamente tutte le donazioni, e concessioni fatte per lo innanzi, così da lui medesimo, come dai precedenti *Signori* di Arborea, fra i quali vi era pure il Visconte di Narbona, benchè non sia espressamente nominato. La domanda sembrò troppo indeterminata; epperciò fu stabilito, che fosse prima indicato il numero, e la natura di tali donazioni, e concessioni.

(5) Si convenne in questo capitolo, che il Re di Aragona difenderebbe il Cubello da qualunque offesa ed aggressione, sia di persone nate in Sardegna, che forastiere. E da ciò si scorge, che il Cubello non si credeva ancora premunito abbastanza dai tentativi di nuova guerra per parte del Visconte di Narbona pretendente al GIUDICATO di Arborea.

(6) Messer Giovanni Deyana, di cui si parla in questo capitolo, era il suocero di Leonardo Cubello. Non ottenne, come chiedeva il Cubello, le *Incontrade* di *Monteacuto*, e di *Guilcieri*; ma ebbe invece a titolo di feudo le *Incontrade* di *Mandra-Olisay*, e di *Barbagia di Ollolay*, co' castelli e luoghi annessi. Di questi feudi fu erede la sua unica figlia Quirica Deyana, moglie del predetto Leonardo Cubello.

Digitized by Google

XXI. Item en cas que per los dits mercaders e Vassals del dit Senyor Micer Lehonardo fossen trasmeses mercaderies que aquelles no sien desarobats ni preses ab alcuna nau o fusta armada de Cathalans no obstant que les dites mercaderies fossen trobades en qualsevulla navili. — Respon lo dit Lochtinent de Rey queli plau e escoclut de les coses en lo dit capitol contengudes e que los dits mercaders ell haura per recomanats e fara favor eautbe com los mercaders de la Ciutat de Barchinona (1).

XXII. Item que totes aquelles gracies e donacions que son estades fetes per los senyors Reys passats de les quals gracies e donacions se apparescha publich istroment de notari estiguen en lur fermesa e que aquells als quals les dites graçies son concesses pusquen possehir e ferne lo lur arbitri. — Respon lo dit Lochtinent de Rey que li sien dits e declarades les dites gracies per so que ell hi pux a millor provehir (2).

XXIII. Item com lo dit Senyor micer Lehonardo hage compres quel dit Senyor de Lochtinent de Rey no age per accettable quel titol del judgat de Arborea se dege daçi avant appellar lo dit Senyor Micer Lehonardo escontent quel dit Senyor de Lochtinent pusque lexar a quell nom o permutarlo en qualsevulla nom a son beneplacit e voluntat. — Respon lo dit Lochtinent de Rey que concordades les dites coses el donara al dit Micer Lehonardo un titol de Marques de Oristany e comte de Cossiano ab los quals se institulara a sa gran honor e sen pot tenir rahonablement per content (3).

XXIIII. Item esguardant que alscuns Sards de les encontrades Reyals hagen pres alguna quantitat de bestiar que son de alguns homens que al present son en Oristany pregam quel dit bestiar sie restituhit en poder de aquells homens que eran specialment qui ni ha algu que estant lavors sots lo dominj de Arborea prengueren lo dit bestiar que no esta en rabo. — Respon lo dit Lochtinent de Rey que li plau que qualsevol bestiar que sia des homens de Oristany lo qual pero sia estat pres e menat per Sards qui volien entrar en Oristany durant lo present Seti e per dubte del dit Seti noy son possuts intrar e sen haian menat lo dit bestiar los sia restituhit e tornat (4).

XXV. Item en conclusio per estat paciffich de bona e perpetual pau lo dit Senyor de Lochtinent ab tots los nobles Cavallers del seu exercit degen prestar sagrament de atendre e de observar les coses demunt dites sens alguna diminucio ni contradictio segons lo affinement que sera fet e de prometre que les dites coses sien confermades del dit Senyor Rey e general de Cathalunya infra spaci de tres meses seguents. — Respon lo dit Lochtinent de Rey que ell fermara e jurara tenir e observar les coses que seran concordades e firmades per ell qui na potestat bastant e per lo dit Micer Lehonardo e poble de Oristany e que dins VI meses lavors apres seguents les haura fets fermar al Senyor Rey (5).

Les quals capitols ab les respostes e provisions damunt dites per lo feele en pere Otyer Secretari e Scriva de la Governacio de Caller manam esser aci scrites insertes e contengudes e esserne feta la carta present per haver de les dites coses memoria en adevenidor. E yo dit Lehonardo reheben les provvisions e respostes en los dits capitols contengudes ab acions de gracies de vos dit Senyor Lochtinent de Rey convenche e promet per mi e per los meus en poder del Secretarj e notarj damunt dit e davall scrit aquelles servar e complir e en alguna manera no contravenir per alguna causa o raho. E per tal que les dites coses sien de major fermetat nos dit Lochtinent de Rey manam la present carta esser closa per lo dit notary e scriva aquells rehebent les quals coses foren fetes en lo dit siti de la ciutat de Oristany a XXVIII dies de Mars añy de la Nativitat de nostre Senyor Mil cccc deu.

Testes quoad responsiones concessiones provisiones praedicti domini Locumtenentis illustrissimi domini Regis sunt nobiles Guillermus Raymundi et Iohannes de Monte atheno Iohannes de Luna et Georgius de caramany milites Ludovicus de pontos Martinus de pomay petrus manay Manuel de Castellvj milites discretus Antonius Saydi notarius et plures alli ibidem in multitudine copiosa existentes.

Que quidem capitula cum eorum responsionibus et provisionibus antedictis per honorabilem petrum otgerium scriptorem dicti domini Regis et eiusdem domini regis auctoritate notarium pubblicum per totam ipsius terram et ditionem jam dictam mandamus inseri responderi et conscribi fieri in Carta presenti ad habendum memoriam in futurum. Et ut predicta pleniori firmitate letentur Cartam ipsam sigillo majoris Gubernationis et reformationis generalis Sardinie et Corsice in vetis regalibus in pendenti jussimus comuniri. Que fuerunt acta in obsidione civitatis Oristany.

(1) È rimarchevole l'accordo fatto nel presente capitolo, in virtù del quale i mercatanti, che fossero vassalli di Leonardo Cubello, non potessero essere spogliati delle loro merci dai Corsari Catalani, qualunque fosse la nave, in cui dette merci si trovassero (anche su navi nemiche?...)

(2) Si confermano in questo capitolo le grazie, e le donazioni già fatte, prima della guerra, dai Re di Aragona.

(3) Leonardo Cubello, ben sapendo quanto suonasse aspro e sgradito *(no acceptable)* al Re di Aragona il nome di ARBOREA, e di GIUDICE *di* ARBOREA, si profferisce a non prendere questo titolo, e ad accettarne un altro, a boneplacito del Sovrano, il quale gli conferisce quello di *Marchese di Oristano*, e *Conte di Goceano*.

(4) Durante l'Assedio di Oristano, alcuni Sardi (che in virtù del presente atto di pace diventavano vassalli regi), avevano tolto del bestiame di proprietà degli Oristanesi, per introdurlo in città in soccorso degli assediati; ma non essendovi riusciti, ritenevano tuttavia in loro potere quel bestiame. Si convenne nel presente capitolo 24°, che il medesimo dovesse restituirsi.

VI*.

Pietro de Torrelles approva a nome proprio, ed in virtù dei poteri delegatigli come Luogotenente Generale del Re di Aragona; e Leonardo Cubello sottoscrive in Oristano i capitoli dell'atto di pace che precede.

(1410. — 29 marzo)

Dai Regi Archivii di Cagliari, Registr. K. 4. fol. 2 retr. e seg.

(5) La sostanza di quest'ultimo capitolo fu questa; che il Luogotenente Generale Pietro di Torrelles, e Leonardo Cubello firmerebbero l'atto di pace, e giurerebbero di osservarne i patti; e che ciò eseguito, il Torrelles, dentro sei mesi successivi, farebbe firmare lo stesso atto dal Re di Aragona.

Digitized by Google

En lo nom del eternal deu conuan tots que nos en pere Torelles Cavaller Lochtinent del molt Illustre Princep e Senyor lo Senyor Rey de Araguo e capita general de les armades del dit Senyor. — Com lo divinal consistori haie tos temps aucmentant conservada la Reyal casa e prospera darago la qual per inada costuma usant continuament de clemencia e benignitat pren a mercet totes aquelles qui reduhints a sa obediencia li demanen venir e graciosament los remet e perdona tots delictes e errades crimis e offenses passades per greus e enormes que sien stades: Perco nos dit en Pere Torrelles Cavaller Lochtinent e portant veus del molt alt e molt excellent Princep e poderos senyor lo senyor Rey darago en lo Regne de Sardenya e de Corcegua: Attenens com en les guerres passades que procurant lantich enamich de humana natura han durat pus de xxxx anys en la present Illa entre la nacio Cathalana e Sardescba en les quals se son seguits ab grand effusio de sanch innumerables homicidjs perills e irreparables dampnatges los quals han disipada la dita Illa e posat lo poble de aquella en final exterminj e punt extrem de perdicio: Attenent encara com Micer Lehonardo Cupello qui sera levat jutge darborea ensemps ab lo poble de la ciutat de Oristany e del Campitano de aquella de parte milis e comtat de Cossiano fatigats e huiats de mal regonexents llur errades e culpes e demanants venja e perdo se volen reduhir ab bon coratge a la dita Casa Reyal d'Arago offerint se lo dit Micer Lehonardo fer sagrament e homenatge en nostro poder de esser bon e leyal vassall del dit Senyor Rey e de sos succehidors donara per soccorrer a la gent darmes e de peu e per les galees ables quals poderosament tenim assetiada e destreda la dita ciutat L^{m} florins de florença si ells los pora haver de Micer Nicoloso doria axi com ha fet la sou preparatorj e esta confiant *en cas* que nols puxa haver del dit Micer Nicoloso donara xxxm florins de florencia coes xxm de present e los ^{m}x restans apres que haie rebuda la resposta del dit Micer Nicoloso: Attenens encare com lo dit Micer Lehonardo se offer restituhir e liurar al dit Senyor e anos en nom seu totes fortaleses viles Castells barbayres e encontrades axi reyals com del Judicat darborea com per compres e qualsevol titol o raho e cascun any fara Cinchents florins dor darago de trahut al dit Senyor Rey e assos succehidors en senyal de senyoria e los pobles de la dita Ciutat e Campitano de aquella parte milis e comtat de Cossiano faran sagrament e homenatge de feeltat a nos dit Lochtinent de Rey e Capita General en nom del dit Senyor Rey donant nos al dit Micer Lehonardo la dita ciutat de Oristany ab lo Campitano Parte milis e lo comtat de Cossiano e atorgant los alscunes gracies contengudes e expressades en certs capitols a nos trameses per part llur presentades supplicant nos quees placia facam cessar del tot la tala e dampnificacio de la orta e Campitano de la dita ciutat e lo combattiment de aquella quis fan continuament e partiscan del dit seti. Nos disijant portar a deguda ffi la conquista per la qual som passats en aquest regne e volent cavalcar prestament ab tota la gent darmes e de peu e ab los companyons e xurma de les dites galees en lo cap de Lugodor e migensant lo divinal adjutori e bon dret de la dita casa Reyal aquell e les altres terres Castells viles e lochs quilj son rebelles conquistar e fer reduhir e tornar a vertadera obediencia del dit Senyor Rey (1) ab consell e delliberacio dels nobles cavallers qui aci son ab nos en servey del Senyor Rey e per reverencia del nostre Senyor deu e per compassio del poble de la dita Illa que puxa estar e vivre ab la nacio Cathalana pacificament e quieta e per donar perpetual ffi als mals e odis passats que no puxen ames daciavant suscitar atorgam les coses en lo dit capitol contengudes segons en la ffi de cascun de aquells pus largament se conte volents provehint e manants de part del dit senyor e per autoritat e potestat dels dits officis que usam que les respostes provisions les quals segons es dit ab delliberacio e consell dels nobles e cavallers damunt dits havem fetes en lo peu o fi de qualsevol dels dits capitols se sotscriven es posen seguons en la fi de cascun de aquells es contengut les tenors dels dits capitols e respostes e provisions per nes fetes a cascun de aquells son en la forma seguent (2):

Les Rehenes que deven donar les homens de Oristany devall scrits (3).

Primo Micer Iuliano de Serra
Nicholau turigni
Seraphin darcha
Brossello de serra
Not.r Ioan Lado
Petro mannay
Not.r lehonardo mannos
Nichola de Simaxhj
Olibrando
Marchiori Lotxj
Inco guerau mercader
Andria meli mercader
Marjanni de serra massayo
Petro curta
Petro de porta
Petro de posola
Seraphino de martis
Lehonardo de liguis
Petro de liguis.

Testes quod ad firmam dicti on... Lehonardi cupello qui firmavit in dicta Civitate Oristany dicto die predicta

(1) Confessa implicitamente il Torrelles, che uno dei motivi che lo inducevano a non ritardare la sottoscrizione della pace con Leonardo Cubello, si era quello di portar subito la guerra nel *Logudoro*, onde comprimervi la ribellione, e conquistare alla Corona di Aragona i castelli e gli altri luoghi ch'erano del dominio Reale.

(2) Qui erano riportati ed inserti li venticinque capitoli, che si leggono nell'atto di pace concordato nello stesso giorno 29 marzo 1410. — Ved. la precedente Carta, N.° V*.

(3) Non si rileva chiaramente da questa rubrica, se le persone che sono nominate appresso fossero esse medesime gli ostaggi, che per la prima volta doveano costituirsi nel Castello di Cagliari a potere del Luogotenente Generale del Re di Aragona; ovvero, se siano queste le persone, le quali dovessero scegliere, dare, e consegnare li detti ostaggi. Ritenendo però, che gli ostaggi doveano essere dieci, compreso uno dei figli di Leonardo Cubello, e che i medesimi doveano darsi di anno in anno, o di sei in sei mesi, o anche per minor tempo, come fu convenuto nel capitolo primo dell'atto di pace anzidetto, pare probabile, che li *diecinove uomini di Oristano*, dei quali sono scritti i nomi in quest'atto, fossero essi stessi gli ostaggi, che doveano costituirsi nei primi due semestri del primo anno della pace conchiusa.

Digitized by Google

capitula et contenta in eis sunt Reverendus Frater Elias de palmis Prior Monasterii de bonarchato honorabilis Raymundus de raxach, martinus de pornar Galcernudus rocha milites Iohannes deyana Iohannes late Lehonardus de fferrariis . . . Lehonardus manus not.s lemntas savio nicolaus de turigni franciscus pisano . . . portu cives dicte civitatis Oristani.

VII.*

Diploma del Re di Aragona Don Martino I., spedito dal di lui Luogotenente Generale Pietro Torrelles, a favore di Leonardo Cubello, in virtù del quale, abolito il titolo e il nome di Giudici *e di* Giudicato di Arborea, *il suddetto Leonardo Cubello è creato Marchese di Oristano e Conte di Goceano; riceve in feudo*, more italico, *trasmissibile con detti due titoli ai suoi eredi e successori, la città di Oristano co' suoi territorii* (Campidano), *con la regione di* Parte Milis, *con le altre città, ville e luoghi dipendenti, e col castello e contado di Goceano, e promette di pagare alla Corona l'annuo tributo di cinquecento fiorini d'oro in ricognizione dell'alto dominio dei Sovrani Aragonesi sulle provincie a lui concedute.*

(1410. , — 29 Marzo)

Dai Regii Archivi di Cagliari, Registr. cit.

In nomine Dei aeterni. Noverint universi, quod nos Petrus Torrelles locumtenens illustrissimi principis, ac domini Regis Aragonum, Valentiae Maioricarum, Sardiniae et Corsicae, Comitisque Barchinonae, Rossilionis, et Ceritaniae. Attendentes quod ad tractatum, et inductionem honorabilium Raymundi de Raxac, seu Baxac militis, et aliarum nobilium personarum, quae circa ista plurimum insudarunt, vos Leonardus Cubello infrascriptus, quem habitatores civitatis Oristanii, et nonnulli alii istius insulae nationales elegerunt, et posuerunt in potestatem et dominium, ac in locum Iudicis Arboreae, occupaveritis dictam civitatem, quam tenemus cum nobilium equitum, nobiliumque peditum multitudine copiosa obsessam; recognoscendo vestros errores et culpam, fessus et fatigatus praedictorum discriminibus bellorum, et periculis, petendoque nobis humiliter veniam, vultis vos bono animo reducere ad dictum dominum Regem, adserendo facere sacramentum et homagium, quod vos, et vestri eritis de caetero ligii, veri, et legales subditi et vassalli dicto domino Regi, et eius successoribus, et in signum vassallagii solvatis eidem quingentos florenos Aragonum quolibet anno pro tributo; et pro praedictorum maiori robore, et securitate ponetis unum ex filiis vestris, et nonnullos alios filios proborum hominum dictae civitatis in potestate nostra obsides; et dabitis nobis triginta millia florenorum auri Florentiae ad succurrendum gentibus armigeris, peditibus, et triremibus armatis. Nos autem cupientes ducere ad finem optatum adquisitionem regni praedicti, propter quam praedictus illustrissimus dominus Rex nos misit in praesentem insulam cum dictorum nobilium militum equitum et peditum comitiva, cum quibus festinanter intendimus equitare in Caput Logudorii, quod, divino suffragante auxilio, infra breve credimus conculcare, et penitus reducere ad veram obedientiam dicti illustrissimi domini Regis (1); ad supplicationem venerabilis et religiosi fratris Eliae de Palmis prioris monasterii de Bonarcado, Ioannis Latte, et Leonardi de Ferraria notarii, nunciorum ad nos missorum nomine, vice, et pro parte vestri dicti Leonardi Cubello, et duodecim proborum virorum electorum pro populo civitatis Oristani praedictae, quam, ut praediximus, tenemus obsessam: et ne tot mala sequantur, quae parata sunt, cum invasione, quam manu forti deliberaveramus facere contra dictam civitatem, et populum eiusdem, ob reverentiam passionis Domini nostri Iesu Christi, et propter compassionem populi dictae civitatis supersedemus. Et quia vos dictum Leonardum Cubellum, et vestros, et populum civitatis praedictae speramus et credimus de caetero promptos habere animos ad servitium domini Regis, cum deliberatione et consilio nobilium militum praedictorum, tenore huius publici instrumenti firmiter, et cunctis temporibus valituri, motivationibus praedictis, aliisque quibus ad haec rationabiliter invitamur, gratis et ex certa scientia, et ex parte praedicti domini Regis, et auctoritate officiorum quibus fungimur, damus et concedimus donatione pura et irrevocabili quae dicitur inter vivos, vobis dicto Leonardo Cubello, et vestris haeredibus et successoribus perpetuo in feudum, et ad proprium naturam feudi, iuxta morem feudorum Italiae, et sub conditionibus, et retentionibus infrascriptis, civitatem Oristani praedictam cum omnibus eius accessoriis, *Campidano*, *Parte de Milis*, fortalitiis, villagiis, et civitatibus, et comitatum et castrum Gociani cum omnibus iuribus, et pertinentis suis, cum montibus, vallibus, planitiis, pratis, pascuis, aquis, aquarum decursibus, molendinis, mercatis, piscationibus, paludibus, ripaticis, etc. cum saltibus, silvis, nemoribus, et cum omnibus quae dici, vel nominari possunt, cum hominibus, foeminis, servis, et ancillis in dictis civitatibus, villis, castris, et locis habitantibus, vel habitaturis, etc., cum redditibus, proventibus, exitibus, terris, juribus, ac jurisdictionibus eisdem pertinentibus etc., et *cum mero et mixto imperio* etc. etc. Retinemus autem dicto domino Regi, et ejus successoribus expresse, *quod titulus, sive nomen* Iudicatus Arboreae *aboleatur* (2), et quod vos dictus Leonardus Cubello, et

(1) Si ripete in questo luogo l'istesso che si era già detto nel precedente atto di approvazione dei capitoli della pace (Carta N.° VI*); che cioè il Torrelles dovea muovere, appena levato l'assedio da Oristano, con tutte le sue truppe al Logudoro, per ridurlo alla obbedienza regia.

(2) Era questo il pensiero principale della Corte Aragonese. Dopo tante spedizioni fatte contro la Sardegna, a cominciare dalla prima che fu capitanata dall'Infante Don Alfonso, i Re di Aragona non avevano potuto mai ridurre a soggezione i Sardi, perchè la potente Casa dei Giudici di Arborea era padrona, quasi di un terzo, dell'Isola, e i Doria, e i Genovesi possedevano ancor essi molti luoghi, terre e castella; e tutti ostavano con le armi alla nuova dominazione straniera, che volea raffermarvisi. Estinta per fatali eventi l'ultima Dinastia Arborese, i Sovrani di Aragona ne vollero abolito persino il titolo ed il nome, sperando dal benefizio del tempo, e dalle arti della sua politica, l'annientamento futuro dei Marchesi di Oristano, e dei Conti di Goceano, i quali allora sorgeano sotto nome diverso a far rivivere, se non tutta, una gran parte almeno della potenza ch'era caduta per la morte della famosa Eleonora di Arborea, e del suo figlio Mariano V.

Digitized by Google

successores vestri dignitate et titulo Marchionis Oristani, et Comitis de Gociano sitis perpetuo insigniti et nominati. Et quia vos dictus Leonardus Cubello civitatem praedictam, ejusque fere *Campidanum*, *Partem de Milis*, et Comitatum Gociani occupaveratis, ut dictum est, ne istud, ejusque acquisitio cuiusque animo revocetur in dubium, praesensque donatio nullum patiatur defectum, sed omni effectu, et firmitatis officio potius roboretur, et fulciatur, concessionem facimus supradictam, rationibus supradictis. Et vos eumdem Leonardum Cubello, et vestros successores, Marchiones dictae Civitatis Oristani, et Comites Gociani cum hoc pubblico instrumento, ex parte dicti domini Regis, et in perpetuum duximus erigendos, cum illis praerogativis, honoribus, praeeminentiis, modis, et formis, quibus caeteri Marchiones, et Comites dicti domini Regis sunt gaudere soliti. Ita videlicet, quod vos dum vixeritis, et vestri successores titulo marchionis dictae Civitatis Oristani, et comitis Gociani utamini, et quod nullum alium dominatum, seu dominos, vos nec vestri successores, aut habentes caussam a vobis seu successoribus vestris, praeterquam illustrissimos dominos Reges Aragonum habeatis, seu nominare, aut proclamare ullo modo debeatis, aut valeatis. Nos vero certificamus, et in veritate recognoscimus habuisse, et recepisse a vobis, qui nobis bene, et plenarie numerando tradere fecistis, triginta millia florenorum auri Florentiae (1), quos gentibus armigeris, peditibus, et triremibus pro eorum stipendiis exolvi mandavimus, nec non unum ex filiis vestris, et alios filios proborum hominum dictae Civitatis, quos in posse nostrum obsides misistis, prout nomine vestro extiterat promissum. Ad haec vos Leonardus Cubello donationem et concessionem praedictam acceptantes, cum gratiarum actione, sub formis, conditionibus, et retentionibus superius expressatis, promittitis per firmam stipulationem nobis pro dicto illustrissimo domino Rege Aragonum recipientibus, nomine vestro, et successorum vestrorum, interveniente stipulatione solempni, pro vobis, et successoribus vestris perpetuo, quod eritis in perpetuum fideles et legales pro feudo praedicto dicto Domino Regi Aragonum, sicut veri, ac legales, et legitimi vassalli esse debent Domino suo, ac censum praedictum quingentorum florenorum Aragoniae, fini, recti, et justi ponderis, quolibet anno pro tributo, dicto Domino Regi, vel Administratori, seu Administratoribus reddituum Regni Sardiniae solvetis. Et quod facietis pro dicto feudo omnia et singula, ad quae vassalli tenentur, secundum morem Italiae. Pro quibus omnibus complendis, et attendendis pro vobis et successoribus vestris perpetuo, vos etiam dictus Leonardus Cubello, nomine vestro, et successorum vestrorum, facitis nobis pro dicto illustrissimo Domino Rege Aragonum recipientibus homagium ore et manibus comendatum, et fidelitatis etiam juramentum, dicendo ad Sancta Dei Evangelia manibus vestris corporaliter tacta = Ego Leonardus Cubello Marchio civitatis Oristani, et Comes Gociani, vobis Petro Torrelles pro illustrissimo domino Rege Aragonum recipienti juro ac promitto, quod ab hac hora in antea fidelis, et obediens ero dicto Domino Regi, ejusque successoribus: non ero in consilio, aut consensu, vel facto, ut vitam perdant, aut membrum, aut mala captione capiantur etc.: et si scivero fieri, vel procurari, sive tractari aliquid, quod sit in dampnum praedicti Regis Aragonum, et successorum ejus, illud pro posse impediam, et si impedire non possim, illud ei, vel eis significare curabo etc. Et ut jura regia in dicto Regno sint salva, adiutor ero in Regno Sardiniae contra omnem hominem etc. etc.: formam et tenorem praesentis concessionis, et donationis plenarie adimplebo, et inviolabiliter observabo, nec ullo unquam tempore veniam contra eos etc. etc. = Datum in obsidione civitatis Oristani apud sanctum Martinum, die 29 mensis martii, anno millesimo quatercentesimo decimo.

(1) Sembra adunque che il Cubello non avesse ottenuto dal suo cognato Nicoloso Doria quel soccorso di denaro che da lui sperava, onde pagare li cinquantamila fiorini d'oro portati dal capitolo terzo dell'atto di pace (Ved. sopra CARTA N.° V.*), e che perciò, in esecuzione del patto contenuto nello stesso capitolo, sborsasse egli solo fiorini trentamila.

VIII*.

Leonardo Cubello Marchese di Oristano, e Conte di Goceano presta giuramento di fedeltà e di vassallaggio al Re di Aragona, a mani del suo Luogotenente Generale in Sardegna, con riserva e promessa, che lo stesso giuramento sarà prestato dagli uomini della città e del campidano *di Oristano, e dagli uomini di* Parte Milis, *e del Contado di Goceano.*

(1410. — 30 marzo)

Dai Regii Archivi di Cagliari, Registr. K, 4 cit.

Die trigesima mensis Marcii anno a nativitate Domini MCCCCX in..... Civitatis Oristanii honorabilis Lehonardus Cupello constitutus personaliter prestitit sacramentum ..... fidelitatis et vassallagii in posse honorabilis Raymundi curillis Locumtenentis honorabilis P. torrelles locumtenentis. Fuerunt testes Mossen Galceram de cosanas Mossen Guillen de Pinos ffr — Mossen Ramon de Gravalosa mossen lancá en francesch tona en bernard de jongros lo Prior de bonarchato mossen Iohan de corbera comandor notary Iohan dayana e l'altre notary seu Lemotxe de Vila Pedro de mannai potestat (2).

Primerament micer Lehonardo cubello fara sagrament e homenatge de feeltat axi com es acostumat fer al molt honorable mossen pere Torelles Cavaller Lochtinent del molt alt e molt excellent princep e Senyor lo Senyor Rey Darago e de Sicilia en lo regne de Sardenya e de Corcegue que ell los seus proclamaran e havran per tots temps bons e leals Vassals del dit Senyor Rey e de sos succehidors e mes avant quel dit micer Lehonardo e los seus proclamaran e havran per tots temps per llurs verdaders senyors naturals lo dit Senyor Rey Darago

(2) L'uffizio di PODESTÀ, o Capo del popolo di Oristano esisteva fin dal tempo di Ugone IV GIUDICE di Arborea. Leonardo Cubello era PODESTÀ allorchè fu eletto popolarmente *Signore* degli Stati Arboresi. Dopo questa elezione, il nuovo PODESTÀ che gli succedette fu Pietro de Mannay sovra nominato.

Digitized by Google

e los seus succehidors a la obediencia manaments e subiectio dels quals e de llurs officials obeiran e no altres axi com bons e leyals Vassals deven e son tenguts fer per llur Rey e Senyor natural segons forma de dits Capitols. Encara mes quel dit Micer Lehonardo Cupello e los seus james faran fer o consentir permetran ne intrevendran directament o indirecta palesament ne amagada per ells ne per interposades persones en tractes ne fets alscuns qui sien o vinguen en lesio preiudici o dampnatge del dit Senyor Rey ne de ses succehidors ne sos regnes terres Castells villes ho Vassals ans sils sabien o intenint dir aquells encontinent divulgaran e dinunciaran o divulgar e denunciar faran al dit Senyor Rey e a sos officials o per defensio e obstacle de les dites coses faran tot ço que bons e leyals vassals son tenguts e fer deven per llur Rey e senyor natural. E si cas era ço que deus no vulla quel dit micer Lehonardo ho los seus fahessen contra les dites coses o alcuna de aquells que sien decontinent encorreguts en pena de excomunicacio e de trahicio de la qual nos pusquen deffendre per alcuna causa o rabo ans per sola hostensio de la present fossen o sien hauts per convictes e per confesses e la dita ciutat e capitano de aquella parte milis e comtat de Cossiano sien perduts totalment aells axi com a rebelles e adquisits al dit Senyor Rey e succehidors seus. E mens avant que siera cas que alcun Rey baro magnat o gens extranyes volguessen intrar en la present Illa per offendre e occupar aquella o alcun baro o altre si rebelles contra lo dit Senyor o succehidors seus quel dit Micer Lehonardo e los seus per deffensio servey e honor del dit Senyor e de ses succehidors ab la bandera reyal e abla sua e ab aquella sues gent de Cavall e de peu que porra los contrastaran e offendran de tot llur poder en persones e bens en quant fer puxen e faran e observeran tots altres coses que bons e leyals vassals e sotsmeses son tenguts e fer deven per llur Rey e Senyor natural (1). Item los homens de la Ciutat de Oristany e del Campitano de parte milis e del comtat de Cossiano faran homenatge de feeltat al dit Lochtinent de Rey qu ells ne los llurs no contrastant quel dit honorable Lochtinent de Rey per obviar e cessar homicidis scandalo perills e dampnatges qui stan apparellats es esperaven seguir e conservacio e aucmentacio del poble de la Illa que puxa daci avant estar e vivre en tranquillitat e repos los haien donats per Vassals e servidors a Micer Lehonardo Cupello directament o indirecta palesament ni amagada per ells ne per interposada persona james vindran o venir permetran ne consentiran en tractes ne fets alcuns quitoquen o sien contra la honor del dit Senyor Rey Darago de Sardenya de Sicilia ne de sos succehidors officiels llurs ne en lesio prejudici o dampnatge dels Regnes terres castels viles lochs ne Vassals dels dits Senyors ans decontinent que ho sabran ho entendran dir ho denunciaran o denunciar faran al dit Senyor Rey e a sos succehidors e officials seus e de tot llur poder ab armes hi contrastaran en deffendran per salvar llur promesa e bona fe seguretat e sagrament per ells fet. E encas que contra les dites coses o alcuna delles fahessen que sien encorraguts en pena de trahicio e en laltres penes contengudes e expressades en los capitols derretament concordats fermats e jurats entre los Senyors Rey Darago e llurs officials passats e los jutges darborea e Micer hranchas (2).

(1) È questa la *formula* del giuramento che prestò Leonardo Cubello; e la medesima nel MS. succede all'attestazione che si fa di aver egli giurato, a presenza dei testimoni ivi indicati, *in posse honorabilis Raymundi Curillis* (forse, e più esattamente *Crutllis*), *Locumtenentis honorabilis P. Torrelles*, Luogotenente Generale del Re di Aragona.

IX*.

Alcuni principali uomini della città di Oristano prestano pubblicamente, nella Chiesa di S. Martino, a mani del Luogotenente Generale Pietro de Torrelles, giuramento di fedeltà e di omaggio al Re di Aragona e di Sardegna.

(1410. — 30 marzo)

Dai Regii Archivi di Cagliari, Registr. K, 4. cit.

Die Dominica xxx martij anno cccc°. In ecclesia Sancti martini coram civitatem Oristany infrascripti boni homines ejusdem civitatis fecerunt et prestiterunt homagia fidelitatis in posse egregii viri domini p. de turrillis Locumtenentis domini regis Aragonum Sardinie et Corsice et capitaneus generalis et sunt qui secuntur.

Primo Nicola de Sinnay maiori de posta
Nicola de Turigni
Alibrandu lochi
Iohanne pisanu
Not.r Lehonardus manus
Bartholu de sii
Lehonardu de archa
Borsulu de corj
Perdo de yla
Grussello de serra tesorer
predicti sunt consiliarij
Franciscus Pisanu
Iohanne solinus
Maestre biaxij
Guiduxo de sorj
Bonachesu sulis
Maestre juradu sancha
Pedro de quidonyas

(2) Qui invece la *formula* del giuramento che doveano prestare gli uomini della città di Oristano, del *Campidano*, di *Parte Milis*, e del Contado di Goceano, è riportata nel MS. prima del giuramento da essi prestato, del quale poi si fa attestazione separata nelle due Carte seguenti N.° IX* e X*. — Si deve però notare la specialità che si trova in questa seconda *formula*, nella quale, e precisamente nella sua conclusione, sono richiamati in osservanza i capitoli delle paci, o convenzioni, ch'erano stati giurati per lo innanzi dai Re di Aragona, dai Giudici di Arborea, e da Micer Branca; ch'è quanto dire gli atti di pace seguiti nel 1386 e 1388 tra i Re di Aragona Don Pietro IV e Don Giovanni I da una parte, ed Eleonora di Arborea, e Brancaleone Doria suo marito dall'altra. (Ved. Vol. I di questo Codice, — *Diplom. e Cart. del Secolo* XIV. — Carta n.° CI.*.

Digitized by Google

ffilipo carta
Petro cartha
Lehorj de serra
Maestre pauli de sori
Mannay datzeni
Marronj de serra.

X*.

Il Podestà e cinquecento cinquantasette uomini o borghesi di Oristano prestano, nel palazzo della Città, a mani di Giovanni di Curillis, o Cruillis, che fa le veci del Luogotenente Generale Pietro de Torrelles, giuramento di fedeltà e di omaggio al Re di Aragona e di Sardegna.

(1410. — 31 Marzo)

Sequenti die lune XXXI die predicti mensis marcii anno predicto in palacio maiori et corte civitatis Oristany de bolintate honorabilis Lehonardi cupelli infrascripti homines civitatis predicte fecerunt homagia fidelitatis in posse dopni Iohannis de curillis substituti domini Locumtenentis predicti et sunt qui sequntur.

P.mb Pedro de mannay Potestat.

Arsoco de serra
Perdo carto
Fabianus de tacono
Ioan Altea
Molentido arda
Iohan de querqui
Astrina baroni
Iuliano pisano
Andria mancossu
Nicola cucca
Perdo deyana
Iuliano de sorj
Lehonardo de lacono
Miali desi
Antiogo de mara
Gregori boe
Bartholomeo pancia
Filipus capica
Iuliano de arjolas
Laurencio secij
Andrea de lija
Salvatore Murro
Semaburjo desan
Bartolo busu
Antonius oxe
Salvatore murro
Bartolo de serra
Antiogo calcanyo
Francisco camba
Antonio conges
Sisinio turra
Iacobo manca
Guantini collo
Leohnardo troncho
Nichola tronchi
Miceli carau
Petrus maturo
Bartolo deya
Francischo sala
Verbinus caro (pare cosi)
Angelo deleda
Petrus calcanyo
Nichola squirra
Gonnarius murgia
Sthephano melone
Nichola corria
Bartholo spuliga
Paolo nurra
Lenucho savio
Iuliano de honale
Martino de sorj
Arcoquo de sii
Perdo de capoterra
Iohany de honale
Salvador melone
Arsoquo de atcenj
Iohanne Orale
Iohanne de murta
Petro de sorj
Perdo quinto
Perdo murgia
Guantini cadello
Iuliano penna
Pedro hyspano
Iacobo camba
Comida de persea
Mateo de sesti
Nichola sulla
Nichola de bitti
Lucio castay
Bigneli de atcenj
Bargarino de serra
Monninus de querqui
Iohanne passanj
Talanto jufren
Poncius de serra
Gonnario de curyas
Lehonardus trapa
Miali darjolas
Anthoni pinna
Anthoni de sorj
Angelo massa
Lehonardo pirella
Iohanne de curguas
Francisco petza
Mannay colori
Iohanne piso
Iohanne mamelj
Iohanne poreis
Lucabia
Tomaso uras
Iohannes misusa
Asperte louch
Comita camba
Narjo de sidi
Antonio judo
Iacobo losi
Iuliano loxi
Iohanne pila
Anthoni guerau
Iohanne querqui
Iulianus de si
Dominico de giura
Iohanne de naseo
Tomaso Uta
Pechu pollo
Ogolino de campo
Lehonardo de serra
Perdo quoquo
Barthelo de murro
Iohanne mara
Iohanne de serra
Paulo de castay
Iohanne dayano
Iohanne de orru
Iohanne pirella
Saturno falchi
Nicola de curguas
Perdo porchella
Antoni de barcha
Ugono de Arena
Iohanne de turis
Nichola faber
Nichola de sorj
Anthoni murgia
Anthonj porta
Nicola murgia
Nichola melone
Iuliano beles
Perdo de puzolo
Iohanne Pirella
Torneo marchellj
Iohanne de mulargia
Iohanne perjllone
Salvatore corona
Perdo de sorj
Torbino de villa
Andrea de bacona
Perdo porchella
Salvatore de Atala
Iohanne colomeu
Anthonio de campo
Canyaco de serra
Somj dagasu
Dominico masa
Nichola maras
Iuliano de sogias
Simone beragui
Dominico martas
Comita pinna
Anthoni de monte
Andria coquo
Genario de serra
Iohanne cara
Pinoso soles
Iohanne Iacob
Nario de serra
Laurencio coquo
Cugoto de yba
Francisco carta
Iohanne melone
Iohanne tola
Iohanne carta
Nichola lepore
Ianuarjus de equa
Siste de muro
Anthiogo de serra
Enrrico meli
Anthonio de si
Anthoni mamelli
Andreas pulis
Morruchole de onale
Anthonio posola
Salvadore bone
Anthonj de uras
Miale de curguas
Iohanne murone
Iacobo puliga
Paolo carro
Bartolo carta
Bartolo melo
Basilius de atene
Andreas de curguas
Iohanne de penna

Digitized by Google

Iuliano cadello
Nichola pillay
Iohanne e arinj
Margiano collu
Anthonio de figo
Baysone de ortu
Xphorus panisia
Obilicus berres (oppure Obilitus)
Iohanne nudas
Perdo lidia
Nichola darcedi
Iorgio bone
Anthonio de sorj
Perdo Calcanyo
Barisonus carta
Iohanne squinto
Torbino masala
Perdo polignе
Murruxolo cadeu
Perdo posula
Nesio de suergio
Anthiogo sequj
Iuliano pedru
Nichola de sorj
Perdo de orsu
Perdo de cia
Laurentio de ena
Iohanne astanca
Andreas masala
Basili lampis
Andreogo pinna
Nichola de orru
Perdo genyane
Laurentio de querqui
Parassone marre
Perdo de yana
Antheni sanna
Laurentio carta
Franchisco soges
Perdo coquo
Iohanne de atcenj
Perdo de murtas
Comida de surj
Perucious de maselli
Nichola murgia
Margiano
Iordi de onale
Perdo soqllo (sonquello?)
Paulo de serra
Cirillo corrja
Iorgio loche
Perdo carau
Iuliano loque
Nichola carta
Dominico porchello
Nicola mereu
Iohanne mereu
Iohanne de serra
Toysto murgia

Nichola de orru
Toysto manqua blasio
Gonario de mecieii
Andrea cogno
Antonio de pinna
Nichola orchu (od ortu)
Iordi de atcene
Perdo spiga
Anthonio pande
Andrea de serra
Gonarius cugno
Perdo curguas
Barcolo manqua
Gulino de orto
Nicola pavadi
Francisco savio
Perdo corda
Atcone impia
Iohanne pinna
Iacob de serra
Bienleso melone
Andrea deyana
Laurencio pistis
Blasio tremone
Francisco Pinti
Guantino de medina
Anthoni usuras
Barsolus de pipia
Anthonio savio
Iuliano deyana
Perdo yereca
Miale de yba
Iohanne de soges
Iohanne penna
Gallurj de loy
Perdo de arillij
Nicola de tolla (oppure colla)
Nichola de scala
Perdo manqua
Murruchone de figus
Gonnarius deyana
Germano sorj
Mialj de pane
Iurrado mercos
Tomasio de serra
Simon licardj
Guantini de pan
Perdo pirgeso
Lehonardo pipia
Beneytus de serra
Guantini de serra
Barasoni de bades
Iohanne Murgia
Margiano de yba
Nichola de serra
Bohinus penada
Anthonio barcha
Guillermo deyana
Nichola piuma

Perdo uda
Saraffino de sorj
Stephano de fanarj
Basili squinto
Perdo de milis
Anthonio melle
Nichola onale
Iuliano ore
Gonnarj spano
Salvatory coquo
Guantino feres
Salvatore de ortu
Iohanne pede
Miale de orru
Iuliano orru
Andrea collu
Margiano toferj
Lehonardo porcu
Anthonio de sarrjo
Iohanne de arjolas
Perdo cosya
Gracia deu de sori
Gromálius costa
Miali tuferi
Angelo penna
Iohanne mannus
Basilo coqua
Iorgij de sori
Arrigo cane
Angelo de curguas
Iohanne melé
Miale capri
Iuliano de orru
Perdo mata
Perdo penna
Truisco dacori
Angeleco coquo
Anthonio quinto
Domingo arca
Margiano croncha
Iuliano melone
Blasio
Anthonius sungia
Franciscus de ledia
Iacobus de oto
Paulo maras
Lehonardo sequello
Margiano de orru
Nichola calles
Pantorius mache
Lehonardus descana
Franciscus vaqua
Pascasius de ojorno
Domingo de calasia
Laurencio penna
Nichola petra
Petrus deyana
Nicholaus de lardo
Margiano mondra
Iohanne de scano

Basilius dorru
Nichola dejana
Perdo lauru
Perdo anella
Perdo de etce
Salvator de sorj
Anthonio de monte
Urbano pena
Blasius oe
Comita de sorj
Peritonus de simola
Iorgius de muro
Arcoceus de si
Iuliano de ligia
Anthoni doloy
Guantino de nuale
Iuliano maras
Anthónio de si
Guantino etce
Nichola de serra
Murtonj lexis
Salvatorj de orcu
Lehonardo mello
Nicholan de piras
Iohanne de muro
Andrea cons
Piloso de milis
Francisco melone
Lehonardus uras
Comita deyana
Nicholau de orru
Laurencio de milis
Andreas de orru
Perdo de curquas
Miali pennas
Laurencio pinna
Comita Ongius
Nichola madello
Benedictus dibi
Barcolo de si
Francisco sogis
Miale de sorj
Franchisco serquui
Iohanne mura
Iohanne yspano
Michael de orru
Perdo loche
Gunarius de madesso
Simone gone
Iohanne salis
Iohanne corga
Romay preydi
Iuliano levis
Franciscus pintus
Iohanne penna
Nicholaus seca
Iohanne de si
Anthonio de sorj
Francisco madola
Gantini pinna

Digitized by Google

Perdo caffisa	Melialceo de musia
Iacobo de mara	Magister petrus de arisi
Barbara maras	Agostinus manqua
Valore de lepor	Iaquetus de sogus
Paulo de serra	Margianus de sogus
Iohanne cosj	Angelus maros
Iohanne manqua	Iohannes coquo
Iacobo de serra	Petrus de orto
Baylus de si	Andrea de luna
Pauli orru	Basilius mula
Franchisco de villa	Laurenço porqu
Laurencius de villa	Miganel carru
Comida de villa	Bromarj camula
Iohanne uda	Barcolo de serra
Laurencio ferro	Gonarj nata
Laurencius de villa	Perdo sebes
Iacobus de frerj	Iohanne melj
Andreas setj	Iacobo de sorj
Barcolo corda	Salvatori castay
Marco pipiri	Anoso pinna
Gunnarius descano	Barcolo de Atcenj
Guantino de muro	Iordi dessorj
Iuliano barberij	Simon pes
Anthonio salis	Gerardus pisanus
Iuliano de onalj	Torgodorj murgia
Nichola quinto	Iohanne de figus
Duranti mitogia	Bernardo de murgia
Bideluno bogis	Perdo de sorj
Ugueto de sorj	Anthonio pinna
Orlando de so	Anthonj de nosorgio
Perdo jupistis	Matheo de sorj
Iohanne de ardo	Iuliano mura
Iohanne cosso	Gaspar de orru
Lehonardo de arigni	Marjano Clomn
Anthiogo benefato	Iohanne fargue
Perdo de onano	Pinoso palla
Iohanne burgia	Iohanne moyo
Gonnarj coquo	Salvatorj creja
Franchisco manesas	Iohanne de anelio
Lehonardus corropiu	Iuliano ortu
Gonnarius de arcenj	Benedito de sorj
Petrus desta	Azorquo garan
Marroxone de fraylis	Tiateo aryolas
Guantino nuriges	Musaqueso decorj
Leoni statio	Lucha de ferredi
Pinosius longiu	Licus mata
Iulianus manqua	Iohannes vinchi
Stephanus de muro	Anthiogo conjaga
Salvator de mara	Benedito vinchi
Iohanne de gonj	Barcolo posiula
Nichola penna	Anthonio stosiu
Salvator de macri	Olivero de sori
Barcolo sudas	Guantino lodu
Andrya de soli	Perdo lodu
Nichola sinto	Serafino melone
Angelus de solj	Perdo accej
Iulianus de serra	Perdo sulla
Guantinus guerau	Lehonardus de si
Iohanne de serra	Arsius de Assenj
Perdo de onale	Iamjjano de orru
Salvadori de curcas	Iurrado squirru
Marco falque	Iohanne gau
Iohanne lodo	Iuliano . . . . .
Iohanne de sorj	Nicholaus de serra
Perdo allza	Barcolo storrja
Guantinus mela	Pirico agello
Mundino mangra	Dominico de Acenj

Firmavit messer Iohan de Vilamarj
mosser Gispert mola e Francesch tola
Testes frater Elias de palmas prior monasterij de bonarchato et Iohannes late et Lehonardo de ferrariis notarius.

XI*.

Leonardo Cubello, marchese di Oristano e conte di Goceano, sborsa lire cinquemila di Alfonsini *a Pietro Torrelles Luogotenente Regio e Capitano Generale in Sardegna, il quale le riceve a titolo di mutuo per sopperire alla paga delle genti d'arme del Re di Aragona, ed oppignora perciò il Contado di Montagut con le sue* Incontrade, *ville e redditi, eccettuate però le ville di* Bitti, *di* Gorofai *e di* Posada.

(1410. — 20 Luglio)

Dai Regii Archivi di Cagliari, Registr. K, 4, cit.

Die vicesima mensis julii anno a nativitate domini Millesimo quadringentesimo decimo in Civitate Oristanis honorabilis Raymundus de rexahe miles firmavit Lehonardo Cubello marquesio dicte civitatis et Comiti de Cossiano et nonnullis. . . . . de quinque mille libris monete alfonsinorum nunc currentis videlicet XXII solidorum dicte monete pro quolibet floreno Aragonum et triginta solidorum pro quolibet floreno et triginta sex solidorum dicte monete pro quolibet scuto et duplo quas quidem quinque mille libras mutuavit honorabili petro Tofelles Locumtenenti regis et capitanei pro suis necessitatibus (?) et gentium armorum et pro quibus impignoravit vobis comitatum de Montagut [1] cum encontratis villis redditibus et saltibus exceptis villam de bithi de Goriffa de. . . . . guedo et villam de pussada quamquidem impignoracionem fecit cum instrumento gratie.

Testes mossen Iohan de Villamarj Iacobus abello scutifer de Valect Guantinus. . . . . teslet de Oristany Guanarj passais et jaco Guerau dicte civitatis.

Fuit factum dictum impignoramentum de dicto comitatu dicto Marchioni per Petrum torrelles locumtenentem regis die XVIII dicti mensis et anni intus ecclesiam prope Aristaneum.

(1) Muntagut, o Montagut; odierna provincia di Montacuto. — Nello stesso Contado o territorio di Montacuto esisteva ed esiste la villa di Monti, che due anni dopo (1412) fu donata a Pietro de Feno da Guglielmo Visconte di Narbona, il quale allora guerreggiava in Sardegna in qualità di pretendente alla successione nel Giudicato di Arborea.

Digitized by Google

Testes Mossen Iohan de Muncada mossen Armon de Perellos Mossen Iordi de que. . . . . de Muntanjaus Mossen March de Muntboy Nicholau turigni et not. Ioh. . .

XII*.

Guglielmo, che s'intitola Giudice di Arborea, *conte di Goceano e visconte di Narbona e di Basso, fa donazione a Pietro de Feno cittadino di Sassari della villa di* MONTI *nel Monteacuto, onde rimeritarlo degli importanti servigi che gli avea resi; con proibizione però di vendere o donare la detta villa a prelati, sacerdoti od uomini di Chiesa, ed a vassalli o sudditi della Corte di Aragona* (1).

(1412. — 15 Febbraio)

Dai Regii Archivi di Cagliari, Vol. L, 1, n.° 10.

In nomine siat de deus amen ad ognun siat claru et manifestu qui nos guillermus per ipsa gracia de deus ginghe darbore comte de gociani biscomte de Narbona et de basso attendendo chi chossos vassallos et subditos sos quales in sos exaltamentos et honores dessos senyores isoro siant grado perant et fundant expectant dignament esser de issos senyores issoro de ogni honores et bene remunerandos adunquo considerando nos sos agradables et acceptabiles servicios a nos eassa corte nostra factos per issu amadu et fidelle vassallu et subdito nostro petro efeno Citadino dessa citade nostra de sacere et qui deus auxiliante speramus dacomo innantis ad fagher debito nostro est comente bono adoperante et solito qui est stadu at ad istare deus mediante in sos honores et arrischimentos nostros comente et bono adoperante remunerarlo. Unde nos vistos sos servicios factos a nos per issu dictu perdu donamus et pertitulo de donacione concedimus et damus sa villa de monte situata in territorio de Montagudo cum toto sos parabiles pradors preconto de sa dita villa sa quale preconto confinat infina assu adu de terctis quos termines de terra nova et cum totas ateras confines qui at et podere averi sas quales volumus chi tengat ghedat et possedat isse et heredes suos perpetualement gassi comente nos lamus factu et dado sa dita donacione sa quali volumus chi siat inter vivos chi pro causa nissuna revocare non si possat con tota signoria alta e baixa et meri imperio chi firmamente e pacifficamente la godat isse e sos heredes suos secundo narat de supra Reservando chi sa dicta villa non possat vender donare a prelados preyderos ni a nixium homine qui siat de sa gleya ne a homines seculares qui siant amighos Vassallos e servidores de sa corte la possat vender donare et faguer inde su bene placitu suo isso et heredes suos comente et causa propria issoro e via plus donamus assu dictu pedro su jus padronadu de sanctu paulu de villa bacuri su quale jus padronadu est senza cura de anima et est istadu perpetualemente semper dae principio de sos senyores pasados darborea abtecessores nostros et nostrum qui est pro sa quale causa volumus chi siat seu et de herede suos qui la possat tenere darla concederla aposta et a piatghere suo semper et quando abollere et gaxi comandamus a majores de camera armentarios de logbu et a castellano qui est a su prexente de montagudo et qui adesser day como inantis et ogni acteru oficiale et a sos homines et populo dessa dita villa de montis qui depiant su dicto populu tenerlo per seguore issoro ad issu dictu pedru et ad heredes suos et prestarli et fagherli sacramento et homagio comente est debito de fagher sos vassallos assos senyores issoro senza nissuna contradictione in cuy rey testimonium amus comandadu sa prexente litera nostra patent esser facta e de su sigillo nostro sub sigillada in prexencia de sos multos nobiles misser pedru ramo de membru senyore de morella e de mossen Iohanne senyore de laxoles Ramon burde pissi et de malucha caraci e de johannis secretario dessu dito senyore in issu campo de Çaramonte in codema rasa a dies xv de freargiu Millesimo quadringentesimo decimo secundo guillermus darborea.

(1) Questa donazione fu poi confermata ed ampliata con altre concessioni da Don Alfonso V Re di Aragona e di Sardegna nel 2 settembre 1420. Ved. infr. CART. n.° XXI*.

XIII*.

Relazione della difesa della città di Alghero fatta dagli Algheresi contro l'assalto datole dal visconte di Narbona e dalle sue genti d'arme composte di Francesi e di Sassaresi, e della vittoria dai medesimi riportata sugli assalitori.

(1412. — 6 Maggio)

Dagli Archivi della città di Alghero.

En nom del Omnipotent Deu, de la Gloriosa Vergie Maria y dels Benaventurats Arcangiel S.t Miguel, y Apostol, y Evangelista S.t Ioan Patrons de esta Ciutat de Alguer.

Memoria sia per lo es devenidor, com en lo aÿn 1412 en semblant die de vui, essent esta Ciutat com vui es dels Serenissims Reis de Aragò de immortal recordaciò, y governant de Governador en esta Ciutat, y en tot lo present Cap de Logudor Mossen Ramon Satrillas, vingueren los Francesos, enemichs de la Corona de Aragò, y per llur Caps y Capitans lo Bisconte de Narbona, y lo Bastart de Saboya (2), los quals volentse enseñorir de esta Ciutat, en tal nit com esta, vingueren ab tant silenci, y secret q escalaren las murallas, del q essentse avists les sentinelles, y guardias, tocaren al arma, y com los habitadors, y moradors estavan apercebits, per tenir com tenian los enemichs approp, foren encontinent á punt ab sas armas, ballestres, y vergues, y trobaren giá los enemichs q avian entrada la terra, y resistintlos ab gran valor, y esfors daren en ells, y apres de gran pelea los retiraren, y abstringueren en la Torre del Esperò,

(2) Era figlio naturale di Amedeo VII di Savoia, chiamato *Il Conte Rosso*. Egli era venuto in Sardegna per fare la guerra agli Aragonesi con Guglielmo Visconte di Narbona, il quale pretendeva alla successione degli Stati (GIUDICATO) di Arborea.

Digitized by Google

siguint lo esfors y valor del llur Capitá y Governador, lo qual axibé estava nafrát, non per ço afloxiá, ni desempará la Batalla, ni dexiá de fer tot ço y quant a bo Capità convenia, appellidant « *Aragò Aragò*, *Muiren Muiren los Françesos*, *y los traydors etc.* » y posaren foch en la torre del Esperò a hont se eran retirats, en lo qual conflict les dones ab gran coragie y varonil anim (del que merexien per tots temps gran llaox) ajudaren ab fexios de ramma, y brandons en las mans accudiren per a posar foch en dit lloch, y al ultim fonch Nostre Señor servit dar victoria als nostres ab gran mortaldat dels enemichs, entre los quals restá presoner lo Bastart de Saboya y llur Capitá, al qual li fonch llevat lo Cap (1) lo endemà de la Assenciò del Señor de dit ayn, en la Plaza que se diu de S.t Esteva en lo carrer de S.t Antoni, per la qual victoria haventla coneguda de ma del Omnipotent Deu nostre Señor, haventli fet grassies com á bons Cristians, votaren la festa del Glorios Apostol y Evangielista S.t Ioan de la Porta llatina, essent estada en son die, lo qual es de creure fonch intercessor devant del Señor per alcanzarla, y de festeggiar lo tal dia, y cantar en verso algunes de les coses memorables, e insignes sucehides en aquella jornada, a tal reste memoria de tal victoria, y per q reste fama de la azaña y valor dels nostres antichs moradors de esta Ciudat, la qual nos sia sempre per espill de volerlo imitar en ser fichs y lleals al Rey nostre Señor, y defensar ab lo matex valor y esfors la nostria Patria y Ciutat contra los q semblant atriviment voldran tenir, fent grassies, y dant lloors al Señor, y al Apostol y Evangielista Sant Ioan, per haverla llivrada en tal die de tal invasiò, supplicantlo humilment nos vulla ser Advocat e Intercessor devant la Divina Magiestat, q la vulla guardar á ella, y a tots sos Ciutadans de tot perill, y sinistre. Amen.

XIV*.

Strofe, *con* ritornello, *che si cantavano pubblicamente, e con molta solennità in Alghero, nella festività di San Giovanni Apostolo ed Evangelista* ad portam latinam, *per celebrare l'anniversario della vittoria ottenuta dagli Algheresi sopra i Francesi ed i Sassaresi capitanati dal visconte di Narbona* (2).

(1) La pena capitale fu eseguita sulla sola persona del Bastardo di Savoia, come si rileva dal seguente documento n° XIV* *Strofa* 7ª. — Lo notiamo, affinchè le parole che sieguono *y llur Capità* non inducano in errore, e facciano credere, che la stessa sorte sia toccata al Visconte di Narbona.

(2) Queste *strofe* si cantavano con accompagnamento di molti strumenti musicali nella gran *Porta di terra* in Alghero. L'autore del presente Codice le udì cantare egli stesso nel 1822, e dovette assistere a questa secolare maledizione poetica contro i suoi concittadini sassaresi. Fino ai primi anni del secolo xvii il canto di queste *strofe* serviva come di accompagnamento all'abbruciamento di un fantoccio, raffigurante un soldato francese, (perchè francese era il Visconte di Narbona, e francese nella maggior parte la sua gente d'arme) che il popolo chiamava per scherno *El Françes*, *ossia Françoi*. Però nel 1628 il governo Viceregale dell'Isola proibì questa barbara solennità popolare, alla quale sopravvisse per molto tempo ancora il canto delle suddette *strofe*, che poi fu ancor esso tralasciato intieramente. Per meglio conoscere la storia e gli spiriti municipali di quei tempi, riportiamo qui un Dialogo parte latino e parte spagnuolo, che ha la data del 1628; e rivela quanto ancora fosse vivo in Alghero l'antico odio *catalano* contro i Francesi, e contro i Sassaresi loro alleati. — È una *curiosità aneddotica*. Eccola: = *Addition, y exposicion, etc.*

(1412. — 6 Maggio)

Da detti Archivi della città di Alghero.

COBLES DE LA CONQUISTA DELS FRANÇESOS.

1. O Visconte de Narbona
   Be haven mala rahó
   De vos escalar la terra
   Del molt Alt Rey de Aragó.

2. Escalada la haveu sens falta
   Mes lo Alguer be hos ha costat
   Los millors homes de armes
   Los llurs Caps y han dexiat
   Ab molta ballestreria
   Y vergadas ab baldó
   Dient muiran los Françesos
   Que nos han fet la traiçió
   Del molt Alt Rey de Aragó.

3. Lo monsènor delaltira
   Que nes novell Capitá
   Aquell que apres la empresa
   Ab Mossen Sissiliá
   De toldre a nos la terra
   Falsament a traiçió
   Gran fore estada la mengua
   De la casa de Aragó
   Muiran muiran los Françesos
   Que han fet la traiçiò
   Al molt Alt Rey de Aragó.

4. Defensada nos han la terra
   Los Albergans ab gran vigor
   Quant veeren lo illur combatre
   Cetrillas Governador
   Aquell que nefrat estava
   Mostrá gran esfors y bó
   Dient muiran los Françesos
   Que nos han fet la traiçió
   Al nostre Rey de Aragó.

5. La Bandera haveu dexada
   Visconte mal vostre grat
   Virgili que la portava
   De bona nes escapat
   Ferit fonch de un colp de glavi
   I nefrat de un virato
   Prestament salta la escala
   A sercar son Compañó.
   Muiran muiran etc.

6. La trompetta que aportavan
   Poch li valgue son sonar
   Nel assalt que atacavan
   Casent no y gosan montar
   Ans fugi ab lo Visconte
   Quan ell vera la destrució

Digitized by Google

Que façian dels Françesos
En la torre del Esparó.
Muiran muiran etc.

7. En lo Bastart de Saboya
No hos y cal pas esperar
Que giá mes Castells ni vilas
No veuren pas escalar
Puix que en lo Alguer sens falla
Pengiat lo han com un lladró
I tolta li han la testa
Lo endemá de la Açensió.
Muiran muiran etc.

8. De les dones vos diré
Diñas son de gran llaor
Quals tingueren gran coraggie
Defensant al lur Señor
Apportavan totas lleña
Cascuna ab son brandó
Per mettre foch a la torre
Que se appella lo Esparó
Dient muiran los Françesos
Que han fet la traició
Al nostre Rey de Aragó.

9. O traydors de Sassaresos
Ara no hus caldra llamar
Que los vostres amichs françesos
Son vinguts a visitar
França França aveu cridada
Molts Françesos haveu vist
Y per tota vostra vida
Per traydors sareu tenits
Muiran muiran los Françesos
Ils traidors de Sassaresos
Que han fet la traició
Al molt Alt Rey de Aragó.

10. O Bisconte de Narbona
No hos y cal pas a tornar
Que en la Isla de Sardeña
No porreu res heretar
Mas tornavon en malora
En Narbona a fer traició
Si no voleu que hos llevi lla testa
Lo molt Alt Rey de Aragó.

11. Grans llaors li sian donadas
Al Apostol Sant Ioan
Lu de la Porta llatina
Feeu li Festa cascun Aÿn
Aquell que per nos pregava
Tots fasamli Oració
Que supplique a Deu lo Pare
Que nos guarde de traició.
Muiran muiran los Françesos
Ils traidors de Sassaresos
Que han fet la traició
Al molt Alt Rey de Aragó.

FINIS.

ADDICION y EXPOSICION *sobre el Dialogo dicho en la libertad del Frances, ossea Françoi que cada año suele quemar la noble Ciudad de Alguer.....librado solamente por el año* 1628 *a peticion de sus hijos los de Saçer.*

Frances.

Heu me miserum
Quia vilis factus sum!

EXPOSITIO.

Si mis hijos no me vieran
Padeçer tantos dolores
Mis males fueran menores,
Ni ellos deshoura tuvieran.

D.n Miguel Comprat Sassares.

Noli timere, quia qui tetigit te, tanget pupillam oculorum meorum.

EXPOSITIO.

No os dejaré padeçer
Pues soy vuestro hijo honrado
Porque el morir vos quemado
Fuera afrenta a mi hazer.

Frances.

Spes mea tu in die afflictionis
Libera me, quia Pater tuus sum.

EXPOSITIO.

Tu mi esperansa eras
En esta mi affliçion
Tu mi gran Consolaçion
Tu mi bien, mi querer eras.

D.n Miguel Comprat Sassares.

Unam petii a Domino
hanc requiram.

EXPOSITIO.

Una cosa sola pido
Y sola esta he de buscar
Que no se deje afrentar
A mi Padre tan querido.

Frances.

Si hoc fuerit unguentum,
effusum erit nomen tuum.

EXPOSITIO.

Hijo seras medicina,
Cura tuya, y de mi mal,
Si de una afrenta tal
Libras esta alma mesquina.

D.n Miguel Comprat Sassares.

Orans pro Rege Sassarensi
Pro Gallo; ne uratur Domine,
Ne des patrem meum in perditionem.

Digitized by Google

EXPOSITIO.

El amor paterno es tal,
Que es fuerza a mi que le pida
Que no sufra por su vida
En mi padre tan gran mal.

El Baron Manca Sassares.

Non credebam narrantibus mihi donec ipse vidi; ne facias Domine opprobrium nostrum.

EXPOSITIO.

Muchas vezes no he creydo
Lo que ahora veo aqui,
Y pues lo veo vengo a ti
Señor, que le libres pido.

D.n Gaspar Pilo Sassares.

Vide Domine afflictionem meam,
Considera quia ego tecum sum.

EXPOSITIO.

Grande afrenta se me haze
Señor en su campañia,
Y si bien jusga no es mia
Si esso a su Excellencia plaçe.

D.n Bernardo Sanna Alguerés.

Domine ne corrumpas insignia.

EXPOSITIO.

Señor es antiguedad
Que a costumbra en este dia
Hazer con grande alegria
Aquesta Noble Ciudad.

El Baron de Sorso.

Patres nostri manducaverunt uvam acerbam, et Parentes nostri destructi sunt.

EXPOSITIO.

Nuestros Padres causa fueron
Que esta afrenta nos suframos,
Y pues hijos nos hallamos,
Paçiençia pues lo hisieron.

El Governador de Capudoro.

Propter delicta nostra eveniunt nobis mala; sed libera nos a malo.

EXPOSITIO.

Verdad, que son nuestros males
Causa de nuestra verguenza
Però, Señor, indulgençia
Que nos libre de otros males.

Gracia obtorgada del Virey a los Sassareses en favor de su Padre.

Vos qui sequuti estis me, eruam vos de ignominia vestra, et Patrem vestrum salvare faciam.

EXPOSITIO.

No sufre Persona Real
Deshoura en sus servidores,
Y pues los soijs Señores
No sufriré cosa tal.

ADDITIO.

Pues tengo bien conoçido
Que nunca me haveis dejado,
Haré que no sea quemado
Vuestro Padre tan querido.

VOCATIO.

Venga D.n Fran.co amado
Que el hará mi embajada
A los Iurados, y haga
Que el Françes no sea quemado.

MISSIO.

Señor, vaya de mi parte
Al Señor Iurado en Cabo,
Y diga, que soy rogado,
Que el Françes no se maltracte.
A los otros diga assi
Pues estan halli presentes,
Que es rason a tales gentes
Se satisfaga por mi.

INSTANTIA.

Si disen, que no es rason
Se quite esta antiguedad,
Diga le den libertad,
Que esta es mi resoluçion.

Nobilis D.n Franciscus Amat mutuit sibi exposita.

EXPOSITIO.

Señores vengo embiado
De parte de Su Excelencia
Que al Françes se de indulgençia
Y que no sea maltratado.
Dicho me lo han, y rogado
Los Señores Sassareses
Como hijos de Franceses
Que el Padre no sea quemado.

El D.r Vellino Sassares, y Iurado Segundo.

Quam dulcia auribus meis eloquia tua!

EXPOSITIO.

O que dulce hablar que hase
Señor D.n Fran.co Amado,
Pues soy Segundo Iurado
Lo haré porque me plaçe.

Los quatro Iurados de Alguer responden a D.n Fran.co Amat.

Durum est contra stimulum calcitrare.

Digitized by Google

EXPOSITIO.

Pues requiere Su Excellencia
Que el Frances no sea quemado,
Señor D.n Fran.co Amado,
Le diga buena paciencia.
Super expositionem
Pues que ganar no podemos
Si contra de el contrastamos
Per esta vez le libramos
Y otras dos lo quemaremos.

D.n Fran.co Amado.

Sic honorabitur quemcumque voluerit Rex honorare, ne indignatio eius super nos veniat.

EXPOSITIO.

Desta suerte será honrado
Quien a su Dueño obedesse
Si mereçe, o no mereçe
No busquemos tal cuidado.

El Señor Obispo Machin Algueres.

Liberate eum quia ipse vult.

EXPOSITIO.

Pues no quiere sea quemado
Le libre con regosijo,
Y mi Sobrino, que es el hijo
Se de en su casa recado.

Los Iurados de Alguer.

Solvite eum, sinite abire.

EXPOSITIO.

Que se desate el Françes
Mandamos, et hoc in quantum
Possumus pro hac vice tantum,
Que es desir por esta vez.

Los muchachos de Alguer.

Ecce maledictus, lapidemus eum.

EXPOSITIO.

Pues tus hijos te han librado
Maldit Françes traydor
Aora has de morir peor
Moriras apedreado.

Escrive Alguer a Caller.

Fecit redemptionem plebis suae.

EXPOSITIO.

Hise la redempcion
Saçer de su Padre honrado
Pues a quemar condenado
Fue libre a su peticion.

Responde Caller a Alguer.

Inimicus ero inimicis tuis, et odiantes te disperdam.

EXPOSITIO.

Pues que Saçer redimio
A su Padre tan querido
Le sea comun enemigo
Que otro y tanto haré yo.
Super expositionem.
Por proximo no le tengo
Pues de mi está lontano,
Y pues a ti es sercano
Has lo que a desir te vengo.
Satis etc. etc. etc.

XV*.

Convenzione tra gl'inviati del Comune di Monte-Leone da una parte e il conte di Quirra col suo seguito di cavalieri e gentiluomini dall'altra, per l'assoldamento di uomini d'arme, balestrieri, e cavalli, all'oggetto di liberare dal carcere Nicoloso D'Oria, signore di detto luogo di Monte-Leone, di far guerra ai suoi nemici, e di riconquistare le castella, le terre, fortezze, e provincie appartenenti al di lui dominio.

(1412. — 15 Maggio)

Dai Regii Archivi di Cagliari, Reg. K, 4, fol. 21.

CAPITOLS *concordats ab les Messatgers de Montileho* (1).

A dies XV de Maiu de M.°-CCCCXII (2).

Capitulos hordinados concordados et agabados cum su Magnificu et Excelsu segnore Comte de Quirra (3), Cavalieris et gentilis hominis qui sunt in cumpagnia dessu ditu segnore Comte, dessas causas giustas et *rexionivi-*

(1) La sopra scritta rubrica in lingua catalana vi fu evidentemente apposta al tempo della formazione del Registro in cui la *Convenzione* fu inserita, giacchè questa essendo tutta per intiero dettata e scritta in lingua sarda, non vi sarebbe stato motivo di scriverne la intestazione in lingua forestiera, se tale intestazione fosse stata contemporanea alla *Convenzione* medesima.

(2) Da questa data, e da quanto si legge appresso nell'articolo 7° della presente *Convenzione* appare certo che Nicoloso D'Oria era ancora ritenuto prigioniero nel 15 maggio 1412. Quindi il Fara (DE REB. SARD. Lib. IV, Pag. 329, Edit. Taurin.), notando giustamente nel 1411 la battaglia in cui il D'Oria fu fatto prigioniero di guerra dal Visconte di Narbona, anticipò di un anno la di lui liberazione, dicendo che il Visconte *precibus Sassarensium* STATIM (eum) *dimisit*.

(3) Il conte di Quirra, o Chirra, di cui si parla in questo luogo, era Berengario Carroz, il quale con molti altri baroni catalani venne in Sardegna nel 1409 per combattere sotto gli ordini di Don Martino re di Sicilia contro il Visconte di Narbona. — Egli prese parte alla battaglia di Sanluri combattuta nel 30 giugno dello stesso anno; succedette nel 1411 a Giovanni Montagnans nel Governo di Cagliari e di Gallura; e nell'anno seguente contribuì efficacemente con Leonardo Cubello, marchese di Oristano, a mantenere in fede i popoli di Arborea, che il suddetto Visconte di Narbona tentò di bel nuovo di far sollevare e seguire le sue parti. Nel 1413 tolse in moglie Eleonora di Pietro Manriquez, ed ebbe in dote alcuni feudi in Sardegna per l'annua rendita di mille cinquecento fiorini d'oro. In tal guisa i Sardi, sotto il governo Aragonese, pagavano eziandio gli amori e le nozze dei baroni catalani. Vedi FARA, *De Reb. Sard.* Lib. IV, pag. 318 e seg. 329. 333 e seg. — ZURITA, *Annal de Arag.* Lib. XII, Cap. XXXIV.

Digitized by Google

les (1) qui intro dessu presente *caternacciu* (2) si contenit, causa at causa, capitulu at capitulu etc. ço est.

Et primo sos quales capitulos et hordinaciones amus rechestu et confirmadu primo Eo Franciscu de Sancta Columba (3), Antonilu Doria (4), Andria Iscanu, Iohanne de Serra Fara, et Gavine Fançelu Ambaxiadores mandados da essa honiversidade dessu loghu de Monte Leone (5); et simili sunt istados presentes a vider hoculadamente sas ditas causas et contratos qui amus fatu cum su ditu segnore Comte et Cavaleris qui sunt in cumpagnia sua sunti istados presentes Iulianu Sachoni, Clementi de Çori, et P. de Çori dessu ditu loghu de Monte Leone (6).

1. Item bolemus et ultriamus dari per ciaschadunu homini *darmas* (7), ço est cun sa lança in manu bolumus dari florinos *doro* (8) duchatos XI per mese, ço est per duos meses, qui sunt per sos duos meses fatos, monthan duchatos XXI (9); et çio si intendat qui in sa cantitadi dessa dita gente darmas non bi deviant aver pagios plus de XXI; sos quales pagios bolemus qui depiant aver florinos doro duchatos XI per ciaschadunu, secundu de supra (10).

2. Item bolemus et consentimus dari et pagari amorivilimente a totos sos balistreris qui su ditu segnore Comte at portari in cumpagnia sua, ço est qui siant a cavallu, bolemus dari florinos *Daragona* (11) VIIII.° per ciaschadunu su mese.

3. Item bolemus et consentimus dari et pagari, in cantu su ditu segnore Comte bolerit portari in compagnia sua Sardu alcunu de caluncha condicioni qui siat bene armadu et bene a cavallu, bolemus dari bene et amorivilimente florinos doro duchatos IIII.° secundu qui semper est consueptu (12).

4. Item bolemus et recherimus a su dito segnore Comte, cavaleris, et gentilis hominis qui sunt in cumpagnia sua qui su cominciamentu dessu mese non siat eçeptu su primo die qui ant cavaligari *dae custu loghu de* CALARIS (13), et SELURI (14); et in Seluri non si depiant aturari nen istari plus de una jornada, et poscha seguiri su caminu hui si depet andari, ço est assa vila de MACHUMERE (15) in sa quali bolemus et consentimus dari su soldu a sa dita gente, tantu de intro in sa dita vila, cantu in sa LIGHERA (16), over in BOSSA (17).

5. Item bolemus et recherimus a su dito segnore Comte cavalieris et gentilis hominis qui sunt in compagnia sua, qui sos ditos hominis de cavalu siant bonos et sufficientes, bene a cavalu, et bene armados.

6. Item bolemus et recherimus a su ditu segnore Comte cavalieris et gentilis hominis qui sunt in compagnia sua, qui sa *mostra* de sa dita gente siat facta in sa vila predita de Machumere, over in sos loghos de supra narados hui debent reciveri su ditu soldu.

7. Item bolemus et recherimus a su ditu segnore Comte cavalieris et gentilis hominis qui sunt in compagnia sua, qui sa dita gente darmas depiant fagueri sa guerra bene et lealimente per honori de su grandi principe Segnori Re Daragona, et per salvacioni et *ischampamentu* de su Signori nostru Misser NICOLOSU (18), et simili pro su populu et huniversidadi de su ditu loghu de Monte Leone.

8. Item bolemus et recherimus a su ditu segnore Comte cavalieris et gentilis hominis qui sunt in compagnia sua,

(1) *Rexioniviles;* cioè *ragionevoli.*

(2) *Caternacciu*, vale a dire *quinterno.*

(3) Forse è lo stesso Gio. Francesco di Santa Colomba, che nel 1398 era stato Vicerè di Sardegna. E forse il Comune di Monteleone lo aveva messo alla testa dei suoi inviati *(ambaxiadores)*, onde con la sua autorità potesse più facilmente conchiudere la convenzione col Conte di Quirra.

(4) Antonilo o Antonino Doria era probabilmente un qualche stretto congiunto di Nicoloso Doria.

(5) Erano questi cinque gli ambasciatori del Comune: gli altri tre, li di cui nomi si leggono appresso, furono soltanto presenti alla Convenzione e testimoni dell'atto, quindi scrittone nel *caternacciu.*

(6) Qui finisce l'introduzione all'atto. Seguono immediatamente i patti, i quali, per maggior chiarezza, ho controsegnato con numeri che non esistono nell'originale.

(7) *Darmas*, cioè *de armas* o *d'armas.*

(8) *Doro*, ossia *de oro*, o *d'oro.* Che cosa poi fossero questi *fiorini d'oro ducati (florinos doro duchatos)* non è facile indovinarlo. Il meno improbabile pare, che si convenisse di pagare al mese tanti fiorini d'oro quanti ne valeano undici ducati; lo che si può arguire dal conto che subito dopo si fa del montare della paga di due mesi già serviti, nel quale non si parla più di *fiorini d'oro*, *ma di soli ducati.*

(9) Qui occorse assolutamente errore di cifra, o nell'originale, o nella copia, perchè la paga di due mesi, a ragione di undici ducati al mese, somma a XXII ducati, non a XXI come sta scritto.

(10) Come si vede non si fece distinzione pel soldo mensile tra gli uomini d'arme e i loro paggi, poichè anche per costoro furono stabiliti undici *fiorini d'oro (duchatos)* al mese. Però il numero dei paggi fu ristretto a soli ventuno, mentre quello degli uomini d'arme o di grave armatura non fu determinato.

(11) *Daragona*, cioè *da Aragona.*

(12) Era dunque costume che gli uomini d'arme nativi dell'isola, laddove prendessero soldo di guerra per servire nell'isola medesima, erano pagati a ragione di fiorini d'oro *(duchatos)* quattro al mese.

(13) *Dae custu loghu de* CALARIS, ossia da *questo luogo di* CAGLIARI; lo che dimostra che la Convenzione fu fatta e conchiusa in Cagliari.

(14) SELURI; odierno SANLURI.

(15) MACHUMERE; l'attuale villaggio di MACOMER, antica MACOPSISSA dei tempi romani.

(16) LIGHERA; la città di ALGHERO.

(17) BOSSA; l'antica e l'odierna città di BOSA.

(18) NICOLOSU; cioè Nicolò D'Oria, NICOLOSU DE AURIA, come vedesi nuovamente nominato nel seguente capitolo 8.°. Era egli figlio di primo letto di Brancaleone D'Oria che poi tolse per seconda moglie la famosa Elconora di Arborea; era Conte di Monteleone, e di Castel-genovese; possedeva le importanti rocche di Bonvicino, di Ardara, e di Chiaramonti; dominava nelle regioni *(incontradas)* di Cabo Abbas, di Meilogu, e di Anglona nel Logudoro; e pretendeva inoltre a dritti feudali su Terranova nell'antico GIUDICATO di Gallura. Dappoichè, per la caduta del Giudicato di Arborea, Leonardo Cubello fu investito della maggior parte dei luoghi che costituivano gli antichi Stati Arborensi, col titolo di Marchese di Oristano e di Conte di Goceano, Nicoloso D'Oria rimase in fede verso i Re di Aragona, e concorse con le sue genti e col proprio denaro a combattere i nemici degli Aragonesi, fra i quali era allora Guglielmo visconte di Narbona, che con le armi alla mano sostenea i propri dritti al suddetto GIUDICATO di Arborea. Ma nel 1411 egli fu vinto e fatto prigioniero dal Narbonese; e la presente CONVENZIONE riguarda appunto la sua prigionia e i mezzi co' quali i suoi vassalli cercavano di farlo mettere in libertà, e riacquistargli tutti i luoghi e terre da lui perdute in quella guerra. Liberato poi col riscatto di tremila fiorini d'oro pagato dai Sassaresi, e restituito alla sua primitiva potenza, si vide perseguitato dagli Aragonesi medesimi ch'egli per tanto tempo avea difeso, perchè essi mal soffrivano che avesse una così grande influenza nell'isola. Quindi fu da necessità costretto a combattere contro questi nuovi dominatori stranieri. Sostenne valorosamente nel 1434 l'assedio del castello di Monteleone postovi dalle armi regie; e non fu che due anni dopo che il medesimo fu da lui ceduto per accordi coll'altro suo castello di BONVEHI, o di Bonvicino. Nel 1437 gli fu tolto per forza d'armi il castello di Chiaramonti; per lo che egli si mosse a combattere nuovamente, ed espugnò il castello Doria. Ridotto così alla sola signoria di Castelgenovese, Nicoloso D'Oria vi si difese per undici anni continui contro gli sforzi riuniti degli Aragonesi e dei Sassaresi; ma finalmente nel 1448 dovette cedere, e quest'ultimo baluardo della sua indipendenza cadde in potere dei suoi nemici (Ved. FARA, *De Reb. Sard.* Lib. IV, pag. 329-30-45-47-49-51).

Digitized by Google

qui totos sos Castelos terras et fortalitias et contradas apartenentes giustamente et *madrimonialimente* (1) assu ditu Segnore nostru Misser NICOLOSU DE AURIA, qui per issa dita gente d'armas saet poder conchistare, depiant esser torradas et restituidas in podere et libertade dessu populu et huniversitade dessu ditu loghu de Monte-Leone per parte dessu ditu Segnore nostru Misser Nicolosu. Et simili recherimus de graçia ispeçiali a su ditu segnore Comte qui depusti conchistadu et recuperadu qui siat alcunos de sos ditos loghos et fortalitias su ditu segnore Comte de benignitati sua li plachat dignare si cunsignare et confirmare sos ditos loghos assu ditu populu et huniversitade de Monte-Leone supra sa auctoritade et libertade qui su ditu segnoré Comte aet dessu ditu Segnore Re Daraghona; et de çio lu pregamus. Et in cantu alcunos de sos ditos loghos esserent discrepantes et rebellos, qui non bolerent essere a bona concordia, et intrare los podet su ditu segnore Comte cum sa dita gente darmas per força, qui totas sas personas et averes de cussos bolemus et consentimus qui depiant essere dessu ditu Comte et gentes; et issos ditos loghos et fortalitias supraditas remanguant in podere de sos homines dessu Nobili Segnore nostru Misser Nicolosu; ço est, et primo su castelu de BONVIGHINU (2), cum sa contrada de CAPU DABBAS (3), sa *capula* (4) cum su castelu d'ARDAR (5); et simili sa contrada de MESULOGHU (6) et ÇIARAMONTE (7), cum sa contrada de ANGLONA (8); et simili pro consechenti de TERRANOA (9) cum sas appartenencias suas.

9. Item consentimus et ultriamus, in cantu sos ditos *conçidentes* (10) faguirint gracia a su Segnore nostru Misser Nicolosu, qui esseret liberadu de sa prexione per força over per amore, qui su soldu qui sa dita gente at avere recividu siat ipsoro bene et giustamente, et qui nexunu no li depiat narare contra, cantu su dito Segnore nostru Nicolosu, cantu *ençiandš* (11) servidore suo alcunu.

XVI*.

Ferdinando I Re di Aragona scrive a Leonardo Cubello, marchese di Oristano e conte di Goceano, in Sardegna,

(1) *Madrimonialimente;* appartenenti cioè a Nicoloso Doria per via della moglie, la quale, come si notò avanti (Ved. sopr. CARTA n.° V*. in not.), era sorella di Leonardo Cubello, Marchese di Oristano e Conte di Goceano.

(2) BONVIGHINU. Corrisponde all'originale denominazione catalana BONVEHI, che si trova più spesso nelle carte antiche.

(3) CAPU DE ABBAS. Castello già appartenente agli antichi GIUDICI di Torres.

(4) CAPULA (parola originale sarda). Significa *tratto di territorio* appartenente a territorio più vasto od a luogo abitato.

(5) D'ARDAR Castello d'ARDARA, residenza ordinaria degli antichi GIUDICI Turritani nei secoli XII e XIII, dalla quale sono datati molti loro ATTI diplomatici e varie CARTE di donazione (Ved. il Vol. I di questo CODICE).

(6) MESULOGHU, odierno MEILOGU.

(7) ÇIARAMONTE, odierno CHIARAMONTI, che in sardo logudorese (il vero sardo originale) si pronunzia ancor oggi ZARAMONTE.

(8) ANGLONA; vasta e ferace regione del LOGUDORO. Fu infeudata sotto il governo Aragonese; e poi sotto il governo Spagnuolo fu eretta in *Principato.*

(9) TERRANOA; l'odierna TERRANOVA nell'antico GIUDICATO di Gallura.

(10) *Conçidentes;* vale a dire *contraenti, concedenti;* e si riferisce alla gente armata che dovea seguire il Conte di Quirra per liberare Nicoloso Doria.

(11) *Ençiandš;* abbreviatura di *çiandeus* (*etiamdeus* lat.).

dicendogli di aver conferito con gli ambasciatori da lui inviatigli, di sapere quanto egli avea fatto e faceva nell'isola a favore della Corona di Aragona; gli promette perciò rimunerazione e favori, lo prega di continuare virilmente la guerra contro i nemici di detta Corona, e gli annunzia il prossimo invio di uomini d'arme e di balestrieri.

(1412. — 14 Settembre).

Dai Regii Archivi di Barcellona, REGISTR. SARDINIAE, I, ab ann. MCCCCXII ad ann. MCCCCXV, fol. 2.

LO REY DARAGÓ, É DE CICILIA.

MARQUÈS, *per vostres Misatgers*, devant nostra presencia tramesos, havem entesa *la relació quens han explicada de vostra part, axì mateix havem entesa* la bona fama vostra, è los notables serveis, que havets fets, y continuats fer à la nostra Corona Reyal, los quals havem en memoria, è record, è no passaran sens digne remuneració, *perçous pregàm, e manàm que vullats aquells continuar axì com de vos sertament confiàm, certificants vos, que Nos farèm prestament delliurar vostres Misatgers ab bon recapte, è trametrèm aquì socors de gent darmes, è Ballesters,* sostenint aquells qui ja son aqui, per tal manera, que los traydors, è rebelles à nostra Real Corona, seran destruits axì com merexen, è de lur destrucció serà perpetual memoria, qui donarà exemple à tots los altres (12). Dada en Zaragoça à xiiii dias de setembre del any M.CCCC.XII.

REX FERDINANDUS.

Dirigitur Nobili et Dilecto nostro Marquesio Doristanij, Comiti de Gociano.

XVII*.

Ferdinando I, Re di Aragona, a domanda fattane da Elia, Arcivescovo di Arborea, ambasciatore di Leonardo Cubello, marchese di Oristano e conte di Goceano, in Sardegna, concede a quest'ultimo, e conferma a di lui favore tutti i privilegi, donazioni, franchigie, immunità e concessioni, che per lo innanzi gli erano state fatte, ordinandone la perpetua ed inviolabile osservanza.

(1415. — 20 Agosto)

Dai Regii Archivi di Barcellona, REGISTR. SARDINIAE, II, ab ann. MCCCCXV ad MCCCCXVI, fol. 3.

Pateat universis quod Nos FERDINANDUS Dei gratia REX ARAGONUM, Siciliae, Valentiae, Majoricarum, Sardiniae et Corsicae, Comes Barchinonae, Dux Athaenarum et Neo-

(12) I ribelli alla Corona, ai quali si accenna nella presente lettera, erano Guglielmo Visconte di Narbona e i suoi aderenti e seguaci. Il Narbonese pretendeva all'antico GIUDICATO DI ARBOREA in virtù dei dritti trasmessigli da Beatrice di Arborea, ultima figlia del GIUDICE Mariano IV e sorella della famosa Eleonora di Arborea. Questi dritti egli sosteneva colle armi; e Leonardo Cubello, che prima parteggiava per lui, seguì poi le parti del Re di Aragona, e sostenne, ora solo, ed ora con l'aiuto delle armi Aragonesi una viva guerra contro lo stesso Narbonese.

Digitized by Google

patriae, ac etiam Comes Rossilionis, et Caeritaniae. *Ad humilem supplicationem* per Reverendum in Christo Patrem Eliam, Archyepiscopum Arborens. Nuntium, et Ambaxiatorem, per vos Egregium Leonardum, Marchionem Aristanni, et Comitem Gossiani, ad Nos missum *propterea nobis factam, omnia et singula Privilegia, donationes, franquitates, concessiones, immunitates, ac bonos usus, facta, concessa, et indulta, ac factas, concessas, et indultas, vobis dicto Egregio Marchioni, huius Cartae nostrae serie, laudamus, approbamus, ratifficamus et confirmamus, ac nostrae confirmationis praesidio roboramus, si et prout iustius eis, melius que usus fuistis.* Mandantes per eandem Inclito, et Magnifico Alphonso, Principi Gerundae, primogenito nostro charissimo, ac in omnibus Regnis, et terris nostris Generali Gubernatori, et post dies nostros longaevos, Deo propitio, legitimo successori, eiusque vicesgerentibus, alijsque universis, et singulis Officialibus nostris, et Subditis dicti Regni Sardiniae, et etiam caeteris, tam citra, quam ultra mare, infra nostri dominium constitutis, praesentibus, et futuris: Quatenus confirmationem nostram hujusmodi teneant firmiter, et observent, et faciant ab aliis inviolabiliter observari, et non contraveniant, nec aliquem contravenire permittant aliqua ratione. In cuius rei testimonium praesentem vobis fieri iussimus, nostro sigillo pendenti munitam. Dat. Valentiae, vicessima die Augusti, anno a Nativitate Domini M.CCCC.XV. Regnique nostri quarto.

Sig✝num *Ferdinandi, Dei gratia Regis Aragonum, Siciliae, Valentiae, Majoricarum, Sardiniae et Corsicae, Comitis Barchinae, Ducis Athaenarum et Neopatriae, ac etiam Comitis Rossilionis et Ceritaniae. Rex Ferdinandus.*

Testes sunt, Petrus Archiepiscopus Terrachonae, Alfonsus Dux Gandiae, Enricus de Villena, Ioannes Comes Cardonae, et Petrus Maça de Liçana, Consiliarij Domini Regis.

Sig✝num *mei Pauli Nicolai, dicti Domini Regis Secretarii, qui praedicta de ipsius mandato scribi feci, et clausi. Corrigitur autem in lineis* iij FACTA *et alibi, in eadem* iiij ET INDULTAS.

Dominus Rex mandavit mihi, Paulo Nicholai, et visa fuit in Concilio, ubi lecta, et informatus idem Dominus Rex, mandavit expediri.

XVIII*.

Pietro, Arcivescovo di Cagliari, presenta un Ordine di Berengario Carroz, capitano generale di Sardegna, onde non essere turbato nella pacifica possessione e nell'esercizio dei suoi dritti sulla villa di SANT'ADA *nel luogo di* SOLCI, *dipendente da* VILLA di CHIESA *(odierno Iglesias).*

(1415. — 16 Novembre)

Dall'Archivio Arcivescovile di Cagliari, *antico* CODICE *membranaceo, Lett.* A, fol. 232, pag. 2.

Noverint universi Quod die Sabati parum ante occasum Solis intitulata Sexta decima mensis Novembris anno à Nativitate Domini millesimo quadrigentesimo quinto decimo Reverendissimus in Chripsto Pater, et Dominus Dominus Petrus Dei Gratia Archiepiscopus Callaritanus existens personaliter in Villa Ecclesiarum *de* SUCIO (1) videlicet in domo sive abitatione venerabilis et discreti Antoni Locti Canonici Sulcitan̄ in presentia Reverendi Domini Iohannis Sulcitan̄ Episcopi et honorabilis Petri Cotgij militis minoris dierum hereditati in Capite Callari ac etiam discreti Nicolai Formerij connotarij mei Mathei Serra Notarij et Scriptoris Curie Gubernatoris Callari infrascripti obtulit et presentavit ac per dictum discretum Nicolaum Formerii Connotarium meum predictum et infrascriptum legi *publicari et intimari* perquesivit *Venerabili Piscont Xesse Mercatore abitatori* dicte Ville Ecclesiarum quandam patentem Literam Sigillo secreto dicte Gubernatoris Callari et Gallure in dorso (munitam) et manu propria Nobilis et Egregii Domini Berengary Carroz Comitis Guirre Rector Capitis sive Provincie Callari et Gallure Regni Sardinie et Capitanei Generalis in dicto Regno Sardinie et Corsice per Illustrissimo Domino Aragonum Rege nec non in manu Venerabilis Raimundi Vitallis in legibus licenciati Assessoris Ordinarij dicte Gubernationis subsignatam hujusmodi Seriei. Nos enim Berengarius Carroz Comite de Guirre Rector de la Provincia o Cap de Callar e de Gallura del Regne de Sardenia e Capità del dit Regne de Sardenia e Corseca per lo Molt alto Segnior Re de Arago: Al amat Piscont Xesse abitador de Villas desglesias salut et dilecio. Com lo molt Reverent Pare en Xpt Enpere per La Divinal Providencia Archibisbe de Callar ase en poder Nostre fermat de dret sobr la possessio la qual afferma aver e tenir de la Villa de Santa Ada en Sols situada, dretes rends et jurisdicions de aquella dubtanse que Vos..... inquietets o perturbar facats en aquella segons afermat et dit avets fer..... la qual firma es estada rebuda per Nos en tant com per dret é justicia fer se deu per tal de part de dit Segnor Rey à Vos manam sots pena de mil florins dor dels propris bens havedors als Confrens del dit Senor Rey aplicadors, que de la dita Villa de Sant Ada jurisdicion rendens o atres drets de aquella nos entremetats o entremetre facats: ne en la possessio a aquel molt Reverent Archebisbe perturbets ne perturbar facats en manera alguna. Empero si dret alqu' pretenets aver sobre la dicta Villa, assignam vos que dins spais de deu dies premers venents, los quals tres per la prima, tres per la segona, é quatre per la terca e perentoriament vos assignam, siats compegunt devant Nos o vostro legitimo procurador per mostrar aquells vostres rahons que avets. En altra manera passat lo dit termino per à vos esclusa e tolta via de aqui avant de manar e expir per la dita raho. Datum en Castell de Callar a set dies de Novembre enl anno de la nativitat del Nostro Señor de mytt y $\overline{\text{cccc}}$° XV.

F. Assesor. Berengary Carroz. Quibus sic presentatis et per dictum discretum Nicholaum Formerij Connotarium meum..... de pisconte de verbo ad verbum lectis publicatis, at intimitatis mox idem Venerabilis pisconte Xèsse in presentia testium antedictorum verbo dixit quod

(1) *De* SUCIO, cioè *de* SULCIO, o di SOLCI.

Digitized by Google

recipiebat preinsertam, literam dicti nobilis et egregij Rectoris et Capitanei cum illis humili et sujeta reverencia quibus decet et quod erat presto contenta in dicta litera in omnibus et per omnia adimplere; petens pro sui excusacione copiam et transumptum de eadem litera sibi confici et tradi per discretum Nicholaum Formerij conotarium prefatum, nihilominus eadem registrari in Curia Regia honorabilis Capitanei et potestatis dicte Ville Ecclesiarum. Et in continenti dictus Reverendissimus Dominus Archiepiscopus istis sic responsis adque peractis, requisivit de omnibus et singulis supradictis sibi fieri atque tradi publicum et publica instrumenta ad eternam rei memoriam. Acta fuerunt hec die hora et loco prefixis presente predicto discreto Nicholao Formerij connotario mei Ma X thei Serra Notarij et Scriptoris ad hec specialiter vocatis et assumptis.

Signum mei Mathei Serra autoritate Illustrissimi Domini Aragonum Regis notarij publici per totam terram et dominationem suam cui predicta omnia in hanc publicam, et autenticam formam instante, et requirente Re.mo in Xp.to Patre et Domino Petro Dei gratia Archiepiscopo Callaritano predicto, redigi et per dictum discretum Nicholaum Formerij connotarium meum..... Scribi feci, clausique die festa mensis de Iunii anno a Nativitate Domini millesimo quadrigentesimo Sexto decimo.

Locus + Signi.

XIX*.

Don Alfonso V Re di Aragona significa il suo gradimento a Leonardo Cubello, marchese di Oristano e conte di Goceano, per la fedeltà e l'affetto con cui aiutava e proteggeva gl'interessi della Corona Aragonese in Sardegna; gli raccomanda gli ufficiali regii che mandava nell'isola per prendere possesso delle Encontrade *(regioni) di* Parte Guilxieri *e* Parte Barighada *devolute alla Corona dopo la morte, già accaduta, del feudatario Valore De Liga, o De Ligia; e per quanto riguarda il servizio generale del Regno di Sardegna, ascoltasse con fiducia quanto gli direbbe Bertino Ferrer, al quale avea dato le sue istruzioni, e mandava perciò nell'isola in qualità di* Conservatore *del Reale Patrimonio.*

(1416. — 3 Dicembre)

Dai Regii Archivi di Barcellona, REGISTR. SARDINIAE, CURIAE SIGILL. SECRET. ab ann. MCCCCXVI ad MCCCCXX, fol. 99.

LO REY.

MARQUÉS. Per relaciò del Conservador de nostre Patrimoni, en aqueix Regne, som stats certificàts de la bona intenciò, é affeciò que havets, en favorir nostres bens, é Officials en aqueix Regne, monstrant vostra feeltat devers nostra Corona, la qual cosa vos grahim molt. Certificants vos que vos, e vostres fets havrem per recomanats, en tel manera, que sera vostra benavenir. Ia sabets com per mort del Noble Mosen Valor de Liga, les Encontrades de parte Guilxieri, è de parte Barighada, son devoludes, à nostra Cort, *et com aquelles sien circumvehines à vostre Marquesàt; vos pregàm, è encarregàm, tant affectuosament com podèm*, que los nostres Officials qui aqui trametèm per regir aquelles, è cullir nostres drets, haiats per recomanats endresant aquells, en totes aquelles coses, que toquen honor nostre. Sobre algunes coses tocants nostre servey, è ben avenir, en lo dit Regne, havèm informàt de nostra intenciò lo feel Conservador nostre, en Ferrer Bertins; perque donatsli fè, é creença, en çò quens dirà de nostra part, cumplintlo per obra, axì com de ves confiàm. Dat en Sent Boy de Lobregàt, sots nostre Sagell secret à iij dies de Decembre del any M.CCCC.XVI.

REX ALFONSUS.

Dominus Rex mandavit mihi Paulo Nicolai.

Al Noble, è amàt nostre en Leonardo Cubello, Marquès Doristany.

XX*.

Frammenti del Sinodo Diocesano convocato da Leonardo vescovo di CRASTA, *una delle antiche Sedi Vescovili di Sardegna.*

(1420. — 9 Marzo)

Apografo esemplato dal Codice originale già esistente nella Chiesa Parrocchiale di S. Michele di BONO.

+ Yhus Xpus +

Custos sunt prologos dessu Reverde Eppu, Archiprede, Calonigos, et Clero de CRASTA (1).

Nos Leonardus per ipa gratia de Deu Eppu de Crasta (2) essendo in *Santu Miali* (3) de Bono (4) celebrando Sancto Sinnodu cum sos venerabiles frades, et figios nostros sos Calonigos de Crasta desiderande de hordinare alcunas pias et sanctas ordinationes qui esserent a laude et gloria dessu altissium Deu et conservatione dessu istadu nostru Ecclesiastichu salvatione et utile de totu sas animas christianas dessa Ecclesia et Diocesi nostra de Crasta. Et pertantu una cum sos predictos venerabiles frades et figios

(1) La Chiesa e Diocesi di CRASTA esisteva nella provincia o regione di MONTEACUTO, e propriamente nel GOCEANO, posseduto poi col titolo di *Contado* dagli antichi regoli di Arborea, e quindi per via di confisca passato nel dominio dei Re di Aragona. Lo stabilimento di questa Sede Vescovile rimonta ai primi anni del secolo XI, secondo le memorie finora conosciute. Ne fa ricordo Cencio Camerario nel libro dei *Censi della Chiesa Romana* pubblicato dal Muratori. Nel principio del secolo XVI fu unita alla Sede Vescovile di OTTANA, la quale, sotto il pontificato di Alessandro VI, fu trasferita alla città di Alghero. — Il presente documento è anche importante perchè i *capitoli* del Sinodo sono dettati e scritti nella vera e genuina lingua sarda del secolo XV.

(2) Il vescovo Leonardo era nativo di Sassari, e appartenne all'Ordine dei Frati Minori (Ved. Wading. *Annal. Minor.*, Tom. IX ad ann. 1412, n.° 2, pag. 351 — e Tola, *Dizion. Biogr. dei Sardi Illustri*, Vol. II, pag. 185.

(3) *Santu Miali*, ossia *San Michele.*

(4) *Bono*, attuale e grosso villaggio di Sardegna, capo-luogo del Contado di Goceano.

Digitized by Google

nr̄os amus querfidu examinare et reconosquere sas constitutiones . . . . . sas quales in sa prima introductione nostra . . . . . dicta Eccl̄a et Diocesi amus acatadu . . . . . cum consigiu et mandura deliberatione dessos antedictos venerabiles Calonigès et Capitulu (1) amus confirmadas aumentadas et cresquidas de bene in megius. Sas quales constitutiones tantu *vezas* (2) comente et icussas qui novamente amus ordinadas . . . . . hordinamus et comandamus in virtude de sancta hobedientia, et . . . . . sas penas . . . . . et promulgadas qui sian servadas et mantenidas perpetualmente in sa dicta Eccl̄ia et per dicta Dioces. ur̄a de Crasta. Dat in sa predicta Eccl̄ia et palatio ur̄u dessa villa de Bono ā dies viij dessu mese de Martu . . . . . ccc. . . x. (3)

Custas sunt sas constitutiones et capidulos dessa Dioces. dessu Epp̄adu de Crasta confirmatas ut supra.

Sacrament. Ep̄u

I. Primo constituimus et hordinamus qui *qualchunu* (4) clericu in sacris constitutu dessa presente Dioces. de Crasta, et maxime sos *preid̄es* (5) benefitiados et curados, depiant aver su breviariu cum su quale depiant continuamente narrare su divinu offitiu; in atteru modu nexunu potat reger cura de animas nen minus si potat consacrare a preid̄; et si alcunu benefitiadu non haveret et esseret per tres voltas monidu dae su *preladu (prelato, vescovo)* over logu suo siat suspesu ab offitio et benefitio over cura si curadu hat esser per anno et dae cussas rendas siat comporadu su breviariu (6).

II. Item constituimus qui nexunu preid̄ non potat narrer missa ad minus qui apat naradu matutinu et naradu prima; reservadu si esseret extrema necessidade; nen minus potat celebrare ante aurora, et si alcunu fatat in contrariu siat suspesu a divinis pro tres meses, et pro absolverlu paguet assa obera de Sc̄ta Maria de Crasta unu duchatu bonu (7).

III. Item constituimus qui ziascunu Curadu de animas siat tennidu de haver in podere suo su *crijma* (8) et *hogios sanctos* (9) assu pius tardu fini assa octava de pasca; su quale crijma et hogios non faguendelos in Crasta apat cora su Archipreide portare o faguer portare in sa Dioces. dae su quale ciaschedunu de cussos lu depiant *leare* (10); et pro sa dispesa et traballos suos, essende cum Curadu, ili depiat dare *ss. iiĭ* (11); et si alcunu de cussos baptizaret sensa *crisma* (12) et hogiu santu non passadu in dictu tempus, paguet assa dicta hobera de S. Maria per ogni volta unu ducatu bonu.

IV. Item constituimus qui ciascadunu beneficiadu servende a beneffitiu suo a manu siat tennidu ponner cappellanu qui bene regiat sa cura; et hue alcunu morgeret sensa confessione over baptisum per culpa dessu benefitiadu over curadu, siat privadu . . . . . dassu preladu et cabidulu de Crasta; assos quales curados depiat dare sa cura su preladu *hover* (13) su vicariu suo, et intra sas ateras cosas cussos curados siant tennidos de ammonire su populu, qui a sa morte siant confessados, cominigados, et hogiados, et fatant testamentu (14).

V. Item constituimus qui quando alcunu beneffitiadu *bogiat* (15) ponner servidore in su beneffitiu suo volumus qui cussu cappellanu siat naturale dessa presente Diocesi, accordandosi impare dessu premiu suo cum cussu beneffitiadu pro su pr̄iu (16) qui inde aut a dare ad unu ateru; et non volendo istare a servidore pro cussu pr̄iu qui in tale casu cussu o cussos beneffitiados potant aver cappellanu *daunde* (17).

VI. Item constituimus qui su preladu non potat ponner cappellanu pro servidore in nexunu dessos beneffitios ezetu cuddu qui lat presentare su beneffitiadu, et ay cussu dare depiat sa cura; reservadu si alcunu beneffitiadu non se curaret nen daret servidore assu populu suo, in tale casu su preladu ammonire depiat ad icussu incurabile per tres voltas, et non bobedende tando su preladu providat in cussa cura.

VII. Item statuimus qui ciascunu beneffitiadu et totu clerigos insacris constituhidos depiant benner cum sas *cotas* (18) assas duas festas de Crasta, ço est pro *mesaustu* (19) et pro xxv. de Martu; et simile ad sos cabidulos hordinados; et qualunca fatat su contrariu paguet per omnia volta assa dicta *obera* (20) unu ducatu bonu; et venendo sensa cota paguet ss. v.

VIII. Item statuimus qui ciascunu Curadu depiat dae su principiu dessa xl^{a} (21) amonire et hortare su populu suo qui vengiat assa sancta confessione a fine qui pro sa pasca siant totu sos *deydade* (22) ligitima confessados et cominigados; et issu iscritu de cussos confessados cascatunu curadu depiat portare in copia assu preladu assa festa dessu corpu de X̄pos, a pena de unu ducatu assa dicta obera (23).

(1) Il Capitolo della Cattedrale di Crasta era composto di un Arciprete, dieci Canonici, ed altri Beneficiati e Chierici. La Chiesa Cattedrale suddetta era dedicata alla B. V. M.

(2) *Vezas*, cioè *vecchie*, ossia antiche.

(3) Le lacune che si vedono nelle cifre dell'anno sono evidentemente lo spazio in cui erano scritte le altre seguenti M. . . C. . . . e X. Laonde si deve leggere MCCCCXX. Ed a tale anno appunto gli Storici Sardi Fara e Vico riportano le presenti *Costituzioni Sinodali* (le quali però erano 42); lo che si accorda co' monumenti ecclesiastici della elezione di Leonardo a Vescovo di Crasta.

(4) *Qualchunu*. Qui significa *ciascheduno;* e bisogna avvertirlo per non confonderlo con *qualcheduno*. Crediamo per altro che il copista abbia scritto *qualcunu* per errore materiale, poichè negli altri luoghi di questi frammenti si legge, ora *siascunu*, ed ora *ciascadunu* in significato di *ciascuno* e *ciascheduno*.

(5) *Preides;* cioè *Preti*, o Sacerdoti. La parola è abbreviatura di *Preideros*.

(6) Pare adunque che perfino i Sacerdoti con cura d'anime mancassero talvolta del Breviario per le preci.

(7) La pena si risolveva nella multa di un ducato da applicarsi all'Opera di Santa Maria di Crasta.

(8) *Crijma;* cioè il *Crisma*.

(9) *Hogios sanctos;* ossia gli *Olii santi*.

(10) *Leare*, dal lat. *levare;* e qui significa *prendere*.

(11) *ss. IIĭI*, cioè *soddos quatuor* (soldi quattro).

(12) *Crisma*. Qui è scritta la parola latinamente.

(13) *Hover;* cioè *ovvero*. Questa parola è scritta talvolta con *h* e talvolta senza.

(14) È da notare come fra gli avvertimenti che il Curato dovea dare al popolo, affinchè i moribondi si munissero dei sagramenti, vi fosse pur quello che facessero il loro testamento.

(15) *Bogiat;* cioè *voglia*.

(16) *Pr̄iu;* abbreviatura di *prexiu*, ossia *prezzo*.

(17) *Daunde*, cioè *altronde*, *da altro luogo*.

(18) *Cotas*, ossia *rocsetti*, *rocchetti* clericali.

(19) *Mesaustu*. Sono due parole unite, cioè *Mesu Austu*, ossia *Mezzagosto*

(20) *Obera*. Qui è scritto senza la lettera *h*.

(21) *XL.ª*; abbreviatura di *Quadragesima*.

(22) *Deydade*. Unione delle due parole *de ydade;* che vuol dire *di età*. In sardo logudoresco si scrive, e trovasi scritto più esattamente in altri documenti *de etade;* ed è preso dal latino *de aetate*.

(23) Era dunque in vigore l'obbligo di notare i nomi di quei parrocchiani, che si accostavano alla comunione pasquale.

Digitized by Google

VIIII. Item statuimus, qui quando alcuna persona morreret sensa esser cunfessada in cussu annu, volimus qui cussu tale non siat seppellidu in sagratu; reservatu si cussu averet dimandadu sa confessione, hover averet fatu alcunu signu de contritione in sa hora dessa morte, su quale siat probabile; et si alcunu preide fatat in contrariu paguet assa dicta obera *tt x* (1).

X. Item statuimus qui quando alcunu siat ixcomunigadu dae su preladu o dae su curatu suo hover dae ateru preide (2) qui in cura apat iurisditione, nexunu ateru preide no lu potat absolver neu *rezier* (3) in divinis, ad minus qui cussu qui lu hat ligadu lu apat absolver restituhindo assa parte; et hue alcunu scientemente fatat su contrariu *guadat* (4) in cussa pena de ixcomunigatione, et paguet su qui cussu haviat a dare ad icussu creditore pro su quale fudi ixcomunigadu; et anthis pro sa tanta presumtione qui hat hapidu paguet assa dicta obera tt x., reservatu si esseret in mortis articulo (5).

XI. Item statuimus et hordinamus qui a ciascunu Clerigu benefitiadu, et non beneffitiadu dessa present. Dioces. de Crasta siat licitu et potat ordinare et faguer testamentu in vida et in morte sua, et icussu codicillu et testamentu bagiat, et apiat valore sensa nexuna disputa nen contrastu, non obstante quale si vogiat lege in contrariu.

XII. Item statuimus qui quando alcuna de cussos clerigos morrerent ab intestato qui totu sos benes et robas de cussu deffuntu siat dessos heredes suos propinchos, pagados impero totu sos depidos qui averet; et simile si paguet dae cussas robas assu preladu pro expolia liras degue, et non potat su preladu demandare plus de cussas tt degue; et issos depidos siant sempre prima in tempus si sa Ecclia haviat a rezier (6).

XIII. Item statuimus qui nexunu preidē non potat parrer missa nen administrare nexunu sacramentu ecclesiastica in nixunu beneffitiu angenu sensa licentia dessu beneffitiadu hover curadu; et qui fatat in contrariu quadat in ipso facto in excomunigatione; reservadu in casu necessitatis, ço est báptismu et confessione.

XIV. Item statuimus qui nexunu preidē potat firmare nixunu matrimoniu ad minus qui siat pronuntiatu in Ecclia tres voltas; et qui fatat su contrariu siat privadu dessa cura; et si esseret beneffitiadu paguet assa dita obera tt x. (7).

XV. Item statuimus qui nexunu preidē potat faguer matrimoniu de nixunu parochianu nen parochiana augena in logu nixunu ad minus de licentia dessu beneffitiadu principale de cussu; et hue alcunu su contrariu fatat siat privadu dessa cura et condennadu assa dicta Obera in tt x; et si esseret benefitiadu siat snspesu a divinis pro tres annos, et paguet cussa simile pena.

XVI. Item statuimus qui quando su preladu hat andare ad visitando su Epplu suo, qui su clerigu dessa villa hue cussu preladu hat intrare depiat sonare sas campanas gasi ad sa intrata comente et assa essita dessa villa; et hue cussu clerigu hover curadu esseret negligente paguet per dogna volta lira una, non prejudicando assu beneffitiadu, essendo pero notoriu qui vengiat.

XVII. Item hordinamus qui ciascunu curadu depiat tenner sas ecclias parrocchiales netas una cum sos paramentos libros caligues et pannos de cussos; et hue su preladu non agutaret in sa visita cussos notos potat ilu condennare assu dicta curadu de unu ducatu, non prejudicando assu beneffitiatu principale de cussu curatu.

XVIII. Item hordinamus qui çascaunu beneffitiadu depiat tenner su *liberu* (8) hordinadu dessu baptismu una cum totu sos ateros sacramentos ecclesiasticos; et agatando su preladu in sa visita su contrariu potat condennare su beneffitiadu hover cussu populu de chui hat esser sa culpa, ço est dessu beneffitiadu pro non haver cumandadu, hover dessu populu pro non haver obedidu, de ducatu unu per volta.

XIX. Item volimus et statuimus qui cusses preidōs et curades, çascadunu in sa cura sua depiat tenner su *crisimale* (9) suta clae in logu qui nexunu seculare manigiare non potat, ço est in sa Ecclia hover in sa caxia hue istant sos paramentos sagrados, tant pro chi seculares manigiare non potant per nixunu modu.

XX. Item statuimus qui quando su Epu de Crasta hat passare de custa vida potat lassare et dare dessas robas suas et causas su qui bene li hat piaguer a propinchos et servidores suos poveros et ecclias; et morende ab intestato qui in tale casu sa Ecclia de Crasta succedat in totale benes et causas de cussu, pagando pero totu sos depidos qui haveret; et issa annada qui haveret cominzadu se intendat esser de cussa sa porrata fini ad su die qui morit; et gasi si intendat pro totu sos beneffitiados dessa presente Dioces. de Crasta, non obstante quale si siat lege si vogiat in contrariu.

XXI. Item statuimus qui quando su preladu vogiat ponner vicariu suo no lu potat ponner ateru si non qui siat de corpore Capituli, et qui su contrariu bogiat faguer non apat nixunu valore; su quale vicariu siat tennidu servare sas presentes constitutiones de Crasta comente et su preladu.

XXII. Item hordinamus qui su preladu non minus archipreide et calonigos non potant nen depiant ..... in aliqua diminutione dessa mensa de Crasta; et quando alcunu lu fagheret non siat in perjudiciu dessos advenidores in causa alcuna.

XXIII. Item statuimus qui quando su Preladu veleret arrendare su Eppatu hover parte de cussu qui li siat licitu, impero qui consultet innanti su archiprede et canonicos

(1) *tt X*, cioè *liras degue*, ossia *lire dieci*.

(2) Da questo passo si rileva che non solo i Vescovi, ma anche i preti con cura d'anime e con giurisdizione, poteano e soleano scomunicare.

(3) *Rezier*, cioè *ricevere*; ed è corruzione del latino *recipere*.

(4) *Quadat*; cioè *cadat*. E *cadat* si pronunzia latinamente dai Sardi.

(5) I casi della scomunica, ai quali si riferisce il presente capitolo, sono quelli dei debitori che si rifiutassero di pagare i loro debiti o di restituire il mal tolto.

(6) Da questa prescrizione si rileva, che i Vescovi dell'antica Sede di Crasta avevano *dritto di spoglio* fissato in lire dieci sopra tutte le eredità intestate dei sacerdoti della loro Diocesi. Però alla esazione di questo dritto doveva sempre precedere il pagamento dei debiti, specialmente se ve ne fossero verso la Chiesa.

(7) Era dunque già in vigore nel principio del secolo XV, e nella Diocesi di Crasta, l'ottima ordinazione di tre pubbliche proclamazioni prima di procedere alla celebrazione del matrimonio.

(8) *Liberu*, cioè *Libro* dei battezzati.

(9) *Crisimale*; ossia il vaso, in cui sono custoditi gli olii per la *Cresima*.

Digitized by Google

suos, et volendo cussos hover parte de cussos atender ay cussu arrendamentu non potat arrendare ad ater; et pari se intendat pro cussos supradictos beneffitiados, qui voleado attender alcunu hover alcunos canonicos non potat arrendare ad ater.

XXIV. Item hordinamus qui su Preladu non potat privare incarrigare non condennare archiprede non calonigu suu nixunu ad minus qui sos demeritos de su delinquente siant vistos et connosquidos per Epu et Capidulu de Crasta; et connosquidos siat castigadu cussu delinquente segundu sos demeritos suos ad arbitriu dessu Preladu et Capidulu; et ateramente su Preladu in cussu casu proceder non potat in cosa alcuna; et procedendo non siat permissidu.

XXV. Item constituimus et volimus qui a cascadunu archiprede et calonigos et preideros siat licitu appellaresi dae su Preladu *assu maggiore* (1), essendo pero prima connosquidas sas cosas per issu p . . . . . capidulu, et ad minus . . . . . .
. . . . . .
. . . . . .
. . . . . (2)

XXI*.

Don Alfonso V Re di Aragona, e di Sardegna conferma a favore di Pietro de Feno cittadino di Sassari la concessione già da lui ottenuta della villa di Monti (de Montes), *e la possessione del patronato della chiesa di S. Paolo co' suoi redditi, e di altri luoghi e terre nell'isola.*

(1420. — 2 Settembre).

Dai Regii Archivi di Cagliari, Vol L. I. N.° 10.

Nos Alfonsus dei gracia rex Aragonum Sicilie Valencie Maioricarum Sardine et Corsice Comes Barchinone dux Athenarum et Nehopatrie, ac etiam comes Rossilionis et Ceritanie Attendentes quod vos fidelis noster petrus de feno civis civitatis nostre Saceris certis titulis quos hic haberi volumus pro expressis habetis et possidetis villam de montes cum omnibus intratis et juredictione maguissarum et aliarum omnium juridictionum civilium et criminalium excepto dumtaxat morte hominis nec non habetis et possidetis juspatronatum ecclesie sancti pauli de montes cum omnibus redditibus juribus saltibus et emolumentis eidem ecclesie pertinentibus quovis modo nec non habetis et possidetis quandam vineam situatam in termino Civitatis Saceris in partita vocata sancti laurencii, cum pertinentiis et juribus eidem pertinentibus ac etiam possidetis quendam saltum appellatum tolas videlicet tola magna et tola picobina (3) et plano de fiuras cum omnibus iuredictione et juribus eidem pertinentibus quovismodo prout hec omnia et singula supradicta in istrumentis inde confectis sub calendariis in eis contentis latius vidimus apparere (4). Volentesque propter grata et accepta servicia per vos dictum petrum de feno nobis inpensa et quo cotidie impendere non cessatis nos graciosse prosequi favore. Et alias supplicantibus inde nobis aliquibus familiaribus et domesticis nostris omnia supradicta vobis dicto petro et successoribus vestris in perpetuum de nostra certa scientia et de speciali gracia confirmamus et de novo concedimus et donamus si sit opus iuxta dictorum instrumentorum inde habitorum seriem pleniorem quam haberi volumus pro inserta in presenti Mandantes cum hac eadem Viceregi Gobernatoribus ceteris que universis et singulis oficialibus nostris et subditis in dicto regno Sardinie constitutis et eorum locatenentibus quatenus confirmationem et concessionem nostras huiusmodi teneant firmiter et observent et non contraveniant nec aliquem contravenire permittant aliqua ratione seu causa sed dictis confirmatione et concessione dictum petrum et suos faciant uti et gaudere perpetuo. Et sine quibuscumque impedimentis et inquietacionibus remotis. In cuius rey testimonium presentem fieri jussimus nostro sigillo minori impendenti munitam.

Datum in villa Alguerij die secundo septembris anno a nativitate domini Millesimo quadringentesimo vicesimo regnique nostri quinto. Rex Alfonsus. In comuni quarto Dominus Rex mandavit mihi Francisco darnyo p. R.

(1) *Assu maggiore*, cioè al Metropolitano.

(2) Manca il resto del capitolo; e mancano pure gli altri diecisette capitoli, complemento dei quarantadue, dei quali constavano le presenti Costituzioni Sinodali.

(3) Vasta pianura di terreni alberati, vicina alla città di Ozieri. Appellasi anche al presente Sa Tola.

(4) Fra gli istromenti, dei quali qui si fa cenno, vi era senza dubbio la Carta di donazione della Villa di Monti sopra riportata, (n.° XII*), fatta al De Feno da Guglielmo Visconte di Narbona.

XXII*.

Don Alfonso V Re di Aragona scrive ad Antonio Cubello marchese di Oristano, e conte di Goceano in Sardegna, pregandolo di fornirgli duemila quintali di biscotto, e di farli tener pronti per essere caricati sulle navi, che perciò manderebbe nell'isola; poichè tali munizioni da bocca gli erano urgentemente necessarie per provvederne la gente di mare nella guerra, che sosteneva per difendere la sua Monarchia; e promette di rimborsarlo delle spese che perciò farebbe.

(1431. — 6 Settembre).

Dai Regii Archivi di Barcellona, Registr. Sardiniae, Cur. Sigill. Secret. ab. ann. MCCCCXXXI ad MCCCCXXXIV, fol. 100.

Lo Rey.

Marqués. Perque entre *los altres Magnats, è Barons havèm conegut vos esser stàt continuament affectàt à nostre honor, è servey, nous dedignàm* en los casos necessaris, amparnos de vos: Com adonchs per provisiò, è fornimèt de les Naus, è Galees, que fèm armar de present, per honor, è exaltaciò de nostra Reyal Corona, è defensiò de nostres Regnes, è terres, hajàm de necessari gran quantitàt de Panatica; per çò confiants, que en aquest cars, segons ça enrere havets bé, è loablement ascostumàt per expediciò, è forniment de les dites Naus,

Digitized by Google

è Galees, treballerets, en totes coses, que sien honor, e servey nostre; *Vos pregàm e encarreggàm tan affectuosament, è streta, com podem*, que per contemplaciò nostra, qui açò per los dits sguarts harem sobiranament à cor prengats carrech, è deffer; per honor, è servey nostre facats fer, à Vassalls vostres, en les Viles, è Terres on conexerets esser expedient, dos milia quintars de Bescuyt tan prest, com sia possible, en manera, que tota hora, e quant trametrèm per aquell, lo puixàm haver: Car Nos axi del Forment, com de totes altres despeses, que convendrà fer als dits Vassalls vostres, per rahò de la dita quantitàt de Bescuyt, los farèm plenariament contentar. *Certificants vos qué per aquest sol servey nos reputarèm obligats à vos, è en totes coses, que sien honor, e ben avenir vostre*, e de la Vostra Casa, nos trobarets promptes, propicis, e benignes. Sobre les dites coses havèm pus largament informàt, de nostra intenciò lamàt cambrer nostre Mosen Ramon des caldes, exibidor, de la present, à les paraules del qual, vos pregàm donets plena fè, è creença, complint aquelles per obra, axi com si Nos personalment les vos dehiem. Dada en Barchenona, sots nostre Segell Secret, à VJ dies de Setembre del any Mil CCCC.XXXI.

REX ALFONSUS.

Dominus Rex mandavit mihi Johanni Olzina.

Al Noble, è amàt nostre Don Antoni Cubello, Marquès Doristany, è Comte de Gociano

XXIII*.

Il Re di Aragona Don Alfonso V scrive alla marchesa di Oristano (1), *raccomandandole l'esibitore della lettera Raimondo* di Caldes, *e pregandola di far sì, che ottenessero pieno e pronto eseguimento gli affari, che avea raccomandato a detto* di Caldes, *e che costui le farebbe conoscere.*

(1431. — 7 Settembre).

Dai Regii Archivi di Barcellona, REGISTR. SARDINIAE, CUR. SIGILL. SECRET. ab ann. MCCCCXXXI. ad MCCCCXXXIV. fol. 107.

LO REY.

MARQUESA. Sobre alguns affers, que sguardan grantment nostra honor, è exaltaciò de nostra Reyal Corona, è benefici de tots nostres Regnes, è terres, havem informàt largament de nostra intenciò, lamàt cambrer nostre, Mossen Ramon de Caldes, Exhibidor de la present: *Perqueus pregàm tan affectuosament com podèm, que donant plenera fè, è creença, à tot lo quel dit Mossen Ramon vos dirà de part nostra, sobre les dites affers, ho compliats per obra, è prompte effecte, segons de vos indubitatament confiam, certificantvos:* que per los grans serveys, que havèm haut, esperàm haver, Deu donant de vos, del Marquès; è altres de la vostra Casa, havrèm, è tractarem vos, è aquells, ab aquella amor, è favor ques pertany, è en manera, que en son cas, e loch conexerets, que seriem de vos, è coses vostres be recordants. Dat. en Barchenona, sots nostre Segell Secret, à set dies de Setembre, del any M. CCCCXXXI.

REX ALFONSUS.

Dominus Rex mandavit mihi Joanni Olzina.

A la Noble, è amada nostra la Marquesa Duristany.

(1) La Marchesa di Oristano, alla quale il Re Don Alfonso V diresse questa lettera, era la moglie di Antonio Cubello, Marchese d'Oristano e Conte di Goceano. Essa chiamavasi Eleonora Folch di Cardona, ed era figlia di Don Raimondo Folch di Cardona, e di Donna Catterina di Centellas, Signori della Baronia di BELPUCH in Catalogna.

XXIV*.

FRAMMENTI *di un processo sommario, e della condanna di di un canonico sardo, pronunziata dal vescovo della antica Diocesi di* SORRES *in Sardegna.*

(1432 e 1433. — 8 Febbraio, 7 Marzo, e 17 Aprile).

Da un Codice cartaceo dell'antica Diocesi di Sorres (2).

1.° FRAMMENTO

Nos Stephanus (3) Dei et Apostolice Sedis gratia Epus Sorranus apende dadu cumandamentu ad su Reverendu Anghelu Sassu Vicariu nostru qui depiat examinare bene et diligentemente a canonico Marchuçu de Lacon subra su acursu quali hant achatadu sos homines de JAVE (4), et subra su apostu qui li hant factu chussos frades Porcelas pro cussu fatu in su quali lu hant achatadu.

Sendo su venerabile homini Anghelu Sassu Vicario nostru cum su venerabili homini Archipredi Johanni Solinas et su Scrianu nostru in sa villa de BURUTA (5) ço est in sa Ecclēa de Sancta Madalena su vicariu nostru setidu *pro tribunali* in sa sedia nostra luhant examinadu, et issu ditu canonicu Marchuçu hat confessadu de ore suo qui sa femina qui andait a domo sua ço est a su monasterii *a lumen de boddire petrosimulu* (6) et tentandolu

(2) Questo Codice esisteva, dopo la soppressione della Diocesi di SORRES, nell'Archivio Arcivescovile Turritano. I frammenti che pubblichiamo ci furono comunicati nel 1841 dal diligente e benemerito illustratore delle antichità sarde R. Giovanni Spano, Professore di Scrittura e di lingue orientali nella R. Università degli Studi di Cagliari, il quale li estrasse dallo stesso Codice che dall'Archivio Turritano andò a riposare nella Biblioteca Bailliana.

(3) Stefano era nato in Sardegna; fu prima Abate del Monistero di S. Maria *de Paludibus*, e quindi creato Vescovo di SORRES. Il Mattei posticipa erroneamente, di sei anni almeno, la elezione di Stefano al detto Vescovado; dicendola avvenuta nel 1438. Egli era già morto nel 18 maggio 1440. (Ved. Mattei, Sard. Sacr. fol. 232, e Bremond, Bullar. o. P. Tom. III. pag. 226).

(4) JAVE; odierno villaggio di GIAVE.

(5) BURUTA; attuale villaggio di BORUTA.

(6) *A lumen de boddire petrosimulu;* espressione metaforica, che tradotta letteralmente in italiano direbbe — *apparentemente per raccogliere prezzemolo;* perciocchè quella femmina, al di fuori, ed agli occhi altrui (*a lumen*), mostrava di entrare nel cortile del Monistero per un fine; ma in segreto, in cuor suo (contrapposto di *lumen*, ossia *luce*), vi entrava per un altro.

Digitized by Google

su dimonio apit a fagher duas vias cum issa in pechadu et custu hat confessadu in presentia de su Vicario et de su Archipredi et de su scrianu comente paret (1).

2.° Frammento.

. . . . . .
. . . . . (2) .

Enormis et detestabilis rebellionem et inobedientiam jaculo excomunicationis sententiae late in qua Cononichus nostrae Dioecesis Marchus de Lacon jamdiu stetit et perseveravit atque perseverat tamquam non timens Deum nec Ecclesiam sacrosanctam per primum respuens temerario ausu suo qui moderamine xane professionis preseposito et rejecto et ita sit quod ipse canōcus prenotatus per nos admonitus una cum consilio Rmi Dnī Archiepiscopi Turritani quatenus se transferre deberet palam Romam ad impetrandam salutarem veniam suorum scelerum de quibus veritas aperte constat et de quibus non est nobis posse autē qua fungimur si tamen veniam perhabere prestito per eum nobis coram dn̄o archiepiscopo facturum et sic se cum juramento promisit ex alio capite tamquam perseverans de male in pejus contra suum juramentum Romam ex hoc accedere non curavit neque curat sed potius residet fugitivus rebellis et excomunicatus in Monteleone castro vestre Diecesis et ut audivimus ibi audet nepharie in divinis officiis se immiscere quem non volentes cum tanto conscientie gravamine tolerare scripsimus Venerabili Canonico Dn̄o Matheo Rectori Eccl̄ie Sancti Stephani in loco dicto Castri Montisleonis quatenus ipse Canōnus supradictus nostri parte vellet pro laude Xr̄i et juris et justitie sublevando favorem admonire quatenus ad dies sex a die admonitionis continuerandos debeat coram nobis ipse Cancus Marchus de Lacon comparere per *primo*, *secundo et tertio*, mox responsurus et dicturus quidquid voluerit in causis suis debite et licenter et quod precitata dicta admonitio velit et debeat tractare et fugere ipsum predictum Cancum Marchucium tamquam rebellem et excomunicatum et totaliter ab Eccl̄ia Dei dimissum et segregàtum et prout in dictis nostris literis quorum tenorem pronunciamus vos in juris et justitie ministrare pro more attendere requirimus et ortamur quatenus prefatum dopnum Canonicum Matteum vestre Diecesis conferentem per vestras literas specialiter et expresse hortari et monere velitis ut que per nostras literas sibi directas recenter et debite postulavimus ad implenda contra dictum Canonicum rebellem Marchucium et excomunicatum ex vestri parte mendare debeatis plenarie excomunicationi ne dictus rebellis et excomunicatus suis sceleribus glorietur sed potius delicta flere cogatur ut discat afflictione dignus despecionibus anime sue persequi remedium salutare quod sprevit dum se viderit adminiculo et favoribus admodo turpiter et nefarie subclamari in contemptum Dei et Ecclesie. Datum Sassari MCCCCXXXII die VIII Februari.

3.° Frammento.

Die VII mensis Marcli 1432. Nos S. (Stephanus) Dei grāa et Sedis Apōlice — est istadu cumandadu dae su Vicariu nostru a Calonigu Marcuçu de Lacon qui per ispaciu de dies XV depiat quirquare naviliu de andare a Roma et ostendere se dae nantis de su summu penitencieri segundu qui in su processu su quali portat si contenet et in quantu no qui siat privadu dessu beneficiu segundu qui in su dictu processu si contenet fuit presentadu sa die subrascripta dae nantis de donu Valentinu Ispanu majordomu de Messer Nicolosu (3) et de Antoni de Campu et de Ursu Casili et de Ignatiu Doria (4) et de Joanne Seche et de Preideru Francisca Pintus et de Jaghanu (5) Andria et de Morocho et de Joanne de Ardiconi sisili fuit dadu custu processu qui per ispaciu dessu dictu tempus assignadu deberet andare segundu qui li est consignadu et in cantu no cadet in sa pena suprascripta (6).

4.° Frammento.

A dies XVII de Aprile MCCCCXXXIII. — Predi Marchuçu de Lacon in sa villa de Jave hat missu errore et schandalhu in sa villa supradicta et est acaptadu de nocte tempus in domo de sa comare in jupone discortesimente secundum qui si apparet in su processu qui Messer Ni-

(1) La sostanza di questo *Frammento* si è, che il canonico Marcuccio di Lacon fu sorpreso in atti sconvenienti con persona di diverso sesso da certi fratelli Poresla; che ciò saputosi dal Vescovo di Sorres, costui mandò al suo Vicario di accertare il fatto; e che il detto Canonico confessò, *essere stato tentato dal demonio*, ed aver peccato carnalmente due volte con una donna.

(2) Questa lettera del Vescovo Stefano manca della intitolazione: evidentemente però fu diretta al Vescovo, dal quale dipendeva la parrocchia del villaggio e castello di Monteleone, poichè il Vescovo Stefano gli dice fra le altre cose, che il Canonico Marco di Lacon erasi rifuggito *in Monteleone castro vestre Diecesis*, e chiama *Canonicum vestre Diecesis* il Canonico Matteo, *rettore* (parroco) di detto luogo di Monteleone. Il compendio poi di questa stessa lettera si riduce a questo: che il Canonico Marco di Lacon, riconosciuta e provata la sua colpa, aveva promesso al suo Vescovo e all'Arcivescovo Turritano di trasferirsi a Roma per chiederne l'assoluzione, confermando la sua promessa con giuramento; che invece era fuggito al castello di Monteleone; che colà osava celebrare i divini uffizi, benchè fosse scomunicato; che il Vescovo di Sorres lo aveva fatto ammonire dal Canonico Matteo, parroco (*rettore*) di Monteleone, ordinandogli di comparire alla di lui presenza, onde dare le sue discolpe, se ne avesse, trattandolo però di *ribelle*, e di *scomunicato;* e che in aggiunta al già operato, il Vescovo Stefano scrivea la presente lettera al Vescovo, nella di cui Diocesi era la parrocchia di Monteleone, informandolo di ogni cosa, e richiedendolo di far eseguire dal Canonico Matteo quanto con sue lettere gli aveva recentemente ed efficacemente ordinato. La lettera è scritta, come si vede, in latino assai scorretto nell'ortografia (colpa senza dubbio dell'amanuense); ma nella sua sostanza è una prova dello zelo che i Vescovi sardi di quel tempo adoperavano per correggere i costumi del Clero da essi dipendente.

(3) Micolosu, cioè Nicoloso o Nicolò Doria, Signore di quel castello, che vi facea residenza. Egli vi fu poi assediato nel 1434 dagli Aragonesi, e vi si difese valorosamente per due anni; ma finalmente dovè calare agli accordi e cederlo ai suoi nemici. Ved. sopr. Cart. n.° XV* in not.

(4) Ignazio Doria era probabilmente qualche congiunto di Nicoloso Doria, Signore del luogo.

(5) *Jaghanu*. Significa propriamente *Ostiario*, essendo che il sardo *jagha* corrisponde al latino *janua*, ed *ostium*. Attualmente *jaghanu*, e *jaghani* soglionsi chiamare il sacristano, e sacristani minori, che con più speciale vocabolo gli Algheresi chiamano *monasill* e *monasills*.

(6) Questo frammento scritto in lingua sarda contiene la citazione, che fu fatta al Canonico Marcuccio di Lacon nel castello di Monteleone, a presenza delle persone nel medesimo nominate, fra le quali è notata come principale Valentino Spano maggiordomo di Messer Nicoloso Doria, affinchè nel termine di giorni quindici cercasse imbarcazione per Roma, onde farsi assolvere dal Gran Penitenziere, sotto pena di privazione del beneficio.

Digitized by Google

cholas hat factu et vogadu de pare su maridu cum sa mugere et vogadu samben anchu Nois si lamus tentu in sa villa de Buruta per presoneri algunu tetupus apustis si lamus portadu infinis ad Sassari infinis ad sa prexione de Messere su Archiepiscopu et cum pregherias dessu Reverendo Archiepiscopu et de ateras bonas persones lamus vogadu dai prexione et si lamus accomandadu segundu qui nos at dimandadu de gratia qui istaret in domo de Marchu Jdau et qui non si deveret ispartire ad minus de licentia nostra de qui nois li amus dadu cumandamentu sendo in Sassari qui in ispatiu de vi ..... absolutione dai su Sanctu P. (1).

5.° Frammento.

A dies xvii de aprile de mccccxxxiii. Nos Stephanus Dei et Ap̄lce sedis gr̄aa Ep̄us Sorrensis — Amus factu capitulu in sa Eccl̄ea de Sancta M.ª Magdalena de sa villa de Buruta subra su factu et convenientia de Predi Marchuçu de Lacon de sas disobedientias qui issu at factu et non at bolfidu obedire su cumandamentu qui nois sili amus dadu de andare et battuiri sa absolutione dae su Sanctu Padre et de ateros cumandamentos secundu qui si aparet in su registru silu privamus dessu beneficiu et qui siat privadu dae sa die supradicta de su beneficio suprascripto in presentia dessu Archipredi Johanne Solinas Canon. Anghelu Sassu Vicario de Sorra Canon. Barnabo Muschian Canon. Paulu Pinna Canon. Antoni de Serra per parte de Canon. Gantine de Nula Predi Francu per parte do Canon. Saturninu Iscanu Andria Rectore de sa villa de *Totorache* (2) Predi Georgi de Nayçan per parte de Canon. Iohanne Çauca Canon. de camara Predi Gayni Pinna de Sassari pro parte de Canon. Barysone de Serra (3).

XXV*.

Il Re di Aragona Don Alfonso V. ringrazia con sua lettera i Sassaresi per i soccorsi che aveano prestato a Giacomo Besora vicerè di Sardegna, per la espugnazione, e durante l'assedio di Monteleone, tenuto e difeso da Nicoloso Doria; e li eccita a continuarli ed a prestare aiuto allo stesso vicerè per l'espugnazione di Castelgenovese posseduto, e difeso parimente dal medesimo Doria.

(1435. — 6 Aprile).

Dagli Archivi della Città di Sassari.

Ex literis Jacobi Besora proregis a Nobis in ipso regno destinati, et ex verbis Nostri a secretis Francisci Axalonis, plene accepimus qua fide, animique ardore, ut soletis, et quae egregia, praeclaraque facinora in bello contra Nicolosum Auriam rebellem, ejusque oppida et arces ab eodem Jacobo Besora, Nostro nutu, inito, nostris auspiciis gessistis; quas opes, commeatusque nostris castris, ad molem Montisleonis positis, tulistis; quos sumptus et labores in tam atra hyeme, et annonae caritate sustinuistis, consilium, auxilium, et favorem praestando, ut, interclusis itineribus, cibaria et suppetias obsessis ferre, accessumque habere inimici nequirent. Pro his, et aliis per multis officiis nobis praestitis maximas vobis gratias et agimus, et habemus; illudque a vobis petimus, et rogamus, ut quae honori et servitio Nostro, totiusque regni tranquillitati maxime convenire scitis, deinceps semper praestetis, et partes Jacobi Besora contra Nicolosum Auriam omni conatu prosequentes, e Castris Montisleonis, et Genuensi potiri curetis, ut a Nicoloso, ejusque complicibus, scelerum poenas repetere possimus. Nam improbis, et facinoresis hominibus castigatis, boni et frugi omnes tuti ab illis quietam et tranquillam possunt ducere vitam. Nos, diebus elapsis, classem etiam conscensi, Sardiniam ob id petere statueramus; sed aliis supervenientibus rebus gravioribus statum et honorem Nostrum tangentibus supersedere voluimus, de vestra, et aliorum dicti regni innata fedelitate, et amore ita confisi, ut non obstante nostra absentia, vestro auxilio et favore, de dicto Nicoloso, eiusque fautoribus, et castris victoriam quam primum reportabimus. Itaque monemus, et requirimus ita vos semper in hac re geratis, ut Nicolosus Auria; ejus arces et fautores nequeant e manibus nostris evadere: certiorantes vos, quod vestrorum officiorum memores, in vos, et alios benemeritos animum semper praestabimus liberalem et magnificum. Datum Messanae octavo idus Aprilis, anno millesimo quadringentesimo trigesimo quinto.

XXVI*.

Don Alfonso V Re di Aragona, riconoscendo i feudi, i privilegi, ed i favori già accordati dall'Infante Don Alfonso nel 5 luglio 1323, dal Re Don Giacomo II nel 20 settembre dello stesso anno, e dal Re Don Alfonso IV nel 1.° maggio 1328 a Ugone III giudice di Arborea, e visconte di Basso, e la investitura del marchesato di Oristano, e del contado di Goceano data a Leonardo Cubello dal Re D. Martino I, in virtù della Convenzione del 29 marzo 1410, rinnova e conferma a favore di Antonio Cubello, figlio di detto Leonardo, figlio

(1) Il frammento 4.°, sovra riportato, è il racconto di tutto ciò che il Canonico Marcuccio di Lacon fece, dappoichè fu citato a comparire. Egli in effetto era partito dal castello di Monteleone, e si era presentato al suo Vescovo, il quale lo aveva tenuto prigione, prima in Boruta, e poi in Sassari. Per preghiera dell'Arcivescovo Turritano, e di altre notevoli persone, lo fece mettere in libertà, ma con promessa di non dipartirsi da Sassari, e di procurarsi intanto imbarco per Roma, onde farsi assolvere dal Papa nello spazio di sei mesi almeno. Ma il prete Lacon pare che fosse già incallito nel mal costume, poichè fuggì di nuovo da Sassari e se n'andò al villaggio di Giave, dove pose discordia tra una sua comare e il di lei marito, e fu trovato pure senza sottana e col solo giustacuore *(jupone)*, nè molto decentemente *(discortesimente)*, in casa della comare medesima, e per sopraggiunta ferì, *cavò sangue* (*at vogadu sambeu*) a qualcuno; del che tutto si era fatto formare il processo da Nicoloso Doria, signore eziandio del luogo di Giave, dove questi fatti accadevano. Per le quali cose tutte il Vescovo lo privò poi subito del benefizio di cui godeva. Poco importanti in se stesse sono queste notizie; ma possono servire per dare un'idea della disciplina ecclesiastica di quei tempi nell'isola, e del modo e delle forme con le quali i Vescovi esercitavano la propria autorità, e punivano i sacerdoti, i quali si dipartissero dai doveri del proprio stato.

(2) *Totovache*; villaggio ora distrutto.

(3) In questo 5.° ed ultimo frammento si contiene la pronunzia solenne della privazione del beneficio pronunciata dal Vescovo di Sorres in presenza del suo Capitolo contro il Canonico Marcuccio di Lacon.

Digitized by Google

di detto Leonardo, e della di lui discendenza d'ambo i sessi, li suddetti feudi e titoli di Marchese di Oristano, e Conte di Goceano.

(1437. — 14 giugno).

Dai Regii Archivi di Barcellona,
REGISTR. ITINER. ab ann. MCCCCXXXVI ad MCCCCXXXVII. fol. 80 e seg.

Nos ALPHONSUS, Dei gratia Rex Aragonum, Siciliae, citra, et ultra Pharum, Valentiae, Majoricarum, Sardiniae, et Corsicae, Comes Barchinonae, Dux Athaenarum, et Neopatriae, ac etiam Comes Rossilionis, et Caeritaniae. Attendentes pro parte vestri Nobilis, et dilecti Consiliarii nostri Antonii de Arborea, Marchionis Auristagni, et Comitis Goceani, fuisse nostrae Celsitudini per humiliter supplicatum, quod cùm Egregius vir Hugo, Vicecomes de Basso, et Judex Arboreae, quondam, Praedecessor vester, retroactis temporibus, obtinuisset ab Illustribus Praedecessoribus nostris, Privilegia aliqua, super concessione, et donatione Iudicatus Arboreae, in feudum Nobilem, secundum morem Italiae, quorum privilegiorum tenores per ordinem sic sequntur. *In Cristi Nomine Noverint universi*, quod Nos Alphonsus, Dei Gratia, Rex Aragonum, Valentiae, Sardiniae, et Corsicae, Comes Barchinonae. Considerantes Nos pridem antequam ad Regiae Dignitatis apicem fuissemus assumpti, ex potestate, per Serenissimum Principem Dominum Jacobum, foelicis memoriae, Regem Aragonum, Genitorem nostrum, nobis inde specialiter attributa, cum Carta ipsius Domini Regis, Suae Majestatis Sigillo appenditio roborata, dat. in Castris apud Portum Fangosum, duodecimo Kalendas Junii, anno Domini MCCCXXIII. prout in ea seriosius, et clarius continetur, fecisse vobis Egregio viro Hugoni, Vicecomiti de Basso, Judici Arboreae, tanquam benemerito, donationem, et concessionem subscriptas, cum Privilegio, seu Instrumento publico, nostro Sigillo pendenti munito, cujus series sic se habet. *In Christi Nomine.* Notum sit cunctis, quod Nos Infans Alphonsus, Illustrissimi, Domini Regis Aragonum Primogenitus, ejusque Generalis Procurator, ac Comes Urgelli, ex potestate nobis, in hac parte attributa, per Excellentissimum Dominum Regem Genitorem nostrum praedictum, cum Carta sua, ejus Majestatis Sigillo appenditio sigillata, tenoris, qui sequitur. *Noverint* universi hujus scripti seriem inspecturi, quod nos Jacobus, Dei gratia, Rex Aragonum, Valentiae, Sardiniae, et Corsicae, Comesque Barchinonae, ac Sanctae Romanae Ecclesiae, Vexillarius, Admiratus, et Capitaneus Generalis. Considerantes Tractatum, initum, inter quosdam, ex parte nostra, et quosdam alios, nomine, et pro parte Nobilis viri Hugonis, Vicecomitis de Basso, Judicis Arboreae ex altera, super conferendo, concedendo, atque donando per Nos perpetuo, et irrevocabiliter in feudum Nobili eidem Hugoni, Judici Arboreae, suisque haeredibus, *utriusque sexus*, de suo corpore legitime descendentibus, sine diminutione aliqua, totum Judicatum Arboreae, et omnes Terras, quas tenet dictus Judex Arboreae, praesentialiter in Civitatibus, Castris, et Villis, juribus et pertinentiis suis omnibus, cum Nemoribus, Saltibus, Aquis, Aquarumque decursibus, Portibus, Libertatibus, et Immunitatibus eorum, a Nobis, et Successoribus nostris tenendum, et tenendam immediate, et in capite sub annuo Servitio, seu Censu, trium scilicet mille florennorum, auri de Florentia, boni auri, et justi ponderis solvendorum, annis singulis, in festo Apostolorum Petri, et Pauli, Nobis, et nostris, aut vices nostras, et ipsorum gerenti in Sardinia, praesenti, et recipienti, et quod idem Judex Arboreae, et haeredes sui praedictis Judicatu, et Terris, Nobis, et Haeredibus, ac Successoribus nostris, per se, vel Procuratorem, seu Procuratores suos idoneos, more Baronum Nobilium, praestabunt Homagium, et Fidelitatis Sacramentum, et quod de praedictis omnibus, et singulis fient Litterae, Privilegia, et alia munimenta necessaria, ad cautelam utriusque partis, cum omni Juris solemnitate, et securitate, ac firmitate, debitis, et consuetis; *Ideo* volentes praemissa omnia, ad effectum deduci, ac validam obtinere roboris firmitatem, Nostrum, et Regium animum dirigentes, ad effectum laudabilem, et devotionem sinceram, quas Progenitores dicti Egregii Judicis, et ipse idem Judex, ad Nos, et Predecessores nostros, et ad Coronam nostram Aragonum, promptis voluntatibus exhibuerunt, et speramus per eum, et Successores suos uberius exhiberi, affectanctes erga eum, domusque suae promotionem, et solidationem, Nos favorabiles promutionis, et munificos largitores, et Regali munificentia demonstrare, constituimus, et ordinamus vos Inclytum, et Charissimum Primogenitum, et Generalem Procuratorem nostrum Infantem Alphonsum, Comitem Hurgelli, Procuratorem spetialem nostrum, ac vobis plenarie comittimus vices nostras, ad concedendum, conferendum, et donandum perpetuo, et irrevocâbiliter per Nos, et Haeredes, ac Successores nostros quoscumque *in faeudum Nobilem, praefato Nobili Viro Hugoni, Judici Arboreae, et haeredibus suis* utriusque sexus, *de suo corpore legitime descendentibus, sine diminutione aliqua, totum Judicatum Arboreae praedictum, in regno nostro Sardiniae situm, et omnes terras, quas tenet dictus Judex Arboreae presentialiter*, cum civitatibus, castris, et Villis, juribus, et pertinentiis suis omnibus, cum Nemoribus, Saltibus, Aquis, Aquarumque decursibus, Portubus Libertatibus, et immunitatibus eorum a Nobis, et nostris Haeredibus, et Successoribus, tenendum, et tenendam immediate, et in capite, sub annuo servitio, seu censu trium scilicet mille florenorum auri de Florentia, boni auri, et justi ponderis, solvendorum annis singulis, in festo Apostolorum Petri, et Pauli, Nobis, et Successoribus nostris, vel nostros, et ipsorum Vicegerenti in Sardiniae praesenti, et recipienti, ac firmandum, et fieri faciendum ipsi Nobili Judici Arboreae, vel ejus Procuratori, aut Nuncio Instrumentum, et Instrumenta, Privilegia, et alia Monimenta, ad cautelam utriusque partis, cum omni jure, solemnitate, et securitate, ac firmitate, et securitate, ac firmitate debitis, et consuetis, super dicta concessione, collatione, et donatione omnium, et singulorum predictorum consimilibus Instrumentis, Privilegiis, et Munimentis, per vos recipiendis, et pro cautela nostrae Curiae reservandis, et at recipiendum a dicto Iudice, seu eius Procuratore, vel Procuratoribus, et Nunciis pro dicto Iudice, et haeredibus, ac successoribus suis, pro praemissis Judicatu, et Terris, more Baronum Nobilium, Homagium, et fidelitatis Sacramentum et ad investiendum de praemissis omnibus, et singulis iam dictum Judicem,

Digitized by Google

vel eius Procuratorem, seu Procuratores, et omnia alia, et singula faciendum, et complendum firmandum, explicandum, concedendum, et assentiendum nomine, et pro parte nostra, in praedictis, et circa praedicta, et eorum singula praedicta negotio necessaria, seu, et opportuna, quae vobis videbitur quomodolibet expedire, et si mandatum exigerent speciale, et quae Nos possemus personaliter constituti, et quae posset quilibet Procurator, legitime, constitutus: dantes, et concedentes per Nos, et Haeredes, et Successores nostros, vobis in omnibus, et singulis supradictis, plenariam potestatem, ac generalem administrationem cum libera, gratum, et firmum promittens habere perpetuo per Nos, et Haeredes nostros, quidquid vos in praemissis, et circa praemissa actum, gestum, firmatum, expeditum, seu explicatum, concessum, collatum, donatum, investitum, et receptum, nomine nostro fuerit, eaque nullo tempore revocare, sub bonorum nostrorum, omniem hypotheca, de praemissis autem, ad mandatum nostrum, factum est hoc praesens Scriptum, Majestatis nostrae Sigillo appenditio roboratum. Acta fuerunt haec in Castris apud Portum Fangosum duodecimo Kalendas Junii, anno Domini MCCCXXIII. Ad devota, recta, et clara servitia, *jam dicto Domino Regi, Genitori nostro, et Nobis impensa fideliter prompte, et utiliter per vos Egregium Virum Hugonem, Vicecomitem de Basso, Judicem Arboreae*, neo minus ad puram, et bonam voluntatem, quam Progenitores vestri dicti Hugonis, erga honorem, et exaltationem Domus nostrae Aragonum, multipliciter habuerunt, nostrum dirigentes intuitum, volentes vos dictum Hugonem, Vicecomitem de Basso, honorare, et specialiter insignire, ac in persona vestra, vestris temporibus, domum vestram Arboreae firmare, stabilire, roborare, vice, et nomine praedicti Domini Regis, Genitoris nostri, ac per nos et haeredes ac successores dicti Domini Regis, Genitoris nostri, ac nostros, cum testimonio praesentis publici Instrumenti, perpetuo valituri, *damus, concedimus, confirmamus, et donamus perpetuo, et irrevocabiliter, in Feudum Nobilem, secundum morem Italiae, vobis dicto Hugoni, Vicecomiti de Basso, Judici Arboreae, et haeredibus, et successoribus vestris*, utriusque sexus, *de vestro corpore legitime descendentibus, sine diminutione aliqua, totum judicatum Arboreae*, et omnes terras, quas vos dictus Judex Arboreae, tenetis praesentialiter, cum Civitatibus, Castris, Villis, juribus, et pertinentiis suis omnibus, cum Nemoribus, Saltibus, Aquis, aquarumque decursibus, hominibus, et foeminis, Portibus, libertatibus, et immunitatibus eorum, servis, et ancillis, animalibus, daciis, tributibus, et servitiis Realibus, et personalibus, a predicto Domino Rege, Genitore nostro, et Heredibus, ac Successoribus suis, tenendum, et tenenda immediate, et in capite in feudum Nobilem, sub annuo servitio, seu censu trium millium florenorum auri de Florentia, boni auri, et justi ponderis, solvendorum annis singulis, in Festo Apostolorum Petri, et Pauli, ipso Domino Regi, Genitori nostro, et suis, vel eorum vices gerenti, in Sardinia, praesenti, et recipienti in Sardinia. Volentes, et concedentes, quod vos dictus Judex Arboreae, et haeredes vestri, utriusque sexus, de vestro corpore legitime descendentes, sine diminutione aliqua habeatis, teneatis, possideatis, et expletetis in feudum Nobilem, ut praedicitur Judicatum praedictum, cum Civitatibus, Castris, Villis, et Locis, juribus, et pertinentiis suis omnibus, et aliis supra dictis prout melius, et plenius ipsa hodie tenetis, et possidetis, de quibus vos investimus praesentialiter, et corporaliter, cum ense nostro, quem vobis manualiter tradimus, in testimonium praedictorum, Ad haec Nos Hugo, Vicecomes de Basso, *Judex Arboreae praedictus, cum summa gratiarum actione recipientes a vobis dicto Domino Infante Alphonso, Domino nostro, donationem, et concessionem praedictam, promittimus, et convenimus per Nos, et Haeredes, et Successores nostros, in Judicatu praedicto, vobis Illustrissimo Domino Infanti praelibato, nominibus supradictis*, quod erimus dicto Excellentissimo Domino Regi Aragonum, Genitori vestro, Domino nostro, et Haeredibus, ac Successoribus suis, pro praedictis nobis donatis; et in feudum concessis, Vassalli, Ligii, boni, et legales, sicut verus, et legalis Vassallus, et solidus debet esse, pro feudo suo, Domino naturali, et vero, et pro praedictis nobis in feudum donatis, et concessis, attendemus dicto Domino Regi Genitori vestro, et Successoribus suis, in Regno Sardiniae, et Corsicae, tanquam veris Dominis, nullumque alium Dominum super eis recognoscemus, ac proclamabimus, ullo unquam tempore, immo ipsum Dominum Regem, Genitorem vestrum, et Haeredes, et Successores suos, pro veris, et solidis Dominis Nostris habebimus, et tenebimus perpetuo, ac solvemus Nos, et Haeredes, ac successores nostri perpetuo censum praedictum trium mille florenorum auri de Florentia, boni, et recti ponderis, anno quolibet, in termine supra dicto, memorato Domino Regi, vel Successoribus suis, vel eorum vices gerenti, tunc ibi praesenti, et recipienti in Sardinia, ut est dictum, et recipientes a vobis dicto Domino Infante, Investituram praedictam de feudo jam dicto, praesentialiter, et corporaliter, ut praedicitur a Nobis factum, facimus de praesenti, pro feudo predicto, Nobis, ut praemittitur, concesso, vobis dicto Domino Infanti recipienti, vice, et nomine jam dicti Domini Regis, Genitoris vestri, et vestro, et nomine Homagium, Ligium, ore, et manibus commendatum, ac praestamus, fidelitatis Sacramentum, secundum formam fidelitatis, inferius comprehensam. Ego Hugo, Vicecomes de Basso, Judex Arboreae praedictus, juro ad Sancta Dei Evangelia, quod ab hac ora in antea, habebo, et tenebo pro Domino meo, Illustrissimum, et potentissimum Dominum Dominum Jacobum, Aragonum, Valentiae, Sardiniae, et Corsicae, Regem praedictum, et Excellentem, ac Inclytum Dominum Dominum Infantem Alphonsum, eius Primogenitum, et Generalem Procuratorem, ac Comitem Urgelli, jam dictum, et omnes Haeredes, et Successores eorum in dicto Regno Sardiniae, et Corsicae, et quod ero eis, et cuique eorum fidelis, non ero in concilio, aut tractatu, quod ipsi, vel aliquis eorum capiantur aliqua captione, et quod ipsi, vel aliquis eorum perdant Personam, aut membrum, terram, Castellum, Villam, aut aliquem honorem, vel dignitatem eorum, et si ego scivero, qui hoc tractet, vel tractare vellet, aut facere, disturbabo toto posse meo, et si egō non possem disturbare, quam cito potero significabo eis, vel eorum alicui, et si eis significare non possem, significabo illi, vel illis, per quem, vel quos hoc valeat ad eorum notitiam pervenire, praecepta eorum faciam, et eis obediens ero, Consilia, quae mihi credituri sunt,

Digitized by Google

eis fideliter dabo, juxta discretionem a Deo mihi datam, credentias, quas mihi imposituri sunt, pro credentiis tenebo, usque ad eorum beneplacitum, masnadam, et gentem eorum custodiam, et servabo, juxta posse meo, si Deus me adiuvet, et haec Santa Dei Evangelia, manibus meis corporaliter tacta. Ad praemissorum autem omnium memoriam sempiternam, fuerunt facta duo publica Instrumenta, per Alphabetum divisa, Sigillo praefati Domini Infantis appenditio communita, alterum habendum, et tenendum per dictum Dominum Regem, seu dictum Infantem praedictum, et alterum habendum, et tenendum per Judicem memoratum. Quae fuerunt acta in Obsidione Villae Ecclesiae, tertio Nonas Julii anno Domini MCCCXXIII. Signum ✠ Infantis Alphonsi, Illustrissimi Domini Regis Aragonum Primogeniti, eiusque Generalis Procuratoris, ac Comitis Urgelli. Sig✠num Hugonis Vicecomitis de Basso, Judicis Arboreae, qui haec facimus, laudamus, et juramus, et Homagium facimus. Testes sunt Nobiles Arnaldus de Luna, Guillermus de Angolaria, Joannes Eximini de Urrea, Guillermus de Cervilione, Petrus de Queralto. Sig✠num mei, Clementis de Sala Viridi, Scriptoris Illustrissimi Domini Infantis praedicti, cui de Mandato ipsius Domini Infantis haec scribi feci, et clausi, cum litteris, rasis, et emmendatis in prima linea, ubi describitur; Dominum Regem; et in linea duodecima, ubi legitur Arboreae; cum supra positis in linea XXV. ubi dicitur: et suis; et in trigessima prima linea, ubi scribitur: ac successorum. Quam donationem, et concessionem postmodum dictus Dominus Genitor noster, laudavit, approbavit, ratificavit, et confirmavit, prout in Privilegio ipsius Domini Regis, Bulla Plumbea pendenti munito, dat. Barchinonae, Duodecimo Kalendas Octobris, anno, Domini MCCCXXIII. et clausum per Bernardum de Aversone, dicti Domini Regis Notarium, latius, et seriosius continetur. Et nunc pro parte vestri iam dicti Iudicis, *fuerit Nobis humiliter supplicatum, ut praedictus donationem, concessionem, et confirmationem, confirmare, et Civitates, Castra, et Loca in praedicta donatione comprehensas*, quae supra specificata, seu declarata non sunt, specificare, nominatim declarare, de benignitate Regia dignaremur. Ea propter servitiis, per vos dictum Egregium Virum Hugonem, Vicecomitem de Basso, Iudicem Arboreae, nobis impensis, debita meditatione pensatis, supplicationi, vestrae favorabiliter annuentes. *Tenore praesentis Cartae nostrae, donationem, et concessionem, ac investituram, et confirmationem praemissas, et omnia, et singula, in Cartis praedictis contenta, per Nos, et nostros, laudamus, approbamus, ratificamus, et ex certa scientia confirmamus prout melius, et plenius, ac clarius continetur in eis, vobisque etiam praemissa de novo concedimus*, cum mero, et mixto imperio, gladii potestate, et alia quacumque jurisdictione alta, et bassa. Declarantes, quod Civitates, Castra, et Loca subscripta, in donatione, et concessione, ac confirmatione praedictis, et in praesenti confirmatione, et nova concessione includuntur, videlicet infra Judicatum Arboreae, Civitates Aristanni, et de Terralva, et de Sancta Justa, et de Alas, nec non Castrum Montis Regalis, et Castrum Marmillae, nec minus Villas, Curatorias, terras, tenimenta, et pertinentias Civitatum, et Castrorum praedictorum, et totius judicatus jam dicti. *Item: Ultra Judicatum praedictum-Castrum, et terram, voce cum Curatoriis Planargiae; Et item, Castrum Montis de Verro. Item, Castrum Gociani, et Castrum Monastica, cum districtibus, et pertinentiis omnibus eorundem.* Volentesque, statuentes, et de novo concedentes, *quod vos memoratus Judex, et vestri haeredes, et successores, in feudo jam dicto, habeatis, teneatis, possideatis, et expletetis perpetuo, totum Judicatum praedictum Arboreae, cum praedominatis eius Civitatibus, et Castris, ac Villis, et Locis*, nec non caetera omnia Castra superius nominata, cum Curatoriis, territoriis, tenimentis, ac pertinentiis eorundem, sub modis, forma, conditionibus, et retentionibus, in donatione, et confirmatione praedictis positis, et adjectis, prout in Cartis praedictis, conditiones, et retentiones praedictae, clarius continentur, et cum mero, et mixto imperio, et gladii potestate, et omnimoda jurisdictione, alta, et bassa. Et nichilhominus Reverendum in Christo Patrem Fratrem Guidonem Thirons. et Arborens. Archyepiscopum, et Nobilem Virum Petrum, Primogenitum, Procuratores vestros ad haec, et alia specialiter constitutos, ut nobis per instrumentum publicum legitime constitit coram nobis praesentes, et nomine vestro, et haeredum, ac successorum vestrorum recipientes, investimus praesentialiter de omnibus supradictis, a nobis, et haeredibus, ac successoribus vestris, perpetuo, et irrevocabiliter, ut praemittitur, tenendis in feudum, tradendo eis manualiter ensem nostrum, in signum investiturae predictae. *Ad haec Nos Frater Guido, miseratione Divina, Tires. et Arborens. Archyepiscopus, et Petrus, dicti Domini Judicis, Primogenitus, Procuratores praedicti, confirmationem, declarationem, et expressionem, ac novam concessionem, et donationem, nec investituram, de feudo jam dicto, ut praedicitur factas, cum gratiarum actionibus, et debita reverentia admitentes, sub forma, conditionibus, et retentionibus supradictis, nomine, et vice dicti Domini Judicis, et ex potestate in eodem Procuratorio Nobis de hoc specialiter attributa, facimus, pro dicto Domino Judice, et haeredibus, ac successoribus praedictis, vobis dicto Domino Regi recipienti*, pro vobis, et haeredibus, ac successoribus vestris Homagium, Ligium, ore, et manibus commendatum, ac praestamus fidelitatis Sacramentum, secundum formam in supra inserta Carta positam, et contentam, Sacrosanctis Evangeliis, ut moris est, corporaliter per Nos tactis. Mandamus igitur per praesentem Nos Rex praedictus, Gubernatori Regni Sardiniae, caeterisque Officialibus nostris, Regni ipsius, praesentibus, et futuris, quod laudationem, approbationem, ratificationem, et confirmationem, et novam concessionem, et declarationem, nostras hujusmodi teneant, firmiter, et observent, et faciant inviolabiliter observari, et non contraveniant, nec aliquem contravenire faciant modo aliquo, vel permittant. Ad majoris autem omnium praemissorum roboris firmitatem, et utriusque partis perpetuam securitatem fieri jussimus duo consimilia Privilegia, Bulla nostra Aurea communita, quorum unum remaneat in Archivio nostro, et alterum sit penes vos Judicem memoratum. Dat. Cesaraugustae, Kalendis Madii, anno Domini MCCCXXVIII. Signum ✠ Alphonsi, Dei Gratia, Regis Aragonum, Siciliae, citra, et ultra Pharum, Valentiae, Maioricarum, Sardiniae, et Corsicae, Comitisque Barchinonae Ducis Athaenarum, et Neopatriae, ac etiam Comitis Ros-

Digitized by Google

silionis, et Caeritaniae. Testes sunt, qui praesentes fuerunt Reverendus Joannes Tholerans. Archyepiscopus, Frater Petrus de Thous, Ordinis Militiae Calatravae, Jacobus Dominus de Exerica, Eximinus Cornelii, Joannes Eximini de Urrea. *Fuit clausum per Bonanatum de Petra, Domini Regis praedicti Notarium.* Et proinde post lapsum longaevi temporis, maximis, Guerrarum turbinibus subsequtis in Regno Sardiniae supradicto, Nobilis Vir Petrus de Torrelles, Locumtenens Illustrissimi Domini Martini, Regis Aragonum, Proavunculi nostri, memoriae recolendae, dedisset, et concessisset donatione, pura, perfecta, et irrevocabili, quae dicitur inter vivos, Nobili Viro Leonardo Cubello, Patri vestro, quem in Marchionem Adristanni, et Comitem Gociani, erexit, et suis haeredibus, et successoribus perpetuo, cum illis tamen pactis, et conditionibus, quibus Judices Arborae praeteriti exeuntes in vera obedientia Illustrissimorum Dominorum Regum Aragonum erant, inter quae pacta investiturae, olim factae, de mandato Serenissimi Regis Jacobi, olim Aragonum Regis, Praedecessoris nostri, dicto Magnifico Hugoni, Vicecomiti de Basso, et Judici Arboreae erat, *quod in dicto Judicatu Arboreae, in quo comprehenditur Marchionatus de Oristagno, et Comitatus de Gociano, et alia loca, per vos dictum Marchionem possessa succederent descendentes ex dicto Hugone,* utriusque sexus, *et secundum illam antiquam investituram, et juris feudodorum intellectum, et dispositionem, deficientibus masculis descendentibus,* filiae foeminae, *succedebant in perpetuum, in dictis feudis antiquis,* secundum eorum naturam, vigore pacti, et providentiae praedictae, prout haec, et alia plurima, in quodam instrumento publico, dato, et acto in obsidione Civitatis Oristagni, apud Sanctum Martinum, die vicesima nona mensis Martii, anno a Nativitatae Domini MCCCCX. tempore quo pater vester, ad obedientiam, et fidelitatem Domus Aragonum, se reduxit, stante nihilominus, eo tempore, Genitore vestro, in possessione dictae Civitatis, et Comitatus, ac jurium, pertinentiarum eorumdem, clausoque, et subsignato, per Petrum Rogerii, quondam, Secretarium Regni Siciliae continentur. Et vos haesitetis, *an vigore concessionis factae per dictum Nobilem quondam Petrum de Turrelles, de Marchionatu, et Comitatu, praedictis, in feudum secundum morem Italiae, dicto quondam Patri vestro, possint vobis succedere in eisdem, juxta dictum usum Italiae, nedum tantum masculi descendentes;* sed etiam, his deficientibus foeminae, et humiliter supplicastis ut dignaremur vobis super his, de opportuno justitiae remedio providere, attentis praesertim, dictorum feudorum Nobilium pactis, providentia, et antiqua concessione praedictis, *ex qua succedere possunt, in eisdem haeredes,* utriusque sexus, *de vestro corpore legitime descendentes;* quodque propter novam concessionem dicti quondam Nobilis Petri de Turrelles factam, quondam Patri vestro, quae fuit reducta, ad, et secundum formam investiturae antiquae, pactorum, et conditionis illius, jam dictum feudum novum, non fuit effectum; sed antiquum remansit, et secundum illius naturam debet judicari, sub pactis, et forma praedictis, *et si etiam novum fuisset effectum, ea ratione: quia propter rebellionem praeambulam, quondam Patris vestri, ipso jure, fuit Fisco nostro, quesitum, et verba Privilegii, dicti quondam Petri Turrelles, potius in novam donationem sonant, quam in restitutionem, merito, cum feudum novum conseretur, et per consequens, non habebat agnatos; quia ad Principem erat reversum, propter culpam Vassalli, tunc detinentis potuit apponi per donantem, tanquam in feudis Curiae acquisitis, et de novo concessis, et abolita pristina, et antiqua forma, nova dari, et sic dato, quod* alias foemina, de iure feudorum, non succederet, modo possint succedere vigore formae novae, et pactis praedictorum, quibus rationibus, et aliis justissime moti, ad omnis haesitationis tollendam materiam, et scrupulum revocandum, maxime cum ex debito teneamur dubitationes occurrentes, circa Privilegia nostra, nostrorumque Praedecessorum, clarae recordationis, juste libramine declarare, ne in posterum litigiis via patetur, et per varia dispendia nostri subditi Judiciorum versentur. *Volentes vos, et domum vestram, ab anfractibus futuris litium praeservare,* praesertim intra nostri pectoris claustra reminiscentia placida revolutis fidei inconcussae constantia, et dilectionis sinceræ, fervore vestri dicti Marchionis, erga nostri Majestatem gratisque, et memoratu dignis servitiis per vos, Serenitati nostrae, praestitis, et impensis, personae vestrae periculis non vitatis, praesertim apud obsidionem Castri Montis Leonis, quod tanquam robur inexpugnabile, in dicto Regno Sardiniae imminet, pridem per Nicolosum de Auria, nostrum Aemulum, et Rebellem notorium, detentiquae cum vi, et armata manu, superari non potuisset, vestris intervenientibus tractatibus, ad nostri manus, et obedientiam venit, ob quod jam dicto Regno Sardiniae, non parva requies, et ipsius Reipublicae sat grande beneficium illuxit, quaeque, et ad praesens praestatis, et vos speramus, continuatione laudabili, praestiturum [1] quae nedum subscriptam justam declarationem; verum gratias, et favores amplissimos a nostro gratiarum lavacro promerentur dignissime exhaurire. Tenore *praesentis declaramus, de certa scientia, nostro Sacro interveniente Consilio, matura, et bene digesta deliberatione praehabita in dictis Nobilibus Feudis, Marchionatu, et Comitatu, et aliis Locis vestris, posse vestros, descendentes, haeredes, et successores,* utriusque sexus, *de vestro corpore legitime descendentes, natos jam, et in antea nascituros, succedere in perpetuum:* Ita tamen, quod masculus praeferatur foeminis, et major natu, minori, et sub hac forma, et lege, declaramus, et volumus, quod vos, descendentes vestri praedicti, juxta praedictam declarationem, consuetudinem, et naturam, teneatis, possideatis, ita quod succedant, et vivant, tam vigore antiquae investiturae, quam novae concessionis, ad instar antiquae factae, super quibus ex nostrae potestatis plenitudine legibus absolutae, quatenus opus sit, dictam praeinsertam nostram

(1) Antonio Cubello, figlio di Leonardo, secondo marchese di Oristano, li di cui servigi a favore della Corte di Aragona, e l'opera validissima da lui prestata per la espugnazione del castello di Monteleone (in Sardegna) difeso da Nicolò D'Oria, sono qui lodevolmente ricordati, vivente lo stesso suo padre, aveva dimorato per qualche tempo nella Corte Aragonese, e vi si distinse eziandio per le arti cavalleresche. Il Capmany ricorda in una sua lodata opera (*Memorias historicas sobra la marina, comercio, y artes de la antiqua Ciudad de Barcelona*), che nel 6 agosto 1424 il Re Don Alfonso V sostenne un *Torneo* in Barcellona, *nel quale giostrò il figlio del marchese di Oristano*, ch'era appunto Antonio Cubello, a di cui favore fu spedito il presente Diploma (Oper. cit. Tom. II, *Appendice*, pag. 31. 32).

Digitized by Google

declarationem roboramus, validamus, et confirmamus, ut perpetuo suum robur effectum consequatur indubie, in juditiis, et extra, supplentes omne defectum juris, aut facti interventionem, quoquo modo, in hac nostra provisione, hancque volumus, et jubemus, esse dictorum feudorum, naturam, formam, et consuetudinem, perpetuo observandam, caeteris retentionibus, reservationibus, conditionibus, et juribus nobis, ex natura feudorum Nobilium Italiae, aut consuetudine dicti Regni Sardiniae, Nobis pertinentibus in feudo eodem, et concessione, dicti quondam Nobilis Petri de Torrellas expressis Nobis, et nostris successoribus, in dicto Regno Sardiniae remanentibus, semper salvis. Illustrissimis quibusvis post dies nostros, in dicto Regno Sardiniae, successoribus declarantes, nec non quibusvis Viceregibus, Gubernatoribus, Procuratori Regio, caeterisque universis, et singulis, Officialibus, et Subditis nostris, in dicto Regno Sardiniae, ubilibet constitutis, et constituendis, ad quem, seu quos spectet, expresse mandantes, quatenus nostram praesentem justam, et rationi consonam, declarationem hujusmodi teneant firmiter, et observent, tenerique, et observari faciant, per quoscumque, et non contraveniant, seu aliquem contravenire permittant, aliqua ratione, et contrarium declarandi, seu acceptandi omnibus tollimus potestatem. In cuius rei Testimonium, praesens Privilegium nostrum, ad futuram rei memoriam fieri jussimus, nostro Sigillo negotiorum Siciliae, inpendenti munitum. Dat Capuae, die decimo quarto, praesentis mensis Junii, anno Domini, MCCCCXXXVII, Regnique nostri Siciliae, citra Pharum, anno secundo, aliorum vero Regnorum nostrorum, anno vigesimo primo.

REX ALPHONSUS.

Dominus Rex mandavit mihi Baptistae Platamone.

XXVII*.

Bolla del Pontefice Eugenio IV, che autorizza la traslazione della Sede Arcivescovile dall'antica città di Torres a quella di Sassari, e decreta che quest' ultima debba perciò intitolarsi Città Arcivescovile, e Metropoli Turritana.

(1441. — 3 Aprile).

Dall'Archivio della Chiesa Cattedrale di Sassari.

EUGENIUS Eps Servus Servorum dei Venerabilibus fratribus Plovacen et Gilarchicn Epis slt et Aplicam ben.

Super universas Orbis Ecclesias nrae vigilantiae Divina dispositione commissas eo disponente qui cunctis imperat creaturis et cui universa deserviunt licet insufficientibus meritis constituti levamus..... agri Dominici oculos nostros more pastoris pervigilis, inspecturi quid Ecclesiarum ipsarum statui congruat, quid operis impendi debeat circa illas ut divino fulti praesidio qui cuncta ex sui benignitate pro populorum fidelium salute disponit ad ea quae statui Ecclesiarum hujusmodi congruit nostri partes officii impendamus utiliter, et ea quae ad importunam supplicantium instantiam perperam processere in statum debitum reducamus. — Sane dudum pro parte Venerabilis fratris nri PETRI (1) Archiepiscopi et dilectorum filiorum Capituli Turritan nobis exposito, quod Civitas Turritana, quae alias inter caeteras Sardiniae Insulae Civitatates multum esse solebat insignis, propter malignitates temporum et diversas alias calamitates quae partes illas diutius prob! dolor afflixerunt adeo desolata et destituta fuerat prout existit, quod nulli eam inhabitant de praesenti, dempta quadam turri sita in portu juxta litus maris quae per certos ibi ad custodiam deputatos custoditur, et propterea Archieps tunc et Capitulum praefati considerantes sic in Civitate desolata praedicta eos ulterius morari non posse, ex eo quod locus inhabitatus nec congruus ob carentiam populi ad divina inibi celebranda officia existebat, habita inter eos deliberatione matura, se ad quoddam Opidum CIVITAS SASSARI nuncupatum, quod in spiritualibus eidem Archiepo subest, et in quo Archieps pro tempore pro sua habitatione decens palatium habere dignoscitur, locum utique munitum populosum et satis accomodum, se transtulerunt, ubi praefatus Archieps cum suo Capitulo residet de praesenti pontificalibus actibus insistendo, quodque si Opidum praefatum titulo et honore Civitatis decoraretur, Sedesque Archiepalis inibi constitueretur, nec non parrochialis Ecclia Sancti Nicolai in eodem Opido sita, quae utique in loco ad hoc congruo et honesto situata existit in Cathedralem seu Metropolitan Eccliam erigeretur, ac domibus edificiis et officinis necessariis ornaretur et aedificaretur pro Archiepo et Capitulo memoratis, Archieps pro tempore existens et Capitulum praefati apud illam congrue morari, divinis officiis incumbere, et alia ad Divinum cultum pertinentia melius et comodius adimplere valerent; Nos tunc sub dat. Florentiae pridie nonas junii, Pontificatus nri anno decimo, Castrum Sassari in Civitatem, et parrocchialem Eccliam in Metropoliticam erigi, Eccliamque Turritanam ad Castrum praefatum transferri, nec non plura alia fieri mandavimus per quasdam; et deinde accepto quod Rectori, *Plebano* nuncupato ipsius parrochialis Ecclesiae per huiusmodi mandatum praejudicium non modicum generabatur, mandatum hujusmodi per quasdam alias nrs litteras ad ipsius Rectoris instantiam revocavimus, prout in diversis desuper confectis litteris, quarum tenorem hic haberi volumus pro sufficienter expressis, plenius continetur; Demum ex certis rationabilibus caussis animum nrum moventibus, tam ad Archiepi et Capituli, quam Rectoris praefatorum instantiam, omnes literas hujusmodi, ac quaecumque inde secuta tenore praesentium revocantes, Fraternitati vestrae, de qua in his et aliis specialem in Domino fiduciam obtinemus, per Aplica scripta committimus et mandamus quatenus si vos vel alter vrum praemissa fore vera repereritis, super quibus vestram conscientiam oneramus, dictum Opidum Sassari in Civitatem erigendi, ipsamque titulo et honore Civitatis sublimandi et perpetuo decorandi, ita quod de cetero Civitas existat, nec de cetero Opidum Sassari ut hactenus extitit nuncupatum, sed locus ipse sit insignis, ac Turritan Civitas de cetero nominetur, nec non cedente vel decedente Rectore moderno ipsius parrochialis Ecclesiae, aut illam alias quomodolibet di-

(1) L'arcivescovo PIETRO qui nominato era PIETRO SPANO, cittadino Sassarese, ed uno dei più insigni Prelati dei suoi tempi. (Ved. TOLA, *Dizion. Biogr. dei Sardi illustri*, Vol. III, pag. 227).

Digitized by Google

mittente, dicta Sedes Archiepalis Turritanen ad ipsum locum ad quem ipse Archieps Turritan qui est et erit pro tempore, nec non praedicti Capitulum propria auctoritate se transferre ac domos aedifitia et alias officinas pro hujusmodi eorum habitatione pro tempore ibidem aedificare, ac inibi morari possint et debeant, prout penes veterem et desolatam Civitatem Turritan ante ipsius desolationem habitare et morari consueverunt, seu etiam potuerunt, transferendi, praefatamque parrochialem Ecclesiam, postquam modernus illus Rector hujusmodi cesserit vel decesserit ut praefertur, in Cathedralem et Metropolitanam Ecclesiam erigendi, quam, illiusque possessionem, cum omnibus juribus et pertinentiis suis liceat Archiepo et Capitulo praefatis ex tunc auctoritate propria aprehendere, ac in eorum, ac dictae erigendae Ecclesiae usum et utilitatem convertere, alicuius licentia super hoc minime requisita, ita tamen quod praefato Rectore cedente, vel decedente, seu Rectoriam ipsam alias quomodolibet dimittente, animarum cura hujusmodi per sufficientes presbyteros ab eodem Archiepo et Capitulo deputandos specialiter exerceatur, ac de fructibus ejusdem parrochialis Ecclesiae ipsis deputandis praefatis congrua portione reservata, reliqui fructus hujusmodi in tres partes, quarum una Archiepo, et reliquae duae illis de Capitulo praefatis, qui divinis intererint realiter, applicentur tantumodo, dividantur, plena et libera auctoritate Aplica tenore praesentium concedimus facultatem, non obstantibus constitutionibus et ordinationibus Aplicis, ac statutis et consuetudinibus Ecclesiarum eorumdem, caeterisque contrariis quibuscumque, seu si aliquis super provisionibus sibi faciendis de parrochialibus Ecclesiis hujusmodi spetiales, vel aliis beneficiis ecclesiasticis in illis partibus generales Apostolicae Sedis, vel Legatorum ejus literas impetrarunt, etiamsi per eas ad inhibitionem reservationem et decretum vel alias quomodolibet sit processum, quas quidem literas et processus habitos per eosdem ad praefatam Ecclesiam volumus non extendi, sed nullum per hoc eis quoad assecutionem beneficiorum aliorumque praejudicium generari, et quibuslibet privilegiis indulgentiis et literis Aplicis generalibus vel specialibus quorumcumque tenorum existant, per quae praesentibus non expressa, vel totaliter . . . . . quomodolibet . . . . . : de quibus, quarumcumque totis tenoribus habendas in nostris literis mentio specialis. Volumus autem quod in eodem loco, ubi nunc vetus Turritana Ecclesia existit, postquam erectio hujusmodi facta fuerit ut praefertur, Archieps et Capitulum Turritan praefati, nec non successores eorum qui pro tempore fuerint, per aliquem ydoneum Sacerdotem in divinis faciant deserviri, ne Ecclesia ipsa et eius Cimiterium ad prophanos usus velut haereditas transferatur, quod quidem Archieps, Capitulum, et etiam qui in eadem Ecclesia nova post hujusmodi erectionem pro tempore erunt, omnibus privilegiis immunitatibus, libertatibus, praerogativis et exemptionibus gaudere debeant et potiri, quibus ipsi nunc in Turritana Ecclesia constituti utuntur et gaudent, et gaudere soliti fuerunt et potiri. Nos enim, si erectionem, translationem et alia superius expressa fieri contigerit, ut praefertur, ex nunc irritum decernimus et inane, si secus super his a quoquam, quavis auctoritate, scienter vel ignoranter contigerit, attemptari. Dat. Florentiae, anno Incarnationis Dominicae millesimo quadringentesimo quadragesimo primo. Tertio nonas Aprilis, Pontifis Nostri anno undecimo.

XXVIII*.

Frammento di Costituzioni Sinodali dell'Arcivescovo Turritano (di Sassari) Pietro Spano.

(1442. — 9 Marzo).

Dall'Archivio Capitolare della Chiesa Cattedrale di Sassari.

Nos Petrus Spanus per issa gratia de Deus Archiepiscopu de Turres, essende in su Palatu nostru Archiepiscopale de sa presente Cittade de Sassari celebrando Cabidulu cum sos Venerabiles Frades et Figios sos Canonigos de Turres (1), desiderando de ordinare algunas pias et sanctas Constistitutiones, qui esserent ad laude et gloria de su Altissimu Deu, conservatione de su istadu nostru ecclesiasticu, salvatione et utile de totu sas animas Kristianas de sa Ecclesia et Diocesi nostra de Turres. Et pro tantu una cum sos predictos hamus querfidu examinare, et reconosquer sas Constitutiones antigas, sas quales in sa prima introductione de sa dita Ecclesia et Diocesi Turritana hamus agatadu, et cussas cum consigiu, et matura deliberatione de sos antedictos Canonigos et Cabidulu nostru hamus confirmadu, aumentadu, et cresquidu dae bene in megius; sas quales Constitutiones, tantu sas vezas, comente et custas qui povamente hamus ordinadu, et confirmadu, volemus, ordinamus, et mandamus *in virtute sanctae obedientiae*, et suta sas penas in custas dadas et promulgadas, qui siant servadas, et mantenidas perpetualmente in sa dicta Ecclesia, et per tota sa Diocesi nostra de Turres. Datum et actum in Palatio nostro Archiepiscopali praesentis Civitatis Sassaris sub die IX mensis Martii MCCCCXXXXII.

Statuimus et ordinamus, qui su Archiepiscopu non potat privare, incarcerare, ne condenare Archiprete, et ne Canonicos de Turres, tanta in causas criminales, comente et civiles, ad minus qui sos demeritos de su delinquente siant vistos et connosquidos per issu Archiepiscopu, et Cabidulu de Turres: acconoschidos cussos siat castigadu cussu delinquente secundu sos demeritos suos, ad arbitriu dessu Archiepiscopu, et Cabidulu de Turres: et ateramente su Archiepiscopu in cussu easu pretendere non potat in cosa alcuna; et pretendendo non siat permittidu et non obbedidu.

Item statuimus, et ordinamus, qui cadascunu Archiprede et Canonigos, et Prideros siat lizitu appellaresi dae

(1) Questi Canonici erano probabilmente gli stessi che un anno dopo, cioè nel 2 giugno 1443, concedettero ad enfiteusi *Ioanni Néoni, et Nicoloso Philipo Suonatoribus Sahonae, et nunc habitatoribus in civitate Saceris, cum licentia et decreto Rev.mi in Christo Patris et Dni, Domini Petri Dei gratia Archiepi Turritani*, una terra appartenente alla Chiesa Cattedrale Turritana. Nell'atto di concessione, che fu stipulato *in Corretorio Archiepalis Palatii Civitatis prefacte* (e si conserva nell'Archivio Capitolare di Sassari), essi sono così nominati: *Venerabilis Vir Dus Julianus Serra Presbiter Plebanus S. Nicolai Civitatis Saceris, Archipresbiter Gavinus Pinna, Antonius de Acenis Vicarius Ilarii Cano Rectoris S. Xisti, Gavinus de Acenis, Antonius de Mula, Saturninus Casita Rector S. Appollinaris, et Antonius Gambella Canonici dictae Sedis Turritanen.....* etc. etc.

Digitized by Google

Archièpiscopu et Cabidulu a su Majore; essendo pero prima connosquidas sas caussas per issu Preladu et Cabidulu; et candu su Preladu fatat su contrariu siat tenidu a totu sos dannos qui ndat a seguire a sa parte requirente.

Item statuimus et ordinamus, qui su Archiepiscopu non potat per forza bogare foras de sa Cittade de Sassari pro compagnia sua, ne pro atera cosa, Archiprede, Canonigos, Curados, ne preideros; solu si esserent cosas necessarias a su Cabidulu, ovveru a sa mensa, qui in tale casu cum consizu, imperò cadascunu ad voluntate sua, potat andare, non sende perjudiziu a su Cabidulu, neu Mensa de Turres in cosa alguna.

Item statuimus et ord . . . . . .
. . . . . .
. . . . . .
. . . . . (1)

XXIX*.

Don Alfonso V Re di Aragona revoca la proibizione già fatta ai mercatanti Sassaresi di portare altrove, fuorchè a Sassari, le loro mercanzie, per essere sottoposte al pagamento dei dritti di Dogana, e poter quindi circolare liberamente nell'isola; e ordina in coerenza, che detti mercatanti possano eziandio portare le loro merci alla Città di Alghero, ed ivi far dogana *nello stesso modo che a Sassari.*

(1444. — 20 settembre).

Dagli Archivi della Città di Alghero.

Alfonsus Dei gratia Rex Aragonum Siciliae citra et ultra farum, Valenciae, Hierusalem, Hungariae, Majoricarum, Sardiniae, et Corsicae, Comes Barchinonae, Dux Athenarum et Neopatriae, ac etiam Comes Rossilionis, et Ceritaniae. Universis et singulis officialibus nostris tam maioribus, quam minoribus in dicto Regno Sardiniae constitutis et constituendis, et eorum Locatenentibus, salutem et dilectionem. Per expositionem humilem nostrae Majestati factam pro parte et nomine universitatis villae Alguerii per dilectum nostrum Petrum de ferraria militem, Ambasciatorem ipsius in curia nostra praesentem accepimus, et memoriae reductum est nostrae, quod superioribus annis ad instantiam arrendatorum Dohanae civitatis Saçeris, a nostra curia emanavit provisio et mandatum, quod omnes et quicunque Cives eiusdem Civitatis qui emerent in partibus encontratis et locis dicti regni quibuscunque raupas mercatantias et res quaslibet non possent illas ad villam praedictam Alguerij, Civitatem Bosae, vel alia loca, nisi dumtaxat ad Civitatem Saçeris praedictam, ubi exsolverent Jura Dohanae, et alia deferre, sub incursu gravium poenarum, prout in rescripto inde expedito ad quod nos referimus, haec et alia sunt contẽta. Et cum pro copia mercatorum quae est in Saçeris major quam in aliis praedictis terris sequitur ut vix possint ad Alguerium adduci mercantiae et alia praedicta stante prohibitione de qua dictum est, in evidens et notorium praeiudicium universitat et inter caeteras dictae villae Alguerij, cui per expressa Privilegia, et etiam per actum et Capitulum Curiae Regni, sicut caeteris demanialibus terris datum est ab expresso, quod liceat unicuique suas mercantias, res, et bona pro libito adducere, et asportare libere, et absque incursu poenae, et impedimento alicuius officialis nostri, vel Baronis aut Haereditati, quocunque voluerit. Pro debito aequitat. justitiae sumus supplicati per eundem Syndicum, ut in praedictis salutare remedium adhibere dignaremur. Eius igitur supplicatione tanquam iusta et rationi consona benigne admissa dicimus et mandamus vobis et cuilibet vestrum de certa scientia consulte deliberare et expresse, sub incursu nostrae indignationis, et irae, ac poena arbitrio nostro reservata, quod super huiusmodi mercibus, rebus, et bonis per mercatores Saçeris, et alios quoscunque adducendis et apportandis si voluerint ad villam Alguerii praedictam observet et observari faciatis Capitula Curiarum dicti Regni, et privilegia villae ipsius, et non contrafaciatis quavis causa. Dat. in Castronovo Neapolis die Vigesimo Septembris, anno a nativitate Domini Millesimo, Quadringentesimo. Quadragesimo quarto. V. Clau RS.

In Sardin ij.°

XXX*.

Il Re di Aragona Don Alfonso V conferma alla Città di Alghero il privilegio che le avea accordato nel 28 *luglio* 1383 *il Re Don Pietro IV, in virtù del quale tutti coloro che attendevano alla pesca del corallo nei mari Sardi, dal* Capo di Napoli *all'isola dell'*Asinara, *erano tenuti a* far porto, *e* dogana *in detta Città di Alghero.*

(1444. — 30 settembre).

Dagli Archivi della Città di Alghero.

Alfonsus Dei gratia Rex Aragonum; Siciliae citra et ultra farum, Valentiae, Hierusalem, Hungariae, Maioricarum, Sardiniae, et Corsicae, Comes Barchinonae, Dux Athenarum, et Neopatriae, ac etiam Comes Rossilionis, et Ceritaniae, Magnifico et Dilectis Consiliariis Nostris Viceregi et Gubernatori Generali, ac Gubernatori et Reformatori in Capite Lugudorii Regni praedicti, Vicario etiam Villae Alguerii, et aliis Officialibus universis et singulis, ad quos spectet, et eorum locatenentibus, praesentibus et futuris, salutem et dilectionem. Vidimus quoddam Privilegium, Statutum, et Ordinationem Illustrissimi memoriae celebris Dñi Regis Petri Proavi Nostri tenoris sequentis: — Nos Petrus Dei gratia Rex Aragonum, Valentiae, Maioricarum, Sardiniae, et Corsicae, Comes, Barchinonae, Rossilionis, et Ceritaniae. — Ut vos fideles nostri Villae Alguerii, qui propter guerrarum strepitus, qui diu in Sardiniae insula viguerunt, et alias nimis estis oppressi, suscipiatis aliquod relevamen, curaque nostra valeat augmentari, tenore praesentis providemus, statuimus, et ordinamus, quod de caetero omnes *barquae* perquirentes, seu trahentes corallum a maribus *de Cap de Napoli usque*

(1) Manca il resto.

Digitized by Google

a sa Linayre (1), habeant, et teneantur degere, et facere portum suum in Villa Alguerii, et non alibi, quodque solvant et solvere teneantur illud majus jus quod pro dicto corallo solvi est assuetum, tam per habitatores dictae Villae, quam per extraneos, et hoc sub poena amissionis suarum barcarum, ac rerum et mercium suarum, quibusvis litteris aut concessionibus per nos factis seu fiendis alicui seu aliquibus in contrarium, quas praesenti serie revocamus, obstantibus nullo modo: Mandantes expresse Gerenti vices Gubernatoris Logudorii, Duaneriis, et aliis Officialibus dictae Villae, quod si per importunitatem, aut sugestionem aliquorum forsitan a nostra Curia literae aliquae in contrarium emanarent, illas non observent, nec obediant eis nullo modo. Mandamus igitur ipsis Nostris Officialibus, quod hanc nostram ordinationem, et provisionem teneant firmiter et observent, et contra non faciant quavis causa. In cujus rei testimonium praesentem fieri jussimus nostro sigillo munitas. Datum in Monasterio Populeti 28 die Julii, anno a Nativitate Domini 1383. — Rex Petrus —: Et comprehendentes aperte per tenorem praedicti privilegii, statuti, et ordinationis, quod omnes barquae perquirentes, seu trahentes corallum ab equoribus *del Cap de Napoli usque a la Linayre*, tenentur degere, et facere portum in Villa Alguerii, et non alibi, et solvere ibidem illud majus jus, quod pro dicto corallo per habitatores, et extraneos dictae Villae solvi assuetum, et hoc sub poena amissionis suarum barcarum, rerum et mercium; Vobis propterea, ad supplicationem nomine et pro parte universitatis dictae Villae humiliter Nostrae Serenitati factam, et pro observatione jam dicti privilegii, et statuti, dicimus et mandamus scienter, et expresse, sub incursu Nostrae indignationis, et irae, ac poena duorum millia florenorum auri de Aragonum Ærario Nostro quoties committatur applicanda, quatenus contrafacientes quoscumque, seu renitentes facere in omnibus, et per omnia, dicto privilegio, ordinationi, et statuto, remediis quibus convenit, juxta privilegii praeinserti continentiam, distringatis, compellatis, exequamini, et forcietis; alias oporterit Nos circa hujusmodi praejudicium erga vos, et eos debite providere, cum nequeamus universitati dictae Villae in sui justitia, et privilegiorum suorum observatione aliquatenus deficere. Datum in Castro novo Civitatis Neapolis die ultimo Septembris, anno a Nativitate Domini MCCCCXLIV. — Rex Alphonsus. —

In Sardiniae primo. — Reg^{s} et Reg^{ta}.

XXXI.

I Consiglieri della città di Cagliari scrivono ai Consiglieri della città di Barcellona, chiedendo la loro interposizione presso l'appaltatore del dritto di pesca del corallo in Tunisi, affinchè moderi la eccessiva imposta del terzo *del prodotto, ch'egli esige dai* Corallatori *Sardi, di Cagliari, e di Alghero, i quali pescano in quei mari.*

(1446. — 20 novembre).

Dal Capmany, *Memor. histor. sobr. la marin. comerc. y Art. de Barcelona; Colecion Diplom.* Tom. II. pag. 267. n.° CLXXIV.

(1) Cioè, dall'odierno *Capo Manno* all'ovest fino all'isola dell'*Asinara* al Nord della Sardegna.

Als molt honorables è molt savis Senyors, los Consellers de la Ciutat de Barcelona. — Molt honorables è molt savis Senyors — Segons clamor feta per diversos Coralèrs, axi de les parts de Cathalunya come de aquesta terra de Cáller è del Alguér, pescants en les mars de Barbería corals, en Rafel Vives, ora stant en Tunis, havía del Rey de Tunis arrendat lo drèt del dit corál, del que aprés hauría fins vuy exhigida la tersa part de tot lo corál que y pescan, per forma que no y poden millorar; ans si desffan, ultra que stán à risch è perill de mar è de males gents: lo que est molt detestable è cosa inhumana qu'el dit Rafael, qui es Christià è de nostra nació, fasa tals coses, qu'el Rey de Tunis, qui es strany à nostra ley, no faría per conservar humanitat.

Per queus pregám, tant com podém, vos sia plasènt sobre aço haver degut rahonament ab an Luys Vives, genná del dit Rafel morant en Barcelona, dega donar orde qu'el dit son germa sia content de la dehéna part del coràl ques pèscará en les dits mars, ò de cosa rahonable, contractant aquells, per manera que nos desffassan los dits Coralérs; è axi mateix prégam vostres Reverencias, vos sia plasént scriure de part de vostres grans savieses una letra al dit Rafel, exortant aquell desista exhigir d'aquí avant tal inhumà è fora de justicia drèt, metantse al rahonable, è á cautela, si obs será, vos plácia impetrar sobre la urgent materia de la Senyora Reyna letres ques pertany, è opportunes per mils subjugar à la rahó lo dit Rafel. Als . . . . . scriure á vostres grans magnituts circunspectes, sino que al Samt Sperít sia en protecciò de aquelles ab deguda felicitat, offerintnos per aquelles fer lo que nosaltres posible sia. Scripta an Castell de Caller à XX de Nohembre l'any MCCCCXLVI.

A honor de vostres grans Reverencias apparellats Los Concellers è Prohomens de Cáller.

XXXII.

I Consiglieri della città di Barcellona rispondono ai Consiglieri della città di Cagliari di aver accolto favorevolmente la loro domanda, e di aver avuto promessa dall'appaltatore del diritto di pesca del corallo in Tunisi, e per lui dal suo fratello dimorante in Barcellona, che per la imposta di detta pesca userebbe verso i Corallatori *Sardi, di Cagliari e di Alghero, lo stesso trattamento solito usarsi verso i pescatori Catalani.*

(1446. — 14 dicembre).

Dal Capmany, Opera sudd. *Colecion Diplom.* Tom. II. pag. 268. n.° CLXXVI.

Als molt honorables è molt savis Senyors los Consellers è Prohomens del Castell de Cáller: Los Concellers de Barcellona à vostra honor aparellats. — Molt honorables è molt savis Senyors. — Una vostra letra havém rebuda del XX del mes de Noembre prop passat, sobre la pescha dels corals de les mars de Barbería, que te arrendada del Rey de Tuniç en *Raphaél Vives*, è queus sería feta clamór que alscuns coralérs, axi de Cathalunya com d'aqueixes parts de Cáller è del Alguér, que lo dit en

Digitized by Google

Raphael los tracte en forma que no y poríen miliorar; ans s'y desfarien, ultra que stan á risch è perill de mar è de males gents; è á la fi nos pregats, que volguessem tractar ab en *Luis Vives*, germà del dit Ráphael, que donás orde que lo dit Ráphael se contentás de la dehéna par del coral quis pescaría en les dites mars, segons aquestes coses pus stesament son contengudes en la dita vostra letra: la qual rebebuda, nos fahém venir lo dit Luis Vives, pregant lo de les dites coses, lo qual nos ha offert, que per contemplació nostra è d'aquesta Ciutat el donarà obra ab lo dit Raphael frare seu, que tractarà en la dita pescha los corallèrs de Cáller è del Alguér en la forma que séran tractats los de Barcelona è de la Costa. Perço, molt honorables è molt savis Senyors, vos certificám de les dites coses. E tingueus la Sancta Trinitat en sa guarda, rescrivint nos ab confiança de totes altres coses, en tant quant puschám fér per vostres plahir è honor. Scrita en Barcelona à XIV de Dehembre del any de la Nativitat del Senyor mil quatercents quarante è sis,

XXXIII*.

Capitoli patteggiati ed accordati dal Re Don Alfonso V di Aragona (II di Sardegna) a petizione dello STAMENTO *militare del Parlamento Sardo, con la corrispondente offerta del* donativo *di ventunmila ducati, fatta dai baroni e dai feudatari dell'isola* (1).

(1452 — 31 ottobre (2))

Dagli antichi Archivi del Regio Patrimonio in Cagliari, Cod. Cartac. autent. dal fol. 23 al fol. 39.

Pateat universis, Quod Nos Alphonsus Dei gratia Rex Aragonum, Siciliae citra et ultra Farum, Valentiae, et Hierusalem, Hungariae, Majoricarum, Sardiniae, et Corsicae, Comes Barchinonae, Dux Athenarum, et Neopatriae, ac etiam Comes Rossilionis et Ceritaniae, animadvertentes quam equum, quam sanctum, quamque praeclaro Principe dignum habeatur, subditorum quieti et utilitati consulere; quod fieri non potest, nisi eos Princeps et in bello ab extrema vi, et in pace a Magistratuum iniuriis tueatur, quae quidem iniuriae facile propulsari posse videntur, si Princeps subditis ipsis beneficia et privilegia quasi arma quaedam pro temporum conditione conferat, quibus libertatem suam adversus eosdem Magistratus defendant: Considerantes etiam quod ad iusti Regis partes pertinet, non solum non ferre iniuriam, sed etiam ab eo cui inferatur iniuriam arcere, atque repellere: Illud praeterea animo volventes esse maxime Regium beneficia multa ac magna subditis suis conferre; quae laus liberalitatis, cum in privato homine per magna sit, in Principe certe, ac Rege, cunctorum mortalium iudicio excellentissima non immerito existimatur; cum nihil proprie sit, quo Reges ad divinam potestatem proprius accedere videantur, quam beneficia hominibus impartiendo. Cum igitur saepe ad aures nostras ex Regno nostro Sardiniae proceres, ac populi, de Magistratibus ac Praesidibus, quos ad eos mitti contigit, graves quaerimonias detulerint, quas quidem minime praeterissemus, si de iis nobis constitissent, postularuntque, ut eorum incommodis provideremus, supplicantibus maxime Nobis proprio nomine, ac etiam pro absentibus Magnatibus, Proceribus Regni ipsius, Magnifico, Nobilibus, dilectisque, et fidelibus Consiliario Nostro Iacobo Carros Milite, Comite Quirrae, Petro Ioffre Domicello, ambasciatore et electo ab electis pro Magnatibus et Proceribus, sive haereditatis Bracchii Militaris Regni ipsius, Francisco Saba et Antonio Gambella Militibus, Galcerando Mercaderii Milite, Procuratore Francisci Gileberti Centelles Comitis Olivae, Iacobo Aragall Milite Procuratore Philippi Aragall Militis fratris sui, Gilardi de Doni, et Raymundi Çatrilla, ac etiam ipso Petro Iofre velut tutore ac curatore Iacobi Pardo, et procuratore Francisci Thomich Militis, Galcerando Torrello Procuratore fratrum suorum, Bindo de Bansa Procuratore Spectabilis, et Magnifici Antonii de Arborea Marchionis Auristagni (3), et Dominico Marras Canonico Ecclesiae Sanctae Iustae Procuratore Magnifici Salvatoris de Arborea

(1) Le antiche *Corti (Cortes)* del Regno di Sardegna erano composte da tre BRACCI *(Braços)*, chiamati pure *Stamenti*, l'*Ecclesiastico* cioè, il *Militare* e il *Reale*, i quali rappresentavano legalmente l'universalità dei cittadini o abitanti dell'isola allorchè erano riuniti in Parlamento. Lo Stamento *Ecclesiastico* era formato dagli arcivescovi, vescovi, abati, prieri, e capitoli delle cattedrali; il *Militare* dai titolati, baroni, magnati e nobili; e il *Reale* dai sindaci delle città e dei comuni. Le CORTI SARDE furono riunite per la prima volta a parlamento nel 1351 dal Re Don Pietro IV di Aragona, che le presiedette personalmente nel castello di Cagliari. È questa l'origine della Costituzione politica della Sardegna, la quale durò nel suo primo vigore, come legge fondamentale dell'isola, fino al 1848.

(2) Il Re Don Alfonso radunò ancor egli personalmente in Cagliari le CORTI SARDE nel 1421. In questo Parlamento furono approvati, e quindi ebbero forza di legge, diecinove capitoli, sei dei quali furono proposti in comune dai tre *Stamenti*, e tredici particolarmente dallo *Stamento* militare, come si rileva dal Codice originale esistente nell'Archivio della città di Cagliari (fol. 5 e seg.). Nello stesso Codice (fol. 7 fin. a fol. 22) si leggono altri capitoli trentuno proposti dal detto *Stamento* militare nel 1448, e approvati dallo stesso Re Don Alfonso V nel 29 maggio dell'anno medesimo. Tutti questi *capitoli di Corte* (come soleano chiamarsi) riguardavano il modo e il tempo in cui doveano riunirsi le *Corti*, la polizia interna del Parlamento, le sue risoluzioni, la osservanza perpetua dei *capitoli di Corte*, da giurarsi personalmente dal Re a mani degli Ambasciatori del Parlamento, e da tutti gli Uffiziali Regii, e da munirsi di Lettere Reali esecutive, senza dritto di sigillo; la facoltà accordata al *Braccio* militare di riunirsi in *Stamento*, e ai tre *Bracci* o *Stamenti* di unirsi in Parlamento generale senza il *Placet* regio, in casi di necessità o di utilità del Regno; la concessione, investitura, successione, e divisione dei feudi; la giurisdizione civile e criminale, le libertà, le esenzioni, i privilegi, i dritti, e i doveri dei feudatari; la proibizione dei processi secreti *(proces de Cambra)* e della esecuzione di pene capitali, o mutilazione di membro contro i baroni e i nobili; la libertà di domicilio e di contrattazione pe' vassalli regi e baronali; l'amnistia generale conceduta ai Sardi dal Re Don Alfonso, eccettuatone il *crimenlese;* la estensione della *Carta de Logu* di Eleonora di Arborea a tutta l'isola; l'ordine, il numero e la durata dei giudizi; la proibizione delle *sportule* ai Giudici stipendiati; la fissazione dei dritti dovuti agli Ufficiali subalterni; la consegna dei delinquenti; le *salvaguardie;* l'obbligo al Vicerè e ai Governatori di provvedere col voto di un Assessore; il divieto di avocar le liti fuori dell'isola, ma libero in pari tempo a ciascuno il ricorso al Re; la dignità e i poteri viceregali, e le cautele, e i provvedimenti per frenarne gli arbitrii; la sindacatura quinquennale del Vicerè e dei Governatori, e la triennale di tutti gli altri pubblici Ufficiali; la nullità delle provvisioni Regie non controsegnate dal Cancelliere del Regno; la uniformità del valore legale delle monete; la conservazione delle scritture notarili; e finalmente la proibizione di tasse straordinarie, eccettuati i casi di maritaggio, d'incoronazione o di liberazione del Re o di Persona Reale.

(3) Antonio Cubello, figlio primogenito di Leonardo Cubello primo marchese di Oristano e conte di Goceano, cui succedette nel 1427.

Digitized by Google

Militis (1), eisdem, et omnibus Magnatibus et Baronibus, ac Haereditatis Regni ipsius, capitula infrascripta, quae a Nobis requisiverunt, et supliciter postularunt, iis benignissime concessiones iuxta decretationes, sive responsiones in fine uniuscuiusque ipsorum capitulorum appositas; quorum capitalorum et decretationum, sive responsionum tenor, et series sic se habent (2) . . . . . .

. . . . . .

. . . . . .

Segue la offerta del donativo fatta dallo Stamento militare per ottenere le grazie e concessioni contenute nei capitoli, ed è questa.

Per impetrar del dit Señor las dites gracies è privilegis, los dits Barons, è Heretats oferiren graciosament a sa Magestat vint y un milia ducats, moneda de Gillats, à raho de sinch tarins lo ducat, al dit Señor de present, pagadors en la Ciutat de Napoles; ultra los deu milia ducats, que per los altres capitols li foren axi mateix graciosament offerts è donats. Suplicant a la celsitud sua, que los dits vint y un milia ducats, è onza milia, que per raho del cambi de aquells se hauran de pagar, los mane compartir è distribuir entre los dits Barons è Heretats, è vassalls llurs, aguida iusta consideraciò a las facultats de cascu, è a la comoditat que dels presents capitols reporten: assignant sobre lo dit compartiment persones intelligents, è experts entre ells fahedor. E com lo dit Señor à suplicacio de alguns dels dits Barons è Heretats del dit Regne presents en la sua Cort (ço es del Compte de Quirra, Don Pere Ioffre, hu dels elets, è Procurador del Bras Militar del dit Regne, è Embaxador del dit Bras al dit Señor trames, de Mossen Francesch Sabba, de Mossen Antoni Gambella, Don Galceran Torrello, è Don Iacob Manca, è de alguns Procuradors dels absents, ço es de Bindo de Bansa Procurador del Marques de Oristani, de Mossen Galceran Mercader Procurador del dit Compte de Oliva, de Domingo Marras Canongè de Sancta Iusta Procurador de Mossen Salvador de Arborea, e de Mossen Iaume Aragall procurador de Mossen Felip de Aragall germà seu, de Mossen Girard de Doni, è Don Ramon Cetrilla; è encara del dit *Empere* (Don Pere) Ioffre, com à Tudor, è Curador de Don Iaume Pardo, è procurador de Mossen Francesch Tomich; del dit Galceran Torrello, com à Curador de sos germans; è del dit Iacob Manca, com a Procurador de sos nebots, haja per ells pris à cambi los dits vint y un milia ducats, è per aquells als mercaders donants aquells à cambi, lo dit Señor haia promes pagar trenta dos milia ducats à la dita raho de sinch tarins per ducat: los quals per sas lletras de cambi remet à pagar als dits Barons e Heretats en Sardeñya; e sia just, e rahonable, que lo dit Señyor sia dels dits trenta dos milia ducats, e de qualsevol dañys, missions, e interessos, que sa Magestat en qualsevol manera per raho de aquells hagues à fer, e sostenir, servat totalment indemne: Per tant los dits Comte de Quirra, Empere Ioffre, Mossen Francesch Sabba, Mossen Antoni Gambella, e Galceran Torrello, e Iacobo Manca, e cascun dells en llurs noms propris: E los dits Pere Ioffre com a hu dels elects, Procurador, e Embaxador del dit Bras Militar; Bindo de Pansa Procurador del dit Marques de Oristañy; Mossen Galceran Mercader com a Procurador del dit Compte de Oliva; Dominico Marras com a Procurador del dit Mossen Salvador de Arborea; Mossen Iaume Arragall com a Procurador dels dits Mossen Felip Arragall son germa, de Mossen Gerardo de Doni, e Don Ramon Cetrilla; e encara lo dit Empere Ioffre com a Tudor e Curador del dit Iaume Pardo, e Procurador del dit Mossen Francesch Tomich; e Galceran Torrello com a Procurador de sos germans; e Iacobo Manca com à Procurador de sos nebots, convenen, e prometen al dit Señyor present, e acceptant, de servar plenament indemne sa Magestat, e bens, dels dits trenta dos milia ducats: en axi, que si de aquells al dit Señyor convenira pagar quantitat alguna, tota aquella sens dilacio li prometen restituir, e tornar en temps ab tots los dañys, interessos, missions e despeses en qualsevol manera da quen fets, e sostinguts. E no res meins que si al dit Senyor convengues pagar quantitat alguna dels dits trenta dos milia ducats, en tal cas voleu, els plau per pacte special, que los presents capitols sien aguts per no atorgats. E per asso atendre, tenir, servar, e cumplir los dits Compte de Quirra, Empere Ioffre, Mossen Francesch Sabba, Mossen Antoni Gambella, e Galceran Torrello, e Iacobo Manca obligan tots llurs bens propris, e los dits Procuradors los bens de llurs principals, en tant quant llurs potestats se estenen: en los quals bens puga esser feta Real execucio (segons per deutes Reals, e Fiscals es acostumat fer); e no res meins los sobredits prometen assi acceptar los cambis.

(3) Placet Regiae Maiestati, et acceptat, et committit dictam taxationem Domno Lupo Ximenes Durrea Viceregi Siciliae, Valentîno Claver Vicecancellario, Roderico Falcò, Nicolao Fillach, Petro de Risulduno Regii Patrimonii Conservatori Generali, et Arnaldo Fenolleda Prothonotario (4).

Ut autem capitula pracinserta, et omnia, et singula

(1) Salvatore Cubello di Arborea, fratello di Antonio Cubello, di cui nella nota precedente, al quale succedette pure nel 1457 nel marchesato di Oristano e contado di Goceano.

(2) Sono qui inserti li trenta capitoli patteggiati dallo *Stamento* militare col Re Don Alfonso, e da lui accordati, dietro la offerta del *donativo* di ventiduemila ducati. Sono scritti in lingua catalana, e basterà riferirne la sostanza. Venti di tali *capitoli* contengono la conferma di *capitoli* somiglianti già concordati, patteggiati e accordati dallo stesso Re Don Alfonso nel 1421 e 1448, dei quali abbiamo indicato l'oggetto nella precedente pag. 69, nota (2), e riguardano le riunioni particolari dello *Stamento* militare; le tasse, o esazioni straordinarie; la giurisdizione feudale; le libertà private dei vassalli; l'ordine, il numero e la durata dei giudizi; la monetazione e l'unificazione del valore legale della moneta in corso; le *salvaguardie*, i *guidatici*, le *moratorie;* il divieto dei processi secreti *(proces de Cambra)* contro i feudatari e i nobili ecc. ecc. Gli altri dieci sono nuovi, e riguardano le nuove investiture di feudi già concedute dal Re Don Martino di Sicilia, e da Pietro Torrelles Capitano Generale dell'isola, purchè confermate dal Re Don Ferdinando I, abolito in tal parte il divieto fatto dal Re Don Pietro IV nel 1366; la formazione del Gran Libro (Capbreu) delle rendite regie a spese dell'Erario pubblico; la restituzione di *dritti* indebiti riscossi dai Vicerè, dai Governatori e da altri Ufficiali regii; e il pagamento di cento ducati per *dritto di Sigillo* per la spedizione di detti trenta capitoli.

(3) Il Re Don Alfonso accetta l'offerta del *donativo* nella somma di *ventunmila* ducati; ma dà ai Baroni, Feudatari e Nobili dell'isola, componenti lo *Stamento* militare, il carico di pagarne *trentaduemila*, avendoli egli presi *a cambio* dai mercatanti; e, come si legge in appresso, ne fa la *girata* ai medesimi Baroni, Feudatari e Nobili, col sovrappiù dei danni ed interessi, in caso di non fatto, o di ritardato pagamento; per lo che nomina qui i *Tassatori* o Liquidatori.

(4) Dopo l'accettazione del *donativo* segue l'approvazione dei *capitoli* patteggiati ed accordati; complemento del presente Diploma.

Digitized by Google

in eis, et unoquoque eorum contenta iuxta responsiones et decretationes in fine uniuscuiusque eorum adiectas et appositas (1) firma, et perpetua validitate omni futuro tempore permaneant et subsistant tenore praesentis Privilegii, et publici instrumenti perpetuo valituri de Nostri certa scientia, et consulte laudantes, approbantes, et iterum de novo concedentes eisdem Magnatibus, Baronibus, et Haereditatis, ac etiam universo Regno praedicto Sardiniae, et singularibus ipsius, ipsa capitula iuxta ipsorum decretationes, in vim privilegii, seu privilegiorum et contractus cunctis futuris temporibus valituri, seu valiturorum, damus, donamus, et concedimus, et ex pacto speciali solemni stipulatione vallato inter Nos, et praedictos Magnates, Barones, et Haereditatos inito, et convento, promittimus sub verbo, et fide Nostris Regiis, ac iuramus ad Dominum Deum, et eius sancta quatuor Evangelia ante Nos posita, et Nostris propriis manibus corporaliter tacta per Nos, et successores Nostros quoscumque praeinserta universa capitula, et eorum unumquodque, iuxta illorum decretationes, et praesens Nostrum Privilegium, praesentemque contractum, perpetuo tenere, et observare, ac teneri, et observari per Nostros Officiales facere, nec contrafacere, vel contrafieri permittere quavis causa. Magnificis propterea, et dilectis Consiliariis Nostris quibuscumque, praesenti Locumtenenti, Vicerregi, et Gubernatori Nostro Generali praedicti Regni Sardiniae, ac Gubernatori in Capite Calaris et Gallurae, et Ioanni de Flors Militi Gubernatori, et Reformatori in Capite Logudorii, Procuratori suoque Regio, vel ipsum officium Regenti, caeterisque universis et singulis Officialibus, et subditis Nostris quocumque nomine nominatis, officioque et iurisdictione fungentibus, praesentibus et futuris, mandamus sub irae et indignationis Nostrae incursu, quatenus praedicta omnia et singula capitula, et eorum unumquodque iuxta uniuscuiusque responsiones ac decretationes, praesentemque contractum teneant firmiter et observent, et faciant ab aliis inviolabiliter observari; iniungentes et expresse mandantes praedictis Locumtenenti Vicerregi et Gubernatori, ac etiam Gubernatori dicti Capitis Logudorii, ut omni mora consultatione et procrastinatione cessante, nullaque alia executoria expectata, seu requisita, quam primum requisiti fuerint, iuramentum, et homagium praestare in manibus et posse Nostri Procuratoris Regii, seu officium ipsius Regentis, seu Vicarii Castri Calaris, quod praesentem contractum et publicum instrumentum, omniaque praeinserta capitula, et eorum unumquodque, iuxta eorum responsiones et decretationes perpetuo tenebunt, et observabunt, et in nullo contrafacient directe, vel indirecte, quavis ratione, occasione, seu causa. Quod est datum, et actum in Castello Novo. Civitatis Neapolis die trigesimo primo mensis octobris, anno a Nativitate Domini millesimo quadragintesimo quinquagesimo secundo: Regni huius Siciliae citra Farum anno decimo octavo: aliorum vero Regnorum Nostrorum trigesimo septimo.

Si✠gnum Alphonsi Dei gratia Regis Aragonum, Siciliae citra et ultra Farum, Valentiae, Hierusalem, Hungariae, Maioricarum, Sardiniae, et Corsicae, Comitis Barchinonae, Ducis Athenarum, et Neopatriae, ac etiam Comitis Rossilionis, et Ceritaniae, qui praedicta laudamus, concedimus, et firmamus dicto trigesimo primo die octobris, ac etiam iuramus in dicto Castello Novo die decimo nono novembris anni praedicti in manibus Venerabilis in Christo Patris, et dilecti Consiliarii, et Cancellarii Nostri Arnaldi Rogerii Episcopi Urgellensis (2); huicque publico instrumento sigillum maius Maiestatis Nostrae apponi iussimus in pendenti. Rex Alphonsus.

Testes sunt, qui ad praedicta praesentes fuerunt, Valentinus Claver Vicecancellarius, Petrus de Bisulduno Miles, Regii Patrimonii Generalis Conservator, ac Regius Procurator in dicto Sardiniae Regno, Rodericus Falcò, et Nicolaus Fillach legum Doctores, Petrus de Cap de Villa Thesaurarius in Regno Siciliae citra Farum, et Petrus Salvator Valls Secretarius Consiliarii Domini Regis praedicti.

Dominus Rex mandavit mihi Arnaldo Fenolleda, in cuius posse firmavit, et viderunt Valentinus Claver Vicecancellarius, Rodericus Falcò legum Doctor, et Procurator Regii Patrimonii Cons. V. Petrus de Capdevila Thesaurarius.

(1) Alla fine di ogni capitolo si legge la formula — *Placet Regiae Majestati* —; e laddove il Re credette dover fare limitazioni od eccezioni alla domanda, queste vi sono pure particolarmente indicate.

XXXIV*.

Don Alfonso V Re di Aragona scrive a Giacomo Carroz, conte di Quirra, governatore e luogotenente generale del Regno di Sardegna, comandandogli di cessare dagli abusi e dalle violenze che commetteva contro i vassalli del marchese di Oristano ed in dispregio dei dritti di quel dinasta Sardo, destinando il governatore e riformatore del Capo di Logudoro per decidere le contese esistenti e che potrebbero sorgere tra lui ed il detto marchese di Oristano (3).

(1455. — 22 maggio)

Dai Regii Archivi di Barcellona, Registr. Sardiniae, Ii, ab ann. MCCCCLV ad MCCCCLVIII, fol. 8.

Alfonsus, Dei gratia, Rex Aragonum, Siciliae citra et ultra Farum, Valentiae, Hierusalem, Hungariae, Maioricarum, Sardiniae et Corsicae, Comes Barchinonae, Dux Athenarum et Neopatriae, ac etiam Comes Rossilionis et Ceritaneae. *Magnifico et dilecto Consiliario nostro* Iacobo

(2) Di qui si ricava che il presente Diploma fu firmato e spedito dal Re Don Alfonso V di Aragona (II di Sardegna) nel 31 ottobre 1452 da Castelnuovo di Napoli; e che poi nel 19 novembre dello stesso anno egli prestò solennemente il giuramento di osservarne il contenuto a' mani di Arnaldo Roger Vescovo di Urgel. Dopo quest'anno il Parlamento Sardo non si riunì fino al 1481, in cui le Cortes furono presiedute dal Vicerè Ximene Peraz. Lo Stamento militare vi prese la parte più attiva, deliberò quaranta capitoli sopra varie materie riguardanti il governo civile e politico dell'isola, la sua agricoltura, commercio ed industria, e sull'ordine, numero e forma dei giudizi, e li sottopose alla sanzione regia: dieci dei medesimi non furono accordati: gli altri trenta però furono accettati ed approvati dal Re Don Giovanni II con diploma spedito da Cordova nel 1484.

(3) Il Marchese di Oristano, del quale si parla in questa Carta, era Don Salvatore Cubello di Arborea, il quale poi morì senza successione nel 1470. Quindi il marchesato di Oristano, e il contado di Goceano pervennero a Don Leonardo d'Alagon, figlio primogenito di Benedetta Cubello di Arborea, sorella di detto marchese Don Salvatore.

Digitized by Google

Carroz militi Comiti Quirrae, *Gubernatori et Locumtenenti Generali iam dicti Sardiniae Regni, salutem, et dilectionem; humili expositione nostrae Maiestati facta pro parte Magnifici et dilecti Consiliarii nostri Marchionis Auristani, et Comitis Gociani intelleximus quod ipso Marchione, tenente et possidente quoddam territorium seu terras saltus intra civitatem Auristanii et villam Uravii dentes videlicet in quodam loco appellato, Montem Digrara, iuxta quendam Rivum appellatum Rio Portoso versus Mare, in quo includitur Portus de la Frasta, quae loca tenuit, et possedit Nobilis et Magnificus quondam eius Pater:* Vos postquam a nostra Maiestate obtinuistis officium Gubernationis et Locumtenentiae, sub brachio dicti officii ipsum Marchionem eius vassallos, et alios quibus locavit saltos praedictos pluries turbastis, et molestastis in possessione praedicta. Quinimo pauci sunt menses elapsi, quod quamplures, et plures vassalli vestri, et aliarum terrarum, cum vestris Officialibus in numero copioso, manu armata ad dicta loca se contulerunt, et ibidem furcas erexerunt videlicet in dicto Monte Degrara, in planitie, et prope mare, et propterea multi qui ad dicta loca accedere solebant cum eorum bestiis timore vestri, propter officium, quod geritis, ad dicta loca non audent accedere, et sic ipse Marchio in eius possessione turbatur. *Unde ad supplicationem eiusdem Marchionis intendentes, ne talia per aliquos, et signanter per nostros Officiales fiant, Vobis mandamus,* sub pena viginti milium Ducatorum, *quod aliquid in locis supradictis, vel aliis in praeiudicium eiusdem Marquionis, et ipsius Vassallorum non attentetis, imo ipsum Marchionem et eius Vassallos et alios pacifice et quiete cum eorum bestiis, seu animalibus loca praedicta sinatis intrare, stare, pasturare, omni facti impedimento, et molestatione cessantibus; et si quid ius in locis praedictis, vel aliis habere praetenditis contra ipsum Marchionem in praedictis, aut circa ea, aut quare ad praedicta non teneamini, infra dies x proponatis et adeatis Magnificum, et dilectos Consiliarios nostros Gubernatorem, et Reformatorem Capitis Lugodoris, et Bernardum Sallent Locumtenentem Regii Procuratoris in dicto Capite, quibus harum serie committimus, quod vocatis vocandis, auditis utriusque partis Iuribus colligant processui, usque ad conclusionem causae inclusive, (neminem volumus tamen contra iustitiam agraviari) ipsum que clausum et sigillatum ad nostram Maiestatem transmittant, ut postmodum de veritate facti informati de condescenti iustitiae remedio providere valeamus, cauti de secus agendo pro quanto vobis, et eis gratia est nostra cara, iramque, et indignationem nostram, ultra poenam iam dictam, quam contrafacientem, ipso facto decrevimus incurrisse, cupilis, et cupiunt evitare cum sic iustitia exigente fieri velimus et compleri.* Dat. sub Castello Novo Civitatis Nostrae Neapolis die xxii mensis maii, anno a Nativitate Domini M.CCCC.LV.

REX ALFONSUS.

Petrus Putgeriol mandato Regio facto per Valentinum Claver Vicecancellarium qui has vidit.

XXXV*.

Il Re di Aragona Don Giovanni II proibisce severamente ai Baroni e Feudatari di Sardegna di esigere dai loro vassalli tributi o servizi personali maggiori di quelli che fossero loro dovuti per titolo d'infeudazione, e di impedire, come facevano, i detti vassalli dal commerciare liberamente, e dal vendere dove, e a qual prezzo che sembrasse ai medesimi migliore i prodotti delle loro terre e delle loro industrie.

(1459. — 8 gennaio)

Dagli Archivi del Reale Patrimonio (antica Procurazia Reale) in Cagliari.

Nos IOANNES Dei gratia Rex etc. Circa reformationem dicti nostri Regni Sardiniae, quod longa retro Principum laudabilis recordationis praedecessorum nostrorum absentia in multis patitur, mentis Nostrae aciem dirigentes, hac consultissima pragmatica sanctione, seu lege, in posterum valitura ordinamus, statuimus, et sancimus inviolabiliter observandum, quod Magnates, Barones, vel Haeritati ipsius Regni a Curia Nostra feuda tenentes, praesentes, vel aliqui ex eis, per se vel interpositam personam, palam quomodolibet vel occulte, directe vel indirecte, aut alias quovis modo, non audeant vel praesumant a vassallis Baroniarum, seu terrarum suarum, alia iura, alia dacia, vel alia quaeque praeter debita eis et pertinentia exigere, neque vassallis ipsis onera alia vel servitutes imponere, neque eos in aliquo male tractare, neque in Baroniis, vel terris ipsis, praeter res eorum victui tantummodo necessarias, genus commercii aliquod exercere, neque vassallos ipsos ad vendendas eorum res, vel merces aliqua ratione compellere, neque ne vendantur eis interdicere usque illorum exitum a dictis Baroniis, seu terris aliquatenus prohibere, poena mille florenorum auri Aragoniae singulis contrafacientibus vice qualibet imminente; et nihilominus cuilibet ex dictis vassallis sit licitum et permissum eas res et merces, quibus, et eo praetio quod eligerint vendere, vel si maluerint extra territoria ubi fovent domicilia extrahere, huiusmodi Magnatum, Baronum, et Haereditatorum inhibitionibus, seu interdictis factis et faciendis in eis a dictis non obstantibus quibuscumque (1); mandantes de certa scientia Nostri, et consulto

(1) Da questa Prammatica si scorge chiaramente quale fosse il governo dell'isola nei tempi feudali. I Baroni, non solamente esigevano dai loro vassalli tributi indebiti e servigi personali ai quali non erano tenuti, ma dippiù impedivano ai medesimi la libera contrattazione ed esportazione dei frutti delle loro terre e della loro industria. Anzi essi stessi, i Baroni, abusando della loro autorità, e prevalendosi dei mezzi pecuniari che doveano avere in più larga misura, diventavano i monopolisti locali della compra di detti frutti, poichè i vassalli, non potendoli liberamente esportare e contrattare altrove, erano obbligati a venderli ai loro signori per quel prezzo che loro piacesse d'imporre a proprio arbitrio. E i governanti, che venivano da Aragona in Sardegna, prestavano mano a tanta enormezza, anzi seguivano ancor essi il brutto esempio, e, opprimendo gl'isolani, commerciavano quasi direbbesi *ufficialmente*, e si arricchivano, come appare dall'altra PRAMMATICA dello stesso Re Don Giovanni II, che qui appresso ripertiamo (n.° XXXVI*). Nè l'abuso era nuovo, ma datava dal secolo precedente, poichè abbiamo una ORDINAZIONE del Re Don Pietro IV di Aragona dell'undici dicembre 1361, la quale condanna e proibisce severamente somiglianti ed anche maggiori abusi che fin da quel tempo commettevano i Baroni di Cagliari e di Gallura. E ci piace riportar

Digitized by Google

dilectis et fidelibus Consiliariis in dicto Regno, Viceregi, seu Locumtenenti Generali, Gubernatoribus in Capitibus Callaris, Gallurae et Logudorii, et aliis quibusvis Officialibus nostris, praesentibus et futuris, sub poena decem millium florenorum auri de Aragonia, officiorumque eis commissorum privatione, quatenus ad solam Fisci Nostri Procuratoris instantiam in bonis cuiuslibet huiusmodi legis nostrae transgressoris pro poena superius addita executionem faciant, tamquam pro debitis Regiis et Fiscalibus, dilationibus, et subterfugiis omnibus perculsis. Ne autem aliquis ex huiusmodi Magnatibus, Baronibus, et Haereditatis, ac eorum Officialibus, huius nostrae pragmaticae sanctionis ignorantiam valeat allegare, iubemus eam non solum in principalibus terris et villis, sed etiam in Capitibus Curatoriarum, Incontractarum et Capitaniarum *Partium Baroniarum*, et *Barbagiarum* Regni praedicti, voce praeconia divulgari. In cuius rei testimonium praesentem fieri iussimus Nostro sigillo munitam. Datum Barchinonae die octava ianuarii, anno a Nativitate Domini millesimo quadringentesimo quinquagesimo nono.

REX IOANNES.

Dominus Rex mandavit mihi Ioanni Navarro Secret. Vid. Iohannes Gallach Conserv. Aragon. p. Vicecancell. Locumten. Thesaur. Generalis. Vid. Iacobus Paulli.

XXXVI*.

Prammatica del Re Don Giovanni II di Aragona, con la quale si vieta agli ufficiali regi in Sardegna di obbligare con la loro autorità i vassalli della Corona e i vassalli dei feudatari a prestare servizi gratuiti, ed a vender loro derrate e merci di qualunque specie, e a trasportarle da un luogo all'altro senza la corrispondente mercede.

(1459. — 27 marzo).

Dagli Archivi del Patrimonio (antica Procurazia) Reale in Cagliari.

Nos Don Iuan per la gracia de Deu Rey de Aragò, de Navarra, de Sicilia, de Vallencia, de Mallorca, de Sardenya, è de Corsega, Comte de Barcelona, Duch de Athenas, è Neopatria, è encara Comte de Rossello y de Cerdaña. — Entenents en la reformaciò del Nostre Regne de Sardenya, per la present pragmatica sanciò statuim, è ordenam, que de aqui avant algun Official de nostra Cort no puga compelir è forçar algun de nostres vassalls, ne encara dels Magnats, Barons, è Heretats del dit Regne vendre a ells dits Officials, ò a lurs Lloctinents, forments, ordis, ò altres qualsevol coses, ne comendar aquells de portarles algunes coses llur propries sens condecent salari è paga, ne encara los dits Officials sots calor de algun interes de Nostra Cort puxen comprar coses algunes, sino ensemps è concordes ab lo Procurador Real del dit Regne, è en absencia de aquell ab son Lloctinent è Regent lo dit offici. E qui contra farà, encorrega en pena de mil ducats dor bons à Nostra Cort aplicadors tantes vegades, quantes serà contrafet, manants ab les presents matexes als Magnifichs, è amats Consellers nostres lo Virrey, Llochtinent General de dit Regne, Governadors en los Caps de Caller, Logudor, è Gallura, Procurador Real de dict Regne, son Lloctinent, ò Regent lo dit offici, è altres qualsevol Officials nostres en lo dit Regne constituits, presents, è devenidors que la present nostra Pragmatica sancio tengan, observen, executen, è aquella ab veu de publica crida divulgar fassen, perque nos puga algu ignorancia allegar. En testimoni de la qual cosa manam esser feta la present ab nostre sogell comu en lo dors sogellada. Dada en lo nostre Palaci Real de la nostra Ciutat de Valencia à vint è set dies de Mars del añy de la Nativitat de nostre Senyor MCCCC.sinquanta nou.

REX IOANNES.

Dominus Rex mandavit mihi Antonio Nogueris Sec. Vid. General. Thesaur. et Petrus Torrelles Conservator Aragoniae.

XXXVII*.

Bolla del Pontefice Pio II, con la quale è instituito l'Ufficio supremo di Giudice di appellazioni e gravami per le cause ecclesiastiche nell'isola di Sardegna.

(1459. — 1 luglio).

Dagli Archivi dell'antico Uffizio del Regio Patrimonio in Cagliari.

Pius Episcopus servus servorum Dei. Dilecto filio Iohanni Cap de Villa Rectori Parrochialis Ecclesiae de Al-

qui tale ORDINAZIONE, estratta dagli stessi Archivi dell'antica *Procurazia Reale*, affinchè non manchino i documenti sincroni della storia insulare e lamentevole di quei tempi. Eccone pertanto il tenore: « PETRUS Rex Aragoniae, Navarrae, Siciliae, Valentiae, » Sardiniae, Corsicae etc. Dilecto Nostro Gubernatori Calaris et » Gallure praesenti, vel qui pro tempore fuerit, vel eius Locum- » tenenti, salutem et dilectionem. Nostro auditui noveritis perve- » nisse, quod aliqui Haereditati in Capite Callaris, et Gallurae, » Nostrae correctionis aculeum non verentes, imponunt et exigunt, » ac exigere, seu extorquere conantur in eorum villis, et locis jus » *passagii* et *extractionis*, et alia vectigalia, et jura nova, et illi- » cita bestiariis, grano, rebus, et mercibus, quae in locis eorum, » tam per terram, quam per mare contingit declinari et extrahi, » ab eisdem faciendo rescatari negotiantes, vel declinantes in locis, » vel villis ipsis pro rebus, bonis, et mercibus, quas ibi deferun- » tur emunt, et vendunt, et ab inde extrahunt, ut extorsionibus » huiusmodi ad jus pro tempore sibi scribere valeant per abusum, » quod tanto est deterius tolerandum, quanto in praeiudicium No- » strarum Regaliarum, et in damnum Reipublicae, et depopulatione » CASTRI praedicti (cioè di Cagliari, CASTRI CALLARIS), id per eos » eorum proprio temerario ausu fieri attentatum. Quare admirantes » de vobis, qui tales novitates, et praeiudicia sustinetis dissimu- » lando, et non videtis quae videri debent, de quo digne mere- » mini reprehendi, vobis dicimus, et mandamus de certa scientia, » et expresse, quatenus in continenti recipiatis informationem per » quos, et in quibus locis talia nova iura, et vectigalia sint impo- » sita, et levantes, et imponentes, vel exterquentes illa, rigide et » fortiter de usurpatione juris, quod eis non competit, puniantur, » quod ad paenam cedat, et aliis transeat in exemplum; nec ullo » modo deinceps talia sustineatis, quinimo id prohibeatur expresse » voce praeconia, et alias per impositionem magnarum poenarum » vestro arbitrio imponendarum, et exigendarum a contrafacienti- » bus, si qui reperti fuerint, irremisibiliter, sine mora: Notificantes » vobis, quod si in his negligentes, quod non credimus, fueritis, » vel remissi, vos inde in persona, et bonis de vestri culpa, vel » negligentia fortiter puniemus. Ubi vero aliqui ex Haereditatibus » ipsis aliqua vectigalia antiqua, et usitata ex speciali Nostra con- » cessione levaverint, eos in eorum jure, et usu antiquo contra » justitiam non gravetis. Datum Barchinonae undecima die Decem- » bris, anno a Nativitate Domini MCCCLXI ».

Digitized by Google

guerio Sassarensis Dioecesis, decretorum Doctori, salutem et apostolicam benedictionem.

Cunctorum fidelium, quorum caelitus Nobis est universalis cura commissa, statui et quieti salubriter intendentes, ad ea per quae ipsorum indemnitatibus consulatur, et periculis obvietur partes Nostri ministerii adhibemus, et personas Ecclesiasticas literarum scientia et morum honestate praeditas, Nobis, et Apostolicae Sedi devotas, pro virtutum, et meritorum exigentia, specialibus prosequimur gratiis et favoribus. Exhibita siquidem Nobis nuper pro parte dilectorum filiorum Comunitatis, et incolarum Civitatis et Dioecesis Calaritanae petitio continebat, quod licet olim ex parte nonnullarum, tam ecclesiasticarum quam laicarum personarum insulae Sardiniae, a nonnullis definitivis, aliisque sententiis minus recte prolatis, ac gravaminibus diversis eis per nonnullos Ordinarios et Delegatos Iudices illatis indebite, in casibus a iure permissis ad Sedem Apostolicam appellatum extitisset, ipsaeque personae appellationes suas huiusmodi, prout de iure tenebantur. intra tempus legitimum prosequi cupientes, iter ad Romanam Curiam veniendi, et navigiis transitum arripuissent, tamen per infideles et alios piratas captae, diuque carceribus mancipatae, atque gravibus damnis, contumeliis, et iniuriis affectae fuerunt; et quamvis eorum aliquae non sine pecuniarum summa redemptae extiterunt, nihilominus reliquae nimia paupertate oppressae, non habentes unde se redimere possint in perpetua et miserabili servitute captivae remanserunt, propterea que appellationum causae huiusmodi indefinitae et disertae fuerunt non sine magno ipsorum praeiudicio, atque iurium, ac bonorum suorum amissione, gravique iactura. — Quare pro parte sua ac Comunitatis civium et incolarum praefatorum Nobis fuit humiliter supplicatum, ut ad obviandum periculis et detrimentis huiusmodi opportune providere paterna diligentia curaremus. Nos igitur, qui cunctorum Christi fidelium comoda quantum in Deo possumus procuramus, eorumque dispendiis et periculis occurrimus, huiusmodi supplicationibus inclinati, authoritate Apostolica, tenore praesentium statuimus et ordinamus quod de coetero perpetuis futuris temporibus officium perpetuum Iudicis Appellationum pro uno Iudice Ecclesiastico in altero iurium graduato, in insula huiusmodi ac civitate in qua copia iurisperitorum haberi possit, existat, ipsaque in insula ac civitate dictus Iudex perpetuo resideat, qui causas ecclesiasticas, tam beneficiales quam alias quarumcumque appellationum ac personarum in eadem insula residentium, a quibusvis definitivis sententiis, aut gravaminibus, tam ab Ordinariis quam aliis Iudicibus supradictis interpositarum, et in antea interponendarum, inter appellantes et appellatos de iure in dicta civitate authoritate praefacta audire, cognoscere, easque decidere, et in quarumque instantia fuerint terminare, illasque executioni debitae demandare valeat, cum omnibus et singulis emergentibus, incidentibus, dependentibus et connexis, ac potestate citandi, et partes etiam inhibendi, quibus fuerit inhibendum, nec non absolvendi appellantes simpliciter, vel ad cautelam, a quibusvis excommunicationis sententiis per eosdem Iudices latis, prout et sicuti de iure fuerit faciendum; ita quod de caetero dicti appellantes causas appellationum huiusmodi coram dicto Iudice prosequi valeant, nec pro illis prosequendis ad Romanam Curiam veniendi sint quoquo modo adstricti: et nihilominus officium praefatum, cum omnibus et singulis emolumentis, honoribus et oneribus tibi debitis per te quoad vixeris tenendum, regendum, ac etiam exercendum, cum assensu et voluntate Comunitatis, et incolarum praefatorum, Apostolica authoritate conferimus, teque ex nunc ad dictum officium, eiusque liberum exercitium, emolumenta, honores et onera huiusmodi admittendum fore decernimus. Volumus autem quod antequam dictum officium incipias exercere, de illo fideliter exercendo in manibus venerabilis fratris nostri Archiepiscopi Arborensis praestare tenearis in forma solita iuramentum. Nulli ergo hominum liceat hanc paginam nostram statuti, ordinationis, decreti et voluntatis impingere, et ausu temerario contradire. Si quis autem hoc attentare praesumpserit, indignationem Omnipotentis Dei, ac Beatorum Petri et Pauli Apostolorum eius se noverit incursum. Dat. Petricol. Dioeces. Senen. Anno Incarnationis Domini millesimo quadringentesimo quinquagesimo nono, kalendas Iulii; Pontificatus nostri anno secundo etc. (1).

XXXVIII*.

L'Arcivescovo di Sassari scrive a certo Cathazolo in Bonifacio di Corsica, narrandogli quanto egli avea udito di bocca del Conservatore *di Aragona, alloggiato in sua casa, riguardo ai dritti, libertà e privilegi che il Re di Aragona accorderebbe ai Corsi se la detta terra di Bonifacio gli prestasse obbedienza e scuotesse il giogo genovese di* San Giorgio, *e lo incarica di farlo sapere* ai suoi, *ed ai loro comuni amici ed aderenti.*

(1460. — 20 Luglio)

Dagli Archivi di S. Giorgio in Genova, sala di Cancelleria, Bonifazio, Filza I (2).

Venerabilis et in Xpo karissime filj etc. Venuto a mia noticia uno bando fatto et gridato per tutto lo regno di Sardigna lo quale dixe che siano pigliati corssi et bonifacini cum tutte robe et mercantie de le quale siano confischate alla Regia corte li due tertij et laltro tertio sia

(1) La instituzione dell'ufficio di Giudice di Appellazioni e Gravami fu poi confermata ed ampliata con altra Bolla del 7 giugno 1626 da Papa Urbano VIII. La nomina di questo Giudice supremo si facea sempre dal Sommo Pontefice, salvi i dritti e l'assenso Regio. Nel 1640 nacque contestazione tra il Dottore Don Agostino Tola Arciprete della Cattedrale di Bosa, e il Dottore Don Giovanni Antonio Cao Canonico della Cattedrale di Cagliari, il primo dei quali era stato nominato Giudice di Appellazioni e Gravami dal Pontefice; ed il secondo per lo stesso uffizio dal Re di Spagna. Ma il Sovrano di Spagna, con sua real carta diretta nel 10 settembre di detto anno al Duca di Avellano Vicerè di Sardegna, ordinò che avesse esecuzione la Bolla Pontificia, con la quale il detto uffizio era stato conferito all'Arciprete di Bosa.

(2) Debbo la notizia e la copia esattissima del presente documento e degli altri che si leggono appresso sotto l'anno 1480, riguardanti la *congiura di Bonifacio* per la consegna al Vicerè di Sardegna di quella terra e fortezza, al mio egregio collega Luigi Tommaso Belgrano, diligente ed instancabile raccoglitore ed illustratore delle *Antichità genovesi*, il quale arricchì con pregiate pubblicazioni la storia del suo paese nativo, fra le quali meritano speciale menzione i *Documenti inediti riguardanti le due Crociate di S. Ludovico IX Re di Francia* (Genova, 1859), e il *Registro della Curia Arcivescovile di Genova*, inserto nel Tom. II, Part. II degli Atti *della Società Ligure di Storia Patria* (Genova, 1862).

Digitized by Google

dato allo accusatore et se questi tali corssi et bonifacinj non averano roba la corte gli ha promisso libre x per ogni testa (1). E sentiendo per la venuta de lo Signor principe primogenito daragona in questo regno (2) la cosa pegiorando andarà più innanci et che tali principij a le volte prestano occasione a multi inseparabili inconvenienti che più fiate veneno per la non penssata. Condolendomi de tali principij tanto per respetto di quella povera terra di bonifacio quanto per respetto delli amici che vi tenemo (3) so stato cum lo Conservatore che posa in casa nostra et porta certe commissioni per tutti questi Regni daragona (4) volendo pur sentire dal dicto Conservatore si tali principij se podiano remediare et ello mj a risposto che non salvvo cum uno remedio zo è che bonifacio como è tenuto di justitia venga alla obedientia alla sacra Real Magestà daragona (5). Non emperò cussi stretto alle bandere como ogi lo teneno jenovesi per san georgi (6) ma cum quelli medesimi privilegi capituli et libertay alloro concessi per januesi. Et anco più che como lo terreno di bonifacio sia molto sterili et la terra faza poghi hominj che la Magestà di Re daragona desse provisioni perpetua a xx6 o xxx case di bonifacio et alloro descendenti atale de cento ducati boni et atale di cento ducati turghi secundum la discretione et conditione delli personj ogni anno securati bene sopra la maioria di Sassarj et altre intrate della regia corte in lo capo di loghudoro (7). Et più ancho che li salti et terre di longosardo se distribuyriano intra bonifacini et ad alcuno dilloro datte in baronja alcune terre et vassalli in Sardigna (8). Et più anchora che tutti bonifacinj et habitanti in bonifacio per tutti li regni daragona zò è Aragona, Cathalloynia, Valentia, Maiorcha, Sardigna, Corssica et Cicilia et ancho per tutto lo Reamen di Napoli seryeno franchi per tucte le loro robe et merchantie de ognj diritto proveniente alla Regia Corte et cum questo modo bonifacinj essente riffatti et ben trattati non porrieno esser que fidelli servj et violenti partiali alla casa daragona (9). Io sentendo questo parllare se gli dixj se questo diciva cum pura voluntà o burllate mi rispose che non lu diciva se non cum vero et sano proposito et non burlando (10) sí che de questo tal parlare ne fazo aviso a voy et alli amici nostri cum la presente. Hec et alia sapienti panca (11). Ex Sassaro xx Iulij 1460.

Totus vester in cunctis
A. Archiepiscopus Sassariensis
et turritanensis manu propria.

(*a tergo*). . . . . discreto viro et
. . . . . leudo filyo domino
. . . . . cathazolo in bonifa
. . . . . .

(1) Sicchè gli accusatori o denunziatori dei Bonifacini e dei Côrsi erano certi di aver sempre da guadagnare: se i denunziati possedeano qualche cosa, gli accusatori ne guadagnavano il *terzo;* e se non possedeano nulla, il tesoro regio pagava agli accusatori lire dieci *per ogni testa*, ossia per ciascun denunziato. Di questi rigori del Re di Aragona Don Giovanni II contro i Bonifacini e i Côrsi, che dimoravano in Sardegna, si trova, non la ragione, ma la causa nelle sue pretese sopra la Corsica, e specialmente sulla terra e castello di Bonifazio tenuto dall'Ufficio di S. Giorgio per la repubblica di Genova. Già fin dall'anno precedente (1459) avea segnato un decreto assai strano ricordato dal FARA (*De Reb. Sard.* Lib. IV, pag. 361), col quale *omnes Genuenses*, *Narbonenses* (fautori del Visconte di Narbona), *Corsos ac etiam Sardos ab oppido* ALGHERII, *et Algherensium nuptiis coerceri iussit;* e ciò evidentemente, affinchè i Genovesi, i Narbonesi, i Côrsi e i Sardi, che gl'impedivano il quieto e integrale possesso della Sardegna, e l'annessione della Corsica, non mescolassero il proprio col puro sangue catalano-alghere-se devoto alla sua Corona. Ma ciò non bastando, si vede da questa lettera che il bando dei Côrsi dalla Sardegna nel 1860 fu generale (Ved. infr. CART. n.° LII*).

(2) Il principe Carlo, che poi morì nel 1461.

(3) L'Arcivescovo di Sassari avea dunque in Corsica degli amici i quali parteggiavano come lui pel Re di Aragona.

(4) Il CONSERVATORE, di cui parla l'Arcivescovo, e che alloggiava in casa sua, ossia nel suo palazzo arcivescovile di Sassari, dovea essere il *Conservatore generale*, poichè si dice nella lettera, ch'egli *portava certe commissioni per tutti questi regni di Aragona*, e perchè altronde l'uffizio del *Conservatore speciale* in Sardegna, che si era quello di curare e riscuotere tutte le imposte e rendite regie, e di pagare le somme dovute dal tesoro pubblico, era stato abolito a petizione dello *Stamento militare* nel Parlamento celebrato in Cagliari dal Re Don Alfonso di Aragona nel 1421; nella qual petizione (cap. 8, fol. 4) un tale uffizio fu chiamato *distruttore*, anzi che *conservatore (pus propri destruidor que conservador de las rendes Reals)*; e si chiese perciò che il *Conservatore* allora in carica non potesse uscire dall'isola senz'aver prima soddisfatto tutti i creditori dello Stato.

Il *Conservatore di Aragona* poi, di cui si parla nella presente CARTA, era probabilmente PIETRO TORRELLES, il quale con tale qualità sottoscrisse nel precedente anno 1459 la PRAMMATICA del Re D. GIOVANNI II (Ved. sopr. CART. n.° XXXVI*, fol. 73); discendente forse, ma diverso dall'altro PIETRO TORRELLES, che sottoscrisse nel 1410 l'ATTO di pace di *S. Martino* con Leonardo Cubello, marchese di Oristano. (Ved. sopr. CART. n.° V*, fol. 34.).

(5) Sì chiamava *giustizia* il consigliare altrui di sottrarsi alla legittima obbedienza del suo vero signore (la repubblica di Genova) per assoggettarsi a un Sovrano straniero (il Re di Aragona).

(6) *Li jenovesi per san georgi*; cioè a dire: *la repubblica di Genova per mezzo dell'ufficio della Banca di S. Giorgio.*

(7) Si faceano dal CONSERVATORE promesse di privilegi, di libertà e di pensioni annue, assicurate sulle rendite del Comune di Sassari e del *Capo* di Logudoro, onde allettare i Bonifacini più influenti a porsi sotto il *giogo Aragonese*.

(8) Si prometteva inoltre la concessione e divisione gratuita delle terre e dei boschi di *Longosardo* (in Sardegna) ai Bonifacini che aiutassero l'impresa secreta, e dicasi meglio la congiura di togliere a Genova la terra e il castello di Bonifazio, e di porli in mani del Re Don Giovanni II di Aragona. Anzi ad alcuni di loro si prometteano feudi e baronie nella stessa isola di Sardegna. A chi confronti questi fatti e questa lettera dell'arcivescovo di Sassari coi fatti riferiti nella lettera che il Doge Pietro di Campo Fregoso scrisse quattro anni avanti (15 settembre 1456) a Don Alfonso V Re di Aragona, fratello primogenito e predecessore di detto Re Don Giovanni II, riportata dal Giustiniani (*Annal. Ianuen.*, Lib. V ap. MURATORI, *Rer. ital. script.*), apparirà chiaro che i Sovrani Aragonesi non rifuggivano dai mezzi meno onesti e più odiosi per togliere alla repubblica di Genova le loro legittime possessioni nell'isola di Corsica.

(9) Beneficati in tal modo (dicea l'Arcivescovo, riportando le parole e le promesse del *Conservatore*), i Bonifacini non potranno essere che *fidelli servj*, *et* VIOLENTI PARTIALI (cioè *forti, valorosi fautori*) della Casa di Aragona.

(10) L'Arcivescovo di Sassari, edotto dalla esperienza, se non dubitava, non confidava nemmeno troppo nella fede Aragonese; e perciò, vedendo così larghe profferte, dimandò al *Conservatore* se le facesse da senno o come egli si esprime con ingenua semplicità, SE QUESTO DICIVA CUM PURA VOLUNTÀ O BURLLATE *(lo dite davvero o burlate)*; e n'ebbe in risposta *(mi rispose) che non lu diciva se non cum vero et sano proposito et non burlando.*

(11) Questa conclusione latina *hec et alia sapienti pauca* indica chiaramente che in Bonifacio vi era un partito aragonese di cui era capo, o uno dei principali, *N. Cathazolo*, al quale la lettera è diretta, e che l'Arcivescovo di Sassari, suddito del Re di Aragona, comunicava da Sardegna con questo partito. La qual cosa e le trame che già da due anni si ordivano per togliere la Corsica ai Genovesi, sono pur comprovate da parecchi documenti inediti recentemente scoperti nell'Archivio di S. Giorgio di Genova, e comunicatimi gentilmente dal suddetto mio collega Luigi Tommaso Belgrano. Consistono questi negli *Atti* del processo instrutto nel 1458 da Giovanni Lercari Governatore di Corsica per l'ufficio di S. Giorgio contro certo STEFANO *di Leodio* della Pieve di Vico, al quale si imputava di essersi partito secretamente dall'isola per Roma con secrete commissioni pe' ribelli alla repubblica Genovese, i quali dimoravano in detta città e in quella di Napoli; di essere quindi ritornato a Corsica con molti di questi ribelli e con lettere dategli

Digitized by Google

XXXIX*.

Don Giovanni II Re di Aragona accorda a Giacomo Carroz, conte di Quirra, indulto e remissione di tutte le pene, nelle quali era incorso, assieme a' suoi vassalli e dipendenti, pe' crimini e delitti commessi in Sardegna; annulla tutti i processi e tutte le sentenze che per tal motivo fossero stati già fatti e già proferite; ed eccettua da questa grazia i crimini di prodizione, di omicidio, di falsa moneta, di scheranìa, di eresìa, e di crimen-

lese; *ed eziandio il caso speciale della preda di una galeotta di certo Busquets, fatta nei mari dell'Ogliastra.*

(1464. — 7 marzo).

Dai Regii Archivi di Barcellona, REGISTR. SARDINIAE, IV, ab ann. MCCCCLXI ad MCCCCLXIX, fol. 114.

Nos IOANNES, Dei Gratia, Rex Aragonum, Navarrae, Siciliae, Valentiae, Maioricarum, Sardiniae, et Corsicae, Comes, Barchinonae, Dux Athaenarum, et Neopatriae; ac etiam Comes Rossilionis, et Caeritaniae. Opus in nobis, Clementia suadente, perficimus, si lapsis interdum, et per lubrica culpae deliramenta cadentibus, ad sublevandum remedia, cito nostra manus habilitat, et indulgemus obnoxijs veniam post reatum. *Volentes nos erga vos Egregium, et dilectum nostrum* Jacobum Carròz, Comitem Quirrae, *et Vassallos, Officiales, et Servitores vestros* misericorditer, et gratiose nos habere, *respectu servitiorum per vos Maiestati nostrae impensorum, et illorum praesertim, quae praestare Maiestati nostrae pollicitus estis, tenore praesentis Cartae nostrae deliberate, et consulte* liberaliter, et gratiose, omnia, et quaecumque crimina, excessus, et delicta, per vos dictum Comitem, vestrosque officiales, vassallos, servitores, et subditos, vel etiam per corpora Universitatum, Villarum, Terrarum, et locorum vestrorum, et singularium personarum eorundem, commisa, et perpetrata, quantumcumque gravia sint, usque in presentem diem, benigne, et gratiose remittimus, indulgemus, et perpetuo, et plenissime relaxamus, et perdonamus; dum tamen vos dictus Comes, Vassalli, Servitores, et Officiales vestri crimen proditionis, homicidii, resistentiae, fabricationis falsae monetae, haeresis, Sodomiae, fractionis itinerum, et viarum publicarum, et crimen lesae non commiseritis, in primo Capite Maiestatis. Nec volumus in hac remissione comprehendi casum capcionis Galiotae dictae Den Busquets, per vos nuper intus Flumayran Iudicatus Oleastri captae. *Remittimus etiam, relaxamus, et perdonamus vobis dicto Egregio Comiti, Vassallis, Servitoribus, et Officialibus vestris,* omnes poenas corporales, et pecuniarias, mulctas, et bonorum confiscationes, et aliud quodvis genus poenarum, in quibus vos dictus Comes, dictique Officiales, Subditi, Servitores, et Vassalli, ac Universitates praedictae, in genere, vel in specie incurristis: *ita quod ratione, occasione, praetextu, sive causa* praedictorum excessuum, criminum, delictorum, et maleficiorum, *praefatis Criminibus superius dictis exceptis; contra vos dictum Comitem, vestrosque Officiales Servitores, Vassallos, subditos, ac Universitates praedictas, per nos, aut Curiam nostram, Vicerreges, Judices, et Commissarios nostros quoscumque praesentes, et futuros, non possit, nec valeat procedi, seu quomodolibet actitari, nec de eis aliqua consideratio haberi, etiam quo ad simplicem informationem Curiae, nec quoad futura crimina aggravandum; Quinimo Processus omnes, et singulos contra vos dictum Comitem, dictosque Officiales, Servitores, Vassallos, et Subditos ve-*

dagli altri ch'erano rimasti nelle predette due città; di aver consegnato tali lettere alle persone alle quali erano dirette, e di averle anche pubblicate in Pieve di Vico; e fra le medesime esservene particolarmente cinque che gli erano state date da Iocanto di Lecha, da Rolando di Ornano, dal giudice d'Istria, da Lanfranco di Gualagno, e da Scuderaccio della Pieve: che queste lettere contenevano eccitamenti alla ribellione contro Genova, ed a metter l'isola in mani e potere del Re di Aragona; ch'egli non le avesse subito presentate a detto Governatore, anzi non si fosse presentato nemmeno egli stesso; e che di più fosse entrato con dieci suoi compagni, a mano armata, in Pieve di Pino, dove fu catturato e gli furono sequestrate quattro lettere dei ribelli residenti a Napoli. — Maestro Stefano Leodio *(Magister Stephanus de Leodio)*, che si trovava rinchiuso nella Rocca di Calvi, ebbe in comunicazione gli *Atti* di questo processo (scritti in latino) addì 12 luglio 1458, e d'ordine del Governatore Lercari gli fu intimato di rispondere entro tre giorni alle accuse fattegli. Ed ei vi rispose dicendo, essere bensì stato a Roma; averlo colà pregato certa *Refatta* donna còrsa di scrivere al figlio dimorante a Napoli, affinchè ritornasse a Roma ed esortasse a di lei nome gli altri ribelli di restituirsi a Corsica e all'ubbidienza del Magnifico Ufficio di S. Giorgio di Genova; avere egli eseguito tal commissione, ed averne anche parlato con Biancone di Lesia, il quale da Napoli era venuto a Roma e aveagli consegnato quattro lettere a lui dirette da detta città. (Sono queste le quattro lettere sequestrategli all'atto dell'arresto, le quali vanno unite al *Processo*, e sono segnate con le iniziali A, B, C, D. La prima è di *Lanfranco di Gualingno;* la seconda di *Iocanto de Leca;* la terza di *Scoderaccio da la Pieve;* e la quarta di *Forguccio da Sancta Maria de Ornani;* e hanno tutte la data del 15 aprile 1458.) Soggiunse non parlarsi in tali lettere di ribellione o di cosa alcuna pregiudicievole all'Officio di S. Giorgio, ma di cose puramente private; e di cose private aver pure parlato con certo *Giudicello Matei de Brando* recatosi a Roma: che *Scuderaccio da la Pieve*, per sue esortazioni, andò a Roma coll'intenzione e proposito di restituirsi a Corsica: che delle dette quattro lettere soltanto trovategli addosso egli fu apportatore: che una sola, quella cioè di *Lanfranco di Gualingno*, fu da lui letta nella piazza di Pieve di Vico, presente *Bernabò* o *Cianciono di Gualagno:* che la lettera di *Iocanto di Lecha* (la seconda, lett. B), appena la ebbe in Roma (ritenutane copia), la mandò al Magnifico Ufficio di S. Giorgio: che poi la presentò (cioè la copia), con due altre, al *Nobile Ilario* (NOBILI ILARIO) Luogotenente in Bastia *(in Bastita):* che le mostrò inoltre al Luogotenente al di là dei monti *(ultra montes):* e che infine egli era bensì andato a Pieve di Pino *(venit in plebe pini)*, ma con soli tre uomini ed un ragazzo *(et uno ragazo):* che fra tutti, e per propria difesa, portavano una lancia e due verghe: che il porto di queste armi non era stato mai proibito per lo avanti dagli altri Governatori: che avviandosi egli co' suddetti uomini e ragazzo alla chiesa di S. Raineri, incontrò per via e per caso *Maestro Carlotto Notaio di Sant'Antonino* con sei uomini in compagnia; e che il solo *Maestro Carlotto* fece la strada con lui: essere questa la verità *sub reservacione etc.* (sic). — Gli *Atti* del processo sono controssegnati con la iniziale E.

L'Arcivescovo Sassarese e Turritano che si sottoscrive con la sola iniziale A., era ANTONIO CANO. Egli nacque in Sassari, fu Abate di SACCARGIA, poi Vescovo di BISARCIO, e quindi, nel 1448, creato Arcivescovo della Sede Sassarese e Turritana. Fu personaggio assai eminente per virtù e per sapere, e sostenne per molti anni la carica di *Oratore* del Re Don Alfonso V di Aragona. Scrisse la vita dei Santi martiri Turritani Gavino, Proto e Gianuario, che andò perduta, e convocò nel 1463 un Concilio provinciale, nel quale, fra le altre cose, fu decretato a unanimità di suffragi, che il Metropolita di Sassari e di Torres, e i Vescovi suoi suffraganei non dovessero dipendere dal GIUDICE *di appellazioni e gravami*, creato in Sardegna dal Pontefice Pio II con Bolla del 1 luglio 1459 (CART. N.° XXXVI preced.). Ved. TOLA, *Dizion. Biogr. dei Sardi Illustri*, Vol. I, pag. 167.

Digitized by Google

stros, tam in genere, quam in specie, inceptos, initiatos, vel factos, seu actitatos, et sententias quascumque forsam inde latas, et promulgatas, de nostra certa scientia, cassamus, irritamus, et anullamus, et pro cassis, irritis, et nullis deinceps haberi volumus. Quocirca Illustrissimo, et charissimo filio Primogenito, et in omnibus Regnis, et terris nostris Gubernatori generali, postque nostros felices dies haeredi, et successori nostro Ferdinando Duci Montisalbi, Comiti Ripacurtiae, ac Domino Civitatis Balagarii, sub Paternae benedictionis obtentu, dicimus: Vicerregi vero in dicto Regno Sardiniae, et Gubernatori in Capite Callari, et Gallurae, Gubernatori, et Reformatori in Capite Lugudorii, Procuratori Regio, Vicariis, Potestatibus, Consiliariis, Juratis, aliisque universis, et singulis Officialibus, Iudicibus, et Commissariis, Ordinariis, aut Delegatis, quibusvis Officiis, Dignitatibus, Potestatibus, et Praeheminentiis fungentibus, in Regno praedicto Sardiniae, quomodolibet, constitutis, et constituendis, dictorumque Officialium Locatenentibus, praesentibus, et futuris, dicimus, praecipimus, et jubemus: quatenus indultum, et remissionem nostram hujusmodi, *et omnia, et singula in ea contenta, vobis dicto Comiti, dictisque Officialibus, Servitoribus, Subditis, et Vassallis vestris, ac Universitatibus Villarum, et Locorum vestrorum praedictorum, teneant firmiter, et observent, et faciant ab omnibus inviolabiliter observari, et non contrafaciant, vel veniant, aut aliquem contrafacere, vel venire permittant, ratione aliqua, sive causa,* quanto dictus Illustris Princeps nobis obedire, caeterique Officiales nostri praedicti gratiam nostram charam habent, Iramque, et indignationem nostram, ac poenam quinque milium florenorum, à contrafacientium bonis irremisibiliter exigendorum, nostrisque aerariis inferendorum, cupiunt non incurrere.

In cujus rei testimoniorum, praesentem fieri jussimus nostro communi Sigillo in pendenti munitam. Dat. in Civitate Tutelae, die septimo Martii, anno a Nativitate Domini MCCCCLXIIII. Regnique nostri Navarrae anno XXXVIIJ aliorum vero Regnorum nostrorum septimo.

REX JOANNES.

Dominus Rex mandavit mihi Joanni Chrispian, visa per Vicecancellarium, Regentem Thaesaurariam Generalem, et pro Conservatore.

XL*.

Don Giovanni II Re di Aragona accorda a Leonardo Alagon, Marchese di Oristano e Conte di Goceano in Sardegna, la facoltà e il privilegio di dare esecuzione in tutti i luoghi e terre a lui soggette nell'isola alle Bolle Pontificie, con le quali sarebbe provvisto, in caso di vacanza, alle Prelature, Arcipreture, ed altri benefizi ecclesiastici, con cura o senza, esistenti in detti luoghi e terre, e di dare ai provvisti la possessione materiale dei loro benefizi, senza ohiederne licenza al Sovrano, nè al Vicerè in Sardegna.

(1469. — 13 marzo).

Dai Regii Archivi di Barcellona, REGISTR. SARD. VII. ab ann. MCCCCLXVII ad MCCCCLXXVIII, fol. 78.

Nos JOANNES, Dei gratia, Rex Aragonum, Navarrae, Siciliae, Valentiae, Majoricarum, Sardiniae, et Corsicae, Comes Barchinonae, Dux Athenarum, et Neopatriae, ac etiam Comes Rossilionis, et Caeritaniae. Supplicationibus Nobilis, et dilecti Consiliarii nostri Leonardi de Alagon, pro parte vestri Illustris Magnifici Marchionis Oristanni, Comitis de Gociano, Consiliarii nostri dilecti, benigniter inclinati volentes erga vos favorabiliter, et gratiosius Nos habere; Thenore praesentis ad Regiae dignitatis beneplacitum duraturae, concedimus, et licentiam, ac facultatem plenariam elargimur vobis quod cum casus vacationis alicuius praelaturae Archypresbiteratus, aut alterius cuiuscumque Beneficii Ecclesiastici cum Cura, vel sine Cura, in quibusvis Ecclesiis Marchionatus Oristanni, Comitatus Gociani, aut aliarum Villarum, et terrarum vestrarum evenerit, deque dictis Praelaturis, Archypresbiteratibus, aut aliis Beneficiis, cum Cura, vel sine Cura per Summos Pontifices, aut aliquos Praelatos, ad id potestatem habentes, aliquibus personis provisum fuerit, vos idem Marchio nobis inconsulto, et absque aliqua nostra, aut Viceregis nostri exequtoria, possitis pro exequtione dictarum Bullarum Apostolicarum, et aliarum provisionum, possessionem dictarum Praelatiarum, Archypresbiteratuum, et aliorum Beneficiorum cum Cura, vel sine Cura, personis provisis tradere, et tradi facere aliaque auxilia, et favores impendere, quae Nos possimus, et dare consuevimus. Quoniam nos Spectabili, Nobili, Magnifico, et dilecto Consiliario nostro, in dicto nostro Sardiniae Regno Viceregi, et aliis quibusvis Officialibus, et Personis ad quos, et quas pertineat, et spectet intra dictum Regnum constitutis, praesentibus et futuris dicimus, et mandamus de nostra certa sciencia, et expresse, sub florennorum mille poena, quod concessionem, et licentiam nostram huiusmodi, dicto beneplacito perdurante, teneant, firmiter, et observent, tenerique, et observari faciant inviolabiliter per quoscumque, et non contrafaciant, vel veniant, seu aliquem contrafacere, vel venire permittant, ratione aliqua, sive causa. In cuius rei testimonium praesentem fieri jussimus, nostro communi Sigillo in dorso munitam. Dat. Caesaraugustae tertiodecimo die Martii anno a Nativitate Domini millesimo CCCCLXVIIII. REX JOANNES.

Dominus Rex mandavit mihi Philippo Clement.

XLI*.

Don Giovanni II, Re di Aragona, scrive a Nicolò Carroz vicerè di Sardegna, e a Pietro Pujades governatore del Capo di Logudoro, ordinando ai medesimi di non opporre ostacolo veruno alla partenza dei messaggieri che sarebbero mandati alla Corte da Leonardo D'Alagon, onde dimostrare e far riconoscere i suoi dritti al Marchesato di Oristano, e al Contado di Goceano, e di far cessare in conseguenza tutti gli atti ostili, che si commettevano contro il detto D'Alagon nell'isola, in pregiudizio della successione da lui riclamata.

(1470. — 7 maggio).

Dai Regii Archivi di Barcellona, REGISTR. SARDINIAE VIII. *bis de* ann. MCCCCLXVII ad MCCCCLXXVIII, fol. 78.

Digitized by Google

Don Joan, per la Gracia de Deu, Rey de Aragò, Navarra, Sicilia, Valencia, Mallorca, Sardenya, è Cersèga, Compte de Barchelona, Duch de Athenas è Neopatria, è Compte de Rosselló, è Cerdanya. Als Spectable, Magnifichs Amàts Concellers, è feels nostres, Don Nicolau Carròz Darborea, Visrey en lo nostre Regne de Sardenya damunt dit, Mosen Pere Pujades, Governador del Cap de Lugudor, en lo dit Regne, è altres qualsevols Officials, è Subdits nostres, al qual, è als quals, las presents pervindràn, ò pertanguen, en qualsevol manera, las cosas infrascriptes, è als Loctinents dels dits Officials, presents è Sdevenidors, salut, è dilecciò. Per quant à nostra noticia es pervengùt, lo Noble Don Leonardo Dalagon, volent, après la mort de Don Salvador Darborea, quondam, Marquès Doristany, de trametre à la Magestat Nostra algunes Persones de sa part, per mostrarnos les provisions, gracies, concessions, Privilegis Reyals, è altres scriptures, è encara la succesiò, que ell preten haver en lo Marquesat Doristany, Comptàt de Gociano, è en les altres terres, qui eren del dit Don Salvador Darborea, quondam, Marquès, è Compte, dels dits Marquesat, è Comptàt, è per instruir, è demonstrar devant Nos, la justicia, que lo dit Don Leonardo Dalagon, preten aver en les dites coses, *Per vos, dits Visrey, seria estat, segons se diu, donat empaig tal, que lo dit Don Leonardo Dalagon, no ha pogut trametre à Nos les dites Persones, ab los dits documents, è scriptures*, som estàts de part sua, humilment suplicàts, fos de nostra mercè, donàr, è atorgar licencia, al dit Don Leonardo Dalagon, de poder trametre a Nos les dites Persones de sa part, ab les dites provisions, gracies, Privilegis, libertats, è scriptures, è altres coses, per demonstrarnos aquelles, è allegar lur dret, e justicia davant Nos, en los dits Marquesat, è Comptat, è altres terres; la qual licencia havem atorgada, aixi com ab tènor de les prèsents, e de nostra certa sciencia, è expressa, la li atorgam: Dièm per tant, è manàm vos, *de la dita nostra certa sciencia, è expressa, sots incorriment de nostra ira, è indignaciò, è pena de vint milia florins dor, dels bens de qualsevol contrafaent havedors, è à nostres Cofres aplicadors, que tenints, è inviolablement observants la dita licentia, per Nos donada, è atorgada al dit Noble Don Leonardo, lexen liberament, è segura, venir à Nos les Persones, que ell volrà trametre, ab los dits Priviiegis, libertàts, è scriptures, è altres coses demunt dites, è nolis donèu, ne permetàu, sia donàt empaig algu;* Car Nos, per aquesta mateixa, dièm, è manàm, de la dita nostra certa sciencia, è expressa, sots les dites penes, al Capità General de nostra Armada Marituma, è qualsevol Patrons, Sotapatrons, Comits, Sotacomits, è altres Officials, e Ministres de qualsevol Fustes de nostre Exercit, è altres en nostres Mars navegànts lexen liberament, è segurà, passàr les dites Persones, que lo dit Don Leonardo trametrà à Nos ab les dites scriptures, è coses demunt dites, per mostràr la sua justicia, libertats, provisions, è Privilegis atorgàts, aixi per la Magestàt Nostra, com per altres Antecessors nostres, en qualsevol Fusta, que vindràn, sens esserlis fet, ne permès fer, en bens, ni en persones, è coses, que ab si portaràn, mal, dan, molestia, vexaciò, impediment, ne detenciò alguna, ans lis sia donada tota direcciò, è endreça que poràn, per venir en aquestes Parts devant nostra Magestat; *Manànt, nores menys, ab las presents, à vos dit Visrey, sots les dites penes, que puys haveu donada la dita licencia, al dit Don Leonardo Dalagon, de trametre les Persones, que voldrà à Nos, ab les dites scriptures, è libertats damùnt dites, segons demùnt es expressàt; E volèm sia devànt Nos oyda sa justicia, cesseu, e desistàu, de fet, tota dilaciò, è consulta, cessants de qual sevol oppressions, manaments, ò provisions, e altres qualsevol Actes, è procehiments, que haguesseu fet en lo dit Regne contra lo dit Leonardo, en los dits Marquesàt, Comptat, è altres terres, que eren del dit quondam Don Salvador, no obstants qualsevol provisions sobre açò emanades, è emanadores da qui avànt, derogants lo effecte de la present, en tot, ò en part, en qualsevol manera. Guardànts Vos, de fer lo contrari, en alguna manera, per quant havreù cara nostra Gracia, è les dites penes desijàu evitàr, com aquesta sia nostra intenciò, è volontàt incomutable. Abdicant vos à cautela, ab les presents, tota potestàt de fer, consentir, ni attemptàr en rès lo contrari, declarants esser nulle, è de nengun effecte, si per vos altres altrament serà fet, ni permes fer, en alguna manera.* Dat. en la Vila de Monçò, à vii. dies del mes de Maig, en lany de la Nativitàt de nostre Senyor, MCCCCLXX.

Rex Joannes.

Dominus Rex mandavit mihi Joanni Christian, visa per Vicecancellarium, Regentem Thesaurariam, et pro Conservatore.

Fuit duplicata (1).

XLII*.

Il Re di Aragona Don Giovanni II ordina a tutte le Città e Comuni, alle Autorità, Baroni, e Feudatari di Sardegna, e notifica ai medesimi di aver pure ordinato con suo speciale provvedimento dello stesso giorno al Vicerè dell'isola, di non opporre impedimento di sorta alla partenza dei messaggieri che Leonardo d'Alagon volea mandare alla Corte, per far riconoscere i suoi diritti al Marchesato di Oristano e al Contado di Goceano (2), *e comanda che*

(1) È così notato, perchè è dello stesso tenore la lettera e l'ordine indirizzato nel giorno medesimo alle Autorità, Baroni e Feudatari di Sardegna (Ved. la seguente Carta n.° XLII*).

(2) Leonardo Alagon, figlio di Artaldo Alagon y Luna e di Benedetta Cubello, diventò marchese di Oristano e conte di Goceano per la morte di Salvatore Cubello suo zio materno, accaduta in Oristano nel 13 febbraio 1470. Non avendo il detto suo zio lasciata dopo di sè successione veruna, il marchesato di Oristano e il contado di Goceano doveano trapassare nella linea femminina de' Cubello, sia in forza dei patti espliciti della Convenzione del 1410 tra Leonardo Cubello e il Re Don Martino I di Aragona, che in virtù del Diploma, e investitura avutane dallo stesso Leonardo Cubello nel 29 marzo di quell'anno; e quindi in Leonardo Alagon figlio primogenito di Benedetta Cubello. Oltre a ciò il detto suo zio Salvatore Cubello lo avea instituito suo erede, e prima di morire lo avea fatto proclamare in tutte le terre dei suoi dominii per successore legittimo degli antichi Stati di Arborea, convertiti nel 1410 in *marchesato* di Oristano e *contado* di Goceano. Valendosi di questi dritti incontestabili Leonardo Alagon prese immediatamente il possesso di tali Stati; ma Nicolò Carroz Vicerè di Sardegna, mosso da rancori di famiglia, servendo ai reconditi disegni della Corte Aragonese, e abusando del suo potere nell'isola, invase a mano armata alcuni luoghi spettanti all'Alagon, e gli mosse aperta guerra con le truppe regie ch'erano a sua disposizione. Leonardo Alagon raccolse ancor egli forze sufficienti di Sardi e di altri suoi aderenti

Digitized by Google

cessino gli atti ostili già commessi, nè altri se ne commettano di nuovo contro il detto Alagon, fino a che il Sovrano non abbia riconosciuto le ragioni, ed i diritti dal medesimo riclamati.

(1470. — 7 maggio).

Dai Regii Archivi di Barcellona, REGISTR. SARDINIAE, VIII, ab ann. MCCCCLXX ad MCCCCLXXVIII, fol. 3.

DON JOAN per la Gracia de Deu, Rey Darago, de Navarra, de Sicilia, de Valencia, de Mallorcas, de Sardeña, y Corcega, Compte de Barchenona, Duch de Athenas, y Neopatria, y també Compte de Rossellò, y Cerdaña. *Als Spectables, Nobles, Magnifichs, è amats Consellers, è faels nostres qualsevol, Comtes, Vezcomtes, Barons, Cavallers, Ciutats, Viles, Universitats, è singulars persones del Regne nostre de Cerdeña damunt dit, de qualsevol Stat, ò condicio sien, as quals les presents pervendran, è presentades en qualsevol manera seràn, salut, è dilecciò. Nos ab nostra patent Provisio de la data de la present, manam al Visrey nostre en aqueix Regne, que per quant nos havem donada licencia à Noble Don Leonardo Dalago, de trametre à nos certes persones sues, per demonstrar nos les Provisions, Gracies, Concessions, Privilegis, è altres Scriptures, è ancara la Successiò que ell preten haver en lo Marquesat Dorystany, Comtat de Gociano, è altres terres, que eren de Don Salvador Darborea, quondam Marquès, è Compte dels dits Marquesat, è Comtat, e per instruyr, è demostrar devant nos lo dret, è justicia, que lo dit Don Leonardo preten haver en les dites coses, leixe liberament, è segura, è no don empaig algu à les dites persones per venir à nos, e portar les dites scriptures, è coses; è no res menys que desista, è cesse de qualsevol prohibicions manaments, è altres qualsevol actes, è procehiments,* per lo dit Visrey fetes contra lo dit Don Leonardo, en los dits Marquesat, Comtat, è altres terres damunt dites, segons que tot açò mes largament es contengut en la dita nostra Provisio, à la qual nos refferim. *Diem per tant, è manam vos de nostra certa Sciencia, è expressa, sots incorriment de nostra ira, è indignaciò, è pena de vint milia florins dels bens de qualsevol de vos altres contrafaent havedors, è à nostres Coffres applicadors, que puis lo dit Don Leonardo no innove res en les dites coses, sino solament trametre à nos les dites persones, ab los dits Documents, è Scriptures al effecte damunt dit, non obstants qualsevol requisicions, è manaments per lo dit Visrey, à vosaltres, e qualsevol de vos fets, è faedors, per la dicta rahò, desistan de qualsevol aiustament, ò aiustaments de gents, axi per mar, com per terra, fets contra lo dit Don Leonardo, e contra les terres dels dits Marquesat è Comtat, è altres de sus dits, è no façan, no permetan sia fet empaig, ne dan algu contra lo dit Don Leonardo, ne en les dites terres, fins en tant, que per nos sian vistes les dites coses, è de nos hayan altre manament, non obstants qualsevol altres provisions, è letres de nostra Magestat emanades. Guardantsvos de fer lo contrari en alguna manera, per quant haveu cara nostra gracia, è la dita pena desijau evitar.* Dada en la Vila de Monço à set dies del mes de Maig en lany de la nativitat de notre Señor mil CCCCLXX.

REX JOANNES.

Dominus Rex mandavit mihi Joanni Chrispiani, visa per Vicecancellarium Regentem Thesaurariam, et pro Conservatore.

e seguaci per opporle all'ingiusto aggressore, suo particolare nemico; gli andò incontro co' vessilli spiegati dell'antico GIUDICATO di Arborea; e lo sconfisse completamente in campale battaglia presso il villaggio di URAS nel 14 aprile del 1470 (Ved. TOLA, *Dizion. Biogr. dei Sardi Illustri*, Vol. I, pag. 58 e seg. e 259, e gli autori e documenti ivi citati). Fu dopo questa battaglia, che Leonardo Alagon riclamò pe' suoi dritti offesi presso il Sovrano di Aragona, e che il Re Don Giovanni II emanò gli ordini contenuti nel presente documento.

XLIII*.

Il Re di Aragona Don Giovanni II scrive secretamente a Don Salvatore D'Alagon, fratello del marchese Don Leonardo D'Alagon, eccitandolo (con promessa di donargli a titolo di feudo il contado di Goceano) a prestare opera efficace, affinchè il Marchesato di Oristano pervenisse sotto il dominio e potere regio, e raccomandandogli di eseguire quanto gli direbbe a voce Pietro Fortesa, cittadino e consigliere di Cagliari, al quale egli aveva dato le sue istruzioni (1).

(1471. — 6 marzo).

Dai Regii Archivi di Barcellona, REGISTR. SARDINIAE VII ab. ann. MCCCCLXVII ad ann. MCCCCLXXVIII, fol. 128.

Nos DON JOAN, per la Gracia de Deu, Rey Daragò, de Navarra, de Sicilia, de Valencia, de Mallorca, de Sardenya, de Corcega, Comte de Barcelona, Duch de Athenas, y Neopatria, y Comte de Rossellò, y Cerdanya. Ab tenor de la present en nostra bona fè, e paraula Reyal, prometèm à vos Noble, è amàt nostre Don Salvador de Alagò, que vos donànt orde ab efecte, que lo Marquesat de Orystany pervinga à mans, è poder nostres, è metent en execuciò les altres coses, que per lo amàt Conceller nostre en Pere Forteza, Ciutadà, è Conceller de Caller, vos seràn de nostra part dites; en tal càs farèm axi com ara per lavòs, è lavòs per ara fèm, a vos dit Don Sal-

(1) Il presente documento basta per dimostrare quanto fosse cupa ed iniqua la politica del Re Don Giovanni II di Aragona, poichè, mentre in apparenza e ufficialmente protestava di voler rendere giustizia ai dritti di Leonardo D'Alagon sul marchesato di Oristano e sul contado di Goceano; dritti che poi riconobbe, costrettovi dalla forza delle armi con cui il D'Alagon li sostenne, come appare dai documenti molteplici di questo CODICE (Ved. CART. n.° XLIV*, XLV*, XLVI*, XLVII*, XLVIII*, XLIX*, LV* ed altre del secolo XV); in secreto poi e con arti nefande e vilissime, egli, Monarca ammantato d'ostro, e cinto di diadema, istigava, e con promesse e con doni eccitava Don Salvatore D'Alagon a tradire il proprio fratello, ed a spogliarlo degli Stati che legittimamente gli appartenevano. Ma Salvatore D'Alagon, gentiluomo sardo di origine catalana, avea più elevato l'animo, nè vendeva per turpe mercato la propria fede e il proprio sangue; e seguì costantemente le parti del suo fratello, e con lui divise le fatiche, i pericoli e le sventure, finchè non riuscì finalmente a quel vecchio Sovrano di spogliare con altri mezzi non meno iniqui l'infelice Leonardo D'Alagon, che avea fatto rivivere in se stesso i progetti, gli ardimenti e la potenza della Casa di Arborea, per liberare la Sardegna dal giogo straniero (Ved. TOLA, *Dizion. Biogr. dei Sardi Illustri*, Vol. I, pag. 58 e seg. e pag. 62).

Digitized by Google

vador, doracio valida, è investitura del Comtat de Gociano, terras, y pertinencies de aquell; è en lo dit càs, à sola ostensiò de la present, vos ne manarèm spachar los privilegis, è concessions oportunes, ab les clausules necessaries à tota utilitàt, è segurelàt vostra. En testimoni de les quals coses, mànàm esser vos fet lo dit, è present Cartell, de nostre nom signàt, è ab lo nostre Segell segellàt. Dada en la Ciutàt de Tortosa à vj dies de Mars, del any M.CCCC.LXXI.

REX JOANNES.

Joan de Coloma Secretarius.

XLIV*.

Il Re di Aragona Don Giovanni II conferma a favore di Leonardo D'Alagon tutte le concessioni, libertà e privilegi già accordati dai suoi Reali predecessori a Leonardo, Salvatore e Antonio Cubello di Arborea, marchesi di Oristano, e Conti di Goceano, e gli concede sopra quei feudi nuova ed amplissima investitura (1).

(1478. — 12 Luglio).

Dai Regii Archivi di Barcellona, REGISTR. SARDINIAE VII ab ann. MCCCCLXVII ad ann. MCCCCLXXVIII, fol. 159.

PATEAT Universis: Quod Nos Joannes, Dei gratia, Rex Aragonum, Navarrae, Siciliae, Valentiae, Majoricarum, Sardiniae, et Corsicae, Comes Barchinonae, Dux Athenarum, et Neopatriae, ac etiam Comes Rossilionis et Ceritaniae. Pro parte vestri Illustris, Magnifici, et Dilecti Consiliarii nostri Leonardi Darborea, Marchionis Oristani, et Comitis Gociani, in Regno Sardiniae praedicto, Serenitati nostrae, humiliter fuit supplicatum: quod cum per Nos, et Praedecessores nostros Reges Aragonum Illustrissimos, nonnulla privilegia, libertates, et concessiones facta, et concessa fuerunt; Leonardo, Antonio, et Salvatori Darborea, quondam, Marchionibus, et Comitibus dictorum Marchionatus, et Comitatus praedecessoribus vestri dicti Leonardi Darborea, dignaremur dicta privilegia, libertates, et concessiones, vobis, postquam in eisdem successistis Marchionatu, et Comitatu, confirmare, laudare, et approbare, et quatenus opus sit, de novo concedere, atque Nos, supplicationibus vestris benigne admissis, animadvertentes servitia memoratu digna, per vos eundem Leonardum Darborea, Marchionem, et Comitem praedictum, Serenitati nostrae, a multis citra temporibus, praestita, et impensa; praesertim in hujusmodi praeteritis Cathaloniae turbationibus, et quae praestitura, Deo favente, etiam speramus potiora; Thenore presentis, deque nostra certa sciencia, et expresse omnia, et quaevis privilegia, libertates, et concessiones, tam per Nos, quam per Serenissimos Reges Aragonum, praedecessores nostros, praedictis Marchionibus, et Comitibus quondam indulta, facta, et concessa, quorum thenores hic haberi volumus, et habemus proinsertis, et specifice repetitis, ac si de verbo ad verbum, praesentibus totaliter insererentur; Vobis dicto Illustri Leonardo Darborea, Marchioni et Comiti praedicto, sic et quemadmodum dicti praedecessores vestri, eisdem privilegiis, et concessionibus hactenus melius usi fuerunt, laudamus, approbamus, ratificamus, et confirmamus, nostraeque huiusmodi laudationis, aprobationis, ratificationis, et confirmationis munimine roboramus. Quo circa Illustrissimo Regi Siciliae, Principi Castellae, Aragonum, et carissimo filio nostro primogenito, et post nostros foelicissimos dies indubitato haeredi, et successori nostro, subpaternae benedictionis obtentu, dicimus, Viceregi vero, Gubernatoribus, Procuratori Regio, aliisque universis, et singulis Officialibus, et subditis nostris in eodem Sardiniae Regno constitutis, ipsorumque Officialium Locatenentibus, presentibus, pariterque futuris, ad incursum nostrae indignationis, et irae, poenamque decem mille florennorum, auri a bonis secus agentis irremisibiliter exigendam, nostrisque aerariis inferendam, quatenus laudationem, approbationem, ratificationem, et confirmationem nostras hujusmodi, universaque, et singula ibidem contenta, vobis dicto Illustri Marchioni, et Comiti praefato, teneant firmiter, et observent, tenerique, et observari faciant inviolabiliter, per quoscumque, et non secus agant, aut per quempiam contraventum iri sinant, quavis causa, quanto dictus Illustrissimus Rex, et Princeps nobis obedire, et servire; caeterique prenominati, gratiam nostram caram habent, et praeappositam verentur non subire poenam. In quorum testimonium presentem fieri jussimus, nostro communi sigillo pendenti munitam. Dat. in Villa Dargiles, Comitatus Rossilionis, seu prope muros illius, die XII mensis Julii, anno a Nativitate Domini millesimo quatuorcentesimo septuagesimo tertio, Regnique nostri Navarre anno XXXVIII, aliorum vero Regnorum nostrorum XVI.

REX JOANNES.

SIGNUM ✠ Ioannis, Dei Gratia, Regis Aragonum, Navarrae, Siciliae, Valentiae, Majoricarum, Sardiniae, et Corsicae, Comitis Barchinonae, Ducis Athenarum, et Neopatriae, ac etiam Comitis Rossilionis, et Ceritaniae.

REX JOANNES.

Testes sunt Venerabilis B. de Margarit, Abbas Sancti

(1) Si accordava a Leonardo di Alagon a titolo di grazia ciò che gli apparteneva di dritto. Imperocchè, fin dal 5 giugno 1323 Ugone III, GIUDICE di Arborea, avea ottenuto questi e tutti gli altri Stati già appartenenti a quell'antico GIUDICATO con Diploma dell'Infante Don Alfonso, confermato poi nel 26 settembre 1323 e nel 1 maggio 1328 con altri Diplomi dei Sovrani Don Giacomo II e Don Alfonso IV di Aragona, i quali, per rimeritarlo del valido aiuto da lui prestato alle armi Aragonesi per la conquista dell'isola, riconobbero e confermarono, anzi che concedere, la sua dignità di GIUDICE di Arborea e la indipendenza della sua dinastia. Estinta poi questa con la morte di Mariano V figlio della famosa ELEONORA, se fu soppresso per sempre il nome del GIUDICATO di Arborea, che suonava troppo ingrato e temuto agli stranieri conquistatori, fu però conservata e conceduta una gran parte di quegli Stati a Leonardo Cubello col titolo di marchese di Oristano e conte di Goceano, in forza dell'atto di pace del 29 marzo 1410. E sebbene, così nell'antico GIUDICATO di Arborea, come nel nuovo Marchesato di Oristano e Contado di Goceano, avessero succeduto costantemente le femmine in mancanza di maschi, tuttavia ciò fu stabilito espressamente con altro diploma del Re di Aragona Don Alfonso V spedito nel 14 giugno 1437 a instanza di Antonio Cubello di Arborea. Laonde, siccome Don Salvatore Cubello di Arborea era morto senza figli, era evidente che il Marchesato di Oristano e Contado di Goceano, dichiarati feudi antichi *de pacto et providentia* con detto diploma del 1436, appartenevano di pieno dritto a Leonardo D'Alagon, figlio primogenito di Benedetta Cubello di Arborea, sorella dell'ultimo defunto marchese Don Salvatore Cubello (Ved. CART. n.i XXI*, XL*, XLI* del secolo XIV, e n.i V*, XXVI* del secolo XV).

Digitized by Google

Petri de Rodes: Nobilis Rodericus de Rebolledo, Majordomus: et Johannes Castella de Perepertusa, Baronus de la Favara.

Magnifici Joannes Pages, Vicecancellarius, et Rodericus Dalcaraz Milites, praedicti Domini Regis Consiliarii.

Sig+num Mei Joannis de Coloma, Serenissimi Domini Regis praedicti, Secretarii, qui praedicta de eiusdem Domini Regis Mandato scribi feci, et clausi.

Dominus Rex mandavit mihi Ioanni Coloma, et vidit eam Generalis Thesaurarius, et pro Conservatore.

XLV*.

Il Re di Aragona Don Giovanni II ordina al vicerè di Sardegna, ai governatori del Capo di Cagliari e di Gallura, e del Capo di Logudoro, al procuratore reale, e generalmente a tutte le Autorità costituite nell'isola, di riconoscere Don Leonardo (D'Alagon) di Arborea per marchese di Oristano, e conte di Goceano, con gli stessi dritti, onori, privilegi, ed esenzioni, di cui aveano goduto i di lui predecessori.

(1473. — 12 luglio).

Dai Regii Archivi di Barcellona, Registr. Sardiniae, VII, ab ann. MCCCCLXVII ad MCCCCLXXVIII, fol. 162.

Joannes, Dei Gratia, Rex Aragonum, Navarrae, Siciliae, Valentiae, Majoricarum, Sardiniae, et Corsicae, Comes Barchinonae, Dux Athenarum, et Neopatriae, ac etiam Comes Rossilionis, et Ceritaniae. Spectabili, Nobili, Magnificis, dilectis Consiliariis, et fidelibus nostris, in eodem Sardiniae Regno, Viceregi, Gubernatoribus in Capitibus Callari, et Galburae, ac etiam Lugudorii, Regio quoque Procuratori, caeterisque demum universis, et singulis Officialibus, et Subditis nostris, in dicto Regno constitutis, ipsorumque Officialium Locatenentibus, praesentibus, pariterque futuris, salutem, et dilectionem; Quia Nos nostris cum aliis oportunis provisionibus, causis, respectibus, atque considerationibus, in eisdem expressis, exeximus, et extulimus Illustrem, Magnificum, et dilectum Consiliarium nostrum, Leonardum Darborea, in Marchionem, et Comitem Marchionatus Oristani, et Comitatus Gociani, Regni Sardiniae praedicti, cum honoribus, praeheminentiis, praerogativis, quibus Praedecessores sui in eisdem Marchionatu, et Comitatu gavisi fuerint; Ideo vobis, et cuilibet vestrum, dicimus, praecipimus, et jubemus, de nostri certa scientia, et expresse, ad incursum nostrae indignationis, et irae, poenamque trium mille florenorum auri, a bonis cujuslibet vestrum secus agentis irremissibiliter exhigendam, nostrisque inferendam aerariis, quatenus habentes, tenentes, et reputantes eundem Illustrem Leonardum Darborea, et successores suos, pro Marchione, et Comite praedictorum Marchionatus, et Comitatus, per loca solita, districtuum, et jurisdictionum vestrarum, publice praeconicari faciatis, ipsum Leonardum Darborea pro Marchione, et Comite praedicto. Cauti de contrario, quanto gratiam nostram caram habetis, et praeappositam veremini non subire poenam. Dat in Villa nostra de Argiles, Comitatus Rossilionis, seu satis prope muros Villae ipsius, die duodecimo Julii, anno a Nativitate Domini MCCCCLXXIII.

Rex Joannes.

Dominus Rex mandavit mihi Joanni de Coloma, et vidit eam Generalis Thesaurarius, et pro Conservatore.

XLVI*.

Don Giovanni II Re di Aragona scrive a Nicolò Carroz, Vicerè di Sardegna, che viste ed esaminate le cause di sospizione allegate contro di lui da Leonardo d'Alagon marchese di Oristano, e conte di Goceano, esimeva detto marchese, e i suoi familiari e vassalli dalla giurisdizione viceregia, sia quanto alle loro persone, che quanto ai loro beni, e in tutte le liti già mosse, e da muoversi; per le quali cose tutte egli sostituiva, in virtù della sua Reale autorità, e delegava come giudice ordinario il magnifico Pietro Pujades Governatore del Capo di Logudoro.

(1473. — 12 luglio).

Dai Regii Archivi di Barcellona, Registr. Sardiniae, VII, ab ann. MCCCCLXVII ad MCCCCLXXVIII, fol. 160.

Joannes, Dei Gratia, Rex Aragonum, Navarrae, Siciliae, Valentiae, Majoricarum, Sardiniae, et Corsicae, Comes Barchinonae, Dux Athenarum, et Neopatriae, ac etiam Comes Rossilionis, et Ceritaniae. Spectabili Nobili, Magnifico, dilecto Consiliario, et Viceregi nostro, in eodem Sardiniae Regno, Nicolao Carròz Darborea, Militi, salutem, et dilectionem. Cum Illustris, Magnificus, et dilectus Consiliarius noster, Leonardus Darborea, Marchio Oristani, Comes Gociani, eiusque Familiares Continui, atque Vassalli, vos suspectum habeant certis rationibus, et justis suspitionum causis coram nobis propositis, et advocatis, quas hic exprimendas obmittimus. De certa igitur nostra scientia, et consulte, cum praesenti eximimus, et extraimus, atque omnino liberamus ab omni jurisdictione, districtu, cognitione, seu examine vestris, dictum Leonardum Marchionem, et Comitem praedictum, eiusque familiares Continuos, atque Vassallos, utriusque sexus, et bona omnia, tam mobilia, quam stabilia, feudalia, alodialia, eesque moventia praedictorum omnium, et cuiuscunque ipsorum. Insuper a vestri cognitione prorsus extrahimus, quascumque lites, causas, quaestiones, et controversias, tam pro rebus criminalibus, quam civilibus, ac etiam mixtis, et tam ad instantiam Partis, et suo casu, Procuratoris Fiscalis, quam ex Officio, et alias quomodocunque, et qualitercunque tangentes dictos Marchionem, et Comitem, ipsiusque familiares Continuos, atque Vassallos, et eorum quemlibet simul, aut divisum eorum, et cujuslibet ipsorum bona quecunque, tam scilicet agendo, quam defendendo, eosque, et eas subiicimus foro, districtui, ac jurisdictioni Magnifici, et dilecti Consiliarii nostri Petri Pujades, Militis, Gubernatoris in Capite Lugudorii, Regui Sardiniae praedicti, quem in dictis causis, litibus, quaestionibus et controversiis, Judicem Ordinarium delegamus, constituimus, assignamus,

Digitized by Google

et cum praesenti deputamus. Idcirco ad ipsorum humilem supplicationem vobis, de certa scientia, et expresse, ac sub poena florennorum decem mille auri de Aragonia, Curiae nostrae, de bonis vestris, si contrafeceritis, irremissibiliter exsolvendorum, inhibentes, dicimus, et mandamus, scienter, et expresse, quod de personis, bonis, causis, rebus, et negotiis praedictorum exemptorum, vel alicujus eorum, minime amodo vos intromitatis, directe, vel indirecte, principaliter, seu alias judicabiliter, nec de ipsius, vel ipsorum aliquo cognoscatis, seu exercitium jurisdictionis alicujus, in, et super eis, monstretis, temptetis, seu aliqualiter exerceatis, nisi crimine fragrante, quoad captionem personarum tantum; imo nostram hujusmodi exemptionem omnibus praedictis exemptis rebus, et bonis eorum, et cujuslibet ipsorum teneatis, et inviolabiliter observetis, et nihil in contrarium faciatis, vel permitatis quovis quesito colore, pro quanto Gratiam nostram caram habetis, et poenam praedictam cupitis evitare. Nos enim vobis contrarium peragendi in praemissis, et quolibet praemissorum, omnem adimimus potestatem, et facultatem. Declarantes et decernentes ex nunc irritum, et inane si quid, et quidquid per Vos, contra hujusmodi exemptionem, et inhibitionem nostram factum, seu quomodolibet attentatum fuerit. Demum ex eadem nostri certa scientia, et expresse, dicimus, comitimus, et mandamus, praedicto Gubernatori in Capite Lugudori, quod abdicata vobis potestate, auctoritate, et facultate, atque jurisdictione, districtu, examine, et cognitione praedictorum omnium exemptorum, ut praefertur, de causis, litibus, quaestionibus, et controversiis eorumdem exemptorum, et cujuslibet ipsorum ad instantiam partium, quarum intersit, cognoscat de omnibus, et singulis, de quibus vos, ante hujusmodi exemptionem, cognoscere poteratis, et ut delegatus noster, et Commissarius, seu Judex, se intromitat, et in his procedat, servatis, servandis, prout de justitia, et ratione invenerit faciendum, cunctis quaerelantibus, si qui fuerint, ministrando justitiae complementum; quoniam Nos, praeviis ex causis, illos, illas, et illa, ipsius Gubernatoris in Capite Lugudorii juditio, examini, jurisdictioni, districtui, et cognitioni, et nullius alterius, submissos esse volumus, et decernimus, cum hac eadem comitentes eidem, quatenus opus sit, si super praedictis omnibus, et singulis, cum ex eis incidentibus, dependentibus, emergentibus, et connexis, voces, et voces nostras, plenarie, cum praesenti; Volentes, et mandantes, quod praesens exemptio, et delegatio, omnia que, et singula in ea contenta durent ad nostrum beneplacitum, et quorumcunque per Nos sint revocata. Dat. in villa nostra de Argiles, Comitatus Rosilionis, seu prope terminos villae ejusdem, die xij iulii, anno a Nativitate Domini millesimo quatercentesimo septuagesimo tertio.

REX JOANNES.

Dominus Rex mandavit mihi Joanni de Coloma, et vidit eam Generalis Thesaurarius, et pro Conservatore.

XLVII *.

Il Re di Aragona Don Giovanni II, avuto riguardo alle cause di sospetto ch' erano state allegate contro Nicolò Carroz vicerè di Sardegna, destina in qualità di AGGIUNTO *a detto vicerè il magnifico Pietro Pujades, governatore del Capo di Logudoro, e in caso di suo impedimento il Consigliere Serafino di Montanyans, per conoscere, e decidere in tutte le liti e questioni, o già mosse o da muoversi nell'interesse, sia individuale che collettivo, sia attivo che passivo, di Salvatore, Francesco, Giovanni e Lodovico D'Alagon, Giovanni di Ribelles, Garzia, e Giovanni D'Alagon* (1), *Salvatore Guiso, Raimondo di Besora, e Leonardo de Tola, e dei loro vassalli e dipendenti.*

(1473. — 12 luglio).

Dai Regii Archivi di Barcellona, REGISTR. SARDINIAE, VII, ab ann. MCCCCLXVII ad ann. MCCCCLXXVIII, fol. 162.

JOANNES, Dei Gratia, Rex Aragonum, Navarrae, Siciliae, Valentiae, Majoricarum, Sardiniae, et Corsicae, Comes Barchinonae, Dux Athenarum, et Neopatriae, ac etiam Comes Rossilionis, et Caeritaniae. Spectabili, nobili, magnifico, dilecto Consiliario, et Viceregi nostro in eodem Sardiniae Regno, Nicolao Carroz de Arborea militi salutem, et dilectionem. Cum in omnibus, et singulis causis civilibus, et criminalibus pendentibus, pariterque movendis active et passive, inter nobiles, dilectos, et fideles nostros, Salvatorem, Franciscum, Joannem, et Ludovicum Dalagon, Joannem de Ribelles, Garciam, et Joannem Dalagon, Salvatorem Guiso, Raymundum de Besora, Leonardum de Tola, vassallos, et servitores ipsorum, et cuiuslibet eorum, tam conjunctim, quam divisim, ab una, et quasvis alias personas, ab altera partibus, causis, et rationibus quibuscumque, praedicti nobiles, et alii desuper nominati, et eorum quilibet habuerint, et habeant vos quamplurimum suspectum, ex justis quibusdam suspitionum causis, nedum veteribus, sed novis, et noviter ortis coram nobis propositis, et expressis, eisque debite adveratis, sitque tristissimum, et valde periculosum coram Judice litigare suspecto, et ob id supplicantibus nobis humiliter, et instantibus praedictis desuper nominatis, et eorum quolibet adiunxerimus et dederimus, et assignaverimus, pro ut cum praesenti adjungimus, ac damus, et assignamus vobis in adjunctum, in causis praemissis, et earum qualibet, magnificum, et dilectum Consiliarium nostrum Petrum Pujades, Militem, Gubernatorem in Capite Lugudorii, et eo occupato, per indispositionem eius personae, aut alio quovis justo impedimento, assignamus Vobis in adjunctum in omnibus, et singulis causis praedictis, dilectum nostrum Seraphinum de Montanyans, militem; ideo Vobis dicimus, et mandamus, scienter, et expresse, ad incursum nostrae indignationis, et irae, poenamque quinque mille florennorum auri, a bonis vestris, si secus egeritis, irremissibiliter exhigendorum, nostrisque inferendorum aerariis,

(1) Garzia e Giovanni D'Alagon erano fratelli spurii di Leonardo marchese di Oristano. Gli altri quattro nominati poco avanti (Salvatore, Francesco, Giovanni e Lodovico) erano suoi fratelli germani (Ved. FARA, DE REB. SARD., Lib. IV, pag. 366, Edit. Taur.).

Digitized by Google

qualenus amodo, in causis praedictis, et qualibet earum, una cum dicto Gubernatore adjuncto, et dicto casu ipsius ocupationis, seu justi impedimenti, cum dicto Seraphino de Montanyans, et non sine altero ipsorum, nisi crimine fragrante, quo ad captiones personarum tantum procedatis, et enantetis, easque decidatis, et sententialiter fine debito terminetis, pro ut de justitia, et ratione repereritis fieri debere. Nos enim auferentes Vobis potestatem omnimodam secus agendi, nullum esse decernimus irritum, et inane oppositum, si quovis modo fieri contingat. Committentes dicto Gubernatori adjuncto, et dicto casu, ipsius occupationis, seu justi impedimenti, praefato Seraphino de Montanyans, in ipso casu adjuncto, vices, et voces nostras plenarie, super praedictis, cum praesenti. Dat in villa Argiles, Comitatus Rossilionis, seu prope muros villae ejusdem, die XII Julii, anno a Nativitate Domini M.CCCC.LXXIII.

REX JOANNES.

Dominus Rex mandavit mihi Joanni de Coloma, visa per Generalem Thesaurarium, et pro Conservatore.

XLVIII*.

Capitoli di concordia (convenzione) stabiliti, sottoscritti, e giurati dal Serenissimo Re Don Giovanni II di Aragona da una parte, e da Leonardo di Alagon, marchese di Oristano e conte di Goceano, dall'altra parte.

(1474.....(1)).

Dai Regii Archivi di Barcellona REGISTR. ITINER. LXIV. *incaept. tertio die mensis Julii, anno a Nativ. Dom. milles.° quadringent.° septuagesimo tertio, finitoque die* XXII *mensis octobris, anno a Nat. Dom. millee.° quadringentes.° septuages.° quarto.*

CAPITULATIO *facta inter Serenissimum Dominum Regem Joannem Secundum, ex una, et Leonardum Dalagon Marchionem Oristanni, parte ex altera.*

CAPITOLS de concordia fets de les coses per la Majestat del Señor Rey atorgades, fermades, e jurades entre sa Excelleneia de una part è lo Egregi mossen Galceràn de Requesens Comte de Trivento, è de Vellino, Procurador, è havent à les infrascriptes coses especial poder del Noble Don Leonardo Dalagon, qui en virtut de les presents concessions se spere esser Marquès de Oristany, e Comte de Gociano, de la part altre, en è sobre los dits Marquesat, Comtat, è altres terres, que possehia Don Salvador Marquès Doristany quondam.

I. Primo la Majestat del dit Señor Rey de nou farà Infeudaciò, è Investitura al dit Noble Don Leonardo Dalagon, è Darborea, è als seus largament, ab tota jurisdicciò civil, è criminàl, mero, è mixt imperi, dels dits Marquesat è Condat de Gociano, havent aquell per Marquès, è Comte ab totes aquelles prerogatives, preheminencies, e jurisdiccions, è en aquella forma, è manera, que Don Leonardo Cubello, Don Anthon Cubello, è lo dit Don Salvador Avi, è Oncles del dit Don Leonardo, han tingut, è possehit aquells, è les altres terres, que possehiren. *Plau al Señor Rey.* Coloma Secretarius.

II. Item, que lo dit Señor Rey farà publicar ab crides publiques, per tots los Regnes, Ciutats, è Terres de sa Majestat, per Marquès de Oristany, è Compte de Gociano al dit Don Leonardo. *Plau al Señor Rey.* Coloma Secretarius.

III. Item, la prefata Majestat atorgarà Remissiò general al dit Don Leonardo, è à sos germans, ço es Don Salvador, Don Francesch, Don Joan, è Don Loys Dalagò germans del dit Don Leonard, è Joan Dalagò germà bastard daquell, è à Joan Ribelles, Garcia Dalagò, Ramon Besora, Leonardo de Tola (2), mossen Salvador Guiso, e tots altres, è qualsevol aderents à quells, de qualsevol stat, grau, è condiciò sien, ques sien trobats ab lo dit Don Leonardo, per favor, è ajuda sua, è que hayen seguit, favorit, è ajudat aquell après mort del dit Marquès Don Salvador, en è per causa dels fets dels dits Marquesat, è Comtat, de tots, è qualsevulla atrocissims excessos, è delictes civils, ò criminals, encare que fossen tals, que fos necessari de aquells fer expressa, è special menciò per aquells, è qualsevol dells comesos, è perpetrats en qualsevol manera fins à la jornada, que los presents capitols se refermarà personalment per lo dit Don Leonardo, è que la dita Remissiò sie larga, è bastant, o ordenada à tota seguretat, è indempnitat del dit Don Lonardo, è de sos dits adherents. *Plau al Señor Rey.* Coloma Secretarius.

IV. Item, la Majestat prefata, ab ses opportunes Provisions, manarà ab effecte restituhir, è tornar al demunt dits germans, è adherents del dit Don Leonardo, tots, è qualsevol bens feudals sitis, è aixi mateix qualsevol bens mobles, que en esser se trobaràn, que per lo spectabel Visrey, è altres qualsevol Officiàls Reals, è persones sien estats presos, è ocupats apres mort del dit Marquès Don Salvador, per causa, o rahò de les novitàts, è turbacions subseguides en lo dit Regne per ocasiò del dit Marquesat è Comdat, è specialment los bens del Noble Don Francesch Dalagò, e de sa muller, è sogre. *Plau al Señor Rey manar fer la dita restitucio, è que per semblant lo dit Don Leonardo è sos germans, è adherents facen restituhir, è restituesquen integrament totes les terres, Castells, Viles, Encontrades, Llochs, Vassalls, è altres coses,*

(1) La data del mese e giorno della presente CONVENZIONE non può essere anteriore al 21 aprile 1474, perchè a questa data soltanto Leonardo D'Alagon conferì in Oristano i suoi pieni poteri al Conte di Trivento e di Avellino per trattare e firmare la CONVENZIONE medesima, come si rileva dal capitolo XII; nè può essere posteriore al 22 ottobre 1474, perchè a quest'ultima data finisce il REGISTRO, nel quale esiste l'originale o la copia autentica del presente documento diplomatico, come appare dalla *rubrica* che lo precede. Però è certo, che la Convenzione, o *Concordia*, fu sottoscritta nella prima metà di ottobre del 1474, poichè lo stesso Re Don Giovanni II, in una Carta indirizzata a Nicolò Carroz Vicerè di Sardegna, nel 14 ottobre di detto anno, dice espressamente: *per un capitol de la Concordia per nostra Magestat,* EN AQUESTS DIES PASSATS *feta, fermada, è jurada ab lo illustre Don Leonardo Dalagò, è Darborea Marquès Doristany* ecc. (Ved. infra, CART. n.° XLIX*).

(2) LEONARDO DE TOLA, stipite della famiglia dell'Autore del presente CODICE. Egli seguì costantemente il partito nazionale sardo, personificato in Leonardo Alagon Marchese di Oristano, contro gli oppressori Aragonesi. Fu uno dei capitani più valorosi, e che più si distinsero nella battaglia di *Uras* (1470), e in quella di *Macomer* (1478). In quest'ultima fu egli stesso che col Montagnans, altro distinto capitano sardo, protesse la ritirata di detto Marchese. Delle sue azioni posteriori, specialmente nell'assedio di Granata in Ispagna (1492), si fa distinto ricordo dal TOLA, *Diuian. Biogr. dei Sardi Illustri*, Vol. III, pag. 250, 251, 252.

Digitized by Google

è bens, axi mobles, com immobles, que per ell, è sos germans, e adherents, son stats en qualsevol manera presos, è ocupats, è aixi mateix qualsevols sclaus, armes, artilleries, è altres coses, bens mobles, è immobles, e per si movents, è axi de sa Majestat, com de qualsevulla altres Vassals, è Servidors seus, ço es los de sa Majestat en que sie lo Castell de Montreal al Spectable Visrey Don Nicolau Carros Darborea, quils tinga per sa Majestat, è los altres à qui pertanyen, singula singulis referendo, les quals restitucions se hajen à fer da una part al altre, è del altre, al altre, dins temps de sis dies comptadors del dia, que lo dit Egregi Comte de Trivento serà arribat ab ses galeres en lo Port Doristany.

V. Item, la dita Majestat confirmarà al dit Don Leonardo tots, è qualsevol privilegis, que los dits Marquesos, Avè, è Oncles seus, tenien, els eren atorgats per causa del dits Marquesat, è Condat, è terres, que possehien. *Plau al Señor Rey confirmarli aquells privilegis, que per sa Majestat foren confirmats al dit Marquès Don Salvador.*

VI. Item, lo dit Señor atorgarà sobreseyment al dit Don Leonardo, per causa de qualsevol deutes, qui trobassen esser deguts per Don Salvador Darborea, Avi seu, ò per Don Anthon, è Don Salvador sos oncles, e aixi mateix per lo mateix Don Leonardo à qualsevol persona, e per qualsevol causa, è rahò, è aço per temps de tres anys. *Plau al Señor Rey, ab que qualsevol persones deutores als damunt dites, hajen consemblant sobresehiment de tres anys en la paga, e soluciò de sos deutes, è aço perque sia servada egualtat en la justicia, exceptat expressament, que en lo dit sobresehiment no sie compresa cosa alguna tocant los presents Capitols, è que stigue à obciò del dit Don Leonardo, si de aquest Capitol se voldrà ajudar, ò amprar, o no* (1).

VII. Item, lo dit Señor farà confirmar, lohar, approvar, è jurar los presents Capitols, è totes les coses en aquells contengudes, al Illustrissim Señor Princep de Castella, Rey de Sicilia son primogenit, è que per semblant, sa Magestat jure no haver fet, ne atorgàt dret negu dels dits Marquesat, è Comdat, Viles, è terres, que lo dit Marquès Don Salvador tenie, e possehia, à alguna altre persona, è si fet ho haguès, que ara per llavors decerneix, è declara la dita concessiò de dret esser nulla, è de ninguna eficacia, è valor. *Plau al Señor Rey.*

VIII. Item, per quant lo dit Don Leonardo preten la Vila de Oliana esser de Comdat de Gociano, è de les pertinencies de aquell, e esserli occupada contra justicia, la dita Majestat manarà aquella no esser compresa en la dita restituciò, fins sie conegut per justicia. *Plau al Señor Rey, lo dit Don Leonardo no ahie fer le dita restituciò en cars que lo Marquès Don Salvador Oncle seu possehis pacificament aquella al temps de la sua mort, è un any abans; encars empero, que aquella nò haguès possehida, segons es dit, que lo dit Don Leonardo sie tingut fer restituciò de aquella, axi com de les altres coses, que si dret pretendrà haver en aquella, sa Majestat li manarà spachar sobre aço expedita justicia.*

(1) È singolare questa moratoria di tre anni accordata dal Re Don Giovanni pel pagamento delle somme dovute anche a persone diverse dalle contraenti. Così quel Monarca col suo eminente dritto sovrano violava i diritti dei privati cittadini.

IX. Item, la Majetat prefata atorgarà exempciò tant solament à la persona del dit Don Leonardo, familiars continug, è Vassalls, e li assignarà Jutge en totes ses causes lo Governador del Cap de Lugudor, qui es, ò per temps serà, inhibint al Visrey, è altres Officials. *Plau al Señor Rey, sino en cars de fragancia de crim, en lo qual cars puxen lo dit Visrey, è altres qualsevol Official procehir à capciò de persones tant solament, è apres livrar les persones preses al dit Governador del Cap de Lugudor, pera que faça, e ministre la justicia* (2).

X. Item, que lo dit Señor darà per adjunts al dit Visrey en les causes tocants los altres contenguts en lo dit Capitol de la remissiò, lo dit Governador del Cap de Lugudor, è mossen Çaraphi de Montanyants. *Lo Señor Rey dona per adjunt en les dites causes lo Governadors del Cap de Lugudor, è encars, que aquell fos ocupàt per indisposiciò de la persona, ò per altre just impediment, que sie adjunt en loc seu mossen Seraphin de Montanyans.*

XI. Item, la prefata Majestat manarà dar totes les demunt dites provisions per sinc cents florins del dret de Segell, car altre tanta quantitat fou pagada per la Investitura dels dits Marquesat, è Comtat per lo dit Don Salvador Marqués. q. *Plau al Señor Rey.*

XII. Item, es apuntat, è concordat, que atorgades, e jurades totes les coses damunt dites per la prefata Majestat, è per lo dit Señor Rey de Sicilia, è axi matex per lo dit Compte de Trivento, com à Procurador, è havent sufficient poder del dit Don Leonardo, segons consta per Cartha publica de procuraciò, feta en la Ciutat de Oristany à vint y un dies del mes de Abril, del any de la Incarnaciò de nostre Señor, mil quatre cents setanta quatre, rebuda, e testificada per Thomàs de Parma Notari publich, per Auctoritat Imperial, que lo dit Don Leonardo sie tingut, è obligat donar, è pagar realment, è de fet à la dita Majestat, ò aqui aquella dispondrà, è manarà, vuytanta mil florins dor, en or Daragò, ò la vera valor de aquells, los quals pagarà en aquesta manera, ço, es, los quaranta mil florins dor, dins temps de sis dies après que lo dit Comte de Trivento, ab ses galeres, serà junt ab lo Port Doristany, è aquells pagarà realment en pecunia numerada à mossen Uguet de Pachs, qui ab ses galeres y serà per rebrer la dita quantitat, en la qual paga serà, è es content lo dit Señor, sien preses en compte aquelles quantitat, o quantitats, que per apòches atorgades per son Trezorer, è Ministres de pecunia de sa Majestat, constarà per aquesta causa en comptants haverli tramès lo dit Don Leonart. E axi mateix la vera valor de cert forment del dit Don Leonart, que en Valencia es stat pres, e convertit en usos de la Regia Cort, haguda veridica informaciò quant ere. E los quaranta mil florins dor Daragò restants, ò la vera valor de aquells, pagarà en tres anys, de aquell dia en avant continuament comptadors, ço es en fi de cascu dels dits dos anys primers, setze mil florins dor, è en fi del tercer any, vuyt milia florins dor, per la soluciò dels quals quaranta mil florins dor restants,

(2) La esenzione dalla giurisdizione Viceregia, e la dipendenza dal Governatore del Capo di Logudoro soltanto, era una conseguenza necessaria delle inimicizie personali esistenti tra il Marchese Don Leonardo D'Alagon, il Vicerè Nicolò Carroz, e il di lui figlio Dalmazzo Conte di Quirra.

Digitized by Google

lo dit Don Leonard sie tengut fer nova obligaciò; en la forma, que va ordenada, per seguretat de la Majestat prefata. E que fermarà, è jurarà lo dit Don Leonard los presents Capitols, è totes, è sengles coses en aquell contengudes, dins temps de tres dies apres que lo dit Comte de Trivento serà arribat en lo dit Port de Oristany, è darà deguda, è prompta exequuciò en les coses, que à ells se sguarden, juxta formam dels presents Capitols (1).

XIII. Item, es apuntàt, è concordàt, que lo dit Don Leonard no puxa receptar, ni emparar en alguna manera, directament, ò indirecta vassals alguns, del spectable Visrey de Cerdenya Don Nicholau Carros Darborea, ni de son fill, lo Comte de Quirra, ni de algun altre Barò, Cavaller, ò Gentilhom Señor de vassalls, ni de aquells, que ell ha tinguts, è tè ocupats, ni de altres alguns, ni encare favorir aquells publicament, ò oculta, è axiù jurarà solemnement. *Plau al Señor Rey. E lo dit Comte Procurador ho atorga, promet, è jura.*

XIV. Item, la dita Majestat farà gracia a son beneplacit, que los beneficis, è prelatures, que vacaran en los dits Marquesat, è Comtat, è terres damunt dites, que nostre Señor lo Papa, è Bisbes los haien de provehir, è conferir à suplicaciò del dit Don Leonart. *Plau al Señor Rey.*

XV. Item, la prefata Majestat, ab sa Real provisiò, suplirà tots, è qualsevol deffectes, è omissions de solemnitats, que per ventura se puguessen trobar en los contractes, privilegis, è provisions de les coses damunt dites. *Plau al Señor Rey, puis per lo dit suppliment nos mude, ò altere en res la substancia, é natura dels dits contractes, privilegis, è provisions.*

Concessa fuerunt firmata, atque jurata Capitula hujusmodi in villa de Argelles Comitatus Rossilionis, seu extra eam, prope tamen muros illius, per dominum Regem, juxta formam responsionum, et decretationum per eius Majestatem factarum in fine cujuslibet dictorum Capitulorum, et per Egregium Galcerandum de Requesens, Comitem de Trivento, et de Vellino, maritimi Exercitus illustrissimi Ferdinandi Regis Siciliae citra farum, et generalem Capitaneum, Procuratorem dicti Domini Leonardi Darborea; qui quidem Procurator promisit, et juravit ad Deum, etc., tenere, servare, et complere, ac teneri, servari, et compleri facere; per dictum eius principalem, omnia, et singula quae ad eum spectantur tenere exequi, et observare in dictis Capitulis, ad que tenenda obligavit personam, et bona dicti eius principalis, et fiat large (2).

Praesentibus testibus ad praedicta magnificis, et nobilibus Joanne Pagés, Vicecancellario; Roderico de Rebolledo, Camarlengo, et Bernardo de Ulmis, Gubernatore Comitatus Rossilionis, Militibus, Regiis Consiliariis.

Dominus Rex mandavit mihi Joanni de Coloma, in cuius posse concessit, firmavit, et juravit.

(1) Il Marchese d'Oristano avea offerto nel 1473 trentamila lire soltanto; ma poi, per mezzo di Don Ferdinando Re di Napoli, il quale fu il mediatore di pace tra detto Marchese e il Re Don Giovanni, la somma fu accresciuta fino ad ottantamila fiorini d'oro di Aragona (Zurita, *Annal. de Aragon.*, Lib. XVIII, cap. 47 e Lib. XIX, cap. 14), da pagarsi, la metà sei giorni dopo la ratifica dei capitoli che sarebbe fatta da Leonardo D'Alagon; e l'altra metà nel termine di tre anni, ed in tre rate distinte, le prime due di sedicimila fiorini ciascuna; e l'ultima di fiorini ottomila.

(2) Come si vede dalla conclusione di quest'atto, i *capitoli della Concordia* furono giurati e sottoscritti presso le mura della città di Urgel o Urgelles dal Re Don Giovanni II in nome proprio, e da Galzerando di Requesens, Conte di Trivento e di Avellino, e Ammiraglio delle forze di mare del Re Don Ferdinando di Napoli, a nome di Leonardo D'Alagon e nella qualità di suo procuratore.

XLIX*.

*Don Giovanni II Re di Aragona ordina a Nicolò Carroz vicerè di Sardegna, a Giovanni Fabra procuratore reale, a Pietro Pujades governatore del Capo di Logudoro, e ai Veglieri, consiglieri ed uffiziali tutti aventi autorità nell'isola, che in esecuzione di un capitolo espresso dell'*Atto di concordia *(di pace), firmato e giurato recentemente con Leonardo D'Alagon, proclamino pubblicamente, nel castello di Cagliari, e nelle altre città, ville e altri luoghi dell'isola, lo stesso D'Alagon per marchese di Oristano e conte di Goceano.*

(1474. — 14 ottobre).

Dai Regii Archivi di Barcellona, Registr. Sardiniae, VIII, ab ann. MCCCCLXX ad MCCCCLXXVIII, fol. 142.

Don Ioan, etc. Als spectables, magnifichs, amàts Consellers, è feels nostres Don Nicoláu Carroz Darborea, Visrey, Mosen Ioan Fabra, Procurador Real en lo Regne nostre de Cerdenya, Mossen Pere Pujades, Governador en lo Cap de Lugudòr del dit Regne, Veguer, è Consellers de Caller, è altres qualsevol Officials nostres, axí en la dita Ciutát, è Castell de Caller, com en qualsevol altres Ciutáts, Viles, è Lochs del dit Regne de Cerdeña constituyts, è à qualsevol dells, salut, è dilecciò. Per un capitol de la Concordia per nostra Magestàt, en aquests dies passats *feta, fermada, è jurada ab lo Illustre Don Leonardo Dalagò è Darborea, Marquès Doristany, è Comte de Gociano* (1), havèm offert fer publicar aquell, ab veu de crides publiques, per tots nostres Regnes, Ciutáts, è terres, per Marquès Doristany, è Comte de Gociano, segons en lo dit capitol, al qual nos refferim, es contengut. E per quant som informats, fins assi no es estát, fet, ne complit, senyalament en lo dit Castéll de Caller, havents à cor, è volents lo contengut en lo dit capitol sia dedubit en effecte, segons per Nos es estàt offert, è promès. Per tant ab tenor de les presents, è de nostra certa sciencia, è expressa vos dièm, è manàm, sots incorriment de nostra ira, è indignaciò, è sots la fidelitàt en quens son tenguts, è altres penes à nostre arbitre reservades, què de continent les presents vos seràn presentades, façàu publicar per veu de crida publica,

(1) Si accenna ai *Capitoli di* Concordia riportati nella Carta n.° XLVIII.* che precede. E siccome quest'altra Carta che le fa seguito ha la data del 14 ottobre 1474, e vi si dice che la detta Concordia era stata *feta, fermada è jurada* en aquests dies passats, pare indubitato che la Concordia medesima sia stata sottoscritta in uno dei giorni che corsero dal 1 al 14 ottobre 1474. La qual cosa si rende anche più manifesta dalla circostanza che nel capitolo XII di questa Concordia fu stabilito che dopo la sottoscrizione di un tale atto il Marchese di Oristano dovrebbe pagare quarantamila fiorini d'oro (metà degli ottantamila convenuti), sei giorni dopo l'arrivo del Conte di Trivento con le sue galee al porto di Oristano. E leggiamo nel Fara che appunto nel ventitre ottobre *(decimo kalendas novembris)* il conte di Trivento *Oristanum ridiens* mandata Regis adtulit (*De Reb. Sard.*, Lib. IV, pag 367, Edit. Taur.).

Digitized by Google

per los lochs acostumàts de la dita Ciutàt, è Castéll de Caller, è per les altres Ciutáts, Viles, è Lochs del dit Regne, hon necessari serà, lo dit Don Leonard per Marquès Doristany, è Comte de Gociano juxta forma, è tenor del dit capitol: guardants vos attentament de fer lo contrari, ne posar en açó dilaciò alguna, per quant haveu cara nostra gracia, è les dites penes desijau evitar com per observaciò de la dita nostra promesa vullám axis faça en tot cas. Dada en nostra Ciutat de Barchenona à XIIII dies de octobre, en lany de la nativitàt de nostre Señor Mil CCCC.LXXIIII.

REX IOANNES.

Dominus Rex mandavit mihi Ioanni Crystian, visa per Scribam Portionis, pro Conservatore, et Ioannem de Matrit, pro Locumtenente Thaesaurarii.

L*.

Guido Visconti vice-governatore, e il Consiglio degli Anziani del Comune di Genova fanno divieto a tutti i Genovesi, suddìti e convenzionati, *di andare a Sassari e a Castello-Genovese in Sardegna, di trafficarvi, o di avervi relazione di sorta con gli abitanti, fino a che non sia altrimenti disposto dal magnifico Ufficio di S. Giorgio, e non siano restituiti in libertà co' loro beni alcuni Bonifacini arbitrariamente carcerati* (1).

(1475. — 23 gennaio).

Dagli Archivi di S. Giorgio di Genova, *Liber Contractuum*, ann. 1453 ad 1476, fol. 138 *(verso)*.

✝ MCCCCLXXV . XXIII Januarii.

Magnificus ac illustris dominus Ducalis Ianuensium Vicegubernator: et magnificum Consilium Dominorum antianorum communis Ianue in sufficienti et legitimo numero congregatum. Cum nulla iusta procedente causa per rectores et officiales Sassari et Castri Ianuensis insule Sardinee detenti et arrestati sint in locis ipsis in personis et ere nonnulli Bonifacini fideles subditi excelsi communis Ianue pro quorum liberatione cum scripte ipsis rectoribus littere fuerint: et nonnullum super inde responsum datum sit: quinimmo rectores ipsi in eorum pravo proposito permanentes semper adversus Bonifacinos ipsos procedere videntur. Ideo rei ipsius quantum in eis sit providere volentes. Et ita quidem ut intelligi ab omnibus possit: quantum Bonifacini ipsi cari eis sint. Omni iure, via, modo et forma quibus melius potuerunt et possunt prohibuerunt, vetaverunt et firmiter decreverunt ac prohibent, vetant et decernunt: hoc deveto et decreto duraturo et valituro usque ad beneplacitum magnifici Officii Sancti Georgii et donec et quousque Bonifacini ipsi cum eorum bonis liberati et relaxati fuerint: quod de cetero nullus ianuensis subditus vel conventionatus cum dicto communi Ianue a Corvo usque Monicum audeat, possit vel presumat clam vel palam, recte vel indirecte, quovis modo se transferre ad loca Sassari et Castri Ianuensis vel ad aliquam partem territorii ipsorum locorum aut aliquam quantitatem rerum vel mercium deferre, mittere, vel deferri seu mitti facere: nec etiam quovis modo negotiari cum aliquo Sassarense vel habitatore Sassari et Castri Ianuensis seu territorii ipsorum locorum sub pena indignationis ipsorum illustris Domini Vicegubernatoris et Consilii, et amissionis rerum et mercium que mitterentur vel deferentur ad dicta loca Sassari et Castri Ianuensis vel ad partem aliquam territorii ipsorum locorum. Que res a quocumque capi impune possint et efficiantur ipso iure capientium virtute presentis decreti: et sub pena ducatorum centum pro quolibet contrafaciente et qualibet vice applicata ex nunc et assignata virtute ipsius decreti universitati Bonifacii: et exigenda per potestatem Bonifacii si poterunt res illas vel bona contrafatientium capere aut quovismodo contra ipsos contrafacientes agere. Adimentes ex nunc potestatem et iurisdictionem omnibus officialibus excelsi communis Ianue licentiam contra hoc devetum concedendi nisi procedat de expresso consensu dicti magnifici Officii Sancti Georgii. Insuper ac decernentes quod qicunque Ianuensis civis vel districtualis aut conventionatus existens in dictis locis Sassari et Castri Ianuensis, vel habens aliquam negotiationem in ipsis locis vel in aliqua parte seu territorii infra menses duos proxime venturos a die publicationis et preconizationis in Ianua faciende de presenti deveto debeat se expedire et de dictis locis et territoriis recedere nec amplius morari in dictis locis vel aliqua parte territorii eorum seu negotiari cum aliquo Sassarense vel habitatoribus Sassari et Castri Ianuensis sub pena a florenis centum usque in quingentis arbitrio dicti Officii Sancti Georgii aplicanda ut supra. Mandantes de hoc deveto seu decreto mitti preconium et scribi universis officialibus et comunitatibus utriusque riparie quibus virtute presentis deveti seu decreti iubetur. Sub pena florenorum centum ut pareant pro observantia in executione premissorum in predictis et circa predicta prefato Officio Sancti Georgii pro ut eisdem illustri domino Vicegubernatori et Consilio.

AMBROSIUS DE SENAREGA *Cancellarius.*

✝ Die IIII februarii.

Christoforus De Pardis cintraeus communis Ianue retulit se hodie proclamasse in locis consuetis in omnibus et per omnia pro ut in supra scripto deveto seu decreto continetur.

Guido Vicecomes Ducalis in Ianua Vicegubernator: et Consilium Antianorum communis Ianue. Universis et singulis Capitaneis, Vicariis, Potestatibus, Rectoribus, Consiliis et Officialibus in occidentali riparia constitutis: iubemus

(1) Il Re Don Giovanni II di Aragona fin dal 1458, *Calvo et Bonifacio in potestatem redactis, integram* CORSICAM, *ope atque interventione Bernardi Villamarini totius classis ducis, recuperare cogitavit*, come scrive il FARA (*De Reb. Sard.*, Lib. IV, pag. 360); e poi nel seguente anno 1459, secondo lo stesso annalista (Op. cit., pag. 361), *omnes Genuenses, Narbonenses, Corsos ac etiam Sardos ab oppido Algherii et Algherensium nuptiis coerceri iussit.* Questi rigori furono aggravati nel 1460 con un *bando fatto e gridato per tutto lo Regno di Sardigna*, col quale si ordinava che fossero *pigliati Corsi et Bonifacini cum tutte robe et mercantie* ecc. (Ved. sopr. CART. N.° XXXVIII*); e fu per conseguenza per causa e titolo di rappresaglia che il Comune di Genova emanò nel 1475 il presente Decreto, dal quale si deduce che nel corso di quindici anni le vessazioni, le enormezze e le spogliazioni per parte del governo di Aragona contro i Genovesi aveano sempre continuato in Sardegna, ma più specialmente in Sassari e in Castel-Genovese (odierno Castel-Sardo).

Digitized by Google

et enixe precipimus: ût mox his litteris nostris acceptis devetum per nos factum et presentibus annexum publicari et preconizari faciant: quïlibet videlicet ipsorum officialium in loco ubi preerit in omnibus et per omnia pro ut in eo deveto continetur. — Data Ianue MCCCCLXXV die XXVIII ianuarii. AMBROSIUS.

Similes littere scripte fuerùnt per orientalem ripariam, et omnes presentate Rectoribus ipsarum ambarum ripariarum per nuncios de tarchieta: pro ut in actis cancellarie communis Ianue apparet.

LI*.

*Istruzioni date dal Re Don Giovanni II di Aragona a Guglielmo di Peralta Tesoriere Generale, e a Guglielmo Puiades Conservatore del Reale Patrimonio in Sicilia, i quali doveano passare prima in Sardegna, affinchè usassero tutti i mezzi ed argomenti possibili per indurre Leonardo d'Alagon Marchese di Oristano, e Conte di Goceano, a sborsare di presente quarantamila fiorini d'oro, seconda metà degli ottantamila convenuti nell'*ATTO *di* CONCORDIA *dell'anno precedente, o almeno di anticipare fiorini trentaduemila, ammontare delle due rate dei due anni immediatamente successivi pattuite nello stesso* ATTO, *poichè il suo tesoro Regio ne abbisognava urgentemente per sostenere la guerra contro i Francesi, dei quali si temeva il prossimo ingresso in Catalogna; con commissione ai medesimi inviati di conoscere di alcuni altri affari riguardanti il governo insulare delle cose sarde.*

(1475. — 3 giugno).

Dai Regii Archivi di Barcellona, REGISTR. *Diversor. Sigilli Secret.* ab ann. MCCCCLXXIV ad MCCCCLXXVIII, fol. 20.

ADDITIO

INSTRUCTIONUM PER DOMINUM REGEM *commissarum Guillermo de Peralta, Thesaurario Generali et Guillermo Pujades, Conservatori Regii Patrimonii in Regno Siciliae, euntes pro ipso Domino Rege ad Regnum Sardiniae.*

ITEM, los dits tramesos, essent en Sardeña, se conferràn à Oristany, e diràn al Marquès la necessitàt, que sà Magestàt te, à causa de la entrada dels francesos, qui sespere esser de dia, en dia, per la qual sa Magestat harà menester moltes pecunies, è que jatsia à lo dit Don Leonardo en aquesta paga, que serà aterme dins breus dies, no haja donàt sino XVI mil florins (1); emperò atesa la necessitàt de sa Excelencia, per lo molt servey quen farà à aquella lo persuadiràn, que la paga del present any, è les altres dues, ço es à cumpliment dels XXXX mil florins restants vulla fer ensemps sens dilaciò, è ço molt stretament li encarregaràn; ab totes aquelles rahons, è modos quels sie possible, car la dita Magestat no cura de mes dirlos, per quant los dits tremesos saben la necessitat de la dita Magestat, è sabran persuadir aço molt bè; emperò hon lo dit Marquès no volguès pagar tots los dits XXXX mil florins, almanco se esforçaràn sien pagades la present anyada, è l'altra; qui serien per tot XXXII mil florins, tot açò solicitaràn molt discretament: E hon lo dit Marquès nos volguès tant stendre, ne ferli aques servey, faràn ab ell tot lo que poràn, è conexeràn esser en aument, è servey de sa Altesa.

Item: Los dits tramesos, essent en Sardeña, è seràn en Sacer, pendràn informaciò, qual causa es de tantes comocions que son alli, uns contra altres, de les quals se diu esserne gran causa, è Cap lo Procurador Real, è Mossen Angelo Cano, è alguns altres qui meten, è comporten anar, è entrar gent armada per la Ciutàt, è aximateix pendràn informaciò en qual manera, lo que se ha en son Offici, è en la administraciò de la justicia, è de tot cautament sien scrit, è tramès la informaciò à sa Magestat per persona fiada, closa, è segellada affi que a aquella conega, è senta, qui es causa de tals desordens, è hi puxa prevenir, segons cumplirà en son servey.

Item: Diràn al dit Visrey de Sardeña, que sa Magestàt està en strem admirada, que es causa, que tanta dilaciò se sia donada en lo fet de Vila Spaciosa, è altra Vila, qui foren dels Torrellons, confiscades à la Cort per sentencia donada, per lo Procurador Real, la qual lo dit Visrey havia fet reveure, perque molt lo strengaràn de part de la dita Magestàt, que sino serà fet, que ab la mes pretesa ques puxa hi sia donàt.

E si aquells serà vist per dita sententia pertanyer à la Cort, de continent donarà possessiò à Franci Ros, Procurador del Magnifich Mossen Johan de Coloma, Secretari de sa Altesa, al qual ha feta gracia de les dites Viles en lo dit cas, segons mes largament se contè en les instruccions que lo dit Visrey sen portà ultimament, partint de sa Magestat; è per tant ab gran cura, è solicitut si haurà lo dit Visrey, si desige fer accepte servey à la dita Magestat, è no res menys, lo solicitaràn, que si no es stada donada la possessiò de la Canongia de Cullarii al Procurador de Mossen Blay de Coloma, que de continent li sia donada, segons diverses voltes es stàt scrit. Expedit. Barchinonae iii, mensis Junii, anno Domini M.CCCC.LXXV.

REX JOANNES.

Dominus Rex mandavit mihi Joanni de Coloma.

(1) Li sedicimila fiorini d'oro già pagati in contanti da Leonardo D'Alagon alla data della presente CARTA faceano parte della prima metà degli ottantamila, ossia dei fiorini d'oro quarantamila ch'egli dovea pagare nel primo anno il quale andava a finire fra brevè, cioè nell'ottobre 1475. Gli altri ventiquattromila fiorini, complemento dei quarantamila, doveano essere stati già messi in conto, e per altri pagamenti fatti nell'isola dal Marchese di Oristano ai tesorieri e percettori regii, e pel valore di una quantità di frumento di proprietà dello stesso Marchese, ch'era stata presa in Valenza e convertita in uso della Regia Corte, com'erasi specialmente convenuto nel capitolo XII della CONCORDIA dell'anno precedente.

LII*.

Nuove istruzioni date dal Re di Aragana Don Giovanni II a Guglielmo di Peralta tesoriere generale, e a Guglielmo Pujades conservatore del Patrimonio Regio in Sicilia, affinchè nel loro passaggio in Sardegna si adoprino per ridurre a concordia Leonardo D'Alagon marchese d'Oristano e conte di Goceano, e Nicolò Carroz vicerè dell'isola, e nel tempo istesso si facciano le

Digitized by Google

reciproche restituzioni ch'erano state convenute tra il Re di Aragona e il predetto marchese di Oristano nell'atto di pace del 1474.

(1475 — 3 giugno).

Dai Regii Archivi di Barcellona, REGISTR. *Diversor. Sigil. Secret.* ab ann. MCCCCLXXIV ad ann. MCCCCLXXVIII, fol. 21.

ADDICTIO

INSTRUCTIONUM *per Dominum Regem commissarum Guillermo de Peralta, Thesaurario generali, et Guillermo Pujades, Conservatori Regii Patrimonii in Regno Siciliae, euntibus pro ipso Domino Rege ad dictum Regnum Siciliae, transeuntibus per Sardiniam.*

Item: Los dits tramesos essent en Sardeña, aplicant en açò lo Magnifich Micer Iacobo de Bonnano, entendràn en açò, que *per quant son stades fetes diverses quereles à sa Magestat, tant per lo spectable Visrey Don Nicolau Carroz Darborea è sos adherents en lo passat à sa Magestat, è al dit Visrey de una part, è per lo illustre Marquès Doristany, e sos sequassos de la part altra, è dels uns als altres, que les restitucions, qui fer se devien en virtud de la Concordia, è Capitulaciò, fermada per sa S. al dit Marquès no son stades ab compliment fetes: en axi que encara se diria lo dit spectable Visrey è altres predits tendrien algunes coses quis fan à restituir al dit Don Leonard, è sequassos seus, et vice versa lo dit Don Leonard, è sequassos tendrien coses quis fan à restituhir al dit Visrey, è altres predits,* ò si no ho tenen en poder, almanco se diu donen empaig, ò son causa de no poder haver conclusiò les dites restitucions, è altres coses complidores, en virtut de la dita capitulaciò, è per tant los demunt dits en nom, è per part de la dita Magestat, auran en llur poder la dita Capitulaciò, è segons serie, è tenor de a quella daràn obra ab acabament que les dites restitucions se facen, es cumplesquen de la una part al altra, è de laltra al altra, haventsi ab tota equitat. *E si algu de les dites parts recuserà è serà renitent de cumplir les dites coses, vol sa Magestat aquel tal, sia exortàt de part de la dita Magestat, ab rahons persuadint, è si persistirà, ab imposiciò de penes li serà manat obtempere al que serà obligat; è continuant en renitencia, de continent sia scrit, è tramesa informaciò à sa Magestat, per tal que si puxa debitament provehir, en les quals coses per lo gran servey quen resulta à la diia Magestat, è benefici de aquell Regne,* los demunt dits faràn diligencia gran, quanto los negoci requer, è ab aquesta fiança ne està la dita Magestat.

E per lo total repòs de aquell Regne, è per maggior bé de son servey e stat, la dita Magestat desija resecar e removre les diferencies qui son entre les demunt dites parts; è perçò los demunt dits, tant en nom, è per part de sa Magestat, com encara per part, è motiu proprì llur enteses les causes de llurs males voluntats, e diferencies, *entendran ab summo studi de mitigar los huns, è altres, è de persuadirlos* entren en concordia, amor, è bona voluntat, significantlos lo util è repos quen succeheix à cada hu dells; *e lo servey, è plaher queen succehirà à la dita Magestat, usant ab cascu dells de totes aquelles hons, è parlaments que elles ab llur prudencia sabran trobar, car inihida entre ells qualsevol amistat, concordia, è avinenses sa Magestat ho tendrà per agradable è li plaurà molt, è ho tendrà à gran, è relevat servey,* à ells dits tramesos, qui açò treballaràn. Expedit. Barchinonae iij mensis Junii anno Domini M.CCCC.LXXV.

REX IOANNES.

Dominus Rex mandavit mihi Ioanni de Coloma.

LIII*.

Don Giovanni II Re di Aragona rampogna Nicolò Carroz vicerè di Sardegna perchè non avesse restituito due schiavi di Leonardo D'Alagon marchese di Oristano e conte di Goceano, rifuggitisi nel Castello di Cagliari, e gli ordina di farli consegnare immediatamente a Pietro Pujades governatore del Capo di Logudoro, giudice e commissario reale per tutte le questioni e liti di detto marchese, il quale, col consiglio di messer Bernardo Scutforès, provvederebbe secondo giustizia.

(1475. — 23 luglio).

Dai Regii Archivi di Barcellona, REGISTR. SARDINIAE, IX, ab. ann. MCCCCLXXIV ad ann. MCCCCLXXVI. fol. 77.

DON IOAN, per la gracia de Deu, Rey de Aragò, de Navarra, de Sicilia, de Valencia, de Mallorques, de Sardeña, e de Corcega, Compte de Barchenona, Duch de Athenes, y Neopatria, y Compte de Rosselló, y de Sardaña. Al spectable, y amàt Conseller nostre Don Nicolau Carròz de Arborea, Visrey en nostre Regne de Cerdeña, salut, è dilecciò. Lo Illustre, è amàt Conseller nostre, lo Marquès de Oristan, nos hà humilment significàt, dièn, que dos Sclaus seus li son fogits, è son anàts à la Ciutàt è Castél de Caller, è que per moltes requestes, que haie fetes fer à vos dit Visrey, diu jamès li haveu volgùt restituir aquells, dièn, que los dits Sclaus, ò laltre dells, proclame libertàt, è com lo dit Illustre Marquès pretenga los dits Sclaus no esser franchs, è esser seus propris, ha à nostra Magestàt humilment suplicàt, sia mercè nostra ferli restituir los dits Sclaus. E Nos volents en les dites coses, sia ministrada justicia, vos dièm, é manàm expressamènt, è de certa sciencia, sots obtenimènt de nostra gracia, è amor, è pena de dos mil florins dor, à nostres Coffrens aplicadors, que sense dilaciò alguna, trametràu los dits Sclaus bé guardàts, è accompañats, al Magnifich, è amàt Conseller nostre Mosen Pere Pujades, Governador en Cap de Lugudòr, del dit Regne, qui es Iutge Comissari per Nos signàt al dit Illustre Marquès, en totes causes activamènt, è passiva tocants à ell, lo qual oydes les parts sobre lo dit fet, farà, è administrarà, de consell del amàt Conseller nostre, Micer Bernàt Sentfores, Lochtinent de son ordinari Assessor, breu e spachat compliment de justicia. E no façàu lo contrari en alguna manera per quant nostra gracia cara haveu, è la dita pena desijàu evitar, car Nos ab aquestes mateixes manàm, sots les dites penes, al dit Governador, que hoyt lo dit Illustre Marquès, ò son Procurador, è los dits Sclaus, sobre les coses, que cascù dells pretenen, de

Digitized by Google

consell del dit Micer Bernàt Santfores, face à les dites parts breu, è spachat compliment de justicia, totes malicies, è injustes dilaciòns postposades. Dat. en la Ciutàt de Barchenona à XXIII de Iuliol, en lany de la Nativitat de nostre Señor Mil CCCC.LXXV.

REX IOANNES.

Dominus Rex mandavit mihi Ioanni de Sant Iordi, visa per B. de Verino, Regentem Cancellariam.

LIV.

Il Pontefice Sisto IV scrive a Nicolò Carroz Vicerè di Sardegna, dolendosi che dal capitano di una fusta armata del Conte di Quirra fossero stati fatti prigioni in due porti dello Stato Romano tre sudditi pontificii ed un uomo nativo di Savona, violando così la libertà e la sicurezza di quei mari; e perciò lo eccita a farli tosto mettere in libertà e restituirli senza riscatto di sorta, minacciandolo, in caso contrario, delle censure ecclesiastiche.

(1476. — 13 agosto).

Dal MARTENE e DURAND, *Veter. Scriptor. et Monumentor. Collect.* Tom. II, col. 1549.

Dilecto filio nobili viro ANCHAROTIO (1)
Vice Regi Sardiniae.

Dilecte fili, salutem etc. Ex gravi nuper ad nos delata querela percepimus, quod quidam Ortesius ductor unius fustae comitis de SCHIRRA (2), sub specie amicitiae in portus nostros Cometanum et Centae-vetulae navigans, tres subditos nostros, et unum Savonensem, tamquam hostes aut hostium subditos duxit in praedam, censuras et paenas ecclesiasticas contra tales in die Coenae Domini per Romanos Pontifices annis singulis publicatas damnabiliter incurrendo. Moti sumus indignitate rei ut par erat, nec tantam iniuriam ducimus tolerandam. Mare nostrum non solum S. R. E. subditis, sed omnibus aliis tutum esse debet, nec digni sumus qui a quoquam afficiamur iniuria: nulli enim bellum inferimus, prodesse omnibus paterne studemus. Quocirca nobilitatem tuam hortamur in Domino, et monemus attentius, ut captos homines quorum nomina praesentibus inclusa sunt absque pretio et exactione aliqua restitui et relaxari facias. Quod si feceris, ut confidimus, nobis plurimum complacebis, scandalis obviabis, et censuras ecclesiasticas evitabis. Datum Narniae die XIII Augusti, anno Domini MCCCCLXXVI. Pontificatus nostri anno V.

(1) ANCHAROTIO. Per errore occorso nella lettera originale, o nella copia che fu pubblicata dai Martene e Durand, fu fatta una sola parola dal nome e dal cognome di NICOLÒ CARROZ, il quale nel 1476 era appunto Vicerè di Sardegna. Forse l'autografo avea le sole iniziali del nome A. N., cioè NICOLAO ARBOREAE (chè così egli appellavasi), e il cognome latinizzato, CHAROTIO; e poi di queste tre parti si formò una sola parola ANCHAROTIO.

(2) SCHIRRA. Devesi leggere CHIRRA o QUIRRA. E il conte di QUIRRA, cui accenna la presente epistola pontificia, era Dalmazzo Carroz, figlio del suddetto Vicerè Nicolò, il quale avea ottenuto dal Re di Aragona Don Giovanni II la facoltà di reggere l'alta carica del VICEREGATO di Sardegna, sempre che fosse assente dall'isola il di lui padre (Ved. FARA, *De Reb. Sard.*, Lib. IV, pag. 382, Edit. Taur.).

LV*.

*Don Giovanni II Re di Aragona scrive a Leonardo D'Alagon marchese di Oristano e conte di Goceano, affinchè sborsi a mani di Bernardo Sanfores (o Sentfores), assessore del governatore di Logudoro in Sardegna, li trecento venticinque fiorini d'oro, dei quali era tuttavia debitore, per complemento e saldo degli ottantamila fiorini che si era obbligato di pagare nell'*ATTO di Concordia *del* 1474.

(1477. — 23 marzo).

Dai Regii Archivî di Barcellona, *Registr. Sardiniae*, X, ab ann. MCCCCLXXV ad MCCCCLXXVIII, fol. 93.

DON IOAN, per la gracia de Deu, Rey de Aragò, de Navarra, de Sicilia, de Valencia, de Mallorcas, de Cerdeña, de Corcega, Compte de Barchenona, Duch de Athenas, y Neopatria, y Compte de Rossellò, y Cerdaña. Al Illustre, è amàt Conseller nostre Don Leonardo Dalagon, Marqués Doristany, è Compte de Gociano, salut, è dilecciò. Per vos son deguts à nostra Magestat, tres cents, è vint, y sinch florins dor, restants à Nos à pagar de aquells vuytanta milia florins, los quals vos erèn obligàt à pagar à nostra Magestàt, per les causes è rahons en los contractes per nostra magestàt à vos fermàts contengudes, è vullàm aquells cobrar de vos, com la rahò vol; perçòdièm, encarregàm, è manàm, expressament, è de certa sciencia, que los dits tres cents, è vint, y sinch florins dor, donèu è liurèu, per Nos, è en nom de nostra Magestàt, al Magnifich, è amàt Conseller nostre Micer Bernàt Sanfores, Asessor del Governador del Cap de Lugudor; en aquex Regne: car vos pagant al dit Micer Bernàt Sanfores la dita quantitàt, è cobrànt dell la present ab apoca de Rebuda, haurèm aquells per reebuts, è à vos per desobligàt de la dita quantitat, è per res no façàu lo contrari per alguna causa. Dat. en Zaragoça à XXIIJ de Mars, en lo any de la Natìvitàt de nostre Señor M.CCCC.LXXVII. REX IOANNES.

Dominus Rex mandavit mihi Ioanni de Sent Iordi, visa per Ludovicum Pexo Regentem Thaesaurariam, et pro Conservatore.

LVI*.

Frammento istorico relativo alle pratiche fatte da Leonardo D'Alagon marchese di Oristano e conte di Goceano presso il conte di Prades, per purgarsi delle accuse fattegli, e per venire ad un accomodamento amichevole col Re di Aragona Don Giovanni II, a ciò indotto dalle lettere indirizzategli da Don Ferdinando Re di Castiglia.

(1477. — 30 aprile).

Dal Çurita, *Annal. de Arag.*, Part. IV, Lib. XX, Cap. XVIII, fol. 291.

ESTO era estando ya el Conde de Prades en el Castillo de Caller à treinta de Abril, y con aviso de llegar las cosas à este estado, embiò al Rey à Iuan de Madrigal, y à Pedro de Peguera, y aquel dia ricibiò del

Digitized by Google

Marquès, que estava en Oristán, una carta en que avisava que tenia gran contentamiento de su ida à Cerdeña, y le pidia muy caramente; que diese orden como los dos se viesen por cosas que tocavan mucho al servicio del Rey, y del Rey de Castilla su Hijo, y por el reposo de aquel Reyno; y para dàr razon de las cosas, que le eran impuestas malvadamente. Pidia, que no dexase de verse con èl, porque conoceria quanto el Rey seria de el servido atoda su obediencia, y beneficio de aquel Reyno, y que convenia, que le comunicase algunas cosas, que el Rey de Castilla, le mandava por sus Cartas. Comunicò el Conde aquello con el Virrey de Cerdeña, y pareciòles, que no se viese con el Marquès, sino que le respondiese, que enviase à Don Salvador su Hermano, ò al Vizconde de San Luri, y llevase la Carta del Rey de Castilla, para que viesen por ella lo que mandava, y cumplia à su servicio, y del Rey su Padre; y aunque el Conde de Prades, y Iuan de Madrigal, antes de hazerse à la Vela era de parezer, que fuese oido el Marquès, porque jamàs se havia visto, que en alguna guerra, si los Enemigos piden ser oidos, se les niegue, no quiso el Conde dár lugar à ello, ni partirse un punto, del parezer del Visorrey de Cerdeña, y puso en orden su buelta para Sicilia, porque aquello se deseava por el Visorrey de Cerdeña.

LVII.

Altro frammento istorico relativo all'accordo amichevole col Re Don Giovanni II di Aragona, tentato da Leonardo D'Alagon marchese di Oristano e conte di Goceano, e impedito con male arti da Nicolò Carroz vicerè di Sardegna.

(1477. — aprile e maggio)

Dal Vico, *Histor. Gener. de Cerdeña*, Part. V, Cap. XLV, fol. 176, n.° 26.

No poco se holgó el Marquès de Oristàn con la venida del Conde de Prades, y luego que la supo, le escriviò pidiendole se viesen, para comunicar muchas cosas del servicio de los Reyes de Castilla, y Aragon, y de la quietud de aquel Reyno, y en satisfaccion de lo que le imputavan falsa, y calumniosamente, y mostraria algunas cartas, que tenia del Rey de Castilla. Venia el de Prades muy gustoso en las vistas, y otros eran del mismo parezer: pues en guerra ninguna se niegan vistas al enemigo si las pide; pero el Virrey de Sardeña lo contradixo de manera, que no tuvò efecto, y el Conde de Prades no quiso apartarse un punto de su parezer; pero tampoco admitiò, que se le respondiese al de Oristàn, que enviase à su hermano Don Salvador, ò al Vizconde de San Luri con la Carta del Rey de Castilla, como el Virrey dezia, y por eximirse de aquellos negocios, se bolviò à Sicilia con arto gusto del Virrey de Sardeña, asi por obrar solo, como por que con el socorro, que esperava de Sicilia, mas pesto con la ida del Virrey se prometia destruir (que era lo que deseava) al Marquès de Oristàn.

LVIII*.

Il Re Don Giovanni II di Aragona scrive a Dalmazzo Carroz conte di Quirra, rimproverandolo di aver raccolto gente d'armi contro Leonardo D'Alagon marchese di Oristano e conte di Goceano, e di essere venuto a conflitti col medesimo per gare ed interessi privati, ordinandogli insieme di desistere da tali enormezze, spettando all'Autorità Sovrana di provvedere sulle restituzioni delle Incontrade *di* Marmilla *e* Monreale, *e delle terre di* Sant Gani *e* Tuili *pretese dal di lui padre Nicolò Carroz vicerè di Sardegna, e delle galee riclamate da Mossen Arragall.*

(1477 — 19 giugno).

Dai Regii Archivi di Barcellona, Registr. Sardiniae, X, ab ann. mccccLxxv a mccccLxxviii, fol. 110.

Lo Rey.

Spectable Compte. Sabudes havèm les novitàts seguides entre vos, de una part, è lo Illustre Marquès de Oristany, de la part altra, è los ajuts de Gents fets per lo dit Marquès contra vos, los quals serien bè sensàts, si cascuns atenguessen, aixi com son tenguts, à nostre servey, è repòs de aqueix Regne, car tals moviments, è ajuts de Gents, no poden esser sino en gran de servey nostre, dàn, è perdiciò de aqueix Regne: E fora estàt millor, que si vos, ò lo dit Marquès havieu difarencies algunes, fosseu recorregùts al Governador de Lugudor, qui es Iutge vostre, ò haguesseu informada nostra Magestát, è haguerem fet fer compliment de justicia, è haguerem castigàt qualsevol culpable, è no haguereu vengùts à tals actes los quals son à Nos molt enujosos, è venen en gran deservey nostre. Peraçò vos manàm molt strétament, sots lo deute de la fidelitàt, à que seu tengùt à Nos, como à Rey, è Señor vostre, que dasi abànt vos abstingau de tots actes de fét; è desajustèu qualsevol gentes, que ajustades tingau, è no les ajustèu dasi abant, car Nos havem probehit, è scrivim al dit Marquès, manantli, que de continent restituesca las Encontradas de Marmilla, è de Monreal al Spectable Visrey, Pare vostre, è les Terres de Sant Gani, è Tuili, è probehim, que los Buchs de les Galees sien restituits à vos, è à Mossèn Aragall; créem aixi ho faràn, è si algunes clamors tenin del dit Marquès, vindrén debant Nos, segons forma de nostra provisiò patent lo die present spatxada per proposar debánt Nos aquelles, que Nos hi farém fer compliment de justicia. Significantvos, que si aixi no fehieu, Nos hi hauriem à provehir degudament. Dat. en Barchelona, à xviiii de Iuny, any m.cccc.lxxvii.

Rex Ioannes.

Dominus Rex, ex deliberatione facta in Consilio, mandavit mihi Ioanni de Sant Iordi, visa per Vicecancellarium, et Ioannem Ros, quibus est commissum, Luisium Peixo, Regentem Thesaurariam, et Rosell pro Conservatore.

Dirigitur Comiti de Quirra.

Digitized by Google

LIX*.

Il Re di Aragona Don Giovanni II scrive a Leonardo D'Alagon marchese di Oristano e conte di Goceano, e a Giovanni di Vilamarì capitano delle galee regie: al primo rimprovera di aver occupato con cinquemila combattenti capitanati da suo figlio Don Artaldo D'Alagon, da suo fratello Don Salvatore D'Alagon, e dal visconte di Sanluri le ville e terre di Marmilla, Guspini, Monreale *e* Sant Gani *spettanti a Nicolò Carroz vicerè di Sardegna, e la villa di* Tuili *di pertinenza della moglie di Giacomo Arragall, e di tenere con sì grosso nerbo di truppe assediato il castello di Cagliari: rampogna il secondo per la preda di due galee, una di Dalmazzo Carroz conte di Quirra, e l'altra del suddetto Giacomo Arragall: ordina ad entrambi la pronta restituzione di tali cose, e la rifazione dei danni cagionati ai proprietari delle medesime: e in caso di rifiuto impone ad essi di presentarsi personalmente nella sua Corte nel termine di trenta giorni.*

(1477. — 29 giugno).

Dai Regii Archivi di Barcellona, REGISTR. SARDINIAE, X, ab. ann. MCCCCLXXV ad ann. MCCCCLXXVIII, fol. 107.

Don Ioan, per la Gracia de Deu, Rey de Aragò, Navarra, Sicilia, Valencia, Mallorca, Cerdenya, è Corcega, Compte de Barcelona, Duch de Athenas, è Neopatria, Compte de Rosselló, è Cerdanya. Al Illustre Don Leonart Dalagò, Marquès Deristany, è Compte de Guciano, è al Magnifich en Ioan de Vilamarì, Capità de nostres Galees, è à cascù de vos, salùt, è dilecciò. Per part del Spectable Compte de Quirra, nos es estát ab clamòr significàt, dient: Que aquests prop passàt dies, postposada tota temor, è correcciò nostra, vos dit Marquès haveu tramès vestre Fill Don Artal Dalagò, la Vezcompte de Santluri, e Don Salvador Dalagò, vostre Frare, ab circa sinc milia combatents, è haveu feta pendre la possessiò de Marmilla, è de Montreal, Guspini, è Santgani, è passant per altres Viles, è Terres, han fet gran dan, è destrucciò à aquelles; è tota la dita gent, se es aposentada devant devànt lo nostre Castell de Caller, gastant les vinyes, terres, y possessions del territori del dit Castell. E vos dit Capità de nostres Galees, ab sinc Galees, è altres fustes, seu vengùt devant lo dit Castell de Caller, è haveu preses dos Galees, la una del dit Compte, laltra de Aragall, è altres dans, è incomodiláts haveu fetes, en gran deservey de nostra Magestát, dan de dit Compte, é gran perill, è dan del dit Castell de Caller, lo qual stant aixi per Mar, è Terra asitiat, stá en gran perill, è los habitants en aquell, han sostengùt, è sostenen gran dan, è treballs, les quals coses son fort males, è de mal exemple, è tals, que no deuen passár sens condigna puniciò. Car si debáts, ó alteracions eren entre vosaltres, è lo dit Compte de Quirra, devian recorrer à Nos, qui vos haguerem fet fer compliment de justicia; car si aquest acte haveu fet, per qualsevol desorde, que les dites Galees del dit Compte, è de Mosen Aragàll haian fet, devien proseguir dites Galees per Mar, è recorrer à Nos, è no devian, ah mà armada, concitánt nostre Regne, è posánt aquell en comocions, è perills, per propia auctorität, pendre, è fer tals actes. Perçò à vosaltres e cascù de vos, dehim, è manàm, sots lo deute de fidelität, à que à Nos seu tenguts, è confiscaciò de vostres bens, è heretatges, que la present vista, tota dilaciò, consulta, è excepciò postposades, vos dit Illustre Marquès, restituhiàu, è tornèu, restituhir, è tornar fassàu, al Spectable Don Nicolàu Carroz Darborea, Visrey en lo dit Regne, è à la persona qui per ell hi es diputada, lo qual dit Visrey té aquelles per nostra Magestát, les dites encontrades de Marmilla, è Monreal, Guspini, è Santgani, en aquell orde, esser, è stát que eren, è staven abàns, que fos pressa la possessió de aquelles, per gents vostres, restituhintli tots bens, è robes, forments, bestiars, vitualles, è altres coses, que à ells, è à Vassalls seus, sien stát presos, è ocupats per les dites gents vostres; è aixi mateix restituhiscàn, è tornén, à la Muller de Mosen Iaume Aragàll la Vila de Tuhill, fruyts, rendes, è bens, que vostres gents han preses, è ocupades, en aquell esser, que era abàns la dita ocupaciò. E vos dit Capitá de nostres Galees, restituhiscau, è tornèu, restituhir, è tornar façau los dits dos buchs de Galees al dit Compte, è Aragàll, ò Procurador seu, en aquell orde, esser, è stát, que eren quant les prenguès, è no les detingáu mes: Significantvos, que si aquestes coses dilatèrèu fer, lo que no creem, procehirèm contra vosaltres, vostres Persones, è bens, per totes aquelles vies, que per justicia, è rahò, proseguir degàm, e pugàm. E per quant Nos volèm sabèr, è coneixer les causes, que han mogùts à vosaltres, à fer tan gran movimènt, è concitaciò, è fer sobre lo dit fet, è negoci, compliment de justicia: Ab les presents citàm, è amonestàm à vosaltres, è à cascù de vos, à Don Artal Dalagò, Don Salvador Dalagon, è Vezcompte de Santluri, è à cascù de vosaltres, è dells, dièm è manàm molt stretament, que attès vos dit Marquès, è Capità, tenin Galees propies, è segurs passatges, ab que podon venir à Nos, dins spay de trenta dies, comptadors del dia que la present vos serà presentada, vingàn, è comparegàu, vinguen, è compareguen personalment devànt Nos, hon sevulla que siàm, per donar rahò de les dites coses, dir, proposàr, è allegàr, tot ço que dir, proposar, è allegar volrèu, è volràn sobre les dites coses. En altra manera, passàt lo dit termini, lo qual precisament, è peremptoria, assignàm, si no compariau, è comparian, com dit es, serà procehit contra las persones de vosaltres, è vostres bens, è dells, segons la qualitàt de tals crims, delictes, è torbacions, volen, è requiren la vostra, è llur absencia, no contratànt, mas contumacia exhigint, Dada en la Ciutàt de Barchelona, à xviij de Iuny, en lany de la Nativitàt de nostre Señor, MCCCCLXXVII.

REX IOANNES.

Dominus Rex, ex deliberatione facta in Consilio, et lecta suae Majestati, mandavit mihi Ioanni de Sant Iordi, visa per Vicecancellarium, et Ioannem Ros, quibus est commissum, Luisium Pexo, Regentem Thesaurariam, et Paulum Rossell, pro Conservatore.

Digitized by Google

LX*.

Altra lettera del Re Don Giovanni II di Aragona, indirizzata da Barcellona a Don Leonardo D'Alagon marchese di Oristano e conte di Goceano, affinchè sciolga i corpi d'armati raccolti contro il conte di Quirra, e desista da ogni ulteriore conflitto col medesimo, spettando all'Autorità Sovrana di provvedere efficacemente sulle loro reciproche contese, e gli ordina in pari tempo la pronta restituzione delle ville, terre, mobili e vettovaglie tolte a mano armata a Nicolò Carroz vicerè di Sardegna.

(1477. — 29 giugno).

Dai Regii Archivi di Barcellona, REGISTR. SARDINIAE, X, ab an. MCCCCLXXV ad an. MCCCCLXXVIII, fol. 111.

Lo REY.

ILLUSTRE MARQUÈS. Sabudes havèm les novitàts seguides entre vos de una part, è lo Spectable Compte de Quirra de la part altra, è los ajuts de Gents, que uns contra los altres haveu fets, los quals serien bé scusàts, si cascuns atenguessen, aixi com son tenguts, à nostre servey, è repòs de aqueix Regne, car tals moviments, è ajuts de Gents, no poden esser sino en gran deservey nostre, dàn, è perdició de aqueix Regne: E fora estàt millor, que si vos, ò lo dit Compte, havien difarencies algunes, fossen recorregùts al Governador del Cap de Lugudòr, qui es Iutge vostre, ò haguessen informada nostra Magestát, è haguerem fet fer compliment de justicia, è haguerem castigàt qualsevol culpable, è no haguereu vengùts à fer fer tals actes, los quals son à Nos molt enujosos, è venen en gran deservey nostre. Perçò vos manàm molt stretament, sots lo deute de la fidelitàt, à que seu tengùt à Nos, com à Rey, è Senyor vostre, que daci abánt vos abstingau de tots actes de fét, è desajustèu qualsevol gents, que ajustades tingàu, è no les ajustèu da sì abant. E les Encontrades de Marmilla, è de Monreal, è Terres de Sant Gani, è de Tuili, que apreses havèu, restituyau al dit Compte, ensemps ab los bens, robes, è vitualles, è altres coses, que gents vostres hagen presses. E si algunes clamors tenieu del dit Compte de Quirra, veniu debant nostra Magestát, segons forma de nostra provisiò patent lo die present spatxada, per proposar debánt Nos aquelles, que Nos vos farèm fer compliment de justicia. Significantvòs, que si açò recusarèu fer (lo que no créhem) à Nos hi convendrà provehir degudament, no sens carrech, è culpa vostres. Dat en Barchelona, à XVIII de Juny, any MCCCCLXXVII.

REX IOANNES.

Dominus Rex, ex deliberatione facta in Consilio, mandavit mihi Ioanni de Sant Iordi, visa per Vicecàncellarium, et Ioannem Ros, quibus est commissum, Luisium Pexo, Regentem Thesaurariam, et Rosell pro Conservatore.

Dirigitur Marchioni de Oristany.

LXI*.

Il Re di Aragona Don Giovanni II scrive a Bernardo Sentfòres, assessore luogotenente dell'assessore generale di Sardegna, ordinandogli che adoperi ogni diligenza, affinchè il marchese di Oristano e il conte di Quirra desistano dal tenersi in armi, e dall'offendersi reciprocamente, turbando così la tranquillità del Regno; lo previene di aver dato direttamente ai medesimi, e al capitano generale delle regie galee gli stessi ordini; e nel caso di disobbedienza dei due contendenti, gl'impone di concertarsi pe' mezzi repressivi col governatore del Capo di Logudoro, col luogotenente governatore del Capo di Cagliari, e col Podestà di Sassari, Capitano d'Iglesias, e Veghiere di Cagliari e di Alghero, ai quali tutti aveva già indirizzato sue reali lettere per l'oggetto medesimo.

(1477. — 19 giugno).

Dai Regii Archivi di Barcellona, REGISTR. SARDINIAE, X, ab ann. MCCCCLXXV ad ann. MCCCCLXXVIII, fol 112.

Lo REY.

AMÀT, è feel nostre. Vostres Letres havèm rebudes, è havèm sabudes les novitats, è moviments, è ajuts de gents fets en aqueix Regne per lo Marquès de Oristany, è Compte de Quirra, è altres, è lo perill, è dàn en que han cuydàt fer venir aqueix nostre Regne; la qual cosa ha molt desplagut à Nos, que tals moviments no porten sino grans perills. Scrivim peraço als dits Marquès, Compte, è al Capità de nostres Galees, è Vezcompte de Sentluri, cessen de aci avant de tals actes, fiàm aixi ho faràn. E hon per qualsevol consideraciò no se desaju stassen, ò desajustàts, se tornaven à plegar; vos manàm molt stretament treballèu ab tot sfors en ferlos desaplegar, è fer cesar tots actes de fet. Car de àçò scrivim al Governador en lo Cap de Lugudòr, e Loctinent de Governador en lo Cap de Caller, que si los demunt dits obeyr nols volien, ajusten totes les Ciutats, Viles, è Terres Reyals nostres contra aquells, que obedients no seràn, è entenguen en la puniciò, ò castich de aquells, qui nols obiràn, è resistir volràn. E aixi mateix scrivim à Sacer, Caller, Lalguèr, è Vila Desglesies les obeesquen, è se ajusten ab èlls, è facen tot lo que per èlls llurs serà mandàt; è aixi per nostre servey entenèn ab gran studi ensemps ab los sobredits en lo bè, è repòs de aqueix Regne, com es necessari, è de vos confiàm. Dat en Barchelona à XVIIII de Juny, any MCCCCLXXVII.

REX IOANNES.

Dominus Rex, ex deliberatione facta in Consilio. mandavit mihi Ioanni de Sant Jordi, visa per Vicecancellarium, et Joannem Ros, quibus est commissum, Luisium Pexo, Regentem Thesaurariam, et Petrum Paulum Rossell, pro Conservatore.

Al amàt, è feel nostre Micer Bernat Sentfòres, Loctinent de nostre General Assessor en lo Regne nostre de Sardenya.

Digitized by Google

LXII*.

Lettere Reali indirizzate da Barcellona dal Re Don Giovanni II di Aragona al Veghiere, *Consiglieri, e* Probiuomini *della Città di Alghero per lo stesso oggetto di far cessare i conflitti armati tra il marchese di Oristano e il conte di Quirra, che turbavano l'ordine, e la tranquillità del Regno di Sardegna.*

(1477. — 19 giugno)

Dai Regii Archivi di Barcellona, Registr. Sardiniae X, ab ann. mccccclxxv ad ann. mccccclxxviii, fol. 109.

Lo Rey.

Amats, é feels nostres. Sabudes havèm les novitats, moviments, è ajust de gents fets en aqueix Regne per lo Marquès Doristany, è Compte de Quirra, è altres, é lo perill, è dan en que han cuydat fer venir aqueix nostre Regne, la qual cosa ha molt desplagut à Nos, car tals moviments no porten sino grans perills; scribim per açò al dit Marquès, è Compte, è al Capità de nostres Galeres, è Vezcompte de Sentluri, cessen daci abant de tals actes: fiam axi ho faràn; è hon per qualsevol consideraciò no se desajustassen, ò desajustats, se tornaven à plegar, Manàm à vosaltres, è à cascù de vos, sots lo deute de la fidelitat, à que nos son tenguts, que tota hora, que requests serèu per lo Governador de Caller, ò de Lugudor, vos ajustèu ab èll, ò entengàu en lo repòs, è pacifich estat de aqueix Regne, per forma, que tots moviments sien apartats, è lo dit Regne reste en repòs, è obediencia nostra, è de nostres Officials, è per cosa alguna no fassan lo contrari, per quant nostra gracia haveù cara, è servir nos desitiàù. Dat. en Barchelona à xviiii de Juny, any mccccclxxvii.

Rex Joannes.

Dominus Rex, ex deliberatione facta in Consilio, mandavit mihi Joanni de Sant Jordi, visa per Vicecancellarium, et Joannem Ros, quibus est commissum, Luisium Peixo, Regentem Thesaurariam, et Rosell pro Conservatore.

Als amats, è feels nostres los Veguèr, è Cancelleres, è Prohomens de la Villa de Alguèr.

LXIII*.

Altre lettere Reali del Re Don Giovanni II di Aragona, indirizzate da Barcellona al Podestà, *consiglieri e probiuomini della Città di Sassari per far cessare gli attruppamenti di gente d'arme, che si facevano, e dei conflitti che quindi seguivano tra Leonardo D'Alagon marchese di Oristano e conte di Goceano, e Dalmazzo Carroz conte di Quirra.*

(1477. — 19 giugno).

Dai Regii Archivi di Barcellona, Registr. Sardiniae X, ab ann. mccccclxxv ad ann. mccccclxxviii, fol. 109.

Lo Rey.

Amats, è feels nostres, sabudes havem las notivitats, moviments, è ajusts de gents fets en aqueix Regne, per lo Marquès Doristàny, è Compte de Quirra, è altres, è lo perill, è dàn en que han cuydat fer venir aqueix nostre Regne, la qual cosa ha molt desplagut à nos, car tals moviments no porten sino grans perills; per açò scribim al dit Marquès, è Compte, è al Capitá de nostres Galeres, è Vezcompte de Sent Luri cesen daci avant de tals actes, fiam aixi ho faràn; è hon per qualsevol consideraciò no se desajustasen, è desajustats, se tornaren aplegar, Manàm à Vosaltres, è à cascu de vos, sots lo deute de la fidelitat aque nos sou tenguts, que tota hora que requests sereu per lo Governador de Caller, ò de Lugudor Vos ajusteu ab ell, ò entengau en lo repos, è pacifich estát de aqueix Regne, per forma que tots moviments sien apartats, è lo dit Regne reste en repos, è obediencia nostra, è de nostres Officials, è per cosa alguna no fasau lo contrari, per quant nostra gracia haveu cara, è Servirnos desijau. Dat. en Barchelona à xviiij de Juny any mccccclxxvii.

Rex Joannes.

Dominus Rex, deliberatione facta in Consilio, mandavit mihi Joanni de Sant Jordi, visa per Vicecancellarium, et Joannem Ros, quibus est commissum, Luysium Peixo, Regentem Thesaurariam, et Rosell pro conservatore.

Als amats, è feels nostrès los Potestàt Concelleres, è Prohomens de la nostra Ciutat de Sacèr.

Fuerunt expeditae duae aliae similes directe infrascriptis.

Als amats, è feels nostres los Lochtinent de Capità, è Concellers, è Prohomens de nuestra Vila de Viladesglesies.

Als amats, è feels nostres los Veguer, e Consellers, è Prohomens de la nostra Ciutat, è Castell de Caller.

LXIV*.

Don Giovanni II Re di Aragona scrive da Barcellona a Giacomo Aragall Luogotenente Governatore del Capo di Cagliari in Sardegna, ordinandogli di far cessare le ostilità tra il marchese di Oristano, e il conte di Quirra, e gli attruppamenti armati, che perciò si faceano nell'isola, e promettendogli d'inviargli quanto abbisognerebbe, in caso di disobbedienza per parte dei contendenti, per comprimere con la forza la loro audacia.

(1477. — 19 giugno).

Dai Regii Archivi di Barcellona, Registr. Sardiniae X, ab ann. mccccclxxv ad ann. mccccclxxviii, fol 110.

Lo Rey.

Lochtinent, vostres letres havem rebudes, e havem sabudes las novitats, moviments, è ajuts de gents fets en aqueix Regne, per lo Marquès

Digitized by Google

Doristany, e Compte de Quirra, è altres, è lo perill, è dan en que han cuydat fer venir aqueix nostre Regne, la qual cosa ha molt desplagut à Nos, car tals moviments no aporten sino grans perills; scrivim per azò al dit Marquès, Compte, è al Capità de nostres Galeres, è Vezcompte de Sent Luri, cessen daci avant de tals actes. *Fiam aixi ho faran*, e hon per qualsevol consideraciò, no se des ajuntassen, ò des ajuntats se tornaven aplegar, *vos manam molt stretament treballeu ab tot sforç*, enferlos desaplegar, è fer cessar tots actes de fet, *è si obeir nous volien ajusteu totes les Ciutats, Viles, è Terres Reyals nostres, contrà aquells qui obedints no seràn, entenent en la punició, e castich de aquells, qui nous obeyràn, è resistir volràn, com ja scrigàm à Sacer, Caller, Alguer, è Viladesglesies vos obeesquen, è se ajusten ab vos, è façen tot lo que per vos lis serà manàt;* è encara nos scrivim cuytadament è vos embiarem tot lo necessari per comprimir la audacia de tals resistents. *E aixi per nostre servey enteneu ab gran studi en lo bè, è repòs de aquex Regne, com es necessari, et de vos confiam.* Dat. en Barchelona à xviiij de Juny, any M.CCCC.LXXVII.

REX IOANNES.

Dominus Rex, ex deliberatione facta in Concilio, mandavit mihi Joanni de Sent Jordi, visa per Vicecancellarium, et Joannem Ros quibus est commissum, Luysum Peixo Regentem Thesaurariam, et Petrum Paulum Rossell pro Conservatore.

Al Magnifich, è Amàt Conseller nostre Mosen Jacobo Aragall, Locumtenent-Gubernatoris in Capite Callari.

LXV*.

Don Giovanni II Re di Aragona indirizza separatamente da quelle che gli avea già scritto (sopr. CART., n.° LIX), altre lettere Reali a Giovanni di Vilamarì, capitano generale delle galee regie, rimproverandogli di aver preso parte ai conflitti armati seguiti nell'isola tra le genti del marchese di Oristano e quelle del conte di Quirra, ed ordinandogli in pari tempo di restituire a quest'ultimo le due galee e gli uomini di una galeotta comandata da Bernardo Babiloni ch'egli avea predato nei mari di Sardegna.*

(1477. — 19 giugno)

Dai Regii Archivi di Barcellona, REGISTR. SARDINIAE X, ab ann. MCCCCLXXV ad ann. MCCCCLXXVIII, fol. 108.

LO REY.

CAPITÀ. Sabudes havèm les novitats seguides entre lo Illustre Marquès Doristany, è vos, è altres, de una part, è lo Spectable Compte de Quirra de la part altre, è los ajuts de Gents, que uns contra los altres haveu fets, los quals serian bè scusàts, si cascuns à tenguessen, aixi com sou obligàts à nostre servey, è repòs de aqueix Regne. Car tals moviments, è ajuts de Gents, no poden esser sino en gran deservey nostre, dan, è perdiciò de aqueix Regne: è fora estàt millor, que si lo dit Marquès, ò Vos, ab lo dit Compte, haveu difarencies algunes, fossen recorregùts al Governador del Cap de Lugudor, qui es Jutge, è haguessen informàt a nostra Magestàt, è haguerem fet fer compliment de justicia, de qualsevol culpables, e no haguereu vengùt à fer fer tals actes, los quals son à Nos molt enujosos, è venen en gran deservey nostre. Per açò vos manàm molt stretament, sots lo dente de la fidelitàt, à que sou tengùt à Nos, com à Rey, è Senyor vostre, que daci avànt, vos abstingau de tots actes de fét, è los dos buchs de Galees, que preses havèu al dit Compte, li restituhiàu, è tornèu, en la manera, è esser que eren, com les prenguès, è los Homens que havèu presos de la Galiota del Compte de Quirra, que venia à nostre serviei, e era patronejada per Bernàt Babiloni, los hi restituihiàu de continent, è nols detingàu una sola hora. E si algunas cosas, ò clamors tenieu del dit Compte de Quirra, veniu debant nostra Magestàt, segons forma de nostra provisiò patent lo die present spatxada, per proposarles dehànt Nos, que Nos vos farèm fer compliment de justicia. Significantvos, si açò recusàu fer, lo que no creem, nos hi convindrà provehir degudament, no sens carrech, è culpa vostres. Dat. en Barchelona, à xviiij de Juny, any MCCCCLXXVII.

REX IOANNES.

Dominus Rex, ex deliberatione facta in Consilio, mandavit mihi Joanni de Sant Jordi, visa per Vicecancellarium, et Johannem Ros, quibus est commissum, et Luisium Pexo, Regentem Thesaurariam, et Paulum Rossell, pro Conservatore.

LXVI*.

Lettere Reali del Re Don Giovanni II di Aragona a Don Salvatore D'Alagon fratello del marchese di Oristano e Conte di Goceano, con le quali gli è ordinato di desistere dagli armamenti e dai conflitti col Conte di Quirra, sotto pena dell'indignazione Regia, e di presentarsi alla Corte, laddove desideri compimento di giustizia.

(1477. — 19 giugno).

Dai Regii Archivi di Barcellona, REGISTR. SARDINIAE X, ab ann. MCCCCLXXV ad ann. MCCCCLXXVIII, fol. 111.

LO REY.

NOBLE, è amàt Conseller nostre Don Salvador Dalagò. Sabudes havèm les novitàts seguides entre lo Illustre Marquès de Oristany, è vos, è lo capità de nostres Galees de una part, è lo Spectable Compte de Quirra de la part altre; los ajuts de Gents, que uns contra los altres havèu fet, los quals serien bè scusàts, si cascun atenguesseu, aixi com son obligàts à nostre servey, è repòs de aqueix Regne, car tals moviments, è ajuts de Gents,

Digitized by Google

no poden esser sino en gran deservey nostre, dàn, è perdiciò de aqueix Regne; è fora estàt millor, que si vos, è lo dit Marquès, è Compte haviau difarencies algunes, fosseu recorregùts al Governadòr del Cap de Lugudòr, qui es Jutge vostre, è haguesseu informat à nostra Magestàt, è haguerem fet fer compliment de justicia, è haguerem castigàt qualsevol culpable, è no haguereu vengùt à fer fer tals acts, los quals son à Nos molt enujosos, è venen en gran deservey nostre. Peraçò vos manàm molt stretament, sots lo deute de la Fidelitàt, à que sou tengùt à Nos com à Rey, è Señor vostre, que daci abànt vós abstingàu de tots actes de fet; è desajustèu qualsevol gents, que ajustades tingàu, è no les ajustèu daci abànt, è restituhiau, è tornèu totes coses, que preses, è ocupades se hagen: è si algunes coses, ò clamors teniu del Compte de Quirra, veniu daci abant à nostra Magestat, segons forma de nostra provisiò patent, lo die present spatxada, per proposarles devànt Nos, que Nos vos farem fer compliment de justicia. Significantvos, que si açò recusarèu fer (lo que no creèm) Nos hi convendrà provehir hi degudament, no sens carrech, e culpa vostres. Dat. en Barchelona, à XVIIII de Juny, any MCCCCLXXVII.

REX IOANNES.

Dominus Rex, ex deliberatione facta in Consilio, mandavit mihi Joanni de Sant Jordi, visa per Vicecancellarium Joannem Ros, quibus est commissum, Luisium Peixo, Regentem Thesaurariam, et Rosell, pro Conservatore.

Al Noble, è amàt Conceller nostre Don Salvador Dalagò.

LXVII*.

Don Giovanni II Re di Aragona ordina a Pietro Pujades governatore del Capo di Logudoro in Sardegna, e a Francesco de Sena governatore della città e castello di Cagliari, affinchè assumano diligenti informazioni sugli eccessi commessi da Dalmazzo Carroz conte di Quirra, il quale, abusando dell' autoritá del padre suo Nicolò Carroz Vicerè dell'isola, era entrato a mano armata nella Baronia di Ogliastra infeudata a Mossen Salvatore Guiso, vi avea fatto frequenti scorrerie con depredazione di uomini e di armenti, con uccisioni di persone, aprendo ai malfattori le carceri di Orosei, e rubando piraticamente vari legni ancorati in quel porto; comprimano con la forza tanti disordini, e costringano il conte di Quirra alla restituzione del mal tolto, e alla rifazione, dei danni, e delle ingiurie.

(1477. — 8 agosto).

Dai Regii Archivi di Barcellona, REGISTR. SARDINIAE XI, ab ann. MCCCCLXXVII ad ann. MCCCCLXXVIII, fol. 4.

DON JOAN, per la Gracia de Deu, Rey de Aragò, de Navarra, de Sicilia, de Valencia, de Mallorca, de Sardenya, è de Corsega, Compte de Barchelona, Duch de Athenas, è Neopatria, è Compte de Rossellò, è Cerdanya. Als Magnifichs Conseller, Noble, amats, è feels nostres Mossen Pere Pujades, Governador del dit nostre Regne de Sardenya en lo Cap de Lugudòr del dit nostre Regne de Sardenya, e Francesch de Sena, de la Ciutat, è Castell de Caller, salut, è dilecciò. A nostra Magestat es estada feta gran clamòr per part del amàt, è feel nostre Mossen Salvador Guiso, Cavalèr del dit Regne de Sardenya, qui après de les apellacions interposades per part del dit Mosen Salvador Guiso dels procehiments, è sentencia per vos dit Governador fets, è promulgada, è ancara apres que les dites appellacions son stades devant nostra Magestat presentades, è introduides, è comeses al Magnifich, è amàt Conseller, è Vicecanceller nostre, Mossen Joan Pagès, Cavaller, è Doctor en Leys, per part del Spectable Compte de Quirra, ab gent armada de les terres, segons se diu, del Spectable, Noble, Magnifich, è amàt Conseller nostre Mossen Nicholau Carròs Darborea, Visrey en lo dit nostre Regne de Sardenya, son entrats en les terres del dit Mossen Guiso, è sen han aportats quatre homens, vassalls del dit Mossen Guiso, per força presoners, ço es, Porsulo Pujone, Lucha Boé, Leonardo Boé, Comida Pirisi, los quals tenen presos, en gran dàn, è prejudici del dit Mossen Guiso, è vilipendi de nostra Reyal Màgestat, è ja abans eren stades fetes altres novitats al dit Mossen Guiso per lo dit Comte de Quirra, ó per la gent sua, contra la Concordia feta entre lo dit Spectable Visrey da una part, entreveninthi en Guillem Suspedra, quondam, com à Procurador del dit Visrey, è lo dit Mossen Guiso de la altra part: que si algun home, ó vassall dèlls donava dán, ò cometia delicte en les terres del altre, que de continent lo Malfactor fòs remès á quell, en les terres del qual seria fet lo dàn, ò delicte; la qual concordia, lo dit Visrey, è Compte de Quirra son fill, ne han servada, ni le capitol, ò acte de Cort del dit Regne, en lo qual es estatuit, ab moltas grans penes, que si algù cometrà crim en algun loch del dit Regne, que lo deliquent sie remès à aquell, qui es Senyor de aquella terra, en la qual serà comès lo crim; car en lo mes de Noembre del any passàt un Capità del Compte de Quirra, apellàt Ambròs Peys, ab molta gent armada es entràt en les terres del dit Mossen Guiso, è sen ha aportàt un home, apellàt Ioan de Teti, è Comonargo de porchs del dit Mossen Guiso, lo qual tenia porchs à miges ab lo dit Mossen Guiso, è sen portaren los porchs, qui eren en nombre de vuyt cents, è sen portaren altres homens, qui gardaven los dits porchs evidentment rompentli la jurisdicciò, donantli dit dampnatge, no servant la concordia. Apres alguns homens de la Baronia de Posada, è de la Vila de Oliana, qui son del dit Visrey, e del Compte de Quirra son fill, son entrats en la terra del dit Mossen Guiso acordadament per correr, è furtar en la dita terra, è sen han aportats cavalls domàts, vaques, porchs, è altres coses, correnl la terra, è Baronia del dit Mossen Guiso, è altre vegada son vènguts à la presò de Uruse del dit Mossen Guiso, è par força deslliuraren los presos, qui eren tenguts en la dita presò, delats de mort, rompent les presons de nit. E mes, es veguda la galera del dit Compte de Quirra en lo Port, è Carragador de Uruse, del dit Mossen Guiso, è dues vegades ha barrejàt lo Port, è sen portà una sagetia, è les barques quiy eren, è mataren, è nafraren alguns homens en lo dit Port, è de les terres del dit Visrey, è Compte sien stats donàts molts

Digitized by Google

altres dampnatges à les terres, è Baronia del dit Mossen Guiso, en gran dàn, è prejudici seu, è de la sua jurisdiciò. Per tal, recorrent à nostra Celsitut, nos ha humilment suplicat sobre les dites coses li deguessem de saludable remey de justicia provehir; perque Nos vehents la dita suplicaciò esser justa, volents sobre les dites coses esser administrada expedita justicia, à vosaltres, è à cascu de vosaltres insolidum, de la fè, industria, è prudencia dels quals plenament confiàm, Ab tenor de les presents, vos dehim, cometém, è manàm, que sobre les dites coses rebau ab diligencia informació, è appellades les dites parts, è altres, qui en aço apellar se degen, è aquelles en llurs rahons, è drets plenament hoides, aixi sobre la restituciò demanada dels dits Porculo Pujone, Lucha Boe, Leonardo Boe, Comida Pirisi, Joan de Teti, è dels dits porchs, è guardians de aquells, com encara sobre tots los altres dempnatges, quis pretenen esser estats fets, è donats al dit Mossen Guiso, è vassalls seus, aixi ans de les dites appellacions, com après, facen, è administren breu, è spatxàt compliment de justicia, tots difugis, cavillacions, malicies, è amfractes à part posats. E si à vosaltres constarà lo dits Porculo Pujone, Luche Bue, Leonardo Boe, Comida Pirisi, è Joan de Teti, è guardians de porchs desus dits esser stats presos en la jurisdicciò de la Baronia del dit Mossen Guiso, contra forma del capitol, è acte de Cort del dit Regne, aquells encontinent façàu restituhir, è liurar al dit Mossen Salvador Guiso, ò à son legitim Procurador; car Nos en, è sobre les dites coses, è sengles de aquelles, ab los incidents, dependents, è emergents de aquelles, à vosaltres, è quiscù de vosaltres insolidum cometèm, è comenàm les veus nostres plenariament ab les presents, per les quals inhibim stretament, dehim, è manàm de nostra certa ęciencia expressament, sots incorriment de la nostra ira, è indignaciò, è pena de tres milia florins dòr, als nostres cofres aplicadors, al dit Visrey, è à tots, è qualsevol Officials del dit Regne de Serdenya, è à tots, è qualsevol altres Commissaris, ò Jutges, per les causes de les dites appellacions devant nostre Magestat pendents, indecises, ne en prejudici de aquelles en res no procehescan, ò enanten: ans si per ventura, après la interposiciò de les dites apellacions, è en prejudici de aquelles, algunes coses haurieù atentades, è procehides, aquelles encontinent revoqueù, è anulleù, è al primer stament redues queù, è restituesqueù, segons Nos ab les presents redunhim, è restituhim. Volents encara à major cautela als dits Visrey, è altres qualsevol Officials, Commissaris, ò Jutges, tota potestat de fer lo contrari, ab decret de nullitàt. Dat. en Barcellona à viii de Agost, del any de la Nativitat de Nostre Senyor M.CCCC.LXXVII.

REX IOANNES.

Bernardus Andor, ex provisione facta per Vicecancellarium, qui eam vidit.

LXVIII*.

Altro ordine reale di Don Giovanni Re di Aragona a Pietro Pujades governatore del Logudoro in Sardegna, e a Francesco De Sena governatore della città e castello di Cagliari, relativo all'assassinio tentato dal conte di Quirra, figlio del vicerè di Sardegna, sulla persona di Mossen *Salvatore Guiso barone dell'Ogliastra, per mezzo degli scherani Gregorio Polla e Francesco Loque, i quali con venti uomini armati si erano perciò recati presso il castello di Galtelli, ed essendo stati scoperti si erano rifugiati con alcuni uomini di Orosei, vassalli di detto Barone che avevano avuto parte nella trama, nelle terre della Baronia di Posada spettante al suddetto vicerè di Sardegna.*

(1477. — 8 agosto)

Dai Regii Archivi di Barcellona, REGISTR. SARDINIAE XI ab an. MCCCCLXXVII. ad MCCCCLXXVIII. fol. 5.

DON IOAN, per la Gracia de Deu, Rey de Aragò, de Navarra, de Sicilia, de Valencia, de Mallorca, de Sardenya, è de Corcega, Compte de Barchelona, Duch de Athenas, è de Neopatria, è tambè Compte de Rossellò, è de Cerdanya. Als Magnifichs Conseller, Noble, amàts, è feels nostres Mosen Pere Pujades, Governador del dit nostre Regne de Serdenya, en lo Cap de Lugudor, è Francesch de Sena, de la Ciutat, ò Castell de Càller, salut, è dilecciò. Grandissima clamòr es estada feta à nostra Magestàt per part del Magnifich, amàt, è feel nostre Mossen Salvador Guiso, del Regne de Sardenya, que un apellàt Gregori Polla, Capità del Compte de Quirra, en los dies passats, ab un altre appellàt Francisco Leque, ab be vint altres del Judicàt de Ullastre, terres del Compte de Quirra, armats vingueren en cert lòch appellat Lemorisse, qui es en lo camì, qui va del Castell de Galtelli, à la Vila de Uruse, è aqui estigueren per tres dies sperant passàs lo dit Mosen Salvador Guiso, per matar aquell, segons se diu constar de aquestes coses per testimonis de un appellàt Pedro Loque, quondam, Germà del dit Francisco Loque, è per testimoni de altres persones, segons en lo Procès de aquen fet se diu constar, è encara per fama publica, è de fet, sino que foren descuberts, hagueren mès en execuciò llur dampnàt proposit, è après descuberts, fugìren de la dita Vila de Uruse certs vassalls del dit Mossen Guiso, ço es, Mossen Antoni Rogeri Prevere, Thomàs Rugeri, Matheo Sanio, è Ioan Brichu, per quant havian cabùt, è sabùt en lo dit tracte, è de fet sen anaren en les terres, è Baronia *deposada* (1), terres del dit spectable Visrey, jat sia ell fos request restituhis, è tornàs las prop nomenats al dit Mossen Salvador Guiso, en virtut del Capitol de Cort del dit Regne; perçò que de aquells se poguès ministrar la justicia, segons llurs demerits. Emperò lo dit Visrey, fins assi ha recusàt fer en grandissim dan, è prejudici del dit Mossen Salvador Guiso, ò de la sua jurisdicciò, è encara derogaciò del dit Capitol de Cort del dit Regne, per les quals rahons, per part del dit Mossen Salvador Guiso à nostra Magestàt es estàt recorregut; suplicantnos humilment, que sobre les dites coses deguessem de saludable, è condecent remey de justicia degudament provehir. Perque Nos vehents la dita suplicaciò esser justa, volents que tals coses, si veres son, no passen sens condigne puniciò, è castich, à vos-

(1) *Deposada*, cioè *de* POSADA; terra e castello di tal nome.

Digitized by Google

altres, e cascun de vosaltres, in solidum, ab tenor de les presents, dehim, cometèm, è manàm, de nostra certa sciencia, è consultament, que ab subirana diligencia prengàts informaciò de les dites coses, è si per aquelles constarà, encontinent, juxta forma, serie, è tenor del capitol, è acte de Cort del dit Regne de Serdenya, façats los dits malfeytos restituhir, è metre en poder de Mosen Salvador Guiso, è en altra manera, sobre les dites coses provehiscàu tot lo que per rahò, dret, è justicia conexerèu esser fahedor; sobre totes les quals coses, è senglos de aquelles ab les incidents, dependents, è emergents de aquelles, à vosaltres, è à quiscù de vosaltres insolidum, cometèm, è comanàm les veus nostres plenament ab les presents, ab les quals inhibim stretament, dehim, è manàm de nostra certa sciencia, è expressament, sots incorriment de la nostra ira, è indignaciò, è pena de dos milia florins dòr, als nostres cofrens aplicadors, al dit Visrey, è à tots, è qualsevol Officials del dit Regne de Sardenya, è à tots, è qualsevol altres Comissaris, ò Iutges, que de les dites coses nos entrometen, ne entremetre, presumesquen, tolentlos à major cautela tota potestat de fer lo contrari, ab decret de nullitat. Dat. en Barchelona à viii. dies de Agost, en lany de la Nativitat de notre Senior M.CCCC.LXXVII.

REX IOANNES.

Bernardus Andor, ex provisione facta per Vicecancellarium, qui cam vidit.

LXIX*.

Il Re di Aragona Don Giovanni II manda ordini a Don Nicolò Carroz vicerè di Sardegna, e a Pietro Pujades Governatore del Capo di Logudoro, affinchè col consiglio e direzione di Bernardo Sanfores, o Sentforès, consigliere regio ed assessore nell' isola, infliggano le pene dovute al marchese di Oristano, a Mossen *Serafino di Montañans, a* Mossen *Angelo Cano, a* Mossen *Brancaccio Monca, e ad altri cavalieri, baroni e feudatari del Regno, i quali aveano contravvenuto a molti Bandi Reali, ed aveano commesso varie novità contro l' Autorità Sovrana.*

(1477. — 3 ottobre)

Dai Regii Archivi di Barcellona, REGISTR. SARDINIAE XI, ab an. MCCCCLXXVII ad an. MCCCCLXXVIII, fol. 35.

DON JOAN, per la gracia de Deu, Rey Daragò, de Navarra, de Sicilia, de Valencia, de Mallorques, de Sardeña, y de Corcega, Comte de Barchenona, Duch de Athenas, y Neopatria, y Comte de Rosselló, y Cerdaña. Al Spectable, amàt Conseller nostre Don Nicolàu Carroz Darberea, Visrey en Regne de Serdeña, è a Mosen Pere Pujades, Governador en Cap de Lugodor, è à cascun de vos, salùt, è dilecciò. Segons som informàts, lo marquès de Oristany, Mossen Sarafi de Montañans, Mossen Angelo Cano, è Mossen Branchacho Monca, et molt altres Cavallers, Barons, è altres heretats en lo dit Regne, è signantment en lo Cap de Lugodor, son cayguts en grans penes, que puguen en grans quantitats, tan per manaments romputs, com per diverses causes, è rahons, è volèm les dites penes sien executades; per açò à vosaltres, è à cascù de vos dièm, cometèm, è manàm que de les dites coses prengàu informacion, è tots aquells Barons, è persones que trobarèu haver encorregùt en les dites penes, executeu, et executar façau en les penes en que seràn encorreguts, à consell del Magnifich, amàt Conseller, è Asessor nostre en aquex Regne, Micer Bernàt Sanfores, no obstant qualsevulla frivola appellaciò per aquells interposadora, fahent, è ministrant sobre les dites coses, breu spachat cumpliment de justicia, è no res menys inquiràu ab lo dit Consell contra qualsevol persones usuraries, è fahents molts contrastes, è contra aquells proceyscàu, segons per justicia trobarèu esser fahedor, èus serà consellàt, haventvos en les dites coses ab la diligencia, que necessaria es, procchint sumariament, è simplement, la sola, verità del fet considerada. Dat. en Barchenona à iij de Octubre en lany de la Natività de nostre Senor M.CCCC.LXXVII.

REX IOANNES.

Dominus Rex mandavit mihi Ioanni de Sant Jordi, visa per Regentem Thesaurariam, et Rosell pro Conservatore.

LXX*.

Sentenza, con la quale Don Giovanni II Re di Aragona dichiara perduelli, nemici della sua Corona, e rei di crimenlese *Don Leonardo D'Alagon marchese di Oristano e conte di Goceano, e li di lui figli e fratelli; li condanna tutti alla pena di morte, e confisca a favore del suo regio patrimonio il suddetto marchesato di Oristano e contado di Goceano con tutti i luoghi, castelli e feudi, beni mobili e immobili di loro pertinenza.*

(1477. — 15 ottobre)

Dai Regii Archivi di Barcellona, REGISTR. SARDINIAE XI.

SENTENTIA

lata contra Leonardum de Alagon *olim Marchionem de Oristani.*

In Christi nomine. Pateat Universis: Quod nos Ioannes Dei Gratia Rex Aragonum, Navarrae, Siciliae, Valentiae, Maioricarum, Sardiniae et Corsicae, Comes Barchinonae, Dux Athenarum, et Neopatriae, ac etiam Comes Rossilionis, et Ceritaniae. In causa, quae apud Maiestatem nostram vertebatur inter Fisci Procuratorem Curiae nostrae ex una, et Leonardum Dalagon Marchionem Oristanni, et Comitem Goceani, et eius Fratres, Germanos, et alios, partibus ex altera, nostram die praesenti tulimus Sententiam, in hunc qui sequitur modum. Iesu Christi nomine, et eius Gloriosissimae Matris humiliter invocatis: Nos Ioannes Dei gratia Rex Aragonum, etc. Visis diversis informationibus, et processibus receptis, et factis in Insula, et Regno Sardiniae, tam in Civitate Saceris, per Gubernatorem Capitis de Lugudor, quam in Civitate, seu Castro Callaris, per Viceregem, et Gubernatorem dictae Civitatis, contra assertum Marchionem Doristany, et Comitem de Gociano, apud Nostram Maiestatem delatum de multis

Digitized by Google

criminibus, et delictis, conspirationibus, seditionibus, inobedientiis, rebellionibus, et contemptibus, minis, et opprobriis factis Regiis Officialibus, illos, tam verbis, quam factis atrociter iniuriando. Visa Littera citatoria contra dictum Marchionem emanata. Visis praesentationibus Litterarum Regiarum et Gubernatoris dicti Capitis, et rerequisitionibus diversis, et mandatis, sive praeceptis inscriptis factis dicto Marchioni per Alghutzirium dicti Gubernatoris, et responsionibus improperiosis per dictum Marchionem factis, proferendo verba vilia, et scandalosa contra dictum Gubernatorem, et contra eius Assessorem, et minando se velle proeedere de facto contra Portarium, et Algutzirium praedictas Litteras portantes. Visisque poenis in dictis Litteris appositis in magna summa, dictisque poenis per Fisci Procuratorem contra dictum Marchionem accusatis. Visa Capitulatione facta inter Maiestatem nostram ex una, et dictum assertum Marchionem ex altera, et Investitura per Maiestatem nostram facta eidem Marchioni, in vim dictae capitulationis, et pactis in dicta Investitura contentis. Viso quodam capitulo dictae capitulationis, in quo inter alia dictus assertus Marchio, et fratres, et adhaerentes eis se adstringunt ad restituendum, seu restitui faciendum integriter omnes Terras, Castra, Villas, Encontratas, Loca, Vassallos, et res alias, tam mobiles, quam immobiles, quae per ipsum fratres, et adhaerentes suos quomodocunque capta fuerunt, seu occupata, et quoscunque Servos, Arma, Artillerias, et alias res, et bona, tam mobilia, quam immobilia, et per se moventia, tam Regiae Maiestatis, quam quorumcumque Vassallorum suorum, inter quae sit Castrum de Montreal, quae spectabilis Vicerex tenere habet pro sua Maiestate, et restituantur alia suis dominis, quibus pertinent, singula singulis referendo; quae restitutiones fieri habeant intra spatium sex dierum, etc. Visis diversis supplicationibus, et clamoribus factis nostrae Maiestati contra dictum assertum Marchionem, quia noluit restituere dicta bona, iuxta formam capitulationis: et visa informatione recepta iussu, et ex commissione Maiestatis nostrae per Bernardum Sentfores Legum Doctorem, et Assessorem Gubernatoris Capitis de Lugudor, super dictis bonis integriter non restitutis; et super aliis inobedientiis, et insolentiis per dictum Marchionem factis; per quam quidem informationem detegitur, quod dictus Marchio, nedum retinebat facere dictam restitutionem integre iuxta Capitulationem; sed etiam suggerebat aliis, qui de dictis bonis tenebant, ut non restituerent illa: detegitur etiam qualiter dictus assertus Marchio dixit aliquibus: *que ell se poria fer Rey de Sardeña sis volia:* ulterius detegitur, et approbatur, quod dictus Marchio, loquendo cum aliquibus, dixit haec, vel similia verba: *Que lo que té no es res, que mes té à esser, è que ell ho a guanyat, é ho defendra ab la espasa en la má contra lo Rey, è contra totes Persones, é que lo dit Señor volià destrohir la Casa Darborea, as si, que no hi haguès nengun defenedor dels Sarts, è que poguès tractar aquells com à catius.* Viso quodam processu misso per Gubernatorem Capitis de Lugudor, in quo constat, praedictum assertum Marchionem fore requisitum, sub poena quinque mille ducatorum bonorum, quatenus remitteret sibi quemdam vassallum Comitis de Quirra, qui accesserat pro recuperandis certis iumentis ad quandam Villam dicti Marchionis, quae quidem fuerant furatae dicto Vassallo, et dictus Marchio noluit dictae requisitioni parere. Viso quodam alio processu, in quo apparet qualiter dictus Marchio ex parte dicti Gubernatoris fuit requisitus, ut restitueret certos homines vassallos dicti Comitis de Quirra; qui quidem assertus Marchio, non dum duxit in contemptum dictas requisitiones, mandata, et poenas in dictis requisitionibus, adiecta etiam poena fidelitatis appositas, sed etiam protulit multa verba nefandissima contra dictum Gubernatorem, contempta etiam poena fidelitatis, propter quod dictus Gubernator protulit Sententiam contra dictum assertum Marchionem, in qua fuit condemnatus in decem mille libris, et ad restitutionem raptorum, reservata poena fidelitatis, et alias poenas, quas declaravit incurisse. Viso etiam quodam alio processu, in quo constat dictum Marchionem fecisse capi, et captos tenuisse, *è haver fets metre en galera* certos homines vassallos Regios, et dicti Comitis, videlicet. *Nañi Seca Capdeguayta*, et alios in processu nominatos. Viso alio processu, in quo constat qualiter Alguazirius, mandato Gubernatoris, accessit ad dictum assertum Marchionem requirendum, ut solveret, et liberaret aliquos vassallos, quos tenebat captos, *per metrels en galera*, quos dictus Marchio, prout Alguazirius, et alii qui praesentes erant retulerunt, quinimo verba nefandissima protulit contra Gubernatorem, et eius Assessorem dicendo: *Del Porch tal, adobàt de Governador*, etc. Viso alio processu contra Salvatorem Guiso, qui tenet occupatam Baroniam de Uruse, cum aliis, et potentia dicti asserti Marchionis, et fuit lata Sententia super possessorio, et mandatum dictum Comitem restitui in sua possessione, et requisitus dictus Marchio per Gubernatorem, ut non faveret, neque partem faceret cum dicto Salvatore Guiso, qui respondit per talia vel similia verba: *Que pel ventre de Deu ell veuria com entrarien lo Governador, ni Alguazir;* et finaliter dictus Gubernator habuit illuc accedere et homines, qui ibi erant congregati dixerunt sibi: *Que lo Marquès los havie mandt, que stiguissen à comandament de Mossen Guiso, é que ells volien morir ab ell*, et dictus Guiso dixit: *Que ell volie morir ab la spasa en la ma, è que aixi ho defensarie.* Visis aliquibus testibus, qui in alia informatione deposuerunt, ex quorum dictis constat qualiter vassalli dicti Marchionis congregati in comitiva de Nicola de Muntanaro Capitanei, seu Procuratoris dicti Marchionis, cum maximo vilipendio clamantes dicebant talia, vel similia verba: *Arborea vaya suso, è Aragona vaya à juso, donant del peu en terra, etc.* Constat etiam ex eadem informatione qualiter dictus assertus Marchio contra capitulum dictae capitulationis receptavit homines de Spartamontis, et de Monreyal, et de Partinalèça, et aliorum Locorum prohibitorum per dictam capitulationem, et signanter *Lorenso Magre, Salvador Mata, Ioan Capany*, et plures alios caporales, et principales dictae contentionis, et inobedientiae; et ulterius tenebatur dictus Marchio impeditos passus, *perque los correus, è havisos, que per via de Sacer venian per al Visrey no poguessen passar, perque fossen lavades les lettres als qui passassen.* Visa quadam informatione recepta per dictum Gubernatorem insultibus factis contra Alguazirium Gubernatoris, qui dicti Gubernatoris mandato, et cum Litteris Regiis ibat ad locum de Marmilla, et in via publica fuit per certos vassallos

Digitized by Google

dicti Marchionis, qui ibi stabant, insidiis invasus, taliter quod nisi Deo sibi favente, et quia tenebat equum animosum, quo mediante evasit a furore dictorum insultantium, eum forte occidissent, et de facto ceperunt quemdam, quem dictus Algutzirius pro dirigendo eum in via secum desferebat. Visa alia informatione recepta super aliquibus articulis oblatis per Fisci Procuratorem, coram Vicerege dictae Insulae, seu Regni Sardiniae contra dictum assertum Marchionem, at aliquos suos adherentes, intra quos fuerunt Don Artal Dalagò, filius dicti Marchionis, et tres fratres dicti Marchionis, Vicecomes de Sentluri, et alii, eo quia non obstante quod praenominati Barones, et milites, tam per pragmaticas sanctiones, quam per certa capitula inita inter ipsos Barones, et milites, et dominum Regem, nec non etiam per pacta, et conventiones feudales debeant cessare ab omnibus congregationibus, nisi in illis sit praesens Vicerex, et Gubernator, et etiam Regius Procurator, tum et per Regias provisiones prohibitum sit dicto Marchioni, filiis, et fratribus, ne accedant, neque intrent in aliquibus Locis Regiis dicti Regni, prohibitumque sit, ne in Locis Regiis proclamari valeat Arborea; dictis autem prohibitionibus non obstantibus, constat per informationem receptam, quod dictus Artaldus Dalagò, et tres fratres dicti Marchionis, Vicecomes de Sentluri, congregato magno Exercitu quatuor, vel quinque millium vassallorum Sardorum cum diversis generibus armorum, obsiderunt Civitatem Callaris, devastando arbores, et panes, et alia ligna fructifera, quae erant in territorio, et terminis dictae Civitatis, moventes insultum contra Regios Officiales, et Iuratos dictae Civitatis, et laborantes pro posse ad intrandum Castrum Regale Civitatis, destruendo etiam, et vastando aliqua Loca Regia, raupas, supellectilia, et omnia mobilia inventa, usque ad ornamenta Ecclesiae inclusive, rapiendo, et secum asportando, Portum et Palisatam Civitatis, quae sub Regia Protectione sunt, frangendo, et duas triremes, sive galeras guidatas in dicto Portu, ab eodem Portu extrahendo, crimen laesae Maiestatis in primo capite, et rebellionis committendo; ex eo quia cum gentibus coadunatis resistunt cum armis Regiis Officialibus, et volunt Loca Regia, et praecipue Civitatem Callaris, in qua consistit Status totius ipsius Regni, tiranice occupare. Viso alio processu citationis factae Marchioni, et presentationis eidem factae per Algutzirium Gubernatoris, et verbis contumeliosis prolatis dicto Alguazirio contra ipsum Gubernatorem, dicendo talia, vel similia verba: *Fetge de Deu quines tacanyaries son aquestes vostres, è de Mossen Pujades*, et dictus Algutzirius nollet dare copiam dicto Marchioni dicens: quod non habebat talem commissionem, sed contentabatur, ut sibi legeretur dicta Littera citatoria in praesentia de Don Artal filii sui, praedictus Marchio cum maxima violentia fecit eripi Litteram citatoriam a manu dicti Algutzirii dicendo: *Per lo cul de Deu vosaltres men darèu copia, encara que non vullau.* Visa quadam Littera dicti Marchionis directa cuidam suo familiari in Villa Alguerii, scribendo sibi, ut ostenderet ipsam Litteram Michaëli Prats Vicario dictae Villae, et quod dictam Litteram haberet pro sua suggerendo ipsi Vicario, ut attenderet ad privilegia, et quod Gubernator non debebat recipi, ut Officialis; attento quod recesserat per mare, et non deferebat novam commissionem Regiam, et quod melius erat sibi, *que ara pot esser Señor, que serie esclau*, dicendo etiam sibi, quod loqueretur cum quodam alio vocato Cochi, quod dictus Mossen Pujades non acceptaretur pro Gubernatore, *è que y fes tota punta, que fer y poguès.* Visa quadam praesentatione cuiusdam Litterae Regiae facta dicto Marchioni, et aliis Baronibus, *que nengun aplec no fes de gent, ni moviments alguns*, et responsione, ac aliquibus verbis dictis per dictum Marchionem Portario, qui Litteram praesentaverat. Visa quadam alia Littera missa Maiestati nostrae per dictum Marchionem. Visa quadam Regia Littera, sive Provisione directa dicto Marchioni, cum qua fuit eidem iniunctum sub poena fidelitatis, et decem millium florennorum auri, qualenus non obstantibus quibusvis Litteris eidem factis per Regium Thesaurarium Generalem, et per Conservatorem Siciliae, aut alios quoscumque Officiales nostros traderet in posse dicti Bernardi Sentfores Assessoris *Nicholaum Muntonaro*, qui pro dicto Marchione fuerat Capitaneus quatuor, vel quinque millium Rebellium, et currebant usque ad portas Castri de Caller; et licet praesentata dicta Littera praedicto Marchioni, praedictus Marchio respondisset: quod dictus Montenaro fugerat cum quinque aliis captis a captione; tamen prout constat per informationem inde receptam, praedictus Montenaro non fugit; imo dictus Marchio eum detinuit, et nescitur quomodo in domo dicti Marchionis obiit, et a rebus fuit humanis exemptus. Visa quadam informatione in hac praesenti Civitate, mandato nostrae Maiestatis, recepta per quam constat praedictum Leonardum assertum Marchionem contra Regias Pragmaticas editas ob salutem totius Regni, et sub poena amissionis feudorum, disponentes ne aliqui Barones dicti Regni prohibeant exitus victualium ab eorum Baroniis pro portandis ad Civitates, et Villas Regias dicti Regni, ipse vero Leonardus assertus Marchio dictis Pragmaticis non obstantibus, et in contemptum ipsarum, et poenarum in eisdem appositis prohibuit carnes, sive bestiaria vendi Regniculis Regalibus, sive habitatoribus Civitatis Callaris, et aliis Regiis Vassallis: et etiam per eandem informationem constat dictum assertum Marchionem multa nefanda verba protulisse contra dictum Gubernatorem, et etiam contra nostram Maiestatem, et Dominationem, quam habemus in dicto Regno, dixisse haec, vel similia verba in efectu: *Que ell renegave de si, que ell sil anuiaven farie, que los qui vendrieu dirien aci ere Serdenya.* Visis aliis videndis, consideratis considerandis, Deum prae oculis habentes, Sacrosanctis Evangeliis coram Maiestate nostra positis, illisque reverenter inspectis, ut de Dei vultu nostrum procedat iudicium, et oculi mentis nostrae cernere valeant aequitatem: pronuntiamus, sententiamus, et declaramus in hunc qui sequitur modum. Quia per informationes praenarratas, et per testes plures numero in eisdem contentos, et alias clarissime constat Maiestati nostrae de inobedientiis, et rebellionibus factis per dictum Marchionem, nedum contra Officiales nostros, sed etiam quia contra nostrum honorem, et fidelitatem, et contra nostram Regnique nostri prosperitatem continue et notorie machinatus est. Constat etiam nedum ipsum assertum Marchionem, sed etiam filios, et fratres suos conspirationes multas, sedictiones, ac illicitas congregationes suorum vassallorum, et aliorum secum adherentium contra Regias Pragmaticas, contra vassallos,

Digitized by Google

terrasque Regias fecisse: constatque dictum assertum Marchionem multas inobedientias Praesidi, et Gubernatori Capitis de Lugudor, suisque Officialibus fecisse, multasque resistentias, et maledicta, verbaque nefandissima contra ipsum pro his, quae ad Officium spectabant protulisse, minasque, et diversos terrores contra suos Officiales qui cum Litteris Regiis, et aliis mandatis dicti Gubernatoris accedebant, intulisse: constatque dictum assertum Marchionem auctoritatem praestasse Vicecomiti de Sentluri ad defendendum inobedientiam contra Viceregem, et alios Regios Officiales: constatque ipsum assertum Marchionem, post veniam obtentam a nostra Regia Maiestate, et Capitulationem Nobiscum factam, et iuratam, contra dictam Capitulationem fecisse, et non servasse Maiestati nostrae pollicita, et conventa, ac etiam iurata. Constat etiam praedictum Nicholaum Muntanarro cum Exercitu quatuor, vel quinque millium vassallorum dicti Marchionis, et aliorum suorum adherentium contra nostros Regios Vassallos, contra Villas, et Civitatem nostram Callaris, mandato, et iussu dicti Marchionis ivisse, et multa dapna terris, Locis, et Vassallis Regiis intulisse. Constat etiam dictum assertum Marchionem mandasse Artaldo filio suo, et aliis suis adhaerentibus, et vassallis, ut cum magno Exercitu quinque, vel sex millium irent, prout de facto iverunt ad obsidendum, et devastandum Civitatem Callaris, Terrasque, et Villas Regias vicinas dictae Civitati, et multas Villas et Loca Regia devastarunt, et destruxerunt raupas, iocalia, aliaque bona mobilia, et supellectilia domorum, et etiam Aedes Sacras per violentiam rumpendo res ipsarum Ecclesiarum Sacras ostiliter secum adduxerunt, et asportarunt, et duas Triremes guidatas, et assecuratas in Portu Callaris per Gubernatorem, et Iuratos dictae Civitatis a dicto Portu cum armorum impetu extrahendo, et secum per vim, et violentiam desferendo, non obstante quod per Officiales Regios, et Iuratos dictae Civitatis fuissent requisiti ex parte nostrae Maiestatis, ut recederent, et ne tanta damna Terris, et Vassallis Regiis inferrent, offerentes idoneam dare cautionem, quod dictas Triremes, sive Galeras, et homines, qui in ipsis erant, ponerent in posse nostrae Maiestatis: constat etiam per Litteram manu propria dicti Marchionis subscriptam, cum qua suggerebat Vicario Alguerii, et cuidam alio, *que fossen punta, que lo Governador no entràs, è que ara podia esser Senyor*, etc. Et constat etiam dictum Marchionem contra Regias Pragmaticas inhibuisse, et vetasse ne victualia suarum terrarum deferrentur ad Civitatem Callaris, in quibus quidem Pragmaticis contra Barones tales inhibitiones facientes apposita est poena amissionis feudorum, ob quod dubium non est, praedictum assertum Marchionem iunctis poenis fidelitatis eis in diversis praeceptis impositis, quas incurrerunt tanquam hostem publicum nostri Regni, debere tractari, ipsumque, filios suos, fratres, et alios suos adhaerentes, sic ut praedicitur, notorie Rebelles, Hostes, et perduelles crimen laesae Maiestatis in primo capite, et alia gravia crimina commisisse, ob quod secundum scripta approbatorum Doctorum tales, et similes puniri debere, et castigari tali poena, quod nulla alia maior dari possit, praemaxime in tam geminatis, et reiteratis criminibus, quae iam gentibus in exemplum perniciosius transire possent: Attenta etiam contumacia praedictorum, qui legitime citati comparere coram nostra Maiestate renuerunt. Pro tanto cum hac nostra praesenti sententia, et iuxta nostri Sacri Consilii deliberationem, pronuntiamus, sententiamus, et declaramus praedictum Leonardum assertum Marchionem, filios, et fratres, fore, et esse Hostes nostri, et Rebelles, ac Perduelles nostrae Maiestatis et per consequens ipsos ad mortem naturalem condemnamus, et tam dictum Marchionatum, quam etiam Comitatum de Gociano, et omnia alia Loca, Castra, et Feuda, ubique infra nostram Ditionem sita, mobilia, et immobilia, quae essent dictorum Leonardi asserti Marchionis, filiorum, et fratrum suorum, a quorum bonorum omnium dominio eos occasione praedicta indignos facimus, Nobis, et seu Nostris Fisci Aerariis confiscamus, aggregamus, et incorporamus, sic quod eorum posteritati prodesse non possint. Decernimus etiam, providemus, et mandamus, quod dictus Leonardus, filii, et fratres, qui per contumaciam absentes sunt per omnes Officiales nostros, ac alios fideles Vassallos ubique sciantur, et inveniantur infra Regna nostra persequi, et insequi habeant; taliter ut vivi, vel mortui ad manus Curiae habeantur, adeo ut publice eorum grassantibus demeritis ea, quae gesserunt luant, et aliis transeant in exemplum. Lata, et publicata fuit huiusmodi Sententia per Nos, seu in Personam nostram, et in praesentia nostra per Magnificum, et dilectum Consiliarium, et Regentem Cancellariam nostram Ioannem Ros Legum Doctorem, et de Nostri mandato, seu ordinatione lecta, et publicata per fidelem Secretarium nostrum Ioannem de Sant Iordi Notarium publicum infrascriptum in quadam Camera Palatii Regii Maioris Civitatis Barcinonae, in qua habitationem continuam facimus, die videlicet quintodecimo Octobris anno a Nativitate Domini millesimo quadringentesimo septuagesimo septimo, Regnique nostri Navarrae anno quinquagesimo secundo, aliorum vero Regnorum nostrorum anno vicesimo; praesente instante, et dictam Sententiam ferri humiliter supplicante Garcia de Boràu Procuratore Fiscali dicti Serenissimi Domini Regis ex una parte; altera vero parte contumaciter absente, et praesentibus etiam pro testibus Magnificis Francisco Burguès Regio Procuratore in Regno Maioricarum, Ioanne Christian Prothonotario, et Ioanne de Coloma Secretario Consiliariis dicti Domini Regis, et aliis pluribus in multitudine copiosa (1).

Ioannis Dei gratia Regis Aragonum, etc. Qui Signum ✠ hanc Sententiam tulimus, eidemque Sigillum nostrum apponi iussimus in pendenti Io. Ros R. (2).

(1) Altra sentenza somigliante fu profferita e pubblicata nello stesso giorno 15 ottobre 1477 contro D. Giovanni de Sena, Visconte di Sanluri; e perciò crediamo inutile riprodurla.

(2) Dopo questa sentenza i Sovrani di Aragona aggiunsero ai loro titoli quello eziandio di Marchesi di Oristano e Conti di Goceano, il quale passò agli altri monarchi di diverse dinastie, che poi dominarono in Sardegna. Dai documenti che precedono questa sentenza, e dagli altri che vengono appresso, apparo assai chiaramente che la Corte di Aragona, mal sofferendo nell'isola un principe così potente qual era Leonardo D'Alagon, che potea riconquistarvi l'autorità e il dominio che già vi aveva avuto fino ai primi anni del presente secolo la Casa di Arborea, e specialmente la famosa Eleonora, si servì con cupi aggiramenti e con male arti dell'autorità viceregia conferita a Nicolò Carroz nemico personale di esso Alagon, e poi volgendo come fatte all'autorità reale le ingiurie e le offese fatte al vicerè, il quale le provocava apertamente abusando dei suoi poteri, violando le leggi, e l'*Atto di Concordia* sesegnato tra lo stesso Alagon e il Re di Aragona, tolse tutto ciò a

Digitized by Google

Sig✝num Mei Ioannis de Santiordi Secretarii Serenissimi Domini Regis eiusque auctoritate Notarii publici per totam eius terram, et ditionem, qui prolationi dictae Sententiae interfui, eamque de mandato dicti Domini Regis legi, et publicavi, et in hanc publicam formam redigens scribi feci, et cum rasis, et emendatis in lineis XXIIII, ubi corrigitur: partem faceret, et XXXI occidissent, et XXXXVI dictum Marchionem, et LVIIII et maledicta, verbaque nefandissima contra ipsum pro his, quae ad Officium spectabant protulisse, minasque et diversos terrores contra suos Officiales, qui cum Litteris Regiis, et aliis mandatis. Clausi.

Ioannes de Santiordi ex Sententia per Dominum Regem lata, et fuit probata cum ceda.

LXXI*.

Istruzioni date dal Re di Aragona Don Giovanni II al suo consigliere e segretario Antonio Geraldino, protonotario apostolico e abate di S. Maria di Gala, per trattare in Sicilia il matrimonio del suo nipote Don Alfonso, figlio del Re di Castiglia, con Donna Anna di Cabrera, contessa di Modica, e per frastornare qualunque altra proposta di nozze fosse già stata fatta, o si facesse di nuovo a detta Contessa.

(1478. — 13 aprile)

Dai Regii Archivi di Barcellona, *Diversor. Sigilli Secreti Registr.* II. ab ann. MCCCCLXXVI ad ann. MCCCCLXXVIII, fol. 97.

INSTRUCCION,

Y MEMORIAL DE LAS COSAS, *que por mandado del Señor Rey, tiene à fazer, y procurar, el Venerable, Magnifico Consellero, Embaxador, y Secretario del dicho Señor Rey, Micer Antoni Geraldino, Prothonotario Apostolico, è Abbàt de Santa Maria de Gala, en el camino, que ha de fazer para Sicilia.*

Otro si, fechas las dichas cosas, el dicho Micer Antoni se irà en Sicilia, à donde, quando placiendo à Dios, será llegado, solicitarà los fechos del Matrimonio facedero, mediante la Gracia de nuestro Señor, entrel Illustre Don Alonso de Castilla, y Daragon, Nieto de la dicha Mayestat, y la Egregia Doña Anna, Condessa de Modica en esta manera.

Primeramente, se presentarà al Egregio Conde de Cardona, y de Prades, Virrey en el dicho Reyno, y darle ha la letra de Creencia, que lieva del Señor Rey, en virtut de la qual le dirà, que si bien de aquesto mesmo su Alteza le haya scripto, y fecho hablar por el Portador Micer Gerardo Aglata, y por Micer Jacobo de Bonanno, à los quales de los negocios infrascriptos havia dado special cargo; empero por seyer la cosa de tanta importancia, como es, y por tener en ello tan gran voluntat, como tienen la dicha Mayestat, y el Serenissimo Señor Rey de Castilla fijo suyo; ha deliberado inviar por aquesta sola causa al dicho Micer Antoni, el qual de parte de su Alteza, dirà al dicho Virrey, que no obstante aquella queria este Matrimonio se tractasse para si, y assi lo avia mandado escrivir à èl, à la Egregia Condessa de Modica, Madre de la dicha Condessa, y otras personas, segun dicho es, y esto tanto por mengua de sucession, visto, que uo tenia sino un solo Fijo Legitimo, el Serenissimo Señor Rey de Castilla, y aquel no avia mas de una fija, que es la Señora Princessa de Castilla, y no se tenia speranza, que la Serenissima Señora Reyna de Castilla su Muger huviesse mas de parir, quanto aun por las muchas, y singulares virtudes, que su Alteza havia oydo referir de la sobredicha Condessa joven; empero empues ha havido à mudar de proposito, assi por complazer à los sobredichos Serenissimos Señores Rey, è Reyna de Castilla, los quales aviendoles scripto, y avisado el dicho Señor Rey desta su deliberacion, respondieron suplicandole con mucha instancia, no lo pusiesse por obra, como por haver supido, que por la giacia de Dios, la dicha Serenissima Señora Reyna, ya es preñada de seys meses, la qual principalmente significava de la dicha deliberacion no tener por buena contemplacion; y assi cessando la causa, por la qual señaladamente la dicha Mayestat en aquesto se movia, es razon cesse el efecto, y el dicho Matrimonio no se concluya para el dicho Señor Rey; mas que se tracte, y se faga con el dicho Illustre Don Alonso, Nieto suyo, segun de esto antes de agora su Alteza ha escripto en Sicilia, como dicho es; y mayormente, pues aquella es avisada por Cartas del Sobredicho Serenissimo Señor Rey su Fijo, que en vida del Egregio Conde de Modica, por medio de Micer Jacobo Mirabella, se tractava Matrimonio del mesmo Illustre Don Alonso su Nieto con la sobredicha Doña Anna, que àgora es Condessa, è del dicho Egregio Conde de Modica, qui la hora vivia con la Illustre Doña Joana de Aragon, è de Castilla, fija del dicho Serenissimo Señor Rey de Castilla. Porende como la voluntat de la dicha Mayestat, por los sobredichos respetos, se refirme mas en este Matrimio de su Nieto, que en el otro, y quiera en todo caso a quel passe al adelantes, el dicho Secretario, en virtud de la mesma creencia, referità todas estas cosas al dicho Visrey, y le encargarà de parte de la prefata Mayestat muy strechamente, que en conducir, y dar cumplimiento à esta negociacion, ponga todo su estudio, di-

pretesto per farvi costrurre sopra dai suoi officiali e dipendenti un processo secreto ed odioso, e con la scorta del medesimo condannare come *perduelli* il marchese di Oristano con li di lui figli e fratelli, ed appropriarsi a titolo di confisca i loro vastissimi feudi e possedimenti. In tal guisa, e da tal punto soltanto i monarchi Aragonesi ebbero piena ed intera dominazione in Sardegna. A tutti gli accennati motivi si può aggiungere eziandio quello delle nozze della contessa di Modica in Sicilia, che nel 1477 aveano risvegliato le ambizioni di molti principi. Imperocchè, morto nel 2 settembre di detto anno Don Giovanni di Cabrera conte di Modica lasciando superstiti la sua madre Donna Giovanna e la sua sorella Donna Anna, la mano di quest'ultima, che dovea succedere agli Stati del fratello, era richiesta ad un tempo dal Re Don Giovanni II di Aragona pel suo nipote Don Alfonso figlio naturale del Re di Castiglia, dal Re di Napoli per un suo figlio, dal conte di Prades pel suo nipote Don Fernando di Cardona figlio del Contestabile di Aragona, e di Donna Aldonza Enriquez zia del detto Re di Castiglia, e dal marchese di Oristano Don Leonardo D'Alagon pel suo figlio primogenito Don Artaldo: anzi il marchese d'Oristano trattava insieme di torsi per seconda moglie la stessa vedova madre del defunto conte di Modica. Le pratiche che perciò si faceano attivamente dal marchese di Oristano giunsero a notizia del vecchio Re Don Giovanni di Aragona; e questa circostanza forse accelerò la condanna di detto marchese, onde torre di mezzo quest'altro impedimento alle nozze desiderate pel figlio del Re di Castiglia. — Scrissero più ampiamento di questi fatti il Zurita (*Annal. de la Corona de Aragon*, Part. IV, Lib. XX, Cap. XIV, fol. 286, col. 2), e il Vico (*Hist. Gener. de Cerdeña*, Part. V, Cap. XLIX, fol. 169 e 170) ai quali ci riferiamo.

Digitized by Google

ligencia, y poder. *E si por ventura algunas personas hoviesse, que en este mismo Matrimonio, para si, ò para otros quisiessen entender, lo que no creye, en tal caso èl lo desvie, aparte, y prohibesea, con todas las vias, y remedios, que fallar se puedan* (1). E si por ventura el dicho Conde, è Virrey algo dixesse al dicho Secretario, del drecho, que se pretiende tener en la Casa de Modica, por la Egregia Condessa de Cardona su Muger, à esto le respondrà, que por este, ni por otro Matrimonio, no es la voluntad de su Mayestad derogar à sus drechos, si algunos en la dicha casa tiene, è le pertenecen, antes la voluntad de su Alteza es de fazer, è ministrarle sobrello expedita justicia, vistos assi mesmo los drechos, è razones de las dichas Condessas Madre, è Fija, las quales pretienden todo el contrario; è assi dezirle ha, que la justicia su Alteza la ministrarà egualmente, è expedita, dando la cosa à quien de drecho serà visto pertenecerle.

No res menos el dicho Micer Antoni fablarà con los sobredichos Prothonotario Aglata, Micer Jacobo de Bonanno, è con Micer Jacobo de Pilaya, aplicando con ellos à Micer Jacobo de Mirabella, por el cargo, que primero desto le avia dado el Serenissimo Señor Rey de Castilla, y sabrà de aquellos lo que fecho serà, en esta negociaccion por ellos, segun el mandado, y comission que de la dicha Mayestat tenian, y segun fallarà la cosas, èl con ellos, ò con parte dellos, ò todo solo, como à ellos serà visto, partirà para la dichas Egregias Condessas, Madre, è Fija, y dado que les aurà las letras de creencia, que se lieva, en virtut de aquellas, con la devida prudencia, las saludarà por parte de las sobredichas Mayestades, y les dirà la causa de la mutacion de la deliberacion, que fecho havia su Mayestat, la qual mutacion porcierto no ha seydo por ninguna falta de voluntat, mas por los respetos sobredichos. Certificandolas, que si de primero la querria por Muger, por los merecimientos, y virtudes de aquella; agora con no menos amor, la quiere por Nieta, y por Fija, y no menos estimarà el dicho Matrimonio para su Nieto, que para su misma Mayestat. Y aun los dirà el dicho Micer Antonio, que tanto la dicha Mayestat, quanto el Señor Rey de Castilla, por el servicio de Dios, y de sus Magestades, y por lo que cumple al bien, provecho, y honra de las dichas Condessas, à las quales lievan singular amor, y las tienen en especial proteccion, y por muchos otros respectos, quieren en todo caso aqueste Matrimonio sea trahido en effecto, y conclusion. En la qual cosa ellas no menos deven tener voluntat, y deseo, por la honra, favor, y grandes beneficios, que de tal deudo con sus Mayestades sperar pueden, y deven. E assi despues de aver referidas, y praticadas estas, y otras cosas, que le parecerà facer al caso, el dicho Secretario, con consejo, y acuerdo de los sobredichos tractarà, y apuntarà los Capitulos Matrimoniales, y lo que serà necessario, para la conclusion de este negocio, con las sobredichas Condessas, las quales, seyendo los dichos Capitulos ordenados, y apuntados, escogeràn alguna Persona à ellas accepta, porque aquella ensemble con el dicho Micer Antoni venga en las partes de aquà, con poder bastante de firmar el dicho Matrimonio, por palabras de presente, con el dicho Illustre Don Alonso, y de poder añader, quitar, y mudar en aquellos segun cumplirà, y serà visto aquà à las dichas Mayestades, y à la persona por las dichas Condessas enviadera, porque venidos que sean, el dicho Micer Antoni, è la dicha persona aquà, en nombre de nuestro Señor Dios, todas estas cosas se firmen, se de conclusion en el dicho Matrimonio, dando en todas estas cosas el dicho Micer Antoni el buen recaudo, que dèl se confia.

Ensemble con el dicho Micer Antoni se va Iayme Roca Escrivano de su Alteza, embiado por esta sola causa en Sicilia por el dicho Serenissimo Señor Rey de Castilla, su Fijo; quiere por tanto la prefata Mayestat, que el uno con el otro pratiquen, y conferescan vicissim del cargo que lievan: y aunque cada uno en este negocio faga su labor por su parte; empero hanse de concertar siempre en todas cosas, porque lo que el uno farà, ayude à lo del otro; y por el contrario para que parezca necogian por un mesmo Organo, como es de razon, visto que son embiados por una misma Persona, que son Padre, è Fijo, è siempre de passo en passo, de lo que habràn fecho avisaràn à sus Altezas.

Expedit. in Civitate Barchinonae, die xiii. mensis Aprillis anno à Nativitate Domini M.CCCC.LXXVIII.

REX JOANNES.

Dominus Rex mandavit mihi Joanni de Coloma.

(1) Qui si allude, senza nominarlo, fra gli altri al marchese di Oristano, che trattava del matrimonio del suo figlio primogenito Don Artaldo D'Alagon con la contessa Anna di Modica. Ved. la nota (2) alla *Carta* precedente n.° LXX*. Il marchese di Oristano alla data delle presenti istruzioni combatteva ancora in Sardegna contro le truppe regie capitanate dal suo nemico Don Nicolò Carroz Vicerè dell'isola.

LXXII*.

Il Re di Aragona Don Giovanni II accorda piena grazia e remissione delle colpe commesse da Giovanni di Basalù e dal suo famigliare Tommaso Barbera, per avere seguito le parti di Leonardo D'Alagon marchese di Oristano e conte di Goceano, dei di lui figli e fratelli, e del Visconte di Sanluri, contro i diritti della Corona.

(1478. — 14 agosto)

Dai Regii Archivi di Barcellona, *Registr. Sardiniae*, XI, ab ann. MCCCCLXXVII ad ann. MCCCCLXXVIII. fol. 94.

Nos JOANNES, Dei Gratia, Rex Aragonum, Navarrae, Siciliae, Valentiae, Maioricarum, Sardiniae, et Corsicae, Comes Barchinonae, Dux Athaenarum, et Neopatriae, ac etiam Comes Rossilionis, et Caeritaniae. *Ad nonnullorum familiarium, et domesticorum nostrorum humiles intercessus tenore praesentis crimina quaecunque* per vos Magnificum, et dilectum nostrum Petrum de Basalu Militem, et Thomasium Barbera familiarem vestrum *commissa, eundo, stando, sequendo, adherendo, et favendo Leonardo Dalagon, olim Marchioni Oristani, eius filio, germanis, et Vicecomiti de Sant Luri, et alijs dictum Leonardum sequentibus, et illi adhaerentibus* absolvimus gratiose, definimus, relaxamus, et perpetuo perdonamus. *Itaque de caetero quorumcumque criminum, per vos dictum Petrum, et dictum Thomasium*

Digitized by Google

Barbera, dicto praetextu commissorum, eundo scilicet, stando, sequendo, adhaerendo, et favendo dicto Leonardo olim Marchioni, eius filio, et Germanis, et Vicecomiti de Sant Luri, et aliis ei faventibus non possit contra vos, et bona vestra procedi ad cautionem, detentionem, exequutionem, arrestum, condemnationem, aut aliquam juditialem, aut extrajuditialem vocationem, immo una cum bonis vestris, et suis sitis quieti, et securi ac perpetuo remissi, relaxati, et perdonati. Imponentes, Nobis, et Fisco nostro super praedictis silentium sempiternum, et omnem viam agendi contra vos, et bona vestra super praedictis eidem praecludendo, abstergendo a vobis omnem infamiae, et ignominiae maculam, si quam pro praedictis incurristis, restituentesque vos ad pristinae famae, et honoris statum, in quibus eratis ante criminum praedictorum patrationem. Cassantes et anullantes quascumque confiscationes, incorporationes, et alienationes, si quae per nos, et oficiales nostros, factae sunt de bonis vestris, ac si factae non fuissent. Hanc tamen remissionem facimus, et facere intendimus vobis dicto Petro de Bisolduno, et Thomasio Barbera, et bonis vestris, et suis, sicut melius dici potest, et intelligi ad bonum sanum, et sincerum intellectum vestri, et vestrorum. Quapropter Serenissimo Ferdinando Regi Castellae, Siciliae, et Legionis, primogenito nostro charissimo, in omnibus Regnis, et Terris nostris generali Gubernatori, et post nostros foelices dies indubitato successori, sub paternae benedictionis obtentu, dicimus, gerentibusque vices nostri generalis Gubernatoris, in Regnis nostris Aragonum, Valentiae, Sardiniae, et Principatu Cathaloniae, Vicarijs, Subvicarijs, Baiulis, Subbaiulis, et aliis universis, et singulis Officialibus nostris, in nostris Regnis, et terris, quomodolibet constitutis, et constituendis, et ipsorum Officialium Locatenentibus, praesentibus, et futuris, dicimus, praecipimus, et iubemus expresse, et de certa scientia, ad nostrae gratiae, et amoris obtentum, poenamque duorum millium Florenorum auri, nostris inferendam aerariis, ut nostram huiusmodi remissionem, et omnia, et singula in ea contenta, teneant firmiter, et observent, et faciant per quos deceat observari, et non contrafaciant vel veniant, aut aliquem contrafacere, vel venire sinant ratione aliqua sive causa. In cuius rei testimonium praesentem fieri iussimus, nostro communi Sigillo in pendenti munitam. Dat. Barchinonae die XIIIJ Augusti anno a Nativitate Domini M.CCCC.LXXVIII. Regnique nostri Navarrae anno LIII aliorum vero Regnorum nostrorum XXI.

REX JOANNES.

Dominus Rex mandavit mihi Joanni de Sant Jordi. Visa per Guillermum de Peralta Generalem Thesaurarium, et Rossel pro Conservatore.

LXXIII*.

Il Re di Aragona Don Giovanni II, a petizione di Giovanni Villamarì capitano generale della flotta e del regio esercito marittimo, accorda grazia della vita a Don Leonardo D'Alagon già marchese di Oristano e conte di Goceano, ai di lui fratelli Don Salvatore, Don Giovanni e Don Luigi, ai di lui figli Don Giovanni e Don Antonio D'Alagon, e a Don Giovanni De Sena già visconte di Sanluri, i quali si trovavano tutti prigionieri sulle navi di detta flotta, e commuta la pena di morte, cui ciascuno di essi era stato condannato, nell'altra di relegazione in una città o villa del Principato di Catalogna o del Regno di Valenza, da destinarsi dallo stesso sovrano.

(1478. — 1 settembre).

Dai Regii Archivi di Barcellona, *Registr. Diversorum*, XXX, ab an. MCCCCLXXVII ad an. MCCCCLXXVIII, fol. 187.

Nos DON JOAN, per la Gracia de Deu, Rey Daragó, de Navarra, de Sicilia, de Valencia, de Malforques, de Sardeña, y Corcega, Compte de Barchenona, Duch de Athenas, y Neopatria, y Compte de Rossellò, y Sardaña. Essent romputs, y fugats per nostres Officials, è gents Darmes del Regne de Sardeña los Nobles Don Leonardo Dalagon, olim Marquès de Oristany, Don Salvador, Don Ioan, è Don Luys Dalagon, germans, è Don Ioan, è Don Anton, Fills del dit Don Leonardo, è Don Ioan de Sena, olim Vezcompte de Sentluri, segons havem entès, pujaren en una de les Galees de vos Magnifich, amàt, Conseller, è Capità General de nostre Maritim Exercit, Mossen Joan de Vilamarì, patronejada per en Zaragoza, qui aquells portà hon vos ereu en lo Regne de Sicilia, que los predits metesseu en mans, è poder seu, en nom è part nostra, à la qual requesta fon per vos respost, que vendrieu à nostra Magestat, com de fet seu vengut à la present Ciutat de Barchenona, portant en vostres Galeres tots los damunt dits (1), als quals per contemplaciò, è á humil supplicaciò vostra, havent sguart à tants, è tant acceptes serveis, com fets nos haveu, è feu cascun dia, havem atorgàt perdò en les vides, è membres de tots, è qualsevol crims per aquells perpetrats, fins à la present jornada, axi de lesa Magestat en lo primer, è altres caps, com altres de qualsevol specie, o natura sien, sols retenintnos, que puxãm tenir aquells en arrest, dins una Ciutat ò Vila del Principat de Cataluña, ò Regne de Valencia, assegurantlos de mes streta presò. E axi vos dit Capità General, com à bò è fidelissimo

(1) Il marchese di Oristano avea sconfitto più volte le armi regie, specialmente nella battaglia di URAS combattuta nel 14 aprile 1470, e nella espugnazione del forte castello di MONREALE nel 1475. Fu pure vittorioso in alcuni scontri con dette armi regie, dopo la condanna capitale emanata contro di lui nel 15 ottobre 1477. Ma nella giornata campale del 19 maggio 1478, ch'ebbe luogo presso MACOMER (l'antica MACOPSISSA dei tempi romani), egli fu perdente, dopo aver combattuto valorosamente ed aver perduto il figlio primogenito Don Artaldo Alagon, il quale slanciatosi con smisurato ardire nel più folto della mischia, vi cadde vittima illustre del proprio coraggio. Leonardo de Tola, Angelo Cano, Serafino di Montagnans, Brancaccio Monca, ed altri valorosi capitani e gentiluomini sardi, che soprastavano alle minori schiere, frenarono l'impeto del vincitore e protessero la ritirata del marchese di Oristano, dei suoi figli, dei suoi fratelli e del visconte di Sanluri, i quali poterono così mettersi in salvo, e prendere la via del mare: ma il più iniquo dei tradimenti li attendeva sul naviglio del capitano Giovanni Saragozza, il quale, invece di condurli a luogo sicuro come era stato convenuto, li consegnò in Palermo all'ammiraglio Giovanni Villamarì che stazionava con la flotta aragonese in quelle acque. (Ved. TOLA, *Dizion. Biogr. dei Sardi Illustri*, Vol. I, pag. 58 fin. a pag. 61, e Vol. III, pag. 250, 251 e 252). A questa battaglia perduta, e alla consegna dei D'Alagon e del De Sena, fatta prima in Palermo dal capitano Saragozza all'ammiraglio Villamarì, e poi in Barcellona dal Villamarì al Re di Aragona, si riferisce quanto si legge nella presente CARTA dalle parole — *Essent romputs y fugats* — fino alle altre — *portant en vostres galeres tots los damunt dits.* —

Digitized by Google

subdit, è servidor nostre, obehint nostres manaments, è voluntat, haveu entregats en nostre poder los damunt dits Don Leonardo Dalagon, Don Salvador, Don Joan, è Don Luys Dalagon, germans, è Don Joan, è Don Anton, fils del dit Don Leonardo, è á Don Ioan de Sena. E perçò ab tenor de les presents de nostra certa sciencia, è consultament, atorgàm à vos dit Capità General, è manàm expedir la present certificaciò, en testimoni de les coses damunt dites, exhibidora à la voluntad vostra, è per los sguarts que menester fos, davant tots, è senglos Serenissimos, è Illustrissimos Reys, Princeps, Potencies, Senories, Duchs, Comptes, Nobles, Barons, Cavallers, è altres Persones de qualsevol titol, condiciò, è stament que sien, donantvos facultat, è licencia, que puxau liberament ab vostres Galeres anar hon ben vist vos sia. En testimoni de les quals coses, havèm manàt expedir les presents ab nostre Sagell Comù en lo dors Sagellades. Dat. en Barchenona lo primer de Setembre, en lany de la Nativitat de nostre Señor M.CCCC.LXXVIII.

REX JOANNES.

Dominus Rex mandavit mihi Jacobo Ferrer. Visa per Vicecancellarium, Generalem Thesaurarium, et Rosell, pro Conservatore.

LXXIV*.

Don Giovanni II Re di Aragona ordina al vicerè di Sardegna, al governatore e riformatore del Capo di Logudoro, al procuratore reale, ed a tutti generalmente gli ufficiali regi dell'isola, di non molestare in verun modo l'ammiraglio Giovanni Villamarì nei beni, negli averi, e nei vassalli che vi possedeva, e di restituire al medesimo quanto per avventura gli avessero già preso o staggito; e ciò in premio del gran servigio da lui reso alla Corona, consegnando prigionieri il già marchese di Oristano, i suoi figli e fratelli, e il già visconte di Sanluri (1).

(1478. — 1 settembre).

Dai Regii Archivi di Barcellona, *Registr. Diversorum*, XXX, ab an. MCCCCLXXVII ad an. MCCCCLXXVIII, fol. 186.

Nos DON IOAN, per la Gracia de Deu, Rey Daragó, de Navarra, de Sicilia, de Valencia, de Mallorques, de Sardeña, y de Corcega, Compte de Barchenona, Duch de Athenes, y Neopatria, y Compte de Rossellò, y Sardaña. Als Spectable, Magnifichs, Amats Consellers, è fiels nostres, los Visrey en lo Regne de Sardeña, Governador, è Reformador en lo cap de Lugudor, Procurador Reyal en lo dit Regne, è altres Officials, è persones à quis pertangues, è les presents seràn presentades, è à cadahu dells, salut, è dilecciò. Lo Magnifich amat Conseller, è Capità Generàl de nostre Maritim Exercit, Mossen Joan de Vilamarì, es vengut à nostra Magestat, è nos ha entregats, è mesos en poder, Don Leonardo Dalagon, Don Salvador, Don Joan, è Don Luys Dalagon, germans, è Don Joan, è Don Anton, fils del dit Don Leonardo, è Don Joan de Sena, per la qual cosa restàm contents del dit Capità General, lo qual ha mirat en nostre servey, segons he ha acostumàt. E per ço ab tenor de les presents, de nostra certa sciencia, è consultament à vos altres, è à cadahu de vos diem, è manàm strotament, sots obstenciò de nostra gracia, è amor, è pena de tres mil ducats, à nostres coffrens aplicadors, que en los bens, robes, Vassals, ni coses del dit Capità, no façau, ni doneu molestia, vexeciò, ne novitat alguna, ans si fins assi per ventura feta ne havieu, aquelles revoqueu, è anulleu, restituyat totes coses al primer stament segons que Nos les revocam, è restituym ab les presents. Guardantvos de fer lo contrari, per quant teniu nostra Gracia cara, è voleu evitar la pena damunt dita. Dat. en Barchenona lo primer de setembre, en lany de la Nativitat de nostre Señor M.CCCC.LXXVIII.

REX JOANNES.

Dominus Rex mandavit mihi Jacobo Ferrer., visa per Vicecancellarium, Generalem Thesaurarium, et Rossell, pro Conservatore.

(1) Il Villamarì avea già seguito le parti del marchese di Oristano (Vedi sopr. CART. n.° LIX*, LXI* e LXV); ma lo averlo abbandonato nel più grand'uopo e lo averlo anzi consegnato prigioniero con tutta la sua famiglia al Re di Aragona, era un merito presso questo monarca; merito che cancellava d'un tratto le di lui colpe, e conseguiva la sollecita ricompensa dei favori regii.

LXXV*.

Il Re di Aragona Don Giovanni II, a petizione dell'ammiraglio Giovanni di Villamarì, concede salvaguardia e guidatico al già marchese di Oristano, ai suoi figli e fratelli, e al visconte di Sanluri, onde possano scendere dalle navi a terra, e portar seco tutti gli oggetti, gioie, ori, argenti e denari che stimassero, e di cui abbisognassero, dandogli altresì la facoltà di ritenere diciotto domestici pel loro servigio personale, e promettendo con solenne giuramento di osservare fedelmente questa concessione.

(1478. — 2 settembre).

Dai Regii Archivi di Barcellona, *Registr. Diversorum*, XIX, ab an. MCCCCLXV ad an. MCCCCLXXVIII, fol. 148.

DON JOAN, per la Gracia de Deu, Rey Daragó, de Navarra, de Sicilia, de Valencia, de Malorques, de Cerdenya, è de Corcega, Comte de Barchenona, Duch de Athenas, è de Neopatria, è encara Comte de Rossellò, è de Cerdanya. Havent sguart als molt, y acceptes serveys, ab integra fidelitàt, fets à nostra Magestàt per lo Magnifich Mosen Joan de Vilamarì, Conseller, y Capità General de nostre Maritim Exercit, è à suplicaciò sua, en nostra bona fè, è paraula Real, ab lo present nostre Guiatge irrevocable, guiàm, affidàm, è asseguràm los Nobles Don Leonardo Dalagon, Don Salvador, Don Joan, Don Luys Dalagon, germans, è Don Joan, Don Anton, fils del dit Don Leonardo, è Don Joan de Sena, tots ensemps, è cascù dells, è les robes, bens, or, argent, ioyes, è moneda, que tenen, è trauràn de les Galeres del dit nostre Generàl Capità, è los homens, ò servidors, per les persones dells, per servir aquells, fins en nombre de devuyt, entre tots, los noms, è cognoms dels quals

Digitized by Google

volèm esser açi hagùts per expressàts, en aixi que salvamènt, è segura puixen eixir de les dites Galeres en terra, è anàr ab los dits bens, robes, joyes, or, argent, è altres coses, è servidors, à la Vila, o Ciutàt, per sa Magestàt nomenadora, è designadora per llur stancia, en la qual puixen ells, en la forma demùnt dita, stàr, habitàr, practicàr, conversar, è contractar, ab qualsevol personas, dins dita Ciutàt, è Vila, que designada serà, dins la qual aquells tendràn arrest, segons forma de la obligaciò per los demùnt dits, ab Sagrament, è Homenatge, è altres penes, prestada, seus que en persona, bens, servidors, è altres coses predites, nol puixa esser fet dan, impediment, vexaciò, ni molestia alguna per nostra Magestàt, Officials nostres, ne altres persones, constituhint aquells, ab lo present Guiatge, en nostra Protecciò, è Salvaguarda Reyal, lo qual Guiatge volém esser irrevocable, è durador per tot lo temps de la vida dels demunt dits, en axi que aquells, ni alguns de aquells no puguen esser punits, castigàts, vexàts, ne molestàts, en manera alguna, per crims, excessos, ò delictes, fins à la present jornada, per aquells, ò algù dels perpetràts, sis vol dits crims sien civils, ò criminals, ù de lesa Magestàt, del primer cap, fins à la infimo, ò altres de qualsevol natura, o pena sien. E si per avant convenia a quells, ò algù dells delinquir, ò perpetrar crim algù, pus no sia infracciò de la predita Seguretàt, ò arrest, per la comissiò, o perpetraciò de tal crim, no puixa esser punit dels crims passats, sino de aquells que per avant se perpetraràn, segons la qualitàt del crim, ò crims perpetradors, per los quals lo present Guiatge, no sie violàt, sus sempre rest en la força, è valor; de manera, que lo present Guiatge, no puixa, ni sia vist violàt, sino tantsolament per infracciò de la demùnt dita Seguretàt, è arrest, en persona de aquell, ò aquells, qui romprien dita seguretàt, è arrest, en lo qual cas de rompiment de dit arrest aquell, ò aquells quil rompràn, sien pribàts del perdó atorgàt per sa Magestàt, e del present Guiatge, non obstànt qualsevols Leys, Capitols, Constitucions, Drets, Pragmatiques, è Costums dictants, ò fahents en contrari, les quals en quant facen, ò sien vist fer, è obviar al present nostre Guiatge, revocàm, è anullàm, e per revocades, è nulles haver volèm, supplints de nostra plenitut de potestàt, tots, è qualsevol defectes, que de dret, ò de fet, trobàr, ò allegàr se poguessen, contra les coses demùnt dites, è observaciò del dit Guiatge: juràntsobre los Sants Quatre Evangelis, per nostres Mans corporalment tocàts, que lo present Guiatge, tendrèm irrevocablement, è observarèm, tenir, è observàr farèm fermament. Volent expressament, que quant los servidors dels demùnt dits, ò algù dells volràn exir fora de la Ciutàt, ò Vila, hon staràn arrestàts, hayen ans de partir, notificàr llur partida al Official, è persona aqui los dits Arrestàts se hauràn presentàr, segons forma de la dita obligaciò notificada, la qual puixen liberament anàr á negociàr, per totes les Terres, è Regnes nostres, per havèr, è portàr al dits Arrestàts, lo que mester hauràn, per llur vivre, è vestir. E mes volèm, que si per ventura en la Vila, ò Ciutàt on aquells staràn, haurà en algun temps pestilencia, è mudarèm aquells en altre Ciutàt, ò Vila, sien segurs, è guiàts los demùnt dits, en la forma, e manera, que estaràn guiàts en la dita Vila, o Ciutàt por nostra Magestàt nomenadora. Manànt à tots, è qualsevol Officials nostres, axi Majors, com Menors, en nostres Regnes, è Terres constituhits, è constituhidors, à quis pertangue, è altres qualsevol persones, dihèm, encarregàm, è manàm stretament, sots obtenciò de nostra Gracia, è Amor, è incorriment de la Ira, è indignaciò nostra, è pena de privaciò de Offici, y de vint milia Ducàts à nostres Cofrens aplicadors, è altres penes al albitre nostre reservades, que lo present nostre Guiatge, è altres coses demùnt expressades, segons lur serie, è tenor, tenguen, è observen, tenir, è observar façen, è no hi contravenguen per causa, ò rahò alguna, si les penes demùnt dites volen evitàr. En testimoni de lesquals coses havèm manàt expedir la present, ab lo nostre Segell Comù en lo dos Sagellàt. Dada en la Ciutàt de Barchenona, à dos dies del mes de setembre, en lany de la Nativitàt de nostre Señor, mil quatrecents LXXVIII.

REX JOANNES.

Dominus Rex, lecta sibi prius, mandavit mihi Jacobo Ferrer, in cuius posse iuravit, et viderunt eam Vicecancellarius, Generalis Thesaurarius, et Rosell, pro Conservatore.

LXXVI*.

Istruzioni date dal Re Don Giovanni II di Aragona a Mosen *Giuliano sulle cautele ch'egli dovea adoperare nella custodia di Don Leonardo D'Alagon già marchese di Oristano e conte di Goceano, dei di lui figli e fratelli, e di Don Francesco De Sena già visconte di Sanluri, i quali erano relegati nella città di Xativa nel regno di Valenza.*

(1478. — 5 settembre).

Dai Regii Archivi di Barcellona, *Registr. Sigilli Secreti Curiae*, 1, ab an. MCCCCLXXVIII ad an. MCCCCLXXIX, fol. 5.

INSTRUCCIONS

e MEMORIAL, *deço, que Mosen Julià, ab los altres, que en companya la Magestat del Señor Rey li dona ha fer, cerca la guarda de Don Leonardo Dalagon, Don Joan de Sena, è dells fills, è germans del dit Don Leonardo, que entre tots, son set, è dehuyt serviders, que la dita Magestat, es contenta tingan* (1).

(1) Dalle presenti ISTRUZIONI si ricava quanti fossero i sospetti e i timori del vecchio Re di Aragona, e come perciò egli restringesse soverchiamente la libertà degl'illustri prigionieri che la fortuna più che il dritto avea messo in sue mani, e le minute e vessatorie cautele con le quali ordinava che fossero custoditi. Queste cautele erano più particolarmente inculcate per Don Leonardo Di Alagon già marchese di Oristano, il quale non potea nè dovea muover passo senza essere accompagnato dal suo carceriere *Mosen Julià* con la sequela delle sue guardie; e tanta era l'asprezza che si usava contro di lui, che gli si permettea bensì di dormire nella stessa camera con uno dei suoi figli, ma s'imponeva ad un tempo al carceriere *Julià* che nella camera medesima ponesse il proprio letto e vi dormisse. Ed era un Sovrano che discendeva a tanta bassezza!... Da queste medesime ISTRUZIONI veniamo ancora a sapere che dapprincipio la famiglia dei D'Alagon e il De Sena furono rinchiusi a titolo di carcere nel palazzo patriarcale di Xativa; ma dai molti documenti che qui appresso facciamo di pubblica ragione è provato incontestabilmente che poi furono tutti rinchiusi nel castello reale dello stesso nome. Da questo duro carcere uscirono poi in anni diversi i figli e i fratelli dell'infelice marchese di

Digitized by Google

Primerament, darà al Reverendissimo Patriarcha la letra, qui de sa Magestat li porta, ab la qual li comana principalment la custodia de la Ciutat, y de la Pabordia, è li prega, li dexe, com es certa sa Magestat li dexarà, la Casa, o Palau seu, pus ell noy habita, en la qual se aposentaràn los dits Don Leonardo, y son fills, è germans, y lo dit Don Ioan à soles, sens los servidors, è lo dit Mosen Iulià, è los de sa companya.

Item: Lo dit Mosen Julià ordenarà guarda cada nit, la que li parega millor en la dita casa, ò Palau Archiepiscopal.

Item: Darà les letres, que sen porta del dit Senyor, per als Veguers, Consols an Molgosa, è an Arlamban, que li donen tot consell, favor, è ajuda, è darà orde, è fará, que, com sa Magestat mana, se tanquen tots los Portals, excepto lo que està prop lo Castell Real, axi que de nit, ni de dia, negu no puga entrar, ni exir, sino per aquell.

Item: Lo dit Mosen Julià haja continuament dormir de nit, ab los que li parrà de la companya, que sa Excelencia li dona, en la cambra hon dormirà lo dit Don Leonardo, per guarda de aquell, la qual en la dita cambra no puga metre de nit per dormir, sino un fil, ò germà, o servidor.

Item: que tota hora, que lo dit Don Leonardo voldrà exir de la dita Casa, ò à soles, ò ab alguns dels altres, ò tots, lo dit Mosen Julià haja anar ab ell, ab la companya, que li semblarà, per hon voldràn, dins la Ciutàt; empero, si qualsevol dels altres, voldràn exir, sia en libertat del dit Mosen Julià de anar ab ells, ò darlos la companya, que li semblarà.

Item: Lo dit Mosen Julià no darà empaig, ò torb, al dit Don Leonardo, ne als altres, ans lo permetrà, com ho vollen, parlar entre sì mateixos, è à part, è ab qui voldràn, pus no sia gent suspitosa, è en molt nombre.

Item: Lo dit Mosen Julià no permetrà, que negu dels Principals dormia fora la dita Casa.

Item: Dirà al dits Officials, ò Consols, en virtud de la creenza, ques adrenen entre sì, è se partesquen guarda de nit, per la Ciutat.

Item: Vol lo dit Senyor, que negu dels dits servidors, no puga exir de la Ciutat, sens licencia del dit Mosen Iulià, è bollati seu, per lo qual aparega als Portalers, qui staràn en guarda del dit Portal, de la dita licencia.

Les altres coses remet lo dit Señor à la discreciò, è bon arbitre del dit Mosen Julià.

Item: Per quant los demùnt dits, Don Leonardo, sos fills, y Germans, è Don Joan de Sena, se han representar al dit Mosen Julià, cascuna semana dos dies, ço lo Diumenge, è lo Dijous, lo dit Mosen Julià pararà siaent en los dits dies, ques faça dita representaciò, par tots los predits, car altrament romprien aquells lo jurament, è homenatge, que han prestat.

Expeditae Barchinonae, die quinto mensis Septembris, anno a nativitate Domini M.CCCC.LXXVIII.

Rex Joannes.

Galcerandus Bertrandus.

Oristano, e anche il visconte di Sanluri, non però il detto marchese Leonardo D'Alagon, il quale vi morì nel 1490, vittima d'immeritata sventura e d'iniqua cattività. (Ved. Tola, Oper. e luog. cit.).

LXXVII*.

Bernardo di Villamarì ammiraglio della flotta Aragonese scrive al Podestà e agli Anziani della terra di Bonifacio in Corsica, dolendosi che contro il dritto delle genti essi avessero violato il salvocondotto accordato a Giovanni Peralta inviato colà da lui, lo avessero messo a morte, spogliandolo prima di una fusta armata carica di mercanzie; che dippiù avessero occupato per forza le due castella di Nunza *e di* Erbalonga *spettanti al Re di Aragona, contro la tregua firmata tra detto Re e i Genovesi; e perciò chiede la rifazione dei danni e delle ingiurie, la restituzione, dentro un mese, di dette castella, fusta e mercanzie, e li eccita a rispondergli fra quindici giorni, o di rispondere, entro lo stesso termine, al vicerè di* Sardegna.

(1480. — 4 giugno).

Dagli Archivi della Banca di S. Giorgio in Genova (Originale).

Magnificis viris amicis nostris carissimis potestati antianis et hominibus vile Bonifacii.

Magnifici viri amici carissimi salutem. Questi dij passati essendo pervenuto ad nostra noticia che essendo arivato da queste vostre parte lo magnifico quondam Johanni de peralta tempore quo vivebat cum una soa fusta per fei fu guidato et assecurato et requesto andasse da soi in terra per comunicare de alcune cosse quale confidando de la fe et salvo conducto per voi ad luy dato deseize in terra et non havendo vuj respecto a la dicta fe data et salvo conducto lo prendestene et anco la fusta dezarmando quella et togiando tuta la roba de valuta circa ducati mille et que peius fasesseno certo modo violenter et iniuriose morire dicto Johanne et mala peioribus agregando tenendo la magestà de lo segnor rey de castella et de aragon nostro segnore in questo regno de corsica in la sua fidelità et obediencia doi castelli cio est Nunza et Erbalonga compreixi in la tregua tractata et fermata intra Janueixi et la dicta Magestà per mezo de lo S. Rey dun ferrando de napoli non contenti observare quella propria auctoritate manu armata vuy cum altri de lo dicto regno durante dicta tregua haveti assidiato dicti castelli et preixi in vostro podeire toglendo quelli de la hobediencia et fidelità de la dicta Magestà in grave dano et preiudicio de ipsa Magestà et soi subditi e anco de lo honore de ipsa Magestà: et volendo iuste et legitime procedere circa le cose necessarie per la indennità et honore de dicta maiestà et soi subditi et vassali per Nui foro requesti lo Illustre duce et Magnifici Anciani de la cità de genova duuseno restituire dicta fusta armata o lo valore de quella e anco la roba et similiter restituire dicti castelj impodeire di quelli che per dicta Magestà lo teniano fuo per quelli resposto che dicta fusta et roba fuo preiza per vui e anco morto dicto Johani sensa loro consciencia commissione et voluntà et anco per voi altri de corsica preizi dicti casteli non per loro commissione et voluntà. cuius rei causa benchè la morte de lo dicto Johani de peralta ne anco la iniuria non se posse extimare nientemeno nomine et per parte

Digitized by Google

de la dicta Magestà vi requerimo che in termine de uno meize dala data de la prezente in antea numerando debiati haveire restitovito in nostre mani mandatà in largori *(Largueri?)* la dicta fusta armata como stava in lo tempo che la disarmasino et anco integramenti la roba in quella preiza o lo valore de dicta fusta como stava et dicta roba et similiter infra lo dicto termine voi como principali de dicto regno cum li altri debian haver restituito dicti castelli de nunza et erbalonga cum tute le robe municione artagerie che in quelli erano in poter de quelle persone che li teniano a la fedelità et obedientia de la dicta maiestà. Altrimenti ex nunc pro ut ex tunc protestamo contra de voi et tuti altri a cui apartenesse de speize dani et interessi passis et paciendis per dicta Maiestà et soi subditj et vassali et anco de qualsivoglia iniuria danj aut altra cosa che per noj et altri vassali de dicta Maiestà facti et da fare ad voi et altri corsi per culpa et difecto vostro che haveti rocta dicta fe donata a lo dicto Johanni de peralta et ad tale che do ciò non possiati alegare ignorantia ve havemo facta la presente et mandata per messer Johanni antonio de cataihola vostro cittadino de la quale havemo tenuto copia requirendovi expresse in termine de iornj quindeci da poi la datta de la presente debiati de ciò haveire reposto a noi o al vicè re de sardigna in sardigna a tale che noi debitamenti possamo provedeire al necessario. altrimenti passati dicti iornj quindeci non havendo vostra risposta provederemo secondo ne pareirà per satisfacione de lo honore et servicio de la dicta Maiestà. Ex triremibus nostris prope terram Bonifacii iij iunij MCCCCLXXX (1).

Presti a lo honor vostro

Bernardus de vilamarj.

Bernardus boyl	Guillermus de Callar
regius commissarius.	regius commissarius.

LXXVIII*.

Processo istruito da Giovanni Battista da Croce Podestà, *e da Cristoforo D'Oria* Commissario *della repubblica di Genova in Bonifacio di Corsica contro Leonardo Stefano Catalano di Barcellona, abitante in Alghero di Sardegna, per le segrete trame da lui ordite con altri congiurati onde porre per tradimento in potere del Re di Castiglia e di Aragona la detta terra e castello di Bonifacio; e ciò per incarico avutone dal Vicerè di Sardegna, e da Bernardo Villamarì, ammiraglio della flotta Aragonese, e dietro accordo coi medesimi; col complemento della sentenza che condannò il detto Leonardo Stefano alla pena capitale.*

(1) Giovanni Peralta, della di cui uccisione si lagna l'ammiraglio Villamarì nella presente lettera, era andato a Bonifacio con una fusta armata carica di merci, sotto colore di affari particolari; ma in realtà vi era stato spedito dal vicerè di Sardegna per alimentare la congiura che colà si ordiva già da qualche anno avanti (ved. sopr. CART. n.° XXXVIII*) onde far cadere per tradimento in potere del Re di Aragona quella terra e castello spettante ai Genovesi, come si ricava dal processo fatto in quest'anno medesimo 1480 contro Leonardo Stefano abitante di Alghero (in Sardegna) e contro Iacopo Mancoso vescovo di Aiaccio. (Ved. le CART. seguenti dal n.° LXXVIII* fino al n.° LXXXVI*, e la CART. n.° LXXXIX*).

(1840. — dal 23 al 28 giugno).

Dagli Archivi della BANCA DI S. GIORGIO in Genova
(Quaderno Cartaceo originale).

PROCESSUS

contra Leonardum Steffanum cathalanum de Barchinonia habitatorem Algurii.

✝ MCCCCLXXX dies veneris XXIIJ Junii in terciis ad Bancum Juris.

Hec est quedam inquixitio et titulus inquixitionis que fit et fieri intenditur per spectabiles dominos Iohannem Baptistam de cruce potestatem et Christofforum de auria commissarium Bonifacii ex eorum officio.

Contra et adversus Leonardum Steffanum catalanum de Barchinonia habitatorem Ville Algurii tanquam nuncium do tradendo oppidum Bonifacii in foroiam et dominium Regis castelle et aragonum.

In eo et super eo quod dictus Leonardus iussu et mandato illustris domini Viceregis Sardinee et magnifici domini mons. Boyl commissarii regii in triremibus domini Bernardi Villamarj capitanei regii animo et intencione tradendi castrum Bonifacii in manibus dictorum domini viceregis et commissarii et ponendi illud in posse et dominio serenissimi Regis castelle et aragonum contra honorem et decus status Magnificorum dominorum protectorum comperarum Sancti Georgii excelsi communis Ianue ac contra voluntatem et noticiam prefatorum dominorum potestatis et commissarii Bonifacii ac contra voluntatem et scienciam fidelissimorum burgensium et habitatorum Bonifacii.

Qui quidem Leonardus admonitus et requisitus mandato prefatorum dominorum potestatis et commissarii presentium quatenus dicat et declaret factum et seriem huius proditionis dixit et manifestavit in omnibus ut infra.

Et primo dixit et vere manifestavit in presentia prefatorum dominorum potestatis et commissarii ac notarii infrascripti quod ipse Leonardus de anno presenti de mense aprilis venit in Bonifacio ad persuaxionem cuiusdam presbiteri vinciguerre corsi locutus fuit domino episcopo adiacensi in eius domo et sibi domino episcopo dixit si posset optare quod castrum Bonifacii perveniret in dominium et manus domini Viceregis Sardinee quod ex tali facto multum proficeret ipsi domino episcopo et quod ipse dominus episcopus acquireret maximam graciam et honorem a dicto domino vicerege et hoc gratissimum esset serenissimo Regi Castelle et tunc dictus episcopus respondit ipsi Leonardo quod in hoc volebat prius cogitare et postea responderet ipsi Leonardo et deinde ad dies tres vel quatuor ipse Leonardus iterum locutus fuit cum dicto domino episcopo et sibi dixit quid cogitamur in hoc facto et qualem responsionem daret ipsi Leonardo et tunc dictus dominus episcopus respondit quod habebat in Bonifacio tot adherentes et . . . . . (1) attinentes et semper et quandocumque accederet in Bonifacio tanta quantitas hominum quanta videretur ipsi Leonardo et seu dicto domino viceregi quod ipse dominus episcopus teneret talem modum quod res huiusmodi predictum sortiretur effectum. et ultra

(1) Qui vi è nell'originale una parola corrosa.

Digitized by Google

dictus dominus episcopus dixit quod de hoc volebat loqui cum duobus suis propinquis quos tunc vocari fecit ut illuc venirent. quos dictus dominus episcopus seorsum vocavit ab ipso Leonardo et iverunt in talamum dicti domini episcopi in quo simul locuti fuerunt. et postea dicti propinqui recesserunt. et deinde dictus dominus episcopus dixit ipsi Leonardo quod locutus fuerat cum dictis duobus suis propinquis. qui responderunt quod credebat quod essent contenti et attenderent huic facto. et sic intellectis predictis ipse Leonardus recessit et ivit in Sassaro et locutus fuit domino viceregi qui huic operi multum attendebat. et etiam ipse Leonardus de hoc facto locutus fuit Adano de avatucio bonifacino tunc existente in Alguerio qui Adanus etiam attendebat huic facto et dixit ipsi Leonardo quod ipse Adanus aut metu aut amore aut alio modo caperet vel interficeret custodes turris tarsinarie Bonifatii et postea cum scafis possent poni tot homines intus Bonifacium quot viderentur esse sufficientes ad capiendum tunc Bonifatium. et de his omnibus verbis ipse Leonardus locutus fuit cum dicto domino vicerege. et postea ipse Leonardus redivit in Bonifacium cum gregorio polla habitatore Aguliastri Insule Sardinee et ipse Leonardus persuaxit dicto gregorio ut loqueretur cum dicto domino episcopo. et sic dictus gregorius ivit ad loquendum cum dicto domino episcopo. et deinde ipse Leonardus ivit etiam ad loquendum cum dicto domino episcopo absente dicto gregorio. qui dominus episcopus dixit ipsi Leonardo quod locutus fuerat de hoc tractatu cum dicto gregorio. sed quod dictus gregorius nolebat attendere huic tractatui nisi in potestatem haberet aliquas triremes sub potestate sua et quod aliter nolebat de hoc se impedire. tamen dictus dominus episcopus dixit ipsi Leonardo quod ad aptandum hunc tractatum et ad tradendum oppidum Bonifatii cogitaverat hunc modum. videlicet quod volebat vocari facere burgenses Bonifacii videlicet illos qui essent cum litteris domini Ioannis de cataihollo et eis dicere hec verba. vos videtis quod dominus Iohannes de cataihollo vobis vult dominare et vos supeditare. sed ego cogitavi unum remedium quod sibi dominabimini et eum supeditabitis tenendo hunc modum. videlicet quod mittatur legatum unum Magnifico Officio Sancti Georgii qui exponat coram dicto Magnifico Officio qualiter estis in maxima egestate et etiam amplius non habetis nec iocalia nec argentum nec perlas nec alia bona mobilia ex quibus possitis vitam substentare et hoc processit propter catalanos qui continue vos destrusserunt et destruent. quare necesse est dicto Magnifico Officio provvidere rebus et necessitatibus vestris et quod det vobis remedium aut vobis solvat pretia vestrarum domorum et possessionum. et quod alioquin cogitaremini de remedio vestro et de modo vivendi. et quod ipse dominus episcopus erat certus quod prefatum Magnificum Officium non provideret nec solveret pretia dictarum domorum et possessionum. et quod tunc dictus dominus episcopus nottificaret ipsis burgensibus contrariis dicti domini Iohannis: nos possumus habere bonum pretium cum catalanis. et sic res sortiretur effectum. et post predicta ipse Leonardus recessit de Bonifacio et hec omnia manifestavit dicto domino viceregi qui sibi dixit quod bene fecerat et quod ipse dominus vicerex cogitaverat duos modos in habendo castrum Bonifatii. videlicet. primum nominatum per dictum Adanum aut quod mitterentur caravelle due armate vel balliverii cum aliquibus victualibus sub vellamine cursus et quando essent hic in Bonifatio et in sero dormire facerent intus Bonifatium usque homines $^{ti}_{xx}$ cum licentia domini potestatis et postea in ipsa nocte ponerentur ultra homines $^{ti}_{ccc}$ vel $^{ti}_{cccc}$ in hospicio domini Iohannis de cataiholo quod est in littore maris Bonifatii. et in mane sequenti quando apperiretur hostium Bonifatii illi viginti qui remansissent in Bonifatio essent in platea porte Bonifatii deambulantes in tabernis et in platea. et statim venirent ex illis caravellarum paulatim usque in viginti. et cum essent in platea porte ibi se fortificarent et darent signum et clamorem illis qui essent in dicto hospicio et accederent festinanter in Bonifatio et sic res bene succederet et haberet effectum maxime habendo manum et tractatum eum dicto domino episcopo et suis adherentibus. Sed quot nunc aderat hic in Bonifatio Commissarius (1) cum stipendiatis pro Magnifico Officio Sancti Georgii qui faciebant bonas custodias et vigilias non videbatur ipsi domino viceregi quod esset tutum facere similem tractatum donec recessisset dictus dominus Commissarius cum suis stipendiatis et post recessum dicti Commissarii predicta fierent. tamen dictus dominus vicerex remittebat omnia in dicto domino episcopo qui consuleret rem et modum prout sibi videretur et maxime si videretur ipsi domino episcopo quod nunc mitterentur triremes in Bonifatio vel in reditu. earum de Sicilia et quod ipse dominus vicerex faceret et adimpleret omnia que consuleret ipse dominus episcopus. et de predictis omnibus dictus dominus vicerex in presentia et cum consilio dicti monss. Boyl regii commissarii fecit instructionem ipsi Leonardo manibus propriis quam scripsit in uno folio apapiri cum suco citroni adeo quod non apparebat in illa quicquod scriptum nisi poneretur ad ignem. in quo appapiro etiam erant scripte littere directe dicto domino episcopo de tractatu predicto et de modo capiendi hoc oppidum. in quibus litteris continebatur etiam quod serenissimus rex castelle fieri faceret ipsum dominum episcopum cardinalem et si suus episcopatus conferebat ducatos ducentum faceret quod conferret mille et ultra annuatim. quem apapirum ipse Leonardus quando primum captus fuit laceravit et sic laceratus recollectus fuit et positus ad calorem ignis que indicabat verba predicta que fuerunt lecta per prefatos dominos potestatem et commissarium. quas litteras tamen ipse Leonardus non presentavit dicto domino episcopo.

Item dixit et manifestavit dictus Leonardus quod dictus dominus Vicerex de huiusmodi tractatu locutus fuit cum dicto domino monss. Boyl commissario regio ac Stephano Polla et ipso Leonardo omnibus insimul. qui omnes attendebant ad hunc tractatum. et qui Stephanus adesse debebat in Bonifatio occasione presentis tractatus.

Item dixit et manifestavit dictus Leonardus quod in tractatu huiusmodi dictus dominus episcopus dixit ipsi Leonardo videlicet in principio verborum principaliter habitorum: quod si oppidum Bonifatii perveniret in dominium regis castelle suus episcopatus qui nunc conferebat ducatos ducentos conferret multo plus et usque in mille

(1) Cioè Cristoforo D'Oria.

Digitized by Google

Item quod dictus dominus episcopus excusando se dixit prefato domino commissario quod ipse dominus episcopus dedit repulsam dicto Leonardo et sibi dixit multa verba minatoria et quod de hoc tractatu nullum faceret amplius verbum ipsi domino episcopo.

Fuit dictus Leonardus interrogatus semel bis et ter per prefatum dominum commissarium in presentia notarii infrascripti ac domini Iohannis de cataiholo et Francisci de Brugnato et Barnabe de Cunio si verum erat quod dictus dominus episcopus dedisset unquam ipsi Leonardo repulsam vel sibi dixisset aliqua verba minatoria ut desisteret a dicto tractatu. Dixit et respondit dictus Leonardus hoc verum non esse ymo verum esse quod dictus dominus episcopus semper graciose prebuit audienciam ipsi Leonardo in predictis. Quam quidem manifestationem suprascriptam dictus Leonardus afirmavit et confessus fuit vera esse ipsa penes audita et vulgarizata per me notarium infrascriptum in presencia prefatorum dominorum potestatis et commissarii presenti die vigessima septima iunii martis in tercis.

Eadem martis XXVII iunii in terciis ad Bancum iuris dicte curie Bonifatii.

Dictus Leonardus constitutus coram prefatis spectabilibus dominis potestate et commissario et ancianis ac multitudine magna populi Bonifatii dixit et manifestavit omnia et singula infrascripta que fuerunt propalata absque nominacione aliquarum personarum per me notarium infrascriptum in presentia dicte multitudinis in audiencia dicti Leonardi presentis et confitentis in omnibus et per omnia prout infra. que quidem persone nominate in processu non fuerunt nominate in presentia dicte multitudinis pro bono respectu et pro non detegendo eas ad hoc ut ipse domini officiales possint procedere contra eas loco et tempore opportunis prout fuerit iuris.

Et primo dice et manifesta che la verità est che de lo anno presente de lo meize de aprile a persuaxione de uno nominato in lo processo. lo nomine de lo quale se tace per lo megio. ipso Leonardo a parlato ad uno etiam nominato in lo processo. lo nome de lo quale etiam se tace per lo megio. como se poteria tener modo et forma che lo castello de Bonifatio pervenisse in mano de lo serenissimo Rey de castello et de aragona. et lantora lo dicto nominato in lo processo li respoze che supra questo facto se volea prima apensare. et poi de li a iorni trei o sia quatro ipso Leonardo ritornò a parlare cum lo dicto nominato. in lo processo lo quale li dice che havia molte persone fidate come se nomina etiam in lo processo le quale seria in suo aiutorio. et semper che venissero quantità de gente catalana in questo loco quello tale nominato in lo processo teneria tale modo et via che questo tractato veniria a perfectione.

Item dice et manifesta che poi quello tale nominato in lo processo ebe parlamento cum altre persone de simile tractato. li quali li respozeno che attenderiano a questo facto secundo dice lo dicto nominato in lo processo a lo dicto Leonardo.

Item dice et manifesta che ipso Leonardo a portato qui in Bonifatio lettere et instructioni scripte per mano de lo Vicerey de Sardinea cum acro de citrone. le quale se adrisavano a lo dicto nominato in lo processo. in le quale se contenea lo ordine et la forma de lo ordine et de la forma ac modo de lo tractato ciò est de ordinare de dare in mano del Rey de castella questo loco de Bonifatio secondo che in lo processo de la corte se contene. lo quale a lo presente se tace per lo megio. le quale lettere tamen non a dato a lo dicto nominato ut supra.

Item dice et manifesta che de questa cosa lo Vicerey de Sardigna ha havuto parlamento cum lo magnifico Commissario reale lo quale se chiama monss. Boil in le galee de Villamarino. lo quale consentiva a questo tractato. et cum multe altre persone nominate in lo processo. lo nome de le quale se tace per lo megio.

Item dice lo dicto Leonardo seando domandato da li prefati domini podestà et commissario de Bonifatio se era vero che quella tale persona cum la quale se ordinava questo tractato havia dato repulsa vel denegato audiencia aut dicto parole minatorie vel caciato via ipso Leonardo digando che non se parlasse de simile cosa. lo dicto Leonardo a resposo et dicto in presentia ut supra che non est vero che quella tale persona mai desse repulsa vel denegasse audientia ad ipso Leonardo. anci quella tale persona nominata in lo processo semper adato graciosa audientia et risposta ad ipso Leonardo de tutto quello dicea circa questo tractato.

Eadem hora et loco paulo post.

Admonitus fuit personaliter per me notarium infrascriptum de mandato prefatorum dominorum potestatis et commissarii dictus Leonardus presens audiens et intelligens quatenus odie per totam diem debeat fecisse quascumque deffensiones voluerit in dicta causa. Aliter contra eum procederetur secundum formam iuris et ordinamentorum civitatis Janue.

Et hoc ex officio prefatorum dominorum potestatis et commissarii.

In nomine domini amen. Hec est quedam sententia corporalis et sententia condemnacionis corporalis facta et publicata per spectabiles dominos Iohannem baptistam de cruce potestatem et Cristofforum de auria commissarium oppidi Bonifatii in hoc publico parlamento sono campane et voce cornu ut moris est ad bancum curie Bonifatii. Contra et adversus Leonardum Steffanum catalanum de Barchinonia habitatorem Alguerii tanquam nuncium domini Viceregis Sardinee missum pro tradendo castrum Bonifatii. contra quem per prefatos dominos potestatem et commissarium processum fuit per viam inquixitionis cuius tenor talis est.

Hec est quedam inquixitio etc.

Visis igitur dicta inquixitione et confessionibus per dictum Leonardum coram prefatis dominis potestate et commissario factis ut in processu apparet. visa etiam alia publica manifestatione herina die facta in curia prefatorum dominorum potestatis et commissarii que etiam inferius legitur.

Dictus Leonardus constitutus coram prefatis etc.

Viso etiam termino statuto dicto Leonardo ad faciendum suas probationes et deffenciones iam elapso. et quum nihil opposuit et cum predicta omnia vera et verissima sint ut

Digitized by Google

constat publicis confessionibus spōte et publice factis per dictum Leonardum ut lacius in processu apparet.

Igitur prefati domini potestas et commissarius pro tribunali sedentes ad solitum iuris Bancum curie Bonifatii. sequendo et sequi volendo formam iuris et ordinamentorum civitatis Ianue. presentibus egregiis dominis ancianis Bonifatii. Christi nomine invocato etc.

Videlicet condemnant condemnaverunt et condemnatum esse pronuntiaverunt sententiaverunt et declaraverunt dictum Leonardum Steffanum conducendum esse et conduci debere ad locum campi romaneli et ibi furcis noviter pro ipso factis laqueo suspendatur ita ut anima a corpore separetur.

Comittendo presentis executionem cavaleriis ipsorum dominorum potestatis et commissarii qui refferant.

Et ita ut supra etc.

Lata etc. (1)

Et lecta et testata et publicata fuit presens suprascripta sententia per me Iohannem baptistam Parrisolam notarium et scribam curie Bonifatii in Bonifatio ad dictum curie Bancum anno dominice nativitatis MCCCCLXXX indictione XII secundum Ianue cursum. die mercurii XXVIII iunii in terciis. presentibus ipsis dominis ancianis nec non paulo de rolando de Bonifatio et Barnaba de cunio notario cive Ianue testibus vocatis specialiter atque rogatis.

Iohannes baptista parrisola notarius.

LXXIX*.

Bernardo Boyl commissario della flotta aragonese in Sardegna scrive da Sassari a Cristoforo D'Oria commissario della repubblica di Genova in Bonifacio, riclamando la pronta liberazione di Leonardo Stefano, il quale si era colà recato con lettere del Vicerè di Sardegna, e in qualità di suo legato, per trattare l'affare della preda fatta a Giovanni Peralta, e della di lui missione; il quale legato viceregio, con inaudita violazione del dritto delle genti, era stato barbaramente torturato onde strappargli per forza confessioni di cose immaginarie e immaginate dallo stesso D'Oria (1).

(1480. — 29 giugno).

Dagli Archivi della BANCA DI S. GIORGIO in Genova (autografo).

(A tergo) Magnifico et prestanti viro christoforo de auria commissario Bonifacii.

(Intus) Magnifice et prestans vir. Nequeo satis mirari quid vobis in animo sit: cum eos qui ad vos de pace acturos mittebamus inmanibus suppliciis afflicitis perinde ac si diu impune id laturi essetis. Misit namque superioribus diebus ille prorex (et quidem mea causa) istuc cum regiis litteris quendam cui leonardo stephano nomen est negocia illius biremis Iohannis de peralta acturum. eum vos captum et tortum sevissime non prius reliquisse quam sit fassus quitquid vobis in mentem venire potuit. In quo quidem non regem ipsum nostrum modo (quem nemo hactenus inpune lesit) verum etiam deum immortalem qui sanctas legatorum leges etiam inter teucros et ortodoxe fidey hostes intemeratas in hunc usque diem servari voluit: Quare si vobis si vestris popularibus consultum iri vultis; ipsum legatum ad nos quam primum dimitite incolumem. ne vestro et quidem magno incomodo discatis: quid habeat momenti potentissimi principis iram in istum populum concitasse: nam prestabat legatum. si minus negotia ipsa placebant. huc remittere. quam inviolatas huc usque legatorum leges pesum dare: et inplacabiles simul Regis tam potentissimi inimicitias in vos derivare: Valete. Ex oppido saceris XXVIIII iunii 1480.

B. boyl regie classis comissarius.

LXXX*.

Jacopo Mancoso vescovo di Ajaccio in Corsica scrive ai Protettori delle Compere *del* BANCO DI SAN GIORGIO *in Genova, dolendosi di essere stato carcerato dagli officiali della repubblica in Bonifacio per sospetto ch'egli avesse preso parte alla congiura ordita da Leonardo Stefano catalano dimorante in Alghero, d'ordine del vicerè di Sardegna, onde far consegnare per tradimento al re di Castiglia e di Aragona la terra e il castello di detto luogo di Bonifacio; protesta di essere innocente; anzi afferma di essere egli stesso che scoperse tale congiura per mezzo del prete Vinciguerra di Corsica.*

(1480. — 3 luglio).

Dagli Archivi della BANCA DI S. GIORGIO in Genova (autografo).

(1) Dagli atti del presente processo appare provato che una congiura era stata ordita tra Corsi, e anche Sardi, onde consegnare per tradimento al Re di Aragona la terra e il castello di Bonifacio che appartenevano all'Ufficio delle *Compere* di S. GIORGIO del Comune di Genova. Stava a capo di questa congiura il vicerè di Sardegna (che nel 1480 era Ximene Perez), Bernardo di Villamarì ammiraglio della flotta aragonese, e Bernardo Boyl commissario regio nella flotta medesima. Era stato mandato dapprima da Sardegna a Bonifacio Giovanni Peralta sotto pretesto di negozi particolari, ma in realtà per trattare co' congiurati. Fallito questo disegno per l'arresto e l'uccisione del Peralta, fu inviato Leonardo Stefano dimorante in Alghero con la qualità di Legato viceregio, onde riclamare dal podestà e commissario genovese in Bonifacio una giusta riparazione. Egli però avea ben altro e segreto incarico dal suddetto vicerè; e questo era di concertare col vescovo di Aiaccio (Iacopo Mancoso) i mezzi coi quali la congiura potesse recarsi ad effetto. Leonardo Stefano fu arrestato, si procedette contro di lui e contro il vescovo, e la trama fu scoperta con tutti i suoi particolari. Le lettere del vicerè al vescovo di Aiaccio e le istruzioni da lui date a Leonardo Stefano caddero in mani degli ufficiali della repubblica Genovese. Gli esami giudiziali e la *tortura* del vescovo e del legato viceregio fecero il resto. Al vescovo Iacopo Mancoso erano stati promessi mille scudi di annua rendita, mentre ne avea soli dugento dal suo vescovado. Partecipavano a questa congiura Giovanni Cattaiolo di Bonifacio (forse l'istesso *Cattaiolo* o *Cattazolo* cui scrivea nel 1460 l'arcivescovo di Sassari, o un qualche suo figlio o congiunto, ved. sopr. CART. n.° XXXVIII*), e il di lui genero Gregorio Polla, sardo, abitante nell'Ogliastra, oltre gli altri poi nominati dal vescovo di Aiaccio; e vi partecipava eziandio certo Adano di Avatuccio di Bonifacio, il quale si trovava in Alghero (Sardegna) dove abitava e avea domicilio Leonardo Stefano. Costui conduceva segretamente le pratiche col detto vescovo di Aiaccio per mezzo di un Prete Vinciguerra, e per tal fine era andato tre volte da Sardegna a Corsica, a cominciare dall'aprile del 1480. Nell'ultima volta però fu arrestato, processato e condannato a morte.

(1) La presente lettera forse non arrivò a tempo per salvare il legato viceregio Leonardo Stefano, il quale con sentenza del giorno antecedente (28 giugno 1480) era stato condannato in Bonifacio alla pena capitale dal podestà e dal commissario della repubblica di Genova, e dovea, secondo tale sentenza *furcis noviter pro ipso factis laqueo suspendi..... in campo Romaneli.* (Ved. sopr. CART. n.° LXXVIII*.)

Digitized by Google

(A tergo) Magnificis et potentissimis dominis dominis Protectoribus Comperarum sancti georgii Excelsi Communis Janue etc.

(Intus) Magnifici et potentissimi domini domini etc. Ile molti mesi non abiamo scripto a V. M. per non essere stato bisogno. Al presente acade como questi jorni passati essendo noy in lo loco de bonifacio ni fo avisato de Corsica et etiam dicto a bocha intendesimo cum bono modo che era uno ziamato prete vinciguerra corso el qual al presense demorava in bonifacio era stato in corsica et andava seminando paroli de volere avere hommi perch'era in certa trama de volere tradire bonifacio cum uno catalano. Noy abiando odito tali paroli abemo sospeto non li fossi de li homini de bonifacio in quelo trato parlemo cum dicto prete el quale sempre steti fermo a negare non era vero non obstante le grandi promise li faciamo de volere essere in soa compagnia videndo non poter fare nulla cum dicto prete abemo parlamento cum lo catalano lo quale may aviamo conosuto. disimo voliamo intrare in lo trato et che lo sapiamo et fecimoli de grandi promesioni quanto potemo et sapemo. steti asay avanti ne volese dire nulla. puro intendando le grande promesioni li aviamo fato. ne dise era contento cum questo lo tenisimo secreto. et alora ne dise de questo preto e che facia questo trato. e ne dise de molte cose che ne parea impenzese in aere. como se sia li voliamo trovare recapito. alora trovamo quatro de li principali de lo loco de bonifacio. l'uno da parte del altro et doy inseme dicendoli de questo prete et che non potiano parlare per la testa aviano rasa et che se guardazino perchè aviano inteso cosa che seriamo perse in leto et molti paroli largi como poterano intendere V. M. quando farano examinare diti testimonij. credendosi li providesino sia cum officiali sia cum altro modo. per che lo voliamo al presente noy proprio dire ali officiali e per che intendevamo alora li averia apicati e noi eramo irregulari. et ancora crediamo diti homini a chi lo aviamo dito meglio li providesino. o quello che più ne fece male fo che era lo tempo de le arecolture et convegni andasimo ne lo episcopato per recoglire et quello iorno eramo retornato fo preso dito catalano et non abemo tempo de dirlo. avisando V. M. che intendemo se non fossi stato noy may ni officiali ni persona aleuna ne averia avuto indicio per che continuamente credavimo de la suspecione de questi doi. Al presente li vostri officiali ne ano preso per che non ge lo manifestemo a essi e ne tenino resteto senza averni colpa ni raxone. che vadano examinando et se trovano cum verità che may altra cosa ni altri paroli abiamo dito cum persona niuna sia de bonifacio sia de altro loco voglemo avere la morte. si che pregamo V. M. voglane intendere lo vero et che ne siamo acomandato a la raxone et a la misericordia. Ex bonifacio die nj iulii 1480.

Et M. V.

Jacobus episcopus adiacensis.

Como pono intende V. M. che si avesemo voluto dare audiencia a tale cosa non lo averiamo dito a quelli ni a tuti cum chi parlavamo che queli doi stavano male in bonifacio cum paroli tanti largisimi che ne parea essere satisfato et la audiencia larga li aviamo data non fo salvo per lo sospeto che non li fossi homini de la terra.

LXXXI*.

Balla conferita dai protettori delle Compere *della* Banca di San Giorgio *in Genova al capitano della terra e castello di Bonifacio in Corsica, per proseguire le indagini e il processo sulla congiura ordita da Leonardo Stefano catalano, dal vescovo di Ajaccio, ed altri Corsi e Sardi, onde far cadere per tradimento detta terra e castello in potere del Re di Castiglia e di Aragona, e per assicurare con le genti d'arme già spedite, e le nuove che si spedivano la possessione e tranquillità di quel luogo alla repubblica di Genova.*

(1480. — 28 luglio).

Dagli Archivi della Banca di S. Giorgio in Genova (Registro cartac. *Diversorum Cancellariae*, an. 1477 ad 1480 fol. 63, 64).

Balia super provisionibus Bonifacii.

✠ MCCCCLXXX die veneris XXVIII[a] iulii.

Cum in camera maiore palacii Comperarum sancti Georgii congregati essent magnifici domini protectores earundem Comperarum annorum LXXVIII.[i] LXXVIII.[i] LXVII.[i] ac XXXXIII.[ii] civesque Comperarum participes viginti ex prestantioribus civitatis qui affluerunt ex maiori numero citato: atque insuper spectati et clari legum doctores domini Hector de Flisco et Franciscus Sophia sapientes Comperarum. et quorum qui affluerunt nomina sunt hec.

Dominus Hector de Flisco
Dominus Franciscus Sophia } sapientes Comperarum

Ex officio anni MCCCCLXXVIII.[i]

Dominus Paulus Maruffus prior
Johannes petrus de vivaldis
Petrus paulus de Marinis et
Franciscus lomellinus qm. T.

Ex officio anni MCCCCLXXVII.[i]

Raphael de Andoria
Bartholameus Calvus
Gregorius de Cassano et
Bartholameus de Maiollo.

Ex predicto officio anni LXXVIII.[i] preter suprascriptos interfuerunt infrascripti.

Jacobus de Amigdola
Johannes de sancto salvatore et
Anfreonus spinula.

Ex officio anni MCCCCLXXVII.[i]

Dominus Julianus Salvaigus prior
Ambrosius Spinula

Digitized by Google

Christoforus de Salvo
Galeacius de Levanto et
Filippus de Goano.

Ex officio anni MCCCCXXXIIII^ti

Johannes de Invrea
Antonius Spinula
Jacobus stella
Filippus de Nigro et
Jeronimus de Grimaldis ceba.

Ex citatis vero

Franciscus Scalia.
Johannes Baptista de Grimaldis.
Johannes rensus de Cabella
Antonius de Casanova
Raphael Justinianus qm. F.
Ambrosius de Marinis.
Moruel Cigalla
Benedictus Italianus
Lazarus de Auria
Christoforus de Davania
Acelinus Salvaigus
Dominicus de prementorio
Johannes franciscus Spinula
Johannes augustinus de Goano
Julianus Doriatus
Christoforus de Auria
Augustinus de Oderico et
Baptista de passagio.

Quibus ita convocatis: mandato ipsorum dominorum protectorum per me Angelum Johannem (1) in medium lecta fuit. proposita tenoris infrascripti. videlicet.

Segnoi la raxon de la convocation vostra è questa. Como la più parte de voi sa: ultimamenti fue vensuo de non desiste: sed prosequire la impresa de Bonifacio: perciò che altramenti pareiva de le coses de quello loco actum esse. In observation de lo qua consegio et de altri facti per avanti: noi vivamenti habiamo spaihao la expedition ordenà per quello loco la qua deo duce e zointa a salvamento e presto: et per quello habiamo da lo nostro Capitaneo (2) pare che ognuno et maxime la gente minuta per demonstrasione extrinseca la habiano veduta volontera. Avanti la instrata de essa expeditione se est preso suplicio de lo Catalano principale conductore de lo tradimento: contra del quale se est formato uno processo iuridichamenti: per lo quale ha accusato lo Episcopo de Adiacio solo et principalmenti: vero est in lo processo se contiene como dicto Episcopo quello tractava ha conferto cum doi soi parenti signanter non nominati in lo processo: sed noi per le coniecture et inditii habiamo sono luno Valentino da Bobio alias contumace et inobediente a le citatione li fuono facte per soi demeriti da li nostri precessori: l'altro est Perrino de lo Robo.

(1) Cioè Angelo Giovanni di Compiano altro dei cancellieri delle Compere.

(2) Il capitano di Bonifacio era allora Antonio di Montaldo.

His peractis est venuto Christoforo de Auria olim commissario et ha conducto dicto Episcopo et consignato in la Rocha de Lerexe sotto bona custodia: lo quale per li ordini de la Ihexia non seandone permisso de tormentarlo: habiamo spaihato uno fante sabbato seira cum litteris ad Summum Pontificem et altri prelati habiamo iudicato poterne dare favore per absolutione de quello se est commisso contra de lui et ultra per licentia et facultà de poterlo tormentare et intendere più avanti per raxone de li participi et complici layci: intendando noi lui essere la sacristia et lo archano de questo tradimento: et demum de darli lo ultimo suplicio: demeritis suis sic exigentibus: la resposta de le quale lettere aspectiamo da lo summo pontifice infra decem aut XII.^ci iorni ad tardius: Et a ciò che intendiati bene tuto per potere bene consigliare ogni cosa. in lo tractato de lo Capitaneo commissemo che la prima executione dovesse fare insieme cum la potestà et commissario fosse havendo loro inditii sufficienti de prendere dicto valentino et ultra francisco de forestano per suspicione legiteme se hano contra dicto francisco fera de lo dicto tractato pur pertinente ad asai consimile delicto: et etiam Bartholomeo de Restoro per sparlatare con tale incarrieho de lo stato de mala natura: et demum ogni altro intendesseno vel per accusatione de li predicti: vel per altri sufficienti havere machinato contra de noi et de quello loco: contra li quali tam in specie quam in genere formasseno li processi et deinde statim ne avisasseno de quello havesseno trovato per fare raxone ad ogniune. Circa le quale executione non hano adimpito per loro inadvertentia la dicta commissione nostra: li respecti li habiano movuti a noi non satisfano nec hano satisfacto in nisuna parte: secundo ne ha riferto Christoforo de Auria a bocha. Item li habiamo commisso ne debiano avisare consulte se de quello loco sensa schandalo se potesseno cazare tuti li corsi et sardi ac ogni altro cognoscessemo fosse de mala natura habitanti in quello loco da anni vigisti citra. Item ne dovesseno avisare statim se in quello loco se potesse fare una fortessa: a la quale se potesse dare succorso per ogni caso per mare: quanto consteria: de quanta goardia bisogneria: et demum circa questo ultimo articulo la advisatione loro integramenti. Circa li quali do ultimi articoli se vi legerà le lettere di esso Capitaneo: a ciò che in quelli et così circa quello vi occorre da fare sopra de lo primo de la executione per noi commissa et per loro ancora non adimpita. Et demum sopra tuta la causa di questa materia ciascuno de voi possa porgere lo suo savio conseglio. Le extreme insolentie hano facte et fanno ogni iorno Bonifacini: como dare salviconductis et receptare corsali invitis officialibus. Deinde de comperare da essi corsali le robe preize de Jenoiesi: nec restituirle per comandamenti de essi officiali: et demum de essere inobedienti nedum a li officiali predicti sed quamque a noi cioè a li precessori nostri: cum gitare parole de pessima natura: avanti de aora: ciascuno de voi lo può avere inteso: in modo che spesa fiata è stato necessario farli de le provisione: in le quali se sono speisi de molti denari extraordinarii. Si che se ve dixe de tutto quello seguito et est seguito: a ciò più maturamenti ciascuno de voi possa meglio dicernere quello

Digitized by Google

li pare da fare in tuta questa raxone. Ilis igitur ita propositis et lectis prius litteris habitis ex Bonifacio a Capitaneo seorsum: et litteris comunibus ipsius Capitanei et potestatis: Cum multi sponte assurgentes et assurgere requisiti: variis verbis disserentes: in unam sententiam licet variis modis convenirent. Tandem compertum est sententiam nobilis Johannis petri de vivaldis ceteris preyaluisse: inventis omnibus carculis quadraginta novem albis nullo nigro. Ipse enim Johannes petrus in hunc modum locutus est: videlicet quando in priori convocatione obtentum fuit prosequi provisionem et expeditionem decretam pro Bonifacio ipse fuit ex his qui in contrarium sentiret: et qui opinaretur quod ipsa provisio sortiri non debuisset optimum effectum quem consecuta fuit. Nunc vero intelligens progressum optatum ipsius expeditionis laudat secundam sequi fortunam et coptum ipsum Bonifacii executioni mandari: Tamen quia nunc locus videtur in tuto: laudavit iterato et sine mora pro evellenda omni sospictione provisionis minus sufficientis ad ipsum locum mittere stipendiatos centum quinquaginta usque in ducentos arbitrio ipsorum magnificorum dominorum protectorum: ut postea ipsis mittendis coniunctis reliquis ipsum locum cum Capitaneo obtinentibus: reliqua omnia que dicto Capitaneo mandabuntur sine ulla suspictione provisionis minus valide vel minus sufficientis exeeutioni mandari possint. Interea vero laudavit expediri brigantinum qui nunc paratus dicitur ad proficiscendum cum litteris: cum quo ipsi magnifici protectores: quibus attribuatur et attributa esse intelligatur omnimoda potestas omnium rerum et executionum pertinentium ad dictam causam: committant et ordinent omnia et singula que eorum prudentiis ad salutem illius loci videbuntur necessaria ei magis opportuna. Adiciens preterea quod pecunie huic expeditioni necessarie depromantur per nunc mutuo: sic exigente celeritate necessitatis: et deinde quod ipsi domini protectores convocari faciant consilium minorem civium centum participum Comperarum: quod decernet et deliberabit viam et formam sub qua dicte pecunie ut supra erunt inveniende et depromende cum minori iactura Comperarum. Cum igitur hec prenominati Johannis petri sentencia ex numero carculorum quadraginta novem alborum: nullo nigro: ut supra comprobata fuisset: pro decreto habita est.

LXXXII*.

I protettori delle Compere *della* Banca di S. Giorgio *in Genova destinano per loro Commissarii Ettore di Fiesco e Francesco Sofia, dotteri in legge, e* Sapienti *delle* Compere *medesime, affinchè si trasferiscano al castello di Lerici onde continuare il processo sulla congiura di Bonifacio in Corsica, interrogare e torturare il vescovo di Ajaccio colà ditenuto, ed eseguire quanto fosse necessario pel compimento di detto processo, con assistenza però del vescovo di Brugnato stato per ciò specialmente delegato dal Papa con Breve del 30 luglio 1480.*

(1480. — 14 agosto).

Dagli Archivi della Banca di S. Giorgio in Genova (Registro *Diversorum Cancellariae*, an. 1477 in 1480, car. 69 *recto*).

Electio *dominorum Sapientum Comperarum pro torquendo Episcopo Adiacensi.*

✠ mccccIxxx die xiiii augusti.

Magnifici domini protectores Comperarum sancti georgii comunis Ianue in legitimo numero congregati: Cum accepissent litteras in forma brevis a Sanctitate domini nostri domini Sixti pape quarti datas Rome apud sanctum petrum sub anulo piscatoris die xxx iulii anni presentis quibus ipsis attributa est licentia et facultas deputandi commissarios seu ministros ad torquendum et examinandum Episcopum Adiacensem in Castro Ilicis propter proditionem per eum in loco Bonifacii perpetratam detentum: et veritas eiusmodi tractatus ab eo pro salute loci Bonifacii exigi possit: volentes igitur ad executionem predictam devenire: attendentes rem hanc maximi esse incomodi ad salutemque totius patrie pertinere: et eiusmodi causam aliquibus circumspectis et preditis viris committere qui exequantur cum assistentia Reverendi domini Episcopi Brugnatensis delecti in dicta causa per eandem Sanctitatem suam in observationem aliarum litterarum Sanctitatis sue in forma brevis ut supra datarum. Omni via iure modo et forma quibus melius et validius potuerunt et possunt: ac ex omni licentia et arbitrio ipsis ut supra quomodolibet attributis. Elegerunt et nominaverunt Commissarios et Executores suos ad premissa et circa ea et in dependentibus emergentibus et connexis ab eis: Spectatos et circumspectos ac claros iuris utriusque doctores dominos hectorem de flisco et franciscum sophiam Sapientes Comperarum: quibus tradi et consignari mandaverunt ambas dictas litteras apostolicas: committentes ipsis ut eque et convenienter ac ita et in predicta executione se gerant: ut merito ab omnibus valeant commendari: ac ut veritas ab ipso Episcopo proditore elici possit: quemadmodum ipse apostolice littere decernunt et ut predicta iuridice fieri queant. elegerunt et deputaverunt eiusmodi examinationi scribende et processui conficiendo viros egregios Andream de Cario et Ieronimum Lasagniam notarios: qui fideliter confessionem et ea que reserabit dictus Episcopus et processum totius cause conscribant: ut deinde processus clausus et sigillatus in autentica forma ad Sanctitatem domini nostri transmitti possit.

LXXXIII*.

Istruzioni date dai Protettori delle Compere di S. Giorgio *in Genova ai Commissari Ettore di Fiesco e Francesco Sofia per tutto ciò che dovessero fare nel processo contro il vescovo di Ajaccio per la congiura di Bonifacio in Corsica.*

(1480 — 16 agosto).

Dagli Archivi della Banca di S. Giorgio in Genova (Registro cartac. *Diversorum Cancellariae*).

Instructio *data spectabilibus dominis Hectori de flisco et Francisco sophie sapientibus comperarum missis ad castrum Ilicis.*

✠ mccccIxxx die xvi augusti.

Nos protectores Comperarum sancti georgii comunis

Digitized by Google

lanue etc. Committimus et in mandatis damus vobis spectatis et claris legum doctoribus dominis hectori de fisco et francisco sophie sapientibus Comperarum ea que dicentur inferius nunc nostro nomine ad castrum nostrum Ilicis in dei nomine profecturis.

Quemadmodum sciunt prudentie vestre ob deteotam proditionem quam Adiacensis Episcopus per longum dierum terminum in loco nostro Bonifacii texuerat et postremo per medium Leonardi Stephani catalani: qui facinoris penas luit: executioni mandabat: ipsum Episcopum capi et in arcem predictam deportari et custodiri fecimus: animo et intentione iusticia sic exigente: et pro salute potissimum loci predicti Bonifacii: ab ipso qui archana et totam seriem dicte proditionis habet in pectore: per viam torture veritatem elicendi et complices ac participes huiusmodi facinoris: tam eorum qui principaliter agebant et dicta labe involuti erant: quam omnium eorum qui proditionem sciebant nec ipsam detegebant: quorum crimina parem dicunt exigere punitionem: detegendi et manifestandi: ut nos complicibus ipsis et conscis patefactis: quandoquidem Episcopus ipse in tanta re solus manum suam verisimile non videtur imponeret locum ipsum nostrum Bonifacii nedum purgare sed salvare valeamus. Secus enim omnes sententiam dicunt de salute illius loci: qui tanti ponderis est et momenti actum esse.

Propterea de consilio prudentiarum vestrarum: dedimus litteras ad summum pontificem ex quibus ut viderunt ipse prudentie vestre secutum est quod Beatitudo sua nedum absolvit nos et omnes ministros nostros ac omnes illos qui se quomodolibet immiscuerint in captione dicti Episcopi et inde secuta: sed insuper nobis et ministris a nobis deputandis facultatem et licentiam prebuit ipsum Episcopum torquendi: et ab eo via torture veritatem proditionis elicendi: cum assistentia reverendi domini Episcopi Brugnatensis nomine Sanctitatis sue pro honore et cultu Sancte Romane Ecclesie: ut constat duabus litteris sanctitatis sue in forma brevis datis Rome sub die xxx iulii: quarum altere nobis diriguntur: relique vero reverendissimo domino Cardinali ianuensium et venerabilibus fratribus Aciensi et Brugnatensi Episcopis in solidum: cum clausula et unus eorum etc.: quas litteras eiusmodi Brevium his annexas invenient prudentie vestre.

Quam primum igitur deo duce locum Ilicis attigeritis: sublata mora poterint prudentie vestre ad executionem detectionis eiusmodi tractatus et proditionis cum dicto Episcopo devenire: et licet super ordine forma ac modis in predicta causa servandis a vobis instructionem et documentum ac normam sumus sumpturi: pro ut per nos super formandis instructione et interrogationibus ac aliis in dicta causa necessariis prudentiis vestris impositum fuit: ut processus confessionis dicti Episcopi in iuridica et autentica forma conficiendus in romana curia cavillari non possit: circa quod prudentias vestras enixissime oneramus: tamen pro forma et more servari solito breviter et succincte aliqua memorabimus.

Sepenumero in eiusmodi extremis casibus inveniuntur homines a quibus potius adhortationibus vel ratione vel figmentis veritas depromitur quam coactione tormentorum eliciatur. Et ob id poterunt prudentie vestre a principio dictis mediis uti: affirmando quod cum officium nostrum seriosius et certo de summa ipsius rei sit informatum: tam per confessionem catalani: cuius suplicium sumptum fuit quam per instructionem Illustris Viceregis Sardinee succo citruleo conscriptam: in qua signanter et specifice ipse episcopus est nominatus: quam etiam per confessiones aliquorum quos propterea detentos esse affirmabitis in loco Bonifacii: tamen in omnem casum ab ipso veritatem et summam rei per seriem vel realiter vel per tormenta statuit intelligere: subiungendo quod si realiter omnia dilucidabit previdetis nullam aliam viam que magis officium nostrum inducere possit ad misericordiam inveniri posse.

Si vero his et aliis rationibus quas prudentie vestre longe melius ipsi Episcopo proponere poterunt: previderent non proficere: tunc si artes non sufficerent: pro ut credimus eiusmodi proditorum hominum moris esse: Spectabilitates vestre poterunt ad tormenta devenire: que prius et aspera et formidabilia ante conspectum suum institui mandabunt ad terrorem et formidinem suam antequam suam si utile videbitur ipsum alloquantur: et inter reliqua memoramus ut funis tormenti asperior appareret aptaretur in summitate turris ut inde lapsus altior videretur.

Et si prima vice diei tormentorum summam rei iudicio prudentiarum vestrarum integram vobis non reseraret: memorant aliqui eiusmodi tormentorum periti quod dimittendo ipsum per diem cum nocte infrigidari sine aptatione brachiorum procul dubio non expectaret secundam vicem quod omnia ex arcano pectoris prodiret.

Per processum Catalani vobis traditum ut viderunt prudentie vestre nominantur duo propinqui ipsius Episcopi: nomine eorum per ignorantiam Catalani non detecto: cum quibus sermonem et consultationem faciebat de his que dictus Catalanus secum agebat: nos ex aliis inditiis et relationibus nobis factis arbitramur alterum ipsorum propinquorum esse Valentinum de Bobio: hominem qui superioribus mensibus inobediens fuit et precepta precessorum nostrorum parvifecit: reliquum vero Petrum de lo robo: volumus igitur annitamini eum ut supra cogendo declaret quid consultabat cum illis et que verba superinde simul habuerunt.

Item cum quibus dicti loci idem Valentinus et petrinus se conferebant.

Item cum quibus aliis ipse Episcopus rem detexit seu consultavit.

Item qui erant illi qui scientiam habebant de dicto tractatu.

Item opera quorum confidebat quando venisset ad talem executionem posse uti.

Item qui sunt illi in dicto loco Bonifacii quos scit emulos et inimicos Status Magnifici Officii.

Item si Franciscus de Forestano sive Raphael eius nepos scientiam habebant de predictis: vel si cum eis vel eorum altero sermo per ipsum vel alias interpositas personas factus fuit.

Item quid sibi promissum fuit parte dicti domini viceregis Sardinee seu Serenissime Regie Maiestatis Castelle.

Item quid sperabat habere de predictis.

Item que fuit causa que ipsum induxit ad tractandum predicta.

Digitized by Google

Reliqua omnia et pariter ea que superius memoravimus relinquimus arbitrio prudentiarum vestrarum et accumine ingeniorum suorum: quas proculdubio confidimus longe melius et longe rectius fore executuras que nobis vel dicere vel memorare impromptu non esset: et a quibus ut diximus et in his et in aliis instructionem et normam sumeremus: verum quoniam locus ille Bonifacii tanti ponderis et momenti est quanti probe sciunt prudentie vestre voluimus potius memorationes suprascriptas incomposite ipsis memorare: quam sicco pede et sub silentio ipsas memorationes preterire. Quippe ea que ab ipso Episcopo deprometis non solum aspiciunt salutem illius loci: sed ex dependentibus huius patrie vestre: atque insuper expensarum notabilis summe propterea faciendarum utilem vel deperditum finem.

Oneramus preterea prudentias vestras ut deferatur iuramentum omnibus illis quos iudicaverint interesse debere dicte executioni nemine excluso non propalandi verbum ex his que audient vel intelligent ex confessione dicti Episcopi: et ipsam confessionem si mare et venti non faverent spectabilitates vestras cito ad nos redire quanto citius fieri possit terrestri via ad nos fideliter transmittant: ut deinde que peragenda erunt hinc a nobis executioni mandari possint.

Insuper mittimus sub regimine vestro notarios duos: alterum videlicet Andream de Cario qui ut fama peritiam rerum ecclesiasticarum et romane curie habet: reliquum vero Ieronimum Lasagniam notarium nostrum in comperis pro societate et adiumento dicti Andree: cui Ieronimo dedimus pecunias, pro faciendis expensis Reverendo domino Episcopo Spectabilitatibus vestris et reliquis famulis a vobis conducendis.

Dedimus insuper vobis litteras nostras patentes quas potestati et castellano illius nostre arcis Ilicis reddi et presentari facietis ut accessus in arcem pro libito vobis prebeatur.

Preterea quia tempore ordinationis dicte proditionis Episcopus ipse pro maiori parte vitam egit extra locum Bonifacii: conveniens nobis visum est ut etiam interrogetur quid extra dictum locum sibi dictum et scriptum fuit super tali causa: et per quos et in quo loco: et quid ipse rescripsit.

Item quas litteras dedit et scripsit extra dictum locum Bonifacii: et quibus dominis et personis. Si dicto domino viceregi vel capitaneo triremium vel dicte Regie Maiestati aut aliis privatis personis: et que sunt ille tales persone signanter et nominatim.

Item quis fuit ille Bonifacinus qui fuit in triremibus Catalanorum et coloquium habuit cum capitaneo ipsarum vel commissario aut regis officialibus.

Item si scit quod quispiam alius Bonifacinus traetaret seorsum ab ipso Episcopo aut coloquium archanum haberet cum dictis catalanis: ex quo ipse Episcopus suspicaretur de tali materia sermonem haberi.

Angelus Iohannes de Compiano
notarius et dictorum Magnificorum dominorum
Protectorum cancellarius.

LXXXIV*.

Atti del processo e degl'interrogatorii e tormenti fatti subire nel castello di Lerici dai Commissari del Banco delle Compere di S. Giorgio *in Genova a Jacopo Mancoso vescovo di Aiaccio per la parte da lui presa con altri Corsi e Sardi nella congiura ordita, onde consegnare a tradimento la terra e il castello di Bonifacio al re di Castiglia e di Aragona.*

(1480. — 18 a 20 agosto).

Dagli Archivi della Banca di S. Giorgio in Genova
(*Minute* orig. del processo)

In nomine domini amen.

Anno a nativitate domini millesimo cccc octuagesimo indictione xii secundum Janue cursum die vero veneris decima octava mensis augusti in castro Illicis Lunensis et Sarzanensis diocesis districtusque magnificorum et prestantium dominorum protectorum Comperarum sancti georgii excelsi comunis Janue. videlicet in terracia sive logieta dicti castri Ilicis. quem locum domini commissarii etc. pro loco idoneo iuridico et competente ad infrascripta omnia et singula peragenda et exequenda prius eligerunt et deputaverunt ac eligunt et deputant.

Hec est quedam inquisitio et titulus inquisitionis que fit et fieri intenditur per reverendum in xp̄o patrem et dominum dominum antonium de valetari dei et apostolice sedis gratia episcopum brugnatensem et in hac parte commissarium apostolicum ad infrascripta a sede apostolica specialiter deputatum virtute litterarum apostolicarum in forma Brevis sanctissimi in xp̄o patris et domini nostri domini Sisti divina providentia pape quarti directarum reverendissimo in xp̄o patri et domino domino paulo tituli sancte anastaxie presbitero cardinali Januensi et ipsi reverendo domino Antonio episcopo Brugnatensi et etiam reverendo in xp̄o patri domino episcopo Aciensi cum clausula et cuilibet eorum in solidum datarum Rome apud sanctum petrum sub anulo piscatoris die xxx Julii mcccclxxx pontificatus sui anno nono: quarum tenor de verbo ad verbum sequitur et est talis.

A tergo.

Dilecto filio nostro paulo tituli sancte anestaxie presbitero cardinali Januensi: et venerabilibus fratribus Aciensi et Brugnatensi Episcopis et cuilibet eorum in solidum.

Intus vero.

Sixtus papa IIII.us

Dilecte filj noster et venerabiles fratres salutem et apostolicam benedictionem. Significaverunt nobis dilecti filii protectores officii sancti georgii Januensis. quod et ex litteris sui cardinalis et ex relatione venerabilis fratris urbani episcopi foroiuliensis referendarii nostri domestici intelleximus, in castro Bonifacii Insule Corsice detectam nuper esse proditionem quandam subordinatam opera potissimum (manca il resto) . . . . . .
. . . . . .
. . . . . .
. . . . . .

Digitized by Google

Seu per spectabiles et claros iuris utriusque doctores dominos hectorem de flius et franciscum sophiam sapientes comperarum sancti georgii excelsi comunis Janue et in hac parte Commissarios executores et delegatos a magnificis dominis protectoribus dictarum Comperarum habentibus ad hec auctoritatem et facultatem virtute aliarum litterarum prefati Sanctissimi domini nostri pape in forma brevis eisdem dirrectarum quarum tenor sequitur et est talis. (Manca).

. . . . . .
. . . . . .
. . . . . .
. . . . . .
. . . . . .

De commissione vero prenominatorum dominorum hectoris et francisci constat scriptura manu angeli iohannis de compiano notarii anno presenti die . . . . . *(manca)* cuius tenor talis est (V. il documento)

In presentia voluntate et consensu prenominati reverendi domini episcopi et delegati ut supra assistentis: ex eorum et utriusque ipsorum mero officio arbitrio auctoritate potestate et balia coniunctim et divisim: et omnibus meliori via et forma quibus melius et validius de iure fieri et esse potest.

Contra et adversus dominum Jacobum de manchoso de bonifacio Episcopum adiacensem ex opido bonifacij oriundum.

In eo de eo et super eo quod fama publica precedente et clamosa insinuatione referente non quidem a malivolis sed honestis et veridicis personis: non semel tantum sed sepe et sepius ad aures et noticiam tam prenominatorum magnificorum dominorum protectorum quam successive dictorum dominorum Antonii episcopi et hectoris ac francisci commissariorum ut supra: etiam per modum notorii pervenit auditu: Quod de anno presenti de mense aprilis seu alio tempore de quo verificabitur in processu: dictus dominus Jacobus Episcopus Adiacensis incepit tractare dolose et appensate ac malo animo quandam proditionem in opido Bonifatii Insule Corsice adversus prenominatos magnificos dominos protectores dominos dicti opidi bonifacii videlicet quia intendebat et tractabat dictus dominus Jacobus Episcopus prodere dictum opidum Bonifacii et traddere in manibus viceregis sardinee et domini Boil commissarii Serenissimi Regis castelle et aragonum etc. et sic effectualiter tractavit et ad actus prosimos proditionis devenit et maxime curando introducere clandestine in dictum opidum personas et inimicos et alia faciendo ad finem ut dicta proditio quantum in se erat suum sorteretur effectum videlicet . . . . . [1] tum opidum Bonifacii quod erat et est in posse et dominio prefatorum dominorum protectorum perveniret in posse alienigenarum personarum et specialiter in posse dictorum dominorum viceregis sardinee et commissarii: Et sic successive prosequutus est pertractando dictam proditionem tam cum quodam Leonardo catalano quam cum quibusdam aliis opidanis bonifacii et aliis personis.

Et predicta omnia fecit et pertractavit dictus dominus Jacobus episcopus contra voluntatem dictorum dominorum protectorum et contra iura comunia et municipalia civitatis Janue et ordinamenta dicti opidi bonifacii et contra formam sacrorum canonum in dedecusque sue episcopalis dignitatis et totius ordinis pontificalis et clericalis et dictorum dominorum protectorum ac participum comperarum predictarum ac universe reipublice Januensis patrie: perniciem et lexionem maximam ac scandalum plurimorum.

Super quibus omnibus et singulis emergentibus contingentibus dependentibus et connexis ab eis et prorsus extraneis: dicti domini Antonius Episcopus Hector et Franciscus commissarii et nominibus quibus supra inquirere intendunt diligentius veritatem et procedere contra dictum dominum Jacobum episcopum inquisitum et quemlibet repertum culpabilem omni meliori via modo et forma quibus melius de iure fieri et esse potest.

✠ Eisdem anno et die indictione ut supra hora xx prima vel circa in castro Illicis videlicet in terracia sive logieta dicti castri.

Supradictus Reverendus dominus Jacobus episcopus adiacensis superius inquisitus constitutus in iure et in presentia suprascriptorum reverendi domini Antonii episcopi brugnatensis et spectabilium dominorum hectoris et franeisci commissariorum ut supra pro tribunali sedentium in loco suprascripto quem supra eligerunt et eligunt ut eligunt ut supra. et admonitus per dictos dominos commissarios ut supra ut incontinenti respondeat et respondere debeat cum juramento supradicte inquisitioni contra eum ut supra formate. lecta sibi prius et vulgarizata supradicta inquisitione et contentis in ea per nos Andream de cario et Jeronimum Lasagniam notarios et scribas ad hec electos et deputatos per dictos magnificos dominos protectores ac per dictos dominos commissarios ut supra in presentia ac mandato ipsorum dominorum commissariorum ad ipsius domini Jacobi Episcopi inquisiti plenam intelligentiam. et delato sibi iuramento per prenominatos dominos commissarios de veritate dicendo. et qui iuravit in manibus dicti reverendi domini antonii episcopi commissarii ut supra in presentia et consensu dictorum dominorum hectoris et francisci commissariorum ut supra. respondendo dicte inquisitioni negat omnia et singula in ea fore vera. Dixit tamen et respondit multa prolixa verba in presentia dictorum dominorum commissariorum et nostrum notariorum predictorum.

Qui domini commissarii pro tribunali sedentes ut supra auditis et intellectis hujusmodi responsione per dictum dominum Jacobum episcopum inquisitum verbo ut supra facta et omnibus que dicere voluit intendentes cum omni diligentia et maturate procedere in premissis. et ut omnia que dictus dominus Jacobus Episcopus inquisitus verbo respondit seriosius redigantur in scriptis et ut veritas elucescat. mandaverunt et imposuerunt quod dictus Episcopus inquisitus omnia per eum oretenus responsa manu sua propria scribat.

Eo die paulo post in loco predicto.

Supradictus dominus Jacobus Episcopus inquisitus constitutus in iure et in presentia prefatorum dominorum commissariorum ut supra pro tribunali sedentium in loco supradicto in observatione supradicte eorum ordinationis in scriptis presentavit eaque dixit se tantum ostendere que continentur in quadam scriptura scripta et subscripta

(1) Corroso.

Digitized by Google

manu propria ipsius domini Jacobi Episcopi inquisiti et quam nos notarii infrascripti attestamur vidisse ipsum dominum Jacobum Episcopum scribere dicens et confitens ipse dominus Episcopus inquisitus dictam responsionem scriptam et subscriptam esse manu propria eiusdem domini Jacobi episcopi ac dicens respondens et approbans sponte et libere in omnibus pro ut in ea continetur. cuius tenor sequitur et est talis.

Questo è quello che mi Jacomo mancoso Episcopo de Adiacio so de quelle cosse sono intervenute a Bonifacio. Et primo essendo mi in Bonifacio (Manca il restante) . . . . . .

1. Quomodo nominanatur ille corsus qui ei retulit quod audiverat in Corsica quod a dicto presbitero vinciguerra quod tractabatur proditio opidi Bonifacii.

2. Quomodo intellexit quod in dicto loco fieret proditio et a quibus.

3. Qui erant isti qui stabant in domo dicti domini Johannis de cataiholo.

4. Item qui erant isti principales de quibus dubitabatur.

5. Item in quo loco habuit sermonem cum presbitero vinciguerra et quibus presentibus.

6. Item quis erat ille cum quo intelligebat quod dictus presbiter vinciguerra tractaret dictam proditionem.

7. Quam provisionem intendebat fàcere.

8. Quam promissionem fecit dicto presbitero vinciguerre.

9. Que verba fuerunt responsiva dicti presbiteri vinciguerre.

10. Item per quem fecit vocare dictum catalanum.

11. Item an dictus catalanus esset multum longinquus quando eum vocari fecit.

12. Quando loquebatur cum dicto presbitero vinciguerra quomodo cognoverat dictum catalanum.

13. Quantum temporis fuit intervalum inter verba habita cum illo presbitero vinciguerra et verba habita cum catalano.

14. Quis fuit primus qui manifestavit ei tractatum proditionis an presbiter an catalanus.

15. Item an prima vice qua allocutus est dictum catalanum dictus catalanus apperuit ei tractatum proditionis.

16. Item quot vicibus allocutus est dictum catalanum.

17. Item quot vicibus allocutus est dictum vinciguerram.

18. Quo die allocutus est dictum valentinum de bobio ex eo die quo manifestata sibi fuit proditio et que verba habuit cum eo.

19. Qui fuerunt illi qui dixerunt quod nollebant dicere aliquid propter eos qui stabant in domo Johannis de cataiholo.

20. Quando vocavit perrinum de robo. quo die an ea die qua sibi fuit manifestatus tractatus an postea.

21. Quo die alocutus est Johannem guiglinum et quid comune habebat cum dicto Johanne guiglino.

22. Quid sciebat dictus dominus Inquisitus de tractatibus quibus utebatur dictus catalanus in nocte.

23. Quando vocavit gasparinum et manifestavit dictum tractatum.

24. Quantum intervalum temporis fuit inter verba habita cum illo de robo et cum gasparino.

25. Quando ivit in corsica.

26. Quanto tempore stetit ad redeundum in Bonifacio.

27. An die quo captus fuit catalanus ipse esset in Corsica.

28. An postquam fuit detentus in bonifacio allocutus fuerit aliquem de bonifacio.

29. Et que verba sibi dicta fuerunt.

30. An dictus perinus de robo sit eius affinis et quam affinitatem habeat.

31. Et similiter de valentino de bobio.

32. An cognoscat Addanum de Avanicio et an locutus fuerit cum eo.

33. An locutus fuerit dictus episcopus cum gregorio pola habitatore Agogliastri insule Sardinie.

34. Et que verba habuit cum eo.

35. Que verba habuit cum commissario in Bonifacio quando captus fuit.

✝ Eo die paulo post.

Interrogatus sibi prius delato iterum iuramento ut supra etc. quomodo nominabatur ille corsus qui ei retulit etc.

Respondit quod vocabatur godianus de talago pastor ut credit.

Super secunda.

Respondit quod tam in bonifacio quam in corsica vulgariter dicebatur quod tractatur proditio de loco bonifacii in catalanos.

Super tertia.

Respondit quod dictus presbiter vinciguerra comedebat continue in domo Johannis de cataiholo et dictus catalanus comedebat in ea aliquando.

Super IIII.ª

Respondit de dicto Johanne de cataiholo.

Super V.ª

Respondit in eius camera et nullis presentibus.

Super VI.ª

Respondit cum dicto catalano.

Super VII.ª

Respondit revellarem potestati si intellexissem quod essent in dicta proditione homines de dicto opido.

Super VIII.ª

Respondit quod esset secum in dicta proditione.

Super VIIII.ª

Respondit quod si alius esset quam dictus episcopus qui diceret ei talia verba. quod faceret ad gladium cum eo.

Super X.ª

Respondit non recordare: sed quod fecit dictum catalanum deambulantem sub quadam logia vocare per quendam puerum.

Super XI.ª

Respondit ut supra.

Super XII.ª

Respondit quod coniecturabat quod ille catallanus esset ille qui tractabat proditionem ex eo quia conversabatur cum dicto vinciguerra.

Digitized by Google

Super XIII.ª
Respondit altero die sequenti.
Super XIIII.ª
Respondit dictus catalanus.
Super XV.ª
Respondit secunda vice.
Super XVI.ª
Respondit duabus vicibus.
Super XVII.ª
Respondit semel.
Super XVIII.ª

Respondit eodem die et quod ipse dixit dicto valentino: vos qui estis de principalibus istius opidi quomodo gubernatis illud? et quod tunc dictus Valentinus respondit: quare scis ne aliquid? Tunc ipse episcopus inquisitus dixit: sic. sed ego non possum dicere: quid enim faciunt dictus catalanus et presbiter vinciguerra in hoc opido? Tunc dictus Valentinus dixit: morantur in domo domini Johannis et ego non audeo aliquid dicere. Tunc dictus episcopus dixit: non veniet mensis quod capiemur in lecto.

Super XVIIII.ª

Respondit quod dictus valentinus et dictus perinus de robo et Johannes quilinus et omnes respondebant quod non audebant propter dominum Johannem de cataiholo aliquid dicere.

Super XX.ª

Respondit eodem die et in crastino ambobus simul.

Super XXI.ª

Respondit primo die et quod dictus Johannes veniebat ad dictum episcopum pro occasione de quodam plebano.

Super XXII.ª

Respondit quod de catalano ignorat: sed bene sciebat de dicto presbitero: quia sibi relatum fuerat quod dictus presbiter vinciguerra ibat de nocte per opidum bonifacii sine lumine: et ita retulit dicto gasparino de dicto presbitero.

Super XXIII.ª

Respondit tercio die postquam ille catalanus sibi manifestavit.

Super XXIIII.ª

Respondit per duos dies.

Super XXV.ª

Respondit postquam manifestavit dicto gasparino per octo vel decem dies: et quando ivit corsicam dimisit dictum presbiterum in loco bonifacii: de catalano dubitat an esset in dicto loco.

Super XXVI.ª

Respondit per unum mensem et plus.

Super XXVII.ª

Respondit quod erat in loco bonifacii et quod eodem die post unam horam in circa qua ipse applicuit in bonifacio dictus catalanus fuit captus: sed tamen eadem hora qua aplicuit in bonifacio antequam esset captus dictus catalanus venit ad ejus domum: et quia vidit quod ipse Episcopus fecit ei malum vultum retrocessit: et inde ad paucum temporis captus fuit dictus catalanus.

Super XXVIII.ª

Respondit quod die sequenti qua captus fuit Johannes antonius de cataiholo una cum commissario et notario: deinde inde ad tres dies gasparinus predictus cum notario et nonnulli alii cum quibus habebat negocia pro eius beneficiis et homines vilis condicionis qui semper alloquebantur in presentia aut notarii aut cavalerii dictum episcopum inquisitum.

Super XXVIIII.ª
Respondit ut supra.
Super XXX.ª
Respondit nullam.
Super XXXI.ª

Respondit quod erat cognatus ejus cum uxore sua premortua.

Super XXXII.ª

Respondit quod cognoscit eum de visu sed quod eum unquam est allocutus.

Super XXXIII.ª

Respondit quod sic una die qua fuit in prandio cum dicto episcopo cum gasparino de cataiholo et ejus filio ac duobus presbiteris: sed quod cum eo nunquam allocutus fuit de tali materia.

Super XXXIV.ª
Respondit ut supra.
Super XXXV.ª

Respondit quod manifestavit illa que dixit in ejus responsione quod videlicet quod dixerat illis quatuor.

✠ Die sabbati XVIIII.ª augusti in terciis.

Super prima interrogatur que verba formalia habuit cum dicto catalano postquam dictus catalanus aperuit sibi tractatum.

Respondit quod a principio interrogavit dictum catalanum unde erat. Qui respondit quod erat habitator in Largerio. Et quid faciebat in loco bonifacii. Qui respondit quod volebat se concordare ad laboranda coralla cum domino Johanne de cataiholo et tunc sibi dixit scio quoniam vos tractatis facere proditionem cum presbitero vinciguerra et de prodendo hoc opidum in posse serenissimi regis aragonum. et tunc dictus catalanus negavit. tunc ipse episcopus instetit dicendo tu negare non potes quoniam intellexi ex corsica quod tu et presbiter vinciguerra tractatis hanc proditionem. Qui respondit quod non erat verum. Et tunc ipse episcopus dixit dicas liberaliter quia ego ero tecum in hac proditione et quod melius posset eam adiuvare quam dictus presbiter vinciguerra. Qui catalanus persistebat in negatione. et tunc dictus episcopus ei dixit vade et significo tibi quoniam te penitebit quia dictus presbiter vinciguerra ponet te in ludo et faciet te male capitare. Altero vero die sequenti iterum vocavit dictum catalanum et sibi dixit quod si cogitaverat supra facto de quo allocutus fuerat die precedenti: quoniam ipse episcopus allocutus fuerat cum quampluribus de dicto opido qui omnes erant bene dispositi pro tradendo dictum opidum in manibus et posse regis aragonum et multa alia. Tunc dictus catalanus dixit si vis me tenere secretum ego aperiam tibi omnia. Tunc episcopus dixit ne dubites quoniam ego te secretum tenebo. Tunc catalanus dixit quod ipse cum presbitero vinciguerra tractabant dictam proditionem et quod sperabant obtinere eorum intentum. Tunc episcopus dixit quomodo intenditis hoc facere. Tunc catalanus faciemus quod una navis ve-

Digitized by Google

niet onusta mercibus versus bonifacium. quam sponte faciemus naufragari apud bonifacium et homines bonifacii exibunt de dicto opido pro capiendo dictas merces et hoc modo habebimus alios homines qui intrabunt in dicto opido. Tunc episcopus dixit quommodo potest fieri si non adsint ad hanc rem perficiendam aliqui homines de dicto loco bonifacii? Tunc catalanus dixit ne cures quoniam si stabis ad videndum res optimum sortiet effectum. Tunc episcopus: ego non sum homo pro stando ad videndum: et interrogavit eum quando intendat hanc proditionem perficere. Tunc catalanus: hac jeme proxima ventura elapso mense octobris. Tunc ipse episcopus videns quod dictus catalanus nolebat manifestare homines dicti loci bonifacii ei dixit: vides ne illam rupem que est ex opposito domus mee? vade quoniam tam ispani quam catalani possunt ad eam accedere vide quoniam tibi dico eam mensurabis ne prudens sis aut suspenderis in campo romanello: sed te ortor ut recedas statim de hoc opido et vadas in tali loco quod nunquam audias nominari bonifacium. Tunc catalanus dixit: Ah tu me prodis et mutavit faciem. Tunc episcopus: ego non te prodo sed aves que volant manifestabunt te. Tunc catalanus recessit. Postea in sero seu die crastino in mane ipse vocavit valentinum de bobio et dixit ei ea verba que heri manifestavit. et postea perrino de robo et Johanni guilino et gaspari et etiam semel cum dicto valentino cum habuerit sermonem cum eo de predictis erat quidem nominatus Barnabas de lo Jhura. Tunc dictus episcopus credens quod ista non haberent fondamentum stetit per octo vel decem dies in dicto loco et inde recessit ut heri dixit.

Interrogatus quomodo hoc est quod ipse Episcopus dixisset dicto catalano talia verba qualia dixit et quod dictus catalanus perseveraret morando in dicto opido et se trasferendo in sardineam et redeundo cum instructionibus et litteris ad dictum episcopum.

Respondit quod nunquam habuit aliquas litteras nisi quod tempore quo ipse erat in corsica post habita dicta verba cum dicto catalano habuit unas litteras a vicerege sardinee quas quidam bonifacinus nominatus Johannes de montaldo detulit in bonifacio et deinde quidam presbiter nominatus presbiter paulus de lo musso de dicto loco bonifacii detulit ad ipsum Episcopum in tarago insule corsice in quo loco faciebat onerari unam barchatam ordei et dicte littere non continebant aliud nisi quod sibi mitteret canes pro venando ad apros: quas quidem litteras quando aplicuit in bonifacio et fuit detentus cum interrogaretur a commissario Magnifici Officii sancti georgii an habuisset aliquas litteras dictus episcopus dixit ecce he sunt.

Interrogatus quam amiciciam habebat cum dicto vicerege.

Respondit quod nunquam eum cognoverat nec allocutus fuerat.

Interrogatus que verba habuit cum gregorio polla.

Respondit quod de dicta materia nullum verbum habuit quia non audebat propter dominum Johannem socerum eius.

Interrogatus quem animum habebat super dicta materia.

Respondit quod animum habebat intelligendi an adessisent homines de bonifacio in dicta proditione et maxime dominus Johannes de cataiholo: qui dominus Johannes sibi domino episcopo adversabatur propterea quod ipse Episcopus habebat curam filiorum dicti valentini pauperis: et sepe dictus valentinus comedebat cum ipso episcopo et qui valentinus erat multum contrarius dicto domino Johanni cataiholo.

Qui prefati Reverendus dominus Antonius episcopus Hector et Franciscus commissarii et nominibus quibus supra pro tribunali sedentes ut supra visis et consideratis tam responsionibus dicti Episcopi inquisiti factis ad inquisitionem et interrogatoria de quibus supra latius continetur et confessione dicti catalani de qua in processu facto contra dictum catalanum continetur et qualitate dicti Episcopi inquisiti et ex verbis et ex facie eiusdem episcopi videntes habere suffieientia inditia immo urgentissima argumenta contra dictum Episcopum inquisitum et videntes quod ex malicia dicti Episcopi aliter non potest deveniri ad plenam intelligentiam veritatis. omni modo jure via et forma quibus melius et validius de iure fieri et esse potest et ex omni auctoritate potestate et balia eis et unicuique eorum attributa tam virtute brevium apostolicorum quam commissionis dicti Magnifici Officii Sancti Georgii decreverunt et ordinaverunt dictum Episcopum inquisitum torqueri et ad torturam poni debere ut veritas in lucem deveniat.

Testes. Johannes stachinus. Johannes pius et Christophorus.

✝ Die sabbati XVIII augusti in terciis.

Tratus in altum dixit se velle dicere veritatem.

Interrogatus an dixisset mendacium respondit quod sic.

Interrogatus numquid diceret veritatem quo ad omnia. respondit quod sic.

Deinde depositus absque alio ictu et reductus in terracia paulo post dixit. Verum est quod dictus gregorius polla erat in dicto loco Bonifacii et dictus catalanus noluit nominare aliquem de opido bonifacii. Sed bene nominavit Gregorium Pollam. dicendo quod hunc tractatum faciebat cum Gregorio polla et predictus gregorius polla habebat tantum in manibus quod bene posset conducere negotium ad effectum. tunc dictus Episcopus dixit dicto catalano fac quod dictus gregorius me alloquatur. tunc dictus catalanus respondit quod faceret. Et tunc dictus Gregorius venit ad dictum Episcopum et sibi dixit domine Episcope iste catalanus mihi dixit quod veniam ad te nam dictus catalanus mihi dixit multociens si volo attendere ad proditionem dicti loci Bonifacii. et tunc dictus Episcopus respondit dicto gregorio et dixit quod sic etiam ipse Episcopus dixerat dictus catalanus. tunc dictus Episcopus dixit dicto Gregorio. Gregori vis attendere una cum dicto catalano ad hanc proditionem vel non? Et tunc dictus Gregorius dixit ego vollo attendere ad dictum tractatum proditionis sed tali modo quod dictus tractatus sortiret effectum. Iste catalanus mihi locutus est de hoc: sed mihi videtur quod pingat in aere. Tunc dictus Episcopus dixit dicto gregorio. Et tu quem modum habes? Qui respondit. Ego dicam tibi modum. Volo ista estate cumulare quantas pecunias possum et cum eis ire in cataloniam: et querere deferre litteras ex sardinea seu ex nobilibus sardinee qui cognoscebant dictum gregorium. et querere quando ero in catalonia habere triremes tres a

Digitized by Google

Serenissimo Rege Aragonum et habitis dictis triremibus venire cum eis ad opidum bonifacii et ibi traficare aliquibus vicibus et sic tantum domesticare adeo quod ex assidua frequentatione ad dictum opidum de dicto Gregorio non haberetur suspitio de tali tractatu. et postea quam intendebat bene armare dictas triremes tali modo quod possit ponere in terra homines quingentos usque in sexcentos et postea cum dictis triremibus ita armatis intendebat venire una note in paragano sive in fassiolo et deinde venire in portum bonifacii cum lembis sive gondolis et deinde querere ingredi opidum bonifacii: et quam primum fuisset in dicto opido percurrere totum opidum clamando aragon aragon: et deinde se retrahere in aliquo loco dicti loci ant ad plateam porte aut in locum dictum lo castelleto: et deinde vocare sive vocari facere Johannem de cataiholo socerum suum et alios ex principalibus dicti opidi secundum quod sibi gregorio videretur. Et quia intendebat habere et deferre secum litteras patentes dicti regis quod quidquid faceret cum bonifacinis haberetur pro facto: et regia maiestas haberet ratum et firmum: et tunc ostenderet dictas litteras dictis bonifacinis et eis diceret quod si intendebant velle esse sub posse et dominio dicti regis quod eis firmaret talia pacta immunitatis quod de eis contentarentur et casu quo hoc facere nollent quod obtinere volebat dictum opidum vi et hoc modo tractatus ipse fieret cum aliquo fundamento non eo modo quo volebat dictus catalanus.

Interrogatus quid respondidit ipse episcopus auditis dictis verbis. Respondit dicto gregorio dicendo: Ego dubito quod non poteris facere omnia que dixisti: quomodo habebis istos sexcentos homines? quomodo intrabis in istum opidum? Qui gregorius respondit ego spero quod rex mihi dabit istos homines et plures si plures peterem et si nollet dannum erit ipsius regis: de intrando autem in opido respondit dictus gregorius: in nocte quando erit oscuritas est mihi . . . . . intrandi tali modo quod custodie non me videbunt. Tunc dictus Episcopus respondit dicto gregorio: Ego libenter viderem quod faceres ea que dicis: sed dubito quod tu non facies. Tunc dictus gregorius dixit stas ad videndum ed videbis si ego perficiam hoc opus et habebo dictas triremes.

Interrogatus quid volebat dictus gregorius quod dictus Episcopus inquisitus faceret. Respondit quod dictus gregorius dixit tu stabis ad videndum et facies id quod dicam tibi quod facias. et dictus episcopus respondit ego stabo ad videndum.

Interrogatus an illud tractaret cum aliquibus hominibus dicti opidi bonifacii amicis seu affinibus eius quod dicta proditio sortiret effectum.

Respondit quod allocutus fuit valentinum de Bobio de dicto tractatu et sibi dixit: Valentine vides qualiter stamus in hoc loco quod non habemus neque bona neque pecuniam: et quod habemus guerram per mare et per terram. tu vides quod non habemus plus aliquid nisi adhibeamus remedium. Qui valentinus respondit quod iam locutus fuerat de hoc tractatu cum Antonio de campo et cum galeoto vel augustino cechavensibus et cum petrino de robo et cum francisco de forestano cum quo francisco etiam dixit illa verba que habuit et locutus fuerat cum dicto valentino et pari modo similia verba dixit ipse Episcopus Johanni quigino et luce de rolando. Qui valentinus dixit quod cogitaverant mittere Januam unum legatum ad Magnificum Officium Sancti Georgii et requirere ut ipsum Magnificum Officium aut quod acciperet dictum locum et solveret bonifacinis precium bonorum ac suorum possessionum aut quod invenirent modum ut ipsi bonifacini vivere possent et de ipsis protestationem facere officio aliter providerent eis de remedio oportuno: faciendo computum quod dicti domini protectores nihil facerent de requisitis per eos: et hoc modo disponerent maiorem partem hominum Bonifacii ad mittendum unum legatum domino regi aragonum: ad offerendum dicto regi dictum opidum et tractandum et firmandum pacta et capitula inter eos et dictum regem. Et dictus dominus Episcopus dixit dicta verba que habuit a dicto valentino dicto francisco de forestano Johanni guigino et luce de rolando: Qui responderunt quod erant certi quod dictum Magnificum officium nihil faceret pro dictis requirendis per dictum legatum mittendum ad dictum Magnificum Officium: et sic quod bonum esset mittere legatum ad dictum dominum regem.

Interrogatus quo modo predicta facere potuissent quando officiales existentes in dicto opido Bonifacii providissent de oportuno remedio.

Respondit quod faciebant computum capere ipsos officiales et mittere eos genuam.

Interrogatus quomodo potuissent capere dictos officiales si non habebant maiorem intelligentiam cum hominibus dicti opidi et maxime cum domino Johanne de cataiholo.

Respondit quia sibi ipsis persuadebant quod dominus Johannes esset cum eis.

Interrogatus quomodo ipse episcopus inquisitus erat ita levis quod staret in simili tractatu cum simili persuasione quin quereret se certum redere de opinione dicti domini Johannis et similiter dicti valentinus perinus et alii superius nominati.

Respondit quod dicta verba habita cum dicto valentino et reliquis habuit etiam cum gasparino filio Johannis de cataiholo: qui sibi respondit quod ista omnia erant *truffe* seu *frasche* quia non erat honesta requisitio et quod si ille Cechavensis aut valentinus vel alius non habebant bona et divicias laborent et sibi aquirant.

Interrogatus an ipse esset dispositus totaliter ad perficiendam hanc proditionem.

Respondit secundum partitum quod sibi fecisset rex aragonum.

Interrogatus quod partitum expectabat propter quod fecisset predicta.

Respondit quod dictus catalanus dixerat dicto Episcopo quod rex faceret fieri eum cardinalem.

Interrogatus si illamet verba de mittendo legatum Magnifico officio Sancti Georgii et deinde ad regem que habuerat cum valentino de bobio et aliis nominatis: ea dixit et manifestavit dicto catalano.

Respondit quod sic. Qui dictus catalanus dixit quod si mitteretur legatus ad Serenissimum regem quod operaret mittere ipsum catalanum legatum. Qui Episcopus dixit catalano: ego eis dicam sed nexio si te mittere volent.

Qui domini commissarii pro tribunali sedentes in loco suo solito predicto visis et auditis omnibus et singulis

Digitized by Google

predictis ad hoc ut ipse Episcopus inquisitus seriosius et cum maiori animi tranquilitate ac spontanea voluntate exprimat veritatem: ordinaverunt et imposuerunt dicto domino Episcopo inquisito presenti et intelligenti ut in predictis cogitet bene et diligenter veritatem rei usque sumpto prandio et scribat manu sua propria seriem rei et veritatis: et tunc ipsam scripturam manu sua propria inde scriptam presentet ipsis dominis commissariis in presenti processu redigendam.

Testes Antonius de caneto quondam gregorii et christophorus rolerius notarius qm̃ Iohannis cives Ianue et Iohannes petrus Albertonsonus de forenstra quondam Ansermi vocati et rogati.

✠ Die predicto in vesperis in loco suprascripto.

Prenominatus dominus Jacobus Episcopus inquisitus constitutus in iure et in presentia dictorum dominorum commissariorum pro tribunali sedentium ut supra: in observatione suprascripte ordinationis et impositionis ei ut supra facte presentavit ipsis dominis commissariis quandam scripturam manu sua propria ut asseruit et affirmavit scriptam et in presentia ipsorum dominorum commissariorum et nostrum notariorum ac testium infrascriptorum subscriptam. Dicens respondens confitens et affirmans sponte et cum iuramento sibi delato in omnibus pro ut in ea continetur. et cuius quidem scripture tenor talis est.

(Dalla copia spedita dai predetti Commissari ai Protettori di S. Giorgio, con lettera 21 agosto 1480. È scritta per buona parte in cifra, e spiegata in una carta che vi è annessa).

✠ MCCCCLXXX die sabbati XVIIJ augusti in vesperas.

Queste sono le cose che mi Jacobo episcopo tracto cum uno catalano el quale haveva nome Leonardo Stephano de largero: et primo essendo in la mia camera ghe dissi che sapia de uno tractato facto cum uno prete vinciguerra et in tanto me confesso lo vero che disse de si: ghe disse entreria cum esso et alora me disse che ello faria venire una caravella carrica de roba questa unerata et che la faria rompere. et poi li homini andereano de Bonifacio per pigliare dicta roba et esso farea entrare li homini de la caravella dentro et se farea soa la terra et me disse che cum gregorio polla havea parlato: et esso dovea essere in soa compagnia: li dissi me facessi parlare cum dicto gregorio et così fece; parlai cùm dicto Gregorio et mi disse non volea fare como lo catalano ghe havea dicto ma volea cerchare modo haveire tre galee de catalani et praticare alcuno tempo in Bonifacio et poi havere modo de havere homini cinquecento in DC et venire a paragnano o vero in faciolo et poi venire cum brigantino et cum gondoli una noto de vuernata et montare per lo capo et farse signore de la terra et praticare cum li homini bonifacini de dare la terra a re de Aragona et farli franchire se voleano sta bene se non farsene Signore per forsa ma farea quello facesse re lo haverea per fermo et rato et me disse che lo animo ghe bastava farla sensa haveire compagnia de Bonifacini: tuta volta me disse se volea essere in sua compagnia: ghe dissi de si: et esso me disse como havia le galee serea a Bonifacio et ne parlerea più adaxio et farea se nissuno dovesse havere premio seria io: et como have parlato cum gregorio parlo cum dicto catalano et ghe disse dicto gregorio non vole fare dicto tractato cum esso: et che lo volia fare cum le galee: me dice steisse a vedere et che ello me aduria cosa seria contento: perchè esso anderia a re et farà cosa che serò contento: Io ge dissi che valentino de Bobio haviano parlato cum perrino de robo et cum Antonio da Campo et cum quelli de cichaneixi et che haviano traxonato veduto la terra era povera et haviano guerra per mare et per terra voliano cerchare mandare a Jenoa uno Ambassatore: ghe piacesse a lo Magnifico officio darghe paxe o trovare modo essi potessero vivere: aliter se prendessero la sua terra: et ghe pagassero le sue possessione: et ancora cum questi ne parlai io cum francisco de forestano et cum Joane guigino et cum Luca de Rolando et diceno sera bono: ma non lo farano. Si che ho speransa farano questa cosa et non vogliando lo Magnifico officio fare questa manderano a Re de Argone uno Ambassatore de darghe la terra: et a lora me prego dicto Catalano che mandandoghe mandasseno esso et io ghe dissi ghe lo dirò: ma non te manderano a te perchè vorrano elegere doi de essi principali: poi ne parlo cum Gasparino dicendo questi haveivano tale pensamento mandare a Jenoa como ho dicto di sopra et esso me dice era una grande vergogna per che se cichanese et valentino non hano denari vadano a cavare et ne haverano: io intendando questo da Gasparino non me incalai più de extendeme più a largo: et se dicto catatalano fosse tornato era la mia intentione non habiando paxe per mare ni per terra dirli a Gasparino et a valentino et a li altri dirli de le cose de dicto catalano se lo avesseno volsuto fare sta bene: se non haveria lassato per che solo non lo potea fare (1)

✠ Die sabbati XVIII augusti in vesperis.

Interrogatus cum quibus dicti loci dicti valentinus et perinus se conferebant.

Respondit quod se conferebant cum Antonio de campo Bartolomeo de restoro galeoto et augustino Cechavensibus paolo de rolando Juliano speciario dominico galeto et quandoque cum Luca rolando qui est consanguineus germanus dicti valentini. Franciscus vero de forestano quandoque se conferebat cum predictis et quandoque cum domino Johanne de cataiholo. Carolum vero burnengum dicit solitum esse inimicum Johanni de cataiholo et quod magis se adherit supranominatis cum quibus etiam se conferebat Johannes de montaldo et Johannes quilinus magis se adherit dictis valentino et aliis quibus supra quam dicto domino Johanni.

Interrogatus quis fuit ille bonifacinus qui fuit in triremibus catalanorum et colloquium habuit vel cum commissario aut regio officiale.

Respondit quod intellexit fuisse in dictis triremibus raffaelem de forestano et Julianum de benevenuto a quibus dicti raffael et Julianus habuerunt salvum conductum.

Interrogatus si scit quod aliquis alius bonifacinus tractaret etc. aut colloquium haberet etc.

(1) In questa copia manca la sottoscrizione del Vescovo.

Digitized by Google

Respondit quod dicabatur in dicto opido bonifacii quod fuit franciscus de forestano qui habuerat colloquium cum villamarino olim capitaneo triremium catalanorum. et quod dictus franciscus stetit in dictis triremibus dicti vilamarini: et dicebatur per dictum opidum per opidanos dicti loci quod habuerat et habebat sermonem cum dicto capitaneo de tali materia. De adano autem de avantucio dicit semel de certo scire quod attenderat dicto tractatui quia sunt plures anni quoniam non viderat. Tamen de eo erat murmur in dicto opido quod attenderet dicto tractatui. dicebatur etiam quod habebat societatem cum dicto Catalano in sasaro et largerio.

Interrogatus de conclusione cum qua recessit catalanus a dicto episcopo quando dictus catalanus recessit de bonifacio et ivit ad viceregem.

Respondit quod dictus catalanus non dixerat quod vellet ire ad viceregem sed ad regem: et quando recessit dixit: expecta et videbis quid tibi portabo. Et tunc ipse Episcopus dixit: Vade ego expectabo.

Interrogatus quid spectabat.

Respondit quod ipsimet nesciebat sed quod potius aliquod peccatum induxit eum. et potius credit quod si res sortita fuisset effectum ipse episcopus fuisset primus decapitatus a catalanis quam quod habuisset aliquam remunerationem.

Interrogatus de conclusione cum qua recessit cum dicto gregorio polla.

Respondit quod gregorius in recessu dixit ei: tu sta ad videndum et per nunc ego non dico tibi aliud: sed ego veniam cum galeis et tunc ordinabimus omnia.

Interrogatus in quo loco intendebant ponere homines in abscondito.

Respondit quod catalanus dixit quod intendebant ponere homines in quadam volta subterranea ipsius gregorii polle que est ex opposito illius Johannis de cataiholo.

Interrogatus quomodo dicti homines debebant intrare in dictum locum bonifacii.

Respondit quod dictus gregorius dicebat quod de nocte cum aliqua obscuritate cum certis scalis ut sibi videtur ligneis faceret quod dicti homines intrarent. quia habebat noticiam de passibus et situ loci et de consuetudine custodiarum et de omnibus.

Qui domini commissarii auditis et intellectis predictis ac audito dicto domino Jacobo Episcopo inquisito dicente si aliqua alia que per eum manifestata non fuissent ad eius memoriam devenirent ea in scriptis rediget. ordinaverunt et imposuerunt dicto domino Jacobo episcopo ut diligentius cogitet et in scriptis manifestet et redigat manu sua propria omnia ea que non manifestavit. ut ipsa veritas in lucem deveniat.

Presentibus testibus suprascriptis.

✠ Die dominico xx augusti in terciis in loco suprascripto.

Prenominatus dominus Jacobus Episcopus inquisitus constitutus in iure et in presentia suprascriptorum dominorum commissariorum pro tribunali sedentium in dicto loco: in observatione ante dicte ordinationis presentavit aliam scripturam quam ipse confessus fuit esse scriptam manu sua propria et quam sponte subscrispsit in presentia dictorum dominorum commissariorum nostrum notariorum et testium infrascriptorum. dicens et confitens cum iuramento omnia et singula in ea contenta esse vera. cuius tenor talis est.

(Dall'originale):

✠ MCCCCLXXX die domino XX augusti in terciis in castro illicis.

Ancora io dicto Iacobo Episcopo me arecordo che lo iorno parti de Bonifacio me disse prete Andrea de domendeo era stato in Sardegna cum misser Bartholomeo de restoro et haviano parlato cum lo officiale de quello loco de Galura et li havia dicto erano frasche le mie cose a modo quelle se faciano: primeramenti ghe domandai me dicesse la cosa: me disse non e ancora tempo: et me disse più cose che esso havia audito dicto Bartholomeo de restoro. Ancora gregorio polla me dise che facia raxone quando anderia in catalogna de passare per Bonifacio et alora meglio parleria cum mecho et così dise lo havia dicto a Gasparino et poi facia raxone passare per genoa: Ancora me arricordo che disse alo catalano che de quanti homini haveria bisogno aricheria de corsica.

Ego Jocobus episcopus scripsi
sponte et affirmo predicta.

✠ Die dominico XX augusti.

Interrogatus quam promissionem habebat pro parte catalanorum si conducebat hanc materiam ad effectum.

Respondit quod ipse Episcopus inquisitus dixit catalano: Quid ego habebo si conducam hanc materiam? Et catalanus respondit: Ego ibo ad regem et redibo: et videbis quid ego deferam tibi.

Interrogatus quod non est verisimile quod pro tanta re deberet stare sub promissionibus generalibus.

Respondit quod expectabat reditum quia tunc intendebat in reditu melius se intelligere. nam dictus catalanus dicebat quod faceret eum fieri cardinalem et ultra daret ei magnam summam bonorum et pecuniarum.

Interrogatus quid versa vice facere intendebat.

Respondit quod viso quid sibi deferret dictus catalanus: tunc si vidisset fundamentum intendebat inchoare rem cum affinibus suis: et perducere ad effectum. et verum est quod dixit catalano quod ipse faceret venire homines de corsica eius amicos et cum eis intrare in dicto opido medio affinium suorum. Tamen an habuisset dictos homines vel ne: licet hoc dicere catalano ignorat: et dubitat quando fuisset in facto quod forte non habuisset tot ut dicebat.

Interrogatus qui sunt illi duo propinqui quos vocari fecit in eius camera quando allocutus fuerat ipse Episcopus in eius domo catalanum et quid eis dixit et quid respondiderunt.

Respondit quod illi duo erant valentinus de Bobio et perrinus de robo et eis dixit quomodo faciebant de mittendo legatum Janue ad Magnificum Officium et de perpetrando contra Officium et de mittendo legatum ad regem aragonum ut in interrogatione ei facta die sabbati XVIII augusti currentis. et dixerunt quod de predictis sermonem faciebant et loquebantur et sic continue procedebant ad maturandam dictam materiam. Que verba exinde retulit catalano qui dixit: in bona ora.

Digitized by Google

Interrogatus ~~nunquid~~ esset verum quod prima vice qua dictus catalanus manifestavit ei dictum tractatum fecerit ei minas. de quibus minis a principio quo examinatus fuit dixit ipse Episcopus.

Respondit quod est verum: sed postea perseverando in sermone. dictus catalanus dixit non manifestes quia videbis quod ego faciam quod tu eris certus de cardinalatu et videbis quantas pecunias faciam tibi dare et beneficia tua multiplicare: et quod si semel ipse iret ad regem reverteretur taliter quod esset contentus. et tunc ipse Episcopus magis prebuit aures et dixit: tu ibis et videbo quid deferes et secundum quod tu facies ego faciam. et interim cum affinibus meis ego tractabo.

✝ MCCCCLXXX die dominica XX augusti in terciis in castro illicis in loco solito.

Prenominati Reverendus dominus Antonius Episcopus Brugnatensis ac spectabiles domini Hector et Franciscus commissarii predicti pro tribunali sedentes in loco suprascripto eorum solito volentes diligentius veritatem inquirere de et super premissis omnibus et singulis mandaverunt et ordinaverunt per nos notarios dicto domino Jacobo Episcopo inquisito religi et repeti omnes et singulas responsiones manifestationes et confessiones per eum hactenus factas: ad hoc ut ipse dominus Jacobus Episcopus auditis dictis responsionibus manifestationibus et confessionibus reprobet ea omnia et singula in quibus videret se falsum dixisse et confirmet ac approbet ea omnia et singula in quibus intelliget se veritatem dixisse. et sic in continenti per nos dictos notarios in presentia dominorum commissariorum premissis omnibus relectis et repetitis de verbo ad verbum eidem domino Jacobo Episcopo inquisito presenti et intelligenti. idem dominus Jacobus Episcopus cum iuramento dixit respondit reprobavit confirmavit et confessus fuit in omnibus pro ut infra.

Et primo lecta et publicata ipsi domino Jacobo Episcopo scriptura manu ipsius scripta et subscripta die XVIIJ augusti anni presentis in qua ipse Episcopus dixit errorem commisisse in ea parte in qua dixit quod catalanus prima vice qua alloqutus fuit dictum catalanum sibi Episcopo revellasse dictum tractatum proditionis. quia talem revellationem fecit dictus catalanus ipsi Episcopo secunda vice qua ipse alloquutus fuit.

Item in ea parte in qua dictus Episcopus dixit dicto catelano quod volebat . . . . . intrare in talibus etc. Dixit et declarat dictus dominus Jacobus episcopus quod ista fuerunt vera in principio sed postea auditis promissionibus dicti catalani fuit contentus intrare in tali tractatu cum eo.

Item in ea parte in qua dixit et scripsit: questo prete vinciguerra et questo catalano che faciano in questo loco etc. est verum de presbitero vinciguerra. sed non de catalano.

Similiter in ea parte in qua dixit: e così in quello jorno jamai etc. dixit verum esse de presbitero vinciguerra. sed de catalano non.

Item in ea parte: lo jorno vegnando etc. et in alia parte: io vedendo così ihamo gasparino etc. omnia sunt vera. sed eis non nominavit catalanum.

Item similiter in ea parte que incipit: In questo modio le mie intrate etc. usque in fine. quod omnia sunt vera excepto quod non nominavit catalanum propter promissiones quas dictus catalanus sibi fecerat. In ceteris autem approbat et affirmat omnia contenta in dicta scriptura esse vera.

Lectis ipsi domino Jacobo episcopo aliis interrogationibus factis die XVIII[a] presentis mensis augusti et responsionibus per eum factis ipsis interrogationibus.

Super responsione facta ad septimam interrogationem dixit quod a principio ipse dominus episcopus habebat istam voluntatem sive istum animum sed post promissiones sibi factas per dictum catalanum mutavit propositum.

Super XVIII.[a] interrogatione etc. dixit vera esse contenta in responsione sua respectu presbiteri vinciguerre sed catalanum non nominavit propter promissiones quas sibi fecerat dictus catalanus.

Super XXIII.[a]: dixit vera esse contenta in responsione: sed de catalano nullum verbum habuit cum gasparino sed solum de presbitero vinciguerra.

Super XXVII.[a]: dixit vera esse contenta in responsione: sed fecit malum vultum dicto catalano quia dictus catalanus venerat ad ipsum dominum Episcopum in presentia plurium personarum ibi astancium et dictus dominus Episcopus voluisset quod venisset magis secretum.

Super XXXIII.[a]

Dixit quod in prandio allocutus non fuit dictum gregorium de tali materia. sed ea die in sero ad instantiam catalani locutus fuit cum dicto gregorio de tali materia.

Super XXXIIII.[a]

Dixit quod habuit ea verba cum dicto gregorio que heri manifestavit.

Super XXXV.[a]

Dixit se dixisse et manifestasse etiam verba per eum post manifestata.

Super XXXVII.[a]

Affirmavit vera esse contenta in responsione cum additione prout supra manifestavit.

Super XXXVIIII.[a]: affirmavit vera esse et etiam quod gregorius polla habebat scientiam de dicto tractatu prout heri manifestavit.

Super XXXX.[a] Dixit falsam esse responsionem suam sed veritatem esse prout heri dixit.

Super XXXXI.[a]

Respondit quod dicti valentinus et alii quos heri nominavit dixerunt et habuerunt ea verba cum dicto Episcopo que heri dixit: nescit autem hoc esset quia essent inimici dicti officii vel ne: hoc pro certo non scit: sed quod pocius credit quod hoc facerent propter eorum utilitatem.

Super XXXXIII.[a]

Respondit quod primo sibi fuerunt facte promissiones de quibus fit mentio in dictis et manifestatis heri per eum et hodie paulo ante.

Super XXXXIIII.[a]

Respondit quod ymo sperabat et feeisset prout dixit heri et hodie in manifestatis per eum.

Super XXXXV.[a]

Affirmavit vera esse contenta in responsione a principio: sed postea mutavit opinionem prout patet ex manifestatis heri per eum.

Super XXXXVIIII.[a]: affirmavit que heri manifestavit.

In ceteris autem contentis in aliis responsionibus per

Digitized by Google

eum factis ad dictas interrogationes dixit approbat et affirmat in omnibus et per omnia ut in eis continetur.

Item sibi lectis aliis interrogationibus factis die XVIIII augusti sabbati in terciis et responsionibus per eum factis ad dictas interrogationes.

Super prima. Dixit quod veritas est prout postea dixit et manifestavit quando fuit depositus a tortura et prout paulo ante dixit.

Super secunda. Dixit quod quantum ad litteras vera sunt que ipse respondit: sed quantum ad verba minatoria verum est quod a principio habuit dicta verba sed postea mutavit propositum ut supra dixit.

Super tertia dixit quod est verum quod nunquam ipse viceregem allocutus fuit nec eum cognovit nisi mediante Laurentio filio Johannis gambelle affine ipsius Episcopi. qui Laurentius est etiam affinis dicti domini viceregis.

Super IIII.ª Dixit quod falsa est dicta responsio: sed veritas est prout heri dixit postquam fuit depositus a tortura.

Item lectis dicto domino Jacobo episcopo manifestatione et interrogationibus et responsionibus per eum factis post torturam heri die XVIIII augusti in terciis. Dixit quod vera sunt contenta in dictis manifestatione et responsionibus: sed declarando dixit quod cum dicto valentino et aliis superius nominatis non fecit verbum de tractatu quem habebat cum dicto gregorio nec etiam specialiter de tractatu quem habebat cum dicto catalano.

Item lecta eidem domino Jacobo manifestatione per eum facta die heri in vesperis scripta et subscripta manu sua propria: affirmat omnia et singula contenta in ea esse vera.

Item sibi lectis aliis interrogationibus et responsionibus per ipsum dominum Jacobum episcopum factis die heri in vesperis: affirmat contenta in eis esse vera.

Item sibi lecta manifestatione hodie manu sua scripta et subscripta: affirmat contenta in ea esse vera.

Item sibi lectis aliis interrogationibus et responsionibus hodie per eum factis: affirmat contenta in eis esse vera.

Testes.

Antonius de caneto qm. gregorii.

Barnabas de caneto qm. eliani.

Christoforus rolerius.

Facta ratificatione omnium predictorum dicti domini dixerunt dicto episcopo. Goardè domine Episcope che se tracta de cose de grave importantia et donde ghe va et lo honore et li beni e la persona e vostra et de molti altri. Goardè che voi non dixessi una cosa per una altra, o vero per paura de corda o per altro respecto: et pensè bem super tuto: et ancora se voi savessi altro dì liberamente ogni cosa: aciò che seando voi pentito de so che aveti facto: dio ve habia raxone de haver misericordia: et così la vergine gloriosa: advisandove che se dixessi una cosa per una altra primieramenti voi seressi raxone de la dannatione de la anima vostra et apresso de inducere molti scandali.

Tunc dictus Episcopus respondit: So che ho dicto è la veritate: et non ho taxuto alchuna cosa de quelle me sono aricordato: et se più avanti me arricorderò ancora lo dirò.

Iterum dicti domini replicaverunt: Goardè che lo timore de la corda non ve facie dire più una cosa como una altra: noi non vogliemo altro salvo la veritate: la qual ve preghiamo la dichiati sensa alchuno respecto. Tunc dictus Episcopus replicavit: So che ho dicto è la veritate.

Et tunc dicti domini triplicaverunt: È così la veritate super lo carrico de la anima vostra et per vostro sacramento? Et tunc dictus Episcopus: Così è la veritate super lo carrico de la anima mia et per mio sacramento.

Et tunc antedicti domini commissarii ordinaverunt eum reponendum esse in carceribus sub tuta custodia. et ita imposuerunt Antonio de caneto castellano dicte arcis Illicis presenti audienti et intelligenti et similiter presente audiente et intelligente dicto domino Jacobo Episcopo inquisito (1).

Testes ut supra.

LXXXV*.

Lettera di Ettore di Fiesco, e di Francesco Sofia ai Protettori delle Compere *di* S. Giorgio *in Genova, con la quale partecipano ai medesimi il loro arrivo a Lerici, e gl'interrogatorii fatti immediatamente al vescovo di Ajaccio, e le rivelazioni da lui fatte e ottenute da essi,* cum magna industria et difficultate, *per mezzo della tortura.*

(1480. — 19 agosto).

Dagli Archivi della Banca di S. Giorgio in Genova (Originale).

(A tergo) Magnificis dominis protectoribus Comperarum sancti georgii excelsi comunis Janue.

(Intus) Magnifici domini etc. Heri mane huc aplicuimus remo magis quam vento nos iuvante: statim intelleximus a castellano dictum episcopum hactenus aliquid minime revelasse: quod nobis posset quocumque luminis

(1) Dal presente Processo si ricava: - 1.° che il Vescovo di Brugnato, delegato dal Papa per assistere a tutti gli atti del procedimento contro il Vescovo di Ajaccio, si chiamava Antonio: - 2.° che i principali cogiurati, per togliere Bonifacio ai Genovesi e darlo per tradimento al Re di Aragona, oltre il Vinciguerra Sacerdote, Giovanni Cattajolo, e il di lui genero Gregorio Polla già nominati da Leonardo Stefano (Ved. sopr. Cart., n.° LXXVIII*), erano Valentino e Pietrino di Robio, Giovanni Guiglino, Gasparino Cattajolo figlio di detto Giovanni, Barnaba de lo Ihura, Antonio de Campo, Abramo de Avanuccio, Galeotto e Agostino Cichaneixe, Francesco di Forestano, Raffaele di Forestano, Luca e Paolo di Rolando, Carlo Burnengo, e Giuliano *Speziale:* - 3.° che forse non erano estranei alla stessa congiura Giovanni di Montaldo e il prete Pier Paolo de lo Musso, i quali avevano recate al Vescovo di Ajaccio lettere del Vicerè di Sardegna (Ximene Perez), e più specialmente Lorenzo di Giovanni Gambella affine del Vescovo e dello stesso Vicerè: - 4.° che al Vescovo di Aiaccio si era promessa gran somma di denaro, molti beni, e il cappello di Cardinale, se la congiura riescisse: 5.° infine che per stringere meglio le fila della trama ordita erano pure partiti da Bonifacio prete Andrea Domenedeo e Messer Bartolomeo de Restoro, i quali recatisi in *Gallura* (Sardegna) avevano conferito con l'Officiale regio di quel luogo. - La sentenza che doveva compire questi atti, come quelli di Leonardo Stefano, non si è rinvenuta ancora nell'Archivio di S. Giorgio. E credo non si troverà, perchè probabilmente il Vescovo di Ajaccio sarà stato ritenuto e ben custodito in carcere nel castello di Lerici, dove poco dopo cessò di vivere.

Digitized by Google

in materia afferre. Formavimus inquisitionem adversus dictum episcopum et deinde sumpto prandio super ea dictum Episcopum premissis verbis oportunis examinavimus. Qui quidem Episcopus caute admodum et magna cum malitia respondit tam ad inquisitionem quam ad interrogatoria: in quibus interrogatoriis non obstante eius malicia comprehendimus satis dicti Episcopi iniquitatem. Tandem monuimus eum ut hac nocte cogitaret et veritatem de omnibus revellaret: Aliter adhiberemus oportuna remedia: hac mane iterum eum examinavimus et nihil effectualiter ab ore eius excerpere poteramus decrevimus precedentibus legitimis indiciis et argumentis eum torqueri debere consentiente et assistente Reverendo domino Episcopo Brugnatense: quamprimum fuit aliquantisper elevatus licet prius affirmasset et iurasset se nil aliud scire: tandem clamavit se omnia propalaturum: et sic dimissus et relaxatus effectualiter *manifestavit se una* cum quodam *Gregorio polla* genero *Johannis cataiholli* habitatore *Agogliastri* insule Sardinee *et cum dicto catalano suspenso ab inicio proditionem pertractasse: Tandem comunicasse* fuisse *(sic)* rem cum *valentino de Bobio et perrino de Robo Antonio de Campo et francisco de forestano iohane gigino Luca de rolando Galeoto vel Augustino cichanexe et ordinatum* fuisse de mittendo oratorem ex bonifacio ad vestrum Magnificum Officium petendo ut per vestras dominationes emerentur bona et possessiones bonifacinorum vel eis daretur modus quo vivere possint: Aliter rei sue providerent: et quod non providendo per magnificentias vestras ut credebant possint mittere oratorem *ad regem Aragonum* qui offerret oppidum Bonifacii ipsi *regi* et cum eo conventiones firmaret inter ipsum *regem* (1) et ipsos oppidanos. Hec est summa huius rei quam hactenus evellere potuimus magna cum industria et difficultate propter hominis maximam astuciam: prosequemur continue et quantum in nobis erit nihil pretermittemus ad veritatem ipsam plenius habendam: et die lune ut credimus recedemus cum velocius poterimus ad vestras dominationes accessuri: que feliciter valeant et quibus nos ipsos ex corde commendamus. Datum in arce Illicis die xviii augusti 1480.

Et vestrarum dominationum

devotissimi hector de fisco et
franciscus sophia commissarii etc.

Jeronimus.

LXXXVI.*

Lettera dei commissari Ettore di Fiesco e Francesco Sofia ai Protettori delle Compere *di* S. Giorgio *in Genova, con la quale accompagnano una scrittura di propria mano del vescovo di Ajaccio, in cui egli riferiva tutte le cose relative alla congiura ordita per dare in mani del re di Castiglia e Aragona la terra e il castello di Bonifacio; riservandosi di presentare essi stessi al loro ritorno in Genova gli atti del* Processo *relativo.*

(1480. — 21 agosto).

Dagli Archivi della Banca di S. Giorgio in Genova (Originale).

(A tergo) Magnificis dominis protectoribus Comperarum sancti georgii excelsi Comunis Janue etc.

(Intus) Magnifici domini etc. Postquam ex litteris nostris in xviii mensis presentis traditis Johanni stachino: quarum virtute scripsimus substantiam earum que confessus fuerat Episcopus: Eo die ipsi commissimus ut seriem et veritatem rei per scripturam manu ipsius conficiendam nobis manifestaret. Qui Episcopus inde scripsit et manifestavit ea omnia que in scriptura quam presentibus introclusam mittimus: ea est substancia rei per eum manifestata. et quam die heri etiam sponte ratificavit Episcopus ipse: facteque fuerunt ipsi Episcopo multe interrogationes de quibus latius in processu continetur: Que una cum processu totius cause: cum primum deo iuvante tranquilitas maris oportuna erit ad Magnificentias vestras detulemus: Cui heri in mane finem dedimus: quia nobis visum fuit Episcopum ipsum manifestasse omnia archana. Preterea habitis litteris vestris quas nobis attulit valentinus die sabbati: in observatione contentorum in eis citari fecimus universitatem istius loci et villarum *etc.* (1). . . . . Datum Illicis die xxi augusti 1480.

Et Magnificentiarum Vestrarum

hector et francus Comissarii etc.

LXXXVII*.

Inventario di ori e di argenti e di altri effetti mobiliari, ch' erano stati confiscati a Don Salvatore di Alagon e Arborea, fratello di Don Leonardo già marchese di Oristano e conte di Goceano, nel 6 giugno 1478, e che il re Don Ferdinando il Cattolico *ordina siano restituiti a Donna Isabella di Besòra moglie di detto Don Salvatore, e alla di lui sorella Donna Marchesa di Alagon e Arborea, moglie di Don Pietro de Sena visconte di Sanluri, perchè riconosciuti di loro rispettiva pertinenza.*

(1480. — 25 settembre).

Dai Regii Archivi di Barcellona, *Registr. Sardiniae* II, ab. ann. MCCCCLXIX ad ann. MCCCCLXXXI. fol. 131.

Don Ferrando, per la Gracia de Deu, Rey de Castella, de Aragò, de Leò, de Sicilia, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorques, de Sevilla, de Sardeña, de Cordova, de Corcega, de Murcià, de Jahen, del Algarbe, de Algezira, è de Gibraltar, Comte de Barchenona, Señor de Vizcaya, e de Molina, Duch de Athenes, è de Neopatria, Comte de Rossellò, è de Cerdanya, Marquès de Oristany, è Comte de Gociano. Als Spectables, Magnifichs

(1) Tutte le parole sottolineate sono scritte in cifra nell'originale, e se ne trova la spiegazione in un foglietto annesso all'originale medesimo.

(1) Si omette il rimanente, perchè relativo ad altri argomenti.

Digitized by Google

Consellers, amats, è feels nostres Mossen Ximen Perez Scriva, è de Romani, Visrey, Mossen Pere Pujades, Governador en lo Cap de Lugudòr, è al Procurador Real dels Regnes de Cerdenya, Veguers, Potestats, è altres qualsevols Officials nostres à qui la present serà presentada, è les coses devall scrites pertanguen, è als Loctinents de aquells, salut, è dilecciò. Per la inobediencia de Don Leonardo Dalagon, olim Marquès de Orystany, è sos fills, è de D. Salvador Dalagòn, son Germà, è altres Germans seus, foren apresos à mans de nostra Cort, mediant Inventari, los bens de aquells, per lo qual Inventari rebut per lo quondam Visrey de aqueix Regne Don Nicholau Carroz, è à Nos portat, consta dels bens, que foren trobats en casa del dit Don Salvador, com sia en lo dit Inventari continuàt, è scrit en la forma sequent. En la Casa den Pere Salvador, cunyàt den Monby, son stades trobats les coses seguents. A vi de Juny, anì M.CCCC.LXX. vuyt, que eren de Don Salvador Dalagò, è de sa muller. *Primo:* sis Scudelles dargent, ab orelles, pensen quaranta cinch onzes. *Item:* dos Grasaletes ab vòres girades velles, pesen vuyt onzes. *Item:* un Salér d'argent de dues peces, dauràt non ab les armes de Don Salvador; pesa viiii onzes. *Item:* un altre Salèr vell de dues peces ab les mateixes armes, vi onzes, è mija. *Item:* un Avax vell dargent bollonàt, pesa vii onzas. *Item:* una Caxa Sardesca vella plana, que diu lo dit, que es sua, pesa sis onzes. *Item:* una Taça plana nova Sardesca daurada, ab un smalt de Jesus, pesa sis onzas. *Item:* tres culleres dargent velles, dues ab miges hastes velles, iii onzas. *Item:* una Cullera dalaton, les quals coses dargent, foren meses ab lo altre argent, en poder del Senyor Visrey. *Item:* una Capsa plana, en que ha un paper ab argenteria, pesa una onza. *Item:* dues madeixes, ò capdells de fil dor, è un capèll de fil dargent. *Item:* una Crespina dor vella ab argenteria smaltada. *Item:* dos Vels de cotò, è dos Beatilles, una blanca, è una tenada. *Item:* hùn cosset de seda blanca, ab flocadura dor. *Item:* una Beatilla de seda blanca, è un Vel de seda. *Item:* mes un bbliquét, en que ha algunes madéxes de seda, è fil. *Item:* una Stola de seda blanca, ab la Jarrilla dargent. *Item:* una Camisa de Dona dolanda, ab mija trena de seda, è dor. *Item:* un Cos, è Manegues de Dona, de Olanda, ab mija trena de seda, è dor obràt de seda, è dor. *Item:* due barretes velles de home vermelles. *Item:* un tros de Vellut negre, que ha tiràt catorze braços. *Item:* un altre troç de Vellut negre, ha tiràt setze braços è mig. *Item:* un troç de ceti negre, ha tirat cinch braços. *Item:* tres cubertes de ceti negre, han tiràt entre obdos braços, un palm. *Item:* un troç de Domàs tenàt, ha tiràt dotse braços. *Item:* tres cubertes de Coxins de Xamelot vermell. *Item:* una Aljuba de Dona, y Tela dolanda, ab seda obrada de colors. *Item:* un cos, è manegues de Dona, ab listes morades. *Item:* un cosset vell de Dona, guarnit dor, è seda negra. *Item:* dues Crespines dor, una nova, è una vella. *Item:* tres Beatilles de seda, dues blanques, è una morada, ab algunes fulletes. *Item:* un trocet de coral, obra polida. *Item:* dues Beatillas petitas de miñona, una negra, è altra cendrosa. *Item:* un parell de Linçols de tela de casa prims, ab franja de fil canejàt de iiii teles.

Los quals bens, è coses senalàdes del señal de les creus, foren trameses à bosa à Dona Ysabel, muller de Don Salvador, è açò de manament del Senyor Visrey, les robes de sus scrites restithui Anthoni Stano, è Puxom, son Germà, al Magnifich Mestre Racional, present lo Magnifich Procurador Reyal à deu de Juny sobredites eren de Don Salvador. *Primo:* quaranta vuyt Culleres de argent, en que ne ha una trencada, pesan iiii lliures, dos onzes. *Item:* hun Strep dargent dauràt de Dona, pesa vuyt onzes iii quarts. *Item:* quatre Culleres dargent dauràt, è tres planges dargent dauràt smaltàt ab armes Daragò, è Arborea, è Cardona, pesant vint duas onzas. *Item:* un Gambal ab part he burell picàt dor, cap, e civella dargent, quatorze platons daurat pesa. *Item:* unes regnes de mulà, part he de seda burella, è sosteniments dargent dauràt, pesa. *Item:* unes hores cubertes de seda negra illuminades bellas. *Item:* hun saquèt, en que ha menuts quaranta quatre lliures xvii ss. vi dinès. *Item:* dues manegues de Dona de brocàt carmesì. *Item:* un drap de pits de Brocàt carmesì, è altre de Brocàt blau. *Item:* dues lengues de Brocàt carmesì. *Item:* altre troç de Broçat carmesì, per drap de pits. *Item:* dues manegues de Dona de Brocàt carmesì. *Item:* una altra manega Brocàt carmesì. *Item:* un Jupò de Brocàt carmesì, ab mijas manegas sens collar. *Item:* una lenca de Brocàt carmesì forràt de drap negre. *Item:* tres troços de guarniciò de aqua de Brocàt burèll. *Item:* un tronçet de capçana del dit guarniment. *Item:* un troç de Gonella de Dona vellut blau Calabrès. *Item:* un quartér de roba de vellut negre, tot dins un sach restituhi na Catherina, muller den Pere Cabatèr: les robes de jus scrites, les quals li acomanà dix Dona Marquesa de Sena. *Primo:* quatorze tovallas de taula novas stacadas, *Item:* vuyt tovallas ginesta de Flandes, è hun tovallò. *Item:* vuyt madexes de fil dor, è una dargent. *Item:* tres, ò quatre madexeres fil canejàt prim. *Item:* vuyt Mocadors Olanda. *Item:* sis Veletes de Dona. *Item:* dues Tovalles primes. *Item:* cinch troços manegues de Dona, de li. *Item:* dues Coxinetes Dolanda, cordò canat. *Item:* duas Camisetas de miñona vellas. *Item:* una Camisa de Olanda prima de home, è un Capèll de li. *Item:* una Coxinera petita. *Item:* tres rastres Pater nostres de Azebita. *Item:* dos Coxineras de Xamelot vermell, è un trot negre petits, totes dins una Coxinera. *Item:* un cos de camisa de seda, ab listes de grana, è un Capell de Dona obràt de seda negre. *Item:* un Pentinador de Cambray, ab cordons de fil blanch. *Item:* dos cossets, un blau, altre negre de seda, è altres drapers, tots dins una camisa vella. *Item:* un cordò de seda cendrosa. *Item:* quatre Cofreners buyts. *Item:* un Mirall duas lunas. *Item:* dos troçets Chamelòt negre, è un troç vermell. *Item:* set braços de Carisea blanca. *Item:* tres braços, è un palm vellut negre. *Item:* dos braços, è mig domàs negre. *Item:* un troç de manteta ceti negre vell. *Item:* un Coffrenet dambre, en que ha Scriptures, è Albarans, è Pater nostres de Dona. *Item:* un Sagell dor anellat de blanch ab armes de Don Salvador. *Item:* un Robinèt enguassat en or. *Item:* una Turquesa engastada en or. *Item:* dos diàmants petits engastats en or. *Item:* una Petxina engastada en or. *Item:* una Rodancha Doricorn, è un troçet de Coral

Digitized by Google

blanch. Roba per arear Laltar de casa Don Salvador. *Primo:* una Casulla de Xamelot blau, ab tot son fornitment, *Item:* un Calix ab sa Patena dauràt. *Item:* tres Tovallas daltar. *Item:* una Ara, ab una Tovallola embolicada. *Item:* dues peces de paramènt ab listas blanas. *Item:* una Patena de dar Pau, de Fust. *Item:* dos Canelobres de llatò. *Item:* un Missalet vell. *Item:* un Coxinet de Xamelot vermèll. *Item:* un Missal gran vell. *Item:* una Bandera, ò Pali de Domas vell, ab una Creu de carmesi en mig. *Item:* dos troços antorcha. *Item:* uns Hostiers, e un Leonèr de ferro. *Item:* en Laltar dos tovalles une sobre lo Altar, altra pusalt. *Item:* foren trobades en una Botiga de Don Salvador dotze Botes de vi entre vermell, è blanch, de les quals ne fond donada una à la fusta del Comte de Quirra, qui porta a Micer Falcò en Cathàluña, è açò per manament del Senyor Visrey. *Item:* foren axi mateix trobats en dita Botiga, sexanta huit peças cuyro bon, los quals foren sortits, è foren vint y un, è mig de sort venut an Joanot Massanà, à rahò de trenta cinch soldes cuyro. *Item:* foren trobats en una Botiga de Don Luys Dalagò sexanta duas peças cuyràm bon, y foren cuyros de sort huyt, è una sisena venuts al dit Joan Massanà, à la rahò de xxxv ss. cuyro. **Die prima Julii, fuerunt inventa in domo Domini Salvatoris Dalago bona sequentia.** *Item:* un drap de ras molt bell. *Item:* una Cortina de tres rodes. *Item:* dos Coxins de tela pintats plens de lana. *Item:* un poch de Albaxo de fer Sachs. *Item:* una flota traves de Cavall de lana. *Item:* dos Alletes petites de Coure. *Item:* tres Palas ferro, una Serra, una Caça daràm, una Caxa, una Plana. *Item:* dos plats de stany grans, dos Canelobres petits de llatò. *Item:* una Ballesta datzer trencada. *Item:* uns ferros grans de cuhynat. **Die xxviii mensis Maii, Anno M.CCCC.LXXVIII bona infrascripta fuerunt reperta domni Salvatoris Dalago,** in quadam Domo, in qua ipse morabatur cum uxore, et familia sua tota in praedicta Civitate Orystanni in platea vocata sa Majorca, ad latus vero cuiusdam domus honorabilis Saltarogessa, in qua quidem domo fuerunt reperta bona sequentia, de mandato, concilio, instantia praedictorum, ac praesentibus superius nominatis, videlicet honorabili. Sebastiano Pelleti Potestat, Saltarogessa, Bartholomaeo Gerp, Joanne Bosch, et aliis pluribus Laurentio Martino, et Petro Vizeahis Roba rebuda per mans del Potestat Sebastiano Pellici, lo qual cobrà de Latzaro Putzo, qui la havia hauda de Pedro Frahils, è sou fill Carrados de la Casa del dit Don Salvador, qui la sen portaven detràs la Señora sa Muller ligitivament, è es la seguent. *Primo:* unes faldetes drap vert, è forrada de blanquet. *Item:* una Gonella verde de bon drap. *Item:* un parell de manegues del dit drap vert. *Item:* un parell de Laçols, quatre Teles primes. *Item:* altre parell de la mateixa sort. *Item:* tres camises de Dona primes. *Item:* la metat de un Mongil de Xamelot negre de Dona. *Item:* una Toca de seda blanca, barras vermellas. *Item:* un Tovallon de seda, è Indigo. *Item:* quatre vaços fustàm vergat. *Item:* un Saquèt tela. *Item:* un Xugamans tela. *Item:* una Gonella de Dona vella. *Item:* una Tovallola prima de cap, è altra grossa. *Item:* un drap de pits de grana. *Item:* sis Canas de Lombardia. *Item:* una faxa morada petita, tot dins un Sach. *Item:* altre Sach. *Item:* unes Cortines de Seda, ab barras de Seda vermella unit, è sis listas. *Item:* una Gonella morada ab maranets, è manegues vellut negre. *Item:* un parell de Lançols prims, de quatre teles. *Item:* una Camisa prima de Dona. *Item:* dos brassos fustàm. *Item:* sis barretes de tela. *Item:* una Camiseta tela, è una barreta bruges de Miñò. *Item:* una Camiseta de Miñò, tela grossa. *Item:* altra par de mongil negre de Xamelot. *Item:* un Exalò vermell. *Item:* unes faldetes de Leonat, forrades de pany abribet de Vellut negre. *Item:* un Tabardo de Brimo, ab vetes negres. *Item:* un Gonell quatre quartets vert de bon drap. *Item:* una part de Mongil de Xamelot negre. *Item:* un parell Sabates de home vermelles. *Item:* un Coxinet de tela. *Item:* un troçet de tela. *Item:* un boliquim. *Item:* un quardador de home, de fustan pelòs. *Item:* una manega de Camisa de Seda ab listes vermelles. *Item:* un boliquim de tela. *Item:* un parell de Càlces de home. *Item:* hun parell de Linçols, la hu tres teles, laltre de quatre de Olanda. *Item:* un Lançol de tela Sardesca de quatre teles. *Item:* una Camisa de Dona, prima cordada al costat. *Item:* un Barret de tela. *Item:* quatre braços fustàm vergat. *Item:* una Flassada vermella. *Item:* un Sayo negre de bon drap. *Item:* una bona Capa negre de bon drap. *Item:* unes manegues de Dona, drap Leonat gros. *Item:* un parell de Linçols prims de quatre teles. *Item:* un Jupò de fustam. *Item:* tres brassos fustam de semblant rahò. *Item:* dos Camises de Miñò petites. *Item:* una Camisa de home tela de Olanda. *Item:* dos Camises de Dona, tela esquinçada. *Item:* un Cofre de Vori, en que havia hun Anell dor. *Item.* Corniola enguastada en Argent. *Item:* una Aguila de plata. *Item:* un Jubellet dargent. *Item:* una Toca de seda obrada. *Item:* un braç tela Olanda. *Item:* quaranta nou botons de Coral. *Item:* un fil Pater nostres negre. *Item:* una cana de tela de Olanda. *Item:* una Camisa tela prima de Olanda. *Item:* un Punchon dargent de fer randa. *Item:* una Tovallola prima randada. *Item:* una Tovallola. *Item:* quatre canes veta de seda negra. *Item:* . . . . . canas veta de seda cendrosa. *Item:* dos Beatilles de seda burella. *Item:* un Mocador squinçat. *Item:* un paper aguelles de cap. *Item:* tres troços de Coral. *Item:* una Tovallola prima de cap. *Item:* dos Ganivets petits en una Bahina. *Item:* hun parell Tesoretes. *Item:* un Mocador Olanda. *Item:* devuyt Pater nostres de Cristal ab un pomet dargent dauràt. *Item:* un Collar Lentilles negres. *Item:* un poch de fil dor. *Item:* una Agulla daràm. *Item:* un troçet de Benjuht. *Item:* una Tovallola tela Sardesca. *Item:* una Camisa de home grossa. *Item:* dos madexes de fill, è un poch de seda grossa morada. *Item:* una Capsa, en que ha lo sequent. *Primo:* una ampolleta Aygua Raffa. *Item:* una Beatilla negra guarnida dor. *Item:* dues Beatilles de seda blanca. *Item:* tres Vels de Seda. *Item:* una Barreta de Tela de home. *Item:* un Cossèt. *Item:* Beatilla de Seda. *Item:* un Vels de seda. *Item:* una Barreta de tela, ab una Barreta de Or, è de Seda. *Item:* dos Vels de Seda ab trena. *Item:* un Vel de seda blanca. *Item:* un Cossèt de seda obràt de Or, ab una perla grossa. *Item:* un Mocador tela Orlanda. *Item:* un Cossèt de seda negre orlat dor. *Item:* una Cana, è mija veta de seda negre. *Item:* tres Collars de lentilles negres. *Item:* tres brassos de veta negre. La seguent

Digitized by Google

roba, diu cobrà lo Potestàt Domno Salvador Pelen de Matzeu Fevari, è de Lorenzo Longo, e de Massania de la muller de Don Salvador. *Primo:* una Gonella de Domàs negre forrada de vermell, manegues de grana, orlada de seda negra. *Item*: un Mongil de drap si negre ab vetes de seda negra en les manegues. *Item:* una Gonella de mescla grossa de Miñona. *Item:* un parell de Linçols quatre teles primes. *Item:* una Camisa de Dona bella gros. *Item:* altra Camisa de Dona grossa. *Item:* altra Camisa de Dona. *Item:* un bolquim vermell gros. Un Cosset tela gros. *Item:* una Flaçada blanca. *Item:* una Gonella drap tenat, ornada de vellut negre, è barrada de drap gros. *Item:* un Linçol de tela de Olanda de tres teles. *Item*. una Camisa de Dona de bona tela. *Item:* dos bracos fustan. *Item:* un parell de Calces de drap blancs. *Item:* una part de Mongil de Xamelòt negre. *Item:* un Coxinét de tela ple de lana. *Item:* unes Manegues de home de mescla. *Item:* un parèll de Lençols prims. *Item:* una barriola di Miñò, de tela. *Item:* dos Manegues de drap vert, de home. Tota la dita roba liurà la Potestat en la Cambra de la sobredita Casa de Don Salvador. *Primo:* un Coffret barràt, trancàt pany, è clau, en lo qual havia tres Lançols tela Lombarda. *Item:* nou Torcaboques scarats tela grossa. *Item:* dos travesser de Flandes de ginesta nous buyts. *Item:* una Cuberta de troceda de la mateixa sort nova, la qual roba fon tornada en dit Cofre, sagellada ab sagell del Procurador Real. *Item:* una Caxa Dalber tancada ab clau, en la qual es lo seguent, *Primo:* quatre Maços de li Genovès. *Item:* quatre tovalles de tela de Taula stacades velles. *Item:* un Joch de torcaboques, en qua na xxiiii. *Item:* un Pellico blanch vell. *Item:* una Marlota de Dona vella. *Item:* un Capèll de papellò ab franges squinçades. *Item:* una Banoveta petita ab ondes Olanda. La qual roba fon tornada en la dita Caxa. *Item:* un Coffrèt ferràt obra de Naplos, en que ha lo seguent. *Primo:* vuyt peces tovalles noves de taula es tacada. *Item:* quatre Linçols prims tela de Casa, de quatre teles quiscù. *Item:* tres torquaboques en un peçal. *Item:* un troçet Coral. *Item:* un Bolich de Scriptures, ço es, letres de poca importancia, es tornàt en lo Cofre, stà sagellàt ab las armes desus dites de un Cofre gros de Barchenona, ab armes de Besora tancada ab clau, en la qual es lo seguent. *Primo:* un Paner de Vidre. *Item:* una Flaçada cardada nova blanca. *Item:* un Alquella blanca de tela vella. *Item*: una Cuberta de tela de Dona draptenàt ab ribetes de vellut negre. *Item:* quatre tapits de tres rodes, è hu sens rodes, que son cinch, la qual roba fonch tornada en lo dit Gofre. *Item*: altre Cofre de la meteixa sort, ab pān, è clau, en lo qual es lo seguent. *Item:* un parell del Linçols prims nous. *Item:* Vanova de Cobertor de tela blanca de Olanda. *Item:* altra Vanova ab ondes vella. *Item:* una Flassada cardada vella. *Item:* un parèll coxins de paraments cordats. *Item:* cinch pams de Cuyre. Tota la roba fou tornada en dit Cofre, è sagellada en la forma mateixa. *Item:* un Llit ab posts ab sos peiges, una Cocera de ploma, è sis Matalafs, en que ne ha quatre barrats groc, è vermell, è dos blanchs. *Item:* un Papallò blanch sense Capèll, ne pom vell. *Item:* en dit Lit tres flaçades cardades, hun naster plè de ploma. *Item:* altre Flaçada Burella ab listes blanques. *Item:* quatre parèlls Lançols bons, è tres parèlls per la Compañia. Les quals coses foren dexades per les Dones, è Miñons malats, quatre Tovalles de taula bones, è hun parèll de Companya. *Item:* altra Caxa Sardesca tancada en clau, en que havia un guarniment de Mula draptenàt gros, ab rivèt vellut negre. *Item:* unes Tovalles de taula grosses. *Item:* tres Jochs de tela de Casa, en que na deset Canas en los dos prima, en laltre quatre Canes grossa. *Item:* tres tapits, dos ab rodes, è hun sens rodes, tota qual roba fon tornada dins dita Caxa, è fon axi mateix sagellada en la forma de les altres. *Item:* una Caxa Pisanesca vella, en la qual era lo seguent. *Item:* un parèll Streps ginets plateàts. *Item:* altre parèll dauràts è mellàts. *Item:* altre parèll Straps de Mula dauràts, *Item:* un parèll Streps de Ginèt dauràts. *Item*: dos parells de atichats dauràts plateàts, que han servit. *Item:* altre parèll nous. *Item:* un parèll de Calcanyos dauràts nous, è altres parèlls plateats nous. *Item:* dos Pitrals, hun mellàt obrat de fil Dargent tirát, laltre plateàt. *Item:* dos parèlls Capçanes de la obra dels dits pitrals. *Item:* una Spasa de fadri ab ses correges, pom, è cruera daurát, lo qual Cofre resta ubert per no haveri tancador. *Item:* un mig Cofre de Barchenona, en que ha lo seguent. *Primo*: dos Capses, en que ha molts drapets, è frasques de Dona, de poca valua, è hun poch de fil prim. *Item:* mija cana de Xamelòt negre. *Item:* tres Lançols bons de quatre teles bons. *Item:* sis Lançols de quatre teles, tela Lombarda bona nous. *Item*: un Brial vell de Dona Fustam vergat. *Item:* un Sobrecel de Cortina vell squinçàt randat. *Item:* quatre toques tela de Casa per tot vuyt canes. *Item:* tres catises petites sens rodes: tota la qual roba font tornada en dit Cofre, è tancát, è sagellàt en la forma de les altres. *Item:* altre mig Cofre ferrat obra de Napols, en lo qual era lo seguent, ço es, algunes Capses buydes, è cinch Ampolletes aygua almescada, è altres frasques de Dones, la qual axi mateix fon sagellada, segons los altres. *Item:* altre mig Cofre pintàt despañát, en que era lo seguent, ço es: Quatre Capses buydes, è hun poch de filàt, è hun march axì mateix sagellada. *Item:* una Caxa gran sens tancadura, en que ha quatre Coxins sens coxinera plens de fluxell, è dos Coxinals pintats de tela, è hun Coxì de sella de Dona, è una Cortina de cotonina vella. *Item:* una Flassada de borrò blanca vella, la qual Caxa per esser de poca valua, resta uberta. *Item:* en la parèt de dita Cambra ha un Aguilef Morisch. *Item:* una Flaçada borrella, listas blancas vella, è la Cambra de Dona Marquesa era una Caxa vella, ab algunes coses de Medecina. *Item:* un Matalaf blanch, è una Flaçada burella tota vella. *Item:* altra Caxeta en dita Cambra, en qua ha tres Lençols grossos vells, è una Tovalla de taula grossa, è alguns altres pedaços vells; è fonch axi mateix sagellada en la sala. *Primo:* una Caxa gran vella, en que ha lo seguent, ço es, un troç de Vanqual Sardesch. *Item:* dos bolichs Stopa filada. *Item:* un Papalló sens Capèll squinçàt. *Item:* un Alquicen Morisch vell squinçàt. *Item:* una Flaçada cardada vella, è altra poch millor: *Item:* un Linçol vell squinçàt. *Item:* un parèll Lançols nous, tela Lombarda. *Item*: quatre Tovalles de Taula stacades. *Item:* nou Pesas randa, è uns troços flocadura vells de Papallò. *Item:* un Caxò vell, en que ha troços de Arnès,

Digitized by Google

è dos saquets taxes, è un Lanamàs de Lehotò. *Item:* una Caxa gran vella, en que era lo seguent. *Primo:* un Cubertor de mitò de seda, è de grana forràt de tela vert obrát, com à Banova de Cotò. *Item:* una Banova blanca usada molt. *Item:* quatre Lançols grossos squinçats, e fon tornada en dita Caxa, la qual fon sagellada. En la Cambra hon dormia Dona Marquesa es lo seguent. *Primo:* dos Lits ab marfegues, è un matalaf de Canamàz tot vell, è dolents, ab pegès, è taules tot axi mateix vell. *Item:* quatre Caxons vell buyts. En la Coxina dalt foren les coses seguents. *Primo:* dues Olles grans de Coure, en que pot cabre un Moltò en cascuna. *Item:* quatorze Olles, altres de coure petites, è mijanes. *Item:* dos Calderos Aràm *Item:* una Caxa plena de molts drapets de boca de poca valor, è foneh sagellàt. *Item:* cinch Matalafos, è un travesser, tres façades tot molt vell. Hun mig Cofre, lo qual era de Dona Sevilla Dalagò, en lo qual era lo seguent. *Primo:* quatre canes dos palms vellut negre. *Item:* dos parèlls Lançols prims. *Item:* una flota de madexes de fil filàt. *Item:* set tovalles prims randes als caps. *Item:* unes ligades de fil dor embolicades en un papèr. *Item:* una Capsa pintada, en que ha lo seguent, ço es: tres Cofies de Dona fil dor, è de seda, è vels, è clochetas de Dona, un Ventall, è altres miseries. *Item:* dues Coxineres Dolanda obrada de cordonèt. E com sia manifesta cosa, los dits bens trobàts en la dita Casa no esser del dit Don Salvador, mes de les Nobles, è amades nostres Dona Marquesa de Sena, lo Marit de la qual Don Pedro de Sena pugnant animosament en servey nostre en la força de Gerona, hon com à bo, è fidelissimo Vassall se encloguè ferit de Bombarda morì: è de Dona Isabel Dalagò, Mullèr dei dit Don Salvador, Germanes, les quals sempre son stades feels, è obedients, è afectadas à nostra Magestat, qui per aquesta causa son a Nos vengudes: car es certa cosa, que lo dit Don Salvador, com casá ab la dita Dona Isabel, no tenia bens alguns, è en cas que per ventura entre los bens trobàts en la Casa del dit Don Salvador, ò aquell en altra manera possehis, haguès bens alguns sens de aquells, havèm fet gracia, com fem ab les present, à les dites Germanes per llurs merits, è per los respectes damunt dits. E vullàm per ço los dits bens entregament, ò los preus de aquells esserlos restituhits, axi que en la Casa del dit Don Salvador son stats trobàts, com altres, que les dites Germanes sien, obtengue, è possehis lo dit Don Salvador. Per tant vos dièm, è manàm de nostra certa sciencia, eo expressa, sots incorriment de la ira, è indignaciò nostra, è pena de tres mil florins dor, que los dits bens mencionàts en lo dit Inventari, è altres qualsevol, que de les dites Germanes, ò laltra delles fossen, ò possehis lo dit Don Salvador, axi mobles, com immobles, è se movents, honsevulla que sien, es troben, restituhiau, è façàu restituhyr à les dites Germanes, o llur Procurador. E si tots, ò alguna part de aquells stimàts, è preus de aquèlls venuts, ò per vos dit Visrey, ò per nostre Mestre Racional en lo Regne de Valencia, ò per en Joan Riba del Officì de Scrivà de Raciò de Casa nostra; è altre qualsevol per Commissiò, è Manament nostre seràn stats dats à la Noble, è amada nostra Dona Brianda Carròz muller del dit quondam Don Nicholau Carròz, en paga del que pretèn esserli degut per nostra Cort: Com vullàm les dites Germanes cobren los dits bens, com dit es. Volèm, que manèu, axi com Nos manàm ab la present, à la dita Noble Dona Brianda, que de continent los dits bens stimàts, ò los preus de aquells, los preus dels venuts à ella donàts, com dit es, restituesca, è liure à les dites Nobles Germanes, ò à llur Procurador, com ho vullàm axi per los dits respectes, è si ella ho recusara, ò differia, lo que no podèm creure, pus Nos loy manàm, en tal cas, la compellirèu, per les millors, è mes promptes compulsions, que à Vos seràn vistes. E perque no es rahò la dita Noble reste frustruada, manàm ab aquesta mateixa al Mestre Racional de nostra Cort en lo Regne de Cerdenya en Berenguer Granell, à qui harèm comès la examinaciò, è liquidaciò dels Comptes de la dita Dona Brianda, que passe, è admeta en Compte à la dita Noble Dona Brianda, tot lo que à les dites Germanes, en virtut de la present liurarà, è volèm lin sia feta smena, à satisfaciò ensemps ab lo que consiguirà, è serà cobradora de nostra Cort, per los dits Comptes, è liquidaciò de aquells. Dat. en Medina del Campo à xxv del mes de Setembre, any de la Nativitat de nostre Señor Mil cccc.lxxx.

Yo el Rey.

Dominus Rex mandavit mihi Gaspari Darinyo, visa per A. Sanchez pro Generali Thaesaurario, et Conservatore.

LXXXVIII*.

Lettera del re di Aragona al Bailo generale del regno di Valenza, con la quale gli ordina di lasciar entrare liberamente nel castello di Xativa, e di rimanervi a piacimento loro, Donna Marquesa de Sena, e Donna Isabella di Alagon, per conferire, la prima col suo figlio visconte di Sanluri, e la seconda col suo marito Don Salvatore di Alagon, e suo cognato Don Giovanni di Alagon, i quali si trovavano rinchiusi in detto castello.

(1481. — 11 marzo).

Dai Regii Archivi di Barcellona, Registr. Itinerum I et II. ab ann. mccccLxxx ad ann. mccccxc, fol. 16.

Batle General, la voluntàt nostra es, è axi us ho encarregàm, è manàm quant stretament podèm, que liberament, è sens impedimènt algu, *permetàu, que Dona Marquesa de Sena, y Dona Isabel, Muller de Don Salvador Dalagò, ab los Fills de aquella, los quals son presos*, puixan entrar en lo Castel de Xativa, estàr alli tant com ben vist los serà, è entrar, è exir en lo dit Castell, è parlar, è star ab lo dit Don Salvador, è Don Joan Germàns; è noy posen contrast, o dilaciò alguna, car aquesta es nostra ferma voluntàt, è volèm per vos axi sia fet, è complit, dubte, è dilaciò cessant. Dat. en Barcelona à xi de Mars del any m.cccc.l.xxxi.

Yo el Rey.

Digitized by Google

Post dat. E signat, scriven al Alcayt de Xativa, *que tinga, è faça tenir esment en les persones, axì de Don Salvador, com de altres, per manera no fos lo dìt Alcayt decebut, y ells stiguen preses, è ben guardats.* Dat. ut S. Ludovicus Gonzales Secretarius.

Gonzales Secretarius.

Dirigitur Bayulo Generali Regni Valentiae.

LXXXIX*.

Nota delle spese fatte da Giacopo di Vivaldi pel mantenimento di Giacopo Mancoso già vescovo di Ajaccio, dal giorno del suo arresto fino alla consegna fattane in Lerici, e dei soldati e marinai che lo scortarono, presentata a Giacopo di Laude Castellano di Castelletto di Genova.

(1481. — 9 maggio).

Dalla Cancelleria dell'Archivio di S. Giorgio in Genova (Bonifazio, Filza 1.ª).

✠ MCCCCLXXXI die VIIII maii.

Expense facte per me Jacobum de vivaldis pro domino Jacobo de laude castellano arcis castelleti pro scotis presbiteri Jacobi mancosi de Bonifacio olim episcopi adiacensis prodictoris pro mensibus quatuor et diebus septem ducatos viginti quinque et plus solidos VIII pro errore commisso in cero quando sibi feci solutionem dando sibi scutos XXVII et non mihi restituit nisi solidos XX et restituere debebat solidos XXVIII. . . . . L. 69. 4. »

Item ea pro beveragio dato sociis XII captis in mea societate pro conducendo dictum episcopum de castelleto ad domum meam . . . » » 10. »

Item die X maii. Pro Jacobino de auria nuncio pro faciendo expensis dicto Episcopo cum duobus servientibus qui continue astabant die et nocte ad custodiam dicti Episcopi » » 15. 6

Item die XI. Pro dicto Jacobino pro prandio et cena . . . . . » » 12. »

Item die XII. Pro dicto ut supra . . . . » » 14. »

Item die XIII. Pro dicto ut supra. . . . » » 12. »

Item die XIIII. Pro dicto ut supra . . . » » 13. »

Item die XV. Pro dicto ut supra . . . . » » 11. »

Item die XVI. Pro dicto ut supra. . . . » » 12. »

Item die XVII. Pro dicto ut supra . . . » » 12. 6

Item die XVIII. Pro dicto ut supra . . . » » 10. 6

Item die XVIIII. Pro dicto ut supra . . » » 11. »

Item die XX. Pro dicto ut supra . . . . » » 12. »

Item ea. Pro beveragio dato certis sociis in cero qui mihi fecerunt societatem quando imbarcavi dictum Episcopum. . . . . » » 5. »

Item dicta cero: pro pane vino et caxeo pro munitione lembi in quo portavi dictum Episcopum. . . . . » » 5. »

Item die XXI. Pro cena in monterubeo computato patrono lembi et certis sociis. . » 12. »

Item die XXII. Pro prandio in Primazorio cum patrono et certis sociis ut supra . . » » 10. »

Item ea. Pro hominibus sex captis in dicto loco cum suis armis pro conducendo dictum Episcopum per terram usque ad portum venerem non possendo accedere per mare propter tempus adversum solidos XXX et pro colatione in portum venerem solidos X. . . . L. 2. » »

Item pro naulo lembi cum hominibus octo. videlicet libram I et solidos X pro singulo et totidem pro lembo. . . . . » 13. 10. »

Item pro colatione in portum venerem» » 5. »

Item pro lembo capto in dicto loco pro conducendo dictum Episcopum ad illicem cum hominibus quatuor (1). . . . . » » 10 »

XC*.

Ordine del re di Castiglia e Aragona all'Alcaldo del castello di Xativa nel regno di Valenza, affinchè lasci liberamente conferire Donna Isabella di Alagon, e Donna Marchesa de Sena con Don Salvatore e Don Giovanni fratelli di Alagon e Arborea, presenti però le guardie, e permetta pure che vicendevolmente si scrivano, purchè le lettere siano prima da lui vedute.

(1481. — 28 dicembre).

Dai Regii Archivi di Barcellona, REGISTR. ITINERUM I e II, ab ann. MCCCCLXXX ad ann. MCCCCXC, fol. 102.

LO REY.

ALCAYT, per altres vos havèm scritt, encarregànt, è manànt vos, que permettessèu, *que Dona Marquesa de Sena, è Dona Isabel Dalagò, Germanas, puixen entrar, à veure, è comunicar ab Don Salvador, è Don Joan Dalagò, è visitàr aquells, presents les Guardes.* È perque la volontàt nostra es, que aquesta; per ço vos encarregam, è manàm, quant affectuosament podèm, que les dites *Dona Marquesa, e Dona Isabel* permetàu visitàr, è comunicar ab los dits Don Salvador, è Don Joan Dalagò, *presents les Guardes, y que ells scriguen à elles, è elles à ells, puix emperò vos vejàu les letres;* è noy poseu dilaciò, ò façàu lo contrari, car aquesta es nostra voluntàt. Dat. en Valencia à XXVIII de Deembre en lany M.CCCC.LXXXI.

YO EL REY.

Ludovicus Gonçales, Secretarius.

Dirigitur Alcaydo Castri Xativae.

(1) Da questo documento appare, che al 9 maggio 1481, Iacopo Mancoso vescovo di Aiaccio non era più tra' vivi, giacchè vi si legge tra le altre cose fin dal principio — *Jacobi Mancosi de Bonifacio* OLIM EPISCOPI *Adjacensis.* — S'egli morisse di morte naturale o violenta non se ne ha traccia nè in questa CARTA, nè nel processo (Ved. sopr. CART. n.° LXXXIV*), nel quale, come già notammo, manca la sentenza di condanna. Ritenendo però che le prime *spese* della presente NOTA hanno la data del 10 maggio (che dev'essere il maggio del 1480, essendo questa NOTA datata del 9 maggio 1481), e che si dice nella rubrica — *Expense facte. . . . . pro scotis presbiteri Jacobi Mancosi de Bonifacio olim Episcopi Adjacensis prodictoris,* PRO MENSIBUS QUATUOR ET DIEBUS SEPTEM — pare quasi certo ch'egli mancasse di vita nel 17 settembre del 1480.

Digitized by Google

XCI.*

Testamento di Don Leonardo di Alagon e Arborea, già marchese di Oristano e conte di Goceano, scritto di sua mano, mentre era prigioniero nel castello di Xativa nel regno di Valenza (1).

(. . . . . (2)).

Dal Memor. del Marq. de Moncayo, Palafox e Cossojuelo sull. success. al marches. d'Oristano, num. 23.

En nombre de Nuestro Señor Dios, y de la gloriosa Virgen Maria. Yo Leonardo de Arborea (3), Marques de Oristan, y Conde de Gociano, fago y ordeno este mi ultimo testament, y ultima voluntad de mi propria mano. — PRIMO: ordeno, è mando, que de mis bienes sean pagados, è satisfechos todos mis deudos, tuertos, è injurias. — *Item:* quiero è mando, que todo aquello, que se trovara yo aver preso de las rendas de los beneficios, que Don Juan mi hijo tenia en Zerdeña, sea satisfecho otro tanto en cada Iglesia del Beneficio en las cosas mas necessarias (4). *Item:* quiero que a la Iglesia de Simaguis sian distribuidos cieu ducados buenos en las cosas mas necessarias. *Item:* quiero y mando, que los Testamentos de la Señora mi Madre, y de mi Muger sean cumplidos. — *Item:* Lexo por la anima de mi Suegro tres mil sueldos. — *Item:* Lexo por la anima de mi Suegra mil sueldos. — *Item:* Lexo por la anima del Marques Don Salvador (5) sia fecho un Monasterio de Santa Maria de Iesus, à la Magdalena, de fuera de Oristan, y en la Seo, do es su cuerpo, sea fecha una bella defunsion, y puestas sus Venderos, y Escudo, y dado un beltrapo de oro, y una *Custodia* de argent, que coste setecientas liuras Calaresas, en el dito Assen do està cuerpo, y que se diga por su anima tres mil Missas. — *Item:* Lexo que por su anima, del Rector sian distribuidas centcinquantas libras Calaresas; y por el anima de Mosen Ximene Idania otras cien cinquanta libras Calaresas; y por la anima de Ferrando de Ayala cinquenta libras Calaresas. — *Item:* dexo à Doña Leonor, à Don Iuan, à Don Anton, à Don Salvador, à Dona Maria, fijos mios legitimos, cada cinco sueldos por parte de legitima, y cada cinco por parte de herencia, con los quales se hayan à tener por contentos, y pagados, excepto lo que graciosament les querece dexar. — *Item:* Lexo à Cathalina fija mia bastarda veinte mil sueldos moneda laquessa en ayuda de su matrimonio, con que case con voluntad de mi Heredero; y si muriere sin fijos, tornen a mi Heredero. — *Item:* Lexo à Leonardo fijo mio bastardo, que sia de Orden, y le sian dados dos mil sueldos de renda, hasta que tenga otra tanta renta. — *Item:* Lexo à Quiteria fija mia bastarda tres mil libras Calaresas en ayuda de su matrimonio, con que case con voluntad de mi heredero, y si muere sin fijos legitimos, tornen a mi Heredero. — *Item:* Lexo à Miguel fijo mio bastardo tres mil libras Calaresas, y si muere sin fijos, tornen a mi Heredero. — *Item:* Lexo à Ioana fija mia bastarda dos mil libras Calaresas en ajuda de su matrimonio, con que case con volontad de mi Heredero, y si muere sin fijos legitimos, tornen a mi Heredero. — *Item:* Lexo a Francisco fijo mio bastardo docientas libras Sardescas, digo Calaresas, y que sia Capellan, fins que haya otra tanta renda. — *Item:* Dejo lo que Don Luis pretiende yo serle tenido sea reconoscido amigablemente sin inquisicion; y si no basta lo que demanda, à diez mil libras, ò à lo que alcance, le sien cumplidas diez mil libras: y si no alcanza nada, le sean dadas diez mil libras Calaresas: y si alcanzara mas de diez mil libras, no aga de alegar la lexa de diez mil libras Calaresas. — *Item:* Quiero y mando, que la Galea sea luego desarmada, dandose la franca à todos. — *Item:* Que todos los sclavos, y sclavas, que yo tenia, sian francos. — *Item:* Lexo de gracia especial a Doña Leonor fija mia legitima cinquenta mil sueldos, que le lexaba su Madre, yo qui siendo. — *Item:* Lexo de gracia especial a Doña Maria fija mia legitima cien mil sueldos laqueses en ayuda de su matrimonio, que case con voluntad de mi Heredero, y si muere sin fijos, tornen a mi Heredero los cient mil sueldos. — *Item:* Lexo a Don Ioan fijo mio legitimo, de gracia especial, las ENCONTRADAS de *Maoraca*, y *Costa de Vals*, con rendas, emolumentos, jurisdicion alta y baja, con tal viculo y condicion, que no pueda vender, ni transportar las ditas ENCONTRADAS; ni parte dellas, ni ordenar, sino en fijo, ò fijos legitimos masclos, si haurà; sino tornen ditas ENCONTRADAS a mi Heredero universal. — *Item:* Lexo a Don Salvador fijo mio legitimo, de gracia especial, las ENCONTRADAS de *Parte Arigado*, de *Mandrolisai*, y de *Bargabelvi*, con todas las rendas, emolumentos, jurisdiciones altas y bajas, con tal vinculo y condicion, que no pueda vender, ni transportar ditas ENCONTRADAS, ni part de aqueilas, ni ordenar sino eu fijos legitimos masclos; si no dauxà, tornen las ditas ENCONTRADAS a mi Heredero universal. — *Item:* Quiero y mando, que mi Heredero no sea tenido à las lexus de Don Luis, ni de Doña Leonor, ni de Doña Maria, ni de los Bastardos, *hasta que aya cobrado, y posseha el* MARQUESADO DE ORISTAN (1) — *Item:* Lexo a Bernardo Crispacho, por los buenos y grandes servicios que me ha hecho, ochocientas libras Calaresas, y mas cien libras Calaresas de renda cada un año sobra

(1) Dall'altro testamento di Don Antonio Di Alagon e Arborea, figlio terzogenito del marchese Don Leonardo, che riportiamo fra le CARTE e i DIPLOMI del secolo XVI, nel quale si trova inserito il presente, si ricava, che quest'ultimo era *todo scripto de mano del muy Spectable Señor Don Leonart de Arborea, quondam, Marques que fue de Oristan, Padre suyo.*

(2) Nel testamento autografo non è notato l'anno; ma può credersi con fondamento che il testamento sia stato scritto dal marchese Don Leonardo nel 1488, e anche prima, essendo egli morto nel castello di Xativa o sul finire del 1489, o nel principio del 1490.

(3) Il testatore prende il cognome di *Leonardo di Arborea*, perchè gli Stati di Oristano e di Gocceano gli erano pervenuti da sua madre Donna Benedetta di Arborea, seconda moglie di Don Artaldo Alagon padre suo, e figlia di Leonardo Cubello di Arborea, che prese questo titolo, perchè succedette agli antichi *Giudici Arboresi.*

(4) Nel capitolo XIV dell'ATTO DI CONCORDIA del 1474 tra il Re Don Giovanni II di Aragona e Don Leonardo di Alagon era stato convenuto che spetterebbe a quest'ultimo la *presentazione* a tutti i vescovati e benefici ecclesiastici nelle provincie di Oristano e di Goceano (Ved. sopr. CART. n.° XLVIII*). Si capisce quindi donde provenissero i *beneficj* dei quali qui parla il testatore.

(5) Don Salvatore Cubello di Arborea, suo zio materno (Ved. sopr. *Alber. Genal. dei Marchesi di Oristano*, DISSERTAZIONE SESTA).

(1) Da questa disposizione testamentaria si deduce che Leonardo D'Alagon, benchè vinto e prigioniero in Xativa, era persuaso del proprio dritto, e confidava che finalmente, o a lui stesso, o al suo figlio, che instituiva suo erede universale, sarebbe restituito il marchesato di Oristano di cui era stato violentemente spogliato.

Digitized by Google

las Pesqueras de Cabras, y Marepontes, las quales le sean bien pagadas. — *Item:* Lexo Spondalero à mi Heredero, y por mi anima lo que à el parescerà, y mi cuerpo sea sepelido do à el parescerà; encomandandole mi anima, y Fijos, y Criados. — *Item:* Lexo, y quiero, y ordeno general, y special Heredero mio universal, à Don Anton fijo mio legitimo, de todos mis bienes mobles, sitios, havidos, y por haver, aciones, drechos mios, y a mi pertinescientes por qualquier via, y razon: però quiero, y mando, que de las propriedades no pueda vender ni transportar, sino eu fijos masclos legitimos, y sino daurà, tornen las dichas propriedades à Don Iuan fijo mio, al qual constituesco Heredero, si vivo serà, ò à fijos suyos legitimos masclos, si daurà; y sino daurà, tornen las dichas propriedades a Don Salvador fijo mio legitimo, al qual costituesco, en tal caso, Heredero de todas las propriedades, ò a fijos suyos legitimos masclos si daurà: y si los ditos Don Iuhan è Don Salvador no auràn fijos masclos, tornen las ditas propriedades a fijas de Don Anton; è si no daurà, tornen las ditas propriedades a fijas de Don Iuan; è si no daurà à fijas de Don Salvador; è si no daurà à fijos masclos de Doña Leonor fija mia, con que aquell, ò aquellos lleven el Nombre, y las Annas de Arborea; è si no daurà à fijos de Doña Maria fija mia masclos, con que aquell, ó aquellos lleven el Nombre, y Armas de Arborea; y si no daurà, à Don Luis mi hermano, ò à fijos suyos de Don Luis mi hermano; y si no daurà, tornen a fijos de Doña Leonor; è si no daurà, à fijos de Doña Maria, con condicion, que el que succeyerà trayga las armas, y Vandera de Arborea. — *Item:* Quiero, y mando que todos mis Hijos, y Hijas hayan de loar este mi testamento, y tenerse por contentos de aquel, et el que contradirà, ò querrà mas demandar, revocole la lexa, excepta la herencia. — *Item:* Declaro, que un Albaran de mi mano, que tiene Doña Leonor, no ha lugar, porque aunque dize en Oristan, sobre mi fee, y anima, fue fecho en Zaragoza fictament, y sellado con mi Sello, assi que declaro, que no se pueda alegar; è si con aquel demanderà otra cosa, sino a la lexa de este mi Testament, revoco la lexas de los cinquenta mil sueldos, y revoco los vinculos à ella, y à sus fijos, que ella, ni ellos no puedan aver res de mis bienes, y no quiero haya los veinte mil sueldos, que su Madre le lexò, yo quisiendo.

XCII.*

Decreto e capitoli riguardanti gli Ebrei della Sinagoga di Cagliari, emanati e pubblicati da Don Iñigo Lopes di Mendoza, vicerè di Sardegna (1).

(1488.....).

Dall'antico Archivio Patrimoniale di Cagliari, Vol I, Let. Y.

(1) Questi capitoli, decreti e rigori contro gli ebrei nati o dimoranti in Cagliari erano forieri della loro totale espulsione dall'isola, la quale ebbe luogo quattro anni dopo sotto il regno di Ferdinando il Cattolico e il Viceregato del D.re Giovanni Dusay. (Ved. infr. il Decreto relativo del 31 marzo 1492, Cart. n.° C.°)

Lo Rey de Castella, de Arago, y Sardenya.

Ara oyats que us notifica lo molt Illustre Senyor Don Iñigo Lopes de Mendosa lloctinent general de la Magestat del Senyor Rey, y Virrey, Governador General del present Regne de Sardenya, a tot hom generalment de qual sevoll lley, condissio, o estament sia, que com per las lleiys divinas, y humanes los Iuheus deguen esser separats del viure del Crestians, y en tal manera anar senyalats, que tots sian coneguts. per ço lo dit Senyor Virrey, y Governador, inseguint los manaments de Sa Magestat del Senyor Rey per lo benefissi de aquest Regne ha fets, y ordenats les capitols seguents:

Capitols fets per manament del spectable Senyor Virrey sobre lo redut de la Ahama dels Iuheus de la Sinagoga de Caller de tants secles en ella estants, ab interventio, y expres consentiment del Reverendissim Senyor Archebisbe.

Primo que los Iuehus estiguan com sempre *ab antiquo* son estats separats en llur carrer del present Castell, y Ciutat; y non pugan vivre en altra part mesclats ab los Chrestians, ni comprar cosa en ninguna altra part de la Ciutat, y Appendissis, sots pena de perdre lo preu y la cosa; y que ningun puga anar sens portar la *vetta groga (nastro giallo)* en lo berret, salvo si anas en viatge.

Item que los Iuheus tingan en la carniceria una taula per la llur carn en lloch separat y deputat per lo magnific Procurador Real; e que lo Rabby no puga degollar altra carn sino per aquella taula, a pena de cent lliures. — Es deliberat que la carniceria dels Iuheus sia apartada de la carniceria dels Chrestians, e que sia feta en un clos sota la muralla à despeses comunes dels Iuheus, e del qui cull lo dret de les taules de la dita carniceria. E per relevar los dits Iuheus de major perdua, es stat vist que lo Rabby de dits Iuheus haia facultat de triar de la carn viva, aquella que millor li parrà. E que no puga tocar, ni degollar altra carn, sino aquella viva que triada haura, sots la dita pena.

Item que Chrestià algù no gose comprar carn de dita taula dels Iuheus, ni lo carnisser vendre tal carn a Chrestià, a pena de x lliures per la primera vegada, e les altres a arbitre de Sa Senyoria la dita pena al carnisser.

Item que tot Iuheu, o Iuya porten rodelles vermelles en los pits ben alt, à un palm de la orella dreta o squerra, en las vestidures per totes les Ciutats y llochs poblats, aout anivrn, del present Regne, a pena de perdre la vestidura.

Item que Iuheu algu no gose cavalcar en les festes manades guardades per la Sglesia, ço es per fer mercaderia, o negossiar; sinon tant solament per passaiar, a pena de perdre la cavalcadura, e dites mercaderies: so es les festes anyals diumengyes, festes de Nostra Dona, e dels Apostols.

Item que Iuheu algu, o Iuya no gose tenir en sa casa Crestià, o Crestiana a salvada, mosso, o mossa, *dida (balia)*, sclau, o sclava, o altre servicial Chrestià, a pena de xxv lliures, e perdre lo sclau, o sclava.

Item que Iuheu algu, o Iuya no gose fer *fena (lavoro manuale)* en les dites festes dels Chrestians ab portes ubertes, a pena de x lliures. Emperò si farà dita fena en la sua

Digitized by Google

cambra e sala, pux no la fassa à la finestra, o en altra part, puga tenir les finestres ubertes sans pena.

Item que ferrer algu Iuheu, texidor, o texidora, argenter, *fuster (falegname)*, o altre manestral de qual sevoll offissi, que fassa remor, no gose fu dit offissi en les dictes festes en manera alguna, a pena de x lliures.

Item que los Iuheus que vindran de ultramar, en qual sevull lloc sbarquen de la *illa (isola)*, no puga praticar ab ningu, sens que tinga llicentia en scrits del Rabby de la Sinagoga de la present Ciutat, y ell subit que serà avisat ne done la deguda notisia al Senyior Archebisbe de dicta Ciutat, y sa Senyoria li done, o no, la facultat de poder dit Rabby dar pratica als dit Iuheus, ahont saran, segons antich usatge, y consuetut, que lo dit Rabby en lo que toca a' les coses de llur lley sia aquell que dispondre dega tot. Sots pena de la vida al Iuheu que contra vindrà, y al Chrestia que ab ell tindrà pratica de confiscassio de sosbens, y desterro del Regne.

Item que Iuehu algu, o Iuya no puga portar or, seda, joyes, ni grana en vestir algu dins ni fora la Iuheria, sos pena de perdre los dits vestits, e joyes: exceptat que puga portar les arres de son matrimoni *dins (dentro)* la Iuheria.

Item que Iuheu algu o *Iuhea* (1) no gose portar borzeguins, tepins, ni sabates daltre color que negres, a pena de perdre aquells, exceptat quant van a cavall fora la ciutat, sots pena de perdre dit capussos e cavardos.

E axi vol lo dit Senyor lloctinent General que qualsevol offissial tinga facultat de executar les penes dels bens de qual sevol qualitat; lo tiers de la qual pena sia del acusador; y per que ningu ob ignoranssa no se puga excusar, mana lo dit Senyor Virrey esser pubblicada per los llochs acostumats de la present Ciutat: e guardese, qui guardar se ha. (2)

(1) *Juhea.* È questo il solo luogo in cui si trova così scritto il genere femminino degli ebrei: negli altri luoghi si legge costantemente scritto *Juya.*

(2) Poichè si parla di Ebrei e delle loro sinagoghe in Sardegna, non sarà inutile notare, per complemento di tali notizie, che nel 1381 gli ebrei Giacomo Bassach e Beth di lui consorte, vendettero con stromento (da noi letto ed esaminato negli Archivi della Chiesa Cattedrale di Alghero) al pure ebreo Vitale Alabi una casa sita in detta città di Alghero nella strada che conduce *ad castellas* (odierna contrada di Santa Croce), per fabbricarvi la loro Sinagoga. Da ciò si deduce che prima dei decreti e capitoli del 1488 emanati dal Vicerè de Mendoza, e contenuti nel presente documento n.° XCII* (anzi già da un secolo prima), non era proibito agli Ebrei di acquistare e possedere beni stabili nelle città e nei luoghi abitati dove essi dimoravano: lo che pure è dimostrato da una *Concessione* fatta nel 1432 da Francesco Giovanni di Santa Colomba, governatore e riformatore del Capo di Sassari e Logudoro, con la quale autorizza *Magistrum Salomonem Averno Iudaeum* a comprare *quemdam campum terrae positum intra regales Villae Alguerii, prope campum, seu ortum Presbyteri Bernardi Durant*, per seppellire i cadaveri degli Ebrei. — Esisteva inoltre nei Regii Archivi di Cagliari uno scritto (*Quinternum*), nel quale erano registrati con barbarissimo latino i varii privilegi accordati dal Re di Aragona Don Alfonso I agli Ebrei dimoranti in Alghero. Però, se una qualche concessione era fatta agli Ebrei onde potessero acquistare beni stabili, e se talvolta conseguivano qualche privilegio, non è men vero che in Sardegna, come altrove e dappertutto, essi erano considerati come membri di una nazione proscritta, co' quali i Cristiani non dovessero mai avere reciprocità di vivere e d'interessi sociali. Abbiamo infatti fra gli altri un documento del 1439, dal quale si ricava che Stefano vescovo di Sora, o Sorres, nell'isola proibì, sotto pena di scomunica, ai suoi diocesani di *conversare*, *mangiare*, *bevere*, *dormire* e *contrarre amicizia* con gli Ebrei, e di far co' medesimi contratto alcuno di *compra* e *vendita*, sbandendoli così dal consorzio civile. Tale documento esiste in un Codice papiraceo della antica Chiesa di Sorra, ed è del tenore seguente: « *A dies* XXVI *de Agustu de* MCCCCXXXVIIIJ. *Est istadu dadu cumandamentu ad totu sos clerigos de* SORRA *per issu reverendo in X.° patrj et domino donno Stephanus Dei et apostolice sedis gratia episcopus Sorrensis qui omnia prejderu depiant ammonire et dare cumandamentu ad totu su populu de* SORRA, *qui nexunu non converset, et non depiat conversare cum sos* JUDEOS, *non manducare, non biere, non dormire, non faghere amighitia, non vender, non comporare, non receptare: et qui contra at fagher bolimus qui cadiat in sa excomunicatione, qui non siat absolvidu infinis ad ateru cumandamentu nostru* ».

XCIII*.

Lettere del re Don Ferdinando II il Cattolico *a Onorato Berenguer* Alcaide *del castello reale di Xativa, con le quali gli partecipa, che per preghiere avutene dal Cardinale di Spagna si era indotto a far grazia a Don Salvatore D'Alagon fratello del già marchese di Oristano, permettendogli di uscire da detto castello e di rimanere a titolo di carcere nella città di Xativa, con divieto però di uscir dalle mura, e coll'obbligo di prestare cauzione pecuniaria e fideiussoria a mani del Governatore generale del Regno di Valenza.*

(1489. — 5 maggio).

Dai Regii Archivi di Barcellona, REGISTR. *Diversor.* I *Valentiae, Sigil. Secret.* ab ann. MCCCCLXXIX ad ann. MCCCCXC, fol. 191.

LO REY.

ALCAYT. Per quant Nos, moguts per benignitat, è misericordia, è per complaure al Reverendissimo Cardenal de Spaña, qui de açò nos ha molt pregàt, volèm donar loc que Don Salvador Dalagò sia tret de aqueix Castell de Xativa, è baxàt à la Ciutat de Xativa, la qual volèm li sia donada per carcer ab arrest, mediant sagrament, è homenatge, per aquel prestador en poder de Mos. Luis Ferrer, Loctinent General de Governador en aqueix Regne, è mediant certes obligacions, en certa quantitat, per seguretat de nostra Cort prestades, que no exirà de fora la Muralla de la dita Ciutat, segons q̄ aquestes coses al dit Loctinent de Governador mes largament havèm manades. Perço vos diém, encarregam, è manàm que de continent, que per lo dit Mos. Luis Ferrer, Loctinent de General Governador, serèu request, e vos serà demanat, lo dit Don Salvador Dalagò, mediant acte publich, per vostre descarrech, è cautela, entreguèu, è lliurèu aquell liberament, sens alguna detenciò, o dificultat, pera que dèll fassa lo que por Nos li es manàt, car integrantlo à aquell, Nos ab la present, vos absolèm, èus tenim per quiti, è absolt, de qualsevol obligaciò, è carrech, en que tengut nos fosseu, de bèn guardar, è donarnos rahò de aquell, axi propriament, com si à nostra propria Persona lo baguesseu entregàt; è per ço no hi posèu dilaciò alguna, car axi proceeix de nostra ferma, e deliberada voluntat, tota dificultat, consulta, è altres excusses cessants. Dat. en Cordova à v de Maig, del añ Mil CCCCLXXXVIIII.

YO EL REY.

Ludovicus Gonzalez, Secretarius.

Al amàt, e feel nostre Mossen Honoràt Berenguer, Mercader, Alcayt de nostre Castell de Xativa.

Digitized by Google

XCIV*.

Il re Don Ferdinando II il Cattolico *scrive al suo figlio Don Alfonso, Arcivescovo di Saragozza e Luogotenente generale del Regno di Aragona, dicendogli di aver ricevuto la copia della* Obbligazione *di duemila fiorini, che il Vescovo di Vico profferivasi di assumere per cauzione, onde Don Salvatore D'Alagon fosse levato dal castello, e lasciato libero entro le mura della città di Xativa; lo incarica di farla firmare dal detto vescovo di Vico, e ridurla in pubblico stromento; e si riserva dopo ciò di far godere in effetto al D'Alagon la grazia impartitagli.*

(1489. — 5 maggio).

Dai Regii Archivi di Barcellona, *Registr. div. Valentiae* I. *Sigill. Secr*, ab. ann. MCCCCLXXVIIII ad ann. MCCCCXC, fol. 190.

EL REY.

ILLUSTRE, y Reverendo Arçobispo, nuestro muy caro, y muy amado fijo, y Lugartenient General. Recibimos vuestra carta, con la copia de la obligacion de dos mil florines, firmadera par el Obispo de Vich, por Don Salvador Dalagon, la qual vista, somos contentos acceptarla, en la forma que embiada nos la haveis. Y porque el llevador de esta serà Don Jayme Dalagon, fijo del dicho Don Salvador, Vos rogamos, que firmando el dicho Obispo la dicha obligacion, en la forma que embiado nos haveis, la fagais sacar en forma publica, y aquella, por fiado Portador, nos embiarèis luego. Scrivereis una carta para Mosen Luis Ferrer, Lugartenient de General Governador en el Reyno de Valencia, con la qual giustifiqueis, como el dicho Obispo ha firmado la dicha obligacion: porque Nos screvimos al dicho Lugarteniente con el dicho Don Jayme, que en recibiendo tal carta vuestra, saque el dicho Don Salvador del Castillo de Xativa, y le dè por Carcel la Ciudad de Xativa, segund scripto lo tenemos. E sea Illustre, y Reverendo Arçobispo, nuestro muy caro, muy amado fijo, y Lugarteniente General, la Sancta Trinidat vuestra proteccion. Dat. en Cordova, à v dias del mes de Mayo, del año MCCCCLXXXVIIII.

YO EL REY.

Ludovicus Gonzalez, Secretarius.

Al Illustre, y Reverendo Don Alonso Daragon, Arçobispo de Zaragoza, nuestro muy caro, y amado fijo, y Lugarteniente General en el Reyno Daragon.

XCV*.

Il Re Don Ferdinando II il Cattolico *scrive a* Mosen *Luigi Ferrer, luogotenente generale governatore del Regno di Valenza, che l'Arcivescovo di Saragozza gli trasmetterà una* Obbligazione *di duemila fiorini sottoscritta dal Vescovo di Vico per cauzione di Don Salvatore D'Alagon, e gli ordina che tosto ricevuta tale* Obbligazione *levi dal castello di Xativa il detto D'Alagon, e lo lasci a sua libertà, entro le mura però della città, senza che possa oltrepassarle ed allontanarsene* (1).

(1489. — 10 maggio).

Dai Regii Archivi di Barcellona, *Registr. Divers. I Valentiae Sigill. Secr.* ab an. MCCCCLXXVIIII ad an. MCCCCXC, fol. 190.

LO REY.

LOCTINENT de General Governador. Per quant Nos havem reebudes totes les obligacions fermades, fins en la quantitat, per la qual voliem nos fossen donades Fermances per seguretat de nostra Cort, para traure del Castell de Xativa à Don Salvador Dalagò, è donarli per carcer la Ciutat de Xativa, segons scrit vos haviem, veritat es, que lo Venerable Bisbe de Vich, ha ofert obligarse per la dita rabò en dos milia florins, eà questa obligaciò encara nons es stada tramesa. Empero, lo Illustre, è Reverend Arcabisbe de Zaragoza, nostre car fill, tè carrech de ferla fermar per lo dit Bisbe, è trametrens aquella, juxta una copia quens en es estada tramesa; è sia nostra voluntat, que sia firmada, que hage lo dit Bisbe de Vich la dita obligaciò per los dits dos milia florins, lo dit Don Salvador sia tret del dit Castell, donantli per carcer la dita Ciutat de Xativa, ab facultat de poderse passeyar per aquella, no exint fora la Muralla; per çò vos dièm, encarregàm, e manam, que si per letra del dit Archabisbe de Zaragoza sereu certificàt, lo dit Bisbe de Vich haver firmada la dita obligaciò de dos milia florins, segons la copia que tramès à Nos hà, de continent vos conferiau al dit Castell de Xativa, è tregau de aquell lo dit Don Salvador: car Nos scrivim al Alcayt, è sota Alcayt, que de continent vos lo entreguen, è tret aquell, lo baxareu à la dita Ciutat de Xativa, prenentlo ab Sagrament, è homenatge, que tendrà arrest dins los Murs de aquella, è que aquella tendrà por carcer, è que no exirà fora la dita Muralla, sots incorriment de la fidelitat, è sots les penes en los contractes de les dites obligacions contengudes: è en açò no poseu dupte, dificultat, ni dilaciò alguna, car axi proceex de nostra ferma voluntat, tota consulta, è dilaciò cessantes. Dat. en la Ciutat de Cordova à x de Maig del any M.CCCC.LXXXVIIII.

YO EL REY.

Ludovicus Gonzalez, Secretarius.

Al Magnifich, amat Conseller, è Criat nostre Mosen Luys Ferrer, Loctinent de General Governador en lo Regne de Valencia.

(1) Questa lettera fu consegnata a Don Giacomo figlio di Don Salvatore D'Alagon, affinchè la desse al governatore generale Ferrer, come si ricava dalla precedente CARTA n.° XCIV*.

Digitized by Google

XCVI*.

Don Ferdinando II il Cattolico *amplia a favore di Don Salvatore D'Alagon la grazia concedutagli, assegnandogli per luogo di relegazione tutto il Regno di Valenza, dopo che però il Luogotenente Governatore generale di detto Regno riceverà le* Obbligazioni *fideiussorie per ciò offerte nella somma complessiva di fiorini ottomila dal Vescovo di Vico, dal barone di Cruilles e sua moglie, dal barone della Lamna e suo figlio, da Don Onofrio di Cardona, da Don Perotto di Muncada, e da* Mosen *Aril allora dimorante in Sardegna; e scrive in coerenza al mentovato governatore generale, dandogli gli ordini relativi.*

(1490. — 12 febbraio).

Dai Regii Archivi di Barcellona, *Registr. Itinerum*, I e II, ab. ann. MCCCCLXXX ad ann. MCCCCXC, fol. 449.

Lo Rey.

Loctinent de General Governador. Per altres eus avèm scrit, è manàt, que de continent degueseu ampliar à Don Salvador Dalagò la Carcer, è arrest, que de manament nostre li avieu primeèr donàt dins los murs de la Siutàt de Xativa, so es, que li donasseu per carcer tot aqueix Regne de Valencia, sens prejudici algu de les fermanses, è obligaciò per aquèll à Nos ya prestades, è segons havèm entès, per no esser vos stat sert, si les dites fermanses se eran obligàt de nou, com es menester, per la seguretát de nostra Cort, vos havèu diferit ampliar lo dit arrest; è perque nostra voluntàt es aquell li sia ampliàt en la manera sobredita, empero attès, que lo pendre de les fermes de les ditas fermansas, com estigan en diversas parts, es cosa larga, è dificultosa, majorment la de Mossen Arill, qui està ara en Serdeña, es nostra voluntàt, per redimir temps en açò, sia fet per vos de aquesta manera, que tots temps, que per part del dit Don Salvador vos seràn presentàts los instruments de les fermanses, ab les quals vos couste autenticament, com à quells novamènt se son obligàts per la ampliaciò del dit arrest, en les quantitats que ara son obligades en la mateixa forma, referinse à les primeres obligacions per ells ya près, es asaber, lo Bisbe de Vich en dos millia florins Dor, lo Barò de Cruilles e sa muller en altres dos millia florins Dor, lo Barò de la Lacuna, è son Fill en altres dos millia florins Dor, Don Nofre de Cardona, è Don Peròt de Muncada, cada hù en sincsents florins Dor, è en loc de Mosen Arill, abtès que es en Serdeña, ques obliguen qualsevol dels sobredits en los mils florins Dor, que ell està obligàt en lo arrèst de Xativa, è integransvos los dits instruments autentichs, com dit es, fermats per ells, ò per sos llegitims Procuradors, havent à les dites coses plen poder, de continent, sens sperar de Nos altre manament, ni Consulta, irèu, ò trametrèu à la dita Siutàt de Xativa algun Surrogàt vostre, è traurèu ò farèu traure de aquella lo dit Don Salvador, arrestant aquell, mediant Sagrament, è homenatge, donanli per Carcetot aquix Regne de Valencia, segons dit es, è en açò no poseu ducte, dificultàt, ni dilaciò alguna, car axi proseex de nostra ferma voluntàt, è après fet açò remetrèu à Nos los dits instruments remesos à nostre infra scrit Secretari, en poder del qual estàn los altres. Dat. en la Ciutàt de Ensa à XII de Febrer del Any M.CCCC.XC.

Yo el Rey.

Ludovicus Gonzales, Secretarius.

Dirigitur Locumtenenti Generalis Gubernatoris in Regno Valentiae.

XCVII*.

Nuova ampliazione della grazia conceduta a Don Salvatore D'Alagon dal Re Don Ferdinando II il Cattolico, *il quale estende il luogo della di lui relegazione dal Regno di Valenza fino al fiume* Lobregàt *nel principato di Catalogna, previo giuramento e promessa del detto D'Alagon di non passare tali confini, nè per terra nè per mare, e ferme sempre rimanendo le cauzioni già date nella somma complessiva di fiorini ottomila.*

(1490. — 15 luglio).

Dai Regii Archivi di Barcellona, *Registr. Divers. Valentiae, Sigill. Secr. Regis Ferdinandi II*, ab an. MCCCCXC ad an. MCCCCXCVI, fol. 7.

Lo Rey.

Loctinent de General Governador. Iatsia, que per altres letres nostres vos hajàm scrit, è manàt ultimament, que prorrogasseu, è ampliasseu à Don Salvador Dalagon son arrest, è presò per tot aqueix Regne de Valencia. Ara emperò, per bons respectes, volents Nos haver ab aquell ab mes benignitat, è misericordia; è per condescendre à les supplicacions de algunes persones, que per èll nos han suplicàt, que lo dit arrest li sia ampliàt mes avant, fins per la meytàt del nostre Principat de Cathalonya; es à saber, fins à la Ribera de Lobregàt; restant emperò les Fermances dels vuyt milia Florins per aquell à Nos donades, en la mateixa obligaciò, que de present stàn. Per çò, vos dièm, è manàm que si de les dites Fermances han yà fermàt, ò fermaràn en la dita ampliaciò de arrest, en aixì que stiguen obligades per aquell, segons de present estàn, de continent amplieu al dit Don Salvador lo dit arrest fins à la dita Ribera de Lobregàt, prenentlo ab Sagrament, è Homenatge, que en lo dit termini guardarà plé, è sencer arrest, è que no passarà del dit Riu de Lobregàt en llà, ni los limits del dit Principàt, ni dequeix Regne, per via de la Marina, ni de la Montanya; En aixì que tantsolament, tant com tè lo dit Principàt, de Lobregàt en çà, è tot aqueix Regne, puixa anar liberament, è no passàr los limits de aquells. E perque havem entès, que totes les sobredites Fermances stàn yà obligades à aquest arrest, è qualsevol altre, que per Nos li fos ampliàt, excepto lo Bisbe de Vich, vos manàm, que si aixì

Digitized by Google

es, de continent que per lo dit Bisbe vos serà tramesa la sua Ferma, ò Procura, de pendre aquella de sos Procuradors, en la dita forma feta per aquells la dita obligaciò, de continent fassàu la dita ampliaciò de arrest, segons dit es; E no podenthi vos anàr, subroguèu persona, è persones, qui per vos ho fassen; è noy poseu dubte, ò dilaciò alguna, car aixi prosceeix de nostra ferma voluntàt. Dat. en Cordova, à xv del mes de Juliol, en lany de la Nativitàt de nostre Señor, mil quatrecents noranta.

Yo el Rey.

Ludovicus Gonzales, Secretarius.

Dirigitur Ludovico Ferrer Locumtenenti Generali Gubernatoris in Regno Valentiae, et in eius absentia, Ludovico Fenollet, eius surrogato.

XCVIII.

La Città di Barcellona supplica il Re Don Ferdinando il Cattolico, *affinchè faccia mantenere nel suo pieno vigore la prammatica sanzione, in virtù della quale è proibito a qualunque persona, la quale non sia suddita di S. M. Cattolica, pescare ed esportare corallo nei mari, e dai mari di Sardegna ecc.*

(1491. — 5 settembre).

Dal Capmany, Oper. cit. *Colecion Diplomat.* Tom. II, pag. 300, n.° CCVII.

Al molt Alt è molt Excellent Senyor lo Senyor Rey. Molt alt è molt Excellent Senyor: vostres humils vassalls etc. los Consellers de la Ciutat de Barcelona. Per les letres que ultimadament sobre lo reduç de aquesta vostra Ciutat havèm scrit à la Magestat vostra, entre les altres coses pensades è apuntades, es lo reduç de la mercaderia, en que gran part consistex la negociaciò dels coràls, per los quals la gran Altesa vostra com à virtuosissimo è clementissimo Rey è Senyor nostre, à suplicaciò de la Cort general que celebrà en la dita Ciutat, per la utilitat que provè als poblats en lo vostre Principat de Catalunya dels dits coràls já ab sa Pracmática sanctament è loable provéhì, è ordenà que persona alguna qui no fos vassall è subdit de vostra Magestat no gos ne presumesca coralar ne fer coralar en las mars de Sardenya, Corsega, è altres, ne traure de aquells en alguna manera, sino per portarlos en los Regnes è terres de vostra gran Altesa. E per que, Excellentissimo Senyor, nos altres veém que de algun temps ençá moltes persones, axì vassalls com altres poch zelants lo servey de vostra Excellencia, ab permés dels Officials de aquella, è per altres vies exquisites, corálen è fan coralar, è traure dels dits coràls, è portarlos en altres Regnes stranys, en gran è evidentissim dan dels poblats en lo dit Principat;

Supplicám perçò, quant mes humilment podém, la gran Altesa vostra li plácia per la sua acustumada clemencia provehìr per lo gran benefici è utilitat des poblats en lo dit Principat, è signatament de aquesta vostra Ciutat è del redreç de la mercaderia, que la dita Pracmática sia tenguda è observada, segons que per la Magestat vostra ab aquella estat statuit è ordenat; è manar al Visrey è altres Officials dels dits Regnes è altres parts, que no permeten en manera alguna dits coràls sien trets de aquells, ni aportats en parts algunes sinó en los Regnes è terres de vostra Magestat, sots les penes en dita Pramática mencionades.

E jatsìa, Senyor, aquestes coses sien molt justes è concernents servey de vostra gran Altesa, è utilitat publica; encara nosaltres ho reputarém à singular gracia è mercé à vostra Magestat: la qual la Divinal clemencia conserve per molts anys ab glorioses victories de sos inimichs. De Barcelona à v de Setembre, any de la Nativitat de nostre Senyor mil quatrecents noranta è un.

XCIX.

I Consiglieri della città di Barcellona scrivono a Messer Giovanni Dusay vicerè di Sardegna per lo stesso oggetto della osservanza della Prammatica Reale sul privilegiò della pesca del corallo nei mari sardi, pel quale si erano già indirizzati col precedente memoriale (n.° XCVIII) *al re Don Ferdinando* il Cattolico.

(1492. — 10 gennaio).

Dal Capmany, Oper. cit. *Colecion Diplomat.* Tom. II, pag. 301, n.° CCVIII.

Al molt Spectable lo Senyor Micer Johan Dusay Visrey de Sardenya: á tota complacencia de la S. V. apparellats, los Consellers de Barcelona. — Molt Spectable Senyor. — La Magestat de nostre Rey è Senyor, à supplicaciò de la Cort General que ultimadament celebra en aquesta Ciutat, per la utilitat que prové á sos vassalls poblats en aquella, è en lo Principat de Cathalunya de la negociació dels corals, ab sa Pracmática sanctament è loable provehì è ordenà que persona alguna, qui no fòs vassall è subdit de la Altesa sua, no gos ni presumessa coralar ni far coralar en las mars de Sardenya, Córsega, è altres, ni traure coràls de aquellas en manera alguna, sinó per portarlos en los Regnes è terres de sa Magestat.

E veént nosaltres que alcuns poch zelants lo servey del dit Senyor, ab permis dels Officials de aquell, ò per altres vies exquisites, coralen e fan coralar, è traure dels dits coràls, è portarlos en altres Regnes stranys, en gran y evidentissim dany dels poblats en dita Ciutat è Principat; en los dies passats scrivém à la Excellencia sua, supplicantla que per la sua acustumada clemencia li plagués, per lo benefici è utilitat dels dits poblats, manar tenir è servar la dita Pracmàtica, è no permetre dits coràls sien trets dels dits lochs, ni portats en partes algunes sinó en los Regnes è terras del dit Senyor, sots les penes en la dita Prammàtica cominades. La Magestat sua com à clementissim è virtuosissim Princep, Rey,

Digitized by Google

è Senyor nostre, qui sumament desige lo bé è conservació de sos vassalls, è lo redreç de la mercaderia, ab ses provisions dirigides á la S. V., è á altres Officials de aquex Regne per major observació de la dita Pracmática, mane aquella sia publicada, per que ignorancia no s'en puga allegar.

E per quant nos altres, per lo cárrech que tenim del regiment de aquesta Ciutat, veént aquella desviada de tota negociació, è desijant per lo benefici è servey dessus dits ab lo auxili de nostre Senyor è de la prefata Magestat, tornarla en son próspero staménl, perque los poblats en aquella tinguen manera de passar llur vida; pregám perçò, quant mes affectuosament podém, la S. V. que per servey del dit Senyor, è contemplació de aquesta Ciutat è nostra, publicada la dita Pracmática, vulla manar aquella ab tot affecte sia tenguda è observada, segons en la dita Pracmática, è per les provisions per lo dit Senyor Rey emanades, es largament mencionat.

Nosaltres som certs que la S. V. com á bo è natural fill è ciutadá de aquesta Ciutat, per la afeció que ha al servey è benefici dessus dits, y farà aquelles provisions que serán vistas necessaries per la utilitat de la dita Ciutat, è per nosaltres es molt confiat. E ultra que serà à nosaltres cosa gratissima, encara á tot bé è honor de la S. V. nos trobaréu promptissims è voluntaris. De Barcelona á x de Janér, any de la Nativitat de nostre Senyor MCCCCXCII.

C*.

Lettere del Re Don Ferdinando II il Cattolico, *dirette a* Misser *Giovanni Dusay Luogotenente generale nel Regno di Sardegna, con le quali gli ordina di mettere in esecuzione in tutta l'isola l'Editto* perpetuo *con cui erano stati cacciati gli Ebrei da tutti li suoi Regni e Signorie, e gli dà gli avvertimenti e le norme da seguirsi nella conseguente espulsione degli stessi Ebrei dalla Sardegna.*

(1492. — 31 marzo).

Dall'antico Archivio del R. Patrimonio in Cagliari, dove esisteva l'originale, Vol I, Lett. Y.

La expulsion de los Iueus de tots los reynes del Señor Rey.

Don Fernando por la gracia de Dios Rey de Castilla, de Aragon, de Leon, de Sicilia, de Valencia, de Gallicia, de Mallorques, de Sevilla, de Sardenya, de Cordova, de Corçega, de Murcia, de Iaen, del Algarbe, de Algezira, de Gibaltrar, y de las Islas de Canaria, Conde de Barcellona, Señor de Viscaja y de Molina, Duque de Athenes, y de Neopatria, Conde de Rossellon y de Cerdanya, Marques de Oristany y de Gociano. Al spetable y amado Consejero y Lugarteniente Gen.l nro en el Reyno de Sardenya Misser Iuan Dnsay salud e dileciò. En favor de la fe, y por limpiar nuestros Reynos y Señorios de la heregia y apostasia Iudayca, en la qual han caido muchos y diversos Xtianos por inducion y seducion de los Iudios y Iudyas que en ellos moran, a causa de la participacion y conversacion dellos, en este dia presente por nro Real Edicto perpetuo hechamos y mandamos de los dichos Reynos y Señorios nuestros a los dichos Iudios y Iudyas, segun que en el dicho Edicto es mas largament statuido, al qual nos referimos. E attendido que los dichos Iudios y Iudyas universalmente y singularmente, assi las personas dellos como los bienes son obligados a Nos y nuestra Regia Corte, y a monesteres, yglesias, y otras causas pias, a ciudades, villas, y lugares, y a muchos y diversos Christianos, y algunos moros en muchos y diversas quantitades, y sia cosa injusta que los dichos Iudios se fuissent con lo que a los sobredichos deven, y son tenidos dar y pagar; portanto queriendo acerca el dicto devidamente proveher, con tenor de las presentes, de nuestra certa sciencia, y consultamente vos dezimos, cometemos, y mandamos, que per vos, o por vuestros officiales fazais luego poner en las puertas de todas las Iudaicas de este dicho Reyno de Sardenya nuestras armas reales, las quales assi mesmo fareis poner en todas las puertas de las casas de los dichos Iudios, y aquellas tornareis, y fareis tornar a manos nuestras, y de nuestra Corte, y los muebles dellos, casa delante casa, inventariareys, o fareis inventariar mediante Notario publico, y los fareis dexar a buen recaydo en las archas de cadahuna casa bien serradas y selladas, salvo plata, oro, moneda, piedras, sedas, brocado, pannos de lana, y lenceria, y joyas, lo qual pesado, y contado, e puesto por inventario los censales, viaticos, tributos y dendas qualesquier qne a los dichos aliamas, Iudios, y a los singulares dellas universalmente y singularmente hallareis partenecer y esser devidos, assi por juramento de dichos Iudios, como en otra manera, sobre los quales fareis y administrareis complimento de justicia a las dichas aliamas, y singulares de aquellas universalmente, y singularmente en la forma infrascripta. Conviene a saber que fecho lo sobre dicho por boz de crida publica de nuestra parte fazedera, provehereis que nuestro procurador fiscal, y todas y qualesquier yglesias, monasterios, collegios, confradias de Christianos, causas pias, beneficios, y otros qualesquier Christianos que pretiendan pretender los censales, tributos, viaticos, o deudas de qualquier natura sean sobre las dichas aliamas universalmente y singularmente, dentro quinze dias de la dicha crida a delante contaderos sean tenidos fazer ante nos de lo que sobre ello y sus bienes le pertenecere legitimamente, y concurdat, y que passado al dicho tiempo non sea alguno hoydo, y dentro de un mes siguiente des pues de los dichos quinze dias, oydas las partes a las que serà interesse, declareis lo que fallore dy por justicia, y aquello complireis dels bienes de los dichos Iudios a los crehedores suyos, y el residuo de sus bienes restituireys, y entregareys a los dichos Judios, o a sus procuradores, segun hallareis deverse fazer por justicia: el qual residuo queremos y provehimos que librement puedan sacar de los dichos Reynos y Señorios nuestros en cosas que no sean vedadas de sacar: però por la discussion, examinacion, liquidacion, e determinacion de lo sobredicto no queremos alargar ni prorogar el termino dentro el qual por el dicho nuestro Edicto havemos mandado, que los dichos Iudios y Iudyas salgan de los dichos Reynos y Señorios

Digitized by Google

nuestros; antes queremos que, non embargante la presente nuestra provision, lo provehido por el dicho Edicto en todo y por todo sea servado y complido so las penas en el contenidas: però damos facultad a los dichos Iudios y Iudias que por sus procuradores Xtianos, los quales por esto constituyessen, puedan ante vos dezir y alegar de su derecho cerca lo sobredicho, por medio de los quales mandamos que le sea fecho por vos complimiento de justicia realmente, y de facta manera, que lo que constare que se deva dar y entregar a los dichos Iudios, lo sea effectualmente restituido y entregado, tornando segun que de effecto tornamos lo nuestro para seguridad y salvaguardia real todos los bienes mobles y sedientes, drechos, nombres y actiones a las dichas Aljamas, y als singulares dellos universalmente y singularmente, conjunta y divisa pertenecientes, procedendo a cerca lo sobredicho sumariamente y de plano, sin solemnidad alcuna de drecho, ni de fuero, y constituciones desse Reyno, la verdad del fecho solamente acatada, dando vos para ello nuestro poder cumplido a cerca las sobredichas cosas, con todos los incidentes, dependientes y emergientes dellas, annexos y connexos a ellos, inibiendo, segun de fecho inibimos, con las presentes a todos y qualesquier officiales nuestros, que no se entromettan de lo contenido en esta commission, que vos ni vos impiedan en el uso y exercicio della, antes vos den toda favor y ajuda para meyor y mas prontamente cumplir y executar lo contenido en ella, decerniendo irrito, casso, y de ningun valor todo lo que en contrario desto por qualquier sera fecho o attendado fazer. Dat. en la Ciudad de Granada a XXXJ de Março, en el año del nacimiento de nr̃o Señor mil quatrocientos noventa y dos.

Io EL REY.

In diversorum sigilli secreti ij . . .

Dominus Rex mandavit mihi Ioan. de Coloma.
Visa per gen. . . . . .

CI*.

Il Re di Castiglia e di Aragona Don Ferdinando II Il Cattolico *dichiara in modo solenne ed amplissimo la innocenza di Don Salvatore D' Alagon, fratello di Don Leonardo già marchese di Oristano e conte di Goceano, da tutti i reati di perduellione, e di* crimenlese *che gli erano stati apposti, e pe' quali era stato condannato a pena capitale, e quindi per grazia ditenuto nel castello di Xativa, proclamando essere risultata tale innocenza da rigorose e regolari informazioni perciò assunte dal reggente della sua reale Cancelleria, e ordinando per conseguenza la cancellazione e l'annullamento dei processi, sentenze, giuramenti,* obbligazioni, *cauzioni ed altri atti, che in odio dello stesso D' Alagon erano stati per lo innanzi formati.*

(1493. — 14 ottobre).

Dai Regii Archivi di Barcellona, *Registr. Diversor. Sigill. Secr.* IV, ab an. MCCCCXC. ad an. MDVIII. fol. 239.

Nos FERDINANDUS, Dei Gratia, Rex Castellae, Aragonum, Legionis, Siciliae, Toleti, Valentiae, Galleciae, Maiorica-rum, Hispalis, Sardiniae, Cordubae, Corsicae, Murtiae, Giennis, Algarby, Algesirae, Gibraltaris, Comes Barcinonae, Dominus Vizcayae, et Molinae, Dux Athaenarum, et Neopatriae, Comes Rossilionis, et Ceritaniae, Marchio Oristani, et Gociani. Cum contra Vos Nobilem, et Dilectum nostrum Salvatorem Dalagon, objicerentur aliqua crimina fidelitatem, et honorem vestrum coinquinantia, et gravi punitione digna, à quibus vos immunem omnino, et insontem praetendebatis, et propterea, essetis à nobis detentus, ad vestri instantiàm, et supplicationem, commissimus Francisco Malet (1), quondam, Regenti Cancellariam nostram, et Gaspari de Arinyo, quondam, Secretario nostro, ut de objectis criminibus praedictis se informarent, et veritatem inquirerent, nobis. relationem facerent, qui Mandatis nostris parendo, de praedictis inquisiverunt, et informationem receperunt, nobisque relationem fecerunt, per processum ipsum, satis instructum, constare, Vos, non solum ulla labe, fidelitatem vestram maculasse, et esse, à criminibus praedictis innoxium, sed etiam in aliquibus, Majestati Nostrae servivisse, et cum ita se veritas habeat, quae sumergi non debet: Idcirco praesentium thenore, et de nostri certa scientia, et consulto, vos praefatum Salvatorem Dalagò, ex meritis dicti processus, ab omni noxa, et crimine, fidelitatem, et honorem vestrum desurpante insontem, bonumque, et fidelem Vassalum nostrum semper fuisse, et esse declaramus, et pro tali teneri, et reputari debere volumus, et censemus, cum talis revera repertus fueritis, et ut praedicitur. Et propterea absolvimus, et liberamus Vos ab omni arresto, et detentione, sub quibus, ex causis praedictis, iussu nostro, positus fueritis, et in presentiarum detineamini. Quo circa universis, et singulis Officialibus, et Subditis nostris, cuiusvis praeheminentiae, auctoritatis, gradus, et conditionis sint, praesentibus, et futuris, ad quos spectet, et cuilibet eorum, firmiter mandamus, quatenus Vos praefatum Salvatorem, habeant, teneant, et reputent pro bono, et fideli Vassallo nostro, et nostram huiusmodi declarationem teneant, et observent, et illi, ad quos spectet cancellent, et annullent, arrestum, juramento, et homagio vallatum, obligationem, et detentionem, in quibus positus sitis, actaque, et procedimenta, ratione praedicta, contra Vos, et bona vestra quomodocumque facta, sicuti habemus, tenemus, cancellamus, et annullamus nos cum hac eadem, ex meritis dicti processus, et justitiae debito: pro huiusmodi vero liberatione, et remissione, nichil Curiae nostrae servivistis. In cuius rei testimonium praesentem fieri jussimus, nostro secreto Sigillo in dorso munitam.

(1) Le informazioni perciò assunte furono anteriori al 1491, giacchè al dì 18 gennaio di quest'anno il reggente Francesco Malet era già morto, come si ricava da un altro documento esistente negli stessi Archivi di Barcellona (18 gennaio 1491), nel quale si dice che fin dal 12 dicembre dell'anno precedente il Re Don Ferdinando avea surrogato, per certe cause civili tra Giovannetto di Corbera e la vedova di Guglielmo Pujades già conservatore di Sicilia, al suddetto Malet, ch'era già deceduto da questa vita, nuovi giudici nelle persone di Andrea Solzina e di Girolamo Albanéll. Dal che si deduce ancora che non ostante che il processo, da cui risultava l'innocenza di Don Salvatore D'Alagon, fosse compiuto fin dal 1490, il Re Cattolico differì la proclamazione della innocenza medesima fino al 14 ottobre 1493, data della presente CARTA.

Digitized by Google

Datum in Civitate Barcinae die XIIII. mensis Octobris, anno à Nativitate Domini M.CCCCXCIII.

Yo EL REY.

Dominus Rex mandavit mihi Ludovico Gonzalez, visa per Generalem Thaesaurarium, et per Regentem Cancellariam, et per Ferrer pro Generali Conservatore.

CII*.

Il re Don Ferdinando il Cattolico, *rammentando la solenne dichiarazione e proclamazione dell'innocenza di Don Salvatore Alagon da lui fatta soli tre giorni avanti, fa tuttavia formale e rigoroso divieto allo stesso d'Alagon di recarsi in Sardegna senza il suo regio e speciale permesso, con comminazione della pena capitale, da incorrersi ed eseguirsi senza remissione, in caso di disobbedienza* (1).

(1493. — 17 ottobre).

Dai Registri di Barcellona, *Registr. Diversor. Sigill. Secr.* IV, ab an. MCCCCXC. ad MDVIII. fol. 239.

Nos FERDINANDUS, Dei Gratia, Rex Aragonum, etc. Attendentes, Vos Nobilem, et Dilectum nostrum, Salvatorem Dalagon, ad instantiam nostri Fisci Procuratoris Fiscalis, fuisse culpatum de crimine Inobedientiae: Et licet nostra opportuna provisione, dat. Barcin. xiiii praesentis, et infrascripti mensis Octobris, declaraverimus, Vos eundem Nobilem Salvatorem Dalagon, esse immunem, et insontem omni culpa, de qua fueratis culpatus: Attamen aliquibus dignis respectibus animum Maiestatis nostrae digne moventibus, serie, cum praesenti providendo, declaramus, quod a caetero, absque licentia, et permissu nostris, vos non possitis, nec vobis liceat ingredi in Regnum Sardiniae: quod si feceritis, nunc, pro tunc volumus, vos in poenam capitis, absque indulgentia aliqua, seu remissione incurrere. Idcirco praesentium thenore, et de nostri certa scientia, vos ad exilium huiusmodi condempnamus. Mandantes serie, cum praesenti, universis, et singulis Officialibus nostris, quod ab inde si repertus fueritis in dicto Regno Sardiniae, vos in carceribus apponant, et absque sententia aliqua, vitam vestram, cum morte commutent, quoniam Nos sic fieri volumus, et jubemus. In cuius rei testimonium praesentem fieri jussimus, nostro secreto Sigillo, in dorso munitum. Dat. in Civitate Barcin. decimo septimo die, mensis Octobris, anno à Nativitate Domini, MCCCCXCIII.

Yo EL REY.

Dominus Rex mandavit mihi Ludovico Gonzalez, visa per Generalem Thesaurarium, et per Bernardum Ferrer, pro Generali Conservatore.

Praeinserta provisio fuit publicata per me Ludovicum Gonzalez, Secretarium, dicto Salvatori Dalagon, xxiii Octobris MCCCCXCIII.

(1) È evidente che con la presente provvisione regia il Monarca *Cattolico* sacrificava la giustizia dovuta al D'Alagon agl'interessi politici della sua Corona, temendo senza dubbio che la di lui presenza in Sardegna risvegliasse gli antichi spiriti d'indipendenza nazionale, e sollevasse nuovamente i popoli di Arborea contro l'iniquità dei processi, della condanna, e della spogliazione dell'animoso Don Leonardo D'Alagon marchese di Oristano e conte di Goceano. La qual cosa riceve conferma dalla gran dilazione che si frappose alla proclamazione della innocenza del D'Alagon, essendosi questa eseguita soltanto nel 14 ottobre 1493, mentr'era già solennemente appurata ed accertata fin dal 1490.

CIII*.

Il Re di Castiglia, di Aragona e di Sardegna Don Ferdinando II detto il Cattolico *richiama a stretta osservanza il privilegio ch'era stato conceduto alla città di Alghero dai Sovrani di Aragona Don Pietro IV e Don Alfonso V, in virtù del quale tutti coloro che attendevano alla pesca del corallo nei mari sardi, dal Capo* di Napoli (*odierno* Capo Mannu) *nella costa occidentale fino all'isola di* Linayre (*odierna* Asinara) *nella costa settentrionale dell'isola, fossero naturali o forestieri, doveano* far porto e dogana *in detta città di Alghero.*

(1493. — 24 ottobre).

Dagli Archivi della città di Alghero.

DON FERNANDO per la gracia de Deu Rey de Castella, de Aragò, de Leò, de Cicilia, de Granada, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Sardenya, de Cordova, de Corsega, de Morsia, de Algarba, de Algesira etc. etc. Als Magnifichs Consellers et amats Nostres lo Lochtinent General en el Reyne de Sardenya, Governadors en el Cap de Caller, Gallura y Lugudor, Vegueres, sots-Vegueres, Potestats, Consellers, è altres quales si vol Officials nostres en lo dit Reyne constituits è constituidors, è altres llochtinents de aquells, presents et devenidors, al qual ò als quals en les coses devall scrites perteyu, o pertenya poder enqual se vol manera. — Per humil suplicatiò à Nostra Magestad presentada per part dels amats è feels nostres los Consellers, Consell è prohomens de la Villa nostra de Alguer havem entes que per privilegis obtorgats à la dita Villa per los Serenissims Reys Don Alfonso Oncle nostre, e Don Pedro predecessors nostres Reys de Aragò de gloriosa recordaciò è per N.ra Mages.d confirmats es dispost provehit ordenat y manat que totes les Barques qui pescaran corall dels mars del *Cap Napoles* fins à la *Linayre* haian è sien tinguts fer port y estar en la dita nra Villa de Alguer, è no en altre lloch, è que sian tinguts pagar la mayor detret qui es acostumat de pagar per lo dit corall, assi per los habitadors de la dita Villa com per los estrangers, segons que en los dits privilegis, á los quals nos refferims, en pus extensament contingut; è que en dias pas-

Digitized by Google

sats volent se efforsar lo Capità Mossen Villamarì (1) g.° à los Off.s è Prohomens de la Ciutat de Bosa de revellir les dits barques de corall, fonch agut recors à nostre Magest.d per part de la dita Villa, è Nos ab nostra provisiò dada en aquesta Ciutat à setze de Mars del ayn 1481. en deguda forma despachada manem observer los dits privilegis; lo qual no obstant, segons per part de la dita Villa se afirma, Mossen Bernart de Villamarì Capitá General del nostre maritim exercit ara novament se efforzà è apoderá en fer port e far pagar lo dit dret de corall en la dita Ciutat de Bosa, metent los coralls que en la dita partida se pescan drent la dita Ciutat, è traent aquells per altres llochs contra el tenor dels dits privilegis ordinacions è provisions è en grandissim dayn è evident perjudici deles rents Reales nostres è de la dita Villa per part de la qual soms estets molt humilment suplicats fos mercè nostra manassen provehir ab degut remei de justicia: è Nos oyda la dita suplicaciò, è com à justa benignament admissa, volent provehir à la conservaciò de la dita Villa, è de les ventes Reales nostres, ab thenor de les presents de nr̄a certa sciencia è deliberada voluntat encarregam y manam à Vosaltres è cascu de vosaltres a qui spectenya, sots incorriment de nr̄a ira è indignaciò, à pena de dos mil florins dor dels bens de aquel de vosaltres qui lo contrari farà exigidors è à nostres Cofrens aplicadors, tenir è observar les dits privilegis, ordinaciò è provisiò nr̄a demunt calendada, è a tots è singulars coses en aquelles contengudes, nò permetter ne donar lloch per via directa ò indirecta que lo dit Mossen Villamarì, ni altra persona alguna qui pescarà, ò ferà pescar corall en la dita partida de la *Linayra* fins à lo *Cap de Napoles*, ni les barques de aquells fassen ò puixan fer port ni pagar lo dit dret de corall en la dita Ciutat de Bosa, ni en altre lloch, sino en la dita Villa de Alguer juxta forma dels dits privilegis. E si algu ò alguns en aço saran renitents ò no observaran è obeyran los dits privilegis, ordinaciò è provisiò, è aquell ò aquells en qualsevol manera contravineran, executerès los dits contrafahents en les penes en dits privilegis è ordinaciò aposadas, sens venia ne remissiò alguna; è ancara, si necessari sarà, los compellireu ab imposit y execuciò de altres majores penes qui à vosaltres semblerà, per forma que dits privilegis è ordinaciò sien observats, guardant vos atentament de fer ne permetre sia fet lo contrari en niguna manera, com por lo bè public de la dita Villa è conservació de aquella, è de nostres rentes Reales, lo havem assi deliberadament provehit, è volem sea per vos altres exiguit, tota consulta à part posada. Dada en la Ciutat de Barcellona à 24 de Octubre 1493. — Yo el Rey. —

In Reg.r° Sardiniae VII.° V.t G.e Thesaurarius.
V.t Pont. R.s
V.t B. Ferr. pr. Cons G.l

(1) Il capitano generale delle forze di mare di Aragona, di cui si parla in questo luogo, chiamavasi Bernardo, ed è nominato più sotto. Era figlio di Giovanni Villamarì, signore di Bosa e della Planargia in Sardegna (donate in feudo al di lui padre nel 1468 dal Re Don Giovanni II di Aragona), ed ebbe per erede l'unica sua figlia Isabella Villamarì, che fu moglie del principe di Salerno, come racconta il Zurita, e si raccoglie dai monumenti che pubblichiamo fra le Carte e Diplomi del secolo XVI.

CIV*.

Lettere patenti del re di Castiglia e di Aragona Don Ferdinando II il Cattolico, *con le quali Don Giovanni D'Alagon, fratello di Don Leonardo marchese di Oristano e conte di Goceano, è proclamato innocente dei reati, che gli si erano apposti, e pe' quali era stato condannato alla pena capitale, e si ordina perciò che siano cancellati e annullati tutti i processi formati contro di lui, insieme con le sentenze, decreti, giuramenti, cauzioni ed* obbligazioni *che aveano susseguito a tale condanna.*

(1497. — 10 giugno).

Dai Regii Archivi di Barcellona, *Registr. Diversor. Sigill. Secr.* V. Regis Ferdinandi II. ab an. MCCCCXCV ad an. MCCCCXCVII, fol. 198.

Nos Ferdinandus, Dei Gratia, Rex Castellae, Aragonum, Legionis, Siciliae, Granatae, Toleti, Valentiae, Galleciae, Majoricarum, Hispalis, Sardiniae, Cordubae, Corsicae, Murtiae, Giennis, Algarbij, Algezirae, Gibraltaris, ac Insularum Canariae, Comes Barchinonae, Dominus Vizcayae, et Molinae, Dux Athaenarum, et Neopatriae, Comes Rossilionis, et Caeritaniae, Marchio Oristanni, et Gociani. Cum contra vos Nobilem, et dilectum nostrum Joannem de Alagon obiicerentur aliqua crimina fidelitatem, et honorem vestrum coinquinantia, et gravi punitione digna, à quibus vos immunem omnino, et insontem praetendebatis, et propterea essetis a nobis detentus, ad vestri instantiam, et supplicationem, commissimus Francisco Malet, quondam, Regenti Cancellariam nostram, et Gaspari de Arinyo, quondam, Secretario nostro, ut de objectis criminibus praedictis se informarent, et veritatem inquirerent, et nobis relationem facerent, qui Mandatis nostris parendo, de praedictis inquisiverunt, et informationem receperunt, nobisque relationem fecerunt, per processum ipsum, satis instructum, constare, Vos, non solum ulla labe, fidelitatem vestram maculasse, et esse a criminibus praedictis innoxium, sed, et in aliquibus Majestati nostrae servivisse; et cum ita severitas habeat, quae sumergi non debet; Idcirco praesentium thenore, et de nostri certa scientia, et consulto, vos praefatum Joannem de Alagon, ex meritis dicti processus, ab omni noxa, et crimine, fidelitatem, et honorem vestrum deturpante insontem, bonumque, et fidelem Vassallum nostrum semper fuisse, et esse declaramus, et pro tali teneri, et reputari debere volumus, et censemus, cum talis revera repertus fueritis, ut praedicitur. Et propterea absolvimus, et liberamus Vos ab omni arresto, et detentione, sub quibus, ex causis praedictis, jussu nostro, positus fueritis, et in praesentiarum detineamini. Quo circa universis, et singulis Officialibus, et Subditis nostris, cujusvis praeheminentiae, auctoritatis, gradus, et conditionis sint, praesentibus, et futuris, ad quos spectat, et cuilibet eorum, firmiter mandamus, quatenus Vos praefatum Joannem de Alagon habeant, teneant, et reputent pro bono, et fidele Vassallo nostro, et nostram hujusmodi declarationem teneant, et observent, et illi, ad quos spectet, cancellent, et annul-

Digitized by Google

lent arrestum, sacramento, et homagio vallatum, obligationem, et detentionem, in quibus positus sitis, actaque, et procedimenta, ratione praedicta, contra Vos, et bona vestra quomodocumque facta, sicuti habemus, tenemus, cancellamus, et annullamus nos cum hac eadem, ex meritis dicti processus, et justitiae debito; pro hujusmodi vero liberatione, et remissione nihil Curiae nostrae servivistis. In cujus rei testimonium praesentem fieri jussimus, nostro secreto Sigillo a tergo munitam. Datum in Villa Medinae del Campo, die x mensis Junii, anno a Nativitate Domini M.CCCCLXXXXVII.

YO EL REY.

Dominus Rex mandavit mihi Ludovico Gonzalez, visa per Generalem Thaesaurarium, et per A. Boneti, pro Generali Conservatore.

CV.*

Il Re Don Ferdinando II il Cattolico, *ricordata la grazia già da lui fatta a Don Giovanni d'Alagon, fratello del marchese di Oristano e conte di Goceano, nel* 9 *marzo* 1496, *in virtù della quale gli era stato conceduto di poter liberamente recarsi e dimorare in qualunque luogo dei regni di Aragona, di Valenza, di Catalogna, e di Castiglia, ora gli accorda piena ed intiera la libertà, così dentro, come fuori de' suoi Stati* (1).

(1498. — 18 settembre).

Dai Regii Archivi di Barcellona, *Registr. Itinerum* XXI, ab ann. MCCCCXCIII ad MCCCCXCIX, fol. 183.

DON FERRANDO, por la gracia de Dios, Rey de Castilla, de Aragon, de Leon, de Sicilia, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorcas, de Sevilla, de Cerdeña, de Cordova, de Corcega, de Murcia, de Iahen, de los Algarbes, de Algezira, de Gibraltar, y de la Islas de las Canarias, Conde de Barcelona, Señor de Vizcaya, y Molina, Duque de Athenas, y Neopatria, Conde de Rossellon, y de Cerdaña, Marquès de Oristany, y Goceano. En dias passados, con nuestra provision, que dada fue en la Ciutat de Tortosa à viij dias de Março, en el año de la Natividat de nuestro Señor, mil quatrocientos noventa y seis, alargamos el Arresto, y Prision, que vos Don Joan de Arborea teniades en todo el Reyno de Aragon, por los Reynos de Aragon, Valencia, Principado de Cataluña, è Condados de Rosselló, y de Cerdaña, y por todos los otros Reynos, y Señorios nuestros de Castilla, segun en la dicha nuestra precalendada Provision, à la qual Nos refferimos, mas largamente se contiene. Y agora movidos por algunos respectos, y inclinados benignamente à las supplicaciones vuestras, que sobresto nos havedes fecho; es nuestra merced, y voluntàd de levantàr, y quitarvos el dicho Arresto, y Prision, assi como por tenor de la presente, de nuestra cierta sciencia, y expressamente vos lo quitàmos, è alçàmos, restituyendo vos en vuestra propria libertad. E vos damos licencia, y permisso, que sin incorrimiento de pena alguna, podades, è vos sea licito ir, stàr, è habitàr en todas las partes que quisieredes, assi dentro de nuestros Reynos, è Señorios, como fuera de aquellos, segun bien visto vos fuere. Mandando con tenor de la presente, de la dicha nuestra cierta sciencia, y expressamente, so incorrimiento de nuestra ira, è indegnacion, è pena de mil Florines de Oro, à qualesquiere Officiales, è Subditos nuestros, de qualquiere grado, condicion, ò preheminencia sean, que la presente nuestra Provision, alçamiento de Arresto, è Prision, è licencia, vos tengan, è guarden, è fagan vos sea guardada, è observada con todo complimiento, y en ella no vos pongan empacho alguno, ni consientan vos sea puesto, como assi procea de nuestra voluntad. Dat. en la Ciudad de Zaragoza à XVIII de Setiembre, en el año del Nascimiento de nuestro Señor de Mil CCCCLXXXXVIII.

(1) Il Re Don Ferdinando accordava a Don Giovanni D'Alagon come una grazia la piena libertà, che gli era dovuta per giustizia, dopo la solenne proclamazione della di lui innocenza. Ved. la precedente CARTA n.° CIV*.

YO EL REY.

Dominus Rex mandavit mihi Michaëli Velasquez Climent, visa per Generalem Thaesaurarium, et A. Boneti, pro Generali Conservatore.

CVI.*

Testamento di Don Giovanni di Alagon e di Arborea, figlio di Don Leonardo di Alagon e di Arborea, marchese di Oristano, e conte di Goceano.

(1499. — 28 gennaio).

Dal Memoriale Moncayo, Palafox, y Coscojuela sopra i diritti di successione al marchesato di Oristano (MDCCXII), num. 23.

TESTAMENTO

del Noble Don Juan de Arborea, y de Alagon.

EN el nombrè de Dios Omnipotente, y de la Suya gracia, Amen. Como Creatura alguna humanal por sus meritos no haya cosa alguna, con la qual pueda satisfacer à su Creador, por aquesto no se pertenesce à la creatura demandar del judicio Divinal, et porque assi dispone, ante deve suplicar la misericordia Divina, porque, noche y dia, la creatura siempre decorre à la muerte, et ansi no hà cosa alguna stable, ni firme, porque à la persona sabia se pertenesce cogitar la vida perpetual, por tal que cada, y quando nuestro Señor Dios demandarà por ella, da la trobe, ò renderle el anima por èl à ella acomendada, por tal, que en el judicio final no pueda seger represa de pecado mortal. Por tanto; manifiesto sea à todos, que yo Don Iuan de Arborea, y de Alagon, fillo de muy Noble Don Leonardo de Alagon, y de Arborea, Marques de Oristan, quondam, habitador qui so de presente de la Ciudad de Zaragoça, del Regno de Aragon, stando enfermo en mi persona, emperò à nuestro Señor Dios gracias, en mi buen senso, firme memoria, y palabra manifiesta, considerant, que persona humanal scapar no puede de

Digitized by Google

la muerte corporal, revocando, casando, y anulando todos, y cadaunos, ò qualesquier Testament, o Testamentos, Codecilo, ò Codecilos, è qualesquiere otras Ordinacion, ò Ordinaciones, è ultima voluntad, ò voluntades, por mi ante de questo fetas, y ordenadas, aqueste fago, y ordeno mi ultimo testament, è ultima voluntad, ordenacion, y disposicion de todos mis bienes, assi mobles, como sedientes, è por si moventes, rendas, drechos, nombres, y acciones de aquellos, y de cadauno, i qualquiere de ellos, por si, en la forma, y manera siguiente. Primerament, Recomando mi Anima à nuestro Señor Dios, qui la formò, è prengò por a quella la Sacratissima Passion de mi Señor Iesu Christo, qui la formò, la qual sea remission de mis pecados, è quiero, ordeno, y mando, que quada, y quando à nuestro Señor Dios placerà, que mi Anima passe de esta vida, ò mundo present, al otro, que mi cuerpo sea levado à sepelir a la Iglesia de nuestra Señora la Virgen Santa Maria del Pilar de la Ciudad de Zaragoza, y sea alli sepelido en la Claustra de nuestra Señora delante de las Capillas de nuestra Señora de Piedat, y de Señor Sanct Miquel. *Item:* Quiero, ordeno, y mando, que la defunsion, novena, y cab de anyo mios, sean fechos à voluntad, ordinacion, y disposicion de los Executores mios, deiuso nombrados, para lo quàl facer tomo por Dios, ò por mi anima todo aquel dinero, que despres que yo serè finado se fallarà mio en la posada donde yo de presente habito, en esto, el qual mandò, que sea distribuido por mi anima à voluntad de mi Executores dius nombrados. *Item:* Quiero, ordeno, y mando, que por descargo de mi Anima, de mis bienes sean satisfetas, y pagadas todas mis deutas, tuertos, è lujurias aquellos, y aquellas, que por buena verdat se trobaràn yo ser tenido satisfacer, y pagar, con cartas, ò menos de cartas, ò en otra qualquiera manera. *Item*: Lexo pro parte, y por legitima herencia, por todo otro titol, derecho, nombre, y accion, *à Don Anthon, Don Leonart, Doña Maria de Arborea, y Alagon*, Hermanos, y Hermanas mias, y à todas, y a cada unas, y qualesquiere otras Persona, ò Personas, pretenda, ò pretendan tener drecho alguno en mis bienes qualesquiere, assi mobles, como sedientes, asaber es, à cada uno de ellos, cada diez sueldos dineros Jaqueses, por todo moble, y sendas robas de tierra en el mont, por todo sedientes, con los quales cada diez sueldos, è sendas robas de tierra en el mont, por mi à ellas, y à qualquiere de ellas lexadas en la manera sobredica, quiero, ordeno, y mando, que se hayan à tener, y se tengan por contentas ellas, y cada una de ellas por si, è pagadas, y que mas haver demandar, ni alcanzar de mis bienes qualesquier, assi mobles, como sedientes, y por si movientes no puedan, exceptado, que de la part de iuso por *herencia universal*, aut alias lexo. *Item:* De todos cada unos, y qualesquiere bienes mios, assi mobles, como sedientes, et por si movientes, rendas, drechos, nombres, vozes, vezes, titoles, lexas, vinclos, y acciones de aquellos, y de cada uno, ò qualquiere de ellos por si, mios, y à mi pertenecientes, et que yo tengo, y posido, y de aqui adelante havrè, y possedirè, y me convendràn, y pertenesceran por qualquiere casso, *titol, drecho, nombre, accion, lexa, vinclo, causa, manera*, ò *raxon*, è señaladamente *del Lugar de Almunient, y sus terminos, è otros qualesquiere*, è do quiere stantes, et situados, y trobados seràn, que bienes mobles, è sedientes, è por si movientes puedan, y deban seyer ditos, è nombrados de qualquiere manera, forma, ò especie que sia, los quales todos, y cada uno de ellos por si, quiero haver aqui, y he por dichos, nombrados, confrontados, designados, y specificados, et declarados, bien, assi como si todos los ditos bienes mobles, y cada uno, ò qualquiere de ellos por si, fuessen aqui por sus nombres proprios, nombrados, designados, specificados, y declarados, et los sedientes todos, y cada uno de ellos por si, fuessen aqui por una, dos, ò tres, ò mas, ò menos afrontaciones, ò confrontaçiones, confrontados, lemitados, designados, y specificados assi, aquellas, y de aquellos, y todos, y cada uno de ellos por si fago, lexo, *et instituesco Heredero mio universal al Noble Don Anthon de Arborea, y de Alagon Hermano mio*, para fecer de aquello *à todas sus proprias voluntades. Item:* elio, si quiere lexo *Executores*, si quiere Spondaleros del present mi ultimo Testament, è ultima voluntad, ordinacion, y disposicion de todos mis bienes, segund dicho es, al sobredicho Don Anthon de Arborea, y de Alagon Hermano mio, è al Noble Don Luys de Arborea, y de Alagon, fio mio, è à Martin Iuan de Cerbellon, habitant en la Ciudat de Zaragoza, à todos tres concordes, ò à la mayor part de ellos, à los quales, ò la mayor part de ellos concordes, segun dito es, caramente encomando mi anima, y les ruego, que fagan el mas bien que poràn por aquella á su arbitrio, y voluntad, sines danyos de sus personas, è bienes, è peligro de sus consiencias, dando, y atribuyendoles, como por tenor de la presente, en quanto en mi es, y facer puedo, y debo, dò, et atribuesco à los sobredichos Executores, todos, ò la mayor part de ellos, segun dicho es, pleno, libero, franquo, y bastante poder de demandar, responder, defender, componer, comprometer, albaran, ò albaranes, y difiniciones, facer, ò fer facer, y atorgar, Procurador, ò Procuradores confirmar, ò rebocar, et todas, y cada unas otras cosas facer, ò fer facer, ò complir, que buenos, y bastantes Executores, si quieres Spondaleros Testamentarios, legitimament lexados, facer pueden, y deben, segund drecho, fuero, uso, y costumbre, y observancia del Regno de Aragon, et alias. Aqueste es, et quiero que sia mi ultimo Testament, et ultima voluntad, ordinacion, y disposicion de todos mis bienes, segun dicho es, el qual quiero, ordeno, y mando, que valga, y obtenga por titol, ò drecho de Testament; E si por via, titol, ò drecho de Testament no valrà, ni obtener se podrà, quiero, ordeno, y mando, que valga, y obtenga por via, titol, ò drecho de Codicilo; E si por via, titol, o drecho de Codecilo no valra, ne obtener se podra, quiero, ordeno, y mando, que valga, y obtenga, por via, titol, ò drecho de qualquiere otra ultima voluntad, ordinacion, y disposicion de bienes, drechos, lexas, et cosas, si quiere herencias, que de drecho, et por drecho Canonico, y Civil, fuero, ley, uso, è costumbre, et observancia del Regno de Aragon, en lo Testament, ò Codecilo, ò ultima voluntad, mas, è millor puede, y debe, podrà et debrà tener, y voler. Feyto fue a questo *en la Ciudad de Zaragoza à vint y ocho dias del mes de Ianero, anno à Nativitate Domini millesimo*

Digitized by Google

quadringentesimo nonagesimo nono; presentes Testimonies fueron à las sobredichas cosas, los Honorables Anthon Darbas, Sastre, et Iulian de Cerbellon, Velero, habitantes en la Ciudad de Zaragoza, llamados presentes, y rogados.

Sig✝no *De mi Martin Martinez de Alfocea, Notario pubblico de la Ciudad de Zaragoza, qui à las sobreditas cosas present fue, en semble con los testimonios de la part de suso nombrados, et aquesto en part scribi, et en part por otro scribir fice: Consta de rasos en la primera linea, do se lie, de: et en la quarta linea, do se lee: Arborea, Alagon: et en la novena linea, do se lie, Dios: et sobrepuestos en la quinsena linea, do se lee; Todo; et en la vint y ochena linea, do se lee; Posan; et Cerre.*

CVII*.

Prammatica del Re Don Ferdinando II il Cattolico, *con la quale si provvede alla libertà del commercio interno ed esterno di Sardegna, a favore specialmente dei cittadini di Cagliari, di Sassari, di Oristano, di Alghero e di Bosa; e quest'ultima città è dichiarata* città reale *con tutti gli onori e preminenze delle altre* città *e* porti reali *dell'isola, benchè fosse posseduta da Bernardo de Villamarì Capitano generale, o Ammiraglio delle forze marittime di detto Re Cattolico* (1).

(1499. — 30 settembre).

Dai Regii Archivi di Cagliari, Vol. B. C. 28, fol. 59 e seg.

Nos Don Ferrando per la gracia de deu rey de Castella darago de les de Sicilia de granada de toledo de Valencia de galicia de mallorques de sevilla de sardenya de cordova de corsega de murcia de jaen del Algarbe de algezira de gibraltar y de les illes de canaria comte de bargelona senyor de vizcaya y de molina duch de Athenas y de Neopatria comte de rossello y de Sardanya Marques de Oristany y comte de gociano. Com en los temps passats per los serenissimos reys predecessors nostres de gloriosa recordacio y per nos sien estades fetes diverses provisions pragmatiques e ordinacions circa la extractio de les mercaderies e altres havers del nostre regne de Sardenya que fa per los ports nostres reals essent en aquell temps lo marquesat de Oristany e comtat de gociano detenguts per los llavors marquesos e comtes apres des applicats a nostra real corona los dits marquesat e comtat segons experiencia ha mostrat les dites provisions pragmatiques e ordinacions en la observancia e execucio delles han portat alguns contraris per forma que es necessari fer lii provisio deguda. E perço volents sobre les dites coses saludablament e com conve provehir per conservacio e augment de la cosa publica de aquell nostre regne de Sardenya y dels drets rendes e emoluments nostres reals ab tenor de les presents les quals volem y manam tenir forsa de real pragmatica de nostra certa scientia delliberadament e consulta e per nostre proprimotio provehim ordenam e manam que daci avant sie llicit e permes als habitants e habitadors en la nostra ciutat de Oristany entrar commerciar negociar e contrectar en les encontrades de parte de montis parte usellus parte valensa e marmilla e traure de aquelles e quisquna delles totes les mercaderies que volran. E per lo semblant los habitadors en la nostra ciutat e castell de Caller puguen e lis sie licit e permes negociar entrar comerciar e traure liberament les mercaderies en e de totes les dites encontrades axi com ony fan del restant del cap de Caller. E mes avant provehim ordenam e manam que axi les nostres ciutats de sacer e vila del alguer com la ciutat de bosa la qual te e possehix mossen bernard de vilamari capita general de nostre marittym exercit com a ciutat real e rete totes les facultats perrogatives e preheminencies que tenen les ciutats viles e ports reals ab omnimoda salvetat de aquelles dites facultats perrogatives e preheminencies sens lesio e perjuy de aquelles les dites ciutats de sacer vila del alguer e ciutat de bosa e los vassalls e habitadors presents e esdevenidors de aquelles e de quiscuna delles puguen e lis sien licit e permes liberament intrar negociar contractar comerciar e traure totes mercaderies e vituvalles en e deles encontrades de curadoria Dore biti anarga comtat de gociano e ses encontrades montiverro e costa de valls Torralba eoologo jave e cossehini e margine e macomer e en la encontrada de parte barigado e en les viles y terres de mossen pere martj de ferreres. E volem axi mateix que les dites ciutats de Sacer Oristany e vila del Alguer e poblats en ellas puguen per lo semblant e lis sie licit e permes entrar e negociar contractar commerciar e traure totes vituvalles mercaderies sardesques en e deles matexes encontrades e en la dita ciutat de bosa e ses terres liberament e sens contradicio alguna E a ço no obstant qualsevulla pragmatiques provisions statuts e ordinacions en contrari fins axi en qualsevol manera fetes e decretades com axi per lo benefici utilitat e benavenir de là cosa publica de aquell regne nostre ho haiam provehit e vullam sien fet exeguir e complir ab tot effecte de obra. Portant notificants les coses demunt dites e cascuna delles ab tenor de aquelles matexes dihem y manam als spectable magnifichs amats consellers e fahels nostres los lochtinent general en lo dit nostre regne de Sardenya e governadors en lo Caps de Caller gallura e lugudor procurador real nostre en lo dit regne potestats consellers officials majors jurats e bons homens e altres qualsevoll officials e subdits nostres en lo dit regne e qualsevol parte de aquell constituhits e constituhidors e assenyaladament a universes e sengles officials de les dites e desus nomenades terres e encontrades

(1) Questa Prammatica fu violata a pregiudizio della città di Bosa per la concessione fatta in Saragozza nel 3 agosto 1518 dal Re Don Carlo (poi Carlo V Imperatore dei Romani) alla città di Oristano, in virtù della quale tutte le mercanzie provenienti dalle *Incontrade* di *Ulcier*, *Parte Barigado*, *Mandralusay* e *Marginì-Macomer* doveano essere portate esclusivamente ed in via di privilegio alla dogana reale di detta città di Oristano. Contro questo *privilegio*, che distruggeva la libertà di commercio felicemente iniziata nell'isola, e ledeva insieme i dritti di tanti cittadini e di intiere popolazioni, riclamò subito Isabella de Villamarì, figlia ed erede dell'ammiraglio Bernardo de Villamarì, principessa di Salerno e signora di Bosa; e la giustizia dei suoi richiami fu riconosciuta dallo stesso Imperatore Carlo V, il quale, col parere del suo Consiglio reale e con Ordinazione datata in Barcellona nel 20 settembre 1519, rivocò il privilegio del 3 agosto del 1518, e richiamò in vigore la presente prammatica sanzione del Re Don Ferdinando II. (Ved. questa Ordinazione fra i Diplomi e Carte del secolo xvi.

Digitized by Google

als quals les presents pervendran e presentades saran e pertanguen en qualsevol manera les coses demunt specificades expressament e de la dita nostra certa scientia e sots encorriment de la nostra ira e indignacio e pena de den milia florins de or de Arago a nostres cofrens aplicadors que attesa e diligentement mirada la present nostra provisio e real pragmatica aquella e totes e sengles coses en ella contengudes e specificades tenguen fermament guarden e observen tenir guardar e observar facen inviolablement a la virghe justa la serie y tenor per qualsevol persones e contra aquella no facen ne venguen contrafer e venir permetan per alguna via causa o raho si la gracia nostra tenen cara e la dita pena desigen evitar com axi procehesca de nostra determenada voluntat tot dubte dificultat contradictio exceptio consulta e altres qualsevol impediments e obstacles cessants e no admesos. En testimoni de les quals coses manam fer les presents ab lo nostre sugell comm en lo dors suggellades. Dades en la nostra ciutat de Granata a xxx del mes de setembre en lañy de la nativitat de nostre señor MCCCCLXXXX nou. Io el Rey.

CVIII*.

Don Ferdinando II il Cattolico, *Re di Castiglia e di Aragona, a complemento della grazia già conceduta a Don Luigi e a Don Antonio di Alagon e di Arborea, fratelli del marchese di Oristano e conte di Goceano, nel* 9 *marzo* 1496, *con la quale avea allargato i confini della loro relegazione fino ai regni di Aragona e di Valenza, ed ai Principati di Catalogna e di Castiglia, accorda ai medesimi piena ed intera libertà.*

(1499. — 18 novembre).

Dai Regii Archivi di Barcellona, *Registr. Diversor.* X, ab. an. MCCCCXCIX ad an. MDV fol. 49.

Don Ferrando, por la Gracia de Dios, Rey de Castilla, de Aragon. de Leon, de Sicilia, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Sardeña, de Cordova, de Corcega, de Murcia, de Iahen, del Algarbe, de Algezira, de Gibraltar, y de las Islas de Canaria, Conde de Barcelona, Señor de Vizcaya, y de Molina, Duque de Athenas, y de Neopatria, Conde de Rossellon, y de Cerdaña, Marquès de Oristan, y Conde de Gociano. En dias passados, con nuestra provision, que dada fue en la Ciudad de Tortosa à viiij dias de Março, en el año del nacimiento de nuestro Señor, mil quatrocientos noventa y seis, alargamos el Arresto, y Presion, que vosotros Don Luys Dalagòn, è Don Antonio de Arborea, y de Alagon teniades en todo el Reyno de Aragon, por los Reynos de Aragon, Valencia, Principado de Cataluña, è Condados de Rossellòn, y Cerdaña, è por todos los otros Reynos, è Señorios nuestros de Castilla, segund en la dicha nuestra precalendada Provision, à la qual Nos refferimos, mas largamente se contiene. E agora movidos por algunos respectos inclinados benignament à las supplicaciones vuestras, que sobresto nos havedes fecho; es nuestra merced, è voluntàt de levantàr, y quitarvos el dicho Arresto, y Presion, assi como por tenor de la presente, de nuestra certa sciencia, è expressamente vos la quitàmos, è alçamos, è queremos vos sea alçado: E vos damos licencia, è permisso, que sin incorrimiento de pena alguna, podades, è vos sea licito ir, stàr, è habitar en los Reynos nuestros de Aragon, Sicilia, Valencia, Mallorques, Principado de Cathaluña, è Condados de Rossellòn, è Cerdaña, è en los Reynos nuestros de la Corona de Castilla, è en todas las partes que quisierades, fuera de nuestros Reynos, è Señerios, segunt bien visto vos fuere. Mandando, con tenor de la presente, de la dicha nuestra cierta sciencia, y expressamente, so incorrimiento de nuestra ira, è indegnacion, è pena de mil florines de Oro, à qualesquiere Officiales, è Subditos nuestros de qualquiere grado, condicion, ò preheminencia sean, que la presente nuestra Provision, alçamento de Arresto, è Presion, è licencia vos tengan, y guarden, è fagan vos sea guardada, è observada con todo complimiento, juxta su serie, è tenor, y en aquella non vos pongan empacho alguno, ni consientan vos sea puesto, como assi procea de nuestra voluntad. Dat. en la nuestra Ciudad de Granada à XVIII dias del mes de Noviembre, del año del Nacimiento de nuestro Señor M.CCCC.LXXXXVIIII.

Yo el Rey.

Dominus Rex mandavit mihi Petro Lazaro de Exea, et viderunt eam Generales Thesaurarius et Conservator.

CIX*.

Protesta fatta da Don Antonio di Alagon e di Arborea, figlio del marchese di Oristano e conte di Goceano, nanti il Luogotenente della Corte del Justicia Mayor *di Aragona, contro le violenze ch'erano state usate alla sua persona, al suo fratello Don Giovanni, ed ai suoi zii paterni Don Giovanni e Don Luigi di Alagon e di Arborea dal Governatore generale del regno di Valenza nell'ottobre* 1495, *e nel castello di Xativa dov'erano ditenuti, obbligandoli con minacce di morte ad approvare le sentenze contro di essi tutti emanate, ed a sottoscrivere atti di formale rinunzia ai dritti che potessero ancora avere sopra i loro beni situati nel Regno di Aragona.*

(1500. — 26 settembre).

Dal Memoriale Moncayo, Palafox e Coseojuela sopra i diritti di successione al Marchesato di Oristano (MDCCXII) num. 21.

In Dei Nomine, Amen. Noverint Universi, quod Anno à Nativitate Domini, millesimo quingentesimo, die vero vicesima sexta mensis Septembris, ante praesentiam Magnifici domini Michaelis Molon, Jurisperiti, Locumtenentis multum Magnifici, et circunspecti viri domini Joannis de Lanuza, Militis, Serenissimi Domini Regis Consiliarii, ac Justitiae Aragonum, me Notario, et testibus infrascriptis praesentibus, fuit personaliter constitutus Nobilis dominus

Digitized by Google

Antonius de Arborea, alias de Alagon, filius Nobilis domini Leonardi de Alagon, et de Arborea, quondam, el qual en las mejores forma, et manera, que de drecho, razon, y fuero puede, y deve, dijo semejantes palabras, en efeto contenientes, vel quasi: Que en el año mil quatrocientos noventa y cinco, un dia del mes de Octubre, del dicho año, por mandado del Rey nuestro Señor, agora fielment regnant, estando preso el deponiente, por su Alteza, en el Castillo de Xativa, del Reyno de Valencia, por letra, y provision de su Alteza, dirigida al Gobernador de Valencia, dallà del Rio de Chuquar, el dicho Don Anton, juntamente con Don Juan de Arborea, Hermano suyo, quondam, è Don Joan, è Don Luis de Alagon, Tios suyos, estando presos, como dicho es, fortivolmente, y con menazas de muerte, el dicho Gobernador le fizo fer ciertos llamados actos de presencia en su libertad, faciendoles confessar, y atorgar, que estaban libres, y en su libertad, et fuera de prison, y loacion, y aprobacion de ciertas clamadas sentencias, contra todos los quatro susodichos promulgadas por el Rey Don Juan, de gloriosa memoria, quondam, è no res menos, con la dicha violencia, fuerza, y menasa, le fizo facer ciertos clamados actos de renunciacion, en los drechos, y acciones, que le pertenescian, et sobre el Castillo, y Lugar de Almunient, sitiado en el Reyno de Aragon, que confruenta con territorios de los Lugares de Torres, y Barbuès, y de Granyèn, y de Callèn, y en otros bienes sitios, y mobles, assi estantes en el Reyno de Aragon, como en qualesquiere otras partes, y Reynos pertenecientes al dicho Don Anton, e después de fecho los suso dichos clamados actos, por fuerza, estando presos en casa. y poder del dicho Gobernador, le tomò juramento, y omenage de venir drecho camino al Reyno de Aragon, el qual Reyno le dava por carzel, y loco carceris, y que de aquel no pudiese salir en sus piedes, ni agenos, so pena de Bares, y Traydores, y pena de muerte, y otra à arbitrio de su Alteza reservada; los quales susosdichos clamados actos fueron, eran, y son nullos, è invalidos, assi por estar el dicho Don Anton preso detenido, como aun por otras razones, en fuero, y razon stantes, los quales susodichos clamados actos, fueron fechos juntamente stantes los susodichos exponient, y Don Juan de Arborea, y de Alagòn, Hermano suyo, en cuya persona ha sido declarado en las Cortes ultimamente celebradas en la Ciutad de Zaragoza, por las causas susodichas, è otras, ser nullos, y de ninguna eficazia, y valor presos, y assi por lo susodicho no cumpliria al dicho Don Antonio reclamar de aquellos, però à mayor cautela, que no suele hazer el dicho Don Anton, porque aora nuevamente de pocos dias acà, el Rey nuestro Señor lo ha alibiado del resto, y presion, que tenia, y ha sido siempre absent detenido restado en continuo serviciò de su Alteza, en el Reyno de Castillo, y de Granada, hasta agora, que ha venido à la presente Ciudad de Zaragoza. Por tanto, et alias dijo, que encontinent que ha tenido facultad de fazer el presente Acto, que comparecia, segunt que de fecho compareciò delante del dicho Lugarteniente, para reclamar de la dicha violencia, y fuerza segun que de present de aquella, y de todos los clamados actos, licèt invalidos, y nullos à èl fechos fazer, reclamar al dicho Lugarteniente, como Protector, y quitador de violencias. Petiit admitti dictam reclamationem, cum sic de foro, et alias faciendum existat, et sit talis, quae recipi, et admitti debeat. Et ego dictas Joannes Molès, Notarius, auditis praedictis, si, et in quantum de foro, et alias recipi debeat, et admitti, recepi, et admisi. De quibus omnibus, et singulis praemissis, dictus dominus Antonius de Arborea petiit, et requisivit per me dictum, et infrascriptum Notarium sibi fieri, confici, atque tradi instrumentum, et instrumenta, et tot quot inde essent necessaria. Quae fuerunt acta Caesaraugustae anno, die, mense, et loco quibus supra, praesentibus ibidem, honorabilibus Prodeillon, et Ferrando de Aguirre, Scutiferis, habitatoribus dictae Civitatis; testibus ad praemissa vocatis pariter, et assumptis.

Sig✠no De mi Joan Molès Notario publico de la Ciudad de Zaragoza, è por auctoridad Real por el Reyno de Aragon, que à las sobredichas cosas, con los testigos arriba nombrados present fuè, y aquellas en part, segun fuero scribi, et lo otro screbir fize, et cerrè.

FINE DEI DIPLOMI E CARTE DEL SECOLO XV.

Digitized by Google

Digitized by Google

DISSERTAZIONE

SETTIMA

Digitized by Google

Digitized by Google

DISSERTAZIONE

SOPRA I DOCUMENTI STORICI E DIPLOMATICI

DI SARDEGNA

DEL SECOLO XVI

Ferdinando II di Aragona, cui la pia Isabella apportò in dote l'antica corona di Castiglia, cinto di duplice diadema, e soprannomato *il Cattolico*, fu il primo dei sovrani della sua schiatta, che, dopo tante guerre e tanti politici rivolgimenti, possedesse per intiero e quietamente la dianzi divisa e non mai doma Sardegna. Distrutta la potente Casa di Arborea, e vinta, dopo lunghe e varie lotte, la resistenza dei visconti di Narbona, dei marchesi di Oristano e conti di Goceano, e dell'animoso ma infelice Leonardo Alagon, re Ferdinando non ebbe più a combattere nell'isola, ma a governarla: e dopo lui vi ebbero assoluto impero e la governarono il suo nipote don Carlo, che fu poi Carlo V imperatore di Germania, e il costui figlio Filippo II. Durò poco più di sette lustri il regno di Ferdinando *il Cattolico* (1): i primi quattro appartengono al secolo decimoquinto, del quale abbiamo già favellato (2); i tre ultimi al decimosesto, di cui ora imprendiamo a ragionare. Le memorie che ne rimasero, parte ci furono conservate dalle storie di quel tempo,

(1) Ascese al trono nel febbraio del 1479, e morì in Granata nel 27 febbraio del 1516.

(2) Aggiungiamo qui, a modo di *Appendice*, alcune notizie di cose sarde appartenenti a quel secolo, le quali furono omesse nella DISSERTAZIONE SESTA per non intralciare la esposizione dei fatti memorabili della guerra di ARBOREA. Tali notizie illustrano in vario modo alcuni fatti storici principali di quel tempo, e appartenendo ancor esse al regno di Ferdinando *il Cattolico*, che si protrasse nell'isola fino al 1516, non sono fuori di luogo (almeno per nota) nella presente DISSERTAZIONE SETTIMA. Perciò le riferiamo brevemente qui appresso anno per anno.

1479. — Angelo Marongio, valoroso condottiero d'armi, che comandava una divisione dell'esercito aragonese nella famosa battaglia di *Macomer* (19 maggio 1478), in cui rimase sconfitto Leonardo Alagon, ultimo marchese di Oristano, fu ucciso dai Gambella, suoi personali nemici, dentro la chiesa cattedrale di san Nicola, in Sassari sua patria. Nota a questo proposito l'annalista Fara, che nello stesso anno 1479, e così un solo anno dopo la sconfitta e la prigionia dell'ultimo marchese di Oristano, morirono, oltre il Marongio, il re di Aragona don Giovanni II, don Nicolò Carroz vicerè di Sardegna, e il di lui figlio don Dalmazzo Carroz conte di Quirra, i quali erano stati li più acerrimi suoi persecutori (FARA, *De Rebus Sardois*, lib. IV, pag. 386).

1479. — Giovanni Montero giureconsulto, e Giovanni Solinas andarono come *Legati* della città di Sassari alla corte di Ferdinando *il Cattolico*, e ottennero vari privilegi per la loro patria in ricompensa degli aiuti ch'essa avea prestato alla Corona nella guerra contro il marchese di Oristano, e il visconte di Sanluri. Il Montero non dimenticò se stesso, e fu creato in tale occasione *Capitano* e *Podestà* a vita del comune di Sassari. Il Solinas, tre anni dopo, fu condannato a morte con tre altri cittadini sassaresi, come capi di una sollevazione popolare contro il vicerè Ximene Perez (FARA, Op. cit., pag. 388).

1479-1480. — Lo stesso re don Ferdinando *il Cattolico* donò liberalmente in feudo al suo zio materno ENRICO *degli Enrici* il viscontado di *Sanluri* con molti altri villaggi di *Parte-Valenza* confiscati a Giovanni de Sena, che n'era il feudatario; la regione intiera *(Encontrada)* di *Costavalle* confiscata parimente a Leonardo Alagon marchese di Oristano; e il feudo di *Meilogu*, devoluto alla Corona per la morte, senza successione, del poc'anzi ricordato Angelo Marongio. Ed ENRICO *degli Enrici*, donatario straniero, e senza verun merito di pensieri nè di opere per l'isola, vendette subito per molta moneta il viscontado di *Sanluri* a Pietro e Lodovico Castelvì, gentiluomini stranieri ancor essi, che poi fermarono la loro stanza in Sardegna (FARA, Op. e loc. cit., pag. 391).

1481. — In quest'anno Ferdinando *il Cattolico* confermò nelle *Corti* riunite in Catalogna la unione perpetua della Sicilia e della Sardegna alla monarchia di Aragona. E disponendo largamente e dispoticamente degli uomini e delle terre sarde, concedette in feudo a Gaspare Fabra, suo tesoriere nell'isola, una intiera regione *(Encontrada)* denominata *Parte-Barigadu* con le ville di *Busachi*, *Fordongianus* (antico *Forum Traiani*), *Allai*, *Neoneli*, *Ulla*, *Ardauli Noceto*, *Sorradile* e *Bidonì*; e a Galzerando di Requesens conte di *Palancoso* le ville di *Sedilo*, *Sisurri*, *Orani*, *Sotus*, *Urgellus*, *Tadasuni* e *Domus-novas* nella regione, o *Encontrada* di *Parte-Cieris*. Nè il mercato era ristretto alle sole concessioni reali: anche i privati lo imitavano; e in questo stesso anno Giovanni di Santacroce, che molto si era distinto nella espugnazione della città di Oristano, comperò da Galzerando Dedoni la villa e il feudo di *Tuili* (FARA, Op. e loc. cit., pag. 387 a 391).

1482-1484. — Nel primo di questi due anni fu riunito il Parlamento sardo sotto la presidenza del vicerè Ximene Perez, il quale, non avendo potuto imporre la sua volontà ai rappresentanti della nazione, dimenticò i propri doveri e contrasse personali inimicizie co' più ragguardevoli fra i medesimi. Vi furono perciò gravi tumulti nella città di Sassari, e anche condanne capitali: il Perez fu prima rimosso, e poi sconsideratamente restituito al governo dell'isola nella stessa qualità viceregia (1484); e abusando del potere nuovamente conferitogli, si vendicò vilmente dei suoi emuli ed avversari, proscrivendone alcuni ed altri facendo dichiarare rei di *crimenlese*. (Ved. FARA, Op. e lib. cit., pag. 388, 389).

1492. — Memorabile fu quest'anno per le vittorie riportate sopra i Mori dalle armi di Ferdinando *il Cattolico*, e per l'assedio ed espugnazione di Granata. A quest'ultima guerra presero parte molti sardi, e vi si distinsero fra gli altri per prove di straordinario coraggio Giacomo Alagon (FARA, loc. cit.), e Leonardo Tola, del quale parlammo avanti (Ved. sopr. DISSERTAZIONE SESTA, pag. 20, col. 2), e più specialmente nel DIZIONARIO BIOGRAFICO DEI SARDI ILLUSTRI (Vol. III, pag. 250). Di questo illustre capitano d'armi dura tuttavia la discendenza in Sardegna, e dai documenti autografi posseduti dall'autore del presente CODICE DIPLOMATICO risulta essere la seguente: 1. *Stipite:* 1492; LEONARDO TOLA, armato cavaliere nel campo di Granata di propria mano del re Ferdinando *il Cattolico*;

Digitized by Google

e parte dai documenti che ora mandiamo in luce. Pochi assai fra questi documenti sono quelli che riguardano la storia civile e politica; più pochi gli altri che si riferiscono alla storia ecclesiastica dell'isola. Notiamo fra i primi il diploma, con cui Ferdinando, prodigo dispensatore di privilegi e dritti feudali, confermò ed ampliò a favore di Bernardo Villamarì quelli già conceduti dal re don Giovanni II al di lui padre Giovanni Villamarì, ammiraglio della flotta aragonese, sulla città di Bosa, e
P. C. N. 1502. ville e luoghi dipendenti (1); il decreto reale, con cui lo stesso monarca approvò i *Capitoli di Corte*, discussi e deliberati dallo *Stamento militare* nel Parlamento sardo riunito sotto la presidenza successiva dei due vicerè
P. C. N. 1511. Giovanni Duay e Ferdinando Giron de Rebolledo (2); la *Prammatica*, con cui fu vietato severamente ai pubblici uffiziali di vendere per moneta gli uffici loro con le re-
P. C. N. 1507. lative giurisdizioni (3); lo che rivela, meglio di qualunque narrazione, gli strani abusi e il turpe mercato della pubblica amministrazione nel governo dell'isola; il testamento
P. C. N. 1502. di Antonio Alagon (4) figlio e successore dell'infelice Leonardo Alagon, dal quale si ricavano molte e importanti notizie sulle vicende pubbliche e private di quella illustre famiglia, e sulle sorti cui andò soggetta per l'avarizia e le violenze della corte d'Aragona, la successione al marchesato di Oristano e al contado di Goceano, ultimo avanzo degli antichi Stati del GIUDICATO di Arborea; la lettera scritta nel 1513 dal re Ferdinando al vicerè di Sardegna, da cui si ricava quale fosse in quel tempo il sistema adottato dal governo per gli alloggiamenti e il mantenimento delle truppe dell'esercito spagnuolo le quali stanziassero o fossero di passaggio nell'isola, gli aggravi ingiusti che perciò s'imponevano alle città e alle ville, e i danni ch'esse ne risentivano per l'avarizia dei *maestri di campo*, i quali usavano frodi e vessazioni così nel peso come nel soldo delle fatte somministranze (5);
P. C. N. 1513. e finalmente la memoria serbataci da un antico e prezioso Codice dantesco della presenza in Sardegna in quello stesso correr di tempo (1512) della consorte e famiglia del famoso guerriero Gonsalvo Ferrante, appellato per antonomasia *il gran capitano* (1).

Fra i documenti che riguardano specialmente la storia ecclesiastica noteremo in primo luogo alcuni *frammenti* finora inediti delle *Congregazioni sinodali* tenute e presiedute in Sassari dall'arcivescovo turritano Francesco Pellicer (2), dalle quali si viene a conoscere quanto fosse
P. C. N. 1501 1502. 1504. incerta in quel tempo la demarcazione tra il potere civile ed ecclesiastico, e come spesso i limiti tra l'uno e l'altro si trasgredissero; con quali mezzi fosse difesa dai vescovi la personale immunità del clero; come la potestà secolare si facesse ragione da se stessa, sequestrando le *temporalità* della chiesa; come spesso poco regolari, e biasimevoli anzi fossero i costumi dei chierici; e come l'episcopato supplisse con buone ordinazioni conciliari, nel difetto assoluto di opportuni provvedimenti per parte del potere laicale, a tutela dell'ordine, della sicurezza e della moralità pubblica. Fu sotto il regno di Ferdinando II che si provvide dai pontefici Alessandro VI, Giulio II e Leone X alla unione, traslazione e soppressione di pa-
P. C. N. 1503. 1506. 1513. recchie sedi vescovili dell'isola (3); poichè la mutata

2. Suo figlio, don Antonio Tola: 3. Figlio di costui don Giorgio Tola: 4. Figlio di don Giorgio fu don Giovanni Tola *Quiridoni*: 5. Don Giorgio Tola *Quiridoni*, figlio del precedente; ambidue intervennero alle *Cortes* riunite nell'isola nel 1623, 1626 e 1631: 6. Don Giovanni Tola *Quiridoni*, secondo di tal nome, e figlio di detto don Giorgio, intervenne nel 1653 al Parlamento sardo riunito in Cagliari sotto il regno di Filippo IV re di Spagna, e sotto la presidenza del vicerè conte di Lemos (Ved. infr. CART. n° L*, 1, pag. 304): 7. Don Giorgio Tola *Sini*, figlio del precedente, intervenuto col padre alle stesse *Cortes* o Parlamento del 1653: 8. Figlio del suddetto don Giorgio Tola *Sini* fu don Giovanni Tola *Carta*, che intervenne alle *Cortes* celebrate in Sardegna nel 1665 sotto la presidenza del vicerè marchese di Camarassa (Ved. infr. CART. n° L*, 2, 3, pag. 305): 9. Figlio di don Giovanni Tola *Carta* fu don Giorgio Giuseppe Tola, il quale, sotto il regno di Carlo II re di Spagna, intervenne col proprio genitore alle *Cortes* di Sardegna, convocate nel 1676 e aperte nel 1° aprile 1677 (Ved. infr. CART. n° LII*, 1, 2, pag. 309): 10. Figlio del precedente fu don Giovanni Antonio Tola *Grixoni*, dal quale nacque don Gavino Tola, padre dell'autore della presente *Nota*.

1493 al 1500. — Nessun avvenimento importante accadde nell'isola, tranne che i feudi vi si moltiplicarono a dismisura, e che nel 1494 fu ampliata e quasi ricostrutta dalle fondamenta, per opera di architetti italiani, la chiesa cattedrale della città di Sassari, dedicata a san Nicolò di Bari, e prima intitolata a Santa Maria *del popolo*.

(1) Ved. CART. n° II*, pag. 161.

(2) Ved. CART. n° VII*, pag. 172.

(3) Ved. CART. n° VI*, pag. 171.

(4) Ved. CART. n° III*, pag. 163.

(5) Ved. infr. 2ª APPENDICE alle CARTE e DIPLOMI del secolo XVI, CART. n° II, pag. 443.

(1) Del passaggio della consorte e famiglia del *Gran Capitano* in Sardegna, della loro fermata in Sassari, e della causa che vi diede luogo, avea lasciato ricordo il FARA (*De Reb. Sardois*, lib. IV, pag. 394, ediz. di Torino) con le seguenti parole: *proximo subinde anno* (cioè nel 1512), *uxor Gonsalvi Ferrantis, ex Genua Terram-Novam in Sardinia vi tempestatis delata*, SASSARIM *cum filiabus terrestri itinere venit; ibique aliquandiu recreata*, ALGHERIUM *perrexit, indeque Malacam petiit.* Ma in un CODICE antico e pregevolissimo (membranaceo) della *Divina Commedia* di DANTE, esistente nella R. Biblioteca della Università di studi di Cagliari (classe III dei mss., n° 48) si trova scritta in lingua sarda una curiosa memoria che qui riportiamo testualmente: « *Quenapura* (venerdì) *die octo de su mese de austu* (agosto) *de s'annu milli quinbighentos doighi* (1512) *est arribada in* TATARI (Sassari) *a bator* (quatuor) *horas de die sa mugere de s'illustrissimu don Gonsalvu Ferrandès capidianu de sa magestade de su re de Spanya, sa quale est venida de Genua, et est desimbarcada in* TERRANOA *et est venida a inoghe* (qui) *per terra, e istada est in* PIAGHE (Ploaghe) *duas dies, et don Gironimu de Castelvì li fesit multu aparigu a issa et a sa cumpania sua, e i sa dicta duquesa portat cum issa duas figias feminas sas quales fuin multu bellas, e pius portat in cumpania sua quinbanta homines veteranos stetit posada sa dicta duquesa in domo de mossen Ioanne Manqua.*

« *Quenapura a* XV *de austu de s'annu M.° D.° doighi est andada a missa a Sancta Maria de Bellem sa dita duquesa cum sas figias, sas quales fuini multu atacciadas de brocadu de sedas, e l'acompanyaui su segnor governadore cum sos consigeris e totu sos principales de sa terra. — Dieta die pusti prangiu andait dicta senyora a domo de mossen Biure pro videre su pallu* (corsa di cavalli al pallio) *de Mesaustu* (di mezzagosto) *qui si corriat.*

« *A dies duos de Sanctu Gaini* (di San Gavino, ossia 2 di ottobre) 1512 *est partida sa dicta senyora dae* TATARI *andada est a* SALIGUERA (Alghero) *pro imbarcaresi et andare a* MALEGA.

« *Dominica nocte a* V *de Sanctu Gaini* 1512 *est imbarquada in su portu de* SALIGUERA *sa dicta duquesa cum bator* (quatuor) *vellas, duas naes et duas charavellas, sas quales naes inde haviat una de mossen Sariera de Barsalona, et sas ateras fuini de unu capitanu castellanu qui fuit venidu dae Barbaria, et in companya de dicta senyora sinde andait don Altubelu de Legua figiu de su conte don Juan Paulu* ».

Questa memoria fu scritta, per quanto appare, dal possessore nel 1512 del suddetto CODICE membranaceo di DANTE; e il possessore era probabilmente (per argomenti che non è qui il luogo di addurre) il distinto poeta sardo Girolamo Araolla, del quale parlammo altrove (Ved. TOLA, *Dizion. biogr. de' Sardi illustri*, vol. I, pag. 84 e seg.).

(2) Ved. infr. CART. n° I*, pag. 157.

(3) Ved. infr. CART. n° IV, V, VIII, pag. 167, 170 e 173. Nel 1503, per bolla di papa Giulio II, che confermò altra bolla del suo predecessore Alessandro VI, il vescovado di *Dolia* fu unito

Digitized by Google

ragione dei tempi, la povertà o l'abbandono di alcune chiese antiche, i bisogni dei fedeli, e la variata condizione dei paesi, addimandavano e rendeano necessaria una nuova ripartizione delle diocesi ecclesiastiche. Fu sotto il regno medesimo che tre illustri membri dell'e-
P. C. N. 1512. piscopato sardo intervennero al Concilio Lateranense, convocato da papa Giulio II, e conchiuso dal di lui successore Leone X, e vi si distinsero per molta dottrina e per molta pietà (1). E fu Ferdinando *il Cattolico* che, malgrado la sua devozione verso la Sede pontificia, non volle in parte alcuna pregiudicate le così dette *regalie* concedutegli dalla Sede medesima, ordinando per tal fine che nessuna bolla o provvedimento emanato dal papa potesse in Sardegna avere effetto ed esecuzione, se questa non fosse prima autorizzata con decreto reale o dal luogotenente che rappresentasse nell'isola la regia autorità (2). Ma fra gli atti di Ferdinando II, che furono tutti, dal più al meno, improntati dalla indipendenza del suo potere sovrano e della sua volontà, ne troviamo due esclusivamente politici, i quali addimostrano come talvolta ei fu costretto a rimettere alquanto della regale imperiosità in faccia alle domande che giustamente gli presentavano, e virilmente sostenean le *Corti sarde* nei loro generali o particolari conventi: tale fu la concessione del così detto *perdono* ai membri tutti dello STAMENTO MILITARE, ed ai vassalli e familiari dei feudatari, i quali nei passati rivolgimenti aveano seguito le parti dell'ultimo marchese di Oristano nella lunga lotta da lui sostenuta per la indipendenza dell'isola contro il re di Aragona
P. C. N. 1511. don Giovanni II (3): e tale, ma assai più importante per la intangibilità ed osservanza della CARTA fondamentale data all'isola nel 1355 dal re don Pietro *il Cerimonioso*, fu quello con cui nelle CORTI riunite in Sardegna sotto la presidenza dei vicerè Duay e Rebolledo, fu riconosciuto ai nobili e feudatari sardi, che componevano lo STAMENTO MILITARE e costituivano uno dei BRACCI (BRAÇOS) di dette CORTI riunite in parlamento, il dritto secolare già pazionato fin dal 1421 col re don Alfonso V, di potersi liberamente e separatamente riunire in forma *stamentaria* senza intervento di vicerè, luogotenenti generali, governatori, od altri ministri regi, sempre che i bisogni e
P. C. N. 1511. gl'interessi generali dell'isola *(del reyno)* lo richiedessero (1).

Al *Cattolico* Ferdinando successe nel 1516 (2) nei regni di Aragona, di Castiglia e di Sardegna il nipote don Carlo, il quale tre anni dopo ereditò l'impero da Massimiliano di lui avo materno, e coronato in Aquisgrana nel 1520: appellossi d'allora in poi IMPERATORE CARLO V. Durò quarant'anni il suo regno; e finchè visse la madre sua GIOVANNA, governò insieme con lei i regni tutti della vasta monarchia spagnuola. In questo lunghissimo e potentissimo regno furono riuniti in Sardegna tre Parlamenti
P. C. N. 1520. 1530. 1545. o *Cortes*, come più propriamente si chiamavano: alle medesime, e alle sue deliberazioni fu data da quel monarca la sanzione regia (3), per cui acquistavano forza di leggi generali. Molte e importanti pel buon governo politico dell'isola furono queste leggi; ma non è qui il luogo d'imprenderne l'esame e di farne speciale discorso. Non ometteremo però di ricordare alcuni provvedimenti particolari di quel monarca, e alcuni fatti accaduti sotto il di lui regno, e i documenti relativi dianzi sconosciuti che appartengono ai DIPLOMI e alle CARTE di questo secolo, dai quali riceve non inutili schiarimenti la storia sarda di quei tempi. Tali sono le concessioni o *privilegi* co' quali fu sciolta da vincoli antichi e sollevata da ogni
P. C. N. 1519. gravezza fiscale la pesca dei coralli nei mari sardi (4), e proclamata in pari tempo la libertà dell'interno com-
P. C. N. 1519. mercio insulare in conformità ad un'anteriore *prammatica* di Ferdinando *il Cattolico* (5): tali gli *Ordini reali* o imperatorii per tutelare le popolazioni sarde dalle vessazioni e dalle spogliazioni che a loro danno e impunemente
P. C. N. 1541. commetteano le soldatesche spagnuole sotto titolo di stanze militari, di vettovaglie e di armamenti (6): e tale la destinazione di un console transmarino alla città di Alghero
P. C. N. 1549. fatta dai consoli di Barcellona (7), per proteggere l'esteso commercio che già vi esisteva co' mercatanti catalani e aragonesi sotto le ben note leggi del famoso *Consolato del mare*. Nè debbono tacersi, benchè siano d'interesse
P. C. N. 1519. 1529. locale, i diplomi co' quali Carlo V nel breve intervallo di due lustri confermò alla città di Sassari gli antichissimi *privilegi* che le aveano conceduto, prima il re don Giovanni II di Aragona, poi il re don Ferdinando *il Cattolico*, e quindi egli stesso con solenne stipulazione da lui sottoscritta e giurata in Saragozza nel 3 giugno del 1518 (8), per ricompensarla della sua volontaria dedizione alla corona aragonese, e dell'aiuto d'armi e di armati prestato all'infante don Alfonso (1323) per la conquista dell'isola: *privilegi* importanti che aveano la

all'arcivescovado di CAGLIARI; i vescovadi di *Sorres* e di *Ploaghe* all'arcivescovado TURRITANO (SASSARI); il vescovado di *S. Giusto* all'arcivescovado di ARBOREA (ORISTANO); furono unite le sedi vescovili di *Usellus* e *Terralba*, e trasferite ad ALES; unite pure le sedi vescovili di *Bisarchio*, *Castro* ed *Ottana*, e trasferite ad ALGHERO; trasferita a CASTEL-GENOVESE (odierno CASTEL-SARDO) la sede vescovile di *Ampurias* con le abbazie di S. Michele *di Plaiano* o *di Plano*, e di S. Maria *di Cerigo*; e trasferita la sede vescovile di *Solci* alla città d'IGLESIAS (antica VILLA-ECCLESIAE). Nel 1506 fu decretata da papa Giulio II la unione perpetua delle due sedi vescovili di *Ampurias* e *Civita*. E nel 1513 il pontefice Leone X decretò la unione del vescovado di *Solci* (già trasferito a IGLESIAS nel 1503) all'arcivescovado di CAGLIARI.

(1) Essi furono; gli arcivescovi *Turritani* (cioè di SASSARI) Angelo *de Leoninis*, e Francesco Minerbetti de' Medici; l'arcivescovo di *Arborea* (di ORISTANO) Pietro Serra de Muros, e il vescovo di Alghero Giovanni *de Loysa* (Ved. Atti di detto Concilio presso il MANSI, *SS. Concil. nov. et ampl. Collect.*).

(2) Ved. infr. 1ª APPENDICE, SECOLO XV, CART. nº XII, pag. 415. Allo stesso SECOLO XV appartengono altri tre provvedimenti del re Ferdinando II, e sono: la PRAMMATICA del 1481, con cui furono determinate le varie forme dei *sigilli reali* per i provvedimenti tutti *di grazia e di giustizia*; il *Decreto* dello stesso anno, con cui, a petizione del *braccio* o *stamento militare* delle *Cortes* di Sardegna, promise di non lasciar procedere i ministri regi ad alcun atto, inquisizione o processo contro qualunque comune, villa e castello, o private persone, le quali avessero seguito le parti di Leonardo Alagon marchese di Oristano, già vinto, arrestato, e dichiarato ribelle; e una particolare *Concessione* fatta nel 1490 a Giovanni Fabra, procuratore reale nell'isola (Ved. infr. 1ª APPENDICE suddetta, CART. nº IX, X e XI, pag. 413 e 414.

3) Ved. infr. 1ª APPENDICE, SECOLO XVI, CART. nº I, pag. 415.

(1) Ved. infr. 2ª APPENDICE, SECOLO XVI, CART. nº I, pag. 443

(2) Ferdinando *il Cattolico* morì nel 27 febbraio 1516.

(3) Ved. infr. DIPLOMI E CARTE DEL SECOLO XVI, CART. nº XIII* pag. 182; CART. nº XIV*, pag. 183; CART. nº XXI*, pag. 209; e *Cap. curiar. regni Sardiniae*, sotto il vicerè *de Cabrera*.

(4) Ved. infr. CART. nº XI*, pag. 177.

(5) Ved. infr. CART. nº XII*, pag. 179.

(6) Ved. infr. 2ª APPENDICE AI DIPLOMI E CARTE DEL SECOLO XVI, CART. nº IV, pag. 444, 445, 446.

(7) Ved. infr. CART. nº XXII*, pag. 203.

(8) Ved. infr. CART. nº X* e nº XV*, pag. 184.

Digitized by Google

sostanza e la forma di *patti pazionati*, e consacravano a favore dei cittadini sassaresi molte immunità reali e personali, e sopra tanti altri il diritto assai rimarchevole di essere sempre giudicati per qualsivoglia delinquenza, anche *capitale*, dai cittadini loro pari; dritto che rimase in vigore fin quasi alla metà del presente secolo, e precorse coll'esempio, e assai largamente, senza tanto apparato di forme e di nomi, il magnificato sistema degli odierni *giurati*. Si rinnovarono sotto il dominio dell'imperatore Carlo V i facili e innocui perdoni ai feudatari e nobili sardi, e ai loro vassalli e dipendenti per la parte da essi presa nei precedenti rivolgimenti politici (1); fu
P. C. N. 1520. riconosciuta nelle Corti di Aragona la innocenza, e provata con solenne giudizio la violenza patita da Luigi Alagon, minore dei tanti fratelli del famoso Leonardo Alagon ultimo marchese di Oristano, e la confessione estortagli nel castello di Sciativa, dov'era prigioniero, per
P. C. N. 1519. confermare il supposto *crimenlese*, e poi la pena *capitale*, e poi la surrogata confisca della libertà e degli Stati di quel famoso dinasta sardo (2); e dopo tre lustri appena fu ripreso nelle Corti generali di Monzone (Monçon), a instanza di Pietro *de Altarriba y Erill*, nipote del marchese Alagon per mezzo dell'ultima sua figlia Maria Alagon, l'esame delle ragioni per cui egli pretendeva a tutti gli antichi Stati di Arborea, ingiustamente e violentemente confiscati all'avo suo; e fu resa da Giovanni Filippo *Sancheta* e da Martino Giovanni *Albert*, giudici eletti da Carlo V, e da dette Corti, la strana sentenza con cui, riservando al pretendente i dritti da lui invocati, e pretestando che il tempo a ponderarli mancasse perchè prossima a spirare la loro giurisdizione, dichiaravano in-
P. C. N. 1534. tanto, senza esame e ponderazione di sorta, appartenersi alla Corona confiscatrice gli Stati *arboresi*, il marchesato di *Oristano* e il contado di *Goceano* (3).

Sieguono ai già discorsi altri documenti e memorie appartenenti esclusivamente alla storia ecclesiastica dell'isola; il *privilegio* del *gonfalone* accordato con bolla del
P. C. N. 1539. pontefice Paolo III alla chiesa cattedrale di Sassari per onoranza e ricordo dell'antica basilica e dei gloriosi martiri turritani (4); il *privilegio* di presentazione dei vescovi alle sedi vacanti, conceduto da papa Clemente VII
P. C. N. 1530. all'imperatore Carlo V (5); la dipendenza diretta dalla Sede pontificia dell'antichissima chiesa, già seggio, titolo
P. C. N. 1556. e giurisdizione del vescovado di Santa Giusta (6); e i frammenti delle *Congregazioni sinodali*, e di alcuni provvedimenti dell'arcivescovo di Sassari Salvatore Alepus (sassarese egli stesso), che figurò con tanto onore per
P. C. N. 1534. 1535. autorità e per dottrina nel generale Concilio tridentino (7).

Al tempo della dominazione di Carlo V in Sardegna si riferiscono altri avvenimenti di varia e disparata natura, dei quali si ha nelle Carte di questo secolo il ricordo e la prova. Appartiene a quel tempo la oppugnazione del
P. C. N. 1527. Castello-Aragonese (antico Castel-Genovese e odierno Castel-Sardo) per parte delle navi federate di Francia, Genova e Venezia, sotto il comando supremo del famoso Andrea Doria (1), e di quattromila fanti francesi capitanati da Renzo Orsino da Ceri (2); il rifiuto dei castellani di renderlo a patti ad Antonio Doria, che vi pretendea per antica signoria di famiglia, e vi era stato introdotto come parlamentario; la vigorosa resistenza opposta con P. C. N. 1527. pieno successo dagl'isolani e da molti gentiluomini sardi ai ripetuti assalti datigli per terra e per mare; la tempesta che disperse la flotta nemica e l'obbligò a ricovrarsi nell'antica isola Ænaria (odierna Asinara), e la improvvisa e quasi clandestina invasione della città di Sassari, messa a ruba e a sacco dalle sfrenate soldatesche dell'Orsino, costrette poi a fuggire e a riparare frettolose P. C. N. 1527. 1528. sulle navi del Doria (3): vi appartiene (ed è documento P. C. N. 1541. assai curioso, caratteristico dei tempi e degli uomini) la facoltà accordata a un gentiluomo sardo di percorrere cavalcando come più gli piacesse, accompagnato da tre suoi famigli, tutto il regno di Castiglia, purchè usasse dei cavalli propri *di marca, con sella e con freno;* condizione indeclinabile imposta per *prammatica* dall'antica superbia castigliana, onde nessuno percorresse a suo libito quella terra eroica e romanzesca, fuorchè *cavaliero di sangue e di borsa, o pedone* (4): e vi appartiene eziandio il passaggio fatto nell'isola, e la breve stanza presa in Alghero (5) dallo stesso imperatore Carlo V, allorchè, con P. C. N. 1541. una poderosa armata di dugento navi rostrate, oltre le onerarie, montate da circa trentamila fanti avviavasi alla impresa di Algeri (6). La quale, se andò fallita pel naufragio che disperse la flotta e obbligò Carlo V a ritornare in Ispagna, è tuttavia meritevole di ricordanza negli annali della Sardegna, così per la presenza di quel potente monarca nell'isola accompagnato da molti capitani di bella fama, fra i quali primeggiavano il principe Andrea Doria, i principi di Macedonia e di Salmona, e il duca di Camerino genero dell'imperatore e nipote del pontefice Paolo III (7), e per gli anedotti, or gravi or festivi,

(1) Ved. infr. 1ª Appendice ai Diplomi e Carte del Sec. XVI, Cart. n° II, pag. 416.

(2) Ved. infr. Cart. n° IX*, pag. 175.

(3) Ved. infr. Cart. n° XVII* e n° XVIII*, pag. 188 e 197.

(4) Ved. infr. Cart. n° XIX*, pag. 198.

(5) Ved. Fara, *De Rebus Sardois*, lib. IV, pag. 409, edit. taurinen. 1835.

(6) Ved. infr. Cart. n° XXIII*, pag. 205.

(7) Ved. infr. Cart. n° XVI*, pag. 185 e seg.

(1) I comandanti minori erano: delle navi francesi un Prunaz cavaliere gerosolimitano; delle venete Giovanni Moro; e delle genovesi Filippo Doria.

(2) L'Orsino co' suoi soldati sbarcò a sei miglia di distanza dal Castello e dal porto; e dopo aver superato molti ostacoli nella marcia, arrivò alle falde della piazza nel giorno istesso in cui si presentò a vista della medesima la squadra comandata dal Doria.

(3) I Francesi capitanati da Renzo Orsino da Ceri, approfittando dell'assenza delle truppe sassaresi ch'erano corse ad Alghero, dove pensavano che il nemico farebbe li suoi sforzi, dopo la fallita impresa di Castello-Aragonese, e fatti arditi dalla pusillanimità di Francesco de Sena governatore del Logudoro, entrarono in Sassari nel 29 dicembre 1527; ma accorsivi alla notizia dell'invasione molti gentiluomini sardi con le loro genti d'arme, e dugento fanti spagnuoli comandati da Blasco Alagon, l'abbandonarono più che di fretta nel 26 gennaio 1528, e fuggirono difilati a ricoverarsi sulle navi comandate dal Doria, perciò accostatesi al porto di Torres (Ved. Fara, *De Rebus Sardois*, lib. IV, pag. 407, 408, edit. praed.).

(4) Ved. infr. 2ª Appendice ai Diplomi e Carte del Secolo XVI, Cart. n° III, pag. 444.

(5) L'imperatore Carlo V partì dalla Spezia, ampio golfo della Liguria, con quarantatre galee, avendo prima spedito le altre navi da guerra direttamente verso Algeri: arrivò a Bonifazio in Corsica nel 3 ottobre 1541; e di là partì ed arrivò ad Alghero in Sardegna nel giorno 7 dello stesso mese ed anno: vi rimase un giorno solo, e ripigliò il mare nell'otto di ottobre 1541 (Relazione infr. cit.).

(6) Ved. Fara, *De Reb. Sard.*, lib. IV, pag. 412, edit. taurin., 1835.

(7) Vi era pure l'ambasciatore d'Inghilterra, e il provveditore generale dell'armata Francesco Duarte. Prima di partire per l'impresa di Algeri, l'imperatore si era veduto e avea conferito in Lucca col pontefice Paolo III (Relazione infr. cit.).

Digitized by Google

serbatici dalla RELAZIONE sincrona di tale avvenimento (1); come, e più ancora pel nemico, che Cesare con sì gran sforzo andava a combattere, il quale era sciaguratamente un sardo che, rinnegata la fede antica de' suoi padri, avea abbracciato l'islamismo, era stato compagno nei ladronecci e nelle pugne marittime del famoso pirata *Barbarossa*, e destinato nel 1541 da Solimano II al comando militare di ALGERI, sotto il nome dl HASSAN-AGÀ da lui assunto (convertito italianamente in AZANAGA) desolò per lungo tempo con le sue scorrerie le coste di Sicilia e di Sardegna, dell'Italia e di Spagna (2). La fame, la peste e le incursioni del pirata Dragutte (3) aveano già innanzi desolata l'isola: la desolarono poi gli stessi soldati di Cesare che vi ripararono dopo la fallita impresa di ALGERI, commettendovi estorsioni e violenze delle quali l'imperatore, con sue lettere a vicerè, a STAMENTI e a municipi sardi (4), promettea voler fare, ma non fece poi mai giustizia e ragione. Tali furono gli avvenimenti, non prosperi al certo nè lieti, che accaddero in Sardegna negli ultimi tre lustri dell'impero di Carlo V, ed è gran ventura se in mezzo alle sparse memorie di quel tempo, e ai documenti che le serbarono, si possono ricordare con onore e i nomi di alcuni sardi di eletto ingegno che illustrarono coi loro scritti le scienze e le lettere, fra i quali va distinto il sassarese Sambigucci ristauratore e inauguratore insieme dell'Accademia *bocchiana* in Bologna (5), e la fondazione dello *Studio generale* in Sassari per opera di Alessio Fontana (6), il quale fu il primo che ai Sardi tutti aperse nella stessa patria loro il pubblico insegnamento dello scibile umano, mentre doveano prima ricercarlo oltre mare e apprenderlo nelle università straniere.

P. C. N. 1541. P. C. N. 1528. 1533. 1534. 1540. P. C. N. 1542. P. C. N. 1546. 1556. P. C. N. 1558.

Un'opera così proficua e così felice pe' sardi ingegni, se pel concetto e pel volere dell'illustre fondatore appartiene nell'ordine dei tempi agli ultimi anni del regno di Carlo V, ebbe però sotto il di lui figlio e successore la esecuzione e l'attuamento. È infatti nel poco lieto e troppo lungo regno di Filippo II, che trovano il loro luogo le *Carte* e i *Diplomi* della seconda metà di questo secolo. Ma prima di favellarne non sarà inutile ricordare come la dominazione di quel monarca spagnuolo avrebbe dovuto assai presto, anzi nei suoi primordi medesimi, cessare affatto nell'isola se le pratiche corse dopo la famosa congiura di Ambuosa tra la madre di Carlo IX re di Francia e Antonio di Vandomo capo della fazione ugonotta (riconciliatosi poi alla fede cattolica) avessero fatto accettare a quest'ultimo, in cambio del suo regno di Navarra, il regno oltremarino della Sardegna. Delle quali pratiche, che durarono per ben due anni, ci lasciò memoria con classico dettato italiano il valoroso scrittore *delle guerre civili di Francia* (1); e ci narrò insieme le cause religiose e politiche per cui fallirono. Governata quindi senza interruzione da Filippo II, la Sardegna percorse un lungo periodo istorico nel quale furono molti e di varia natura gli avvenimenti che in essa si succedettero. Non accade parlar di quelli già narrati dagli scrittori antichi e moderni delle cose sarde che sono in gran parte nel dominio della storia generale di quei tempi; ma sarà pregio dell'opera toccar brevemente degli altri, o poco noti e ignorati affatto, i quali appartengono esclusivamente alla storia particolare dell'isola, e risultano dai documenti storici e diplomatici che ora vengono in luce. Cinque Parlamenti o riunioni generali delle antiche CORTES furono tenute in Sardegna sotto il regno di Filippo II nei trentotto anni che corsero dal 1560 al 1598: *quinquennali* le due prime; *decennali*, o quasi, le tre ultime; secondo che gl'interessi della nazione o della corona frapposero tra le une e le altre più o men largo l'intervallo. I voti e le deliberazioni prese in quelle generali assemblee non furono tutte approvate dal monarca: ma sommano insieme (e non sono poche) a dugentottantaquattro quelle che ottennero la sanzione regia, e con ciò acquistarono forza di legge sotto il nome di *Capitoli di Corte* (2). A parte i soliti *perdoni* chiesti ed ottenuti pe' delitti commessi dai vassalli de' feudatari e dai familiari dei membri dello *Stamento militare* (3), ed altre domande e concessioni d'interesse puramente locale, e secondario, alcuni di detti *Capitoli* hanno la loro importanza istorica, sia per la materia su cui versano, sia perchè ci fanno conoscere quali fossero in quel tempo i bisogni e le idee che dominavano, così negl'individui come nel governo insulare. Tale, a modo d'esempio, è il *capitolo* (4) con cui le CORTES chiedevano che chiunque avesse catturato Saraceni o *infedeli* nelle marine sarde, avesse sopra i medesimi *jus vitae et necis*, e fu invece deliberato che fossero venduti all'asta pubblica, al miglior offerente e *a beneplacito sovrano*, o meglio, come vi si

P. C. N. 1562. P. C. N. 1560. 1565. 1575. 1586 1598. P. C. N. 1560. 1565. 1575. 1586. 1598. P. C. N. 1560. 1565. 1575. P. C. N. 1560.

P. C. N. 1560.

(1) Ved. infr. DIPLOMI E CARTE DEL SECOLO XVI, CART. n° XX*, pag. 198 e seg.

(2) Ved. FARA, *De Rebus Sardois*, lib. IV, pag. 412; LAUGIER DE TASSY, *Histoire du Royaume d'Alger*, pag. 146; TOLA, *Dizion. Biogr. dei Sardi Illustri*, vol. I, pag. 98, 99.

(3) Ved. FARA, *De Rebus Sardois*, lib. IV, pag. 403, 408, 411, 414.

(4) Ved. infr. 2ª APPENDICE AI DIPLOMI E CARTE DEL SECOLO XVI, CART. n° IV, pag. 444 e seg.

(5) Il Sambigucci nacque in Sassari, fece i suoi principali studi nella università di Bologna, e fu medico e filologo valentissimo. La sua lezione intitolata: *In hermathenam Bocchiam interpetratio*, da lui scritta per inaugurare la ristaurazione dell'Accademia Bocchiana, e stampata in Bologna nel 1556 co' tipi del Manuzio, ne fa piena prova. Per le maggiori di lui notizie vedasi il TOLA, *Dizion. Biogr. dei Sardi illustri*, vol. III, pag. 155 e seg.

(6) Ved. TOLA, *Dizion.* cit., vol. II, pag. 101 e seg.; e NOTIZIE STORICHE *della Università degli studi di* SASSARI (Genova, Stamp. dei Sordo-muti, 1866, vol. I, in-8°).

(1) DAVILA, *Guerre civili di Francia*, lib. II, pag. 135, 136 e 165, ediz. torin. — Le prime pratiche furono fatte dalla regina madre (Caterina de' Medici) di Carlo IX re di Francia. Essa proponeva dapprincipio, per condizione della pace, che procurerebbe col re cattolico la restituzione della Navarra al Vandomo, ovvero in cambio di questa la cessione del regno dell'isola di Sardegna. Poi però nel 1562, essendosi il Vandomo alienato dagli Ugonotti e riconciliato alla fede cattolica, ma ricusandosi di ripudiare la moglie ugonotta Giovanna di Albret regina di Navarra, e di acconsentire a un nuovo matrimonio con la regina di Scozia, vedova di Francesco II re di Francia, le pratiche per il cambio della Sardegna con la Navarra furono riprese più vivamente. Il re cattolico (Filippo II) trattava dei modi della permuta col mezzo del suo ambasciatore Manriquez; e chiedeva fra le altre cose dal Navarrese il pagamento di un annuo censo (da determinarsi) alla corona di Spagna a titolo di ricognizione di *superiorità*. Ma ciò non ebbe alcun effetto; anzi nota lo storico Davila, che tutto ciò fu fatto ad arte onde staccare interamente il re di Navarra dagli Ugonotti.

(2) Ved. infr. CARTE E DIPLOMI DEL SECOLO XVI, CART. n° XXVI*, XXVIII*, XXXIV*, XXXVII* e XLIV*, pag. 208, 209, 218, 222 e 234.

(3) Ved. infr. 1ª APPENDICE AI DIPLOMI E CARTE DEL SECOLO XVI, CART. n° V*, IX* e XVI*, pag. 417, 418 e 425.

(4) Ved infr. 2ª APPENDICE AI DIPLOMI E CARTE DEL SECOLO XVI, CART. n° V, pag. 446. Il Parlamento in cui fu votato dai tre BRACCI (Stamenti) delle CORTES il citato *capitolo*, era presieduto dal vicerè don Lorenzo Fernandez de Heredia.

Digitized by Google

legge testualmente, *a beneplacit de la dignitat real;* e l'altro, con cui gli STAMENTI sardi, facendo ciò che far dovea il governo spagnuolo, il quale riscuotea sotto il
P. C. N. 1587. nome di *donativi* gli annui *tributi*, provvedeano alla costruzione e all'armamento di nuove torri nel litorale dell'isola, onde preservarla dai frequenti e feroci assalti dei Musulmani (1): tale il *capitolo* con cui fu rinnovata e riconfermata con decreto e deliberazione concorde la
P. C. N. 1565. uniformità del *Calendario* negli atti pubblici e privati, poichè l'uso invalso di numerar gli anni, nel *Capo* meridionale dell'isola *a nativitate*, e nel *Capo* settentrionale e di Logudoro *ab incarnatione*, cagionava assai spesso confusioni ed inconvenienti (2): tale il *capitolo* veramente singolare (3) con cui fu ordinato che gli antichi STATUTI coi quali si reggevano fin dal secolo XIII e XIV i co-
P. C. N. 1565. muni di Sassari, di Bosa e d'Iglesias *(Villa Ecclesiae)*, ed erano scritti in lingua sarda e italiana, ed alcuni eziandio in lingua latina (o, come dice il CAPITOLO, *en llengua pisana ò italiana, en llengua genovesa ò italiana*), fossero voltati, senza cambiarne la sostanza, in lingua catalana, che per giunta fu fatta sinonimo di lingua sardesca *(en llengua sardesca ò cathalana);* e fu ordinato particolarmente che gli STATUTI *in lingua italiana* fossero aboliti per sempre, ed in tal guisa che mai più rimanesse di essi alcuna memoria *(y que los de llengua italiana sien abolits talment, que no reste memoria de aquells):* e così la Sardegna, parte naturale e integrante d'Italia, sol perchè soggetta a un governo lontano e straniero, dovea rinunziar per sempre nelle sue leggi statutarie alla lingua propria, e scordare perfin quella delle repubbliche confederate *ab antico* con detti suoi comuni; e ve l'astringeva con solenne decreto il re don Filippo II, lo stesso re Filippo che avea già innanzi proibito ai giovani sardi di recarsi per ragione di studi alle università ita-
P. C. N. 1592. liane. Tali infine li due *capitoli* coll'uno dei quali (4) fu proibito, sotto pena di confisca, donare, legare o altrimenti lasciare alle chiese od a persone ecclesiastiche, beni immobili di natura feudale o appartenenti a feudatari, nobili e baroni; rinnovando così un'antica *prammatica* emanata nel 1359 dal re di Aragona don Pietro IV soprannomato *il Cerimonioso;* e coll'altro furono abolite alcune pene
P. C. N. 1594. crudeli stabilite dalla CARTA locale (CARTA *de logu*) della famosa Eleonora di Arborea (5), fra le quali eravi quella di abbrucciar vive le donne per delitti capitali, e anche gli uomini per reato d'incendio; e vi erano eziandio le altre, di stampare con ferri roventi marche d'infamia sul viso, di tagliare il piede o la mano dritta, di cavare un occhio, e di strappare la lingua a chi, secondo i casi, fosse provato reo di rapimento di donna maritata, o stupro di donzella, di furto di cose sacre o di chiesa, o d'ingiurie fatte a pubblici uffiziali nell'esercizio delle loro funzioni, o di falsa testimonianza. Queste dai Parlamenti, ma più numerose, e non meno importanti, per illustrare la storia civile, ecclesiastica e politica della Sardegna, sono le altre memorie che si ricavano dalle CARTE e dai DIPLOMI appartenenti alla seconda metà del secolo decimosesto. Per tali documenti sappiamo quanto fosse lo sperpero del denaro pubblico, che dagli agenti infedeli del tesoro regio, si faceva nell'isola (1); le ves- P. C. N. 1554.
sazioni che si commetteano per le vettovaglie e gli alloggiamenti dalle soldatesche spagnuole, che vi prendeano stanza, o vi passavano, così in tempi di guerra, come in P. C. N. 1567.
tempi di pace (2); le frequenti e facili impunità, che per via di grazie sovrane si procuravano i facinorosi contumaci colpiti dalla giusta severità delle leggi (3); come si P. C. N. 1577.
trascorresse facilmente dai cittadini a por mano ai pugnali e alle spade, onde vendicare le proprie offese, donde seguivano spesso ferimenti e uccisioni; sicchè vi bisognasse un proclama o CRIDA viceregia per vietare cotanto ec- P. C. N. 1590.
cesso (4), sotto la pena (non meno barbara del barbaro abuso che si volea punire) d'inchiodar prima al delinquente la mano feritrice in luogo pubblico, e poi confinarlo, sotto nome di forzato servizio, in una delle torri poste a difesa del lido; e quante fossero le oppressioni dei vassalli per parte dei feudatari e dei baroni in una P. C. N. 1559.
terra infeudata quasi tutta in ogni sua zolla dai monarchi aragonesi e spagnuoli (5). Troviamo fra questi documenti il *privilegio* con cui furono confermate e guarentite alla città di Sassari le sue antiche franchigie di città *deditizia*, P. C. N. 1589.
le quali, benchè giurate solennemente in Valladolid nel 1548 dal re don Filippo II, erano state dalla prepotenza viceregia apertamente violate (6): vi troviamo la *prammatica sanzione*, con la quale fu ricostituito in Sardegna il supremo Consiglio della REALE UDIENZA, tribunale e corte di natura essenzialmente giuridica (7), ma investito insieme P. C. N. 1573.
di larghe attribuzioni governative e politiche: e vi troviamo perfino sotto la solenne forma di legge *prammaticale* (8), il numero e la qualità dei titoli onorifici mi- P. C. N. 1596.
nuziosamente stabiliti dalla vanitosa etichetta spagnuola, e il modo con cui essi si doveano dare ed usare in Sardegna, sia in iscritto che a parole.

Ma dove la materia sovrabbonda è nella parte che riguarda la esistenza e la disciplina delle chiese sarde, i dritti e le giurisdizioni, i rapporti e i conflitti tra il potere ecclesiastico e laicale. Il pontefice Pio IV dà per *brevi* e per *lettere* avvertimenti e direzioni ai vescovi dell'isola riguardo alla pluralità dei benefici canonicali, P. C. N. 1564. 1565.
ai loro proventi, agli ordini sacri, alla età dei beneficiati, e all'uso delle scomuniche e delle censure, secondo le

(1) Ved. infr. DIPLOMI E CARTE DEL SEC. XVI, CART nº XXXVIII, pag. 223.
(2) Ved. infr. 2ª APPENDICE AI DIPLOMI E CARTE DEL SECOLO XVI, CART. nº VI, pag. 447.
(3) Ved. infr. 1ª APPENDICE AI DIPLOMI E CARTE DEL SECOLO XVI, CART. nº XI, pag. 419.
(4) Ved. infr. 2ª APPENDICE AI DIPLOMI E CARTE DEL SECOLO XVI, CART. nº XI, pag. 452.
(5) Ved. infr. DIPLOMI E CARTE DEL SECOLO XVI, CART. nº XLII, pag. 231.

(1) Ved. infr. 1ª APPENDICE AI DIPLOMI E CARTE DEL SECOLO XVI, CART. nº III, pag. 416.
(2) Ved. infr. 2ª APPENDICE AI DIPLOMI E CARTE DEL SECOLO XVI, CART. nº VIII, pag. 448.
(3) Ved. infr. 2ª APPENDICE AI DIPLOMI E CARTE DEL SECOLO XVI, CART. nº IX, pag. 449.
(4) Ved. infr. DIPLOMI E CARTE DEL SECOLO XVI, CART. nº XL*, pag. 230.
(5) Ved. infr. DIPLOMI E CARTE DEL SECOLO XVI, CART. nº XXV*, pag. 207.
(6) Ved. infr. DIPLOMI E CARTE DEL SEC. XVI, CART. nº XXXIX*, pag. 229.
(7) Ved infr. 1ª APPENDICE AI DIPLOMI E CARTE DEL SECOLO XVI, CART. nº XV, pag. 421.
(8) Ved. infr. CARTE E DIPLOMI DEL SECOLO XVI, CART. nº XLIII, pag. 232.

Digitized by Google

disposizioni del Concilio tridentino [1]: il metropolita
P. C. N. 1571. Martino Martinez de Villar unisce [2] alla cattedrale turritana in Sassari alcune chiese co' loro redditi territoriali, onde sollevare dalla povertà e provvedere alla sussistenza del corpo capitolare cui erano allora affidate le cure parrocchiali: e il pontefice Clemente VIII riforma con suoi decreti e per mezzo di visitatori apostolici le case e i
P. C. N. 1600. monisteri dei religiosi dell'uno e dell'altro sesso [3]. Vengono poi i *patronati* e le *presentazioni* ai benefici maggiori, accordate liberalmente da papa Pio V a Filippo II
P. C. N. 1586. 1594. nel regno di Sardegna, e il modo rigoroso con cui questo
P. C. N. 1593. sovrano usò dell'accordatogli privilegio [4]; la *prammatica* emanata dal predecessore *Cattolico* dello stesso monarca e da lui confermata [5], per impedire la presentazione e la esecuzione di bolle e lettere pontificie senza la licenza viceregia; la separazione delle *dignità* e delle così dette *prebende* ecclesiastiche dalle chiese parrocchiali, e la destinazione di speciali *rettori* o *vicarii* a queste ultime
P. C. N. 1568. onde fossero più regolarmente e accuratamente servite [6]; gli *spogli* delle sedi vescovili vacanti applicati dai pontefici Pio V e Gregorio XIII alla fabbrica, manutenzione ed ornamento delle chiese cattedrali dell'isola, con la
P. C. N. 1567. 1572. 1582. destinazione di economi ecclesiastici speciali per amministrarli, e con assoluto divieto all'autorità secolare d'intromettervisi per verun titolo [7]; ed infine le ordinazioni del re don Filippo II, in virtù delle quali fu severamente proibito di appellare a Roma dalle sentenze e condanne
P. C. N. 1558. 1562. di *eretici* e di *apostati* emanate dal tribunale della inquisizione stabilito in Sardegna, dovendosi le medesime deferire all'inquisitore generale ed al suo consiglio, residenti presso il sovrano in Ispagna, e la esenzione a favore dei soli *inquisitori* e dei *commissari* per le *crociate* dalle tasse regie e da ogni pubblica gravezza [1].

La serie dei documenti fin qui discorsi serve senza dubbio a crescere e chiarire in molte sue parti il patrimonio istorico della Sardegna nel secolo XVI. Però nel chiuderne il riassunto non sarà inopportuno l'accennare ancora e per ultimo a due CARTE dello stesso secolo, le quali, non tanto pel soggetto quanto per le persone che ci ricordano, sono prova evidente che lo stolto divieto fatto dal re Filippo II ai giovani sardi di recarsi alle università d'Italia per ragione di studi, non potè far sì che non sorgessero nell'isola potenti e chiari ingegni, i quali nelle scienze e nelle lettere si educassero alle fonti ed agli esempi del sapere italiano: CARTE poco notate ma pregevoli che ci rendono testimonianza come fra i maestri solenni chiamati dal duca di Savoia Emmanuele Filiberto a insegnare pubblicamente nella università di
P. C. N. 1570. Torino, fosse fra i più valenti il sardo Giovanni Canavera [2]; e come il sassarese Girolamo Araolla nelle sue *Rime* sacre e profane abbia saputo valorosamente imitare nella sua lingua nativa la profondità dei concetti e l'altezza delle immagini impresse luminosamente dall'Alighieri nella *Divina Commedia* [3]; monumento imperituro di gloria per la poesia e pel nome italiano.

(1) Ved. infr. 1ª APPENDICE AI DIPLOMI E CARTE DEL SECOLO XVI, CART. nº VI, VII, VIII, X, XII e XIII, pag. 417, 418, 419 e 420.

(2) V. infr. DIPLOMI E CARTE DEL SEC. XVI, CART. nº XXXI*, p. 213.

(3) Ved. infr. DIPLOMI E CARTE DEL SECOLO XVI, CART. nº XLV, pag. 235, e 1ª APPENDICE AI DIPLOMI E CARTE DEL SECOLO XVI, CART. nº XIX, pag. 426.

(4) Ved. infr. CARTE E DIPLOMI DEL SECOLO XVI, CART. nº XXXVI e XLI, pag. 221 e 230, e 1ª APPENDICE AI DIPLOMI E CARTE DEL SECOLO XVI, CART. nº XVIII, pag. 426.

(5) Ved. infr. 1ª APPENDICE AI DIPLOMI E CARTE DEL SECOLO XVI, CART. nº XVII, pag. 425.

(6) V. infr. CARTE E DIPLOMI DEL SEC. XVI, CART. nº XXX, pag. 212.

(7) Ved. infr. DIPLOMI E CARTE DEL SECOLO XVI, CART. nº XXIX, XXXII e XXXV, pag. 210, 214, 219. Più 1ª APPENDICE AI DIPLOMI E CARTE DEL SECOLO XVI, CART. nº XIV, pag. 420; e 2ª APPENDICE id., CART. nº X, pag. 451.

(1) Ved. infr. CARTE E DIPLOMI DEL SECOLO XVI, CART. nº XXIV e XXVII, pag. 207 e 209. Più 1ª APPENDICE AI DIPLOMI E CARTE DEL SECOLO XVI, CART. nº IV, pag. 417.

(2) Ved. TOLA, *Dizion. Biogr. dei Sardi Illustri*, vol. I, pag. 163, 164 e i documenti ivi citati.

(3) Ved. infr. CARTE E DIPLOMI DEL SEC. XVI, CART. nº XXXIII*, pag. 216; e TOLA, *Dizion. Biogr.* suddetto, vol. I, pag. 84, 85, 86, 87, 88.

FINE DELLA DISSERTAZIONE SETTIMA.

Digitized by Google

Digitized by Google

DIPLOMI E CARTE

DEL SECOLO DECIMOSESTO

Digitized by Google

Digitized by Google

DIPLOMI E CARTE

DEL SECOLO XVI.

I.*

Frammenti di Congregazioni sinodali tenute da Francesco Pellicer, Arcivescovo turritano (1).

(1501. 1502. 1504).

Dagli Archivi della Chiesa primaziale turritana di Sassari.

1.°

Die Lunae XXIIII mensis Martii ann. à Nativitate Dñi Mill.^mo^ quing.^mo^ pm̄o.

Cum forent personaliter constituti Ven.^bles^ Religiosi fratres Augustinus de Claris Vicarius, et Commissarius Conventus S.^tae^ M.^ae^ gratiarum praesentis Civitatis Ordinis Beati Francisci de observantia, ac fr. Jeronimus, fr. Franciscus, et fr. Andreas ejusdem Ordinis, presentantes quoddam *Mare magnum* (2), et quedam eorum privilegia in palatio Arp̄ali Sassaren. coram R.^mo^ D.^no^ Fran.^co^ miseratione divina et Apostol.^ae^ Sedis gratia electo Turritanen. et Sassaren., et petentes multa cum instancia illa observari, inter alia presentarunt quodam instrumentum pretensae donationis dicto conventui facte per bone memorie Antonium Cano Archiepūm turritanum petentes illud observari. et cum dictum instrumentum instantibus dictis fratribus foret per me Jo. Petrum de Gubaldis notarium lectum et pubblicatum. prefactus R.^mus^ Electus nec non Venerabiles Dñi Antonius Cañ̄o, Antonius Pilo et Pantaleo Falche Canonici turritani et Rectores Ecclesiarum S.^ti^ Apolinaris. S.^te^ Caterinae et S.^ti^ Sisti Civitatis Sassaris petierunt copiam dicte pretense donationis sibi dari. et nibilominus dicti Rectores protestati fuerunt quod non consentiunt in dicta pretensa donatione. cum hec sit facta in preiudicium Ecclesiae et mense Archiepalis et sine consensu Capituli et Canonicorum ejusdem. protestati etiam fuerunt quod non consentiunt quod fratres dicti Ordinis habeant sepulturas nec emolumenta mortuorum cum hoc sit etiam in eorum prejudicium. et ipse etiam R.^mus^ D.^nus^ Electus attento quod ad ejus notitiam nunc advenit quod dictus quondam Archiepus sue dominationis precedessor donavit sine consensu Cap̄ti et Cleri Ecclesie Sassaren. Ordini et fratribus predictis Ecclesiam S.^ti^ *Petri de Serqui* (3) que est membrum dicte mense Archiep̄alis protestatur quod non consentit in tali donatione cum sit facta in prejuditium sue mense Archiep̄alis. et ne in futurum posset aliqua pretendi ignorantia de premissis tam prefactus R.^mus^ Dn̄us Electus quam dicti Rectores ac vice et nomine aliorum Rectorum dicte Civitatis requisierunt me notarium conficere presens instrumentum. unum et plura f. (4). Testes Joh̄es de Marongio Archipresbiter Plovacen. . . ac. . . . . ville Alguerii et Joh̄es Serra Prester turritan.

Dicto die et hora ac uno et eodem contextu Prefactus R^mus^ Dn̄us Electus nec non predicti Rectores eorum nomine et vice et nomine aliorum tunc absentium protestati fuerunt quod volunt quartam partem omnium Legatorum factorum dicte Ecclesie S.^te^ Marie gratiarum et dicto conventui sibi de jure provenientem. quam quidem partem sibi dari et solvi (5) . . . . . (Manca il resto, e mancano parecchi altri fogli del *quaderno*).

. . . . . .

. . . . . .

. . . . . .

. . . . . .

2.°

Die quinto mensis Madii ann. a Nativitate D.^ni^ Mill.^mo^ quing.^mo^ pm̄o.

Celebrata Sacro Sancta Sinodus fuit in presentia R.^mi^ in X.^to^ Patris et Domini D.^ni^ Francisci miseratione divina et Apostolice Sedis gratia Electi turritan. et sassaren. in

(1) Francesco Pellicer fu successore di Berengario *de Sos* nell'arcivescovado Turritano. Ignoriamo la sua patria e le sue azioni. Il Vico *(Hist. gen. del Reyn. de Cerdeña)* ne accennò appena la esistenza; e il Mattei, sulla di lui autorità soltanto, lo collocò nella *Serie* degli Arcivescovi turritani (*Sard. Sacr.*, pag. 164).

(2) *Mare magnum*; il gran libro cioè nel quale erano raccolti i documenti, e registrati i titoli e le ragioni del convento.

(3) In altri documenti si legge *de Sirquis* e *de Silichi*. Anticamente era chiesa abbaziale. Oltre il Vico (Oper. cit.) ne fa menzione il Lubino (*Brevis Notitia Abbatiarum Italiae*, pag. 255, 272, 368). Della donazione di questa chiesa fatta dall'arcivescovo di Sassari Antonio Cano ai frati della *Minore Osservanza* parla specialmente il Wadingo (*Annal. Min.*, Tom. XIV, ad ann. 1473).

(4) I *Rettori* delle chiese nominati in questo documento erano i *Parroci urbani*. Alla congregazione sinodale intervennero tre soli di essi, quelli cioè di *S. Pulinare*, di *S. Caterina* e di *S. Sisto*; non però quello di *S. Donato*.

(5) I parroci o *Rettori* protestano per la *quarta* dei legati (*funerarii?*) che era loro dovuta secondo le *Convenzioni* del 1278 e del 1336. (Ved. Vol. I di questo Codice Diplomatico, pag. 393, Cart. CXIV*, Sec. XIII, e pag. 709, Cart. L*, Sec. XIV).

Digitized by Google

Aula Sinodali Archiepalis Palatii Civitatis Sasseris in qua quidem Sinodali congregatione presentes fuerant et personaliter congregati infrascripti.

R.mus in X.po Pater et Dominus D.nus Franciscus Dei et Ap.lice Sedis gratia E.pus Ampurien. et Canonicus turritan. (1).

R.dus D.nus Antonius Seque Canonicus turritan. et Vicarius generalis in spiritualibus et temporalibus prefati R.mi S.ni Electi

Antonius Cano
Antonius Pilo
Antonius Polo
} Canonici Turritani.

Antonius Mancone
Gavinus Pinna
Jacobus Obino
Johannes Rappatino
Antonius Tiloca
Fran.cus Cucur
Fran.cus Fruxxula
} Beneficiati Turritani.

Andreas de Carbia Rector de Lolmedo.
Petrus Corso Canonicus et Vicarius Plovacen.
Bernardus Manno Canonicus Sorren.
Leonardus Maxo Canonicus Bosanen.
Nicolaus Casada Canonicus et Vicarius Gisarchien.
Johannes Gratiani Canonicus Apūrien. et Beneficit.s in eccla Sassarensi.
Antonius Vighino Canonicus Castren.
Johannes Pinto Canonicus Gisarchen.
Pter Andreas Hospitalis.
Jacobus Scala
Sebastianus de Rebolino } ℙ

Et quamplures alii Presbiteri, Diaconi, Subdiaconi, Clerici Beneficiati et non beneficiati et persone ecclesiastice diecesis et provintie turritanen . et sassaritane in multitudine copiosa . excepto quod per dieces. Othanen. et Castren. nullus fuit nec se comparuit.

In qua quidem Sinodali congregatione constitutum fuit et statutum de voto et consensu universalis Sinodi super illa constitutione de missis canendis in die anniversarii quod quilibet Canonicus et Rector Civitatis Sassaris qui in offitio dicti anniversarii diebus et horis statutis non fuerit . incurrat penam decem solidorum . alii vero beneficiati in Eccla Sassaris incurrant penam quinque solidorum aplicandorum juxta ordinationem D.ni Vicarii et Capituli non preiudicando in aliquo dicte constitutioni.

In dicta Sancta Sinodo Venblis D.nus Antonius Cano locumtenens R.di Commissarii S.tae Cruciatae ut omnibus sit notum existens in dicta Sinodali congregatione denuntiavit *excomunicatos* omnes qui non solverunt *decimas decimarum* sibi pertinentes . . . . . per literas suas illos jam denuntiavere . et cum post excomunicationem celebrarunt illos denuntiat irregulares (2).

Test. Venerab.s Fran.cus ob. Ja . . . .
. . . . . Cano Pb.ri turritan.

(1) Chiamavasi Francesco Manno. Fu eletto vescovo nel 1495. Sotto il suo governo fu fatta la unione delle due sedi vescovili di AMPURIAS e CIVITA.

(2) Erano dunque ecclesiastici (e aventi cura di anime) quelli che il luogotenente commissario della *S. Crociata* denunziò come *irregolari*, sia perchè *celebrarunt post excomunicationem*, sia perchè poco avanti si dice che *non solverunt decimas decimarum*.

In dicta Sinodo Venerab.s Antonius Tiloca Canonicus Gisarchien. et Ampurien. presentavit quasdam literas citatorias et inhibitorias super beneficio ville de *Coquines* . . . . inhibens . . . . . prout in ipsis continetur.

In dicta Sinodo ellegerat in *partitores Regii Parlamenti* (3) per parte Turritanen. provintiae Ven.les Antonium Pilo Canonicum turritan. P. Gavinum Pinna. P. Jacobum Ulbino et . . . . . Mancone.

3.°

Die XXVIII Maii anno a Nativitate D.ni M. D. primo.

Celebratum fuit Capitulum ad sonum campane capitulari more congregatum et convocatum in palatio Ar.pali Sassaren. in qua quidem Capitulari Congregatione fuerunt congregati Venerabiles D.ni infrascripti.

R.mus in X.po Pater et dominus dūus Franciscus miseratione divina ellectus et generalis administrator turritanen. et sassaren.

R.dus in X.po Pater et Dominus dūus Franciscus Dei et Apostolicae Sedis gratia Ampurien. E.pus et canonicus turritan.

Antonius Seque Vicarius generalis prefati R.mi Ellecti

Antonius Pilo
Antonius Polo
Petrus de Marongio pro Ven.bli
Jōhe de Marongio ejus fratre
} Canonici turritan.

Et quia ad notitiam praefacti R.mi D.ni Ellecti perventum fuit q.d Mag.cus D.nus Gubernator (4) detinet incarceratum Serafinum de Carvia clericum . . . . . tonsuratum contra voluntatem ejusdem R.mi D.ni Ellecti et contra tenorem suarum litterarum monitoriarum et exortatoriarum nolens aliquo pacto illum restituere eidem R.mo D.no sed potius rèquisivit idem Dūus Gubernator cum suis litteris ipsum R.mum Dnūm Ellectum ut compareat in *baucho Regio* coram sua dominatione ad audiendam discussionem privilegii clericalis dicti Seraphini . qua propter attento quod ds dnūs Gubernator recusat restituere dictum clericum in *graude* (sic) preiuditium immunitatis ecclesiastice . attento etiam quod per litteras Suae Rmae dominationis fuit exortatus et monitus ipse dūs Gubernator ut restitueret illum sub pena excomunicationis . quem tamen noluit restituere . prefactus Dūus Ellectus de comuni voto consilio et deliberatione dicti Capituli providerunt et mandarunt per me notarium et scribam Curiae Ar.palis fieri et expediri literas monitorias *in sex horas* comminando prefactum Dnūm Gubernatorem et alios offitiales ut in dictas *sex horas* restituat dictum Seraffinum . alias procedatur ad *fulminandum interdictum generale* propter huiusmodi renitentiam (5).

(3) *Partitores Regii Parlamenti* erano i deputati a distribuire tra i *beneficiati* la quota del *donativo* votato in Parlamento, che stava a carico delle rispettive *diocesi* o provincie ecclesiastiche.

(4) Il governatore di Sassari nel 1501 era Giovanni di *Montboy*; e forse era figlio di quel Pietro di *Montboy* ch'ebbe parte nei rivolgimenti e nella guerra di Arborea sul finire del secolo precedente.

(5) Si poneva al governatore di Sassari *termine di sei ore* a restituire il *chierico incarcerato*; e in caso di ulteriore renitenza si minacciava l'*interdetto generale!*... Pare (quanto meno) che fosse eccessiva la minaccia e la pena.

Digitized by Google

4.°

Die Lune XIIII mensis Junii a nativitate MD pmo.

Celebratum fuit Capitulum ad sonum campane capitulari more convocatum et congregatum in aula Sinodali palatii Ar.palis Sassaren. in qua quidem Capitulari congregatione fuerunt congregati infrascripti Vene.les D.ni infrascripti.

R.mus Dnus dnus Fran.cus miseratione divina et apostolice Sedis gratia Ellectus et generalis administrator Turritanen. et Sassaren.

R.dus in X.po Pater et Dnus dnus Franc.cus Dei et Apostolice Sedis gratia E.pus Ampurien. et Canonicus turritan.

Antonius Seque Vicarius turritan.

Antonius Cano
Antonius Pilo
Antonius Falche
} Canonici turritan.

Venerabilis Pater Gavinus Tancha Prior S. Mariae de *Scalas* (1).

Petrus Masala
Gavinus Pinna
Antonius Mancone
Jacobus Obino
Johes Rappatino
Blasius de Sotgio
} Presbri et Beneficiati in dicta Sassaren. Eccia.

Antonius Vighinus Can. Castren.

Johes Gratiano Canonicus Ampurien. et Beneficiatus in dicta Eccla Sassaren.

Jacobus Scala Pbr ville Alguerii et procurator fiscalis Curiae Ecclesiasticae.

Quamplures alii Pbri et Persone Eccleae in multitudine copiosa ad dictam Capitularem celebrationem convocati.

In qua quidem Capitulari congregatione votatum fuit et deliberatum . quod attento dnus Gubernator perseverat in sua renitentia in detinendo dictum Seraffinum de Carbia procedatur contra eum et contra omnes alios officiales regios detinentes dictum Seraffinum clericum ad penas et censuras ecclesiasticas servatis de jure servandis . fuerunt tamen nonnulli qui diversimode votarunt (2) inter quos Canonicus Antonius Cano dixit interdictum fulminatum non fuisse legitime fulminatum quia prius Dnus Gubernator at alii Officiales detinentes dictum Seraffinum debebant morari (3) . . . . . reagravari prius quam procedi ad interdictum (4) . . . . . et quod servaretur terminus qui servari debuerat . postea procedi debere iustitia mediante . alii vero omnes Canonici turritani votarunt quod intendunt bene et legitime processum fuisse ad dicti *interdicti fulminationem* . et quod stat et perseverat in omnibus aliis actis et processis hac usque deliberatis . quod procedatur ad agravandum et reagravandum dictum *interdictum* et ad omnes solemnitates dicto *interdicto* necessarias usque quo dictus Dnus Gubernator restituerit dictum Seraffinum clericum . Preterea quia Dnus Gubernator in magnum vilipendium Ecclesiae per publicas proclamationes et diffamationes *levavit temporalitates* idest reditus ecclos a R.mo D.no Ellecto et quibusdam aliis (5) de cuius iniuria protestant . . . . . (6) illum ad . . . . . (7) millia ducatos fiet notificatio dicto Dno Gubernatori de dicta injuria.

5.°

Die XXVI iunii anno a Nativitate Dni MD pmo.

Celebratum fuit Capitulum per R.mum in X.po Patrem et Dominum Dnum Francum miseratione divina et Apostolice Sedis gratia Ellectum . et generalem administratorem Turritanen. et Sassaren. in suo Ar.pali palatio Sassarensi more solito congregatum.

In quo quidem Capitulo fuerunt personaliter congregati et convocati.

Rdus in X.po Pater et Dnus dnus Fran.cus Dei et Aplce Sedis gratia E.pus Ampurien. et Canonicus turritan.

Antonius Seque Vicarius praefati R.mi Dni

Antonius Pilo
Pantaleo Falche
} Canonici turritan.

nec non

Johannes de Rappatino.

Jacobus Obino . et quidam alii phri et beneficiati in Eccia Cattedrali *S. Marie in populo* (8) in multitudine copiosa.

In qua quidem Capitulari Congregatione statutum fuit et deliberatum per universum dictum Capitulum et Canonicos eorum nemine discrepante *interdictum* fulminatum et prolatum in presenti diecesi et civitate Sassaren. et Turritan. tamquam canonice prolatum debere inviolabiliter observari donec R.mus D.nus generalis administrator illud exemerit levaverit et irritaverit . aut per Sanctissimum Dnum nostrum Papam super eo provisum fuerit debita informatione et cognitione precedentibus. Et nihilominus prefatus R.mus D.nus Electus et generalis administrator suo vive vocis oraculo precepit et mandavit universis Canonicis et Capitulo ac Vicario supradictis presentibus et audientibus in virtute obedientiae et sub excomunicationis pena . et supra quam in quocumque casu contravencionis incurrat ipso facto . ac nunc prout ex tunc non debeant nec possint levare revocare absolvere suspendere seu irritare dictum *interdictum* per suam dominationem fulminatum ex causa

(1) L'attuale chiesa di S. Maria di Beetlem in Sassari, col convento annesso.

(2) Gli intervenuti alla congregazione sinodale non furono tutti (e fra questi il canonico Antonio Cano) di avviso conforme a quello dell'arcivescovo Pellicer. Sembra però che nol fossero per solo difetto di forme canoniche, non già perchè reputassero eccessivo il provvedimento, ossia la pena della *interdizione generale*.

(3) Corroso.

(4) Corroso.

(5) All'interdetto contro di lui fulminato dall'arcivescovo di Sassari il governatore avea risposto sequestrando i redditi della mensa arcivescovile *(levavit temporalitates)*. Perciò lo stesso arcivescovo protesta dell'ingiuria fattagli, e sembra che minacci eziandio la multa di *mille ducati* se detto sequestro non sarà rivocato.

(6) Corroso.

(7) Corroso.

(8) La odierna chiesa cattedrale di Sassari, era sotto il titolo di S. Nicola di Bari. Anticamente, e fino ai primi anni del secolo XVI, appellossi la chiesa di *S. Maria del Popolo*, come si ricava da molti atti pubblici di quel tempo. E noi abbiamo letto il testamento del 2 gennaio 1526, col quale un Francesco Buselli cittadino sassarese fondò una cappellania nella *chiesa primaziale turritana*, chiamata Santa Maria del Popolo; e l'atto del 17 aprile 1706, con cui l'arcivescovo turritano Fr. Giuseppe Sicardo unì questa *cappellania* ad un'altra instituitane dallo stesso Buselli nella chiesa e parrocchia di S. Sisto.

Digitized by Google

detentionis Serafini de Carvia clerici . ac ex caussis et rationibus in processu et actis huiusmodi latius constructis et descriptis . nec possint aliqualiter illud violare . nisi ut moris est . et justitia suadet in omnibus et . . . . . (1) inviolabiliter observari . prout illud et quemadmodum observatum fuit et custoditum in die impositionis et prolationis eiusdem . et sub simili et pari pena ipso facto incurrenda eisdem Vicario Canonicis et Capitulo precepit et mandavit ne pareant nec obediant aliquibus praeceptis et mandatis . . . . . .

. . . . (Manca il resto) . . . . . .

. . . . . .

6.°

Die Lune xxi mensis Novembris anno 1502 . . .

. . . . . .

. . . . (2) . . . . . .

. . . . . .

In qua quidem Sinodali Congregatione habita a Rmo in X.po Patre et Domino Domno Francisco Sacrae Theologiae Professore miserationeque divina Turritano Archie.po una cum Vene.bli Turritano Clero et Canonicis prefatus Rmus Archie.ps redarguit omnes Ecclesiasticos defferentes arma de die et de nocte . deinde monuit praecepit et mandavit ne aliquis Eccl̄cus deferret arma pubblice vel occulte sub poena perdendi arma . et standi quilibet defferens arma et pro qualibet vice quindecim diebus in carceribus Curiae Archie.pālis . et pro expensis solvatur *Algozinis* qui illum portabunt seu conducent ad Curiam Archie.palem. et pro eius officio decem solidos pro qualibet vice . quod quidem mandatum factum fuit voto et consilio totius praefati Cleri et Capituli neminę eorum discrepante (3).

Deinde vero praecepit eisdem praesentibus et mandavit quod in spatio octo dierum omnes eccl̄ci in sacris ordinibus constituti ab hodie in antea vestes et indumenta eorum taliter deferant, et adaptent ut honesto thalari et sacerdotali modo claudantur in pectoribus . seu *in clausura pectoris* . et alibi redaptentur . et deinde tali honestate deferant . et capillos praetundant . et . . . . . (4) semper deferant sub poena quinque solidorum pro qualibet vice contrarium faciendo.

Consequenter de voto et consilio ut supra praecepit et mandavit ne quis in domum suam *publice teneat concubinam seu amasiam* (5) sub pena contenta in constitutione antiqua sinodali super hoc edita . monens praecipue atque mandans sub poena in dicta constitutione contenta . .

. . . . . (Manca il resto)

. . . . . .

. . . . . .

(1) Corroso.

(2) Manca la introduzione all'atto.

(3) Da questo provvedimento sinodale si rileva quanto fosse rilasciata la disciplina ecclesiastica allorchè il Pellicer andò al governo della diocesi turritana; e come il clero, in opposizione all'onestà e mitezza dei suoi costumi richiesta dai sacri canoni, usasse andare armato sì di giorno che di notte.

(4) Corroso.

(5) La corruzione clericale pare che a tal riguardo fosse assai grande ed inveterata, giacchè si richiama ad osservanza altra antica *costituzione sinodale* che proibiva agli ecclesiastici di aver *concubine* ed *amasie*.

7.°

Anno a Nativitate D.ñi millmo quingtmo quarto die octava Augusti.

Constitutiones et ordinationes infrascriptae fuerunt factae et ordinate per Revmum in X.po Patrem et Dominum Dnum Franciscum S. Theologiae Professorem miseratione divina Turritan. Ar.pum una cum Venebili suo turritan. Capitulo et Canonicis et Clero congregatis in Eccla S. Mariae in oppido Sassaris.

In qua quidem Synodo erant convocati et congregati infrascripti . videlicet.

Ven. Antonius Cano Archipresbyter.

Ven. Petrus de Maronjo in spiritualibus Vicarius Turritan.

Antonius Seque
Antonius Pilo
Johēs Araolla
Antonius Polo
Andreas de lo Cardo
} Canonici turritan. et sassaren.

Sedis Cattedralis Turritan. et Sassaren. commorantes et residentiam continuam facientes in praesenti civitate Sassaris. qui pro utilitate et commodo dictae Cathedralis intervenerunt . nempe pro obviandis et sedandis nunnullis erroribus jurgiis controversiis litibus et scandalis quae hactenus acciderunt . et in posterum accidere poterunt . omnes unanimes et concordes nemine eorum discrepante fecerunt ordinaverunt et decreverunt infrascriptas constitutiones *perpetuales* observandas sub modo forma tenore et conditionibus infrascriptis.

Item constituimus et ordinamus . seu antiquam constitutionem aprobamus et firmare ad unguem volumus . et mandamus quatenus illi uxorati qui ante benedictionem nuptiarum suas carnaliter cognoverunt uxores . et praecipue gravidantes . solvant libras decem monetae dictae civitatis confiscatas et applicatas Mensae Archi.pali turritanen.

Item constituimus et ordinamus pro obviandis nonnullis scandalis quae quotidie evenire solent quatenus nulla . . . . . (6) cujuscumque status gradus vel conditionis fuerit non audeat nec praesumat ire per civitatem elapsa una hora post *orationem noctis* (7) cum armis et sine armis nisi legitimo impedimento causante sub poena amittendi arma et purgandi dictum reatum in carceribus Curiae Archiepalis per spatium decem dierum absque ulla spe veniae (8).

Mandamus quoque sub eadem poena illi vel illis qui tali modo illos invenerit . seu ad eorum notitiam quoque modo devenerit . denuntient statim nobis . et in nostra absentia nostro vicario generali turritan.

Item constituimus ordinamus statuimus et decretamus pro evitandis multis erroribus controversiis et scandalis quae annuatim oriri solebant super electione *regentium* dictae Cathedralis eccl̄ae Sassaren . de consensu voto et deliberatione omnium quatenus Canonici hoc officium quo-

(6) Corroso. Dovea leggervisi però *persona*.

(7) *Orationem noctis*, cioè l'Ave della sera.

(8) Con questo provvedimento di polizia l'autorità ecclesiastica suppliva al difetto dell'autorità civile, giacchè il divieto non riguardava i soli chierici, ma tutti indistintamente i cittadini.

Digitized by Google

tannis exerceant alternatim usque ad annum 1510 . et sic quotannis usque *in finem mundi* . . . . . .
(Manca il resto) . . . . . .
. . . . . .

II.*

Diploma del Re Don Ferdinando il Cattolico, *col quale sono confermati a favore di Bernardo Villamarì ammiraglio della flotta aragonese tutti i dritti, privilegi ed esenzioni, che gli erano stati già conceduti sulla città di Bosa, ville e luoghi dipendenti, sui porti e sulla libera estrazione delle mercanzie dai medesimi, e sono in pari tempo dichiarate di* libero e franco allodio *queste sue possessioni.*

(1502. — 18 luglio).

Dagli Archivi dell'Uffizio dell'antico *Maestro Razionale* (R.° Patrimonio) di Sardegna.

Nos Ferdinandus Dei gracia Rex Castellae, Haragonum, Legionis, Siciliae, Granatae, Toleti, Valentiae, Galitiae, Maioricarum, Hispalis, Sardiniae, Cordovae, Corsicae, Murciae, Giennis, Algarbij, Algezirae, Gibraltaris, ac Insularum Canariae, Comes Barchinonae, Dominus Biscayae, et Molinae, Dux Calabriae et Apuliae, Athenarum et Neopatriae, Comes Rossilionis et Ceritaniae, Marchio Oristanei et Gossiani. Et si jure optimo, ac divina lege institutum est, ut Subditorum, et Vassallorum unusquisque Regi et Dño naturali suo obedire, totisque viribus inservire debeat, usque ad proprii sanguinis effusionem, vitaeque excidium, nec minus ratio ipsa suadet, Reges et Principes unicuique ex suis juxta ejus merita satisfacere, compensare, et assiduis beneficiis et gratiis remunerare debere. Cum igitur inter caeteros quos nobis fidelissimos, nostrisque servitij, laudis et honoris, ac status accessionis per cupidos et obsequentissimos novimus Vos Mlt.^{m} spectabilem et dilectum Alumnum et Consiliarium nostrum Bernardum de Villa Marì (1) Ducem, seu Capitanium gñalem Classis nostrae affectatissimum, paratissimumque ad omnia onera quamvis periculosa et ardua pro servitio nostro subeunda invenerimus, unde et celsitudini nostrae maximum decus et honorem, vobisque ipsi famam et gloriam non mediocrem comparastis, dignum profecto existimamus quidquid a nobis licite petieritis Vobis fronte jucunda concedendum esse. Exposuistis enim Maximae Majestati nostrae quemadmodum Vos in vim donationis et privilegiorum, per serenissimum Regem Joannem Patrem et praedecessorem nostrum memoriae immortalis, et per nos Joanni De Villa Marì quond. Consobrino nostro concessorum et confirmatorum, habetis, tenetis, et possidetis in Capite *Logudorij* Regni Nostri Sardiniae civitatem Bosam cum certis plagiis et villis, cumque omnibus tractis seu extractionibus, portubus, carricatoriis, tam in mari, quam in flumine dictae civitatis Bosae existentibus, et cum juribus omnibus seu vectigalibus et gabellis quae pro rebus, seu mercibus in portum, plagiam et litora, seu flumen dictae civitatis subductis et advenientibus ad flumen praedictum, intrantibus seu exeuntibus, vel ratione eorum quoquo modo coliguntur, exiguntur, seu colligi, seu exigi solita sunt, et cum poenis, seu calumniis in quas fraudantes hujusmodi jura et gabellas tam ex consuetudine, quam de jure incidunt, et ab eis exiguntur, et alias, prout in eadem donatione, et privilegiis coram nobis oblatis, ad quae nos refferimus, latim et satiassim enarratur; et quia vigore dictorum privilegiorum, et donationis successive post dictum Consobrinum nostrum, habuistis et habetis per concessionem nostram in merum et francum Allodium Civitatem ipsā et omnia praedicta; fuistisque et estis in possessionem tractarum, portuum, et carricatoriorum, et illorum jurium, seu gabellarum, prout superius est expressum; verumque a nonnullis diebus citra per Officiales Nostros in dicto Sardiniae regno ad fisci nostri, vel aliorum inst.^{a} fuit vobis oppositum aliquod in non modicum vestri damnum, gravamen, et praejudicium, derogationemque dictorum privilegiorum, qua propter Majestati Nostrae humiliter supplicastis, quod ut inter vos et dictos Officiales nostros omnis lis et quaestio super praedictis tolleretur, donationem et privilegia praedicta confirmare, et quatenus opus sit^{a} vobis de novo concedere, ex nostra solita Mugnificentia dignaremur; quo quidem per nos placide intellecto, visisque donatione et privilegiis eisdem, ac omnibus consideratis, vobis in hac re et nullo majori meritissime morem gerere percupientes, servitiis sicquidem vestris quam plurimis ampliorem exposcentibus remunerationem, thenore praesentis, ex nostra certa scientia, deliberate et consulto, eandem donationem et privilegium memorata, ac omnia et singula in eis contenta, quod hic pro tam sufficienter insertis haberi volumus et habemus, ac si pūti verbo tenus insererentur, laudantes, approbantes, ratificantes, et confirmantes, vobis eidem Bernardo de Villa Marì, vestrisque filiis, heredibus, ac successoribus, quatenus opus sit, de novo concedimus, et plenariam impartimur facultatem, quod ab inde nulla alia provissione, licentia, aut mandato nostro nostrive Locumtenentis generalis, aut aliorum officialium nostrorum in dicto Regno Sardiniae insuper expectato, aut requisito, possitis libere, et valeatis, possintque et valeant absque alicujus obstaculo, aut impedimento, ex dicto Regno nostro Sardiniae extrahere seu extrahi facere per Portus, carricatoria, et flumen praedictum ejusdem Civitatis Bosae, quascumque tractas frumenti, sive tritici, ordei, annonae et quascumque equas, jumenta, et quidquid aliud extrahi poterat et potest per portus, carricatoria, et flumen in dicto Regno, et hoc semper quod per alium ad alios Portus seu carricatoria ejusdem Regni praedicti aut alia quaequae extrahi contigerit, seu poterit, per quascumque personas, aut Officiales nostros, etiam si tales tractae essent curiae

(1) Bernardo di Villamarì discendeva da un altro Bernardo di Villamarì, il quale ebbe in moglie Benedetta di Nicolò, figlio terzogenito di Ugone III *Giudice di Arborea* (Archiv. Barcell. in Cur. Sigill. secret. lit. B. ann. 1381-82, fol. 173-74). Gli succedette nel possesso della città di Bosa e della regione della *Planargia* l'unica sua figlia Isabella di Villamarì, la quale fu eziandio *Signora* della *regione di Oppia*, e si maritò al principe di Salerno, come lo attesta il Fara (*De Reb. Sard.*, Lib. IV, pag. 364), e si ricava^{a} inoltre da altri documenti di questo nostro Codice (Ved. infr. Cart. n.° XI^{a} e n.° XII^{a}).

Digitized by Google

nostrae, itaquod apertis Carricatoriis et portubus nostris, statim liceat vobis, nulla alia petita licentia a nostro Locumtenente Generali, aliis officialibus dicti Regni, extrahere, seu extrahi facere tractas praedictas, per dictos portus, carricatoria, et flumen praedictum, non obstantibus quibuscumque pragmaticis, provisionibus, aut ordinationibus, vel litteris nostris, vel dictorum officialium nostrorum, sub quacumque verborum forma factis contrarium fortasse disponentibus, quibusque adhuc tantummodo derogamus et dispensamus, in aliis vero in suis robore et firmitate permanentibus, nec non habeatis, exigatis, et percipiatis omnia et singula jura, et commoda, ac poenas desuper memoratas, et sitis in omnimoda possessione dictorum portuum, plagiarum, carricatoriorum, ac fluminis dictae Civitatis Bosae, etiam non obstante quod dicatur quod dicatur aut praetendatur fore in prejudicium fisci nostri, et litis per illum contra vos super praedictis motae, et non obstantibus quibuscumque juribus, rationibus, et allegationibus contra vos in processu ratione dictae litis facto alligatis, deductis, ac his etiam quae deduci vel allegari possent pro parte nostri fisci prōris: nos enim ad uberiorem cautelam cassamus, irritamus, revocamus, abolemus et poenitus annullamus quamcunque petitionem, et demandam, processumque et acta quecunque ad instantiam fisci nostri, cui in his perpetuum imponimus silentium, contra vos circa praemissa quomodolibet facta et actitata, pro cassis, irritis, revocatis et nullis, omnino haberi volumus et habemus: propterea vobis concedimus ad gratiae amplioris culmen, quod si forte ipsi officiales nostri vobis in praemissis aliquod impedimentum apponere praesumpserint contra hanc voluntatem, et deliberationem nostram, nullum propterea vobis aut successoribus vestris in perpetuum in pūti gratia nostra praejudicium generetur; ipsa tamen in suo semper robore, vigore, et firmitate permaneat. Quod circa Ill.mae Joannae Principi Asturiarum et Gerundae Archiduchissae Austriae, et Ducissae Burgundiae, et filiae primogenitae nostrae carissimae, Gubernatrici gn̄ali, ac post felices et longaevos dies nostros in omnibus regnis et terris nostrae indubitatae haeredi et legitimae successori mentem nostram aperientes, sub paternae benedictionis obtentu dicimus; spectabili vero Locumtenenti gnali nostro in dicto Sardiniae Regno, gerentisque vices nostri gn̄alis Gubernatoris in capite Logudorii, Procuratori Regio, caeterisque Universis et singulis officialibus nostris, custodisbusque maris, et aliis personis quibus expectent in eodem Regno constitutis et constituendis, ipsorumque officialium locumtenentibus pūtibus et futuris districte praecipiendo mandamus ad obtentum nostri amoris et gratiae, incursumqne penae florenorum auri Aragonum quinque millium a bonis secus agentis irremissibilmenter exigendorum, nostrorumque inferendorum-Ærūs, quod nostram hujusmodi gratiae concessionem, confirmationem, et ratificationem, ac omnia et singula per expresso ad unguem tenentes, et inviolabiliter observantes, ac cunctisque observari facciatis. Vos demum spectabilem Bernardum de Villa Marì, vestrosque prōres seu factores de his spetialem curam habentes, in possessionem ipsarum tractarum, Portuñque seu carricatoriorum, et fluminis dictae civitatis Bosae cum exactione jurium et poenarum praedictarum, et caeteris praerogativis memoratis, restituant et ponant, positumque retineant, et teneantur, et vos aut eos in eadem nullatenus vexent, aut inquietent, vexarique, aut inquietari patiantur; cauti vero a contrario faciendo aliqua ratione, seu causa, quanto dicta Ill.ma Princip̄s filia primogenita nostra carissima nobis obedire, Caeteri autem officiales, et subditi nostri praedicti irae et indignationis nostrae incursum praefixa cupiunt evadere poenam. In cujus rei testimonium praesentem fieri jussimus nostro comuni Sigillo impendenti munitam. Datum in Urbe Toleti, 18 die Mensis Julii, anno a Nat. Domini 1502. Regnorum Nostrorum, videlicet Siciliae Anno trigesimo quinto, Castellae et Legionis Vigesimo nono, Aragonum et Aliorum vigesimo quarto, Granatae autem Undecimo. Yo El Rey. — V.° Albarel R.ª - V.° Amatus R.ª - V.° Elis̄ Thesaur.ª - V.° Samanguel pro Prōre G.li - Dñus Rex Mandavit mihi Joanni Vine de Calura, Visa Arbarel Reg.m C.m et Thesaurum gñalem, et Amatum Reg.m Canc.m, et gñale pro prōre et est duplicata. - Reg.m in off.° Magistri Rationalis Sardiniae f yi P. M. filii Secretarii et locumtenentis in eodem Officio. Et ego Joannes Antonius Sanna Civis pūtis Civitatis Bosae Regia Auctoritate pubblicus notarius, et Civitatis Bosae, ac Consiliarium secretūm, quia pñs Copia Privilegii Serenissimi Regis Ferdinandi felicis recordationis sumpta a suo proprio originali in pergameno scripto recondito in Archivio privilegiorum Domus Consilii dictae Civitatis, non viciato, cancellato, nec in aliqua scriptura correcto, licet manu aliena scripta, per me autem de Verbo ad verbum comprobata cum suo Originali concordat; et ut fides ei tribuatur in judicio et extra hic me subscripsi, solitunque meum, quo utor in claudendis pubblicis scripturis, apposui signum, quod est tale ✠ Sig✠num meum.

Sig✠num meum Mathei Carta civis Pūtis Civitatis Bosae apc̄a. Vbiq Regia authoritatibus per totum pūtis Sardiniae Regnum Notarii pub.ci huic Copie testis.

Sig✠num meum Antiochi Vacca Civis Bosae authoritate Regia Not. Pub. p. totum pūs Sardiniae Regnum huic Copiae testis. Copia hujusmodi Regii privilegii Alieno Calamo Scripta sumpta et extracta fuit prout jacet a quadam Copia signata et Legalisata per supradictos notarios remanet inposse nob.ª D.n Antonj Vras Civitatis Bosae; et ut dictae Copiae veluti et dicta alia copia in Regno et extra ab omnibus fides impendatur, Ego Gaspar Carta Domicell et civis civitatis Calaris pub. Not. fidem facio instante praedicto Nob. Vras pro suó ut dixit pretenso interesse. Calari die 24 Mensis Augusti Anno a Nativitate Domini Mill° Sexmo septmo septimo et Meum, quo in pubblicis instrumentis Appono Si✠gnum Josephi Antoni Lay Authoritate Regia per omne praesens Sardiniae Regna pubblici latª Not. ei locum Gnalis et Regiae aud. Es. y, qui hujusmodi copia (in his tribus papiri foliis pūti comprenso) alieno depicta Calamo in executionem decreti facti per Illūs Comitem Regentem R. C. die tertia Mensis 7bris prope effluxi currentis anni, ad Calcem cujusdam suppnis porrectae per nob. et Mag.m S. V. D. D. Ignatio Paliacho Regium Consiliarium Aulae Civilis istius Regiae Aud.ae extracta fuit ab alia copia non authª que remanet inserta fol. 233 processus Originalis Capitulorum Curiae istius dicti regni Celebratorum per ēm Ducem de Monte Leon

Digitized by Google

Proregem et capitaneum generalem erat istius dicti Regni in anno 1689, et comprobata concordat cum ea. Calari die tertia Mensis Octobris anno A Nat. Domini Millesimo, Septing^mo^, Vigesimo nono.

III*.

Testamento di Don Antonio Alagon di Arborea, figlio e successore di Don Leonardo Alagon, già marchese di Oristano e conte di Goceano (1).

(1502. — 15 dicembre).

Dal Memor. del Marq. de Moncayo, Palafox, y Coscoiuelo sull. success. al Marches. d'Oristano, num. 23.

TESTAMENTOS

DE LOS NOBLES DON ANTONIO DE ARBOREA,

Y ALAGON

Y DE SU PADRE

DON LEONARDO DE ARBOREA, Y ALAGON,

MARQUÈS DE ORISTAN, Y CONDE DE GOCEANO, ETC.

BAJO UNA SIGNATURA.

In Dei Nomine Amen. Noverint universi, quod anno à Nativitate Domini millesimo quingentesimo secundo, die videlicet intitulato decimo quinto mensis Decembris, apud Civitatem Caesaraugustae, en presencia de mi Pedro la Lueça Notario, et de los testigos infrascriptos, fue personalmente constituhido el *Noble Don Anthon de Arborea et de Alagon*, de present habitant en la dicha Ciudat de Zaragoza, el qual stando sano, y en su buen recuerdo, sana salud, palabra, et loquela manifiesta dixo: Que considerando, que la vida de este Mundo es vana, y transitoria, y los peligros son en èl muchos, è grandes, è contece á muchos, que dexan de facer sus Testamentos hasta que se vecn en alguna extrema dolencia, y las horas, q̃ han, que quieren, no tienen tiempo, ni remedio, ni modo, ni forma de testar, ni disponer de so hazienda, ò bienes. Et por quanto èl anda, y sigue la Cort del Rey nuestro Señor, et indo en servicio de Su Alteza, ha de ir diversos caminos, andar en las guerras, y cosas de su servicio, donde hay muchos peligros, è poria acahezer de venir èl en alguna dolencia, ó desconcierto de su persona, que no tendria tiempo, ni lugar para facer, è ordenar su ultimo Testamento. Por tanto, queriendo prevenir el dia de su fin por ordinacion testamentaria de sus bienes, stando sano, è libre, è no sperando à facer aquello quando stasse, è fuesse fecho siervo por ocupacion de dolencia, ò de enfermedad; E porque aprés dias suyos entre sus deudos, è successores no pudiesse haver, ni haya pleyto, quistion, voz, ni diferencia alguna, è por no seyer inculpado por nuestro Señor Dios el dia del final judicio de no haver reglado, è scargado su consciencia en todo lo que pudo, èt lo que le ha bien parecido por su ultimo Testamento, y maudado facer, è exhiguir, et complir aquellas cosas, que por su descargo cumplian; revocando, casando, y anulando todos, è qualesquiere Testamentos, codicilos, y disposiciones, et ultimas voluntades, por èl, ante de la present jornada, de sus bienes fechos, è ordenados, diò, et liurò, en manos, et poder de mi Pedro la Lueça Notario infrascripto, presentes los testigos de part de suso nombrados, una Plica de paper cerrada, cosida, è sellada con su sello en cera bermeja impresso, la qual dixo era de dentro de su mano propria scripta, èt dentro a quella dixo, que havia un pligo de paper todo scripto, segun dixo, de mano del muy Spectable Señor *Don Leonart Darborea, quondam, Marquès que fue de Oristan, Padre suyo*, el qual segun dixo, era el Testamento, que el dicho su Señor Padre tenia ordenado, et dixo, que daba, et diò a quel dentro de dicha Plica, porque se pueda ver, y saber la voluntad, y disposicion, que el dicho su Señor Padre tenia fecha, è fizo, è scribiò de su mano, disponiendo de su casa, hazienda, è bienes. Et encara para lo quel ordenaba, è disponia en el presente, è infrascripto su ultimo Testamento, et manda se hiciesse, et compliesse, juxta la dicta ordinacion del dito su Señor Padre mejor se pudiesse veyer, como se haurà de complir, en la qual dita Plica, dixo el dicho Don Anthon de Arborea, et de Alagon se contenia, y stava scripto de su mano su ultimo Testamento, ultima voluntad, ultima disposicion, y ordinacion de todos sus bienes, assi mobles, como sedientes, reditos, deudos, nombres, et acciones havidos, è por haver en do quiere. La qual dita Plica, è lo contenido en aquella quiso ordenò è mandò fuesse, è sea su ultimo Testamento, ultima voluntad, ordinacion, è disposicion de todos sus bienes, assi mobles, como sedientes, creditos, dendos, nombres, è acciones havidos, è por haver, en do quiera; et quiso, que lo contenido, et scripto en la dita Plica de su mano, valiesse, et valga por drecho de Testamento, et si por drecho de Testamento no valia, ò valer no podia, que valiesse por drecho de codicilo, ò de qualquiere otra ultima voluntad, ultima disposicion, è ordinacion de todos sus bienes, que mejor, mas valedament, segund fuero, drecho, uso, è observancia, y costumbre del Reyno de Aragon, puede e deve valer. Et quiso encara, que la dita Plica, si quiere, el dito su ultimo testamento, que en aquella se contiene, durant el tiempo de su vida, no pueda ser ubierto, ni publicado, y que si èl querrà en su vida, et aquella durant, aquel cobrar, que yo, et los Successores mios en mis notas, sea, mos tenidos aquel restituirle assi cerrado, closo, è sellado, sin saber, ni haver noticia alguna del tenor de aquel. Emperò, que empues dèl ser finado, yo, et qualquiere Notario, è Successor en mis notas, seamos tenidos, y obligados, instados, è requeridos por qualquiere Persona pretendiente ser su interesse, aquella hubrir, et publicar, et librarlo en forma publica una, è muchas, et tantas quantas vegadas demandado serà por quien quiere, de quien fuere, ò le tocare interesse, requiriendo por mi dicho, e

(1) Vi è inserito pure il testamento anteriore di Don Leonardo Alagon di Arborea, marchese di Oristano e conte di Goceano.

Digitized by Google

infrascripto Notario, de las cosas susodichas, serne fechas carta, ò cartas publicas una, et muchas, et tantas quantas de lo susodicho fuessen necessarias, et aquell, ò aquellos, de quien fuesse interesse, haver requerràn. *Que fuerunt acta, loco, die, mense, et anno, quibus supra*, presentes testigos fueron à las sobredichas cosas, el Venerable Mossen Anthon Vagues Presbytero, è Joan Rodrigo Notario, habitantes en la dicha Ciudad de Zaragoza. *Et apres de lo susodicho, dia es à saber*, que se contaba onzeno del mes de Noviembre, dell'año de la Natividad de nuestro Señor, de mil quinientos y quatro, en la dita Ciudad de Zaragoza, en presencia de mi Pedro la Lueça Notario, è de los testigos infrascriptos, personalmente constituhidos, *los Nobles Don Luys de Alagon, è Don Joan de Alagon menor, fijo del Noble Don Joan de Alagon,* los quales en effecto dixeron: que à su noticia havia pervenido, que el dicho Noble Don Anthon de Alagon, en poder de mi dicho, è infrascripto Notario, havia fecho, dado, è liurado su ultimo Testamento, closo, cerrado, è sellado, et que en aquel havia dexado Exsecutor de su anima, al dicho Don Luys de Alagon, *et havia instituhido so Heredero Universal el dicho Don Juan de Alagon.* Et por quanto nuestro Señor Dios havia dispuesto, et ordenado del dicho Don Anthon de Alagon, el qual havia finado sus dias en la Villa de Medina del Reyno de Castilla, estando en la Corte, serviciò del Rey nuestro Señor, segunt que assi es publico, è notorio, è las muertes de los Nobles en Aragon, son havidas por publicas, et notorias, et à ellos, como Exsecutor, y heredero susodichos, conviniesse è fuesse necessario veyer, è saber, la forma, y ordinacio del dito Testamento, assi por los interesses suyos propios, por lo qual dicho Don Anthon en el dicho su Testamento les dexaba, como encara por exeguir, è complir la ultima voluntad, è disposicion del dicho Testador. Por tanto, que me requerian, et requirieron, que yo el dicho Testamento les obriesse, et publicasse, para que ellos, aquel visto, è entendido, podiessen saber los bienes, è cosas, que les dexaba el dicho Don Anton, è para que se hiziesse, exsiguiesse, et cumpliesse, lo quel dicho Testador, por su anima havia dispuesto, ordenado, è mandado facer. Et yo dicho Pedro la Lueça. Notario, instado por los dichos Nobles Don Loys, è Don Joan de Alagon, truxe el dicho Testamento en presencia de ellos, et de los testigos infrascriptos, el qual fue visto, è reconocido, como se estava assi cerrado, e sellado de la manera que à mi havia seydo dado, è liurado, et assi aquel visto, et reconocido, et trobado, cerrado, et sellado de la forma suso dicha, instantes los dichos Don Lois, è Don Joan de Alagon, et ellos, et los testigos infrascriptos presentes, con una tijerass cortè el filo, con que la Plica del dito Testamento staba cosida, et cerrada, et la obriè, et dentro de aquella se trobò un plego de paper todo scripto, segun de alli dixo, et afirmò el Dicho Don Luis de Alagon, que era aquel todo scripto de mano del dicho Señor Don Leonardo de Arborea, quondam, su hermano, et el Testamento del dicho Don Anton de Alagon, que era todo scripto de mano del dicho Don Anton de Arborea, y de Alagon Testador, y esto dixo, y afirmò ser assi, por quanto, segund dicho es, conocia bien la mano, è letra, que facia, è scribia el dicho Don Leonardo de Arborea, quondam, et el dicho Don Anton de Arborea, et de Alagon quondam, la qual dicha Plica, assi obierta, si quiere lo que en aquella se contenia, et lo que en el dicho pligo de paper se contenia, staba scripto, lo qual se decia era el ultimo Testamento, quel dicho Don Leonardo de Arborea tenia ordenado, lié, et publiqué à los dichos Don Luis, è Don Juan de Alagon, los infrascriptos testigos presentes, et fuerunt trobados del tenor siguiente. El tenor del Testamento del dito Noble Don Anton de Arborea, alias de Alagon, *es segunt se sigue.*

En el Nombre de nuestro Señor Dios, y de la humil Virgen Maria, sea, Amen. Como toda persona, en carne puesta à la muerte corporal scapar no puede, è no sea cosa al mundo mas cierta, como la muerte, ni mas incierta como la hora de aquella; por aquesto sia à todos manifiesto, que yo el Noble D. Anton de Arborea, alias de Alagon, fijo del Ilustre D. Leonardo de Arborea, alias de Alagon, Marques de Oristan, y Conde de Gociano, que stando bueno, y sano, y en mi buen senso, y recuerdo, y firme memoria, e con mi propia, è manifiesta paraula, por la gracia, y misericordia de N. Señor Jesu-Christo, temiendo morir, y las penas del Infierno, é cobdiciando por la clemencia, é benignidad, é preciosissima Sangre de nuestro Redemptor Jesus alcanzar la Gloria del Parayso, è por tal, que sobre mis bienes, entre mi Hermana, Sobrinos, y otros qualesquiere Deudos mios, no aya contencion, ni devat, ni se pueda sobre aquellos juntar, ni mover division, ordeno de aquellos, en la forma siguient. *Primerament*, quiero, ordeno, é mando, que toda hora, è quando nuestro Señor Jesu Christo ordenarà de mi su voluntad, que passe deste Mundo al otro, si muero en la Ciudad de Zaragoza, mi cuerpo sia enterrado en el Monasterio de San Francisco de la dicha Ciudad, en aquella Capilla de los Alagones, detràs del Altar Mayor de la dicha Iglesia, sin que à mi Sepultura se haga ninguna solempnidad funeral, ni sea fecho otro, sino aquello, que à mis Spondaleros seràn visto, à los quales suplico, si por mis desventura, y pobreza, bienes mios no se hallaràn, de lo suyo, hagan decir tres Missas de la Santa Trinidat; y una de nuestra Señora, la Virgen Maria, y otra de los Angeles, y otra de todos Santos, y otra de Requiem, en la dicha Capilla, y cumplan con la defunsion, y Missas, ò dar al dicho Monasterio cinquenta sueldos Jaqueses, ò la cantidad de aquellos, y si haurà bienes mios, se haga de aquellos. Y si finare en otro Lugar, si possible serà, sea traydo à la dicha capilla, donde no, sea enterrado delante de alguna Capilla, ò Iglesia de nuestra Señora. *Item:* Dexo Spondaleros mios, al Señor *Don Luis de Alagon, Tio mio, y à la Señora mi Hermana Doña Leonor de Alagon, y à Don Juan de Alagon, Sobrino mio*, à los quales caramente encomiendo mi Anima. *Item:* Dexo, y mando, que todos qualesquiere dineros, oro, plata, joyas, libros, bestias, armas, ropa, assi de vestir, como de cama, ò otros qualesquiere bienes mobles, de qualquiere specie, ò condicion, que sean, que possea al tiempo de mi muerte, *sean del Señor Don Luis mi Tio*, por lo mucho, que me ha prestado graciosamente, y le soy en cargo, al qual

Digitized by Google

suplico, si à èl pareciere, sea mas lo que recibirà, que lo que le soy en cargo, dé à Bernaldino Crispat, ò treynta florines de oro, ò quinientos sueldos por un Cavallo, que le dì, el qual le tomé despues, y se perdiò en mi poder. *Otrosi:* Dexo acave de pagar al Mozo, que con mi estarà el dìa de mi muerte, si algo de la quitacion se fallarà deverle. *Item:* Dexo por parte legitima, y herencia *à la Noble Doña Leonor de Alagon*, *Hermana mia*, *y à sus fixos Don Juan*, *Doña Isabel*, *Doña Geronyma*, *Doña Speranza*, *Doña Joana*, *Doña Leonor*, *y à los fyos de Doña Maria mi Hermana*, que Dios perdone, Isabel Aldonza, Francisco Pedro, cada cinco sueldos, con los quales se ayan de tener por contentos de qualquiere parte, que en mis bienes pudiessen haver, ni alcançaren qualquier manera, excepto de las lexas, que de parte de baxo graciosamente les dexarè. *Item:* Dexo de gracia special à la dita *Noble Doña Leonor*, *hermana mia*, los quinientos florines de à mi dexados por mi Señora, y Madre Doña Maria Morillo, quondam, en su ultimo Testamento, fecho en la Villa de Alcubierre, testificado por Bartolome de la Cueba, Notario: assimismo le dexo los quinientos florines dexados en el mismo Testamento à *Don Juan Hermano mio*, *quondam*, *del qual soy Heredero*, segun consta por su ultimo Testamento, fecho en la Ciudad de Zaragoza por Martin de Alfozea, Notario publico, porque de lo otro es Heredera ella, muriendo yo antes, segun parece por el dicho Testamento de mi Señora, y Madre. *Item:* Dexo de gracia special, si mi Hermana Doña Leonor morià ante que yò, *à Don Juan*, *mi Sobrino, fyo suyo*, aquellos setenta mil sueldos, que mi Señora Madre traxo en dot, y screix, con todas las responsiones, que se alcanzaràn de aquellos, hasta el dia de mi muerte, con que non de pueda ordenar, sino en fixos legitimos; et si el dicho *Don Juan mi Sobrino*, morià sin fixos legitimos, lo que Dios no mande, sean de Doña Geronima, y si ella morià sin fixos, sean *de Doña Leonor*, *Hermana suya;* y si ella morià sin fixos legitimos, sean de *Doña Speranza*, *Hermana suya*, et si la dicha Doña Speranza morià sin fixos legitimos, sean, y tornen los dichos bienes à los fixos *de Doña Maria mi*, *Hermana*, por partes iguales. *Item:* Dexo de gracia special, si mi hermana Doña Leonor morià antes que yo, todo el drecho que tengo sobre las Casas, y heredades de Sariñena, y de Castellon de Monegro, al Heredero de *Doña Maria*, *mi Hermana*, con tal vinclo, y condicion, que dé à *Don Phelipe de Urries*, *Primo mio*, tres mil sueldos tota hora, que las dichas Casas haurà cobrado, ò à su heredero, si el dicho Don Phelipe fuesse muerto; è si el dicho heredero morià sin fixos legitimos, tornen, y vengan las dichas Casas, è heredades al otro heredero, que ella hace, y afsi hasta el postrero con la condicion susodicha. *Item:* Dexo de gracia special *à Doña Geronyma*, *Doña Speranza*, *Doña Leonor de Alagon*, *Fijas de Doña Leonor mi Hermana*, *y à Isabel Aldonza*, *Pedro de Altarriba*, *Fixos de Doña Maria*, *mi Hermana*, cada diez mil sueldos, los quales sea tenido de pagar *mi Heredero*, *toda hora*, *y quando aurà cobrado el Lugar de Almunient*, ò ficiesse partido dèl, y no en otra manera, y muriendo qualquier de ellos sin fixos, se repartàn por partes iguales, la parte del hermano muerto. *Item:* Dexo al Monasterio de Sant Francisco de Zaragoza, quinientos sueldos. *Item:* Dexo à Nuestra Señora del Pilar, quinientos sueldos. *Item:* Dexo de gracia special à los fixos *de Doña Leonor*, *y Doña Maria*, *Hermanas mias*, *todo el drecho à mi perteneciente en los doze mil florines del dot de mi Abuela Doña Benedeta de Arborea*, digo à los que no serán de Religion, por partes iguales. *Item:* Dexo à Don Luis de Alagon, tio mio, de su vida, mil sueldos cada año. *Item:* Dexo à Barnaldino Crispacho, dos mil sueldos. *Item:* Dexo à Juan Aleman de Cerbellon, quinientos sueldos. *Item:* Dexo à Diego, mozo mio, docientos sueldos. *Item:* Dexo sean pagados todos mis deudos, *y de mi hermano Don Juan*, que con verdad se hallarán dever. *Item:* Dexo de gracia special à *Don Juan de Alagon sobrino mio*, *fijo de Doña Leonor de Alagon*, *hermana mia*, *Heredero Universal de todos mis drechos, acciones*, à mi pertenecientes, è pertenecer podientes, por qualquiere via, drecho, titol, y razon, no perjudicando nada à lo susodicho, ni infrascripto, entre los otros bienes del drecho, que à mi pertenencen, en, et sobre el Lugar de Almunient, Vassallos, Terminos, y Castillo de aquel, que confruentan con los Lugares de Torres, y Barbuès, y Callèn, con tal pacto, vinclo, è condicion, que si èl morià sin fixos legitimos, lo que Dios no mande, torne el dicho Lugar, y Herencia *à Pedro de Altarriba*, *Fijo de Doña Maria*, *Hermana mia*, è si el dicho Pedro de Altarriba morià sin fyos legitimos, torne la dicha Herencia, è Lugar, à *Francisco de Altarriba*, *hermano suyo*, *è sobrino mio*, è si el dito Francisco morià sin fyos legitimos, venga la dicha Herencia, à fijas de Doña Leonor mi Hermana, de mayor, en menor, con que no sean Religiosas, y si aquellas morràn sin fijos legitimos, torne la dicha herencia à fijas de Doña Maria, mi Hermana, de mayor, en menor; y si aquellas morian sin fijos legitimos, ò sus fijos morràn sin fijos legitimos, torne la dicha Herencia, è Lugar al Cabo de la Casa de Alagon, que entonces se trobarà. *Item:* Dexo, que si el pleyto de Almunient, que llevo, no serà fenecido, y lo torna à levar mi Heredero, que si Micer Anton Agustin, y Mosen Pedro Marcilla, le querran advocar, como son con mi avenidos, à pleyto acabado, les dè, à Mosen Anton, cien ducados de Oro, y à Mosen Marcilla, mil, y seis cientos sueldos, y dè à Martin Lopez, assimismo à cabo del pleyta, quinientos sueldos. *Item:* Dexo, y mando, que los dotes de mi Señora Madre Doña Maria de Morillo, y Screix, y responsiones de aquel, no se demande sobre al Lugar de Almunient, porque seria mucho agraviar al Heredero, ante quien special estè obligado, sino que tenga recurso à demandarlo, sobre los seis mil florines, que *Dona Benedetta de Arborea*, *Aguela mia*, dejò à mi Señor, y Padre el Marquès, y sobre todos los otros bienes, que èl tenia, segun tambien estàn obligados, y consta por los capitulos matrimoniales, de mis Señores Padre, y Madre. *Item:* Dexo, mi Heredero sea tenido à cumplir todas mis dexas, en este Testamento fechas, tocantes todos aquellos, que dexo Legatarios, tambien cumplan lo à ellos encomendado, cobrando empero el Heredero, ò Herederos, el Lugar de Almunient, ò faciendo partido dèl; y assimismo los Legatarios, cobrando los legados, ò dexas, no tuviendo à satishacer el Heredero à las lexas de los

Digitized by Google

legados, sino à las que tocaràn à èl, ni ser constreñido facerles cobrar sus dexas; specialmente quiero, mi Heredero cumpla cobrando, como digo, el primer Capitol, y segundo, y tercero, y seteno, y noveno, con todos los que vienen despues dèl, el que dixe: *dexo Heredero mio Universal à Don Juan de Alagon Sobrino mio*, y los otros que vienen despues; pero el dicho Heredero, ò Herederos, no sean tenidos de pagar las dichas lexas, sino cobrando el dicho Lugar de Almunient; ò hiziendo partido dèl; empero, quiero, que si en mi Sobrino, ò Sobrinos succeyrà por mi los dotes, y screix, con las responsiones de aquellos, y por mis drechos sea tuvido, ò tuvidos aquel, ò aquellos, que succeyran cobrandolos, ò hiziendo partido de ellos, dar cinco mil sueldos, primeramente por mis tuertos, è injurias, en cosas pias, y pagar los deudos de Don Juan mi Hermano, y mios, que con verdad se hallaràn deverlos; y esto si mi Heredero, no haurà cobrado el Lugar de Almunient, por que toca à èl cobrado, pagar, y dar lo susodicho; pero si despues de cobrado, mi Heredero demandasse à estos mis Sobrinos, les pagasse los cinco mil sueldos, y deudas de mi Hermano Don Juan, y mias, quiero no sea tenido, sino que esta restitucion haga el primero, que cobrare por mi drecho, la Herencia, ò bienes, assi en semble cobrarse, entonces, haga la restitucion desto mi Heredero, segun dicho es. *Item:* Ordeno, dexo, y mando, que en los bienes, *que mi Señor el Marques, y Padre tiene en Zerdeña, assi del Marquesado de Oristan, y Contado de Gocceano*, eomo de las otras tierras, en quanto à mi es, y à mi se pertenesce ordènar, assi por falta de Testamento, como por otro drecho à mi pertenesciente, segunt, yo entiendo, puedo ordenar dello, si quiero, sea fecha la voluntad del dicho mi Señor, y Padre, contenida en un Testamento suyo, fecho de su mano, el qual le vi yo escrivir, estando preso en Xatiba, el qual cerrò juncto con este, porque se vea mas claro su voluntad, el qual lo apruevo, en quanto en mi es, y esto en los bienes de Zerdeña, y en las dexas, que en lo que de acà se ha fecho, segunt lo por mi ordenado arriba en este mi Testamento, è lo quiero el que cobrarà los bienes, *y tierras de Zerdeña de Don Felipe de Urries, Señor de Ayerbe primo mio*, veinte dos mil sueldos, cada hora, è quando ternà la possession de las dichas tierras del Marquesado (1). *Item:* Quiero, ordeno, y dexo este mi ultimo Testamento, è ultima voluntad, de mi propria mano scripto, por valido, como si por mano de Notario fuesse scripto, y que sea fecho, segunt es èl contenido, cassando, y anulando otros quales quier Testamentos, è Codicillos; y si no valià por Testamento, sea valido por Codicillo, ò por otra qualquier ultima voluntad: fecho oy Jueves à quinze de Deziembre, año mil quinientos y dos, è comendado el dia, y anyo dicho Pedro la Lueza, Notario; Presentes testimonios fueron Mosen Anton Baguès, Clerigo, y Joan Rodrigo, habitantes en Zaragoza, y cerrado en presencia de ellos, y sellado con mi sello de las Armas de Alagon, y de Arborea, en la Ciudad de Zaragoza.

(1) Nel disporre dei *beni di Sardegna*, e specialmente del *marchesato di Oristano*, Antonio Alagon si riferisce a quanto avea già disposto il di lui padre. Trovandosi l'Alagon al servizio del re di Aragona, come dichiara nel principio del suo testamento, era naturale che si limitasse a questa disposizione generale riguardo ai vasti possedimenti dell'isola, ai quali egli dovea succedere, e dei quali il detto suo padre era stato violentemente spogliato.

El tenor de la ordinacion del testamento del dicho Don Leonardo de Arborea, *es segun se sigue:*

En nombre de Nuestro Señor Dios, y de la gloriosa Virgen Maria. Yo Leonardo d'Arborea, Marquès de Oristan, y Conde de Gociano, fago, è ordeno este mi ultimo Testament, y ultima voluntad de mi propria mano. *Primo:* Ordeno, è mando, que de mis bienes sean pagados, è satisfechos todos mis deudos, tuertos, è injurias. *Item:* Quiero, è mando, que todo aquello, que se trobarà yo aver preso de las rendas de los Beneficios, que Don Juan mi Hijo tenia en Zerdeña, sea satisfecho otro tanto en cada Iglesia del Beneficio, en las cosas mas necessarias. *Item:* Quiero, que en la Iglesia de Simaguis, sian distribuidos cien ducados buenos, en las cosas mas necessarias. *Item:* Quiero, y mando, que los Testamentos de la Señora mi Madre, y de mi Muger, sean complidos. *Item:* Lexo por la anima de mi Suegro, tres mil sueldos. *Item:* Lexo por la anima de mi Suegra, mil sueldos. *Item:* Lexo, que por la anima del Marquès Don Salvador, sia fecho un Monasterio de Santa Maria de Jesus, à la Magdalena, defuera de Oristan, y en la Seo, do es su cuerpo, sea fecha una bella defunsion, y puestas sus Vanderas, y Escudo, y dado un bel trapo de oro, y una Custodia de argent, que coste setecientas liuras Calaresas, en el dito Assen do està Cuerpo, y que se diga por su anima tres mil Missas. *Item:* Lexo, que por su anima, del Rector sian distribuidas cent cinquantas libras Calaresas, y por el anima de Mosen Ximeno Idamia, otras cien cinquanta libras Calaresas, y por la anima de Ferrando de Ayala, cinquenta libras Calaresas. *Item:* dexo à Doña Leonor, à Doñ Juan, à Don Anton, à Don Salvador, à Doña Maria, fijos mios legitimos, cada cinco sueldos, por parte de legitima, y cada cinco, por parte de herencia, con los quales se ayan à tener por contentos, y pagados, excepto lo que graciosamente les querere dexar. *Item:* Lexo à Cathalina, fija mia bastarda, veinte mil sueldos, moneda Jaquessa en ayuda de su matrimonio, con que case con volontad de mi Heredero, y si muriere sin fijos, tornen à mi Heredero. *Item:* Lexo à Leonardo, fijo mio Bastardo, que sia de Orden, y le sian dados dos mil sueldos de renda, basta que tenga otra tanta renta. *Item:* Lexo à Quiteria, fya mia Bastarda, tres mil libras Calaresas, en ayuda de su Matrimonio, con que case con voluntad de mi Heredero, y si muere sin fijos legitimos, tornen à mi Heredero. *Item:* Lexo à Miguel, fijo mio Bastardo, tres mil libras Calaresas, si muere sin fijos, tornen à mi Heredero. *Item:* Lexo à Joana, fija mia Bastarda, dos mil libras Calaresas, en ajuda de su Matrimonio, con que case con volontad de mi Heredero, y si muere sin fijos legitimos, tornen à mi Heredero. *Item:* Lexo à Francisco, fijo mio Bastardo, docientas libras Sardescas, digo Calaresas, y que sia Capellan, fins que haya otra tanta renda. *Item:* Dejo lo que Don Luis pretiende yo serle tenido, sea reconoscido amigablemente sin inquisicion, y si no basta lo que demanda, à diez mil

Digitized by Google

libras, ò à lo que alcance, le sean complidas diez mil libras; y sino alcanza nada, le sean dadas diez mis libras Calaresas; y si alcanzaba mas de diez mil libras, no aya de alegar la lexa de las diez mil libras Calaresas. *Item:* Quiero, y mando, que la Galea sea luego desarmada dandose à la franca à todos. *Item:* Que todos los sclavos, y sclavas, que yo tenia, sian francos. *Item:* Lexo de gracia especial à Doña Leonor, fija mia legitima, cinquenta mil sueldos, que le dexaba su Madre, yo quisiendo. *Item:* Dexo de gracia especial à *Doña Maria fija mia legitima*, cient mil sueldos Jaqueses, en ayuda de su Matrimonio, que case con voluntad de mi Heredero; y si muere sin fijos, tornen á mi Heredero los cient mil sueldos. *Item:* Lexo à Don Joan, fijo mio legitimo, de gracia especial, las Encontradas de Maoraca, y Costa de Vals, con rendas, Emolumentos, jurisdicion alta, y baja, con tal vinclo, y condicion, que no pueda vender, ni transportar las ditas Encontradas, ni parte dellas, ni ordenar sino en fijo, ò fijos legitimos masclos, si haurà, si no tornen ditas Encotradas à mi Heredero Universal. *Item:* Lexo à Don Salvador, fijó mio legitimo, de gracia especial, las Encontradas de parte Arigado de Mandraolisà, y de Bargabelvi, con todas las rendas, emolumentos, jurisdiciones altas, y bayas con tal vinclo, y condicion, que no pueda vender, ni transportar ditas Encontradas, ni part de aquellas, ni ordenar, sino en fijos legitimos masclos, sino daurà, tornen las ditas Encontradas à mi Heredero universal. *Item:* Quiero, y mando, que mi eredero, no sea tenido à las lexas de Don Luis, ni de Doña Leonor, ni de Doña Maria, ni de los Bastardos, hasta que aya cobrado, y posseha el Marquesado de Oristan. *Item:* Lexo, à Bernardo Chrispacho, por los buenos, y grandes servicios, que me ha hecho, ochocientas libras Calaresas, y mas cien libras Calaresas de renda cada un año, sobre las Pesqueras de Cabras, y Marrepontes, los quales le sean bien pagados. *Item:* Lexo Spondalero à mi Heredero, y por mi anima, lo que à él parescerá, y mi Cuerpo sea sepellido do à él parecerà; encomendandole mi anima, y fijos, y Criados. *Item:* Lexo, y quiero, ordeno general, y special Heredero mio universal, à Don Anton, fijo mio legitimo, de todos mis bienes mobles, sitios, havidos, y por haver, acciones, drechos mios, y à mi pertenescientes, por qualquier via, y razon; pero quiero, y mando, que de las propriedades, no pueda vender, y transportar, sino en fijos masclos legitimos, è si no daurá, tornen las dichas Propiedades à Don Joan fijo mio, al qual constituesco Heredero, si vivo serà; ò á fijos legitimos suyos masclos, si daurà, y si no daurà, tornen las dichas Propriedades à Don Salvador, fijo mio legitimo, al qual constituesco, en tal caso, Heredero de todas las Propriedades, ò à fijos suyos legitimos masclos, sin daurà; y si los ditos Don Juan, y Don Salvador; no aurán fijos masclos, tornen las ditas Propriedades à fijas de Don Anthon, sino daurà tornen las dicas Propiedades à hijas de Don Juan, è si no daurà, à fijas de Don Salvador, è si no daurà, à fijos masclos de Doña Leonor, fija mia, con que aquel, ù aquellos, lleven el Nombre, y las Armas de Arborea, è si no daurà, à fijos de Doña Maria, fija mia, masclos, conque aquel, ò aquellos lleven el Nombre, y Armas, Darborea, y si no daurà, à Don Luis mi Hermano, ò à fijos suyos de Don Luis mi Hermano, y si no daurà tornen à fijos de Doña Leonor, è si no daurà, à fijos de Doña Maria, con condicion, que el que suceyrà, trayga las Armas, y Vandera de Arborea. *Item:* Quiero, y mando, que todos mis Hijos, è Hijas hayan de loar este mi Testamento, y tenerse por contentos de aquel, et el que contradirà, ò querrà mas demandar, revocole la lexa, excepta la Herencia. *Item:* Declaro, que un albaran de mi mano, que tiene Doña Leonor, no ha lugar, porque aunque dize en Oristan, sobre mi fee, y anima, fue fecho en Zaragoza fictament, y sellado con mi Sello, assi que declaro, que no se pueda alegar, è si con aquel demandarà, ni otra cosa sino à la lexa de este mi Testament, revoco las lexas de los cinquenta mil sueldos, y revoco los vinclos à ella, y è sus fijos, que ella, ni ellos, no puedan haver res de mis bienes, y no quiero haya los veinte mil sueldos, que su Madre le dexò, yo quisiendo. Et assi abierto, et publicado por mi dito, è infrascripto Notario el dicho Testamento del dicho Noble Don Anthon de Arborea, et de Alagon, et la dicha ordinacion, que dentro de aquel fue trobada, del Testamento del dicho Señor Don Leonardo Darborea, de la forma, y manera, que de part de suso se contiene, los dichos Don Luis, de Alagon, e Don Juan de Alagon, requirieron por mi dicho, è infrascripto Notario de lo susodicho serne fecha, et testificada carta publica, una, è muchas, è tantas quantas aquel, ò aquellos, de quien es, ò seyer puede interes, haver ne querrá, que fuerunt acta loco, die, mense, et anno, quibus supra, proximè recitatis. Presentes testigos fueron de lo sobredicho los Magnificos Jayme Marginet, mayor, et Dalmau Zerbellon, habitantes en la Ciudad de Zaragoza.

Sig+no De mi Eximeno Gil, Notario publico de la Ciudad de Zaragoza, qui el presente instrumento publico de Testamento, de su original nota, por el Honorable, è discreto Pedro la Lueza, Notario publico de la dita Ciudad, recibido, y testificado, las notas del qual por muerte suya, por los Señores Jurados de la dicha Ciudad, à mi fueron encomendadas, è las primeras dos lineas, calendarios, è nombres de testimonios de mi mano scribi, et lo otro scribir fize. Consta de rasos, et sobrepuestos, do se lie, testamento, die, los dotes, de Mahomeri, y Costá de Debala, dipponia, en el present, è infrascripto, su ultimo testamento, è manera, observada, menor fyo del Noble Don Joan de Alagon, Joan Rodrigo, quier lo qual, á èl.

IV*.

Bolla di Papa Giulio II, con la quale furono uniti il vescovado di Dolia *all'arcivescovado di* Cagliari, *i vescovadi di* Sorres *e di* Ploaghe *all'arcivescovado* Turritano, *e il vescovado di* S. Giusta *all'arcivescovado di* Arborea; *unite pure le sedi vescovili di* Usellus, *e di* Terralba, *e trasferite ad* Ales; *le sedi vescovili di* Bisarchio, Castro, *ed* Ottana, *e trasferite ad* Alghero; *trasportata al* Castel-Genovese *la sede vescovile di* Ampurias, *con la unione delle abbazie di S. Michele* di Plano (de Plajano) *del-*

Digitized by Google

l'ordine di Valleombrosa e di S. Maria di Cerigo *dell'ordine di S. Benedetto; e trasferita infine la sede vescovile di* Solci *a quella d'*Iglesias (Villa-Ecclesia).

(1503. — 8 dicembre).

Dall'antico Archivio Arcivescovile Turritano (Sassari)
Lib. F. - fol. 97 e seg.

Julius Episcopus Servus Servorum Dei
ad perpetuam rei memoriam.

Æquum reputamus et rationi consonum, ut ea, quae de Romani Pontificis provisione processerunt, licet ejus superveniente obitu litterae apostolicae super illis confertae non fuerint, suum sortiantur effectum. Dudum siquidem Ecclesia Dolien. certo modo vacante, felicis recordationis Alexander Papa VI praedecessor noster (qui dudum inter alia voluerat, quod petentes beneficia ecclesiastica aliis nuita tenerentur exprimere verum valorem annuum secundum comunem aestimationem, et alterum cui uniri peteretur, alioquin unio non valeret, et semper in unionibus commissio fieret ad partes, vocatis quorum interesset) ad provisionem ipsius Ecclesiae celerem et felicem, ne longae vacationis exponeretur incommodis, paternis et sollicitis studiis intendens, post deliberationem, quam de praeficiendo eidem Ecclesiae personam utilem et etiam fructuosam cum Fratribus suis, de quorum numero tunc eramus, habuit diligentem, attendens quod praedicta, et Calaritana, nec non Turritana, Sorrensis, Plovacen., Arboren., Sanctae Justae, Ottanen., Bisarquien., Castren., Usellen., et Terralbeen., nec non Ampurien., et Sulcitanen. Ecclesiarum Regni Sardiniae, seu illarum mensarum Episcopalium fructus, redditus et proventus adeo tenues et exiles erant, quod illarum Praelati ex eis statum suum juxta pontificalis exigentiam dignitatis tenere non poterant; quodque Sulcitanen., et Ottanen., et Ampurien. Ecclesiae praefatae in locis desertis consistebant; et si Calaritanae Dolien., et Turritanae Sorren., et Plovacen., nec non Arborensi Sanctae Justae, et Ottanensi Bisarquien., et Castren., nec non Usellensi Terralben. Ecclesiae, nec non Ottanensi Parrocchialis Ecclesia, Rectoria nuncupata Villae de Alguer, et Ampuriensi de S. Mariae de Cerigo, et S. Michaelis de Plano S. Benedicti et Vallisumbrosae Ordinum Ampurien., et Turritanen. dioecesis Monasteria, ac Parrochialis Ecclesia Prioratus nuncupata de Castel Genoves dictae Ampurien. dioecesis, ac Sulcitanen. Ecclesiae praefatae Canonicatus de Ecclesien., nuncupatus praebenda ejusdem Ecclesiae Sulcitanen., perpetuo unirentur, annecterentur, et incorporarentur; et Sulcitanen. ad Ecclesien., et Ottanen. ad Algueren., nec non Ampurien. Ecclesiae praefatae ad Castel Genoven. locorum Sulcitanen., Turritanen., et Ampurien. dioecesen. Ecclesias transferrentur, profecto singuli Caleritanus, et Turritanus, ac Arborensis Archiepiscopi, nec non Ottanen., et Usellen., et Sulcitanen., et Ampurien. Episcopi pro tempore existentes cum eorum capitulis apud Ecclesien., Algaren., et Castel Genoven. Ecclesiarum hujusmodi loca commodius habitarent: Cupiensque idem Praedecessor noster Metropolitanarum, et Cathedralium Ecclesiarum praefatarum indigentiae subvenire, et illarum statum per ministerium unionis, et translationis salubrius reflorere: ac volens charissimi in Christo filii nostri, tunc sui, Ferdinandi regis et clarissimae in christo filiae nostrae, tunc suae, Elisabethae Reguin Hispaniarum, et Sardiniae illustrium, id summopere, prout eidem Praedecessori nostro per eorum litteras significaverunt, desiderantium, votis annuere; habita super iis cum eisdem Fratribus suis deliberatione matura, et de ipsorum consilio, ac de Apostolicae potestatis plenitudine, singularum Metropolitauarum, et Cathedralium ac Parrocchialium, nec non Monasteriorum, Prioratuum, et Canonicatuum, et Praebendarum fructuum, reddituum, et proventuum veros annuos valores, verumque ultimae vacationis modum Dolien. Ecclesiarum hujusmodi, etiamsi ex illo quaevis generalis reservatio, et etiam in corpore iurium clausulae resultarent, pro expressis habens, Calaritanae Dolien., et Turritanae Sorren., et Plovacen., necnon Arborensi Sanctae Justae, et Othanensi Bisarquien., et Castren., nec non Usellensi Terralben. Ecclesias, ac eisdem de Alguer, et Ampuriensi de Castel Genoves Parrocchiales, ac Monasteria, nec non Sulcitanen. Ecclesiis Canonicatus ac Praebendas hujusmodi cum annexis, et omnibus juribus, et pertinentiis suis authoritate Apostolica sub datum videlicet pridie Idus aprilis, Pontificatus sui anno decimo, perpetuo univit, annexit, et incorporavit: Sulcitanen. quoque ad Ecclesien., et Ottanen. ad Algueren., nec non Ampurien. Ecclesias locorum hujusmodi ad Castel Genoves cum Capitulis, ac omnibus et singulis dignitatibus, et majoribus personalibus, administrationibus, officiis, Canonicatibus, et Prebendis, et quibusve aliis beneficiis Ecclesiasticis cum cura et sine cura in eis existentibus, nec non temporalibus, et capitularibus mensis, ac Cathedralibus insigniis, nec non praedictis, et aliis eis annexis, et bonis, juribus, et pertinentiis earum respective transtulit, et translatas esse decernit; ac pro potiori cautela, et suffragio easdem Ecclesien., et Algueren., nec non de Castel Genoves Ecclesias in Cathedrales cum Capitulis, mensis, et insigniis Cathedralibus erexit, et creavit, ita quod Calaritanen. ex tunc Dolien.; ac cedentibus, vel decedentibus venerabilibus fratribus nostris, tunc suis, Sorren., et Plovacen., ac Bisarquien., et Castren., nec non Sanctae Justae, et Teralben. Episcopis, ac Monasteria, Parrocchiales Ecclesias, ac Canonicatus, et Praebendas praedictas in titulum, vel commendam ad praesens obtinentibus, ac illa alias quomodolibet respective dimittentibus, et eis quibusvis modis vacantibus simul, vel successive etiam apud Sedem Apostolicam, Turritan., et Arboren. Archiepiscopis, nec non Ottanen. et Usellen., Sulcitanen., et Ampurien. Episcopis venerabilibus fratribus nostris, tunc suis, modernis, et pro tempore existentibus liceret unitarum Cathedralium, et Parrocchialium Ecclesiarum, Monasteriorum, et Canonicatuum, el Prebendarum praedictarum corporalem possessionem per se, vel per alium, seu alias propria authoritate libere aprehendere, et perpetuo retinere; illorumque omnium respective fructus, redditus, ac proventus in suos, ac suarum Ecclesiarum usus, et utilitatem convertere, cujusvis super hoc licentia minime requisita: quodque deinceps qui in Ecclesien., et Algueren., ac de Castel Genoves sedes Episcopales existerent, et qui antea Sulcitanen., et Ottanen., et Ampurien. episcopi erant Ecclesien. et Algueren., ac de Castel Genoves Episcopi nuncuparentur; et tam ipsi, quam dignitates, personatus,

Digitized by Google

ordinationes, et officia, Canonicatus, et Praebendas, ceteraque beneficia Ecclesiastica cum cura, et sine curam ibidem obtinentes, absque aliqua nova provisione, praefectione, aut collatione desuper facienda, ad Ecclesien., Algueren., ac de Castel Genoves Ecclesias hujusmodi cum eorum fructibus, redditibus, ac proventibus, juribus, obventionibus, et bonis suis respective se transferre possent, decernens uniones, annexiones, incorporationes, translationes, et erectiones hujusmodi sub quibusvis unionum, annexionum, incorporationum, translationum, erectionum, suppositionum, et similium, revocationibus, suspensionibus, modificationibus et restitutionibus, per Sedem praedictam sub quibusvis verborum formis, et clausulis etiam derogationum derogatoriis, aliisque fortioribus, efficacioribus, et insolitis, irritantibusque decretis, et declarationibus, ex consilio, scientia, et potestatis plenitudine, similibusque, seu etiam motu proprio tunc, et pro tempore factis, et ad praemissa, vel eorum aliquod in genere, vel in specie, vel etiam nominatim, vel alias quomodolibet se extendant, minime comprehendi, nec per illas revocari, modificari, restringi, vel immutari quoquo modo possent; irritum quoque, et inane, si secus super iis a quorumque quavis authoritate, scienter, vel ignoranter contingeret attentari, non obstantibus priori voluntate praedicta, ac constitutionibus, et ordinationibus Apostolicis, nec non unitarum Ecclesiarum, et Monasteriorum, ac Ordinum praedictorum juramento, confirmatione Apostolica, vel quavis firmitate alia roboratis, statutis, et consuetudinibus, privilegiis quoque, et indultis Apostolicis Monasteriis, et Ordinibus praedictis, aut eorum alicui sub quacumque forma, et expressione verborum concessis, quibus etiam si per eorum sufficienti derogatione de illis, ipsorumque totis thenoribus specialibus, specifica, expressa, individua, et de verbo ad verbum, non autem per clausulas generales idem importantes mentio, seu quaevis alia expressio habenda, aut aliqua alia exquisita forma servanda esset, illorum thenores, ac si de verbo ad verbum inserti essent pro expressis habentes, ea vice dumtaxat illis alias in suo robore permanendis, motu simili, et expresse derogavit contrariis quibuscumque; et si aliqui de provisionibus sibi faciendis de Canonicatibus, et Praebendis ipsius Ecclesiae Sulcitanen., ac hujusmodi speciales, vel aliis beneficiis Ecclesiasticis in illis partibus generales dictae Sedis, vel Legatorum ejus litteras impetrassent; etiamsi per eas ad inhibitionem, reservationem, et decretum, vel alias quomodolibet esset processum, quas quidem litteras, et processus habitos per eosdem, et inde sequuta quaecumque ad Canonicatus, Praebendas, ac Parrocchiales Ecclesias unitas hujusmodi idem Praedecessor voluit non extendi, sed nullum super hoc eis quoad assequutionem Canonicatuum, et Praebendarum, vel beneficiorum aliorum praejudicium generari, et quibuslibet aliis privilegiis, indulgentiis, gratiis, et Litteris Apostolicis generalibus, vel specialibus quorumcumque existerent, per quae Litteris ipsius Alexandri Praedecessoris, si super hoc confectae fuissent, non expressae, vel totaliter non insertae, effectus per eum impediri valeret quomodolibet, vel differri, et de quibus quocumque totis thenoribus de verbo ad verbum habenda esset in eisdem Litteris mentio specialis. Voluit etiam idem Praedecessor, quod propter uniones, annexiones et incorporationes hujusmodi Cathedrales unitae, et Monasteria in spiritualibus non laederentur, et in temporalibus detrimenta non substinerent, ac Parrocchiales Ecclesiae, et Canonicatus, et Praebendae hujusmodi debitis praeterea non frauderentur obsequiis, et animarum cura in Parrocchialibus Ecclesiis nullatenus negligentieretur, sed illarum, et Canonicatuum, et Praebendarum hujusmodi, nec non dilectorum filiorum Conventuum, et Monasteriorum eorumdem congrue supportarentur onera consueta. — Ne autem de unione, annexione, et incorporatione, translatione, decreto, erectione, creatione, et voluntatibus praefatis pro eo, quod super illis ipsius Alexandri praedecessoris Litterae ejus superveniente obitu confectae non fuerunt, valeat quomodolibet haesitari, ipsique Archiepiscopi, et Episcopi, quos nostrae Litterae quomodolibet tangunt, illarum frustentur effectu, volumus et eadem authoritate decernimus, quod unio, annexio, incorporatio, translatio, decretum, erectio, creatio, et voluntas Alexandri praedecessoris hujusmodi perinde a dicta die idus Aprilis suum sortiantur effectum, ac si super illis ipsius Alexandri praedecessoris Litterae ejusdem diei datum confectae fuissent, prout superius narratur: quodque praesentes Litterae ad probandam plene unionem, annexionem, incorporationem, translationem, decretum, erectionem, creationem, et voluntatem Alexandri praedecesssoris hujusmodi ubique sufficiant, nec ad id probationis alterius adminiculum requiratur. Quoniam dilectis filiis Capitulis, Clero, Populo, ac universis vassallis Dolien., Sorren., Plovacen., Sanctae Justae, Sassaren., et Castren., ac Terrablen. Ecclesiarum, Civitatum, et Dioecesum per Apostolica scripta mandamus, ut Capitula videlicet Archiepiscopis, et Episcopis, quorum Ecclesiis uniones hujusmodi factae fuerunt, tamquam Patribus, et Pastoribus animarum humiliter intendentes, ac exhibentes eisdem obedientiam, et reverentiam debitas, et devotas, Cleros ipsos pro nostra, et dictae Sedis reverentia benigne recipientes, et honorifice pertractantes, eorum salubria monita et mandata suscipiant humiliter et effectualiter adimpleant. Populus vero eosdem Archiepiscopos et Episcopos tamquam patres et pastores animarum eorumdem devote suscipientes ac debita honorificentia pertractantes suis monitis, et mandatis salubribus humiliter intendant; ita quod ipsi in eisdem devotionis filios, et populi in eisdem Archiepiscopis, et Episcopis respective Patres invenire benevolos gaudeant. Vassalli autem, et subditi praedicti eosdem Archiepiscopos, et Episcopos debita honorificentia prosequantur, eisque, fidelitate solita et consueta, servitia, et jura sibi ab eis debita integre exhibere procurent, alioquin sententiam, sive poenam, quam Archiepiscopi, et Episcopi praedicti rite intulerint, seu statuerint in rebelles, certam habebimus, et faciemus, authore Domino, usque ad satisfactionem condignam inviolabiliter observari. Nulli ergo omnino hominum hanc paginam nostrae unionis, annexionis, incorporationis, translationis, voluntatis, et decreti infringere liceat, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare praesumpserit, indignationem Omnipotentis Dei, ac Beatorum Petri, et Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Romae apud Sanctum Petrum, Anno Incarnationis Dominicae mil-

Digitized by Google

lesimo quingentesimo tertio, VI Idibus Decembris, Pontificatus nostri anno primo (1).

(1) L'origine, e la durata delle varie sedi vescovili di Sardegna, delle quali con la presente Bolla fu decretata l'unione, e la traslazione, è la seguente:

1.° La sede di Dolia esisteva dove oggi esistono le rovine di S. Pantaleone martire in *Bonavoglia*. A questo santo era dedicata la chiesa cattedrale. Il Capitolo constava di dodici canonici, il primo dei quali avea la dignità di decano. Di questa sede fa menzione Cencio Cameracio nel *Libro* dei *Censi* della *Chiesa romana*. Ebbe dieciotto vescovi, il primo dei quali fu Vigilio, che vivea nel 1089, e l'ultimo, Pietro *Pilares*, che governava questa sede nel 1482.

2.° La sede di Sorres esisteva nella città di Sorra ora distrutta l'antica Sorabilis di Antonino e Saralapis di Tolommeo), situata tra gli attuali villaggi di *Torralba* e di *Boruta*, a sei leghe di distanza dalla città di Sassari. La chiesa cattedrale, che ancor oggi esiste, era dedicata a S. Pietro apostolo. Il Capitolo si componeva di un arciprete, di dieci canonici, e di vari beneficiati. Il primo suo vescovo conosciuto è Alberto, che vivea nel 1106. Gli succedettero sedici altri vescovi, l'ultimo dei quali fu Giacopo, che morì nel 1501.

3.° La sede di Ploaghe esisteva dove oggi esiste il villaggio dello stesso nome. La cattedrale era dedicata a S. Pietro, e il Capitolo constava di sette canonici, e un arciprete. Nell'antica diocesi *Plovacense* esistevano i due monisteri di *S. Michele di Salvenero* e della *SS. Trinità di Saccargia (de Saccaria)*. Questa sede ebbe quindici vescovi finora conosciuti. Il primo fu Iacentino o Giacintino che vivea nel 1090, e l'ultimo, Giovanni, che fu eletto vescovo nel 1495.

4.° La sede di Santa Giusta esisteva non molto lungi dall'attuale città di Oristano, e dallo *Stagno* che ancor oggi ritiene il nome di *Santa Giusta*. La chiesa cattedrale era dedicata alle sante martiri Giusta, Giustina ed Enedina. Il Capitolo constava di un arciprete, di undici canonici, e di altri beneficiati. Ebbe diciotto vescovi. Il più antico che si conosca è Agostino, il quale nel 1119 intervenne alla dedicazione della chiesa di S. Saturnino fatta da Guglielmo arcivescovo di Cagliari. L'ultimo fu Gaspare che nel 1512 intervenne al Concilio lateranense V.

5.° La sede di Usellus (antica Usellis di Tolommeo) fu unita a quella di Terralba, e trasferita alla città di Ales. La chiesa cattedrale di Ales è dedicata al Principe degli apostoli ed ha un Capitolo composto di un decano, e di molti canonici e beneficiati. Ebbe fino a tutto il secolo XVI ventotto vescovi. Il più antico fu o Vincenzo o Agatone.

6.° La sede di Terralba esistea nell'odierno villaggio dello stesso nome nella diocesi di Ales, cui fu unita con la detta sede di Usellus. Ebbe diciotto vescovi. Il più antico fu Mariano, che reggeva questa sede nel 1144. L'ultimo fu Giovanni, il quale fu eletto vescovo negli ultimi anni del secolo XV, e indubitatamente dopo il 1494.

7.° La sede di Bisarchio esistova nella provincia *Turritana* (di Sassari), e fu poi unita alla sede di Ottana. La chiesa cattedrale era dedicata a S. Antioco. Avea un Capitolo composto di parecchi canonici e beneficiati, di un arciprete, e di un decano. Ebbe diecinove vescovi conosciuti. Il più antico fu Nicodemo, che vivea nella metà del secolo XI. L'ultimo fu Garzia *Quixada*, eletto vescovo nel 1486.

8.° La sede vescovile di Castro, e più propriamente di Castra, esisteva presso l'attuale villaggio di Bono nella regione di *Monteacuto*. La chiesa cattedrale era dedicata alla B. Vergine, ed era uffiziata da un Capitolo composto di un arciprete, dieci canonici e vari beneficiati. Il vescovo più antico che si conosca è l'anonimo, che nel 1106 intervenne alla consecrazione della chiesa della SS. Trinità *di Saccargia*. L'ultimo fu Antonio *de Toro*, eletto vescovo nel 1501.

9.° La sede vescovile di Ottana esisteva nella sua origine nel villaggio di Ortilli (odierno Orotelli), e la sua chiesa cattedrale era dedicata alla SS. Vergine. Il suo Capitolo era composto di otto canonici, e un arciprete. Ebbe sedici vescovi conosciuti. Il più antico fu Giovanni, che nel 1106 intervenne alla consecrazione della chiesa della SS. Trinità *di Saccargia*. L'ultimo fu Giovanni *Perez*, eletto vescovo nel 1501.

10.° La sede di Ampurias esisteva fin dal secolo XI, e di quella di Civita non si ha notizia prima del secolo XII. Ampurias, ora distrutta, distava otto miglia circa dalla odierna città di Castelsardo (antico Castel-Genovese e poi Castello Aragonese), avea la cattedrale dedicata a S. Pietro, e un Capitolo con arciprete, otto canonici e altri beneficiati. Nel 1506 fu unita alla sede di Civita (Ved. infr. Cart. n.° V*); ma tre anni prima, e con la presente Bolla, era stata trasferita a Castello Aragonese, e fu eretta in cattedrale la chiesa di S. Antonio *abate*. Ebbe ventidue vescovi fino alla sua unione con Civita. Il più antico fu Nicolò che vivea nel 1106. Quando fu decretata la unione nel 1506 era vescovo Francesco *Menno*. — Civita (odierna Terranova, Olbia dei tempi romani, e Fausania dei più antichi tempi cristiani) avea la cattedrale dedicata a S. Simplicio, e un Capitolo composto di un arciprete e soli quattro canonici. Dal 1173, in cui vivea Bernardo, suo più antico vescovo fin qui conosciuto, fino al 1506 in cui ebbe luogo la unione con la sede di Ampurias, si contano soli quattordici vescovi *Civitatenses*, l'ultimo dei quali fu Pietro *Stornello*.

11.° La sede di Solci (Sulcis dell'Itin. di Antonino e Sulchi di Strabone) esisteva nell'attuale *Porto Palma* nella parte meridionale dell'isola. La sua cattedrale era dedicata a Santa Chiara vergine, dell'Ordine di S. Francesco d'Assisi, e avea un Capitolo composto di un arciprete, un arcidiacono, nove canonici e vari beneficiati. Il suo più antico vescovo fu S. Antioco *martire*, al quale ne succedettero altri venticinque. Dieci anni dopo la presente traslazione la sede di Solci fu unita a quella di Cagliari (Ved. infr. Cart. n.° VIII*).

V*.

Bolla del Pontefice Giulio II, con la quale è decretata la unione perpetua delle due Sedi vescovili di Ampurias *e* Civita.

(1506. — 5 giugno)

Dall'antico Archivio Capitolare della Cattedrale di Castel-Sardo (già *Castel-Genovese*).

Julius Episcopus Servus Servorum Dei
ad perpetuam rei memoriam.

Romanus Pontifex, qui singulari praerogativa juris super Ecclesias quaslibet etiam Divina obtinet institutione principatum, circa statum earumdem Ecclesiarum prospere dirigendum, et ut Pastoribus illis pro tempore praesidentibus juxta Pontificalis dignitatis decentiam facultates respondeant opportunae, studiis evigilat indefessis, et propter ea ex eis nonnullas, quarum Praelatis singulis minores suppetunt facultates, invicem unit, et annectit, prout, temporum, et personarum qualitate pensata, id conspicit in Domino salubriter expediri. Sane attendentes, quod Ampuriensis, quae alias certo modo ad Parrochialem Ecclesiam Castel-Genoves cum unione ejusdem Parrochialis Ecclesiae per fel. record. Alexandrum Papam Sextum praedecessorem nostrum translata extitit, et Civitatensis Ecclesia, quae in Regno Sardiniae consistunt, et inter se per quinquaginta milliaria, vel circa dumtaxat distant, et quarum Dioeceses sunt contiguae, adeo in earum redditibus tenues existunt, et in aedificiis deformatae, et ornamentis ecclesiasticis ad divinum cultum necessariis sunt destitutae, ut non Cathedrales, sed simplices Ecclesiae potius judicatae sint, illarumque singuli Praesides ex fructibus singularum mensarum earumdem juxta Episcopalis dignitatis decentiam se commode sustentare, et onera eis ratione regiminis, et administrationis dictarum Ampuriensis, et Civitatensis Ecclesiarum incumbentia perferre non possint: Cupientesque illarum Ampuriensis, et Civitatensis Ecclesiarum indigentiae subvenire, ac statum earum per ministerium unionis ad invicem salubrius reflorere, ut illae sub unius Praesulis cura, et regimine redactae felicioribus proficere valeant incrementis: Ac volentes charissimi in Christo filii nostri Ferdinandi Sardiniae, et Aragonum Regis illustris id summopere, prout Nobis per ejus litteras significavit, desiderantis votis annuere, omnibus cum fratribus nostris

Digitized by Google

debita meditatione pensatis, de eorumdem fratrum consilio Ampuriensem, et Civitatensem Ecclesias cum omnibus annexis, juribus, ac pertinentiis suis invicem (venerabilium fratrum nostrorum modernorum Ampuriensis, et Civitatensis Episcoporum ad hoc expresso accedente consensu) Apostolica authoritate thenore praesentium perpetuo unimus, annectimus, et incorporamus: Ita quod altero modernorum Episcoporum cedente, vel decedente, aut altero ex eisdem Ampuriensi, et Civitatensi Ecclesiis preaesse deficiente, aut altera ex eis quovis modo etiam apud Sedem Apostolicam vacante, ex tunc ambae Ampuriensis, et Civitatensis Ecclesiae per unum Episcopum, seu Pastorem, qui Ampuriensis, seu Castel-Genoves, et Civitatensis nuncupetur, salubriter gubernetur: liceatque superstiti ex eisdem modernis Episcopis per se, vel per alium, seu alios alterius sic vacantis Civitatis, et Dioecesis in spiritualibus, et quantum ad ipsius Ecclesiae vacantis jus, proprietatemque pertineat, in temporalibus possessionem corporalem propria authoritate libere aprehendere, et perpetuo retinere, fructusque, redditus, et proventus, emolumenta, obventiones, et jura quaecumque ad mensam Episcopalem ipsius alterius Ecclesiae pertinentia percipere, et levare, ac in suos, et ipsarum sic unitarum Ecclesiarum usus, et utilitatem convertere, cujusvis licentia super hoc minime requisita. Et cum ipse superstes Episcopus in Ampuriensi, seu Castel-Genoves Civitate, et Dioecesi fuerit, *Ampuriensis*, seu Castel-Genoves, et *Civitatensis;* cum vero in Civitatensi Civitate, et Dioecesi fuerit, *Civitatensis*, et *Ampuriensis* Episcopus nominetur. Volumus autem quod per unionem, annexionem et incorporationem praedictas Ecclesiae Ampuriensis et Civitatensis praedictae in spiritualibus non laedantur, et in temporalibus detrimentum non sustineant, sed earum congrue supportentur onera consueta, ipseque superstes Episcopus in utraque dictarum Ampuriensis et Civitatensis Ecclesiarum, ac illarum Civitatibus et Dioecesibus respective per se, vel suos Vicarios in spiritualibus et temporalibus generales justitiam, et alia, quae ad dignitatem Episcopalem pertinent, ministrent: Ita quod Ecclesiae praedictae in eisdem spiritualibus, et temporalibns ex hujusmodi unione continuo felicibus proficiant incrementis, et ex eadem unione optimus succedat effectus. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostrae unionis, annexionis, incorporationis, et voluntatis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare praesumpserit, indignationem Omnipotentis Dei, ac Beatorum Petri et Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Romae apud Sanctum Petrum, anno Incarnationis Dominicae millesimo quingentesimo sexto, nonis Iunii, Pontificatus nostri anno tertio (1).

(1) Dopo la unione decretata con la presente Bolla, la prima a vacare fu la sede di CIVITA (odierna TERRANUOVA e antica FAUSANIA) per la morte di Pietro Stornell suo ultimo vescovo. Il vescovo di AMPURIAS, che fu il primo delle due sedi unite, secondo la precedente Bolla di traslazione del 1503 (Ved. la CART. preced.), avrebbe dovuto risiedere in CASTEL-GENOVESE. Però da un monumento assai posteriore si rileva che una tale traslazione non era stata ancora eseguita, e che anzi nel 1565 il vescovo di AMPURIAS, il quale voleva trasferire la sede a *Castello Aragonese* (denominazione succeduta alla più antica di *Castel-Genovese*), n'ebbe formale divieto dal Pontefice Pio IV, come lo prova la lettera scritta nel 29 gennaio di detto anno 1565 al vescovo *Ampuriense* (Francesco Thomas, che fu poi vescovo di Lerida), la quale è del tenore seguente: — *Reverendissime Domine. Denunciatum est Sanctissimo Domino Nostro, velle Amplitudinem tuam, mutata Episcopali Sede, transferre eam in quoddam Castellum, quod* ARAGONAE *appellatur. Quare omissis, quae nunc afferuntur de incommodo et parum digno Episcopali Ecclesiae istius Castelli domicilio, tantum ab Amplitudine tua peti iussit Sua Sanctitas, qua ratione et auctoritate freta ab antiquo Ecclesiae loco in istud Castrum Cathedralem Sedem traducendam existimes. Quamobrem erit officii, et prudentiae tuae, quomodo se res habeat vere prescribere, et interea quoad hanc translationem faciendam attinet, nihil novi, ut par est, inconsulta Sede Apostolica intentare. Cui salutem, et incolumitatem precor.* (Ved. MATTEI, *Sardin. Sacr.*, pag. 181, Edit. praed.).

VI.

Prammatica del re Ferdinando il Cattolico, *con cui si proibisce a tutti gli ufficiali regii in Sardegna di vendere e contrattare gli uffici loro con le giurisdizioni che vi erano annesse.*

(1507. — 15 maggio).

Dal DEXART, *Capit. Curiar. Regni Sardiniae*, lib. III, tit. V, fol. 589.

Nos Don Ferrando per la gracia de Deu Rey de Arago, y de las dos Sicilias, de Hierusalem, de Valencia, de Mallorca, de Sardeña, de Corcega, Comte de Barcelona, Duch de Athenas y de Neopatria, Comte de Rosello y de Cerdaña, Marques de Oristañy y de Gociano etc. Informats som, que alguns que de nostra Magestat han obtengut, y obtenen alguns officis de jurisdicio del nostre Regne de Serdeña, no podent, ò no volent aquells tenir, ni regir, fan partit, è ò venen aquells, ò altres contracts, de ques seguex que la justicia no es estretament, è com se deu administrada, è nostres vassalls, è subdits son vexats, y molestats en deservey de nostre Señor Deu, y nostre, y dañy de la cosa publica. E perço volents en aço debitament provehir, ab tenor de la present nostra Real Pragmatica sancio perpetuament observadora statuim, provehim, è ordenam, que officis alguns de jurisdicio nos puguen en manera alguna vendre, ni ferse de aquells partit sens expressa llicencia nostra, è atço sots pena de privacio dels dits officis. Per tant notificant les dites coses, ab estes matexes manam als Spectables nostre Lochtinent General, Governador en lo Cap de Logudor, è à qualsevols Officials nostres en lo dit Regne, que ara son, è per avant seran, sots incorriment de la ira, è indignacio nostres, è pena de dos mil fiorins dor a nostres Coffres applicadors, que la present nostra Pragmatica, è totes, è sengles coses en aquella contengudes tengan, y observen, tenir, y observar fassen inviolablement per qualsevol, è contra aquelles no vindran, ò venir permetran per alguna causa, ò raho, si la gracia nostra tenen cara, è indignacio nostres, è pena predita desigian evitar. En testimoni de les quals coses havem manat fer les presents de nostre sogell secrèt en lo dorso sogellades. Datum en lo nostre Castell Nou de la nostra Ciutat de Napols à quinze del mes de Maig añy de la Nativitat de nostre Señor Deu. M . D . VII. — Yo el Rey.

Vidit Thesaurarius Generalis.

Dominus Rex mandavit mihi Joanni Gonzales de villa Siniplis. Visa per Thesaurarium et Conservatorem Generalem.

Digitized by Google

VII*.

Il re Ferdinando il Cattolico *approva con Decreto o* Privilegio *Reale i capitoli e le domande discusse e proposte dal* Braccio militare *nel Parlamento, celebrato in Sardegna sotto la presidenza dei vicerè Giovanni Duay* (*o* Dusay) *e Ferdinando Giron de Rebolledo.*

(1511. — 14 aprile).

Dagli antichi Archivi del Regio Patrimonio in Cagliari, cod. cartac. autent., fol. 55 e seg.

In Dei nomine. Pateat universis, quod Nos Ferdinandus Dei Gratia Rex Aragonum, Siciliae citra, et ultra farum, Hierusalem, Valentiae, Majoricarum, Sardiniae et Corsicae, Comes Barchinonae, Dux Athenarum et Neopatriae, et Comes Rossilionis et Ceritaniae, Marchio Oristani et Gociani; Cum ex commissione per Nos diebus elapsis facta Joanni Duay I. U. D. quondam Locumtenenti Generali nostro in dicto Sardiniae Regno, cunctis regnicolis ejusdem Regni Parlamentum extiterit convocatum, et illius obitu circa conclusionem Parlamenti, virtute provisionis nostrae, per Gubernatorem in Capite Calaris et Gallurae prorogatum; et per spectabilem et nobilem Consiliarium nostrum Ferdinandum Giron Rebolledo, successive in eodem Regno Locumtenentem Generalem nostrum assumptum, fuerit continuatum; et in his, quae concernebant servitium nostrum, bonum et tranquillum statum dicti Regni fine debito terminatum (excepta tamen concessione aliquarum gratiarum per tria Stamenta, sive Brachia praefati Regni petitarum, ut est moris in similibus Parlamentis); et venissent pro his obtinendis ad Nos (cum id dumtaxat nostrae Regiae Curiae attineat) Sindici electi uniformiter a dictis tribus Stamentis, quorum unus erat dilectus noster Gaspar Fortesa *domicellus*, qui in nomine, et pro parte Magnatum, Comitum, Baronum, Nobilium, Militum, et personarum Militarium totius Stamenti militaris obtulit Majestati nostrae capitula quaedam supplicationum, sive petitionum, et gratiarum per eundem nobis supplicatarum, quae Nobis lecta et perlecta fuere: Et habito super contenta in eisdem maturo consilio, et copiosa relatione per Vicecancellarium nostrum et alios Consiliarios nobis facta de omnibus, quae circa ea oportebat nostrum Regium animum informare: Attendentes innatam fidelitatem, ab experto cunctis temporibus cognitam, circa servitium Nostrae Regiae Coronae in universis regnicolis dicti Regni, praesertim in dictis Magnatibus, Comitibus, Baronibus, Nobilibus, Militibus, et aliis personis Militaribus ejusdem Regni, quae nos magnopere inducit et movet, ut diligenti cura, non solum circa eorum quietem, coercendo manus Magistratuum, ne abutentes forte jurisdictione nostra, aut eadem rigorose et supreme utentes in eos indecenter, aut minus pie se habeant (1), intendere; sed etiam eosdem novis gratiis et favoribus prosequentes, benigne dictis supplicationibus placet, uti in praesentiarum libenter placuit condescendere, juxta decretationes in fine uniuscujusque capituli per Nos factas, scribique, et apponi jussas per Magnificum et dilectum alumnum et Secretarium nostrum Ioannem Gonzalez de Villa Semplis, dicti processus scribam, ac ad ejus manus referendas. Quorum capitulorum et decretationum, sive responsionum series sic se habet (2).

. . . . . .

. . . . . .

. . . . . .

Ut autem capitula praeinserta, et omnia, et singula in eis, et unoquoque eorum contenta, juxta responsiones et decretationes in fine uniuscujusque eorum adjectas et appositas, ut praefertur, perpetua validitate et robore omni futuro tempore permaneant et subsistant, thenore praesentis Privilegii, et publici instrumenti ad aeternam rei memoriam valituri, de nostra certa scientia, et deliberate et consulto laudantes, approbantes, et iterum de novo concedentes. per Nos et Successores nostros eisdem Comitibus, Baronibus, Nobilibus, Haereditatis, Militibus, et aliis omnibus personis Militaribus praedicti Stamenti, seu Brachii Militaris dicti Sardiniae Regni, et ipsa capitula, juxta eorum decretationes, Nos in vim privilegii, seu privilegiorum, et contractus cunctis futuris temporibus valituri, seu valendorum, damus, donamus, et concedimus, et ex pacto speciali solemni stipulatione vallato, inter Nos et dictos Magnates, Haereditatos, et cunctas Militares personas dicti Regni inito, et convento, promittimus sub verbo et fide nostris Regiis, ac juramus ad Dominum Deum, et ejus sancta quatuor Evangelia ante Nos posita, et nostris propriis manibus corporaliter tacta, praeinserta universa capitula, et eorum unumquodque, tamquam acta facta in Parlamento, juxta eorum decretationes, et praesens nostrum Privilegium, atque contractum, perpetuo tenere et observare, et teneri et observari facere, nec contrafieri permittere quavis causa. Serenissimae propterea Ioannae Reginae Castellae, Legionis, Granatae etc. Principi Gerundae, Archiducissae Austriae, Ducissae Burgundiae etc. Filiae primogenitae nostrae charissimae, Gubernatricique generali, ac post felices et longaevos dies nostros (Deo propitio) in omnibus regnis et terris nostris immediatae haeredi, et legitimae successori, mentem nostram aperientes, sub paternae benedictionis obtentu dicimus: Spectabili vero, nobili, Magnificis Consiliariis, dilectis et fidelibus nostris, Locumtenenti generali nostro, Gubernatoribus in Capitibus Calaris, Gallurae, et Logudorii, Procuratorique nostro Regio, vel ipsum officium Regenti, caeterisque universis et singulis

(1) Se la volontà espressa con queste parole dal re Ferdinando onde frenare gli arbitrii degli ufficiali regii in Sardegna fosse stata sempre osservata, il suo governo nell'isola sarebbe stato uno dei migliori.

(2) Seguivano *per extensum* li ventiquattro capitoli presentati dal Parlamento all'approvazione reale per mezzo di Gaspare Fortesa, *Sindaco* (deputato) dei tre Stamenti. Il capitolo ventesimo non fu accordato. Gli altri ventitre riguardavano i dritti e privilegi, sia del Parlamento in generale secondo gli usi di Catalogna, sia particolarmente dello Stamento militare e de' suoi membri; le attribuzioni viceregie, quelle del fisco e del suo *Satellizio;* la istruzione dei processi criminali, la polizia delle carceri di custodia, l'amnistia, le cause dei vassalli, e le loro appellazioni dalle sentenze dei baroni; il divieto fatto ai vicerè di turbar l'ordine delle diverse giurisdizioni giudiziarie; la fissazione dei confini delle ville feudali, la facoltà e il modo di succedere nei feudi, la giurisdizione dei feudatari, e la fissazione dei dritti per l'estrazione del frumento dall'isola.

Digitized by Google

Officialibus et subditis nostris, quocumque nomine nominatis, officiisque ac jurisdictione fungentibus, praesentibus et futuris, mandamus sub irae, et indignationis nostrae incursu, poenaque florenorum auri decem millium nostris inferendorum aerariis, quatenus praeinserta omnia et singula capitula, et eorum unumquodque, tanquam facta in dicto Parlamento, juxta uniuscujusque responsiones et decretationes, praesentemque contractum, teneant firmiter et observent, faciantque ab omnibus, quibus attineat, observari inviolabiliter: injungentes et expresse mandantes, praedicto Locumtenenti generali, et Gubernatoribus, aliisque etiam Officialibus, quibus spectet, ut omni mora et consultatione cessantibus, nullaque alia executoria super his a nobis expectata, seu requisita, quamprimum fuerint requisiti, juramentum et homagium praestare teneantur in manibus, et posse nostri Regii Procuratoris, seu officium ipsum Regentis, quod praedictum contractum et publicum instrumentum, omniaque praeinserta capitula, et eorum unumquodque, juxta eorum responsiones et decretationes, perpetuo tenebunt et observabunt, et non contrafacient, vel veniant ratione aliqua, sive causa, pro quanto dicta Serenissima Regina, et Princeps, Filia primogenita nostra Charissima Nobis obedire, caeteri vero Officiales et subditi nostri praedicti gratiam nostram charam habent, iramque et indignationem nostras, paenamque praeappositam cupiunt evitare. In cujus rei testimonium praesentem fieri jussimus nostro comuni sigillo impendenti munitum. Actum est hoc in civitate Hispalis die decimaquarta mensis Aprilis, anno a Nativitate Domini millesimo quingentesimo undecimo, Regnorumque nostrorum, videlicet Siciliae ultra farum anno quadragesimo quarto, Aragonae, et aliorum trigesimo tertio, Siciliae autem citra farum, et Hierusalem anno nono.

Sig✠num Ferdinandi Dei gratia Regis Aragonum, Siciliae citra et ultra farum, Hierusalem, Valentiae, Majoricarum, Sardiniae, Corsicae, Comitis Barchinonae, Ducis Athenarum et Neopatriae, Comitis Rossilionis et Ceritaniae, Marchionis Oristani et Gociani, qui praedicta laudamus, concedimus, firmamus et juramus, huicque publico instrumento sigillum comune Majestatis nostrae appendi jussimus impendens.

Testes sunt, qui ad praemissa praesentes fuerunt, Nobiles et Magnifici Ugo de Urries Consiliarius et Secretarius, Petrus de Urrea Magister Aulae, Petrus Alpont, et Joannes de Gualbis juris utriusque Doctores de Regio Consilio, et Franciscus de Rebolledo, et Gutierr. Tello Alumnus praefatae Regiae Majestatis.

Sig✠num mei Joannis Gonzalez de Villa Semplis praefati Serenissimi Domini Regis Secretarii, ejusque auctoritate per totam Sui terram et dominationem Notarii publici, qui interfui, eaque de dicti Domini Regis mandato scribi feci, et clausi.

VIII*.

Lettere Pontificie, con le quali si stabilisce la unione dell'antica sede vescovile di Solci *alla sede arcivescovile di Cagliari.*

(1513. — 9 gennaio).

Dagli Archivi della Chiesa arcivescovile di Cagliari.

S. Tituli S. Petri ad vincula etc.
Sanctae Romanae Ecclesiae Vice Cancellarius,
Presbyter Cardinalis.

Hodie Sanctissimus in X̄po Pater, et Dominus Noster Dominus Leo Divina Providentia Papa X in sùo Consistorio secreto, ut moris est, ad relationem R.^mi in X̄pto Patris, et Domini, Domini F. Tituli Sanctorum Johannis, et Pauli Presbyteri Cardinalis; cum dudum Felicis recordationis Julius Papa II proinde attendens, quod fructus etc. Mensae Episcopalis Iglesiensis, alias Sulcitanae, Regni Sardiniae adeo tenues, et exiles existebant, quod R.^dus in X̄pto Pater Dominus Johannes Episcopus Iglesiensis, alias Sulcitanensis, ex illis statum suum juxta Pontificalis exigenciam Dignitatis decenter tenere, et onera ratione Ecclesiae Iglesiensis, alias Sulcitanensis, sibi incumbentia, supportare non poterat; quodque si praedicta Iglesiensis Cathedralis, et Metropolitana Calaritana, cui nonnullae aliae dicti Regni Cathedrales Ecclesiae canonice erant unitae, annexae, et incorporatae, ac cujus praefata Ecclesia Iglesiensis sufraganea dignoscebatur, Ecclesiae invicem, quamdiu praefatus Dominus Johannes Episcopus eidem Ecclesiae Iglesiensi praeesset, unirentur, annecterentur, et incorporarentur, praefatus Dominus Johannes, qui Iglesiensis Episcopus, et Calaritanus Ecclesiarum hujusmodi Archiepiscopus foret, ex utriusque Iglesiensis, et Calaritanae Ecclesiarum hujusmodi praedictarum fructibus etc. se juxta Episcopalis, et Archiepiscopalis Dignitatum exigentiam decentius sustentare, et sibi incumbencia pro tempore onera praeferre, et illarum jura tenere, et defendere commodius posset, easdem Iglesiensem, et Calaritanam Ecclesias invicem, quamdiu dictus Dominus Johannes Episcopus eidem Ecclesiae Iglesiensi praeesset dumtaxat; de tunc R.^rum Dominorum Sanctae Romanae Ecclesiae Cardinalium consilio Apostolica auctoritate univisset, annexuisset, et incorporavisset. Ita quidem ut cedente, vel decedente R.^do in X̄pto Patre Domino Petro Archiepiscopo Calaritano, sive eadem Ecclesia Calaritana alias quomodolibet vacante etiam apud Sedem Apostolicam, Ipse Dominus Johannes Episcopus, etiam Archiepiscopus Calaritanus ex tunc prout ex ea die existeret; et propterea Episcopus Iglesiensis esse non desineret, sed Episcopus Iglesiensis, et Archiepiscopus Catanus existeret, liceretque eidem Domino Johanni Episcopo per se, vel alium, seu alios possessionem, seu quasi regiminis, et administrationis dictae Ecclesiae Calaritanae, et Bonorum illius propria auctoritate libere apprehendere, et easdem Calaritanam, et Iglesiensem Ecclesias, et illarum quamlibet in spiritualibus, et temporalibus regere, et gubernare. Et Idem

Digitized by Google

Sanctissimus Dominus Noster, postquam uniones, annexiones, et incorporationes de quibusvis Cathedralibus, et aliis Ecclesiis per cessum, vel decessum, aut alias quomodolibet dimittendis, invicem, vel aliis Ecclesiis quomodolibet per dictum Dominum Julium, aut forsan praefata Apostolica, vel quavis alia aucthoritate factas, quae suum sortitae tunc non erant effectum, inter alia revocaverat, cassaverat, et annullaverat, nulliusque decreverat esistere firmitatis, attestatus fuisset, et declarasset, unionem etc. dictarum Calaritanae, et Iglesiensis Ecclesiarum per dictum Julium Papam II factas, et super illis confectas Litteras sub dictis revocationibus, vel earum aliqua comprehensas non fuisse, nec comprehendi debere: imo ipsas, et inde secuta quaecumque, cum omnibus, et singulis in Litteris ipsius Julii Papae II desuper confectis contentis clausulis, tam a praedictis, quam quibusvis aliis, quae ab eodem Domino Nostro, et Sede Apostolica forsan in antea emanaverant, similibus, et dissimilibus unionum hujusmodi revocationibus, aut suspensionibus, vel modificationibus penitus, et omnino excepta esset, prout potiori pro cautela ex tunc, prout ex ea Curia cautiones ipsae emanarent, etiam contra exciperet, et quotiens illa emanare contingeret, totiens exceptione hujusmodi innovarentur, ipsumque Dominum Johannem Episcopum, quoad omnia, et singula in eisdem Litteris contenta, in pristinum, et in eum, in quo ante revocationem hujusmodi emanassent, et pro tempore emanarent quomodolibet, existebat, et extitisset, statum restituisset, et apposuisset, et reintegrasset, ac ipsas Litteras, et in eis contenta in suis pristinis robore, et vigore perstitisse, et persistere, nec alias quam consistorialiter revocari, et annullari posse. Et sic per quoscumque Indices etc. judicari, et definiri debere, sublata eis aliter interpretandi, et judicandi facultate. ac irritum etc. decrevisset; prout in dictorum SS.mi Dñi Nostri, et dicti Julii singulis desuper confectis Litteris plenius continetur. Et dictus Dominus Petrus Arpus regimen, et administrationem dictae Ecclesiae Calaritanae in manibus eiusdem SS.mi Dñi Nostri Papae sponte, et libere cessisset, cessionem ad effectum Unionis etc. hujusmodi duxisset admittendam, et potiori pro cautela de persona Domini Johannis Episcopi de RR.rum Dominorum Sanctae Romanae Ecclesiae Cardinalium consilio Apostolica aucthoritate praedicta de novo providit, ipsumque in Archiepiscopum, et Pastorem instituit, curam, et administrationem ipsius Ecclesiae Calaritanae sibi in spiritualibus, et temporalibus plenarie comitendo; nec non easdem Iglesiensem, et Calaritanam Ecclesias invicem, quamdiu dictus Dominus Johannes Episcopus viveret in eisdem Ecclesiis praeesset dumtaxat, de simili consilio univit, annexuit, et incorporavit.

Ita quidem idem Dominus Johannes Episcopus Iglesiensis, et Archiepiscopus Calaritanus, ipsarum Calaritanae, et Iglesiensis Ecclesiarum Praesul, et Pastor existens, posset; liceretque sibi per se, vel alium, seu alios possessionem, vel quasi regiminis, et administrationis dictae Ecclesiae Calaritanae, et Bonorum eius propria aucthoritate libere apprehendere, et easdem Calaritanam, et Iglesiensem Ecclesias, et earum quamlibet in spiritualibus, et temporalibus regere, et gubernare. Et praefato Domino Petro Archiepiscopo, ne ex cessione hujusmodi nimium dispendium pateretur, omnes, et singulos fructus Mensae Archiepiscopali Calaritanae, et illi ac ipsi Ecclesiae Calaritanae annexarum Ecclesiarum, Monasteriorum, et Beneficiorum Ecclesiasticorum quorumcumque sibi per eum, quoad viveret, vel alium, seu alios etiam una cum quibusvis Monasteriis, Prioratibus, Praesposituris, Praepositatibus, Canonicatubus, et Praebendis, Dignitatibus, Personatibus, Administrationibus, et Officiis, caeterisque Beneficiis Ecclesiasticis cum cura, vel sine cura saecularibus, et quorumvis Ordinum Regularibus, si qua ex quibusvis Apostolicis Dispensationibus obtinebat, et in posterum obtineret, ac Pensionibus etc. percipiendos, colligendos, et levandos, ac in suos usus, et utilitatem convertendos, nec non denominationem Archiepiscopis Calaritani, et omnimodam jurisdictionem, et praerogativas, ac jus conferendi omnia, et singula Beneficia Ecclesiastica cum Cura, et sine Cura, Saecularia, et Regularia, quae sibi ante cessionem hujusmodi competebant, et competere poterant quoquo modo. Ita quidem desuper ejus vita durante per praefatum Dominum Johannem Episcopum in Archiepiscopum electum, seu quosvis alios desuper molestari nequiret, loco Pensionis annuae reservavit, constituit, et assignavit. Et cum dicto Johanne, ut etiam postquam in vim provisionis, et praefectionis, ac unionis etc. praedictarum possessionem, vel quasi regiminis, et administrationis dictae Ecclesiae Calaritanae, et Bonorum ejusdem, seu majoris partis eorum pacifice assecutus foret, una cum eisdem Calaritana, et Iglesiensi Ecclesiis quocumque, quotiescumque, et qualiacumque cum Cura, et sine Cura saecularia, et quorumvis Ordinum Regularia, quae ex quibusvis concessionibus, et dispensationibus Apostolicis in Comendam, aut alias obtinebat, ac in quibus, et ad quae jus sibi quomodolibet competebat, ac, et conferri, seu commendari, vel ad suum commodum uniri concessa erant, et super quibus in Romana Curia, vel extra eam litigabat, si ea assequeretur, quoad viveret, retinere, et super concessionibus Litteras expediri facere, et jus quoad litigiosa Beneficia hujusmodi deducere, et prosequi, sicut ante Provisionem, et praefectionem, ac unionem etc. praedictas quoquo modo poterat; nec non quascumque Pensiones annuas super quibusvis Ecclesiasticis Proventibus, ei assignatas exigere; ac jure, et facultate regrediendi, et accedendi, et ad quaecumque, et quotiescumque, etiam ut praefertur, qualificata Beneficia competentia, uti libere, et licite valeat, dispensavit. Decrevitque Beneficia, et jus in illis, et ad illa quomodolibet competens hujusmodi propterea non vacare, et commendas non cessare, ac Pensiones extintas non esse; facultatemque regrediendi, et accedendi hujusmodi non expirasse; sed ea omnia in suis robore; et firmitate mansisse, et manere, ac irritum decrevit: ac voluit, quod Litterae super admissionem cessionis hujusmodi ad effectum dictae antiquae unionis simpliciter expediri; Ecclesiaeque, et alia annexa ipsi Ecclesiae Calaritanae, ac invocationis, situationis, denominationis, qualitatis etiam Conventualis majoritatis, et Principalitatis, Ordinis dependentis fructuum valorum singulorum Monasteriorum, et Beneficiorum per dictum Dominum Johannem Episcopum forsan obtentorum, et in quibus jus haberet, et super quibus litigat, ac super quorum fructibus Pensiones percipit, et adquae jus regrediendi,

Digitized by Google

et accedendi habet, ut praefertur, ipsarum litium, et causarum status exprimi, et in toto, vel in parte pro expressis haberi posset: absolvendo eosdem Petrum Archiepiscopum, et Joannem Episcopum a Censuris ad effectum etc. In quorum fidem praesentem Cedulam fieri, Sigillique Nostri jussimus impressione communiri. Datum Romae in Cancellaria Apostolica anno Dominicae Incarnationis millesimo quingentesimo tertio decimo, die vero nono Mensis Januarii, Pontificatus praefati Domini Nostri anno primo.

IX*.

La regina Giovanna di Castiglia e di Aragona, e il re Don Carlo suo figlio (poi Carlo V Imperatore) comandano che sia eseguita la sentenza proferita nelle CORTI *generali di Aragona dai Giudici eletti a favore di Don Luigi Alagon di Arborea, e contro il Fisco, che difendeva le ragioni della Corona* (1).

(1519. — 24 gennaio).

Dai Regii Archivi di Barcellona, Registr. Sardiniae, I, ab ann. MDXVI ad MDXVIIII, fol. 281.

JOANNA ET CAROLUS EJUS FILIUS, Dei gratia, Regina, et Rex Castellae, Aragonum, Legionis, utriusque Siciliae, Hierusalem, Navarrae, Granatae, Toleti, Valentiae, Galletiae, Majoricarum, Hispalis, Sardiniae, Corduvae, Corsicae, Murciae, Giennis, Algarbiae, Algezirae, Gibraltaris, ac Insularum Canariae, nec non Insularum Indiarum, Terrae firmae, Maris Oceani, Archiduces Austriae, Duces Burgundiae, et Bravantiae, Comites Barchinonae, Flandriae, et Tiroli, etc., Domini Viscayae, et Molinae, Duces Athaenarum, et Neopatriae, Comites Rossilionis, et Caeritaniae, Marchionesque Oristanni, et Gociani. Spectabili Nobili, Magnificis Consiliariis, dilectis, et fidelibus nostris Don Angelo de Vilanova, Locumtenenti Generali in praedicto nostro Sardiniae Regno, Gubernatoribusque in Capitibus Callaris, et Gallurae, et Logudorii, Magistro Rationali Curiae nostrae, Procuratori etiam Regio, aut ejus Locumtenenti, Vicariis, Bajulis, Subvicariis, et Subbajulis, Alguatziriis, Virgariis, Portariis, ac caeteris demum universis, et singulis Officialibus nostris in dicto Sardiniae Regno constitutis, vel constituendis, eorumque Locumtenentibus, aut Officia ipsa regentibus, et cuilibet eorum ad quem spectet, infrascriptaque pertinere quovis modo videantur, salutem, et dilectionem. *Quoniam in causa quadam, sive Processu gravaminis* (2) *contra Fiscum nostrum oblati, pro parte Nobilis, et dilecti nostri Don Ludovici de Alagon, in Curiis Generalibus, quas nuper celebramus Aragonensibus in hujusmodi civitate Caesaraugustae, causis, et rationibus apud acta ipsius processus latius deductis, per Judices, et Comissarios, ad id inter Nos communiter electos, et deputatos* (3), *cum eorum definitiva sententia declaratum extitit in favorem dicti Ludovici, et contra Fiscum eundem nostrum, prout in sententia ipsa, ad quam Nos refferimus, seriosius, est videre* (4). *Et parum prodesset sententias ferri, et declarationes facere, si debita earum non sequeretur executio: Ad humilem propterea dicti Nobilis Ludovici supplicationem, vobis, et unicuique vestrum ad quem spectet, dicimus, praecipimus, et jubemus serie praesentium, scienter, deliberate, et expresse ad incursumque nostrae indignationis, et irae, ac poenam florennorum auri Aragonum mille nostris inferendorum aerariis: Quatenus sententiam, sive declarationem praedictam, ac omnia, et singula in eo contenta, teneatis firmiter, et observetis, exequamini, et compleatis, tenerique, et observari, exequi, et compleri per quos deceat omnino faciatis, atque mandetis, juxta ejus seriem, formam, et thenorem pleniores, Constitutionibus, Pragmaticis, et Privilegiis istius Regni, et aliis servandis semper servatis, et attente cavete praemissis contrafacere, aut fieri permittere, ratione aliqua, sive causa, pro quanto gratia nostra vobis chara est, et praeter irae et indignationis nostrae incursum, praeappositam veremini non incurrere poenam.* Dat. in Civitate Caesaraugustae die xxiiij mensis Januarii, anno a Nativitate Domini millesimo quingentesimo decimo nono. *Augustinus Vicecancellarius.*

Alphonsus de Soria, ex provisione facta per Augustinum Vicecancellarium, visa per Marcellum Figuerola, et de la Raga, Regentes Cancellariam.

X*.

La regina Giovanna e il re Don Carlo di Castiglia e di Aragona (poi Imperatore Carlo V), a petizione di Angelo Marongio, confermano alla città di Sassari tutti i suoi antichi privilegi ed esenzioni.

(1519. — 23 marzo).

Dai Regii Archivi di Barcellona, SARDINIAE, I, fol. 289 e seg.

In Dei Nomine: Pateat universis quod Nos Joanna et Carolus Dei gracia Reges Castellae, Aragonum, Legionis, utriusque Siciliae, Hjerusalem, Navarrae, Granatae, Toleti, Valentiae, Gallitiae, Majoricarum, Hispalis, Sardiniae, Cordubae, Corsicae, Murciae, Giennis, Algarbii, Algezirae, Gibraltaris, ac Insularum Canariae, nec non Insularum Indiarum, et terrae firmae Maris Oceani, Archiduces Austriae, Duces Burgundiae et Brabantiae, et Comites Barchinonae, Flandriae et Tirolis, et Domini Biscayae et Molinae, Duces Athenarum et Neopatriae, Comites Rosilionis et Ceritaniae, Marchiones Oristanni et Goceani, etc.

(1) Luigi Alagon di Arborea era l'ultimo dei fratelli di Leonardo Alagon marchese di Oristano e conte di Goceano.

(2) Appellato *Greuge* in lingua catalana.

(3) Il giudice nominato dal re fu *Micer Marcelo*, e l'altro nominato dalle CORTI fu *Micer Alfonso*.

(4) La sentenza fu data nel 16 gennaio 1519. Con la medesima furono dichiarati violenti e nulli tutti gli atti fatti fare nel castello di Sciativa al detto Don Luigi Alagon, mentre vi era ditenuto, coi quali egli si era confessato colpevole, ed avea approvato la sentenza capitale del 15 ottobre 1477 che lo avea colpito assieme agli altri suoi fratelli, ai nipoti, ed al visconte di Sanluri; e quindi fu reintegrato nei suoi dritti (Ved. *Dissertaz.* Sesta, supr., e i *Diplomi* e *Carte* del Sec. XV, ann. 1495).

Digitized by Google

Licet diebus practeritis, cum vos dilectus noster Angelus de Maronjo Miles Civitatis nostrae Sassaris dicti Sardiniae Regni tamquam Sindicus ad nos pro civitate eadem, ejusque universitate, et illius incolis civibus et habitatoribus, cum pleno et speciali mandato ad id specialiter destinatus, creatus, missus et deputatus sacramentum et homagium fidelitatis et vassallagii, ore et manibus comendatum, debito modo in similibus praestari assueto nobis tamquam regibus et dominis naturalibus dictorum Regnorum, ac dictae civitatis Sasseris et ipsius universitatis, cum instrumento publico acto in civitate nostra Cesaraugustae die 3 mensis Junii anni proxime effluxi 1518, et per magnificum consiliarium et secretarium nostrum Joannem Gonzales de Villa simple recepto et testificato in posse et manibus dicti nostri Regis, seu nostri Vicecancellarii praestitistis, de quo quidem instrumento Nos Rex praefatus ad supplicationem vestri praefati Sindici, et eo nomine simili cum juramento per Nos solemniter praestito, omnia et singula privilegia, capitula, franchitates, libertates et immunitates, bonos usus et consuetudines per Nos, aut per Serenissimos Dominos Regem Ferdinandum patrem et avum, Joannemque avum et proavum nostros memoriae recolendae indultos et concessos, indulta et concessa dictae civitati, universitatique, et singularibus ejusdem sicut in eisdem continetur; ac etiam concessas et concessa per retro Reges Praedecessores eorum et nostros quemadmodum per eosdem Reges patrem, avum et proavum, et alios confirmata et confirmatae fuerant; et sicut laudavimus, approbavimus, juravimus, et perpetuo confirmavimus cum modificatione, limitatione et clausula, videlicet; *prout in his actenus usi fuerunt et sunt*, prout haec et alia in instrumento eodem, ad quod nos referimus, latius enarratur: Tamen quia nunc, uti veridica informatione nobis facta constat, praelibati Serenissimi Reges pater, avus, et proavus nostri, ac etiam caeteri retro Reges praedicti omnia et singula ipsa privilegia desuper mencionata dictae civitati, et universitati, et singularibus ejusdem concessa, nulla adjecta modificationis aut limitationis clausula, sed simpliciter et cum eodem juramento per se omnesque successores dicti regni praefatos laudarunt, approbarunt, ratificarunt, jurarunt et perpetue confirmarunt; et ex eo nobis humiliter supplicastis ut inhaerendo nos vestigiis dictorum Regum et aliorum praedecessorum nostrorum praefata omnia et singula ipsa privilegia sic vobis concessa, ac etiam confirmata, remota dicta modificationis et limitationis clausula, confirmare, laudare, rattificare et approbare ex nostra solita benignitate dignaremur: Nos vero moti respectibus his, quibus praefati Serenissimi Reges moti extiterunt, nec non attenta innata fidelitate dictae civitatis et universitatis illiusque habitantium, civium et populatorum, supplicationi ejusdem benigne annuimus: Tenore igitur praesentis, deque nostra certa scientia et potestate, deliberate et consulto, omnia et singula privilegia desuper mencionata, nec non et cunctas alias libertates, immunitates, gratias et privilegia quaevis per quoscumque praedecessores nostros Aragonum Reges vobis concessas et indulta, quae hic pro insertis de verbo ad verbum totaliter haberi volumus et jubemus, et omnia et singula in eis contenta vobis dicto sindico seu dictae universitatis et civitatis Sasseris et apendiciorum ipsorum, ac eorum singularibus, per nos et omnes haeredes et successores nostros quoscumque laudamus, aprobamus, ratificamus, et confirmamus, ac nostrae confirmationis praesidio roboramus, prout melius et utilius dici et intelligi potest, ad vestrum, ac dictae universitatis et apenditiorum ipsius, et eorum singularium, et vestri, et eorum successorum commodum et bonum etiam intellectum. Promittentes in nostra bona fide Regia, et jurantes nos Rex praefatus nomine nostri et nostrae dictae Reginae per Deum et nomen domini nostri Jesu Christi, et ejus sacrosancta quattuor Evangelia manualiter tacta, praedicta omnia et singula per Nos et successores nostros quoscumque tenere et observare, ac observari facere inviolabiliter per quoscumque, et non contravenire quavis causa. Mandantes per hanc eamdem specialiter Mag.^{cis} Consiliariis et dilectis nostris in dicto Sardiniae Regno Vice Regi et Gubernatori Generali, Reformatoribus et Gubernatoribus in Capitibus Calaris, Gallurae, et Logudorii, Regio Procuratori et ejus Locumtenenti, Vicariis, Potestatibus, Capitaneis, Consiliariis, caeterisque officialibus et subditis nostris in dicto Regno constitutis et constituendis, et dictorum officialium Locumtenentibus expresse et de certa scientia, ad nostrae gratiae et amoris obtentum, poenaque florenorum auri Aragonum duorum mille nostris inferendorum aerariis, ut nostram hujusmodi confirmationem, laudationem, approbationem et omnia et singula desuper contenta teneant firmiter et observent, et faciant per quos deceat observari, et non contrafaciant, vel veniant, aut aliquem contrafacere, vel venire sinant, ratione aliqua, sive causa, cum nos sic de certa scientia decrevimus ordinandum. In cujus rei Testimonium praesentes fieri jussimus nostro communi sigillo inpendenti munitas. Datum in civitate nostra Barchinonae die 23 mensis Martii, anno a Nat. Domini 1519, Regnorumque nostrorum, videlicet Reginae Castellae, Legionis, Granatae etc. anno sexto decimo, Navarrae quinto, Aragonum vero, Utriusque Siciliae, Hjerusalem, et aliorum quarto, Regis vero omnium quarto.

✠ Signum Joannae, et Caroli Dei gratia Reginae et Regis Castellae, Aragonum, Legionis, utriusque Siciliae, Hierusalem, Navarrae, Granatae, Toleti, Valentiae, Gallitiae, Majoricarum, Hispalis, Sardiniae, Cordubae, Corsicae, Murciae, Algarbii, Algesirae, Gibraltaris, ac Insularum Canariae, nec non insularum Indiarum et Terrae firmae Maris Oceani, Archiducissae et Archiducis Austriae, Ducissae et Ducis Burgundiae et Brabantiae, Comitissae et Comitis Barchinonae, Flandriae et Tiroli, Dominae et domini Biscayae et Molinae, Ducissae et Ducis Athenarum et Neopatriae, Comitissae et Comitis Rossilionis et Ceritaniae, Marchionissae et Marchionis Oristanei et Gociani. Yo el Rey. — V.^{t} Cons. V.^{t} Augustinus Vic. V.^{t} Generalis Thes. V.^{t} Cons. G.$\bar{n}$lis. — testes: Reverendissimus Pater Tarracaneus. Archiepiscopus Cancell., Illustrissimus Guillelmus de Croy Dux de Sona et Dominus de Xebres, et Joannes de Cardona Admiratus Aragonum, et Dux de Candia.

✠ Signum Joannis Gonzales de Villa simplici praedicti praefatorum Serenissimorum Dominorum, Reginae et Regis Secretarii, Regiaque authoritate per universam

Digitized by Google

eorum terram et ditionem pubblici nottarii, qui praedicta de praefati domini Regis Mandato scribi cum raso virgulato in praesenti signatura inter partes ubi legitur: *praedicta de*, et clausi.

Dominus Rex mandavit mihi Johanni Gonzales de Villa Simplici in cujus posse iuravit. Visa per Canc. Vic. et per Generalem Thesaurariam et cons. — In Sardin. primo fol. 289.

XI*.

Diploma dell'imperatore Carlo V a favore d'Isabella Villamarì principessa di Salerno, col quale sono confermati e ampliati i dritti e privilegi già conceduti a suo padre Bernardo Villamarì sulla città di Bosa, luoghi, terre, porti, e fiumi dipendenti, e le sono pur fatte nuove concessioni, specialmente riguardo alla libertà della pesca ed estrazione dei coralli.

(1519. — 14 settembre).

Dagli antichi Archivii della Città (Municipio) di Bosa.

Carolus Divina favente clementia Romanorum Imperator Caesar semper Augustus et Joanna Mater et idem Carolus ejus filius Dei gratia Reges Castellae, Aragonum, Legionis Utriusque Siciliae, Jerusalem, Navarrae Granatae, Toleti, Valentiae, Galitiae, Majoricarum, Hispalis, Sardiniae, Cordubae, Corsicae, Murciae, Giennis, Algarbii, Algesirae, Gibraltaris, ac Insularum Canariae, nec non Insularum Indiarum ac Terrae firmae Maris Oceani, Archiduces Austriae, Duces Burgundiae et Brabantiae, Comites Barchinonae, Flandriae, et Tirolis, et Dñi Biscayae et Molinae, Duces Athenarum, Neupatriae, Comites Rossilionis et Ceritaniae, Marchiones Oristanei, et Gociani . Spectabilibus, Nobilibus, Magnificis consiliaris dilectis et fidelibus nostris, Locumtenenti generali et Regenti nostram Cancellariam Prōrique Regio aut id officium Regenti in dicto Sardiniae Regno, Gubernatoribus etiam insuper in Capitibus Calaris Gallurae et Logudorii, ac insuper potestatibus, Vicariis et Consiliariis Civitatis Sasseris, Alguerii, et Oristanei, ac denique Baronū haereditatis, et feudatariis enphiteuticariis, allodialiis, terras tenentibus, eorumque Capitaneis, officialibus, majoribus, juratis, caeterisque demum Universis, et singulis officialibus, et subditis tam nostris quam aliis in praedicto Sardiniae Regno constitutis et constituendis, dictorum officialium Locumtenentibus et cuilibet eorum pūtibus et futuris ad quem, seu ad quos spectet, prāetesque fuerint praesentatae, et de quibus exequendis fuerint requisiti salutem et dilectionem. Quia odierna die cum nostro opportuno privilegio, ex causis justissimis in eodem expressis, confirmavimus, et si et quatenus opus sit de novo concessimus Illustri et dilectae nostrae Isabellae de Villa Mari Principissae Salerni, Comitissae Caputacii et Dominae utili Civitatis Bosae Curatoriae de *Opia*, Civitatem ipsam Bosae cum eius Castello, Planargiis, sive Villis ejusdem nominatis Suni, Sagama, Tresnuragues, Sindia, Magumadas, Femura, et Modolo populatis, et aliis villis, locis etc. expopulatis, sitis et positis in Capite Logudorii dicti Sardiniae regni, cum hominibus ibidem habitantibus, et foeminis, et habitaturis, et cum redditibus et servitutibus realibus et personalibus, muneribus seu donis et questis, domibus aliisque etiam aedificiis, molendinis, aquis dulcibus et salsis, aquaeductibus, aquarumque decursibus, et flumine coram ipsa Civitate decurrente, et cum Duanis Portubus, seu Carricatoriis, tam in mari quam in flumine praedicto, et cum omnibus piscationibus etiam vetitis seu prohibitis, ut puta *coraliorum*, et aliarum quarumvis piscationum, et insuper cum omnibus *tractis*, seu Extractionibus frumenti, ordei, annonae, equorum, et jumentorum, et aliarum rerum prohibitarum per portus et carricatoria ejusmodi Civitatis, et Plagiarum, seu Villarum praedictarum, et cum juribus omnibus seu vectigalibus, et Gabellis quas pro rebus, seu mercibus in portum, et plagiam seu flumen dictae Civitatis subductis et advenientibus ad flumen predictum, intrantibus seu exeuntibus ratione exitus, seu extractionis, seu alias quoquomodo colliguntur seu exiguntur, aut colligi seu exigi solita sunt, et cum poenis seu calumniis, in quas fraudantes solvendi jura, et gabellas, tam de consuetudine, quam de jure incidunt, et ab eis exiguntur, et cum omnimoda iurisdictione *alta* et *bassa*, mero et mixto imperio, et exercitio ejusdem, prout haec et alia, infeudationibus, immissione in Allodium, concessionibus, et aliis diversis provisionibus, super praedictis obtentis et concessis praecalendata confirmatione et nova confirmatione die pūti facta plenius recitantur· insuper in dicto eodem privilegio confirmamus et de novo concedimus dictae Illustri principissae Curatoriam de Opia, in qua sunt Villae, Turres, Palatium, seu Castrum, vocatas et vocata Moros, Sorodo, Castia, Laqueses, Ardera Birequiri de Ardera, et turris seu castrum aut palatium de Ardara sitae et positae, sita et posita in encontratis *de* Meologo in Capite Logudorii dicti Sardiniae Regni, quas et quae dicta principissa tenet et possidet in purum et francum Allodium, una cum villis dirutis et populorum, cum omnibus et singulis terminis et pertinentiis eorum, et cum saltibus, nemoribus, terris cultis et incultis, et cum molendinis, aquis, fluminibus, aquarum decursibus, et cum hominibus et foeminis, et cum omnimoda jurisdictione *alta* et *baxa* meroque et mixto Imperio, et gladii potestate et caeteris quibuscumque juribus, usibus dominio, et pertinentiis universis, prout in cartis seu privilegiis et concessionibus de eisdem factis, ad quos nos referimus, latius continetur, sinę tamen aliquo praejudicio alias concessorum in Allodium. Qua de re fuit pro parte dictae Illustris principissae nobis humiliter supplicatum, ut formam privilegii ipsius ad unguem observare dignaremur, non obstante quod super piscatione *coralliorum* dictorum, seu eorumdem commercio seu extractione fuerit aliquibus juribus pro parte Civitatis Alguerii oppositum, pretendendo q.d nulli, praeter habitatoribus ejusdem civitatis, est licitum facere seu habere barcas ad piscandum *Coralia:* et ulterius *Coralia* quae piscantur in Bosa habeant adduci et expediri in Alguerio, praetendentes *Alguerenses* hoc eis pertinere virtute cujusdam privilegii, seu ordinationis Serenissimi Regis Petri Aragonum felicis recordationis datae in Monasterio Populeti die vigesimo nono mensis Julii anno a Nativitate Domini Mill.mo tercentesimo

Digitized by Google

octuagesimo quarto in eo habentis, quod omnes Barcae perquirentes seu trahentes *coralium* a maribus *del Cap de Napoles* usque *à la llinaria* habeant, et teneantur deferre, et facere portum suum in Alguerio, et non alibi, quod solvatur, et solvere teneantur illud majus jus, q.d pro dicto *Coralio* solvi est assuetum, tam per habitatores dictae Villae, qūa per extraneos, et hoc sub poena amissionis suarum barcarum, rerum et mercium suarum, ac virtute etiam cujusdam provisionis Serenissimi D.ni Regis Ferdinandi Patris et Avi nostri indelebilis memoriae, Dat. in pūti Civitate-Barchinone die vigesima quarta octobris anno a Nativitate Domini millesimo quadringentesimo nonagesimo tercio, in quo habetur, q.d Nobilis de *Villa-Mari* Capitaneus Regiae Classis conabatur favere portum in Bosa, et exigere intus *coralia* quae piscantur et carrigantur et commerciantur in dicta Civitate Bosae, volentes, obtinentes illam dare intelligi praefato D.no Regi q.d Civitas Bosae non habet portum et carricatorium, quod fuit valde alienum a veritate, quia de contrario aperte constat; imo civitas ipsa Bosae habet et habuit semper portus et carricatoria et est Civitas insignis, et de principalioribus dicti Regni, et fuit concessa, et alienata cum portibus et carricatoriis, et doanis, et alias piscationes, et praerogativas, desuper expressas habuit et habebat ante concessionem praecalendati privilegii, Datum in Caenobio Populeti, piscationem et commercium *coraliorum*, prout constat per Capitula edita in Civitate Bosae per olim tunc Vice-Comitem (1), Bosae Dominum et possessorem dictae Civitatis Bosae sub anno Domini millesimo tricentesimo trigesimo octavo q.d prout thenore illius deprehendimus, fuit illis concessum cum illis verbis, q.d teneantur degere et portum facere in Alguerio, ad finem et effectum, ne extranei et alienigenae venientes ibidem ad *coralandum*, postquam suos *coralios* piscatos, et recolectos tenerent, remanerent in portibus desertis, et in Eremis vicinis Alguerio, unde possent recedere et revertere ad proprios lares suos insciis collectoribus Gabellarum et Jurium Regalium, illisque minime solutis, quod cederet in damnum Curiae nostrae, et *Alguerensium*. Hoc quippe detegitur manifeste q.d ipsa de causa fuit concessum dūm privilegium cum in eodem nulla sit mentio de Civitate Bosae quae fuit semper et inpraesenciarum est de dictis portu, carricatoriis, et doanis, et aliis omnibus supradictis in plena possessione usu, et exercitio eorumdem. Verum ex quo *Alguerenses* multocies non cessant insistere super praetensis, et hanc ob causam, dum essemus in Civitate Caesarugustae, die videlicet tercio Mensis Augusti anni proxime elapsi, fuit pro parte ipsius Principissae humiliter praesentata in nostro Sacro Consilio quaedam supplicatio, in qua petebatur, ne aliquid concederetur dictae Civitati Alguerii in prejudicinm dtae Civitatis Bosae, cui fuit facta provisio q.d fuit, *ut supptur*, et quod intimaretur Galcerando Requenzes Syndico Alguerii in pūti in hac nostra Curia, cui illico praedicta fuerunt intimata et notificata, et ex quo nihil in scriptis respondit, successive ad auditum dilectmi nri Michaelis Joannis Gomes Alumni et Proris Principissae predae pervenit, q.d dictus Sindicus Alguerii intendebat cum magno studio obtinere a nobis aliqua privilegia, seu provisiones praejudicalia seu prejudicales dae Civitati Bosae, signanter super dictis *Corallis*, fuit per dictum Prorem pro parte dictae Principissae in dō nostro Sacro Consilio praesentata, die videlicet octavo mensis Junii proxime elapsi, alia Spp° continentiae, seu effectus supradicti, et per dm Sacrum Consilium fuerunt d.° Galcerando Requensez sindicho pred.° concessi sex dies tunc prope sequentes ad respondendum praedictis petitionibus, seu supplicationibus, eidem iniungendo intra dcs sex dies diceret, peteret, produceret quidquid voluisset super omnibus his, in et super quibus praetendebatur cernere interesse dae Principissae, seu cedere in eius praejudicium, cum cominatione qd lapsis dictis sex diebus amplius non audiatur super praedictis, intra quos quidem sex dies, nec usque in hodiernum diem, dictus Sindicus Alguerii nihil respondit: eam ob rem, quia evidenter aparet praecalendatam provisionem fuisse subrepticie et obreticie impetratam, sub velamine et colore interpretationis seu declarationis praecalendati privilegii, volendo eidem citra ejusdem mentem et seriem dare novum sensum et intellectum; Idcirco, quia volumus, prout par est, qd dictae Civitates quae vicinae sunt maneant in tranquillo statu unaquaeque earum, de eo qd suum est contentae, mentem nostram declaramus utque aliae civitates dicti Regni in dicto privilegio confirmationis, ut praedicitur, die pūti expedito singulariter nominatae et descriptae, habeant teneant, et faciant omnes et unaquaeque earum in omnibus encontratis et Villis ibidem designatis et specificatis, vicissim, et vice versa, commercium et *Trafugum*, (sic) prout per habitatores eorumdem, cuilibet ipsarum est fieri solita, et eisdem est concessum et indultum. Ad humilem praeterea supplicationem pro parte dictae Principissae Nobis factam Vobis, et unicuique vestrum serie prtium dicimus, et districti precipiendo mandamus sub irae, et indignationis nostrae incursu, poenas florenorum auri Aragonum trium mille a bonis cuiuslibet contrafacientis irremissibiliter exigendorum, nostrisque inferendorum aerariis, quatenus praehabitum privilegium Confirmationis praetae sūb dāt hujusmodi ac omnia singula in eodem contenta, et in pntibus etiam enarrata, specificata, et contenta praefatae Principissae, et suis haeredibus perpetuo omnino teneantur et omnimode teneatis, et inviolabiliter observetis, teneri et observari ab omnibus inconcusse faciatis, juxta illius et pūtium series, et tenorem, praefactae Principissae suisque haeredibus et successoribus, et in perpetuum sinendo, et libere permitendo eadem et easdem, ejusque nomine Civitatem praedam de Bosa, una cum *Plumargia*, seu Villis ejusdem, et Curatoria de *Opia* tenere, et possidere, cum omnimoda potestate et facultate jurisdictionis *alta* et *baxa*, et exercitio earumdem, et cum perceptione omnium jurium, reddituum, fructuum, et emolumentorum, et cum piscatione etiam et comercio dictorum *coralliorum*, et aliorum omnium jurium lucruum, et cum tractis et

(1) Chi era questo Visconte *signore e possessore della città di* Bosa, il quale nel 1338 fece pubblicare dei *capitoli* per la libertà della pesca e del commercio dei coralli? — Era, senza dubbio, Aimerico, *visconte di Narbona*, marito di Beatrice *di Arborea*, figlia del *Giudice* Mariano IV, e sorella della famosa Eleonora, ossia l'avo di Guglielmo III *visconte di Narbona*, il quale nel principio del secolo XV pretese colle armi, contro i sovrani di Aragona, alla successione nel Giudicato *di Arborea* (Ved. sopr. Dissertaz. Sesta). Evidentemente il dominio e la *signoria* sulla città di Bosa era a lui provenuta da sua moglie Beatrice, figlia di detto Mariano IV *di Arborea*.

Digitized by Google

extractionibus omnium rerum prohibitarum, quas quidem extractiones dicta Principissa, et ejus successores, uti est jam eis concessum, possint ipsas facere extractiones per portum seu portus Bosae semper et quotiescumque per alios portus, seu *carricatoria* dicti Regni generaliter vel specialiter fiant extractiones, nulla a nobis, nec ab officialibus nostris petita seu obtenta licentia, prout est jam sibi, et suis concessum, et cum comercio et exercitio intrandi, et exercendi, et exeundi con mercibus et mercimoniis in et ab Incontratis, Villis et locis de *Curadoria* Dore, de Villa Orani Manno, Comitatus Gociani, de *Montiverro*, de *Costa de Valls*, de Turralba de Meologo, Javi, Cossaini, Marguini, Macumere, Parte barigada et in villis terris et locis Petri Martini de Ferreris, prout ea omnia et singula eidem Principissae, et suis sunt concessa, et permissa, et de eisdem in possessione usu et exercitio uti et frui sine aliqua contradictione, libere, ad unguem faciatis, et permittatis, non obstantibus quibusvis pragmaticis, concessionibus, seu provisionibus ac litteris quibuscumque factis seu faciendis in contrarium venientibus, quibus ex nunc pro tunc ex causis praedictis derogamus, ac etiam easdem earum serie revocamus. Nos enim vobis contrarium omnimodum faciendi, etiam cum nullitatis decreto, auferimus potestatem; illaque omnia et singula pro expressis teneatis et observetis, exequi et complere inviolabiliter faciatis, dictamque Principissam in pleniori ejus suorumque Vassallorum possessione vel quasi defendatis, manuteneatis utiliter contra cunctos, et non contraveniatis, seu contravenire faciatis, nec facere praesumatis, directe vel indirecte, quavis ratione vel causa, si gratiam nr̄am caram habetis, iram ac indignationem, ac poenam praeappositam cupitis non subire. Datum in Civitatate Barchinonae die decima quarta Mensis septembris anno a Nativitate Domini millesimo quingm̄o decimo nono. Yo El Rey. V.to Caus. V.t Lug. Sancles g̃nalis Thes. V.e Augustinus Vils Conservator g̃lis in Int. sues S.t Z l y z j.

Sig✝num Mag.ci Francisci Joannis Dalmao Civis Jux̄tae civitatis Valenciae, qui huic transumpto aucthoritatem suam interposuit pariter et decretum.

Sig✝num mei Antonij Nos aūthe Regia not. pubc̄i Valenciae, ac per totam terram et dominationem Serenissimi Domini Aragonum Regis Scribae Curiae, cunctis D-E Civitatis, qui huic transumpto aucthoritatem dicti Mag.ci Justitiae, ejusque iuxta mandatum interposui pariter et decretum.

Sig✝num Joannis Soler anthē Regia Notarii pubc̄i Valentiae et per totam terram et dominationem Illm̄i Domn̄i Regis Aragonum, qui transumptum preinsertarum regalium provisionum a sui originali forma abstraxit manusque alterius scribere fecit, et cum eadem diligenter comprobavit, clausitque, loco die et anno in prima linea content. Cum ex distantia Locorum de fide et legalitate Notariorum saepe dubitetur, idcirco nos Franc̄cus Joannes Dalmau civis. Justitiae Civitatis Valentiae in Civilibus testamur, fidemque facimus ad quos hae devenerint litterae sive praesentatae fuerint q.d supranominatus Joannes Soler Not. qui supra d.m transumptum a sua originali forma abtraxit, et Antonius Nos Nott. qui suprad. transumptu anthea nr̄a pariter et decretum interposuit, sunt Notarii pubblici pred.ae Civitatis Valentiae et in Matricula Collegii Tabellionum jam d.ae Civitatis pro talibus habiti, tenti, et reputati sunt palam inter notarios: propterea supra d.o transumpto, cunctis aliis actibus attestationibus scripturis per supra nominatos Antonium Nos Notarium et scribam nr̄u, et Joannem Soler Notarios exceptis, clausis, et subsignatis fides plenissima in Judicio et extra valet p. quospiam adhiberi; in quorum omnium et singulorum fidem praesentes potentes, sigillique nostri Justitiae officii appositione munitas providimus vobis fore destinandas, quae datae, fuere Valentiae die vigesima tercia mensis Augusti anno a Nat. Domini Mill. quingentesimo vigesimo.

Copia hujusmodi regalium provisionum, sine executorialium pro ut jacet, extrata fuit a quodam exemplo recondito et conservato in Archivio Domus Consilii p̄utis Civitatis Bosae, licet manu aliena, bene et fideliter, per me inf.tum notarium et secretarium ad verbum, ut videre est, comprobata, in cujus rei fidem et testimonium, ut plenaria fides ipsi tamq.m suo originali ubique in judicio et extra tribuatur, Ego Joannes Uras anthoritatibus apostolica ubique Regia p. totum p̄no Sardiniae Regnum nott. pub. et secretarius d.ae Domus Concilii p̄utis Civitatis Bosae de Mandato Magnificorum Dnor̄um Consiliariorum Civitatis, hic me subscripsi solitumque meum, quo utor, in claudendis pubblicis scripturis, apposui, q.d est tale Sig✝num.

Sig✝num Josephi Antonii Lay aucthoritate Regia per omne praesens Sardiniae Regnum pub.ci Caus. Nott. et istius locum tenens Sedis ac Regiae Aud.e G.lis, qui hujusmodi copia in his quinque papiri foliis p̄uti comprensa, alieno scripta Calamo, extracta fuit ab alia copia non anth.a quae remanet inserta fol 237 processus orig.lis Capitulorum Curiae celebratorum per ex̄m. Ducem de Monteleon Proregem et Capitaneum Gen̄alem erat istius d.ti Regni in anno 1689 et comprobata concordat, quae quidem copia extracta fuit in executionem decreti facti per Ill.m Comitem R. R. C. die tertia mensis 7.bris prope effluxi currentis anni, ad calcem cujusdam supp.nis porrectae per nob.m et Mag.cum S. V. D. D. Ignacium Paliacho R. C. in And.a Civili istius Regiae Aud.ae Die tertia mensis octobris anno a Nativitate Domini millesimo septingentesimo vigesimo nono latae.

XII*.

L'imperatore Carlo V, a petizione d'Isabella de Villamarì principessa di Salerno, e signora di Bosa *in Sardegna, revoca il* privilegio *accordato alla città di Oristano per la importazione ed esportazione di merci e derrate provenienti da certi luoghi dell'isola, e rimette in vigore la prammatica del re Don Ferdinando II* (il Cattolico) *sulla libertà del commercio insulare.*

Digitized by Google

(1519. — 20 settembre).

Dai Regii Archivi di Cagliari, Vol. B. C. 28. fol. 59 e seq.

Don Carlos per la Divina gracia etc. rey dels Romans e I. Imperador Cesar sempre augusto, Dona Joana e lo dit don Carlos son fill Reys de Castella de Arago de Leo de les dos Sicilies de Hierusalem de Granada de Navarra de Toledo de Valencia de Galicia de Mallorques de Sevilla de Sardenya de Corsegua de Murcia de Jaen dels Algarbes de Algezira de Gibraltar de les iles de Canaria et de les iles indies e terra ferma del mar Ocean, Archiduchs de Austria duchs de Burgundia e Bravant, Comes de Barchinona e Flandres e de Tirol ecc. Senores de Viscaya y de Molina duchs de Atthenas y Neopatria comtes de Rossello y de Sardenya Marquesos de Oristany y de Gociano.

Als spectables nobles magnifichs amats consellers e feels nostres Don Angel de Vilanova llochtinent general nostre a micer Miguel Myr Doctor en cascun dret regent la nostra cancellaria en lo dit regne e als governadors y reformadors en los Caps de Caller gallura y llugudor Procurador real e mestre Racional y a tots e sengles officials nostres y persones qualsevol en lo dit regne constituhits e constituhides a qui prevenga y seran les presents presentades y als homens de dits officials y a cadahu dells salut y Dilectio . per humil exposicio del amat nostre Miguel Joan gomes familiar y procurador de la Ill. y amada nostra Dona ysabel de Vilamari principessa de Salern condessa de Capasco Senora quesdiu de bosa y de Curadoria de opia migencant supplicacio presentada en lo nostre sacre real consell en que ha deduhit que trobantnos a tres del mes de Agost del any proppassat en la nostra ciutat de Saragossa alcont per lo semblant se trobaren los sindichs de les ciutats de Sacer Lalguer y Oristany les quals vicinen ab la dita Ciutat de bosa y terres de la dita principessa y vehent Gabriel de leo procurador de la dita principessa que los dits sindichs entenienen obtenir de nos algunes gracies y provisions en favor de les dites ciutats y per que posueren esser preyudicials a la dita ciutat de bosa y altres terres de la dita principessa fon per lo dit Gabriel de leon en lo dit nom presentada una supplicacio en lo dit nostre real consell demanant que no fos atorgat a minguna de les dites ciutats cosa alguna que pogues esser en prejudici de la dita princessa. Efonch provehint en lo dit nostre sacre real consell que minguna cosa sens que primer fos hoit lo procurador de aquella. E estant la dita provisio sens cridar ni hoir la part de la dita princessa es estat obtengut de nos per part de la dita ciutat de Oristany entre les altres coses per nos a aquella en via de Capitols abtorgades hun privilegi del tenor seguent . Item suppliquen assa real magestat que attes y considerat la dita ciutat sua de Oristany la privilegi que totes mercaderies y vitualles de les quatre encontrades ço es Ulcier parte barigado mandralusay y margini macomer han de ser portades en dita Ciutat de Oristany exaguades en la duhana real de dita ciutat de Oristany que per excencio y observacio del dit privilegi li sie licit y permes de aqui anant als consellers de la dita ciutat ab voluntat consentiment y decret del magnifich potestat e del Lochtinent del procurador real en dita Ciutat crear y deputar hun algutzir o guarda que Puga guardar y forçar a les dites encontrades que totes les dites mercaderies y vitualles sien portades a la dita ciutat iuxta forma de lo dit privilegi e pendre los qui contrafaran e fraudaran la tenor del dit privilegi ordenant que les mercaderies fora de dites encontrades terres per dit algutzir se trobaran sien applicades e dividides en tres parts la primera als confrens de sa magestat la segonda a les muralles de dita ciutat la tercera altal algutzir qui fara la execucio per sos treballs comno li sie costituhit altre salari e ultra que sera observat dit privilegi se augmentaran los dricts de dites duhanes reals e rēplica de dita ciutat de Oristany. Plau a sa magestat per temps a son real beneplacit durador en virtut del qual han nomenat hun alguatzil aquell han tremes per les dites encontrades y trobant una flora de carros de cuyros y formatges y altres mercaderies que accavena bosa ha presos y portats en Oristany confiscant applicant tos Officiales de Oristany com abaus de bona guerra de hout vengut a noticia de la dita princessa es estat per part sua recorregut a nos no sens gran clamor dihent que lo dit privilegi obtengua com dites estant la dita provisio es surreptici o obreptici impetras callidament callada la veritat y expressa falsedat Car no ignoren tots los de Oristany com per lo Serenissim Senor Rey don Ferrando nostre pare e avi de louable recort atorga al magnifich amat conseller nostre mosser bernar de Villamari que poguessen de les sues terres que tenie en aquest regne e e te vuy com a filla y herena universal de aquell la dita princessa intrar exir y comercar liberament en les dues encontrades e altres e de aquelles viceversa en les sues terres metent y traent totes les mercaderies y robes acostumades segons appar per la concessio de aquell feta a vos en autentica forma reverentement exibida del tenor seguent. — Nos don Ferrando per la gracia de deu rey de Castella darago de leo de Sicilia de Granada de toledo de Valencia de galicia de mallorques de sevilla de sardenya de cordova de corsega de murcia de jaen del algarbe de algezira de gibraltar y des les illes de canaria comte de barcelona senyor de vizcaya y de molina duch de Athenas y de neopatria comte de rossello y de Sardenya Marques de Oristany y comte de gociano com en los temps passats per los serenissimos reys predecessors nostres de gloriosa recordacio y per nos sien estades fetes diverses provisions pragmatiques e ordinacions circa la extractio de les mercaderies e altres havers del nostre regne de Sardenya ques fa per los ports nostres reals essent en aquell temps lo marquesat de Oristany e comtat de gociano detenguts per los llavors marquesos e comtes e apres de applicats a nostra real corona los dits marquesats e comtat segons experiencia ha mostrat les dites provisions pragmatiques e ordinacions en la observancia e execucio delles han portat alguns contrarjs per forma que es necessari fer la provisio deguda E perço volents sobre les dites coses saludablement e com conve provehir per conservacio e augment de la cosa publica de aquell nostre regne de Sardenya y dels drets rendes e emoluments nostres reals ab tenor de les

Digitized by Google

presents les quals volem y manam tenir forsa de real pragmatica de nostra certa scientia delliberadament e consulto e per nostre propri motiv provehim ordenam e manam que daci havant sie llicit e permes als habitants e habitadors en la nostra Ciutat de Oristany entrar comerciar negociar e contractar en les encontrades de parte de montis parte usellus parte valensa e marmilla e traure de aquelles e quiscuna delles totes les mercaderies que volran E per lo semblant tos habitadors en la nostra ciutat e castell de Caller puguen e lis sia licit e permes negociar entrar comerciar e traure liberament les dites mercaderies en e de totes les dites encontrades axi com vuy fan del restant del cap de Caller E mes avant provehim ordenam e manam que axi les nostres ciutats de sacer e vila del alguer com la ciutat de bosa la qual te e posseheix mossen bernar de villa mari capita general de nostre marittym exercit com a ciutat real e rete totes les facultats prerogatives e preheminencies que tenen les ciutats viles e ports reals ab omnimoda saloctat de aquelles dites facultats prerrogatives e preheminencies e sens lesio e perjuy de aquelles les dites ciutats de sacer vila del Alguer e ciutat de bosa. E los vassalls e habitadors presents e esdevenidors de aquelles e de quiscuna delles puguen e lis sien licit e permes liberament entrar negociar contractar comerciar e traure totes mercaderies e vituvalles en e de les encontrades de curadoria Dore biti anela comtat de gociano e ses encontrades montiverro costa de valls Toralba meologo juve e cossehini e margine e macomer e en la encontrada de parte barigado e en les villes y terres de mossen pere martj de ferreres . E volem axi mateix que les dites cintats de sacer Oristany e vila del Alguer e poblats en ellas puguen per lo semblant e lis sia licit e permes entrar e negociar contractar commerciar e traure totes vituvalles mercaderies sardesques en e de les matexes encontrades e en la dita ciutat de bosa e ses terres liberament e sens contradicio alguna. E a co no obstant qualsevulla pragmatiques provisions statuts e ordinacions en contrari fins assi en qualsevol manera fetes e decretades com axi per lo benefici utilitat e benavenir de la cosa publica de aquell regne nostre ho haiam provehit e vullam sie fet exeguit e complit ab tot effecte de obra. Pertant notificants les coses damunt dites ab cascuna delles ab tenor de aquelles matexes di hem y manam als spectable magnifichs amats consellers e fahels nostres los Lochtinent general en lo dit nostre regne de Sardenya e governadors en los caps de saller gallura e lugudor procurador real nostre en lo dit regne potestats consellers officials maiors jurats e bons homens e altres qualsevol officials e subdits nostres en lo dit regne e qualsevol part de aquell costituhits e costituhidors e assenyaladament a universes e sengles officials de les dites e desus nomenades terres e encontrades als quals les presents pervendram e presentades saran e pertanguen en qualsevol manera les coses demunt specificades expressamente de la dita nostra certa scientia e sots encorriment de nostra ira e indignacio e pena de deu milia florins de or de Arago a nostres cofrens applicadors que attesa e diligentment mirada la present nostra provisio e real pragmatica aquella e totes e sengles coses en ella contengudes e specifica des tenguen fermament guarden e observen tenir guardar e observar facen inviolablement a la virgbe iuxta la serie y tenor per qualsevol persones e contra aquella no facen ne venguen contrafer e venir permetan per alguna via causa o raho si la gracia nostra tenen cara e la dita pena desigen evitar com axi procehesca de nostra determenada voluntat tot dubte dificultat contradictio exceptio consulta e altres qualsevol impediment e obstacles cessants e no admesos. En testimoni de les quals coses manam per les presents ab lo nostre sugell comu en lo dors sugellades . Dades en la nostra ciutat de granada a xxx del mes de setembre en lany de la natividat de nostre Señor MCCCCLXXXX nou . Io el rey. .

Supplicant nos humilment per part de la dita princessa que per observacio de sos privilegis e gracies sobre asso atorgades e alias per lo deute di justicia volguessem manar tornar a loch les dites coses e fer restituhir per los de Oristany realment ab tot effecte tots los dits carros robes y mercaderies preses e occupades de fet per lo dit Algutzir a les persones de qui eren e voler prohibir y manar a les de Oristany que del dit privilegi com a surrepticiament impetrat no usen mes avant dexant e permettent a la dita princessa e assos procuradors y vassals da qui havant usar y usufructuar de la preincerta concessio es pragmatica otorgada com dites al dit mossen bernat de vila mari iuxta sa serie y tenor axi i segons fins assi elle la dita princessa han usat e praticat . E nos annuent e la dita supplicatio com a justa volents sobre le dites coses debitament e com se pertany provehir ab tenor de les presents de nostra certa sciencia y expressament per la real auctoritat nostra presehint matura y digehia delliberacio en lo nostre sacre real consell feta sots incorriment de nostra ira e indegnacio e pena de tres mil florins dor darago des bens de qualsevol contra fahents exhigidors y a nostres confrens applicadors vos dihem y manam que en esser vos las presents presentades sens dilacio alguna façan restituhir y tornar ab tots effecte totes les dites robes preses y levades de fet com dites als de qui eren conservant daqui avant la dita princessa y sos procuradors y vassallos in sa pacifica y quieta possessio de totes les coses contengudes y expressades en les preinsertes real provisions del prefato senor Rey don ferrando y altres que us seran presentades axi y segons fins assi es estat de aquelles usat y pratiquat . E si per los de Oristany sera opposat que los es estat fet perjuhuy en tel cas hoides les parts provehiren tot ço y quant trobaren devres fer e provehir de justicia. Volem empero que la dita princessa romanga en sa possessio de les dites coses axi y segons abans stare car no seria raho que per official inferior fos de aquella fet despullada y privada com no sia stada nostra intencio ni es haver attorgat a la dita ciutat de Oristany lo dit privilegi en prejug de cosa alguna abans attorgada a la dita princessa y a sos predecessors. E per cosa alguna no fassan lo contrari com per justes causes axi procehesca de la mente y voluntat nostra delliberada car nos vostres officis en quant menester sins excitants en e circa les dites coses vos donam e conferim nostres veus forses lloch y poder bastant plenament ab les presents los Capitols y privilegis del dit regne e altres coses que

Digitized by Google

sien de servar sempre servats. Dat. en barchiño a xx del mes de setembre Any Mil sinchcents denou.

Io el Rey.

V.t can.s
V.t de gualbis Rl.
V.t de bononia Rl.
In Sardinie III
fog.° xxv.

V.t Augustinus Vic. f.
V.t filippus de ferrara Rl.

Sacra Cesarea et catholica Ma.tas mandavit Mihi Petro Garcia Vis.° per eam Augustinum vicecancellarium Vics de gualbis de ferrera etc. bononia regentes.

XIII*.

Decreto Reale dell' Imperatore Carlo V, col quale sono approvati e sanzionati i capitoli, e le domande discusse e deliberate dai tre Bracci *del Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del vicerè Don Angelo di Villanova.*

(1520. — 28 aprile).

Dagli antichi Archivj del regio Patrimonio in Sardegna, codic. cart. autent. fol. 68 e seg.

Carolus divina favente clementia electus Romanorum Rex, et futurus Imperator semper Augustus, Joanna mater. et idem Carolus ejus filius Dei gratia Reges Castellae, Aragonum, Legionis, utriusque Siciliae, Hjerusalem, Navarae, Granatae, Valentiae, Galiciae, Majoricarum, Hispalis, Sardiniae, Cordubae, Corsicae, Murtiae, Giennis, Algarbii, Algezirae, Gibraltaris, ac Insularum Canariae, nec non Insularum Indarum, et Terraefirmae, maris Oceani, Archiduces Austriae, Duces Burgundiae, et Brabantiae, et Comites Barchinonae, Flandriae, et Tirolis, et Domini Viscayae, et Molinae, et Duces Athenarum, et Neopatriae, Comites Rossilionis, et Ceritaniae, Marchiones Oristani, et Gociani, Spectabili, Nobilibus, Magnificis Consiliariis, dilectis, et fidelibus nostris Locumtenenti Generali, Gubernatoribus et Reformatoribus Calaris, Gallurae, et Logudorii, Procuratori nostro Regio, ac Magistro Rationali, et eorum Locumtenentibus, ac universis, et singulis aliis Officialibus, et personis, quibus spectet, praesentibus et futuris, in dicto nostro Sardiniae Regno, ad quorum notitiam praesentes pervenerint, et fuerint praesentatae, salutem, et dilectionem. Per contenta in processu Parlamenti nuper celebrati ex commissione nostra per vos spectabilem, nobilem, et dilectum Consiliarium, et Locumtenentem generalem nostrum in dicto nostro Sardiniae Regno Don Angelum de Villanova, et ex relatione Nobis facta per magnificum, et dilectum Consiliarium, ac Regentem nostram Cancellariam in nostro Sacro Regio Consilio dicti processus intelleximus; quod in, et pro conclusione praefati Parlamenti, tria *Bracchia*, sive *Stamenta* ejusdem Regni totum ipsum Regnum repraesentantia, unanimes et conformes supplicarunt vobis praefato Locumtenenti generali nostro, quod appuntamenta quaedam per *Tractatores* dictorum trium Stamentorum cum *Tractatoribus* nostris Regiis facta, bonum, et reformationem justitiae ejusdem Regni concernentia, decretaretis, ac si opus esset promitteretis, quod eodem modo, quo per vos essent decretata, confirmarentur a Nobis; et ita, quantum ad decretationem vestram, fuit factum, ac Nostrae Majestati per vos supplicatum, ut nostra voluntate, et assensu munire de nostra solita benignitate, et munificentia dignaremur: Nos vero, visis et recognitis dictis appuntamentis, quae fuerunt thenoris sequentis (1).

. . . . . .

. . . . . .

Attendentes vos praefatum Locumtenentem Generalem nostrum, maturo consilio, et deliberatione, praeinserta appuntamenta approbasse, et eadem esse ita rationi, et aequitati consona, quod noviter concedi deberent, si hactenus concessa non fuissent, volentes in his robur auctoritatis nostrae Regiae impendere, ut dictorum appuntamentorum perpetuae observantiae consulatur, tenore praesentis, de nostra certa scientia, expresse, deliberate, et consulte, Regiaque nostra auctoritate decretationem appuntamentorum praeinsertorum vestram in dicto processu contentam (2) approbamus ratificamus, ac in quantum opus est noviter facimus, et firmamus, mandantes vobis dicta nostra Regia auctoritate, quod ipsa, et singula contenta in dictis appuntamentis, sic ut praemittitur decretatis, teneatis, exequamini, et compleatis, ac inviolabiliter suis loco, et tempore observetis, nec aliquem contra eos ire permittatis, cauti a contrario peragendo, si gratia nostra vobis cara est, et poenam trium millium florenorum auri a bonis secus agentium irremissibiliter exigendorum, nostrisque applicandorum aerariis, cupitis evitare. Datum in civitate nostra de Corunia, die xxviij mensis Aprilis, anno a Nativitate Domini millesimo quingentesimo vigesimo.

Yo El Rey

Vid. Cancellarius
Vid. Aug. Vice Cancellarius.
Vid. Ludov. Sanchez Generalis Thesaurarius.
Vid. Conservator Generalis.

In Sardiniae iii. fol. lxxxiiij.

Caesarea, Catholica, Regiaque Majestas mandavit mihi Joanni Gonçales de Villa simplis. —Visum per Cancell., Vice Cancell., Gener. Thesaur., et per Conservat. generalem.

(1) Seguivano li quattordici capitoli votati nel Parlamento, e sottoposti alla sanzione reale. I medesimi riguardavano quasi tutti il buon governo dell'isola, e specialmente la buona e retta amministrazione della giustizia. Non vi furono però dimenticate le solite domande acciò allo *Stamento Militare* fossero conservati i suoi privilegi, e quello particolarmente di potersi riunire separatamente dagli altri due *Bracci*.

(2) Nel processo originale i capitoli deliberati dal Parlamento erano stati decretati dal vicerè con la seguente formola: — *Lecta et pubblicata dicta scriptura, incontinenti spectabilis Locumtenens Generalis, et Praesidens in Parlamento, hanc fecit provisionem per organum Magnifici Domini Michaelis Mai Regentem Cancellariam:* — Lo spectable senor Lochtinent General es content decretar las coses suplicades, axi com ab las presents las aprova, y decretàra sa Magestat, que ne sia servit, tant quant fos menester.

Digitized by Google

XIV*.

L'imperatore Carlo V sanziona con suo Decreto Reale i capitoli delle domande discusse e deliberate dallo Stamento Militare *nel Parlamento riunito in Sardegna sotto la presidenza del vicerè Don Angelo di Villanova.*

(1520. — 28 aprile).

Dagli antichi Archivi del Regio Patrimonio in Sardegna, cod. cart. ant. fol. 73 e seg.

In Dei nomine pateat universis, quod Nos Carolus divina favente clementia electus Romanorum Rex, et futurus Imperator semper Augustus; Joanna mater, et idem Carolus ejus filius Dei gratia Reges Castellae, Aragonum, Legionis, utriusque Siciliae, Hierusalem, Navarrae, Granatae, Toleti, Valentiae, Galitiae, Majoricarum, Hispalis, Sardiniae, Cordubae, Corsicae, Murciae, Giennis, Algarbii, Algezirae, Gibraltaris, ac Insularum Indarum, et Terrae-firmae maris Oceani, Archiduces Austriae, Duces Burgundiae, et Brabantiae, etc. Comites Barchinonae, Flandriae, et Tirolis, etc., Domini Viscayae, et Molinae, etc. Duces Athenarum, et Neopatriae, Comites Rossilionis, et Ceritaniae, Marchiones Oristani, et Gociani: — Cum ex commissione per Nos diebus elapsis facta spectabili, nobili, et dilecto Consilfario nostro Angelo de Villanova, Viceregi, et Locumtenenti Generali in dicto nostro Sardiniae Regno, cunctis regnicolis ejusdem Regni Parlamentum extiterit convocatum, et in his quae concurrebant servitium nostrum, bonum et tranquillum statum dicti Regni fine debito terminatum, excepta tamen concessione aliquarum gratiarum per tria *Stamenta*, sive *Bracchia* dicti Regni petitarum, ut est moris in similibus Parlamentis; et venissent pro his obtinendis ad Nos (cum id dumtaxat Nostrae Regiae Personae attineat) Syndici electi uniformiter a dictis tribus Stamentis, quorum unus erat Nobilis et dilectus noster Domicellus, et de custodia Nostrae Regiae Personae Carolus de Alagon (1), qui nomine, et pro parte Magnatum, Comitum, Baronum, Nobilium, Militum, et personarum militarium totius Stamenti Militaris, obtulit Majestatibus nostris capitula quaedam suplicationum, sive petitionum, ac gratiarum per eundem Nobis suplicatarum, quae nobis lecta et perlecta fuere, et habito super contentis in eisdem maturo consilio, et copiosa relatione per Vicecancellarium nostrum, et alios Consiliarios Nobis facta de omnibus, quae circa ea oportebat nostrum Regium animum informare: Attendentes innatam fidelitatem ab experto cunctis temporibus cognitam circa servitium nostrae Regiae Coronae in universis regnicolis dicti Regni, praesertim in dictis Magnatibus, Comitibus, Baronibus, Militibus, et aliis personis militaribus ejusdem Regni, quae Nos magnopere inducit et movet, ut diligenti cura, non solum circa eorum quietem, coercendo manus Magistratuum, ne abutentes forte jurisdictione nostra, aut eadem rigorose et supreme utentes, in eos indecenter, aut minus recte se habeant, intendentes; sed etiam eosdem novis gratiis et favoribus prosequentes, benigne dictis suplicationibus placeat, ut in praesentiarum libenter placuit, condescendere, juxta decretationes in fine uniuscujusque capituli per eos factas, scribique, et apponi jussas per magnificum, et dilectum Consiliarium, et Secretarium nostrum Joannem Gonçalez de Villasemplis dicti processus Scribam, ac ejus manu referendarum: Quorum capitulorum, et decretationum, sive responsionum series sic se habet (2). . . . .

. . . . . .

. . . . . .

. . . . . .

Ut autem capitula praeinserta, et omnia et singula in eis, et in unoquoque eorum contenta, juxta responsiones, et decretationes in fine uniuscujusque eorum adjectas, et appositas, ut praefertur, perpetua validitate, et robore omni futuro tempore permaneant, et subsistant, tenore praesentis Privilegii, et publici instrumenti ad aeternam rei memoriam valituri, de nostra certa scientia, expresse, deliberate, et consulto, Regiaque nostra auctoritate laudantes, approbantes, et iterum de novo concedentes, per Nos et Successores nostros eisdem Magnatibus, Comitibus, Baronibus, Nobilibus, Haereditatis, et aliis omnibus, et singulis personis militaribus praedicti Stamenti et Brachii Militaris dicti Sardiniae Regni, et ipsa capitula juxta eorum decretationes in vim privilegii, seu privilegiorum, et contractus cunctis futuris temporibus valituri, seu valendorum, damus, donamus, et concedimus, et ex pacto speciali solempni stipulatione vallato, inter Nos, et dictos Magnates, et cunctas militares dicti Regni personas inito et convento, promittimus sub fide et verbo Nostris Regiis, ac juramus ad Dominum Deum, et ejus sancta quatuor Evangelia ante nos posita, et nostris propriis manibus corporaliter tacta, praeinserta universa capitula, et eorum unumquodque, tamquam acta facta in Parlamento, juxta illorum decretationes, et praesens nostrum Privilegium, atque contractum, perpetuo tenere et observare, ac teneri et observari facere, nec contrafieri permittere quavis causa. Spectabili propterea, Nobilibus, Magnificis, dilectis Consiliariis, et fidelibus nostris, Locumtenenti Generali nostro in praedicto Sardiniae Regno, Gubernatoribus seu Reformatoribus in Capitibus Calaris, Gallurae, et Logudorii, Procuratori nostro Regio, et nostro Fisci Patrono, vel officium ipsum Regentibus, caeterisque universis et singulis Officialibus nostris, et subditis quocumque nomine nominatis, officiis ac jurisdictione fungentibus, praesentibus et futuris, mandamus dicta Regia nostra auctoritate, sub irae et indignationis nostrae incursu, poenaque florenorum auri Aragonum decem millium nostris inferendorum aerariis, quatenus praeinserta omnia et singula capitula, et eorum unumquodque, tam-

(1) Carlo di Alagon, che qui comparisce al servizio della Guardia reale dell'imperatore Carlo V, e sindaco e deputato dello *Stamento militare* di Sardegna, era nipote di Leonardo Alagon marchese di Oristano e conte di Goceano, spogliato dei suoi Stati nel 1477, figlio cioè del di lui fratello Salvatore Alagon.

(2) Qui seguivano originalmente inserti li ventitrè capitoli di domanda votati dallo *Stamento militare*. La materia di tali domande e di tutte le altre fatte, concedute e patteggiate nei precedenti e nei posteriori Parlamenti sardi, somministrano a chi volesse ben meditarli e giudicarne il valore, avuto riguardo ai tempi, un soggetto assai grave ed ampio per la storia civile e politica della Sardegna sotto le dominazioni aragonese e spagnuola.

Digitized by Google

quam facta in dicto Parlamento, juxta uniuscujusque responsiones, et decretationes, praesentemque contractum, teneant firmiter et observent, et faciant ab omnibus, quibus attineat, observari inviolabiliter: injungentes, et expresse mandantes Locumtenenti Generali, et Gubernatoribus, aliisque etiam Officialibus, quibus spectet, in Regno praedicto Sardiniae, ut omni mora et consultatione cessantibus, nullaque alia executoria a Nobis super his expectata, seu requisita, quamprimum fuerint requisiti, juramentum et homagium praestare teneantur in manibus, et posse nostri Regii Procuratoris, seu officium ipsum Regentis, quod praedictum contractum, et publicum instrumentum, omniaque praeinserta capitula, et eorum unumquodque juxta eorum responsiones et decretationes perpetuo tenebunt et observabunt, et non contra facient vel venient ratione aliqua, pro quanto gratiam nostram caram habent, iramque et indignationem nostram, poenamque praeappositam cupiunt evitare. Actum est hoc in civitate nostra de Corunia, die vigesimo octavo mensis Aprilis, anno a nativitate Domini millesimo quingentesimo vigesimo, Regnorumque nostrorum, videlicet electionis Sacri Imperii anno secundo, Reginae Castellae, Legionis, et Granatae etc. anno decimoseptimo, Navarrae sexto, Aragonum, utriusque Siciliae, Hjerusalem, et aliorum quinto, Regis vero omnium quinto.

Sig✠num Caroli divina favente clementia electi Romanorum Regis, et futuri Imperatoris semper Augusti, Joannae matris, et ejusdem Caroli Dei gratia Regum Castellae, Aragonum, Legionis, utriusque Siciliae, Hierusalem, Navarrae, Granatae, Toleti, Valentiae, Galitiae, Majoricarum, Hispalis, Sardiniae, Cordubae, Corsicae etc. etc. Marchionum Oristanii et Gociani: Qui praedicta laudamus, concedimus, firmamus, huicque publico instrumento sigillum nostrum comune, quo, antequam ad Regnum Romanorum, Sacrumque Imperium electi essemus utebamur, cum nondum alia fabbricata fuerint, impendenti jussimus apponendum.

Yo El Rey.

Testes sunt, qui praemissis praesentes fuerunt, Magnifici Bartholomeus Ruiz de Castañyeda, Antonius de Villegas, Petrus de Cuasola, ac Alvarus de Alcofer praefatarum Majestatum Consiliarii.

Signum Joannis Gonzales de Villasemplis praefatarum Caesareae, et Catholicarum Majestatum Secretarii, et Consiliarii, earumque auctoritate etc., qui praemissis omnibus, et singulis una cum praenominatis testibus interfui, eaque de dicti Domini Regis mandato scribi feci, et clausi etc.

Vid. Cancell. Vid. Aug. Vicecancell.
Vid. Conservator Generalis.
Vid. Ludov. Sanchez
Gener. Thesaurarius

Sardiniae Itinerum IIIJ. fol. VI.

Caesarea Catholica Regiaque Majestas mandavit mihi Joanni Gonçales de Villasemplis, in cujus posse concessit, firmavit, et juravit. Vis. per Cancel. Vicecancel. Gener. Thesaur., et per Conservator. Generalem.

Reg.ra

XV*.

Lettere dell'Imperatore Carlo V e della Regina Giovanna al Vicerè di Sardegna, con le quali si ordina che siano osservati, rispettati ed eseguiti i privilegi e le immunità spettanti ai cittadini di Sassari.

(1529. — 27 luglio).

Dagli antichi Archivi Reali di Barcellona,
vol. *Itiner. Sigill. Comun.* VIII. fol. 372 e seg.

Carolus Divina favente clementia G. Romanorum Imperator semper Augustus, Rex Germaniae, et Joanna ejus Mater, et idem Carolus ejus filius Dei gratia reges Castellae, Aragonum, Legionis, utriusque Siciliae, Hjerusalem, Hungariae, Dalmaciae, Croatiae, Navarrae, Granatae, Toleti, Valentiae, Gallitiae, Maioricarum, Hispalis, Sardiniae, Cordubae, Corsicae, Murciae, Guiennis, Algarbis, Algesirae, Gibraltaris, Insularum Canariae, et Insularum Indiarum et Terraefirmae Maris Oceani, Archiduces Austriae, Duces Burgundiae, et Brabantiae, Comites Barchinonae, Flandriae, et Tiroli, Domini Biscayae et Molinae, Duces Athenarum, et Neopatriae, Comites Rosilionis, et Caeritaniae, Marchionesque Oristanei et Goceani.

Illustribus, Spectabilibus, Nobilibus, Magnificis Consiliariis dilectis et fidelibus nostris quibuscumque, Viceregibus, Locumtenentibus et Capitaneis Generalibus nostris, Vicecancellariis, regentibus nostram Cancellariam, Magistris, et Justiciariis, regenti officium, gerentibus vices nostri Generalis Gubernatoris, Justitiis, Vicariis, Bajulis, Locumtenentibus, caeterisque demum universis et singulis oficialibus nostris, majoribus et minoribus, jurisdictionem qualemcumque in omnibus Regnis et ditione nostre Coronae Aragonum constitutis et constituendis, ad quem, seu ad quos pervenerit, aut fuerint quomodolibet praesentatae, aut de subscriptis requisiti fuerint, dictorumque oficialium locumtenentibus, et cuilibet eorum, salutem et dilectionem.

Dudum per nobilem et dilectum nostrum Don Galzerandum Cano Çedrelles legum doctorem Sindicum per nostram Civitatem Sacheris ad Nos destinatum Majestati nostrae humiliter deductum fuit, quod habitatores et cives dictae Civitatis a tanto tempore citra, quod non est memoria hominum in contrarium, virtute Regiorum privilegiorum sunt immunes in omnibus Regnis nostris a quibuscumque juribus, vectigalibus, et servitiis Regiis, quemadmodum in dictis privilegiis, ad quae relatio habentur, latius asseritur contineri; de qua immunitate jamdiu extiterunt, et in praesentiarum existunt in possessionem, in qua, uti asseritur, per aliquos vexantur, et molestantur in non modico praejudicio illorum, detrimentumque dictorum suorum privilegiorum, timentes et jam magis in dies per alios in illa vexari, et molestari.

Nobis propterea suplicare fecerunt, ut cum per jura tam canonica quam civilia, et alias cautum existat neminem sua possessione privari debere, aut in ea perturbari, absque juris cognitione; dictos Cives praesentes, pariterque futuros in ea videlicet possessione qua fuerunt, et in praesentiarum existunt utendi, dictaque immunitate con-

Digitized by Google

servari, et manuteneri ex nostra solita clementia mandaremus. Qua suplicatione per Nos benigne exaudita, volentes dispositionibus dictorum jurium reddere nos conformes, tenore praesentium, nostra ex certa scientia, deliberate et consulte, ac Regia Autoritate vobis et unicuique vestrum, ad quem spectet, dicimus et districte praecipiendo mandamus, poena bis mille florenorum auri Aragonum adiecta, quod dictos habitatores ac cives dictae Civitatis Sacebis praesentes pariterque futuros in possessione utendi dictarum immunitatum, in ea videlicet, in qua actenus fuerunt, et de praesenti existunt ac reperiuntur, manuteneatis, et defendatis contra cunctos, nec permittatis eos in illa impediri aut perturbari, nec ab ea privari et spoliari per aliquos donec causa cognita per Nos, aut alium iudicem, ad quem spectaverit, aliter fuerit provisum, contrarium nullatenus tentaturi ratione aliqua, seu causa, pro quanto gracia nostra vobis chara est, et praeter indignationis nostrae incursum poenam praedictam, cui contravencionis casu prompta et rigida non deerit executio, evitare cupitis, sic omni justitia suadente providendum duximus, et per vos omnino complendum, dubio, dificultate, contraditione consulta, et aliis impedimentis cessantibus quibuscumque. Datum in Civitate nostra Barchinonae die 27 mensis Julij, anno a Nat. Domini 1529.

Yo el Rey.

V.t Sanches Gen.lis Thes.

V.t de Ferrera etc.
V.t de Bonini etc.
V.t de Romes etc.

In Itiner sigilli Comunis 8 fol. 372.

XVI*.

Frammenti di congregazioni sinodali, e di alcuni provvedimenti di disciplina ecclesiastica, ch'ebbero luogo sotto l'arcivescovo turritano Salvatore Alepus (1).

(1534. — 1535).

Dal Codice autografo esistente nell'Archivio della Chiesa Metropolitana di Sassari.

1.°

Die inf.tae XXJ Mensis Februarij,
Anno a Nativitate Domini MDXXXIIIJ.

Fuit celebrata sacrosancta sinodus per multum reverendum Dominum Johannem Serra canonicum, et in spiritualibus et temporalibus generalem turritanen. et sassaren. vicarium pro Rmo Domino domino Salvatore de Alepus Dei et Apostolice sedis gratia electo Archiepiscopo ejusdem Turritanen. et Sassarensis intus sacrestiam ecclesie metropolitane ejusdem turritanensis et sassarensis in qua quidem congregatione sinodali intervenerunt sequentes.

Primo Rdūs Geraldus Mancha Archipresbiter

Rdūs Bartholomeus de lo Scarado
Rdūs Johannes de Ozarello
Rdūs Anthonius Pilo
Rdūs Panthleo de Serra
Rdūs Gavinus de Godiano
Rdūs Augustinus Zunquello

} Omnes canonici turritanen.

Venerabilis Johannes de Paliazo
Vener. Georgius de Restigazo
Vener. Angelus Melone
Vener. Andreas Deloplui
Vener. Salvator Sequc
Vener. Franciscus Urguinu
Vener. Franciscus Niniro

} Omnes rectores turritanen.

Presbiter Anthonius de Pinquileto
Presbiter Franciscus de Sanato
Presbiter Antonius de Fiozella
Presbiter Prancatius de Venturuzu
Presbiter Gavinus Pinna
Presbiter Matheus de Sena
Presbiter Sebastianus de Bagella
Presbiter Johannes Spiga
Presbiter Ambrosius de Sena
Presbiter Johannes de Aurolo
Presbiter Johannes de Saccarello
Presbiter Johannes Anthonius Fortunadu
Presbiter Georgius de Zumarone
Presbiter Anthonuzus Traballa
Presbiter Petrus de Luzia
Presbiter Ludovicus de Araolla
Presbiter Gavinus dé Nadalino
Presbiter Paulus de Mogano
Presbiter Franciscus Delimontis
Presbiter Goffredus de Ulbu
Presbiter Johannes de Biato
Presbiter Ambrosius de Tolla
Presbiter Johannes Bello
Presbiter Anthonius de Santugolo
Presbiter Angelus de Atene
Presbiter Bonello Cambone
Presbiter Michael Dalitali
Presbiter Johannes Scarpa
Presbiter Johannes de lo Petreco
Presbiter Johannes de Santino
Presbiter Johannes de Brimazolu
Presbiter Simon Carica
Presbiter Hjeronimus de Migaluzo

In qua quidem sinodali congregatione fuit *tractatum* (sic) de vita et honestate clericorum, et deinde conclusum, quod fieret mandatum, precipiendo omnibus presbiteris, et diaconis, sub censuris et penis pecuniariis, quod omnes dicti presbiteri, et diaconi turritanenses et sassarenses incedant, et reipsa incedere debeant per civitatem istam turritanam induti *clamidibus*, sive *grozis* panni obscuri usque ad talares, et *inermes*, ut decus et conveniens est, nisi essent necessitate constricti arma deferre, quod in tali casu deferant, sed occulte, et honeste, ut melius potue-

(1) Per le notizie relative all'arcivescovo Alepus, il quale figurò molto onorevolmente, e prese parte assai attiva ai lavori del Sacro Concilio di Trento. (Ved. Tola, *Dizion. Biogr. dei Sardi Illustri*, vol. I, pag. 71. Torino, Edit. Chirio e Mina, 1837-38).

Digitized by Google

rint; et pari modo in tonsura, scilicet auribus patentibus (1).

Fuit etiam conclusum, quod omnes canonici predicti turritani pergant, et pergere debeant, unusque eorum singula dominica presentis cadragesime socialim, et modo infrascripto ad visitandum inclitos et gloriosos martires sanctum Gavinum, Protum, et Gennarium (2).

Prima dominica ibit canonicus Agustinus Zunquello, et in ejus societate presbiter Anthonius Pinquileto, presbiter Petrus de Adrovando, presbiter Petrus de Luna.

Secunda dominica etc. etc. (3).

2.°

Die infr. x mensis Julii, ann. 1534.

Intimau al honorable domno Juanni delo maxio alias de *pisonina* y a donna Anzela de truisquo muller en secundis nuptiis del honorable donno Juanni de Valentino com a curadors et administradors de les *Rectories* del venerable mossen mateu Casades com lo Rev.t vicarj de torres y de sasser a instantia del honorable procurador de la mensa arquepiscuopal de torres y de sasser lis diu y mana que infra espay y *terminj de tres oras* vingan a veurese publicar *per escomunicats* ates no han volgut pagar a la dita mensa arquepiscuopal de torres lo que li es degut (4).

3.°

Die infr. XXJ mensis augusti,
anno a Nativitate Dñi M.D.XXXIIIJ.

. . . . . franciscus de rebolledo habitator presentis civitatis sassaris . . . certa scientia firmavit jus et de jure pro tota illa quantitate tritici ordei fabe et aliarum rerum qua revdi stefanus corso de putzo major et joannes suzarello de mara et matheus anthonius simon de padria canonici diecesis bosanensis aut eorum procuratores dabunt dompno jheronimo de ledda dicte ville de putzo major vice nomine et pro parte dicti de rebolledo pro illis centum et quinquaginta duobus denariis, seu in solutionem pro rata eorum quos dictus nobilis gratiose mutuait Revdmo Domno Bernardo gentili bosanen. episcopo (5), promisit judicio sisti et judicatum solvere. Et ut de predictis diligentius cautum sit dedit in fidejussores ac planos et principales responsores honorabiles franciscum casalabria et franciscum de meni ejusdem civitatis sassaris presentes et acceptantes qui in solidum simul et sine ipso teneantur et firmiter astringantur ad omnia que ipse supra tenetur . . . . . dicti casalabria et de meni presentes consensuerunt et dictam fidejussionem in se sponte acceptarunt pro qua promiserunt in solidum una cum dicto eorum principali et sine teneri et obbligatos fore ad omnia et singula ad que ipse superius tenetur. Et pro his insuper omnes, scilicet principalis et fidejussores . . . . . obligarunt personas et omnia eorum bona mobilia et immobilia etc. renuntiantes etc. scilicet dicti fidejussores beneficio novarum constitutionum et dividendarum actionum et epistole divi Adriani ac consuetudini barchinone loquenti de duobus vel pluribus etc. nec non legi de prius principali convenendo etc. et dictus principalis *viginti sex diebus militaribus* REUCESSIT (sic) *et proprio foro* etc. (6) submiserunt se et sua foro Revdi Dñi Turritanen et Sassaren Vicarij ac capitulis et privilegiis etc. Et demum generaliter omni alij etc. juraverunt etc. . . . . .

Testes hujus rei sunt honorabiles Johannes Antonius Araolla, et Petrus Paulus Sanzo, atque Gavinus Sanna agricola Sassaris.

4.°

Die infr. I septembris, anni M.D.XXXIIIJ.

Magister matheus pilo faber lignarius clericus conjugatus turritanensis ex certa scientia virtute juramenti per eum corporaliter prestiti in posse meo notarij publici super sacrosancta evangelia promisit verbis nec opere non le-

(1) Nelle ordinazioni o costituzioni sinodali fatte dall'arcivescovo turritano Francesco Pellicer nel 1501, si era già provveduto, proibendo agli ecclesiastici di andare armati sia di giorno che di notte (Ved. sopr. CART. n.° I*, pag. 160). Tuttavia pare che l'abuso fosse assai radicato, poichè la stessa proibizione è rinnovata, dopo trentatrè anni, con le presenti Costituzioni, sebbene queste permettano in certo modo ai sacerdoti e ai diaconi il porto delle armi, purchè ciò si facesse occultamente *(occulte et honeste)*. Anche nel vestire, sembra che gli ecclesiastici di quel tempo non osservassero punto la disciplina confacente al loro stato.

(2) Cioè la basilica antichissima di Torres, dedicata ai Ss. martiri Turritani Gavino, Proto e Giannario.

(3) Sono quindi notati (e perciò si tralasciano come non importanti) i nomi dei canonici e dei sacerdoti, i quali doveano andare da Sassari alla basilica di Torres nelle sei domeniche di quaresima, nella domenica *delle palme*, e nell'altra di resurrezione di quell'anno 1534.

(4) Da questo documento si rileva che la *scomunica* si lanciava con molta facilità, e per motivi non troppo gravi, dalla Curia arcivescovile turritana di quel tempo. Se ne trovano molti altri esempi somiglianti in altri luoghi dello stesso CODICE, nel quale, come perciò si vede, si registravano, non solo le *Congregazioni* e le *deliberazioni sinodali*, ma eziandio tutti gli atti di giurisdizione, o i principali almeno, esercitati dai vicari generali dell'arcivescovo Salvatore Alepus che era assente dalla sua sede.

(5) Bernardo Gentile era frate Domenicano, cappellano e storico dell'imperatore Carlo V, secondo il VICO *(Hist. Gen. de Cerdeña)*; e dopo la morte del vescovo Giovanni de Serra (non *de Seir*, come scrive il MATTEI, *Sard. Sacr.*, pag. 200) fu destinato nel 1533 da Papa Clemente VII a succedergli nella sede vescovile di Bosa (FONTANA, *Theatr. Dominic.*, pag. 143). La sua elevazione alla dignità episcopale gli fece incontrare molti debiti, dei quali si hanno le prove, non solo dal presente atto, ma eziandio da altre memorie registrate nello stesso Codice. Ivi infatti troviamo che nel 19 giugno 1534 il vicario turritano Giovanni Serra ordinò il sequestro dei beni, frutti, redditi ed emolumenti *del reverendo Bernardo Gentile*, vescovo Bosanen., *per certo suo debito verso Messer Biagio de' Valenti di Alghero*; che nel 30 dello stesso mese ed anno furono pure sequestrati li di lui *redditi vesvovili*, perchè, *eccitato più volte, avea ricusato sempre di consegnare alla Mensa arcivescovile Turritana lo* SPOGLIO *(la expolla) del vescovo Don Giovanni de Serra suo predecessore*; e che nel 4 e 10 luglio 1534 (seguita già la di lui morte) fu ordinato agli amministratori del *sequestro* di pagare 500 *denari d'oro* a Francesco de Busquets console di Genova in Alghero, *presi dal Gentile a prestanza da certi mercatanti genovesi*; altri 50 *denari d'oro prestatigli da frate Stefano Catano, e altre somme da lui dovute a messer Aloviso Boso, messer Giovanni Calabrès e messer Guglielmo Francès*. Poco prima di morire, il Gentile avea minacciato *la scomunica* ai suoi diocesani, perchè costoro ricusavano *pagargli le decime* pel motivo ch'egli *non distribuiva le candele al popolo* nel giorno della CANDELARA, secondo l'antico costume (12 giugno 1534. Ivi).

(6) Vuol dire che il Rebolledo rinunciò *(reucessit)* al *privilegio*, che per *Capitoli di* CORTE competeva ai nobili di essere citati in giudizio mediante *cartello* e col termine *di ventisei giorni*, e che rinunziò pure al *proprio foro* (civile) assoggettandosi all'*ecclesiastico* della Curia arcivescovile turritana.

Digitized by Google

dere nec offendere sequentes, scilicet franciscum Demeni, magistrum petrum piutirino, magistrum jheronimum demolo alias argentargio, franciscum de andriolo, magistrum cesarem Zapino, magistrum vincentium falchoner, antonium de scofugnazo, andream de scofugnazo, dompnum nicolaum de corrà, sub pena centum ducatorum aplicandorum necessitatibus mense archiepiscopalis turritanen̄ et sassaren . . . . . in qua etc. nihilominus etc. Et pro his obbligavit tamquam pro debito fiscali personam et omnia bona sua mobilia et immobilia etc. renuntians proprio foro etc. Et submito me et mea foro Rev̄di Dn̄i Vicarii ejusdem turritanen̄. et sassaren. etc. Et demum ac generaliter omnibus etc. jurans etc. . . . . .

Testes hujus rei sunt honorabiles andreas sasso, et franciscus alemannus sassarenses (1).

5.°

Die infr. XIIJ mensis Februarii,
anno a Nativitate Dn̄i M.D.XXXV.

Fuit celebrata sacrosancta sinodus per multum Rev̄dum dominum Johannem Serra canonicum, et in spiritualibus generalem turritanen̄. et sassaren̄. vicarium pro Revm̄o Dn̄o domino Salvatore de Alepo Dei et Apostolice Sedis gratia electo ejusdem turritanen̄. et sassaren. intus sacristiam ecclesie metropolitane ejusdem turritanen̄ et sassaren̄ in qua quidem congregatione sinodali intervenerunt seguentes:

Primo Reverendus Geraldus Mancha
Reverendus Sebastianus de Rosarellis
Rdus Bartholus de lo Scarado
Reverendus Johannes de Ozarello
Reverendus Anthonius Pilo
Rdus Panthaleo Falque
Rdus Gavinus de Godiano
Venerabilis . . . . . Sillanos
Canonicus Franciscus Cucuro
Canonicus Andreas Folargio
Canonicus Georgius de Restigazo
Canonicus Angelus Melone
Canonicus Johannes Paliazo
Canonicus Salvator Seque
Presbiter Anthonius de Fiozella
Presbiter Johannes de Abiato
Presbiter Johannes Anthonius Falque
Presbiter Andreas de lo Plazi
Presbiter Ambrosius Calvesu
Presbiter Julianus de Sanarellu
Presbiter Gavinus de Bartholomea
Presbiter Franciscus Barsalo
Presbiter Iljeronimus de Migaluzo

} Omnes canonici turritani.

Presbiter Petrus de Cillara
Presbiter Michael Delitala
Presbiter Ludovicus de Araolla
Presbiter Paulus de Mocanu
Presbiter Gavinus de Vico
Presbiter Laurentius Des . . . . (corroso)
Presbiter Petrus de Adrovando
Presbiter Anthonius de Pinquileto
Presbiter Franciscus de Sancto
Presbiter Franciscus Delmonte
Presbiter Angelus de Atene
Presbiter Johannes Bellu
Presbiter Petrus Delitali
Presbiter Paulus de lo Frasso
Presbiter Stefanus de Instuzu
Presbiter Johannes de Ursone
Presbiter Gavinus Pinna
Presbiter Marchus de Serra
Presbiter Julianus Iscarpa
Presbiter Prancatius de Venturuzu
Presbiter Anthonius de Santugulu
Presbiter Anthonius Canu
Presbiter Johannes De lo Peneto
Presbiter Simon Faurga
Praesbiter Johannes de Serra
Diaconus Cosma Delolmo.

In qua quidem congregatione sinodali fuit tractatum de vita et honestate totius cleri, et deinde conclusum, quod totus clerus incederet *in habitu et tonsura, et inermes* (sic) nisi essent necessitate constricti, sub penis contentis in capitularibus constitutionibus (2).

Fuit etiam conclusum quod omnes canonici predicti turritanen̄. et sassaren̄. eant et ire debeant, videlicet unusquisque eorum singula Dominica presentis cadragesime seriatim ac modo infrascripto ad visitandum inclitos et gloriosos martires sanctum Gavinum Protum et Januarium.

Dominica prima ibit Rev̄dus Anthonius Guiso, et in ejus societate venerabilis Anthonius de Pinquileto, et Gavinus de Vico.

Dominica secunda ibit etc. (3).

Fuerunt insuper electi pro cura animarum confessores istius cadragesime sequentes.

Primo pro ecclesia metropolitana turritanen̄. et sassaren̄. omnes canonici et beneficiati ejusdem (4), presbiter Asfredus de Ulbu, et presbiter Anthonius de Santugulu.

Pro ecclesia sancte Catherine rector illius, presbiter Asfredus de Ulbu etc. etc. (5)

(1) Da quest'atto di sottomissione si raccoglie come nella prima metà del secolo XVI la potestà civile tutelasse assai poco in Sardegna la sicurezza personale dei cittadini, e come la potestà ecclesiastica vi supplisse con mezzi suoi proprii, allargando per conseguenza la sua giurisdizione. Il *chierico coniugato* Matteo Pilo promette con giuramento di non offendere le persone nominate nell'*atto*; e di questi *atti* se ne leggono molti nel Codice, donde si deduce che la vita e i costumi di cotesti *chierici conjugati* non erano al certo molto pacifici e inoffensivi.

(2) Questa prescrizione sinodale si riferisce ad altra somigliante già fatta nel precedente anno (sopr. Framment. 1.°), ed all'altra più antica sotto l'arcivescovo Pellicer (Ved. sopr. pag. 160).

(3) Sieguono i nomi dei canonici e dei sacerdoti che in ciascuna domenica di quella quaresima doveano visitare la basilica di Torres dedicata ai Ss. martiri Gavino, Proto e Gianuario.

(4) Da questa disposizione si rileva che nel 1535 non vi era nella Metropolitana di Sassari l'uffizio speciale o il beneficio canonicale di *Penitenziere*, ma che tale cura era collettivamente affidata a tutto il *Capitolo*.

(5) Siegue la destinazione dei *confessori quaresimali* per le diverse parrocchie dipendenti dalla Metropolitana turritana, cioè per le parrocchie urbane di Santa Catterina, S. Sisto, S. Donato, S. Apollinare, e per le altre di Osilo, Sorso, Sennori, Usini, Iteri, Ossi, Uri, e Olmedo. A ciascuna di esse, oltre al rispettivo parroco, sono assegnati confessori coadiutori.

Digitized by Google

6.°

Die infr. VJ mensis Julii,
anno a nativitate Dñi M.D.XXXV. Sassari.

Magnifica domina catherina de Allepo presentis civitatis, vidua et uxor relicta a q.m magnifico grabiele de Allepo ut procuratix domini Salvatoris de Allepo electi archiepiscopi et metropolitani turritanēn. et sassarēn. filii sui cum libera et generali administratione, ut de sue procurationis mandato plene constat instrumento inde recepto in posse discreti gasparis momo notarii publici civitatis et castri callaris die et . . . . . (corroso) ibi descriptis. In quo quidem instrumento est sibi data et atributa pot . . . . . (corroso) . . . . . alias peragendi procuras. Idēo dicto nomine et vigore dicte potestatis elegit creavit nominavit et deputavit Revdum Geraldum Mancha Archipresbiterum turritanēn. et sassarēn. licet absentem in Vicarium ejusdem ecclesie turritanēn. et sassarēn. et hoc ad beneplacitum suum et non alias dando . . . . . (corroso) . . . concedendo eidem domino Geraldo Mancha si et in quantum . . . . . (corroso) . . . . . omnem quamcumque potestatem et plenissimum posse . . . . . (corroso) . . . . dictum Vicariatus officium ad faciendum dicendum et libere . . . . (corroso) . . . . dum quidquid et quantum opus fuerit et illi videbitur exp. . . . . (expedire) promisit insuper habere ratum idque sub ipoteca dicti principalis sui bonorum et jurium ejusdem. In cujus rei testimonium voluit presens fieri instrumentum per me notarium publicum et scribam . . . . (corroso) . . . . . .

Testes hujus rei sunt egregius dominus franciscus lacono . . . . (juris) utriusque doctor, et magnificus Johannes marques pr. . . . . Sassaris (1).

XVII*.

Replica fatta a nome di D. Pietro di Altarriba e Arborea (2) *nelle Corti celebrate in Monzone dall'Imperatore Carlo V,*

per dimostrare che gli spettava di dritto il marchesato di Oristano e il contado di Goceano, già confiscato a danno di Leonardo Alagon, ed applicato alla Corona dei Sovrani aragonesi.

(1534. — 15 e 17 giugno).

Dagli Archivi di Barcellona, *Processo del Greuge, que propuso Don Pedro de Alterriba y Arborea en las Cortes de Monzon, celebradas antes el Señor Emperador Carlos V.*

Et Petrus Sobrino Notarius, ut Procurator praedictus, stans, et perseverans in omnibus, et singulis per eum desuper, et ejus partem dictis, petitis, propositis, exceptis, allegatis, et fieri requisitis, et contradicens quibusvis ab adverso nimius debite dictis, propositis, exceptis, allegatis, et fieri requisitis; quae quatenus in facto consistunt, et contra partem adversam faciunt, aut facere possunt, reverenter loquendo, minime fuerunt, nec sunt vera, et quatenus de foro, seu justitia procedere dicuntur, illa minime procedunt, nec in causa praesenti vendicant sibi locum, et attestando omnes, et singulas confessiones, tam tacitas, quam expressas ex adverso factas, et fiendas, si, et in quantum facinnt, aut facere possunt pro hac parte, contra partem adversam, et non alias, aliter, nec ultra objiciendo, et contradicendo ex adverso productis, praetensis, et allegatis, et ad enervationem illorum, et ad ostendendum, et demonstrandum vobis dominis Commissariis, quod non sunt fienda, nec fieri debent petita, et fieri requisita pro parte adversa; imo sunt fienda, et fieri debent contenta in petitione hujus partis, illis melioribus via, modo et forma, jure, sive causa, aut alias facere, dicere potest, et debet:

1. Dixit, et proposuit dictus Procurator, quod de contentis in vocata cedula ab adverso oblata, si, et in quantum faciunt, aut facere possunt pro asserta parte adversa, et contra hanc partem non constat; nec constare potest, saltem legitime, nec modis et formis ex adverso pretensis, et negat dictus Procurator narrata, prout narrantur.

2. Tum quia, secundum mores, consuetudines, usus, et constitutiones faeudales Italiae, et Insulae, sive Regni Sardiniae in faeudis, cujuscunque naturae, et qualitatis,

(1) È cosa affatto singolare, nè se ne trova, crediamo, altro esempio, che una donna nomini e costituisca il vicario di un vescovo, come fece in quest'atto Catterina Allepo o Alepus, madre dell'assente arcivescovo turritano Salvatore Alepus. Nè si può dire che la medesima, nella qualità di procuratrice del proprio figlio, suddelegasse all'arciprete Geraldo Manca i poteri ricevuti per affari puramente temporali, poichè nell'*atto* si dice chiaramente che *eum elegit, creavit, nominavit et deputavit... in Vicarium ejusdem Ecclesiae Turritan. et Sassaren.*, e di più *a suo intero beneplacito.* Donde provenisse un sì strano abuso così apertamente contrario ai canoni e alla disciplina della Chiesa, noi sappiamo. Forse vi diede causa la lunga assenza dell'arcivescovo Alepus dalla sua Sede; e ci ricorda di aver letto una sentenza perciò profferita contro lo stesso Alepus nel 1562 da Giulio Oradino vescovo di Perugia, la quale, secondo notammo, esiste nell'Archivio della Chiesa Cattedrale di Sassari.

(2) Pietro di Altarriba era figlio di altro Pietro di Altarriba y Erill, e di Donna Maria Alagon di Arborea, ultima delle figlie di Leonardo Alagon, del quale perciò era nipote. Il marchesato di Oristano e il contado di Goceano, ai quali, in mancanza di maschi succedevano le femmine, gli appartenevano di dritto, perchè i quattro figli maschi di Leonardo Alagon (Artaldo, Giovanni, Antonio e Salvatore) erano morti senza successione; e così pure i figli di Eleonora Alagon, altra figlia dello stesso Leonardo Alagon. Sopra ciò la di lui madre Donna Maria Alagon era stata eventualmente chiamata alla successione di quei feudi (o Stati) dal padre suo Don Leonardo e dal fratello Don Antonio Alagon. (Ved. sopr. CART. n.° XCI*, Sec. XV, e CART. n.° III*, Sec. XVI); e fu in considerazione di tali ragioni che i *Giudici eletti* nelle *Corti* di Monzon riservarono a favore di Pietro Altarriba y Alagon il dritto che perciò gli competeva. Di questa *Replica* essi giudici non poterono esaminare e ponderare le prove perchè mancava il tempo a farlo, *spirando la loro giurisdizione* nel 20 giugno 1534, giorno in cui proferirono la sentenza. (Ved. la seg. CART. n.° XVIII*). Ma i *dritti riservatigli* erano troppo evidenti. Li avea riconosciuti implicitamente e molto prima il re Don Ferdinando *il Cattolico*, facendo pagare nel 1493 a Donna Maria Alagon, madre del pretendente Altarriba, li *centomila soldi* che le erano stati legati per testamento dal padre Don Leonardo Alagon (Ved. la detta CART. n.° XCI*, Sec. XV); e li riconobbe ancora nel 1585 il re Don Filippo II nelle *Corti generali* da lui celebrate in tale anno, impedendo che la questione fosse decisa dai *Giudici* di dette *Corti*, dai quali la riclamava Francesco Altarriba figlio e successore del Pietro Altarriba, a di cui nome fu intentato nel 1533 il processo di gravame *(processo de Greuge)* nelle *Corti* di Monzon, e presentata nel giugno del 1534 la presente *Replica*. Però Francesco di Altarriba, con suo testamento del 19 febbraio 1597, ordinò ai suoi eredi e successori di continuare le instanze per la rivendicazione degli stati di Oristano e di Goceano; e così, tra domande, e dilazioni, e ripulse, quei feudi rimasero poi per sempre incorporati nella Corona aragonese.

Digitized by Google

nominis, et generis existentibus intra dictam Insulam, sive Regnum Sardiniae, et Italiae, etiam in illis faeudis, quae conceduntur ad propriam naturam faeudi, secundum mores Italiae, et sive sint faeuda antiqua, sive nou; foeminae, et descendentes ex foeminis possunt consueverunt, et solent, ac valent succedere, sicut, et masculi, et descendentes ex eis masculi, et successio in dictis faeudis ita transit ad foeminas, et descendentes ex foeminis sicut et ad masculos, et descendentes ex masculis, et tam cognati, quam agnati admittuntur ad dicta faeuda, et ita fuit, erat, et est usitatum, et praticatum, usitatur, et practicatur in tota Italia, et in dictis Regno, sive Insula, et qualibet earum, et hoc ab uno XXXX. LXXX. CL. et ducentis annis continuis, usque nunc, et de praesenti, et a tempore immemoriali, et sic fuit judicatum, et obtentum in judicio contrario, et talis de praedictis fuit, erat, et est vox communis, et fama publica ante hujusmodi litem motam, et post, et de praesenti, in praesenti Regno Aragonum, et in dictis Provinciis, et Regno, et ita Rex noster Carolus confessus fuit, ac de praedictis se jactavit coram plurimis fide dignis personis, et ita fuit dictum, et auditum ab antiquis, et senioribus, qui praedicta viderunt; et sciebant, et pro certo habent inter antiquos, et seniores, qui hodie vivunt, et est eadem consuetudo in Regno Franciae, et in Regno Siciliae, et Principatu Cathaloniae, propter quae, et alias constat, in omnem eventum quod Don Leonardus de Alagon, Avus dicti principalis dicti Procuratoris, et ex eo descendentes, quomodocumque descendant, fuerunt, erant, et sunt capaces ad succedendum in dictis Marchionatu de Oristano et de Gociano, castris, civitatibus, villis, juribus, et pertinentiis illorum.

3. Tum, quia Nobiles Domini Don Antonius, et Don Salvator de Arborea, et de Cubello, Fratres Dominae Benedetae de Arborea, et filii Don Leonardi de Arborea, Marchionis, et Comitis de Oristan, et de Gociano decesserunt, et mortui fuerunt in Regno Sardiniae, sine filiis, nec filiabus descendentibus ex eis, super existentibus, et viventibus sibi Don Leonardo de Alagon, Avo dicti principalis dicti Procuratoris, et nullis aliis relictis, ita propinquioribus, et consanguineis eorumdem, sicut dictus Don Leonardus de Alagon, et mortui fuerunt, jam sunt elapsi septuaginta anni, et ultra, et pro mortuis, dictis tempore, loco, et modis praedictis, fuerunt, erant et sunt habiti, tenti, nominati, et reputati communiter, et ab omnibus de eis, et de praedictis veram notitiam habentibus, et talis de praedictis, fuit, erat et est hujusmodi ante motam litem, post, et de praesenti vox communis, et fama publica, ubi supra, et ita fuit dictum, et auditum ab antiquis, et senioribus, qui praedicta viderunt, et de praedictis veram notitiam habuerunt, et pro certo habetur inter antiquos, et seniores, qui hodie vivunt, ex quibus manifeste resultat, quod si aliquod jus in dictis Marchionatu, et Comitatu pertinuit ad dictum Don Antonium, et Don Salvatorem de Arborea, illud transivit, et pertinuit, pro morte illorum, ad dictum Don Leonardum de Alagon, avum dicti principalis dicti Procuratoris.

4. Tum, quia ante annum millesimum quatuorcentesimum septuagesimum tertium, dictus Don Leonardus de Alagon, avus dicti principalis dicti Procuratoris, per plures annos continuos ante fuit, et erat Marchio et Comes, et verus Dominus, et possessor dictorum Marchionatus, et Comitatus de Oristan, et de Gociano, una cum castellis, civitatibus, villis, locis, vassallis, jurisdictionibus civili, et criminali, mero, mixto imperio, terminis, montibus, juribus, ac pertinentiis suis, et cum fructibus, juribus, redditibus, proventibus, et emolumentis ad dominium, et dominicaturam dictorum Marchionatus, et Comitatus pertinentibus et spectantibus, scientibus, tolerantibus, et approbantibus Serenissimis Dominis Regibus Aragonum, et suarum Majestatum Locumtenentibus Generalibus, Procuratoribus Fiscalibus, et caeteris Officialibus Regiis, et nonnullis aliis, et caeteris quibusvis, et pro tali fuit, et nunc pro tunc est habitus, tentus, nominatus, et reputatus coram, et ab omnibus de praedictis veram notitiam habentibus, et talis de praedictis, fuit, erat, et est, ante hujusmodi litem motam, et post, et de prasenti vox communis, et fama publica, ubi supra, et ita fuit, erat, et est dictum, et auditum ab antiquis, et senioribus qui predicta viderunt, et pro certo habetur inter antiquos, et seniores, qui hodie vivunt.

5. Tum, quia dictus Don Leonardus de Alagon, avus dicti principalis dicti Procuratoris, et sui filii, D. Joannes, et D. Antonius de Alagon, nec aliquis eorum, numquam fuerunt rebelles Regiae Coronae, nec Regibus Aragonum, nec unquam commiserunt aliquam felloniam, nec aliqua crimina, nec delicta, nec aliquod crimen laesae Majestatis, propter quae potuissent privari dictis Comitatu, et Marchionatu. Imo fuerunt semper fideles vassalli, et subditi Regiae Coronae, et Dominis Regibus Aragonum, et numquam ipse, nec aliquis eorum commiserunt, fecerunt, nec perpetrarunt asserta crimina, excessus, et delicta, nec ea, quae narrantur, et continentur in quadam vocata Sententia ab adverso articulata et producta, quae, ut dicitur, lata fuit die quadam mensis octobris, de anno computato a Nativitate Domini millesimo quatuorcentesimo septuagesimo septimo, per Dominum Regem Joannem lata; et ita fuit, erat, et est verum, publicum, et notorium, et fuit dictum, et auditum ab antiquis, et senioribus, qui praedicta viderunt, et de praedictis veram notitiam habuerunt, et pro certo habetur inter antiquos, et seniores, qui hodie vivunt, et talis de praedictis fuit, erat, et est vox communis, et fama publica, ante hujusmodi motam litem, post, et de praesenti ubi supra.

6. Tum, quia per dictum Regem Joannem, sine aliquae causae cognitione, sine aliqua causa, et sine citatione aliqua, dicto Don Leonardo de Alagon, Marchione praedicto, non citato, nec in jure suo audito, fuit privatus de facto, et per potentiam, dictorum Marchionatus, et Comitatus, et sic mala fide, et contra conscientiam, salva sua Excellentia, et debito ei honore, ac curialiter loquendo, dictus Rex Joannes detinuit, et occupavit dictum Marchionatum, et Comitatum; et ita est verum, et ita esse verum, dictus Rex Joannes confessus fuit coram personis fidedignis, et talis de praedictis fuit, erat, et est ante hujusmodi motam litem, post, et de praesenti vox communis, et fama publica, ubi supra, et ita fuit dictum, et auditum ab antiquis, et senioribus, qui praedicta viderunt, et audierunt, et pro certo habetur inter antiquos, et seniores, qui hodie vivunt.

7. Tum quia, immortalis memoriae Dominus Rex

Digitized by Google

Ferdinandus, filius dicti Domini Regis Joannis, etiam salva sui clementia, et debito ei honore, et subjectione, et curialiter loquendo, mala fide, et contra conscientiam detinuit, occupavit, et possedit tempore vitae suae, a tempore mortis dicti Domini Regis Joannis, usque ad tempus ejus mortis, dictum Marchionatum, et Comitatum, et ipse successit in vitio, et violentia, et mala fide dicti Domini Regis, Joannis; et mala fides dicti Domini Regis Joannis non potuit prodesse, immo debuit, et debet nocere dicto Domino Regi Ferdinando, et Caesareae Majestati, et ipse Dominus Rex Ferdinandus habuit notitiam veram, quod contra conscientiam, et sine causa legitima fuerunt dicti Marchionatus, et Comitatus occupati a posse dicti Don Leonardi de Alagon, *et quando vino a morir, et antes muchas vezes dijo, que no era en cargo, ni llevava otro escrupulo de consciencia, sino de tener ocupados los dichos Marquesado, y Condado*, et etiam dictus Dominus Rex Ferdinandus saepe, et saepius, vivente dicto Domino Rege Joanne, recognovit, quod contra jus, et justitiam dictus dominus Rex Joannes detinebat occupatum dictum Marchionatum, et Comitatum, et scripsit dicto Domino Regi Joanni, supplicando suae Majestati dignaretur dicto Don Leonardo de Alagon, Marchioni praedicto, seu suis filiis restituere praedictum Marchionatum, et Comitatum, dicendo, et affirmando, quod ipse sciebat, quod dictus Don Leanardus de Alagon, et sui filii, semper fuerunt fideles vassalli dicti Domini Regis Joannis, et quod non fecerunt aliqua, propter quae debuissent privari dicto Marchionatu, et Comitatu, et talis de praedictis, fuit, erat, est vox communis, et fama publica, ante hujusmodi motam litem, et post, nunc de praesenti in locis, et partibus praedictis, et ita fuit auditum, dictumque ab antiquis, et senioribus, qui praedicta viderunt, et audierunt, et pro certo habetur inter antiquos, et seniores, qui hodie vivunt.

8. Tum quia, secundum mores, usus, et constitutiones, faeudales Italiae, et Regni Franciae, et Regni Siciliae, et Principatus Cathaloniae, et Insulae, sive Regni Sardiniae, in faeudis cujuscumque naturae, et qualitatis nominis, et generis existentibus intra dictas partes, et Provincias, et Regna praedicta, etiam in illis faeudis, quae conceduntur ad propriam naturam faeudi, secundum mores Italiae, et sive sint faeuda antiqua, sive nova, nunquam fellonia, nec delicta Patris, vel adquirentis noviter faeudum, seu habentis faeudum antiquum praejudicat, nec nocet, nec potest, nec solet, nec consuevit nocere, nec prejudicare filiis, nec descendentibus dicti Committentis delictum, sive felloniam, et ita fuit, erat, et est usitatum, et practicatum, usitatur, et praticatur in tota Italia, Provinciis, Regnis, Insula, et Principatu praedictis, et quolibet eorum, et hoc ab uno, X.XX.XXX.L.C. et ducentum annis continuis, usque nunc, et de praesenti, et a tempore immemoriali, et talis de praedictis, fuit, erat, et est vox communis, et fama publica, ante hujusmodi motam litem, et post, et de praesenti in praesenti Regno Aragonum, et in dictis Provinciis, et Regnis, et ita Dominus noster Rex Carolus confessus fuit, et de praedictis se jactavit coram personis fidedignis, et ita fuit, et est dictum, et auditum ab antiquis, et senioribus, qui praedicta viderunt, et pro certo habetur inter antiquos, et seniores, qui hodie vivunt.

9. Tum, quia Don Leonardus de Alagon, avus dicti principalis dicti Procuratoris, mortuus fuit post annum millesimum quatuorcentesimum nonagesimum quartum, et non antea, et etiam Don Joannes de Alagon, filius Dominae Leonoris de Alagon, filiae D. Leonardi de Alagon, Marchionis, mortuus fuit post annum millesimum quingentesimum decimum septimum, et non antea, et pro mortuis dictis temporibus, respective, fuerunt, erant, et sunt habiti, tenti, nominati, et reputati communiter, et ab omnibus, de eis, et de praedictis veram notitiam habentibus, et talis, de praedictis, fuit, erat, et est ante hujusmodi litem motam, et post, et de praesenti vox communis, et fama publica uti supra.

10. Tum, quia Nobilis Dominus Don Antonius de Alagon, filius dicti Don Leonardi de Alagon Marchionis, mortuus fuit in anno millesimo quingentesimo quarto, et non antea, et etiam dicta Domina Maria de Alagon, mater dicti Domini Petri de Altarriba, principalis dicti Procuratoris, mortua fuit in anno millesimo quingentesimo . . . . . et non antea, et pro mortuis dictis temporibus respective fuerunt, erant, et sunt habiti, tenti, nominati, et reputati communiter ab omnibus, de praedictis veram notitiam habentibus, et talis de praedictis fuit, erat, et est vox communis, et fama publica in Regno Aragonum, et alibi.

11. Tum, quia dictus Don Leonardus de Alagon, avus principalis dicti Procuratoris, et ejus filii praedicti vocati Don Joannes, et Don Antonius de Alagon fuerunt detenti, capti per dictos Reges Joannem, et Ferdinandum in castro de Xativa, et in Regno Valentiae, et in aliis partibus Regnorum Hispaniae, extra tamen dictam Insulam, sive Regnum Sardiniae, videlicet, dictus Don Leonardus Marchio, ab anno millesimo quatuorcentesimo septuagesimo septimo, usque ad annum, et tempus, et tempore ejus mortis, et dicti ejus filii Don Antonius, et Don Joannes a tempore mortis dicti eorum patris, et antea, et post, usque ad annum millesimum quatuorcentesimum nonagesimum nonum, quo anno fuerunt positi in libertate, absque facultate tamen eundi, nec moram trahendi ad dictam Insulam Sardiniae, nec in ea, et dictus Don Joannes, et Don Antonius, nunquam post dictum annum millesimum quatuorcentesimum nonagesimum nonum, habuerunt libertatem, nec facultatem eundi, nec accesserunt, nec fuit eis permissum ire, nec accedere ad dictam Insulam, sive Regnum Sardiniae, nec fuerunt in ea praesentes dictis temporibus, et mortui fuerunt in Regnis Hispaniae, extra dictum Regnum Sardiniae, et ita fuit, erat, et est verum, publicum, et notorium, et talis de praedictis, fuit, erat, et est ante hujusmodi litem motam, et post, et de praesenti vox communis, et fama publica in dictis locis, et partibus in praesenti Regno Aragonum, et ita Dominus Rex Carolus confessus fuit coram personis fidedignis.

12. Tum, quia saepe saepius filii, et descendentes dicti Don Leonardi de Alagon, post ejus mortem, in Curiis Generalibus celebratis in praesenti Regno Aragonum, obtulerunt gravamina contra Dominum Regem Ferdinandum, de vi, violentia, quae eis inferebatur propter occupationem, et detentionem dicti Marchionatus, et Comitatus; et alias fecerunt diligentias, propter quas nulla eis potuit, nec potest obstare praescriptio.

Digitized by Google

13. Tum quia, vivente dicto Don Leonardo de Alagon, nec etiam post ejus mortem, quandiu ejus filii non fuerunt in libertate, nec etiam postquam fuerunt liberati, pro tempore, quo fuerunt absentes a Regno Sardiniae, nec etiam vivente dicto Joanne de Alagon, filio dictae Leonoris de Alagon, nulla potuit currere contra filios dicti Don Leonardi de Alagon, Marchionis, nec dicto Petro de Altarriba prescriptio, quia non valenti agere, de jure vel de facto, nulla currit praescriptio.

14. Tum, quia secundum mores, constitutiones, jura, et leges Insulae, sive Regni Sardiniae, ab uno, X.XX.LX et centum annis continuis, usque nunc, et de praesenti continue observatum fuit, erat, et est cautum, et dispositum, quod nulla praescriptio currat, nec currit super bonis immobilibus, contra absentes a praedicta Insula, sive Regno Sardiniae; imo absentes, ipso jure, servantur illesi; et ita fuit obtentum contradictorio judicio, et talis de praedictis fuit, erat, et est vox communis, et fama publica in dicto Regno Sardiniae, et alibi.

15. Tum, quia dictus Don Leonardus de Alagon, avus principalis dicti Procuratoris, et eius filii, et descendentes, fuerunt, et erant origine, et habitatorie, et domicilio Aragonenses, et regnicolae praesentis Regni, qui gavisi fuerunt, et poterant, privilegiis, libertatibus, usibus, et observantiis praesentis Regni Aragonum, Regnicolis dicti Regni concessis, et indultis, et pro talibus fuerunt, erant, et sunt habiti, tenti, nominati, et reputati communiter, et ab omnibus de praedictis veram noticiam habentibus, et talis de praedictis fuit, erat, et est vox communis, et fama publica ubi supra.

16. Tum, quia asserta sententia condemnatoria privationis prolata, ut dicitur, per dictum Regem Joannem ab adverso producta, fuit promulgata a non habente potestatem illam promulgandi, et dictus Dominus Rex Joannes non potuit cognoscere de praedictis fellonia, et delictis commissis, ut dicitur per dictum Don Leonardum de Alagon Marchionem praedictum.

17. Tum, quia de vocatis processibus ad adverso praetensis, et allegatis in dicta vocata sententia contra dictum Dominum Don Leonardum de Alagon, et ejus filios, et fratres, occasione praedicta, lata per dictum Dominum Regem Joannem, non constat, nec constare potest, aliquomodo saltem legitime, nec est ratio aliqua habenda de dicta sententia vocata, seu declaratione facta per predictum Dominum Regem, et seu per Dominum Joannem Ros, assertum Regentem Cancellariam suae Majestatis, in persosonam ejusdem, quoniam de tali declaratione, seu asserta sententia non constat, nec constare potest aliquo modo saltem legitime.

18. Tum, quia scriptura illius ab adverso producta fuit, et est scriptura privata non scripta manu alicujus publici Notarii, seu authenticae personae, potestatem aliquam conficiendi, seu testificandi, habentis, imo quod ille esset, nec sit Notarius, nec Secretarius expresse diffitetur, et negat dictus Procurator.

19. Tum, quia de contentis in ea ratio nulla habenda est, attentis jam dictis, et aliis, in foro, et ratione consistentibus, et signanter ex eo, pro eo, et aliis, quoniam dictus Dominus Domnus Leonardus de Alagon, et eius fratres, et filii, dum vixerunt, semper fuerunt, et erant naturales in Regno Aragonum haereditati in dicto Regno Aragonum, et tales qui gaudere poterant, et valebant gaudere foris, privilegiis, usibus, et constitutionibus dicti Regni Aragonum, regnicolis ejusdem concessis, pariter, et indultis, quod est notorium, et pro notorio haberi petit dictus principalis dicti Procuratoris, et dicta vocata sententia, ut ex adverso assertur, fuit, erat, et est lata in Civitate Barchinonae, Principatus Cathaloniae, ex quo notorie constat, fuit, erat, et est lata extra Regnum Aragonum, et Civitas Barchinonae est extra Regnum Aragonum, et cum de foro, usu, et consuetudine dicti Regni Aragonum causae, tam civiles, quam criminales Aragonensium, et naturalium dicti Regni, non possint cognosci, decerni, et determinari, nisi in dicto Regno Aragonum, et ab eo extrahi non possint, et etiam in causa appellationis, merito sequitur, quod dicta vocata sententia quatenus tangit, aut tangere potest personas, et bona praedictorum, est nulla, et invalida, et non nocuit, nec nocet principali dicti Procuratoris.

20. Tum, quia de foro, usu, et consuetudine Regni, processus, seu causa, et accusatio criminalis, etiam criminis laesae Majestatis, tam in primo, quam in secundo, et tertio, et aliis capitibus ejusdem, non potest inchoari, prosequi, nec finiri, nisi vocata parte, et facto legitimo, et debito fori processu datis defensionibus, et hoc coram justitia Aragonum, et seu ejus Locumtenentibus, ad instantiam Procuratoris Fiscalis Serenissimi Domini Regis, et sic, et alias, cum dictus Don Leonardus de Alagon, et ejus filiae, et filii, fuerunt, erant, et sunt, tam tempore facti vocati processus, si aliquis reperiri potest, (quod absit) et assertae vocatae sententiae, et declarationis ejusdem, qui ante, et post naturales haereditati in praesenti Regno Aragonum, et gaudebant gaudereque poterant dictis privilegiis, libertatibus, foris, usibus, dicti Regni, sequitur manifeste, quod praedicta vocata sententia, et declaratio ex adverso exhibita, cum simili subjectione proferimus loquendo, fuit, et est nulla, et nullius momenti, nec de illa, nec contentis in illa, ratio aliqua haberi potest.

21. Tum etiam, quia dicta vocata sententia fuit, erat, et est nulla, injusta, aut saltem invalida, in alio capite, et causali, et maxime ex eo, pro eo, et alias; quoniam dicta vocata sententia caruit, et caret debitis formis substantialibus, et solemnitatibus, in talibus, et similibus de foro, et ratione scripta, et stilo, et practica hujus Regni, et aliis requisitis, et apponi solitis.

22. Tum, quia fuit lata, ordine fori, et ratione scripta, non servata, et omissis solemnitatibus a foro, et ratione scriptis, et aliis in talibus, et similibus necessariis, et requisitis

23. Tum, quia fuit lata non legitime, et parte non vocata, nec in suis Juribus audita, nec citata, nec vocata, prae cujus interest, aut intererat; ex quo, et alias fuit, erat, et est nulla, et invalida, et de foro, et ratione scripta, contra non vocatum, citatum, nec in jure suo auditum, non potest aliquod deffiniri, cum causarum merita, non partis, sed primi assertione pandantur.

24. Tum, quia non probavit, quod dictus Joannes Ros fuit Regens Cancellariae suae Majestatis, tempore prolationis dictae assertae sententiae; imo, quod ita sit expresse diffitetur, et negat dictus Procurator, et sic re-

Digitized by Google

sultat clarissime, quod de ea ratio haberi non valet, *nec etiam obstat huic parti, si forte dicat, quod dictus* Dominus Leonardus accusabatur de delictis, ut dicitur, commissis in Regno Sardiniae, et sic quod ratione praedicti criminis commissi poterat ibi conveniri, et accusari, quoniam praedicta non obstant, nec obstare aliquo modo possunt, quoniam ubicumque dicti Aragonenses accusentur de delictis per eos commissis, semper remanent Aragonenses et habent gaudere, et gaudent privilegiis, praedictis, et signanter quando conveniuntur in terris, et dominationibus Domini Regis Aragonum, et praesertim ubi tractatur de interesse bonorum.

25. Tum, quia per foros, privilegia, usus, et consuetudines Regni praedicti Sardiniae, et signanter Nobilibus, et Militibus dicti Regni Sardiniae concessos, et Capitulis brachii militaris dicti Regni a Serenissimis Dominis Regibus confirmatis, et roboratis, miles, vicinus, et habitator, et haereditatus, seu terras tenens in dicto Regno Sardiniae, et signanter Nobiles, Milites, et Infantiones ejusdem Regni, non possunt extrahi in prima instantia, sive sit causa civilis, sive criminalis, quantumquumque gravissima, et ponderosa, extrahi a dicto Regno Sardiniae, imo per praedictas constitutiones, usus, consuetudines, et privilegia ejusdem Regni, et signanter brachio militari concessas, datas, et confirmatas, tam per serenissimum Dominum Regem Alphonsum, Regem Aragonum, immortalis memoriae, quam ab aliis praedecessoribus suis; Serenissimus Dominus Rex Joannes, salva ejus clementia, non debebat de vocata accusatione ab adverso praetensa, et allegata cognoscere indicta Civitate Barchinonae unquam vocatam sententiam, nec declarationem, extra dictum Regnum Sardiniae, et ejus Insulam, et minus, eo non vocato, nec audito, et non datis legitimis defensionibus eisdem, et ita fuit, erat, et est verum, et talis de praedictis fuit, erat, et est vox communis, et fama publica, tam in dicto Regno Sardiniae, quam in Principatu Cathaloniae, quod alibi, ubi de praedictis fuit habita et habetur vera notitia, et habetur, et sic, et alias clare, et manifeste constat, quod sive inspiciamus dictum Don Leonardum de Alagon, fratres, et filios, ut regnicolas dicti Regni Aragonum, sive ut vicinos, et habitatores in dicto Regno Sardiniae, nullo modo poterant de dicto praetenso crimine conveniri in dicta Civitate Barchinonae, nec dictam vocatam Sententiam ferre, cum subjectione loquendo, tam desaforatam, et sic, et prout lata dicitur fuisse, attentis foris, usis, et consuetudinibus dicti Regni Sardiniae desuper enarratis.

26. Tum, quia inspecta etiam consuetudine Barchinonae, et consuetudinibus Cathaloniae, dicta vocata sententia fuit, erat, et est nulla, et invalida, attentis jam dictis, et dicendis et aliis in foro, justitia, et ratione consistentibus, et signanter, ex eo, pro eo, et alias, quia per privilegia, et constitutiones Cathaloniae, Serenissimus Dominus Rex Joannes, tempore prolationis dictae vocatae sententiae, ante, et post, non debuit, salva Regia clementia, condemnare dictum Don Leonardum de Alagon, ejusque fratres et filios, nec aliquem alium in dicta civitate Barchinonae, et Principatu Cathaloniae, nisi praecedentibus citationibus, rationibus legitimis, datisque defensionibns competentibus dictis praetensis reis, et de dicto praetenso crimine, et aliis criminibus accusatis, et si secus fiet, processus, et sententia, et quidquid inde sequutum existit fuit, et est nullius momenti, et ita fuit, erat, et est vox communis et fama publica in dicta Civitate Barchinonae, et Principatu Cataloniae, et alibi, ubi de praedictis fuit, erat, et est vera notitia, et sic ex omnibus praedictis clare, et manifeste constat attentis praedictis foris, privilegiis Regni Aragonum, quod etiam constitutionibus, practicis, capitulis, brachii militaris dicti Regni Sardiniae, usibus, et constitutionibus Principatus Cathaloniae, quod dicta vocata sententia nullius est roboris, nec momenti.

27. Tum, quia fuit, erat, et est verum, quod dicta vocata sententia caruit, et caret debitis formis substantialibus et solemnitatibus debitis a foro, et ratione scripta in talibus, et similibus fieri requisitis, et reverenter loquendo, fuit, ut dicitur, lata ex falsis accusationibus, et ex falsis causis, et fundamentis, ut infra dicendis, et aliis liquide est videre. In primis, enim dicta sententia est inepta in personis, et narrationibus; dicitur enim in ea, viso processu causae inter Fisci Procuratorem, et per Domnum Leonardum de Alagon, ejusque fratres, germanos, et alios partibus, ex altera, non enim constat unde sit oriundus dictus Domnus Leonardus de Alagon, nec numquam qui sunt dicti ejus fratres, nec quid comprehenditur in illo verbo, et alios, cum ergo, tam de foro, quam de ratione scripta, cui forus non contradicit, processus sententiae, signanter criminalis, debent esse clari, certi, determinati maxime in personis, sequitur manifeste, quod cum sint personae incertae, contra quos, ut dicitur, factum fuit; per consequens de dicta vocata sententia, similiter incerta, nulla ratio debet haberi.

28. Tum, quia non constat, nec constare aliquo modo potest de aliqua littera citatoria, nec de aliqua citatione in praedicta vocata sententia narrata contra dictum Marchionem, nec constat, nec constare potest aliquo modo, fuisse prolatam, nec praedicto Marchioni praesentatam, minusque praedictis fratribus, et aliis, nec ratio aliqua potuit haberi de quibusdam vocatis processibus, ut dicitur, factis et receptis in Insula, et dicto Regno Sardiniae, per assertos Regios Officiales, contra dictum Marchionem de vocatis criminibus, conspirationibus, rebellionibus, ut dicitur, commissis in personis Officialium dicti Domini Regis laesi, tam verbis, quam factis invadendo, et de aliis verbis, ut dicitur, per dictum Marchionem prolatis. Quoniam de praedictis non constat, nec constare potest aliquo modo, imo quod ita sit expresse negat, et diffitetur dictus Procurator.

29. Tum, quia de ratione scripta, cui forus non contradicit, dictis vocatis informationibus per vocatum Gubernatorem, et Locumtenentem Generalem in Regno Sardiniae, ut dicitur, receptis, nulla fuit, nec est habenda fides, cum illa non sint talia, que possint aliquid probare, nec in modum probationis produci, coram praefato Domino Rege Joanne in dicto vocato processu factis, ut dicitur, per ejus Majestatem in dicta Civitate Barchinonae, quoniam de foro, et ratione scripta, cui forus non contradicit realiter testibus, et non atestationibus testium per alium receptis a judice, est credendum.

30. Tum, quia delicta non possunt probari per instrumentum.

Digitized by Google

31. Tum, quia dictae vocatae informationes, et processus facti a dicto vocato Viceregi, et Gubernatore Regni Sardiniae, si et ubi facti fuerunt, quod absit, fuerunt, erant, et sunt facti contra constitutiones, capitulaque brachii militaris dicti Regni Sardiniae, et non vocata, nec citata parte, nec in jure suo audita, prout desuper dictum est, nec in debita juris forma, et sic, et alias de ea ratio aliqua haberi non debet, nec potest, nec etiam obstat, quod in dicta vocata declaratione, et sententia dicitur, quod dictus Marchio Oristani fuit inobediens praedicto Viceregi, et suis Officialibus. Quoniam, fuit, erat, et est verum, quod de inobedientia tali non constat, nec constare legitime potest aliquo modo; imo semper dictus Dominus Leonardus Marchio Oristani, et fratres, et filii ejusdem, semper dicto Domino Regi fuerunt fideles vassalli, nec huic parti obstat, siquae inobedientia reperierint, et alia siquae sunt facta a dicto Domno Leonardo, et suis, in et contra dictum Nicolaum Carroz, et suos adhaerentes, et sequaces, et non contra Viceregem dicti Regni Sardiniae. Quoniam fuit, erat et est verum, quod multo ante prolationem dictae assertae sententiae, et declarationis ejusdem, dictus Domnus Leonardus de Alagon habebat inimicitiam capitalem cum dicto Domino Dalmatio Carroz, Comite Quirrae, filio dicti Nicolai Carroz, et tam dictus Nicolaus Carroz, quam dictus Domnus Dalmatius Carroz, ejus filius, Comes Quirrae, nominibus eorum proprijs, et tanquam Barones, et Nobiles domiciliati in dicto Regno Sardiniae, habebant inimicitiam capitalem cum dicto Leonardo de Alagon, et bellum gerebant, et guerram faciebant cum dicto Nobile Domno Leonardo de Alagon, et ejus vassallis, et ita fuit, erat, et est verum, et talis de praedictis fuit, erat, et est vox communis, et fama publica in dicta Insula Sardiniae, et alibi.

32. Tum, et etiam, quod fuit, erat, et est verum, quod Villae, Castra, et Loca, quae erant dicti Domini Leonardi de Alagon tunc temporis in dicta Insula, et Regno Sardiniae, seu aliqua parte ipsorum, ipsa Villa et loca, et seu eorum Montes, et termini, erant contigui cum Villis, Locis, et Terminis dicti Domini Nicolai Carroz, et Domini Dalmatii Carroz, ejus filii, Comitis Quirrae, cujus occasione, et alias inter praedictos patrem, et filium, et dictum Domnum Leonardum de Alagon, fuerunt orta plura, et diversa litigia, quaestiones, et controversiae, et ita fuit, erat, et est vox communis, et fama publica, uti supra. Quorum praemissorum vigore, et alias, dictus Serenissimus Dominus Rex Joannes, multo ante prolationem dictae assertae sententiae, ad humilem supplicationem dicti Don Leonardi de Alagon, eximuit, et pro exempto habere voluit, dictum Domnum Leonardum de Alagon, et suos, a Jurisdictione, et potestate praedicti Domini Nicolai Carroz, tunc asserti Viceregis in dicto Sardiniae Regno, ratione praedictarum inimicitiarum capitalium, et alias, prout de praedicta exemptione clare, et certiosius apparet per thenorem cujusdam concordiae per dictum Dominum Regem Joannem signatae, et concessae, et alias legitime, et ita fuit, erat, et est verum, et talis de praedictis fuit, erat, et est vox communis, et fama publica ubi supra, et alibi; ex quo, et alias constat, dictum Domnum Leonardum non fuisse subditum dicto asserto Viceregi, et sic, et alias de vocatis informationibus, processibus, et enantamentis in vocata sententia enarratis aliqua ratio haberi non debet, attentis jam dictis, et aliis in foro, et ratione consistentibus, et signanter attenta dicta exceptione, attenta inimicitia capitali praedictorum.

33. Tum, quia si, et ubi aliqua fecerunt praedicti Domnus Leonardus de Alagon, et ejus fratres, et filii contra dictum Dominum Nicolaum Carroz, tunc assertum Viceregem, illud fuit factum, si, et ubi Regium esset, (quod absit) non in contemptum Regiae Majestatis, nec ejus Fisci Procuratorem; imo propter inimiciliam capitalem, quam praedictus Domnus Nicolaus Carroz, et ejus filius Comes Quirrae, gerebant, et habebant contra dictum Domnum Leonardum de Alagon nominibus eorum propriis, ex causis, et rationibus ante dictis et sic praedicta non sunt talia, quae posito, quod essent facta, possint dici facta contra Regiam Majestatem, nec in contemptum suorum Officialium, sed ex eo quia dicti Officiales erant inimici, et ab eorum potestate exempti. Nec etiam ratio aliqua est habenda de dicta vocata sententia, et declaratione ejusdem, quoniam causa, in qua se fundat, reverenter, et cum debita subjectione loquendo, est falsa; quod constat per informationem, quam Domnus Artaldus de Alagon, filius Domini Leonardi, praestitit, et non obstat, quod dicitur, quod tres fratres praedicti Domni Leonardi, et Vice Comes de Santluri, congregato magno exercitu, videlicet quatuor, vel quinque mille vassallorum Sardorum, obsiderunt civitatem Calleris, devastando arbores, ligna fructifera, panes, et alia bona dictae Civitatis, moventes insultum contra Regios Officiales, et Juratos Civitatis dictae Calleris, devastando, ut dicitur, loca regia, usque ad ornamenta Missarum, Portum, et palisatam dictae civitatis frangendo duas galleras guidatas in dicto Portu, videlicet extrahendo; crimina ex praedictis resultantia, ut dicitur, committendo, quoniam de praedictis non constat, nec constare potest quoquomodo, nec aliquo legitimo documento, nec alias, quatenus in facto consistunt, reverenter loquendo, et salvo proponentis honore, non sunt vera.

34. Tum etiam, quod expresse non narratur, a quo fuit facta, nec quo tempore, et loco, imo fuit, erat, et est verum, quod dictis temporibus, nec post, dictus Domnus Artaldus de Alagon, et fratres dicti Domni Leonardi Marchionis, cum praedictis quatuor, aut quinque mille vassallorum Sardorum, parum plus, vel minus, iter egerint, seu iverint dictam Civitatem Callaris, et casu quo ivissent non nisi semel, et non pluries, et ita fuit, erat, et est verum, et talis de praedictis fuit, erat, et est vox communis, et fama publica, ubi supra; et fuit, erat, et est verum, quod illa sola vice, qua iverunt praedicti Domnus Artaldus, et tres dicti Domni Leonardi Fratres, cum Vice Comite de Santluri, cum arcis, et aliis generibus armorum et vassallis, et hominibus Sardis, cum vexillo Regio, iverunt propter servitia Domini Regis, et ad adjuvandum, opem, et auxilium praestando Officialibus Regis. Nam fuit, erat, et est verum, quod temporibus praedictis, ante, et post, Magnificus Dominus Joannes de Villamarì, fuit, et erat Capitaneus Generalis in Maritima Domini Regis Joannis, tunc foeliciter Regnantis, et pro Capitaneo Generali dictis temporibus, fuit habitus, tentus, nominatus, et reputatus ab omnibus de praedictis veram notitiam habentibus, et talis de praedictis fuit, erat, et est vox communis, et fama publica ubi supra, et eo sic Capita-

Digitized by Google

neo existente dictis temporibus, dictae Triremae, sive galerae, seu gentes armatae ibidem existentes, una quarum erat cujusdam vocati Petri Aragal, altera vero dicti Domni Comitis praedicti de Quirra, obsiderunt, et per vim, et forciam rapuerunt quamdam fustam cujusdam vocati Joannis de Zaragoza, vassalli Domni Domini Regis Joannis, qui tunc erat, et nihilominus invaderunt quamdam triremem, sive galeram praedicti Domini Joannis de Vilamarì, Capitanei, et illam insequendo, et invadendo, Deo sibi juvante, ab eorum maribus evasit, fugiendo, et cum de praedictis evasionibus, et naufragiis esset dictus Joannes de Vilamarì, Capitaneus, informatus, pro recuperando dictam fustam de dicto Joanne de Zaragoza vassallo dicti Domini Regis, ac amico, et socio praedicti Capitanei, et ac Patroni praedictae triremae, sive galerae evasae dicti Capitanei, et pro puniendis dictis malefactoribus praedictus Dominus Joannes de Vilamarì ivit ad civitatem Oristanni, et seu juxta; et ad litus maris, et dictus Capitaneus requisivit Domnum Leonardum, ex parte Domini Regis, quod attento casu praedicto eidem daret consilium, favorem, et juvamen, et dictus Dominus Leonardus, obediendo mandatis Domini Regis, seu pro ejus parte oblatis, dedit juvamen, videlicet sibi dedit unam triremem, sive galeram, et cum aliis suis triremis, sive galeris ivit contra dictas triremes, sive galeras praedictorum Comitis de Quirra, et Petri de Aragal, et fuit, erat, et est verum, quod dum eos inveniret, et prosequerent dictas galeras, se receptarunt in dicta civitate Callaris, sive Padiçatam illius, et ita fuit, erat, et est verum. Quibus sic stantibus, Capitaneus praedictus ex parte Domini Regis monuit, et requisivit Juratis et aliis Officialibus dictae Civitatis Callaris, quatenus non defenderent praedictas galeras, actis praedictis invasionibus, et aliis desuper enarratis, per illos commissis, imo compelleret eos ad eas restituendum, et omnia damna per eas illata, ac etiam sibi tanquam Capitaneo dicti Domini Regis darent, et restituerent dictas duas galeras, Patronos, et homines in illis stantes ad hoc, ut de illis posset fieri justitia de dictis criminibus per eos commissis juxta stilum, et consuetudinem maritimam in talibus fieri assuetam, et fuit, erat, et est verum, quod praedicti Officiales dictae Civitatis Callaris illud facere recusarunt, imo quod fortius est, contra dictum Capitaneum, et eius triremes, sive galeras, occasione praedicta, per eum adductas, miserunt intus bombardas, in maximum vilipendium, et damnum dicti Capitanei, et ita fuit, erat, et est verum, et talis de praedictis fuit, erat, et est vox communis, et fama publica, ubi supra, et alibi. Quibus sic stantibus, praedictus Joannes de Vilamarì Capitaneus, ex parte dicti Domini Regis monuit, et requisivit tunc praedictum Domnum Leonardum de Alagon, et fratres, quatenus darent eidem auxilium, consilium, et juvamen, pro recuperando dictas triremes, ratione praedicta in dicta Palliçata Calleris existentes. Quorum praemissorum vigore, ut boni, et fideles vassalli dicti Serenissimi Regis, pro praestando auxilium, et favorem praedicto Capitaneo, et Officialibus dicti Domini Regis, pro recuperando dictas triremes, sive galeras, praedictus Domnus Leonardus de Alagon misit cum gentibus suis filium suum Domnum Artaldum de Alagon, et tres fratres dicti Don Leonardi de Alagon requisivit pro parte dicti Capitanei, et iberunt . . . . . cum Condestabili Sardiniae, Vicecomite de Sanct Luri, cum dictis quatuor, aut quinque mille hominum cum Vexillo Regio, ad dictam Civitatem Calleris, et ita fuit, erat, et est verum, quod per unum diem naturalem, antequam praedicti accederent versus praedictam Civitatem, jam dictus Joannes de Vilamarì Capitaneus praedictus, per vim, et forciam accepit a praedicta Palliçata, et praedictas duas galeras vacuas, et expeditas, vulgariter dictas, desarmadas, et ita fuit, erat, et est vox communis, et fama publica, ubi supra, et alibi. Quibus sic peractis, et attentis, praedictus Dominus Joannes de Vilamarì, cum gratiarum actionibus, praedicto Artaldo de Alagon, et fratribus dicti Marchionis, et Vicecomitis de Sanct Luri, ex parte dicti Domini Regis, et sua, cum supradictis suis gentibus reverterunt ad loca sua, nemini faciendo resistentiam, nec damnum Officialibus Regiis, et absque aliqua invasione contra dictam Civitatem Calleris, nec aliqua Loca dicti Domini Regis, nec minus malum faciendo in suis Ecclesiis, nec in earum ornamentis; imo si quae alia damna facta fuerunt, illa fuerunt a praedictis hominibus Sardorum facta, uti solet fieri, in qua adjuvantia gentium armorum, attamen illa si quae fuerunt, quod absit, fuerunt praeter, et contra voluntatem Capitaneorum, et signanter dicti Domini Don Artaldi de Alagon Capitanei, et ex prohibitione, et vetante eos, ne aliquod damnum facerent, et sic venerunt pacifice ad juvandum dictum Capitaneum, pro recuperandis dictis galeris, et cessante dicta causa, praedicti desuper nominati reversi fuerunt ad loca suarum habitationum, et ita fuit, erat, et est verum, et talis de praedictis, fuit, erat, et est vox communis et fama publica ubi supra, et alibi: Sic ergo ex praedictis, et aliis apparet manifeste, quod de bono opere non erat lapidandus, cum potius ut fideles vassalli servierunt Domino Regi in praedicto itinere, juvando suos Officiales.

35. Tum, quia in praedicta vocata sententia, et declaratione non dicitur, quod dictus Domnus Leonardus de Alagon, nec praedicti ejus filii, et fratres intervenerunt, nec etiam obstant, reverenter loquendo, quaedam alia fingimenta, et colores, in dicta vocata sententia, et declaratione expressata, videlicet, plura verba injuriosa contra dictos Officiales Regios, ut dicitur, prolata a dicto Domino Leonardo, et quae accipiebat homines Domini Regis, ad injiciendum eos in triremes, sive galeras, et aliqua plurima in dicta vocata sententia, et declaratione enarrata, quoniam de praedictis non constat, nec constare potest aliquo modo.

36. Tum, quia non sunt talia, casu quo de illis constaret (quod absit), quod inducant crimen laesae Majestatis, propter injurias verbales, nemo potest capi, nec captus detineri multo minus Nobiles, cum de foro non possint puniri in personis, multo minus dicti rebelles.

37. Tum et etiam, ex alio apparet nullitas praedictae sententiae, quoniam ex tenore ipsius apparet, condemnat ad mortem naturalem filios praedicti Domni Leonardi, et sic, et alias propter ineptitudinem dictae vocatae sententiae, fuit, erat, est de foro, et de ratione scripta, cui forus non contradicit, nulla et nullius efficaciae, et hoc ex eo quod condemnat delinquentes, et illos, qui non probantur delinquisse.

Digitized by Google

38. Tum, quia tam de foro, usu, et consuetudine Regni, quam alias, ex resistentiis factis Officialibus Domini Regis, tam in non parendo, quam in eos offendendo, usque ad sanguinis effusionem inclusive, non dicitur, quis incidere in crimen laesae Majestatis ad hoc, ut possint ejus bona confiscari, et Camerae Regiae applicari, nec ex eo inducitur aliqua inhabilitas, seu infamia filiis eorum, nec privatio aliqua succedendi suis parentibus.

39. Tum, quia in Aragonia non habemus dictas vocatas inhabilitates, nec incapacitates filiorum, ex quo, et aliis non obstant huic parti supradicta allegata, et ita fuit, et est verum, usitatum, et practicatum in Regno Aragonum ab uno, duobus, x . xx . xxx . l. et centum, et ducentum annis continuis, et ultra, usque nunc, et de praesenti, et per tantum tempus, et a tanto tempore, de cujus initio memoria hominum in contrarium non existit.

40. Tum, quia tam in dicto Regno Sardiniae, quam in Principatu Cathaloniae, virtute Constitutionum usaticum et alias ex usu, et practica ab uno, duobus, x . xx . xxx . l. et centum, ac ducentum annis, et ultra continuis, usque nunc, et de praesenti, et a tanto tempore, de cujus initio, memoria hominum in contrarium non existit, confiscatio bonorum, et aliae poenae statutae contra committentes crimen laesae Majestatis, signanter inhabilitas filiorum non vendicavit sibi locum, nec comprehendit male tractantes Officiales Regios, tam in verbis injuriosis, quam aliis, nec per manus injectionem, etiam usque ad effusionem sanguinis. Quoniam, licet tales sint resistentiae incidunt in poenam corporis afflictivam; attamen ex tali resistentia non habet locum in dictis casibus confiscatio bonorum, nec incidunt filii talium resistentium in poenas a ratione scripta statutas, et impositas contra filios committentes crimen laesae majestatis. Imo filii talium resistentium succedere possunt parentibus suis, et non remanent infames, nec bona talium confiscantur; et ita fuit, erat, et est verum, et talis de praedictis, fuit, erat, et est vox communis, et fama publica, ubi supra, et alibi.

41. Item dicit dictus Procurator, quod dictus Dominus Leonardus de Alagon Avus dicti ejus principalis, tempore vocatae declarationis, et antea, et post, usque ad diem ejus mortis, fuit, et erat imbursatus, et insaculatus in matricula, et bursa Officiorum Regni Aragonum, videlicet in Officiis Deputatorum Regni, Inquisitorum, et decem, et septem Iudicantium, et post dictam vocatam declarationem, usque ad diem ejus mortis, semper in extractione officiorum dicti Regni, cum, et quomodo extrahebantur, casu, seu sorte, modis, et formis consuetis in extractione dictorum Officiorum semper Deputati dicti Regni, et Regii Officiales, et caeteri milites, et infantiones dicti Regni, in dicta extractione existentes, tamquam vero imbursatum, et nullo modo privatum virtute praetensorum criminum laesae Majestatis, et dictae vocatae sententiae, seu declarationis illum sic stractum, et sic, et cum, et quomodo extrahebatur, ac alii praedicti Officiorum eum spectabant per tempus ad acta Curiae statutum, absentibus a dicto Regno extractis in dictis Officiis, et ante fuit cum dictum tempus non procedebant, ad extractionem alterius, et ita fuit, erat, et est verum, et fuit practicatum, ussitatum, et consuetum in dicto Regno Aragonum a dictis Deputatis et aliis Officialibus Regiis a tempore vocatae sententiae, quae fuit, ut dicitur, lata in anno millesimo quadringentesimo septuagesimo septimo, usque ad diem ejus mortis; scientibus, et videntibus Serenissimo Domino Rege, et ejus Locumtenente Generali, Gubernatore Regni Aragonum, et ejus Vice Regente, Iustitia Aragonum, et caeteris Officialibus dicti Regni, Fiscique Procuratore et Advocato, et ita fuit, erat, et est verum, et talis de praedictis est vox communis, et fama publica, ubi supra, et alibi; et ita est verum, et fuit, erat, et est verum, quod de usu, Foro, et consuetudine Regni, si aliqui existunt in dictis Officiis Regni, seu bursis, si sunt privati per patris delicta, seu haeresis, aut propter crimina laesae Majestatis, aut alios delinquentes in suis Officiis, si praedicti sic privati extrahuntur ex praedictis bursis, in quibus sunt inbursati, aut insaculati ad illum Officium regendum, praedicti Deputati, et alii Officiales Regii mandant procedi, procedique faciunt ad extrahendum alios in eorum locum, et hoc incontinenti, absque alia dilatione temporis, et ita fuit, erat, et est verum, usitatum, et practicatum a tanto tempore de cujus initio memoria hominum in contrarium non existit.

42. Tum, quia fuit, erat, et est verum, quod post latam sententiam, Serenissimus Dominus Rex Catholicus Ferdinandus scripsit, et alias nominavit dictum Domnum Leonardum de Alagon, Marchionem Oristani, et confessus est, ipsum esse Marchionem, et non perdidisse nobilitatem, et honorem, cum haberet scientiam, et notitiam de nullitate dictae vocatae sententiae, et non solum dicto Don Leonardo de Alagon ejus patri hoc illum recognovit, et confessus fuit, verum etiam praedicto Serenissimo Domino Regi Joanni ejus genitori hoc illud scripsit, ut de praedictis, et aliis latius apparet per praedictas litteras, sive epistolas ejus manu firmatas, et subscriptas, de quibus, et contentis in eis promptam facit fidem, si, et in quantum, et non alias.

43. Tum, et etiam dicit dictus Procurator, quod dictus Serenissimus Dominus Rex Ferdinandus, et Curia Generalis Regni Aragonum in Curia celebrata in Civitate Tirasonae, imbursavit, et admissit ad Officia dicti Regni, videlicet Deputatorum Regni, Inquisitorum, et decem, et septem Judicantium praedictum ejus filium, et Domnum Ludovicum, et Joannem, filios, et fratres dicti Domni Don Leonardi de Alagon; ut de praedictis apparet per actum Curiae dictae insaculationis, et matriculam, sive nominationem, per Notarium Curiae scriptam, ad quam, et quem se reffert, dictus Procurator, supplicando haberi pro notoriis, cum sint actus Curiae, et sic, et alias dictus Serenissimus Rex Ferdinandus, eos admittendo ad praedicta Officia, habuit, et habebat pro dignis, et habilibus, et voluit eosdem restituere natalibus, et habilitare in omnibus, et per omnia quemcumque eorum, et sic sequitur manifeste, quod fuerunt in omnibus, et per omnia habilitati: praedicti ejus principali non nocent exposita praetensa, et allegata ab adverso.

44. Tum, quia fuit, erat, et est verum, quod quamquam in praenarrata sententia, seu declaratione, dictus Serenissimus Dominus Rex Joannes condemnavit fratres dicti Domni Leonardi de Alagon ad mortem naturalem virtute praetensi criminis rebellionis per eos, ut dicitur, commissi: *Attamen fuit, erat, et est verum, quod facto legitimo processu, et recepta informatione* per dictum

Digitized by Google

Serenissimum Dominum Regem Ferdinandum, *fuit declaratum dictos Nobiles Domnum Salvatorem et Domnum Joannem de Alagon*, non commisisse, nec perpetrasse dicta crimina, nec delicta laesae Majestatis, nec incurrisse, nec incidisse in poenis contentis, et expressatis in dicta vocata Sententia, et declaratione, prout de praedictis et aliis latius, et seriosius constat, et apparet, per instrumentum, et instrumenta publica processus, et acta, et alia ad quae se reffert dictus Procurator, de quibus, et contentis in eis promptam facit fidem dictus Procurator, si, et in quantum eis.

45. Tum, quia fuit, erat, et est verum, quod dictus Domnus Joannes de Alagon, quondam, filius dicti Don Leonardi de Alagon, Marchionis praedicti, ut Nobilis, et de genere Nobilium descendens, gavisus fuit, et gaudebat, dum in humanis fuit, omnibus immunitatibus, et privilegiis a foro dictis Nobilibus indultis: et signanter, quia fuit, erat, et est verum, quod in quibusdam Curiis celebratis in Civitate Caesaraugustae, sedebat, et stabat in Camara Nobilium, et Nobilibus dicti Regni Aragonum assignata, in convocatione dictae Curiae Generalis, et habebat locum, et vocem in dicta Congregatione, et Curia in dicto Brachio Nobilium, sicut caeteri Nobiles dicti Regni; sciente, vidente, et consentiente dicto Serenissimo Domino Rege Ferdinando, et caeteris ejus Officialibus, et caeteris quibusvis, et ita fuit, erat, et est verum.

46. Tum, quia fuit, et est verum, quod in dicta Curia, praedictus Don Joannes de Alagon obtulit, et dedit quoddam gravamen in dicta Curia de pluribus, et diversis gravaminibus eidem factis, et inter caetera dictus Serenissimus Rex Ferdinandus, facta commissione de voluntate partium Vicecancellario, et aliis Consiliariis dicti Domini Regis fuit super aliquibus ex dictis gravaminibus pronuntiatum, et inter caetera fuit declaratum, quod quaedam renuntiatio, ut dicitur facta per dictum Domnum Joannem de Alagon, et alios eius fratres, ... factae ut dicitur dum fuerunt extracti ab oppido Civitatis Xativae existentes capti in posse Locumtenentis Gubernatoris Valentiae, dallà de Xucar, fuit pronuntiatum, et declaratum illum, et illos fuisse invalidos, et non habuisse, nec habere aliquam in eis subsistentiam, et fuit mandatum intimari Iustitiae Aragonum, et Locumtenentibus, ut de praedictis latius constat per instrumentum, et acta publica praevia ratione confecta, ad quae se reffert dictus Procurator, si, et in quantum, et sic, et alias constat manifeste, quod dictus Domnus Joannes de Alagon fuit, non obstante dicta vocata declaratione, et sententia, exemptus, et non comprehensus in poenis in dicta vocata declaratione contentis, et jam, si aliqua labe, et macula infectus esset (quod absit), fuit ab ea omnino liberatus per iam desuper dictas, et alias.

47. Tum, quia secundum mores, et consuetudines, usus, et constitutiones faeudales Italiae, et Insulae sive Regni Sardiniae, in faeudis cujusque naturae, et qualitatis, nominis, et generis existentibus intra dictam Insulam, et Regnum Sardiniae, et Provintias Italiae existentibus, etiam in illis faeudis, quae conceduntur ad propriam naturam faeudi, secundum mores Italiae, et sive faeuda sint nova, sive antiqua, Dominus directus faeudi non potest esse Judex inter eum et Vassallum, sive datarum de, et super fellonia praetensa commissa per dictum vassallum; imo recurrendum est ad fores Curiae, vel ad alios Judices electos de consensu Domini directi, et Domini utilis, et sententia lata per Dominum directum faeudi, est ipso jure nulla, et ita fuit usitatum, et practicatum, usitatur, et practicatur in tota Italia, et in Regno Sardiniae ab uno, duobus, v.xx.xxx.l. et centum, et centum et quinquaginta annis continuis, usque nunc, et de praesenti, et talis de praedictis fuit, erat, et est vox communis, et fama publica, ubi supra.

48. Tum, quia de foro, et observantia praesentis Regni Aragonum solus Justitia Aragonum potest cognoscere, et sui Locumtenentes fuerant, erant, et sunt Judices competentes in causis vertentibus inter Dominum nostrum Regem, seu ejus fiscum, et privatorum, sive dictae causae sint faeudales, et sive agantur de fellonia commissa per vassallum, seu datarum super alia re, etiam si agatur de crimine laesae Majestatis, sive alio, et Dominus Rex Aragonum non potest esse Judex in causis praedictis, nec aliqua earum, et ita fuit usitatum, et practicatum, usitatur, et practicatur in praesenti Regno Aragonum ab uno v.x.xx.xxx.l.c. et cc. annis continuis, et ultra usque nunc, et de praesenti, et talis de praedictis fuit, erat, et est vox communis, et fama publica in praesenti Regno Aragonum.

49. Tum, quia dictus principalis dicti Procuratoris est praesto, et paratus facere, tenere, servare, et adimplere ea, quae de foro, et de jure communi, et ratione, et juxta consuetudines, et mores Italiae, et dicti Regni, sive Insulae Sardiniae, facere, tenere, servare, et adimplere tenetur cum Domino nostro Rege, et cum aliis Regibus Aragonum suis successoribus, ratione dictorum Marchionatus, et Comitatus.

50. Tum, quia secundum consuetudinem, morem, et constitutionem Italiae, et omnium provinciarum adjacentium, et signanter Regni, et Insulae Sardiniae, per simplicem concessionem faeudi, etiam ad propriam naturam faeudi, secundum morem Italiae, censetur facta concessio, et in effectu conceditur, sub quibusvis verbis concipiatur, tam recipienti, quam descendentibus utriusque sexus ab illo, et aeque principaliter, ac si per omnes descendentes successive esset receptum, et acceptatum, sive sit faeudum Marchionatus, sive Comitatus, vel alterius cujusvis dignitatis, et quantumcumque qualificitur, et taliter, quod per factum recipientis non valet illius successoribus, et descendentibus in aliquo praejudicari, et ita fuit, erat, et est usitatum, et practicatum, et in judicio contrario obtentum, semel, et pluries in partibus praedictis ab uno, x.xx.l. centum, et ducentum annis continuis, et ultra, et citra continue usque nunc, et de praesenti, et talis de praedictis fuit, erat, et est vox communis, et fama publica ubi supra, et alibi, ubi de praedictis vera notitia fuit habita, et habetur.

51. Tum, quia instrumenta ab adverso exhibita, quatenus faciunt contra hanc partem, non nocent, nec nocere valent huic parti, cum non fuerint concessa per habentem potestatem ad illud faciendum, concedendum, seu firmandum, et Notarii, seu asserti Secretarii, qui, ut dicitur, illas testificarunt, sive in publicam formam

Digitized by Google

extraxerunt, non fuerunt, erant, nec sunt Notarii nec Secretarii, et sunt scripturae privatae nullam fidem facientes, et ita est verum; imo, quod veritas aliter se habeat dictus Procurator expresse diffitetur, et negat.

Ex quibus omnibus, et singulis ante dictis, et ex praesenti processu resultantibus, et apparentibus, et aliis in foro, jure, justicia, et ratione consistentibus, et deductis, positis, et articulatis in petitione hujus partis, et ex ea resultantibus, et apparentibus manifeste constat, et apparet, quod non sunt fienda, nec fieri debent petita, et fieri requisita in vocata cedula ab adverso oblata, cum illa non impediant pro ista parte supplicata; imo sunt fienda, et fieri debent petita, et fieri requisita in petitione huius partis, et ita fieri, pronuntiari, et provideri per vestros dictos dominos Judices, et per vestram difinitivam sententiam petit, supplicat, et requirit dictus Procurator, cum ita de foro, et alias fiendum, et providendum existat, et prout in talibus, et similibus est fieri, pronuntiari, et provideri assuetum, et debet, et prout forus, et vitio dicto . . . . . sibi, et parti suae, jus, et justitiam, qualem decet, ministrando, partem adversam in expensis condemnando, parens praemissis, etc.

Victorianus Tafalla, ut Advocatus causae praesentis, praedicta ordinavit.

XVIII*.

Sentenza, con la quale Filippo Sancheta e Martino Giovanni Alberto, giudici eletti dalle Corti generali di Monzone, e dall'imperatore Carlo V, dichiarano di appartenere alla Corona il marchesato di Oristano e il contado di Goceano, riservando però a Don Pietro di Altarriba y Alagon il dritto che pretendea competergli per la successione a detti feudi, come a nipote di Don Leonardo Alagon di Arborea.

(1534. — 20 giugno)

Dagli Archivi di Barcellona, *Processo de Greuge* cit.

Nos Johannes Philipus Sancheta, et Martinus Johannes Albertus, Judices, et Comissarii praedicti, dati, nominati, et deputati per Caesaream et catholicam Majestatem Imperatoris, et Regis Domini nostri, et Curiam generalem ultimo Montisoni celebratam, ad decidendum, declarandum, et fine debito terminandum gravamen oblatum in dicta Curia contra Procuratorem fiscalem ejusdem Caesareae Majestatis, pro parte magnifici Petri de Altarriba, domini loci de Huerto, super marchionatu Oristani, et comitatu Gociani, cum eorum terris, et pertinentiis: viso praesenti processu, et in eo contentis: visisque videndis, et consideratis, considerandis, Deum prae oculis habentes: attentis contentis in praesenti processu, et aliis in foro, justitia, et ratione consistentibus, et signanter, quia ex meritis praesentis processus non apparet, neque constat de intentione dicti Petri de Altarriba, quinimo constat de intentione fisci Procuratoris Reg. Majest. per hanc nostram sententiam difinitivam *pronuntiamus, sententiamus, et declaramus*, et eidem Petro de Altarriba, in, et super contentis in ejus petitione, silentium imponimus, et praefatam Regiam Majestatem, et Fiscum Regium ab in petitione dicti Petri de Altarriba absolvimus, et pronuntiamus, sententiamus, et declaramus, marchionatum, et comitatum praedictos, cum eorum terris, villis, jurisdictionibus, juribus, et pertinentijs, pertinuisse et spectasse, pertinereque, spectare jure veri, et pleni dominij ad praefatam Regiam Majestatem: verumque pro parte dicti Petri de Altarriba, contra dictam regii fisci intentionem, plura fuerunt deducta, et allegata in cedulis replicationibus oblatis pro parte dicti Petri de Altarriba, quarum prima fuit oblata die decimoquinto mensis Junij de anno praesenti computato a Nativitate Domini millesimo quingentesimo trigesimo quarto, secunda vero fuit oblata die decimo septimo dictorum mensis, et anni. Et quia de contentis, deductis, et allegatis in dictis cedulis, et positionibus in eisdem factis, nobis dictis Judicibus, et Comissarijs, absque facto, et culpa nostris, liquere non potuit. Cum cedula defensionum pro parte dicti regii fisci, fuerit, et sit oblata, clausa, et sigillata, die vicesimo octavo mensis Madij, de anno praesenti; et superius calendato, et fuit aperta die sexto, mensis Junij, de dicto anno, de qua dictus Petrus de Altarriba habuit copiam, die noua dicti mensis Junij, et instrumenta per dictum Fisci Procuratorem, fuerunt producta die decimo mensis Junij, de dicto anno, quae instrumenta, propter angustiam temporis, tantum fuerunt dicto Petro de Altarriba comunicata, et de eis copiam habere non potuit. Et attento quod terminus praesentis instantiae, et jurisdictionis nostrae, labitur die praesenti, et consequenter parti dicti Petri de Altarriba, non potuit assignari dilatio aliqua, ad probandum replicationes suas, et contenta in dictis cedulis replicationum, et ex praemissis igitur eidem Petro de Altarriba, jus, si quod sibi competit, in, et super contentis, deductis, articulatis, et allegatis, pro parte dicti Petri de Altarriba, in dictis suis cedulis, et earum qualibet, *per hanc nostram sententiam reservamus*, et similiter jura, Fisco Regio, in, et super praedictis reservamus. Et cum his, taxamus nobis dictis Judicibus, et Comissariis, pro laboribus per nos sustensis in praesenti processu singulos *quinquaginta ducatos auri, solvendo per dictum Regium Fiscum, et Notario praesentem processum actitanti, triginta ducatos auri, et portario hujusmodi causae decem ducatos auri, solvendos per dictum Fiscum Regium.* Josephus Sancheta, Martinus Joannes Albertus. Quamquidem diffinitivam sententiam, modo praemisso, latam et promulgatam, dictus Joannes Perez de Monterde, Procurator fiscalis, in quantum pro dicta Caesarea et Catholica Majestate Domini nostri Regis facit, aut facere videtur, acceptavit, laudavit, et approbavit; in quantum vero contra, minime consensit, et eo instante fuerunt concessae litterae decissoriae, narrativae, et certificatoriae, a toto statu praesentis processus, in forma solita et assueta, de, et super quibus omnibus, et singulis praemissis, idem Procurator fiscalis, unum, duo, et plura publicum, seu publica, sibi a me praesentis causae Notario, supra, et infrascripto postulavit, et requisivit

Digitized by Google

fieri, atque confici instrumentum, et instrumenta, tot quot inde erunt necessaria, et oportuna: praesentibus ibidem Dominis Domno Hieronymo de Lanuza, et Domno Petro de Coloma, millite Ordinis Sancti Jacobi de Spata, in dicta civitate Caesaraugustae habitantibus, testibus ad praemissa vocatis, rogatis, specialiter, et assumptis.

Sig✠num *mei Jacobi Malo Notarij publici de numero Civitatis Caesaraugustae, auctoritateque regia per totam terram, et dominationem Sacrae, Catholicae, et Regiae Majestatis Domini Regis Aragonum, regentisque scribaniam Curiarum generalium Regni praedicti Aragonum, nec non detentoris et actitantis processuum registrorum, et aliarum scripturarum dictarum Curiarum pro multum Illustri Domino Don Joanne de Lanuça, Milite, dicti Domini Regis Consiliario, ac Iustitia dicti Aragonum regni, qui hujusmodi copiam a toto suo originali processu in dicta scribania coram Judicibus, et Comissarijs, et inter partes in eodem nominatas, habito, et actitato, intitulato, processus Magnifici Petri de Altarriba, Domini loci de Huerto, contra Procuratorem fiscalem suae Majestatis, super gravamine, sic ut praemittitur, per alios extrahi, et scribi feci, et cum toto dicto suo originali processu, bene, et fideliter comprobavi. In quorum omnium, et singulorum praemissorum fidem, et testimonium, meo solito signo signavi. Constat de supra positis, ubi legitur, assertis, nihil, nil: de rasis correctis, ubi scribitur, per, si petit, Dormido, fuit, ha, tempore, pertinuissent; paga, è solutio, per jura, contentis, etatis, cum; et de rasis interlineatis inter dictiones: Joannes de Nueros, nihil per.*

XIX*.

Bolla del Pontefice Paolo III, con la quale si accorda all'Arcivescovo e al Capitolo della chiesa cattedrale di Sassari il privilegio di farsi precedere dal gonfalone *nelle processioni per le due solenni festività dei santi martiri Turritani, ed altre solite celebrarsi in ciascun anno.*

(1539. — 9 maggio).

Dagli Archivi della chiesa cattedrale di Sassari (1).

Dilectis filiis Salvatori Alepusio electo turritan. et sassaren. Archiepiscopo, ac Capitulo Ecclesiae Sassarensis.

Paulus Papa tertius.

Dilecti filii salut. et aplicam benedict. Fides et devotio quas ad Nos et Romanam Ecclesiam gerere comprobamini promeretur ut petitionibus vestris quantum cum Deo possumus favorabiliter annuamus. Cum itaque, sicut Nobis exponi fecistis, vos magnam devotionem geratis erga Beatum Gavinum romanum militem et socios Ecclesiae Sassarēn patronos, quorum meritis plura miracula ibidem operari dignatur Altissimus, ac propterea quotannis eorum festivitates religiose et pie colatis, et in natali eorum, et in die dedicationis Ecclesiae quae ibi magnifice cernitur extructa anno Dñi quingentesimo a quodam Cardinali a Sede Aplica ad hoc Legato destinato consecrata (2) cum magna celebritate ac religiosa pompa Prelatus et Clerus ac major pars populi cum ejus Magistratibus solemniter eo vadant, ubi corpora dictorum Sanctorum requiescunt, quorum primus ex sic facta apparitione *vexillifer* pingitur, et ut in hujusmodi ac aliis anni diebus festis processiones quae per vos fiunt magis honestentur, ac cum majori decore et congruentia celebrentur cupiatis in hujusmodi processionibus quodam vexillo Confalone appellato in signum vexilli cum quo Beatus Gavinus romanus miles apparuit ad honestandam religiosam pompam uti posse; Nos vestris in hac parte Nobis porrectis supplicationibus inclinati vobis ut in dictis duabus festivitatibus et in vestris processionibus et solemnitatibus vexillum seu Confalonum, eisdem modo et forma quemadmodum in Eccl̄ia Callaritan. fit, et fieri consuevit, ac sicuti dictae Eccl̄iae Callaritan. et ejus Praelato concessum est, portari ac illo uti libere et licite possitis et valeatis apostolica auctoritate tenore praesentium concedimus pariter et indulgemus, non obstantibus constitutionibus et ordinationibus Apl̄icis caeterisque contrariis quibuscumque. Dat. Romae apud Sanctum Petrum sub annulo Piscatoris die viij Maij MDXXXVIIII Pontificatus nr̄i anno quinto.

(1) Dall'apografo levato sull'originale da Gio. Angelo Sunyer, Antonio Serra e Stefano Fara notai pubblici. Quest'ultimo era il padre del primario annalista sardo Gio. Francesco Fara.

(2) Da questo passo della Bolla si ricava che nella domanda del *Gonfalone* fatta al Pontefice si era esposto, che la fondazione della Basilica di Torres, fatta dal Regolo *(Giudice)* Comita, rimontava al secolo V, o quanto meno al VI, come per errore materiale era volgarmente creduto in quei tempi. Ma la verità si è che quell'antichissimo tempio fu fondato nel principio del secolo XI dal Giudice Comita *di* Torres. (Ved. Vol. I di questo Codice Diplomatico. pag. 150, Cart. n.° V (Sec. XI) not. 10).

XX*.

Relazione del ricevimento fatto in Alghero all'imperatore Carlo V in occasione del di lui passaggio e fermata in quella città, andando all'impresa di Algeri.

(1541. — 5, 6 e 7 ottobre)

Dall'Archivio municipale di Alghero (Autent.).

La Memoria *feta de tot lo que Sa Magestat ha fet en* Lalguer, *y de que se ha fet per sa venguda.*

In nomine Illius per quem omnia gubernantur et ejus almae Virginis Mariae Montisserrati. Amen.

Tenyntse notiçia que lo Invictissimo y Catholic Don Carles per la divina clemencia Emperador de Romans sempre August y Rey Nostre Señor hama de passar de Italia en Barberia de mig jorn, per ala empresa de Alger, apres de esser arribat de Flandes y entes en les coses dels Luterans y esserse vist ab Sa Santedat en Lucha, ab gran exercit partj de la Speçia Ribera de Genova, Nostre Señor Deu fonch servit que a tres de Octubre mil cinch cents quaranta hu ab quaranta y tres galeres, que l'altra armada per temps s'era despartida, arribá

Digitized by Google

en lo port de Bonifassi del Regne de Corsega, qual havia partit com es dit de la Speçia Ribera de Genova, del qual loch de Bonifassi scrigue Sa Ma.t als mag.s Consellers lo present any de la Ciutat del Alguer huna letra fermada de sa ma de la sua Iunta en dit loch de Bonifassi, y com entenia venir en esta present Ciudad del Alguer, la qual letra a dits Magnifichs Consellers fonch trasmesa per lo Noble Don Diego Dessena Governador y Reformador del Cap de Logudor de Sasser en fora migensant lo Alguatzir Joan de norra *dimecres* (mercoledì) a cinc de Octubre a les quatre hores apres mig iorn, qual es del tenor seguent.

« Alos amados y fieles nuestros los Jurados de nuestra » Ciudad de Alguer. — El Rey — Amados y fieles nue- » stros. Nos havemos legado en esta hora al puerto de » Bonifassio y pensamos con ajuda de Nuestro Señor » ser presto en esta Ciudad de Alguer, y porque despues » que partemos de la Speçia no sabemos el viage que » havran echo las naos de nuestra Armada que partie- » ron delante, y deseamos ser de ello avvisados, encar- » gamos vos y mandamos que luego que hestas rexibie- » redes, nos aviseis de los navias que havran aportado » en este puerto, y assi de la dha nuestra armada, como » otros quales y mejor, y que via tenen, o para donde » sian, y de lo que sapieredes de ellos, y assi mismo » dareis orden que en esta Ciudad no falten las vetu- » vallas que fueren menester para renfresco y provej- » mento de nuestra casa y corte haziendo en ello la » diligencia que de vos otros confiamos. Dat en el Puerto » de Bonifassio a tres de Octubre año MDXXXXI. — Yo EL REY. — Idagues Secret. »

E subitament rebuda dita letra per dits Magnifichs Consellers, ab aquello honor y reverencia ques pertany entengueren en donar orde en lo que convenia, y en la matexa nit del dimecres arriba en ciutat dit Noble Governador qual y lo Mag Veguer Mossen Miguel Olives menor, y dits Consellers entengueren en fer fer un pont de lenyam en mar molt larch y ample, y en fer pastar molt pa blanch per presentar a Sa Mag.t, y fer que per la terra a les portes de les cases y tendes hy hagues abundancia de pa, se traguessen axibe per les portes gallines, capons, pollastres, oques, anades, colomins, ous, rasims, formatges, fruites, y altres renfreschs, atalq la gent pogues comprar sens anar cercant, prohibint ab ordres nengu no venes a mes preu del solit. Manaren fer moltes tavernes de vins blanchs y negres, proveiren que les vaques y mottons del terme entrassen dins ciutat, y que les carnessaries stiguessen abundants; proveiren que los pescadors dels caligues y altres lochs accudissen ab pex y que tot stigues perplaçes a tal que Sa Mag.t y sa Cort rebessen algun refresch en esta sua pobre Ciutat y reconegues la innata fidelitat de sos Vassalls que en ella stan y habitan, y axi matex dits Noble Governador, Veguer y Magnif.s Consellers consertaren fer a Sa Mag.t una caça al Port del Compte, y de fet en la matexia nit anaren los Magnif.s Mossen Gueran de Cetrilla, Mossen Francesch Busquets, Mossen Salvador Cetrilla, y Mossen Perot Amat Cavallers desta Ciutat, y lo Magnif. Mossen Angel Torralba Conseller segons, y altres Ciutadans y Prohomens de Ciutat y servidors dells ab molt aparell de cavalls, cans, jagaradors, criats, y en dit Port de Compte speraren a Sa Mag.t per caçar dos nits, fins que de fet arribaren les galeres al Port di Compte lo diious (giovedì) cerca migianit a sis de dit mes de Octubre, y lendemá divendres (venerdì) ans del die lo dit Noble Governador accompagniat de quatre cavallers quals eren Don Joan Manca, Don Angel Manca, germans, Don Jaume Manca y Don Joan Cariga Sassareses, que se trobaren aposta en ciutat per la vinguda de Sa Mag.t, ab huna barcha armada anà al Port del Compte y arriba a hora que Sa Mag.t no era llevada, y apres de esser llevat besa les mans de aquella, tant per part sua com de la Ciutat, y digue l'alegria tenian tots de la Junta de Sa Mag.t; y com pesava als Consellers lo poch temps che avien agut per provehir del necessari ab mes abundancia de la que tenien y lo que mes convingue, y Sa Mag.t los rebè ab molt voluntat, y digue que estava certificat de la voluntat de tots, y vejent gent de cavall, y a peu en terra, y dientli eren caçadors de la Ciutat que staven apparellats paraque si Sa Mag.t volgues caçar lo pugues fer, lo stima molt, y los dits Cavallers, Conseller, y lo Noble Jaume Ramon Çetrilla que y era arribat, y altres caçadors ya dits muntaren en galera y besaren la má a Sa Mag.t; quals rebé ab molta voluntat, y de fet devallá ab son squifet en terra sens guardia ne altres, solament ab tres o quatre grans de sa Cort, quals eren el Duch de Camerino net del Papa Paulo Terçer son gendre, el Princep de Salmona Don Luis Davila Comenador Mayor d'Alcantara, lo Princep de Macedonia, y lo Embaxador de Inglaterra, y metens en mig de dits Cavallers, caçadors, oyda primer missa, qual se digue al lloch quesdiu *la tragonayra* que digue hun Capellá de Sa Mag.t, apres munta a cavall y los altres Grans de sa Cort tambe, y caçaren, y Sa Mag.t mata *hun porch* (un cinghiale) que li vingue a la posta ab hun gos del dit Mossen Gueran de Çetrilla, y apres volgue Sa Mag.t que lo dit Conseller y Cavallers montassen ab ell en la sua galera propria y ab aquells arriba en lo port de dita present Ciutat divendres a set de dit mes de Octubre, quasi a hora de vespres, y mentres Sa Mag.t cassava, dit Noble Governador sen torna en ciutat y refferi als dits Veguer, y Consellers y ciutadans lo sobredit, y les galeres per lo semblant sen vingueren al port molta part de elles, ara huna, ara altra, talment que Sa Mag.t vingue ab molt pegnes no curant dites galeres de formar guardia a Sa Mag.t. E a desdelmatj (dieci del mattino) quatre fregates havien pres port, no cercant star per les puntes com solen.

Lo pont que la Ciutat feu fer per devallar Sa Mag.t era de bigues, taules y cabrions molt llarch que passava dos sots de les segnes dins mar, al cap del qual e a volta del mar staven pintades les armes de Sa Mag.t molt sumptuosament quals pinta Mestre Johanot Spert Ciutadá. Stava cubert dit pont de draps fins de Barcellona vermelles grochs y altres colors de molt valor y staven sperant a Sa Mag.t dit Noble Governador y Magnif.s Veguer y Consellers accompanyats ob molts Cavallers, Ciutadans y prohomens de Ciutat y fora entrells, quals eran Don Bernat Dessena germá de dit Noble Governador, el Alcayt Çapata de Caller, Don Franco Rebolledo Conseller en cap de Sasser, Don Johan Manca, y altres

Digitized by Google

que per brevedat se dexian, vestits honradament, y lo Magnif. Conseller en cap portava les claus de la Ciutat en ses mans ab sous cordons y flochs de seda fina vermella y groga, y stant axi sperant tales galeres havien pres port y la gent de aquellas se astar passejan apposentada per cases que nenguna guardia sperava a Sa Mag.t y la Ciutat desque arribaren les primeres galeres, fins que Sa Mag.t fonch en palacio no resta de tirar sempre artellaria, carrech de la qual tenia Mossen Jaume Valdellos, y Sa Mag.t fen posar totes les banderes y standart en la sua galera, y mana saludar la Ciutat de la sua propria galera ab quatre tirs de bombarda, quals tirats desembarca ab son squifet asoles ab lo Princep Doria (il Principe Andrea Doria) y los que vogaven, y ans de venir al pont per desembarcar en terra ana abdit squifet y dit Princep Doria arrodar y mirar la Ciutat de la banda de la mar çoes desde Sant Elm fins a la torre del Sperò o ademes, y dubitant los dits Noble Governador y Magnif.s Veguer y Consellers que Sa Mag.t no entras per lo Portal Real sen anaren del pont, y no foren tant prest fora, queja dit Pont fonch saghegiat y donat a butty los draps de aquell per los soldats de Sa Mag.t e altres, de que Sa Mag.t pres plaier segons mostra, y apres de haver be mirat Sa Mag.t torna ab dit squifet y desambarca al dit port, y mana a la guardia que sen anesse, que no era mester, que stava en su casa, y axi la guardia no serva orde negu com se sol en altres parts en palacio dins ny de fora, sino que se ne anaren a passejar ahont volien. En lo qual pont los dits Governador, Veguer, Consellers, y Ciutadans, Cavallers y Prohomens engenollats li basaren la ma, y Sa Mag.t ab molt amor los rebe y donantli las claus dits Magnif.s Consellers, ut decet, Sa Mag.t les acepta y apres les torna adaquell dient en lengua castellana — *Jurados teneldas en bonora que desyo semos servido, y ansi hos mandamos y rogamos que tengais aquellas y penseis por el bien de la terra como sois obligados y vuestra fidelidad requiere.* — Per lo que altra volta dits Mag.s Consellers le besaren la ma, y apres camina fins al cap del pont ahont en terra staven los Reverendmos Bisbes de Ampuries ques troba present en ciutat vestit de pontifical, y Don Pedro Vagner Bisbe de Alguer y del Consell de Sa Mag.t que se anhera entrat en ciutat y lavien rebut segons se acostumen rebre los prelats, qual no stava vestit de pontifical, y acompanyats del Vicari M. Franco Guio y Duran Archipreste del Alguer, Canonges Capellans y Frares ab les creus segons es solit tenint la *Veracreu* en la ma dit Rev.mo Bisbe de Ampuries stant ya aparellades dos cadires eren de Mos. Francisco Bosquets, y dos coxins de seda verda que dexa Dona Isabel Amada y Dessena, y lo palli de brocat forrat de taffetá girasol de la seu, Sa Mag.t se engenolla sobre dits coxins e besa en mans de dit R.mo Bisbe de Ampuries la *Veracreu*, y apres cavalca sobre un cavall castany molt ben guernit que stava aparellat, que era del Noble Don Joan Mancha y estant sot del pali digue al Bisbe del Alguer. — Opispo passat arha — y anava accompaniat ab los que portaven lo palli, y ab solemnitat y processio entra Sa Mag.t en la sua ciutat del Alguer dit die de divendres a set del predit mes de Otubre mil sinchcents quarantahu a hora quasi de vespres, e portavan lo palli los Mag.c Mossen Perot Castilla Donzell Conseller en cap, Mossen Angel Torralba Conseller segons, y Mossen Johan Galeasso Conseller quart, les Noble Don Pedro de Ferrera, Don Joan Manca, y lo Magnif.c Mossen Gueran de Çetrilla, y entrant en Ciutat ana a fer oraçio en la Seu Catedral de dita Ciutat y apres de haver feta oraçio torna a cavalcar, y arribat en la posada del Noble Don Pedro de Ferrera en la Plaça, que stava aparellada, mana Sa Mag.t que no fos portat mes lo palli, per que ans de descavalcar volia que anassen a veure lo restant de la Ciutat, que restava a veure de la part de la terra, puex havia vista la part de la mar, com de fet ana Sa Mag.t y seguiren lo Noble Governador, Magnif. Veguer, y Consellers los Cavallers que portaren lo pālli, Don Bernat Dessena, Mossen Franō De Bosquets, e altres Cavallers y Ciutadans de la Ciutat, y exint per lo Portal Real fora de Ciutat dixe Sa Mag.t al Consellers — *Jurados esta es la Iglesia que derribastes quando los Franceses* (1) y dits Consellers digueren que si y arribat a la torre del Sperò, y parentli be la fabrica de ella munta encara fins a hun padrasta o terra cavallera que hi ha al pou de la rocha de hont se veu quasi la Ciutat y essent halli mira be Sa Mag.t la Ciutat y dita torre del Sperò, y dixe — *Bonita por mi fe y bien assentada* — e girantse al Governador y Consellers dixè — *esto es de poca importancia, alsat el llenso de la muralla y la torre asta l'altaria de aquellos dos hombres y fins la hobra* dientho que dos homes que estarien drets sobre la muralla vella de dita torre, y tornantsen Sa Mag.t en ciutat essent en mig del trast de dita torre del Sperò y la torre del Portal Real que respon devant San Miguel digue Sa Mag.t — *Jurados arha sera bien se haga una casamatta que el resto todo sta bien,* y continuen son rampar, y essent entre el portal nou y vell Sa Mag.t quasi atura lo cavall per mirar les sues armes que estan alli pinlades, y los Consellers le digueren que en semblants fabriques se despenien los diners que Sa Mag.t feya merçe a la Ciutat qual respos — *bien lo veyo, plaseme de ello* — y entra en ciutat, y entrat en la posada de dit Don Pedro descavalca y sen munta en la Sala, ahont lo Princep Doria y altres grans lo esperaven y Sa Mag.t parla un poch de temps ab dit Princep Doria sobre de la armada de mar que per lletra que tenia dit Noble Governador se sabia ahont havia aportat, y sen entra en la cambra, y totom sen ana en ses cases, y apres de esser en la cambra Sa Mag.t se posa a la finestra ab lo Princep de Macedonia, lo Princep de Salmona, lo Duch de Camerino Net del Papa y Gendre de Sa Mag.t, y Don Luys Davila Comanador Major d'Alcantara, stant rient ab aquellos y mirant la plaça y vehent les vaques y beus embarcaven los soldats com corrien per la plaça, y les mattaven a coltellades, y essent ja quasi nit los dits Magnif.s Consellers acompaniats ut supra anaren a palacio y verbo suplicaren a Sa Mag.t fos servit de recordarse de aquesta sua ciutat, puex Nostre Señor Deu nos havia fet merce que Sa Mag.t era vingut en ella per star en hun fontt de rocha depoblat, y en continua pugna de enemichs, que sol tenien lo nom de esser vassalls fidelissims de

(1) Alludendo all'assalto dato alla città di Alghero dai Francesi condotti dal visconte di Narbona nel 1412.

Digitized by Google

Sa Mag.t al que aquella respos dient — *Jurados la gana que teniamos de ver l'*Alguer *nos ha echo venir en Serdenya, que otramente no venyamos, y pues hemos vista la Ciudad y la importancia de ella al presente no podemos proveher nada por star de camino, embiamos a acordar en Spanya que alli lo proveyremos y mandaremos segun mejor fuere nuestro servicio y la importancia de la Ciudad requiere y vuestra fidelidad merece y quira, antes de mucho nos vereys arha otras ves si Dios fuere servido* — del quet dits Magnif.s Consellers besaren la ma a Sa Mag.t fent gracies ad aquella de la bona voluntat y amor les amostrava y sen anaren, y encara que stigues fet lo preparatori en palaçio de sopar, Sa Mag.t no sopà salvo que en la nit mengia certes rosgues de bescuit blanch y begue aygua canellada y aço feu per trobarse indispost del pit, y ans de posarse Sa Mag.t al llit dixe al Conseller quart que en tot era estat y era present. — *Jurado vayanse todos, no hemos menester anada, que ya stamos en nuestra casa,* al que respos hun Alabarder de Sa Mag.t anomenat Rodrigo y dixe — *Señor los Jurados no han provehido de colxones por nos otros, bueno sera que descalguemos estos panyos derras y nos ehsemos en ellos*, y Sa Mag.t sen rigue y dixe al dit Conseller quart — *Jurado, mira que no hagan dayno estos*, y dit Conseller respos, *no haran Señyor*, y totom sen ana y Sa Mag.t se posa al llit que la Ciutat havia aparellat, y dit Alabarder non dix per falto de llits, que totom stava ben aposentat, sino per las strenes que la Ciutat les dona axi als alabarders com alls allacayes, guardaroppa, furners, porters, dispenser, y coch, que dit Conseller quart per part de la Ciutat los strena a tots de çena settanta ducats, segons que la qualitat del offici requeria, y cobra lo palli y draps de que restaren molt contemps de la Ciutat, y lendema, levada ya Sa Mag.t, se fen preparatori de missa en la sala del palacio ahont Sa Mag.t y molts Princeps, Duchs, Marqueses, Comtes, Prelats, y grans Señors de sa Cort, dit Noble Governador, y Magnif.s Veguer, Consellers, Cavallers, Ciutadans, y altres del Alguer oyren missa qual digue hun Capellá de Sa Mag.t, y essent hora de dinar totom sen ana en llurs posades, y Sa Mag.t sen torna a la cambra ahont dina ab tot aquell aparell y provisio que a Sa Mag.t requeria a la cambra secret, per trobarse indispost dels pits com es dit, y a cap de hun poch Sa Mag.t mana e fee orde que totom se embarcas, y essent ja quasi les dos hores Sa Mag.t mana partir, y exint de la cambra a la sala per anarse a embarcar, en dita sala en presentia dels sobredits Princeps, Duchs, Comptes, Prelats, y grans Señors dela sua Cort, y del dit Noble Governador Don Diego Dessena, y de molts altres Cavallers y Ciutadans de la present Ciutat Sa Mag.t armá Cavallers als Magnif. Johan Galeaço Conseller quart ya dit, y a Mossen Duran Gujo del Alguer, a Mos. Pedro Pillo, a Mos. Cano, y a Mos. Virde de la Ciutat de Sasser, y a Mos. Johan de Lisqrexo de Castell Aragones, y prengue carta de la milicia lo Secretari de Sa Mag.t Moss. Johan Peralongo, y devallansten per la scala de palacio dit Conseller quart fet Cavaller com es dit demana a Sa Mag.t licentia de anar a servir a Sa Mag.t en esta empresa de Alger, y Sa Mag.t respos — *Jurado serveis vuestro officio por aora, y ansi hos lo mandamos* — y volent exir Sa Mag.t de la porta del palacio lo Noble Don Pedro de Ferrera se acosta y suplica a Sa Mag.t que tingues per be y fes servici de aceptar en son loch a son germá Don Miguel de Ferrera, qual era alli present puex ell per sa indisposiçiò no podia anar a servir a Sa Mag.t en esta empresa, y Sa Mag.t lo acepta, y giranse Sa Mag.t al dit Conseller quart que representant la Ciutat le anava al costat squerre, com los altres sos companyons no se trobaren presents per star ocupats ab los hostes y grans señors tenien en casa, des de la porta del palaçio, fins a la porta de la mar le anava parlant demanantle Sa Mag.t del assento y trato de la Ciutat, y dit Conseller le dona complida raho de tot, y essent intrat al dit portal de la mar Sa Mag.t mana desembarsassen lo pont de la gent que y era e munta en aquell, y ya stava aparellat lo squiff de la sua galera; y besar primer la ma de aquella los dits Governador y Conseller quart y molts altres Cavallers, Ciutadans, y Prohomens de Ciutat Sa Mag.t se embarca y fonch disapte a huyt del mes de Octubre, y partirense totes les galeres seguint a Sa Mag.t y anaren al port de Comte, y apres en lo fer del dia del domengie ab molt bonissim temps feren llur via per a la Ciutad de Mallorques, a hont tota l'armada se havia de juntar segons Sa Mag.t dix, y de alla havien de partir per Alger. Nostre Señor le done victoria peraque reduesca los princeps pagans al gremi de la Santa Mare Iglesia Amen. A la qual Cesarea Mag.t los dits Magnif. Consellers per part de la Ciutat per refreschs de la sua casa y cort feren present de moltes vaques, de molts moltons, de moltes gallines y capons, de molts rasers de pa blanch fet a cocorroys, de moltes botes de vy y mell y de malvesia, de moltes dotzenes de antorxes y veles de sera groga, de moltes fruites, ortallas y altres refreschs, de que Sa Mag.t ne resta molt contenta, no obstant que y hague poch intervall de temps que sol foren trenta hores talment que la Ciutat ne pogue fer lo que haguera volgut ab mes compliment, oltra que tots los cortesans en general y particular sen son anats molt contents tant per lo aparell de les posades per que tots foren ben aposentats per cases, com encara per lo compliment de les vituvalles y recapte havien trobat en ciutat ab molt amor y cortesia. E Sa Mag.t mana al dit Conseller quart quen tenia carrech de dit renfresch que lo dispensas en la sua casa y cort a orde de Fran.co Duarte pvisor general de Sa Mag.t, com de fet dit Conseller effectua y compli segons consta en les poliçes que aquell le feya una de les quals se inserta o tenor de ella, y les altres per brevedat se dexaran de insertar qual es del tenor seguent — *Muy Mag.co Señor Joan Galeaço Jurado de la Ciudad del Alguer. Mande V. M. que se consigne para la galera capitana en que viene Sa Mag.t seis vacas, y veinte carneros, y quatro botas de vino blanco y dos de tinto, y sinquenta anes, y seis sacas de pan fresco para provision de los gentiles hombres y criados de Sa Mag.t que van en ella; demas de lo que por otra parte se da a la ppria galera y que sea del frazido fecho en l'Alguer a* VII *de Octubre* MDXXXXI. *Assi misme se den para esta galera tres sestas de uvas y uno de naranges. Al servicio de V. M. Francisco Duarte.* E

Digitized by Google

oltra lo sobredit, tots les grans coltres ne dexaren de comprar moltons, y vaques, vins, pa, y altres vitualles per haverni ab abundancia, e mes s'aguefaren y donaren a butty, y a fil de spada, cerca dosentes vaques del dit Noble Governador, de Mos. Galçeran Ferret, de Mos. Berthomeu Castanyer, y de altres Señors de bestiar de ciutat, de que Sa Mag.t prengue plaier, y mana al dit Francisco Duarte les pagas, dient, *paganse paganse no se reçiba tanto danyo*, y aço mana Sa Mag.t moto pprio sens que nengu tal li suplicas, per que la Ciutat entenia tot pagarlo com de fet ha pagat y pagara y fara la contenta a totom.

E porque en raho que de tanta gloriosa vinguda y visita de Sa Mag.t sen fassa espressa memoria en los registres de la Casa del Consell de aquella, y a que los que vindran lo veyen, de manament de dit Noble Governador, y Magnif. Veguer y Consellers se fa la present, y se recondex en lo archivi de dita Ciutat, e aço per haver la mayor part de la cosa passada per ells, e altra referida y publicament vista per tota Ciutat huy disapte *(di sapte, cioè giorno di sabato)* a huit de Octubre mil cincents quaranta hu.

E apres de la partida de Sa Mag.t los dits Magnif. Consellers per mes memoria y honra de la Ciutat y dels que vindrau en aquella manen affigir y sculpir les armes de la dita Magestat Cesarea, y sota dellas las de la Ciutat y de dit Noble Covernador, y bayx de totes un retulo o epigrama manifestant dita vinguda tant gloriosa lo dia mes y any, y los que governaren la Ciutat en lo modo e forma que seguex.

CAROLUS QUINTUS
DIVINA FAVENTE CLEMENTIA
IMPERATOR ROMANORUM SEMPER AUGUSTUS
HISPANIARUM ARAGONUM SARDINIAEQUE ETC. REX
VII DIE OCTOBRIS ANNI MDXXXXI
CUM QUADRAGINTA TRIBUS TRIREMIBUS
AD PORTUM HUJUS CIVITATIS ALGUERI
FELICITER PERVENIT ET IN EA DUOBUS DIEBUS PERMANSIT.
NOBILI DON DIDACO DESSENA
PRAESENS CAPUT LOGUDORI GUBERNANTE
ET MAGNIFICIS
PETRO CASTILLA DOMICELLO ANGELO TORRALBA
AUGUSTINO PONT ET JOANNE GALEAÇO MILITE
CONSILIARIIS EXISTENTIBUS
AC AUGUSTINO TORRALBA PRO CLAVARIO
IN CUJUS REI MEMORIAM HOC EPYGRAMA SCRIPTUM EST.
M . D . XXXXI.

XXI*.

L'imperatore Carlo V, e la regina Giovanna sua madre approvano i capitoli di Corte, *ossia le domande discusse e deliberate nel Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del vicerè Antonio di Cardona.*

(1545. — 29 aprile).

Dal suddetto Archivio dell'antico Patrimonio Regio di Sardegna, Cod. cart., fol. 90 e seg.

Nos Carolus divina favente clementia Romanorum Imperator semper Augustus, Rex Germaniae, et Joanna mater ejus, et idem Carolus Dei gratia Reges Castellae, Aragonum, utriusque Siciliae, Hierusalem, Ungariae, Dalmatiae, Croatiae, Legionis, Navarrae, Granatae, Toleti, Valentiae, Galitiae, Majoricarum, Hispalis, Sardiniae, Cordubae, Corsicae, Murciae, Giennis, Algarbi, Algezirae, Gibraltaris, Insularum Canariae, nec non Insularum Indarum, et Terrae firmae, maris Oceani, Archiduces Austriae, Duces Burgundiae, et Brabantiae etc., Comites Barchinonae, Flandriae et Tirolis etc., Domini Viscayae et Molinae etc., Duces Athenarum, et Neopatriae, Comites Rossilionis, et Ceritaniae, Marchiones Oristani, et Gociani. — Optimi, gratissimique principes fidelium subditorum petitiones, praesertim reipublicae utilitatem, et universale commodum concernentes, liberaliter exaudire, eisque annuere laeto animo, grataque et prompta voluntate passim consueverunt: quippe qui, dum erga sibi fideles, et devotos regiis largitionibus, gratiis, et favoribus benevolos, memores, munificosque se praebent, in illorum animos fidelitatem ipsam, ac devotionem adaugent, eosque ad gratiora obsequia praestanda invitant, et alliciunt, caeterosque simili exemplo ductos ad eamdem fidelitatem servandam, majoraque servitia exhibenda provocant, et inducunt. Attendentes igitur ad maximam, integramque devotionem nostri praefati Regni Sardiniae, suorumque regnicolarum, et naturalium notabilia, praeclaraque servitia, et obsequia, quae jugiter multis modis Regibus Aragoniae, praedecessoribus nostris, et nobis successive in quacumque tempestate, et fortuna praestiterunt, idque in dies continuare non desistunt, ac novis et majoribus collationibus promptum, et benevolum animum, quem erga servitium nostrum gerunt, totis viribus significare, merito astringimur, ut quidquid pro universali, et comuni reipublicae beneficio supplicant liberaliter eis concedamus. Cum itaque nobilis, magnificus, ac admodum dilectus alumnus noster D. Blasius de Alagon, Ambasciator ad nos destinatus, nobis dederit, et porrexerit quaedam capitula in Parlamento novissime in ipso et eodem Regno celebrato pro comuni beneficio et universali utilitate Regni annotata, nobisque humiliter supplicaverit, ut in eis contenta benigne concedere dignaremur; cujus quidem assertioni vehementi multa etiam nos hactenus latentia de summa erga nos dicti Regni fide, integraque affectione, et servitute laeta mente suscepimus. Quamobrem capitulis ipsis per nos visis, recognitis, et in nostro Sacro Supremo Consilio discussis, maturaque praehabita deliberatione subscripta, elargiri liberaliterque, et gratiosa concedere, et respondere dignati sumus, juxta decretationes in calce singulorum capitulorum inferius insertorum subsequenter appositas. Quorum, quarumque tenor, et series, de verbo ad verbum, sub tali forma procedit (1) . .

. . . . . .
. . . . . .
. . . . . .

Qua propter tenore praesentium, de nostra certa scientia regiaque auctoritate, et consulto, praefata *capitula* et unumquodque eorum, prout in ipsorum calce est affixum,

(1) Seguono nel Codice, per inserzione, i *capitoli* presentati all'approvazione sovrana dal deputato del Parlamento. Sono ottanta, ma quattordici dei medesimi non furono approvati.

Digitized by Google

concedimus, decernimus, pariterque laudamus, et approbamus, laudarique, et approbari volumus, et jubemus. Illustrissimo propterea Philippo Principi Asturiarum, et Gerundae etc. filio primogenito, et nepoti nostro charissimo, ac post felices, et longaevos dies nostros in omnibus regnis et dominiis nostris, immediate haeredi, et legitimo successori, nostrum aperientes intentum, sub paternae, avitaeque benedictionis obtentu dicimus, eumque rogamus; spectabili vero Locumtenenti, et Capitaneo generali nostro, seu Praesidenti in dicto nostro Sardiniae Regno; magnificis insuper, et dilectis, et fidelibus Consiliariis nostris regenti nostram cancellariam in eodem Regno, Gubernatoribusque in Capitibus Calaris, Gallurae, Logudorii, Magistro rationali, regio Procuratori, et Receptori regii reservati, Advocato quoque, et Procuratoribus fiscalibus, Vicariis, Subvicariis, Potestatibus, Capitaneis, Justitiis, Juratis, Consiliis, et Universitatibus totius praefati Regni Sardiniae, ac universis, et singulis Officialibus, personis, et subditis Nostris in dicto Regno constitutis, et constituendis, quocumque nomine, titulo, auctoritate, officio, aut dignitate fungentibus, praesentibus, et futuris, ad quos spectet, dicimus, et districte praecipiendo mandamus, ad incursum nostrae indignationis, et irae, poenaeque florenorum auri aragonum decem mille nostris inferendorum aerariis, quatenus dicta *capitula* teneant firmiter, et observent, tenerique, et observari faciant inviolabiliter per quoscumque. In cujus rei testimonium praesentem fieri jussimus nostro sigillo comuni appendenti munitum. Datum in oppido Auturpiae die vigesima nona mensis aprilis, anno a Nativitate Domini millesimo quingentesimo quadragesimo quinto, imperii nostri anno vigesimo septimo, regnorum autem nostrorum, videlicet Reginae Castellae, Legionis, Granatae quadragesimo, Navarrae trigesimo primo, Aragonum vero, utriusque Siciliae, Hierusalem, et aliorum trigesimo, Regis vero omnium trigesimo.

Yo el Rey.

V. Figueroa Reg. V. Lud. Sanchez Reg.
V. Vargas pro gen. Thes. V. Lobera pro Conserv. gen.

Caesareae et Catholicae Majestates mandarunt mihi Bartholomeo de Lobera, visa pro Figueroa, Reg. Thesaur., Conserv. gen. etc.

XXII.

Nomina di un console transmarino per la città di Alghero in Sardegna, fatta dai consoli della città di Barcellona nella persona di Onofrio Pau.

(1549. — 8 gennaio).

Dal CAPMANY, *Memor. Hist. sobre la marina, comercio y artes de Barcelona, Colecion Diplom.*, tom. II, pag. 354 e seg., n.° CCXXXVIII.

In Dei Nomine. Noverint universi: Quod nos Johannes Michaëll de Bellafilla, Franciscus Grau, Joannes Joachim de Rochacrespa, Franciscus Cornelles, et Jacobus Terrè Consiliarii anno praesenti, et Consilium ordinarium civitatis Barchinonae die subscripto celebratum, Universitatis ejusdem civitatis more solito facientes et repraesentantes.

Quia vacat officium Consulatus Cathalanorum civitatis Alguerii Regni Sardiniae per obitum magnifici HIERONYMI DALMAU quondam, utriusque juris doctoris ipsius consulatus ultimi possessoris, vos magnificus ONOFRIUS PAU civis dictae civitatis Barchinonae, ad officium obtinendum sorte electus et seu extractus fuistis a bursa ad id dedicata juxta seriem et tenorem perpetui privilegii per Serenissimum et Catholicum Dominum Ferdinandum hujus nominis secundum, immortalis memoriae Regem Aragonum et Comitem Barchinonae, eidem civitati super illius regimine dudum concessi: Idcirco confidentes ad plenum de fide, industria, animi probitate, et legalitate vestri dicti magnifici ONOFRII PAU, quem honorem et servitium Sacrae Caesareae et Catholicae Majestatis Domini nostri Regis, bonumque et commodum suae reipublicae admodum zelare cognovimus; tenore praesentis chartae nostrae seu publici instrumenti ubique firmiter valituri, agentes haec auctoritate privilegiorum per retro Reges Aragonum memoriae celebris dictae civitati indultorum, et per Caesaream Majestatem dicti Domini Regis confirmatorum, quorum unum ad cautelam inferius inseretur (1), vos dictum magnificum ONOFRIUM PAU in Consulem Cathalanorum in dicta civitate Alguerii Regni Sardiniae, terminisque, territoriis, et districtibus ejusdem civitatis Alguerii, tam videlicet mercatorum, patronorum, lignorum et navigiorum ac marinariorum, quam aliorum quorumcumque de regnis, terris, insulis, et dominationibus dicti Domini nostri Regis ad dictam civitatem Alguerii, terminos, territoria, et districtus navigantium, euntium, transfetantium, declinantium, residentium seu moram trahentium tam in terra quam in maribus dictae civitatis Alguerii et locorum sui districtus, et omnium ipsorum mercium, bonorum, et rerum, eligimus, ponimus, constituimus, creamus, et deputamus.

Dantes et concedentes, ac committentes, auctoritate qua supra, vobis dicto magnifico ONOFRIO PAU, quod vos et non alius in dicta civitate Alguerii, terminis, territoriis, et districtibus ejusdem sitis Consul Cathalanorum et aliorum naturalium, vassallorum, et subditorum dicti Domini nostri Regis ibidem existentium, confluentium, navigantium, euntium, morantium, seu residentiam quomodocumque et qualitercumque facientium; et ibidem per vos aut Locumtenentem seu Locumtenentes aut substitutos a vobis, quem vel quos semel et pluries eligere, substituere, creare, deputare, et ponere, ac totiens quotiens volueritis mutare, variare, et revocare possitis, et valeatis pro vestro libito voluntatis, praesideatis eis omnibus, et super eorum

(1) Non si trova poi inserito in detta patente veruno di detti *privilegi*. I medesimi però esistevano realmente, od il più antico era quello spedito a favore della città di Barcellona dal re di Aragona Don Giacomo I da Tarragona VIII *idus Augusti* del 1268, confermato poi dai suoi successori. Del quale privilegio del suddetto re Don Giacomo si fa menzione nell'altro privilegio di Carlo I imperatore di Germania e re dei Romani in data 10 dicembre 1519, col quale fa inoltre facoltà ai consoli transmarini nominati dalla città di Barcellona di eleggersi, in caso di bisogno e da se stessi, i loro luogotenenti o sostituiti *(Vice-Consoli)*. Quest'ultimo *privilegio* di Carlo I imperatore è riportato dallo stesso *Capmany*, loc. sup. cit., pag. 339, n.° CCXXXIII.

Digitized by Google

causis et negotiis; ac tamquam eorum Consul audiatis, judicetis, dirigatis, et definiatis omnes, et quascumque quaestiones, causas, negotia, et res eorum, ipsique teneantur in posse vestro, seu dictorum Locumtenentium vel substitutorum vestrorum firmare et respondere, vobisque et ipsis in omnibus, et per omnia obedire: vosque dictus magnificus ONOFRIUS PAU Consul, et ipsi Locumtenentes aut substituti vestri decidatis, judicetis, terminetis, provideatis, ordinetis, et potestatem habeatis super eos, navigia, res, merces, mercimonia, causas, et negotia ipsorum tam in terra quam in maribus dictae civitatis Alguerii, terminorum, territoriorum, et districtuum ejusdem prout ad ipsum Consulatus officium spectat, ad honorem, fidelitatem, et servitium Caesareae, Regiaeque Majestatis praedictae, utilitatemque et bonum statum mercatorum, patronorum et navigiorum, euntium, declinantium, transfetantium, morantium et residentium Cathalanorum, et aliorum subditorum Domini nostri Regis praedictorum, sic et prout ipsum Consulatus officium per alios Consules melius et plenius regi et exerceri hactenus consuetum est.

Nos enim ex parte Caesareae Majestatis praefati Domini nostri Regis, et auctoritate qua supra, omnes et singulos Cathalanos et alios naturales vassallos et subditos suae Caesareae Regiaeque Majestatis ad dictam civitatem Alguerii, termidos, territoria, et districtus ejusdem navigantes, seu applicantes, aut in eis mercantes, negotiantes, residentes, seu morantes, tenore praesentis publici instrumenti, vocem epistolae in se gerentis in hac parte, requirimus, eisque injungimus quatenus vos dictum magnificum ONOFRIUM PAU, et Locumtenentes seu substitutos a vobis, pro eorum Consule habeant, teneant, honorificent, atque tractent, et ad vos, seu Locumtenentes seu substitutos vestros, tamquam ad eorum Consulem in dicta civitate Alguerii, terminis, territoriis, et districtibus ejusdem recurrant, vobisque nihilominus in eis pareant et obediant, ac satisfaciant et respondeant de omnibus juribus et emolumentis vobis ut Consuli praedicto pertinentibus, et spectantibus, et prout, ac quemadmodum aliis Consulibus in dicta civitate Alguerii, terminis, territoriis, et districtibus ejusdem parere, obedire, ac respondere, et satisfacere consueverunt.

Electionem vero, constitutionem, creationem, et deputationem hujusmodi durare et valere, ac vim obtinere volumus quamdiu de nostri dictorum Consiliariorum, et nostrorum in officio Consiliariae hujusmodi successorum, ac Consilii dictae civitatis processerit beneplacito voluntatis et non ultra. Tenor vero dicti regii privilegii etc. (1) In quorum omnium, et singulorum fidem, et testimonium praemissorum, praesens publicum instrumentum, sigillo Consilii hujus civitatis munitum, vobis fieri et tradi volumus per Notarium et Scribam infrascriptum. Actum est hoc Barchinonae die octavo mensis Januarii, anno a Nativitate Domini millesimo quingentesimo quadragesimo nono.

Si✝gna Joannis Michaëlis de *Bellafilla*, Francisci Grau, Joannis Joachimi de *Rocacrespa*, et Jacobi Terrè Consiliariorum et Consilii praedictorum, qui haec laudamus, concedimus, et firmamus. — Testes hujus rei sunt Bartholomaeus *Negrell*, et Antiocus *Mascarò*, Virgarii dictorum Dominorum Consiliariorum (2).

(1) Qui era inserito *per extensum* il *privilegio* del 1268 del re Don Giacomo di Aragona.

(2) Poichè si è qui riportata la patente di nomina del console di Alghero nel 1549, non sarà inopportuno registrare brevemente in questo stesso luogo i nomi e le elezioni di parecchi consoli pei Catalani nei porti di Sardegna, a cominciare da tempo assai prossimo alla conquista dell'isola fatta dall'infante Don Alfonso di Aragona, cioè dal principio del secolo XIV, e di notare insieme alcune altre memorie relative al commercio degli Aragonesi nell'isola. E cominciando dai consoli, nell'anno

1325. Console in Sassari GUGLIELMO OLIVER. — Ved. CAPMANY, Op. cit. *Colec. Dipl.*, Tom. II, pag. 58, — Però poi lo stesso CAPMANY (loc. cit. pag. 66), con la scorta del Registro della città di Barcellona ordinato da Stefano Bruniquer, al titolo *De Consulibus ultramarinis*, nota all'anno 1325 lo stesso GUGLIELMO OLIVER come console in Cagliari. E veramente questo Guglielmo Oliver è nominato come *Console in Sardegna* in una lettera che la Città di Barcellona diresse nel 18 gennaio 1325 all'ammiraglio Francesco Carroz, la quale fu pubblicata dallo stesso autore Op. e loc. cit., pag. 87 e 88, n.° L.

1397, 8 settembre, fu eletto un console per Sardegna *(fue eligido Consul en Cerdeña)*; ma non vi è registrato il suo nome. (Ved. CAPMANY, Op. e loc. cit., pag. 66).

1410, 10 aprile. Console in Cagliari GIACOMO XAICH. Dal Registro BRUNIQUER di Barcellona. CAPMANY, Op. e loc. cit., pag. 59.

1412, 1 luglio. Console in Oristano GIORGIO LOCHI. — Dal Registro BRUNIQUER; CAPMANY, Op. e loc. cit., pag. 59.

1416, 1 febbraio. Console in Sassari ANTONIO DE MORONI cittadino sassarese *(Consulatus Catalanorum Civitatis Saceri Regni Sardiniae factus Magnifico* ANTONIO DE MORONI, *Civi ejusdem Civitatis. Die 1 mensis Februarii. An. Nat. Dni* 1416). — Registro BRUNIQUER, press. CAPMANY, Op. e loc. cit., pag. 59.

1417, 31 marzo. Console in Alghero ANTONIO SUÑER: *(Consulatus Catalanorum Civitatis Alguerii factus Honorabili* ANTONIO SUÑER. *Die* 31 *Martii. An. Nat. Dni* 1417). — Registro BRUNIQUER presso il CAPMANY, Op. e loc. cit., pag. 59 e 60.

Poi da un altro Libro della Città di Barcellona, intitolato *Liber antiquus notularum de tempore* BERNARDI SPLUGUES *Scribae majoris domus Civitatis et Honorabilis Consilii ipsius, ab anno* 1425 *usque ad annum* 1433, si ha il nome del console seguente:

1432, 22 novembre. Console in Alghero GIACOPO FONT DE BORRELL. — CAPMANY, Op. e loc. cit., pag. 61.

Nell'altro Libro intitolato *De Consulibus ultramarinis, ab anno* 1483 *usque ad ann.* 1564 della stessa città di Barcellona si ha un numero abbastanza discreto di detti consoli; cioè:

1512, 24 novembre. — Console in Cagliari FRANCESCO MARTINI. — Dal Lib. sudd. presso CAPMANY, Op. e loc. cit., pag. 64.

1513, 7 luglio. Console in Alghero MICHELE FERRER cittadino di Barcellona. — Dal Lib. sudd. presso il CAPMANY, Op. e loc. cit., pag. 64.

1516, 8 ottobre. Console in Alghero GIROLAMO DALMAU professore di dritto, cittadino di Barcellona (il predecessore del seguente console ONOFRIO PAU). — Dal Lib. sudd. press. CAPMANY, Op. e loc. cit., pag. 64 e 65.

1549, 8 gennaio. Console in Alghero ONOFRIO PAU (al quale appunto fu spedita questa patente che pubblichiamo). — Lib. sudd. press. CAPMANY, Op. e loc. cit., pag. 65.

1564, 22 febbraio. Console in Cagliari GALZERANDO *de Iunyént*, cittadino di Barcellona. — Lib. sudd. press. CAPMANY, Op. e loc. cit., pag. 66.

1585, 28 febbraio. Console in Cagliari FRANCESCO CALZA.

1585, 28 febbraio. Console in Alghero GIOVANNI CANELLES. — Lib. sudd. press. CAPMANY, Op. e loc. cit., pag. 66.

Finalmente dal regolamento fatto dai Consoli della LOGGIA di Barcellona nel 2 giugno 1251 e riformato nel 24 novembre 1372, si ricava la seguente notizia riguardo ai noleggi delle navi che soleano andare a Sardegna per motivo di mercatura: « *Per los fletes que se dieren al patròn de nave para el viage de ultramar... siendo el viage para* CERDEÑA, *percibirà por cada cien salmas, de las que exceda de las doscientas,* X *sueldos de corretage por cada centenar de salmas: cuyos derechos pagarà el dueño del cargamento, que lo torna a su riesgo, mas no el prestador. Pero si la nave fuère menor de* 200 *salmas, pagarà por cada ciento* VI *sueldos el que*

Digitized by Google

XXIII*.

Ludovico Torrella fa resignazione *diretta in mani del Sommo Pontefice dell'Arcipretura di Santa Giusta in Sardegna, e delle* prebende *annesse di* Norguiddo *e* Domusnovas, *a favore di un canonico di Bosa, riservandosi un'annua pensione per la quale presta fidanza e ipoteca i frutti del suo beneficio il Pievano d'Osilo, il quale perciò interviene all'atto.*

(1556. — 24 ottobre).

Esempl. sull'origin. archiv. della Camera apostolica per apograf. notar.

In nomine Domini Amen. Per hoc praesens publicum instrumentum cunctis pateat evidenter et sit notum quod anno a Nativitate Domini millesimo quingentesimo quinquagesimo sexto indictione quartadecima, die vero vigesima quarta mensis octobris Pontificatus S.^{mi} in Christo Patris et Domini nostri Domini Pauli divina providentia Papae quarti anno secundo in mei camerae apostolicae notarii testiumque infrascriptorum ad haec specialiter vocatorum et rogatorum praesentia praesens et personaliter constitutus D. Ludovicus Torrella Archipraesbiter Ecclesiae SANCTAE JUXTAE cum praebenda villae de NURQUILLO et annexae villae de DOMOSNOA sitae in Arboren. diocesi sponte et ex certa scientia omnibusque vi dolo metu fraude et qualibet alia sinistra maq̄inatione cessantibus pariter et semotis archipresbiteratum dictae Ecclesiae ac praebendae ac praebendam praedictam quos obtinet in manibus S.^{mi} Domini Nostri Papae in favorem tamen Domini Sebastiani Mayale Clerici bosanensis ac reservatis sibi valide infrascriptis et non alias etc. resignavit. Et D. Hieronimus Cariga (1) etiam praesens sponte ut supra assignationi pensionis annuae quinquaginta ducatorum auri largorum ab omni decima subsidio etiam caritativo et etiam de facto imposito et imponendo etiam si impositionibus hujusmodi caveatur expresse quod pensionarii pensiones suas quantumvis liberas habentes prorata contribuere teneantur eandem ratam illas solvere habentes sibi retinere nec ad solutionem talis ratae cogi possit ita et taliter quod non obstantibus quibusvis decretis etiam literis tam sub plumbo quam in forma brevis pro tempore super contributionibus faciendis per p̄ns contrarios occasione suarum pensionum quantumvis exemptarum factis et emanatis nihilominus semper pensio hujusmodi sit exempta et talem ratam qua Ludovicum praedictum ratione suae pensionis hujusmodi contingeret Hieronimus et successores sui plebaniam infradicendam pro tempore obtinentes pro eodem Ludovico solvere teneantur de suo proprio absque defalcatione aliqua expensarum praedictarum ac quicquid Hieronimus et successores sui occasione pensionis hujusmodi persolverint eidem Ludovico donatione irrevocabili quae dicitur inter vivos donatum et remissum sit et esse censeatur ac ex nunc prout ex tunc et contra dictus Hieronimus donat et remittit omnique actioni et juri agendi occasione ratae hujusmodi sibi competenti renuntiat nec non a quocumque belli tam hactenus moti quam in posterum movendi pestis, grandinis, incendii, alluvionis, depredationis, devastationis agrorum incursus hostium gelu tempestatis, sterilitatis fructuum non recollectionis ac illorum omnium amissionis et quocumque alio fortuito et inopinato ac evenire insolito casu et sinistro ac inexcogitabili eventu etiam tali propter quem pensio hujusmodi defalcari posset aut defalcanda veniret libera immunis et exempta super plebania sub invocatione SANCTAE BARBARAE VILLAE DE OSILO Turritanae diocesis quam Hieronimus Cariga ejusdem plebaniae plebanus obtinet fructus et emolumenta universis dummodo praesentis et ab antiquo utique aliis forsan assignatae pensiones illorum medietatem non excedant eidem Ludovico quoad vixerit vel ejus procuratori legitimo per dictum Hieronimum et successores suos plebaniam praedictam pro tempore obtinendam annis singulis prima videlicet in d. n. Jhesu Christi a proxime futuri incipiendo et altera medietas pensionis hujusmodi in Sancti Johannis Baptistae Nativitatem festivitatibus in civitate Calaritana regni SARDINIAE litteris desuper conficiendis Hieronimo

recibe el fets, y no el mercader ». CAPMANY, Op. cit. in Apendice, Tom. II, pag. 79.

E dal LIBRO DEL CONSOLATO di Barcellona, ch'ebbe già tanta autorità nei negozi marittimi e fu poi pubblicato per la prima volta con le stampe di Sebastiano de Cormelles in detta città nel 1592 (Vol. uno in fol.), si ricava che nel 6 giugno 1584 la LOGGIA *dei Consoli* avea ordinato doversi prestar cauzione da chiunque caricasse merci pe' porti di Cagliari e di Alghero in Sardegna pel pagamento dei dritti dovuti ai consoli catalani colà residenti. Tale *Ordinazione* fu rinnovata con pubbliche gride nel 28 febbraio 1589, e riportiamo qui il testo della medesima, quale si legge in detto Libro del Consolato (*Llibre de Consolat dels fets marítims* etc.) al fogl. 128.

Die Martis XXVIIJ Mensis Februarii,
Anno M . D . LXXXVIIIJ.

« *Lo present Consell de trenta y sis ajustat y congregat dins la instantia del Consell de trenta de les cases del honor. Consell, enteses les propositions per los Magnifichs Consellers fetes, feren les deliberations y conclusions seguents. — E primerament quant a la supplicacio en dit Consell presentada per mossen Francesch Calsa, y Joan Canyelles Consols del Alguer y Caller, contenint en effecte que fos provehit y ordenat que fossen fetes semblantes crides, les quals foren fetes en lany* M . D . LXXXIIIJ, *a sis de Juny prohibint que nigu puga carregar robes per a dites parts, que no preste cautiò primer que pagaran als Consols ultra marins lo dret que los dits Consols acostuman de rebre de las robas que arriban, y se venen alli segons en dita suplicacio se conten. Lo dit Consell feu deliberacio y conclusio que sien fetes y publicades semblants crides quals foren publicades a sis de Juny* M . D . LXXXIIIJ, *manant que presten cautio ans de carregar mercaderies algunes que pagaran lo dret als Consols ultra marins, les quals hagan de prestar conforme foren prestades per a Palerm y Messina.*

(1) Girolamo Cariga, il quale in quest'atto obbliga i frutti e redditi della sua *Pievania* di SANTA BARBARA *di* OSILO pel pagamento della pensione di cinquanta ducati d'oro riservatasi da Ludovico Torrella, fu poi arciprete del Capitolo turritano e della chiesa cattedrale di Sassari, ed ebbe a contendere coll'arcivescovo Salvatore Alepus, che volea costringerlo a rinunziare, o a detta Arcipretura o alla Pievania suddetta, che continuava ad occupare. Il Pontefice Pio IV, al quale fu deferita la questione, fece scrivere nel 1565 all'arcivescovo Alepus dal segretario della S. Congregazione cardinalizia, che il Cariga, secondo la disciplina sancita dal S. Concilio di Trento, potea ritenere li due mentovati benefizi, risiedendo però nella *Pievania* alla quale era annessa cura di anime, e perdendo le sole distribuzioni quotidiane, e corali, della cattedrale di Sassari, alle quali, non intervenendo in Capitolo, non dovea partecipare. La lettera è stata pubblicata per la prima volta dal MATTEI (*Sard. Sacr.*, pag. 166), che la estrasse da un CODICE Ms. *Sbaraleano;* ma nel latinizzare il cognome dell'arciprete turritano l'anonimo raccoglitore lo alterò alquanto (forse per non avere ben letto nell'originale), chiamandolo in seconda persona — *Hieronimi Corrige* — mentre dovea dirsi *Carige.*

Digitized by Google

praedicto qui illas pro sibi legitime intimatis habere vult et intendit illarumque expeditioni et intimationi expresse renuntiat non intimatis subsolitis sententiis et absque aliqua declaratione integre persolvendo cum regressu etc. ad plebaniam nec non archipresbiteratum praedictum in non solutionis pensionis et alios eventus et alias in omnibus et per omnia prout in supradictis sub data Romae apud Sanctum Petrum quartodecimo kalendas novembris anno secundo continetur et litterarum expeditioni respective consenserunt juraveruntque ipsi D. Ludovicus et Hieronimus ad Sancta Dei Evangelia tactas per eos in manibus mei Notarii infrascripti scripturas sacrosanctas quod in praemissis omnibus et singulis non intervenit nec interveniet fraus, dolus simoniae labes et quaelibet alia illicita pactio sive corruptela de et super quibus omnibus et singulis praemissis petitum fuit a me Notario infrascripto unum vel plura publicum seu publica fieri atque confici instrumentum et instrumenta. Acta fuerunt haec Romae in domo habitationis mei Notarii infrascripti sub anno indictione die, mense et Pontificatu quibus supra praesentibus ibidem D. Curtio Cathenacio et Joanne Michaele de Sant Martin clericos anianensis et hipporigiensis civitatis et diocesis respective testibus ad praemissa vocatis specialiter atque rogatis.

Deinde idem Dominus Hieronimus adhuc praesens ut supra persolvendo pensionem hujusmodi modo et forma praemissis etiam literis non expeditis nec intimatis quas pro expeditis et sibi legitime intimatis quod voluit se suosque haeredes et successores sua suorumque haeredum et successorum bona, mobilia et immobilia praesentia et futura ubicumque existentia in ampliori forma Camerae Apostolicae obligavit et ypotecavit ac etiam Curiae causarum Camerae Apostolicae D. R. Papae ejusque Camerarii, Vicecamerarii, Auditoris, Viceauditoris, Locumtenentis, Commissarii et quarumcumque aliarum Curiarum, Ecclesiasticarum et saecularium ubivis constitutarum jurisdictionibus, compulsionibus, viribus et rigoribus stilis et meris examinibus supplicavit et submisit per quas quidem curias et earum quamlibet voluit et expresse consensit posse et debere cogi, compelli, moneri, citari, excommunicari, aggravari, reaggravari et ad brachium saeculare deponi ac arrestari, ac contra se suosque haeredes et successores ac bona praedicta realem et personalem executionem usque ad integram et plenariam solutionem poenae praedictae ac omnium et singularum damnorum expensarum et interesse per dictum Dominum Ludovicum ob non solutionem dictarum poenarum patiendorum et sustinendorum refectionem et satisfactionem non obstantibus juri dicenti quod ubi juditium ceptum est ibidem finem accipere debeat et qualibet alia juris et facti exceptione in contrarium facientibus: renuntiavit etiam dictus Dominus Hieronimus omni et cuilibet exceptioni doli mali vis metus fraudis, lesionis, machinationis, et non sic ut praemittitur facti vel celebrati praesentis contractus ac aliter plus vel minus fuisse dictum vel factum quam recitavimus et contra omnibusque aliis et singulis exceptionibus, cavillationibus et cautelis quibus mediantibus contra praemissa vel eorum aliqua dicere, facere vel venire, aut se tueri possit et specialiter juri dicenti generalem renuntiationem non valere nisi praecesserit specialis et expressa: ac pro majori praemissorum observatione omni meliori modo quo potuit, fecit, constituit suos veros et legitimos procuratores speciales et generales ita tamen quod specialitas generalitati non deroget nec e contra videlicet dominos Antonium de Galesio et Johannem Baptistam de Rochettis in romana curia causarum procuratores et Petrum Paulum Atanantem et Johannem Meja dictae Camerae Notarium ac omnes et singulos alios Procuratores et Notarios dictarum Curiarum qui nunc sunt et pro tempore erunt quorum nomina et cognomina hic haberi voluit pro expressis absentes tanquam praesentes et eorum quemlibet in solidum ita tamen quod non sit melior conditio primitus occupantis nec deterior subsequentis sed quod unus eorum inceperit alter eorumdem id prosequi et finire valeat scilicet specialiter et expresse ad ipsius domini constituentis nomine et pro eo omni tempore diebus feriatis et non feriatis coram camerario et aliis officialibus praefactis comparendum ac omnia et singula in praesenti instrumento contenta vera fuisse et esse etiam pluries confitendum et recognoscendum ac petendum et acceptandum omne praeceptum monitionem, condemnationem, sententiam et mandatum quae officiales ipsi et eorum quilibet in ipsum dominum constituentem praemissa non observantem facere et promulgare voluerint et eis sponte acquiescendum nec non submittendum a praemissis observandis jurisdictioni curiae et curiarum praedictarum et ad volendum et consentiendum quod ipsi domini Judices, Locumtenentes et eorum quilibet in ipsum dominum constituentem praemissa non observantem excommunicationis sententiam proferant, promulgent, aggravent, reaggravent aliosque processus reales et personales faciant quos voluerint usque ad plenariam omnium et singulorum praemissorum observationem et generaliter omnia alia faciendum in praemissis necessaria seu quomodolibet oportuna promittens se ratum, gratum, acceptum et firmum perpetuo habiturum totum id et quidquid per eosdem Procuratores dictum, factum et procuratum fuerit relevans illos ex nunc et relevare volens ab omni onere satisdandi judicioque sisti et judicatum solvi cum suis clausulis necessariis et opportunis sub obligatione antescripta. Et praemissa omnia et singula complere et inviolabiliter observare ac non contrafacere, dicere vel venire de jure vel de facto quovis quaesito colore vel ingenio, nec procuratores praedictos aut eorum aliquem per se vel alium seu alios revocari donec omnia et singula supradicta plenarie fuerint adimpleta promisit atque juravit ad Sancta Dei Evangelia tactis per eum in manibus mei Notarii infrascripti Scripturis sacrosanctis de et super quibus omnibus et singulis praemissis petitum fuit a me Notario infrascripto unum vel plura publicum seu publica fieri atque confici instrumentum et instrumenta. Acta fuerunt haec Romae ubi supra sub eodem anno indictione die mense et Pontificatu quibus supra praesentibus suprascriptis domino Curtio Cathenacio et Johanne Michaele de Sant Martin testibus ad praemissa vocatis specialiter atque rogatis.

Et ego Petrus Paulus Ardinus Camerae Apostolicae Notarius quia praemissis interfui et in notam sumpsi ideo subscripsi signoque et nomine meis signavi in fidem et testimonium praemissorum rogatus et requisitus.

Digitized by Google

XXIV.

Lettere di Don Filippo II re di Castiglia e di Aragona ecc. al vicerè di Sardegna, con le quali gli ordina di non dar passo alle appellazioni che abusivamente si faceano a Roma nelle cause dipendenti da condanne di eretici *e di* apostati, *pronunziate dall'inquisitore, e dalla confisca dei beni dei condannati; dichiara tali appellazioni lesive della sua reale giurisdizione, e vuole che s'impediscano, nonostante qualunque provvedimento pontificio in contrario; e statuisce infine che le appellazioni medesime, se vi sarà luogo, debbano farsi all'inquisitore generale, e al Consiglio della generale inquisizione residente presso il Sovrano.*

(1558. — 7 maggio).

Dal DEXERT, *Cap. Cur. Regni Sardiniae*, fol. 720-21.

El Rey.

Spectable Lugartiniente, y Capitan general.

Hemos tenido relacion, que procediendo el Dotor Joan Cozita, Inquisidor apostolico en esse Reyno, en algunes causas civiles de bienes confiscados à nuestra Camera, y Fisco, por el delicto, y crimen de la *heregia*, y *apostasia* entre Officiales, y Familiares del Santo Officio, y otras personas desse dicho Reyno, sobre bienes muebles, ò raizes, ò deudas algunas de las tales personas, han appellado del dicho Inquisidor para ante su SANTIDAD, y sacado testimonio de tales appellaciones, pretendiendo se cometan las dichas causas en la CORTE ROMANA à otros Juezes Ecclesiasticos: Y porque esto es mucho daño y perjuyzio de *Nuestra jurisdicion Real*, por virtud de la qual, y con commission particular nuestra el dicho Inquisidor conoce de los dichos negocios, os encargamos, y mandamos no deis lugar à que persona alguna dè testimonio de semejantes appellaciones, y si algunos se huvieren dado, y por virtud dellos despachado algunas *letras apostolicas* en derogacion de Nuestra jurisdicion Real, hagais que nuestro Procurador Fiscal supplique dellas, para informar à su Santidad de como han sido impetradas con siniestra informacion, y en el entretanto no permetireis, que por virtud dellas se proceda contra dicho Inquisidor, ò Inquisidores, que por tiempo fueren en esse Reyno, ni otra persona alguna: porque, si alguna de las dichas personas se sintiere, ò sintieren agravadas del dicho Inquisidor, podran acudir al Inquisidor general, y Consejo de la general Inquisicion, que en nuestra Corte reside, donde se le harà y administrarà justicia, como siempre se ha hecho y haze; y darnos heis aviso de lo que en esto hizieredes. De Madrid à siete de Mayo, año de M.D.LVIII.

Yo el Rey.

M. Secretarius.

XXV*.

Lettere reali di Don Filippo II re di Castiglia, di Aragona ecc., con ordine ai baroni di Sardegna, che non maltrattino e opprimano i vassalli, e al vicerè ed altri officiali regii dell'isola, affinchè rendano giustizia ai vassalli i quali riclamino contro l'oppressione dei baroni.

(1559. — 14 ottobre).

Dagli Archivi dell'antico Patrimonio Reale in Sardegna.

Nos Don Phelipe por la gracia de Dios Rey de Castilla, de Aragon, de las dos Sicilias, de Hierusalem, de Portugal, de Hungria, de Dalmacia, de Croacia, de Navarra, Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Çerdeña, de Cordova, de Corsega, de Murcia, de Jaen, de los Algarbes, de Algezira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, Indias Orientales, y Occidentales, Islas, y Tierra firme del Mar Oceano, Archiduque de Austria, Duque de Borgoña, de Brabante, de Milan, de Athenas, de Neopatria, Conde de Abspurg, de Flandres, de Tirol, de Barcelona, de Rosellon, de Cerdaña, Marques de Oristan, y Conde de Goceano. Al Espectable Don Alvaro de Madrigal nuestro Lugartiniente, y Capitan general en el nuestro Reyno de Serdeña, Presidente o Regente el dicho officio, Regente nuestra Cancelleria, Abogado Fiscal, Governadores y Reformadores en los Cabos de Caller, Gallura, y Logudor, Alguaziles, Vergueros, Porteros, y otros qualquiera Officiales Reales en el dicho Reyno constituidos, y constitudores, al qual, ò a los quales las presentes pervendran, y seran presentadas, y del negocio susescrito seran requisidos en qualquiera manera, salud, y dilecion. — Por relacio de personas que zelan el servicio de Dios, y nuestro, havemos entendido, que algunos de los Barones, y personas que tienen vassallos en esse Reyno, los maltratan en grande manera, y que quando algunos dellos recurren à vos otros, paraque los desgravieis, no hallan el recogimiento, y remedio que seria menester, antes se quedan con el mismo agravio, injuria, y maltratamiento, de lo qual Dios nuestro Señor no es servido: Y porque à Nos, como Rey y Señor toca, y perteneçe abraçar, y favorir los afligidos, y maltratados sin raçon, y justicia, y esse cargo viene à nuestros Officiales, que estan en nuestro lugar: Por ende con tenor de las presentes, de nuestra certa sciencia, y Real authoridad, à vos otros, y a qualesquier de vos, à quien esto tocare, dezimos, encargamos, y mandamos, so incorrimiento de nuestra ira, è indignacion, y pena de mil florines de oro de Aragon à nuestros Reales coffres applicaderos, que de aqui adelante no permitais, ni deis lugar, que ningun Baron, ò persona, que tenga vassallos en esse Reyno, los maltrate, y opprima malamente, y contra raçon, y justicia, no obstante qualesquier abusos, ò cosas que se huvieren hecho hasta agora en contrario desto: y si algunos de los dichos vassallos recurrien à vosotros por algun maltratamiento, ò prission que se les haga, los ampareareis, y recogereis, administrando les todo complimiento de

Digitized by Google

justicia, despachando todos sus negocios con toda la brevedad possible, y guardandoles à la letra el drecho, y Pragmaticas Reales, que hay en esse Reyno cerca de los que recurren de los Barones, ò sus Officiales, guardando attentamente de hazer, ni permitir que se haga lo contrario en manera alguna, si demas de nuestra ira, è indignacion la pena sobredicha deseais no incurrir. Datum en el Prado à 14 de octubre, año del Nacimiento de Nuestro Señor Jesu Christo M.D.LVIIII.

Yo el Rey.

Vid. Camacius Reg. Vid. Luna Reg.
Vid. Gignita Reg. Vid. Loris Reg.
Vid. Ximeno pro Thes. gen. Vid. Clemens pro Conserv. gen.

Dominus Rex mandavit mihi Michaeli Gort, visa per Reg. Cancellar. etc. etc.

XXVI*.

Filippo II re di Castiglia e di Aragona ecc. approva i capitoli di Corte *discussi e deliberati nel Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del vicerè Lorenzo Fernandez de Heredia.*

(1560. — 8 maggio).

Dall'antico Archivio del Regio Patrimonio in Sardegna, Cod. sudd., fol. 120 e seg.

Nos Philippus Dei gratia Rex Castellae, Aragonum, Legionis, utriusque Siciliae, Hierusalem, Portugaliae, Hungariae, Dalmatiae, Croatiae, Navarrae, Granatae, Toleti, Valentiae, Galitiae, Majoricarum, Hispalis, Sardiniae, Cordubae, Corsicae, Murciae, Giennis, Algarbij, Algezirae, Gibraltaris, Insularum Canariae, nec non Indiarum Orientalium et Occidentalium, Insularum ac Terrae firmae maris Oceani, Arcidux Austriae, Dux Burgundiae, Brabantiae, Mediolani, Athenarum, et Neopatriae, Comes Abspurgii, Flandriae, et Tirolis, Barchinonae, Rossilionis, et Ceritaniae, Marchio Oristani, et Comes Gociani. — Diebus retro elapsis pro parte trium *Stamentorum* Regni nostri Sardiniae fuerunt oblata, et humiliter praesentata coram Serenissima Infanta Joanna Principe Portugaliae Sorore charissima, ac Locumtenenti generali nostro in Regnis Hispaniarum *Capitula* per ipsa tractata in *Parlamento* per spectabilem Don Laurentium Fernandez de Heredia Locumtenentem generalem nostrum, ac vice et nomine Nostri, regnicolis ejusdem Regni indito, et celebrato, una cum responsionibus in calce cujuslibet *Capituli* per dictum Locumtenentem generalem factis, quae quidem *Capitula* per celsitudinem decretata extitere, prout in eis continetur. Nunc vero per dilectum nostrum Assorem Sapata domicellum, et Alcaidum nostrae civitatis et Castri Calaris, Sindicum *Stamenti militaris* dicti Regni Sardiniae ad nos destinatum, Majestati nostrae fuit humiliter expositum, et deductum, quod dum *Capitula* ipsa per dictam Serenissimam Sororem nostram decretarentur, nullus pro parte *Stamentorum* dicti Regni extitit, qui de rebus servitio nostro, et utilitati dicti Regni incumbentibus informationem daret, et proinde decretationes in praedictis *Capitulis* factas per suam celsitudinem reformatione egere, humiliter supplicando, ut ipsam in aliquibus ex dictis *Capitulis*, et decretationibus fieri mandare dignaremur. Nos autem volentes utilititati, et conservationi *Stamentorum* praedictorum, ac Regni nostri praefati, prout aequum est, consulere, *Capitula* ipsa per dictum Alcaydum coram Nobis oblata recognosci fecimus in nostro Sacro Supremo Regio Consilio, ipsisque, post decretationes dictae Serenissimae Principis Sororis nostrae, responderi et provideri mandamus, prout in calce uniuscujusque *Capituli* continetur, quorum quidem petitionis *Capitulorum*, et suarum decretationum series sequitur inde sub hiis verbis (1) .

. . . . . .

. . . . . .

. . . . . .

Quae quidem *Capitula* praeinserta, juxta responsiones et decretationes in iisdem appositas laudantes et approbantes illa, et in eis contenta, et alia expressa a praenominato *Stamento militari*, de nostra certa scientia, deliberate et consulto, dicti nostri Sacri Supremi Consilii deliberatione praeeunte, concedimus, consentimus, et deliberate elargimur, nostraeque hujusmodi concessionis, consensus, et elargitionis munimine, seu praesidio roboramus, et validamus, auctoritatemque nostram Regiam interponimus pariter, et decretum. Serenissimo propterea Carolo Principi Asturiarum, et Gerundae, Duci Calabriae, filio primogenito nostro, ac post felices et longaevos dies nostros in omnibus regnis et dominiis nostris, Deo propitio, immediato haeredi, et legittmo successori intentum aperientes nostrum, sub paternae benedictionis obtentu dicimus; Spectabili vero, Nobilibus, Magnificis, et dilectis Consiliariis, Locumtenenti et Capitaneo generali in praefato Nostro Sardiniae Regno, Regenti Cancellariam, Judici Regiae Curiae, et Advocato fiscali, Gubernatoribus quoque seu Reformatoribus in Capitibus Calaris, Gallurae, et Lugodorii, Regio Procuratori, ac Ministro Rationali, Alguezirijs, Potestatibus, Virgariis, et Portariis, caeterisque aliis Officialibus, et subditis nostris in dicto Sardiniae Regno constitutis et constituendis praecipimus, et jubemus, ad incursum nostrae indignationis et irae, poenaeque florenorum auri Aragonum decem mille nostris inferendorum aerariis, ut *Capitula* praeinserta, et unumquodque eorum, juxta decretationem et responsionem in fine cujuslibet eorum contentarum seriem, et tenorem, teneant firmiter, et observent, tenerique et inviolabiliter observari per quos deceat, faciant, cauti secus agere, fierique permittere aliqua ratione, seu causa, si dictus Serenissimus Princeps nobis morem gerere, caeterique vero Officiales et subditi nostri, praeter irae et indignationis nostrae incursum, poenam praeappositam cupiunt evitare. In cujus rei testimonium praesentem fieri, et in processu dicti Parlamenti inseri, sigilloque nostro Regio

(1) Seguono nel Codice i *Capitoli di Corte* presentati alla sanzione regia. Erano diciotto quelli votati dai tre *Bracci* del Parlamento, e quaranta gli altri votati dallo *Stamento militare*. Dei primi ne furono accordati soli *dodici;* e dei secondi soli *trentuno*.

Digitized by Google

majori pendente communiri jussimus. Datum in nostra civitate Tolleti, die octavo mensis maij, anno a Nativitate Domini millesimo quingentesimo sexagesimo, Regnorum vero nostrorum, videlicet Hispaniae, et ulterioris Siciliae quinto, citerioris vero Siciliae et aliorum septimo.

Yo el Rey.

Vid. Camacius Reg.
Vid. Joan Ximenez pro gen. Thes.
Vid. Loris Reg.
Vid. Ghignita Reg.
Vid. Luna Reg.
Vid. Sentis Reg.
Vid. Clemens pro Conserv. gener. In Sardiniae fol. 27.

Dominus Rex mandavit mihi Michaeli Clementi, visa per Camacium Reg. Cancell. etc. etc.

XXVII.

Ordinazione regia di Don Filippo II, re di Castiglia, di Aragona ecc., con la quale si stabilisce che i ministri tutti, officiali e familiari della Santa Inquisizione, *e della* Crociata *in Sardegna siano sottoposti indistintamente al pagamento delle gabelle reali e civiche, ad eccezione del solo* Inquisitore, *e del solo* Commissario, *o loro luogotenente, che dichiara esenti da ogni gravezza.*

(1562. — 31 luglio).

Dal DEXERT, *Cap. Cur. Regni Sardiniae*, fol. 719.

Nos Philippe per la gracia de Deu Rey de Castella, de Arago, de las dos Sicilias, de Hierusalem, de Ungria, de Dalmacia, de Croacia, de Leon, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sivilla, de Serdeña, de Cordova, de Corsega, de Mier, de Jaen, de los Algarbes, de Algezira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, y de las Islas Indias y Terraferma, del mar Oceano, Archiduque de Austria, Duque de Borgundia, de Brabant, de Mila, Compte de Barcelona, y de Flandes, y de Tirol, Señor de Biscaya, y de Molina, Duque de Athenas, y Neopatria, Compte de Rosello, y de Sardana, Marques de Oristany, y de Gociano. — Per quant se ha recorregut à Nos per part de la ciutat de Alguer, que pateix en lo arrendament del vi en gran suma, à causa de la *franqueza* que pretanen tenir los Officials, y familiars de la SANTA INQUISICIO, y CRUZADA, per ser molts, y no aver necessitat dells; per hont es vingut à tanta diminucio, que nos troba qui arrende dit dret, sino à baix preu, y la dita ciutat rebe gran dañi, supplicantnos humilment fossem servits declarar quins Officials de la Santa Inquisicio, y Cruzada han de ser franchs de dits drets, y altres. Y nos, vista sa supplicacio, volent declarar en aço nostra Real voluntat, ab tenor de las presents, de nostra certa sciencia, y Real autoritat, deliberadament, y consulta, diem, ordenam, statuim, y manam, que tots, y qualsevol Officials, Ministres, y familiars de la Santa Inquisicio, y Cruzada, exceptat lo Inquisidor, y un Commissari, Loctinent de Inquisidor Ecclesiastich, en los llochs à hont los acostuman tenir, sian obligats à contribuir, y pagar tots y quals sevol drets, axi Reals, com de les ciutats, viles, y llochs, y de la manera que serian obligats no sent Officials, Ministres, y familiars de la Santa Inquisicio, y Cruzada, no obstant qualsevol privilegis, y excepcions que ad aço puguessen obstar, les quals derogam, y volem ser derogades ab les presents, ab tenor de les quals manam als espectables, nobles, magnifichs, y amats Consellers nostres, Loctinent y Capita general en lo dit Regne de Cerdeña, y Regent la Cancilleria, Governadors y Reformadors del Cap de Caler, y Gallura, y Logudor, Veguers, Solveguers, Potestats, Alguazirs, Porters, y altres qualsevol Officials y Ministres nostres en dit Regne constituits y constituidors, sots incorriment de nostra ira è indignacio, y pena de mil florins de or de Arago, y al venerable Inquisidor exortam, diem, y encarregam que la present nostra declaracio, y lo en alla contengut tingan, y observen, tenir y observar fassan, y no contrafassan, ni vinguen, ni permetan esser contrafet, ni vingut per alguna causa ò raho, si nostra gracia tenen cara, y la pena sobredita desigien no encorrer. En testimoni de les quals cosas havem manat despedir les presents ab lo Nostre sogell comu Real en lo dorso segnades. Datum en Madrid à 31 del mes de Juliol. añi de la Nativitat de Nostre Señor Jesu Christ 1562.

Yo el Rey.

V. Comes generalis.
V. Giginta Reg.
V. Camacius Reg.
V. Luna Reg.
V. Loris Reg.
V. Sentis Reg.
V. Clemens pro Conservatore generali.

XXVIII*.

Filippo II re di Castiglia e di Aragona approva i capitoli *o domande votati dai tre* bracci *del Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del vicerè D. Alvaro di Madrigal.*

(1565. — 5 aprile).

Dall'Archivio dell'antico Regio Patrimonio di Sardegna, Cod. Cart., fol. 154 e seg.

Nos Philippus Dei gratia Rex Castellae, Aragonum, Legionis, Siciliae, Hierusalem, Hungariae, Dalmatiae, Croatiae, Navarrae, Granatae, Toleti, Valentiae, Galitiae, Majoricarum, Hispalis, Sardiniae, Cordubae, Corsicae, Murciae, Giennis, Algarbii, Algezirae, Gibraltaris, Insularum Canariae, nec non Insularum Indarum, et Terrae firmae, maris Oceani, Archidux Austriae, Dux Burgundiae, Brabantiae, et Mediolani, Comes Barchinonae, Flandriae, et Tirolis, Dominus Viscayae, et Molinae, Dux Athenarum, et Neopatriae, Comes Rossilionis, et Ceritaniae, Marchio Oristani, et Gociani. Fuerunt per te nobilem, et dilectum nostrum Don Franciscum Sapata Alcaidum civitatis, et Castri Caralis et Sindicum *Stamenti militaris*

Digitized by Google

Regni Sardiniae pro parte trium *Stamentorum* dicti Regni coram Majestate nostra oblata, et humiliter praesentata *capitula* per ipsa tractata in Parlamento per spectabilem Don Alvarum de Madrigal, Locumtenentem generalem nostrum, ac vice et nomine nostri regnicolis ejusdem Regni indito, et celebrato, una cum responsionibus in calce cujuslibet *capituli* per dictum Locumtenentem generalem factis, humiliter supplicando ut *capitula* praedicta decretare, acceptare, concedere de nostra solita benignitate dignaremur. Nos vero volentes utilitati, ac conservationi Stamentorum praedictorum, ac Regni nostri praefati, prout aequum est, consulere, *capitula* ipsa per dictum Alcaidum coram nobis oblata recognosci fecimus in nostro Sacro, Supremo, Regio Consilio, ipsisque responderi mandavimus, prout in calce uniuscujusque *capituli* continetur, quorum quidem petitionum, *capitulorum*, et decretationum series sequitur sub his verbis (1) . . . . . .

. . . . . .

. . . . . .

. . . . . .

Quae quidem *capitula* praeinserta juxta responsiones, et decretationes in eisdem appositas laudantes, et approbantes, illa, et in eis contenta, et expressa praenominato Stamento militari thenore hujusmodi, de nostra certa scientia, deliberate, et consulto, dicti nostri Sacri, Supremi, Regii Consilii deliberatione praecunte, concedimus, consentimus, et liberaliter elargimur, nostraeque hujusmodi concessionis, consensus, elargitionis munimine, seu praesidio roboramus, et validamus, auctoritatemque nostram Regiam interponimus pariter et decretum. Serenissimo propterea Carolo Principi Asturiarum, et Gerundae, Duci Calabriae, et Montis Albi, filio primogenito nostro charissimo, et post foelices et longaevos dies nostros, in omnibus regnis et dominiis nostris, Deo propitio, immediato haeredi, et legitimo successori intentum aperientes nostrum sub paternae benedictionis obtentu dicimus; Spectabili vero, Nobilibus et Magnificis dilectis Consiliariis Locumtenenti et Capitaneo Generali in praedicto nostro Sardiniae Regno, Regenti Cancellariam, Judici Regiae Curiae, et Advocato fiscali, Gubernatoribus quoque, seu Reformatoribus in Capitibus Calaris, Gallurae, et Logudorii, Regio Procuratori, ac Magistro Rationali, Alguaziriis, Potestatibus, Virgariis, et Portariis, caeterisque aliis officialibus, et subditis nostris in dicto regno Sardiniae constitutis et constituendis, praecipimus et jubemus, ad incursum nostrae indignationis et irae, poenaeque florenorum auri Aragonum decem mille nostris inferendorum aerariis, ut *capitula* praeinserta, et unumquodque eorum, juxta decretationum, et responsionum in fine cujuscumque contentarum seriem, et tenorem, teneant firmiter, et observent, tenerique, et inviolabiliter observari per quos deceat faciant; cauti secus agere, fierique permittere aliqua ratione, seu causa; si dictus Serenissimus Princeps nobis morem gerere, caeteri vero Officiales et subditi nostri, praeter irae et indignationis nostrae incursum, poenam praeappositam cupiunt evitare. In cujus rei testimonium praesentem fieri, et in processu dicti Parlamenti inseri, sigilloque nostro Regio majori pendente communiri jussimus. Datum in Monasterio de Esperansa, die octavo mensis Aprilis, anno a Nativitate Domini millesimo quingentesimo sexagesimo quinto, regnorumque nostrorum, videlicet citerioris Siciliae duodecimo, Hispaniarum vero et aliorum decimo.

Yo el Rey.

Vid. Don Bernard. Vicecanc. Vid. Loris Reg.
Vid. Comes Gen. Thesaur. Vid. Sentis Reg.
Vid. Soro Regens.
Vid. Clemens pro Conserv. gen.
In Sardiniae VI, fol. 131.

Dominus Rex mandavit mihi Michaeli Gort, visa per Vicecancel., General. Thesaur., etc. etc.

(1) Seguono *per extensum* li quarantasette capitoli presentati all'approvazione sovrana dal deputato del Parlamento. Venti dei medesimi erano stati votati dai tre *Bracci*, e ventisette dal solo *Stamento* militare. Ne furono approvati *tredici* dei primi e *diecinove* dei secondi.

XXIX.

Lettere in forma BREVIS *del Pontefice Pio V, in virtù delle quali gli* spogli *degli arcivescovi e vescovi di Sardegna, durante la vacanza delle loro sedi, sono destinati e applicati alla fabbrica, manutenzione ed ornamento delle chiese cattedrali, e si destinano economi speciali per amministrarli.*

(1567. — 8 febbraio).

Dal DEXERT, *Capit. Cur. Regni Sardiniae*, fol. 328 e seg.

Pius Papa Quintus
ad perpetuam rei memoriam.

Exigit incumbentis nobis Apostolicae sollicitudinis officium, ut ad ea, quae pro Ecclesiarum qualibet, praesertim Cathedralium, et Metropolitanarum, ne in fabricis suis detrimentum sustineant, commodo et utilitati opportune consuli possit, potissimum dum Catholicorum Regum vota id exposcunt, libenter intendamus, et alias desuper disponamus, prout in Domino conspicimus salubriter expedire. Exponi siquidem nobis nuper fecit charissimus in Christo filius noster Philippus Hispaniarum Rex Catholicus, quod cum Sedes Apostolica nunquam percepit, et percipere consuevit *spolia* Archiepiscoporum, et Episcoporum in Insula Sardiniae Metropolitanas Cathedrales Ecclesias obtinentium, nec minus fructus, redditus, et proventus Ecclesiarum hujusmodi, illarum vacatione durante decurrentes, sed spolia, et fructus hujusmodi ipsorum Archiepiscoporum, et Episcoporum in dictis Ecclesiis successores, privilegiis et indultis apostolicis, semper perceperunt, et levarunt, et percipere, et levare pacifice, et quiete consueverunt. Et cum Ecclesiae hujusmodi pro suarum fabricis, et ornamentis, et paramentis pro divino cultu necessariis nullos habeant redditus, verisimiliter, ac pro certo credendum est privilegia, et indulta praedicta ea ratione per Romanos Pontifices praedecessores nostros concessa fuisse, ut ipsi Archiepiscopi, et Episcopi praedictas Ecclesias ex pecuniis,

Digitized by Google

proventibus, et spoliis, et fructibus praedictis reparare, restaurare, et manutenere, ac conservare, nec non ornamenta, et paramenta hujusmodi in eisdem Ecclesiis habere deberent, et tenerentur. Nihilominus, a multo, et fere immemorabili tempore citra, ipsi Archiepiscopi, et Episcopi, quamvis spolia, et fructus praedictos exegerunt, et perceperunt, illa in eorum comodum, et utilitatem ad proprios usus converterunt, negligendo, et omittendo Ecclesias praefatas in earum aedificiis, et structuris instaurare, reficere, et reparare, ornamentaque, et paramenta hujusmodi habere, ex qua avaritia, et negligentia Ecclesias praefatas ruinam in eorum aedificiis fere in totum minari, ornamentisque, et paramentis hujusmodi carere contigit. Quare idem Philippus Rex, qui etiam Sardiniae Rex existit, dubitans ne hujusmodi Ecclesiae, quae de jure patronatus ipsius Regis, ex privilegio apostolico, cui non hactenus in aliquo derogatum fore dignoscitur, culpa, et negligentia, ac etiam avaritia Archiepiscoporum, et Episcoporum praedictorum, in totum demoliantur, et pereant, nobis supplicari fecit humiliter, quatenus in praemissis opportune providere de benignitate apostolica dignaremur. Nos igitur super universis orbis Ecclesiis Principatum obtinentes hujusmodi supplicationibus inclinati *spolia* Archiepiscoporum, et Episcoporum praedictorum in dicta Insula, et extra eam, non tamen in Italia decedentium, fructusque, redditus, et proventus Ecclesiarum praefatarum, illarum vacatione durante, ab Episcopis, et Archiepiscopis, quos in Ecclesiis hujusmodi, ut praefertur, vacare, et tempore succedere contigerit, auctoritate apostolica, per praesentes, perpetuo abdicamus, et separamus; illaque dictis Ecclesiis pro illarum fabrica, structura, reparatione, et etiam manutentione, et etiam ornamentorum, et paramentorum emptione, et manutentione, perpetuo applicamus, et appropriamus: et insuper, ut praemissa suum debitum consequi possint effectum, dilectis filiis, singulis capitulis Ecclesiarum praefatarum, illarumque personis per dictum Philippum Regem, ejusque successores eligendis, ut *spolia* et fructus hujusmodi percipere, exigere, et recuperare possint, et valeant, illaque in restaurationem, reparationem, et manutentionem, emptionem, et conservationem praedictas convertere, Ecclesiasque ipsas instaurare, et conservare, ornamentaque et paramenta praedicta emere, et manutenere debeant, et teneantur, dicta auctoritate Apostolica, per ipsas praesentes perpetuo concedimus, et indulgemus; ac committimus, et mandamus ipsis Archiepiscopis, et Episcopis, ne in *spoliis*, ac fructibus, redditibus, et proventibus hujusmodi se aliquo modo intromittant, nec intromittere audeant, vel praesumant; quinimo illa per capitula, et personas hujusmodi percipi, exigi, recuperari, et, ut praefertur, converti permittant, sub sententiis, censuris, et poenis ecclesiasticis eo ipso incurrendis, inhibemus, ac praecipimus, ac etiam mandamus. Quocirca venerabili fratri Archiepiscopo Turritano, et dilectis filiis, Abbati monasterii SS. Trinitatis de Sacargia, Bosanen., seu nullius Dioecesis, Ordinis Camaldolensis, ac Decano Ecclesiae Calaritanae, per easdem praesentes mandamus, quatenus ipsi, vel duo, aut unus eorum per se, vel per alium, seu alios ipsos, praesentes, et in his contenta quaecumque, ubi, et quando opus fuerit, et quoties pro parte Capituli, et personarum praedictarum desuper fuerint requisiti, solemniter publicantes, hisque in praemissis efficacis defensionis praesidio assistentes, faciant, auctoritate nostra, praesentes, et in his contenta hujusmodi per Archiepiscopos, et Episcopos praedictos firmiter observari, non permittentes Capitula, et personas hujusmodi per Archiepiscopos, et Episcopos praedictos earum ipsarum, praesentium tenore, quomodolibet indebite molestari, contradictores quoslibet, et rebelles per praedictas, aliasque eorum arbitrio moderandas, et applicandas poenas, ac alia opportuna juris, et facti remedia, appellatione postposita, dicta auctoritate compescendo, ac legitimis super his habendis servatis processibus, sententiis, et poenis, ipsas etiam iteratis vicibus aggravando, invocato etiam si ad hoc opus fuerit auxilio brachii saecularis; super quibus, nec non contradictores quoslibet, et rebelles praedictos, ac quoscumque molestatores, et alios praemissorum occasione citandos, constito eis summarie, et extrajudicialiter, de non tuto accessu, etiam per edicta publica, et ipsis citandis circumvicinis, de quibus sit verisimilis conjectura, quod ad eorum citandorum notitiam pervenire valeant, affiggenda, que perinde illos afficiant, ac si his personaliter intimata fuissent citandis, eisque, ac quibusvis judicibus et personis, quibus dicta occasione inhibendum fuerit, et sub sententiis, censuris, et poenis praedictis, ac per similia edicta inhibendi, dicta auctoritate, per easdem praesentes licentiam, et facultatem concedimus; non obstantibus constitutionibus, et ordinationibus Apostolicis, ac Ecclesiarum praedictarum, etiam juramento, confirmatione Apostolica, vel quavis firmitate alia roboratis statutis, et consuetudinibus, privilegiis quoque, indultis, et litteris Apostolicis Archiepiscopis, et Episcopis praefatis, etiam per felicis recordationis Honorium Papam II praedecessorem nostrum, et quoscumque Romanos Pontifices praedecessores nostros, ac etiam nos, et Sedem eamdem, sub quibuscumque tenoribus, et formis, ac cum quibusvis etiam derogatoriarum derogatoriis, aliisque efficacioribus, et insolitis clausulis, irritantibusque, et aliis decretis, ac alias quomodolibet concessis, confirmatis, et approbatis, ac etiam iteratis vicibus invocatis: quibus omnibus etiam, si de illis, eorumque totis tenoribus, specialis, expressa, specifica, et individua, non autem per clausulas generales idem importantes, mentio, seu quaevis alia expressio habenda, et observanda foret, tenore hujusmodi, ac si de verbo ad verbum, nihil penitus omisso, et forma in illis tradita observata inserta forent, praesentibus pro expressis habentes, alias in suo robore permansuris, hac vice dumtaxat specialiter, et expresse derogamus, caeterisque contrariis quibuscumque, aut si aliquibus conjunctim, vel disjunctim ab eadem Sede indultum, quod interdici, suspendi, vel excommunicari non possint per literas Apostolicas non facientes plenam, et expressam de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem. Datum Romae apud S. Petrum, sub annulo Piscatoris, die octava februarii millesimo quingentesimo sexagesimo septimo: Pontificatus nostri anno secundo.

Caesar Glorierius.

Digitized by Google

XXX.

Bolla del Pontefice Pio V relativa alle dignità *e alle* prebende *ecclesiastiche di Sardegna, alla separazione delle medesime dalle chiese parrocchiali, e al più regolare ed ordinato servizio di queste ultime per mezzo dei loro rettori o vicari.*

(1568. — 7 ottobre).

Dal Lunig, *Codex Ital. Diplom.*, Edit. Francf. tom. II, col. 1427 e seg.

Pius Episcopus Servus Servorum Dei. Ad perpetuam rei memoriam.—Quantum animarum cura caeteras omnes superat, et excellit, tanto nos impensius providere necesse est, ut id officii genus omni ubique adhibita industria excolatur. Ex multis enim offensionibus, quae ad nostram quotidie notitiam perferuntur, illam quoque gravissimam intelligimus, quod Canonici et alii habentes dignitates, personatus, et officia earum Insulae Sardiniae Ecclesiarum, quas partim rerum inopia depressas, partim etiam aëris inclementia desertas, jampridem Apostolica Sedes proximis Metropolitanis, et aliis Cathedralibus Ecclesiis providenter adjunxit, quamquam personali in ipsis obsequio soluti residentiam detrectant, atque refugiunt, apud parochiales Ecclesias, quae sunt, vel in praebendas suorum hujusmodi Canonicatuum institutae, vel praedictis dignitatibus, beneficiis, et officiis applicatae, nullum habentes perpetuum Vicarium, vel alium proprium Sacerdotem, qui curam exerceat animarum. Rursus multae parochiales Ecclesiae sive pro praebendis habitae, sive dignitatibus, beneficiis, et officiis non unitarum, nec suppressarum Ecclesiarum incorporatae reperiuntur, quae sunt hujusmodi Vicariorum solatio destitutae. Nos adversus periculosam hanc negligentiam volentes juris prosecutione cavere, de nobis attributae potestatis plenitudine extinguimus, et abolemus omnes dignitates, etiam majores et principales, nec non canonicatus, praebendas, personatus, administrationes, officia, caeteraque beneficia omnium, et singularum dictae Insulae Ecclesiarum aliis unitarum, vel etiam suppressarum, quae parochiales Ecclesias habent, uti praebendas, vel alias annexas, ubi non est Vicaria perpetua constituta. Ipsas vero parochiales Ecclesias ad primaevum statum simplicem, et liberum revocamus, ita ut in earum collatione dehinc ab Ordinariis locorum facienda, Concilii Tridentini forma, que de parochialibus Ecclesiis super hoc praescripta est, omnino debeat observari: statuentes, ut quicumque dignitates, praebendas, beneficia, et officia praedicta sic extincta, etiam plura, et diversis hujusmodi Ecclesiis ex dispensatione Apostolica, aut alias obtinebant, ex quo jam amplius non sunt, nullum in dictis principalibus Ecclesiis locum habere contendant, sed singulas praedictas parochiales Ecclesias, ut simplices earum Rectores retinentes, debeant ibi praesentes perpetuo residere, ac debita parochialia officia per seipsos, ut congruit, exercere; nec ulli omnino id effugere, aut consuetudine immemorabili, aliave praetensa juris cautione defendi possint, etiam si eam curam ad solos Episcopos objiciant pertinere, sed eos, qui canonica monitione praemissa in dictis parochialibus Ecclesiis praesentes residere neglexerint, censuris, et poenis omnibus contra non residentes, tam a dicto Concilio, quam etiam nostris et aliis Canonicis sanctionibus impositis, volumus subjacere. Verum, si de pluribus etiam diversarum dioecesium parochialibus unica dumtaxat praebenda constituit, aut unio de illis uni tantum dignitati, beneficio, vel officio sic suppresso facta fuerit, singuli possessores, etiam qui plura ex praefatis suppressis obtinebant, ut praefertur, in una parochiali Ecclesia dumtaxat perpetuo residentes, quam intra sex menses post publicationem praesentium eligere debeant, si censuras et poenas praedictas effugere voluerint, poterunt, vita eis comite in caeteris omnibus tolerari, dummodo reliquis Vicarii idonei ab Ordinariis locorum cum debito stipendio assignentur. Illis vero cedentibus et decedentibus singuli rectores in singulis ordinentur, nisi forte loci propinquitas, rerum angustia, aliave legitima causa connexionem patiatur. Porro Ecclesiis parochialibus, vel in praebendas Canonicatuum erectis, vel dignitatibus, officiis, et beneficiis non unitarum nec suppressarum Metropolitanarum, Cathedralium, et aliarum dictae Insulae Ecclesiarum perpetuo annexis, in quibus nullae sunt Vicariae hucusque perpetuae institutae, quoniam Canonici, et aliae dignitates, officia, et beneficia hujusmodi obtinentes, in ipsis Metropolitanis, Cathedralibus, et aliis Ecclesiis deservire tenentur, praedicti Ordinarii locorum illas quamprimum ordinare, vel alias providere debeant, quemadmodum in generalibus, et praedicto Tridentino Conciliis dignoscitur ordinatum, portione fructuum etiam super certa re assignanda, ac per Vicarios propria auctoritate percipienda, quae tamen *centum* annue non transcendat, inferior vero quam *quinquaginta* scutorum esse possit, quando sine notabili Principalis incommodo nequeat esse pluris, et ea sit annonae utilitas, ut Sacerdos queat ex minori comode sustentari. Praecipimus igitur universis et singulis Archiepiscopis, Episcopis, et aliis locorum Ordinariis per dictam Insulam constitutis, in virtute sanctae obedientiae, ut praedicta omnia et singula in suis quisque civitatibus, dioecesibus, et locis quamprimum exequantur, et inviolate faciant ab omnibus observari: contradictores quoslibet et rebelles per praedictas, quas viderint ipsi, censuras et poenas, caeteraque remedia opportuna, appellatione quacumque postposita, compescendo, invocato etiam ad hoc, si opus fuerit, auxilio brachii saecularis. Non obstantibus praedictis, et nostris de non tollendo jure quaesito, ac de Vicariis hujusmodi aliter instituendis, aliisque constitutionibus, et ordinationibus Apostolicis, nec non Ecclesiarum, in quibus canonicatus, et praebendae, ac dignitates, beneficia, et officia praedicta consistunt, juramento, confirmatione Apostolica, vel quavis firmitate alia roboralis, statutis, et consuetudinibus contrariis quibuscumque, seu quod aliquibus comuniter, vel divisim a dicta sit Sede indultum, quod interdici, suspendi, vel excommunicari, aut contra hujusmodi statuta, et consuetudines, ac privilegia eis concessa, ad residentiam, et alia praedicta compelli non possint, per litteras Apostolicas non facientes plenam et expressam, ac de verbo ad verbum, de statutis et consuetudinibus, nec non Ecclesiarum, locorum, et personarum hujusmodi mentionem,

Digitized by Google

et quibuslivet aliis privilegiis, indulgentiis, et litteris Apostolicis generalibus, vel specialibus, quorumcumque tenorum existant, per quae praesentibus non expressa, vel totaliter non inserta effectus earum impediri valeat quomodolibet vel differri, de quibus quorumque tenoribus ad verbum habenda sit in nostris litteris mentio specialis, quae omnia contra praedicta nolumus cuiquam in aliquo suffragari. Quin etiam ex nunc irritum decernimus et inane quidquid secus per quoscumque, quavis auctoritate, scienter vel ignoranter, contigerit attentari. Caeterum mandamus easdem praesentes ad valvas Basilicae Principis Apostolorum de urbe, et in acie campi Florae publicari, eorumque exempla de more applicari; volumusque et Apostolica auctoritate decernimus, quod litterae ipsae sic publicatae, omnes et singulos absentes, et ubique extra dictam Insulam degentes, ac etiam monitiones, citationes, et inhibitiones per quemcumque Ordinarium edicto publico valvis suae Cathedralis Ecclesiae affigendo, vigore praesentium faciendae, monitos, citatos, et inhibitos perinde arctent, ac si eis personaliter factae fuissent. Quia vero difficile, et incommodum valde esset, easdem praesentes ad singula loca, ubi illis opus fuerit, transferre, similiter volumus, ut earum exemplis etiam impressis, manuque Notarii publici, et sigillo Praelati Ecclesiastici, vel ejus Curiae obsignatis, eadem prorsus fides adhibeatur, quae eisdem praesentibus adhiberetur, si forent exhibitae vel ostensae. Nulli ergo omnino hominum liceat etc. etc. — Datum Romae apud S. Petrum, anno Incarnationis Dominicae 1568, kalend. octobris, Pontificatus nostri anno tertio.

Anno a Nativitate D. 1568, indictione II, die vero 23 mensis octobris, Pontificatus Sanctissimi in Christo Patris et D. N. D. Pii divina providentia Papae V, anno 3, retroscriptae litterae Apostolicae affixae et publicatae fuerunt ad valvas Basilicae Principis Apostolorum de urbe, et in acie campi Florae, dimissis ibidem earumdem retroscriptarum litterarum copiis per nos Julium Parinum, et Jo. Bornorum praelibati Sanctissimi D. N. P. P. Curs.

XXXI*.

L'arcivescovo turritano Martino Martinez del Villar unisce alla chiesa cattedrale e metropolitana di Sassari alcune chiese rurali (campestres) *esistenti nel suo territorio, con tutte le sue pertinenze, dritti e proventi, e ne applica i redditi alla massa capitolare delle distribuzioni corali, affinchè i canonici, i quali versano in povertà, possano aver mezzi di decente sussistenza.*

(1571. — 31 agosto).

Dall'Archivio Capitolare della chiesa cattedrale e metropolitana di Sassari.

Nos Don Martinus de Martinez del Villar Dei et Apostolicae Sedis gratia Archipus Turritan. et Sassaren. ac Inquisitor Apcus contra haereticorum pravitatem in unso Sardiniae Regno. Universis et singulis praeter nostras litteras inspecturis, lecturis et audituris salutem in Domino ipsisque fidem indubiam adhibere. Etsi cunctarum Ecclesiarum per civitatem et dioecesim nostram consistentium statui commodo et decori pro nostri pastoralis officii sollicitudine intentos nos ce opportet, ad ea praesertim intendere debemus, per quae statui utilitati et decori nostrae Metropolitanae Eccliae Turritanae, seu Sassaren. opportuna et necessaria esse conspicimus. Hinc est quod sicut accepimus, et re ipsa comperimus et videamus, praefata nostra Metropolitana Ecclia, in qua divina officia psalluntur, valde tenues habet redditus; unde fit quod Canonici et Beneficiati ejusdem cum sint valde pauperes et ex dictis redditibus quotidianarum distributionum victus necessaria alimenta habere nequeant, aliunde victum quaerere cogantur, et sic divinus Cultus aliquando negligitur. Quamobrem, si eidem nostrae Metropolitanae Ecclesiae seu quotidianis distributionibus ejusdem in perpetuum uniremus incorporaremus, et annecteremus Ecclias *campestres* seu rurales S.ti Antonii *de Nonnoi*, S.tae Barbarae *de Nonnoi*, S.ti Pauli prope et extra muros hujusmodi civitatis Turritanae seu Sassaren., S.tae Mariae *de lo Ardo*, S.tae Margaritae *de lo Ardo*, S.tae Mariae *de terras*, S.ti Quirici *de Erula*, S.tae Mariae *de Taneque*, S.ti Petri *de Taneque*, S.ti Jacobi *de Taneque*, S.ti Cristophori *de Taneque*, S.ti Joannis *de Taneque*, S.ti Andreae *de Gervidi*, S.tae Barbarae *de Gervidi*, S.tae Mariae *de Pisis*, S.ti Joannis *de Curcas*, S.ti Juliani *Punzarudo*, S.tae Victoriae *de Tissi*, S.ti Georgii *de Logu*, S.ti Sebastiani extra et prope muros dictae civitatis Turritan. seu Sassaren., S.ti Georgii *de Baraci*, S.ti Joannis *de Aristola*, S.ti Petri *de Ottava*, S.ti Antonii *de la porta* extra muros et valde prope dictae civitatis, S.ti Martini, S.tae Annae, extra et prope muros ejusdem civitatis, S.ti Bonifatii, S.ti Simonis *et* Judae, S.tae Anatoliae, S.tae Mariae *de Coros*, S.ti Simplicii, S.ti Eligii, S.ti Andreae *de Pedro Cungiado*, S.ti Petri *de Otzari*, S.ti Eliae, S.ti Mauritii prope villam de Itteri, S.tae Margaritae *in Mora* prope dictam villam de Itteri, S.tae Victoriae *de Plano* prope villam de Ossi, et S.ti Andreae in Insula de Asinaria sive Cornicularia, S.ti Leonardi *debosue*, S.tae Anastasiae *de Tissi*, S.tae Mariae *de Scalas*, S.ti Basilii *de Niedo* Sorren., S.ti Antonii *de Castrutto* Plovacen., S.tae Catharinae *de Muschiano* Plovacen., S.tae Mariae *de contra* Plovacen. (quae omnes dictae Ecclesiae cura animarum carent) praefatae Metropolitanae Eccliae Turritan. seu Sassaren. illorumque Canonicorum et Beneficiatorum et aliorum eidem Eccliae deservientium necessitatibus et paupertati occurreret et subveniret, unde personae ipsae divinum ibi psallentes officium assidue ipsis divinis officiis interessent, et divinus cultus angeretur ad laudem et gloriam omnipotentis Dei, et dictae Eccliae Metropolitanae decorem. Ideo his et aliis justis et legitimis causis et respectibus animum nostrum ad haec digne noventibus inclinati, auctoritate nostra ordinaria qua fungimur, et tam vigore facultatis nobis desuper attributae a Sacro Concilio Tridentino, illiusque decretis, quam alias omni meliori modo via et forma quibus possumus et debemus, Eccliias praefatas *campestres* seu rurales cum omnibus juribus et pertinentiis earum Eccliae Metropolitanae Turritanae praefatae, seu distributionibus quotidianis . . . . . ad effectum

Digitized by Google

videlicet quod omnes et singuli fructus redditusque jura et emolumenta earumdem Ecclesiarum, et cujusquam earum sint et convertantur et deserviant, ac esse converti ac deservire perpetuo habeant praefatis quotidianis distributionibus, et non in alios usus in perpetuum, unimus, incorporamus, et annectimus per praesentes. Itaque cedentibus et decedentibus modernis ipsarum Ecclesiarum, seu Basilicarum, vel aliquo ipsorum, seu illas aut earum aliquam quomodlibet dimittentibus, vel dimittente, liceat dictis Canonicis, seu Economo dictae Ecclesiae nostrae Metropolitanae Turritanae pro tempore existenti nomine ejusdem Eccliae Metropolitanae Turritan. et ad opus dictarum quotidianarum distributionum corporalem, realem et actualem dictarum Eccliarum *campestrium* seu ruralium et cujusque earum, juriumque et pertinentiarum praedictarum possessionem realem et actualem propria auctoritate libere apprehendere, illarumque et cujuscumque earum fructus et redditus et proventus percipere, et habere, ac in dictarum distributionum quotidianarum usus et utilitatem, et non in alios usus convertere, et perpetuo retinere, cujusvis superioris licentia super hoc actu minime requisita. Volumus autem, quod si unionem, annexionem, et incorporationem hujusmodi effectum sortiri contigerit Eccliae *campestres* seu rurales praefatae debitis propterea non fraudentur obsequiis, sed earum debita supportent onera consueta. Quae omnia et singula, nec non praesentes litteras nostras, et in eis contenta, vobis omnibus et singulis supradictis et vestrum unicuique intimamus, insinuamus, et notificamus, et ad vestram et cujuscumque vestrorum notitiam deducimus, et deduci volumus per praesentes, vobisque nihilominus et vestrum cuilibet in virtute sanctae obedientiae, et sub excommunicationis poena, quam in vos et vestrum quemcumque si mandatis nostris hujusmodi non parueritis cum effectu sex dierum, duos pro primo, duos pro secundo, et reliquos duos dies pro tertio et perentorio termino ac monitione canonica assignamus, ex nunc fecimus in his scriptis, districte precipiendo inhibemus ne dictis dominis Canonicis seu Economo praefatae nostrae Metropolitanae Eccliae quominus corporalem, realem, et actualem possessionem praefatarum Ecclesiarum *campestrium* seu ruralium per nos ut praemittitur unitarum, et cujuscumque earum quae primum illas vel earum aliquam ut praemittitur vacare contigerit, juriumque et pertinentiarum earumdem, aucthoritate propria libera apprehendere, earumque fructus, redditusque et proventus in dictarum quotidianarum distributionum usus et utilitatem convertere valeant, ut praefertur, omniaque et singula supradicta suum debitum sortiantur effectum, impedimentum aliquod non praestetis per vos, vel alium, seu alios, publice vel occulte, quovis quaesito colore vel ingenio, aut ipsis impedientibus detis auxilium, consilium vel favorem. In quorum omnium et singulorum fidem praesentes fieri iussimus, et mandavimus per Notarium et Secretarium infrascriptum manu nostra firmamus et sigillo nostrae Mensae Turritanae appendenti munitas. Datum in civitate Sasseri in ñtro palatio Archiepiscopali die trigesima prima Augusti, anno a Nat. Domini Nostri M.D. septuagesimo primo, praesentibus testibus. Atro Ioe Capita Scano, alias *Pinquinella*, et Mag.co Antonio de Vlbo Caligariis, et honor. Filippo de Sancto, et Mag.co Petro de Ornano, alias *de la Consora* ad praemissa vocatis et assumptis.

M. Archieps Turritan.

Mandato Dñi mei Archiepi Turritan. Michael Sanio Not.s Saceris.

XXXII.

Breve *del Pontefice Pio V, col quale richiama a stretta osservanza le* Ordinazioni *emanate dalla Sede Pontificia riguardo agli* spogli *degli arcivescovi e vescovi di Sardegna, conferma le attribuzioni conferite agli economi o deputati delle chiese cattedrali e capitolari per tale oggetto, riprova la intromessione dell'Autorità secolare nell'amministrazione e destinazione di detti* spogli, *e dichiara nullo, e di nium effetto quanto si era operato da detta Autorità riguardo allo* spoglio *dell'arcivescovo di Arborea, morto in Cagliari nell'anno precedente.*

(1572. — 24 gennaio).

Dal Dexart, *Cap. Cur. Regn. Sardiniae*, fol. 362 e seg.

Pius Papa Quintus
ad perpetuam rei memoriam.

Ad hoc sumus in eminenti Sedis Apostolicae specula super gregem Dominicum constituti, ut ea, quae salubriter ad divini cultus augmentum, et Onnipotentis Dei laudem, et honorem facta sunt, sublatis quibusvis impedimentis, executioni demandari curemus, et ut ea desideratum consequantur effectum, declarationis nostrae oraculo, sic opportune, ne ordinationes nostrae curiosa interpretatione contorqueantur, dilucidamus, et aliis remediis, ut aequum, et rationi consonum ducimus, providemus. Alias siquidem per quasdam nostras in forma Brevis expeditas litteras, et a nobis sub die octava februarii anni millesimi quingentesimi sexagesimi septimi, Pontificatus nostri anno secundo, emanatas, ex certis tunc expressis causis, *spolia* Archiepiscoporum et Episcoporum in Insula Sardiniae Metropolitanas, et Cathedrales Ecclesias obtinentium in dicta Insula, et extra eam, non tamen in Italia decedentium, fructusque, redditus, et proventus Ecclesiarum praedictarum, illarum vacatione durante, ab Archiepiscopis, et Episcopis, quos in Ecclesiis hujusmodi, ut praefertur, pro tempore vacantibus decedere contigerit, perpetuo abdicavimus, appropriavimus, et separavimus, et insuper, ut praemissa suum consequi possent effectum, dilectis filiis singulis Capitulis singularum Ecclesiarum praedictarum, illarumque personis per charissimum in Christo filium nostrum Philippum Hispaniarum, et dicti Regni Regem Catholicum, ejusque successores eligendis, ut spolia, et fructus hujusmodi percipere, exigere, et recuperare possent, et valerent, illaque in restaurationem, reparationem, et manutentionem, emptionem, et conservationem praedictas convertere, ipsasque Ecclesias instaurare, reparare, et conservare, ornamentaque, et paramenta praedicta emere et manutenere deberent, et ternerentur,

Digitized by Google

dicta auctoritate etiam perpetuo concessimus, et indulsimus; et commisimus, et mandavimus ipsis Archiepiscopis, et Episcopis, ne in spoliis, ac fructibus, redditibus, et proventibus hujusmodi se aliquo modo intromitterent, nec intromittere auderent, vel praesumerent; quinimo illa per Capitula, et personas hujusmodi percipi, exigi, recuperari, et ut praefertur converti permitterent, sub sententiis, censuris, et poenis ecclesiasticis eo ipso incurrendis inhibuimus, et praecepimus, aliaque forsan fecimus, et ordinavimus, prout in illis, quarum thenorem praesentibus haberi volumus pro expresso, plenius continetur. Quia tamen postea caepimus nonnullos Judices laicos Curiae saecularis earumdem litterarum executioni impedimentum praestare, seu ut in posterum praestent tentare; idcirco, motu proprio, et ex certa scientia, ac de Apostolicae potestatis plenitudine, dictis prioribus litteris addendo, casusque declarando, personas capitulares pro perceptione spoliorum Archiepiscoporum, et Episcoporum pro tempore vita functorum, juxta dictarum litterarum continentiam, et tenorem, deputatas a nemine, quavis ille praefulserit ecclesiastica, vel saeculari dignitate, et si speciali nota digna fuerint, in dictis spoliis percipiendis, quovis pretextu, aut quaesito colore, vel ingenio, impediri posse, neque debere; sed statim eorumdem Archiepiscoporum, et Episcoporum morte subsequuta, earumdem deputatarum personarum incumbere, cum interventu publici Mensae Archiepiscopalis, seu Episcopalis Notarii, Archiepiscopi, seu Episcopi qui decesserit bona post se relicta, ad effectum eadem bona in Ecclesiarum reparationem, et ornamentum, ac ornamentorum, et paramentorum fulcimentum, ut praefertur, convertendi, in inventarium redigi facere statuimus, dantes, et concedentes facultatem Vicario per Capitulum Ecclesiae Archiepiscopalis, illius Sede Archiepiscopali, vel Episcopali vacante, rite deputato, et potestatem per praesentes, quascumque res, et bona Archiepiscopi, vel Episcopi defuncti detinentes, occultantes, vel ad eumdem Archiepiscopum, vel Episcopum defunctum pertinentia quomodolibet occultantes, juris, et facti remediis opportunis ad revelandum, et consignandum eisdem *Deputatis* cogendi, et compellendi, ac causas, lites, et controversias, desuper quomodolibet, et ad instantiam eorumdem Archiepiscoporum, et Episcoporum creditorum, vel alias quomodolibet interesse praetendentium ortas, summarie audiendi, cognoscendi, decidendi, fineque debito terminandi, et auxilium brachii saecularis, si opus fuerit, invocandi: quodque, si Archiepiscopum, vel Episcopum extra suam Dioecesim mori contingat, loci ordinario, intra cujus Dioecesis limites ipsum Archiepiscopum, seu Episcopum vitam cum morte contigerit commutare, mandamus, ut bona Archiepiscopi, seu Episcopi hujusmodi defuncti in ejus Dioecesi existentia per Notarium, seu Cancellarium suum publicum pariter inventarium redigi curet conservanda, et custodienda, ad effectum eadem dictis *OEconomis*, sic ut praefertur Deputatis, integraliter, et cum effectu, omni mora et dilatione postpositis, consignandi, seu consignari faciendi: sed si tempore obitus Archiepiscopi, vel Episcopi, extra suam Dioecesim mori contigerit, et praesentes fuerint praedicti OEconomi Deputati Capituli praefati Archiepiscopi, vel Episcopi sic morientis (qui OEconomi quam primum bene visum fuerit eligi, et nominari debeant), ne bona dicti Archiepiscopi, vel Episcopi defuncti aliquo modo distrahantur, vel deperdantur, quod dicti OEconomi sic deputati, et non praedictus Ordinarius loci, in cujus Dioecesi obierit, possint, et valeant bona Archiepiscopi defuncti in inventarium redigere, et illa apprehendere, ad effectum convertendi, juxta praedictarum nostrarum litterarum formam: dantes, et concedentes eisdem OEconomis sic deputatis plenam, et amplam potestatem omnia et singula in praemissis, et circa ea quomodolibet necessaria et opportuna faciendi et exequendi. Cum autem, sicut accepimus, praeter intentionem nostram, et contra ea quae in prioribus nostris litteris ordinaveramus, nonnulli Judices Curiae saecularis civitatis Calaritanae res et bona bonae memoriae Hieronymi Archiepiscopi Arborensis, nuper extra Curiam, et in dicta civitate Calaritana defuncti [1], apprehenderint, et in inventarium redigerint, ac in causis super eisdem rebus et bonis vertentibus, et quae verti poterant, licet de facto se intromiserint, ac dilectos filios Capitulum arboren., illiusque personas capitulares, quominus ipsas res et bona hujusmodi apprehendere, et in inventarium redigere possent, impediverint; quo factum fuit, ut notabiles pecuniarum et rerum quantitates, et suppellectilia praetiosa, ac libri rationum, pecuniarum, et rerum praedictarum deperdita, et occultata fuerint, in maximum dictae Ecclesiae Arboren., et aliorum desuper forsan interesse habentium, praejudicium et detrimentum; nos indemnitati Ecclesiae Arboren., et aliarum Ecclesiarum Metropolitanarum, et Cathedralium dictae Insulae consulere, et ne post haec, Capitula, seu personae capitulares praedictae a quoquam, praesertim a Judicibus saecularibus, et laicis super praemissis indebite impediantur, vel molestentur, providere volentes, omnia et singula gesta, facta, et actitata per dictam Curiam saecularem, seu ejus Judices, et executores, aut quascumque alias personas, praeterquam a Capitulo, seu Capitularibus personis dictae Ecclesiae Arboren., de, et super rebus et bonis dicti Hieronymi Archiepiscopi, nulla, irrita, inania, et invalida, ac nullius roboris et momenti existere, ac nulliter et de facto processisse, ipsosque Judices, ac quascumque personas quovis titulo detinentes, ad restituendum illa integre, et sine diminutione, et retentione, seu ratione expensarum, Capitulo Arboren., seu illius capitularibus personis, aut eisdem Deputatis, teneri et obligatos fore, et esse per praesentes decernimus. Quo circa, cum plura res et bona ad dictum Hieronymum Archiepiscopum expectantia distracta fuerint, furtoque oblata, ut praefertur venerabili fratri Archiepiscopo Calaritano [2] per praesentes committimus et mandamus, quatenus personas omnes, et singulas, cujuscumque conditionis, dignitatis status, gradus, vel ordinis existentes, ac bonorum, ac rerum dicti

(1) L'arcivescovo, di cui si fa ricordo, chiamavasi Girolamo Barberà, di nazione spagnuolo. Fu eletto arcivescovo di Arborea nel 19 gennaio 1565. Nel 1569 ebbe gravi contese co' religiosi di San Domenico stabiliti in Oristano (BULLAR., *Ord. Praed.* tom. V, pag. 213). Morì in Cagliari nel 1571.

(2) L'arcivescovo di Cagliari nel 1572 era, e chiamavasi ANGELO, dell'Ordine di S. Agostino, e di patria italiano. Avea dimorato per assai tempo in Spagna per affari del suo Ordine, fu professore nell'università di Coimbra in Portogallo, vicario generale degli Agostiniani nel regno di Aragona, e quindi eletto arcivescovo di Cagliari. Morì nel 1573 (HERRERA, *Hist. Ord. S. Aug.*, pag. 62).

Digitized by Google

Hieronymi Archiepiscopi detentores, ad bona et res hujusmodi restituenda ad effectum personis capitularibus dictae Ecclesiae Arboren., seu earum agentibus consignandi, via juris, et remediis opportunis, omni et quacumque appellatione et provocatione suspensa et remota, cogat et compellat, cum potestate omnes causas et controversias ratione dictorum bonorum forsan jam exortas simpliciter et de plano, sola veritate facti inspecta, decidendi, ac quibusvis inhibendum fuerit inhibendi, ac per se, vel alium, seu alios primo, dictas et praesentes litteras, et in eis contenta quaecumque, ubi, et quando opus fuerit, ac quoties pro parte Capitulorum, seu capitularium personarum praedictorum, aut cujuslibet eorum fuerit requisitus, solemniter publicari faciat, eisque in praemissis efficacis defensionis praesidio assistat, ac faciat ipsas litteras, et in eis contenta quaecumque, firmiter observari, ac singulos quos ipsae litterae concernunt, aut concernerent in futurum, illis pacifice gaudere et frui, non permittentes eos, seu eorum aliquem contra ipsarum litterarum tenorem quomodolibet indebite molestari, contradictores quoslibet et rebelles in subsidium per censuras et poenas ecclesiasticas, remediaque opportuna, eadem auctoritate nostra, appellatione postposita, compescendo, invocato ad hoc, si opus fuerit, auxilio brachii saecularis, non obstantibus foelicis recordationis Bonifacii Papae VIII praedecessoris nostri de una, et Concilii generalis de duabus dictis, dummodo ultra tres quis vigore praesentium ad judicium non trahatur, et aliis constitutionibus et ordinationibus apostolicis, privilegiis quoque, indultis, et litteris apostolicis dictae Curiae Regiae, seu aliis quibusvis personis concessis, innovatis, et approbatis; quibus omnibus, et singulis illorum tenoribus, etiam si de verbo ad verbum exprimi deberent, praesentibus pro sufficienter expressis habentes, illis alias in suo robore permansuris, hac vice dumtaxat specialiter et expresse derogamus, contrariis quibuscumque, aut si aliquibus comuniter, vel divisim ab eadem sit Sede indultum, quod interdici suspendi, excomunicari non possint per litteras apostolicas non facientes plenam et expressam, ac de verbo ad verbum, de indultu hujusmodi mentionem. Datum Romae apud S. Petrum sub annulo Piscatoris, die vigesimo quarto januarii M . D . LXXII, Pontificatus nostri anno septimo.

XXXIII.*

L'Abbadessa e le Monache del Monistero dei Ss. Lorenzo e Vito della città di Pisa concedono in enfiteusi *i beni, dritti e ragioni, chiese e benefizi, che possedeano in Sardegna, al dottore Girolamo Araolla di Sassari, suo fratello Sebastiano Araolla, e di costui figli e nipoti, fino alla quarta generazione.*

(1572 - 1573 stil. pis. - 21 giugno).

Dall'antico Archivio del Monistero di S. Lorenzo, *in Rivolta* di Pisa.

In Dei nomine anno ab Incarnatione Domini Nostri Jesus Christi 1572 stillo florño et 1573 more pis. Ind.ne 15 die vero 21 mensis Junii, Gregorio decimo tertio summo Pontifice et Ser.mo Cosmo Medice Hetruriae Magno duce dominante. Pateat omnibus qualiter.

R.da S.r Hipolita de Casina benemerita Abatissa Vener. Monasterii Sancti Laurentii, et Sancti Viti pīs Civitatis ordinis S.te Clarae (1) existens ad Capitulum, una cum suis et dicti Monasterii Monialibus, quorum nomina sunt ista, videlicet:

S.r Cata.a dell'Operaio.	S.r Camilla de Giostra.
S.r Casandra Franchi Com.res	S.r Mitia Perugini.
S.r Franc. dell'Agnello.	S.r Cath.a de Casina.
S.r Emilia de Cascina.	S.r Cornelia Vanni.
S.r Pulisena Uniti.	S.r Lucretia Ferri.
S.r Julia de Podio.	S.a Flametta Campana.
S.r Maximilla devena.	S.r Portia Martij.
S.r Franca de Caseina.	S.r Julia Germani.
S.r Beatrix de Agnello.	S.r Hippolita Tronci.
S.r Julia de Vico Giano.	S.r Hilaria Ferri.
S.r Appollonia Germani.	S.r Maria Madd.a Troncia.
S.r Helena Pupilli.	S.r Lugia del Marrano.
S.r Barbara Chelini.	S.r Caterina Luchini.
S.r Clarix Lepodio.	S.r Diana della Chiostra.
S.r Silvia dell'Opaco.	S.r Aurelia del Pilica.
S.r Laura de Abramo.	S.r Lavinia Romei.
S.r Portia Seppia.	S.r Tomasia Patieri.
S.r Trisedia dal Campo.	S.r Leoneta Etij et
	S.r Cecilia Catignani.

Omnes Moniales dicti Monasterii vocem in Capitulo habentes, et quae sic congregatae una cum praedicta Abatissa fuerunt, et sunt prout asseruernnt maior et sanior pars et ultra quod duae partes de tribus, quinimo fere omnes Moniales dicti Monasterii, et faciunt et repraesentant totum Capitulum dicti Monasterii capitulariter congregatae de mandato dictae Dñae Abatissae sono campanellae et servatis de earum more servandis, facientes et infra omnia et singula cum praesentia, licentia consilio et aucthoritate magnificorum D. D. Rainerj de Roncionibus et Vincentii de Aquilanis cīum pīs operariorum dicti operariorum dicti Monasterii praesentium et consentientium. Attendentes se alias et sub die 4 xmbris 1569 stilo pīs concessisse ad *livellum* Magnifico D. Hiermo Araolla (2) infra bona et iura pro annuo livello duc. 28 auri boni et cum certis poenis et conditionibus de quibus et prout latius constat per Instrumentum dictae *livellariae* concessionis rogati a me sub dicta die, quod quidem Instrūm *livelli* dictaque *livellaria* concessio facta ut praedicitur dicto D. Hiermo fuit de mense decembris proxime

(1) Queste Monache ebbero già un antichissimo Monistero nella città di Sassari; ma sul finire del secolo XIII, dopo la lega del Comune sassarese con quello di Genova (1294), dovettero abbandonarlo, essendo stati scacciati dalla città e dal territorio tutti i Pisani. E sono i beni già appartenenti a detto Monistero che si concedono a *enfiteusi* col presente atto.

(2) Girolamo Araolla fu uno dei migliori e forse il più valente poeta vernacolo di Sardegna. Nel suo *poema* in ottava rima sulla vita e martirio dei Ss. martiri Turritani, e nelle sue *Rime spirituali* si vedono trasfusi, e quasi incarnati, i profondi concetti e la espansiva evidenza delle immagini che si ammirano nella *Divina Commedia* di Dante; dal che si raccoglie ch'egli aveva studiato profondamente, e che si propose d'imitare questo gran maestro; nel che riuscì molto felicemente, superando le difficoltà che gli opponea la nativa lingua sarda, la quale fu da lui arricchita di molte bellezze, e morbidezze di locuzioni e di ritmo. Ved. Tola, *Dizion. biografico dei Sardi illustri*, vol. 1, pag. 84 e seq., e la precedente Dissertazione settima *sopra i documenti storici e diplomatici di Sardegna del Secolo* XVI.

Digitized by Google

praeteriti per dictas Moniales mediantibus actis factis contra dictum Hier.mum per curiam R.mi D. Suff.ri et Vicarii Ill.mi et R.mi D.ni Archiepi Pisani ob non servatas et adimpletas per eum conditiones in dicto Instrumento appositas et cum forma ejusmodi Instrumenti declarata nulla, et prout latius in actis dictae curiae sub suis datalibus constat ad quae relatio habeatur, et volentes dictae Moniales pro pace quiete utriusque partis et atenta utilitate earumdem quae maxime ex infrascriptis resultat, dicta bona et iura confirmant seu de novo concedunt eidem D. Hiermo, cum pcis et conditionibus infrascriptis et habitis prius super p. etiñ matura deliberatione infra faciendi, nec non habita sup. pr. et infrascriptis participatione cum p.to R.mo suff. et Vicario earum ac superiore. Ideo ex certa earum, et cujusque earum, et deliberata scientia et alias omni meliori modo, praesenti pubblico instrumento, salvo et reservato beneplacito et confirmatione Sedis Apostolicae impetranda et expedienda per dictas Moniales, expensis tamen dicti Dñi Hiermi, confirmaverunt et quatenus opus sit, et expediat, iterum et de novo ad *livellum* et in emphiteusim concesserunt prefato Mg.co et R.mo D.or Hiermo Araolla filio legittimo Hieronimi Araolla de Sassari (1) Regni Sardiniae S. S. D. presbitero ad praesens existenti pñti et conducenti pro se et Sebastiano ejus fratre germano, et pro filiis, nepotibus et pronepotibus dicti Sebastiani, masculis legittimis et naturalibus et sic usque in quartam generationem, et non ultra,

Omnia et singula et quaecumque bona cujuscumque generis et speciei, jura, fructus, redditus, et proventus Ecclesiarum, seu beneficiorum Santorum Leonardi *de Valle Bosue* et *Georgii de Oleastra* et annexorum Regni et insulae Sardiniae juriumque earum, de signo, de qualitate, et denominatione, quae hic pro expressis et insertis habeantur. Itaque omnia et singula bona, jura, redditus et proventus dictorum beneficiorum, et annexorum in dicta Insula et Regno Sardiniae existentia comprehendantur in presenti concessione, et quae alias ut praedicitur, fuerunt eidem D. Hiermo concessa ad habendum, gaudendum etc. cum singulis eorumdem bonorum et cujusque eorum juribus et pertinentiis ac adjunctis suis, ac omni jure, ratione, actione, utili dominio uti et possessione, et cum plena jurium cessione, constitucione procūris irrevocabilis, et ita, constituti in forma plenissima quoad utile dominium tantum, reservato semper jure proprietatis et vivi et directi dominii dicto Monasterio, et per stipulacionē dictae Moniales promisserunt dicto Hiermo presenti die bona et jura ut supra concessa, praesenti emphiteusi durante ejusdem, non auferre, tolere, minuere, vel molestare sed eadem defendere et desbrigare; et in effectu promisserunt legitimam et generalem defensionem eorumdem, et de evitione, cum pcis utilibus in forma plenissima et juris valida. Quare e converso predictus D. Hieronimus pro se et aliis his pro quibus de rato promisit stipulationem, convenit et promittit P.tis Monialibus praesentibus iam dicta bona et jura sibi et aliis ātis ad *livellum* concessa, jura dicti livelli bene tenere et conducere dictumque Monasterium et Moniales, et earum Successores in dominas proprietarias et directas semper recognoscere, eademque bona meliorare et non studiose deteriorare, de illisque non vendere, nec alienare, absque expressa licentia dictarum Monialium sub poena caducitatis ipso jure incurrenda, et dare et solvere seu dari et solvi facere eisdem Monialibus annali pro canone et *livello* dictorum bonorum et jurium ut s.a ad livellum concessorum scuta triginta quinque auri in auro ad rationem Lib. 10 den. paneg. 60 mo.ae flor.rae pro quolibet scuto solvere annuatim pro toto mense Aprilis, incipiens facere praedictam solutionem de dicto Mense Aprilis proximi futuri, quia dictum debitum de mense Aprilis proximi praeteriti scutorum 28 auri qūti prius solvebat, solvere promittit ante ejus discessum de Pisis, et sic successive annuatim pro dicto tempore, pāti concessione durante; eisdem Monialibus in tot scutis auri vel bona moneta argentea florentina hic Pisis sine aliqua emptione vel impensa cum infrascriptis pcis et declarationibus expresse inter praedictos contrahentes habiti et solemni stipulatione . . . . . vallatis, videlicet in primis, quod si dicti emphiteotae defecerint in solvendo dictum *livellum* annuatim, et elapso termino solucionis cessaverint et isteterint in mora solvendi per quatuor menses currentes proxime futuros, tunc et in tali casu dicta bona et jura inteligātur esse et sint ipso jure et ipso facto devoluta et reversa ad dñium Monasterium cum omnibus melioramentis, et dictos emphiteutas decedisse ab omni jure *livelli* et utile dominium cum directo esse consolidatum, ad beneplacitum tamen dictarum Monialium, et nihilominus dicti emphiteotae teneantur et cogi possint ad restitutionem canonis non soluti. Item quod in omni casu caducitatis, tam ob canonem non solutum, quam per lineam finitam, seu alias quovis modo, dicta bona revertantur ad dictas Moniales cum omnibus melioramentis in eis quomodolibet factis et existentibus. Item quod dicti scuti 35 auri, ut supra annuatim de canone solvendi intelligantur esse, et esse debeant nitidi ab omni impensa, et dicti emphiteotae teneantur ad omnes expensas quae fieri oporteat circa dicta beneficia et ecclesias, etiam in earum officiaturis et festivitatibus, aut alias quomodolibet. Item praedictus Hieronimus remisit, et quietavit dictas Moniales de omnibus expensis per eum quomodolibet factis in litigando cum illis *de Solinas* et *Lacano* et conductoribus dictorum bonorum, seu ātis, quomodolibet dictae moniales praetenderent ad eas non teneri, tamen de eis finem, et quietationem fecit dictis Monialibus ad earum cautelam. Item cum pacto, quod si dicti emphiteotae recuperarent alia bona et iura spectantia ad dicta beneficia intelligantur esse et sint comprehensa in praesenti emphiteusi, et sub eodem canone et in casu caducitatis revertantur cum aliis bonis ut supra dictum. Item quod praedictus D. Hieronimus teneatur et obbligatus sit infra unum annum proxime futurum dare et exibere dictis Monialibus veram notam et distinctionem particulariter omnium bonorum et jurium

(1) Allorchè nel 1837 mandammo in luce il detto *Dizionario biografico dei Sardi illustri*, non possedevamo i molti documenti autentici (fra i quali il presente) relativi all'Araolla, che discoprimmo alcuni anni dopo: perciò, conghietturando sulle sole memorie che in quel tempo potemmo consultare, sospettammo che il *Girolamo Araolla*, capo dei consiglieri del Comune di Sassari nel 1544, potesse essere il nostro poeta, divenuto poi sacerdote e canonico. Ma ora da questo atto di *enfiteusi* abbiamo certa la prova che il di lui padre chiamavasi eziandio *Girolamo Araolla;* e confrontando le date, si può quasi affermare con certezza che il suddetto *Consigliere Capo* di Sassari nel 1544 fu appunto il di lui genitore.

Digitized by Google

dictorum beneficiorum cum eorum designationibus et quantitatibus, nec non copiam sententiarum per eum obtentorum contra dictos de *Solinas* et *Lacano*, ad effectum illam describendi in libris dictarum Monialium; alias, elapso dicto termino non data nota et distinctione vera et sincera omnium dictorum bonorum et jurium vel illa data, si alias in majori quantitate reperirentur, tali casu praesens concessio sit nulla et pro non facta, ad beneplacitum tamen dictarum Monialium, si ita vellent, salvo tamen iusto impedimento, et similiter de illis quae in futurum recuperarentur. Item quod dictus D. Hieronimus vel alii praedicti non possint, nec valeant, nec eis liceat aliquo modo vel jure pretextu vel causa quarumvis facultatum, tam concessarum quam concedendarum, dicta bona et jura affrancare, vel liberare praeter quod a dictis Monialibus quando de hoc casu eis forent concordes quibusque omnibus facultatibus, et praesertim Bullae fe.: Rec.: Pii p. p. quinti super affrancatione *livellorum*, sive censuum d.r D. Hieronimus cum juramento renuntiaverit ad favorem dictarum Monialium, quod dictae Moniales praesentem concessionem cum dicta conditione fecerunt, et faciunt, et non aliter, nec alio modo; et si in contrarium fieret, tali casu praesens concessio sit nulla, et pro non facta. Item quod dictus D. Hieronimus non possit nec ei liceat quovis modo dicta bona et jura vel aliquam eorum partem locare, vel aliquo alio modo concedere illis de *Solinas* et *Lacano* de Sassari, qui bona tenuerunt, aliquo pretextu, vel causa, sub poena caducitatis et ammissionis pñtis *livelli* ad beneplacitum dictarum Monialium et scutorum centum auri aplicandorum dictis Monialibus. Item dictus D. Hieronimus teneatur infra duos annos proxime futuros tradere dictis Monialibus fidejussorem idoneum in civitate Pisis ad earum contentum, qui se obbliget pro Solutione canonis trium annorum proxime futurorum, seu deponere canonem dicti triennii, et in fine cujuslibet triennii renovare, vel aliter tradere seu deponere pro tribus annis subcessive; alias deficientibus dictis emphiteotis in dando dictum fideiussorem, seu faciendo dictum depositum de triennio in triennium, tunc et eo casu praesens concessio sit nulla et pro non facta ad beneplacitum tamen dictarum Monialium ex pacto etc. Quae omnia et singula supra scripta dictae partes et contrahentes convenerunt et promisserunt sic ut supra et invicem et vicissim observare et firma et rata habere et contra non facere, et ad poenam dupli quae per etc. E qua poena etc. et nikilominus, pro quibus omnibus et singulis sic ut supra observandis, dictae partes et contrahentes obbligaverunt se se hinc inde, dictae Moniales se ipsas et dictum Monasterium et bona omnia ejus praesentia et futura et e converso dictus D. Hieronimus se et suos heredes, et subcessores, et bona omnia praesentia et futura. Renuntiantes omni juris auxilio, beneficio et favori sibi quomodolibet competenti et competituro contra praedicta, vel eorum aliquod cum aliis caeteris in jure contentis, jurans etiam dictus D. Hieronimus, Rogantes me etc. Actum Pisis in Ecclesia dicti Monasterii ad gratas ferreas ejusdem in praesentia Pt.ti R.mi Doctoris Antonii Caltrentini Suffr.i et Vicarii Pisis, et praesentibus R.do Doctore Marco Petricionis Can.co Pis. et Petro Bart.o Minoti de Monte Politiano D.te dci R.mi testibus, anno ind.ne mense die psrta a d.iño Alexander Pincius q. de d.a centae flor. lubae. Ego Jo. Philipus Salusius Notarius ex Ministris pñtis Archiveris Florentinis qui praenotatum Instūm ex prot.tis Nicolai Pauli Troncia depīcis Not.i Florentini existentibus in generali Arch.o Flor.no licet aliena manu transumptū et exaratū, vidi, legi, et facta denique diligenti collatione subscripsi die 22 7mbris 1625.

Petrus Morerius.

XXXIV.*

Filippo II re di Castiglia, di Aragona, ecc., sanziona i capitoli e domande votate nel Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del vicerè Don Giovanni Coloma.

(1575. — 27 marzo).

Dal Cod. Cart. dell'Archivio dell'antico Patrimonio Reale in Sardegna, fol. 181, e seg.

Nos Philippus Dei gratia Rex Castellae, Aragonum, utriusque Siciliae, Hierusalem, Hungariae, Dalmatiae, Croatiae, Legionis, Navarrae, Granatae, Toleti, Valentiae, Galitiae, Majoricarum, Hispalis, Sardiniae, Cordubae, Corsicae, Murtiae, Giennis, Algarbii, Algezirae, Gibraltaris, ac Insularum Canariae, nec non Insularum Indiarum, et Terrae firmae, Maris Oceani, Archidux Austriae, Dux Burgundiae et Brabantiae, Mediolani etc., Comes Barchinonis, Flandriae, Tirolis, etc., Dominus Viscayae, et Molinae etc. Dux Athenarum, et Neopatriae, Comes Rossilionis et Ceritaniae, Marchio Oristanij et Goceani. — Cum annis praeteritis pro bono statu, ac rectae justitiae administratione statuissemus generale Parlamentum in nostro Sardiniae Regno celebrare, munus hoc Spectabili Don Joanni Coloma nostro Locumtenenti et Capitaneo generali fuit a Nobis demandatum; qui in eim Nostrae potestatis sibi concessae, vocatis, prout moris est, Regni praedicti incolis, Parlamentum ipsum indixit in nostra civitate et castro Curalis, ibidemque finivit, et consumavit: in quo, dum varia negotia Regni praefati ad universae illius Reipublicae incolumitatem, et tranquillitatem concurrentia tractarentur, ut ex actis in processu ipsius Parlamenti ad Nos in authentica forma transmissis vidimus apparere, inter caetera per *Stamentum Militare* Regni praedicti fuerunt oblata coram dicto nostro Locumtenente Generali nonnulla capitula, quae nobilis et dilectus noster Don Petrus Aymerich Sindicus praefati Stamenti Militaris ad Nos destinatus cum publico Sindicatus instrumento (de quo Nobis constitit in authentica forma) coram Majestate nostra praesentavit, una cum responsionibus in calce cujuslibet capituli per eumdem Locūtenentem Generalem vice Nostra Regia factis, et adjutis: et cum fuerit per eumdem Nobis humiliter suplicatum, ut eadem acceptare, concedere, et confirmare, de solita nostra benignitate dignaremur, Nos, perspectis innata fidelitate, ac servitiis per incolas praefati Regni Sardiniae Coronae Aragonum praestitis, et impensis, quaeque praestitura speramus, capitulis quidem, ac decretationibus ipsis per Nos in nostro Sacro Supremo Regio Consilio visis, recognitis, et examinatis, tandem responderi mandamus, prout in

Digitized by Google

calce uniuscujusque capituli appositum est, seu decretum. Quorum quidem petitionis capitulorum, et decretationum tenor sequitur sub his verbis (1). . . . . .

. . . . . .

Quae quidem capitula praeinserta, ac responsiones, et decretationes in eisdem appositas, laudantes, approbantes illa, et in eis contenta, et expressa, praedictis tribus *Stamentis* dicti Regni Sardiniae, thenore hujusmodi, de nostra certa scientia, deliberate, et consulto, dicti nostri S. S. R. Consilii deliberatione praeeunte, concedimus, et liberaliter elargimur, Nostraeque hujusmodi concessionis consensu, et elargitionis munimine, seu praesidio roboramus, et validamus, auctoritatemque nostram Regiam interponimus pariter, et decretum. Serenissimo propterea Ferdinando Principi Asturiarum, et Gerundae, Duci Calabriae, et Montis Albi, filio primogenito Nostro charissimo, ac post felices, et longaevos dies nostros, in omnibus regnis, et dominiis nostris, Deo propitio, immediato haeredi, et legitimo successori nostrum aperientes intentum, sub paternae benedictionis obtentu dicimus; Spectabili vero, Nobilibus, Magnificis, et dilectis Consiliariis, Locumtenenti et Capitaneo Generali in praefato nostro Sardiniae Regno etc. Regenti Cancellariam, Judici Curiae, Advocato fiscali, et Doctoribus nostrae Regiae Audientiae, Gubernatoribus quoque, seu Reformatoribus in Capitibus Calaris, Gallurae, et Logudorii, Magistro nationali, Regio Procuratori etc., caeterisque aliis Officialibus, et subditis nostris in dicto Regno Sardiniae constitutis, et constituendis, praecipimus, et jubemus, ad incursum nostrae Regiae indignationis, et irae, poenaeque florenorum auri Aragonum decem mille nostris Regiis inferendum Ærariis, quod capitula praeinserta, et unumquodque eorum, juxta decretationum, et responsionum in fine ipsorum positarum seriem, et tenorem, teneant firmiter, et observent, tenerique, et inviolabiliter observari per quos decet faciant, cauti secus agere, fierique permittere aliqua ratione, seu causa, si dictus Serenissimus Princeps Nobis morem gerere, caeteri vero Officiales, et subditi Nostri, prater irae, et indignationis Nostrae incursum, poenam praeappositam cupiunt evitare. In cujus rei testimonium praesentem fieri, et in processu dicti Parlamenti inseri, sigilloque Nostro Regio majori pendente muniri jussimus. Datum in Monasterio S. Laurentii, die vigesimo septimo mensis martii, anno a Nativitate Domini M. D. LXXV, Regnorum autem nostrorum, videlicet citerioris Siciliae vigesimo secundo, Hispaniarum vero, et aliorum vigesimo.

Yo el Rey.

Vid. Bernard. Vicecanc. Vid. Sentis Reg.
Vid. Comes Gener. Thes. Vid. Sapena Reg.
Vid. Campi Reg. Vid. Terça Reg.
Vid. Pla. Reg.

Vid. Gort pro Conservat. Gener.
In Sardiniae XI, fol. 46.

Dominus Rex mandavit mihi Michaeli Gort, etc.
Vis. per Bernard. Vicecancell. etc. etc.

(1) I capitoli, o domande inserte nel Diploma di approvazione sono cinquantuno; trenta dei quali erano stati votati dal solo *Stamento Militare*, e ventuno da tutti tre gli *Stamenti* o *Bracci* del Parlamento. Dei primi ne furono approvati dal re soli *venti;* e dei secondi soli *sedici*.

XXXV.

Breve *del Pontefice Gregorio XIII, col quale si ordina agli Economi, o Deputati a raccogliere gli* spogli *degli Arcivescovi e Vescovi morti in Sardegna o fuori, i quali avessero occupato Sedi Metropolitiche o Episcopali nell'isola, di rendere pronta ed esatta ragione della loro amministrazione; e si confermano i provvedimenti già dati dal suo predecessore Papa Pio V, affinchè tali* spogli *siano intieramente applicati al ristauro, e alla conservazione delle Chiese cattedrali.*

(1582. — 13 aprile).

Dal Dexart, *Cap. Cur. Regni Sardiniae*, fol. 337 e seg.

Venerabilibus Fratribus Archiepiscopo Calaritano, et Episcopo Usellensi, et dilecto filio Decano Ecclesiae Calaritanae, et eorum cuilibet,

Gregorius PP. XIII.

Venerabiles Fratres, et dilecti fili, salutem, et Apostolicam benedictionem.

Alias felici recordationi Pii Papae V praedecessoris nostri pro parte charissimi in Christo filii nostri Philippi Hispaniarum Regis exposito: Quod cum Sedes Apostolica nunquam percipere consuevit *spolia* Archiepiscoporum, et Episcoporum in Insula Sardiniae, nec minus fructus, redditus, proventus Ecclesiarum hujusmodi illarum vacatione durante decurrentes, sed spolia et fructus hujusmodi ipsorum Archiepiscoporum, et Episcoporum in dictis Ecclesiis successores ex privilegiis seu indultis Apostolicis semper percipere et levare pacifice et quiete consueverint: Cumque Ecclesiae hujusmodi pro earum fabricis, ornamentis, et paramentis pro divino cultu necessariis nullos haberent redditus, verisimiliter et pro certo credendum esset privilegia et indulta praefata ea ratione per Romanos Pontifices concessa fuisse, ut ipsi Archiepiscopi, et Episcopi Ecclesias praefatas ex pecuniis provenientibus ex spoliis et fructibus hujusmodi reparare, instaurare, manutenere, et conservare, nec non ornamenta et paramenta hujusmodi in eisdem Ecclesiis habere deberent, et tenerentur. Nihilominus, et fere ab immemoriali citra ipsi Archiepiscopi, et Episcopi, quamvis spolia et fructus praefatos exegerint, et perceperint, illa in eorum comodum et utilitatem ac proprios usus converterint, omittendo Ecclesias praefatas in earum aedificijs et structuris instaurare reficere et reparare, ornamentaque et paramenta hujusmodi habere; ex qua omissione Ecclesiae praefate in earum aedificiis pati, et ornamentis carere contigisse: Quare idem Philippus, qui etiam Regni Sardiniae Rex existit, dubitans, ne Ecclesiae hujusmodi, quae de suo *jure patronatus* ex privilegio Apostolico, cui non est hactenus in aliquo derogatum, esse dignoscebantur, prout dignoscuntur, culpa et omissione Archiepiscoporum, et Episcoporum praefatorum in totum demolirentur ac perirent, eidem Pio praedecessori supplicari fecit, quatenus in praemissis opportune de benignitate Apostolica providere dignaretur: Idemque Pius praedecessor dictis supplicationibus

Digitized by Google

inclinatus *spolia* Archiepiscoporum, et Episcoporum in dicta Insula, et extra eam, non tamen in Italia decedentium, fructusque redditus et proventus Ecclesiarum praefatarum, illarum vacatione durante, ab Archiepiscopis et Episcopis, quos in Ecclesias hujusmodi ut praefertur vacantes pro tempore succedere contigerit, auctoritate Apostolica perpetuo divisit, et separavit, illaque eisdem Ecclesiis pro illarum fabbrica, structura reparatione et conservatione, ac etiam ornamentorum et paramentorum emptione et manutentione perpetuo applicavit et appropriavit: Utque praemissa suum debitum consequi possent effectum, singulis Capitulis singularum Ecclesiarum praefatarum, illarumque personis per dictum Philippum Regem, ejusque successores eligendis, ut spolia et fructus hujusmodi percipere, exigere et recuperare possent et valerent, illaque in restaurationem reparationem manutentionem emptionem et conservationem praefatas convertere, Ecclesiasque praefatas restaurare reparare et conservare, ornamentaque et paramenta praefata emere et manutenere deberent et tenerentur, Apostolica auctoritate praedicta perpetuo concessit et indulsit, commisitque et mandavit ipsos Archiepiscopos et Episcopos, ne in spoliis ac fructibus redditibus et proventibus hujusmodi se aliquo modo intromitterent, nec intromittere auderent, vel praesumerent: Quinimo illa per Capitula et personas hujusmodi percipi exigi recuperari, et ut praefertur convertere permitterent, sub sententiis, censuris et poenis ecclesiasticis eo ipso incurrendis inhibuit, praecepit et mandavit, et bonae memoriae Archiepiscopo Turritano, Abbati Monasterii SS. Trinitatis de Sacargia Bosanen, seu nullius Dioecesis, Ordinis Camaldulensis, ac Decano Ecclesiae Calaritanae mandavit, quatenus ipsi, vel duo, aut unus eorum per se, vel alium, seu alios, praefata, ubi et quando opus fuerit, ac quoties pro parte Capitulorum, et personarum praefatarum desuper fuerint requisiti, solemniter publicantes, eisque in praemissis efficacius defensionis praesidio assistentes, facerent auctoritate sua praefata per Archiepiscopos et Episcopos praefatos observari, non permittentes Capitula, et personas hujusmodi desuper per Archiepiscopos et Episcopos praefatos, aut quoscumque alios quomodolibet indebite molestari, contradictores quoslibet et rebelles per praefatas, aliasque eorum arbitrio moderandas et applicandas poenas, aliaque opportuna juris remedia, dicta autoritate, compescendo, ac legitimis super his habendis servandisque processibus, sententias censuras et poenas ipsas, et iteratis vicibus aggravando, invocato etiam ad hoc, si opus foret, auxilio brachii saecularis, cum potestate per aedictum citandi et inhibendi, dicta auctoritate, licentiam et facultatem concessit; non obstantibus constitutionibus, et ordinationibus Apostolicis, et Ecclesiarum praefatarum, et juramento, confirmatione Apostolica, vel quavis firmitate alia roboratis; statutis et consuetudinibus, privilegiis quoque indultis et litteris Apostolicis Archiepiscopis et Episcopis praefatis, et per felicis recordationis Honorium Papam II, et quoscumque alios Romanos Pontifices praedecessores suos, et Sedem eamdem, sub quibuscumque tenoribus et formis, ac quibusvis etiam derogatoriarum derogatoriis, aliisque efficacioribus et insolitis clausulis, irritantibusque et aliis decretis, ac alias quomodolibet concessis confirmatis et approbatis, ac etiam iteratis vicibus innovatis; quibus omnibus, etiamsi de illis, eorumque totis tenoribus, specialis specifica expressa et individua, non tamen per clausulas generales idem importantes, mentio, seu quaevis alia expressa habenda et observanda foret, tenores hujusmodi, ac si de verbo ad verbum, nihil penitus omisso, et forma in illis tradita observata forent, pro expressis habentes, illis alias in suo robore permansuris, ea vice dumtaxat specialiter et expresse derogavit, caeterisque contrariis quibuscumque, prout ejusdem Pii Quinti praedecessoris nostri in forma Brevis desuper expeditis litteris, sub datum octavo Januarii 1567, Pontificatus sui anno secundo, plenius continetur. Et deinde, sicut exhibita Nobis nuper pro parte Philippi Regis petitio continebat, quod cum post litterarum praefatarum, et aliarum super praemissis forsan emanatarum, quarum tenores praesentibus pro expressis haberi volumus, pubblicationem in ejusdem Regni Sardiniae Ecclesiis, seu earum aliquibus, OEconomi deputati fuerint ad spolia Archiepiscoporum et Episcoporum pro tempore decedentium, ad fructus redditus et proventus Sedium vacantium recuperandum exigendum et levandum, eaque, et fructus praefatos in usus praefatos convertendum, licet diversa spolia, et fructus hujusmodi recuperaverint et exegerint, in usus tamen praefatos in totum, vel in partem non converterunt: Cumque ipse Philippus Rex summopere cupiat spolia et fructus hujusmodi in proprios usus praefatos (ut par est et decet) integraliter converti; et quia Archiepiscopus Turritanus praedictus, cui dictae litterae fuerunt directae, ab humanis decesserit, et Abbas de Sacargia a dicta Insula absit; propterea Nobis humiliter supplicari fecit dictus Philippus Rex, quatenus in praemissis opportune providere de benignitate Apostolica dignaremur. Nos igitur, qui justa petentibus nostrum non denegamus assensum, hujusmodi supplicationibus inclinati, discretioni vestrae per presentes committimus et mandamus, quatenus vos, vel duo, aut unus vestrum, postquam praesentes litterae vobis praesentatae fuerint, vocatis ad id qui fuerint vocandi, eosdem OEconomos, et alias quascumque ad id deputatos, vel sub deputatas personas, ac pro tempore deputandas, et earum singulas tam conjunctim quam divisim, ad reddendum reale computum de recuperatis et exactis spoliis, et fructibus hujusmodi, omnibus juris et facti remediis, etiam per ecclesiasticas sententias, censuras, et poenas etiam pecuniarias vestro arbitrio moderandas, cogatis et compellatis, ac spolia, et fructus hujusmodi in usus praefatos, sub eisdem poenis converti faciatis, et procuretis realiter, et cum effectu, in omnibus et per omnia, juxta praedecessoris litterarum hujusmodi formam, continentiam, et tenorem. Nos enim vobis, et vestrum cuilibet dictos OEconomos deputatos, et deputandos, et alios deputatos et sub deputatos, eorumque fidejussores, et haeredes, et successores, et ab eis habentes, ecclesiasticos, tum omnesque alios in praemissis quomodolibet interesse putantes, in executionem citationis, praesentium vigore, decernendos, nominandos, et cognominandos, citandi et inhibendi, etiam sub similibus sententiis, censuris, et poenis etiam pecuniariis vestro arbitrio moderandis et applicandis, etiam per aedictum publicum in locis circumvicinis, omniaque alia et singula faciendi, dicendi, gerendi, exercendi,

Digitized by Google

et exequendi, quae in praemissis et circa ea necessaria fuerint, seu quomodolibet opportuna, invocato etiam super praemissis omnibus, et eorum singulis, tam conjuctim quam divisim, ac ubi quando et quomodo opus fuerit, auxilio brachii saecularis, facultatem eadem auctoritate concedimus; non obstantibus omnibus iis, quae idem Pius praedecessor in suis litteris praefatis voluit non obstare, caeterisque contrariis quibuscumque. Datum Romae apud Sanctum Petrum, sub annulo Piscatoris, die XIII Aprilis M. D. LXXXII, Pontificatus nostri anno decimo.

P. Zantes. H. Fuscus.

XXXVI.

Il Pontefice Sisto V conferma a favore di Filippo II re di Spagna il diritto di patronato, *e di* presentazione, *nelle Chiese di Sardegna, già conceduto dal Papa Clemente VII all'Imperatore Carlo V.*

(1586. — 10 settembre).

Dal LUNIG, *Cod. Ital. Diplomat.*, edit. Francfurt., Tom. II, col. 1363, e seg.

Sixtus Pontifex V. Charissime in Christo fili noster, salutem, et Apostolicam benedictionem. — Sincerae devotionis affectus, quam tua Majestas erga Nos, et Romanam Ecclesiam gerere comprobatur, nec non eximia, singularisque fidei tuae constantia, qua veluti fortissimo Christiani nominis propugnaculo, pro aeterni Regis gloria, quam prae oculis semper habes, universam Christianam Rempublicam non solum, ut Catholicum decet Principem, tueri, sed summo studio latius extendere, et propagare contendis, in nostro, et Apostolicae Sedis conspectu adeo splendescere noscuntur, ut non immerito illa tibi, tuoque christianissimo nato Hispaniarum Principi favorabiliter concedenda fore censeamus, per quae et facile ab omnibus cognosci possit, Nos tui honoris, quem semper plurimi fecimus, et Deo dante in posterum faciemus, condignam habuisse rationem, et tu ipse, dictusque Princeps aliis magis gratiosos vos exhibere valeatis. — Nos igitur ex praemissis, et caeteris aliis caussis animum nostrum moventibus, felicis memoriae Clementis Papae Septimi praedecessoris Nostri, qui clarae memoriae Carolo V Romanorum Imperatori, tunc in humanis agenti, genitori tuo, ob ejus praeclara de eadem Sede merita, de tunc existentium fratrum suorum S. R. E. Cardinalium consilio, *jus patronatus et praesentandi* personas idoneas ad Cathedrales, et Metropolitanas Ecclesias in Siciliae ultra Pharum, et SARDINIAE Regnis et Insulis, quorum Rex et Dominus in temporalibus idem Carolus Imperator existebat, consistentes, quoties illas vacare contigerit, quamdiu idem Carolus Imperator viveret, reservavit, atque concessit, prout in ipsis Praedecessoris litteris desuper confectis plenius continetur (1), vestigiis inhaerendo, ac provide attendens, quod tu, qui et Siciliae, et SARDINIAE Regnorum Rex existens, non minoribus meritis, quam praedictus genitor tuus, in nostro, et ejusdem Sedis conspectu praefulges, ac indubie sperantes, quod dilectus filius, nobilis puer Philippus, Hispaniarum Princeps natus tuus, gratia sibi assistente divina, pii et Catholici Regis imbutus doctrina, paternaque, et avita sequens exempla, paribus etiam praefulgebit meritis, te, ac Philippum Principem praedictum specialibus favoribus et gratiis prosequi volentes, habita super his cum venerabilibus fratribus nostris S. R. E. Cardinalibus matura deliberatione, de illorum consilio et assensu, et de Apostolicae potestatis plenitudine, Tibi, quamdiu vixeris, et deinde Philippo Principi praefato etiam, quamdiu vixerit, jus patronatus, et praesentandi personas idoneas Nobis, et pro tempore existentibus Romanis Pontificibus Successoribus Nostris ad Cathedrales, et Metropolitanas Ecclesias, et quaecumque Monasteria etiam consistorialia in Siciliae ultra Pharum, et SARDINIAE Regnis praedictis, ac illorum Insulis consistentia, quoties illas, quibus modis, ac ex quorumcumque etiam S. R. E. Cardinalium personis vacare contigerit, Apostolica auctoritate tenore praesentium concedimus, et assignamus: Decernentes quascumque provisiones, et alias dispositiones de Ecclesiis, et monasteriis praedictis, aliis quam tuis, quamdiu vixeris, et post tui obitum ejusdem Principis praesentationibus, seu expresso consensu pro tempore quomodolibet faciendas, et inde sequuta quaecumque, nulla, et invalida, nulliusque roboris, et momenti fore, et esse, irritum quoque et inane quidquid secus super his a quocumque, quavis auctoritate, scienter vel ignoranter, contigerit attentari: Non obstantibus quibusvis generalibus, vel specialibus, etiam Metropolitanarum Ecclesiarum, ac Monasteriorum praedictorum reservationibus, vel affectionibus, nec non Cancellariae Apostolicae regulis editis, et edendis, aliisque constitutionibus, et ordinationibus Apostolicis, nec non Ecclesiarum, et Monasteriorum praedictorum, etiam juramento, confirmatione Apostolica, vel quavis firmitate alia roboratis, statutis, et consuetudinibus, privilegiis quoque, indultis, et litteris Apostolicis, etiamque suis clausulas et reservationes in se continentibus, per eosdem Praedecessores, et Nos, et Sedem eamdem quomodolibet concessis, confirmatis, et innovatis, et concedendis, confirmandis, et innovandis: Quibus omnibus, et singulis, etiamsi pro illorum sufficienti derogatione de illis, eorumque totis tenoribus, specialis, specifica, expressa, et individua, ac de verbo ad verbum, non autem per clausulas generales idem importantes, mentio, seu quaevis alia expressio habenda, aut aliqua alia exquisita forma ad hoc servanda foret, illorum tenores, ac si de verbo ad verbum, et forma in illis tradita, observata insererentur, et exprimerentur, praesentibus pro plane et sufficienter expressis et insertis habentes, illis alias in suo robore permansuris, hac vice dumtaxat, harum serie, derogamus, caeterisque contrariis quibuscumque. Per praesentes autem juris patronatus, si quod Tibi competit, seu eidem Philippo Principi competere poterit ad Metropolitanas, et alias Cathedrales Ecclesias, ac Monasteria praedicta Siciliae, et SARDINIAE Regnorum hujusmodi, ratione illorum fundationis, seu recuperationis a manibus inimicorum, vel per privilegia Apostolica, quae nihilominus

(1) La Bolla di Papa Clemente VII ha la data del 13 marzo 1530, ed è riportata dallo stesso LUNIG, Oper. cit. Tom. II, col. 1351 e seg.

Digitized by Google

valere, et in suo robore permanere volumus, aliquid innovare, seu minuere non intendimus; cum intentionis Nostrae semper fuerit, et sit, Majestatem tuam novis favoribus prosequi, non autem ea tollere, quae sui juris sunt. Datum Romae ad S. Marcum, sub annulo Piscatoris, die decimo Septembris 1586, Pontificatus nostri anno secundo.

Thomas Thomasius Gualtinutius.

Charissimo in Christo filio nostro, Hispaniarum Regi Catholico.

XXXVII.*

Filippo II re di Castiglia e di Aragona ecc. approva con suo Diploma i capitoli di corte, *e le domande votate nel Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del Vicerè Don Michele di Moncada.*

(1586. — 20 dicembre).

Dall'Archivio dell'antico Patrimonio Reale di Sardegna, Cod. Cart. fol. 207 e seg.

Nos Philippus Dei gratia Rex Castellae, Aragonum, utriusque Siciliae, Hierusalem, Hungariae, Dalmatiae, Croatiae, Legionis, Navarrae, Granatae, Toleti, Valentiae, Galitiae, Majoricarum, Hispalis, Sardiniae, Cordubae, Corsicae, Murtiae, Giennis, Algarbii, Algezirae, Gibraltaris, Insularum Canariae, nec non Insularum Indiarum, et Terrae firmae, Maris Oceani, Archidux Austriae, Dux Burgundiae, Brabantiae, et Mediolani, Comes Barchinonae, Flandriae, et Tirolis, Dominus Viscayae et Molinae, Dux Athenarum et Neopatriae, Comes Rossilionis et Ceritaniae, Marchio Oristani et Gociani. — Cum annis praeteritis, pro bono statu, et recta administratione justitiae statuissemus generale Parlamentum in nostro Sardiniae Regno celebrare, munus hoc Spectabili Don Michaeli de Moncada nostro Locumtenenti et Capitaneo generali fuit a Nobis demandatum; qui in vim Nostrae potestatis sibi concessae, vocatis, prout moris est, Regni praedicti incolis, Parlamentum ipsum indixit in nostra civitate et castro Calaris, ibidemque finivit, et consumavit: in quo, dum varia negotia Regni praefati ad universae illius Reipublicae utilitatem, et tranquillitatem tractarentur, (ut ex actis in processu ipsius Parlamenti ad Nos in authentica forma transmisso vidimus apparere), inter caetera per *Stamentum Militare* Regni praedicti fuerunt oblata coram dicto Nostro Locumtenenti Generali nonnullae supplicationes, et capitula, quae nobilis et dilectus Noster Don Angelus Cetrilla Sindicus praefati Stamenti Militaris ad Nos destinatus cum publico Sindicatus instrumento; de quo Nobis constitit in authentica forma coram Majestate Nostra, et in nostro S. S. R. Consilio Aragonum, una cum responsionibus in calce cujuslibet supplicationis, et capituli per eumdem Locumtenentem Generalem, vice Nostra Regia, factis et adjectis; fueritque per eumdem Nobis humiliter supplicatum, ut supplicationes, et capitula eadem acceptare, concedere, confirmare, et indulgere de solita Nostra benignitate dignaremur; Nos, perspectis innata fidelitate, ac servitiis per incolas praedicti Regni Sardiniae Coronae Aragonum praestitis, et impensis, quaeque praestituros speramus, supplicationibus quidem, capitulis, ac decretationibus ipsis per Nos in dicto Nostro S. S. R. Consilio visis, recognitis, et examinatis, tandem responderi mandavimus, prout in calce uniuscujusque supplicationis, et capituli appositum est, seu decretum. Quarum quidem petitionum, capitulorum, et decretationum series sequitur sub his verbis (1) . . . . . .

. . . . . .

. . . . . .

. . . . . .

. . . . . .

Quae quidem capitula praeinserta, juxta responsiones et decretationes in eisdem appositas, laudantes et approbantes illa, et in eis contenta, et expressa, praenominato *Stamento militari*, tenore hujusmodi, de nostra certa scientia, deliberate, et consulto, dicti Nostri S. S. R. Consilii deliberatione praeeunte, concedimus, consentimus, et liberaliter elargimur, Nostraeque hujusmodi concessionis consensu, et elargitionis munimine, seu praesidio roboramus, et validamus, auctoritatemque Nostram Regiam interponimus, pariter et decretum. Serenissimo propterea Philippo Principi Asturiarum, et Gerundae, Duci Calabriae, et Montis Albi, Filio primogenito Nostro charissimo, ac post felices, et longaevos dies nostros in omnibus regnis, et dominiis nostris, Deo propitio immediato haeredi, et legitimo successori intentum aperientes nostrum, sub paternae benedictionis obtentu dicimus; Spectabili vero, Nobilibus, Magnificis, et dilectis Consiliariis, Locumtenenti et Capitaneo generali Nostro in dicto Sardiniae Regno etc., Regenti Cancellariam, Doctoribus nostrae Audientiae etc., Advocato, et Procuratori Fiscalibus, Gubernatoribus quoque et Reformatoribus in Capitibus Calaris, Gallurae, et Logudorii, Magistro Rationali etc. etc., caeterisque aliis Officialibus, et subditis Nostris in dicto Regno Sardiniae constitutis, et constituendis, praecipimus, et jubemus, ad incursum Nostrae Regiae indignationis, et irae, poenaeque florenorum auri decem mille Nostris Regiis inferendorum aerariis, quod capitula praeinserta, et unumquodque eorum, juxta decretationum, et responsionum in fine ipsorum positarum seriem et tenorem, teneant firmiter, et observent, tenerique, et inviolabiliter observari, per quos decet, faciant; cauti secus agere, fierique permittere ratione aliqua, sive causa, si dictus Serenissimus Princeps nobis morem genere, caeteri vero Officiales, et subditi Nostri, praeter irae, et indignationis Nostrae incursum, poenam praeappositam cupiunt evitare. In cujus rei testimonium praesentem fieri, et in processu dicti Parlamenti inseri, sigilloque Nostro Regio majori pendente communiri jussimus. Datum in oppido nostro Madriti, die vigesimo mensis Decembris, anno a Nativitate Domini M . D . LXXXVI, Regnorum autem nostrorum, videlicet

(1) I capitoli inseriti in questo Diploma Reale sono *cinquantanove* in tutto. Trentuno furono votati dal solo *Stamento Militare*, ma il Re ne approvò soli *ventisei;* e ventotto dai tre *Stamenti* uniti (Ecclesiastico, Militare, e Reale); ma il Re ne approvò soli *ventidue*.

Digitized by Google

citerioris Siciliae, et Hierusalem Trigesimo tertio, Castellaeque, Aragonum, ulterioris Siciliae, et aliorum trigesimo primo, Portugaliae tamen septimo.

Yo El Rey.

Vid. Frigola Vicecan. Vid. Sapena Reg.
Vid. Comes Gener. Thes. Vid. Terça Reg.
Vid. Grot pro Conserv. Gener.
In Sardiniae XVII, fol. 19.

Dominus Rex mandavit mihi Michaeli Gort etc.
Vis. per Vicecancel. etc. etc.

XXXVIII.

Filippo II re di Spagna impone sulla esportazione di alcune merci e derrate da Sardegna un dazio, discusso e acconsentito dai tre Stamenti *del Parlamento sardo, per sopperire alle spese della costruzione e dell'armamento di nuove torri nel litorale dell'isola; e stabilisce l'amministrazione* stamentaria *dei proventi di questo dazio, e dell'applicazione dei medesimi al solo scopo per cui fu acconsentito.*

(1587 — 29 settembre).

Dal DEXART, *Cap. Cur. Regni Sardiniae*, fol. 157 e seg.

Nos Philippus Dei gratia Rex Castellae, Aragonum Legionis, utriusque Siciliae, Hierusalem, Portugalliae, Hungariae, Dalmatiae, Croatiae, Navarrae, Granatae Toleti, Valentiae, Galitiae, Maioricarum, Hispalis, Sardiniae, Cordubae, Corsicae, Murciae, Giennis, Algarbi, Algezirae, Gibraltaris, Insularum Canariae, nec non Indiarum Orientalium, et Occidentalium Insularum, et terrae firmae, maris Oceani, Archidux Austriae, Dux Burgundiae, Brabantiae, Mediolani, Athenarum, et Neopatriae, Comes Auspurgi, Flandriae, Tirolis, Barchinonae, Rossilionis et Ceritaniae, Marchio de Oristani et Comes Goceani. Inter multiplices curas, quae Regum et Principum animos maxime solicitant, ea praecipua est, ut subditos et vassallos summa cum tranquillitate, justitia, et aequitate moderetur, et regna et dominia ab Altissimo comissa, ac civitates et Castra illorum, ita optimis praesidiis et armis munita conservent, ut non solum eorum tuitioni succurratur; sed etiam inimicis et hostibus semper terrori existant; sic enim subditorum saluti, comodo et utilitati, et Regii animi quieti et securitati, maximo opere consultum erit; quod saepe numero animadvertentes, et dictorum Statuum et Dominiorum nostrorum saluti, et optimo statui, tamquam a specula prospicientes, optimo administrationis justitiae, et gubernationis ordine, in ipsis primitus constituto, illa non modo armis, et bellicis praeparamentis communire, sed etiam viros optimos de nobis benemeritos, qui res ipsas bellicas pertractent, et moderentur, ibi eligere et nominare statuimus (1): et licet ea omnia in praefato nostro Regno SARDINIAE summa cum plenitudine effecta sint, eo quia itineri aliorum Regnorum, et Dominiorum Nostrorum Italiae obvium, orae Aphricae (Nobis infestissimae) oppositum et quasi vicinum, maximae qualitatis, et importantiae existit, praesertim post debellationem GULETAE TUNETAM per Turcos nostrae Sanctae fidei Catholicae inimicos annis praeteritis factam, tamen, ut Regni illius tuitioni, et securitati omnino consultum sit, Regnum praedictum tribus praecipue rebus muniendum curavimus, ut deinceps a Turcarum classibus et aliorum inimicorum agressoribus, et aliis multis damnis semper tutum, et liberatum existat (2). PRIMA est, ut nostrae civitates CALARIS et ALGUERIUM militibus, armis, et aliis bellicis instrumentis constipentur, adeo quod, altera in Occidente, et altera in Oriente positae, praesidio, et refugio, et tamquam receptaculo toti regno, et cuicumque adjutorio ibi mittendo existant. Pro quibus et aliis afficiendis non parum numerum opificium, ad Regnum praedictum usibus, ibidemque magnam partem Emolumentorum thesauri, et jurium nostrorum Regiorum in Regno praedicto existentium, et obvenientibus, pro civitatibus et castris praedictis aedificandis et muniendis, omnino expendi jussimus (3). SECUNDA, ut Regnum praedictum, et quidquid virorum in eo existit, milite armato, et armis omnino compleretur, pro quibus magnam tormentorum bellicorum, lancearum, torarum, et aliorum armorum offensivorum, et defensivorum multitudinem ad Regnum praedictum duximus devehendam, pro quibus ab aliis nostris exteris Regnis plusquam quingentorum mille ducatorum auri, vel pluris consumptum est (4). TERTIA et ultima est, ut totum Regnum ipsum, quod insula est, fulcita turribus lapideis, milite, et armis plenis arcium quaque per litora in girum dispositis muniretur, quod Regno praedicto valde utile et necessarium erat, subditorum quoque Regni praedicti optimae navigationi, negotiationi, piratarum debellationi maxime conveniens, et opportunum existit, cum etiam turres praedictae quoslibet ad eas refugientes tempore muris quieti, et furibundi, tutabuntur, ac etiam navigationi magnum commodum praestabunt. Positis enim turribus in locis, et partibus, ubi piratae se, et sua navigia receptabant, dispositis ad id bombardandis, poterunt subditos nostros, ab inimicorum manibus vindicare, et navigantes eorum manus facile evadere. Portus quoque, et litora ubi se receptabant a turribus occupati, ipsos deserent, et iter consuetum, et

(1) È da notarsi il *proemio* che si premette al Diploma onde far rilevare il dovere dei principi di governare equamente i popoli sottoposti dalla Provvidenza al loro dominio, di provvedere al loro ben'essere e sicurezza, e di munire sufficientemente d'armi e di armati le città e le castella onde respingere gli assalti dei nemici. Di questa sorta di *proemii* non se ne leggono in altri diplomi dello stesso sovrano; dal che si deduce ch'egli annetteva molta importanza alla presente *Prammatica* (Legge).

(2) Dopo il già notato *proemio* generale, se ne fa un altro per dimostrare la importanza dell'isola (regno) di Sardegna, posta nel centro del Mediterraneo, così opportuna ai naviganti per l'accesso più facile e più breve agli altri paesi tutti soggetti al re cattolico, così vicina e situata rimpetto all'Affrica. E se ne deduce quanto perciò fosse necessario munirla contro gli assalti dei Turchi, specialmente dopo l'espugnazione della *Goletta* (Tunisi); e quindi si passa a ricordare tutto ciò che per un tal fine avea già fatto il re Don Filippo II.

(3) Si fa menzione delle ingenti spese fatte dal tesoro regio per fortificare le città di Cagliari e di Alghero, l'una posta nel lato orientale e l'altra nel lato occidentale dell'isola; pel quale oggetto si dice essere stati consunti quasi per intiero tutti i redditi e proventi che la Corona solea ricavare annualmente dall'isola medesima.

(4) La spesa dell'armamento delle due fortezze di Cagliari e di Alghero si dice quivi essere stata fatta co' proventi degli altri regni del re cattolico, ed aver rilevato a più di cinquecentomila ducati d'oro, lo che corrisponde a tre milioni circa di attuali lire italiane.

Digitized by Google

mansiones solitas derelinquent, quo fiet, ut tutemur nostros, et adherentium nostrorum portus, et litora Regni praedicti creberrime visitabunt, tam ad celebranda sua commercia, mercimonia, et negotiationes, quam ad persequendum piratas nostrae Sanctae fidei Catholicae inimicos, ad faciendam etiam piscationem tutam, circumcirca Regnum praedictum, invehendum in civitates et oppida, multa victualia, annonam, et alias maritimas provisiones, maxime conferent, si piscatoribus tutum fuerit piscandi exercitium, unde sperandum est, quod deinceps in litoribus Regni praedicti introducenda sit piscatio Tynnorum (1), quae paucis ab hinc annis usitata in nostro Siciliae Regno maximas ibi attulit divitias, quod volente Deo, etiam fiet in nostro Regno Sardiniae, ubi non minor existit dictorum piscium copia, maximam quoque afferent utilitatem agris, et terris mediterraneis, et litoribus, qui et quae deinceps coli et saeminari poterunt, et propter illorum feracitatem, magnam suppeditabunt frumentorum copiam, et abbundantiam, armentis quoque, et pecoribus non parvae erunt utilitates; ubi enim arva crescunt, idem facient et pabula, in agro praecipue maritimo, qui feracior et uberior totius Regni praedicti existit (2). Cumque post civitates praedictas bellicis apparatibus communitas, totum ipsum Regnum turribus supradictis per girum dispositis muniri debere indicavimus, pirata, et quilibet alius hostis Regnum praedictum aggressurus, cum se viderit turribus praedictis opertum, procul dubbio retrocedet, bombardarum et aliorum bellicorum instrumentorum ictus fugiendo, quo fiet, ut ea pars, et ora marittima, quae ab hostium collusione defatigata, et omnino oppressa coli non poterat, quaeque feracior totius Regni existit, ab ipsis derelicta, deinceps per incolas Regni ejusdem inhabitata, et coletur, et satis immensos fructus suppeditabit, Regnumque ipsum annonae, et aliorum commeatuum ferax, non solum vicinis novis, sed etiam mercimoniis, et negotiationibus repletum in augmentum, et utilitatem ita magnas (Deo volente) deveniet, quod inter alia Regna et Dominia Nostra foelix et faustum jure optimo poterit appellari, nobisque, et nostrae Regiae Coronae non aspernandum, imo maximum suppeditabit emolumentum; sed majus, et maximum Reipublicae Christianae proinde obveniet, si Regnum ipsum ita fortunatum, orae Aphricae oppositum, et in medio Regnorum et Dominiorum nostrorum Italiae obvium, ipsis tamquam arx, et maximum propugnaculum, et quasi tutamen procul dubio existet; aliae quoque multae utilitates ex dictis turribus provenient, quae cum tot et tantae existant, in nostrum regium animum induximus Regnum ipsum, et omnia ipsius litora certum quoque per girum, turribus supradictis lapideis circumdare; pro quarum fabbricatione et sustentatione cum multae pecuniarum summae necessariae existerent, quae si aliunde extra Regnum praedictum illuc portarentur, veluti ab Hispania, Italia, et Gallia, difficultatem et laborem non parvum, et in operibus impedimentum afferrent, et turres ipsae et aedificia maximum incommodum paterentur; postulando enim ipsarum custodes sua stipendia eas desererent, illaeque solo aequarentur, multaque alia damna et incomoda provenirent, si ex aliis partibus pecunia foret asportanda. Quare visum fuit valde convenire, pecunias pro turribus praedictis necessarias non aliunde, quam ex Regno praedicto haurire, cum a nostro regio patrimonio propter illius penuriam, et tenuitatem, quas nunc patitur, haberi non possent, mandavimus aliquibus probis viris, ut ipsi animadverterent, unde, et quo pacto in Regno ipso pecunias habere possent ad id necessarias, sine incomodo et damno subditorum nostrorum, qui quidem nos certiorarunt, nihil ad id convenientius fore, quam ut novum vectigal, super mercimoniis a Regno ipso extrahendis imponerentur, ex quo turrium praedictarum fabricatio, et earum sustentatio solvi possent. Quo cognito, jussimus Don Michaeli de Moncada nostro Locumtenenti, et Capitaneo Generali, mediantibus nostris Regiis litteris, ut pertractato hoc negotio cum personis trium *Stamentorum*, et aliis viris et probis hominibus Regni praedicti; qui, excogitato cum ipsis, sumptaque cum eis deliberatione, nos certiores redditi pecunias ad praedicta necessarias nullatenus posse reperiri in Regno praedicto absque damno vicinorum, alias nisi imponeretur aliquod jus, super *caseis*, *corijs*, *lanis*, *corallis*, et aliis forsan mercimoniis, quae a Regno praedicto extrahentur, quod jus annis singulis ascenderet ad summam *duodecim ville ducatorum*, cum quibus turres praedictae fabricari et sustentari annis singulis facile possent, illae videlicet, quarum fabbricatio, et sustentatio Nobis et nostrae Regiae Curiae pertineret. Quibus omnibus visis, et agitatis in Nostro S. S. R. Consilio, ex deliberatione ibidem sumpta, fuit per Nos provisum et deliberatum, quod jus praedictum imponeretur super praedictis mercimoniis a dicto Regno extrahendis, istudque tamquam rem necessariam, valde utilem et proficuam Regno praedicto, fore, et esse amplectendum, et executioni deducendum, dum tamen impositio hujusmodi fieret cum consensu et voluntate vicinorum, et habitatorum Regni praedicti; et dictus Don Michael de Moncada Locumtenens, et Capitaneus Generalis noster, praecedente ordine, et commissione nostris, tria *Stamenta* Regni praedicti in nostra civitate Calaris convocavit, explicato ipsis, quod nostrae existit Regiae voluntatis, tria Stamenta praedicta, impositionem juris hujusmodi per Nos statutam acceptarunt, laudarunt, et emologarunt, tamquam rem praedicto Regno valde utilem, necessariam et proficuam, imponendo jus praedictum super dictis rebus et mercimoniis a Regno ipso extrahendis, prout in binis supplicationibus per dicta tria *Stamenta* coram dicto nostro Locumtenenti et Capitaneo Generali oblatis latissime continetur; quarum tenores seriatim sequuntur sub his verbis (3).

(1) Da questo passo della regia Prammatica si rileva, che nel 1587 era praticata poco in Sardegna la pesca dei tonni, la quale però vi andò poi gradatamente crescendo, e pervenne all'attuale sua abbondanza, da cui deriva una parte non piccola della sua ricchezza marittima.

(2) Si rammenta quivi che per cura del governo spagnuolo si trovavano già edificate, e armate alcune torri nel litorale dell'isola e che le medesime aveano servito e servivano egregiamente a difesa dei Sardi contro le incursioni dei pirati barbareschi, e a proteggere il piccolo commercio di costa. E quindi si trae argomento a dire, che il vantaggio sarebbe infinitamente maggiore se tutto il litorale della Sardegna fosse munito di torri somiglianti nei luoghi più esposti ed opportuni; lo che appunto fu ampiamente trattato con gli *Stamenti* del Parlamento Sardo, e forma il soggetto della presente *Prammatica*.

(3) Dopo ultimata la lunga esposizione delle ragioni per le quali si credeva necessario di munire di torri armate tutto il litorale

Digitized by Google

Illustrissim Señor Llochtinent, y Cap. general, etc. per V. S. Illustriss. los dias passats se dona al Estament Ecclesiastich una carta de Sa Magestat ab la qual nos notifica la necessitat, que hi ha, de torrejar tota esta isla, y de com lo haguera fet a gastos de la Regia Cort, y que per estar exhausto lo patrimonio Real no podia adimplir sa voluntat, y per sa benignitat nos encarrega, que per los ESTAMENTS se hagues trobat algun modo, traça o forma, peraque se fossen fetes les torres y manteses aquelles, y juntament per V. S. Illustrissima nos fonch preposat de paraula, y per scrits, que la mente y voluntat de sa Magestat era, que per dict effecte se posas un REAL (1) per quintar de *formaje*, y de *llana*, y *cuiro* sortit, y sis dines per *beguina*, y tres diners per cada *moltonina*, que se estraguessen del Regne. Totes les quals coses essent considerades y ponderades y comunicades ab los altros STAMENTS, si be attesa la gran pobreza de la Isla, en la que es estada, y està, y que en ella no hi ha altro genero de mercadurias ningunes, sino la sobredita, y aquella estar molt carregada de drets, y considerats alguns privilegis, y gracies de consideracio, concedits a este Regne, per los Serenissims Reys de gloriosa memoria predecessors de Sa Real Magestat, hi havia alguna dificultat, no res meyns, considerada de altra parte la utilitat, y defensa del present Regne, la mercé que Sa Magestat nos ha feta, en lo particular cuydado, y vigilancia ha tingut, y te de aquest son Regne, y la innata fidelitat, que aquell hà tingut, y te en servir à Sa Magestat, posposant totes les dites difficultats, al servey de Sa Magestat, dit Estamẽt Ecclesiastich, insiguint lo vot, y parè de la magior part de aquell, haventse emperò lo beneplacit, y consenso de sa Santedad, y Santa Sede Apostolica, en quant mester sia, *ex nunc pro tunc, et non alias aliter, seu alio modo*, se contenta consentir y consent en la imposicio de dit dret, per al effecte, que sa Magestat nos hà proposat, y V. S. Illustrissima, en nom de aquell, que es fer, y conservar dites torres; y perque aço se puga ab pus comoditat fer, y conservar, supplica a Sa Magestat, y a V. S. Illustriss. en son lloch, que sia de sa Real mercé, y clemencia concedir y storgar les infrascrites mercès, puix tot es per à mes servici de sa Magestat, y benefici de aquest son Regne (2).

E *primo*, que sia de la Real Clemencia, y mercè, que V. S. Illustrissima obtinga lo sobredit beneplacit, y consenso de Sa Santedad, y Santa Sede Apostolica, perque ab magior consolaciò, y descans dels consensiens de dit Stament Ecclesiastich, pugan en aço servir a Sa Magestat, com desigian. *Item* que lo *Real* predit sie, y sentenga *de sinch sous moneda Sardesca o Callaresca* (3), y los *diners* de la matexa moneda *Sardesca o Callaresca*, y *que* se entengan, y sien exceptats los *formagios*, y altres coses de les sobredites, que se extraeeran y enviaran de, y per *prexut;* y per los semblant los *cuyros*, q̄ se faran en les Carniceries, q̄ à ses costes, y del propri, administraran les Ciutats del Regne sien, y se extraguen libera, y francament, per quis vulla, que fara, y extraurà los *prexuts*, y *cuiros* de dites Carniceries, axi com se ha dit, fetes y administrades, y que dels *formagies romputs*, no se hagia de exigir, ni cobrar de dit dret, fino per meitat, com sia que passa per mig formagie. *Item* per quant los diputats solen accomodar als mercaders en lo pagar los drets y lo present dret en gros, y no acomodant los patirian los negocis per ço, que als habitadors, y los que estan de assiento en dit Regne, los acomoden de quatro mesos en la exatio de aquells, y los q̄ seran de transito hagian de pagar encontinent. *Item* que lo procehit de dit dret sè disponga en alzar, mantenir, y conservar les torres, munir aquelles, pagar guardies, y axibe en los salaris condecents dels Diputats, y Officials, les quales Torres se fassan en los llochs, hont ni sa Magestat, ni les Ciutats, ni los Magnats, Barons, ni Heretàts no les han fetes, ni son obligats ferles (4), ni posar guardies, ni ells, ni sos Vassalls, y que en dits llochs se paguen del procehit de dits drets; y se supplica, que per quant en tots los Regnes de sa Magestat, la SANTA INQUISICIO es dotada, y te lo degut sustentament, sia servit sa Magestat de dit dret, ò de altre Patrimoni de Sa Magestat dotar, y sustentar la Santa Inquisicio del present Regne (5), com sia, que aquella tinga molta necessitat, de dita dotacio, y es grandissima torre, y defensa del present Regne contra los Herejes, y Infieles, que tant vehinste. *Item*, que lo procehit de dit dret no se hagia de gastar, ni convertir en altres coses, ni per altres effectes, per ursent necessitat que hi agia. *Item*, que primer, y ans de totes coses se fassan les torres dels Golfs, Ports, y llochs poblats, y habitats, y apres se fassan les altres, que en altres llochs seran necessarias. *Item* que del procehit dels dits drets no se fassan torres, ni se conserven en los llochs haont los dits Barons, y Ciutats tenen obligacio de ferles, y conservarles, y en *eventum*, que entre les sobredites Ciutats, Barons, Magnats, Heretats, ò sos Vassalls hi hagues o al present hi hagia plet sobre la obligacio de fer dites torres, que perço no se retarde de fer aquelles, sino que del procehit del dit dret se fassan, y se cobre apres lo que se haurrà despes, dels qui seran condemnats, y obligats a ferles, y cobrats aquells, se posen en la caxa hont ha de estar lo procehit de dit dret. *Item* que per

dell'isola; ragioni ch'erano state addotte dai tre *Stamenti* nelle rispettive loro deliberazioni; segue la inserzione dei *Memoriali* presentati a tale oggetto dagli *Stamenti* medesimi al vicerè di Moncada, dai quali però risultano le condizioni che la rappresentanza nazionale sarda appose alla imposizione del nuovo *dazio*.

(1) REAL, moneta eroso-mista, così appellata in Sardegna, del valore corrispondente a 48 centesimi odierni.

(2) Lo STAMENTO ecclesiastico, che si componeva dei vescovi, dignitari, abati, e deputati dei Capitoli delle cattedrali del Regno, e rappresentava nel Parlamento tutto il clero dell'isola, dopo aver acconsentito alla imposizione del nuovo dazio, sotto condizione che se ne ottenesse l'approvazione dalla Sede Pontificia, aggiunge al suo Memoriale le altre condizioni, sotto le quali esso volea amministrato il denaro proveniente da siffatta imposizione.

(3) Il *reale* (moneta) dovea calcolarsi di *soldi cinque* sardi, equivalenti, come si è già notato, a quarantotto centesimi di attuale moneta italiana.

(4) Da questo luogo del Diploma si rileva che nel litorale dell'isola esistevano già molte torri, munite d'uomini e d'armi, fattevi erigere dal governo regio, dalle città, dai magnati, baroni e feudatari sardi, e che anzi stava a loro carico la erezione e l'armamento di altre nuove torri in certi punti determinati.

(5) Lo STAMENTO ecclesiastico chiede che sia dotato il Tribunale della *Santa Inquisizione*, che già esisteva in Sardegna, come lo erano tutti gli altri della monarchia spagnuola, e propone di prelevare la dotazione da questo nuovo dazio « perchè *la Inquisizione è torre grandissima di difesa contro gli eretici e gl'infedeli* ».

Digitized by Google

la administracio y conservacio del dit dret, y procehit de aquell se deputen y ensaculen en Deputats devuyt persones Ecclesiastiches, y dels dos altres Staments Militar y Real, los que ells demanaran, y se supplica a sa Magestat sia de son servey, q en est son Regne hi hagia Deputacio, y que per sustentacio della servesca, si en algun temps, sobres alguna cantitat del procehit de dit dret, fer tot lo sustentament de dites torres, que ab aço y altres coses, que porrian haver, se applicassen totes a formar dita Deputacio, ab orde de sa Magestat, y en son servey, utilitat, y defensa de aquest Regne. *Item* que la ensaculacio primera se fassa ara per los Estaments desta manera; çoes que lo Ecclesiastich nomene, y ensacule los seus, y lo Militar los seus, y lo Real los seus, segons que apparrà y voldrà cascun Estament respective. *Item*, que se fassa dita ensaculacio de deu en deu annys, y que apres de quatre annys los Diputats recognesquan los sachs, y en lloch dels morts se posen y ensaculen altres de la matexa condicio, y qualitat que eran los morts, y essent absent del Regne algu dels extrets. q̄ aquell tal rodoli se torne en lo sach, y se tragne altre de dit sach. *Item*, que los habilitats, y ensaculats una vegada no se pugan mes desabilitar, ans resten per à sempre habilitats. *Item*, que se fassa tres borses, o sachs, en la una de les quals se degan posar los Diputats Ecclesiastichs, y en la altra los Diputats Militars, y en la altra los Diputats del Real. *Item*, que dits sachs se tingan dins una caxeta de tres claus, la una de les quals dega tenir lo Diputat Ecclesiastich, la altra lo Diputat Militar, y la altra lo Diputat Real. *Item*, que dita caxeta estiga dins un Armari en la Sacristia de la Iglesia magior de la Ciutat de Caller fins altra determinacio, la qual tinga tres claus, de les quals la una tinga lo Archibisbe de Caller, y en absencia, o mort, en poder de son Vicari general, y la altra lo Compte, o Cavaller, q̄ presidirà en lo Bras Militar de Caller, y la altra lo Conseller en Cap de la Ciutat de Caller. *Item*, ques fassa extractio dels ensaculats, prime hu del sach dels Ecclesiastichs, y l'altre dels Militars, y apres ultimament hu del sach dels Reals, y estos se estraguen lo die del glorios Sant Thomas Apostol, de la extractio del present fahedora en avant, y que lo offici de dits Diputats dure per bienni, no entenentse aço en los qui al present se extrauran, porque estos han de estar en lo offici fins al Dia de S. Thomas del anny mil sinch-sent vuytanta sinch, *Item*, que dita extracio se fassa en la Sacristia de Caller, per ma de un Infant de set annys, fins altra determinacio. *Item*, que los dits tres Deputats se extraguen respectivè de sach, y de sort, y los que ixiran sian, y servescan de Diputats, y pugan servir per si, o per Procurador de la matexa calitat, o en dignitat Ecclesiastica constituit. *Item*, que hajan de vacat, y vaquen quatre annys, finit que ajan lo offici, los extrects en Diputats, y apres passats los quatre annys, puguen de nou concorrer, y per tal effecte tant tost que seran extrets, se degan tornar, y tornen en la borsa o sach del qual seran extrets. *Item*, que lo que procehirà de dits drets se tinga en una caxa ab tres claus, de les quals ne tinga una lo Diputat Ecclasiastich, y la altra lo Diputat Militar, y la altra lo Diputat Real, y volent tenir clau de aquella V. S. Illustrissima, ò sos successors, que que en tal cas tingá quatre claus. *Item*, que dicta caxa estiga en la cambra hont esta la caxa de Sa Magestat, que es en lo Palau Real de la present Ciutat, perque estiga mes sigura, fins altra determinacio. *Item*, que en dita caxa se pose tot lo procehit de dits drets en presencia dels qui tindran les claus fent acte del que se posarà, tots temps q̄ se posarà en ella alguna partida. *Item*, que los pagaments, que se faran, se fassan de dita caxa, axibe en presencia dels qui tindran les claus, fent acte del que se pagarà. *Item*, que dits pagaments, se fassan per mandato de V. S. Illustrissima, o de sos successors ab ferma de V. S. y de dits Diputats, ò substituts. *Item*, que los Oficials, que mester seran, axi per lo exercici de dita caxa, com per les altres necessitats occorrents, per la bona administracio de dits drets, se hajan de ensacular en sos sachs separadament, y la dita ensaculacio, y extracio se fassa de la manera, com y en lo temps q̄ està dit dels Diputats, y per los dits Diputats, no se puguen ensacular sino persones ensaculades en grau de *Conseller ters*, ò *quart*, o que sian tals, que pugan concorrer en dits graus, ab que tots sien naturals del present Regne, ò haguts per tals. *Item*, que V. S. Illustrissima, y sos successors, y los Diputats que seran novament extrets hajan de rendre compte als Diputats, y Oficials del que hauran gastat del procehit de dits drets, y manteniment de aquells. *Item*, que tinga V. S. Illustrissima, y sos successors, ab dits Diputats generalment, la cobrança, y administracio de dits drets, y de dites torres, y de tot lo necessari per dits drets, y torres, sino es en lo designe, y lloch de aquells, que sia de V. S. Illustrissima, y de sos successors tant solament. *Item*, que per la imposicio de dits drets ningun periudici se cause als privilegis, Capitols de Cort, sentencies concedides, y donades en favor de dits Estaments, y de les Ciutats del present Regne, ans aquelles resten en sa força y valor, y que no se puga dita imposicio y consentiment predit allegar, ni traure en consequencia, en ninguns temps, ni altrament. *Item*, que si surtis dupte sobre la intelligencia dels presents Capitols, ò qualsevol dells, que en tal cas la declaracio de aquells sia de V. S. Illustrissima, y de dits Diputats, que à les hores seran. *Item*, que los dits Diputats, y los altres Officials hajan de jurar los presents Capitols, y observancia de aquells en la forma solita, y per quant aprofitarian poch dites torres, si les principals plaçes de aquest Regne, Caller, Sasser, Alguer, Castell Aragones, y lo Castell de Bosà, y altres Ciutats, no fossen fortificades, com convè ab tota perfectiò, y la gent del Regne estigues desarmada; Perço supplican a V. S. Illustrissima, que nos mane favorir ab sa Magestat, en que sia servit fernos mercé de fernos portar de Milà les armes, artilleria, y municions, que manà sa Magestat los annys passats, que se portassen de Italia, y que fassa posar en perfecio dites fortificacions, fentlis mercè per dit effecte dels subsidis, Cruzada, y Parlament venedors, fins tant que sien acabades dites fortificacions, que son molt necessaries, per estar aquest Regne com està fronter à la Barbaria (1)

(1) Chiede lo Stamento ecclesiastico, che il Sovrano faccia spedire da Milano le armi, artiglierie e munizioni necessarie per met-

Digitized by Google

etc. licet, etc. Altissimus etc.(1) Illustriss. Señor Llochtinent, y Capità general etc. Los ESTAMENTOS Militar y Real, havent entes per la Real carta de crehensa de sa Magestat, que convè, y es necessari torregiar tota esta Isla, y que no podentlo, com voldria, fer de son Real patrimoni, per estar aquell exhausto, encarrega, q̄ per dits Estaments se trobe algun medi, trassa, modo, o forma, per poderse alçar, y mantenir les torres, y havent axibe entes per la proposicio per V. S. Illustrissima, en virtut de dita Real Carta, à ells feta, que sa Magestat restaria servit, y señalaria, que lo medi y trassa fos, que se imposas un REAL per quintar de *formagie* y de *llana*, y per *cuyro* sortit, y *sis diners* per *bequina*, y *tres diners* per *moltonina*, que se extraguessen del Regne: Responen y dixen, que si ben lo Regne sia pobrissim, y les dites mercaduries sien molt carregades de altres drets, y la dita imposicio sia *contra les Hibertats*, *franqueses*, *immunitats*, y *gracies*, quals est Regne te per Reals privilegis, y *Capitols de Cort* per los Serenissims Reys de Arago de immortal recordacio ad aquell per servicis otorgats, y concedits, et alias, no res meyns per la mercé tan singular, q̄ Sa Magestat fa adaquest Regne en tenir particular cuidadò de fortificar, y gaardar aquell, y per la necessitat, que sa Magestat señala de fer tota esta Isla torrejada, los dits Estaments considerant la innata fidelitat, que sempre aquest Regne ha tingut, este en lo servey de sa Magestat, y posposant totes les dites necessitats y gravezas al dit servey, insegnint lo vot, y parer de la magyor parte, consenten, que lo dit dret se impose. Restant empero los dits *privilegis*, *Capitols de la Cort*, *sentencies de greuges*, y altres qualsevol actes, concessions, y constitucions en favor de aquest regne, fahents en sa força, y valor, y que per lo present acte, y consentiment no li sia causat ni fet perjudici algu, ni en algun temps se puga allegar en consequencia, y en la forma, y ab les condicions seguents, y no sens aquells, ni altrament, ni en altra manera. *Primerament*, que lo REAL predit sia, y se entenga de *sinch sous moneda Callaresca*, y lo *quintar* sia y se entenga del *quintar de Botiga de Caller*, que es *de cent y quatre lliures*, y que se entengan, y sien exceptat los *formagies*, que se extrauran, y enviaran per presentar, y per lo semblant sian franchs, los *cuyros* ques faran en les carnicerias, y que a ses costes, y del propri faran, y administraran les Ciutats del Regne per quis vulla, que se extrauran. *Item*, q̄ del *formagies romputs* no se hagia de exigir, y cobrar dit dret, sino per meitat, com sia que passa per mig formagie. *Item*, per quant los Dreters solen acommodar als Mercaders, y aquest es dret gros y no acomodant los patiran los negocis, que perço als habitadors que estan de assiento, los acomoden de quatre mesos en la exactio, y los que seran de transito hajan de pagar encontinent. *Item*, que lo procehit de dit dret se gaste, y se despenga en alçar, mantenir, y conservar les torres se han de fer en los llochs, que sa Magestat, ni les Ciutats nole han fetes, ni los Magnats, Barons y Heretats no les han fetes, ni son obligats à ferles, ni posar guardies, ni ells, ni sos Vassalls, y q̄ en dits llochs se paguen del procehit de dit dret, y lo procehit de aquell nos puga gastar, ni convertir en altra cosa, ni per altre effecte, per urgent necessitat, que hi haje. *Item*, que primer, y ans de totes altres, se fassan les torres des Golfs, Ports, y llochs poblats, y habitats, y apres se fassan les altres, que en altres llochs seran necessaries. *Item*, que del procehit de dit dret, no se fassan torres, ni se conserven en los llochs ahont los dits Barons, y Ciutats tenen obligacio de ferles y conservarles, y en cuento, que entre les dites Ciutats, Barons, Magnats, Heretats, o sos Vassalls hi haguen, o al present hi haja plet sobre la obligacio de fer dites torres, que perço no reste de fer aquelles, sino que del dit dret se fassen, y se cobre apres lo que se haurà despes dels qui seran condemnats, y obligats a ferles, y cobrats aquells se posen en la caxa, haont hà de estar lo procehit de dit dret. *Item*, que se fassa, y forme Diputacio en lo Regne. *Item*, que en Deputats se ensaculen Ecclesiastichs, y Militars, y del Estament Real, y del Estament sino persones ensaculades en Consellers en Cap, y segon. *Item*, que la ensaculacio primera, se fassa ara per los Estaments desta manera, çoes, quels Ecclesiastichs ensaculen los seus, y lo Militar los seus, y lo Real los seus, segons q̄ voldran, y apparrà a cada Estament respectivé. *Item*, que se fassa la ensaculacio de deu en deu annys. *Item*, que apres de quatre en quatre annys, los Diputats reconeguen los sachs, y en lloch dels morts posen, y ensaculen altres de la matexa condicio, y qualitat que eren los morts, y absent del Regne algu dels extrets, que aquell tal, se torne son rodoli en lo sach, y se tragne altro de dit sach. *Item*, que los habilitats una vegada nos puguen mes desabilitar, ans resten per sempre habilitats. *Item*, que se fassa tres borses, o sachs en la una de les quals se degan posar los Diputats Ecclesiastichs, y la altra los Diputats Militars, y la altra los Diputats Reals. *Item*, que dits sachs' se tingan dins de una caxeta de tres claus, la una de les quals dega tenir lo Diputat Ecclesiastich, y la altra lo Diputat Militar, y la altra lo Diputat Real. *Item*, que dita caxeta estiga recondita dins un Armari de la Sacristia de la Iglesia magyor de la Ciutat de Caller, fins altra determinacio, la qual tinga tres claus, de les quals una estiga en poder del Archibisbe de Caller, y en absencia de aquell, ó mort, son Vicari general, y la altra lo COMPTE ó CAVALLER, que presidirà en lo BRAS MILITAR, y l'altra lo Conseller en Cap de la Ciutat de Caller. *Item*, que se fassa extractio de tres dels ensaculats, primer hu del sach dels Ecclesiastichs, y lo altre del sach dels Militars, apres y ultimament hu del sach del Real, y estos se extraguen lo die del glorioso S. Thomas Apostol, de la extracio al present fahedora en avant, y que lo offici de dits Diputats dure per bienni, no entenentse aço en los que al present se extrauran, perque estos han de estar en lo offici fins lo die de Sant Thomas del anny mil sinchcents vuytanta sinch. *Item*, que dita extracio se fassa en la Sacristia de Caller, per ma de un infant de set annys, fins altra determinacio. *Item*, que dels tres,

tere in buono stato di difesa le fortezze di Cagliari, Sassari, Alghero, Castello-Aragonese (antico Castel-Genovese e odierno Castel-Sardo), e Bosa, chiedendo che alla spesa occorrente sia applicata una parte dei proventi della *S. Crociata* e dei *sussidi* che saranno votati nei venturi Parlamenti.

(2) Siegue il Memoriale degli altri due STAMENTI (militare e reale).

Digitized by Google

que se extrauran, axi la primera com les altres veyades, los dos sien del Cap, ahont residirà de assiento lo senor Virrey, y lo tercer del altre Cap, lo qual no volent servir personalment, puga servir per procurador, ab q̄ sia lo procurador de la matexa calitat, si gia no fos Prelat, que essènt tal podra constituir Prelat, o persona en altra dignitat Ecclesiastica costituida. *Item*, que aien de vacar, y vaquen quatre annys, finit que ajen lo offici, los extrets en Diputats, y apres passats los quatre annys, puguen de nou concorrer, y per tal effecte tant, tots que seran extrets se degan tornàr y se tornen en la bolsa o sach dels quals seran extrets. *Item*, que lo que procehirà de dits drets, se tinga en una caxa ab tres claus, de les quals tinga una lo Diputat Ecclesiastich, y la altra lo Diputat Militar, y la altra lo Diputat Real, y volent tenir clau de aquella V. S. Illustrissima, o los successors, que en tal cas tinga quatre claus. *Item*, que dita caxa estiga en la cambra, hont està la caxa de sa Magestat, que es en lo PALACI REAL de la present Ciutat, perque estiga mes segura fins altra determinacio. *Item*, que en la dita caxa se pose tot lo procehit dels drets, en presencia dels que tindran las claus, fent acte del que se posarà tots temps q̄ se posarà en ella alguna partida. *Item*, que los pagaments, q̄ se faran, se fassan de dita caxa, axibe en presencia dels qui tindran las claus, fent acte del que se pagarà. *Item*, que dits pagaments se fassan per mandatos de V. S. Illustrissima, y de sos successores, ab ferma de V. S. y de dits Diputats. *Item*, que los Officials, que mester seran, axi per lo exercici de dita caxa, com per altres necessitats ocurrents per la bona administracio de dits drets, se aian de ensaculàr en sos sachs separadament, y la ensaculacio, y extracio se fassa de la manera, com y en lo temps, que està dit dels Diputats, y no se pugan ensaculàr, sino persones ensaculades en grau de *Conseller ters*, y *quart* ò q̄ sien tals, q̄ puguen concorrer en dits graus, ab que tots sien naturals del present Regne, o haguts per tals. *Item*, q̄ no pugan ser eligits, ni admessos en offici algu per la administracio de dits drets, personas que tingan Offici Real perque la administracio sia separada. *Item*, que V. S. y sos successors, y los Diputats, que seran novament extrets, hajan de pendre comptes als que ne ixiran, y hauran dexat lo offici, del que serà procehit, y se haurà gastar del procehit de dits drets, y de dites torres, y de tot lo necessari per dits drets, y torres sino es en lo designe de les torres, qual sia de V. S. Illustrissima, y de sos successors solament. *Item*, que si surtis dupte sobre la intelligencia de qualsevol dels presents Capitols, que en tal cas la declaracio de aquelles sia de V. S. Illustrissima, y dels Diputats. *Item*, que los Diputats y altres Officials hajen de jurar los presents Capitols, y observancia de aquells en la forma solita. *Item*, que ab los predits pactes, y condicions, y no sens aquells, ni altrament, se consent en la imposicio de dit dret, y perque aprofitarian poch dites torres, si las principals plaças de aquest Regne, com son CALLER, ALGUER, CASTEL-ARAGONES, BOSA, y altres Ciutats, no fossen fortificades com convè, y ab tota perfectiò, y la gent del Regne estigues desarmada; perço supplican à V. S. quens mane favorir ab sa Magestat, en que sia servit fernos mercé de fer aportàr de MILÀ les armes, artilleria, y municions, que manà sa Magestat los annys passats, que se portassen de Italia, y que se fassan posar en perfecio dites fortificacions, fenttis mercé per dits effects dels *subsidis*, *cruzadas*, y Parlaments venidors, que son tant necessaries, com V. S. sap, per estar aquest Regne com està fronter à la Barberia, et licet, etc. Sa Señoria Illustrissima, oydes, y vistes las preinsertas respostes dades per los Reverendiss. Spectable, y Magnifich STAMENTS Ecclesiastich, Militar, y Real, à la proposicio feta per sa Señoria Illustrissima de part de sa Magestat, a quinze del mes de Decembre del anny propasat, circa imposicio dels drets en la dita preposicio mencionats, pera edificar torres y guardies delles en les marines de aquest Regne, diu que accepta las offertes, y consentiment de posar lo dits drets, ab les condicions en dites respostes contengudes, reservada en tot y per tot la moderacio, y reformacio, que à sa Magestat li semblarà, y serà servit, al qual sa Señoria Illustrissima se offercie representar dit servici, y la voluntat ab que se lifà per los dits Reverendissim Spectable y Magnifich STAMENTS, ylaque tenen de ferne altres magyoras, y supplicarli, quant encaridament porrà lis concedesca les dites condicions, y merces, q̄ demanen, y altres magyors com merexen tant bons, y fiels vassalls de sa Magestat.

Provisum per Illustrem Dominum Locumtenentem, et Capitaneum generalem in Regio Consilio, et deliberatione in eo sumpta, die vigesima quinta februarii, anni millesimi quingentesimi octuagesimi tertii, Calari. Scriba Ferrer Notarius, pro haerede Serra.

Quas quidem petitiones, et Capitula praeinserta, et acceptationem per dilectum nostrum Locumtenentem, et Capitaneum Generalem in dicto nostro S. S. Regio Consilio videri, et recognosci fecimus, easque et ea laudantes, et approbantes, illas et illa, et omnia, et singula in eis contenta, et expressa, praefato nostro Sardiniae Regno, tribus STAMENTIS illius, vicinis, et habitatoribus, praesentibus, et pro tempore existentibus, tenore hujusmodi, de nostra certa scientia, deliberate, et consulto dicti nostri S. S. C. R. deliberatione praeeunte, perpetuo concedimus, consentimus, et liberaliter elargimur, nostraeque hujusmodi concessionis, consensus, et elargitionis munimine, seu praesidio roboramus, et validamus, authoritatemque nostram Regiam interponimus pariter, et decretum. Dum tamen, et non alias, aliter, nec alio modo, quod administratio exactionis juris hujusmodi, non *Deputatio*, sed solummodo *Administratio* possit, et valeat nominari, quodque *Deputati*, qui ut dicitur constituti erant, et deinceps extrahentur, non hoc nomine, sed tantummodo *Administratorum* juris hujusmodi, et ejus regiminis appellentur, quoniam nomina hujusmodi *Deputationis*, et *Deputatorum* in praefato nostro Regno Sardiniae amplius dici, et nominari prohibemus (1), quodq.; scribae *Administrationis* novi

(1) Nell'accordare quanto chiedevano li tre STAMENTI, il re Don Filippo II volle che le persone elette dai medesimi per sopravvegliare al nuovo dazio imposto all'isola assumessero il nome di *Amministratori* e lasciassero quello di *Deputati;* anzi proibì che quest'ultimo nome, siccome quello che indicava l'autorità e il dritto del Parlamento nazionale nella imposizione di qualunque dazio, non si dovesse mai più assumere e pronunziare in Sardegna. Era un avviamento a governo più assoluto ed arbitrario.

Digitized by Google

juris hujusmodi deinceps non extrahantur tertio quoque anno per sortem, sicut caeteri Officiales, sed ipsius Officium, et ejus concessio nostrae Regiae provisioni spectet, in favorem unius ex tribus personis Majestati nostrae praesentandis pro parte Administratorum, seu Collectorum juris hujusmodi, quoties vacare contigerit. Attamen, ut aliquod gratitudinis nostrae Regiae beneficium sentiatur, volumus, quod officium hujusmodi pro nunc concedatur Gaspari *Valmanny* Not. licet sit extractus ad illud in prima extractione officiorum praedictorum per eos facta. Qua propter Serenissimo Philippo principi Asturiarum, Gerundae, Duci Calabriae, et Montis Albi, filio primogenito nostro charissimo, et post foelices et longaevos dies nostros in omnibus Regnis, et Dominiis nostris (Deo propitio) immediato haeredi, et legitimo successori, intentum aperientes nostrum, sub paternae benedictionis obtentu dicimus, dicto vero Spectabili, Nobilibus, Magnificis, et dilectis Consiliariis, Locumtenenti, et Capitaneo generali nostro in praefato Regno Sardiniae, Regenti Cancellariam, et Doctoribus nostrae Regiae Audientiae, Judici Curiae, et Advocato, et Procuratori fiscalibus, Gubernatoribusque quoque, seu Reformatoribus in Capitibus Calaris, Gallurae, et Logudorii, Regio Procuratori Magistro Rationali, nostram generalem Thesaurariam Regenti, seu eorum Locumtenentibus, Vicariis, Potestatibus, Subvicariis, Alguazirijs, et Portarijs, et aliis Officialibus nostris dicimus, et jubemus; Admod. Reverendos in Christo Patres, quoscumque Archiepiscopos, Episcopos, Abbates, Priores, et alias Ecclesiasticas personas requirimus, et hortamur, Ducibus quoque, Comitibus, Vice Comitibus, Baronibus, Militibus, et aliis generosis personis, Consiliarijs etiam, Consiliis et Universitatibus, quarumcumque Civitatum, et Oppidorum, caeterisque aliis personis et subditis nostris in dicto Regno Sardiniae constitutis, et constituendis, mandamus, ad incursum nostrae indignationis et irae, poenaeque florenorum auri mille, nostris Regiis inferendorum Aerariis, quod supplicationes, et capitula praeinserta, et unumquodque illorum, et omnia et singula superius contenta, teneant firmiter, et observent, exequantur et compleant, tenerique et inviolabiliter observari, ac exequi, et compleri, per quos decet, faciant operis per effectum, juxta illorum mentem, seriem, et tenorem plenioris, cauti secus agere, fierive, permittere, aliqua ratione seu causa si dicto Serenissimo Principi, et Ecclesiasticae personae nobis morem gerere, caeteri vero Officiales, et subditi nostri, praeter irae, et indignationis nostrae incursum, poenam praeappositam cupiunt evitare. In cujus rei testimonium praesentem fieri jussimus nostro Regio communi sigillo in pendenti munitam. Datum in Monasterio Regio Sancti Laurentii, die xxviii mensis septembris, anno a Nativitate Domini, Millesimo quingentesimo octuagesimo septimo, Regnorum autem nostrorum, videlicet Citerioris Siciliae, et Hierusalem trigesimo quarto, Castellaeque Aragonum, ulterioris Siciliae, et aliorum, trigesimo secundo, Portugalliae tamen octavo.

Yo El Rey.

XXXIX.*

Il re di Spagna Don Filippo II, a petizione di Giacomo Martinez, sindaco della città di Sassari, scrive ed ordina al vicerè di Sardegna, che siano osservate le immunità e le franchigie accordate ai Sassaresi dal re Don Alfonso, le quali erano state sviandio confermate con reale privilegio del 1548.

(1589. — 4 aprile).

Dai regii Archivi di Barcellona, *Armad. ant., Sardiniae* XVIII, fol. 118.

El Rey

Spetable nuestro Lugarteniente, y Capitan General: Jayme Martinez de Chaus Sindico de nuestra Ciudad de Sacer nos ha referido que la dicha Ciutad tiene un privilegio de Franquesa que le concedio el Serenis.mo Rey D. Alonso de gloriosa memoria con el qual hizo merced alos vezinos, y moradores de ella que en ningun tiempo por via de imposicion, ni otra qualquiera se les pudiesse imponer à ellos, ni à sus haziendas, ni mercadurias pecho, ni otro derecho alguno, y que este, y los demas privilegios de dha Ciudad han sido jurados, y confirmados, y por nuestro Real privilegio despachado en Valladolid el año de 1548 mandado guardar, y cumplir, y que los años passados contra la disposicion de dhos privilegios se puso en ella; sin su consentimiento, cierto nuevo derecho que dizen *del Real*, y que la dha Ciutad por su innata fidelidad, y lo mucho que siempre ha deseado, y procurado nuestro servicio, no obstante su mucha pobresa, el dicho Real privilegio de Franquesa por esta ves tan solamente, y conque agora, ni en tiempo alguno se pueda alegar consequencia con otros, ha consentido en la Imposicion del dho nuevo derecho con que le hiziessemos merced de hazerla iqual à las Ciutades de Caller, y Alguer en las pagas de los otros derechos Reales, y que todos los dineros que procediessen del dho derecho en la dha Ciudad se convertiessen en hacer, y reparar sus torres, puerto, y otras cosas publicas que, segun dice, son muy necessarias para ella, y que pareçe ser assi de Raçon por ser la dicha ciudad una de las mas principales, y metropoles del Reyno, y que se ha siempre señalado, y aventajado on nuestro servicio, y que en su respeto concurre mayor equitad, y raçon por que las otras Ciudades de Caller, y Alguer tienen mucho mas traço, y comercio, y sus puertos juntos à ellas, y que la dha Ciudad de Sasser tiene poco comercio, y su puerto quasi del todo perdido, y desecho, y lejos quatro lleguas de ella, suplicandonos que sino eramos servido de aceptar el dho servy, y consentim con la dhas condiciones, lo fuessemos de mandar que sea oyda de justicia como lo mandamos, y escrivimos otra vez acerca la Imposicion del dho nuevo derecho, y observancia del dho privilegio de Franquesa, y porque ay tendreis mas entera noticia de lo que el dho Sindico refiere, nos ha parecido remitiroslo a vos como lo hazemos. Por ende os dezimos encargamos, y mandamos que assi en respecto de igualar la dha Ciudad de Sacer con las otras Ciudades en la

Digitized by Google

paga de los otros derechos que pretende, como tanbien enlo que pide del derecho *del Real*, sobre lo qual otra vez se os ha escrito, oygais à la dha Ciudad de Sacer en todo lo que querrān decir, y alegar delante de vos, y llamado el prōor fiscal le hareis entero cumplimiento de Justicia, con parecer del Reg.te la Cancilleria, y Dottores de essa nuestra Real Aud.a, y de que sea con brevedad recibiremos mucho contentamiento y Serv. Datum en la Torre de Ladores à 4 de Abril de 1589.

Yo el Rey.

V.° Ferra V.
V.° Quintana V.

V.° Frigola Vicesg.
V.° Comes Gulis thēs.
V.° Campi R.
V.° Marsilla P.

In Sardiniae 18.
fol. 118.

XL.*

Proclama ed Ordine (Crida pubblica) *del Vicerè di Sardegna, col quale si proibisce severamente ai cittadini di Cagliari, e delle altre città dell'isola, di metter mano alla spada o al pugnale (in caso di rissa o di contesa), sotto pena d'*inchiodarglisi la mano *in luogo pubblico, o di servire forzatamente per un anno in una delle Torri del Regno, oltre la multa di cento ducati, ad arbitrio del Vicerè o del reale Consiglio.*

(1591. — [1] . . . . .).

Dagli Atti (*Processo*) del Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del Vicerè marchese di Aytona (Archiv. dell'antico Patrim. reale).

Per lo molt que couve, que en la present Ciutat, y Castell de Caller, y sos Apendicis, y en les demes Ciutats del present Regne, se visca ab tota quietut y pau, la qual se sol perturbar per algunes persones occasionades, que ab molta facilitat *posan ma à la spasa, daga, ò pugnal;* perço desyant sa Señoria Ill.ma attendre al remey de semblant dañy, ab la present publica Crida proveheix, y mana, que ninguna persona de qualsevol grau, qualitat, ò condicio sia, goze, ni presumesca en la present Ciutat, y sos Apendicis, come en les demes Ciutats del Regne, posar ma alla spasa, pugnal, ò daga, sots pena de *esserli enclavada la ma* en lo lloch public y acostumat, ò de servir un añy en una Torre, nomenadora per sa Ill.a Señoria, y pagar cent ducats, à arbitri de sa Ill.ma Señoria, y Real Consell, attesa la calitat de les persones, y circumstancies del delicte.

(1) Quest'Ordine, o Crida, facea parte di un Proclama (*Praeconium*) pubblicato nel 1591 dal Vicerè di Sardegna Don Gastone di Moncada, Marchese di Aytona, mentre presiedeva il Parlamento; ed era contenuto nel cap. 37 del Proclama medesimo. Lo Stamento Militare (dei Nobili) riclamò contro questo provvedimento generale, che comprendeva tutti i suoi membri, e ledeva per conseguenza i suoi privilegi; e negli Atti dello stesso Parlamento (cap. 44, fol. 5) si legge, che fu tosto rivocato per riguardo ai Nobili: *Item*, diceva lo Stamento, *per quant ab la prohibicio penal per V. S. I. feta de no poder posar ma à la spasa, restarian lisiats los Militars, y personas del dit* Stament *en sos privilegis, y exempcions; suplica à V. S. I. lo dit Stament mane revocar la dita prohibicio en respecte de aquells.* E subito il Vicerè decretava: *Que no se entengan en dita* Crida *los Cavallers, y Militars.* Fu poi nel Parlamento celebrato nel 1602 sotto il Vicerè conte d'Elda ridotta la *multa*, prima da cento a cinquanta, e poi da cinquanta a soli venticinque ducati. E nel Parlamento successivo del 1614, presieduto dal Vicerè duca di Gandia, fu intieramente abolita questa Crida, ma per riguardo soltanto ai cittadini di Cagliari (Atti di detti due Parlam. Ved. infr. *Diplomi e Carte del sec.* xvii).

XLI.

Filippo II re di Castiglia e di Aragona, ecc., volendo mantenere inviolato il suo diritto di patronato su alcune Abazie, Priorati e benefici ecclesiastici in Sardegna, scrive ai vescovi dell'isola affinchè non procedano in verun caso alla collazione canonica dei medesimi prima della presentazione regia, e informino delle vacanze di dette Abazie, Priorati e benefici di Patronato reale *il Luogotenente e Capitano generale di Sardegna, ovvero il Regio Ambasciatore in Roma.*

(1594. — 26 gennaio).

Dal Dexart, *Cap. Cur. Regni Sardiniae*. fol. 377 e seg.

Muy Revdo en Christo P. Arçobispo de nuestro Consejo [2].

He entendido, que en vuestra Diocesi hay algunas Abadias y Prioratos, que son de mi Patronado Real, y que quando vaca alguna dellas, sin tener consideracion a que me toca el presentar, las provehais en grande perjuyzio del derecho que yo tengo, como succediò en lo del Priorato de *Bonarcado* [3]; que aunque entiendo, que el haverlo hecho assi hasta agora habrà sido por no estar bien informado, con todo esto fuera bien, que en duda huvierades dado primero raçon dello à mi Lugartiniente y Capitan General desse Reyno, para que se viera las que havia en mi favor. Y porque es justo, que de aqui adelante se tenga cuenta en esto, para escusar todo genero de pleytos y differencias, sarà muy servido, que quando vacaren en vuestra Diocesi algunas Dignidades, que pretendiere que son de mi Real Patronado, no las provehais sin dar raçon primero à mi Lugartiniente y Capitan General, ò à mi Embaxador en Roma, porque en nenguna manera he de dar lugar, à que tocandome à mi el presentar à ellas, ò à ellos, las proveays vos, ni ningun Prelado desse Reyno. Datum en Madrid à 26 de Henero, de M.D.XCIIII.

Yo el Rey.

Villanueva Secretarius.

(2) La presente Lettera reale è indrizzata all'Arcivescovo di Arborea. Altre somiglianti indrizzate agli altri vescovi dell'isola esistevano nello stesso Registro, donde questa fu estratta.

(3) Bonarcado (l'antico Monasterium Bonarcanti, dell'Ordine di S. Benedetto, fondato nel 1111 da Costantino II Giudice di Arborea: Ved. vol. I di questo Codice, *Cart. e Dipl.* del sec. xiii), dopo che fu abbandonato dai monaci, diventò Abazia secolare, la quale sotto il Pontificato di Clemente VII, e in virtù di Bolla del 13 marzo 1530 a favore dell'Imperatore Carlo V, diventò di *Patronato regio*.

Digitized by Google

XLII*.

Abolizione di pene crudeli, e modificazione di alcune altre stabilite dall'antica CARTA DE LOGU [1], *discusse e deliberate nel Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del Vicerè marchese di Aytona* [2].

(1594. — 8 marzo).

Dal *Processo* (Atti) di detto Parlamento (Cod. Cart.) fol. 418 e seg.

I. Primerament, quant al *Capitol quint* de la CARTA DE LLOCH, lley del present Regne, en lo qual està dispost, que si per algun home se haurà dat à mengiar, ò beure algun *vēri* (veleno) de manera quen muirà lo que lo haurà pres, sia tal home, que lo haurà ministrat, *peniat* (impiccato); y si serà dona la qual haurà dat, y ne aurà axibe seguit mort, sia aquella *cremada* (bruciata viva). — La Señoria Illus.ma (il Vicerè), ab consentiment del present Stament Militar, modera la pena predita de *cremar las donas* (bruciare le donne) per tal cas, y la reduix *à la de pengiar* (d'impiccare), als homens per lo mateix cas imposada, de manera que en aço de assi avant nos fassa differencia *de homens à dones* (di uomini e di donne), si no, qui huns, y altres ques trobaran haver mort ad algu ab *vēri* sian *peniats* (impiccati) [3].

II. A circa lo *Capitol nono* de la matexa CARTA DE LLOCH, que vol, que haventse *nafrat* (ferito) ad algu *en la cara* (nella faccia) ab effusio de sanch, de manera que li reste señal notable, y visible, se fosse altre tal señal *al nafrant* (al feritore), no havent dins quinze dias pagat sinquanta lliuras de maquicia: y que haventse romput, ò affollat del tot algun membre principal, se li talle al qui tal haurà fet lo matrix membre, corresponent al que ell haurà tallat, ò del tot inhabilitat. — Modera sa Señoria Illus.ma, ab lo consentiment predit, que per qualsevol *nafra* (ferita) feta en la *cara* (faccia) accordadament, de la qual reste señal notable, no pagant lo delinquent las cinquanta lliuras, se trameta *à galera* (ai lavori forzati) per cinch añys; y si serà cas fortuit; *se li clave* (gli s'inchiodi) la ma en la plassa; y per qualsevol membre principal, ques rompa, ò afolla, de modo que reste inutil, sent cas acordat, se trametrà lo reo en galera per deu añys; y nosentlo si no fortuit; que ultra clavarli la ma en la plassa, com se ha dit, servescha de dos, fins en cinh añys, en una de les Torres del Reyno, donantli a mangiar, ò en galera, à arbitri de sa Señoria Illus.ma [4].

III. Quant al *Capitol vintihu*, en el qual està ordenat, que al qui robarà per força alguna dona *casada*, *ò no casada*, *desposada* (maritata o promessa a marito), o violarà alguua donzella per força, no pagant dins quinze dies sinchcentes lliures per lo rapto de la casada; y per lo rapto de la non casada (ara sia donzella, ara no sia), no pagant dins lo mateix termini dosentes lliures, y no casantse ab ella sin serà contenta, ò no dotantla segons la condicio y qualitat della, y dell, en cascu de dit casos *se li talle un peu* (gli si tagli un piede) al raptor, ò stuprador, de manera quel perda. — Reforma la Señoria Illus.ma dita pena *de tallar lo peu*, en que lo raptor de la manera susdita, ultra las sinchcentas lliures, podentlas pagar, vagia lo raptor en galera per deu anys, y no podent pagar la maquicia hi vagia per quinze añys; y esta matexa pena se execute en lo que violentment deflorarà donzella, no volentlo ella pendre per marit, ò no contentanse ella del dot, que li darà [5].

IV. A circa lo *Capitol vintsis*, que dispon, *que se traga un hull* (che si levi un occhio) al qui robarà cosa sagrada de Iglesia, ò casa de Iglesia, *per la primera vegada* (per la prima volta), sempre que no pague à la Iglesia *de hu sinch* (di uno cinque, ossia il *quintuplo*) del que haurà robat, y de maquicia à la Cort cinquenta lliuras. — Reforma sa Señora Ill., ab lo dit consentiment, la dita pena *del hull* en *tallar al tal lladre una orella* (nel tagliare al ladro un orecchia), y *darli cent açots* (e nel dargli cento colpi di frusta), sempre que no puga pagar lo cap, y la maquicia: y à be que la pague, ajustant à dita pena pecuniaria, en detestacio de tal sacrilegi, ordena, que se li donen cent açots [6].

V. Quant al *Capitol quarentasis*, en lo qual està ordenat, que si algu à posta posarà *foch* (fuoco) en casa de altri *per à cremarla* (per bruciarla), ara ne seguesca

(1) La CARTA *de logu*, ossia CARTA *locale* pubblicata da Eleonora di Arborea obbligava soltanto nei suoi Stati; e perciò appunto era appellata *de logu*, cioè a dire del *luogo*, del *giudicato*, degli *Stati di Arborea*. Poi però, ed in seguito a deliberazione del Parlamento celebrato in Sardegna nel 1448 sotto il regno di Don Alfonso V di Aragona (II di Sardegna), la stessa CARTA, o Codice, ebbe forza di legge in tutta l'isola (Ved. sopr. pag. 69, CART. N.° XXXIII* nota (2).

(2) L'abolizione e la modificazione di dette pene fu proposta in Parlamento dallo *Stamento* Militare (dai Nobili). Furono perciò eletti sei *Trattatori* (Commissarii), i quali discussero la materia; tre per parte del Potere Reale, e tre per parte di detto *Stamento*. I primi furono Pietro Giovanni Soler reggente la Cancelleria del Regno, Giovanni Antonio Palou, e Giacomo Castañer giudici della Reale Udienza: i secondi Don Giacomo Alagon conte di Villasor, il Nobile Angelo Cetrilla, e il Magnifico D.re Monserrato Rossellò. (Proces. Parl. fol. 99).

(3) Le donne avvelenatrici, secondo la CARTA *de logu*, doveano essere abbruciate vive. Qui si modifica e si stabilisce che in casi di reato di avvelenamento, per cui sia seguita la morte, siano *impiccate* come gli uomini.

(4) La pena della CARTA *de logu* fu modificata in questo senso, che, a vece di soffrire un eguale deturpamento nel viso, o di perdere un membro somigliante a quello perduto dal ferito, il feritore (non pagando cinquanta lire di multa) dovea scontare anni cinque di lavori forzati. Non si comprende però, o almeno non si vede il perchè, nell'abolire la barbara pena del *taglione*, i riformatori ponessero in legge una *barbarie nuova*, ordinando, che in casi di ferimento fortuito nel viso, o di rottura di membro principale del corpo, o inabilitazione del medesimo, *s'inchiodasse al feritore la mano in una piazza pubblica*. Forse ciò fu statuito per moderare l'abuso delle armi.

(5) Il rapitore di donna maritata, che non pagasse entro quindici giorni la multa di lire cinquecento, dovea soffrir la pena *del taglio di un piede;* e la stessa pena se rapisse una donzella e non pagasse nello stesso termine lire dugento, o non la sposasse o dotasse convenientemente. Questo barbaro *taglio del piede* fu abolito, e gli si sostituì la pena dei lavori forzati (*galera*) per anni dieci oltre la multa; e per anni quindici, se la multa non si pagasse.

(6) La modificazione dell'antica legge, per cui si dovea *cavare un occhio* a coloro che rubassero cose appartenenti alla Chiesa, laddove non pagassero il quintuplo valore delle cose rubate, fu fatta consistere nel sostituire alla perdita di un occhio *il taglio di un'orecchia* e *cento colpi di frusta*. Si noti poi che il furto fatto alle Chiese si chiama *sacrilegio;* e perciò, anche pagandosi la multa, il ladro dovea sempre sopportare li detti *cento colpi di frusta*.

Digitized by Google

dañi, ara no seguesca, que sia lo convincte de tal malefici *lligat en un pal, y cremat* (legato a un palo e bruciato). — Reforma sa Señoria Ill. *la dita pena del cremar* en mort natural solament, y axo sempre que se posarà foch en casa habitada, ò en la qual hi agia alguna persona al temps, que serà posat lo foch (1).

VI. A circa lo *Capitol setenta y sis*, que ordena, que al qui serà convençut de haver fet testimoni fals, no paguant sinquanta lliuras de maquicia dins quinze dies, *se li clave la llengua ab un ham* (gli sia conficcato un amo nella lingua) y axi ab la llengua clavada se porte *açotant* (frustandolo) per tota la terra, y fins al lloch destinat, y alli *se li talle la llengua* (gli si tagli la lingua), y no sia admes altra vegada per testimoni. — Statueix sa Señoria Ill., ab voluntat de dit Stament, que ultra la pena de las sinquanta lliuras, y de la infamia que incorrerà qualsevol, que jurarà fals conforme al dit *Capitol*, en detestacio de tant pernicios delicte, si lo testimoni falsament fet, ò produit, y ministrat, serà en causa criminal contra algun reo, li sia dada la matexa pena, ques deguera dar al reo, contra qui se havia testificat, *si fora la deposicio verdadera* (2), encara que no se execute pena alguna contra al qui haurà deposat, puix es cert, que de part de qui tal testimoni fals haurà fet, ò del qui lo haurà produit, y ministrat, no hà restat, que no se executàs: y si serà la dita testificacio en defensa de algu, que caiga en la pena de cent açots, y de galera per deu añys, à arbitri de sa Señoria Ill., tant lo qui farà lo tal testimoni fals, com lo quil ministrarà, induirà, ò subornarà, *peraque axi jure* (purchè così giuri) (3).

VII. Quant al *Capitol centnoranta y dos*, que dispon, que si algu dirà alguna paraula injuriosa ad algun Official, *fent los fets de la Cort* (nell'esercizio delle sue funzioni), ò si le llevarà *la presa* (il pegno) de las mans, no pagant dins quinze dies quinze lliures, per la paraula injuriosa se li talle la lengua, y per llevar la presa de mans *se li talle la ma dreta* (gli si tagli la mano dritta). — Sa Señoria Ill., ab lo consentiment predit, muda las ditas penas corporals desta manera; çoes *la de tallar la llengua* en correr la villa solament, y *la de tallar la ma* en cent açots (4).

(1) Gl'incendiatori delle case, secondo l'antica CARTA *de logu*, doveano essere *abbruciati vivi*. Qui si cambia la specialità della pena, sostituendo *al rogo* la pena della *morte naturale soltanto;* e ciò nel solo caso, che si trattasse di casa, o abitualmente o attualmente abitata.

(2) *Si fora deposicio verdadera;* cioè, se sarà deposizione con giuramento, come si raccoglie da quanto si dice in appresso - *peraque axi jure*. -

(3) La pena che si abolì consisteva nel conficcare al testimonio falso un'amo o ferro uncinato nella lingua, nel condurlo quindi (*frustandolo*) per tutto il paese fino al luogo del supplizio, e là tagliargli la lingua. Ma pagando cinquanta lire entro quindici giorni la pena e il supplizio si evitavano. A questa barbara pena ne fu sostituita un'altra, ordinando, che il testimonio falso *in materia criminale* incorresse nella stessa pena cui sarebbe stato condannato colui, contro il quale si fosse deposto falsamente con giuramento; e in cento colpi di frusta e in *galera* per dieci anni (ad arbitrio del Vicerè), se la falsa deposizione fosse stata fatta a favore e difesa di qualche reo. In quest'ultima pena doveano pure incorrere i subornatori.

(4) Una sola parola ingiuriosa detta a un pubblico ufficiale nell'esercizio delle sue funzioni, se l'ingiuriante non pagava la multa di lire quindici, era punita dalla CARTA *de logu* col *taglio della lingua;* e il togliere di mano allo stesso ufficiale pubblico il *pegno giudiziario* era punito col *taglio della mano dritta*. Il Parlamento sostituì alla prima pena quella di far *correr la villa* (specie di berlina pubblica) all'ingiuriante; e *cento colpi di frustra* alla seconda.

Provvisa per Illustriss. Dominum Locumtenentem generalem, et Praesidentem in praesenti Regio generali Parlamento, die 8 Martii, Anno 1594.

Ferd. Sabater Not. pro haeredo Serra.

XLIII.

Prammatica di Filippo II re di Castiglia e di Aragona ecc., che stabilisce il numero e la qualità dei titoli onorifici, e il modo con cui si debbano dare ed usare in Sardegna, sia in iscritto che a parole.

(1596. — 15 luglio).

Dal DEXART, *Cap. Cur. Regni Sardiniae*, fol. 429 e seg.

Nos Don Philippe por la gracia de Dios Rey de Castila, de Aragon, de Leon, de las dos Sicilias, de Hierusalem, de Portugal, de Hungaria, de Dalmacia, de Croacia, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Gallicia, de Mallorca, de Sevilla, de Sardeña, de Cordova, de Corcega, de Murcia, de Jaen, de los Algarbes, de Algezira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las Islas Indias, y Tierra firme del Mar Oceano, Archiduque de Austria, Duque de Borgoña, de Brabante, y de Milan, de Athenas, y Neopatria, Conde de Auspurg, de Flandes, de Tirol, de Barcellona, de Rosellon, de Cerdaña, Marques de Oristan, y Conde de Gociano. — La desorden, y abuso que hay en todo nuestro Reyno de Sardeña en el trato de palabra, y por escrito, hà venido à ser tan grande, y llegado a tal punto, que dello han resultado muchos incombenientes; y paraque no sean mayores, con acuerdo de nuestro S. S. R. Consejo de Aragon, que con Nos reside, pues la verdadera honra no consiste en vanidades de titulos dados por escrito, y por palabra, sino en otras causas mayores, à que estos no anaden, ni quitan, havemos acordado de prevenir, y atayarlo con esta nuestra pragmatica, y sancion, en la forma que se signe.

1. Primeramente, aunque no era necessario tratarse en esto de Nos, ni de las otras Personas Reales, todavia, porque mejor se guarde cumpla y observe lo que toca à los demas, statuimos y ordenamos, que de aqui adelante en lo alto de la carta ò papel, que se Nos escriviere, no se ponga algun otro titulo mas que SEÑOR, ni en el remate de la carta mas de *Dios guarde la Catholica Persona de Vuestra Magestat*, y assi no se ponga en la cortesia de baxo cosa alguna mas de la firma del que escriviere la tal carta, ni en el sobre escrito se pueda poner, ni ponga mas de tan solamente *Al Rey Nuestro* SEÑOR.

2. Que à los Principes, y Successores de nuestros Reynos de la Corona de Aragon se les escriva en la mesma forma, mudado solamente lo de MAGESTAT en

Digitized by Google

ALTEZA, y lo de REY en PRINCIPE, y en el remate, y fin de la carta *Dios guarde vuestra Alteza.*

3. Que con las Reynas de nuestros Reynos de la Corona de Aragon se guarde y tenga la mesma ordén y estylo, que con les Reyes dellos; y con las Princessas de los dichos Reynos lo que està dicho se hà de tener con los Principes dellos.

4. Que à los Infantes, ò Infantas de los Reynos de la nuestra Corona de Aragon solamente se llame ALTEZA, y se les escriva en lo alto SEÑOR, y en el fin de la carta se hà de poner *Dios guarde à vuestra Alteza*, sin otra cortesia, y en el sobre escrito *Al Señor Infante Don* N., y *à la Señora Infanta Doña* N. Però quando se dixere, o escriviere absolutamente SU ALTEZA, se hà de atribuir al solo Principe heredero, y Successor de los dichos Reynos de la Corona de Aragon; declarando, como declaramos, que lo contenido en este Capitulo no se hà de entender, ni es nuestra intencion y voluntad, que se entienda con la Emperatrix DOÑA MARIA, nuestra muy cara, y muy amada hermana, aunque sea Infanta de nuestros Reynos de la Corona de Aragon, pues està claro, que se hà de llamar, y escrivir MAGESTAD, y ponerle en el sobre escrito *À la Emperatriz mi Señora*, y à sus hijos, hermanos del Emperador, nuestro muy caro, y muy amado sobrino, se harà el mismo tratamiento de palabra, y por escrito que està dicho se hà de hazer à los Infantes de nuestros Reynos de la Corona de Aragon, y tambien à les Archiduques sus tios.

5. Que à los yernos, y cuñados de los Reyes de nuestros Reynos de la Corona de Aragon se haga el tratamiento que à sus mugeres; y à las nueras, y cuñados de los dichos Reyes el mismo que à sus maridos; y quanto al tratamiento, que las dichas Personas Reales, y nuestros Lugartinientes y Capitanes generales, y la Real Audiencia del dicho Reyno (de Cerdeña), y en su caso el Regente la Lugartinencia y Capitania general en nuestro nombre, han acostumbrado hazer en los despachos de Cancellaria, no entendemos innovar cosa alguna de lo que hasta agora se hà acostumbrado, y acostumbra.

6. Que el estylo, y titulo usado en las peticiones, que se dan à nuestro Lugartiniente y Capitan general en el dicho nuestro Reyno de Sardeña, que es, ò fuere, y èl que se ha acostumbrado dar à la Audiencia Civil, y Criminal del dicho Reyno, hablando con el dicho nuestro Lugartiniente y Capitan general, y en su caso con el Regente la Lugartinencia y Capitania general; y el que se acostumbra de palabra, quando està en la dicha Audiencia Civil, y Criminal el dicho nuestro Lugartiniente y Capitan general, y en su caso el Regente la Lugartinencia y Capitania general; y el que se hà acostumbrado con la dicha Audiencia de palabra, ò por escrito, estando en el Tribunal, se guarde como hasta aqui, y en lo restante se guarde lo dispuesto por esta nuestra Pragmatica.

7. Que las *referendatas* de los despachos, que emanaran del nuestro Lugartiniente y Capitan general en el dicho Reyno de Sardeña, y en su caso del Regente la Lugartenencia y Capitania general, ò de la Real Audiencia, ò de todo juntos, las hagan los Escrivanos, que rigen aquellas Escrivanias, como hasta aqui lo han acostumbrado.

8. Que todos los demas Tribunales de las Cuidades del dicho Reyno, es à saber de los Governadores, ò Reformadores de los Cabos de Caller, y Gallura, y Logudor, y del Administrador y Governador del Condado *de Gociano*, y Curadoria *de Anella*, y en los demas, assi de nuestra jurisdicion Real, como y de qualquier otra que sean, y de qualquier calidad y forma, aora se hable en particular, ò en publico, las peticiones, demandas, y querellas se comiencen *en renglon*, y por el hecho de que huviere de tratar, sin poner en lo alto, ni en otra parte, titulo, palabra, ni señal de cortesia alguna; y al cerrar, y concluir se podrà dexir *Para lo qual el officio de V. M. implora;* y los Escrivanos solamente diran *Por mandado de nuestro Iuez*, poniendo el nombre y sobranombre solamente, y podran poner tambien el nombre del officio de tal persona, ò juez, y la dignidad, ò grado de letras que tuviere, y no otro titulo alguno.

9. Que à ninguna persona, de qualquier estado, condicion, dignidad, grado y officio que tenga, por grande y preheminente que sea, se pueda llamar por escrito, ni de palabra, EXCELLENCIA, ni SEÑORIA ILLUSTRISSIMA; ni assi mismo se pueda llamar SEÑORIA REVERENDISSIMA à ninguno, sino à solos los Cardenales.

10. Que à los Arçobispos, Obispos, y à los Grandes, y Personas que *mandamos cubrir*, à lo Vicecanceller de los Reynos de la Corona de Aragon, à los Duques, Marqueses, Condes, y Comendadores Mayores de las Ordenes de Santiago, Catatrava, Alcantara, y Montesa, y à los Embaxadores que tienen assiento en la nuestra Capilla Real, sean obligados todos à llamarlos SEÑORIA, por escrito, y de palabra.

11. Que ninguna otra Persona Ecclesiastica, ò Seglar, de qualquier estado, condicion, dignidad, grado, y officio que tenga, por grande y preheminente que sea, mas de las aqui expressadas, se pueda llamar, ni escrivir SEÑORIA.

12. Que en escrivir unas personas à altras, generalmente, sin ninguna excepcion, se tenga y guarde essa forma: començar la carta ò papel por la raçon, ò por el negocio, sin poner de baxo de la cruz en lo alto, ni al principio del renglon, titulo, ni cifra, ni letra, y acavarla diziendo *Dios guarde à V. S.*, ò *à V. M.*, ò *Dios guarde*, y luego la data del lugar, y del tiempo, tras ella la firma, sin que preceda *ninguna cortesia*, y que el que tuviere titulo, lo ponga en la firma, y donde es tal titulo.

13. Que en los sobre escritos se ponga al Prelado la dignidad ecclesiastica que tuviere, y al Duque, Marques, ò Conde el de su Estado; y à los otros Cavalleros y personas sus nombres, y sobrenombres, diziendo *Al Cardenal*, *Arçobispo*, ò *Obispo* de tal parte, y à los demas *À Don N.*, poniendo el sobrenombre, ò la dignidad, officio, cargo, ò grado de letras que tuviere.

14. Que desta orden no se pueda exceptar, ni excepte el vassallo escriviendo al Señor, ni el criado al su amo. Pero los padres à los hijos, y los hijos à los padres podran sobre el nombre proprio añadir el natural, y tambien entre marido y muger señalar el estado del matrimonio, si quizieren, y entre hermanos el tal deudo.

15. Que el tratamiento de las mugeres, y entre ellas

Digitized by Google

mismas, por escrito, y de palabra, sea el mismo que està dicho se hà de hazer à sus maridos.

16. Que à los Religiosos de las Ordenes no se llame, ni escriva sino PATERNIDAD, ò REVERENCIA, segun el cargo que tuviere, y en el sobre escrito se podrà poner con su nombre el cargo, o grado de letras que tuvieren en las Ordenes que los usan.

17. Que lo que en esta nuestra Pragmatica, y Sancion se ordena, y manda se guarde por todos en el dicho nuestro Reyno de Cerdeña, assi mismo se guarde escriviendo à los absentes della.

18. Y porque mejor se guarde, cumpla, y execute todo lo sobredicho, statuimos, sancimos, y ordenamos, que los que fueren, ò vinieren contra qualesquier de las cosas contenidas, y dispuestas en esta nuestra Pragmatica, ò parte della, incurra cadauno dellos por la primera vez en pena de veynte libras yaquesas, la segunda en quaranta libras de la dicha moneda, y la tercera en sesenta libras, y un año de destierro de la Ciudad, villa, ò lugar, y sinco leguas de la jurisdicion, donde esta Pragmatica se quebrantare; la qual dicha pena pecuniaria se aplique, la tercera parte al denunciador, la otra tercera parte al Juez ò Tribunal que lo sentenciare y executare, y la otra tercera parte al Hospital general de nuestra Ciudad de Caller, en los casos que sucederan en la dicha Ciudad, y su distrito tan solamente, y à los Hospitales particulares de las Ciudades, villas, y lugares, donde se contraviniere: y mandamos que assi mismo incurran en las dichas penas los que llevaren, y dieren cartas, que sean contra lo sobredicho, a qualquier persona del qualquier estado, calidad, y dignidad que sea; y tambien incurran en la misma pena los que de aqui adelante passaren, ò dissimularen, que sus hijos, criados, ò vassallos excedan con ellos por escrito, ò de palabra, de la *cortesia*, y orden que con esta nuestra Pragmatica se dà; y los transgressores, que no tuvieren con que pagar la dicha pena pecuniaria, por la primera vez esten diez dias en la carcel, y por la segunda veynte, y por la tercera treinta, y sean condenados en el dicho destierro.

19. Otrosi mandamos, que las penas impuestas en esta Pragmatica se executen irremisiblemente, y que no pueda perdonar las corporales, ni las pecuniarias, nuestro Lugartiniente y Capitan general en el dicho Reyno, ni en su caso el Regente la Lugartinencia y Capitania general, ni otro Official, ni Tribunal: y para que con mayor efficacia se observe esta Pragmatica, mandamos, que *de officio*, segun derecho, privilegios, Capitulos de Corte, y costumbre del dicho nuestro Reyno de Sardeña, procedan nuestros Officiales Reales contra los transgressores, y que guarden secreto à los denunciadores, y les deu su tercia parte de la pena sin apoca, ni otra cautela, y que los Procuradores Fiscales tomen la bos de los denunciadores, y agan por escrito las denunciaciones, si el denunciador no se quiziere manifestar; y el que huviere dado noticia de la denunciacion pueda ser examinado por testigo; y no aviendo denunciador, y haviendole, y no proseguiendo las causas, lo haian de hazer *de officio*, segun derecho, y costumbre del dicho nuestro Reyno, y executar las penas los Officiales Reales, ò de Barones, ante quien se hizieren las denunciaciones; y todas las vezes, que no llegaren à devida y real execucion, incurran los dichos Officiales, y cadauno dellos, en las dichas penas pecuniarias, que havien de pagar los transgressores, y en dos años de suspension de sus officios; y mandamos se pregone esta nuestra Pragmatica en la nuestra Ciudad de Caller, y en las demas Ciudades, villas, y lugares del Reyno, donde semejantes Pragmaticas suelen y deven pregonarse.

Porende de nuestra certa sciencia, y Real authoridad, deliberadamente, y consulta, mandamos con tenor de la presente nuestra Real Pragmatica y Sancion, à todos y qualesquier Officiales nuestros mayores, y menores en el dicho nuestro Reyno de Sardeña, y Ciudad de Caller constituidos, y constituideros, y à sus lugartinientes y subrogados, y à los jurados, y à los demas Officiales de la nuestra Ciudad de Caller, y qualesquier otras personas de qualquier estado, grado, ò condicion sean, que durante nuestra mera, y libera voluntad, la presente nuestra Pragmatica, Sancion, Ordenacion, y Provision, y todas las cosas en ella contenidas, determinadas, y especificadas, tengan, guarden, y observen, tener, guardar, y observar hagan inviolablemente, guardandose attentamente de no hazer, ni permitir lo contrario, si nuestra gracia les es cara, y demas de nuestra ira y indignacion en la pena de mil florines de oro de Aragon, de bienes del que lo contrario hiziere exigideros, y à nuestros Reales Cofres aplicaderos, dezean no incurrir. En testimonio de lo qual havemos mandado despachar la presente con nuestro Sello Real comun en lo dorso sellada. Datum en nuestra villa de Madrid a quinze dias del mes de Julio, año del nacimiento de nuestro Señor Jesu Christo 1596.

Yo El Rey.

Vid. Frigola Vicecanc. Vid. Covarruvias Regens.
Vid. Comes Gen. Thesaur. Vid. Baptista Regens.
Vid. Villanueva pro Conserv. Gener. Vid. Muños Regens.
Vid. Sants Regens.

XLIV.*

Diploma di Filippo II re di Castiglia, di Aragona, ecc. col quale sono approvati i Capitoli votati nel Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del vicerè Don Gastone di Moncada, marchese di Aytona.

(1598. — 6 giugno)

Dall'Archivio del Patrimonio reale antico di Sardegna, Cod. Cart. rubric. fol. 242 (ant.), e fol. 1 (moder.).

Nos Philippus Dei gratia Rex Castellae, Aragonum, Legionis, utriusque Siciliae, Hierusalem, Portugaliae, Hungariae, Dalmatiae, Croatiae, Navarrae, Granatae, Toleti, Valentiae, Galitiae, Majoricarum, Hispalis, Sardiniae, Cordubae, Corsicae, Murtiae, Giennis, Algarbij, Algezirae, Gibraltaris, Insularum Canariae, nec non Indiarum Orientalium, et Occidentalium, ac Terrae firmae Maris Oceani,

Digitized by Google

Archidux Austriae, Dux Burgundiae, Brabantiae, Mediolani, Athenarum, et Neopatriae, Comes Abspurgii, Flandriae, et Tirolis, Barchinonae, Rossilionis, et Ceritaniae, Marchio Oristanii, et Comes Goceani. — Cum annis praeteritis pro bono statu, et recta justitiae administratione statuerimus generale *Parlamentum* in nostro Sardiniae Regno celebrare, munus hoc Illustrissimo Don Gastoni de Moncada, Marchioni de Aytona, consanguineo, tunc nostro Locumtenenti et Capitaneo Generali fuit a Nobis demandatum: qui in vim Nostrae potestatis sibi concessae, vocatis prout moris est Regni praedicti incolis, Parlamentum ipsum indixit in nostra Civitate et Castro Calaris, ibidemque finivit, et consumavit: in quo, dum varia negotia Regni praefati ad universae illius reipubblicae incolumitatem, et tranquillitatem concurrentia tractarentur (ut ex actis in processu ipsius Parlamenti ad Nos in authentica forma transmisso vidimus apparere), inter caetera, per *Stamentum ecclesiasticum* videlicet, et *militare* Regni praedicti, fuerunt oblatae coram dicto nostro Locumtenenti Generali nonnullae supplicationes, et capitula, quae Magnificus, et dilectus noster Monserratus Rosellò Sindicus praefati Stamenti militaris ad Nos destinatus nomine dictorum Stamentorum coram Majestate Nostra, et in nostro S. S. R. Consilio Aragonum, una cum responsionibus, sive decretationibus per eumdem Locumtenentem Generalem vice Nostra Regia factis, et adjectis, praesentavit; fueritque per eundem Nobis humiliter supplicatum, ut supplicationes, et capitula eadem acceptare, concedere, confirmare, indulgere, et discernere de nostra solita benignitate dignaremur; Nos, perspectis innata fidelitate, ac servitiis per incolas praefati Regni Sardiniae Coronae Aragonum praestitis, et impensis, quaeque praestituros speramus, supplicationibus quidem, capitulis, ac decretationibus ipsis in dicto nostro S. S. R. Consilio visis, recognitis, et examinatis, tandem responderi mandavimus, prout in calce uniuscujusque supplicationis, et capituli appositum est, seu decretum. Quarum quidem petitionum, capitulorum, et decretationum series sequitur sub his verbis [1]: . . . . . .

. . . . . .

. . . . . .

Quas quidem supplicationes, capitula praeinserta, ac responsiones, et decretationes in eisdem appositas, laudantes, et approbantes illas, et illa, et omnia et singula in eis contenta, et expressa, praedicto Stamento militari praefati Regni Sardiniae, et illius particularibus praesentibus, et pro tempore existentibus, tenore hujusmodi, de nostra certa scientia, deliberato, et consulto, dicti nostri S. S. R. Consilii deliberatione praeeunte, concedimus, consentimus, et liberaliter elargimur, Nostraeque hujusmodi concessionis, consensus, et elargitionis munimine, seu praesidio roboramus, et validamus, auctoritathemque Nostram Regiam interponimus pariter, et decretum. Serenissimo propterea Philippo Principi Asturiarum, et Gerundae, Duci Calabriae, et Montis Albi, Filio primogenito Nostro charissimo, et post felices, et longaevos dies nostros, Deo propitio, immediato haeredi, et successori, intentum aperientes nostrum, sub paternae benedictionis obtentu dicimus, et rogamus; Spectabili vero, Nobilibus, Magnificis, dilectisque Consiliariis, Locumtenenti et Capitaneo Generali in praefato Regno Sardiniae etc., Regenti Cancellariam, et Doctoribus Regiae nostrae Audientiae etc. Gubernatoribus quoque seu Reformatoribus in Capitibus Calaris, Gallurae, et Logudorii, Magistro Rationali etc.; caeterisque aliis Officialibus, et subditis nostris in dicto Regno Sardiniae constitutis, et constituendis, praecipimus et jubemus, ad incursum Nostrae indignationis, et irae, poenaeque florenorum auri Aragonum mille, nostris Regiis inferendorum Ærariis, quod praeinsertas supplicationes, et capitula, et unumquodque eorum, juxta decretationum, et responsionum in fine ipsorum appositarum seriem, et tenorem, teneant firmiter, et observent, tenerique, et inviolabiliter observari per quos decet faciant; cauti secus agere, fierique permittere ratione aliqua, sive causa, si dictus Serenissimus Princeps Nobis morem gerere, caeteri vero Officiales, et subditi nostri, praeter irae, et indignationis nostrae incursum, poenam praeappositam cupiunt evitare. In cujus rei testimonium praesentem fieri jussimus nostro Regio comuni sigillo pendenti munitam. Datum in opido Madriti die sexto mensis Junii, Anno a Nativitate Domini M.D.XC.VIII, Regnorumque nostrorum, videlicet citerioris Siciliae, et Hierusalem quadragesimo quinto, Castellae autem, Aragonum, ulterioris Siciliae, et aliorum quadragesimo tertio, Portugaliae vero decimonono.

Yo El Principe [2].

Vid. Frigola Vicecanc.	Vid. Baptista Reg.
Vid. Comes Gen. Thes.	Vid. Clavero Reg.
Vid. Covarruvias Reg.	Vid. Villanueva pro Conserv. Gener.
Vid. Guardiola Reg.	
Vid. Sants Fisci Advoc.	

In Sardiniae XII fol. 109.

Dominus Rex, et ejus nomine Dominus Princeps mandavit mihi Augustino Villanueva etc. Visa per Vicecancel., General. Thesaur. etc. etc.

XLV.

Lettera del Pontefice Clemente VIII all'Arcivescovo di Cagliari, con la quale gli ordina di far eseguire ed osservare dai Regolari *dell'uno e dell'altro sesso in Sardegna i* Decreti, *ch'erano stati fatti da due Visitatori Apostolici, mandati nell'isola per correggere gli abusi che si erano introdotti nella vita monastica.*

(1600. — 8 novembre).

Dal MATTEI, *Sardinia sacra*, fol. 105, Edit. Rom. MDCCLVIII.

Clemens Papa VIII

Venerabili Fratri Archiepiscopo Calaritano [3] salutem,

(1) I capitoli inserti e collettivamente sottoposti alla sanzione Regia dai due *Stamenti*, ecclesiastico e militare, sono *sessantotto*. Il re Don Filippo però ne approvò soli *cinquantacinque*.

(2) Il Diploma è sottoscritto per il re Filippo II dal di lui primogenito, Principe delle Asturie, che regnò poi sotto il nome di Filippo III. Oltre la firma, ne fa fede l'attestazione che leggesi in fine dello stesso Diploma.

(3) Chiamavasi ILDEFONSO *Lasso Sedeño*; di nazione spagnuolo. Fu prima arciprete di *Mauceda* nella Diocesi di Toledo, e poi ve-

Digitized by Google

et Apostolicam benedictionem. Ex injuncto nobis Apostolicae servitutis debito cunctorum Ecclesiasticorum, et praesertim Regularium reformationi solicitis studiis intendentes, ea, quae propterea jussu nostro ordinata sunt, debite, ut par est, executioni demandanda esse censemus. Proinde cum Cq. Clemens de Neapoli Ordinis Sancti Benedicti, et dilectus filius Antonius Marzer Ordinis Minorum de observantia professi Visitatores Apostolici ad visitanda, et reformanda Monasteria, et loca regularia Regni Sardiniae a nobis nuper destinati nonnulla decreta reformationi Monasteriorum, et regularium locorum hujusmodi convenientia ediderint, et ad nos retulerint, Nosque illa in Congregatione Visitationis nostrae Apostolicae examinari fecerimus, nunc volentes decreta, et ordinationes hujusmodi debitae executioni, ut par est, quam primum demandari, de tuae fraternitatis fide, prudentia, integritate, ac religionis zelo plurimum confisi eidem fraternitati tuae per praesentes committimus, et mandamus, ut decreta, et ordinationes hujusmodi, quae ad te una cum praesentibus nostris litteris transmittimus, in singulis Monasteriis, et locis regularibus, tam virorum, quam mulierum cujuscumque Ordinis in isto Regno Sardiniae existentibus, prout ad quodcumque illorum pertinet, debitae executioni demandari cures, et facias, et ad hunc effectum Superiores Monasteriorum, et locorum regularium hujusmodi ad te accessiri facias, et cuicumque ipsorum ad illius Conventum, et subditos respective pertinentia, quorum exemplar authenticum illi consignabis, intimare, eique sub censuris, et poenis ecclesiasticis tibi visis praecipere, ut intra tempus in eisdem decretis praefixum illa exequatur; et ubi terminus aliquis praefixus non fuerit, terminum aliquem arbitrio tuo, etiam cum similibus censuris, et poenis ecclesiasticis, praefigere per acta alicujus Notarii eadem auctoritate nostra procures, ac terminis hujusmodi elapsis contra inobedientes, et contumaces ad promulgationem, et declarationem incursus poenarum, et censurarum ecclesiasticarum, illarumque executionem procedas; Superioribus omnibus, et singulis etiam cum potestate citandi, et inhibendi quos, et quibus opus fuerit, etiam per edictum publicum, ac sub censuris, et poenis ecclesiasticis, nec non una, vel plures cum simili, vel limitata potestate subdelegandi, aliaque in praemissis, et circa ea necessaria, seu quomodolibet opportuna faciendi, et exequendi poenam, liberam, et amplam facultatem, et auctoritatem concedimus, et impartimur: non obstantibus quibusvis Constitutionibus, et Ordinationibus Apostolicis, etiam quorumcumque Ordinum, Monasteriorum, et regularium locorum, etiam juramento, confirmatione Apostolica, vel quavis firmitate alia roboratis, statutis, et consuetudinibus, privilegiis quoque, indultis, et litteris Apostolicis, illis, eorumque Superioribus, et personis in contrarium praemissorum quomodolibet confirmatis, et approbatis: quibus omnibus, et singulis eorum tenore praesentium pro expressis habentes hac vice dumtaxat specialiter, et expresse derogamus, caeterisque contrariis quibuscumque. Volumus autem, ut praesentium transumptis etiam impressis, manu alicujus Notarii subscriptis, et sigillo tuo, aut alterius personae in dignitate ecclesiastica constitutae munitis eadem prorsus fides habeatur, quae ipsis praesentibus haberetur. Tu autem de omnibus per te gestis nos certiores facere curabis. Dat. Romae apud Sanctum Petrum sub anulo Piscatoris, die octava Novembris MDC., pontificatus nostri anno nono.

scovo di Gaeta (UGHELLI, ITAL. SACR., Tom. 1, col. 565). Da questa Sede fu traslatato nel 1597 alla Sede Arcivescovile di Cagliari. — Il VICO (*Hist. gener. de Sardena*) scrive, che dalla Sede di Cagliari fu nuovamente trasferito a quella di Majorca.

FINE DEI DIPLOMI E CARTE DEL SECOLO XVI.

Digitized by Google

DISSERTAZIONE

OTTAVA

Digitized by Google

Digitized by Google

DISSERTAZIONE

SOPRA I DOCUMENTI STORICI E DIPLOMATICI

DI SARDEGNA

DEL SECOLO XVII

Gli avvenimenti storici di Sardegna, benchè narrati da scrittori antichi e moderni, ricevono novella prova, ed ampliamento assai notevole dai documenti sincroni che pubblichiamo; i quali, spargendo maggior luce sopra i fatti più memorabili già conosciuti, e producendo insieme altri fatti dianzi ignorati, dimostrano con certezza quali fossero in sì lungo periodo di tempo le condizioni civili e politiche dell'Isola, dominata successivamente dai tre monarchi spagnuoli Filippo III, Filippo IV e Carlo II. – Molti, e di varia natura, sono tali documenti, hanno tutti una speciale importanza, ed emanarono in maggior numero dall'Autorità Regia, o dalla Pontificia, con Ordinazioni, con Bolle, con Brevi, con Decreti, e con Diplomi; ovvero dalle antiche Cortes insulari riunite in Parlamento.

Le Cortes fin dalla metà del secolo XIV costituivano per patto fondamentale la rappresentanza nazionale della Sardegna. Composte di tre Ordini di persone (Vescovi, Prelati, Abati, e Dignità Capitolari: Nobili e Feudatari: Sindaci delle Città e dei Comuni), che aveano nome di *Braccia* (Braços), in statuiti tempi si adunavano; discuteano gli affari dello Stato, gl'interessi, e i bisogni dell'isola, e dei suoi abitanti; proponeano le leggi; votavano i tributi sotto il libero vocabolo di *donativi;* e pe' tributi votati, e acconsentiti alla Monarchia, chiedeano ricognizioni di dritti, grazie, esenzioni, e privilegi (1). Le loro adunanze erano *decennali;* e queste le *ordinarie*: le *straordinarie* per casi eccezionali s'intimavano, e si teneano. Dal 1600 al 1700 furono *dieci* le adunanze *periodiche* delle Cortes (2); due le *straordinarie* (3). Quali fossero gli alti personaggi, che l'Autorità Reale destinava a presiederle, quando nol potea lo stesso Monarca, e quali poteri gli si conferissero; come s'invitassero a intervenirvi i Membri, che per Statuto ne aveano il dritto; quale essere dovesse l'età loro, e la patria per avervi voto, di quanti voti potessero disporre, se presenti, e da chi farsi rappresentare, se assenti; l'esame dei titoli personali a tale intervento; i discorsi, co' quali i Presidenti ne inauguravano l'apertura, e ne dichiaravano il termine, e il chiudimento; le grazie che in tale occasione si concedevano; e la Sanzione Regia, con cui erano approvate le risoluzioni parlamentari, che quindi aveano forza di legge, sotto nome di *Capitoli di Corte*, si ricava dai Diplomi, dagli Ordini, dalle Patenti, e dalle Carte, che ora facciamo di pubblica ragione (4). E per complemento istorico di tali documenti pubblichiamo eziandio gli atti finora inediti delle Cortes, che regolarmente si congregarono nel 1678, 1689 e 1699 (5).

La riunione dei tre Ordini (Braços) in Corti generali avea luogo in Cagliari, città capitale del Regno Sardo, dove per la prima volta nel 1355 le avea convocate, e presiedute in persona il Re Don Pietro IV di Aragona, soprannomato *Il Cerimonioso*, e poi altra volta in persona nel 1421 il Re Don Alfonso V *Il Magnanimo*. Ciascun Ordine poi, *Ecclesiastico, Militare*, e *Reale*, e specialmente il secondo, potea riunirsi, e si riuniva spesso separatamente, per trattare di affari pubblici, o nell'interesse dell'Ordine proprio, o in quello generale dell'Isola: prendea allora il nome di *Stamento* (Estamiento), perchè *stava solo*, e solo si assembrava come *Corpo* particolare, non come parte, o *Braccio* (Braço) del Corpo generale delle Cortes: ma le sue deliberazioni, non avendo forza nessuna di legge, si riduceano a semplici proposte, da discutersi, e decidersi in Parlamento: e sopra ciò, non essendo fissato il luogo di tali separate riunioni, esse furono causa di lunghe e clamorose contenzioni, rinfocolate sempre dalle gare municipali: perchè i Nobili e Feudatari della parte (Cabo) settentrionale dell'Isola pretendeano potersi assembrare, e si assembravano in Sassari, città principe

(1) Ved. infr. Cart. XXV, pag. 271.
(2) Nel 1603, 1614, 1624, 1631, 1642, 1653, 1666, 1678, 1689, 1699.
(3) Nel 1621 e 1626.

(4) V. infr. Cart. VII*, pag. 257. Cart. XII*, pag. 262. Cart. XIII*, *ib.* Cart. XIV* e XV*, pag. 265. Cart. XXIV, pag. 270. Cart. XXVII, pag 275. Cart. XXVIII e Cart. XXVIIII, pag. 276. Cart. XXXIII, pag. 284, Cart. XXXIV, pag. 285. Cart. XXXVIII, pag. 287. Cart. XL, pag. 288. Cart. L*, pag. 304 fin. 306. Cart. LII*, pag. 309. Cart LVI* e LVIII*, pag. 344 e 373: e I^a^ Appendice, Cart. VI, pag. 409. Cart. VII, pag. 430. Cart. XVIII, pag. 435.

(5) Ved. infr. Cart. LIV*, pag. 342 e seg. Cart. LVII*, pag. 345 e seg. Cart. LIX*, pag. 373 e seg.

Digitized by Google

del Logudoro; e quelli della parte (Cabo) meridionale sosteneano in contrario, che solo in Cagliari dovessero aver luogo siffatte riunioni stamentarie (1).

Le Cortes, e gli Stamenti Sardi iniziarono, e compirono molti utili provvedimenti, e instituzioni, per promuovere il bene morale, e materiale del loro paese; le scienze, le arti, l'agricoltura, il commercio e la industria. Nel principio del secolo, di cui discorriamo, provvidero
P. C. N. 1602. alla fondazione e alla dotazione di una Università di studi in Cagliari (2), togliendone l'esempio da quella già fondata in Sassari nel secolo precedente dall'illustre cittadino Alessio Fontana (3); onde la gioventù sarda, dotata di acuto ingegno, e di molto amore pel sapere, e impedita dal barbaro divieto del re Don Filippo II a recarsi ad apprenderlo nelle Scuole, e nelle Università più rinomate d'Italia (4), trovasse nello stesso suolo nativo aperta ogni ragione di studi, nè fosse perciò costretta a esulare dalla patria per ricercarli in paesi lontani (Madrid, Saragozza, Salamanca, Valenza, e Barcellona) stranieri di origine, di lingua, e di costumi. Si debbe alle medesime l'impulso dato alla piantagione dei gelsi, e alla industria
P. C. N. 1603. serica; all'innesto degli olivi selvatici, dei quali straordinariamente abbondava il ferace suolo dell'Isola; e alla franchigia di esportazione chiesta, e ottenuta pe' drappi, e per le lane sarde (5): si debbe a esse la creazione di una squadra di galee nazionali per la difesa dei lidi, e
P. C. N. 1624. del commercio insulare (6); e la formazione di un Terzo dell'Esercito Regio a sostegno della Monarchia, votandone
P. C. N. 1631. 1632. con loro spontaneo *donativo* i fondi necessari (7). Furono le Cortes, che mantennero inalterata la naturalità della rappresentanza nazionale, escludendo dal loro seno i Nobili e i Feudatari degli altri reami e provincie della vasta Monarchia spagnuola, i quali aveano, o tentato, o
P. C. N. 1631. 1632. preteso di introdurvisi, e farne parte (8): furono esse, che proposero, e vinsero la legge, per cui i feudi e beni feudali, secondo l'antica *Prammatica* del re Don Pietro IV di Aragona, non potessero mai in Sardegna donarsi, o
P. C. N. 1626. devolversi a *mani-morte* (9): e furono esse, che provvedendo alla maggiore indipendenza del *Braccio* (Braço) Militare dal potere monarchico, e dai ministri della Monarchia, proposero in Parlamento, e fecero accettare dal re Filippo IV un importante *capitolo di Corte*, in virtù del quale, ciascuno, e qualunque dei suoi membri (Nobili, e Feudatari), per qualsiasi delinquenza, anche *capitale*, da nessun altro potesse mai essere giudicato, e punito,
P. C. N. 1631. 1632. fuorchè dai suoi Pari (10).

Di parecchi altri fatti, che appartengono alla storia insulare del secolo decimosettimo, si ha notizia, e prova insieme nelle Sanzioni, ed Ordinazioni, ch'emanarono dall'Autorità Regia, e dall'Autorità Pontificia, a petizione dei tre Stamenti riuniti in Parlamento. Tale fu la creazione nell'Isola di speciali *Commende* dell'Ordine di *Montesa* per premiare, alla evenienza dei casi, le virtù civili e militari dei Sardi, che per valore, e per merito si distinguessero nel servizio dello Stato (11); tale la collazione P. C. N. 1603. privilegiata dei benefizi ecclesiastici a favore dei nativi dell'Isola, con esclusione dei forestieri, sanzionata con P. C. N. 1601. Bolla relativa da Papa Clemente VIII (12); tale il conato, e le instanze della rappresentanza nazionale, affinchè siffatto privilegio si estendesse indistintamente ai Vescovadi, P. C. N. 1633. alle Prelature, alle Abbazie, ed alle maggiori Dignità ecclesiastiche (13); e tale, benchè d'interesse puramente municipale, e religioso, la proposta fatta dalle *Corti generali*, affinchè fosse definita la vecchia contesa di *Primazia* P. C. N. 1603. tra gli Arcivescovi di Cagliari, e di Pisa (14), e fosse proibita la esportazione dall'Isola delle reliquie dei Santi, e dei Martiri degli antichissimi tempi cristiani, delle quali verso la metà del secolo XVI era corsa fama in Italia esservisi rinvenuta una gran copia (15). P. C. N. 1631.

Discorrendo poi le altre Carte e Diplomi, che derivarono da fonti diverse delle già accennate, vi si raccoglie messe non piccola di notizie storiche, le quali ci rappresentano al vivo lo stato dell'Isola nel secolo, di cui parliamo. Vi si legge infatti il disordine, in cui era caduta per poca fede, e per difetto di vigilanza, l'Amministrazione del denaro pubblico, o del *tesoro regio*, come allora dicevasi, e i provvedimenti ch'emanavano dall'Autorità Sovrana per ripararvi (16); l'abuso dell'estra- P. C. N. 1622. zione *privilegiata* delle granaglie, che sotto nome di *sacche* si concedeva a persone, le quali godeano il favore dei Governanti, con danno evidente del libero commercio, e più specialmente dell'agricoltura del paese (17); l'antico P. C. N. 1622. uso adulatorio, anzi servile, invalso in alcuni Municipi sardi, di presentare ricchi doni, e di erogare egregie somme di denaro, e di farsi quasi pagatori delle doti alle figlie dei Vicerè, e dei Comandanti supremi dell'Isola, in occasione dei loro matrimoni (18), e lo scandalo, e la P. C. N. 1610. piaga morale insieme della mercatura, dei traffici, e di ogni sorta di negozi per avidità di lucro impunemente esercitati dai giudici, e uffiziali giudiziari di ogni ordine, e di ogni grado, con detrimento del decoro proprio, e della ragione, che, incorruttibili e incorrotti, doveano rendere altrui (19); e la enormità vergognosa del dritto P. C. N. 1638. sovrano, e, più che del dritto, del dovere di amministrare la giustizia negli affari civili, venduto per pecunia a taluno dei Municipii dell'Isola (20). Vi troviamo inoltre P. C. N. 1677. quali fossero in quel tempo i poteri, i doveri, e le onorificenze di coloro, che per delegazione di Monarchi stranieri e lontani erano destinati a governar l'Isola

(1) Ved. infr. Cart. XVI, pag. 263. Cart. XVIII, pag. 265. Cart. XIX, pag. 266. Cart. XXI, pag. 267. Cart. XXX, pag. 277. Cart. XLI, pag 290. 1ª Appendice, Cart. V, pag. 429. Cart. VIII, pag. 430.

(2) Ved. infr. Cart. II, pag. 253.

(3) Ved. sopr. pag. 153, col. 1 del presente Volume, Dissertazione Settima.

(4) Ved. sopr. Dissertazione Settima, pag. 154, col. 1.

(5) Ved. infr. Cart. III*, IIII* e V*, pag. 254-255.

(6) Ved. infr. Cart. XXVI, pag. 272.

(7) Ved. infr. Cart. XXXVIIII*, pag. 288.

(8) Ved. infr. Cart. XXVI, pag. 286; e Iª Appendice, Cart. XXVII, pag. 435.

(9) Ved. infr. IIª Appendice, Cart. III, pag 454.

(10) Ved. infr. Cart. XXXVII, pag. 286-287.

(11) Ved. infr. Cart. I, pag. 427, Iª Appendice.

(12) Ved. infr. Cart. I, pag. 249.

(13) Ved. infr. Cart. XVI, pag. 434, Iª Appendice.

(14) Ved. infr. Cart. II, pag. 427, Iª Appendice.

(15) Ved. infr. Cart. XV, pag. 433, Iª Appendice.

(16) Ved. infr. Cart. XXII*, pag. 268; e Iª Appendice, Cart. XI, pag. 431.

(17) Ved. infr. Carte indicate nella precedente nota (16).

(18) Ved. infr. Cart. VIII*, pag. 258.

(19) Ved. infr. Cart. XLIV, pag. 295.

(20) Ved. infr Cart. LIII*, pag. 310.

Digitized by Google

sotto nome di *Governatori*, o *Riformatori* delle vaste
P. C. N. 1613. Provincie (Capi) di Cagliari o di Gallura [1]; quali, e quanti quelli attribuiti al Comandante supremo delle
P. C. N. 1640. armi [2]; e quale la potenza, anzi la onnipotenza civile, e politica dei Vicerè, che rappresentavano in Sardegna
P. C. N. 1640. la persona, e la maestà sovrana [3]: vi troviamo sotto i regni di Filippo III e Filippo IV le prove della cura gelosa, con cui questi due Sovrani faceano valere, e rispettare il *patronato regio* sopra i benefizi ecclesiastici dell'Isola, che per speciale privilegio era stato accordato alla Corona dalla Sede pontificia; e la proibizione rigorosa di accordare e conferire, col solo consenso di Roma, senza veruna partecipazione regia, *Coadiùtorie* alle *Dignità* delle Chiese Cattedrali, donde, oltre la violazione del
P. C. N. 1619. *Patronato*, ne conseguiva assai spesso il danno di *Coadiutori*, o ignoranti, od indegni [4]; e il divieto formale di dare eseguimento a Bolle, e Brevi, e somiglianti provvisioni pontificie,
P. C. N. 1624-1630. se prima le une, e gli altri non fossero sottoposti alla *Reale Udienza*, supremo Magistrato del Regno, il quale avea incarico, e facoltà di accordarne, o negarne l'*Exequatur* [5]: e vi troviamo le importantissime risoluzioni delle Cortes per la riunione, e la pubblicazione per la stampa, non
P. C. N. 1624-1631. solo degli atti tutti dei loro Parlamenti [6], ma eziandio delle antiche *Leggi*, *Statuti* e *Consuetudini*, ch'erano sempre in osservanza in alcune città dell'Isola, e specialmente della Carta *de logu* (*Carta del luogo*, *Carta locale*) della famosa Eleonora *di Arborea*, onde cotesti diversi *dritti*
P. C. N. 1603. *statutari* fossero meglio conosciuti [7].

Fra le Carte di questo secolo ne inserimmo pure alcune, che riguardano le cose ecclesiastiche dell'Isola: il Breve di Papa Clemente VIII, il quale, a petizione del re Don Filippo III, stabilì, che gli *Spogli* (ch'è quanto dire le eredità) dei Vescovi defunti in Sardegna si devolvessero perpetuamente alle *Mense* delle Chiese Cattedrali, onde impiegarne il provento nella conservazione e ristaurazione, e nelle spese del culto delle chiese medesime, conferendo insieme al Monarca il dritto di nominare gli *Economi*
P. C. N. 1604. *ecclesiastici* delle Sedi vescovili vacanti [8]: due lettere autografe, scritte entrambe in idioma sardo; una dal Custode dell'antica Chiesa di S. Martino Acquae *Clarae* (oggi di *S. Quirico*) nelle circostanze di Sassari, da cui si ricava la esistenza in quel luogo di un monistero, e di monaci Benedittini, e quanto ancora nel principio del secolo XVII si conservasse in quella chiesa di preziosi
P. C. 1614. dipinti, e di mosaici, e di vasi sacri [9], e l'altra dei Cappellani dell'antichissima Basilica di Torres, i quali, oltre a varie cose pertinenti al culto, chiedeano facoltà di potersi *armare*, andare *armati*, e respingere *con le armi* gli assalti frequenti e improvvisi dei Turchi, che
P. C. N. 1623. desolavano quelle spiaggie [10]: la *Tassa Innocenziana*, così detta da Papa Innocenzo XI, onde fissare invariabilmente i *dritti giudiziari*, e gli altri di qualunque specie dipendenti dal *Foro*, e dalle Curie ecclesiastiche [11]: l'*Ordine* P. C. N. 1278.
sovrano di Filippo III, in virtù del quale i *dottori* (giudici) *della Reale Udienza* (Magistrato supremo nell'Isola) non poteano mai essere astretti, fuorchè *per causa di fede*, a comparire come testimoni avanti ai Tribunali, e ai Commissari della *S. Inquisizione* [12], e le curiose, e minute P. C. N. 1619.
Istruzioni inviate a Sardegna dal Consiglio Supremo dell'Ordine di Calatrava, nelle quali erano stabilite le forme, e gli esami da farsi, prima di concedere ai postulanti, o ai designati dal Re, i distintivi, e le insegne cavalleresche degli Ordini religiosi e militari della Monarchia Spagnuola [13]. P. C. N. 1629.

Per quanto poi riguarda le cose civili e militari riportammo parecchi documenti, che per la loro speciale natura hanno eziandio una speciale importanza, e possono soddisfare insieme la dotta curiosità dei solerti ricercatori delle memorie antiche. Primo fra questi documenti per anteriorità di tempo è l'atto solenne, con cui l'illustre cittadino Sassarese Antonio Canopolo Arcivescovo di Arborea, il quale era insieme *Sacerdote* e *Feudatario*, dona a un suo nipote la villa, e il feudo di *Pattigari* nel *Logudoro*, con tutto il suo territorio, *cum vassallis, et habitatoribus* P. C. N 1610.
eiusdem . . ., *domibus*, *fortalitiis . . .*, *possessionibus cultis*, *et heremis . . . .*, *pratis*, *pascuis*, *nemoribus*, *. . .*, *montibus*, *rupibus*, *vallibus*, *planis*, *fluminibus*, *torrentibus*, *acquis*, *aquaeductibus*, *piscationibus*, *aucupationibus*, *venationibus . . .*, *angariis*, *perangariis . . .*, *adempriviis*, *servitiis*, *servitutibus . . .*, *nec non cum omnimoda jurisdictione civili*, *et criminali*, *alta*, *baxa*, *sive suprema et infima*, *meroque*, *et mixto imperio* etc., e col vincolo perpetuo di primogenitura a favore dei figli maschi, nati e nascituri, e, in loro difetto, delle femmine discendenti dal donatario [14]: viene quindi la *Relazione* dell'arrivo, e della breve fermata nel *Porto-Conte*, ed in quello di Alghero del Principe Filiberto di Savoia, nipote del Re cattolico Don Filippo III, e Generalissimo della Marina spagnuola, con diciassette galee armate di tutto punto, e accompagnato da molta Baronìa, di cui stava a capo il Duca di Tursi; nella qual *Relazione*, scritta in lingua catalana (*vernacola* ancor oggi in Alghero), sono narrate P. C. N. 1619.
le oneste ed orrevoli accoglienze fattegli dagli Algheresi, e dai gentiluomini Sardi, che accorsero a salutarlo; e la caccia *clamorosa*, cui egli prese parte, e di cui ebbe diletto; e il dono di un generoso destriero Andaluso fattogli dal Barone di *Monteleone*, uno dei Feudatari dell'Isola; e i camangiari, e le vettovaglie, delle quali fu largamente provveduta la flotta; e i ringraziamenti del Principe per tanta generosità e cortesia; e le ultime parole da lui pronunziate nel dipartirsi, « *que lo estimava en molt, y que en les occasions lo regonoxeria* [15]: vengono poi, un Ordine Reale di Filippo IV pel ristabilimento delle Compagnie dei *cavalli leggéri*, stipendiate P. C. N. 1623.
dai Feudatari dell'Isola, per guardarne le coste dai *Bar-*

(1) Ved. infr. Cart. X*, pag. 260.
(2) Ved. infr. Cart. XLVI, pag. 297, e Cart. XLVIIII, pag. 303.
(3) Ved. infr. Cart. XLVII, pag. 300.
(4) Ved. infr. Ia Appendice, Cart. VIIII, pag. 430.
(5) Ved. infr. Cart. XXXV, pag. 286; e Ia Appendice, Cart. XIV, pag. 433.
(6) Ved. infr. Ia Appendice, Cart. XIII, pag. 433, col 1, — e Cart. XVII, pag. 434, col. 2.
(7) Ved. infr. Ia Appendice, Cart. IV, pag. 428, col. 2.
(8) Ved. infr. Cart. VI, pag. 255 e seg.
(9) Ved. infr. Cart. XI*, pag. 261.
(10) Ved. infr. Cart. XXIII*, pag. 269
(11) Ved. infr. Cart. LV, pag. 341
(12) Ved. infr. IIa Appendice, Cart. I, pag. 253.
(13) Ved. infr. Cart. XXXII*, pag. 281.
(14) Ved. infr. Cart. VIII*, pag. 258.
(15) Ved. infr. Cart. XX*, pag. 266.

Digitized by Google

bareschi (1); un Ordine *di* guerra emanato nel 1629 dal Vicerè di Sardegna, per assegnare alla *Milizia Nazionale* (fanteria e cavalleria) i posti opportuni nella città di
P. C. N. 1629. Sassari, e nel suo territorio, onde preservarla da qualunque invasione, o aggressione nemica, temendo che si rinnovasse l'assalto datole due anni avanti dalle bande francesi capitanate da Renzo Ursino da Ceri, le quali la espugnarono, e la occuparono di sorpresa, facendovi gran bottino, e distruggendo con ostrogota barbarie l'archivio municipale (2); e il Bando del vicerè Giovanni Andrea
P. C. N. 1639. Doria Principe di Melfi, che stabilì l'ordinamento, la disciplina, i doveri, e gli onori della Milizia di Sardegna, antichissima instituzione, la quale fu sempre la difesa più gagliarda dell'Isola contro gli assalti stranieri (3). Sieguono appresso; un *Capitolo di Corte* del Parlamento celebrato in Sardegna nel 1603, col quale fu provveduto alle spese interne dello *Stamento Militare* sopra i
P. C. N. 1603. fondi offerti in *donativo* dallo *Stamento* medesimo; primo esempio, che io sappia, di somiglianti deliberazioni, che fu poi, ed è largamente imitato dai Parlamenti odierni sebbene, non con danari proprii, ma con gli altrui (4): una Ordinazione del Re Don Filippo III, che vietava in modo assoluto ai Vicerè, ai Capitani generali, e a tutti
P. C. N. 1621. gli *Officiali* regi dell'Isola di accordar *guidatici* agli schiavi *Mori* o *Turchi (Moros y Turcos)*; funesto abuso di potere da cui gli schiavi toglievano occasione, per stare alle vedette, e dare avvisi agli *infedeli (a las infieles)*, i quali aveano così facile il mezzo di fare sbarchi improvvisi nel litorale, e far preda di uomini, e di averi (5): e tre Ordinanze Reali del Re Don Filippo IV, con due delle
P. C. N. 1623. 1634. quali condanna come lesivo alla libertà del commercio lo strano privilegio, che si attribuivano le due città principali dell'isola (Cagliari e Sassari), e il Tribunale del Santo Ufficio, di essere approvigionati dai pastori, a tassa determinata, delle carni necessarie alla loro consumazione; privilegio già condannato dalle Cortes nel Parlamento del 1614 (6); e con la terza comanda, che sgomberi tosto dall'Isola il *Terzo di guerra* dell'Esercito
P. C. N. 1623. regio, composto tutto di soldatesche napolitane, le quali condottevi innanzi con nove galee dal Cardinale Infante di lui fratello, oltre l'aggravio degli alloggiamenti, e delle vettovaglie cagionato ai Sardi, vi aveano commesso abusi ed eccessi di ogni maniera (7); e diemmo luogo eziandio fra gli accennati documenti a un diploma di laurea conseguito da uno dei tanti Sardi, che nella metà del secolo decimosettimo continuavano ad accorrere alla rinomata
P. C. N. 1640. 1641. Università di Pisa onde apprararvi la scienza medica, per cui difettavano ancora di cattedre sufficienti d'insegnamento le due Università di studi fondate in Sardegna, la prima nel 1558 in Sassari da Alessio Fontana, e la seconda nel 1602 in Cagliari per deliberazione del Parlamento Sardo (8); e a due Statuti, uno delle Corporazioni di varie arti. (Fabbri-ferrai, Argentari, Sellai, Spadari, Arrotini, Conciatori, Ramaioli, Tessitori, Suonatori, Campanari ecc., ecc.), e l'altro della Corporazione degli Agricoltori, che aveano lo speciale nome di *Gremi* P. C. N. 1636.
(Gremios), scritti entrambi in lingua catalana (la *volgare*, allora, e anche al presente parlata in Alghero), i quali per la condizione dei tempi, in cui furono fatti, e per la diversità dei principii d'onde partivano, e dello scopo cui miravano, possono servire di utile confronto co' tanti Statuti odierni, che la libertà di associazione ha già creato, e va tuttodì creando fra le varie classi degli operai (9). Ultimi finalmente nell'ordine cronologico, ma non ultimi al certo per la intrinseca loro importanza, si producono i documenti, e le Carte relative alla uccisione di un Vicerè di Sardegna, pubblicamente perpetrata nella città capitale dell'Isola, sotto il regno di Carlo II, e della di lui madre Marianna d'Austria, reggente della Monarchia P. C. N. 1668.
spagnuola (10); reato clamoroso, ed audace, di cui la storia non ha ancora bene accertato le cause, ma che fu senza dubbio una vendetta politica pel dritto delle Cortes dell'Isola, o violato, od offeso nella persona del loro sindaco *(syndico)* ed ambasciatore dal Governo, e dalla Corte di Madrid (11); e gli Atti ancora inediti dei tre Parlamenti, che dopo quel caso memorando e luttuoso furono riuniti nell'Isola (e furono gli ultimi) nel finire del secolo decimosettimo (12). Non mancano in questi Atti notizie e P. C. N. 1678. 1689. 1699.
memorie illustrative della storia sarda degli ultimi sei lustri di detto secolo; ma vi sovrabbondano fatti e circostanze, le quali non presentano propriamente, fuorchè un qualche interesse istorico privato, e locale. Quello però, che dai medesimi, e dal loro insieme si può ricavare, è il decadimento delle Cortes nazionali dall'antico fervore, ed energia, con cui nei tre secoli precedenti, a partire dalla loro instituzione, aveano promosso e consolidato il bene materiale e morale dell'Isola, con proposte e risoluzioni dettate da molta sapienza civile e politica, e da sincero patriottismo. Esse infatti erano ormai ridotte a semplice rappresentanza di forma, ad apparenza più che a realtà. Il Governo spagnuolo, diffidente e lontano, avea meditatamente e tenacemente influito a questa lenta trasformazione, affinchè il suo potere non avesse più, come in antico, freno di osservazioni, di proteste, e di diniego dei *donativi* (tasse e tributi) per parte degli Stamenti Sardi: e all'opera del Governo prestava aiuto infelice, per non dire colpevole, la prevalenza degli interessi privati, o di quelli dei Corpi particolari sopra gl'interessi generali dell'Isola, che si dava da coloro medesimi, i quali dallo Statuto fondamentale erano chiamati a rappresentarla nei Comizi decennali.

E ne fanno larga prova gli Atti delle Cortes, riunite negli ultimi tre decennii del secolo, di cui discorriamo. P. C. N. 16?8. 1689. 1699.
Ivi con ordine invariabile si leggono anzi tutto le grazie, che il Monarca accordava a quei Membri dei tre Stamenti, i quali nelle Cortes si erano segnalati, e mostrati

(1) Ved infr. I^a Appendice, Cart. XII, pag. 432.
(2) Ved. infr. Cart. XXXI*, pag. 278.
(3) Ved. infr. Cart. XLV, pag. 296.
(4) Ved. infr. I^a Appendice, Cart. III, pag. 428.
(5) Ved. infr. I^a Appendice, Cart. X, pag. 431.
(6) Ved. infr. II^a Appendice, Cart. II, e Cart. V, pag. 453 e 455.
(7) Ved. infr. II^a Appendice, Cart. IV, pag. 455.
(8) Ved. infr. Cart. XLVII*, pag. 298.
(9) Ved. infr. Cart. XLII* e XLIII*, pag. 292 e 294.
(10) Ved. infr. Cart. LI*, part. 306 e seg.
(11) Di questo fatto scrissero variamente gli storici moderni della Sardegna; e, oltre a questi, ne parlò puro il Tola nel *Dizionario Biografico dei Sardi Illustri*, Vol. I, pag. 193 e seg., 198 e seg., 201 e seg.
(12) Ved. infr. Cart. LIV*, pag. 312 fino a 341, Cart. LVII*, pag. 345 fino a 373; e Cart. LVIII*, pag. 373 fino a pag. 402.

Digitized by Google

più ardenti *por el Real servicio*, lo che significava nella sostanza *a favore del Governo:* comandi e gradi militari, impieghi civili, concessioni di titoli e di nobiltà, croci e decorazioni dei varii *Ordini* spagnuoli, donativi e pensioni a vita ai più zelanti, e persino alle loro mogli e figliuoli, erano nominativamente scritti in lunga *Lista* cancelleresca, e letti e pubblicati con molta solennità, presenti gli stessi favoriti, prima che fosse sciolto, e nel giorno medesimo, in cui si chiudeva il Parlamento, o nel giorno, come allora dicevasi, *del llevantamiento del* Solio, perchè nella gran sala dei *Comizi generali* vi stava eretto il Soglio pel Monarca, che dovea sedervi, se presente, e nel quale, per l'assenza Regia, sedeano i Vicerè Presidenti, che per speciale delegazione lo rappresentavano. Poi seguivano nella lista, che avea forma e carattere di collettivo *Diploma Regio*, le domande fatte in Parlamento dagli Stamenti uniti, o separati, dalle città, dalle province *(Encontradas)*, dalle ville e comuni in particolare, dagli arcivescovi, vescovi, e capitoli delle chiese cattedrali, dai monisteri, anche di femmine, e da privati individui, e le risposte sovrane, che le accoglievano, o le denegavano: a guisa di supplicanti chiedeano, mentre prima, per instituzione, e per dritto, proponeano, discuteano, e deliberavano. E le domande, o erano per lo più d'interesse municipale, e transitorio, e si accordavano; ovvero, e raramente riguardavano l'Isola intiera, i suoi privilegi, le sue franchigie, e la preferenza da darsi nelle cariche, negli uffizi, negli onori, nei lucri ai nazionali sopra gli stranieri, dei quali le piombava d'oltremare una vera colluvie, e si respingevano; e se fosse vergogna, ingiustizia, o scandalo il denegarle, con ipocrite promesse, ravvolte in mille ambigue formule, delle quali abbondava la Cancelleria spagnuola, si faceano sperare per l'avvenire, ma poi non si accordavano mai. Tale al postutto è il sunto e la sostanza degli Atti delle ultime Cortes di Sardegna; ultime veramente, perchè passata l'Isola, dopo due altri decenni, pel *Trattato* della quadruplice alleanza, dalla Monarchia di Spagna ad altra Monarchia in Italia, esse, benchè in dritto potessero, anzi dovessero, mai più però in fatto per lo spazio di oltre un secolo si congregarono. E in tal modo, non la sola rappresentanza, ma ogni apparenza, ogni ombra perfino di rappresentanza nazionale fu nell'Isola cancellata, e quasi spenta.

P. C. N. 1718. 1720.

Digitized by Google

Digitized by Google

PROSPETTO

STORICO E CRONOLOGICO

DELLE

CORTI RIUNITE IN SARDEGNA

NEI SECOLI XIV. XV. XVI. XVII.

Numero —	*Anno* —	
		SECOLO XIV.
1ª	1355	Radunate in **Cagliari**, e presiedute in persona dal Re di Aragona e di Sardegna **Don Pietro IV il Cerimonioso** (1).
		SECOLO XV.
2ª	1421	Radunate in **Cagliari**, e presiedute in persona dal Re di Aragona e di Sardegna **Don Alfonso V il Magnanimo** (2).
3ª	1481	Radunate in **Cagliari**, e presiedute dal Vicerè di Sardegna **Ximene Perez** (3).
		SECOLO XVI.
4ª	1510	Radunate in **Cagliari**, e presiedute dal Vicerè di Sardegna **Giovanni Duay**, e quindi proseguite e conchiuse nel 1511 dall'altro Vicerè **Ferdinando Giron de Rebolledo** (4).
5ª	1520	Radunate in **Cagliari**, e presiedute dal Vicerè di Sardegna **Don Angelo di Villanova** (5).
6ª	1530	Radunate in **Cagliari**, e presiedute dal Vicerè di Sardegna **Don Martino di Cabrera** (6).
7ª	1545	Radunate in **Cagliari**, e presiedute dal Vicerè **Don Antonio di Cardona**, Capitano generale delle genti d'arme di Sardegna (7).
8ª	1555	Radunate in **Cagliari**, e presiedute dal Vicerè di Sardegna **Don Lorenzo Fernandez de Heredia** (8).
9ª	1565	Radunate in **Cagliari**, e presiedute dal Vicerè di Sardegna **Don Alvaro de Madrigal** (9).
10ª	1575	Radunate in **Cagliari**, e presiedute dal Vicerè di Sardegna **Don Giovanni Coloma** (10).
11ª	1586	Radunate in **Cagliari**, e presiedute dal Vicerè di Sardegna **Don Michele de Moncada** (11).
12ª	1598	Radunate in **Cagliari**, e presiedute dal Vicerè di Sardegna **Don Gastone de Moncada**, Marchese di **Aytona** (12).

(1) Da questa prima convocazione a parlamento dei più distinti suggetti della nazione Sarda, fatta attorno a sè dal Re *Don Pietro IV*, ebbe origine la instituzione delle **Cortes** nell'isola. In questa prima assemblea si trattò soltanto delle cose riguardanti la sicurezza della corona, e dello stato, e fu pubblicata la sentenza contro il conte Gerardo della Gherardesca, ultimo possessore di terre in Sardegna, accusato di fellonia. Ved. *Çuita, Annal. de Aragon.* Lib. 8, cap. 58.

(2) Fu in questo Parlamento che il Re **Don Alfonso V** estese alla Sardegna la legge delle **Corti generali** di Catalogna, designando li tre ordini di persone, che doveano costituirle, sotto nome di *Braços* o *Estamentos.* Ved. sopr. *Dissert. ottava*, pag. 239, e *Dexart, Cap. Curiar. Regni Sardiniae*, Lib. I, tit. I, cap. I.

(3) Sotto il regno di **Ferdinando il Cattolico.**

(4) Regnando lo stesso Sovrano **Ferdinando il Cattolico.**

(5) Sotto il regno dell'Imperatore **Carlo V.**

(6) Regnando in Sardegna lo stesso Imperatore **Carlo V.**

(7) Sotto il regno dell'Imperatore **Carlo V.**

(8) Queste **Corti** furono convocate e aperte regnando il suddetto Imperatore **Carlo V**, ma furono approvate e sanzionate dal Re **Don Filippo II.**

(9) Queste **Corti** furono convocate regnando il Re Don Filippo II. Nelle medesime fu provveduto per la uniformità del **Calendario** in tutta l'isola, poichè fino ad allora nel **Capo di Cagliari** gli anni si contavano **a nativitate**, e nel **Capo di Sassari** e **Logudoro ab incarnatione**, secondo lo stile pisano. Fu altresì deliberato dalle stesse **Corti** che gli antichissimi **Statuti** delle città di **Sassari**, **Iglesias** e **Bosa**, i quali erano in vigore fin dal secolo XIII e XIV rispettivamente, e scritti in lingua italiana e latina, fossero voltati in lingua catalana.

(10) Sotto il regno di **Filippo II.**

(11) Fu deliberato in queste Corti di munire e circondare di torri e di artiglierie tutto il litorale dell'isola, onde preservarlo dagli assalti nemici. Il Re **Don Filippo II** recò ad atto siffatta deliberazione con sua Prammatica Reale.

(12) Regnando **Filippo II.**

Digitized by Google

Numero —	*Anno* —	SECOLO XVII.
13ª	1602	Radunate in **Cagliari**, e presiedute dal Vicerè di Sardegna **Don Antonio Coloma** Conte di **Elda** (1).
14ª	1615	Radunate in **Cagliari**, e presiedute dal Vicerè di Sardegna **Don Carlo Borgia** Duca di **Gandia** (2).
15ª	1621	Radunate in **Cagliari**, e presiedute dal Vicerè di Sardegna **Don Alfonso di Erill** (3).
16ª	1625	Radunate in **Cagliari**, e presiedute dal Vicerè di Sardegna **Don Giovanni Vivas** (4).
17ª	1626	Radunate in **Cagliari**, e presiedute dal Vicerè di Sardegna **Don Girolamo Pimentel** Marchese di Bayona (5).
18ª	1633	Radunate in **Cagliari**, e presiedute dal suddetto Vicerè Marchese di Baiona, continuate e conchiuse dal presidente Fr. **Don Gaspare Prieto** Vescovo di **Alghero** in Sardegna (6).
19ª	1642	Radunate in **Cagliari**, e presiedute dal Vicerè di Sardegna **Don Fabrizio Doria** Duca di **Avellano** (7).
20ª	1653	Radunate in **Cagliari**, e in **Sassari** sotto la presidenza del Vicerè di Sardegna **Conte di Lemos** (8).
21ª	1666	Radunate in **Cagliari**, e presiedute dal Vicerè di Sardegna **Don Emmanuele de los Cobos** Marchese di **Camarassa** (9).
22ª	1678	Riunite in **Cagliari**, e presiedute dal Vicerè di Sardegna **Don Francesco Benavides** Conte di **Santo Stefano** (10).
23ª	1689	Radunate in **Cagliari**, e presiedute dal Vicerè di Sardegna **Don Nicola Pignatelli** Duca di **Montelcone** (11).
24ª	1699	Radunate in **Cagliari**, e presiedute dal Vicerè di Sardegna **Don Giuseppe de Solis** Conte di **Montellano** (12).

(1) Sotto il regno di **Filippo III.** A queste **Corti** si deve la instituzione di una università di studi in **Cagliari.**

(2) Regnando lo stesso Re **Don Filippo III.** In queste **Corti** fu fissata l'età di anni venti nei Membri dello **Stamento militare** (Feudatari e Nobili) per poter aver voto in Parlamento; e fu deliberata la riunione in un solo Codice e la pubblicazione delle diverse leggi, o **prammatiche**, vigenti in Sardegna.

(3) Questa riunione avvenuta sotto il medesimo regno di **Don Filippo III** fu **straordinaria**, ed ebbe per oggetto il fortificare e mettere in istato di difesa le due isole di **S. Pietro** e di **S. Antioco** aggiacenti alla Sardegna.

(4) Sotto il regno di **Don Filippo IV.** A queste Corti è dovuta la creazione dei **Censori agrarii**, e il provvedimento per la creazione dei **Monti frumentarii** in ogni comune dell'isola, onde favorirne l'agricoltura.

(5) Riunione **straordinaria**, nella quale le **Cortes** votarono un **sussidio**, o **donativo straordinario** di scudi ottantamila annui per un quinquennio, onde soccorrere ai dispendii che il Re **Don Filippo IV** dovea sostenere nella guerra di que'tempi.

(6) Fu nelle medesime provveduta, e deliberata definitivamente la compilazione e la pubblicazione di tutti gli **Atti delle Corti** precedenti. Regnava ancora in Sardegna il Re **Don Filippo IV.**

(7) Sotto il regno del suddetto Sovrano **don Filippo IV.**

(8) Gli atti di queste **Corti**, riunite sotto il regno del suddetto **Don Filippo IV**, furono compiti in **Sassari** per causa di un contagio pestilenziale, che contristava la capitale dell'isola.

(9) Sotto il regno di **Carlo II**, e la reggenza della di lui madre **Maria Anna d'Austria.** Il Vicerè Camarassa, che presiedette queste **Corti**, fu ucciso pubblicamente in **Cagliari** nel 21 luglio 1668, dopo l'assassinio commesso nel 20 giugno dello stesso anno in persona di **Don Agostino** di **Castelvi** marchese di **Laconi**, il quale avea virilmente sostenuto il dritto delle stesse **Corti** a rifiutare le sovvenzioni straordinarie che si chiedeano dalla Corona per le spese della guerra con la Francia, se non si accordavano alla Sardegna le condizioni, sotto le quali quelle sovvenzioni si acconsentivano; per lo che il detto Vicerè procedette, senz'altro, allo scioglimento delle **Cortes.**

(10) Sotto il regno di **Carlo II**, che fu l'ultimo dei Monarchi spagnuoli, ai quali per tanto tempo andò soggetta la Sardegna.

(11) Sotto lo stesso regno di **Carlo II.**

(12) Regnando in Sardegna lo stesso Sovrano **Carlo II.**

Digitized by Google

DIPLOMI E CARTE
DEL SECOLO DECIMOSETTIMO

Digitized by Google

Digitized by Google

DIPLOMI E CARTE

DEL SECOLO XVII

I.

Breve Apostolico di Papa Clemente VIII, col quale si provvede che tutti li benefizi e pensioni ecclesiastiche vacanti nell'isola di Sardegna, ad eccezione dei vescovadi e delle prelature, siano conferiti ai nativi dell'isola medesima, o a coloro che, sebbene stranieri, abbiano ottenuto la naturalità *per voto, e col consenso dei tre* Bracci *o* Stamenti *del* Parlamento *Sardo.*

(1601. — 12 aprile).

Dal Dexart, *Capit. Curiar. Regni Sardiniae*, fol. 360 e seg.

Clemens Episcopus servus servorum Dei, dilectis filiis Decano Calaritano, et Archipresbyteris Turritanae, et Arborens. Ecclesiarum salutem, et Apostolicam benedictionem. Hodie a nobis emanarunt litterae tenoris subsequentis: Clemens Episcopus servus servorum Dei ad perpetuam rei memoriam. Romam, decet Pontificem uti vigilem Dominicis gregis pastorem, ex supremo militantis Ecclesiae solio ad universas orbis regiones et provincias aciem suae mentis jugiter intendere; illarumque incolas et habitatores in fidei, et devotionis erga hanc sedem sanctam sinceritatem spiritualibus et temporalibus adiumentis confovere, simulque incomodis et dispendiis ex beneficiorum Ecclesiasticorum ibidem fundatorum in exteros dispositione passim emergentibus occurrere, ipsorumque exterorum ad illa ambitionem congruis remediis coercere, ac desuper, juxta Apostolicae potestatis plenitudinem sibi divinitus traditam, ea salubriter statuere, et ordinare, quae ad publicam regionum et provinciarum, omnium utilitatem, et tranquillitatem, nec non Clericorum et aliorum inde ortorum in litterarum studiis, et Ecclesiasticis functionibus commoditatem et progressum fore noscantur maxime opportuna. Exhibita siquidem nobis nuper pro parte dilectorum filiorum Deputatorum trium statuum Brachiorum nuncupatorum Regni Sardiniae petitio continebat, quod in dicto Regno parvus Dignitatum, ac Canonicatuum, nec non Parrochialium, et sine cura Ecclesiarum, aliorumque benefitiorum Ecclesiasticorum numerus institutus reperitur, eorumque fructus et redditus annui tenues; ipsum vero Regnum studentium multitudine refertum, ac in eo diversa publica litterarum studia, ac illius indigena, atque adeo aliorum omnium eo confluentium, ac theologiae et aliis optimis scientiis vacare affectantium institutionem, et profectum instituta, Sardorumque ingenia litterarum studiis apta et maxime dedita existunt, ac eorum per multi, tum ad alias, quae apud ipsos leguntur, facultates capescendas, tum vero ad studiorum suorum lauream consequendam in Italiam et alias partes, magnis suis sumptibus, et periculis, terra, marique transire, quin etiam omnes fere litterarum studiosi ad statum Ecclasiasticum aspirare, et nobilissimi viri, alterum ex duobus filiis, Deo consecrare consueverint. Ex quo Ecclesiasticorum status non parum illustratur et multorum miserabilium pauperies sublevatur. Cum autem, sicut eadem petitio subjungebat, quamplures alienigenae, etiam ex Hispaniarum Regnis, provinciis, et dominiis, ac illae adiacentibus Insulis oriundi, dignitates, canonicatus, et praebendas, aliaque beneficia Ecclesiastica in dicto Regno Sardiniae consistentia ambientes, sibi de illis, sive per Venerabiles fratres nostros Archiepiscopos, et Episcopos dicti Regni, qui ut plurimum, et pro magna parte exteri esse solent, sive alias authoritate Apostolica provideri, ac fructus eorumdem, seu pensiones desuper reservare procurent, et passim, absque ullo obstaculo, ad benefitia, fructus et pensiones hujusmodi recipiantur, et admittantur, ipsius vero Regni Sardiniae indigenae in aliis Regnis, provinciis, dominiis et insulis praedictis, pretextu quorumdam privilegiorum, et indultorum Apostolicorum, seu constitutionum, aut sanctionum, pragmaticarum nuncupatarum, vel consuetudine, ibidem vigentium, ab assecutione quorumcumque benefitiorum Ecclesiasticorum in illis consistentium, nec non perceptione fructuum, et pensionum excludantur, et repellantur; et ex inde plerique eorum, qui assiduis laboribus et vigiliis, maximisque impensis in litterarum studiis, virtutis et doctrinae semina

Digitized by Google

susceperunt, et in agro Domini, si ad illius culturam vocarentur, salutaria germina, quae altissimos, lectissimos fructus, si eo tempore redderent, producere, sibique ipsis, ac aliis ad salutem, et Catholicae Religionis, fideique prōpagationem, et conservationem prodesse possent, nequeuntes beneficia ecclesiastica, ut fructus, vel pensiones pro eorum decenti sustentatione, neque in patrio solo propter exterorum illam occupantium frequentiam, minusque extra illud assequi, exacta jam aetate, et facultatibus suis consumptis, veluti inertes aerumnosam, ac miserabilem vitam ducere, et paupertatem in senectute, quod durissimum est, tollerare cogantur, aliique illorum conditione perterriti, et spe assequtionis benefitiorum hujusmodi frustrati, se clericali militiae adscribi, ac in disciplinis, et ministeriis ecclesiasticis, sacrarumque litterarum studiis se exercere non curent: imo ab eis a suis parentibus, et aliis ad secularia negotia revocentur: et denique proceres, nobiles, et alii incolae eiusdem Regni Sardiniae, a benefitiorum fundatione, ac jurium eorumdem libertatis ecclesiasticae defensione, tuitione quodadmodum retrahantur. Praeter haec vero, idioma ipsum Sardiniae, ita varium, et difficile esse noscatur, ut ab exteris perfecte haberi nunquam possit; adeo ut ipsimet Archiepiscopi et Episcopi interpretes adhibeant, ac proinde exteri praedicti ecclesiis, et benefitiis, quae ibi assequntur, nec non parrochianis, quorum curam susceperunt, parum aut nullomodo prodesse, nec oves suas amore connaturali pascere possint, et collectis multis pecuniis, gravibusque impositis pensionibus, si ea tandem benefitia, nacta occasione, dimittant, aliaque damna, et incommoda ex admissione exterorum hujusmodi proveniant, pro parte deputatorum praedictorum nobis fuit humiliter supplicatum, quatenus ipsorum indigenarum statui, et indemnitati consulere, ac alias in praemissis opportune providere de benignitate Apostolica dignaremur. Nos igitur aequum, et rationi consonum esse censentes, ut ipsi indigenae in benefitiorum ejusdem Regni assequtione exteris praeferantur, ac propterea ex pastoralis offitii nostri debito praetermissis incommodis occurrere, et desuper opportune providere volentes, deputatos praedictos, eorumque singulos, a quibusvis excommunicationis, suspensionis et interdicti, aliisque ecclesiasticis sententiis, censuris, et poenis a jure, vel ab homine, quavis occasione, vel causa latis, in quibus quomodolibet innodati existunt, ad effectum praesentium dumtaxat consequendum, harum serie absolventes, et absolutos fore censentes, nec non benefitiorum tam secularium, quam regularium in ipso Regno Sardiniae consistentium qualitates, quantitates, vocationes, nuncupationes, citationes, et illorum fructuum veros annuos valores, praesentibus pro expressis habentes, hujusmodi supplicationibus inclinati, hac nostra in perpetuum valitura constitutione sancimus, et ordinamus, quod nunc deinceps perpetuis futuris temporibus omnia, et singula benefitia ecclesiastica, in universo Regno Sardiniae hujusmodi, nunc et pro tempore consistentia; etiam si canonicatus, et praebendae, dignitates etiam majores post Pontificales, et principales personatus administrationes, et offitia, etiam curata, et electiva in Metropolitanis, et aliis Cathedralibus, vel Collegiatis, aut aliis Ecclesiis, nec non Parrochiales Ecclesiae, seu earum perpetuae Vicariae, ac in Romana Curia, vel extra eam litigiosa, et de jure patronatus, laicorum etiam nobilium, et illustrium, et clericorum mixti, etiam ex fundatione, vel dotatione aut indulto Apostolico, seu alias quomodolibet calificata sint, vel fuerint, quoties illa per usum, etiam ex causa permutationis per decessum, seu quamvis aliam divisionem, vel admissionem, aut privationem, ea pro tempore obtinentium, seu jus in illis, vel ad illa habentium, aut alias quovismodo apud sedem praedictam, ac etiam in aliquo ex mensibus, in quibus vacantium benefitiorum ecclesiasticorum, dispositionibus et dictae Sedi, etiam per constitutiones Apostolicas, seu Cancellariae Apostolicae regulas, est, vel pro tempore fuerit reservata, vel etiam ordinariis collatoribus, per easdem constitutiones, seu regulas, vel litteras alternativarum, aut alia privilegia et indulta concessis, hactenus, et in posterum concedendis simul, vel successivi vacare contigerit, etiam si acta nunc, ut profertur, vel alias quibusvis modis, et ex quorumcumque personis vacent, ac ex eo, quod benefitia ipsa obtinentes, seu in illis, vel ad illa jus habentes nostri, et quorumcumque aliorum Romanorum Pontificum praedecessorum, seu successorum nostrorum, aut sanctae Romanae Ecclesiae cardinalium etiam viventium in dicta Curia, praesentium, familiares, continui, comensales, seu dictae Sedis notarii, subdiaconi, acolyti, capellani, litterarum Apostolicarum abbreviatores, scriptores, cubicularii, scutiferi proventum, et jurium Camerae Apostolicae debitorum, collectores et sub collectores, seu quicumque alii Curiae, et Sedis praedictarum offitiales, etiam sub diversis constitutionibus felicis recordationis Papae Pauli IIII praedecessoris nostri, suorum, et pro tempore existentium Romanorum Pontificum, familiarium continuorum, comensalium, declaratoriis comprehensi, praesentes et futuri, quocumque nomine nuncupati, seu ex quavis alia causa dispositioni Apostolicae, specialiter, vel alias generaliter reservata, et generali reservatione Apostolica affecta, seu ad Sedem eandem devoluta existant, vel fuerint solis indigenis dicti Regni Sardiniae, vere, et realiter, non ficte in eo natis et nascituris, ac etiam illis, qui a Parlamento generali, in illo Regno celebrari solito, justa ejusdem Regni laudabilem consuetudinem naturales facti fuerint affecta, et debita, praefatique alienigenae ad hujusmodi benefitia in titulum commendarum, administrationem, vel alias quomodolibet obtinendum, aut illorum fructus, redditus, proventus, jura, obventiones, distributiones, et emolumenta quorumcumque, seu super eis, quasvis pensiones percipiendum, omnino inhabiles et incapaces existant; etiamsi ad praesens benefitium, in eo quocumque titulo obtineant, nec non quicumque ordinarii, et alii inferiores collectores, et patroni, qui contra praemissa, quicquam attentare praesumpserint a quacumque benefitiorum collatione, provisione, electione, praesentatione, institutione, et quacumque alia dispositione, prout cuique competierit, tamdiu suspensi remaneant, donec remissionem a Romano Pontifice pro tempore existente meruerit obtinere. Notarii vero, et tabelliones etiam Apostolica, vel Imperiali, aut Regia, seu alia quacumque authoritate creati, qui super adipiscenda possessione cujuscumque benefitii in dicto Regno Sardiniae consistentis pro tempore rogabuntur, nisi prius fide dignorum

Digitized by Google

testimoniis, aut aliis legitime constiterit, eum cui possessio ipsa fuerit tradenda, jure realiter, et non ficte in eodem Regno Sardiniae natum fuisse, nullum omnino super actu possessionis hujusmodi instrumentum publicum, nec quamcumque aliam etiam privatam scripturam conficere, seu in protocollum redigere valeant, et quicumque Judices ordinarii, vel delegati, coram quibus litem contra quemcumque alienigenam in quovis benefitio contra praesentium tenorem intrusum, tam in dicta Curia, quam extra eam moveri contigerit, quamprimum sibi legitime constiterit benefitium ipsum ab alienigena detineri, possessionem, ac fructus, redditus et proventus ejusdem benefitii, donec eis ad quos de jure spectabant adjudicentur sequestrare; ac suo arcto, et firmo sequestro ponere debeant, et teneantur; ita tamen, ut si in fundationibus benefitiorum de jure patronatus laicorum, seu illorum, et clericorum mixtim, ut profertur existentium, nunc, aut quomodocumque caveatur expresse, quod non nisi per clericos, seu presbyteros, de ipsorum fundatorum genere, et parentella oriundos obtineri possent: eo dumtaxat in casu etiam alienigenae de genere, seu familia fundatorum hujusmodi ad illa praesentari, ac in eis institui, et alias ad illa, ac eorum fructus, ac pensiones super illis admitti, qui quod ad praesens aliqua ex dictis benefitiis obtinent, quandocumque illa resignaverint, etiam si alienigenae fuerint, pensiones super eorum sic resignatorum, vel etiam aliorum benefitiorum fructibus, redditibus, et proventibus, vel eorum loco, fructus ipsos ex causa resignationis hujusmodi tantum canonice sibi reservandos sive assignandos, levare et percipere libere possint, nec ipsi quoad hoc, neque etiam benefitia de jure patronatus, charissimi in Christo filii nostri Philippi Hispaniarum Regis catholici existentia, at etiam alienigenae personae praesentari valeant, sub praesenti statuto comprehendantur, decernentes omnes, et singulas collectiones, provisiones, comendas electiones, acceptationes, praesentationes, institutiones et quasvis alias dispositiones de quibuscumque benefitiis ecclesiasticis dicti Regni Sardiniae, ut fertur, vel alias quomodolibet qualificatis, et reservationes illorum fructuum, reddituum, proventuum, et pensionum, super eisdem in favorem alienigenarum dictorum, contra praesentis statuti formam, et tenorem, etiam per nos, et quoscumque alios Romanos Pontifices successores nostros, dictamque Sedem, ac illius legatos, etiam de latere, et nuncios, omnes, et singulos alios jus et facultatem conferendi, providendi, comendandi, eligendi, praesentandi, instituendi, et alias quomodolibet de hujuscemodi benefitiis disponendi, illorumque fructus, redditus, et proventus, ac super eis pensiones reservandi ab ipsa Sede habentes, nec non ordinarios, et alios inferiores collatores etiam ad patronatorum praesentationem, seu de illorum consensu pro tempore factas, ipso jure nullas, et invalidas, nulliusque roboris, vel momenti fore, et esse, ac pro nullis, et infectis haberi, nec per eas cuique jus, vel etiam collatorum titulum possidendi tribui posse, ipsosque alienigenas, illarum prorsus usu et commodo carere, nec Cancellariae Apostolicae regulas, seu constitutiones de annali, et triennali possessoribus, etiam propter quantumvis diuturnam continuatae possessionis tollerantiam, aut quandocumque jus vel aliud benefitium ullo tempore illis, suffragari; sed benefitia hujusmodi, ut prius vacare, et quae ex illis, tempore dispositionis Apostolicae dictis alienigenis factae, eidem dispositioni reservata, seu affecta fuerint, sub eadem servatione, seu affectione remanere, et tam illa, quam etiam omnia alia non servata; neque affecta, de quibus a dicta Sede, vel illius legatis, seu nuntiis, aut aliis jus, et facultatem conferendi ab eadem Sede, ut profertur, habentibus, hujusmodi alienigenas, quandocumque dispositum fuerit, ac novam Romani Pontificis pro tempore existentis dispositionem dumtaxat pertinere, ab ordinariis vero, et aliis inferioribus colatoribus, cessantibus reservationibus, seu affectationibus Apostolicis, eisdem pro tempore collata, ac etiam ea, quae de jure patronatus hujusmodi fuerint, si contingat ad illa quemquam contra praesentis statuti formam praesentari, devolutioni ad Sedem praedictam immediate, et ipso subijcere; illaque omnia ab indigenis dicti Regni, et a Sede praedicta dumtaxat impetrari posse, nec jus ullum ad resignantes, aut cedentes, etiam si in possessione etiam diutina remanserint, et resignationes, seu cessiones hujusmodi si publicatae non fuerint, redire, vel poenes eos remanere, impetrationes vero, ac motu proprio concessiones, quae de eisdem benefitiis pro tempore fient, quibuscumque derogationibus fuerint suffultae, nunquam sub clausulis generalibus, aut vocationum modis, conditionalibus, vel implicitis comprehendi, sed specialiter, et expresse ob non servatam praesentis Statuti formam, cum declaratione nominum, et cognominum ipsorum alienigenarum dispositive, et non conditionaliter, nec per equipollens omnino fieri debeat, eisdem praesentibus, per quascumque alias literas Apostolicas, etiam quasvis generales, vel speciales, etiam derogatoriarum derogatorias, aliasque efficatiores, et insolitas clausulas irritantia, et alia decreta, sub quibuscumque verborum formis concepta in se continentes, nullatenus derogari posse, nec derogatum censeri, nisi earumdem praesentium tenore de verbo ad verbum nihilo poenitus ommisso incertas, ac urgens, et sufficiens causa expressa ac per trinas distinctas in forma Brevis litteras, earumdem praesentium tenore continentes tribus disjunctis vicibus cum unius mensis intervallo, ordinibus, seu deputatis trium statuum hujusmodi, prius legitime intimata, et notificata, ac derogationes ipsae motu proprio, et ex certa scientia, ac de Apostolicae potestatis plenitudine consistorialiter de Santae Romanae Ecclesiae cardinalium pro tempore existentium Concilio factae fuerint, et ordinum seu deputatorum trium statuum hujusmodi ad hoc expressus accesserit assensus, appareatque Romanum Pontificem illis expresse derogare voluisse, et aliter factas derogationes, nemini suffragari, et clausulam implicitae derogationis, videlicet, quod eorum, vel earum, seu praesentium tenores habeantur pro expressis, seu in toto, vel in parte exprimi possint, in quibus suis concessionibus, gratiis, et litteris a nobis, et successoribus nostris pro tempore emanatis oppositum nihil poenitus operari, nec in litteris Apostolicis desuper conficiendis, quidquam ultra id, quod in concessionibus, et gratiis hujusmodi, et specifice fuerit expressum narrari posse, nec quemquam apparendum litteris derogatoriis hujusmodi, decretis super illis processibus, ac eorum executoribus; illorumque mandatis, et

Digitized by Google

monitoribus teneri, sed illis fortiter resistere, et litterarum earumdem executionem omnino impediri, neque ratione sistentiae hujusmodi, aliquibus censuris, vel poenis ecclesiasticis, seu pecuniariis per eosdem executores, et subexecutores innodari. Nec easdem praesentes, etiam ex eo, quod causae propter quas emanaverint eorum locorum ordinariis, etiam tamquam a Sede praedicta delegatis, vel etiam alias quomodolibet examinatae, et justificatae, verificatae, purificatae et approbatae; ipsique Ordinarii, et alii inferiores collatores, et patroni, ac alienigenae, nec non quicumque interesse habentes, ad id legitime vocati non fuerint, neque praemissis concesserint, seu etiam enormis, et enormissimae laesionis, aliocumque praetextu, ac ex alia quavis causa, quantumvis legitime urgenti, et juridica de subreptionis, vel obrectionis, aut nullitatis vitio, seu intentionis nostrae, vel quovis alio de facto notarii impugnari, invalidari, retractari, in jus vel controversiam revocari, ad terminos juris reduci, seu adversus eas quandocumque juris, facti, vel gratiae remedium impetrari posse, neque sub quibusvis similium, vel dissimilium gratiarum revocationibus, suspensionibus, limitationibus, aut aliis contrariis disputationibus, a nobis vel a quibuscumque aliis Romanis Pontificibus, ac dicta Sede, etiam motu, scientia, et potestatis plenitudine, similibus pro tempore emanatis, compraehendi; sed semper ab illis exceptas, et quoties illae emanabunt, toties in pristinum, et eum in quo antea quomodolibet erant statum restitutas, repositas, et plenarie reintegratas, ac de novo etiam sub datum posteriori per ordines, seu deputatos trium statuum hujusmodi eligenda concessas, validasque, et efficaces fore, et esse, ac vim validi, et efficacis contractus inter nos, et dictam Sedem ex una, ac ordines, seu deputatos trium statuum hujusmodi, ex altera partibus, recte, et rite initi, stipulati, ac etiam utrique jurati habere, et perpetuo obtinere, suosque plenarios, et integros effectus sortiri, et ab omnibus inviolabiliter observari, sicque per quoscumque judices ordinarios et delegatos, etiam causarum Palatii Apostolici auditores, ac eiusdem Sacrae Romanae Ecclesiae cardinales, sublata eis et eorum cuilibet, quavis aliter judicandi et interpraetandi facultate, et authoritate, ubique judicari et definiri debere, irritum quoque et inanem, si secus super his, ac quoque, quavis authoritate scienter, vel ignoranter contigerit attentari, non obstantibus quantum opus sit de non tollendo jure quaesito, aliisque Apostolicis et in provincialibus, synodalibus, et universalibus conciliis, edictis spiritualibus, vel generalibus constitutionibus, et ordinationibus, nec non ecclesiasticarum, in quibus benefitia hujusmodi fuerint, ac regnorum, provinciarum, dominiorum et insularum hujusmodi juramento, confirmatione Apostolica, vel quavis firmitate alia roboratis et statutis, et consuetudinibus, etiam quantumvis legitimo tempore observatis, ac legibus etiam municipalibus, et pragmaticis, aliisque sanctionibus, privilegiis quoque, indultis, et litteris Apostolicis, etiam super facultate benefitia praedicta ipsis alienigenis conferendi, seu de illis provvidendi, ac alias quomodolibet disponendi, ipsosque alienigenas ad benefitia, fructus, et pensiones hujusmodi recipiendi, et admittendi, eisdem Ecclesiis, illarumque praesulibus et capitulis, nec non regnis, provinciis, dominiis, et insulis praedictis, eorumque comunitatibus, universitatibus, hominibus, incolis, et personis, sub quibuscumque tenoribus, et formis, et cum quibusvis etiam derogatoriarum derogatoriis, aliisque efficatioribus, et insolitis clausulis, nec non irritantibus, et aliis decretis, etiam vim validi, et efficacis contractus, seu statuti perpetui, vel legis habentibus et inducentibus, per quoscumque Romanos Pontifices praedecessores nostros, et nos in dicta Sede, etiam motu, scientia, et potestatis plaenitudine, etiam consistorialiter, seu etiam ad Imperatores, Regiam, Reginarum, seu aliorum principatuum instantiam, vel eorum contemplatione, ex intuita in genere, vel specie, aut alias quomodolibet, etiam iteratis vicibus concessis, approbatis et innovatis, quibus omnibus etiam si de illis, eorumque totis tenoribus, specialis, specifica et expressa, et individua, ac de verbo ad verbum, non autem per clausulas generales, idem importantes mentio, seu quaevis alia expresse habenda, aut aliqua alia exquisita forma ad hoc servanda foret, illorum omnium, et singulorum tenores, praesentibus pro sufficienter expressis, et incertis habentes illis, alias in suo robore permanserit, hac vice dumtaxat, harum serie specialiter, et expresse derogamus, caeterisque contrariis quibuscumque volumus audire, praesens concessio, indultum, ac statutum eos tantummodo alienigenas benefitiis fructibus, et pensionibus in dicto Regno Sardiniae obtinendis excludat, qui in his regnis, provinciis, dominiis, insulis et locis orti, in quibus indigenae praefati Regni Sardiniae benefitia, ac fructus, et pensiones eorumdem obtinere et percipere possint, etiam ad similia benefitia, fructus et pensiones in dicto Regno Sardiniae libere et indifferenter, absque alio obstaculo, perinde, ac si ibidem nati essent, vicissim admitti debeant, et ad illa habiles, et capaces censeantur. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostrae absolutionis, et statuti, ordinationis, decreti, derogationis et voluntatis infringere, vel, et ausu temerario contrahire; si quis autem hoc attentare praesumpserit indignationem omnipotentis Dei, et beatorum Petri, et Paoli Apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Romae apud Sanctum Petrum, anno incarnationis Domini, millesimo sexcentesimo primo: pridie idus Aprilis. Pontificatus nostri anno decimo. Quo circa discretioni vestrae, per Apostolica scripta mandamus, qualenus vos vel duo, aut unius vestrum per vos, vel alium, seu alios, praeinsertas litteras, et in eis contenta, quaecumque, ubi, et quando opus fuerit, ac quoties pro parte dictorum deputatorum, seu alicujus eorum fueritis requisiti, solemniter publicantes, ac in eis in praemissis efficacis defensionis praesidio assistentes, faciatis authoritate nostra praeinsertas litteras, et in eis contenta hujusmodi, ab omnibus ad quos spectat, et pro tempore spectabit, inviolabiliter observari, nec non deputatos hujusmodi, et alios, quos litterae ipsae quomodolibet indebite molestari, contradictores quoslibet, et rebelles per sententias, censuras, et poenas ecclesiasticas, aliaque opportuna juris, et facti remedia, appellatione postposita, compescendo, ac legitimae super his habendis servatis processibus, sententias, censuras, et poenas ipsas, etiam iteratis vicibus aggravando, invocato etiam ad hoc si opus fuerit auxilio brachij saecularis, non obstantibus felicis recordationis Bonifacii Papae octavi praedecessoris nostri

Digitized by Google

litteris, quibus cavetur, ne quis extra suam civitatem, vel dioeceses, nisi in certis exceptis casibus, et in illis ultra unam dictam a fine suae dioecesis ad iuditium evocetur, seu ne judices a dicta Sede deputati extra civitatem, vel dioecesim, in quibus deputati fuerint, contra quoscumque procedere, aut alii, vel aliis vices suas committere audeant, vel praesumant, et in hoc concilio generali, et ita de duabus dictis, dummodo non ultra tres dictas, quis authoritate praesentium judicium non extrahantur, aliisque consuetudinibus Apostolicis, nec non omnibus illis, qui in dictis litteris, volumus non obstare, seu si aliquibus communiter, aut divisim, ab eadem sit Sede indultum, quod interdici, suspendi, vel excommunicari non possint per litteras Apostolicas; non facientes plenam et expressam, ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem. Datum Romae apud Sanctum Petrum, anno incarnationis Domini millesimo sexcentesimo primo, pridie idus aprilis, Pontif. nostri anno decimo. M. A. X. P. Azellius G. Comban, S. Isquierdus, Cust. Mainus, G. Guidus, G. Pamphilius, P. Mansi, Sa. Burluarenelt.

II*.

CAPITOLI *di* CORTE *votati dai tre* STAMENTI *Sardi nel Parlamento celebrato dal vicerè Don Antonio Coloma conte di Elda, e approvati dal re di Aragona e di Sardegna Don Filippo III, per la fondazione in Cagliari di una Università di studi, e per la erezione dell'edifizio corrispondente.*

(1602 . . . . . .)

Dagli Atti originali del Parlamento suddetto (Archiv. Ant. Patrim.) Cap. 45 e 46, fol. 123 e 131.

Considerant los tres Staments de aquest Regne de Sardeñya, por ordre de Sa Magestat congregats en estas Reals Generals Corts per tractar, y procurar tot lo que es servey de Nostre Señor, y de sa Real Magestat, lo be, augment, y lustre de dit Regne, de quanta importancia sia per à conseguir tots los premencionats fins de les *lletres*, y de lo exercici delles, y que mediant les sciencies se conserva, confirma, y exalta la Santa Fè. y Catholica doctrina, de la qual mes que de altra cosa se pot molt honrrar, y honrra aquest dit Regne, per haverse en ell conservat, sens infectio de error, ni de heregia, desde lo temps dels Apostols, haventla en ell predicada hu dels setanta y dos Dixebles de Christo Señor Nostre; y considerant, que ab ells se cultivau los ingenis, y que totes les coses, que en una Republica, y Regne ben governat son menester, se alcançan, y se posan en son lloch, y tenen lo llustre, de que les Histories estan plenas, y que per medi de les matexes lletres, y sciencies, es estat, y es tant illustrat lo nom, y que no hi hà agut, ni hi hà Provincia ben governada, y de policia, que no les hagia procurades, y abrassades; è considerant axi be, y vehent per experiencia, que aquest dit nostre Regne, per dexar ló demes, es estat, y es notoriament illustrat, y millorat dels que, com fins ara millor se hà pogut, han empress en ell ab nou fervor los estudis, y exercici de aquells; hà paregut, que se lis restava alguna esperansa per haverlo de tornar al antich llustre, que en temps dels Romans particularment tenia, se podria sols alcansar ab instituir en dit Regne un ESTUDI UNIVERSAL, y publich, com en tots los domes Regnes se veu ser instituit, y fundat, en lo qual se lligissen totes les facultats, tenint per molt cert, que ab notable ventaja pendria per ahi lo dit Regne milloria; y com se ha vist en ell millor lo profit ab coltivarse mes la terra, se veurà millor ab la cultura dels enteniments, dels quals es tant copios, que no se enten ser en res inferiors los subjetes, que dells se venhen en las Universitats de España, è Italia, als dels altres Regnes, y Provincias, de la dita santa, y utilosa obra sen servirà sumament Nostre Señor Deu, perque se desterrarà per ell la ignorancia, centina de peccats, y de mals, y se guañaran moltes animes, que ab ella de cada dia se perden, sen servirà tambe molt sa Magestat, perque tendrà aquest son Regne fidelissim major llustre, y nova forma, y serà mes enriquit, y embellit de moltes coses, que en ell se poden fer, quals se dexan de posar per obra, per no haver hi qui los promoga, y porte à llum com conve, per falta de art, y de sciencia, tindrà tambe sa Magestat mes sujetes, y persones de lletres, y de valor, de les quals en qualsevol occasio, y temps se podrà millor, y mes servir lo Patrimoni, etiam de sa Magestat, y axi be tot lo Regne anirà ab açò en tant gran augment, que podrà haverseli dat nou ser, y nova vida, ultraque se afforraran los particulars dells lo que gostan, havent de trametre sos fills à les Universitats fora del Regne, no sens perill, axi de la vida, com dels costums, maxime haventlos de enviar en Italia, com los demes hu fan, puix les poques facultats que tenen no abastan per haverlos de provehir, y enviarlos en España, com la Magestat del Rey Nostre Señor, que està en lo Ciel, ho volia, y pretenia, prohibint expressament, com prohibì, que no anassen à estudiar als de Italia (1). Per lo que, et alias, supplican à V. S. I. los dits STAMENTS Ecclesiastich, Militar, y Real, que se servesca V. S. I. en persona de sa Magestat decretar, que se puga, y dega instituir, y fundar un ESTUDI, y UNIVERSITAT publica per als Regnicols desta Isla, y altres, que à ella acudiran, y ques fassa, y mantenga en esta Ciutat de Caller, en la qual hagian de llegir totes les facultats, començant de ara per les superiors, y mes necessaries, y en la qual se pugan graduar, com en les altres Universitats se acostuma, tots los que vuy seran, y estudiaran en elles, ab les gracies, mercès, y privilegis, è immunitats, que les altres Universitats de sa Magestat de la Corona de Arago tenen; que de aço, ultra lo servey de Nostre Señor, y de sa Magestat, ne resteran tots los dits STAMENTS, y en general tot lo Regne en perpetua obligacio de V. S. I., y à sa Casa, per esser cosa molt convenient, tant al servey de Nostre Señor, com de sa Magestat, y en benefici universal, y particular del present Regne, y habitadors de aquell.

(1) I Sardi adunque, mancando di Università nel loro paese, andavano in Italia per apparervi le scienze e le lettere; ma Filippo II re di Spagna ne fece loro assoluta proibizione . . . . . E gli *Stamenti Sardi* lo collocarono in cielo . . . . .

Digitized by Google

Decr. Vicer. — Ques fassa com se supplica; y en lo que te respecte à les gracies, privilegis, y prerogatives, que demanen per dita UNIVERSITAT, que ho suppliquen à sa Magestat, a qui tambe sa Señoria Illustrissima representerà dita utilitat, y lo hi supplicarà.

Sabater Notarius.

Decr. Reg. — Plau à sa Magestat lo contengut en lo present CAPITOL, reservantse la superintendentia, y patronat de dita UNIVERSITAT de la matexa manera, que la te en les altres de la Corona de Arago.

Covarruvias Vicecancellarius.

Item supplican dits tres STAMENTS à V. S. I., perque puga tener principi la fabrica de la UNIVERSITAT, que en la present Ciutat de Caller se decretà se degues fer, decretar que en lo primer PARLAMENT en lo present Regne celebrador no se done la cera, y achas, que als convocats en aquell se han acostumat, y acostuman dar, sino la porçio de sis milia lliures, que per dita cera, y achas se sol taxar, se hagia de aplicar à la fabrica de dita UNIVERSITAT, per la qual des de ara la Ciutat de Caller las prendrà à sensál, ab que tambe V. S. I. decreta, que dels quaranta mil ducats, ò altra suma, que de dit PARLAMENT se repartiran, axi les dites sis milia lliures, com les pensions, y altres qualsevoll interessos, que dita Ciutat haurà patuit per raho de ditas sis miliá lliures, se li satisfassan, y restituescan, perque altrament, no bestraluent la dita Ciutat, serà impossible poder dar principi à la fabrica de dita UNIVERSITAT, cosa de tanta importancia, y de que ha de redundar tant de be, y utilitat al present Regne; la qual resterà perpetua memoria de V. S. I.

Decr. Vicer. — Ques fassa come se supplica.

Sabater Notarius.

Decr. Reg. — Està be decretat per lo Virrey.

Covarruvias Vicecancellarius.

III*.

Gli STAMENTI SARDI *propongono una legge coercitiva, e ne ottengono la sanzione dal re di Spagna e di Aragona Don Filippo III, per obbligare i proprietari di terreni chiusi od aperti alla piantagione di alberi di gelso, onde poter introdurre nell'isola l'arte della seta.*

(1603 . . . . . .)

Dagli Atti originali del PARLAMENTO celebrato in Sardegna sotto la presidenza del vicerè Conte Delda, cap. 9, fol. 108. - Antico Archiv. Patrim. Regio.

Item suplican a V. S. I. los dits ESTAMENTS, que attes lo present Regne es apte per fer qual se vol arbitre, y la causa per la qual se dexa de fer moltes coses que serian de molta utilitat, y ganancia, y la poca inclinacio, y industria que los naturales tenen a fer semejants arbitres, com serien *sedes*, *oli*, *olives*, *draps*, y altres semblantes coses, la qual industria es just sia excitada; y perço suplican a V. S. I. mane estatuyr, y decretar, que tots les del present Regne, axi de ciutats, com de viles, que tinen viñes, y alguns camps, o tancats, que no servexen per sembrar forment, ordis, o faves, que sian tinguts, y obligats criar hi, y mantenir hi, en las tals viñas, o tancats, dos docenas almenis cascu de arbres de moras, y que azo sia efectuat dins tres annis, sots pena a cascu que contre fara de sinch lliures, en la qual si incidesca en continent, que passats los dits tres annis no se trobaran plantats dits arbres de moras; y apres si incidesca de dos en dos annis en dita pena, lo que se trovara no aver plantat los tals arbres; y dita pena se aplique, en les ciutats, è viles Reals, al Real Fisch, y en las villas, y llochs de Barons als Señors de lloch; porque de esta manera, aventhi en lo Regne moltas moras, se introduira ab facilitat *l'art de fer seda*, cosa que sera molt utilosa al present Regne, y asso sens perjudici de les essempcions, immunitats, y privilegis que tenen les ciutats del present Regne.

Que es fassa com se suplica, en les terres aptes per criar, y ferse arbres de moras.

Sabater Notarius.

Està be decretats per lo Virrey.

Covarruvias Vicecancellarius.

IIII.*

Provvedimenti coercitivi dati dal re di Spagna e di Aragona Don Filippo III, a petizione del PARLAMENTO *di Sardegna, affinchè si eseguisse rigorosamente la* Prammatica Reale *già emanata per l'*innesto *graduale degli olivi selvatici esistenti nell'isola e per la fabbricazione dell'olio.*

(1603 . . . . . .)

Dagli Atti originali del PARLAMENTO celebrato sotto la presidenza del vicerè Don Antonio Coloma conte d'Elda, cap. 10, fol. 109. - Ant. Archiv. R. Patrim. di Sardegna.

Item suplican (gli STAMENTI) a V. S. I. que estates en lo present Regne y à moltes olivastres, que si se *impeltan*, se faria molta abundancia de *olives*, y *oli*, per lo qual efecte aliàs se feu *Pregmatica* que se *empeltassen*, y que se pagas al Señor del lloch, *de deu*, y de tot lo ques faria, y fins vui no se ha efectuat cosa alguna, perço que V. S. mane decretar, que en totes les Encontrades, villas, y llochs en los territoris dels quals y à oleastres, sean tinguts y obligats cada vassall *que paga feu* empeltar en cascun any *deu arbres de ollastre en olivas*, sots pena cada hu que contra fara cascun any *de quarenta sous*, aplicadora al Señor del lloch; y los arbres que cascun *empeltara* sian propris de aquell, ab que pague cascu al Señor del lloch *de diu*, y de les *olives;* y que los Señores del lloch, hont y aura numero de olivers, ço es de sinch cent arbres en amunt, abe que no sian empeltats dins tres anys, sia tengut, y obligat *tener moli pera fer oli*, per lo qual pugan ser forçats, *etiam ad instantiam* dels dits vassalls, y lo matex se entenga en les ciutats, terres, y *viles reals*, aplicadora

Digitized by Google

al Real Fisch, y azo sens perjudici de les exempcions, immunitats, y privilegis que tenen les ciutats del presente Regne.

DECR.

Que es guarde, y execute la *Real Pragmatica*.

Sabater Notarius.

Està be decretat per lo Virrey. Y quant al *moli*, que es fassa com se suplica.

Covarruvias Vicecancellarius.

V*.

Franchigia da ogni dazio pel termine di venti anni accordata dal re di Spagna e di Aragona Don Filippo III, dietro domanda dei tre STAMENTI *di Sardegna, a tutte le lane e drappi di lana che si estrarrebbero dall'isola, onde attivare a tal riguardo l'industria nazionale.*

(1603 . . . . .).

Dagli Atti originali del PARLAMENTO celebrato sotto la presidenza del vicerè Conte d'Elda, cap. II, fol. 110. - Ant. Archiv. Patrim. R. di Sardegna.

Item suplican dits ESTAMENTS, que V. S. I. mane estatuyer, y decretar, que la Regia Cort en lo present Regne introduesca *la art de fer draps fins, y de tota manera*, fent pera dazo venir mastres, telers, y demes racaptes necessaris, puix en lo Regne y a aptitut per aferlho, y sera utilitat a la Regia Cort, y als Regnicols. Y perque ab mayor animo *vinguen de altre Regne per fer dita art*, mane donar algunes essempcions als qui voldran fer aquell; *y lo matex als qui vendran a fer sedes*. Y axi be, que mane Sa Magestat *fer portar òvelles de España*, y que se repartescan per lo Regne entre los qui tenen bestiar, conforme *un capitol* se possà en la *Pregmatica* per dicte efect.

DECR.

Que ho suplichen a Sa Magestat, a qui sa S. I. ab ses cartes representara quant utilosa cosa sera per son Real Patrimoni, y per aquest Regne.

Sabater Notarius.

Plau a Sa Magestat concedir *frangueça de drets*, axi Reals, com altres que deuran per llanes, y draps, que en dit Regne se obravan, *per termini de vint anys*.

Covarruvias Vicecancellarius.

VI.

Breve del Pontefice Clemente VIII, per regolare l'applicazione degli spogli *dei Vescovi di Sardegna in occasione della loro morte.*

(1604. — 22 settembre).

Dal DEXART, *Capit. Curiar. Regni Sardiniae*, fol. 342 e seg.

Clemens Papa Octavus, ad perpetuam rei memoriam. Romanum decet Pontificem opportunam adhibere provisionem, ad hoc, ut gratiae per Sedem Apostolicam in subventionem Ecclesiarum, praesertim Cathedralium ad praeces Catholicorum Regum concessae, sublatis fraudibus, et litium dispendiis, optatum sortiantur effectum. Nedum siquidem felicis recordationis Pius Papa Quintus praedecessor noster, supplicationibus clarae recordationis Philippi ejus nominis secundi, Hispaniarum Regis Catholici, inclinatus, spolia Archiepiscoporum, et Episcoporum in Regno Sardiniae, et extra illud, non tamen in Italia decedentium, ac fructus Metropolitanarum, et Cathedralium Ecclesiarum dicti Regni, seu earum mensarum, ipsarum Ecclesiarum vacatione durante, ab ipsis Archiepiscopis, et Episcopis, quos in hujusmodi Ecclesiis vacantibus succedere contigeret, Apostolica authoritate perpetuo abdicavit, illamque, et illos Ecclesiis praedictis pro illarum fabbrica constructoria, reparatoria, conservatoria, et ornamentorum Ecclesiasticorum fulcimento, et manutentione, etiam perpetuo applicavit, et singulis singularum Ecclesiarum Presbyteris, et personis per Philippum Regem, qui etiam ipsius Regni Sardiniae Rex existebat, ejusque successores eligendis, ut spolia, et fructus hujusmodi percipere, exigere, et recuperare, illaque in restaurationem, manutentionem, et conservationem praedictas, convertere deberent, per quasdam suas, Apostolica authoritate perpetuo concessit, et indulsit. Superioribus vero annis nos ex insinuatione clarissimi in Christo filii Philippi ejus nominis Tertii Hispaniarum Regis Catholici, dicti Philippi Secundi nati, qui itidem Regni Sardiniae Rex existit; intelligentes, quod nonnulli ex dictis Archiepiscopis et Episcopis varias donationes inter vivos, spoliorum et fructuum hujusmodi, tam in favorem consanguineorum, affinium, et aliarum personarum, quam etiam piorum, et religiosorum locorum, quam bona ipsis donata, usque ad ultimum vitae spiritum retinendo aliquando in infirmitate constituti, dum amplius vivere non sperent, solemnes donationes in fraudem Ecclesiarum, quibus bona illa obvenire debebant, facere consueverunt; indeque eveniebat, ut sequto obitu donatorum, variae lites occasione hujusmodi donationum suscitabuntur, ac persaepe omnia spolia, seu eorum major pars, in talibus litibus sustinendis consumebantur, Ecclesiae vero praedictae commodo, et beneficio applicationis, de illis factae, frustratae remanebant, in grave earumdem Ecclesiarum praejuditium, et jacturam; nos praecibus dicti Philippi Tertii Regis annuentes, ut earumdem Ecclesiarum indemnitati consultum foret, per alias nostras exinde in forma Brevis, sub annulo Piscatoris confectas litteras, inter vivos, vel causa mortis promissiones, obligationes, debitorum confessiones, et alias quascumque dispositiones per Archiepiscopos praedictos, de spoliis, rebus, et pecuniis, ac etiam fructibus, etiam sub pretextu Ecclesiastici servitii, et etiam causa mercedis, aut in remunerationem servitiorum et impensarum, seu in quacumque alia, quantumvis pia, et privilegiata causa, in favorem consanguineorum, affinium, familiarium, et aliarum personarum, vel etiam piorum et religiosorum locorum, aut alias quomodolibet factas, et pro tempore faciendas, ac etiam quascumque clausulas, et cauthelas in se continentes, nullas, invalidas, ac simulatas, ac uti in fraudem applicationis eorumdem spoliorum factas, nullius roboris, et momenti existere, nec aliquem effectum sortiri, nec ad illorum executionem, deveniri posse, nec debere, etiam si illarum tempore tales

Digitized by Google

Archiepiscopi in infirmitate constituti forent, vel etiam si ante infirmitatem hujusmodi ex justa, et rationabili causa, et in casibus jure permissis factae essent, nisi ipsa bona donata actualiter, et cum effectu eisdem donatariis, saltim infra octo dierum spatium tradita forent, et realiter poenes ipsos remanerent, vel illas ex quacumque causa, etiam custodiae depositi mutui, aut praecario, vel quocumque alio titulo, vel praetextu, etiam cum clausula costituti iidem donatores designarent, vel apud alias personas, seu loca, etiam procuratorio nomine donatariorum res, et bona hujusmodi donata, tradita, commendata, seu sub deposito, vel alio titulo consignata, aut tradita, seu quomodolibet occultata forent. Ita, quod propterea, aut alias executio applicationis, et aliorum in litteris pii praedecessoris hujusmodi contentorum nullatenus impediri posset; sed ipsarum judices ad totalem illarum executionem devenire atque ita procedere deberent et tenerentur, et alias, prout in nostris, et eisdem pii praedecessoris nostri litteris praedictis plenius continetur. Cum autem sicut nobis innotuit Archiepiscopi et Episcopi dicti Regni Sardiniae pro eorum et Ecclesiarum, quibus praesunt, nec non domesticis, et familiaribus negotiis, atque servitiis notabilem Officialium, Ministrorum, et familiarium, ac servitiorum et domesticorum Archiepiscoporum, et Episcoporum claves, libros et scripturas eorumdem occupant, et poenes sè retinere contendunt, et verisimiliter dubitari posset ne libros et scripturas hujusmodi, vel occultent, vel certe intervertant certam, et veram notitiam de eorum praetentionihus habere nequiverint super salarii, mercede, et stipendiis hujusmodi, et eorum consequtione etiam judicialiter vexare, et molestiis afficere soleant, et exinde eveniat, ut omnia fere bona, et spolia dictis Ecclesiis debita, seu majorem eorum partem in defensionem hujusmodi litium, ac solutionibus salariorum, mercedum, et stipendiorum minus legitime debitorum impendi, atque consummi necesse sit in gravem dictarum Ecclesiarum, quae ea de causa gratia applicationis ipsis debitae frui et gaudere impediuntur, imo illius comodo, et beneficio poenitus frustrantur, jacturam fabricae quoque structurae et ornamentorum ejusdem damnum et praejuditium; nos qui decorem domus Dei ejus scilicet et Ecclesiarum sinceris desideramus affectibus, indemnitati Ecclesiarum dicti Regni (ut par est) prospicere, ac fraudibus, ac difficultatibus, caeterisque dispendiis, quae desuper occurrere deinceps possunt, mature providere volentes, ac singularum litterarum hujusmodi tenores praesentibus pro plene, ac sufficienter expressis, ac de verbo ad verbum insertis habentes, motu proprio, et ex certa scientia, deque Apostolicae potestatis plenitudine, Apostolica authoritate harum serie perpetuo futuris temporibus, nulli cujuscumque status, gradus, dignitatis ordinis, conditionis et preheminenciae, qui Vicariatus, Assessoris, Advocati, Procuratoris, Notarii, aut quaevis alia offitia, functiones vel ministeria Archiepiscoporum, et Episcoporum dicti Regni Sardiniae, aut pro eis, tam in eodem Regno, quam extra illum in Romana Curia respective gesserint, sustinuerint, exequerint, vel ipsorum domestici, familiares, familia, gentes, institutores, aut alias familiares fuerint, stipendium, salarium, seu mercedem, recognitionem vel remunerationem aliqua ratione, offitiorum, ministeriorum familiaritatis, servitutis, aut quorumcumque aliorum obsequiorum eisdem Archiepiscopis, et Episcopis, ut supra impensorum, nisi claruerit, et evidenter apparuerit, quod ipsi Vicarii, Assessores, Advocati, Procuratores, Notarii, Officiales, Ministri, familiares, famuli, caeterique servitores hujusmodi sub certa et determinata mercedis summa, et quantitate sint, inde menstruatim aut saltim annuatim conventa, et officia, ministeria. familiaritatem, obsequia, et servitia, quae sustinuerint, et tunc non nisi pro biennio diem obitus uniuscujusque ex dictis Archiepiscopis praecedente, et ex tunc infra annum ad diem ejusdem obitus dumtaxat, et alias in omnibus et per omnia juxta unius per felicis recordationis Paulum Tertium, quae incipit. Cum sicut nobis nuper innotuit, et alterius, quae incipit: Cupientes litium, ac fraudem piae memoriae Pium Quintum, Romanos Pontifices praedecessores nostros, et dictarum constitutionum petere, exigere, consequi, et habere aut alias praetendere possint, minusque Ecclesias, quibus spolia, fructus, et bona eorumdem Episcoporum et Archiepiscoporum obvenire debuerint, aut illarum OEconomos, aliosque Ministros desuper in juditio, vel extra aut alias quomodolibet impedire, vexare, perturbare seu molestare valeant, vel praesumant, decernentes illos ex dictis Vicariis, Assessoribus, Advocatis, Procuratoribus, Notariis, caeterisque servitoribus, quae lites super praemissis in Romana Curia intentare voluerint, et eorum pro tempore existente Sanctae Romanae Ecclesiae Thesaurario Generali, dumtaxat privative quoad omnes alios facere posse, et processus coram aliis judicibus etiam vigore obligationis Cameralis, aut quovis alio praetextu quomodolibet factos, ac inde sequta nullius esse roboris, et momenti, ita et non aliter ab omnibus censeri, ac per quoscumque Judices, tam ordinarios, quam in praedictis litteris Deputatos, aut alios Comissarios, quavis authoritate fungentes, etiam Palatii Apostolici causarum et Sanctae Romanae Ecclesiae Cardinales, de latere Legatos, et Sedis Apostolicae Nuntios, sublata eis, et eorum cuilibet quavis aliter judicandi et interpraetandi facultate, ubique, et in quavis aliter judicari et definiri debere, irritum quoque, et inane, si secus super his a quo quavis occasione scienter, vel ignoranter contigerit attentari, non obstantibus praemissis, ac constitutionibus, et ordinationibus Apostolicis, nec non omnibus illis, quae in singulis litteris praedictis nos, et Pius praedecessor praedictus voluimus non obstare, caeterisque contrariis quibuscumque. Caeterum, quia difficile foret praesentes nostras litteras, quibus opus fuerit originaliter exibere, volumus et Apostolica authoritate motu simili decernimus, quod earumdem praesentium transumptis, et exemplaribus, etiam impressis, manu Notarii publici subscriptis, et sigillo personae in dignitate Ecclesiastica constitutae munitis, eadem prorsus fides ubique, juditio, et extra adhibeatur, que ipsismet praesentibus adhiberetur, si originaliter forent exibitae, vel ostensae, quodque eadem exemplaria ad valvas singularium Cathedralium Ecclesiarum, et Archiepiscopalium affixa, omnes quos illae tangunt et concernunt perinde arctent, ac si unicuique ex ipsis, etiam originaliter intimatae forent.

Datum Romae apud Sanctum Marcum, sub annulo Piscatoris, die vigesima secunda septembris, milesimo, sexcentesimo quarto, pontificatus nostri anno decimotertio.

Digitized by Google

VII*.

Il re di Spagna Don Filippo III approva e sanziona con suo reale diploma i capitoli votati e discussi dal Parlamento Sardo riunito nel 1602 dal vicerè Don Antonio Coloma Conte d'Elda.

(1605. — 4 febbraio).

Dagli antichi Archivi del Reale Patrimonio di Sardegna, Cod. F.

Nos Philippus, Dei gratia, Rex Castellae, Aragonum, Legionis, utriusque Siciliae, Hierusalem, Hungariae, Dalmatiae, Croatiae, Navarrae, Granatae, Toleti, Valentiae, Galitiae, Majoricarum, Hispalis, Sardiniae, Cordubae, Consicae, Murtiae, Giennis, Algarbii, Algezirae, Gibraltaris, ac Insularum Canariae, nec non Insularum Indarum, et Terrae firmae Maris Oceani, Archidux Austriae, Dux Burgundiae et Brabantiae, Mediolani, et Comes Barchinonae, Flandriae, et Tirolis, etc. Dominus Viscayae et Molinae etc., Dux Athenarum, et Neopatriae, Comes Rossilionis et Ceritaniae, Marchio Oristani et Gociani. — Consueverunt magni Principes subditorum suorum petitiones, ac praesertim quae Reipublicae utilitatem, et commodum concernunt, liberaliter exaudire: dum enim illos Regiis largitionibus afficiunt, ipsos fideliter adaugent, et ad gratiora obsequia praestanda alliciunt, caeteros etiam, hoc exemplo ductos, ad eumdem provocant, et inducunt. Respicientes igitur maximam, et integram devotionem praefati Nostri Regni Sardiniae, suorumque incolarum praeclara servitia et obsequia, quae jugiter multimodis Regibus Aragonum praedecessoribus Nostris, et Nobis successive, in quacumque fortuna, animo indefesso praestiterunt, et praestare non desinunt, merito astringimur, ut quidquid pro comuni Reipublicae utilitate supplicaverint eis liberaliter concedamus. — Cum itaque in Parlamento per egregium Don Antonium Coloma Comitem Delda, Nostrum Locumtenentem, et Capitaneum Generalem in praefato Regno, jure et nomine Nostris, anno praeterito millesimo sexcentesimo secundo celebrato per tria Stamenta Regni praedicti fuerint coram eo oblata nonnulla capitula bonum, et utilitatem Regni ejusdem concernentia, dictus Locumtenens illa decrevit, et provisit, prout in calce cujuslibet ipsorum continetur. Quae quidem capitula, una cum responsionibus per dictum nostrum Locumtenentem generalem factis, fuerunt per admodum Reverendum in Christo Patrem Alphonsum Lasso Sedeño Archiepiscopum Calaritanum, et Nobilem, et dilectos Nostros Don Melchiorem Aymerich, ac Melchiorem Dexart, Sindicos respective dictorum trium Stamentorum, coram Majestate Nostra praesentata, humiliter supplicando, ut eadem acceptare, concedere, et confirmare de solita Nostra benignitate dignaremur. Nos vero, perspectis innata fidelitate, ac servitiis per incolas praefati Regni Sardiniae Coronae Regiae praestitis, et impensis, quaeque praestituros speramus, capitulis quidem, ac decretationibus ipsis in Nostro S. S. Regio Consilio visis, recognitis, et examinatis, tandem responderi mandavimus, prout in fine uniuscujusque capituli appositum est, et decretum. Quorum quidem capitulorum, et decretationum series sequitur sub his verbis (1). . . . . .

. . . . . .

. . . . . .

. . . . . .

. . . . . .

Quas quidem supplicationes, capitula praeinserta, et responsiones, et decretationes in eisdem appositas laudantes, approbantes, et concedentes, illas, et illa, et omnia et singula in eisdem contenta, et expressa, praedicto Stamento militari praedicti Regni Sardiniae, et illius particularibus praesentibus, et pro tempore existentibus, tenore hujusmodi, de Nostra certa scientia, deliberate et consulto, dicti Nostri S. S. R. Consilii deliberatione praeeunte, concedimus, consentimus, et liberaliter elargimur, Nostroque hujusmodi concessiones, et elargitiones consensus munimine, seu praesidio roboramus, auctoritatemque Nostram Regiam interponimus pariter, et decretum. Quapropter egregio, nobilibus, magnificis, dilectisque Consiliariis, et fidelibus Nostris Locumtenenti, et Capitaneo Generali Nostro in praefato Regno Sardiniae, Praesidenti, seu dictum officium Regenti, Regentique Cancellariam, et Doctoribus Nostrae Regiae Audientiae, Judici Curiae, Advocatis, et Procuratoribus Fiscalibus, et Patrimonialibus, Gubernatoribus quoque, seu Reformatoribus in Capitibus Callaris, Gallurae, et Logudorii, Regio Procuratori, Magistro rationali, ac Regenti Nostram generalem Thesaurariam, seu eorum Locumtenentibus, Vicariis, aut Subvicariis, Potestatibus, Alguaziriis, Virgariis, et Portariis, caeterisque officialibus, et subditis majoribus et minoribus in dicto Regno Sardiniae constitutis, et constituendis, dicimus, praecipimus, et jubemus, ad incursum Nostrae Regiae indignationis et irae, poenaque florenorum auri Aragonum mille Nostris Regiis inferendorum Ærariis, quod capitula praeinserta, et unumquodque eorum, juxta decretationum, et responsionum in fine ipsorum positorum seriem, et tenorem teneant firmiter, et observent, teneriique, et inviolabiliter observari per quos decet faciant; cauti secus agere, fierive permittere, ratione aliqua, sive causa, si dicti officiales, et subditi Nostri praedicti, praeter irae, et indignationis Nostrae incursum, poenam praepositam cupiunt evitare. In cujus rei testimonium praesentem fieri jussimus, Nostro comuni sigillo impendenti munitam. Datum in oppido de Ventosilla, die quarta mensis februarii, anno a nativitate Domini millesimo, sexcentesimo quinto, Regnorumque nostrorum omnium octavo.

Yo EL REY.

V. Covarruvias Vicecanc.
V. Ferro pro generali Thes.
V. D. Joann. Sabater Regens.
V. Franquesa Cons. gener.
V. D. Monserrà de Guardiola Regens.
V. D. Josephus Bagnatès Regens.
V. D. Philippus Tallada Regens.

(1) Seguono nel Diploma i *capitoli* votati e presentati dal Parlamento all'approvazione sovrana. Sono 150 in tutto. Però il re Don Filippo ne approvò soli 134, e ne rigettò sedici.

Digitized by Google

Dominus Rex mandavit mihi Johanni de Vilella, visa per Covarruvias Vicecancell., Ferro pro Gener. Thes., Guardiola, Sabater, Bagnatès, et Tallada Regentes Cancellariam, et Franquesa Conservatorem Generalem.

Confirma V. Magestad, y de nuevo decreta al Estamento militar del Reyno de Cerdeña los *capitulos* aqui insertos, que èl Conde de Elda les concedio en el Parlamento, què en nombre de V. Magestad celebrò a los de aquel Reyno en el año 1602.

VIII*.

Il re di Spagna e di Aragona Don Filippo III proibisce ai consiglieri o membri del municipio di Cagliari che facciano donativi di denaro, o di valori corrispondenti, ai vicerè di Sardegna, in occasione di matrimonio delle loro figlie, od altre circostanze, come da tempo antico si costumava fare, senza ottenerne prima l'assenso regio, sotto pena di rimanere a carico particolare di ciascun consigliere, non però dei fondi del municipio, il donativo da essi offerto.

(1610. — 3 gennaio).

Dagli Archivi della città di Cagliari, ant. Lib. Diversor.

El Rey.

Amados, y fieles nuestros, los Conselleres, y Officiales de nuestra ciutat de Caller. Tenemos entendido, que es costumbre antiga en esse Reyno, quando mis Lugartinientes, y Capitanes generales del casan sus hijas, y en otros casos, offrecerles, y darles cierta cantidad de dinero, o valor della para ayuda de su casamiento; y anuque el motivo sea por qualquier respecto, conviene, que de aqui adelante no se haga, y assi os encargo, y mando, que a mi Lugartiniente, y Capitan general, que agora es, ni a los que le succedieren en dicho cargo les offresca essa ciutad cantidad alguna para lo sobredicho, ni otro qualquier effecto, sin que preceda primero licencia mia para ello, con apercibimiento, que si el contrario se hiziere de aquia delante, serà por cuenta particular de los que lo deliberaren, y no por la dessa ciutat, y porque entendays todos, que se ha de observar inviolablement, hareys, que en el libro de su Conseio se registre essa carta, que tal es mi determinada voluntad, toda duda, consulta, dificultad, y otro qualquier impedimiento cessante. Dat. en Madrid 3 de Henero 1610.

Yo el Rey.

Vidit Clavero. Don Franciscus Gazol secretari.

VIIII*.

Antonio Canopolo, arcivescovo metropolitano di Arborea, vescovo di Santa Giusta, fa ampia ed irretrattabile donazione al suo nipote Martino Suzzarello della Villa, terre, boschi, acque, ecc. ecc. di Putifigari, *con giurisdizione civile e criminale, mero e misto impero sugli abitanti della Villa medesima, e col vincolo di perpetuo fidecommesso.*

(1610. — 25 febbraio).

Dall'Atto originale ed autentico posseduto dall'Autore del presente Codice Diplomatico.

In Dei nomine. Amen. Nouerint uniuersi. Quod nos don Antonius Canopolo Dei et App.ca Sedis gratia Archiepiscopus Metropolitanus Arborensis et Episcopus S.tae Justae de Consilio suae Maiestatis ob amorem, quem erga vos Martinum Suzzarello et Campo nepotem nostrum gerimus, et propter multa grata, et acceptabilia seruitia habuimus a Mariangela Suzzarello, et Campo matre vestra, et nepote nostra, et in futurum a vobis habere speramus; non vi, dolo, metu, errore lapsi, nec aliqua sinistra maquinatione circumuenti, sed bono animo, spontaneaque voluntate donandi, et aliis de causis animum nostrum mouentibus, quibus tanquam justis annuentes gratis, et ex nostra certa scientia donamus, et ex causa hujusmodi donationis concedimus vobis dicto Martino Suzzarello, et Campo nepoti nostro absenti, Notario pro vobis et aliis quarum interest, intererit, aut interesse poterit praesenti, acceptanti, et legitime stipulanti; tamquam publicae et autenticae personae, donatione, quae dicitur inter viuos pura, perfecta, simplici et irreuocabili totam illam villam de Putifigari cum vinea in illius terretorio nec non etiam saltum vulgariter dictum *desu incantu* cum omnibus juribus et pertinentiis suis, sitam dictam villam in praesenti capite Saxaris. et Logudorii, cum illius, et cujuslibet ipsius dominio, terminis, ac terretoriis, vassallis, et habitatoribus, ac et cum omnibus ejusdem, et cujuslibet ipsius domibus, diructis et erectis, fortalitiis, fortitudinibus, et aliis quibuscumque edifitiis in ipsa constructis, et construendis, nec non cum omnibus, et singulis ipsius campis, terris, honoribus ac possessionibus, cultis, et heremis, mansis, mansioneriis, hortis, pratis, pascuis, pasturis deuetis, nemoribus, garrigiis, montibus, ruppibus, vallibus, planis, fluminibus, torrentibus, aquis, aquaeductibus, piscationibus, aucupationibus, venationibus, tenedonibus, terminis, ac pertinentiis uniuersis ejusdem quouis nomine, siue vocabulo nuncupatis, ac etiam cum dominicaturis, censibus, agrariis, tasquis, maquitiis, donis, siue donatiuis in futurum faciendis; angariis, perangariis, fructibus, et emolumentis, atque expletorum partibus; ac etiam redditibus in quibuscumque genere, seu specie consistentibus, et quocumque nomine siue vocabulo nuncupatis; tum etiam cum omnibus, et singulis adempriuiis, seruitiis, seruitutibus, rusticis, et urbanis, realibus, et personalibus, coatitiis et gratuitis, fortuitis, et infortuitis, donatiuis et exactionibus in futurum faciendis, atque juribus uniuersis villae praedictae; nec non cum omnimoda jurisdictione ciuili, et criminali, alta, baxa, siue suprema et infima; meroque et mixto imperio, ac modica cohertione, atque omnis gladii potestate, et exercitio ejusdem, ac cum compositionibus, et punitionibus hominum, et mulierum ejusdem, atque omni alia, et quamcunque jurisditione, cujuscunque generis, seu speciei existat, tum etiam cum homagiis vassallorum, et habitatorum praedictae villae, quam cum dicta vinea, et saltu Martinus Suzzarello auus vester nobis vendidit praetio quindecim mille librarum soluendarum hoc modo; scilicet quod penes apudque nos rettinuimuis tres mille libras pro totidem quas nos dicto Martino Suzzarello

Digitized by Google

gratiose mutuum dedimus et reliquas duodecim mille libras promisimus soluere in duobus annis; prout latius continetur instrumento acto penes notarium infrascriptum sub die vigesimo praesentis, et currentis mensis; cui nos refferimus et relatio habeatur; quasquidem duodecim mille libras sitis vos dictus donatarius obligatus soluere dicto Martino Suzzarello auo vestro modo in dicto venditionis instrumento expresso; tantumodo quia de aliis tribus mille libris per nos rettentis facimus etiam, vobis dicto Martino Suzzarello donationem, puram, perfectam, simplicem, et irreuocabilem dictam inter viuos; quiquidem Martinus Suzzarello avus vester volumus, ut sit vitta sua naturali durante generalis administrator, et rector dictae villae; nec non usufructuarius ejusdem villae, vineae, et saltus, et post obitum suum dictus ususfrutus extinguatur, et proprietati consolidetur, et applicetur vobis dicto donatario, cum hoc tamen pacto vinculo, et conditione quod dicta villa, et saltus *desu incantu* remaneant subjecti perpetuo vinculo fidei comissi, et quod de eis non possitis disponere in vitta nec in morte, nisi in filios vestros masculos legitimos et legitimo matrimonio procreatos, de uno in alium, servato semper ordine primae geniturae, adeo, ut dictus, villa, et saltus cum omnibus suis pertinentiis integri, et sine aliqua detractione sint subjecti perpetuo vinculo fidei comissi filiis, et descendentibus masculis vestris dicti donatarii, et in deffectu filiorum masculorum, et eorum descendentium succedant filiae feminae vestri dicti Martini, et earum descendentes, seruato semper ordine primae geniturae et majoratus; et si casus acciderit, quod Deus aduertat, quod futuris temporibus vos dictus Martinus, siue descendentes vestri decederent sine filiis praedictis, et sic quod extingueretur linea vestra, quod in dictis villa, et saltu, et juribus, et pertinentiis suis succedant, absque aliqua detractione illa loca pia per nos nominanda in testamento, in vitta, aut in aliqua ordinatione pro ut nobis placuerit, et beneuisum fuerit (1). Hanc autem donationem cum pactis, vinculis, et conditionibus supradictis, et non sine eis, facimus sicut melius dici, et intelligi potest ad vestri, et vestrorum saluamentum; bonum, et sincerum intelletum, atque comodum; extrahentes supradicta, quae vobis donamus, de jure dominio, proprietate, et posse nostro cum dictis pactis vinculo, et conditionibus supradictis; eademque in vestri vestrorumque jus dominium proprietatem, et posse mittimus et transferimus irrevocabiliter pleno jure ad habendum, tenendum omnique tempore pacifice, et perpetuo possidendum; omnemque vestram et vestrorum voluntatem inde libere faciendum, sine contraditione, et impedimento nostri et nostrorum et alterius cujuscumque judicis, seu personae, praedictis pactis, vinculis, et conditionibus supradictis semper saluis remanentibus, et non sine eis, promittentes vobis, seu vestris, aut cui volueritis et voluerint loco vestri possesionem corporalem, realem, et actualem seu quasi praedictorum, quae vobis, et vestris donamus; dantes, et concedentes vobis, et eis plenam, et liberam facultatem, et potestatem, ut possitis vos, et vestri; vestra, et eorum propria auctoritate, alia licentia a nobis, nec nostris, nec alterius cujuscumque personae, curiae, seu judicis minime expectatis, seu requisitis eam apprehendere, et apprehensam penes vos, et eos licitte rettinere. Hos enim interim donec, et quousque possesionem ipsam vobis, vel eis tradiderimus, vel vos eam apprehenderitis (ut est dictum) fatemur et constituimus nos et nostros pro vobis, et vestris vestroque, et ipsorum praecario nomine tenere, et possidere, seu quasi, scientes illud de jure possidere cujus nomine possidetur, volentes quod vigore horum verborum, et ex juris dispositione, atque legis ministerio possessio ipsa in vos, et vestros pro vere tradita et translatta sit et penitus habeatur, et valeat tantum quantum si per nos vobis, et vestris traditta extitisset realiter, corporaliter, et de facto. Preterea ex causa huiusmodi venditionis, pro ut melius de jure vel alias valere, et tenere potest, seu potterit; damus cedimus, et mandamus vobis dicto donatario, et vestris in his successoribus perpetuo jam dicta jura, omnesque actiones, reales, personales, mixtas, utiles et directas, ordinarias, et extra ordinarias, et alias quascunque nobis, et nostris competentia et competentes; compettereque debentia, et debentes in praedictis, quae vobis, et vestris donamus et contra quascunque personas, et res ratione, et occasione eorundem, quibus juribus, et actionibus praedictis possitis vos et vestri in his successores uti, et experiri agendo; scilicet respondendo, excipiendo, proponendo, replicando, triplicando, et ultra omnia alia, et singula faciendo, et libere exercendo in juditio et extra juditium quaecumque et quemadmodum nos facere potteramus ante praesentem donationem, juriumque, et actionum cessionem, seu ea non facta possemus, et nostri possent nunc vel etiam postea quandocunque. Nos enim facimus, et constituimus vos, et vestros in his dominos, et procuratores ut in rem vestram propriam ad faciendum inde vestrae libitum voluntatis. Promittentes hujusmodi donationem, et omnia, et singula in ea contenta cum dictis pactis, vinculo, et conditionibus supradictis, et non sine eis, semper, et perpetuo habere ratam gratam validam, atque firmam; et ullo unquam tempore reuocare ratione ingratitudinis, inopiae, offensae, paupertatis, ingressus religionis, nec alterius cujuscumque causae, seu rationis. Immo renuntiamus cuicumque legi, sive juri dicenti praedictam donationem posse revocari rationibus supradictis, et omnibus legibus positis in titulo de reuocandis donationibus, quae hic pro insertis, et renuntiatis haberi volumus, et quae dictae, donationi nostrae officere, et nocere possint. Et generaliter renuntiamus omnibus legibus, usibus, capitulis, ordinationibus, pragmaticis, rationibus, et consuetudinibus contra praemissa uel aliquod praemissorum venientibus, vel venire valentibus, vel quibus contra facere, vel venire possimus, aut in aliquo nos juuare, tueri, siue deffendere quouismodo, nunc vel in futurum; quae omnia hic haberi volumus pro expressis, et insertis; ac si in praesenti instrumento continerentur expresse, et ex causa praedictae donationis validitatis signanter renuntiamus cum juramento prestito inposse notarii infrascripti legi dicenti donationem non valere, sine judicis insinuatione, quando ipsa summam a jure taxatam excedit; ad cautellamque volumus, et ex hac nostra donatione tot partiales donationes fiant quae opus sint; ut praedicta insinuationis lex in ea locum non

(1) Questo caso non si verificò, poichè il feudo, per via di maritaggi, passò nella famiglia dei Pilo-Boyl, attuali marchesi di Putifigari.

Digitized by Google

habeat. Insuper volumus, ut insinuationis deffectus, si aliquis esse posset, juramentum a nobis infra debitam juris formam prestandum suppleat; et si placuerit vobis dicto donatario dictam donationem insinuare possitis eam ad solam exhibitionem praesentis instrumenti insinuare facere a quocunque magistratu, et judice, et absque ulla nostra licentia. Et demum legi siue juri dicenti generalem renuntiationem non ualere, nisi praecesserit specialis, specifica, et expressa. Et ut praedicta omnia et singula majori gaudeant firmitate, non vi, nec dolo, sed sponte juramus in animam nostram ad dominum Deum, et ejus sancta quatuor Evangelia manibus nostris corporaliter tacta; praedicta omnia, et singula attendere complere, tenere, et inuiolabiliter obseruare, et in nullo contra facere, vel venire jure aliquo, causa, vel etiam ratione. Haec igitur omnia, et singula, quae et prout dicta sunt supra, facimus, paciscimur, conuenimus, et promittimus, vobis dicto donatario, et vestris in his successoribus nec non notario infrascripto, tanquam publicae, et autenticae personae pro vobis, et aliis etiam omnibus, et singulis, quarum interest, intererit, aut interesse potterit recipienti, paciscenti, ac etiam legittimae stipulanti. Actum est hoc Saxar., die vigesimo quinto mensis februarii anno a natiuitate Christi millesimo sexcentesimo decimo. Signum nostrum dicti donatoris, qui praedicta laudamus, concedimus, firmamus, et ut supra juramus. Ad haec notarius infrascriptus praesens acceptat donationem pro dicto donatario.

Testes huius rei sunt doctor Antonius Martis canonicus arborensis, et Jacobus de Livesi I. V. D. Saxar.

Signum meum Gauini Nuseo, et longo Civis Saxarit. Auctoribus App.^{ca} ubique, Regia vero per hoc omne praesens Sardiniae Regnum publici notarii, qui praemissis alieno calamo scriptis, quibus interfui et rogat. clausi. Constat in fol. p.°, pag. 2, in linea xiiy, de titulato ubi legitur *mille libras*, et in fol. 2.°, pag. 2, de addito ubi legitur tantum quantum etc.

X*.

Diploma del re Don Filippo III, col quale sono stabiliti i poteri, le attribuzioni, i doveri, e le onorificenze degli antichi governatori e riformatori del Capo *di Cagliari e Gallura in Sardegna, sotto il dominio spagnuolo.*

(1613. — 10 maggio).

Dagli antichi Archivi del Razionale di Sardegna, Lib. e Registr. Patent. e Dipl.

Nos Philippus Dei gratia Rex Castellae, Aragonum, Legionis, utriusque Siciliae, Hierusalem, Portugalliae, Hungariae, Dalmatiae, Croatiae, Navarrae, Granatae, Toleti, Valentiae, Galitiae, Majoricarum, Hispalis, Sardiniae, Cordubae, Corsicae, Murtiae, Giennis, Algarbii, Algezirae, Gibraltaris, Insularum Canariae, nec non Indiarum orientalium et occidentalium, Insularum ac terrae firmae Maris Oceani, Archidux Austriae, Dux Brabantiae, Burgundiae, Mediolani, Athaenarum, et Neopatriae, Comes Abspurgii, Flandriae, Tirolis, Barchinonae, Rossilionis et Ceritaniae, Marchio Oristanei et Comes Gociani. Munus Gubernatoris, seu Reformatoris, Capitis Calaris, et Gallurae, in praefato Sardiniae Regno, ex concessione Serenissimorum Regum, praedecessorum nostrorum, administratum fuit laudabili continuatione ducentorum annorum curriculo per majores tui nobilis, et dilecti nostri Don Didaci de Aragall; novissimus quorum Don Jacobus genitor tuus e vivis migravit, relicto te, licet in puerili etate constituto, nobis tamen pollicentibus, cum adeptus fueris perfectam, vestigia eorum nedum sectaturo, verum etiam majora in dies de Regio diademate promerituro: Optantes propterea, dum parvitas annorum tuorum, provisionem cum exercicio numeris praedicti in tui favorem impedit, testimonium gratitudinis, et pignus voluntatis nostrae ostendere, decrevimus privilegium hujusmodi, prout infra, expediri mandare; atque ideo tenore praesentis de nostra certa scientia, Regiaque authoritate, deliberate et consulto, praedictum munus Gubernatoris, seu Reformatoris in Capite Calaris, et Gallurae, quoties vacare contigerit, per cessum vel decessum Don Joannis Zapata (hodierna die de praedicto Gubernatoris officio provisi nostro opportuno privilegio, debitis Cancellariae solemnitatibus expedito) tibi dicto Don Didaco de Aragall, ad meram et liberam voluntatem nostram concedimus, et commendamus, intellecto tamen, et declarato, quodsi evenerit memoratum officium Gubernatoris vacare, ut praefertur, antequam tu ipse Don Didacus aetatem et sufficientiam adeptus fueris, ad illud exercendum, et administrandum ad cognitionem nostram, seu nostri S. S. R. Aragonum concilii, eo in casu dictum Gubernatoris munus administrari debeat per personam idoneam, et sufficientem, approbatam tamen simili modo. Ita quod tu dictus Don Didacus de Aragall tempore, et forma praemissis Gubernator et Reformator dicti Capitis Calaris et Gallurae, ipsumque officium teneas, regas, et administres fideliter, atque bene, praesisque, et praeferaris tunc, ut Gubernator, et Reformator praedictus, omnibus, et singulis Marchionibus, Comitibus, Vice Comitibus, Baronibus, Militibus, et generosis personis, Civitatibus quoque, terris, universitatibus, Vicariis, Subvicariis, Potestatibus, caeterisque universis et singulis Officialibus, et personis, tam majoribus, quam minoribus dicti Capitis Calaris, et Gallurae, in quos, et alios subditos nostros, et etiam exteros, et alienos ibidem existentes, et moram trahentes, praesentes pariter, et futuros exerceas jurisdictionem omnimodam civilem, et criminalem, supremam et infimam, merum, ac mixtum imperium, cum omni gladii potestate: quoscumque delinquentes, et culpabiles castigando, et debitis poenis afficiendo, juxta delictorum, et excessuum qualitatem, nec minus si tibi videbitur, de, et super criminibus, excessibus, et delictis quibuslibet, etiam si mortis et ultimi supplicii sententia puniendi sint (casibus tamen Regiae dignitati reservatis, exceptis), remittendo, perdonando, componendo, transigendo, et paciscendo, ac poenas civiles, et criminales, pro pecuniis (debito et assueto ordine servato) remittendo, et demum, ac generaliter omnia alia, et singula faciendo, et libere exercendo, quae ad praedicta, et circa ea, et ex illis dependentia, et emergentia, necessaria fuerint, utilia, et quomodolibet opportuna, et prout, et quemadmodum dictus D. Jacobus de Aragall, et alii in eodem officio praedecessores tui melius,

Digitized by Google

et plenius facere, et exercere, consueverunt, potuerunt, et debuerunt, dictusque Don Joannes Çapata exercere potest, et debet, habeatisque percipiatis, et consequamini vestrisque usibus, et utilitatibus applicetis: eveniente casu desuper mentionato, vocationis officii scilicet, tu, et persona, quae tua minore aetate durante, dictum officium administrare debet, ut praefertur, salarium annuum dicto officio debitum, et alia jura, lucra, obventiones, et emolumentum ad dictum munus pertinentia, et spectantia gaudeatis: insuper, et utamini omnibus, et singulis gratiis, prerogativis, et immunitatibus, superioritatibus, libertatibus, et honoribus ad dictum officium pertinentibus, et spectantibus; subjiciamini quoque oneribus ipsi officio incumbentibus, quibus in eodem praedecessores gaudere, uti, et frui, ac subjicere consueverunt, potuerunt, et debuerunt usquequaque. Verum antequam regimini, et exercitio dicti vos immisceatis officii respectivi jurare teneamini in posse illius, ad quem spectet, vos bene fideliter, et diligenter in eodem officio habituros, et alia facturos, ad quae juxta privilegia, capitula, et actus curiarum Regni praedicti Sardiniae, et alias teneamini, et adstricti sitis. Serenissimo propterea Philippo Principi Asturiarum, et Gerundae, Ducique Calabriae, et Montis Albi, filio primogenito nostro carissimo, ac post felices, et longaevos dies nostros in omnibus Regnis, et dominiis nostris (Deo propitio) immediato heredi, et legitimo successori, intentum aperientes nostrum, sub paternae benedictionis obtentu, dicimus, eumque rogamus, illustri vero, nobilibus, magnificis dilectisque Consiliariis, Locumtenenti, et Capitaneo generali nostro in praefato Regno Sardiniae Praesidenti, seu dictum officium regenti, Regenti Cancellariam, et Doctoribus nostrae Regiae Audientiae, Judicibus curiae, Advocatis, et Procuratoribus fiscalibus, et Patrimonialibus, Gubernatori quoque, seu Reformatori in Capite Sassaris, et Logudorii, Magistro rationali, Regio Procuratori, ac Regenti nostram generalem Thesaurariam, seu eorum Locumtenentibus, Vicario, Subvicario nostrae civitatis Calaris, et aliis Vicariis et Subvicariis, Potestatibus, Alguaziriis, et Portariis, conciliis quoque, et universitatibus dicti Capitis Calaris, et Gallurae, caeterisque aliis Officialibus, et subditis nostris in dicto Regno Sardiniae constitutis et constituendis praecipimus, et jubemus, ad incursum nostrae Regiae indignationis, et irae, poenaeque florenorum auri Aragonum mille nostris Regiis inferendorum Ærariis, quod te dictum Don Didacum Aragall, vacante dicto officio, ut praefertur, et minori aetate tua durante, personam nominandam et approbandam, prout supra est expressum respective, nostra mera et libera voluntate durante, pro Gubernatore et Reformatore in Capite Calaris, et Gallurae habeant, teneant, reputent, honorifient, atque tractent et ad quos spectet in suum superiorem habeant, teneant, et revereantur, vestrisque jussionibus obtemperent, pareant, et attendant, vobisque assistant consilio, et favore; vosque respective in possessionem dicti officii ponant et immittant, positosque, et immissos manuteneant, et defendant contra cunctos, dictus vero noster Regens Thesaurariam praefati Regni Sardiniae, qui nunc est, et pro tempore fuerit, salarium annuum dicti officii, seu illius justum, et verum valorem solvat, et satisfaciat vobis, seu vestro legitimo Procuratori singulis annis per tres aequales solutiones, solvendo quamlibet earum unoquoque quadrimestri, et in qualibet solutione recuperabit apocam, seu apochas de soluto, et satisfacto, in quarum prima tenor hujusmodi omnimode inferatur; in reliquis vero tantummodo fiat illius mentio spetialis, sui ratiocinii tempore producendas. Nos vero jubemus Magistro rationali curiae nostrae in praefato Regno Sardiniae, qui nunc est, et pro tempore fuerit, quod solutiones praedictas factas, seu faciendas, virtute praesentis privilegii, illius tenorem ad unguem servato, in suis recipiat computis libere, et admittat ad solam restitutionem praemissorum, dubio, difficultate, et aliis cessantibus, quibuscumque; reliqui vere de aliis salariis, juribus, lucris, et emolumentis praedictis vobis integre respondeant respective, et faciant per quos decet plenarie responderi, cauti secus agere, fierive permittere ratione aliqua, sive causa, si dictus Serenissimus Princeps nobis morem gerere, caeteri vero officiales, et subditi nostri praedicti praeter irae, et indignationis nostrae incursum, poenam praeappositam cupiunt evitare. In cujus rei testimonium praesentem fieri jussimus, Nostro Regio communi Sigillo pendenti munitam.

Datum in opido nostro Madriti, die decima mensis maji, anno a nativitate Domini millesimo, sexcentesimo, decimotertio, Regnorumque nostrorum decimosexto.

Yo el Rey.

V. Roig. Vicecancellarius. V. D. Matth. de Guardiola Regens, et pro Regente Thesauraria generali. V.D. Philipp. Tallada Regens. V. D. Fontanet Reg. V. Matth. Boclin Regens. V. Perez Manrriquez Reg. V. Aug. Villanueva Conserv. generalis.

Dominus Rex mandavit mihi Io. Laurentio de Villanueva, visa per Roig Vicecanc. Guardiola Regentem Cancellariam, et pro Regente Thesauraria generali Tallada, Fontanet, Boclin, et Manriquez, etiam Regentes Cancellariam, et Augustinum Villanueva conservatorem generalem.

XI*.

Lettera del sacerdote Giovanni Collaga all'Arcivescovo Turitano (di Sassari) Don Gavino Manca Çedrelles, relativa all'antica Chiesa dedicata a S. MARTINO *vescovo, ed ora intitolata a* S. QUIRICO, *nell'Agro Sassarese.*

(1614. — 15 maggio).

Dall'*Apografo* (esemplato sull'*Autografo*) posseduto dall'Autore del presente CODICE.

Quanto yo puedo responder en consiencia a S. Señoria Reverendissima en orden a esta Iglesia de S. QUIRIGO (1) es, que hallandome moçuelo de hocho años, me tomò por su servicio el Licenciado Quirigo de la Bronda, y

(1) La possedeva anticamente con la Villa annessa il Seminario Tridentino di Sassari, dal quale passò per vendita in proprietà privata.

Digitized by Google

me enseñò a leer, y escribir, y me hise ordenar, y dezir missa en esta Iglesia, que entonces era dedicada a S. Martin Obispo (1), y dicho de la Bronda la dedicò a S. Quirigo, haviendo rastreado de la fachada de la Iglesia las armas que estavan desde quando era Monasterio de Monyes, que possehian este Palacio, herencias, y muchos bienes de la Villa destruida de la Aqua-Clara (2), que por la influencia pessima del lugar se anduvieron a Tierra-firma, y dejaron todo a dicha Villa. Esto todo me lo disia dicho de la Bronda, que quando muriò me dejò esta Iglesia, que no es patronato, ni prebenda: me dejò sus alajas, y el palacio, jardin de arboles de fructal, tres pares de lienzos, ropas de cosina, varios quadros, y uno de los quales de madera, que rapresenta la madre y hijo S. Quirigo, hecho *a la antiquedad y Mosaico*, con el Tirano, que sacò las çesas a San Quirigo, niño de pocos meses, y lo embio a V. S. R.ma, si lo quiere, con esta llevador: hay dos calices, uno *de cobre*, y el piè de *madera*, *muy hermoso*, y otro de *alquimia:* me dejo 200 ll para la missa diaria; y los vezinos vienen a hoir la missa los dias feriales: yo no estoi obligado a pagar nada, ni a la Cathedral de Sasser, ni a otra cosa: havia hucertas de regadio; mas una viña, y la iscla. Le embio *un* Turribul *de piedra preciosa*, porque yo no lo trato mas; y le embio mas *un* Ostensorio hecho *de chicas piedras preciosas*, en forma de lo que lleva Santa Clara, para que se lo regale; y la suplico que me lleve de esta secatura de escrivirme (3), porque no puedo hir a S. Gavino (4). Mas me secan los vezinos, que se toman todos los frutos a hurtadura, en manera tal, que yo planto, y ellos comen todo. Hago una vida miserable, y no puedo bibir, y me haga la caridad de despachar el muchacho que embio, porque hestà en la hera, y los ladros me quitan todo, Mas me olvidava de desir, que en el palacio he hallado escondido, y embuelto en un rincon fabricado, dias y nueve ll; y me diga si quiere que las celebre en missas, o si quiere me haga una sotana, y una capa, que no tengo, y una assada por recrearme en la Isola.

De Sacer y mayo 15 de MDCXIV.

B. L. M. de M.
Juan Callaga.

(1) Non della Chiesa ma della Valle di S. Martino fa menzione il Fara, scrivendo che i Romani aveano ornato l'antica città (colonia militare) di Torres di una pubblica fontana, *quae ex aquis claris Vallis* S. Martini *prope* Sassarim, *insigni duodecim millium passuum aquaeductu, opere arcuato affabre elaborato, cujus reliquiae adhuc visuntur, deducebatur* (Corograph. Sardiniae, Lib, II, pag. 55).

(2) Ved. la nota precedente.

(3) È ammirabile la semplicità con cui questo buon sacerdote scrive al suo vescovo, *di non infastidirlo più con le sue lettere.*

(4) La lettera adunque fu diretta a S. Gavino di Torres, dove allora trovavasi l'Arcivescovo Turritano.

XII*.

Il re di Spagna e di Aragona Don Filippo III, a petizione dello Stamento Militare, *determina l'età che ciascun membro di detto* Stamento *debbe aver compiuto, per poter* votare *e sostenere ufficio nelle* Corti *o* Parlamento *generale di Sardegna.*

(1614 . . . . .).

Dagli Atti originali del Parlamento celebrato sotto la presidenza del vicerè Duca di Gandia. Archiv. ant. del Patrim. R.° di Sardegna.

Illustriss. y Excellentis. Señor Lloctinent, y Capità general, y President en lo Real General Parlament.

Lo Estament Militar suplica a V. Exc.ª, que per quant fins al present no se ha tengut regla, ni forma certa sobre la hedat que han de tenir las persones *militares* per ser habilitats, y admeses a *votar* en dit Stament, per hont ne ha succehit entre los *Habilitadors* del present Real general Parlament algunes difficultats en dret, y se son aderit a la hedat de *setze ayns*, que es a la que mes se es acostumat, que perço per evitar inconvenients se servesca V. Exc.ª estatuyr, determinar, y fer lley universal, y certa per los devenidor, especificant la hedat que mes apparira convenir, y ser expedient, axi per entrar, y votar en dit Stament, com per tener officis en los dits Parlaments.

Obl. per Don Antiochum Barbarà
Sindicum Illustris Stamenti Militaris.

Decr.

Que tenint *devuyt ayns* complits sian admesos para poder *votar* en lo Militar; y habent complits *vint y quatre ayns* pugan eser *admesos en oficis* en dits Parlaments.

Ferdinandus Sabater Notarius, et Secretarius pro haerede Serra.

Està be decretat per lo Virrey, ab que la hedat dels que auran de *votar* en lo Estament aja de esser de *vint ayns cumplits.*

Roig Vicecancellarius.

XIII.*

Capitolo di Corte, *proposto nel* Parlamento *celebrato sotto la presidenza del vicerè Duca di Gandia, e modificato con sanzione sovrana di Don Filippo III re di Spagna e di Aragona, con cui fu stabilito che nessun procuratore dei membri assenti dalle* Corti *potesse avere più di* tre voti *nelle deliberazioni, oltre il proprio.*

(1614 . . . . .).

Dagli Atti originali di detto Parlamento, cap. XIX, fol. 354. Antico Archiv. Patrim. Reg. di Sardegna.

Item por quant en lo cap 21 del Parlament celebrat per lo illustrissim Señor Don Joan Coloma (1) se ha

(1) Questo Parlamento fu celebrato nel 1575 sotto il regno di Filippo II.

Digitized by Google

estatuit, y ordenat, que ningu dels Estaments puga tenir en PARLAMENT, y CORTS, mes de *tres* fins en *quatre vots*, en virtud de les procures, vel alias, lo que, segons la experiencia ha demostrat, ha redonadat, y redunda en notable dani y perjudici dels absents, que per la notoria incomoditat, y gastos no poden acudir tots personalment, y assistir tot lo temps de dit PARLAMENT, ne acudirne tants, que pugan ocupar tots vots, y axi molts poden dexar de acudir al servei de Sa Magestat, y à suplicar lo be y profit del Regne; que perço suplica dit ESTAMENT, que puix son convocats, y citats los *Cavallers* per ells, o sos procuradors, se servesca V. Excellencia ampliar dit capitol, que qualsevol *Cavaller* puga tenir tots los vots, y procures le seran dades, y encomendades, com abons de la susdicta decretacio se ha acostumat per mes servici de Sa Magestat.

Que axi com per *capitol de Cort* podian los *Militars* (nobili, cavalieri) tenir *quatre vots*, compres lo propri, en el votar, axi en PARLAMENTS, com en altres juntes del dit ESTAMENT, atessa la incomoditat que molts de dits *Militars* tenen moltes voltes; axi de poder acudir en convocacions de PARLAMENTS, com tambè en altres congregacions, y juntes del ESTAMENT, les concedeix sa Excelencia, que cada *Militar* puga tenir de assi avant *set vots*, ço es *sis* per altres *Militars*, y lo vot propri, que son *set*.

Plau a Sa Magestat, ques guarde lo disposat en lo PARLAMENT celebrat por Don Joan Coloma, en lo *Capitol* mencionat en la peticio, y decretacio, ço es que ningu puga tenir mes de *quatre vots* en los PARLAMENTS, y altres juntes, compres lo seu.

Roig Vicecancell.

XIV*.

CAPITOLO DI CORTE *votato nel* PARLAMENTO SARDO, *in virtù del quale era stabilito che i* Nobili, *i quali non potessero intervenire personalmente alle* CORTI, *avessero facoltà di farsi rappresentare nello* STAMENTO MILITARE *da un procuratore speciale, che in loro nome prendesse parte alle discussioni, e avesse il diritto del voto nelle deliberazioni.*

(1614 . . . . .).

Dagli Atti originali del Parlamento celebrato in Sardegna, regnando Filippo III re di Spagna e di Aragona, sotto la presidenza del vicerè Duca di Gandia, cap. III, fol. 421. Ant. Archiv. Patrim. di Sardegna.

Item suplica dit Stament se servesca V. Excell.ª provehir, y decretar, que quant lo Lloctinent General fora de Corts y Parlament per algun negoci vulla ajuntar y congregar tots los Militars, y per conseguent tot lo STAMENT, que pugan los del CAP absent comparexer mediant son Procurador, o Procuradors ellegits, que per ells voten, y determinen; y que axi bien pugan los de CADA CAP (1) fer llur Sindich per qualsevol negosis se lis offeriran, tant en lo present Regne, com fora; que a llur nom, y à sus gastos tant solament los tracte y procure, com fins assi se ha accostumat, sens que en ells entrevengan, ni contribuescan los del altre CAP.

Plau a sa Magestat, que hajuntantse lo STAMENT MILITAR per orde del Virrey, y en son cas del President de dit Regne, los absents pugan comparejer per Procuradors.

Roig Vicecancellarius.

(1) *De cada* CAP; cioè *di ciascun* CAPO, ossia dei due grandi spartimenti di CAGLIARI (*meridionale*), e di SASSARI (*settentrionale*), nei quali l'isola era divisa, e si chiamavano CAPI, perchè le città di CAGLIARI e di SASSARI sono situate, come *a capo*, nelle due opposte estremità longitudinali dell'isola medesima.

XV*.

CAPITOLO DI CORTE *proposto dal* PARLAMENTO SARDO, *e approvato dal re di Spagna e di Aragona Don Filippo III, col quale fu stabilito che nessuno il quale non fosse* Cavaliere *(nobile), nè in persona propria, nè come procuratore di* Cavalieri *assenti, potesse far parte ed essere membro dello* STAMENTO MILITARE; *fatta però eccezione dei procuratori lasciati dai* Magnati Sardi, *che viveano in Spagna, a governare i loro* stati *e* feudi *in Sardegna, i quali anche non essendo* Cavalieri *potessero intervenirvi.*

(1614 . . . . .).

Dagli Atti originali del PARLAMENTO celebrato in Sardegna sotto la presidenza del vicerè Don Carlo Borgia Duca di Gandia, cap. IV, fol. 407. Ant. Archiv. Patrim. Regio.

Item per quant es de dret, que en lo STAMENT MILITAR no poden entrar persones que no sian *Cavallers*, y señors de vassalls ausents de que embien llurs procures à personas que non son *Militars*, se suplica a V. Exc.ª mane decretar, que no se pugan fer dits poders per entrar en lo STAMENT MILITAR, si no a *Cavallers;* si jà no fos, que de alguns MAGNATS del present Regne, que viven en España, que per no poder ells ser en lo present Regne, tenen llurs Governardos en sos *stats*, que en tal cas tal Governador general del *stat* del tal Señor ausent, ancara que no sia *Cavaller*, puga entrar en lo STAMENT; et licet etc.

Altissimus

Franciscus Adceni Advocatus
STAMENTI MILITARIS.

Ques fassa com se suplica.

Sabater Notarius.

Esta be decretat per lo Virrey.

Roig Vicecancellarius.

XVI*.

Due CAPITOLI DI CORTE *discussi nel Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del vicerè Duca di Gandia, e relativa risoluzione sovrana, con cui fu stabilito che le deliberazioni prese fuori del Parlamento dai membri dello Stamento Militare, congregati separatamente nel* CAPO *di Cagliari o in quello di Sassari, non potessero obbligare i non intervenienti, e non potessero essere mandate a esecuzione come deliberazioni di tutto lo* STAMENTO.

(1614 . . . . .).

Digitized by Google

Dagli Atti di detto Parlamento, cap. XCVIII a CI, fol. 41 e 42.

I. Primo, per quant apres de la conclusio de les Cortes, y Parlament, se solen offerir negocis, y coses tocants à interes particular dels Magnats, Barons, y Militars, per los quals aquells se han acostumat, y solen juntar, y congregarse collegialment, çoes los del present Cap en esta Ciutat de Caller, y los del altre Cap en la de Sasser, sens differencia alguna, y en cada qual se determina lo millor, y mes expedient, per ser, com es, dividit lo Regne en dits dos Caps. Per evitar empero difficultats, que poden succehir en lo tractarse quant se offresca algun *greuge*, ò negoci tocant à tots los Militars del Regne, ò al be, y utilitat pubblica de aquell; Supplica dit Estament mane V. E. provehir, y ab *Acte de Cort* decretar, que los del Cap, en lo qual se offerira lo tal cas, que tinga menester de reparo, se hajan y degan congregar, y juntar en lo susdit lloch, y forma fins vuy acostumada, y ne agian de escrivre, y dar raho als Magnats, Barons, y Militars del altre Cap, ab proposicio del cas, y resolucio, y numero dels vots, perques junten collegialment, y resolgan lo que millor lis apparrà que convinga, y ne fassan resposta ab lo numero dels vots que concorreran en ella, perque pugan los Militars del Cap, que hauran feta la consulta executar la resolucio, que resta presa, y accordada al numero de magiors vots de hu, y altre Cap, a gastos de tots; y sens ser avisats de la susdita forma, presa resolucio los de un Cap, no pugan determinar en nom de tot lo Estament del Regne, ni fer contribuir en gastos de speses, ni alias als Militars, y vassals del altre Cap.

Plau à Sa Magestat, que ajuntantse lo Estament Militar del Regne fora de Parlament, per los casos, y en lo lloch, y forma, que per Capitols de Cort, y privilegis li es permes, sent negoci tocant al interes de tots los de dit Estament, hajan de ser cridats, y convocats tots los Militars del dit Regne residents en ell, y de altra manera no sia causat prejudici en lo que se resoldrà als que no seran estats cridats, ò convocats.

Roig Vicecancellarius.

II. Item supplica dit Stament se servesca V. E. provehir, y decretar, que qualsevol determinacio que se hagia de prendo en qualsevol ajuntament dels dits dos Caps, ò Braços, se hagia, y dega de actuar en nom de aquell, y los que per ell escriuran, y se fermaran, lo hagian en dit nom, y nos puga, ni dega en nom de tot lo Stament Militar del Regne, que comprehen à tots los de dits dos Caps, si ja no fos per negoci per tots dos resolt, y concluit.

No te lloch lo supplicat.

Roig Vicecancellarius.

XVII*.

Diploma di Filippo III re di Spagna, col quale sono approvati i Capitoli di Corte *discussi e votati dal Parlamento Sardo, riunito in Cagliari per ordine sovrano nel 1614 dal vicerè Don Carlo di Borgia, Duca di Gandia e conte di Oliva.*

(1615. — 2 maggio).

Dall'antico Archivio del Reale Patrimonio di Sardegna, Cod. Cart. G. 1.

Nos Philippus, Dei gratia, Rex Castellae, Aragonum, Legionis, utriusque Siciliae, Hierusalem, Hungariae, Dalmatiae, Croatiae, Legionis, Navarrae, Granatae, Toleti, Valentiae, Galitiae, Majoricarum, Hispalis, Sardiniae, Cordubae, Corsicae, Murtiae, Giennis, Algarbii, Algezirae, Gibraltaris, Insularum Canariae, nec non Insularum Indarum et Terrae firmae Maris Oceani, Archidux Austriae, Dux Burgundiae, Brabantiae et Mediolani, Comes Barchinonae, Flandriae et Tirolis, Dominus Viscayae et Molinae, Dux Athenarum et Neopatriae, Comes Rossilionis et Ceritaniae, Marchio Oristani et Gociani. — Cum anno proxime praeterito pro bono statu, ac recta justitiae administratione statuimus generale Parlamentum in praefato nostro Sardiniae Regno celebrare, munus hoc Illustri Consanguineo Don Carolo a Borgia Duci de Gandia, et Comiti de Oliva, Locumtenenti, et Capitaneo Generali nostro in eodem Regno fuit a nobis demandatum; qui in vim Nostrae potestatis sibi concessae, vocatis, prout moris est, Regni praedicti incolis, Parlamentum ipsum indixit in nostra civitate, et Castro Calaris, ibidemque finivit, et consumavit; in quo dum varia negotia statum Regni praefati, incolumitatem, et tranquillitatem concernentia tractarentur (ut ex actis in processu ipsius Parlamenti ad nos in authentica forma transmisso vidimus apparere), inter caetera per Stamentum Militare Regni praedicti, fuerunt oblatae coram dicto nostro Locumtenenti Generali nonnullae supplicationes, et *capitula*, quae nobilis et dilectus noster D. Franciscus Scano de Castelvì, Sindicus praefati Stamenti Militaris ad nos destinatus cum publico Sindicatus instrumento, de quo nobis constitit in authentica forma coram Majestate nostra, et in nostro S. S. R. Aragonum Consilio exhibito, una cum responsionibus in calce cujuslibet supplicationis, et *capituli* per eundem Locumtenentem Generalem vice nostra Regia factis et adjectis; fueritque per ipsum nobis humiliter supplicatum, ut supplicationes, et *capitula* eadem acceptare, concedere, confirmare, et indulgere de nostra solita benignitate dignaremur; nos perspectis innata fidelitate, et servitiis per incolas praefati Regni Sardiniae Coronae Aragonum praestitis, et impensis, quaeque praestituros speramus, supplicationibus, *capitulis*, ac decretationibus ipsis (per nos in dicto nostro S. S. R. Aragonum Consilio visis, recognitis, et examinatis) tandem responderi mandavimus, prout in calce uniuscujusque capituli appositum est, seu decretum. Quarum quidem petitionum, *capitulorum*, et decretationum series sequitur sub his verbis (1) . . . . . .

(1) Seguono li centotrè *capitoli* discussi e votati nel Parlamento, che dal Sindaco dello Stamento militare furono presentati alla sanzione sovrana.

Di questi *capiloli* però, soli *novantuno* furono approvati, e gli altri *dodici* o negati, o sospesi.

Digitized by Google

Quae quidem *capitula* praeinserta, ac responsiones, et decretationes in eisdem appositas, laudantes, et approbantes, illa, et in eis contenta, et expressa tribus STAMENTIS dicti Regni Sardiniae, tenore hujusmodi, de nostra certa scientia, deliberate, et consulto, dicti nostri S. S. R. Consilii deliberatione praeeunte, concedimus, consentimus, et liberaliter elargimur, nostraeque hujusmodi concessionis consensu, et elargitionis munimine, seu praesidio roboramus, et validamus, auctoritatemque nostram Regiam interponimus pariter, et decretum. Serenissimo propterea Philippo Principi Asturiarum, et Gerundae, Duci Calabriae, et Montis Albi, filio primogenito nostro charissimo, ac post felices, et longaevos dies nostros, in omnibus regnis, et dominiis nostris, Deo propitio, immediato haeredi, et legitimo successori nostro, intentum aperientes nostrum, sub paternae benedictionis obtentu dicimus; Spectabili vero, Nobilibus, Magnificis, et dilectis Consiliariis; Locumtenenti et Capitaneo Generali in praefato nostro Sardiniae Regno, Praesidenti, seu dictum officium Regenti, Regenti Cancellariam, Judici Curiae, Advocato fiscali, ac Doctoribus nostrae Regiae Audientiae, Gubernatoribus queque, seu Reformatoribus in Capitibus Callaris, Gallurae, et Logudorii, Magistro Rationali, Regio Procuratori, Alguaziriis etiam, Potestatibus, et Portariis, caeterisque aliis Officialibus, et subditis nostris in dicto Regno Sardiniae constitutis, et constituendis, praecipimus, et jubemus, ad incursum nostrae Regiae indignationis, et irae, paenaeque florenorum auri Aragonum decem mille nostris Regiis inferendorum aerariis, ut *capitula* praeinserta, et unumquodque eorum, juxta decretationum, et responsionum seriem, et tenorem in fine ipsorum positarum, teneant firmiter, et observent, tenerique, et inviolabiliter observari per quos decet faciant, cauti secus agere, fierique permittere, aliqua ratione, sive causa; si dictus Serenissimus Princeps nobis morem gerere, caeteri vero Officiales, et subditi nostri, praeter irae, et indignationis nostrae incursum, poenam praeappositam cupiunt evitare. In cujus rei testimonium praesentem fieri, et in processu dicti PARLAMENTI inseri, sigilloque nostro Regio pendente communiri jussimus. Datum in domo nostra de Aranjuez, die secunda mensis maji, anno a Nativitate Domini millesimo, sexcentesimo decimo quinto; regnorumque nostrorum decimoctavo.

YO EL REY.

V. Roig. Vicecanc. V. D. Philip. Tallada Regens.
V. Comes Thesaur. Gener. V. Martinez Boclin Regens.
V. D. Salaçar Fontanet Reg. V. August Villanueva Conserv. Gener.

Dominus Rex mandavit mihi Johanni Laurentio de Villanueva; visa per Roig. Vicecancell., Comitem Gener. Thesaur., Tallada, Fontanet, et Martinez Regentes Cancellariam, et Villanueva Conservatorem Generalem.

In Sardiniae XV, fol. 84.

Capitulos decretados del Parlamento, que en Cerdeña ha celebrado el Duca de Gandia, sacados a supplicacion del Estamento Militar.

XVIII*.

Il re di Spagna e di Aragona Don Filippo III ordina al vicerè di Sardegna Don Carlo Borgia Duca di Gandia che non permetta, senza il previo assenso regio, la riunione dei Militari *(Nobili) del* CAPO *di Cagliari in forma di* STAMENTO, *fuori dei casi permessi dai* Capitoli di Corte *votati nei precedenti* PARLAMENTI; *nei quali casi ancora le risoluzioni che vi si prendessero non fossero obbligatorie pei militari del* CAPO *di Sassari, secondo il disposto degli stessi* Capitoli.

(1616. — 17 ottobre).

Dagli Archivi dell'antico Regio Patrimonio di Sardegna.

Illustre Duque *primo* (cioè *cugino*), mi Lugartiniente, y Capitan General. — Recibieronse las cartas, que vos, y los dessa Real Audiencia me escrivistes en nueve de Mayo, y dos de Agosto deste año sobre la convocacion, y junta, que los Militares desse CAVO de Caller quisieron hazer sin intervencion de los de Sasser, pareciendo ser contra lo dispuesto por los *Capitulos de Corte*, y PARLAMENTOS desse Reyno. Sobre lo que se ha resuelto, que siempre que los Militares desse Reyno, que se hallaren presentes en la Ciudad de Caller, se quisieren juntar para los casos, y en la forma que se dispone por los *Capitulos de Corte*, y privilegios à ellos concedidos, no se lo impidais, anuque no hagen llamado los Militares, que entonces se hallaren en el CAVO de Sasser, ò en otro quelquier lugar fora de Caller, pues à mas de averse guardado desta manera hasta aqui, se ha provehido bastantemente lo que conbenia, y era justo, en favor de los ausentes no llamados, à los quales, conforme la decretacion hecha en el PARLAMENTO, que en mi nombre haveis celebrado à los desse Reyno, no pueden hazer perjuyzio, ni gravar en *repartimientos*, ni cosas tocantes à su hazienda, los que en nombre de ESTAMENTO MILITAR se hayan juntado en Caller. — Y pues dezis, que la raçon que os movio para impedir, que no se juntassen los Militares en essa occasion, ha sido querer ellos juntarse en casos, y por cosas no permitidas por dichos *Capitulos de Corte*, y privilegios, fuera mas acertado havermelas declarado, y expressado, y holgare entendierlas; advirtindo os, que siempre que os pareciere, que sus juntas fueren en casos no permitidos, serà bien suspendierlas, con parecer de los dessa Audiencia, dandome empero luego aviso de las causas que os movieren à ello, tan clara, y distinctamente, que yo pueda disponer, y avisarvos de lo que mas combiene a mi servicio. Dat. en Madrid à 17 de octubre del año 1616.

YO EL REY.

V. Roig Vicecancellarius. V. Martinus Boclin Regens.
V. Comes Generalis Thesaur. V. Sentis Regens.
V. Don Salvator Fontanet Regens.
V. Perez Manrique Regens.

Villanueva Secretarius.

Digitized by Google

XIX*.

Il re di Spagna e di Aragona Don Filippo III scrive al Duca di Gandia vicerè di Sardegna sulla materia delle riunioni parziali dello Stamento Militare *sia in Cagliari che in Sassari, ricorda le deliberazioni* parlamentari *e le risoluzioni regie a tal riguardo, e ne inculca la esatta osservanza.*

(1617. — 17 giugno).

Dagli Archivi dell'antico R. Patrimonio di Sardegna.

Illustre Duque *primo* (cugino), mi Lugartiniente, y Capitan General. — Aunque en dos de Mayo 1616, y diez y ocho [1] de octubre de mil seyscientos, y dies y seis os tengo escrito en la conformidad, que aveis visto, lo que aqui pareciò ordenaros en las materias de las juntas de los *Militares* desse Reyno, todavia porque el Conde de Culler en nombre de los *Militares* del Cavo de Caller me ha hecho instancia diversas vezes, para que se le diesse copia de lo decretado en esta raçon, he sido servido mandar, que se le despache la presente con la sustancia de lo que à su parte toca en los despachos arriba calendados; y assi encareando primeramente a vos, y los que os succediessen en esse cargo, que guardeis en todo, y por todo lo que en las dichas cartas de dos de Mayo 1615, y diez y ocho de Octubre 1616, os tengo escrito, pues las haveis recevido, y haveis visto sù tenor, en esta parecio deziros de nuevo, que en las dichas cartas os està ordenado, que los del Cavo de Sacer no se han de juntar en forma de Estamento Militar, por ser este solo un cuerpo, y no poderse dividir en dos Cabos, y tanto mas estando dada forma por *Capitulos de Corte* de los casos, y en el lugar, y manera que se pueden juntar los del Estamento Militar desse Reyno; como tambien aveis de proibir à los *Militares* desse Cabo de Caller, que no se puedan juntar para differentes casos de lo que les es permitido, conforme à los dichos *Capitulos* y *Actos de Corte*, ni en differente forma de lo que disponen. Pero siempre que los *Militares* desse Reyno, que se hallaren presentes en la Ciudad de Caller, se quisieren juntar para los casos, y en la forma, que se dispone en los *Capitulos de Corte*, y Privilegio à ellos concedidos, no se lo impedireys, aunque no hayan llamado à los *Militares*, que entonces se hallaren en el Cavo de Sasser, ò en otro qualquier lugar fuera de Caller, pues à mas de haverse guardado desta manera hasta aqui, se ha proveido bastantemente lo que convenia, y era justo en favor de los ausentes no llamados, à los quales, conforme la decretacion hecha en el Parlamento que en mi nombre haveys celebrado á los desse Reyno, no pueden hazer perjuyzio, ni gravar en *repartimientos*, ni cosas tocantes à su hazienda, los que en nombre de Estamento Militar se huvieren juntado en Caller. Dat. en Madrid à 17 de Junio 1617.

YO EL REY.

V. Roig Vicecancellarius. V. Don Salvator Fontanet Reg.
V. Comes Thesaurarius Gen. V. Perez Manrique Regens.
V. Sentis Regens. Villanueva Secretarius.

(1) S'indica il giorno dello *spaccio*, giacchè la data vera è del 17 ottobre. V. Doc. prec.

XX*

Relazione dell'arrivo e della fermata nella Città di Alghero, *dal 1 al 5 luglio 1619, del Principe* Filiberto *di Savoja.*

(1619. — 1 al 5 luglio).

Dagli Archivi municipali della città di Alghero.

In Dei nomine. Amen.

Relaciò de la Vinguda del Señor Princip Philibert.

Dilliuns al primer de Juriol 1619 [1] arribà en lo Port del Comte districte de la Ciutat del Alguer lo Serenissim Señor Princep, fill de Serenissim Señor Duch de Saboya, y Nebot dell'Invictissim Rey Don Phelip Nostre Señor, Gran Prior de Castella, del Orde de S.t Joan, y Generalissim de la Mar a las tres hores passat mitg jorn ab dessept Galeres, y haventlo sabut los Consellers de aquella ab un Cayco de dites Galeres, de que Sa Altesa venìa en elles, encontinent la dita Ciutat feu armar dos fregates, en la una de les quals avìa lo Magnifich Don Angel Manca y Deprado Conseller en Cap de dita Ciutat, en compañia de Don Pere Gaya, y de Don Diego Gaya, del Barò de Montilleò Frañco de Roccamarti, de Don Antonii Angel Carcassona, de Juan Melaj Romaguera, y de Antoni Jaume Secretari, y Sindich de dita Ciutat, y en l'altra los Massers, y Criats de aquells, y ab ellos arribaren en dit Port del Comte, y essent a prop de la Galera Real, que anava Sa Altesa, y vehent la Insigna de la Ciutat manà baxar la escala de la popa de ma esquerra; ahont baxià un Gentilhome de la Camara de de Sa Altesa, y dix — *Suban V.s Mercedes* — y allergant la mà ayudà a pujar al dit Conseller y demes Cavallers. Essent dast de dita Galera encontinent que entrassen lo dit Conseller y Cavallers en la popa ahont era Sa Altesa, al qual le dit Conseller en Cap donà la ben vinguda de part de dita Ciutat apres de aver fet les solites reverencies y serimonies, y Sa Altesa responguè a dita embaxiada, que estimava en mucho essa voluntad, y lo agradeciò, estant sempre tots descaperussats, y axibè lo Señor Duque de Turso, y altres Cavallers que estavan ab Sa Altesa, y per molt que señialà moltes voltes al dit Conseller en Cap que se cubris, aquell no se cubri sinò que estiguè descaperussat com los demès, y Sa Altesa demanà al dit Conseller en Cap moltes particularitats de la Ciutat, y del estat, en que estava, y si se trobarian provisions per la Armada, y apres de assò estingueren circa de un quart de hora tractant de cassa, y altres coses del Regne ab molta afabilitat, y rostro risueño, y dix al dit Barò de Montilleò que folgarìa che altre dia se li agues consertat una cassa en dit Port del Comte, y tractades estes coses lo dit Conseller en Cap se dispedì de Sa Altesa ab tots los demes que lo açcompañiavan als quals saludà de hu en hu, anant accompañiantles fins la escala lo dit Señor Duque de Turso, y lo dit Gentilhome, que los ayudà a pujar en Galera.

En lo endemà dimards a dos del mes, dia de la

1) Lunedì primo di luglio, 1619.

Digitized by Google

visitaciò de Nostra Señora partiren per dit Port del Comte lo dit Barò de Montilleò, Don Gavì Manca Canongie desta Santa Iglesia ab la Prebenda de Orany, Don Pedro Amat, Don Pedro Gaya, Don Diego Gaya, Joan Melay Romanguerà, lo Doctor Pere Guyo, i molts altres Cavallers, y Ciutadans Cassadors ab molts Gossos, y aparell de Cassa, y essent arribats en dit Port del Comte feren saber a Sa Altesa de com estavan alli los Cassadors per servirlo en la Cassa, que havia manat al dit Barò, y subito baxià ab son Cayco Sa Altesa, y en sa compañia Don Diego Pimentel, lo Señor Duque de Turso, y altres Gentilhomes, y tots baxiaren en terra, excepto lo dit Duque de Turso, y Sa Altesa pugìa en un Cavall Alasan que lo dit Barò de Montilleò li tenia aparellat per dit efecte, y volent dit Barò calsar a Sa Altesa los esperons li dix — no los ha menester este cavallo —, y fent les casses de Calallonga, y Timidonis mataren molts moflons y altres Cassès, de las quals Sa Altesa mostrà gran content, y apeantse per voler tirar ab escopeta, lo dit Barò lo portá en una *posta* (1) y giunts los dos estigueren un rato, y no hy haguè ocasiò de tirar, y manà al dit Barò que se cubris per lo sol, com lo feu després de haverlohi manat moltes voltes, y estant en dit puesto alguns cassadors portaren moltes casses mortes de que se folgà Sa Altesa de veure, y a les hores se tornaren a cavall, y essent en lo embarcador se apearen, y lo dit Barò li suplicà li fer merced de honrarlo en acceptar lo dit Cavall, y Sa Altesa manà, que axi com estava ensellat, y enfrenat lo embarcassen, lo que se feu despres de ser montat en Galera, y lo dit Barò li feu un present de moltes carns, y carregues de neu.

La dita Ciutat feu servici a Sa Altesa de un present de dos cents multons, vynt y sinch botes de vy y sinquanta vaques las quals coses estavan aparellades en lo Portal de la Mar y embarcaren per portarles en las Galeras, los Soldats, y gent de ditas Galeres daren a saco a dit present, y entre ells se repartiren, y perque Sa Altesa sabes lo que la dita Ciutat, trahent forses de sa flaquesa, lo havia desigiat servir ab dit present, trametè a Sa Altesa una embaxiada ab lo Conseller ters Francisco Saba, y ab lo dit Sindich Antoni Jaume, los quals feren a saber a Sa Altesa les dites coses, y que se servis acceptar, y tenir a be, y perdonant lo attreviment de presentar a Sa Altesa cosa de tant poca consideraciò per a tant gran Prinçip, lo qual responguè, que lo estimava en molt, y que en les occasions lo regonoxerìa.

Lo digious a 4 de dit, que fonch lo die de dit present, abaxieren les Galeres del Port fins devants les muralles desta Ciutat, y hans que dassen fondo, la Ciutat saludà ab tota la Artillerìa dos voltas, y la Real ab altres dos Galeres saludaren la Ciutat ab vint tirs, y estigueren tot aquell die embarcant vitualles, y lo Tercio que estava alojat en esta Ciutat y en la de Sasser.

De la dita Ciutat de Sasser vinguè lo Noble Don Enrique de Sena Governador de aquest Cap, y en sa compañia lo Compte de Sedilo, Don Bernardi de Çervellò Germà de dit Compte, y lo Noble Don Joan de Ondrada, Jugie de Cort del present Regne, Don Pedro de Molinas, y Don Hyeroni de Sena Capità ordinari de Sa Magestat, les quals anaren al dit Port del Comte, y daren la ben vinguda a Sa Altesa, y lo dit Compte de Sedilo li fer present de un Cavall, y de molts moltons, vaques, gallines, y vj; axibè lo Rev.^{m} Señnor Don Laurentio Nieto Bisbe del Alguer anà accompañat de sos Canongies en dit Port del Compte lo dimecres 3 del dit, y donà a Sa Altesa la ben vinguda, y li feu present de carns, mantega, mel, y diverses carns, y lo divendres ans del die Sa Altesa sa partì ab dites Galeres a la volta de Caller, haont havem sabut que arribà ab salut.

Antoni Jaume Secretari.

(1) *Posta:* Sito in cui sogliono passare i cinghiali.

XXI.

Lettera di Don Filippo IV re di Spagna e di Aragona a Don Alfonso conte di Eril, vicerè di Sardegna, con la quale gli prescrive la osservanza degli ordini reali già dati dal suo padre Don Filippo III riguardo alle riunioni parziali dei Membri dello Stamento Militare.

(1622. — 20 marzo).

Dagli Archivi dell'antico R. Patrimonio di Sardegna.

Egregio Conde *pariente*, mi Lugartiniente y Capitan General. — Aunque en las cartas, que a dos de Março 1615, y 18 de Octubre 1616, y 17 de Junio 1617 mandò escrivir el Rey mi padre, y Señor, que aya gloria, al Duque de Gandia vuestro predecessor en esse cargo, cuyas copias seran con esta, se diò la forma, que han de guardar los *Militares* en las juntas que tienen en essa Ciudad de Caller, que es ajustandose en todo à lo que disponen los *Capitulos de Corte*, y Cartas Reales que desto tratan, toda vía porque agora por parte de los dichos *Militares* me ha sido presentado el Memorial incluso, en que, como vereys, supplican por la revocacion de una provision hecha à instancia de los *Militares* del Cabo, y Ciudad de Sacer por essa Real Audiencia, á relacion del Doctor Francisco Corts, contra lo dispuesto en los dichos *Capitulos*, y Cartas sobre la pretension que tienen de juntarse, y formar differente Estamento, y junta, se ha visto en mi Consejo, y ha parecido, que lo que conviene es, que en las juntas que los *Militares* hubieren de hazer en essa Ciudad no innoven cosa alguna, antes bien guarden la forma, que hasta agora se ha guardado, teniendola solamente en la manera, casos, y lugar que por los dichos *Capitulos de Corte*, y Cartas Reales esta dispuesto, y accordado, no embergante la provision de la Real Audiencia, y otra qualquier en contrario, prohibiendo vos à los Cavalleros del Cab de Sacer, como ya les està prohibido en las calendadas Cartas, que no se junten en forma de Estamento pues todos los del Reyno hazen un cuerpo solamente, con que se atajaran las dissensiones entre los de uno, y otro Cabo: y vos pudierades haver escusado de admitir a Don Francisco de Ledda procurador de los *Militares* del dicho Cabo de Sacer, à que, segun dizen, en nombre del Estamento Militar de aquel Cabo entrò à parte seperado del Braço Militar de todo esse Reyno, à daros el

Digitized by Google

pesame por la muerte del Rey mi padre, y Senor, que haya gloria, para no hazer exemplar dello, y ansi serà bien que andeis muy advertido de qui adelante, de no permitir semejantes novedades, para assegurar mas en todo tiempo la quietud, y conformidad entre ellos, que esto es justo, y lo que combiene a mi servicio. Dat. en Madrid a 20 de Março 1622.

YO EL REY.

V. Roig Vicecancellarius. V. Don Salvador Fontanet Reg.
V. Comes Thesaur. Gen. V. Villar Regens.
V. Perez Manrique Regens. V. Salvador de Valsseca Reg.

Nicolas Mensa Secretarius.

XXII*.

Prammatica del re di Spagna e di Aragona Don Filippo IV, con la quale si danno alcuni provvedimenti per riparare al disordine in cui era caduta l'amministrazione del danaro pubblico in Sardegna, e per facilitare agli agricoltori dell'isola la vendita e la esportazione del frumento.

(1622. — 11 luglio).

Antich. Archiv. del Razionale e del Patrimonio Regio di Sardegna.

Nos Don Phelipe por la gracia de Dios Rey de Castilla, de Aragon, de las dos Sicilias, de Hierusalem etc., de Cerdeña, de Cordova, de Corsega etc., Marques de Oristan, y Conde de Goceano etc.

Aunque los Serenissimos Reyes Nuestros Predecessores, de gloriosa memoria, con sus Reales Pragmaticas, y Ordenes, assi generales, como particulares, prevenieron, conforme la occurrencia de los tiempos, quanto parecio necessario para la conservacion y aumento de Nuestro Real Patrimonio, beneficio comun y particular del dicho Reyno de Cerdeña, toda via la experiencia ha mostrado y muestra, que conviene añadir a ellas, para que cessen los fraudes, daños, y menoscabo que padece nuestra Real hazienda, assi por esto, como por no averse observado su disposicion, y executadose lo dispuesto en ellas, por nuestros Lugartinientes, y Capitanes Generales, Presidentes, y Governadores, y demas Ministros, y Officiales, a quien toca, con el cuidado que convenia; y assi han crecido en tanto grado, que aviendo disposicion en aquel Reyno para el acrecentamiento del Real Patrimonio, está el dia de oy tan menoscabado, como se sabe. Desseando proveer quanto sea possible de remedio necessario, para conseguir los fines porque se hazen las Pragmaticas, y Estatutos, procediendo primero maturo acuerdo, y deliberacion de nuestro Sacro Supremo Real Consejo, que cabe nos reside, avemos mandado ordenar, y estatuir la Pragmatica sancion del tenor seguiente.

Primeramente ordenamos, que de aqui adelante el Procurador Real, el Maestre Racional, y Regente la Real Tesoreria del dicho Reyno, a cuyo cargo está el tener las tres llaves de la Real Arca, ni ninguno dellos, por ningun titulo, causa, ni razon, puedan del dinero que huviere entrado, ò entrare en ella, bistraer cantidad alguna à Ministro ò Oficial nuestro de los que aora son, y por tiempo fueren, aunque sea nuestro Lugartiniente, y Capitan general, por lo que tuvieren consignado, y situado de sus salarios, rentas, y ayudas de costa, en dicha Thesoreria, ò Arca de tres llaves; so pena, que si se hiziere el contrario, ayan de restituirlo, y a mas desto pagar el *quatrotanto* a nuestra Regia Corte, por todas las vezes que lo huvieren adelantado.

Item, por quanto, estando, come està establecido, desde que se fundo la dicha Real Arca de tres llaves, que las tengan los dichos Procurador Real, Maestre Racional, y Regente la Tesoreria, y que si no fuere con intervencion de los tres juntos, no se pueda poner en ella, sacar, ni pagar cantidad alguna; y se ha entendido, que no se guarda, ni entra el dinero efectivo, sino papeles; para prevenir los daños que desto se siguen, que son muy grandes, estatuymos, ordenamos, y mandamos, que de aqui adelante ayan de tener, y tengan cada uno de los dichos Procurador Real, Maestre Racional, y Regente la Tesoreria su llave, y hallarse presentes, aci en recibir, como en pagar, procurando que se cobre en dinero efectivo, y no en papeles, mandatos, libranços, ni otros recaudos; so pena que qualesquier pagas, y cobranças que de otra manera se hizieren sean nulas, y el Tesorero incurra en pena del *quatrotanto*, a mas de las penas que por Pramaticas estuvieren impuestas, y en la misura qualquier dellos, si, puesto el dinero en la dicha Arca, se sacare sin intervencion de todos tres, excepto en caso de enfermedad, ò de ausencia, porque entonces puede fiar el que dellos estuviere ansente. ò impedido su llave al Teniente en su Oficio, ò a quien en su lugar lo serviere, à riesgo suyo. Pero jamas ha de haver en poder de ninguno de los dichos Procurador Real, Maestre Racional, y Regente la Tesoreria, dos de las dichas llaves juntas. Y si lo contrario hizieren, incurran en pena de suspension de paga de sus salarios, los quales no se les puedan pagar de alli adelante, sin orden particular Nuestro.

Item, por quanto por Nuestras Reales Pramaticas, y *Capitulos de Corte* de aquel Reyno està ordenado, que los labradores tengan libertad de vender a los precios que pudieren la parte, y porcion de trigo de su cosecha, que conforme lo dispuesto en dichas Pramaticas les toca, y tienen licencia de sacar del Reyno, y se les reparte, pagando *un real* tan solamente de los derechos por cada estarel de trigo que sacan. Y no obstante esto, Nuestros Lugartenientes, y Capitanes generales, Presidentes, y Governadores, ya que non les prohiben esto, limitan las *licencias de sacas* (1), a que no las puedan hazer sino

(1) *Licencias de sacas*, cioè *permessi di estrazione;* dallò spagnuolo *sacar* (estrarre, cavar fuori); per lo che tali licenze si chiamavano *sacas* (estrazioni). Nel sistema economico di quei tempi era generalmente proibita, senza previo permesso governativo, la estrazione di frumento dall'isola. Ogni anno, compiuta la messe in

Digitized by Google

personas que tienen señalados, con que se quita la ganancia, y comodidad a los dichos labradores, el provecho que podian tener de su trigo y *saca*, y la libertad para poder aventajar su partido; estatuymos, y ordenamos, que de aqui adelante en cada un año todas las *sacas* que se concedieren de labradores, a mas de poder vender cada uno dellos el trigo, y la *saca* que les fuere repartida, a quien quisieren, y por el precio que pudieren concertar, pueda tambien el que la comprare, de qualquier estado, calidad, y condicion que sea, extraer la suma, ò sumas de *estareles* de trigo que assi huviere comprado, y sacarla en poca, ò en mucha cantidad que sea por el puerto, ò puertos, donde huviere embarcacion, y estan señalados, y señalaren para ella, y mas comodos, y a mano les vinieren, sin estorvo, ni contradicion alguna; aviendo pero prendido en razon desto las solemnidades, y diligencias que las Reales Prematicas sobre el arbitrio frumentario disponen, en lo que no fuereen contrarias a esta, sin que puedan Nuestros Lugartenientes, y Capitanes generales, Presidentes, Governadores, ni otro Oficial alguno apremiarlos a que ayan de acudir a concertarse con la persona, ò personas que huvieren comprado las licencias de las demas *sacas;* antes bien queremos, que sin dilacion alguna se les entreguen los recandos necessarios para las dichas extraciones, so las penas a Nuestro arbitrio reservadas, guardandose en lo demas las Prematicas, y Ordenes, en quanto no fueren contrarios a esta. Queremos assimismo y mandamos, para que llegue a noticia da todos, que no se pueda alegar, ni pretender ignorancia, que la presente Nuestra Real Prematica sancion se publique en la forma acostumbrada en nuestra Ciudad de Caller, y en las demas Ciudades, y otras partes del dicho Nuestro Reyno, adonde semejantes Prematicas se seulen, y deven publicar, y que lo mismo se haya cada año, y se Nos avise de su efecto en la forma que se ordena en otras Prematicas. Y mandamos a qualesquier Oficiales nuestros, mayores y menores, en el nuestro dicho Reyno de Cerdeña constituydos, y constituyderos, y a sus Lugartenientes, y subrogados, y a qualesquier otras personas de qualequier estado, grado, y condicion que sean, que la presente Nuestra Real Prematica sancion, y todo lo en ella contenido, durante Nuestro Real beneplacito, tengan, guarden, y observen, tener, guardar, y observar hagan inviolablemente, y a ella no contravengan, ni permitan que sea contravenido en manera alguna, si Nuestra gracia les es cara, y en Nuestra ira, y indignacion desean no incurrir. En testimonio de lo qual mandamos despachar las presentes con Nuestro Sello Real comun en el dorso sellades. Dat. en la Nuestra Villa de Madrid, a onze dies del mes de Juliol, año del Nacimiento de Nuestro Señor Jesu Christo de mil seyscientos y veinte y dos.

YO EL REY.

Dominus Rex mandavit mihi Don Nicolao Mensa. — Visa per D. Andream Roig Vicecancell. Comit. Thesaur. Gener. D. Salvatorem Fontanet. Perez Manriquez D. Franciscum de Castelvì. Et Calba de Vallsecca Regentes Cancell. Et per me pro Conserv. generali.

quest'isola eminentemente ed esclusivamente agricola, si facea il così detto *squittinio* in ogni Comune, onde accertarsi e stabilire il così detto *abbasto*, cioè la quantità largamente necessaria per la consumazione interna. Pel dippiù che risultasse esistere, sia del nuovo, che del vecchio raccolto, si concedevano le *sacche (sacas)*, o permessi di estrazione all'estero. Una porzione di questi *permessi* o *licenze* si dovea accordare agli agricoltori, i quali poi o se ne prevalevano essi stessi, o le vendeano a speculatori. Le altre *licenze* erano concedute ad arbitrio viceregio, e su di ciò accadevano molti abusi e turpi favori. Durò questo sistema fino ai primi lustri del secolo attuale.

XXIII*.

Petizione dei cappellani della Basilica di S. Gavino *di* Torres *al Capitolo Turritano per oggetti riguardanti il servizio di quella chiesa, e per ottenere il permesso di armarsi onde respingere all'occorrenza gli assalti dei Turchi e difendersi dalle loro improvvise aggressioni. (Lingua sarda).*

(1623. — 25 giugno).

Dall'*apografo* (esemplato sull'*autografo*) posseduto dall'autore del presente Codice.

Supplican sos Capellanos de S.tu Baingiu, S.tu Protu, et S.tu Januare, qui comente sunu istados sempre governados dae su principiu de sas Cappellanias dae su Prepcsitu nominadu dae su Segnore Archibiscamu circa de sos officios divinos, et ordine de sas Missas, siat conservadu su qui a su presente tenimus; pustis non bei hat causa, sende comente est virtuosu e prudente, et meda intelligente, et esperimentadu in governare cum meda zelu, et satisfacione, dende in totu tempus, et occasione qui se offerit in servire cudda S.ta Ecclesia advertende, qui sunu duos, podet esser de confusione, et haver contrarias voluntades.

Item supplican, qui sos Curados no quergian negare a dictos Cappellanos *caligues*, et *corporale*, fini a qui siamus provistos, secundu sumus provistos de *casulas* de ogni colore, et de duos *missales*, et cum *pluviale;* quales cosas, ço est *caligues* et *corporale* nos negan sos Curados *sutta cappa* (cioè *sotto pretesto*) de qui sas *Missas* sian ordenadas.

Item suppliquan, qui pro evitare iscusas, et si iscat su qui non queret istare a ordine in sas Missas, si fatat a su acostumadu sa Lista de ogni *quida* (settimana) de su ordine de sas Missas, et non siat accepta sa iscusa dan sos Curados, qui non podent istare a ordine, pro qui non tenen Missa segura; primu pro qui de quadragesima, Avrile, et Maju nde tenen avanzadas; secundu, qui quando est necessariu narrer Missa pro qualqui devotu, qui non si queret accomodare a su ordine, su qui a cudda hora qui est segnalada det narrer pro su Curadu et su Curadu a intentione de su Cappellanu, et de cussu modu su ordine det esser certu, et su fastidiu o incomodidade det esser partida, et iguale.

Item, attentu qui sa *Rubrica* de su *Missale* cumandat qui sa *Missa conventuale* si neret pustis 3.ª, 6.ª et 9.ª,

Digitized by Google

segundu sos tempos, no quergian impedire sos Curados, qui si cantet in su Altare magiore, in hue si solet sempre cantare in ogni Ecclesia, et qui issos, et quales si quergian atteros neren innantis, o pustis de sa Missa conventuale, pro qui sa solemnidade podet megius comparrer in su Altare magiore, cum magiore comodidade de su auditoriu.

Item supplican, qui su Sacristanu *su bonu mangianu* (cioè *di buon mattino*), sonande sa *Ave Maria*, et acomodada sa campana, si istet in su Altare magiore, dende recatu a totu sos Sacerdotes, et servende sas Missas qui det poder, senza exceptuare sos Cappellanos, quando non bei at concursu de ateros Sacerdotes, pustis sos Cappellanos honorarios cudda S.ta Ecclesia servendo in officios, Missas, et processiones a sos Señores Canonigos, et sos qui poden confessare ajuan multas voltas a confessare, sende qui sas Cappellanias non obbligan a confessare.

Item supplican, qui quando si cantat Salve, Gozos (cioè *lodi giaculatorie*), et alias, non appat parte de sa elemosina su qui non si agatat presente, overu siat presente, et non cantat, nen isquit cantare, pro qui, ultra qui cuddu est serviciu personale, et solet su devotu partire sa elemosina, et dare cudda secunda su muneru de sos qui cantan, et supplican sa gratia, non est raxone appat paga senza triballare.

Item supplican, qui pro cantu poden venner inimigos de Christianos a assaltigiare sa Ecclesia, et sa gente; et su megius logu, et seguru est sa Turre *de su garagolu* (1), sindi leet sa iscala nova, qui est facta a sa banda de sos Consigeris, et si nos diat una clae de sa porta de sa Ecclesia corrispondente a sa habitacione de sos Cappellanos, pro poder recurrer in sas occasiones a sa Turre; et si nos providet de armas, overu si nos permittat tenner *archibusos* et *lancias* pro resister a sos enemigos, et difender in qualqui modu sa Ecclesia, et a nois matessi, pro qui sende qui sos Sacerdotes sumus octo, senza ateros *teracos* (cioè *servitori*), podemus faguer resistentia tantu, qui sa *Citade* (cioè Sassari) siat avisada, et mandet soccursu. Custu pro como supplican siat vistu, et provistu, segundu solen provider *omni meliori* etc. Sassari de parte de totu sos Cappellanos; 25 de *Lampadas* (cioè *giugno*) 1623.

Franciscu Fataciu, et Altea
Minimu Cappellanu de S.tu Baingiu.

(1) Turre *de su garagolu*; cioè Torre *della lumaca*; così detta per la scala a chiocciola per cui vi si saliva. *Garagolu* in lingua sarda significa *lumaca*, e *chiocciola*. Esiste ancor oggi questa torre nella Basilica di S. Gavino di Torres.

XXIV.ª

Discorso e proposte fatte ai tre Stamenti *di Sardegna a nome del re Don Filippo IV dal vicerè Don Giovanni Vivas di Cañamas, barone di Benifayo, y Santa Coloma, nella solenne apertura del Parlamento radunato nella Chiesa Cattedrale di Cagliari.*

(1624. — 5 febbraio).

Dagli Atti originali del Parlamento conservati nell'antico Archivio R. Patrimoniale di Sardegna.

El Rey Nuestro Señor estima tanto este Reyno de Cerdeña, que si pudiera holgara mucho de visitarle, y gozarse con tan buenos y fieles vassallos, haziendoles honrras y mercedes: pero el grande y esparcido cuerpo de Su Monarquia le trae de presente necessidad de assistir en su Corte, por lo qual me ha mandado, que en su Real Nombre celebre el Parlamento, y con el valor, benignidad, y justicia, que es natural en Su Magestad, manda que se mire sobre todo à la defensa, y tranquillidad del Reyno, y al desagraviar los agraviados plena y llargamente, y que con la instancia de los tres Estamentos se mejoren, y establezcan a quellas leyes viejas que lo havieren menaster, y se hagan otras necessarias y convenientes al bien pubblico, y no de otra manerà, à tal que con peso, y dignidad se funde el servicio de Dios, y de Su Magestad, y al bien de los naturales.

Y para obedecer los justissimos mandamentos Reales sobredichos, prometo por mi parte, y la de los demas Ministros, de governarnos en este Parlamento candida y justamente, sin mirar à otro, que al servicio de Dios, y tranquillidad pubblica; para lo qual de parte de Su Magestad encargo lo mismo à todos en general, y à los tres Estamentos, à tal que caminando todos à un fin recto, vamos unidos, y en buena correspondencia, como Dios, y Su Magestad nos mandan, y que con esto açertemos hazer pocas cosas, y essas grandes, utiles, y bien effetuadas para el bien publico, apartando la muchedumbre de leyes, y tratos menudos que confunden, y quitan la fuerça a las cosas essenciales.

Y por la estimacion, grande, que haze Su Magestad deste Reyno, les da parte, como a Vassallos tan fieles, y tan confidentes, del estado general de sus cosas (1), el qual es que à cabo de quaranta y siete años de la porfiada guerra de Flandes, y la de Inglaterra, y de la liga Catholica de Francia, quedò la Corona de Su Magestad empeñada en sumo grado, à que se añadiron los exercitos grandes que se juntaron en deffensa del Duque de Savoya, y de la Iglesia, quando los Venecianos, y las Armadas de Galeras, y Vaxelles redondos, que continuamente se sustentan para cubrir, y assegurar la Christiandad del nemigo comun, y assegurar las flottas, y costas, y las islas de ambos mares, à mas de las jornadas de mar, y presas de Alarache y Mamorra, y el grande gasto de lo succedido en Italia en la guerra del Piemonte, y del Monferrato, y ultimamente el soccorro que liezo el Rey Nuestro Señor a Su Magestat Cesarea del Emperador Su Tio, con que se remediaron las rebelliones de Germania, y en gran parte las de Ungria, encerrando en si la cosas del Imperio, y per conseguencia las de toda la Christiandad, y en particular las de Italia, Flandas, y de toda la Real Corona de España, todas las quales cosas, non solo se han hecho por hazer guerra justa en las

(1) Il Vicerè comincia da questo punto a fare al *Parlamento Sardo*, per ordine Sovrano, una esposizione generale, politica e finanziaria delle cose dello Stato, onde far rilevare la necessità di un nuovo *sussidio straordinario* che si chiedeva agli Stamenti per sopperire alle ingenti spese di tante guerre.

Digitized by Google

dichas partes, y por cumplir en ellas con la fèe, y dignidad de la Corona, sino tambien por mantener la paz interna de todos los Reynos de ella, como se ha alcançado en las Provincias de su Magestad, en Italia de mes de setenta años continuos à esta parte, y la longa tranquillidad y paz de todos los Reynos de España, y la deste (*cioè di Sardegna*) despues de sus durables guerras antiguas; la qual paz, y tranquillidad comun de la Corona no se pudiera alcançar, sin hazer las guerras dichas, y divertir las armas enemigas en sus proprias casas, pues si estuvieran desocupadas vinieran à las nuestras con las miserias, y males de la guerra; in cuyos immensos, y forçosos gastos de las dichas cosas se han consumido, non solo los grandissimos thesoros de ambas Indias, y rentas Reales de tan gran Corona, sino gran parte de las rentas ordinarias de los Reynos, vendidas en censos annuales. Y portanto, considerando la gravedad, y importancia de las dichas cosas, los fidelissimos Vassallos de todos los Reynos, y Señorios de su Magestad, en todos ellos, en sus *juntas de Cortes*, han soccorrido a su Magestad, creciendole los *servicios* (*tasse*, *contribuzioni in denaro*, *che si chiamavano* SERVIZII, SUSSIDII, DONATIVI) que le solian hazer, y en las mas partes, o todas, los han doblado, como se hize en Castilla, sirviendo a su Magestad con tantos *millones*, y en Napoles con *trecientos mil ducados de renta*, y en Milan con *docientos mil en ciertos dacios*, y en Cataluña (que solian dar *trecientos mil ducados*) con *un millon*, y *docientos mil*, y assi à la rata en Aragon, y Valencia: y siendo oy las causas las mismas, y las ocasiones mas apretadas con la nueva rotura de la guerra de Flandes, y con la inundacion de Piratas, y guerra de la India, y sospechas de otras cosas, por todo espera justamente el Rey Nuestro Señor, y teniemos por cierto sus Ministros, que no solo tomran los ESTAMENTOS deste Reyno los buenos exemplos de las otras Provincias de su Magestad, sino que los daran à todas ellas, segun su proporcion (1), mostrando en el servicio que haran, en la forma de tratarlo, y concederlo, el amor y fidelidad, que es propria suya, y que es igual con los mejores Vassallos, que tenga NINGUN REY DEL MUNDO (sic).

XXV*.

Offerta di centocinquantamila ducati fatta dai tre STAMENTI *del* PARLAMENTO SARDO *al re di Spagna e di Aragona Don Filippo IV a titolo di* sussidio o donativo, *coi patti e condizioni nella medesima espressi.*

(1624 — 28 aprile).

Dagli Atti originali del PARLAMENTO,
già esistenti nell'antico Archivio del R. Patrimonio di Sardegna.

(1) Qui si eccitava la emulazione generosa degli STAMENTI, affinchè la Sardegna, proporzionatamente alle sue condizioni, non si mostrasse da meno degli altri regni soggetti al Re di Spagna nel somministrargli i sussidii pecuniari, che da lei pure si domandavano. E la Sardegna offrì in tale occasione il *servizio* (sussidio, donativo) di centocinquantamila ducati.

Illustrissimo, y Excelentissimo Señor Lugarteniente, y Capitan General, Presidente en el Real General PARLAMENTO (1).

Los tres ESTAMENTOS, Ecclesiastico, Militar, y Real, aviendo entendido las urgentes necessidades de Su Magestad por V.ª Exc.ª representadas en la proposicion en el principio de aqueste Real General Parlamento hecha (2), y vistas las mercedes que este su fedelissimo Reyno de continuo de manos de Su Magestad ha reçevido, y reçive, y entre otras por la particular que ha hecho en aver embiado a V.ª Exc.ª por Virrey y Capitan General de aquel, honrandole y illustrandole con su buen govierno, y tantas mercedes generales, y particulares (3), por razon de las quales es muy justo, y devido, que los dichos ESTAMENTOS hayan de servir a Su Magestad (sacando fuerças de flaqueza) con aquel animo, y voluntad que siempre han acostumbrado, y assi los dichos ESTAMENTOS ofrezen *cien cinquanta mil ducados*, que es la misma offerta que se hizo en el ultimo Parlamento passado, no dandoles lugar la mucha pobreza del Reyno de poderse alargar à mas de la manera que lo desean; entendiendo se que el dicho *Estamento Ecclesiastico* por la parte y porcion que le toca, conforme à lo acostumbrado, haze dicha offerta con algunas condiciones particulares, que con otro papel presentan juntamente con esta, el qual mandarà V.ª Exc.ª insertar en el Proçeso del Real y General Parlamento; y todos tres *Estamentos* juntos en general, por la parte y porcion respective a cada qual pertocante, entienden obligarse el uno por el otro con los pactos y condiciones, modificaçiones y reservaçiones en dicho ultimo *Parlamento* y en demas precedentes, dichas y expressas, las quales, y qualquier dessas, quieren aqui tener por repetidas, tanto como si *de verbo ad verbum* fuessen escritas y puestas, y no de otro modo y manera, pagadores de la mesma manera y terminos que en dicho Parlamento passado se contiene (4) con que de los dichos *çien çinquenta mil ducados* los *çien mil* sean precipuos para Su Magestad, y aquellos se reçiban por el Noble Regente de su General Thesoreria en el presento Reyno, o que por el serà, y los restantes *cinquenta mil ducados* sirvan para pagar los laborantes de dicho Real General Parlamento, y las neçessidades del presente Reyno, reparos de aquel, limosnas y caridades para los lugares pios, segun por los *Tractadores* ha sido tractado; y sobrando alguna partida quede applicada al Patrimonio de Su Real Magestad: entendiendose que los dichos laborantes se hayan de pagar del primer año de dicho servicio

(1) Presidente del PARLAMENTO era Don Giovanni Vivas di Canamas, barone di Benifayo, y Santa Coloma, vicerè di Sardegna.

(2) Ved. il discorso di apertura e la proposta fatta a nome del Re in PARLAMENTO (sopr. CART. n.° XXIV*, pag. 270.

(3) Nemmeno li tre Ordini (*Braços*, *Estamentos*), che rappresentavano il Regno, seppero rattenersi dall'adulare il potere.

(4) LO STAMENTO ECCLESIASTICO partecipava all'*offerta* del *donativo* sotto due condizioni: l'una era a lui particolare, e consisteva (sebbene qui non si esprima) nell'ottenerne prima l'assenso dalla Sedia Pontificia: e l'altra era a lui comune con gli altri due STAMENTI, *Militare* (dei nobili), e *Reale* (dei comuni), i quali, come si vede, concorrevano all'*offerta* medesima co' *patti*, *condizioni*, *modificazioni* e *riserve*, le quali erano state apposte, così in questo, come nei precedenti *Parlamenti;* l'accettazione cioè per parte del Sovrano delle domande a lui fatte dalle CORTI; domande che, consentite, diventavano *patti patteggiati* tra il Sovrano e la nazione.

Digitized by Google

y donacion, y no bastare que se tome del segundo añ̃o, y despues lo que esta diputado por los *greuges*; y si no bastare lo diputado para aquellos, que se reserve derecho à los prejudicados para poder recurrir a Su Magestad, o en otro Parlamento, o en otra manera que mejor de derecho, y justicia les competiere, por haver, y tener la devida y cumplida satisfacion de todos; y de otra manera, en casso que dichas veynte mil libras no fuessen necessarias para satisfacion de dichos agraviados, lo que sobrara se aplique por su Magestad en las cossas con *Capitulos de Corte* supplicadas, y despues successivamente se pague lo demas que se ha tachado y dedicado parà reparos, limosnas, charidades, y otras necessidades del presente Reyno; y suplican dichos tres Estamentos à V.ª Exc.ª en persona de Su Magestad, quiera con la benignidad que confian açeptar la presente offerta con la forma suso dicha, con las dicas salvedades, aunque minima en respecto de lo que todos en general y en particular dessean servir à Su Magestad si pudiessen con mayor suma; y se sirva consentir en dicha offerta, por salvedad de dichos Estamentos, naturales, y populares del presente Reyno, con el *solenne juramento acostumbrado prestar* (1) sobre la observançia de las decretaçiones, y autos hechos, y hazedores en aquesto presente Real General Parlamento, en el proçesso del qual mandara V.ª Exc.ª sea aquella insertada etc. *Praedicta omnia meliori* etc.

Altissimus

Dexart Stamenti Militaris Advocatus.
Liperi Stamenti Ecclesiastici Advocatus.
Esgrecho Stamenti Regalis Advocatus.

XXVI*.

Proposta e domanda fatta dai tre Stamenti *nel* Parlamento *celebrato sotto la Presidenza del Vicerè Don Giovanni Vivas di Cañamas, Barone di Benifayo y Santa Coloma, per la creazione di una squadra di otto galee, e di due galeoni, destinata a difendere e guardare i mari, e a proteggere, facilitare e promuovere il commercio dell'isola.*

(1624 — . . . . . .)

Dagli Atti originali di detto Parlamento. Aut. Archiv. Patrim. Regio di Sardegna.

Illustrissimo, y Excelentissimo Señ̃or, Lugartiniente, y Capitan General, y Presidente en el presente Real, y General Parlamento.

Los dos Estamentos Militar, y Real (2) del presente Reyno dizen a V.ª Exc.ª, que Cerdeña por su sitio y puesto es el centro de todos los Reynos, y Provincias desta parte del Mar Mediterraneo, por que de una parte queda muy açerca rodeada casi toda de Italia, por la parte de Tramontana, y Levante, que comprende el Mar Ligureo, Tuçio, y la Playa Romana, y los demas de Napoles, Sicilia, y demas Provincias de aquellos Reynos; y por Medio dia confina, y queda quasi à la vista de Barberia, y por Poniente à Españ̃a, y à la parte de Francia, que confina por la Tramontana de otra parte al mismo Mar Ligureo; y por ser el Reyno de Cerdeña tan açerca, y casi no mas de traversia de dos, ò tres dias rodeado de todas las sobredichas Provincias, ha sido antiguamente en todos tiempos deseado de todos los Potentados para la retirada, y soccorro, que del se podìa, y puede tener mas comoda, y prontamente, que de ninguna otra parte, *etiam* de las *confederadas;* y por esta causa se ha tratado en diversas occasiones en los Consejos de Su Magestad, ser conveniente a Su Real serviçio poner una *esquadra de galeras*, la qual se puede dezir ser oy precisamente mas necessaria, que en otro ningun tiempo, por la muchedumbre de vaxeles de enemigos, que frequentan, y navegan estos mares, è impiden totalmente el trafico, y passo de levante a poniente, un notable daño de la comun contratacion de esta parte de la Europa: y no ha tenido efecto el ponèr dicha *esquadra* por los gustos excessivos, que el patrimonio de su Magestad ha tenido en differentes occasiones de acudir al soccorro de otros Reynos y Provincias; y porque los del presente Reyno de Cerdeña son naturalmente deseosos de acudir al servicio de Su Magestad, preferiendo en esto el animo y voluntad que tienen a su propria hazienda, y comodidad, deseando, que lo que en diversas occasiones se ha tratado en los Consejos de Su Magestat tenga effecto, como cosa tan provechosa a Su Real Corona, con occasion de las cartas que Su Magestad fue servido escrivir a los Estamentos del dicho Reyno sobre la *fabbrica de las torres*, que se pretenden hazer en las islas adiacentes de San Pedro, y Sant'Antiogo, representaron a Su Magestad por medio del *Conde de Culler*, que pareçia mas a proposito fundar, y proveher en Cerdeña una *esquadra de galeras*, por se conseguirse con ellas el uno, y otro effecto que se pretendia, segun se contiene en el papel, que el dicho *Conde* presentò a Su Magestad, el qual mandò fuesse remitido a Don Pedro de Toledo, y a V.ª Exc.ª nombrado ya por Virrey, y Lugartiniente deste Reyno, y en conformidad han respondido, segun se entiende, que conviendria al servicio de Su Magestad poner en Cerdeña la dicha *esquadra*, por las razones tan fundadas, çomo en dicha resolucion se contiene. Por tanto los dichos Estamentos añ̃adiendo a lo que V.ª Exc.ª les ha propuesto acerca lo suso dicho, y el servicio tan notable, que se hazia al Rey Nuestro Señ̃or, soccorriendole con lo manjativo de comer, y bever para dichas *galeras*, en esta conformidad dizen, que serviendose Su Magestad hazer assiento de poner en el dicho Reyno una *esquadra de ocho galeras*, *reforçadas de* 160 *remeros*, *y cinquenta marineros por cada galera*, y hazenles merced, que el *General*, *Tiniente*, *Capitanes de galeras*, *y Infanteria*, *Alferez*, *y Officiales mayores*, *sean naturales del dicho Reyno*, siendo la mitad de un Cabo, y la otra mitad del otro Cabo; y el General se mude de seys en seys anos un *sexsenio* de un Cabo, y el otro

(1) Si chiede esplicitamente, nell'offerire il *donativo*, che il Re giuri in forma solenne, secondo il consueto, di osservare tutte le deliberazioni prese nelle Corti e consentite dal Sovrano, ossia i *Capitoli di Corte*, i quali così diventavano *patti patteggiati*.

(2) Alla proposta di questi due Stamenti aderì poi, a pluralità di voti, anche lo Stamento ecclesiastico.

Digitized by Google

del otro Cabo; y assi bien de darles la mitad de los *nolitos* y *presas*, que haran dichas *galeras*, serviran a Su Magestad en dar todo el trigo necessario por la *panatica* de *seys galeras*, es a saber *biscocho*, *vino*, *carnes saladas*, *tunina*, *legumbres*, *azeyte*, *vinagre*, *y sal*, que serà menester para la *chusma*, marineros, y Officiales de *seys galeras*, segun la costumbre, y raciones ordinarias de aquellas, pagando Su Magestad lo demas de todo lo que sera generalmente menester para el sustento de las dichas *seys galeras*, con las condiciones siguientes (1).

1°. Primeramente porque las suso dichas *seys galeras* no es numero bastante à ser superiores à las de Berberia, por tanto sera Su Magestad servido, por seguridad de dicha *esquadra*, de crecerla, y augmentarla à sus gastos hasta el numero de *ocho galeras*, sin que el Reyno tenga obligaçion de darles cosa alguna por las dichas *dos galeras* mas de lo que ha ofrecido por las arriba dichas *seys galeras*.

2.° Que esta dicha *esquadra* de *ocho galeras* sea Su Magestad servido embiarlas armadas à punto de navegar al Reyno da Cerdeña, y sustentarlas perpetuamente en dicho Reyno, renovandolas, y mejorandolas siempre que la ocasion, y necessidad lo requiera, de la misma manera que lo hazen las demas esquadras de galeras à gastos de Su Magestad.

3.° Porque en todas occasiones queden bien armadas, y se opongan y resistan à las galeras de Argel, Tunez, y Biserta, y de mas vaxeles de Barberia, que estan enfrente y cerca de Cerdeña, sea obligado Su Magestad sustentar en *cada galera* una compañia de infanteria Española, que no sea menor de *cien soldados*.

4.° Que en la cobrança de todos los derechos, que se han de poner al Reyno por sustento de las dichas *seys galeras*, sean elegidos, y sacados de saco, y suerte *seys* Administradores, tres de cada Cabo del Reyno, uno Ecclesiastico, otro del Estamento Militar, y otro del Real, los quales se hayan de mudar de tres en tres años, y ellos con un Receptor y Notario, con reçibida particular de los derechos de las dichas galeras, cada qual en su Cabo, y con una caxa de *tres llaves* para el dinero, y almagazenes para el trigo, *que tenga una* cada qual de los Administradores, los quales hayan de tener cuenta y jurisdicion en la cobrança de los dichos derechos en especie, y hazer entregar las cosas necessarias para el sustento *manjativo* de dichas *galeras*.

5.° Que à los Administradores de dichas *galeras*, y derecho Real se de titulo de Diputados, con los mesmos privilegios que tienen los de Cathaluña, o Valencia.

6.° Que se haga insaculacion de los que han de ser Administradores, y *Deputados* arriba dichos de uno, y otro Cabo, y que se haya de insacular por el Ecclesiastico los Prelados, y Dignidades de las Cathedrales, y dos Canonigos de cada Cabildo; y por lo Militar los Titulos, y doze por cada Cabo del Reyno; y por el Real assi bien doze por cada Cabo de todas las Ciudades, de los que son Conseyeros en cabo, y segundo, y todos los mas principales, y mas capaçes, con que unos, y otros tengan passados veinte y cinco años, y no pueda concurrir en el mismo año mas de uno de cada familia, porque la honrra y trabajo se reparta entre todos.

7.° Que los suso dichos *Diputados* tengan jurisdiçion de visitar las *galeras*, y *chusena*, y reconoçerlas, si effectivamente se les dà la raçion en la cantidad, y calidad que el Reyno las paga.

8.° Que siendo menester puedan los *Diputados* nombrar una persona, que vaya sobre las *galeras*, por el interes que les puede caber en *la presa*, y *nolitos* que haran.

9.° Que la dicha *esquadra* haya de residir perpetuamente en el Reyno, à effecto de guardar sus mares, y no puedan salir del à otras partes, si no es en junta de *armada*, por orden, y en serviçcio de Su Magestad, ò serviçio *de gran calidad*, y *passaje de Persona Real.* ò de su *Virrey*.

10. Que todas las *mercadurias*, que las dichas *galeras* llevaran al presente Reyno, hayan de pagar los derechos accostumbrados en las ciudades donde se desambarcaran, esto expressamente declarado, que las dichas *galeras* hayan de llevar dichas *mercadurias* à las ciudades, dexando en cada una lo que para ella viniere flectado, de manera que, viniendo por la parte de Corçega dexen las *mercadurias* respectivamente en Castillo Aragones, Puerto *de* Torres, Alguer, Bosa, y Oristan; y viniendo de Napoles, o Sicilia, à Caller, hayan de llevar las *mercadurias* por las Islas (cioè per le *isole* aggiacenti alla Sardegna), para Iglesias, Oristan, Bosa, Alguer, Porto *de* Tobres, y Castillo Aragones, de manera que cada ciudad tenga sus *ropas destinadas* y *flectadas*, y que llevando dichas ropas asseguren la costa las *galeras* (1).

11. Que en ocasion, que las *galeras* saliran para Italia ò España, hayan de embarcar en ellas los *naturales* (i Sardi), que se quisieren valer de la comodidad de dicha embarcaçion.

12. Que los *galeotes*, que se condeneran en el Reyno de Aragon, y Valencia, y assi bien parte de lo estado de Milan, se entreguen en dichas *galeras*.

13. Que todos los Capitanes de Galera al tiempo de la navegaçion tengan obligacion de llevar una camarada,

(1) Segue nell'originale il certificato del Segretario del Parlamento, ch'è del tenore seguente: « Certifico, y hago entera feè à todos generalmente yo Francisco Vilaret, por auctoridad Real Notario publico, y Coadiunto de Fernando Sabater Notario, y Secretario de la Lugartiniencia General, y Real Audiencia deste Reyno de Cerdeña, de como en el Parlamento aora ultimamente celebrado este presente ano de 1624 en nombre de Su Real Magestad por el Ill.mo y Ex.mo Senor Don Juan Vivas, Virrey Lugartiniente, y Capitan general por su Magestad en dicho Reyno, y Presidente en dicho Real general Parlamento, con intervencion de los tres Estamentos, Ecclesiastico, Militar, y Real; en dicho Estamento Ecclesiastico la mayor parte de los votos se conformaron con lo hecho por los dichos *dos* Estamentos Militar y Real en pedir lo de *las galeras*, offreciendo, à demas del serviçio ordinario, *seys mil libras* (dodici milà franchi) para el gasto del *manjativo* dellas, que es lo que fuè pedido y tassado en dicho Estamento (Ecclesiastico) segun consta en los dichos votos originales, que quedan en mi poder. Y por ser ansi la verdad, de mandamiento de Su Excellencia hago esta firmada de mi nombre hoy en Caller à 10 de agosto 1624. — Ita est etc. »

Francisco Vilaret Not. et Coadj.

(1) Mancando l'isola di *marineria* mercantile, e dippiù di strade carreggiabili nel principio del secolo XVII, gli Stamenti sardi furono solleciti a cogliere l'occasione della creazione di una squadra di galere, onde valersi della medesima pel commercio esterno ed interno del loro paese.

Digitized by Google

cavallero, ò *ciudadano honrado*, que querra, por hazerse pratico en la arte de la navegacion (1).

14. Que mientras los naturales del Reyno aprenden la arte de *marineros*, se hayan de poner en cada *galera seys hombres*, y *quatto mucachos*, por *marineros*, y *proeros*, para que con los otros platicos vayan aprendiendo, y entretanto serviran à las cosas ordinarias (2).

15. Que las dichas *Galeras* tengan con las de mas la *precedencia* justa, como se deve à un Reyno tan honrado como el de Cerdeña, y *estandarte* de su Magestad; y à su General concederle todas las preheminencias, y jurisdiciones, que tenen los demas Generales.

16. Que à gastos del Patrimonio Real se compren dos Galeones bien armados, para que en el tiempo de invierno, que las *Galeras* esteran ritiradas, puedan navegar, y rodear los mares de Cerdeña con parte de los mesmos *soldados*, y *marineros* de las *galeras*, para limpiar la costa de los enemigos que la infestan, los quales *soldados*, y *marineros* se puedan mudar cada mes del invierno, ò cada quarenta dias, porque descansen, y trabajen todos con orden, y moderacion (3).

17. Que cada año puedan hazer un viage por las *sedas*, y aprovecharse de los *nolitos*, no aviendo causa precisa que lo impida.

18. Que para hazer dicho viage sean preferidas estas *galeras* à todas las de mas galeras, que no sean de Su Magestad, para poder aprovechar en parte al Reyno, que con tanta pobreza accude al sustento *manjativo* dellas, y que el General tenga la *sexta parte* de los dichos *nolitos* (4).

19. Que assi bien los *dos galeones* hayan de hazer, si quieran, un viage cada año por lanas de Alicante en Genova, para poderse el Reyno aprovechar de los *nolitos*, y tengan la *primogenitura*, y prerogativa en cargar despues de los vaxeles de la terra de donde llevaran el cargo (5)

20. Que el sustento *manjativo*, de dichas *galeras*, que el presente Reyno ofreçe, se reparta de esta manera; a saber es *veinte mil estareles de trigo* (que se ha hecho quenta que son menester cada año) entre todos los vassallos assi Reales, como de Barones *por fuegos* que se ha le echo suma de *un tercio de estarel por cada fuego* (6), puesto a parte dicho trigo por cada encontrada, o villa en el puerto que le serà destinado para que se haya de entregar al *Provehedor* de dichas *galeras*, cõn esto que haya hazer el bizcocho necessario por quenta de Su Magestad, sin haverse de entremeter en el gasto el Reyno, ni por aquellos Administradores de cada Cabo; y la porcion que à cada villa tocare, el Senor, ò su Official lo haya de repartir entre los *vassallos*, segun las calidades, y haziendas de aquellos *en tres grados*.

21. Que attendiendo al gasto del *vino*, *carnes saladas*, *tunina*, *legumbres*, *hazeite*, *vinagre*, y *sal*, han sido estimados en *diez y ocho mil libras* cada aõ; y essas se repartan, es a saber *seys mil libras* al Estamento Ecclesiastico, y *doze mil libras* al Estamento Real, repartiendo las segun el comerçio, y rentas que tienen respectivamente cada una dellas; las quales hayan de pagar en dineros, y cobrados por los dichos Administradores, hayan de comprar las suso dichas cosas en especie, y entregar à las dichas *galeras* cada aõ (1)

22. Para que con meyor façilidad los susodichos *vassallos* puedan pagar los dichos veynte mil estareles de trigo cada aõ, segun les tocarà, que se hordene, y mande que en cada villa por el Official, y *Mayoral de la Agricoltura* con otros principales se elija, y determine un pedaço de tierra bastante para poder sembrar, y coxer della el trigo que le tocarà; el qual pedaço de tierra haya de dar el Señor *franco*, sin pagarle por el cosa alguna; el qual hayan de cultivar, sembrar, y coxer los dichos vassallos, *todos en comun;* y por tan gran serviçio de Dios se pidirà licencia, que lo puedan hazer *etiam en dias de fiesta*, como no sean de las principales; y que se tenga cuenta de dicho trigo que se coxera, para pagar lo que tocara a dicha villa para dichas *galeras;* y quando sea *mas*, quedara en beneficio della; y siendo *menos*, se repiarta lo que faltare entre dichos *vassallos* de la villa, à tal que effectivamente paguen lo que les tocara para dichas *galeras* (2).

23. Que la dicha Cobrança del dicho trigo, y dineros, haya à començar à tener effecto luego que las *galeras* sian embiadas por Su Magestad en este presente Reyno, y çessando aquellas, çesse la dicha cobrança del dicho trigo, y dineros, que se han ofrecido por la *panatica*, y cosas *manjativas*, en todo, ò en la parte que faltaran las dichas *galeras*.

Altissimus
Dexart Stamenti Militaris Advocatus.
Esgrechio Hieronymus Stamenti Regalis Advocatus.

Su Excellencia (3) de parte del Rey nuestro Señor accepta tan honrado offrecimiento y servicio, como es el

(1) Con questa condizione, che ogni Capitano di galea dovesse prendersi per compagno (*camarada*) un Sardo affinchè s'istruisse nell'arte della navigazione, si mirava all'utile scopo di formare poco per volta nell'isola istessa degli abili Capitani marittimi.

(2) Quest'articolo fu posto evidentemente nell'intento di formare *Timonieri*, Comandanti di *prua (Nostruomini)* e *marinai* nativi di Sardegna.

(3) Oltre la squadra ordinaria di otto galee, si pose pure per condizione dell'offerta, che vi fossero eziandio due *galeoni* armati, i quali nella stagione invernale guardassero le coste dell'isola. E su questi *galeoni* doveano essere imbarcati per turno soldati e marinai di dette otto galere.

(4) Si ponea per patto, che le *galee* componenti la squadra potessero annualmente fare un viaggio per caricare *seta*. Il profitto del *nolo* dovea cedere per la *sesta parte* al Generale della squadra; e il rimanente all'Erario regio.

(5) Da questo articolo si rileva che le galee sarde traevano ordinariamente le lane di *Alicante* da Genova.

(6) Dunque nel 1624 si contavano in Sardegna, secondo il calcolo riferito in questo capitolo, *sessantamila* famiglie *(furgos)* di vassalli.

(1) Sicchè la offerta fatta dagli Stamenti sardi pel mantenimento di *sei galee*, ascendeva in tutto a circa *cento sedicimila* lire (odierne) all'anno, perchè il prezzo medio di *ventimila storelli di grano* è di *lire ottantamila*, e le lire sarde antiche *diciottomila* in denaro corrispondono a poco meno di lire odierne *trentaseimila*.

(2) Siccome la più gran parte della offerta fatta dagli Stamenti rimaneva a carico dei poveri *vassalli*, secondo l'art. 20 della petizione, perciò si propose che in ogni villa il signore del luogo, o barone, assegnasse gratuitamente ogni anno un *tratto di terreno*, affinchè detti *vassalli* potessero coltivarlo *in comune*, anche nei *giorni festivi non solenni*, e ricavarne così quella parte di frumento che doveano contribuire.

(3) Su Excellencia; cioè il Vicerè, Luogotenente generale dell'isola, Presidente del Parlamento.

Digitized by Google

que con esta presente escritura hazen à Su Magestad los dichos ESTAMENTOS, y agradere sumamente tan grande animo y voluntad, como es el la qual han mostrado tener en todas las ocasiones à la dicha Magestad, y mucho mas en este offrecimiento de acudir al sustento de una ESQUADRA de *seys galeras*, con la panatica, y *cosas manjativas* de ella, y estima mucho, que lo que hasta oy no han podido obtener los passados que assistian en dichos ESTAMENTOS, que tan de veras lo procuraron, por la grandeza, utilidad, y beneficio, que dello resultava al presente Reyno, lo hayan alcançado de su Magestad, y del Reyno, con tanta gloria, y honra militar de Su Magestad, y de los que hoy assisten en los dichos ESTAMENTOS, confiando que puestas estas *armas maritimas* en manos de Nacion tan fiel a Su Magestad, y tan valerossa, que Dios Nuestro Señor le darà gloriossas victorias de los enemigos, que tan de çerca infestan el dicho Reyno; y assi en nombre de Su Magestad accepta la sobredicha offerta, y servicio, y *boxo la palabra Real* promete Su Exc.ª, en virtud de la Carta que tiene de Su Magestad, despachada en Madrid à 4 de octubre del año açerca passado de 1622, que el *General* y *Capitanes* de dicha *esquadra de galeras seran siempre naturales deste Reyno*, incluyendo en esto los Señores de vassallos, que *tienen estados* en este dicho Reyno, aunque no sean naturales y assi mismo se nombraran los *Officiales Mayores*, mientras los *naturales* del presente Reyno sean aptos y sufficientes para el tal exercicio, *reservandose* tan solamente Su Magestad de poder poner un *Tiniente General*, que sea muy platico, tanto quanto sea possibile, por la salvacion, govierno, direction, y valor de dichas *galeras*, hasta tanto que en el presente Reyno haya persona platica y experta para el Govierno de aquellas, y que el Vehedor, y CONTADOR los haya de nombrar Su Magestad de la nacion *que sea servido* (che gli piacerà) por satisfacion de Su Real hazienda, que se ha de gastar en el sustento de dicha *esquadra*; y en todos los de mas capitulos que se contienen en dicha escritura, suplica con esta a Su Real Magestad, y harà lo mesmo à parte con sus *cartas*, para que se sirva aprovarlos, como à convenientes à su Real servicio, y provechosa al presente Reyno, al qual es muy justo agradezca siempre tan grande servicio, segun sa immensa grandeza y benignidad.

Por el Ill. y Exc. Señor, Lugartiniente y Capitan General, y Presidente en el Real y general PARLAMENTO.

Ita est etcc.
Ferdinandus Sabater Notarius,
et Secretarius pro haerede Serra.

XXVII*.

Discorso di chiusura del PARLAMENTO SARDO, *tenuto dal Presidente del medesimo, Vicerè e Capitano generale di Sardegna* (1).

(1624. — 29 aprile).

(1) Ved. più sopra il discorso di apertura, CART. n.° XXIV*, pag. 270

Dagli Atti originali di detto Parlamento già esistenti nell'antico Archivio del R. Patrimonio di Sardegna.

Despedida de las CORTES (1) hecha en el SOLIO (2) en la Santa Iglesia de Caller à 29 de Abril 1624 por Don Juan Vivas, Virrey, y Capitan General, en nombre de Su Magestad.

En este dia del benedito San Pedro martyr à 29 de abril 1624 damos fin al presente PARLAMENTO, y principio à la felicidad del Reyno con los *quatro cabos santos*, y *utilissimos* (3), y el servicio ordinario que en *ellas* se ha concluydo. Y ante todas cosas doy infinitas gracias al omnipotente Dios, que nos ha ayudado a la determinacion de cosas tan grandes, y honrradas, com son la de *las galeras*, y el domesticar y enxerir tantas y tan hermosas campañas con *tantos millones de olivos silvestres*, y el crezer la *cultivacion frumentaria*, y introduzir el *arte de la lana;* de las quales cosas en segundo lugar damos las gracias por parte de Su Magestat à los tres ESTAMENTOS del Reyno, subiendo al Cielo la grandeza de animo, fee, y dignidad que han mostrado, de que daremos larga quenta al Rey Nuestro Señor, para que con su natural benignidad lo aggradezca, y haga honrras, y mercedes à tan fieles y cordiales vassallos. Y en el discurso de estas CORTES (4) protestamos delante Dios, y de los hombres, de no haver buscado ningun voto, si no es para el bien publico, ni haver usado ningun mal medio para ninguna cossa, ni haver hecho promessas a nadie para que umiessen bien en ninguna cossa, procediendo, y tolerando pacientemente al principio lo que convino, y ordenando despues lo necessario, y amonestando à lo mejor que se nos ha alcançado con llamamiento, y platica publica, mostrando las entrañas, que por misericordia de Dios hemos tenido siempre, y de presente tenemos, y deseamos conservar hasta la fin de nuestro govierno (5);

(1) Quando li tre STAMENTI (*Braços*) si riunivano insieme in assemblea generale, e formavano *Parlamento*, prendeano la denominazione di CORTES; e perciò le risoluzioni che vi si prendeano a maggioranza di voti, aveano forza di legge e si chiamavano *Capitoli di Corte*.

(2) SOLIO. Perchè il vicerè, o il presidente delle CORTES (*Parlamento*), rappresentando il Sovrano, sedeva sotto il *soglio* per ciò preparato. Le assemblee generali delle CORTES si tenevano nella chiesa cattedrale di Cagliari.

(3) *Quatro cabos santos y utilissimos;* cioè li quattro *Capitoli di Corte*, co' quali in quél Parlamento si stabilì la creazione di una *flottiglia* di *otto galee* per proteggere le spiagge dell'isola dai pirati barbareschi; l'*innestamento* dei milioni di *olivi selvatici*, dei quali era ricca la Sardegna: lo stabilimento di un *Censore* in ogni Comune per curare, proteggere, e promuovere gl'interessi dell'agricoltura; e la introduzione nell'isola dell'*arte della lana e della seta*.

(4) Le CORTI (*Parlamento*) erano state aperte nel 5 febbraio 1624, e furono chiuse nel 29 aprile dello stesso anno.

(5) La protesta, o giuramento, che alla fine di questo discorso fece il vicerè, presidente del *Parlamento*, di non aver cattato *voti favorevoli*, di non aver promesso *favori* o *ricompense* a chicchessia, e di non aver usato *mezzi illeciti* per far consentire alla propria volontà i membri delle CORTI, fu una *formalità* ed una *ipocrisia*, poichè appunto il vicerè Vivas abusò scandalosamente del suo potere, onde obbligare i rappresentanti della nazione a votare ed a fare quanto a lui piacque, sostituendo l'arbitrio alla libertà ed alla legalità, come si prova per molti documenti storici di quel tempo; lo che diede luogo a ricorsi dello STAMENTO MILITARE al re Don Filippo IV, affinchè tutti gli *atti* di quel *Parlamento* fossero annullati, non essendo nè punto nè poco la libera espressione degli Ordini rappresentativi della Sardegna.

Digitized by Google

mediante las quales cossas, y lo meyor y mas essencial del valor, y bondad de los ESTAMENTOS, y de tan grandes y dignos Ministros como nos han cuydado, hemos podido alcançar la graçia de Dios sobredicha del bien y grandeza del Reyno en los dichos *cabos*, à cuyo cumplimiento y execucion combidamos à todo el Reyno por su proprio bien y riqueza, y honrra, à lo qual acudiremos siempre con el zelo devido à Dios, à Su Magestad, y al dicho Reyno, por lo qual perderemos la vida, y quanto sea en poder nuestro somos obligados por tantas razones, declarando que siempre lamos tenido delante nuestra primera proposicion, para conformar con ella esta despedida y fin dellas CORTES.

A honor y gloria de Dios, y servicio de su Magestad, y utilidad y provecho deste Reyno de Cerdeña.

XXVIII*.

Elenco delle persone graziate nel giorno della conclusione, e chiusura del PARLAMENTO *celebrato in Sardegna dal vicerè Don Giovanni Vivas.*

(1624. — 29 aprile).

Dagli Atti originali di detto PARLAMENTO.
Antico Archivio del Patrimonio Regio di Sardegna.

Memoria de los perdonados *el dia del* SOLIO (1), a honrra de la conclusion de las CORTES, sin ninguna composicion (2).

1. El doctor en Medeçina Juan Antonio Sanna desta ciudad de Caller.
2. Leonardo de Fele de la villa de Orusey.
3. Pedro Pinna de Castillo Aragones (odierno Castel Sardo).
4. Juan Corbu Nieddo de la Ciudad de Sasser.
5. Pedro Andres Sanna de la villa de Bono.
6. Agustin y Gorgio de lo Frasso de la ciudad de Sasser.
7. Simeon Squinto de la villa de Anella.
8. Sebastian Runquina de la villa de Orgosolo.
9. Juan Foddis, y Simoni Foddis de la ciudad de Sasser.
10. Anton Paulo Pisquedda.
11. Juan Pisquedda Ccatacholu, y compliçes de la villa de Gayro de la encontrada de Anglona.
12. Antonio Solinas Manali de la villa de Oçier.
13. Joan Cossu Fran de dicha villa.
14. Pedro de lo Frasso de dicha villa.
15. Juan Luca Sequi de dicha villa.
16. Don Diego de Tola de dicha villa.
17. Don Juan Maria Tola de dicha villa.
18. Andres Paduano de la ciudad de Sasser,
19. Pedro Paulo Sanna de la ciudad de Oristan.
20. Antonio de Apello de la ciudad de Castillo Aragones.
21. Juan Andres Cambone de la villa de Galtelli.
22. Sebastian Niolo de la villa de Fiolinas.
23. Juan Niolo de dicha villa.
24. Cossu Espano de la villa de Oçier.
25. Juan Leoni de la ciudad de Bosa.
26. Hieronimo Marxi de la villa de Gerrey.
27. Juan Angel Maxoni de la villa de Mogoro.
28. Sebastian Faedda de la villa de Florinas.
29. Andres Sisto de la villa de Oçier.
30. Diego Bologna de la ciudad de Sasser,
31. Domingo Usay de la villa de Salarjus.
32. Juan Martin Genoves.
33. Juan Maria Leon de la ciudad de Sasser.
34. Angel Peis de la ciudad de Bosa.
35. Antonio Solinas Magnali, y Juan Cossu Fran de la villa de Oçier.
36. Hieronimo Vidal Notario de Caller.
37. Sebastian Naytana de la ciudad de Bosa.
38. Bartolomè Hotjano, y Angelica Hotjano, padre y hija.
39. Don Pedro Pilo de la ciudad de Sasser.
40. Pablo Cordedda de la villa de Fiolinas.

Fin de los Perdonados.

(1) *El dia del* SOLIO. Il giorno in cui si chiudevano le CORTI generali si chiamava *del* SOLIO, perchè il vicerè v'interveniva in forma solenne e si assideva sotto il SOGLIO regale.

(2) Pare adunque che le grazie si accordassero per solo leggiere mancanze o contravvenzioni a qualche legge, perchè si dicono accordate *senza composizione* di sorta *(sin composicion)*

XXIX*.

Il re di Spagna e di Aragona Don Filippo IV sanziona con suo R. Diploma i capitoli *discussi, e votati nel Parlamento celebrato in Sardegna nel* 1624 *sotto la presidenza del vicerè Don Giovanni Vivas.*

(1625. — 11 novembre).

Dall'antico Archivio del Reale Patrimonio in Sardegna, Cod. Cart. II.

Nos Philippus, Dei gratia, Rex Castellae, Aragonum, Legionis, utriusque Siciliae, Hierusalem, Portugalis, Hungariae, Dalmatiae, Croatiae, Navarrae, Granatae, Toleti, Valentiae, Galitiae, Majoricarum, Hispalis, Sardiniae, Cordubae, Corsicae, Murtiae, Giennis, Algarbii, Algezirae, Gibraltaris, Insularum Canariae, nec non Indarum Orientalium et Occidentalium, Insularum ac Terrae firmae Maris Oceani, Archidux Austriae, Dux Burgundiae, Brabantiae, Mediolani, Athenarum, et Neopatriae, Comes Abspurgii, Flandriae, et Tirolis, Barchinonae, Rosilionis et Ceritaniae, Marchio Oristanii, et Comes Goceani. — Cum anno praeterito millesimo sexcentesimo vigesimo quarto, pro bono statu, ac recta justitiae administratione, statuimus generale PARLAMENTUM in praefato Nostro Sardiniae Regno celebrare, munus hoc spectabili Don Joanni Vivas Nostro Locumtenenti, et Capitaneo Generali in eodem Regno fuit a Nobis demandatum; qui in vim Nostrae potestatis sibi concessae, vocatis, prout moris est, Regni praedicti incolis, PARLAMENTUM indixit in nostra civitate, et castro Calaris, ibidemque finivit et consumavit, in quo, dum varia negotia status Regni praefati, ac universae illius reipubblicae utilitatem et tranquillitatem concernentia tractarentur, ut ex actis in processu ipsius PARLAMENTI ad Nos in authentica forma transmisso vidimus apparere, inter

Digitized by Google

caetera per STAMENTUM MILITARE Regni praedicti fuerunt oblatae coram dicto Nostro Locumtenente, et Capitaneo Generali nonnullae supplicationes, et capitula, quae nobilis et dilectus noster Don Antonius Manca de Omedes, Sindicus praefati STAMENTI MILITARIS ad Nos destinatus cum publico Sindacatus instrumento, de quo Nobis constitit in autentica forma coram Majestate Nostra, et in Nostro sacro Supremo Regio Aragonum Consilio, una cum responsionibus in calce cujusque supplicationis, et *capituli* per eundem Locumtenentem Generalem vice Nostra Regia factis, et adjectis; fuitque per eundem Nobis humiliter supplicatum, ut supplicationes, et *capitula* eadem acceptare, concedere, confirmare, et indulgere de Nostra solita benignitate dignaremur. Nos vero, perspectis innata fidelitate, ac servitiis per incolas dicti Sardiniae Regni Coronae Regiae Aragonum praestitis, et impensis, quaeque prestituros speramus, supplicationibus quidem, *capitulis*, ac decretationibus ipsis per Nos in dicto Nostro S. S. R. Consilio, visis, recognitis, et examinatis, tandem responderi mandavimus, prout in calce cujuslibet *capituli* appositum est, et decretatum, non obstantibus in contrarium praetensis, et allegatis, tam per Stamenta dicti Regni, quam per singulares ejus personas, conjunctim, sive divisim (1); quibus, ea qua decet maturitate, perpensis, et considederatis, visum fuit non obstare. Quarum quidem supplicationum, *capitulorum*, et decretationum series sequitur sub his verbis (2). . . . . .

. . . . . .

. . . . . .

. . . . . .

Quam quidem petitionem, et capitulo in ea praeinserta, juxta decretationem in fine ipsius per Nos factam, tenore praesentis, de Nostra certa scientia, Regiaque auctoritate, deliberate, et consulto acceptamus, animoque gratuito roboramus, et validamus, auctoritatemque Nostram interponimus pariter, et assensum. Quapropter Spectabili, Nobilibus, Magnificis, dilectisque Consiliariis, et fidelibus nostris, Locumtenenti et Capitaneo Generali Nostro in praefato Sardiniae Regno, Praesidenti, seu id officium Regenti, Regenti Cancellariam, et Doctoribus nostrae Regiae Audientiae, Judicibus Curiae, Advocatis et Procuratoribus Fiscalibus, et Patrimonialibus, Gubernatoribus quoque, seu Reformatoribus in Capitibus Callaris, Gallurae, Sassaris, et Logudorii, Regio Procuratori, Magistro rationali, ac Regenti nostram Regiam Thesaurariam, seu eorum Locumtenentibus, Vicariis, Subvicariis, Potestatibus, Alguaziriis, Virgariis, et Portariis, caeterisque demum, universis et singulis officialibus, et subditis Nostris, majoribus et minoribus, in dicto Sardiniae Regno constitutis, et constituendis, eorumdemque Officialium Locumtenentibus seu officia ipsa regentibus, et subrogatis, praesentibus et futuris, ad incursum Nostrae Regiae indignationis, et irae, poenaeque florenorum auri Aragonum mille nostris Regiis inferendorum Aerariis, dicimus, praecipimus, et jubemus, quod praeinsertam supplicationem, et capitula in ea contenta, et unumquodque eorum, juxta decretationis, et responsionis in fine ipsorum positarum per Nos positae seriem et tenorem, teneant firmiter, et observant, tenerique, et inviolabiliter observari faciant per quoscumque, et non contrafaciant, vel veniant, aut aliquem contra facere, vel venire permittant ratione aliqua, sive causa; si Officiales et subditi nostri praedicti gratiam nostram caram habent, et praeter irae, et indignationis Nostrae incursum, poenam praeappositam cupiunt evitare. In cujus rei testimonium praesentem fieri jussimus, Nostro Regio comuni Sigillo pendenti munitam. Dat. in oppido Madriti die undecima mensis novembris, anno a Nativitate Domini Nostri millesimo sexcentesimo, vigesimo quinto, Regnorumque Nostrorum anno quinto.

YO EL REY.

V. Comes Thesaur.
V. D. Franciscus de Castelvì Regens.
V. D. Luis Blasco.
V. Pueyo Regens.
V. D. Salazar Fontanet Regens.
V. Calba de Valseca Regens.
V. Bernardus Navarr de Roira R.
V. D. Franciscus Leo Regens.
V. Femat pro Cons. Gener.

In Sardiniae VI, fol. 104.

Dominus Rex mandavit mihi Thomae Femat, visa per Comitem Gener. Thesaur., D. Fontanet, D. Castelvì, Zalba de Valseeca, D. Blasco, D. Navarro, et D. Leo Regentes Cancellariam, et me pro Conservatore Generali.

Capitulos presentados per parte de los Estamentos Militar y Real, en que tambien consintio el Ecclesiastico, en el Parlamento que el año passado 1624 celebrò en Çerdeña Don Juan Vivas, Virrey y Capitan General de aquel Reyno, tocantes à la esquadra de galeras.

XXX*.

Ordine Reale di Don Filippo IV re di Spagna e di Aragona a Don Giovanni Vivas, vicerè di Sardegna, relativamente alle riunioni separate, e collegiali dello Stamento Militare.

(1625. — 16 novembre).

Spectable Don Juan Vivas, mi Lugartiniente, y Capitan General. — El ESTAMENTO MILITAR desse Reyno en el cap. 1, y 2 de los que presentò en el PARLAMENTO, que en el año passado celebrastes, pretende, como saveys, que pueden juntarse los Militares de Sasser de por si collegialmente, y suppuesto que esto no conviene, he mandado decretar en ello lo que vereys por la copia de la decretacion, que con esta se hos embla, y advertiese hos, que ordeneis à los Governadores de Caller, y Sasser, y à mi Procurador Real, que siempre que los Militares trataren de juntarse en Caller en forma de ESTAMENTO, sea

(1) Con queste parole si allude ai *capitoli* che non furono approvati dal Re, e ch'erano stati votati, e proposti dallo STAMENTO MILITARE; ma non si dice la ragione per cui furono rigettati; bensì genericamente ed *arbitrariamente* si dice « *non obstantibus praetensis* ecc. »

(2) Seguono nell'originale i *capitoli* presentati alla sanzione sovrana; *trentuno* a petizione dei tre STAMENTI, e *sette* a petizione dello STAMENTO MILITARE. Dei primi ne furono respinti *tre* soli. Gli altri furono tutti approvati.

Digitized by Google

assistiendo uno dellos personalmente, y no de otra manera, avisando hos, el que dellos se huviere de hablar en la dicha junta, las causas, y negocios para que pretendieren juntarse, pues no siendo para los effectos referidos en la decretacion de los dichos dos Capitulos, de que haveys dar traslado à los dichos Governadores, y Procurador Real, no haveis de premitir vos, ni el mi Lugartiniente, que os succediere, el juntarse los dichos Militares, Governadores, y Procurador Real; y à los mesmos escrivo en razon desto, para que lo tengan entendido. Dat. en Madrid à XVI de noviembre MDCXXV.

YO EL REY.

V. Comes Thes.
V. D. Franciscus de Castelvì Regens.
V. D. Luis Blasco.
V. Pueyo Regens.
V. D. Salvador Fontanet Regens.
V. Zalba de Vallesca Regens.
V. D. Franciscus Leo Regens.

Femat Secretarius.

XXXI*.

Posti assegnati dal vicerè di Sardegna Marchese di Vayona alla Cavalleria e alla Fanteria nazionale nella città di Sassari, ed ordini da tenersi ed eseguirsi dalle medesime in caso d'invasione, o di aggressione nemica (1).

(1629 — 28 aprile e 2 maggio).

Dall'originale posseduto dall'Autore del presente *Codice*.

Puestos para las compañias de cavalleria, y de infanteria, desta ciudad de SACER, ordenados por el Marques de Vayona, Virrey, y Capitan general, son los siguientes:

1. En la Puerta de ROSELO la compañia de Don Angel Manca.

2. En la eminencia en fronte del baluarte de la misma Puerta la compañia de Don Sebastian Zonza.

3. En la misma Puerta la compañia de Don Juan Cariga.

4. En la iglesia de la TRINIDAD una tropa de cavalleria de Sancta Catherina, y guarda las avenidas fuera las viñas al camino de *Sancta Maria de Pisa*, y al camino va al *piano di li travi*, y viña de tal Lorenço Peligroso.

5. En la Puerta de SANT'ANTHONIO la compañia de Don Francisco de Feno.

6. En la eminencia de dicha Puerta la de Don Francisco de Castelvì, junta à la de Don Francisco de Ansaldo, la del *Maestre de campo*, la meitad de la compañia de cavalleria de Sancta Catherina, con el estendarte de la ciudad, en el camino que mira al *Rio Manõ*, va al *Rio bugioso*, que sale à *Ponte Brandino*, y piano *di li travi*, y viña de tal Lorenço Peligroso; y la compañia de Don Pedro Pilo en la boca del camin, que va à San Gavino.

7. En lo alto de SAN PABLO la compañia de Don Ignacio Carrillo.

8. En el camino, entre la vina de *Barba*, y la huerta de la SEO (Cattedrale) la mitad de la compañia de Don Diego Gaja, va camino à los curzones de *Nana ligni*, que sale à la viña de Baiugio Casabò, y al otro camino de la pedraia de Santa Maria, al camino de Carriga, y sale à otro de San Baingeddu, que va à la viña de Luca Dais, y *funtana de Corbo;* y la dicha meitad delante el brevador de Betlem.

9. En la *pared del Olm de* BETLEM, à parte de dentro, la compañia de Joachim Paduano.

10. En la Puerta de UZARY la compañia de Don Juan Pilo.

11. En la eminencia de la misma Puerta la compañia de Don Pedro Guio.

12. En la misma Puerta la compañia de Don Francisco Sasso, y la de Don Carlos Cariga.

13. En SANT'ANNA la compañia de Simon de Aquena con su estendarte guarda el camino de USINI, y Puerta del Carro; y en *bia ronda* està la de Santa Catherina.

14. En la PUERTA NUEVA la compañia de Don Gavino Manca y Zonza, la de Gavino Sabba, y la compañia de Don Gavino Manca y Sasso.

15. Entre la TORRE TORONDOLA, POÇO DE RENA la compañia de Don Quirigo Pilo.

16. En la Puerta de CASTILLO la compañia de Don Antonio Manca de Omedes.

17. En la eminencia de dicha Puerta la compañia de Don Jayme Manca y Ledda. En el *Cuerpo de Guardia* la compañia de Don Gavino Paliacho.

18. De las cinco compañias de à cavallo, de cada qual se ha de tomar quatro soldados para poner en el CARMEN.

19. Y de dichas compañias de cavallos se ha de tomar de cada qual otros dos soldados para que dellos vayan, es à saber sinco con el Governador, y los otros sinco con el Commissario General para llevar ordenes.

El Sargente Mayor de Sasser por Su Magestad
Gavino Salbañolo.

El Capitan Don Gavino Manca y Zonza mandarà a sus Officiales, y soldados, si en occasion de noche se toque arma, accedan à su bandera, y el mesmo acudirà à ella, y marchara por el Cuerpo de guardia, donde dexarà su bandera entregada al Alferez estuviere de guardia, dexandole dos soldados de su compañia armados para guardia della, y con todo el resto de su compañia marcharà en la *plasa del* CASTILLO, donde arà alto, y Escuadrò de su compañia, y mandarà vaya el Sargento con veinte cinco soldados armados, y en cabo, à la Puerta nueva de guarnision, y con la demas gentes esperarà la orden se le à de dar para soccorrer algun puesto peligroso, y si la arma se tocare de dia, acudirà con su compañia y bandera, saliendo por la Puerta de Sant'Antonio al campo de Betlem para ponerse en Escuadron, donde se dara la

(1) Questi ordini furono dati, per quanto può inferirsi dalle memorie contemporanee, onde la città non fosse sorpresa e occupata da nemici, come lo era stata due anni avanti (1527) dai Francesi capitanati da Renzo Ursino da Ceri, i quali vi fecero grande bottino, e distrussero l'Archivio municipale (FARA, *De Rebus Sardois*, Lib. IV e SIGONIO nella *Vita di Andrea D'Oria*).

Digitized by Google

orden, advirtiendo que todos los soldados tengan sus armas à punto, y sus municiones à cumplimiento acudiendo, advirtiendo los con puntualidad, que se deve, al primer toque de campana, y caxas, y que traigan provision de comida para un dia, y algunas achas de cortar leña, teniendo los officiales los soldados repartidos de quarenta en quarenta por escuadron; y todos en sus Casas den orden, tocando arma, saquerlas à las ventanas, y ningun viejo inutil, niño, ny mujer salgan de sus casas, ny ningun se atreva à disparar de noche, ny passar palabra, ny moverse del puesto señalado sin orden de sus Offisiales, que saldran *con sus insignias*, y armas, y tengan mandado al que tienen señalado por *Tambor* de su compañia, acuda à dicha bandera, y esto so pena *de tres tratos de cuerda* para el soldado, y de la Real desgrasia para los Capitanes, y Officiales, y *otros arbitrios de su Excellencia* (1). Dat. en Sasser a 28 de abril 1629.

Don Jeronimo de Omedes.

Otra se ha registrado del mesmo tenor para el Capitan Don Jayme Manca y Ledda, puesto que bembia veinte hombres à la Puerta del Castillo.

Otra se ha despedido del mesmo tenor para el Capitan Don Juan Cariga, excepto que no embie ninguna gente à ninguna parte.

Don Jeronimo de Omedes.

El Sargento Major de Sasser por su Magestad.

Manda su Señoria a los Capitanes de infanteria, alferezes, y Sargentos, y Cavo de escuadra de la ciudad de Sasser observar, y observar hagan a sus soldados lo siguiente:

1. Qualquier Capitan fuere nombrado para entrar de guardia, entre personalmente de guardia con sus armas, y con el *pajedelante*, y con la *gireta*; y duerma en la guardia, si ya no tuviere causa bastante, y legitima escusa, de la qual dara cuenta; y antibien acuda a casa del Alferez adonde estara la bandera à l'ora d'entrar de guardia para de alli marchar à la guardia; y al salir della personalmente la acompagne asta dicha Casa donde la saco; asi bien tenga bandera pagada por los soldados, y dos caxas, o una a los menos, con las personas señaladas para que la toquen, y todo lo mandara comprar, para que sea effetuado, pues corre por su cuenta, y todo lo demas que se sigue.

El Alferez, que su compañia fuere nombrada para entrar de guardia, des de la mañana à de sacar la bandera en la ventana de su Casa, y à de mandar a los *atambores*, o *atambor* de su compañia terra señalado vaya tocando por el Quartel de los soldados de su compañia, echando bando, que todos los soldados de su compañia accudan a su bandera, a la tarde dos oras antes de anveheser, armados, y monicionados, conforme estan obligados, y ninguno con armas prestadas, y los desarmados tambien accudan à dicha bandera: dicho *tambor* una ora antes de entrar la guardia dara otra buelta por dicho Quartel, haziendo lo mismo dicho, y se ira à su bandera, adonde estara tocando en ella hasta que entre la guardia; y una vez entrada no se mueva del Cuerpo de Guardia, sin licençia, y dormira en dicha guardia.

Dicho Alferez tendra echa la Lista de los soldados de su compañia para cada Cabo de Escuadra sepa, y conosca los soldados de su Escuadra, y do abitan, para avisalles, para en caso fuesse menester, sin tocar caxas.

Dicho Alferez à la hora, y antes de entrar la guardia, se ha de hallar en su Casa à su bandera, y tendra sinalado una persona, para que le sirva de *Abanderado* para qualquier ocasion le haie menester: si su Capitan entrara en la guardia, dicho Alferez à de llevar la bandera, y el *Abanderado* delante dell con su *venablo* al cuello, la punta asia a tras; y si su Capitan por legitima escusa no entrare, dicho Alferez à de guiar su compañia con el *venablo* a la man, y dicho *Abanderado* ha de llevar la bandera de su puesto.

El dicho Alferez, una vez entrado de guardia, no puede salir del Cuerpo de guardia sin lisensia de su Capitan, quedando en dicho Cuerpo de guardia el Sargento, el qual no se movera de dicho Cuerpo de guardia, mientras dicho su Alferez estuviere fuera, si ya no es que su Capitan se lo mandara para algun servicio de su Magestad.

Al Sargento de la compañia entrara de guardia se le de orden, que en continente tenga la orden para entrar su compañia de guardia, de dello noticia a su Capitan Alferez, y Cavos de Escuadra, para que cadauno lo sepa, y pueda cumplir con su obligacion.

El dicho Sargento, com a persona que depende del todo el maxo, y açiones de la compañia, á de tener particular cuidado de saver quantos soldados tiene, y cadauno que annos tiene, y que armas le faltan, para procurar, y mandar a los que tienen armas la tiengan limpias, y aderesadas, y las lleven bien puestas en el lugar deven, y las municiones cumplidas, y se ha de hallar, antes de entrar en la guardia, a la bandera, y conforme los puestos, do tendra orden de embiar gente, axi como se fuere recoxiendo, lo ira señalando, dando le para cada puesto un Cavo, à los quales ha de dar la orden que tuviere, y cada uno à de aguardar en su puesto con orden, en entrando la guardia, y arrimada su bandera en el Cuerpo de guardia, cada Cavo nombrado torne sus soldados, y se sera a su puesto, y solo queden en la bandera los que no son nombrados para ningun puesto, sino para el Cuerpo de guardia, a los quales hara arrimar las armas por consierto, ponindo posta a la bandera, y a ellas, y las demas postas tuvieren orden de poner.

Dicho Sargento à de tornar los ordenes que se han de guardar en dicha guardia, y dar cuenta dellas a su Capitan, y Alferez, y distribuirlas a los Cavos de Escuadra, y soldados, tiniendo particular cuidado, si a los que huviere dado orden las cumplan.

Dicho Sargento, llegada la hora de serrar las puertas, à de tomar seis soldados con sus armas, y à de ir a serrar todas las puertas, tomando las llaves dellas, y llevandolas al Cuerpo de Guardia, y la ultima puerta, que se ha de serrar, à de ser donde mas concurso de

(1) E fra gli *arbitrii* accordati a S. E. il Vicerè vi sarà stato probabilmente ancor quello di far dare *più tratti di corda*, a vece di *tre soli*, ai soldati insubordinati.

Digitized by Google

gente suele venir; y en caso, por escusar travaijo à dicho Sargento de ir por todas las puertas, podra dar la orden al Cavo, que estuviere en cada puerta a la orden que se le dara, la orden que la sierre, y tomen las llaves, y con otro soldado las lleven al Cuerpo de guardia para entregarlas al dicho Sargento, el qual las poudra junto a la bandera, y entregara a la posta, si ya no haja orden de llevarlas a su Señoria.

Dicho Sargento, haviendo reçevido todas las llaves, me darà cuenta, y con seis soldados armados, y el con su alabarda vendra adonde se estuviere el otro ajudante, para bolver con uno de los dos al Cuerpo de guardia, para dar el *nombre* al Capitan de la guardia, el qual Capitan lo dara a su Alferez, y el Alferez de guardia a su Sargento, y dicho Sargento lo dara a los Cavos de las puertas, que han traido las llaves, los quales, despues de haverlas entregado, no se han de mover del Cuerpo de guardia principal asta tener dicho *nombre*, quando con el, y sus Soldados se iran a su puerta para darlo a las postas que huviere.

Dicho Sargento a dos horas de noche, ò antes, ò despues, à de tomar quatro, ò seis soldados de su compañia por ver si cumplen con la orden que se les à dado, y estan con vigilancia; y si los hallan en alguna falta, dara cuenta para que sean castigados; y buelto a dicho Cuerpo de guardia dara cuenta a su Capitan, y Alferez, y de como los huviere allados.

Dicho Sargento tiendra cuidado de embiar las *rondas* que tuviere orden de embiar, y a las horas que se le ha señalado, assi las de la muralla, como las de la ciudad, y siendo de dia claro, en tocando la alborada, a tomar su alabarda, y seis soldados con las llaves de las puertas, y se irà abrir, y la ultima que se ha de abrir es la de asi a la marina: en el abrir cada puerta à de hazer tomar las armas a los soldados, que estan de guardia della, y aberta la puerta han de salir dos a *reconosser a cien passos* las avenidas de dicha puerta, y entretanto à de estar la puerta serrada, y bolviendo los dos que han ido a *reconosser* con relaçion que no han descuvierto nada, se ha de abrir la puerta, y tomar la gente que estava de guardia en cada puerta, y con toda ella bolver al Cuerpo de guardia, dando cuenta a su Capitan, para que el pueda salir de guardia, y bolver la bandera a su casa del Alferez, y cada soldado irse a su casa; quando dicho Sargento a la mañana me ha de dar cuenta de todo lo dicho, a dicho Sargento han de assistir todos los Cavos de Escuadra; es a saver cada uno en lo que les quisiere emplear, si bien para mostrarse *buen vassallo* de su Magestad, y Ministro, para que lo ha de procurar azertado qualquier Cabo de Escuadra: la compañia que toca entrar de guardia ha de procurar avisar a sus soldados sean puntuales en acudir a su bandera a la hora de entrar de guardia, y para que mas presto sean avisados todos los soldados, pueda cada Cavo de Escuadra nombrar en su Escuadra *quatro amigos*, ò *ocho*, para que tengan cuidado de avisar *diez* ò *cinco* de dichos soldados, advirtiendoles que qualquier aviso que los dieren lo observen.

Los soldados de cada compañia tendran las armas limpias, y *apunto*, y tendran *una libra de polvora*, *vintiquattro balas*, y *quatro passas de cuerda*, y al que tocara entrar de guardia ha de entrar con sus armas, y dichas *municiones*, y acudir a su bandera a la hora dicha, para entrar la guardia, y en ocasion de arma siendo obediente a sus ministros, y una vez entrado de guardia ninguno se mueva del puesto le fuere señalado, sin licençia del Official major, o Cavo que estuviere, y dichos Officiales, y Cavos no la daran, si no es a la terçera parte de la gente de guardia, para que queden siempre en ella las dos partes, y assi tras unos, vayan otros por sus necessidades.

El Capitan se hallara de guardia, la noche que se tocare arma ha da mandar tocar sus caxas, si se lo mandara el Superior, y con sentir se toque la campana de la Ciudad, y no de otra manera, y en el mismo punto ha de tomar las *avenidas* de dicho Cuerpo de guardia, poniendo gente en ella, conforme lo que tuviere; y an de tener el *nombre*, y no le den a ninguno sin que se lo den adonde ha de estar dicha gente en dichas *avenidas*, en occasion de arma, como esta dicho, y quando no la halle, ha de haver una posta, con en la esquina de *Don Pedro Gaia*, que descubre por la *Plassa* a si a *Santa Catherina*, y por otra parte la calle, y puerta principal de *Jesus;* otra posta de estar en la esquina de la casa de doña Carenza Manca, que descubre la calle del *Rialos;* otra posta mas arriba de la puerta pequena de la Ciudad, que descubre la Plassa de *Corte de larde;* otra posta a la esquina de la *Argenteria*, que descubre la plassa de asi a *Sant'Antonio;* y l'Argenteria; y la otra posta a la esquina de la calle de *Santa Clara;* y otra posta en el parche de la Ciudad, que descubre; y torne la palabra de las cinco *postas* dichas, y la de, y passe a la posta de la guardia, de las armas, y bandera.

Dicho Capitan, haviendo venido *çinco*, ò *seis* banderas, y entregado a su Alferez de guardia, y dexadole los dos soldados por cada bandera, recoxera todos sus soldados de su Compañia del Cuerpo de guardia, y dexando l'Alferez con la bandera en el con dos soldados de su Compañia solos, y los dos de las banderas, que abran venido, y vendran, se iran al puesto que tienen señalado; y embiara un Cavo de Escuadra a las puertas a dar orden a su gente, que siempre que llegaren otros soldados para guarnision dellas, les dare la orden, y les dexen la guardia de dichas puertas, y se retiraran donde dicho su Capitan las dira venga; y adventira a la gente desarmada de su Compañia, que por falta de armas no estan de guardia, i y entrando a una acudan al dicho Cuerpo de guardia para irse con la gente armada a su puesto con su Sargento.

Al Alferez de la Compañia, que estuviere de guardia, la noche que se tocare arma, se ha de entregar todas las banderas, que se hallaren, y traxaren, y de los dos soldados de cada Compania, y con ellos, despues su Capitan se vayan con la gente de su Compañia, se ha de estar en dicho Cuerpo de guardia, y poner en cada seis puestos dos soldados de *posta*, y ademas de la *posta* de las banderas; quales *postas* de las *cinco avenidas* no tendran *nombre* sino *solo lu del porche*, y *de las armas*, no dexando entrar a nadie en Cuerpo de guardia *sin nombre*; y en caso viniere alguno sin el, y quisiera entrar, le diran *no puede;* y si dixiera *traigo alcuna orden*, saldra un ombre de confiança con seis soldados a reconocerle, y entrarle.

Digitized by Google

A todos los Sargentos de la Compañia se ordena, que todas las tardes cada noche se halle personalmente con su alabarda al Cuerpo de guardia principal para darles el *nombre*; y si alguna orden huviere; y en caso que no no hallarse, hallara a mi ajudante dichos Sargentos cadahno en particular teniendo el *nombre*, lo ha de ir dar a su Capitan, y Alferez; y cada Sargento, quando estan por el *nombre*, llevara con sigo un soldado con sus armas, para lexalle de guardia en el Cuerpo de guardia; al fin siempre que la noche haviesse cosa de que avisar a los Capitanes, Alferezes, y Sargentos, y Cavos de Esquadra, se halle un soldado, y *tambor* de cada Compañia en dicho Cuerpo de guardia, para que vaya a dar dicho aviso.

El Alferez de la guardia, que en ocasion que se toque arma à de mandar un soldado de su Compañia, me venga avisar, y al Senor Governador, y otro soldado vaya avisar al Commissario de la Cavalleria, y al Sergento Major de los Cavos, y esto tambien a qualquier nueva de sospecha haya, y mandara a todos los soldados de las otras Compañias, que estaran en Cuerpo de guardia, vayan avisar a sus Capitanes, Alferezes, o Sargentos, y Cavos de Esquadra, y buelvan a dicho Cuerpo de guardia, por si a caso viene otro aviso.

Asi bien ordena mande V. Señoria, que en el Cuerpo de guardia principal, y en ninguna de las puertas ningun soldado *sea osado maldezir, y jurar el nombre de Dios, ny de su Santa Madre*, ni menos *sea osada poner mano a la espada, y daga contre de otros, ny tratarse mal de palabras, ny de manos, ny perder respecto a sus Offiziales, ny bosen, sino que esten con toda quietud, ny se juegue* A FIADO, *ny en otra parte que en la mesa con toda quietud; y que las diferensias de los juegos se haja de passar por lo que dixiere el Official informado* (1).

En cada puerta de las cinco han de ir octo soldados con el Cavo para tener una posta en dicha Puerta, do estaran arrimadas las armas; y otra posta en cima de la Puerta, para que descubra la campaña y la marina, con particular cuidado, a la hora de hazer los fuegos las torres, tengan cuenta quantos habran hecho, y en continente han de avisar al Capitan de la guardia; el mandara el aviso, para darle a su Señor, dos Soldados, y Cavos de las Puertas. Qualquier aviso que veniere a qualquier Puerta l'han de tomar luego; y venirmelo a dar para avisar su Señoria y para ordenar lo que fuere menester. La dicha *posta*, que estuviere en cima de la Puerta, no ha de consentir que ninguno se allegue a ella, y si viese *tropa de gente a cavallo, ò a piè, ò sintierà disparar en la riarina*, como esta dicho, ne dara aviso luego.

Estos son los *puestos*, que se ha dado a las Compañias de orden de su Excellencia oy a dos de Mayo 1629.

1. Compañia de cavallos de *S.ta Catherina*, con su *estendarte*, a la tua del camino va al *Rio mano*: mas embiara 40 soldados a la *Trinidad*, y 4 al *Carmen*, y dos al Señor Governador, y dos al Commissario General.
2. Compañia de *Don Pedro Pilo*, con *su bandera*, a la boca va al camino grande de *San Gavino*: mas 4 soldados al *Carmen*, dos al Señor Governador, dos al Commissario General.
3. Compañia de *Don Ignaçio Carillo*, con su *estendarte*, a lo alto de *San Pablo*, y 4 soldados al *Carmen*, dos al Señor Governador, dos al Commissario General.
4. Compañia de *Don Diego Gaja*, con *estendarte*, al camino de entro la *vina de Barba*, y *Puerta de la Seo*, y embiara la meitad de la Compañia con el Tiniente delante del *bievador*, y *Puerta de Molinas*, y 4 soldados al *Carmen*, dos al Señor Governador, dos al Commissario General.
5. La Compañia de *Don Antonio de Liperi*, con su *estendarte*, acudira a *Sant'Anna*.

(1) Per ordine disciplinare si vedono qui proibite ai soldati le bestemmie, le provocazioni con parole offensive o a mano armata contro i loro compagni, e i giuochi a fidanza *(a fiado)*: le questioni che potessero insorgere a causa di giuoco doveano essere decise dall'ufficiale loro superiore, cui si raccomandava usassero il dovuto rispetto. Si vede pure proibito il gridare con voci smodate del *Corpo di guardia*.

XXXII.

*Istruzioni spedite a Sardegna dal Consiglio dell'*ORDINE *di* CALATRAVA, *nelle quali sono fissate le forme e gli esami che si dovevano fare, prima di concedere ai postulanti, od ai designati dal Re, i distintivi degli* ORDINI *Religiosi e Militari della Monarchia Spagnuola.*

(1629. — 11 agosto).

Dall'Autografo posseduto dall'Autore del presente CODICE.

I.

Instrucion que se ha de poner siempre en los despachos que se embiaren fuera destos Reynos, (cioè di Spagna, di Aragona e di Castiglia), donde se hazen informaçiones para Cavalleros, y Religiosos, que no tienen tanta noticia de la forma, modo, y requisitos, con que se deben hazer, y se acostumbra en España.

Primeramente el Cavallero, que reçibiere los despachos, se ha de juntar con el Cavallero ò Religioso que le tocare por compañero, porque uno solo no puede, ni debe hazer nada, y juntos vean, y han a la letra la comission que se lis dà, *interrogatorio y genealogia del pretendiente*, y esta instrucion, para enterarse de todo, y visto adviertan bien lo que deven hazer paraque la *informaçion*, y diligençias que hizieren no vengan defechosas, por el daño que de esto se seguiria a la parte.

Y aviendo visto los despachos, antes de començar la enformaçion, se han de *tomar juramento en forma* luno al otro, del que bien, y fielmente haran la dicha informaçion, y que no son parientes, ni sus mugeres, de dicho *pretendiente*, ni de la suya, si la tuviere, y de que *guardaran secreto*: y este *juramento* le han de escrivir en las espaldas de la comission de letra, y mano duno dellos, y lo firmaran entrambos de sus nombres.

Iran precisamente a la Ciudad, Villa, o Lugar, donde tuviere su naturaleza al *pretendiente*, y sus Padres, y

Digitized by Google

abuelos paternos, y materños, y en cadauno de los lugares, de donde fueren naturales, y en qualquieres de dichos lugares examinaran veinte testigos, si no es que les parexa examinar mas, segun la calidad, y circumstancias del negoçio, procurando sean hombres de hedad, virtud, *y buenas consiençias* (sic), y no sospechosos de amistad, e nemistad, ò obligaçiones con el *pretendiente*, y que sean de todos estados, ecclesiasticos, nobles, y plebeyos, y notiçiosos de las cosas de aquel Reyno.

Y a cada testigo de por si le han de tomar *juramento, por Dios, y sobre la Cruz,* que dira verdad de lo que supiere, entendiere, ò huviere oido dezir, y le fuere preguntado; y hecho le haran las preguntas del *interrogatorio*, cadauna de por si, y el testigo ha de responder a lo que cadauna contiene, dandole a entender lo que se le pregunta en la lengua, que el dicho testigo meyor entendiere, de suerte que le satisfagan de que lo han entendido, y le haran todas las preguetas, y respuestas en orden à que declare lo que sabe, entiende, ò ha oido dezir, en razon de lo que contienen las preguntas del *interrogatorio*; preguntandole las razones, y fundamentos que tiene para comprobaçion de su dicho, y lo que contiene cada qual de las preguntas del *interrogatorio*, y lo que respondiere a ellas el testigo lo escriveran a la letra en su presencia.

Y para que venga probada la *Noblesa* del *pretendiente*, y de sus padres, y abuelos paternos, y maternos, no solo con la comun reputaçion de los testigos, si no con otros adminiculos que para probarla son necessarios, les preguntaran; — que actos distintivos, por donde se distinguan los *Nobles* de los que no lo son, ay en la Ciudad, Villa, o Lugar de donde son vezinos, y naturales, y viven, ò han vivido, y tenido hazienda el *pretendiente*, sus padres, y abuelos paternos y maternos, y dando notiçia los testigos si ay eleçiones de oficios de la Republica, ò otros actos de distinçion, que solo se comunican a los *Hijosdalgos, Nobles*, no a los demas çiudadanos, y vezinos: — requeriran a la Ciudad, Villa, ò Lugar, Archiveros, Escrivanos, y demas personas, en cuyo poder pararer los libros de elecciones de oficios de la Republica, y de los demas actos distintivos, se los dexen ver, y reconoçeran en ellos si estan assentados por *Nobles*, y elegidos en los oficios que se acostumbran dar a los que lo son, el *pretendiente*, y sus padres, y abuelos paternos y maternos; y si en dichos libros hallaren assentadas personas de los *apellidos* que tocan al *pretendiente*, reçibiran informaçion en razon, si son sus parientes, y porque *linea*, y en que *grado*, de forma que venga probado el *parentesco* con toda claridad, y distincion: y sacaran testimonio, de las eleciones de oficios, y demas partidas que tocaren al *pretendiente*, legalizado de tres Escrivanos que den fee del conoçimiento, y legalidad del Escrivano que diere dicho testimonio, y en el ha de dar fee, de que dichas partidas, y assentos estan libres de toda sospecha de suposiçion, y en miendas; y los Informantes por su acto de reconoçimiento de dichas partidas daran la misma fee.

Y hallando que tocan al *pretendiente* eleciones de *oficios de Nobles*, ò otros actos distintivos, haran especial pregunta a los testigos en orden a averiguar, si el *pretendiente*, sus padres, y abuelos paternos y maternos, ò alguno, ò algunos de sus ascendientes, *con magua, industria, ò otra razon particular*, no siendo *Nobles*, se han introduzido en los oficios de aquella Republica, que se acostumbran dar a los que son tenidos por tales; y les haran todas repreguntas en orden a que declaren, si ha intervenido alguna cosa de lo que contiene esta pregunta.

Y si los testigors, para comprobar la *Noblesa* del *pretendiente*, y de sus padres, y abuelos paternos y maternos, dieren *descendeçia de Casa*, ò *Casas*, ò *Familias illustres* de aquel Reyno, lo ajustaran por instrumento, hasta *entroncar al pretendientes dicas Casas*, de forma que demas de la deposiçion de los testigos, a quienes preguntaran por la descendençia con toda espeçialidad de personas, se ha de ajustar con papeles, y instrumentos, que *troven, y enlaçen la filiaçion*, origen, y descendençia de dichas Casas, y familias, y los que conducen para este *electo;* y han de recuiar con las pruevas los Cavalleros informantes sus fees de *Bautismo, Desposorios, Velaçiones*, testamentos, y particiones de los ascendientes del *pretendiente*, y de los referidos instrumentos sacaran traslado autorizado, y legalizado de tres Escrivanos, y los Cavalleros informantes, por su auto de reconoçimiento de dichos instrumentos daran fee, de que estan libres de toda sospecha de suposiçion, en mienda, y falsidad.

Y si dixeren los testigos, que tocan al *pretendiente* abitos de los tres Ordenes Militares de Santiago, Calatrava, y Alcantara de San Juan de Justiçia, ò otros actos positivos de Inquisiçion, les preguntaran por que linea, y appellido, y en que grado de parentesco, y en orden a que lo declaren con toda distinçion, haran las preguntas convenientes, y requeriran al *pretendiente*, si se halla en a quel Reyno, ò a la persona, que solicitare el *Abito*, les entregue los titulos, ò testimonios de los *Abitos* de San Juan de Justicia, y demas actos positivos de Inquisiçion, que tocaren al *pretendiente*, diziendo porque linea, y en que grado, por, si paraçiere conveniente, sacar testimonios dellos en esta Corte.

Y en la pregunta dell'interrogatorio, que trata de los oficios, han de tener particular cuidado en traer averiguado que oficios, y ocupaçiones han tenido el *pretendiente*, y sus padres, y abuelos paternos, y maternos, sean los oficios, y ocupaciones de los comprehendidos en los establecimientos, y definiciones, y que obstan al pretendiente, ò no lo sean, porque en un caso, y otro los han de traer averiguados en que consisten, y que estimacion tienen en a quel Reyno los que estan empliados en semejantes exercicios, de forma que venga averiguado lo que toca a esta pregunta con toda claridad, y distinçion; y en orden a ello haran todas repreguntas a los testigos, y las demas diligençias que les pareçiere combenientes.

Y los dichos de los testigos se han de escrivir a la letra de mano propria de uno de los Cavalleros informantes, sin que otra persona ninguna lo vea, ni entienda y *si no supieren bien escrivir en español, lo escriban en latin, ò en italian, ò en la lengua vulgar que mejor sapieren, sin traduzirlo* (1), ni poner otra persona man enello, sino originalmente venga al Consejo como se escriviere.

(1) È da notare il caso preveduto in questo luogo, di non sapère cioè li due *Cavalieri informanti* scrivere, nè in spagnuolo, nè in latino, nè in italiano, e la facoltà quindi conceduta ai medesimi di scrivere in lingua volgare. Il caso sarà stato rarissimo, vogliamo crederlo; ma la presente prescrizione prova la possibilità del caso; lo che non fa onore a *Cavalieri* insigniti di Ordini militari.

Digitized by Google

Y aviendo escrito a la letra todas las preguntas, que conforme all'interrogatorio se hizieren a cada testigo, y lo que huvieren respondido a ellas, se lo han de bolver a leer a dicho testigo, y darselo a entender, para que se satisfaga de lo que ha dicho, y se ha de ratificar en ello, y luego han de firmar de sus nombres entrambos Cavalleros informantes, y el mismo testigo, sabiendo firmar. Y esto se ha de hazer al fin de cada deposicion de los testigos.

Y despues de haver ido, como queda dicho, a todas las naturalezas del *pretendiente*, y de sus padres, y abuelos paternos y maternos, y haviendo tomado los dichos de los testigos referidos, y firmadolos, assi los testigos, como los Cavalleros informantes, pondran un acto de letra de uno dellos, refiriendo el numero de los testigos, que huvieren depuesto en las informaçiones, y el dìa, y lugar en que acaban dichas informaçiones y los dias que se huvieren occupado en ellas, y haran informe de todo lo atuado: y si alguna cosa les occuriere, para mas buena intelligencia de las informaçiones de que dar cuenta al Consejo, lo advertiran en el informe, y lo firmaran de sus nombres. Y habiendo acabado, *coseran la commission, interrogatorio, genealogia, esta instrucion, las declaraciones de los testigos, y los demas papeles que tocaren a las informaciones*, haziendo de todo un processo; y serrado, y sellado, y sobrescrito lo embiaran al Consejo en manos del Secretario de Camara, que refundare los despachos, y en todo procederan segun Dios, y orden (1). Madrid, agosto onze 1629.

FRANCISCO DE MOLINA, Secret.

II.

Las preguntas, que se hazen a los testigos, que de oficio se han de reçebir sobre el *Abito* de Cavallero de la Orden de CELATRAVA (2), son las de yuso contenidas. — Ante todas cosas han de ser certificados, que lo que dixeren lo han de saber solamente los del Consejo de las ORDENES, y las personas a quien se comete la dicha informaçion, porque lo ha de escrivir de su propria mano, y letra el un dellos, y no ha de passar ante Escrivano, ni otra persona alguna, ni ha de quedar registro de sus dichos, antes originalmente, como se tomaren, se han de tener al Consejo, porque se guarde mas secreto, y no se ha de saber fuera del lo que huvieren dicho, y certificado dello, y despues se les haga las preguntas siguientes.

1.° Primeramente si conoçen al dicho Don Juan Francisco Senetelo, y de que edades, y de donde es vezino y natural.

2.° Item si conoçieron, ò conoçen à su padre, y madre, y como se llaman, y de donde eran vezinos, y naturales, y como, y porque saben que son, ò fueron su padre, y madre.

3.° Item si conoçen, ò conoçieron à sus abuelos, y abuelas de dicho Don Juan Francisco Senetelo, assi de parte de su padre, como de su madre, y como se llamaron, y de donde eran vezinos, y naturales, y como y porque saben que fueron sus abuelos.

4.° Item sean preguntados, si son parientes del dicho *pretendiente*, y si dixeren los testigos que lo son, declaren en que grado, y si son cuñados, amigos, ò enemigos del susodicho, ò sus criados, ò allegados, ò si les han hablado, ò amenaçado, ò sobornado, ò dado, o prometido para que digan lo contrario de la verdad.

5.° Item si saben, creen, vieron, ò oyeron dezir, que el dicho *pretendiente*, y los dichos su padre, y madre, y los dichos sus abuelos y abuelas, assi de parte de su padre, como de parte de su madre, (nombrandolos cadauno de por si), hayan sido, y son avidos, y tenidos, y comunemente reputados por personas *Hijosdalgo de sangre*, segun costumbre, y fuero do España, *sin raza, ni mescla de Villanos*. Declaren como, y porque lo saben; y si lo creen, como, y porque lo creen, y si lo vieron, ò oyeron dezir, declaren à quien, y como, y que tanto tiempo ha.

6.° Item si saben, creen, vieron, ò oyeron dezir el dicho *pretendiente*, y los dichos su padre y madre, y el padre y madre del dicho su padre, y assi mismo el padre y madre de la dicha su madre, (nombrandoles a cadauno de por si), hayan sido, y son havidos, y tenidos, y comunemente reputados *por limpios Christianos viejos, sin raza, y mescla de* JUDIO, MORO, *ni converso, en ningun grado, por remoto que sea*. Declaren como, y porque lo saben; y si lo creen, como, y porque lo creen; y si lo vieron, ò oyeron dezir, declaren à quien, y como, y que tanto tiempo ha.

7.° Item si saben que el dicho *pretendiente*, sus padres, abuelos, ò algun ascendiente suyo, por linea masculina, ò feminina, *haya sido herege, condenado, ò penitençiado por el Santo Oficio de la Inquisicion, por sospechoso en la fe;* y si dixeren que *si*, declaren quien fue assi *condenado*, ò *penitençiado*, en que grado esta con el dicho *pretendiente*, y *que genero de penitençia le fue impuesta*.

8.° Item si saben que el dicho *pretendiente* esta *infamado de caso grave, y feo de tal manera*, que su opinion este cargada *entre hombres Hijosdalgo;* y si dixieren que si, declaren el ato, como passò, para que sentido se provea lo que convenga.

9.° Item si saben que el dicho *pretendiente*, su padre, ò alguno de sus abuelos *hayan sido Mercaderes* de qualquier genero de mercançia, residiendo en ella por su persona, o por sus ministros, ò *Cambiador* que haya tenido vanco, y trato de dar dineros a cambio, por si, o por sus factores, ò haya sido *Platero*, ò *Pintor*, que lo tenga por oficio, ò *Bordador*, *Cantero*, *Melonero*, *Tabernero*, ò *Escrivano* (que no sea Secretario del Rey, ò de Persona Real) ò si ha sido *Notario* de qualquier Audiençia, o Tribunal que sea, ò si han sido *Procuradores publicos*, ò *Sastres*, ò han tenido otros oficios semejantes a estos,

(1) Le presenti *Istruzioni* riguardano esclusivamente la *nobiltà dei natali* del *pretendente*, ossia di colui che dovea essere decorato di qualche *Ordine militare*. Ma dalla *minuta* degl'interrogatorii che siegue appresso si rileva, che si ricercava pure quali fossero le credenze, i costumi e la condotta di detto *pretendente*.

(2) È una *minuta* d'interrogatorii mandata in Sardegna dal Segretario del Consiglio dell'Ordine di CALATRAVA, in occasione che certo Don Giovanni Francesco Senetelo, gentiluomo sardo, avea chiesto di essere decorato delle insegne di quell'ORDINE, come si vede dal n.° 1 degl'interrogatorii medesimi.

Digitized by Google

ò inferiores dellos, que viven por el trabajo de sus manos. Digan, y declaren que oficio, y de que suerte, y calidad era, y de donde, y en que lugar, y partes lo hayan tenido, y posado.

10. Item si saben que el dicho *pretendiente* es hijo legitimo avido de legitimo matrimonio; y si dixeren que lo es, digan y declaren como saben, que los que dizen ser padre y madre de dicho *pretendiente* fuessen marido y muyer legitimos, y que el dicho *pretendiente* sea hijo legitimo, y natural de los suso dichos, avido, y procreado en el dicho matrimonio; y si los testigos dixeren, que el dicho *pretendiente es bastardo*, declaren en particular *el genero, y manera de la bastardia*, y como lo saben, y aquien, y quando lo oyeron dezir.

11. Item si saben que el dicho *pretendiente este prometido a otra* Orden, ò Religion antes de haora; y si dixeren que *si*, declaren a que Orden, y como saben *que este prometido* el dicho *pretendiente* a la dicha Orden; y si dixeren que lo han oydo dezir, digan aquien, y donde, y que tanto tiempo ha.

12. Item si saben que el dicho *pretendiente sea hombre sano, que no tenga enfermedad alguna, que le impida l'exerçiçio de la* Cavalleria, *y que se pueda pegar a otros.*

13. Item si saben que el dicho *pretendiente* hàya vivido con alguna persona, y le haya servido de *Mayordomo*, o *Camarero*, o de otro oficio, por donde *sea obligado a dar la cuenta.*

Por mandado de los Senores del Consejo
Francisco de Molina.

XXXIII.

Diploma del Re Don Filippo IV a favore del Marchese di Bayona o Vayona, Vicerè di Sardegna, dal quale risulta il modo con cui i Sovrani di Spagna delegavano i loro poteri reali per la convocazione del Parlamento *Sardo, laddove essi stessi fossero impediti a convocarlo e presiederlo personalmente.*

(1630. — 17 giugno)

Dal Dexart, *Capit. Curiarum Regni Sardiniae.*

In Dei Nomine pateat, quod Philippus Dei gratia, Rex Castellae, Aragonum, Legionis, utriusque Siciliae, Hierusalem, Portugalliae, Hungariae, Dalmaciae, Croaciae, Navarrae, Granatae, Toleti, Valentiae, Galitiae, Maiorica-carum, Hispalis, Sardiniae, Cordubae, Corsicae, Murtiae, Giennis, Algarbij, Algezirae, Gibraltaris, Insularum Canariae, Maris Oceani, Archidux Austriae, Dux Burgundiae, Bravantiae, Mediolani, Athenarum, et Neopatriae, Comes Auspurgi, Flandriae, Tirolis, Barchinonae, Rossilionis, et Cerritaniae, Marchio Oristani, et Comes Goceani. Cum pro rebus statum nostrum, iustitiae cultum, publicumque bonum, et augmentum praedicti nostri Sardiniae Regni concernentibus tractandis et finiendis opporteat, immo maximè necessarium sit, populos ipsius convocare, et Parlamentum generale per Capitula et actus Curiae et privilegia dicti Regni statuum indicere et celebrare, quibus peragendis (aliis arduis horum Regnorum nostrorum Castellae impediti negotiis) personaliter adesse non valemus sedulo cogitantes de persona aliqua, in cuius fide animus noster digne requiescere possit, et cuius prudentiam, et intelligentiam ita approbatas haberemus, ut quae in eo necessaria forent reperiri possent, te Illustrem Don Hieronymum Pimentel Marchionem de Vayona cubicularium nostrum, et Belli consiliarium, qui munus nostri Locumtenentis et Capitanei generalis in praefato Sardiniae Regno, summo cum populorum, et subditorum nostrorum omnium applausu administras, quique optime statui, et defensioni illius vigili studio providere studuisti, merito duximus eligendum, prout tenore praesentis de nostra certa scientia, Regiaque authoritate deliberate et consulto motu nostro proprio, nostraque suprema Regia potestate, te praedictum Marchionem Bayonae Locumtenentem et Capitaneum generalem ex latere nostro dextero sumptum personam nostram repraesentantem in dicto Sardiniae Regno et cunctis illius partibus ad infrascripta peragenda specialiter et expresse facimus, constituimus; creamus et solemniter ordinamus, atq; praeficimus, ita quod tu ex ipso nostro latere dextero sumptus, et alter Nos, personamque nostram repraesentans, possis et valeas in eodem Sardiniae Regno, Parlamentum praedictum, incolis illius literatorie (ut moris est) in Civitatae, villa seu loco, per Capitula, ordinationes, seu privilegia dicti Regni permissis, indicere et convocare, huiusmodi convocationis causam detegere, proponere, explicare, idemque Parlamentum prorogare, et continuare, et de loco in locum mutare, concludere et finire, absolvere, licentiare, seu dimittere, in ipsoque Parlamento quaecumque gravamina audire, eaque discutere, et discuti facere, ac eis debitae provisionis suffragium impartiri, provisiones etiam cum consensu Brachiorum ipsius Parlamenti, seu aliquorum ex eis, aut sine ipsis facere, et providere, factasque revocare et habilitare, mutare seu corrigere Capitula, et Ordinationes, cum consensu et interventione eorumdem Brachiorum, seu majoris partis illorum, modo solito edere et pubblicare, seu edi et pubblicari facere, et mandare subventiones, dona, collectas, munera, seu subsidia, mutua et servitia quaevis ab ipso Parlamento, seu convocatis in eodem, et a quibuscumque universitatibus et particularibus dicti Regni pro nobis et nomine nostro petere, obtinere, procurare et habere, et vice nostra acceptare, et promissa nobis solvi facere, et curare, promissaque per vos pro nobis et nomine nostro facere, et omnino adimplere, et pro praemissis et eorum singulis pecunias, bona, et iura nostra Regia quaecumque nobis pertinentia, et pertinentes, quaeque pertinebunt in futurum pro nobis, et nomine nostro, ac Curiae nostrae specialiter, et expresse obligare et hipotechare, eaque, et eorum singula Nos inviolabiliter observaturos in animam nostram iureiurando promittere, cum clausulis et cauthelis et aliis securitatibus solitis, necessariis, et opportunis, et generaliter omnia alia, et singula facere et exercere, quaecumque ad praedicta et eorum singula necessaria fuerint et opportuna, quaeque Nos facere possemus, si in praedicto Regno Sardiniae personaliter adessemus, etiam si talia forent, quae de iure, vel de facto Majestatis nostrae praesentiam exigerent, seu requirerent, et sine quibus praemissa, vel eorum aliqua, ad

Digitized by Google

debitum effectum deduci nequirent, quamvis maiora, vel graviora fuerint superius expressatis, et quae de jure, vel de facto, aut alias mandatum exigerent magis speciale, quam praesentibus est expressum. Nos enim in praemissis, et circa ea, et super dependentibus et emergentibus ab eisdem, eisdem, ac eis adherentibus, annexis et connexis, quovis modo omnimodam potestatem, authoritatem, et facultatem nostram tibi dicto Marchioni de Bayona concedimus, et plenarie elargimur, cum libera et generali administratione, et plenissima facultate, promittentes tibi, Secretarioque nostro, et Notario infrascripto, tamquam publicae, et authenticae personae, pro te, et aliis, quorum intersit, recipienti et legitime stipulanti, nos ratum, et firmum semper habituros totum id quidquid, et quantum, per te nomine nostro, et pro nobis in praemissis, et circa ea procuratum, et actum fuerit, sive gestum et umquam revocaturos, sub bonorum, et iurium nostrorum, ubiq; habitorum, et habendorum omnium hipoteca, et obligatione. Datum et actum est hoc in opido nostro Madriti, die decima septima mensis junnii, anno a Nativitate Domini millesimo sexcentesimo trigesimo, Regnorumque nostrorum decimo.

Si ✝ gnum Philippi Dei gratia Regis Castellae, Aragonum, Legionis, utriusque Siciliae, Hierusalem, Portugallis, Hungariae, Dalmatiae, Croaciae, Navarrae, Granatae, Toleti, Valentiae, Galiciae, Maioricarum, Hispalis, nec non Indiarum Orientalium, et occidentalium Insularum, ac terrae firmae Maris Oceani, Archiducis Austriae, Ducis Burgundiae, Bravantiae, Mediolani, Athenarum et Noopatriae Comitis Auspurgii, Flandriae, Tirolis, Barchinonae, Rossilionis et Ceritaniae, Marchionis Oristani, et Comitis Gocoani, qui praedicta concedimus, et firmamus, eisdemque nostrum Regium Commune Sigillum pendens iussimus apponendum.

YO EL REY

Testes qui praescrissis adfuerunt, sunt Illustres Don Gaspar de Guzman Dux de Sanlucar maior, Comes de Olivares, à Consilijs status, et Belli, Magnus Iudiarum Cancellarius, Don Ramirus Philippus de Guzman, Dux de Medina de las Torres, Marchio de Liche, Joannes Perez de Velasco, Castellae Comes, Nobilis Don Didacus Mendoça de Haro, Marchio del Carpio, et Don Federicus, Antonius Henriquez de Guzman Comes de Alva de Lista, Omnes Cubicularij suae Majestatis.

V. Episcopus Praeses.
V. Nieto de Villegas pro Thes. gen.
V. D. Franc. de Castelui Regens.
V. D. Franc. Leo Regens.
V. D. Franc. de Vico Regens.
V. D. Salvator Fontanet Regens.
V. Bar. Navarro de Arroyta Reg.
V. Bayetola Cavanillas Regens.
V. Lud de Villa nueva pro Cons. gen.

In Sardiniae XII. fol. CCXXII.

Si ✝ gnum Joannis Laurentii de Villanueva S. C. et R. Majestatis praefatae, Consiliarii et Secretarii, eiusque autoritate per universam terram, ac dictionem suam publici Notarii, qui praedictis, una cum praenominatis testibus interfuit, eaque de eiusdem Regiae Maiestatis mandato scribi fecit, et clausit, cum rasu et emendato, ubi legitur Fernandez.

Dominus Rex mandavit mihi Johanni Laurentio de Villanueva, in cuius posse sua Majestas concessit et firmavit, visa per Episcopum Presidem, Nieto pro generali Thesaurario, Fontanet, Castelui, Navarrae, Leon, Vico, et Cavanillas Regentes Cancellariam, et me pro Conservatore generali.

XXXIV*.

Lettera del Re Don Filippo IV al vicerè di Sardegna, con la quale si ordina agli Abilitatori *dello* Stamento Militare *di riconoscere attentamente i titoli di nobiltà, in virtù dei quali si potea, e si dovea accordare ai possessori dei medesimi di far parte di detto* Stamento, *e di sedere e votare nel* Parlamento *Sardo con altre prescrizioni a ciò relative, e col provvedimento provvisorio di osservarsi intanto le* Abilitazioni *già fatte nel* 29 *novembre* 1574.

(1630. — 17 giugno).

Dagli Atti del Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza di Don Girolamo Pimentel Marchese di Vayona, fol. 47.

En todas las habilitaciones, y otros actos, que se hazen, en las Cortes de mis Reynos, suelen intervenir mis Abogados Fiscales, como los demas Oficiales Reales, q̄ las tratan, como à quien especialmente toca mirar por mi Real Patrimonio, Regalias, y preheminencias Reales, y por haverse entendido, que se siguen muchos inconvenientes, y daños de la nominacion de habilitadores en los Parlamentos, para ver los Nobles Militares, que pueden, y deven entrar en ellos, porque à mas de ser cosa muy nueva, y no usada en esse Reyno, se admiten por Nobles, y Militares muchas personas, que no lo son; por no examinarse con cuydado los titulos, y recaudos, q̄ presentan, y en particular en virtud de ciertas declarationes hechas por los habilitadores, de las quales suelen llevar salarios indevidos, dareis orden muy apretada, q̄ se haga el examen de las personas, q̄ huvieren de entrar en el Parlamento conforme justicia, por que mi voluntad es, que esto se continue siempre, y que se excuse la exacion, y cobrança de los dichos salarios, si huviere en esto algun abuso, y que intervenga mi Abogado Fiscal, assi en las Habilitaciones, como en los demas actos, que se hizieren en el Parlamento, con los demas Oficiales Reales, advirtiendo, que el principal fundamento se ha de tomar de Concessiones, y mercedes echas por mi, y los Serenissimos Reges de Aragon mis predecessores, de gloriosa memoria, si no fuesse de personas, qui por su antigua e immemorial possession no tuviesen necessidad desto, y que los que se admitieren en virtud de dichas mercedes, o concessiones, solo han de ser los descendientes por linea recta de aquellos, à quienes se concedieron, y no sus

Digitized by Google

hermanos collaterales, como entiendo se ha usado alguna rez.

Assi mismo procurareys, y mirareys, que los que entraren en el Parlamento en nombre de procuradores, sean de la misma calidad, que sus principales; es a saver q̄ de los Ecclesiasticos, lo sean Ecclesiasticos, y de los Militares, Militares, y lo mismo sea de los del Braço Real, habiles todos para entrar en ellos, pues de no hazerse assi se pueden seguir muchos inconvenientes, como se se entiende se hà visto por lo passado.

Item per lo que conve al servey de sa Magestad, y bon assiento publich, y evitar per avant la dilacio, que en lo present Parlament ha pogut causar la habilitacio de persones, que se ha fet, y las nullitats, que en lo sdevenidor se podrien pretendre en alguns actes de acquell, si alguns dels ara habilitats, se pretengues per temps, no haver de esser habilitats; Que porço, et alias, se supplica, q tots los son estats en aquest Parlament habilitats axi e segons se han dat hò agut per habilitats pera sempre, no obstant qualsevol altra cosa, reservacio, ò alias en contrari, y si altra habilitacio, ò discussio, se haurà per temps à fer, no se tenga, ni haia de esser dels dits habilitats, sino dels que novament entraran.

Se remet à sa Magestat.

Scriba Ferrer Notarius.

Ques guarde la habilitacio feta por los Habilitadors à 29 del mes de nohembre del añy MDLXXIIII.°

DON BERNARDINUS Vicecancellarius.

XXXV.*

Il Re Don Filippo IV di Spagna ordina, che nessun Notaio pubblico presenti Bolle, ed altre provvisioni spedite dalla Curia Romana, se prima le medesime non siano state riconosciute dai Ministri Regii, in conformità al disposto dalle Leggi vigenti in Sardegna.

(1630 — 7 settembre [1]).

Dall'Archivio del Supremo Magistrato della REALE UDIENZA (ora soppresso) in Cagliari.

EL REY

Nobles y amados Consejeros, los abusos, que se van introduziendo contra mis Regalias, y jurisdicion, por las Bullas, que vienen de Roma, y despachos, que salen de Casa del Nuncio, causan tantos inconvenientes, que para que se ataien los introduzidos, y no se de lugar a otros con la tollerancia, que hasta aqui ha havido, He resuelto, que se trate de su remedio efficazmente entre todos mis Reynos, pues se ha experimentado en ellos el perinyzio que ha sido todo lo que se ha innovado contra lo que por lo passado se ha platicado. Encargo, y mando os me aviseys de lo que en esse Reyno se huviere introducido en offensa de mi jurisdicion, y Regalias, y de que tiempo à esta parte, con los medios que se offrecieren para repararlo, y si por las leyes desse Reyno hay camino juridico ajustado, con que conseguirlo, pues seria el mas conveniente para el intento, en que estoy de no permitir mas semejantes abusos tan prejudiciales a mis vassallos. Datum en Madrid à VIJ de setiembre 1630.

Jo el Rey.
V. Episcopus Praeses.
V. Don Salvador Fontenet Regens.
V. Don Franciscus de Castelui Regens.
V. Don Bernard Navarro de Arroyta Regens.
V. Don Franciscus de Vico Regens.
V. Villanueva.
V. Bayetola Cavanilla Regens.
V. Magarola Regens. Hieronymus Prothonotar.

(1) Quest'Ordine Reale è diretto ai giudici della *Reale Udienza* (Corte Suprema dell'Isola), i quali doveano riconoscere le Bolle pontificie e tutte le altre ordinazioni della Curia romana, prima che il vicerè di Sardegna accordasse alle medesime la loro esecuzione *(Exequatur)* nel Regno, in virtù della *Prammatica* del re Ferdinando *il Cattolico*, in data di Barcellona del 3 agosto 1493.

XXXVI.*

CAPITOLO DI CORTE, *col quale si delibera, e si ottiene che nessun Titolato, o Cavaliere straniero possa far parte dello* STAMENTO MILITARE *di Sardegna, ed intervenire alle sue riunioni e deliberazioni, ed avervi diritto di voto.*

(1631 — 1632).

Dagli Atti del Parlamento sardo, presieduto dal vicerè marchese di Bayona, e poi dal vescovo Prieto, presidente del Regno, Cap. 2. fol. 2.

Item per quant en ninguna part de la Corona de Aragò, en las juntas que fan en son Estament Militar, tant en temps de Cort, com en altres occasions, jamai admeten à ningun TITOL, ni CAVALLER de aquest Regne, ni de altre Estranger, per molt principal que sia, segons lo feren en Valencia ab lo quondam Don Phelip de Cervello, y en Barcelona ab lo Illustre Don Jaume de Castelvì Marques de Laconi, Cavallers molt calificats, y que descendexen de ella matexa, y no es be que sien los del present Regne de menor condicio, essent Cavallers tant benemerits, y haventui de tant calificadas Casas, com es notori, als quals en no admeterlos en dita Corona en exas ocasions se lis fa agravi; Supplica lo dit Estament à V. S. Illus.ma mane decretar, que de vuy en avant no pugan ser habilitats, y admessos ninguns forasters, a be que sian de dita Corona, en las juntas de dit Stament, ni en ellas tingan vot algu.

Ques fussa com se supplica.

VACCA Secretariuis.

Està bien decretado per el Presidente.

Episcopus Praeses.

XXXVII*.

CAPITOLO DI CORTE, *votato dal* PARLAMENTO SARDO, *approvato dal Re di Spagna e di Aragona Don Filippo IV, e stabilito come legge del Regno, in virtù del quale fu richiamato a stretta osservanza l'antico* privilegio

Digitized by Google

accordato ai membri dello STAMENTO MILITARE *di non poter essere giudicati e condannati criminalmente, fuorchè col voto di sette loro* Pari, *ossia di sette membri dello stesso* STAMENTO MILITARE.

(1631-1632 — . . . . . (1)

Dagli Atti del Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del Vicerè Don Girolamo Pimentel, Marchese di Vayona, e di Don Gaspare Prieto, Vescovo di Alghero, Cap. 4, fol 5.

Item que per quant en lo Capitol divuit dels concedits per sa Magestad al Stament Militar, en lo Parlament celebrat en lo any sinchcents, y onze, per Miser Juan Dusay tunc Lloctinent general del present Regne, segons apar fol. 62 inter impressa, fonch provehit, y decretat, que los Militars en las causas criminals, degan ser judicats ab vot de Prohomens del dit Stament, no admetent emperò en aquells als parents del reo delas fins al tercer grau inclusivè, lo qual Capitol fonch observat, y posat en execucio, y de alguns anys à esta part per los Lloctinents, y Capitans generals, se ha contravingut al dit Capitol, no obstant la instancia, que por la observancia de aquel, y conservacio de la possessio te feta dit Stament en diversas ocasions, com fonch en lo cas del proces fet contra Don Francisco de Castelui, Gaspar Fortesa, Melchior Torrella, Juan Francisco Jorgi per tortes, y per sinistres informacions, que alguns Ministres feren a sa Magestat, dient no ser convenient, que los Militars fossen iudicats ab vot de Prohomens, vingue (segons se diu) lletra de sa Magestat, ordenant al contrari de lo pactionat en dit Capitol, seut cosa molt justa, y solit de sa Magestat honrrar dit Stament, fent differencia dels Militars à la demas gent del Poble, pero encara, que lo dit Capitol per esser lley pactionada, y concordada en Corts, se observe majorment no sent deservey de sa Magestat, ans redonda en mayor servey seu; puix com diu la lley, *Nihil est, quod magis praefulgeat in Principe*, que la observancia de lo que ab sa Real paraula està pactat, y ultra lo exemplar, que es en lo present Regne, que tots los Regnicols en las Vilas son judicats ab vot de sinch prohomens del matex lloch; y en las Ciutats, los Ciutadans per privilegis dels Serenissims Reys de Arago de gloriosa memoria, se judican ab vot de Prohomens de la matexa Ciutat, proveint en tots dits llochs lo iuge ordinari de cada Vila, o Ciutat en la decisio de la causa. Se troba tambe semblant exemple en lo Sacro Concili Tridentino en favor de los Canonges, que en llurs causas criminals son iudicats ab vot de altros dos Canonges coniuges, per lo prelat, o son Vicari eligidors por lo Capitol, segons desta preheminencia gozan en lo present Regne, y altres de sa Magestat, lo qual si fora contro bon gouern, ni lo sacro y provido Concili de Trento ho permeteria, ni sa Magestat en sos Regnes haguera dexat de procurar, que se derogas; dehont per la idenditat de la raho, deuria ser lo matex observat ab los Militars; quantimesessent, que la fulminacio del proces contra dells se provehi en dit Capitol, que la fes lo Virrey, ò en son defecte lo Governador; supplican per ço dit Stament à V. E. que per esser cosa justa, que la Nobleza no sia de inferior condicio a tots los demes del Regne, se servesca provehir, y decretar, se observe en lo devenidor dit Capitol, iusta sa serie, y tenor.

Que lo suppliquen a sa Magestat, que no dexarà de ferlis la merced per esser cosa tant justa, y merexer la Nobleza del Regne, y lo cuidado y fidelitat ab que sempre han servit, que sia privilegiada, y honrrada per sa Magestad ab particulars graçias, y prerogatives.

VACA Secretarius.

Sa Magestad concede al Stamento militar, que succediendo el caso de estar fulminados los processos de causas criminals, qualesquier, que sean (excepto en las de crimen lesae Majestatis divina y humana, in primo et secundo Capite, pecado nefando, falsificadors de moneda, sacrilegios de Monasterios) contra algun Militar, è Militares porel jues ordinario, a quien tocare el primer conocimiento, y estando à punto de sentencia, haian de ser iusgados los Militars, que habran delinquido, con voto, y parecer del Regente la Cancelleria, ò Assessor del Governador del Cavo en su caso, y de uno de los juezes de la Real Audiencia, como no sea el Abogado fiscal, y de siete Militares, unos, y otros nombrados por los Lugartinientes generales, ò del que en su lugar succediere, y con su assistencia, y en su caso, y lugar por los Governadores de Caller, o Sasser, respectivamente, con intervencion de los Assessores, y siete Militares, comò està dicho, y que esto se entienda, durante la mera, y libre voluntad de sa Magestad.

(1) I *Nobili* e i *Cavalieri* (Æquites) che costituivano lo STAMENTO, o BRACCIO MILITARE del PARLAMENTO SARDO, chiesero per la prima volta, ed ottennero nelle CORTI (Parlamento) celebrate nel 1481 sotto la presidenza del vicerè Ximene Perez il *privilegio* di non poter essere giudicati e condannati a pena capitale o *mutilazione di membra*, fuorchè col voto dei loro *Pari*, ossia di membri dello stesso STAMENTO; e dippiù che il giudizio di detti *Pari*, se importasse condanna, non potesse essere eseguito senza concorrervi prima l'approvazione regia, com'era stato decretato nel PARLAMENTO celebrato in Sardegna nel 1448 e presieduto personalmente dal re Don Alfonso. Nel Parlamento medesimo fu decretato a loro favore che non potessero essere *torturati* fuorchè per *crimenlese*, falsificazione di moneta, sodomia, assassinio, scherania, furto sacro e di chiesa e per ratto violento di donne. Il primo di detti *privilegi* fu confermato nel PARLAMENTO convocato dal vicerè Giovanni Duay o Dusay, e conchiuso dal vicerè Don Ferdinando Giron de Rebolledo nel 1511, ch'è appunto quello invocato nel presente *Capitolo di Corte:* ed il secondo fu pure confermato nell'altro PARLAMENTO celebrato in Sardegna nel 1586, sotto la presidenza del vicerè Don Gastone di Moncada marchese di Aytona. Siccome però i vicerè dell'isola, abusando della loro sconfinata autorità, aveano spesso violato, a pregiudizio dei Membri dello STAMENTO MILITARE, il *patto pazionato* con la Corona nei suddetti PARLAMENTI, perciò in quello celebrato nel 1631 e 1632 sotto la presidenza del marchese di Vayona e di monsignor Prieto se ne instò, ed ottenne l'osservanza. È poi da notare che fra le ragioni addotte nel presente *Capitolo*, onde giustificare il *privilegio*, s'invoca l'autorità del Concilio di Trento e le disposizioni del medesimo riguardo ai *canonici*.

XXXVIII*.

Ordine dato dal re Don Filippo IV all'avvocato fiscale di Sardegna, affinchè nei PARLAMENTI *non si ammettessero a far parte dello* STAMENTO MILITARE, *fuorchè coloro che fossero già stati* abilitati *come nobili e cavalieri* (aequites), *o discendessero da altri* abilitati, *aventi dritto ad essere membri di detto* STAMENTO, *e a intervenire alle* CORTI GENERALI *del regno.*

(1631 — 2 maggio)

Digitized by Google

Dall'antico archivio del Regio Patrimonio di Sardegna.

Magnifico amado Conseíero: Por hauer entrado algunas personas sin ser militares en este ultimo, y otros Parlamentos, con solo informaciones de testigos, hechas en esse Reyno, y fuera del, y ser esto contra mi Regalia, y no tocar à los habilitadores, sino admitir por militares los hijos de aquellos, cuyos passados, por serlo, entraron ya en los Parlamentos, y no habilitar personas, con solo informaciones, de que lo son: He mandado al Marques de Bayona, que luego me embie todas las de aquellos que se huvieren presentado; para que vistas en este mi Consejo supremo de Aragon, se declare lo que fuere de justicia, y à vos os encargo el cuidado de juntarlas, y entregarlas al dicho Marques, y de que en el entretanto, no gozen de privilegio militar.

Datum en Madrid à dos de Mayo 1631 (1).

Yo el Rey.

V. Episcopus praeses.
V. D. Franc. de Castelui Regens.
V. Don Franciscus Leo Regens.
V. Don Franc. de Vico Regens.
V. D. Balthassar de Ayt.
V. Bayetola Cavanillas Regens.

Bonet. Secret.

XXXIX*.

Capitolo di Corte *votato dal* Parlamento Sardo, *e approvato dal re di Spagna e di Aragona Don Filippo IV, col quale gli* Stamenti *acconsentirono per un altro decennio al pagamento del* donativo straordinario *di ducati ottantamila all'anno, già pagato nei cinque anni precedenti dall'Isola, onde sopperire alla formazione, e al mantenimento del così detto* Terzo *dell'esercito regio, purchè, secondo il* patto pazionato *nella prima offerta del* donativo *medesimo, il* Mastro di campo, *comandanti e ufficiali superiori di detto* Terzo *fossero tutti nativi di Sardegna.*

(1631, 1632 — . . . . .)

Dagli atti del Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza di Don Gaspare Prieto vescovo di Alghero, cap. 96, fol. 44.

Item dihen a V. S. I. que entre altres condicions, ab las quals se fiu lo servey dels vuytàta mil ducats per los sinch añys passats en las Corts del Noble D. Luys Blasco, ab las quals condicions se ha prorogat lo dit servey per altres deu añys, que corren, fonch una, à que tingue particular mira lo Regne, de que totas las plaças de Mestre de camp, sargents magiors, capitans, alferes, sargents, vehedor, y demes del tersi, pera al sustento del qual fonch destinada dita cantitat en servey de sa Magestat, se dassen y proveissen en naturals del dit present Regne, que ni ha, y ab lo continuo exercisi militar de cada dia aumentaran molt, habils, y experts en dits offisis, dels quals sa Magestat resterà servit ab tota satisfacio; y com los dits Staments han tingut noticia, que en vacant de alguns de dits officis, y en particular de Mestre de camp, y sergent major, serian estats consultats y admesos à la pretesio personas forasteras en dañy dels naturals, que es causa de que se desalenten de la empresa militar. Perço supplican à V. S. I. mane provehir, y decretar ab acte de cort, que dit Capitol, y condicio ab les demas en dit premer servey concordades, de les quals sensa producio, ut ecce cum insertione, sien observades en tot y per tot, que del adimplement delles sa Real Magestat se resterà mes servit, y tot lo Regne en comu, y en particular gozen de la hourra, que sa Magestat en aço lis farà en no permetre, que forasters sian en ditas plaças consultats y admesos.

Ques fassa com se supplica, en quant dites ordinacions foren provehides per sa Magestat.

Vaca Secretarius.

Sa Magestad manda, que se guarden las condiciones del servicio en favor de los naturales, provehiendo los officios del tercio en sus personas.

(1) Quest'ordine reale fu emanato perchè nel Parlamento convocato nel 1624 dal vicerè Don Giovanni Vivas erano stati ammessi allo Stamento Militare parecchi, i quali non aveano dritto a farne parte, essendovi stati *abilitati* a seguito di semplici *informazioni testimoniali* sulla loro *qualità equestre*, mentre l'*abilitazione*, o dovea essere preceduta dall'esame dei titoli (*privilegi*, *diplomi* ecc.), ovvero essere accordata a coloro soltanto i quali discendessero per linea retta da altri già legalmente *abilitati*, o fossero stati essi stessi *abilitati* in due anteriori e successivi Parlamenti, com'era stato decretato con speciale *Capitolo di Corte* nel Parlamento riunitosi in Sardegna nel 1593 sotto la presidenza del vicerè marchese di Aytona. Tutte queste cautele per la costituzione dello Stamento Militare procedevano dagli abusi che anteriormente erano avvenuti a tal riguardo. Infatti leggiamo negli atti del Parlamento celebrato nel 1575 sotto il vicerè Don Giovanni di Coloma, che per non mettere in questione le *abilitazioni* accordate nell'anno precedente, e quindi ritardare le deliberazioni del Parlamento medesimo, furono tali *abilitazioni* ritenute per valide, secondo l'*elenco* che ne darebbe lo stesso Stamento Militare.

XL*.

Diploma col quale Don Filippo IV re di Spagna e di Aragona approva e sancisce i capitoli *votati e discussi nel Parlamento celebrato in Sardegna negli anni* 1631 *e* 1632 *sotto la presidenza del vicerè Don Girolamo Pimentel, marchese di Bayona, e del presidente Don Gaspare Prieto, vescovo di Alghero.*

(1633 — 28 giugno).

Dall'antico Archivio del Patrimonio reale in Sardegna, Cod., Cart. 1.

Nos Philippus, Dei gratia, Rex Castellae, Aragonum, Legionis, utriusque Siciliae, Hierusalem, Hungariae, Dalmatiae, Croatiae, Legionis, Navarrae, Granatae, Tholeti, Valentiae, Galitiae, Majoricarum, Hispalis, Sardiniae, Cordubae, Corsicae, Murtiae, Giennis, Algarbii, Gibraltaris, Algezirae, ac Insularum Canariae, nec non Insularum Indarum, Terrae firmae Maris Oceani, Archidux Austriae, Dux Burgundiae, et Brabantiae, Mediolani, et Comes Barchinonae, Flandriae, et Tirolis, etc., Dominus Viscayae, et Molinae, etc., Dux Athenarum, et Neopatriae, Comes Rossilionis, et Ceritaniae, Marchio Oristani, et Gociani.

Consueverunt magni Principes subditorum suorum petitiones, ac praesertim, quae Reipubblicae utilitatem, et

Digitized by Google

universum commodum concernunt, liberaliter exaudire: dum enim illos Regiis largitionibus afficiunt, in ipsos fidelitatem adaugent, et ad gratiosa obsequia praestanda alliciunt, caeteros etiam hoc exemplo ductos ad eundem provocant, et inducunt. Respicientes igitur maximam, et integram devotionem praefati nostri Regni Sardiniae, suorumque incolarum praeclara servitia, et obsequia, quae iugiter multimodis Regibus Aragonum praedecessoribus nostris, et nobis successive in quacumque fortuna animo indefesso praestiterunt, et praestare non desinunt, merito adstringimur, ut quidquid pro comuni Reipubblicae utilitate supplicaverint liberaliter concedamus (1). Cum itaque anno praeterito millesimo sexcentesimo trigesimo primo, pro bono statu, ac recta justitiae administratione, statuissemus generale PARLAMENTUM in praefato Nostro Sardiniae Regno celebrare, munus hoc Illustri consangnineo Nostro Don Hieronymo Pimentel Marchioni de Bayona, tunc Nostro Locumtenenti, et Capitaneo generali in dicto Nostro Regno Sardiniae fuit a nobis demandatum; qui in vim Nostrae Regiae potestatis sibi concessae, vocatis, prout moris est, Regni praedicti incolis, PARLAMENTUM ipsum indixit in nostra Civitate, et Castro Calaris dicti Regni; eoque incaepto, accidit dictum Marchionem de Bayona e vita migrasse. Quare ad prosequendum, et concludendum dictum PARLAMENTUM potestatem de novo concessimus, et demandavimus Reverendo in Christo Patri Frati Don Gaspari Prieto Episcopo Alguarensi (2) Nostri Consilii, ac tunc Praesidi, et Capitaneo Generali Nostro in dicto Sardiniae Regno; qui dictum PARLAMENTUM nomine, et Vice Nostri prosequutus fuit, et anno quoque praeterito millesimo sexcentesimo trigesimo secundo illud finivit, et conclusit. In quo, dum varia negotia status Regni praedicti, ac universae illius Reipubblicae incolumitatem, et tranquillitatem concernentia tractarentur, fuerunt per tria STAMENTA illius coram dicto Episcopo oblata nonnulla *capitula* ad bonum et utilitatem ejusdem Regni spectantia, dictusque Episcopus illa decrevit, et provisit, prout in calce cujuslibet ipsorum continetur. Quae quidem *capitula*, una cum responsionibus per dictum Episcopum factis, Nobilis et dilectus Noster Don Alphonsus Gualbes, Miles Ordinis et Militiae Sancti Jacobi de Spata, Sindicus STAMENTI MILITARIS ad Nos destinatus nomine dictorum trium STAMENTORUM coram Majestate Nostra praesentavit, humiliter supplicando, ut eadem acceptare, concedere, meliorare, et confirmare de Nostra solita benignitate dignaremur. Nos vero, perspectis iurata fidelitate, ac servitiis per incolas praefati Regni Sardiniae Coronae Regiae praestitis, et impensis, quaeque praestituros speramus, capitulis quidem, ac decretationibus ipsis per Nos in Nostro SS. Regio Aragonum Consilio visis, recognitis, et examinatis, tandem responderi mandavimus, prout in fine uniuscuiusque *capituli* appositum est, seu decretum; declarando, quod Nostrarum decretationum aliquae firmatae, ac subscriptae apparent per reverendum in Christo Patrem Don Henricum Pimentel Concheus. Episcopum, Nostri Consilii status, et belli, quia Praesidis dicti Nostri Supremi Consilii munus exercebat; caeterae vero per Illustrissimum Consanguineum Nostrum Don Franciscum Fernandez de la Cueva Ducem de Alburquerque, a praedicto Nostri status, et belli Consilii, cui dictum Praesidis officium in gubernium concessimus, et commendavimus, illudque magna Nostri, ac omnium satisfactione ad praesens moderatur (3). Quorum quidem *capitulorum* series sequitur sub hiis verbis (4) . . .

. . . . . .

. . . . . .

. . . . . .

. . . . . .

Quas quidem supplicationes, et *capitula praeinserta*, ac responsiones, et decretationes in eisdem appositas laudantes, et approbantes, illos, et illa, et omnia, et singula in eis contenta praedicto STAMENTO MILITARI Regni Sardiniae, et illius particularibus praesentibus, et pro tempore existentibus, tenore hujusmodi, de Nostra certa scientia, deliberate, et consulto, dicti Nostri SS. R. Consilii deliberatione praeeunte, concedimus, consentimus, et liberaliter elargimur, Nostraeque hujusmodi concessionis, consensus, et elargitionis munimine, seu praesidio roboramus, et validamus, auctoritatemque Nostram Regiam interponimus pariter, et decretum. Serenissimo propterea Balthasari Carolo Principi Asturiarum, et Gerundae, Ducique Calabriae, et Montis Albi, filio primogenito Nostro charissimo, ac post felices, et longaevos dies Nostros, Deo propitio, immediato haeredi, et legitimo successori in omnibus Regnis, et dominiis Nostris, intentum aperientes Nostrum, sub paternae benedictionis obtentu dicimus, eumque rogamus; Illustri vero Nostro Locumtenenti, et Capitaneo generali, nobilibus, magnificis, et dilectis Consiliariis, et fidelibus Nostris Regenti Cancellariam, et Doctoribus Nostrae Regiae Audientiae, Judicibus Curiae, Advocatis, et Procuratoribus fiiscalibus, et patrimonialibus, Gubernatoribus quoque, seu Reformatoribus in Capitibus Calaris, Gallurae, Sassaris, et Logudorii, Regio Procuratori, et Magistro rationali, ac Regenti Nostram Regiam Thesaurariam, Vicariis, Subvicariis, Potestatibus, Alguaziriis, Portariis, et Virgariis, caeterisque demum

(1) L'introduzione al presente Diploma è cosparsa, come si vede, di massime generali di politica e di governo; ma per quanto riguarda le lodi tributate ai Sardi pe' grandi servigi resi allo Stato, è da avvertire che il motivo per cui tali servigi si dicono prestati ai re di Aragona si è perchè il regno di Sardegna fin dal 1460 fu unito perpetuamente alla Corona aragonese; e lo giurò per il primo il re Don Giovanni II nel solenne Congresso di FRAGA, e dopo lui lo giurarono costantemente i suoi successori diventati eziandio sovrani di Spagna e di Castiglia. (Ved. sopr. DISSERTAZIONE SESTA, pag. 15 e 16).

(2) Fra Gaspare Prieto nacque in Burgos (vecchia Castiglia) nel 14 agosto 1578, fu frate Mercedario e maestro generale del suo Ordine. Nel 1626 fu creato vescovo di Alghero in Sardegna, e nel 1631 presidente e governatore generale dell'Isola. Nel 18 febbraio 1636 fu traslato alla Sede vescovile di Perpignano, dove morì nell'anno seguente.

(3) È questo l'unico esempio di delegazione fatta dai sovrani di Aragona e di Spagna ai presidenti del Consiglio Supremo di Aragona, acciò sottoscrivessero i Decreti di approvazione dei *Capitoli* presentati alla sanzione regia degl'inviati ed *ambasciatori* del Parlamento sardo. Tali *decreti* furono sempre *autografamente* sottoscritti dallo stesso sovrano perchè costituivano un *patto patteggiato* tra il monarca e la nazione sarda, la quale perciò, rappresentata dai tre STAMENTI *(militare, ecclesiastico e reale)*, votava le imposte, chiamate ordinariamente *donativi* e *sussidi*.

(4) Vi sono inserti *in orignale* li centoventisette *capitoli* ch'erano stati discussi e votati nel PARLAMENTO; cioè 96 a petizione dei tre BRACCI o STAMENTI *(Braços, Estamientos)*, e 31 a petizione del solo BRACCIO o STAMENTO MILITARE. Dei primi ne furono approvati soli 79 e respinti 17. Dei secondi ne furono approvati soli 24 e negati 7.

Digitized by Google

universis, et singulis Officialibus, et Subditis nostris, majoribus, et minoribus, in praefato nostro Sardiniae Regno constitutis, et constituendis, ipsorumque Officialium Locumtenentibus, seu Officia ipsa Regentibus, et subrogatis, praesentibus, et futuris, ad incursum Nostrae Regiae indignationis, et irae, poenaeque florenorum Aragonum auri mille nostris inferendorum aerariis, dicimus, praecipimus, et jubemus, quod praeinsertas supplicationes, et *capitula*, et ununquodque eorum, juxta decretationum, et responsionum in fine ipsorum positarum seriem, et tenorem, teneant firmiter, et observent, tenerique, et inviolabiliter observari per quos decet faciant, cauti secus agere, fierique permittere ratione aliqua, sive causa, si dictus serenissimus Princeps nobis morem gerere, caeteri vero Officiales, et subditi nostri praedicti gratiam Nostram charam habent, ac praeter irae et indignationis Nostrae incursum, poenam praeappositam cupiunt evitare. In cujus rei testimonium praesentem fieri, et in processu dicti PARLAMENTI inseri, sigilloque Nostro Regio pendente communiri jussimus. Dat. in Opido nostro Madriti, die vigesima octava mensis junii, anno a Nativitate Domini millesimo, sexcentesimo trigesimo tertio.

YO EL REY.

V. Dux.
V. Villanueva Regens.
V. Bayetola Regens.
V. Sisternes Reg. vid. Canajal pro Thesaur. et Conserv. Gener.
V. Vico Regens.
V. Magarola Regens.

In Sardiniae xv fol. 178.

Privilegium supplicationum, et *capitulorum* concessorum STAMENTO MILITARI SARDINIAE Regni, in PARLAMENTO, anno preterito millesimo sexcentesimo trigesimo secundo ibi celebrato, et concluso.

Dominus Rex mandavit mihi Hieronymo Villanueva etc. etc.

XLI*.

Diploma del re di Spagna e di Aragona Don Filippo IV, col quale si conferma ai membri dello STAMENTO MILITARE *di Sardegna la facoltà di potersi congregare in* CAGLIARI *o in* SASSARI (*nell'uno o nell'altro* CAPO *dell'isola*), *purchè però le risoluzioni* stamentarie *si prendano nella prima di dette due città, e alla congrega preceda sempre la licenza del vicerè, salvo che si tratti d'interesse proprio di quest'ultimo o di doglianza contro di lui.*

(1634 — 22 febbraio).

Dall'antico Archivio del Regio Patrimonio di Sardegna.

Nos Don Philipe por la gracia de Dios Rey de Castilla, de Aragon, de Leon, de las dos Sicilias, y de Hierusalem, de Portugal, de Ungria, de Dalmacia, de Croacia, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de CERDEÑA, de Cordova, de Corcega, de Murcia, de Jaen, de los Algarves, de Algeziras, de Gibraltar, de las islas de Canaria, de las Indias orientales y occidentales, islas y tierra firme del mar Oceano, Archiduque de Austria, Duque de Borgoña, de Bravante, de Milan, de Athenas, y de Neopatria, Conde de Auspurg, de Flandes, de Tirol, de Barcelona, de Rosellon, y Cerdaña, Marques de ORISTAN, y Conde de GOCEANO. – Por quanto en el PARLAMENTO, que con poder, y facultad Nuestra celebrò, y concluyo en dicho nuestro Reyno de CERDEÑA el Reverendo en Christo Padre Don Gaspar Prieto, Obispo de Alguer, de nuestro Conseyo, siendo Presidente, y Capitan general de aquel Reyno, fueron presentados *dos Capitulos* en nombre de los tres ESTAMENTOS del, en razon de las juntas del *Militar*, los quales, vistos, y proveydos por el dicho Obispo, Nos fueron embiados, por tomar sobre todos determinacion; y aviendolos reconocido attentamente en este Nuestro Consejo supremo de Aragon, y con Nos consultado, fue accordado decretarlos en la forma, que se declara en el *Privilegio*, que mandamos despachar en diez de abril del año passado mil seycientos traynta y tres; donde, junto con los demas *Capitulos* presentados por los dichos ESTAMENTOS, se hallan los dos referidos, cuyo tenor, y el de la declaracion es como se sigue:

I. «Item ates que, per estat, ò offici que tingan, fan » un cos universal, es permes, no sols de dret comu, » lo congregarse ab un Ministre del Señor del lloch, pero » encara de consuetut general lis es permes en las cosas » concernents à llur interes, per tratar, y deliberar de » aquellas; y al ESTAMENT MILITAR del present Regne sia » estat aço otorgat, *etiam per capitols, y actes de Cort*, » que son *leys pactionades ab sa Magestat*, com entre » altres es de veure en lo *capitol* 2. fol. 25, *cap.* 2. » fol. 7, *cap.* 3. fol. 8, *cap.* 3. fol. 57, *cap.* 11. fol. 46, » *cap.* 8. fol. 77, *cap.* 77. fol. 117, *cap.* 29. fol. 146 » *dels estampats*, ab los quals se dona la dicta facultat » de poderse juntar el ESTAMENT militar, mediant hu » dels *titols*, que llavors eran lo Marques de Oristany, » ò Compte de Quirra, ò del Magnifich Francisco de » Riusech, que apres fouch Compte de Oliva, y tingue » per altre nom Gilbert de Centelles, ò per medi del » syndich, ò subsyndich del matex ESTAMENT, ab assi- » stentia del Governador de Caller, ò Procurador real, » si requestos volguessen trobarse, ò sino sens ells, com » axi sempre se ha observat en les occasions que se son » offertas, sens que may sia estat fet impediment als » MILITARS, fins que en son temps lo Lochtinent general » Don Juan Vivas, Virrey qui fouch desse Regne, prengue » y feu, que no se junctas lo dit ESTAMENT sens sa » expressa llisencia, y dels successors, fentlis à saber » los negocis, que se volen tratar en cada junta, lo que » no sols resulta en notable nota de llur innata fidelitat, » pero encara en gran deservey de sa Magestat, y dañy » de tot lo Regne, puix per exa via se lis impedeix » totalment lo poder representar à sa Magestat los agravis, » que lo Regne, y dit ESTAMENT aguessen de rebre en » en las occasions, tant dels Llochtinents, com dels altres » Ministres reals, per lo qual effecte concediren los Señors » Reys ab dits *capitols impressos* la facultat de juntarse » dit ESTAMENT, sens orde, ni llicencia dels Virreys;

Digitized by Google

» y abdicantlis esta facultat, se lis impedeix tambe lo » poder ab los solits, y deguts remeys ixir à la defensa, » y observancia de llurs privilegis, usages, e immunitats, » com tambe lo representar à sa Magestat, y en sos casos » als Llochtinents generals, y Real Audiencia, las cosas » que convenen al bon govern, essent totas materias, que » conferintse, y tratantse entre si los militars, se discorren, » tratan, apuntan, y resolven mes acertadament: Sup- » plican perço los dits tres Estaments à V. Exc. placia » provehir, y decretar, que de assi avant se puga juntar » lo dit Estament Militar, com sempre ha accostumat, » per servey de sa Magestat, be publich del present » Regne, y defense de llurs privilegis, *capitols de Cort*, » que li son, y seran otorgats, sens que sia menester, » *com no era*, ans del govern del Llochtinent Don Juan » Vivas, altra llicencia dels Virreys, y Capitans generals, » ni de darlis primer noticia del que se ha de tractar, » puix, ultra que de la gran fidelitat de dit Estament » nos pot presumir, que trate cosa en deservey de sa » Magestat, ny dañy del Regne, ço pres, que per obtenir » lo que en las junctas determinan, accedexen à la » prefata Magestat, ò à son Virrey, basta lo assistir lo » Governador, ò Procurador real, que cridats voldran » trobarse, de qui, por esser Ministres de sa Magestat, » no han de fer desconfianza, sent esta, com es la causa » perque deputa lo dit en las juntas de las comunitats » la assistencia de un Ministre del Señor del lloch, » ademes, que en cas que se hagues de tenir la junta » per recorrer, y representar à sa Magestat agravis, re- » buts dels Llochtinents, ò llur govern, com podrà suc- » cehir, no es rabo, ni convenient darlis primer à en- » tendre, y demanarlis llicencia, puix la impedirian, » y se podrian seguir mayor agravis, ab que *los subdits* » *desesperarian del remey*, que tenint la deguda libertat » de acudir à son Rey, y Señor obtendrian.

« Decret. Vicerey.

« Que lo suppliquen à Sa Magestat, per ser cosa molt » justa, y convenient al servey de sa Magestat, y be de » aquest son Regne, que no dexara de ferlis la merced, » conforme lo molt amor, y fidelitat ab que lo han servit.

« Vacca Secretarius.

« Decret. Rey.

« Su Magestad haze merced à los del Estament Militar » del Reyno, que se puedan juntar en Caller, y en Sacer, » como antes solian, con declaracion, que todas les ma- » terias, sobre que juntaren, las comuniquen, y confieran » entre ellos, dando noticia reciprocamente los de un » Cabo à los del otro, y estando ajustados, y convenidos » entre si, tengan obligacion, por lo que conviene al » servicio de su Magestat, de que las resoluciones, que » huvieren de tomar sobre los negocios, sea en la parte, » donde se hallare presente el Virrey, porque con su » presencia se hagan los negocios con mejor direcion, » y accuerdo de los militares, con que las juntas que » hizieren en las cosas, y negocios toccantes al servicio » de su Magestat, y bien comun del Reyno, las hayan » de comunicar primero con el Virrey, y que en todas » las juntas, que se hizieren en una, y otra ciudad, » haya de assistir el Governador, ò Procurador real, ò » su tiniente, como esta declarado por otros muchos » *actos de Corte*.

« Dux (1).

II. « Item, por quant ab experiencia se ha vist la » difficultat se te en tratar los negocis del Estament » Militar, que convenen al servici de sa Magestat, be, » y conservacio del Regne, observancia dels *capitols de* » *Cort*, et alias, por no poderse juntar los militars, que » se troban en la ciutat de Sasser, com molts añys lo » han accostumat; Perço supplican dits Estaments à » V. E. sia servit decretar, que los militars que se tro- » baran en la ciutat de Sasser pugan juntarse, com per » abans se ajuntavan, mediant un Subsyndich nomenat » per lo Estament, que se sol juntar en Caller, y ab » assistencia de un Ministre real, ço es per los negocis » particulars se offeriran, ò per acudir al Governador, » ò Inquisidor per llur preteses, y per raho dels agravis, » ó negocis se lis offeriran en Caller al Estament, y per » los que se lis comunicaran per lo Estament; ab que » empero sempre la resolucio dels negocis generals, y » concernents al servey de sa Magestat, be, y utilitat » del Regne, observancia dels *capitols de Cort*, y de » dar raho, y de acudir à sa Magestat ab lettras, ò » enviar Syndich, se prengan en lo Estament de Caller, » puix prenintse las resolucions sols en Caller, va à » esser un sol Estament, y lo juntarse en Sasser es per » facilitar los negocis, com esta dit, tenint sempre con- » sideracio en lo votar al major numero dels vots, perque » se concloga, y que ab fè del Notari de la junta se » puga enuciar lo numero dells Cavallers hauran assistit » en aquella, y lo que cascu dells auran votat, y que » lo subsyndich tinga facultat de congregar la junta, y » que lo Titol mes antich, y en falta de Titol lo Ca- » valler, que presidirà, propose lo negoci, que se offerirà.

« Decr. Vicereg.

« Que lo suppliquen à Sa Magestat.

« Vaca Secretarius.

« Ya està provehido en el capitulo antecedente sobre esto.

« Dux. »

Porque Nos hà presentado Don Alonso Gualbez y Zuniga, Cavallero del havito de Santiago, Syndico del dicho Estamento Militar, un Memorial en nombre del, representando algunas raçones, por las quales pretende, que es en perjuyzio considerable de nuestro Real servicio, y contra los Capitulos de Corte, y beneficio comun de aquel Reyno y de los Militares, las dos condiciones, con que se les concede la licencia para juntarse en las Ciudades de Caller, y Sasser; la una, en que se dispone de tomar las resoluciones en la parte donde se hallare presente nuestro Lugartiniente General de dicho Reyno; y la otra de que en las juntas, que hizieren en las cosas, y negocios tocantes à nuestro servicio, y bien comun del Reyno, las

(1) Dux, cioè il duca di Gandia, vicerè e presidente del Parlamento, che riferiva *per esteso* il decreto reale.

Digitized by Google

hajan de comunicar primero con nuestro Lugartiniente general: supplicando nos fuessemos servidos hazer merced al dicho Estamento de concederle licencia para poderse juntar en la forma, que antes solia juntarse: y haviendose visto en dicho Nuestro Consejo, y con nos consultado todo lo que en raçon desto refirio el dicho Syndico, dezeando hazer merced al ESTAMENTO, come merece su zelo, y amor à nuestro servicio, havemos resuelto ordenar lo infrascrito. — Por tanto con tenor de las presentes, de Nuestra cierta sciencia, y Real authoridad, deliberadamente, y consulta declaramos, y por via de declaracion concedemos al dicho ESTAMENTO MILITAR de nuestro Reyno de Cerdeña, que la licencia que havemos mandado concederle para juntarse en uno, y otro CABO, se entienda que lo puedan hazer en conformidad de lo que està decretado en el *Acto de Corte*, y que ayan de tomar resolucion en la Ciudad de CÀLLER, como se ha acostumbrado hasta a qui, y se continue lo mismo desde aora en adelante; y en quanto al pedir licencia al dicho nuestro Lugartiniente general para juntarse, no esten obligados à pedirla en caso se haguesse de tratar de quexas contra el Virrey, ò del proprio interes del dicho Virrey, y en todos los demas casos hayan de pedir la licencia, conforme lo decretado; y que todo lo dicho se entienda, que se haya de observar hasta otro orden Nuestro. Por lo qual al Serenissimo Balthassar Carlos Principe de las Asturias, y de Gerona, Duque de Calabria, y de Montblanch, hiyo y primogenito Nuestro muy amado, y despues de los felices, y largos dios Nuestros en todos nuestros Reynos, y Señorios immediato hendero, y legitimo successor, declarando nuestro animo Real, despues la paternal benedicion, le dezimos, y rogamos; y tambien à los Illustre Nuestro Lugartiniente y Capitan General, nobles, magnificos, y amados Consejeros, y fieles nuestros regente la Cancilleria, y Doctores de nuestra Real Audiencia, Juezes de Corte, Abogados, y Procuradores fiscales, y Patrimoniales; y à los Governadores, ò Reformadores en los *Cabos* de Caller, Gallura, Sasser, y Logudor, Procurador Real, Maestre Racional, y al Regente nuestra Real Thesoreria, Vegueres, Sotvegueres, Potestades, Alguaziles, Porteros, y Vugueros, y à todos los demas Officiales, y subditos nuestros, y cadauno de los mayores, y menores en el dicho nuestro Reyno de Cerdeña constituidos, y constituidores, y los lugartinientes, ò subrogados dellos, ò regentes los dichos officios, que aora son, y adelante fueren, so incurrimiento de nuestra Real indignacion, e ira, y pena de mil florines de oro de Aragon, de bienes del que lo contrario hiziere exigideros, e à nuestros Reals cofres aplicaderos, decimos, ordinamos, y mandamos, que todo lo referido, y qualquier parte dello, en la forma que va declarado, guarden, cumplan, y executen, guardar, cumplir, y executar hagan inviolablement, y no hagan, ni permittan que sea hecho lo contrario por persona alguna, ni por ninguna razon, ò causa, si el dicho Seren.° Principe nos obedece, y a los demas Officiales, Ministros, y Subditos nuestros arriba mencionados Nuestra gracia les es cara, y, demas de Nuestra ira, e indignacion, en la pena sobredica desean no incurir. En testimonio de lo qual mandamos despachar las presentes con el Nuestro Sello Real comun en el dorso selladus. Datum en nuestra villa de Madrid à 22 dias del mes de febrero, año del nacimento de Nuestro Señor Jesu Christo 1634.

YO EL REY.

V. Dux.
V. Carvujal.
V. Agluto pro Thesaur. Gen.
V. D. Franciscus de Castelvì Regens.
V. Vico Regens.
V. Bayetola Regens.
V. Magàrola Regens.
V. Sisternes Regens.
V. Laurentius de Villanueva pro Conserv. generali.

Dominus Rex mandavit mihi Joanni Laurentio de Villanueva, visa per ducem, Carvajal pro Gen. Thesaur., Castelvì, Vico, Bayetola, Magàrola, et Sisternes Begentes Cancellariam, et me pro Conservat. Generali.

In Sardiniae XVII. fol. 245.

XLII*.

Statuti del GREMIO, *ossia corporazione di varie* ARTI, *sotto la invocazione di sant'*ELIGIO *nella città di Alghero.*

(1636. — 22 novembre).

Dall'originale esistente nell'Archivio del Consiglio civico di Alghero.

En nom de la Santissima Trinitat Pare, Fill, y Spirit Sant, y de la Serenissima Reyna dells Angels, mare de mes de Jesu Christ, y Pare Nostru, y del Glorios Sant Aloj Intercessor de la sua Confraria. Amen.

Comensan les ordinassions de la confraria de Sant Aloi, de la qual son Confrares *Magnuns*, *Ferrers*, *Correggers*, *Argenters*, *Pellisers*, *Sellers*, *Espasers*, *Buidaders de Estayn*, *Cuiraders Conchimos*, *Esmoladers*, *Texidors*, *Conchadors*, *Soanadors*, y *Campanars* desta Magnifica Ciudat de Alguer. Essent Veguer lo G. Capita Don Franciscu Sanna, y de Tola, y essent Consellers les Nobles, y Magnifichs Señors Don Ambrosi Nater, lo Dottor Diego Carola, Antonio Carta, Juan Scantello, y Juan Pere Pinna ordenades por ses Magnifics del Consell des l'an propepassat, y fermats de ma de dit Vegher, y Consellers, y del Secretari de dita ciudat infrascritt y sigillades ab sigil de dita ciudat ab consentiment de la major part de la Maestranza de la manera siguente.

Primerament se ordena, que da assi avant quant los dits Maestres que han ad esser, no potran fer algun negossi, que mes gose de la Confraria, aquells tals non se deuran de ajuntar, que primer non han dat rahò al Vegher, y trattar de governar, de lo que lo obligheran so pena de tres lliures, un terz al Juge que fesi l'executa, y los altres dos terzos a la dita Confraria, y dessa multa, fassan lo que han determinat, y ordenat en dit juntament.

2. Item. Se ordena, que tots los Confrares de dits offisis degan de pagar ciascu disapte dos diners per comprar oli per cremar davant l'altar de S. Aloi en la llantia, que es en la sua Capela en la seu de dicta ciudat de Alguer.

Digitized by Google

3. Item. Se ordena, que tots los Mestres, y Jovus de dits offisis que son en la present ciudat per traballar de llurs offisis paguen a lu Cap. de dita Confraria deu sous y per tenir botiga ab algun maestre vint sous.

4. Item. Se ordena, que tot persona, que lloverà, y voldrà fer qualcosa de dits offisis, los que se allegue ab quetreval Mastre pague al Cap. de dita Confraria deu sous.

5. Item. Se ordena, che ciascun dels Confrares, que sarà damanat per los Massars de venir en algun ajuntament, que en continent haja de anar sot pena de una lliura dexera applicada a dita Confraria per ciascuna ungada que no ase obeit, no tenint just impediment.

6. Item. Se ordena, que si a cas lo Majoral volgues ajuntar consell en la Capella, o en la casa de la ciudat de cosas costant a dita Capella, no lo pugan ajuntar sens absistencia de un Conseller, y del Secretari de dita ciudat, y que en tal cas se ajunten tots los Confrares obligats ab presencia del Conseller, so la pena de una lliura de sera applicada a dita Confraria ogniqualvolta contrateran a qualsevol de dictes cosas.

7. Item. Se ordena que qualsevol Confrare, que contra los presents capitols sarà, y vindrà mastre tangut, y Confrare de dita Confraria y que en lloc alcu pugue allargarse de aquella, y caiga en pena de tres lliures, la mitat al vegher per fer la execussiò, y la altra mitat a la dita Confraria.

8. Item. Se ordena, que aquellos Confrares, y Confraressas, de dita Confraria, que estigan en necessitat, en tot cas la dita Confraria sia obligada soccorrerlo de alguna alimosina ab consell de sis probehomes de dita Confraria per veure si von darly, o no, dita limosina, y quant se deu ser.

9. Item. Se ordena, que ciascu Confrare de dita Confraria, sempra que sia request per lo Massers per anar ad accompañar al Santissim al cumbregar de alcun Confrare malat, sia obligat anarli so pena de deu sous a la dita Confraria applicats.

10. Item. Se ordena, que si per ventura morìa alcun Confrare, o Confraressa de dita Confraria, quattres de los Confrares de aquella sian obligats ad accompañar tal defunto a la missa de requiem, o difunta, que sia, so pena de mitza lliura de sera applicada a la dita Confraria.

11. Item. Se ordena, que quant more alcun Confrare, o Confraressa de dita Confraria, quatre de los Confrares sian tenguts de donar ciascu sis diners per l'anima de dit defunt o defunta, y ferli dir missas y oracions, so pena de mitza lliura de sera applicada a la dita Confraria.

12. Item. Se ordena, que ciascu Confrare, o Confraressa de dita Confraria sian obligats de anar, y estar presens, e permittens en cap del ayn per los dits defuntos la part de missas ya applicadas a la dita Confraria.

13. Item. Se ordena, que ninga puga, y se presumesca parar botiga de ninga de dits offisis sent fill de ciudat, com forester, que primer no sia examinat, o verament aquell tal, que botiga voldre parar, done fermanza de examinar se dins lo temps que lo Magioral, y Clavari se li han sercat, qual esamen se ha de fer en la casa de la ciudat ab assistencia de un Conseller, y del Secretari de dita ciudat, qui han de llevar un acte de dicto examen, danli drit per aquest en lo solit examen ab assistencia de probehomes de ufficii, que esprimeran, que arant passat l'esaminat, pagheran çò es lo forester sis lliures, y de la ciudat tres lliures, y que demonstre haver fonds, y dos reales de estrenes al Masser del Magistrat, so pena de deu lliures pagadoras en favor de dita Confraria, y se le mande, que nofassi l'uffisi so pena de vintisinc lliures.

14. Item. Se ordena, que passats tres dias, o quatre dias apres de la mort de alcun Confrare de dita Confraria Cap de casa, que se li de celebrar una missa de los dos Cagliaresus, que accostuman pagar los dits Maestres.

15. Item. Se ordena, que totes los Confrares, y Confraressas de dita Confraria hazan, y debian anar en las Processions lo dia del Corpus, dell'Assumpticò de mitz agost, lo dia de San Juan de Porta Latina, y en de el manament el Majoral, y Clavari sos pena de tres lliures applicadas la mitad al Juge, que farà l'execussiò, y la altra mitad a la Confraria.

16. Item. Se ordena, que qualsevol criat, que apria desertà de qualsevol de dits offisis no pague annajades, mesades, ni jornal, quantitad alguna per minima que sia, que prima no haja pagat deu sous a la dita Confraria so pena de tres lliures applicadores a la dita Confraria, y que los buidadors de campana hasen de pagar primer tres lliures a dita Confraria, y la dita pena de tres lliures.

17. Item. Se ordena, que qualsevol persona, de qualsevol condissio que sia, que fora de dits offisis, que voldra entrar en dita Confraria de S. Aloi hajan de pagar ciascun nya tres sous, y parteciparan de tots los suffragios de dita Confraria.

18. Item. Se ordena, que ningu de los sobredits Maestrals, que aui son, y seran per avant tant fills naturals de dita ciudat, com coabitators residens, y declinans de aquella puga, ni presumossa per via diretta ni indirecta, se sarà amescrat perfaena de altre offisi si no tanto solamente, que primer sera esaminat, y se faena de altre offisi voldrare fer tras del que sarà esaminat, que no pughe fer dit offisi, que primer no sia esaminat delaltre offisi, del qual vol fer faena, y gose de pagar a la dita Confraria lo dit esamen tres lliures no ostant per lo pagat per lo primer esamen; y si per lo contrari hasen cajaan en pena de trenta lliures applicadora sa dita Confraria per ciascuna vegada, que contraferen, y quant volen ser Mestre, que ningu *esaminat* puga fer mes de un de los dits offisis, vol diure, sia primer esaminat de ciascu offisi con voler fer, y prestar esamen ains de pagar tres lliures a la Confraria, vint sous al Secretari de ciudat per la carta de esamen, y dos reals de estrenes alls Massers com se he stat dit.

19. Item. Per quant se ha vist per esperiencia haver patit la dita Confraria notables dayns per non aver dat compts los Majolars, y Clavair de aquella de lars administracions ciascun ayn, com son obbligats, per lo que se ordena, que ciascun ayn lu segous dia di genner lu Magioral, y Clavari de dita Confraria, que havran dar dits comptes, y comptes de la llurs amministracions al Magioral, y Clavari, y se lis fattare accullir tant del Confrares le dits offisis, come de altres bandas, vel alias, y cessin de accullir del dia de S. Aloi, que es el primer de d.bre fin al prim de genner, que es un mes, y no

Digitized by Google

accullint tot en dit mes de espera lo paguen de llurs biens propris lo dit dia de dos de genner, que daran los comptes sens escusa alghuna de contrari, y no dunant dits comptes dit dia de dos de genner cajan en pena dits Magiorals, y Clavari de tres lliures applicadas a dita Confraria sens remissiò, salvo just impediment, del qual se ferà costar.

20. Item. Se resumen dits Magistrats Consellers, y assi a llur successors que se alguna differencia vi sarà entre los Magiorals, y Clavari, o entre ells, y dits Confrares, de que loque tra ells sia declarat hase de passar prest tra ells, y de mes Confraria de dita ciudat, y los veditors faghen de aquells, y si dubita algu, o declarassiò, o intelligencia, o ambiguitad, o casa alguna o scusa sia a los dits capitols, ques fus magnifichs, y no altri lo deban dir, y declarar per las raons sobredites.

21. Item. Se ordena que dits Mastres, ossia Majorals depan de jurar, tenir, y servir les sobredites ordinassions y de esser convengut ab consentiment des Magiorals, y Clavari de dita Confraria sot pena de una lliura de sera applicada a la dita Confraria per ciascuna vegada, que serà incurrit.

22. Item. Se ordena, que tots los mestres foresters, que porteran faena de ferrers a vendre en la ciudat pague ciascu alla vegada, que la porteran cinc sous a la dita Confraria (1).

23. Item. Se ordena que lu dia de S. Aloi al primer de settembre de ciascun ayn lo Magioral, y Clavari de la dita Confraria, que deban pesà de llurs offisis, apan, y depan eligir lo Maggioral, y Clavari nous per l'ayn venient, sens que entrevengan, y voten altres Magiorals, y aquel sia Magioral, y Clavari seran per l'ayn venient.

Dat. en la casa de la ciudat de Alguer a 22 de 9.bre del 1636 diuse trentasis — Don Francesch Sanna — Don Ambros Natter — Lo Dottor Diego Carola — Antoni Carta — Juan Scantello.

Signum ✠ meum Antoni Jayme Algherensis apostolica, et Regia auctoritate Publici Notari, et Magnificae istius civitatis Algarii Secretari, qui praeinsertas ordinationes et statuta factas et conditas, ac facta et condita per dictos Nobiles et Magnificos Dominos Regium Vicarium et Confrares eiusdem civitatis proprio calamo in his quinque praecedentibus paginis, et reliquum in presenti scripsi cum lineata in 2 pagina cosas — et in 3 linea lineatur — vuit lliures — eo, estres lliures por lo esamen, y sine; et in dicta 3 pagina superponitur interlineas — de sera — et de quibus subsignavi, subscripsi, et clausi.

XLIII*.

Statuti del Gremio, *ossia Corporazione degli* Agricoltori, *sotto la invocazione di S. Narciso nella città di Alghero.*

Dall'originale esistente nell'Archivio del Consiglio civico di Alghero.

. . . . . (2)

A honor, llohor, y gloria de Nostre Señor Deu Jesu Crist, y de la humil, e Imaculata Vergie Santissima Maria Mare sua, dels benaventurats Sant Miguel Arcangiel, San Juan de Porta latina, San Sebastia, y San Roch Patrons desta Ill.e y Mag.ca ciutat, y juntament del glorios Sant Narcis Advocat, y Patrò de tots, y en particular dels llavradors, y Pagiesos de esta ciutat.

Perquant aquells per la continua devociò al dit Glorios San Narcis, y miracles evidentes en circa la agricultura, *Plaga de la llagusta*, y altres; han elegit una capella en la Ill.e Santa Iglesia Cathedral per son cult, y veneraciò, y deven estar baix lo govern, y ordenassions de la ciudat, com son los demes Gremis de Officials, y capellas de la Santissima Annunciada, San Joseph, Sant'Elmo, Sant' Aloi etc. Pertant aguda madura consideraciò entre los Nobles, y Mag.s *Agusti Masala* Consellers lo present ayn governants, que son los Nobles, y Mag.s Agusti Masala, Dottor Pere Fattaccio, Simò Capurra, Francisch Carta, y Francisch Ignas Gerin, ensent ab la magior part dels llauradors, han fet, y determinat peraquè inviolabilment se observen ses ordenassions, y capitols siguents a honor y profit de dita capella.

1. Y primerament es estat ordenat per dits Nobles, y Mag.s Señors Consellers à tots los sobre dits del dit Gremi, y capella, y per augment de dita Confraria cascun ayn se hatgian de pleiar, y aiuntar en la Capella lo die del glorios Sant juntament ab un Conseller, y lu Notari de la casa de la ciudat, y alli han de eligir, y nomenar un Magioral, y Clavari per lo ayn es devenidor los quals Majoral, y Clavari fetgian de tenir una cassia, y lo libre, ont existen les presents ordinassions, y del noms de dits Confrares, y exigir les pecunies de dita Confraria, y cascun ayn un mes après de la festa del dit glorios Sant Narcis dar comptes, y rahò de llur administraciò en la casa del consell alls Mag.s Consellers, Majoral, y Clavari nous entervenient lo dit Notari de la casa, los quals Majoral, y Clavari hatzan, y sian obbligats soportar tots los carrecs, y traballs de dita Confraria sens premi algu.

2. Item es estat ordenat, que *sempre* cada dissate cascun Confrare hatia de pagar a dita Confraria dos diners, y per cada añada un quart de escut.

3. Item es estat ordenat, que sempre que algu dels Confrares sia malatt, lo Magioral, y Clavari lo hatzian de assistir, y mirar, y supplir la estrema necessidat ab los possibles de la capella.

4. Item es estat ordenat, que sempre que algun Confrare sia mallat, y que per lo Clavari, o Magioral sian avisats los altres Confrares per combregarlo, o entregarlo, y no hes valzian, y assisten, paguen per ciascuna vagada una lliura de sera a la capella; y la matexia pena de una lliura de cera incurrescan qualsevol dels Confrares, que no acudesca quant ha da ixir la bandera.

5. Item es estat ordenat, que dit Magioral y Clavari, que son, y seran de la Confraria, sean obbligats de las caritats de aquella cascun ayn en lo dia de la festa del glorios San Narcis fer dir, y celebrar los offisis divinals en la Seu, y fer dir una missa cantada en la setemana

(1) La *tassa* di *cinque soldi* che si doveva pagare alla cassa del *Gremio* (corporazione) da qualunque artigiano forastiero introducesse in Alghero oggetti della sua arte già fatturati, per venderli, equivaleva quasi a una proibizione d'introdurveli, o quanto meno inceppava la libertà del commercio e dell'industria. Ma questo sistema proibitivo era generale e del tempo.

(2) Nell'originale non si vede notato l'anno in cui questi *Statuti* furono deliberati; ma dal *proemio* si rileva che lo furono dopo quelli del 22 novembre 1636 che precedono (n.° XLII).

Digitized by Google

de dita festa, fer dir y celebrar un anniversari solenne per l'anima de *tots* los Confrares.

6. Item es estat ordenat, que qualsevol Narbonajo, o altre, que compre, o non tinga Juhù sia almès en dita Confraria, y gose de las matèxias preminencias, y suffragis pagant sas limosnas, y cumplint con los demas Confrares.

7. Item es estat ordenat, que dits Confrares hatgian de jurar, tenir, y observar las presens ordenacions, y de estar obbediens als andamens, y provisions de dits Magioral, y Clavari sot penal de una lliura de sera per cascuna vegada que contraseran applicadora a dita Confraria.

8. Item es estat ordenat, que los Maggiorals, y Clavari per escala o turno avisen als Confrares ben vists per fer les cates, o llimones de cada semana, y sempre que algu dels Confrares se resistesca en fer dites cates, pague lo que podria aecullir lo die, y la pena del inobediencia; y si se denia ad effectuar per falsetat, o insidia de dits Magiorals, y Clavari, la paguen ells de la sua borsa, de manera que al cap del ayn deven dar comptes de les cates, y limosinas de cada semana.

9. Item es estat ordenat, que los Clavaris, y Magiorals hatgian de pagar prontament en diner contans tot lo que lo dia dels comptes alcauserà la capella, y les annades, y demès limosinas.

10. Item se detenen los dits Nobles, y Mag.ª Señors Consellers sempre, y quant, y en circa dels subrescripts capitolos lo Magioral, y Clavari, y Confrares de dita capella tingan alguna questiò, o dopte toccant a la dita capella, lo hatgian ells de dicidir, y judicar sens intervenciò, ni appellaciò de altru ningu Jutge.

Y per que per ningu de los confrares de dita capella puix esser allegada ignorancia son estades fetas las presents ordinacions per los dits Nobles, y Mag.ª Señors Consellers, y lo ferman de llurs mans. — D.r Agusti Masala — Dottor Pere Fattaccio — Simo Capurra — Francesch Carta.

Lloc del ✝ sigill — D.r Ignas Scotto Secretari.

XLIV.

Prammatica *del re di Spagna e di Aragona Don Filippo IV, con la quale s'interdice rigorosamente ai giudici, ed a tutti gli officiali regii, ai quali era affidata in Sardegna l'amministrazione della giustizia, di esercitare la mercatura, o di applicarsi a negoziazioni aliene dal loro uffizio.*

(1638. — 30 marzo).

Dal Dexart, cap. cur. Regni Sardiniae, fol. 584 e seg.

El Rey

Nos Don Philipe per la gracia de Dios Rey de Castilla, de Aragon, de las dos Sicilias, de Hierusalem, de Portugal, de Ungria, de Dalmacia, de Croacia, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Cevilla, de Cerdeña, de Cordova, de Corsega, de Murcias, de Jaen, de los Algarbes, de Algezira, de Gibraltar, de las islas, y tierra firme del mar Oceano, Archiduque de Austria, Duque de Borgogna, de Brabante, de Milan, de Athenas, y Neopatría, Conde Abspurg, de Flandes, de Tirol, de Barcelona, de Rossellon, y Cerdaña, Marques de Oristan, y Conde de Gociano. Teniendo como tenemos particular cuydado, de que los Ministros de justicia, y haziendas de. todos mis reynos, por lo que combiene al buen govierno dellos, en particular al de Cerdeñan, acudan al ministerio des sus officios con diligencia, atencion, y sin respecto, ni contemplacion alguna, y esto no se puede conseguir, mezelandose ellos en tratos mercadurias, y comercios, que son los que divierten, y occupan à los juezes, y hazen partiales; porendi con tenor de la presente nuestra pragmatica sancion, en todos tiempos firme, y valedera, statuimos, ordenamos, y mandamos, so pena de mil ducados, y suspension de sus officios, y otras à nuestro arbitrio reservadas, que ninguno de los subredichos Ministros pueda contratar, ni tener parte, ni compañia en tiendas, arendamientos, ni otros negocios, excepto en cambios, de la misma manera que se ordenò y decreto para los de la audiencia de Cathaluña, por el Rey mi Señor, y Aguelo, que haga gloria, en el cap. 38 de las Cortes, que celebrò en aquel Principado el año 1599. Otrosi porque es tambien conbeniente que todos los Ministros de nuestro, real patrimonio, mayores, y menores, principales, et substitutos en dicho reyno de Cerdeña acudan al ministerio de sus officios con toda punctualidad, y rectitud, sin que den muestra, ni sombra, que se mesclen, en arrendamientos, ni otras cosas de nuestro real patrimonio, ni hagan trato en semeiantes cosas, statuimos, ordenamos, y mandamos, que ninguno de los susodichos Officiales y Ministros de nuestro patrimonio, maiores, y menores en especial del officio de Procurador Real, Maestre racional, y Thesorero, no puedan contratar, ni contraten por si, ni por interpuestas personas en ningun arrendamiento, Tretas de Trigo, y Legumbres, ni en otras cosas que se arrendaren, y vendieren en nuestro patrimonio, so pena de mil ducados, y de pagar al doble de lo que contrataren, y suspension de sus officios, y otras a nuestro arbitrio reservadas, sobre lo qual mandamos al nuestro Lugartiniente, y Capitan general, regente la Cancilleria, y Doctores de nuestra Real Audiencia, Presidente, Governadores, Reformadores en los cavos de Caller, Gallura, Sasser, y Logudor, y demas officiales, y ministros nuestros maiores, y menores en el dicho reyno, que al presente son, y adelante fueren, a quien tocare el computo desta nuestra pragmatica sancion, que guarden todo lo en ella contenido, y lo hagan guardar, y observar inviolablemente, y contra ella no hagan, ni vengan en manera alguna, por qualquier titulo, causa, ò raçon, si nuestra gracia les es cara, y demas de nuestra ira è indignacion en las penas sobredichas dezean no incurrir, en que caeran y damos por incurridos, como transgressores de nuestras reales ordenes lo contrario haziendo, y paraque llegne a noticia de todos, y no se pueda allegar ignorancia, queremos y mandamos, que la presente nuestra pragmatica sancion, se publique en las ciutades de Caller, y Sasser, y en las demas partes del dicho reyno en la forma acostumbrada, y que en testimonio de la

Digitized by Google

publicacion, se registre despues en el libro de cartas acordadas, q̄ hay en nuestra Real Audiencia, y en los del officio de Maestre racional, Procuracion real, y Thesoreria, y que lo mismo se haga en el Tribunal de la Governacion de Sasser, paraque perpetuamente que de memoria de lo que en esta parte se ha de observar, y guardar. En testimonio de lo qual mandamos despachar las presentes con nuestro sello real comun en el dorso selladas. Datum en la nuestra villa de Madrid, à 30 dias del mes de Março, año del nacimiento de nuestro Señor Jesu Christo 1638. Yo el Rey. V. Marchio Praeses. V. Dux Thesaurarius generalis. V. Don Franciscus de Castelvi Regens. V. Don Salvator Fontanet Regens. V. Bar. Navarro de Arroyta Regens. V. D. Franciscus Leo Regens. V. D. Franciscus Vico Regens. V. Femat pro Cons. gener.

XLV.

BANDO *del principe di Melfi Don Gio. Andrea Doria, viceré e capitano generale di Sardegna, riguardante l'ordinamento, la disciplina, i doveri, le esenzioni, e i privilegi della Milizia nazionale.*

(1639 — 15 settembre)

Dal DEXART, Cap. Cur. Regni Sardiniae, pag. 512 e seg.

Lo Rey de Castella, de Arago, de Sardeñya, etc.

Ara hojats que os notifica, mana, y fa à saber lo Illustrissim y Excellentissim Señor Don Juan Andres Doria, Princip de Melphi, Marques de Torrilla, y Sant Esteva, Compte de Loan, Señor de Garbana, y Gremiasco, y del Valle del Estalambo, Marques de Bardi, Compte de Campiano, Gran Prothonotario del regne de Napols, del Consell de S. C. R. Magestat del Rey nostre Señor, e per sa Magestat Lochtinent, y Capita General de tot lo present regne de Sardenya, y Capita General de la Esquadra de las galeras del mateix regne. — A tot hom generalement de qualsevol grau, nacio, condicio, ò STAMENT sia, que havent se confiderat quant conve al servisi de sa Magestat, y defensa de aquest son regne, que estiga en son degut punt, estimacio, observaccio, y militar disciplina la gent de guerra del regne; y haventse casi olvidats los ordens, que sobre aço hi ha, en execussio de las particulars, que se tenen en esta materia de sa Magestat, en ocasions, y conjunturas, que es necessari viure ab molta vigilancia, y desuelo, por los intentos que poden tenir los enemichs de sa Corona contra aquest regne, ventse *Armadas maritimas de* FRANCESOS *per la mar, y teninse nous avisus, que tornan à ixir los* PIRATAS *de* BARBERIA *ab numero de galeras*, sa Excellencia, presa deliberasio en la REAL AUDIENCIA, y aquella insiguint, hà resolt, ordenat, y manat lo siguent:

1.° Primerament, que en conformitat del acostumat hatgiant los SERGENTS MAJORS de tots los CAPS de CALLER y GALLURA, SASSER y Logudor, pendre cada añy las dos MOSTRAS GENERALS (rassegne generali), exercitant en ellas la gent, y ajustant las compañias al numero que conve, y obligantlos conforme à las obligacions que tendran, ab assistencia del capita de la Compañia, Consellers, Sindichs de las ciutats, viles, y llochs, del qui podran portar *bochas de foch*, que se provehescan dellas, como de *espadas*, y demas provisions de guerra, y altras; seguint lo mateix ordre de *llanzas* y *espadas*, y aço imposantli las penas acostumadas à los qui faltaran.

2.° Que axi en aço, com en ocasio de ditas MOSTRAS se observe lo que esta dispost en los CAPITOLS de CORT, peraque los vassalls no tingan vexacio, ans bé cumplan ab sa obligacio que tenen, ab declarassio que de las penas sobreditas se señale una part per *Albricias* (premj) dels qui se señalan *en bon maneig de las armas*, y puntarias que en esta ocasio sen fan de competencias.

3.° Los demes SARGENTS, CAVOS y *troppas* cuyden de complir sos offisis, y estar prompts à las ocasions que se offeriran de fer venir la gent, *y acudir al soccorso*, conforme al repartiment, hont demanarà la ocasio, observant los ordens que se lis ha dat, y se lis darà, y juntament tindran compte de que los CAPITANS y OFFICIALS en tot correspongan à lo que demanan sos offisis.

4.° Que dits CAPITANS y Officials tingan obligassio de conservar las compañyas y com se hà dit de no faltar à las occasions, y al que deven, mostrant tota puntualitat, y deguda observancia, peraque, *nuerexent en lo servissi, pugan anar alcançant majors mercedes, y puestos.*

5.° Que los COMMISSARIS GENERALS *de la cavalleria* de tots los dos CAPS també a son temps prengan las MOSTRAS GENERALS, y dispondran en lo govern de la *cavalleria* ab los demes CAPITANS y OFFISSIALS lò mateix que està dispost, y ordenat per la INFANTARIA (nei precedenti quattro capitoli).

6.° Y perque se hà conegut, que en moltas ocasions, que se offerexen *en desembarcar, ò de acudir à soccorrer, y hà dilacio en acudir encontinent la gent, y que per pocas horas tal volta pot succehir un inconvenient, y desorde*, se hà determinat, que en cada compañia, axi de INFANTERIA, com de CAVALLERIA, se fassa una nominassio de *soldats habils*, y previnguts per *qualsevol orde, y fasio*, y que sia al numero de la tercera part de dita compañia, declarant en *las de cavaill* se procure adelantar el numero dels *pedriguals*, tant almanco que passen la tercera part de la compañya de deu, ò dotze soldats, peraque pugan a questos mes de la dita tercera part entrar à las plassas que auiran vacant, y entrant, cumplir las demas factions de la milicia; y a los que estan obligats, los que no entran en la exemptio de los nomenats, y puix sa obligassio hà de ser de no faltar *à qualsevol rebato*, peraque despres, conforme à la occasio, *puga anar acudint tot lo gros, y numero de la gent* y cada primer *diumengie de mes haurans los* CAPITANS y OFFISSIALS *de disciplinar los dits nomenats* (far fare gli esercizii militari).

7.° Que las exempcions, que se aniran aqui declarant, que hatgian de tenir la gent de guerra, hà paregut darlis matgiorma, son las siguientes.

8.° Las exempcions, y preheminencias, que se donan als *Capitans* y *Officials*, com à la demes gent de guerra.

9.° Que los CAPITANS gosen las matexas preheminencias, y prerogativas, que los demes CAVALLERS del REGNE, sens perjudisi de la jurisdiction dels BARONS.

Digitized by Google

10. Item que no sian obligats à dar *lo forment del affor del escrutini*, del que effectualment harant cullit de la llaurera de sas terras proprias, ques provehex à la Ciutat. (Esenzione dall'obbligo di contribuire con la vendita del grano raccolto nelle proprie terre, e superiore ai proprii bisogni, alla formazione di un *fondo formentario* pel Comune).

11. Que no sols pugan portar las *armas prohibidas*, pero tumbe las *tercetas* per anar *à cavaill*, tal que sian de la *medida* que se platica.

12. Que axi els, com los TINENTS, ALFERES, y SARGENTS sian exemptos, y llibres de *qualsevol tassa, y repartiment* de las que se fan en los llochs, y vilas, *exceptuadas emperò las rendas del real patrimoni, donativs fets, ò purà fer del* REGNE, *y lo que tocarà al* BARO *del* FEUDO.

13. Item, que en las causas criminals tots los dits CAPITANS y TINENTS no sian subjectes als Tribunals, mas que solament al del Capita General.

14. Que dits Offisials tingan lisensia *de portar armas vedadas*, excluint las *tercetas*, que tant solament se hà concedit als CAPITANS.

15. Que los matexos Offisials no pugan ser executats personalment per deutes particulars, sino ab llicencia expressa de la REAL AUDIENCIA, ò de la GOVERNASSIO *de* SASSER, si ya no haguessen ells lliberament *renunciat lo privilegi*.

16. Item, que los SOLDATS tingan lissensia *de portar las armas*, y los de la CAVALLERIA *sos* pedrenals en la forma que se acostuma.

17. Que sian franchs, y exemptos dels manements personals, si no es por la *obligassio del* FEUDO, y per occasion precisa de haver de assistir als BARONS, y Officials, axi de Sa Magestat, com de dits BARONS, por lo que poden demanar los gustos forcosos, en los quals se haura de valer dells per compliment del respecte, y observancia que se den, y per causa de cumplir los ordens, qui hixiran desta Real Audiencia.

18. Item, que no pugan ser executats axi *en las armas*, com en *los cavalls*.

19. Item als SOLDATS *adelantats*, y nomenats de mes à mes, se concedeix que per deutes particulars, exceptuant los Reals, y de Barons, no pugan ser executats, ni apremiats, si no ab lliçençia de la REAL AUDIENCIA, ò de la GOVERNASSIO de SASSER, si ya no haurà renunciat lo privilegi, que tenint *causas civils, ò criminals*, se despachen encontinent, y en los recursos als Tribunals en ygual grau, y causa, tingan la primera entrada.

20. Ad aquestos matexos se concedeix la total exempcio de qualsevol manament personal, exceptuant los ordens que se daran, en los quals se haurà de declarar, que ells acudan, y los que hauran de executar dels Barons *per la obligacio del feudo.*

Y perque los CAPITANS, com los OFFICIALS, y demes SOLDATS se animen, y merescan servint, se concedeix als CAPITANS privilegi de que tingan antelacio als demes pretensors dels puestos mayors de *milicia del* REGNE, y axi als TINENTS de puesto de CAPITANS, y als ALFEREZ de TINENTS, y al SERGENT immeditament de ALFEREZ, y per ultim, que sol dels matexos SOLDATS nomenats pugan anar entrant en los dits puestos, ab declaracio, que en cada Companya, de infanteria tambe, se faxa TINENT, puix com se hà fet nominacio de gent, la qual encontinent hà de acudir à totas ocasions sempre ab lo cos de la Companya, ò lo CAPITA, ò LOCHTINENT.

Que haventsse tingut considerasio à que molts, debaix color de ser SOLDATS, portan armas prohibidas, se ordena, per evitar esta malicia, que se castiguen los qui tal fan, y que tot los qui *estan privilegiats*, en virtud desta, hatguàn de presentar las *patents* de los dits *privilegis*, que se lis concedeix, als OFFICIALS, y IUTGIES dells llochs dius de trenta dies, peraque prendan nota dellas, y de los SOLDATS las *fes* que lis daran los CAPITANS *de star assentats*, y que estos *privilegis*, y *fes* los SOLDATS porten ab si quant van per camin, perque encontrant ab la justicia, no tingan destorbe, sot pena, que no executant lo sobredit, no podran valerse de las *exempcions* concedidas.

Y perque à tots sia notori, y ningu ignorancia allegar puga, mana Sa Excellencia se guarden, y observen todes, y sengles coses ab la present CRIDA contegudas, declaradas, y expressadas, y ser publicadas *à so de atambors, y trompetas* en la present Ciutat de CALLER, y sus *apendisis*, y en les demes CIUTATS, VILES, y LLOCHS del present REGNE. Dat. en Caller als 25 de septembre 1639 (1).

JUAN ANDRES DORIA LANDI.

XLVI.

Diploma regio relativo alla carica di presidente e capitano generale dell'isola di Sardegna sotto il dominio spagnuolo, dal quale risultano i dritti, i poteri, le onorificenze, e gli obblighi ch'erano annessi a quell'eminente uffizio.

(1640. — 30 marzo).

Dal DEXART, Cap. Cur. Regni Sardiniae, fol. 503 e seg.

Nos Philippus Dei gratia Rex Castellae, Aragonum, Legionis, utriusque Siciliae, Hierusalem, Portugalliae, Ungariae, Dalmatiae, Croaciae, Navarrae, Granatae, Toleti, Valentiae, Galitiae, Majoricarum, Hispalis, Sardiniae, Cordubae, Corsicae, Murtiae, Giennis, Algarbii, Algezirae, Gibraltaris, Insularum Canariae, nec non Indiarum Orientalium, et Occidentalium, Insularum, ac terrae firmae Maris Oceani, Archidux Austriae, Dux Burgundiae, Brabantiae, Mediolani, Athenarum et Neopatriae, Comes Abspurgi, Flandriae, Tirolis, Barchinonae, Rossilionis, et Ceritaniae, Marchio Oristanei, et Comes Goceani. Cum opporteat aliquem sufficere virum, qui (dum persona per nos nominanda ad exercendum numera nostra Locumtenentis, et Capitanei generalis in dicto nostro Sardiniae

(1) Prima di questo BANDO, o PREGONE, n'esisteva un'altro del vicerè duca di Almonazir, e conte di Pavia, pubblicato nel 10 novembre 1632. E dopo questo del Doria, ne furono successivamente pubblicati altri somiglianti dai vicerè di Sardegna, duca di Avellano nel 7 dicembre 1643, duca di Montalto nel 17 gennaio 1647, cardinale Triulzio nel 28 novembre 1650, conte di Lemos nel 10 settembre 1656, e don Bernardino Mattia di Cervellon nel 9 marzo 1657. — Con siffatti provvedimenti il governo spagnuolo suppliva al difetto di truppe regolari nell'isola, organando militarmente la milizia nazionale, che fu sempre il più sicuro baluardo di difesa contro i nemici esterni, e mantenne l'ordine interno, anche in mezzo ai rivolgimenti politici che quindi seguirono.

Digitized by Google

regno, ad ipsum se conferat) ministerium iustitiae, et gubernii in rebus, tam pacem, quam bellum concernentibus, aliaque faciat, quae pro nostro servitio, et statui necessaria videantur, menti occurristi nostrae, tu Nobile Magnifice, ac dilecte Consiliarie noster Don Didace de Aragall Miles Ordinis, et Militiae sancti Jacobi de Spata, Gubernator, et Reformator in Capitibus Calaris, et Gallurae, cui propter servitia in dictis muneribus per spatium multorum annorum, et bis in viceregia eiusdem regni et in Praesidentia, et Capitania generali pro tempore octo mensuum, aliisque variis in rebus, et occasionibus de tua virtute, et prudentia specimen dedisti, nobis praestita, et impensa; dictam Praesidentiam, et Capitaniam generalem, dum ut est dictum persona, quae dictis numeribus nostri Locumtenentis et Capitanei generalis per nos nominanda inservire incipiat, tibi dicto Don Didaco de Aragall concedimus, committimus et commendamus. Tenore igitur praesentis de nostra certa scientia, regiaque auctoritate deliberate et consulto te dictum Don Didacum de Aragall eiusdem nostri Sardiniae regni Praesidem et Capitaneum generalem, interin quousque de dictis numeribus nostri Locumtenentis, et Capitanei generalis aliter per nos provisum fuerit, et non ultra, creamus, nominamus, eligimus, et deputamus, et in Locumtenentis et Capitanei generalis locum sufficimus, ita ut in eodem regno omnia necessaria provideas, quae ad dictum munus spectent, ac id exerceas, personam nostram repraesentans, universisque, et singulis dicti regni personis cuiusvis status, gradus, et condictionis existant, Tribunalibus et Officialibus quibuscumque praeferaris, omnibusque iniungas; iurisdictionem quoque supremam et infimam, merumque et mixtum imperium, cum omnimoda gladii potestate nostris vice, et potestate exerceas, eaque omnia facias, exequaris, ordines, et provideas, quae eiusdem regni tutionini, iustitiae administrationi, et patrimonii nostri regii conservationi et augmento necessaria visa fuerint, et opportuna, et quae nos ipsi faceremus, et facere possemus, si personaliter interessemus, etiam si talia forent, quae circa administrationem munerum praedictorum expressam mentionem, et mandatum exigerent magis speciale, quam praesentibus est expressum, et concessum, et quae non nisi per nos fieri possent. Nos enim ad omnia, et singula praedicta, cum incidentibus, et emergentibus ex eis amplissimam facultatem, auctoritatem, et vices nostras, cum libera et generali administratione illa, eidem Don Didaco de Aragall (interim et quousque de dictis muneribus alia persona per nos provisa fuerit, ad idemque se conferat regnum) concedimus, et elargimur, nec non cum salario annuo ordinario, auxilioque sumptus, Praesidentibus regni praedicti dari solito, et consueto, quod per eum ad quem spectet exolvi, et per Magistrum Rationalem Curiae Regiae eiusdem regni pro eodem tempore, quo dictum praesidis munus, et Capitanei generalis rexeris, et exercueris servatis servandis in comptum admitti volumus, dubio, difficultate et aliis impedimentis cessantibus quibuscumque. Quapropter admodum Reverendos, in Christo Patres quoscunque Archiepiscopos, Episcopos, Abbates, Priores, et alias ecclesiasticas personas requirimus, et hortamur Regenti Cancellariam, et Doctoribus nostrae Regiae Audientiae, Judicibus Curiae, Advocatis, et Procuratoribus fiscalibus, et patrimonialibus, Gubernatori quoque, seu Reformatori in Capite Sassaris et Logudorii, Regio Procuratori, Magistro Rationali ac Regenti nostram Regiam Thesaurariam, Vicariis, Subvicariis Potestatibus, Alguaziriis, et aliis Officialibus, et subditis nostris, Ducibus, Marchionibus, Comitibus, Vicecomitibus, Baronibus, Militibus, et aliis generosis personis, et quibuscumque aliis subditis nostris in praedicto nostro Sardiniae regno, constitutis, et constituendis dicimus, et iubemus, quod te dictum Don Didacum de Aragall interim, et quousque de dictis nostris Locumtenentis, et Capitanei generalis muneribus persona per nos nominata fuerit, et ad idem se conferat regnum, pro Praeside et Capitaneo generali, et superiore habeant, et teneant, reputent, et revereantur, tibique tanquam personae per nos creatae et nominatae, et nostram repraesentanti, tuisque mandatis, veluti nostris obtemperent, pareant, obediant, atque assistant, et nullatenus contrafaciant, vel veniant, aut aliquem contrafacere, vel venire permittant ratione aliqua, sive causa, si dictae ecclesiasticae personae uobis morem gerere, caeteri vero Officiales, et subditi nostri praedicti gratiam nostram caram habent, ac praeter irae, et indignationis nostrae incursum, poenam florenorum auri Aragonum duorum mille nostris regiis inferendorum aerariis cupiunt evitare. Volumus autem, quod antequam praesentibus litteris utaris, illas in officio Secretarii nostri registri gratiarum praesentare tenearis, ut ibidem premissorum ratio sumatur, de quibus per annotationem dicti Secretarii in eisdem factam constet, quod si praedicta intra quadrimestre a die datae praesentium non adimpleveris, personae, seu personis ad quam, seu quas praedictorum executio spectet dicimus, et iubemus, quatenus praesentem gratiam non admittant, quia eam nullius roboris, et momenti esse declaramus. In quorum omnium fidem, et testimonium praemissorum, praesentes litteras patentes fieri iussimus, regio comuni sigillo a tergo munitas. Datum in oppido nostro Madriti die trigesima martii, anno a Nativitate millesimo sexcentesimo quadragesimo. Yo el Rey. Vidit Cardinalis V. Caravajal. Agurto pro Thesaurario generali. V. Vico Regens. V. Bayetola Reg. V. Magarola Reg. V. Villanueva pro Conserv.

XLVII*.

Diploma di laurea in medicina spedito dal cancelliere della Università di Pisa a Francesco de Santu *di Simone, cittadino ed allievo della Università degli studi di Sassari, nel quale è testualmente riportato il giuramento e la* professione di fede, *che si prestavano dai* candidati *dopo l'esperimento, e prima di conseguire il grado, i dritti, e le insegne dottorali.*

(1640 - 1641 stil. pis. - 21 giugno).

Dall'originale posseduto dall'autore del presente Codice Diplomat.

In Dei nomine. Amen.

Scipio de Pannocchiefchis nobilis patritius Senensis, ex comitibus Ilcij, Dei, et Apostolicae sedis gratia Archiepiscopus Pisanus, insularum Sardiniae et Corsicae

Digitized by Google

Primas, et dictae, sedis Apostolicae in eis legatus natus, nec non Pisani almi gymnasij Apostolica Cesareaq̄. authoritate Cancellarius, eoq̄. in infrascripto actu absente, Nos Petrus Ioannes Lantes, nobilis Pisanus I. V. D. Archidiaconus Primatialis Ecclesiae Pīs. Abbas SS. Nazzarii, et Angeli Casalis Verij, Prothonotarius Apostolicus, utriusq̄. signaturae Sanct.mi Dñi Nr̄i PP. Referendarius, Vicarius, ac Locumtenens generalis ab eo, ad infrascripta oīa, et singula specialiter constitutus, et deputatus universis, et singulis praesentes nr̄as inspecturis salutem in Dño sempiternā. Cum inter caeteras in toto orbe terrarum venerandas, et famosas Academias, et clarissimorū Doctorū universitates Pisana, multis ornamentis, et privilegiis honestata maxime fulgeat, in qua etiā ad Doctoratus, et magisterij publicam, et eminentem dignitatē Pontificia, et Caesarea authoritate sublimantur, et extolluntur illi, quos longo exercitio labore studio disciplina, et ingenio, sum̄is vigiliis omni deniq̄. conatu, et nixu, spraetis, et relictis voluptatum illecebris, se se doctrinae penitus dantes Sacras, et pene Divinas Philosophiae Maedicinaeq̄. scientias adeptos, maximis laudibus, ac verissimis testimoniis accurate reperit probatissimos, et quos certamen generalis, et rigorosi examinis, coram Nobis, et Venerādo Philos. et Medicorum Collegio, per concurrentē virtutū copiā meritorumq. Excellentiā, ita promovet, ut Doctoreis infulis privilegiis praerogativis honoribus, et dignitatibus veniant decorādi. Cum itaq̄. egregius, ac eruditus Vir moribus modestus ingenio acutissimus doctrina praeditus, et scientiarū cognitione praeclarus Dñs Franciscus de Santu Turritanus, filius Simeonis de Santu, qui sua florente aetate in caeleberr. Sassareñ. et Pisano gymnasiis per quinquenniū assiduis exercitatus vigiliis, Philos. et Maedic. sollicitā, et curiosā operam iugiter impendit, et navavit scholasticosq̄. actus arguendo conferendo disputando, et exercendo de hinc fuerit legittime coram Nobis Vicario, et Vicecancellario, praefato praesentatus p̄. mag.cos et eximios Viros, in Philos. et Maedic. Doctores Excell.mos

D. Oliverium Celatam Pisanum,
D. Franciscum Segherium a Montecarolo,
D. Dominicum Vineam Florentinum,
D. Bartholomeum Talentonium Fivizanensem,
D. Iulium Bellavitam Pisanum,
D. Andream Checcaccium Pisanum,
D. Ioannem Baptām de Fratangiolis Pientinum,
D. Ioannem Baptām Ruschium Pisanum,
D. Peregrinum Coluccium a Montecarolo,
D. Constantinum Vineam Florentinum,
D. Franciscum del Rosso de Blentina,
D. Raineryum de Damianis Pisanum,
D. Cammillum de Studiatis Pisanum, et
D. Marcum Grossium de Blentina.

Promotores suos, in eodem Pisano almo gymnasio publice legentes examinandus, et approbandus, in sacra Philos. divinaq̄. Maedic. et ob hoc se subiecerit arduo, ac rigoroso examini privato nr̄o, et clarissimorū Doctorū, Sacri Collegii Philos. et Maedic. civitatis Pisanae in quo quidem examine dictus D. Franciscus puncta sibi de more In Philos. et Maedic. externa die, hora xij assignata Vs̄. In Philos. Tex. 69 p̄mi Phys. subiect. autem etc. In Maedicina vero Aphor. 9 p̄mae sess. coniettari itaq̄. etc. miro ordine recitando, et argumentis acute, et subtiliter non tam scholastico, quā doctoreo, quidem more respondendo, adeo docte, et bene se gessit, et ita, ac taliter se habuit, ut comuni dicti Collegii voto, et consensu, unanimi nemine *penitus penitus* discrepante dignissimus existimatus fuerit, ut sacrae Philos. divineq̄. Maedic. ornamentis gradu et insignibus faeliciter honestaretur. Nos igitur consilio concordia comuni consensu, et unanimi voluntate Collegii praedicti in sufficienti numero collegialiter de nr̄o mandato congregati, eundem nobilem, et praeclarū Virū D. Franciscum ante dictum praevio processu praecedente, et habita diligenti informatione de fide Catholica, et ipsius Religione, et iuramento praestito in manibus nr̄is iuxta formam Bullae per eū lectae felicis recordationis Pij PP. Quarti, super iuram.to praestādo, et professione facienda, sub Datū Romae apud S. Petrū Añno Incarn.is Dñicae M. D. LXIIIJ, idibus Novembris, Pont.s sui anno quinto, cujus professionis, et iuram.ti forma, nunc describitur ad verbum Ss̄. Ego Franciscus de Santu, firma fide credo, et profiteor omnia, et singula, quae continentur in Symbolo fidei quo Sancta Romana Ecclaesia utitur Vs̄. *Credo* in unum Deum Patrem Onnipotentē factorem Coeli et Terrae visibilium omniū, et invisibilium, Et in unū Dñm Iesum Xp̄um filium Dei unigenitum, Et ex Patre natum ante omnia secula, Deum de Deo, lumen de lumine, Deum verum de Deo vero, Genitum non factum, consubstantialem Patri, per quem oīa facta sunt, Qui propter nos homines, et propter nostram salutē descēdit de Coelis, Et incarnatus est de Spiritu Sancto, ex Maria Virgine, Et *Homo factus est*, Crucifixus etiam pro nobis sub Pontio Pilato, passus, et sepultus est, Et resurrexit tertia die secundum scripturas, Et ascendit in Coelum, sedet ad dexteram Patris, et iterum venturus est cum gloria iudicare vivos, et mortuos, cuius regni non erit finis, Et in Spiritū Sanctū Dñm, et vivificantem, Qui ex Patre filioq̄. procedit, qui cum Patre, et Filio simul adoratur, Et conglorificatur, qui locutus est per Prophetas, Et unā Sanctā Catholicā, et Apostolicā Eccliām. Confiteor unū Baptisma in remissionē peccatorū, Et expecto resurrectionem mortuorū, Et vitam venturi saeculi Amen. Apostolicas, et Ecclaesiasticas traditiones reliquasq̄. eiusdem Ecclesiae observationes, et constitutiones firmissime admitto, et amplector, Itē Sacram scripturam iuxta eum sensum quem tenuit, et tenet Sancta Mater Ecclia, cuius est iudicare de vero sensu, et interpretatione sacrarū scripturarū, admitto, nec eam unquā nisi iuxta unanimē consensum Patrū accipiā et interpretabor, profiteor quoq. septem esse vere, et propriae Sacram.ta novae legis a Iesu Xp̄o Dn̄o Nr̄o instituta, atq. ad salutem humani generis Is̄. non omnia singulis necessaria Ss̄. Baptismū Confirmationē Eucharistiam Penitentiā Extremam Unctionem Ordinem et Matrimonium, illaq. gratiam conferre, et ex his Baptismū Confirmationē, et Ordinem sine sacrilegio reiterari non posse, receptos quoq. et approbatos, eiusdem Eccliae Catholicae ritus in supradictorum omniū Sacramentorū solemni administratione recipio, et admitto, omnia, et singula, quae de peccato originali, et de iustificatione in Sacrosancta Tridentina Synodo tradita, definita, et declarata fuerunt amplector, et recipio, Profiteor pariter in Missa offerri Deo verū, propriū, et

Digitized by Google

propitiatoriū Sacrificiū pro vivis, et defunctis, atq. in Sanctiss.° Eucharistiae Sacram.to esse vere realiter, et substantialiter corpus et sanguinē, una cum anima, et Divinitate Dñi Nri Iesu Xpi, fieriq. conversionē totius substantiae panis in corpus, et totius substantiae vini in sanguine, quam conversionem Catholica Ecclia transubstantiationem appellat, fateor etiam sub altera tantū specie totū, atq. integrū Xpum, verumq. Sacram.m sumi, constanter teneo Purgatoriu esse, animasq. ibi detentas fideliū suffragiis iuvari similiter, et sanctos, una cū Xpo regnantes, venerandos, atq. invocandos esse, eosq. orationes Deo pro nobis offerre, atq. eorum reliquias esse venerādas, firmiter assero imagines Xpi, ac Deiparae semper Virginis, nec non aliorū Sanctorū habendas, et retinendas esse, atq. eis debitū honorem, ac venerationem impartiendam, Indulgentiarū etiam potestatem a Xpo in Ecclia relictam fuisse, illarumque usum Xpiano populo maxime salutarem esse affirmo, Sanctā Catholicam et Aplicam Rom. Eccliam, omniū Ecclesiarū Matrē, et Magistram agnosco, Romano Pontifici, Beati Petri Apostolorum Principis Successori, ac Iesu Xpi Vicario, verā obedientiā spondeo, ac iuro, caetera item omnia a Sacris Canonibus, et Oecumenicis Conciliis, ac praecipue a Sacrosancta Tridentina Synodo tradita, definita, et declarata, indubitanter recipio, atq. profiteor, simulq. contraria omnia atq. hereses quascumq. ab Ecclesia damnatas, et reiectas, et anathemizzatas, Ego pariter damno reicio, et anathematizzo, hanc verā catholicam fidem, extra quam nemo salvus esse potest, quā in presenti spōte profiteor, et veraciter teneo, eandem integram, et immaculatam, usq. ad extremū vitae Spiritū constantissime (Deo adiuvāte) retinere, et confiteri, atq. a meis subditis seu illis, quorum cura ad me in munere meo spectabit, teneri, doceri, et praedicari, quantū in me erit curaturū, Ego idem Franciscus, spondeo, voveo, ac iuro (sic me Deus adiuvet) et haec Sancta Dei Evangelia, ac etiam iuram.to praestito in manibus nris, de observanda constitutione faelic. Record. Pij PP. Quinti, aedita, spectante, et pertinente, ad Dños Maedicos sub datā Romae apud S. Petrum, sub anulo Piscatoris, die viij martii 1566, Pont.s sui anno pmo, et super Cathedram constitutum, in Nostri, et aliorū praesentia diligenter examinatū Catholicū, et Religiosum repertum simul, et approbatum, diximus, pronunciavimus, et declaravimus, sufficientissimū doctiss.m et meritiss.m ad habēdum consequendum, et obtinendum licentiā, publicū gradum, et solita doctoratus insigna, in Sacra Philos. divinaq. Maedic. facultatibus, suprascriptis illiq. tunc authoritate superius plenissime demandata, qua in hac parte fungimur uti meritiss.° Philos. et Maedic. Doct. in eisdem legendi, docendi, glosandi, disputandi, consulendi, interpretandi, examinandi, ac iudicandi, Cathedram Magistralem ac Doctoralem ascendendi, illamq. regendi, caeterosq. Doctoreos actus, et Magistrales Pisis, et ubiq. locorum, ac terrarū publice exercendi, plenā, liberam, ac omnimodam potestatem licentiā, et facultatem, cedimus, damus, et concedimus, per has nras ipsum Nobilem, et Preclarum Virum D. Franciscum pronunciantes, affirmantes, et declarantes Philos. et Maedic. Excell.um esse Doctorem, receptis postremo, per eum ab eodem Excell.mo Philos. et Maedic. Doctore D. Oliverio de Celata, Compromotore suo suprascripto, ac aliorum suorū Compromotorum, nomine ipsarū facultatū, et gradus solitis doctoratus insignibus, libro Sz. clauso mox aperto, Birrectoq. vice laureae eius capiti imposito, ac demū anuli aurei subarractione, cū osculo pacis paternalibus, magistralibusq. benedictionibus, qui omnibus sic publice insignitus, et coronatus faelici coronetur in patria, per viventem in secula. In quorū omniū et singulorum fidem robur, ac testimoniū praemissorū praesens, hoc publicū instrum.tum autenticū in se continens privilegium, per $. Ioannem Franciscum Commaniniū, civem Pisanū Notarium nrum, et Archiepiscopalis Pis. Curiae Cancell.m substit: infrascriptū rogari, ac subscribi, iussimus sigilliq. eiusdē Ill.mi et R.mi Pisani Archiepiscopi appensione muniri, Dat. Pisis in palatio archiepiscopali, coram, et praesentibus ibidem, Exc. I . V . D. Dño Iuliano Lupio Pisano, Dño Gavino Zampello Turritano, Dño Iuliano Carrucchio eiusdē civitat. Et quā plurimis aliis testibus ad predicta vocatis habitis, et rogatis, anno ab Incarnatione Dñi Nri Iesu Xpi M.D.C.XXXXI stilo Pis.° indictione viij, Romano vero, atq. florentino M.D.C.XXXX die vero 21 mensis Iunii Urbano VIII Sumo Pontifice anno xvij sui Pont.s, regnante Ser.mo Principe Ferdinando Tertio, Dei gratia Romanorū Imperatore, et Sereu.mo Ferdinando Secundo Magno Ætrurie Duce Quinto dominante summe, felicissimo, et inclito pacis moderatore.

Iohannes Franciscus Comanninius
Canc. sub.

XLVIII.

Diploma del re di Spagna e di Aragona Don Filippo IV a favore di Don Fabrizio D'Oria duca di Avellano, col quale quel Monarca in premio dei servizi personali da lui prestati alla Corona per sedici anni nelle guerre d'Italia e di Fiandra, e in riconoscimento dei servizi già anteriormente prestati per terra e per mare alla stessa Corona dal di lui padre, avo e proavo, e dal di lui fratello Giovanni Andrea D'Oria principe di Melfi, lo crea suo tuogotenente generale (ex latere nostro dextero sumptum) *del regno, ed isola di Sardegna.*

(1610. — 3 settembre)

Dal DEXART, Capit. Curiar. Regni Sardiniae, fol. 490 e seg.

In Dei Nomine pateat cunctis, quod Nos Philippus Dei gratia, Rex Castellae, Aragonum, Legionis, utriusque Siciliae, Hierusalem, Portugalliae, Ungariae, Dalmatiae, Croatiae, Navarrae, Granatae, Toleti, Valentiae, Galitiae, Majoricarum, Hispalis, Sardiniae, Cordubae, Corsicae, Murtiae, Giennis, Algarbi, Algezirae, Gibraltaris, Insularum Canariae, nec non Indiarum Orientalium, et Occidentalium, Insularum ac terrae firmae Maris Oceani, Archidux Austriae, Dux Burgundiae, Brabantiae, Mediolani, Athenarum, Neopatriae, Comes Abspurgi, Flandriae, Tirolis, Barchinonae, Rossilionis et Ceritaniae, Marchio Oristanei et Comes Goceani.

Reges, et Principes, qui pro tot, tantorumque Regnorum, et Provinciarum a Divina providentia, humeris

Digitized by Google

impositum suis onus, intervallo, et distantia minime adesse, nec praesentes regere possunt, administrationem, atque gubiernum eorundem, talibus committere debent viris, quorum fide, et authoritate ab omni, tam internae hostilitatis vi, atque incursu tuta, et illaesa conserventur, rectisque legibus, atque institutionibus moderata, summa faelicitate atque otio perfruantur: sicque in illos magnam nostri oneris partem transferre possimus. Quamobrem memoria revolventes obsequia domus, et familiae tuae illustris, et consanguinei nostri Don Fabricii ab Oria, ducis de Avellano, Coronae nostrae regiae, per patrem, avum, proavum, et alios tuos ascendentes, partim belli classibus, scilicet triremium in mari Mediterraneo, et Adriatico generales, partimque pace insignes, taliter praestita, et impensa, et etiam per illustrem, et consanguineum nostrum Ioannem Andream de Oria principem a Melfi fratrem tuum, qui nobis in numeribus nostri Locumtenentis, et Capitanei generalis praefati nostrae Sardiniae Regni inserviendo obiit; supradictaque considerantes, et servitia acta in bellis Italicis et Flandriis per spatium sexdecim annorum, magna nostra cum satisfactione praestita: sperantes autem quod maiorum tuorum laudabilia, non solum imitare, sed et augere studebis, tam in dictis Locumtenentis, et Capitanei generalis eiusdem nostri Sardiniae regni muneribus, quam rebus omnibus tibi commissis; ideo his, et aliis moti respectibus, tibi dicto illustri, et consanguineo nostro Don Fabricio ab Oria duci de Avellano secure concedenda ad interim, et ad nostram meram et liberam voluntatem decrevimus. Tenore igitur praesentis de nostra certa scientia regiaque authoritate deliberate, et consulto te eundem Don Fabricium D'Oria, ducem de Avellano Locumtenentem nostrum generalem in dicto Sardiniae Regno ex latere nostro dextero sumptum, personamque nostram repraesentantem facimus, constituimus, creamus, et ordinamus, ex ipsoque latere nostro dextero ad nostram meram et liberam voluntatem delegamus. Ita quod tu, dicta nostra mera et libera voluntate durante in praedicto Sardiniae regno, et cunctis illius partibus sis Locumtenens generalis noster, ex latere nostro dextero sumptus, personam nostram repraesentans, locoque, et vice nostris praesis, et praeferaris, et imperes respectivae omnibus, et singulis archiepiscopis, episcopis, abbatibus, prioribus, praelatis, et religiosis personis, ducibus, marchionibus, comitibus, vice-comitibus, baronibus, nobilibus, militibus, et generosis personis, nec non civitatibus, villis, terris et locis, universitatibus, gubernatoribus, regenti cancellariam, et doctoribus regiae Nostrae Audientiae, iudicibus curiae, advocatis fiscalibus, et patrimonialibus, regio procuratori, magistro rationali, ac regenti thesaurariam, vicariis, subvicariis, potestatibus, alguaziriis, consiliariis, castellanis, quocumque usu et consuetudine, castella, terras, et fortalitia tenentibus, etiam ad usum, et consuetudinem Hispaniae, et demum caeteris omnibus officialibus, et subditis nostris, et personis quibuscumque tam maioribus, quam minoribus, et tam de gremio nostrae regiae Curiae, et extra, quam etiam quarumlibet civitatum, villarum, et locorum dicti regni, et possis universaliter, generaliter, et districte, tanquam nostra persona, et alter nos disponere, imperare, ordinare, et statuere pro libito voluntatis tuae, et prout tuae prudentiae et discretioni pro nostri servitii et status conservatione reipubblicae regni huiusmodi videbitur expedire. Possis etiam in, et super memoratos, et alios dicti regni, atque etiam super extraneos ibidem existentes, et quomodolibet declinantes, seu moram trahentes praesentes pariter, et futuros per te ipsum, seu regentem cancellariam, et per doctores Regiae Audientiae, et alios officiales, iudices, commissarios, et delegatos, de, et cum ministerio et interventione nostrorum advocati fiscalis, alguaziriorum, prothonotarii, seu eius in officio locumtenentis, illudque regentis, secretariorum, scribarum, et aliorum Curiae nostrae officialium, et ministrorum exercere, et exerceri facere, omnem jurisdictionem civilem, et criminalem, supremam, et infimam, et aliam quamcumque, merum, et mixtum imperium cum omni gladii potestate, delinquentes quoscumque, et culpabiles, etiam officiales nostros puniendo, plectendo, et castigando, iuxta delictorum, excessum, et criminum qualitatem; nec non si tibi videbitur de, et super criminibus, et excessibus, seu delictibus quibuslibet, etiam si poena mortis, et ultimi supplitii, sint puniendi, et de quibusvis casibus rei, et inculpati existant, etiam de crimine laesae Maiestatis in primo, et secundo capite, et remittere, ac perdonare, componere quoque, transigere, et pacisci: poenas, tam civiles, quam criminales remittere pro pecuniis, et alias de gratia speciali; pecunias vero inde provenientes per officiales nostros, ad quos pertineat recipi volumus. Possis etiam in eodem regno Curias generales, seu Parlamenta incolis illius per litteras (ut moris est) in quavis civitate, villa, seu loco dicti regni, per privilegia et actus Curiarum permissos convocare, convocationis illius causam detegere, proponere, et explicare, easdem Curias prorogare, et continuare, et de loco in locum mutare, concludere et finire, absolvereque, licentiare, seu dimittere, in ipsis Curiis gravamina quaevis audire, eaque discutere, et discuti facere, et debitae provisionis suffragium impertiri, provisiones etiam cum consensu brachiorum ipsius Curiae, seu Parlamenti, seu aliquorum ex eis, aut sine ipsis facere, et providere, factasque revocare, et habilitare, mutare, seu corrigere, privilegia capitula, et actus Curiarum, cum consensu, et interventione eorundem brachiorum, seu maioris partis illorum, edere, et pubblicare, seu edi, et publicari mandare, eaque in animam nostram iurare, et super gravaminibus quibuscumque providere, subventiones, dona, collectas, munera, seu subsidia mutua, seu servitia quaevis ab ipsa Curia, seu Parlamento, aut convocatis in eisdem, et a quibuscumque universitatibus, et particularibus dicti regni, pro nobis et nomine nostro petere, et obtinere, procurare, et habere, et vice nostra acceptare ac promissa solvi facere. Possis etiam causas patrimoniales, et alias quasvis civiles, et criminales, motas siquidem, et movendas, ac etiam supplicationum et appellationum iam introductarum, et alias quascumque, tam viduarum, quam pupillorum, et pauperum, quam universitatum, et singularium quorumvis dicti regni ad te, nostramque regiam Audientiam, et concilium evocare, easque compromittere, et decidere, et unam, seu plures sententias cum memoratis officialibus, et ministris, servatis privilegiis, actibus, et capitulis Curiae, et aliis iuribus, legibus, et consuetudinibus eorundem terminare, et sententiata ad executionem

Digitized by Google

deducere, seu deduci facere, et adversus delinquentes quoscumque procedere, et procedi mandare, gentes etiam, et populatos in eodem regno ac etiam exercitus, et cavalcatas quoties opportuerit (ut moris est) convocare eosque ducere, seu deduci facere, et super his litteras opportunas expediri mandare, castrorum potestates, quae in feudum pro nobis teneantur, sicut consuetum est vice, et nomine nostris petere, et quae inde necessaria fuerint iuxta privilegia, et actus curiarum desuper aedita, facere, et fieri mandare; feudatarios, si opportuerit, et tibi benevisum fuerit convocare, et ab eis feudale servitium exigi facere, et contra non parentes, seu contumaces, iuxta privilegia super his disponentia procedere, et procedi mandare, et ab ipsis feudatariis, et aliis quibusvis iuramenta, et homagia fidelitatis recipere, emparas reales in rebus feudalibus providere, seu provideri mandare. Praeterea possis guidatica criminum, et delictorum, et etiam elongamenta, et salvos conductos concedere, et concessa, tam per te, quam per alios revocare, decreta, salvaguardias, et emparamenta intra regnum praedictum concedere, eosque, qui ex illicito, et dannato coitu nati sint ad honores, et bonorum, haereditatumque successiones legitimare, et habilitare, veniam, et supplementum aetatis, et emancipandi libere dare, et indulgere, treguas inter militares bellantes, ac alios quosvis imponere: licentias etiam imponendi fissas, sine impositiones, ac nundinarum, ac retronundinarum, ac etiam mercati in aliquo die, et loco faciendi, et celebrandi, atque privilegia militaria, et licentias pro armandis militibus, manulevandique censualia mutua, ac salaria, nec non capribevandi, iuraque pontagii, et barchae colligendi, ac etiam arma offensiva portandi, arte physica ac chirurgica utendi concedere. Possis etiam tutores, et curatores pupillis, et minoribus dare, et loco praemortuorum, alios sufficere, et ordinare causasque appellationum et supplicationum, seu alias quasvis, vel aliquorum illarum articulum, per lapsum temporis forte sopitas, vel sopitum instaurare, marchandi et represaliandi licentias dare, et impertiri; doctoresque in iure civili, et canonico, artibus, et medicina, nec non notarios in dicto regno authoritate nostra regia constituere, creare, et ordinare, armorum capitaneos, tam terrestres, quam maritimos, si, et quando tibi videbitur creare, et revocare, Castellanos castrorum requirere, et de quibuscumque officiis, et castellaniis, ad nostram meram, et liberam voluntatem providere, et alios quosvis actus dignitati nostrae reservatos facere, et generaliter omnia alia, et singula facere, et pleno modo exercere, quae ad praedicta, et eorum singula, et circa ea, et ex illis dependentia, et emergentia, et alia, que occurrere possent necessaria, utilia et quomodolibet oportuna, et quae nos ipsi faceremus, facereque, exequi, et adimplere, et mandare possemus, si in eodem regno personaliter adessemus, etiam si talia forent, quae de iure, vel de facto, aut alias mandatum exigerent, magis speciale, quam praesentibus est expressum. Nos enim in, et super praemissis omnibus, et singulis ex eis dependentibus, vel emergentibus, ac eius annexis, et connexis quovis modo omnem potestatem, authoritatem, et facultatem, tibi dicto Duci de Avellano, locumtenenti nostro generali conferimus, concedimus, et plenarie elargimur, cum libera, et generali administratione, et plenissima potestate. Prius tamen quod dicto locumtenentis generalis munere, seu officio utaris, iurabis in loco ad id constituto, et iuxta dicti regni consuetudinem, sub modo et forma assuetis, de servandis privilegiis, capitibus, et actibus curiarum regni praedicti, et aliis de iure servandis. Serenissimo propterea Balthassari Carolo Principi Asturiarum et Gerundiae, ducique Calabriae, et Montis Albi filio primogenito nostro charissimo, ac post faelices et longaevos dies nostros in omnibus regnis et dominiis nostris (Deo propitio) immediato haeredi, et legitimo successori intentum aperientes nostrum, sub paternae benedictionis obtentum dicimus, eumque rogamus: admodum vero reverendos in Christo patres quoscumque archiepiscopos, episcopos, abbates, priores, et alias ecclesiasticas personas requirimus, et hortamur, illustribus, egregiis, spectabilibus, quoque, nobilibus, magnificis, dilectisque consiliariis, et fidelibus nostris regenti cancellariam, et doctoribus nostrae regiae audientiae, iudicibus curiae, advocatis, et procuratoribus fiscalibus, et patrimonialibus, gubernatoribus quoque, seu reformatoribus in capitibus Calaris, Gallurae, Sassaris, et Logudorii, magistro rationali, regio procuratori, ac regenti regiam thesaurariam, vicariis, subvicariis, alguaziriis, potestatibus, marchionibus, comitibus etiam, vice comitibus, magnatibus, et aliis divitibus personis, consiliariis, juratis conciliis, et universitatibus, et aliis singularibus personis, et subditis nostris, et alterius cuiusvis dignitatis, praeheminentiae, status, legis aut condictionis fuerint in eodem regno constitutis, et constituendis, dictorumque officialium locumtenentibus, seu officia ipsa regentibus, et subrogatis, et eorum cuilibet dicimus, et districte iubemus de eadem certa nostra scientia, et expresse, ad incursum nostrae regiae indignationis, et irae, poenaeque florenorum auri Aragonum mille, a bonis contrafacentium exigendorum, et nostris inferendorum aerariis, quod te dictum don Fabricium Doria ducem de Avellano, dicta nostra mera, et libera voluntate durante, pro locumtenente generali nostro in praefato Sardiniae regno ex latere dextero sumpto, et personam nostram repraesentante habeant, teneant, reputent, honorificent, et revereantur; tibique, ac jussionibus, et mandatis tuis pareant, et obediant in omnibus, et per omnia in conservatione, et augmento dicti Sardiniae regni, tibi assistant, et consulant, praestentque auxilium, consilium, et favorem, tamquam personam nostram in eodem repraesentantem, etiam manuforti, si necesse fuerit, et ii ad quos spectet in possessionem dicti numeris te ponant, et dictus regius procurator, ac regens nostram regiam thesaurariam, de salario tibi nostra cum regia provisione assignato, et consignato, seu procuratori tuo integre respondeant, seu faciant responderi, recuperaturi respective, singulis solutionibus, apochas de soluto, et satisfacto, in quarum prima tenor huiusmodi totaliter inferatur, in reliquis vero tantummodo fiat mentio illius, sui ratiocinii tempore producendas. Nos enim iubemus magistro rationali Curiae nostrae, et alii cuicumque e praedictis, regio procuratori, et regenti regiam thesaurariam, computa audituro, quod solutiones huiusmodi virtute praesentis factas, et faciendas in suis recipiant computis, libere, et admittant ad solam requisitionem praemissorum, dubio, difficultate, et aliis impedimentis

Digitized by Google

cessantibus quibuscumque, et reliquum de aliis iuribus, et emolumentis dicti numeris tibi integre respondeant, seu faciant, vel veniant, aut aliquem contrafacere, vel venire permittant ratione aliqua, sive causa, si dictus serenissimus Princeps, et aliae ecclesiasticae personae nobis morem gerere, caeteri vero officiales, et subditi nostri praedicti gratiam nostram caram habent, ac praeter irae, et indignationis nostrae incursum, poenam praeappositam cupiunt evitare. Supplentes et tollentes ad uberiorem cautellam, scienter, liberate, et consulto de nostrae regiae potestatis plaenitudine omnes, et quoscumque, tam iuris, quam facti defectus, et solemnitatum ommissiones, si qui, vel quae forsan in praemissis intervenerint, seu annotatae fuerint. Decernentes huiusmodi publicum instrumentum, sive cartam plenam, et perfectam obtinere roboris firmitatem: in, et super convenimus, et promittimus in bona fide regia, in manibus, et posse secretarii nostri, et notarii infrascripti praedicta omnia, et singula a nobis pro te, et illis etiam personis, cui intersit, legitime stipulantis, nos ratum, validum, atque firmium perpetuo habere, quidquid, et quantum per dictum ducem de Avellano locumtenentem nostrum generalem, et alterum nos, personamque nostram in dicto regno repraesentantem, huiusmodi potestatis vigore actum, dictum, vel gestum fuerit, tanquam si per nos personaliter administratum fuisset, et nullo tempore revocare sub bonorum, et jurium nostrae regiae Curiae obligatione. Volumus autem, quod antequam hoc privilegio utaris, illud in officio secretarii nostri regestri gratiarum repraesentare tenearis, ut ibidem praemissorum ratio habeatur, de quibus per annotationem dicti secretarii in eodem factam constet: quod si praedicta intra quadrimestre a die datae praesentis non adimpletum fuerit, personae, seu personis ad quas praedictorum executio spectet, dicimus, et iubemus, quatenus praesentem gratiam non admittant, quia eam nullius roboris, et valoris esse declaramus. Actum est hoc in oppido nostro Madriti, die tertia mensis septembris anno a nativitate Domini millesimo sexcentesimo quadragesimo, regnorum nostrorum vigesimo.

Signum Philippi Dei gratia regis Castellae, Aragonum Legionis, utriusque Siciliae, Hierusalem, Portugalliae, Hungariae, Dalmatiae, Croatiae, Navarrae, Granatae, Toleti, Valentiae, Galiciae, Maioricarum, Hispalis, Sardiniae, Cordubae, Corsicae, Murtiae, Giennis, Algarbii, Algezirae, Gibraltaris, insularum Canariae, nec non Indiarum orientalium, et occidentalium, Insularum, ac terrae firmae maris Oceani, archiducis Austriae, ducis Burgundiae, Brabantiae, Mediolani, Athenarum et Neopatriae, comitis Abspurgii, Flandriae, Tirolis, Barchinonae, Rossilionis, et Ceritaniae, marchionis Oristani, et comitis Goceani, qui praedicta laudamus, concedimus, et firmamus, eisdemque nostrum regium comunem sigillum pendens iussimus apponendum.

Yo el Rey.

Testes huius rei sunt illustres don Gaspar de Guxan dux de Sanlucar la mayor, et comes de Olivares, don Ludovicus Mendez de Haro marchio del Carpio, don Ludovicus de Haro, Joannes Ramirez de Arellano, et Mendez marchio de la Inoiosa, et don Guillelmus Raymundus de Moncada, marchio de Aytona, omnes cubicularii suae Maiestatis.

V. Cardinalis.
V. Carvajal Agurto pro thesaur. generali.
V. Vice regens.
V. Villanueva pro conservatore generali.
V. Bayetola regens.
V. Magarolla regens.
V. Sisternes regens.

Signum Petri de Villanueva S. C. et R. Maiestatis consiliarii ac secretarii in S. R. Aragonum consilio, eiusque auctoritate notarii publici per totam terram, et dictionem suam, qui una cum praenominatis testibus, praemissis interfuit, eaque mandato regio scribi fecit et clausit.

Dominus Rex mandavit mihi Petro de Villanueva, in cuius posse sua Majestas concessit et firmavit; visa per cardinalem Caravajal pro thesaurario generali, Vico. Bayetola, Magarolla et Sisternes regentes cancellariam, et me pro conservatori generali.

XLIX.

Diploma del re di Spagna e Aragona don Filippo IV, col quale Fabrizio D'Oria, duca di Avellano, creato già luogotenente generale (ex latere dextero del re), è creato eziandio capitano generale delle genti di arme e di guerra dell'isola e regno di Sardegna.

(1640. — 3 settembre)

Dal DEXART, Capit. Cur. Regni Sardiniae, fol. 500 e seg.

Nos Philippus Dei gratia Rex Castellae, Aragonum, Legionis, utriusque Siciliae, Hierusalem, Portugalliae, Hungariae, Dalmatiae, Croatiae, Navarrae, Granatae, Toleti, Valentiae, Gallitiae, Majoricarum, Hispalis, Sardiniae, Cordubae, Corsicae, Murtiae, Giennis, Algarbii, Algezirae, Gibraltaris, Insularum Canariae, nec non Indiarum Orientalium, et Occidentalium, Insularum, ac Terrae Firmae Maris Oceani, Archidux Austriae, Dux Burgundiae, Brabantiae, Mediolani, Athenarum, Neopatriae, Comes Rossilionis et Cerritaniae, Marchio Oristanei et Comes Gociani. Et si ea, quae ad pacem, et tranquillum statum justitiaeque administrationem regni nostri Sardiniae necessaria censentur, accurate providerimus, ne in aliquo munere nostro deesse videamur ob ingentes belli occasiones, quae in illis partibus se se offerre solent apprime necessarium duximus, ipsi regno, de solerte duce et strenuo defensore providere, ne quid illius respublica, et incolae detrimentum patiantur. Cum igitur per mortem Ill.[i] et consanguinei nostri Capitanei generalis praedicti nostri Sardiniae regni vacuum existat, et opporteat, uti par est, aliquem virum undique illustrem et strenuum eidem praeficere muneri, considerantesque regnum ipsum undique mari cingi, et in eodem a Turcarum, et Maurorum piratis, in quorum frontispicio situm existit, crebras invasiones fieri, et infestari magno cum subditorum nostrorum incommodo pariter, et iactura, volentes ipsorum saluti et defensioni, ac quieti consulere, ut nedum per easdem partes regnum ipsum defendi, verum piratae ipsi, et alii hostes nostri,

Digitized by Google

in quemcumque eventum offendi valeant, don Fabricium Doria Ducem ab Avellano (ipsius principis fratrem) cui die praesenti et infrascripto, nostro cum opportuno privilegio munus nostri Locumtenentis generalis dicti nostri Sardiniae regni commisimus, Ducem et Capitaneum generalem nostrum guerrarum gentium, et armorum in praedicto nostro Sardiniae regno ob notas animi, et corporis tui partes in nostro servitio exercitatas, et maxime, quae a te speramus praestituros, praeficere, et deputare ad nostram meram, et liberam voluntatem decrevimus; tenore praesentis de nostra certa scientia, regiaque authoritate deliberate, et consulto, te eundem Don Fabricium Doria Ducem ab Avellano in dicto regno, Capitaneum generalem nostrum facimus, praeficimus, creamus constituimus et ordinamus: Ita quod tu dictus Dux ab Avellano interim, et dicta nostra mera, et libera voluntate durante, sis Capitaneus generalis guerrarum gentium, et armorum in praedicto nostro Sardiniae regno, possisque in ipso, ac libere valeas convocare, et conducere gentes, tam equestres, quam pedestres ad bellum quodvis, illisque stipendia solvere, statuere, stabilire, et assignare; habeasque in praefato regno omnem illam potestatem, facultatem, jurisdictionem, et superioritatem, quam praedictus Princeps a Melphi, et alii Capitanei generales guerrarum nostri habere soliti sunt, et potuerunt quovis modo, ipsamque possis, et valeas exercere, tam per te, quam per alios Capitaneos, et personas a te deputandas, et ordinandas, et alias utaris, omnibus illis gratiis, superioritatibus, exemptionibus, honoribus, et jurisdictione, ac praerogativis, quibus praedictus Princeps a Melphi, et caeteri Capitanei generales guerrarum gentium, et armorum, qui huc usque fuerunt in dicto regno, soliti sunt gaudere, uti frui potuerunt, et debuerunt usquequaque. Dantes et concedentes tibi talem, et tantam potestatem, et auctoritatem in, et super praemissis omnibus, et singulis, et eis annexis, et connexis qualem, et quantam, si ibidem personaliter essemus, haberemus, et habere possemus. Serenissimo propterea Balthassari Carolo Principi Asturiarum, et Gerunde, Ducique Calabriae et Montis Albi filio primogenito nostro charissimo, ac post foelices et longaevos dies nostros in omnibus regnis, et dominiis nostris (Deo propitio) immediato haeredi, et legitimo successori intentum aperientes nostrum sub paternae benedictionis obtentu, dicimus eumque rogamus; nobilibus vero, magnificis, dilectisque Consiliariis, et fidelibus nostris Gubernatoribus, Capitaneis quoque, stipendiaris militibus et armigeris quibuscumque, caeterisque demum universis, et singulis Officialibus, et subditis nostris quocumque nomine noncupatis, Conciliis etiam, universitatibus, et singularibus personis quarumvis civitatum, villarum et locorum praedicti regni sub corporis, vitaeque ammissione dicimus, et districte praecipiendo mandamus, quatenus durante nostra mera, et libera voluntate, te dictum Ducem ab Avellano pro Capitaneo generali nostro habeant, teneant, reputent, honorificent, atque tractent, ac revereantur, tibique, et iussionibus tuis pareant, et obediant in omnibus in quibus Capitanei guerrarum gentium, et armorum Generales parere debent, et sunt astricti. Cauti scens agere, fierive permittere ratione aliqua, sive causa, si dictus serenissimus Princeps nobis morem gerere; caeteri vero Officiales, et subditi nostri praedicti gratiam nostram caram habent, ac praeter irae, et indignationis nostrae incursum, poenam florenorum auri Aragonum mille, nostris regiis inferendorum aerariis cupiunt evitare: volumus autem, quod antequam hoc privilegio utaris, illud in officio, Secretarii nostri registri gratiarum praesentare tenearis, ut ibidem praemissorum ratio summatur, de quibus per annotationem dicti Secretarii in eodem factam constet. Quod si praedicta intra quadrimestre, a die datae praesentis non adimpleveris, personae, seu personis ad quam, seu quas praedictorum executio spectet dicimus, et imbemus, quatenus praesentem gratiam non admittant, quia eam nullius roboris, et valoris esse declaramus. In cuius rei testimonium praesentem fieri iussimus nostro Regio communi Sigillo pendenti munitam. Datum in oppido nostro Madriti, die tertia mensis septembris, anno a Nativitate Domini millesimo sexcentesimo, quadragesimo, regnorumque nostrorum vigesimo.

Yo el Rey.

V. Cardinalis.
V. Caravajal Agurto pro Thesaurario generali.
V. Vico Regens.
V. Bayetola Regens.
V. Magarola Regens.
V. Sisternes Regens.
V. Villanueva pro Conservatore generali.

Dominus Rex mandavit mihi Josepho de Villanueva, visa per Cardinalem Carawajal pro thesaurario generali, Vico, Bayetola, Magarola et Sisternes regentes cancellariam, et me pro conservatore generali.

L*.

Esemplari diversi delle lettere, con le quali i Sovrani *di Spagna, ed i loro* Vicerè *in Sardegna soleano invitare i Membri dello* Stamento Militare *a intervenire personalmente, o per mezzo di procuratore, alle* Corti Generali (Parlamento), *che si convocavano periodicamente nell' isola.*

1.

Lettera del re di Spagna Don Fipippo IV *a uno dei Membri dello* Stamento Militare, *invitandolo a intervenire al* Parlamento, *che si doveva convocare in Sardegna sotto la presidenza del vicerè Don Francesco Fernandez de Castro conte de Lemos.*

(1653. — 25 maggio)

Dall'Autografo posseduto dall'autore del presente Codice.

Noble, y amado nuestro Don Juan de Tola (1).

Aunque para tratar de lo que tocare al servicio de Dios, conservacion de mi Real Corona, beneficio de la

(1) Secondo di tal nome. Fu l'ultimo che aggiunse al cognome paterno l'appellativo di *Quiridoni*. Era figlio di Don Giorgio de Tola *Quiridoni*, figlio questo di altro Don Giovanni de Tola *Quiridoni*,

Digitized by Google

Repubblica, buena administracion de la Justicia, defensa y custodia desse reyno de Cerdeña, holgara hallarme presente en el, impiden este deseo las graves ocupaciones que por acà me se ofrecen. Y assi he resuelto, que Don Francisco Fernandez de Castro, que se alla sirviendo los cargos de mi Lugartiniente y Capitan General en esse Reyno, en mi real nombre, y en virtud del poder que para hello le ha dado, celebre luego en el PARLAMENTO General. En cargo os, que al tiempo, y lugar que os señalare, assistais, y intervengais à la celebracion de dicho PARLAMENTO, haviendo os en el discurso, y conclusion del, con el zelo que acostumbrais, y deveis a mi servicio, que en ello le recibirè muy particular. Dat en Madrid à XXV de mayo MDCLIIJ.

IO EL REY

V. Don Christ. Crespi Vicec.us.
V. Cl. de Robres.
V. Don Georg.s de Castelvi.
V. Marta R.s
V. Don P. Villarp.a.
V. Don Paschalis Cons.
Don Franc.us Ig.do de Berbegal Secret.s

2.

Lettera del vicerè di Sardegna Don Emanuele de los Cobos, marchese di Camarassa, e conte di Castro a un membro (nobile) *dello* STAMENTO MILITARE *dell'isola, invitandolo a intervenire, o personalmente, o per mezzo di legittimo procuratore, al* PARLAMENTO GENERALE, *ch'egli doveva convocare in* CAGLIARI *nel gennaio del* 1666, *d'ordine del re di Spagna* Don FILIPPO IV.

(1665. — 22 agosto).

Dall'autografo posseduto dall'autore del presente CODICE.

El marques de Camarassa, virrey, y capitan general etc.

Al amat de Sa Magestat Don Juan Tola (1)
salut, y dilectio.

Per quant lo Rey nostre Señor ab ses oportunes provisions de la dacta en Madrid als 30 de maig del present any 1665, nos ordena, comet, y mana, que en sa real persona, y nom celebrem, y tingam GENERAL PARLAMENT, convocant per dit effecte los tres ESTAMENTS del present reñe, per tractar, y determinar en aquell les coses concernents, y esguardants al servey de Nostre Señor Deu, bona administracio de la justicia, conservaciò de la real Corona, benefissi de la Republica, custodia, y defensa del present reñe, y pau, y quietut de aquell. Per tant vos diem, citam, y manam, que per el octavo die de jener primo venient del añi 1666, siau, y compongau en esta ciutat de CALLER devant Nos, vos, ò vostre llegitim procurador be istruit, y ab sufficient potestat, ab que sia de la matexa calitat, y estat, para assistir, tratar, y offerir, concloure, y fer tot lo demes que en aquell convindrà, a tal que les coses que seran per Nos proposades, y tractades se pugan ab tota brevetat determinar, y concloure, segons la real Magestad ab sa real lletra, que ab les presents se os remet, lo significa, y mana, ab cominassio, que dit termini pussat, vostra absencia en res obstant, se passarà avant en dit real, y general PARLAMENT, y conclusiò de aqnell. Dat en CALLER als 22 de agost de 1665.

El Marques de Camarassa Conde de Castro.

V. Niño Regens.

Joanne Baptista Maroniu Secret.

3.

Altra lettera dello stesso vicerè Camarassa, con cui conferma la precedente convocatoria per intervenire al PARLAMENTO; *notifica la morte del re Don* FILIPPO IV *seguita nel* 17 *settembre* 1665; *la successione del di lui figlio Don* CARLO II, *alla monarchia, ed a tutti li regni e stati della monarchia spagnuola sotto la tutela della madre donna Marianna d'Austria, e il possesso dell'isola e regno di Sardegna, ch'egli doveva prendere a nome del nuovo sovrano; e invita i membri dello* STAMENTO MILITARE *alla prestazione del giuramento di fedeltà.*

(1665 — 22 ottobre).

Dall'autografo posseduto dall'autore del presente CODICE.

El Marques de Camarassa, virrey, y Capitan General, etc.

Al amat de sa Magestad Don Juan Tola (2)
salut, y dilectiò.

Per quant fouche nostre Señor servit en los deset de settembre de aquest present añy portarsse à sa santa gloria al rey nostre señor PHELIPE IV de gloriosa memoria, per lo qual fallecimeut ha succehit en tots los reñes, y demes dominiis de dita Monarchia lo rey nostre señor Don CARLOS SEGON de aquest nom son fill felizment regnant bayx la tutela, y cura de la reyna nostra señora Dona Marianna de Austria, tutora, curadora, y governadora de dit son fill, y de dits reñes y Monarquia respetive, los quals en

pronipote (per mezzo di altro Don Giorgio e di Don Antonio de Tola) di LEONARDO TOLA, uno dei capitani più valorosi che nella seconda metà del secolo XV seguirono le parti della casa di ARBOREA per sostenere l'indipendenza nazionale e liberare la Sardegna dal dominio aragonese; e che distintosi poscia con azioni di straordinario coraggio nell'assedio e nella espugnazione di Granata contro i Mori, fu nel 1492 armato *Cavaliere* sul campo di battaglia per mani del re FERDINANDO IL CATTOLICO, il quale conferì a lui ed ai suoi discendenti la *Nobiltà generosa* ed ereditaria.(*).

Don Giovanni de Tola, cui è diretta la presente lettera del re di Spagna DON FILIPPO IV, fu padre di Don Giorgio de Tola *Sini*, il quale intervenne col suo genitore allo stesso PARLAMENTO presieduto dal conte di Lemos; siccome l'avo suo Don Giorgio ed il suo zio Don Tommaso, de Tola *Quiridoni* erano già intervenuti col padre loro Don Giovanni de Tola *Quiridoni* (primo di tal nome) ai PARLAMENTI celebrati nel 1624 e 1626 dai vicerè di Sardegna Don Giovanni Vivas di Canamas barone di Benifayo y Santa Colorna, e Don Girolamo Pimentel marchese di Vayona.

(*) Ved. sopr. DISSERTAZIONE SESTA del presente Vol. pag. 20, col. 2.

(1) Nipote del GIOVANNI *De Tola Quiridoni*, di cui nel precedente documento 1; cioè figlio del di lui figlio DON GIORGIO *de Tola Sini*. Aggiunse al cognome paterno anche il materno *Carta*.

(1) Lo stesso di cui nel precedente documento 2.

Digitized by Google

despacho dels 19 de dit mes de settembre del dit, y present ayñ nos han trasmes poder bastant pera que en son real nom, y persona prengam possessiò deste present reñe de SARDEÑA, y rebiam lo jurament de fidelitat als vassalls dell, *jurantlis sas lleis, y privilegis* (1). Per tant en dit nom de procurador, y representant sa dita Real persona os citam, convocam, y manam, que per el die set de jener primo venient del any 1666 compongau per vos, o per vostre llegitim Procurador en esta ditta, y present ciutat, y castell de CALLER dit die set, lo qual havem assignat pera pendre dicta possessiò, y demes dites coses. Y axi matex havem rebut altre real despacho de dicta sa Magestad, y sa dicta tutora, curadora, y governadora de la mateza data de 19 de dit mes de settembre del dit, y present ayñ, ab que nos dona poder de continuar, convocar, y celebrar CORTS, y GENERAL PARLAMENT. Per tant, ratificant, si menester fos, las convocatorias abans de ara despachadas, os diem, citam, convocam, y manam pera que comparegau per vos, ò per vostre llegitim procurador, ab que sia de la matexa calitat, y estat, en lo present castell de CALLER per los vuit dies del dit mes de jener primo venient, en la matexa conformitat, que en las ditas anteriors convocatorias se contenia, y per los matexos effectes en ellas contenguts de la bona administracio de la justicia, conservacio de la real Corona, y benefici de aquest dit reñe, ab cominassio, que dit terminy passat, vostra absencia en res no obstant, se passara avant, axi en la dita possessio, y demes coses referides, con el dit real, y GENERAL PARLAMENT, y conclusiò de aquell. Dat en Caller als 22 de ottobre de 1665.

El Marques de Camarassa Conde de Castro.

Vidit Niño Regens.

Joannes Baptista Maronju Secret.

LI*.

Documenti varii relativi al PROCESSO *e alle condanne che ebbero luogo in Sardegna in seguito all'uccisione del vicerè Don* EMANUELE *de* los Cobos *marchese di Camarassa, accaduta nel* 21 *luglio del* 1668 (2).

Da estratti autografi del PROCESSO originale posseduti dall'autore del presente CODICE.

1.

Lapide infamatoria posta dal Governo spagnuolo sul luogo in cui fu commessa l'uccisione del VICERÈ, *nella città di* CAGLIARI.

(1669 — luglio (3))

« Para perpetua nota de infamia, de que fueron trahi-
» dores al rey nuestro señor Don Jayme Artal de Castelvi,
» que fue Marques de Cea, Doña Francisca Çedrellas,
» que fure Marquesa de Sietefuentes, Don Antonio Brondo,
» Don Silvestre Aymerich, Don Francisco Cao, Don Fran-
» cisco Portugues, y Don Gavino Grixoni, como reos de
» *Crimen de Lesa Magestat*, por homicidas del Marques
» de Camarassa virrey de Sardeña fueron condenados à
» muerte, perdida de bienes y honores, demolidas sus
» Casas, conservando con su ruina la eterna ignominia
» de su nefánda memoria; y por ser este sitio la Casa (4)
» donde se commettiò delicto tant atroz, à vuinti y uno
» de julio de mil seysientos sessenta y ocho se erigiò esto
» EPITAFIO (5) ».

2.

Sentenza capitale e supplizio crudele di uno dei supposti uccisori del marchese Camarassa vicerè di Sardegna.

(1670 — 25 febbraio).

Die vigesima quinta mensis februarii
anni millesimi, sexcentesimi, septuagesimi.

CALLARI

In causa Regii Fisci.

Cum Francisco Capay, inquisito, et carcerato, de crudeli homicidio, cum ictibus scloporum, *oppensato* (sic), et ordine alterius commisso in personam illustris Marchionis *Camarasce* (sic) hujus regni PROREGIS, et *subductione* (sic) testis ad falsum deponendum contra dictum illustrem Marchionem, et illustrem *ejus* uxorem in crimine homicidij commissi in personam illustris Marchionis Laconi, ut ex actis etc.

Excellentissimus Dominus Dux Sancti Germani PROREX hujus Regni, et CAPITANEUS CENERALIS, et DELEGATUS per suam catholicam Majestatem in presenti causa, cum voto nobilis, et magnifici doctoris, consiliarii Don Joannis de

(1) All'atto adunque, in cui i Sardi prestavano il giuramento di fedeltà al nuovo Sovrano, costui giurava alla sua volta di osservare fedelmente le leggi e i privilegi, ossia lo *Statuto* fondamentale del regno di Sardegna; lo che era conforme al già decretato nei precedenti PARLAMENTI, e specialmente in quello celebrato personalmente in Cagliari dal re Don Alfonso V di Aragona.

(2) L'uccisione del marchese di Camarassa vicerè di Sardegna è un fatto assai funesto della storia dell'isola; ma fu una conseguenza ed una vendetta per la uccisione del marchese di Laconi, *prima voce* e rappresentante dello STAMENTO MILITARE, imputata allo stesso VICERÈ, ed ai suoi dipendenti. Ciò risultava ampiamente dal *processo* che avea istruito la REALE UDIENZA, Supremo Magistrato di Sardegna. Ma il governo spagnuolo, per lavarsi di questa macchia, soppresse un tal *processo*, ne fece istruire un altro a suo modo, e fece ascrivere a cause private un tal misfatto, non rattenendosi da *condanne capitali*, e qualificandolo per *crimenlese*. Ved. sopr. DISSERTAZIONE OTTAVA.

(3) La lapide fu posta dopo il 6 luglio 1669, e forse nell'8 dello stesso mese.

(4) Era la casa di un mercatante chiamato Antioco Brondo. La medesima fu demolita *(at aequata solo)* nel 1.° luglio 1669.

(5) L'EPITAFIO fu scritto e collocato dopo le condanne *capitali* di D. Giacomo Artaldo di Castelvì marchese di Cea, di Doña Francesca Çedrellas marchesa di Sietefuentes, di Don Antonio Brondo, Don Silvestro Aymerich, Don Francesco Cao, Don Francesco Portugues e Don Gavino Grixoni, pronunciate con sentenze del 18 giugno 1669 e 1 luglio dello stesso anno. E come tante enormità non bastassero, con la seconda di dette sentenze fu pur dichiarato che dell'assassinio del marchese di Laconi, rappresentante della nazione nel PARLAMENTO SARDO, erano innocenti la marchesa di Camarassa (moglie del vicerè), Don Antonio de Molina avvocato fiscale regio, Don Gaspare Niño reggente la reale Cancelleria, Don Antonio de Pedrassa, Don Giovanni Claveria e Giuseppe Bono, tutti impiegati spagnuoli che avevano nell'isola ogni influenza e ogni potere in loro mani, ed erano protetti dal nuovo vicerè duca di S. Germano, il quale procedette e fece procedere in quest'affare *con ira e con furia*, come lo prova un suo *proclama* datato da Cagliari nell'8 luglio 1669. Quest'EPITAFIO e le *teste dei condannati* esposte alla vista pubblica nella torre dell'*Elefante* furono poi tolte per instanza fattane dalle CORTI celebrate nel 1688 sotto la presidenza del vicerè duca di Monteleone.

Digitized by Google

Herrera consultoris providet, decernit, atque mandat, quod supradictus Franciscus Capay, ut supra inquisitus pro causa supradicta, *raptetur* per hanc civitatem, et *raptando* ducatur ad locum, ubi paranda est *rota*, ibique *malleo ferreo omnia ejus membra percutiantur*, ita quod germanico more moriatur, *et ejus anima a corpore separetur, ac in frustra dividatur*: verum, ante executionem istius sententiae, *torqueatur tamquam cadaver*, ad sciendum omnem tractatum, et omnes complices. Et ita etc. (1)

El Duque de San German.

3.

Sentenza capitale contro Don Giacomo Artal de Castelvì, marchese di Cea *supposto complice della uccisione del vicerè di Sardegna.*

(1671 — 12 giugno).

Die duodecima mensis junii
anni millesimi, sexcentesimi, septuagesimi primi.

Calari.

Viso hujusmodi processu, et terminis concessis, et assignatis Don Jacobo Artal de Castelvi, qui fuit Marchio de Cea, ad dicendum cur sententia contra eum, et alios lata die decima octava mensis junii, anni millesimi sexcentesimi sexagesimi noni (2) exequi non deberet; et quod nec in dictis terminis, nec alio ex gratia eidem inde concesso, aliquid relevans deductum fuit, quapropter praecolaudata sententia venit omnino exequenda. Visis videndis, attentisque attendendis etc. Nos Don Franciscus Tutavilla Dux Sancti Germani, Prorex, Locumtenens, et Capitaneus Generalis praesentis Sardiniae regni, nec non per suam catholicam Majestatem Delegatus in praesenti causa, cum voto magnifici Consiliarii Georgj Cavassa Consultoris, decernimus, et providemus praedictam sententiam fore, et esse exequendam. Et quia cum dicta sententia fuit dictus Don Jacobus Artal de Castelvì declaratus reus *criminis lesae Majestatis in primo capite*, quod inter alias poenas importat, et pertinet poenam ultimi supplicj; quare dictum fuit eundem tamquam hostem publicum ab omnibus impune offendi, et occidi posse etc., prout in dicta sententia legitur, providemus pariter, et decernimus, quod in ejusdem sententiae executione ducatur dictus Don Jacobus Artal de Castelvì per loca pubblica praesentis civitatis, usque ad locum ejus supplicio designandum, ut ibi, uti reus *tam horrendi criminis*, decapitetur, taliter, quod naturaliter moriatur, et anima ejus a suo corpore separetur, et caput eiusdem ponatur in loco similiter designando, ut ei in poenam, caeteris autem in perpetuum, et memorabile exemplum cedat. Et concessa copia, intimetur etc. (3).

El Duque de San German.

(1) Francesco Capay era uno dei famigliari del marchese di *Cea*. La sentenza fu eseguita sulla di lui persona nel 27 febbraio del 1670. A questo barbaro atto di crudeltà seguì un altro atto non meno barbaro nel maggio del seguente anno 1671. Con un proclama datato da Sassari nel 30 di quel mese dal governatore Don Diego de Scalz y Salzedo furono mandate pubblicamente in mostra per le principali città dell'isola le teste di Don Francesco Cao, Don Francesco Portugues e Don Silvestro Aymerich, ch'erano stati uccisi alcuni giorni prima nell'*Isola Rossa* (adiacente alla Sardegna).

(2) Ved. Cart. preced. n.° 2, nota 4.

(3) Gli altri gentiluomini sardi, ch'erano stati condannati a pena capitale con le sentenze del 18 giugno e 1 luglio 1669, non caddero in potere del governo viceregale. Don Antonio Brondo morì naturalmente in Cagliari poco dopo l'uccisione del vicerè, Donna Francesca Çedrellas marchesa di *Sistefuentes*, Don Silvestro Aymerich, Don Francesco Cao, Don Francesco Portugues, e Don Gavino Grisoni cercarono ricovero, prima in Toscana, poi in Nizza marittima. Colà la Çedrellas si sposò all'Aymerich, dal quale nel 1670 ebbe un figlio (Gabriele Antonio), che fu levato al sacro fonte da Don Antonio Duca di Savoia. E nello stesso anno 1670 l'Aymerich, il Portoghese e il Cao perirono colle armi in mano nell'*Isola Rossa* (aggiacente alla Sardegna), difendendosi dai commessari del governo che tentavano arrestarli, come arrestarono di fatto, mentre dormiva, il vecchio ed infelice marchese di *Cea*. Don Gavino Grixoni probabilmente non tornò più in Sardegna giacchè non se ne trova più notizia alcuna. Dopo l'uccisione di Don Silvestro Aymerich, la Çedrellas si ritirò in un monistero nella suddetta città di Nizza. — Il di lui figlio Gabriele Antonio Aymerich fece riabilitare da Marianna di Austria, *reggente*, e da Carlo II re di Spagna la memoria del suo genitore Silvestro Aymerich. Egli stesso fu riabilitato agli onori, alle dignità ed al ricupero dei beni paterni; ciò che fu più solennemente dichiarato e decretato nel Parlamento celebrato in Sardegna nel 1688. È notevole che nelle provvisioni regie con le quali fu tutto ciò accordato, si confessa implicitamente che la uccisione del vicerè Camarassa era proceduta *da vendetta* per alcune di *lui azioni private e personali;* lo che conferma indirettamente ch'egli, la moglie sua e i suoi più intimi consiglieri aveano fatto togliere la vita a Don Agostino di Castelvì marchese di Laconi, *Prima Voce* dello Stamento militare, e *sindaco* del Parlamento sardo, inviato con missione speciale alla Corte di Madrid. — Nel tempo della guerra di successione al trono di Spagna Gabriele Antonio Aymerich servì negli eserciti dello stato di Milano, e nel 13 gennaio 1708 ebbe in tal qualità una pensione dal re Don Filippo V, la quale gli fu assegnata sopra alcuni feudi di Sardegna. E nel 1709 Carlo VI imperatore di Germania (che fu Carlo III re di Spagna) gli spedì il seguente diploma:

« Nos Carolus Dei gratia rex Castellae, Aragonum, Legionis, utriusque Siciliae, Hierusalem, Ungariae, Dalmatiae, Croatiae, Navarrae, Granatae, Toleti, Valentiae, Galitiae, Maioricarum, Hispalis, Sardiniae, Cordubae, Corsicae, Murciae, Giennis, Algarbii, Algezirae, Gibraltaris, Insularum Canariae, nec non Indiarum Orientalium et Occidentalium, Insularum, ac Terrae firmae, Maris Oceani, Archidux Austriae, dux Burgundiae, Brabantiae, Mediolani, Athenarum, et Neopatriae, comes Abspurgii, Flandriae, Tiroli, Barchinonae, Rossilionis, et Ceritaniae, marchio Oristani, et comes Goceani.

« Elucescit Regiae Maiestatis splendor cum reges erga benemeritos munificentiam, et liberalitatem exercere dignentur, quae tanto maiorem laudem et gloriam regiae dignitati est allatura, quanto illam liberaliori, et gratiori animo prosequuntur. Considerantes igitur, intraque nostrae regiae mentis arcana revolventes multiplicum virtutum dona, et amorem singularem, quem erga nos et caesaream nostram austriacam domum usquaque gessistis, et continuo impendere non cessastis vos illustris Don Gabriel Aymerich, et Zatrillas marchio de *Sistefuentes* regni nostri Sardiniae in vos aliquam liberalitatis nostrae partem ostendere decrevimus, eo maxime cum noverimus vos in recenti recuperatione nostri Sardiniae Regni (*a*) partes nostras ferventer substinuisse, neglectis vitae periculis, et in nihilo habitis sexcentum scutis, quibus annuatim vigore regii decreti ratificati a Duce Andegavensi fruebaris (*b*), quae amittere potius, quam fidelitatem nobis debitam frangere maluisti; insequens in his clarissimorum vestrorum progenitorum imitanda vestigia, originem ducentium a nobilissimis et antiquissimis prosapiis de *Aymerich* et *Zatrillas* praesentis Cathaluniae Principatus, qui omni in aevo, cunctisque saeculis Serenissimis, et Catholicis Aragoniae, et Castellae regibus praedecessoribus nostris, tum terra, tum mari, tum pace, tum bello, prompto animo, indefessa fide, zeloque inenarrabili servierunt. Et quamvis nobilis Don Silvester Aymerich, et illustris Domina Francisca Zatrillas marchionissa de Sistefuentes genitores vestri fuerint cum aliis illustribus et nobilibus praedicti

(*a*) Ciò accadde nel 1708 per opera della squadra capitanata dall'ammiraglio Lake, che bombardò la città di Cagliari, e coll'aiuto dei Sardi che seguivano le parti dell'arciduca d'Austria (allora Carlo III re di Spagna), che fu poi Carlo VI imperatore di Germania. Le porte di Cagliari furono aperte agli Austriaci nel 13 agosto di detto anno; e a ciò tenne dietro la sommessione di tutta l'isola.

(*b*) Si allude alla pensione ch'era stata accordata all'Aymerich dal re don Filippo V.

Digitized by Google

4.

I. *Elenco delle persone che furono inquisite per la morte del marchese di Camarassa, vicerè di Sardegna, nel processo ordinato e compiuto sotto il governo del vicerè duca di S. Germano.*

(1669 — . . . . . 1671)

1. Don Giacomo Artal di Castelvì, marchese di Cea.

Sardiniae Regni delati, et inculpati de morte anno millesimo sexcentesimo sexagesimo octavo violenter executa in personam illustris marchionis de Camarassa tunc dicti Sardiniae Regni proregis; qua ratione, post multos passos labores, dictus nobilis Silvester de Aymerich mortem *sententialiter* subivit; tamen re postmodum maturius excussa per Serenissimam Dominam Domnam Mariam Annam ab Austria Hispaniarum reginam, matrem serenissimi domini regis Catholici Caroli II, ac generalem Hispaniae gubernatricem, constitit praefactam mortem dicti illustris marchionis de Camarassa *fuisse potius secutam in vindictam privatarum operationum ipsius illustris marchionis de Camarassa, quam in contemptum suae viceregiae dignitatis et regalis iurisdictionis* (*a*); quapropter permisit sua regia commiseratio praedictos illustres, ac nobiles ad patriam, bona, honores, et dignitates restitui: et in comitiis Sardiniae celebratis anno millesimo sexcentesimo octuagesimo octavo fuit per serenissimum et catholicum regem Carolum II declaratum praefactam mortem dicti Illustris Marchionis de Camarassa, *tanquam ex iracundia, et privata tantum vindicta procedens*, ultra eos, qui facinus commiserunt, transgredi non posse, nec illorum posteros macula aliqua offici; et ideo semper fuere dictorum illustrium, ac nobilium filii, et descendentes habilitati, et capaces ad capienda bona quaecumque, et ad successiones parentum suorum, ac ad omnes honores, officia, et beneficia obtinenda recogniti, utpote repetitas gratias dictus dominus rex contulit, habitus Ordinum militarium, et aliorum relevantium officiorum *de politica et iustitia*. Cum enim vos dictus illustris Don Gabriel de Aymerich, et Zatrillas, marchio de Sietefuentes ab istis rationalibus gratiis solus videamini ex parte exclusus, cum propter illustris Franciscae Zatrillas marchionissae de Sietefuentes matris vestrae a dicto Sardiniae regno passo exilio, istius occasione *in* DUCATU SABAUDIAE *in monasterio de* NISSA *diu inclusae*, vestrique dicti illustris don Gabrielis puerilem aetatem, in qua tunc eratis constitutus, nemo fuerit qui ex vestri parte iustitiam, et reintegrationem instaret, ad nostram vos dictus illustris don Gabriel adiistis praesentiam, humiliterque supplicastis, ut praedictum marchionatus de Sietefuentes titulum, quo illustris domina Francisca Zatrillas potiebatur, triaque oppida, scilicet de *Sancto Lussurgio*, *Fluxio*, et *Sennariolo*, cum omnibus honoribus, praerogativis, et praeeminentiis, eumdem marchionatus titulum, et aliis concomitantibus regio patrimonio applicatis vobis restituere de benignitate nostra regia dignaremur. Nos igitur, attento quod praefacta vestra supplicatio fuit per nos Supremo Aragonum Consilio consultando commissa, et per ipsum examinata, et *veritati consona reperta*, ac digna ut nostra regia Maiestas dictae reintegrationi assentiat. Ideo gratis, et ex certa nostra scientia, per nos, et omnes haeredes et successores nostros, praedictum marchionatus de Sietefuentes titulum, ac tria oppida praedicta, scilicet de *Sancto Lussurgio*, *Fluxio*, et *Sennariolo*, sita in nostro Sardiniae regno vobis eidem illustri don Gabriel Aymerich, et Zatrillas marchioni de Sietefuentes tamquam haeredi dictorum nobilis Silvestri Aymerich, et illustris Franciscae Zatrillas marchionissae parentum vestrorum, et successoribus vestris tam masculis quam faeminis perpetuo, *ex quasi debito indubitabilis iustitiae*, restituimus, concedimus, et tornamus, in feudum tamen honoratum, et absque alicuius servitii praestatione iuxta titulos antiquos eiusdem marchionatus, et oppidorum, ac Sardiniae consuetudines etc. (*b*). Datum in nostra civitate Barcinonae die decimo tertio mensis augusti, anno a nativitate Domini millesimo septingentesimo nono, regnorumque nostrorum nono ».

« YO EL REY ».

(*a*) Quali erano queste *private operazioni* del vicerè Camarassa, delle quali si prese vendetta sulla di lui persona? Senza dubbio l'uccisione del marchese di Laconi. Si confrontino queste parole con quanto si dice appresso, che cioè erano *veritati consona* le cose esposte dall'*Aymerich*, ed era debito *indubitabilis iustitiae* il reintegrarlo nell'onore e nei beni, e si vedrà che il marchese *di Cea*, condannato all'ultimo supplizio, fu vittima innocente del mal governo spagnuolo e dei furori viceregali del duca di San Germano.

(*b*) Si omette il resto, che contiene le solite clausole, formole e concessioni comuni a tutte le antiche infeudazioni di Sardegna, e relative alla giurisdizione civile e criminale, alla successione delle femmine, al dritto delle medesime, se in attuale possesso di feudo, di farsi rappresentare nel Parlamento; e di avervi, per mezzo dei loro procuratori o rappresentanti, voto deliberativo, ecc. ecc.

2. Donna Francesca Catrillas, Marchesa di Sietefuentes.
3. Don Antonio Brondo, Marchese di Villacidro.
4. Don Silvestro Aymerich.
5. Don Francesco Ca.o
6. Don Francesco Portugues.
7. Don Gavino Grixoni.
8. Don Baldassare Dexart.
9. Don Antonio de Sena.
10. Don Antioco de Castelvì.
11. Francesco Gazano.
12. Antonio Gironi.
13. Antioco Dettori.
14. Pietro Locqui.
15. Francesco Capay . . .
16. Antonio Panimoddi .
17. Emanuele . . . . . (15–17 Giudici della Reale udienza.)
18. Giambattista Soggia .
19. Placido . . . . . (18–19 Giudici della Reale udienza.)
20. Don Carlo Deonetti.
21. Don Francesco Gayas.
22. Giovanni Are.
23. Gaspare. .
24. Martino. . (23–24 Giudici della Reale udienza.)
25. Tre uomini della villa di Oschiri.
26. Due uomini della villa di Gennoni.
27. Quattro uomini di Cuglieri.
28. Due uomini della villa di Ploaghe.
29. Gavino Casula.

II. *Elenco delle persone che intervennero alle riunioni tenutesi in Cagliari in casa del marchese di Cea, dopo la uccisione del marchese di Laconi*, prima voce *dello* STAMENTO MILITARE.

1. Don Salvatore Aymerich, Conte di Villamar.
2. Don Francesco Luxorio di Roca-Marti, Marchese di Monteleone.
3. Don Felice Masons, Conte di Montalvo.
4. Don Enrico di Rocca-Marti.
5. Don Carlo Manca Guiso, Marchese di Albis.
6. Don Girolamo di Cervellon.
7. Don Diego Cano Biancarello
8. Don Francesco Cao. . . . . (7–8 Giudici della Reale udienza.)
9. Giovanni Sequi Foddi, famigliare del Marchese di Cea.

III. *Elenco delle persone che diedero ricovero ed assistenza al marchese di* Cea *nel* CAPO *settentrionale della Sardegna, dopo la uccisione del vicerè Camarassa.*

1. Don Bernardino Matteo di Cervellon, Governatore dei CAPI di Cagliari, e di Gallura.
2. Don Francesco Zucca, Assessore nel criminale del Magistrato della Reale governazione.
3. Don Matteo Boyl.
4. Don Giacomo Alivesi.
5. Don Girolamo Zonza, Capitano della Cavalleria nazionale nel CAPO di Sassari.
6. Don Salvatore dell'Arca.

Digitized by Google

7. Don Antonio Manca.
8. Don Dalmazio San-Just } figliuoli del Governatore di
9. Don Felice San-Just . . } Sassari.
10. Don Pietro Soggia di Oschiri.
11. Don Federico Manca.
12. Don Giacomo Grixoni.
13. Don Cosmo Tola.
14. Nicolò Pinna, Segretario della Reale governazione.
15. Don Giambattista de Nurqui.
16. Don Nicolò dell'Arca.
17. Don Andrea Manca.
18. Don Giambattista dell'Arca.
19. Don Antioco dell'Arca.
20. Don Antonio Carta.
21. Damiano Soliveras.
22. Don Pietro Guiso, Governatore del Goceano.
23. Il Dottor Lardo e il suo Genero.
24. I fratelli Delmestre della villa di Ozieri.
25. Il Conte di Sedilo.
26. Il Canonico Sanna. } di Oristano.
27. N. N. Pizolo . . . . . }
28. I fratelli dottori della villa di Buddusò.
29. Il Sacerdote Salvatore N. N. della villa di Ozieri.
30. Il Rettore della villa di Ittireddu.

LII*.

Esemplari di lettere reali e di lettere vicereali con cui i membri dello Stamento militare *furono invitati a intervenire al* Parlamento *convocato in Sardegna nel* 1677 *sotto la presidenza del vicerè Conte di Santo Stefano, e Marchese* de las Navas.

Dagli autografi posseduti dall'autore del presente Codice diplomatico.

1.

Lettera del re di Spagna Don Carlo II, *con la quale è invitato uno dei membri dello* Stamento Militare *di Sardegna, a intervenire alle* Corti generali *o Parlamento nazionale.*

(1676. — 13 ottobre).

EL REY.

Noble y amado nuestro Don Juan Tola (1).

Las graves occupaciones, que se me offrecen, me impiden lograr el deseo que tengo de hallarme presente en esse Reyno para tratar lo que tocare al servicio de Dios, conservacion de mi real Corona, beneficio de la Republica, buena administracion de la justicia, defensa y custodia de esse Reyno de Cerdena, Y hassi hè resuelto, que el Conde de Santisteban mi Lugartiniente, y Capitan General en mi real nombre, y en virtud del poder que para ello le hè dado, celebre luego en el, Parlamento general. Encargo os, que al tiempo y lugar que os señalare assistais, y intervengais à la celebracion de dicho Parlamento, haviendo os en el discurso, y conclusion del, con el zelo que acostumbrais, y deveis a mi servicio, que en ello le recibirè muy particular. Dat en S. Lorenço, à xiij de octubre mdclxxvj.

YO EL REY.

V. Melch. de Navarra R.ª
V. Villarp.t R.ª
V. Don L.s Matheu R.ª
V. Don Michael de Çalba.

Joseph de Haro, et Lara Secretarius.

(1) Lo stesso don Giovanni Tola Carta, di cui nella precedente Carta n.° L*, 2.

2.

Lettera del conte di Santo Stefano, marchese de las Navas, *vicerè di Sardegna, con cui uno dei membri dello* Stamento Militare *è invitato a intervenire al* Parlamento *da lui convocato, che si doveva aprire in Cagliari nel* 1.° *aprile* 1677.

(1677. — 26 gennaio).

Al amat de Sa Magestad Don Jorge Joseph Tola salut y dilectio.

Per quant lo Rey nostre Señor ab ses opportunes provisions de la data en San Lorenso el Real als 13 del mes de octubre del propassat añy 1676. Nos ordena, comet, y mana, que en sa Real Persona, y nom celebrem, y tingam general Parlament, convocant per dit effecte los tres Estaments del present regne, per tratar, y determinar en aquell les coses concernents, y esguardants al servey de Nostre Señor Deu, conservassiò de la real Corona, benefici de la Republica, custodia y defensa del present reñe, y pau, y quietud de aquella. Per tant vos diem, y citam, y manam, que por lo primer die del mes de abril primo venient del present, y corrent añy 1677, siau, y comparegau en esta ciutat de Caller devant Nos, Vos, o vostre legitim procurador ben instruyt, y ab sufficient potestat, *ab que sia de la matexa calitat, y estat* (2), per assistir, tratar, y offerir, concloure, y fer tot lo demes en aquell convindrà, à tal que les coses que seran per Nos proposades, y tractades se pugan ab tota brevetat determinar, y concloure, segons sa real Magestat ab sa real lletra, que ab les presents se os remet (3), lo significa, y mana, ab cominassiò, que dit terminy passat, vostra absencia, en res obstant, se passarà avant en dit real, y general Parlament, y conclusiò de aquell. Datum en Caller als 26 de Gener de 1677.

El C.de Santisteban.

Vidit Clemens R.ª

Maronyu secr.

(2) Della stessa condizione *(calitat y estat)*, cioè *nobile*, come l'invitato, secondo era stato già decretato con precedenti *capitoli di Corte* prodotti nel presente Codice.

(3) La precedente lettera reale 1, del 13 ottobre 1676.

Digitized by Google

LIII*.

Diploma di Carlo II re di Castiglia, di Aragona e di Sardegna ecc., col quale quel monarca cede e vende per scudi tremila ai consiglieri e probiuomini *della città di Sassari la* giurisdizione civile in prima instanza, *salvi l'appellazione e il ricorso alla reale udienza e al vicerè dell'isola.*

(1677. — 24 novembre).

Dall'originale membranaceo già esistente nell'Archivio municipale di Sassari, ora posseduto dal professore Luigi Abozzi segretario della regia Università degli studi di Sassari.

In Dei Nomine. Amen.

Pateat cunctis quod nos Carolus Dei gratia rex Castellae, Aragonum, Legionis, utriusque Siciliae, Hierusalem, Hungariae, Dalmatiae, Croatiae, Navarrae, Granatae, Toleti, Valentiae, Gallitiae, Majoricarum, Hispalis, Sardiniae, Cordubae, Corsicae, Murtiae, Giennis, Algarbii, Algezirae, Gibraltaris, Insularum Canariae, nec non Indiarum Orientalium et Occidentalium, Insularum ac Terrae firmae, maris Oceani, archidux Austriae, dux Burgundiae, Brabantiae, Mediolani, Athenarum, ac Neopatriae, comes Abspurgi, Flandriae, Tirolis, Barchinonae, Rossilionis et Ceritaniae, marchio Oristani et comes Goceani. — Desiderantes omnia ad splendorem et ornamentum civitatis nostrae Sassaris in praefato nostro Sardiniae regno spectantia tali cura ac vigilantia ordinari, ut amor et obbligationis nostrae complementum simul patefiant, maxime quando ad conservationem, beneficium et augmentum sui patrimonii pertinere cognoscimus, ut undique appareat quanti servitia, fidelitatem, et erga nos amorem dictae civitatis et incolarum illius faciamus. Hinc est quod cum pro parte consiliariorum et consilii generalis singularium personarum et proborum hominum dictae nostrae civitatis Sassaris nobis humiliter expositum fuerit, se pro beneficio augmento et conservatione propriorum bonorum ac pecuniarum illius cupere jurisdictionem civilem omnimodam per consiliarios suos exercere et administrare posse in prima instantia tantum contra quoscumque debitores dictae civitatis, et eorum fideiussores cuiuscumque qualitatis existant, ad effectum exigendi debita pro quibuscumque poenis a iure, statuto, vel alias impositis censualium pensionibus, locationum mercedibus, aut alio quocumque titulo procedentibus seu resultantibus; ita quod in prima instantia non possint evocari ad regiam audientiam pretextu viduitatis, pupillaritatis, miserabilitatis, seu alias, sed in gradu appellationis seu recursus tantum, supplicando nobis quatenus dictam iurisdictionem civilem ad effectus dumtaxat praedictos in perpetuum eis vendere dignaremur, offerentes nobis inservire ac solvere pro hac gratia ter mille scutos ad rationem decem regalium Castellanorum pro quolibet scuto, — et nos dictam civitatem Sassaris, consilium generale, ac singulares et probos homines illius favore nostro regio prosequi cupientes, supplicationi praedictae modo quo infra duximus annuendum. Tenore igitur praesentis publici instrumenti cunctis futuris temporibus firmiter valituri, de nostra certa scientia regiaque auctoritate deliberate et consulto per nos, et omnes reges Aragonum haeredes et successores nostros, de nostrae regiae potestatis plenitudine, qua in hac parte uti volumus, ac omnibus aliis viis, modis, et formis quibus de iure possumus, et valemus, vendimus, cedimus, transferimus, et transportamus in perpetuum vobis dictis consiliariis, ac Consilio generali, singularibus et probis hominibus dictae nostrae civitatis Sassaris iurisdictionem civilem in prima instantia tantum contra omnes debitores illius, ita quod per consiliarios qui nunc sunt, vel pro tempore fuerint, vel personam seu personas ab ipris nominandas, possitis et valeatis, ac possint et valeant audire, cognoscere, decidere ac determinare ut iuris fuerit in prima instantia omnes et quascumque causas civiles in posterum movendas contra omnes et quascumque personas cuiuscumque qualitatis existant, qui sunt vel in quocumque casu fuerint debitores dictae civitatis in quarumcumque pecuniarum qualitatibus magni vel pauci valoris, et eorum fideiussores, ad effectum exigendi et recuperandi ab eis et siugulis eorum omne debitum pecuniarum dictae civitatis, ratione officii administrationis, reddituum et fructuum eiusdem, venditionis seu emptionis, et contractus initi et firmati ad favorem dictae civitatis, vel ex quacumque alia ratione vel causa quousque ea reintegrata omni cum effectu de omnibus quantitatibus sibi debitis et debendis extiterit, super quo et omnibus ad id pertinentibus et spectantibus possint et valeant dicti consiliarii qui nunc sunt vel qui pro tempore fuerint, vel personae, ut dictum est, nominandae, prout iuris fuerit, servatis etiam constitutionibus, capitulis, et actis curiarum, caeterisque privilegiis, et pragmaticis, et aliis in iure servandis, procedere in prima instantia contra praedictos debitores, et eorum, et cuiuslibet eorum fideiussorem et fideiussores, et eorum bona, eosque obligare et compellere per terminos iuridicos ad solutionem quantitatum pecuniarum, quas legitime constiterit eos debere dictae civitati, nec non contra illos possint et valeant facere et firmare, ac exequi quascumque provisiones, executiones ac denunciationes, et alia quaelibet procedimenta quae necessaria fuerint et opportuna, procedendo etiam vigore clausulae *tertii* in instrumento obligationis contentae ad personarum capturam, carcerando et excarcerando eos semel et pluries, et quomodocumque dictis consiliariis bene visum fuerit, et ad executionem in bonis suis, vendendo ea donec et quousque dicta civitas ex pecuniis ab illis procedentibus omni cum effectu recuperaverit et exegerit ab eis omnes quantitates sibi debitas et debendas, atque dictam iurisdictionem virtute huius privilegii eis damus et extendimus ad cognoscendum de mandatis et poenis per dictos consiliarios expeditis et impositis ad effectum solvendi et recuperandi quaecumque civitatis debita ex redditibus quorumcumque censualium vel illorum quantitates principales aut alio quocumque titulo et causa procedentia et resultantia ad solutionem debitorum dictae civitatis. Declarantes quod sententias quas dicti consiliarii pronunciaverint in dicta prima instantia tantum et non alias ad executionem deducere possint et valeant per ministros iustitiae quos ad id nominaverint et elegerint eorum in dicta civitate degentium absque interventione cuiuslibet alterius iudicis vel ministri, non obstante quod a dictis sententiis appellatio fuerit

Digitized by Google

a condemnatione interposita coram nostro locumtenenti generali, vel suo casu praeside, et regia audientia, aut alio quolibet tribunali vel iudice ad quem seu quos pertinebit vel spectabit cognitio et declaratio, dummodo sindicus dictae civitatis Sassaris qui nunc est et pro tempore fuerit nomine illius se obbligaverit ad restitutionem integram quarumcumque pecuniarum quantitatum quae virtute dictarum sententiarum a debitoribus fuerint exactae casu quo dictae sententiae fuissent revocatae per dictum nostrum locumtenentem generalem et suo casu per praesidem et regiam audientiam, aut aliud quodcumque tribunal aut iudicem qui de dictis appellationibus cognoverint et super eis declaraverint sententiam aut aliam provisionem pronunciando et firmando, hoc etiam expresso et declarato quod causae quas praedicti consiliarii virtute huiusmodi privilegii sunt cognosciturі non possint in prima instantia deduci seu evocari per dictum nostrum locumtenentem praesidem regiam audientiam aut aliud quodlibet tribunal pretextu viduitatis, pupilaris aetatis, miserabilitatis, neque alias, nec non quod dictae civitatis consiliarii neque illorum assessores non possint nec valeant recusari neque in causam suspicionis et recusationis incurrere declarari simplici tantum iuramento, nisi caussis probatis et approbatis in iuditio. Declaramus insuper quod huiusmodi iurisdictio non videatur neque intelligatur in aliqua sui parte viciata neque annullata per non usum nec per aliquem actum contrarium per dictos consiliarios absque decreto et resolutione consilii generalis dictae civitatis ad huiusmodi effectum congregati et convocati faciendum. Atque ad omnia et singula supradicta administrandum, exercendum et exequendum damus, concedimus, vendimus, transportamus et transferimus vobis dictis consiliariis Consilio, singularibus et probishominibus sepedictae nostrae civitatis Sassaris talem et tantam iurisdictionem, superioritatem et facultatem quam in prima instantia habemus, ita tamen quod nobis et nostris successoribus remaneat appellationis et recursus iuditium, et suprema potestas et superioritas in praedictis quae vobis vendimus tanquam supremo principi superiorem non recognoscenti competens. — Hanc autem venditionem, et ex causa venditionis concessionem, translationem, et transportationem facimus sicut melius dici potest et intelligi ad bonum etiam intellectum vestrorum consiliariorum Consilii, singularium et proborum hominum dictae nostrae civitatis Sassaris extrahimus et auferimus praedictam iurisdictionem, quam vobis vendimus de iure, dominio, potestate, proprietate et posse nostris et nostrorum, illamque in vestrorum ius dominium, proprietatem et posse cum reservationibus, et qualitatibus superius et inferius expressis mittimus et transferimus pro praetio dictorum ter mille scutorum ad rationem decem regalium pro quolibet scuto, quod iam nobis in numerata pecunia dedistis et solvistis realiter et cum effectu pro certis nostri regii servitii sumptibus illustri marchioni de los Velez consanguineo nostro tunc temporis locumtenenti et capitaneo generali in praedicto Sardiniae regno [1]. Mandantes et prohibentes serie cum presenti nostro locumtenenti generali qui nunc est, et caeteris qui in posterum fuerint, et suo casu praesidi ac regiae audientiae et aliis quibuscumque iudicibus et tribunalibus dicti nostri Sardiniae regni, ne dictam iurisdictionem in prima instantia exerceant exercereve audeant, praesumant vel atentent. Quam quidem iurisdictionem, venditionem et omnia et singula praecontenta et ad ea concernentia per nos et omnes reges Aragonum haeredes et successores nostros de praedicta nostra regiae potestatis plenitudine qua in hac parte uti volumus, ac omnibus aliis viis, modis et formis quibus de iure possumus et valemus, ut est dictum, eisdem consiliariis Consilio et probis hominibus dictae nostrae civitatis Sassaris facimus, concedimus, firmamus, vendimus, transportamus et elargimur, promittimusque ac bona fide regia convenimus per nos et successores nostros reges Aragonum nullo unquam tempore revocare; imo intentum aperientes nostrum dicimus et consentimus totum id et quidquid in praesenti venditionis instrumento contentum et expressatum est esse validum et firmum, tribuentes et committentes ei totum illud ius robur et firmitatem quam de regiae potestatis plenitudine, vel quavis alia causa ac ratione, sub conditionibus et forma supradictis concedere possumus et valemus. Volentes, declarantes et mandantes nostro locumtenenti et capitaneo generali qui nunc est vel pro tempore fuerit, et suo casu praesidi ac regiae audientiae, et aliis quibuscumque iudicibus et tribunalibus, quod deinceps cesset et cessare debeat facultas audiendi, dicendi, declarandi et determinandi in prima instantia tantum dictas causas et quamlibet earum quae contra praedictos officiales, ministros et personas debitores civitatis nostrae Sassaris et eius fideiussores tam naturales Sardiniae quam externos in posterum moverentur rullone exactionis et recuperationis quantitatum ab eis dictae civitati debitarum et debendarum, ut cumque sit, auferentes ab eisdem dictam iurisdictionem et eius exercitium et usum, et concedentes vobis dictis consiliariis, Consilio, singularibus et probis hominibus dictae nostrae civitatis Sassaris ut eam per dictos consiliarios qui nunc sunt vel pro tempore fuerint servato modo et forma supradictis nomine nostro administrare et exercere valeatis. — Don Joannes ab Austria propterea meo fratri, magno priori Ordinis Sancti Ioannis, a Consilio Status, gubernatori et capitaneo generali inferioris Germaniae, Flandriae, Charloes et Burgundiae, generali maris, gubernatori ac capitaneo generali omnium armorum maritimarum, ac vicario generali totius coronae Aragonum dicimus: illustri vero nostro locumtenenti et capitaneo generali, nobilibus, magnificis, dilectisque consiliariis

(1) Il pagamento dei tremila scudi era già stato fatto alcuni anni avanti della presente concessione e vendizione, poichè don Fernando Taxardo Requenseus marchese de los Veles fu vicerè di Sardegna dal 1673 al 1675. — La Corte di Madrid che aveva bisogno di danaro per sopperire alle ingenti spese della guerra che sostenea contro la Francia, lo traeva in tutti i modi e con tutti i mezzi, anche men retti, dovunque poteva, del che fa prova indubitata il presente documento. E si è già veduto con la scorta degli altri documenti che precedono, come questo istesso bisogno di denaro motivasse la domanda di un *donativo straordinario* fatto alle *Corti generali* di Sardegaa nel 1666, e come l'essere stato niegato dagli Stamenti sardi fosse poi causa della uccisione di don Agostino di Castelvì marchese di Laconi, *prima voce* e *sindaco* dello Stamento militare, avvenuta in Cagliari nel 21 giugno 1668; dell'altra del vicerè don Emmanuele Gomez de los Cobos marchese di Camarassa, consumata per vendetta in detta città di Cagliari nel 24 luglio dello stesso anno; e della tragica fine del vecchio e valoroso don Giacomo Artaldo di Castelvì marchese di Cea, il quale perdè la testa sul palco nel 15 giugno 1671.

Digitized by Google

et fidelibus nostris regenti cancellariam et doctoribus nostrae regiae audientiae, iudicibus curiae, advocatis et procuratoribus fiscalibus et patrimonialibus, gubernatoribus quoque seu reformatoribus in capitibus Calaris et Gallurae, Sassaris et Logudori, regio procuratori, magistro rationali ac regenti nostram regiam thesaurariam, vicariis, subvicariis, potestatibus Alguaziriis, virgariis et portariis, caeterisque demum universis et singulis officialibus et subditis nostris maioribus et minoribus in praefato nostro Sardiniae regno constitutis et constituendis, ipsorumque officialium locumtenentibus, seu officia ipsa regentibus et subrogatis, praesentibus et futuris, ad incursum nostrae regiae indignationis et irae, poeneque florenorum auri Aragonum mille nostris regiis inferendorum aerariis, dicimus, praecipimus et iubemus quod dictam iurisdictionem et omnia et singula circa illam superius expressata et declarata iuxta eorum seriem et tenorem vobis dictis consiliariis, Consilio, singularibus et probis hominibus dictae nostrae civitatis Sassaris teneant firmiter et observent, tenerique et irrevocabiliter observari faciant inconcusse per quoscumque, ita quod omni dubio, contradictione et sinistra interpretatione cessantibus praedicti consiliarii, Consilium, singulares et probi homines ab hinc gaudeant et gaudere possint firmiter concessionibus et gratiis supradictis, et illi ad quos spectet eos in possessionem corporalem, realem et actualem, seu quasi, huiusmodi nostri instrumenti regiae gratiae et concessionis ponant et inducant, positosque et inductos manu teneant et defendant contra cunctos, et non contrafaciant vel veniant, aut aliquem contrafacere vel venire permittant ratione aliqua sive causa, si officiales et subditi nostri praedicti gratiam nostram charam habent, ac praeter irae et indignationis nostrae incursum, poenam praeappositam cupiunt evitare. Quod fuit actum et datum in Oppido nostro Matriti die vigesimo quarto mensis novembris, anno a Nativitate Domini millesimo sexcentesimo septuagesimo septimo, regnorumque nostrorum decimo tertio.

Signum Caroli Dei gratia regis Castellae, Aragonum, Legionis, utriusque Siciliae, Hierusalem, Hungariae, Dalmatiae, Croatiae, Navarrae, Granatae, Toleti, Valentiae, Gallitiae, Maioricarum, Hispalis, Sardiniae, Cordubae, Corsicae, Murtiae, Giennis, Algarbii, Algezirae, Gibraltaris, Insularum Canariae, nec non Indiarum Orientalium et Occidentalium, Insularum ac Terrae firmae, maris Oceani, archiducis Austriae, ducis Burgundiae, Brabantiae, Mediolani, Athenarum et Neopatriae, comitis Abspurgi, Flandriae, Tirolii, Barchinonae, Rossilionis et Ceritaniae, marchionis Oristani, et comitis Goceani, qui praedicta laudamus, concedimus et firmamus, eisdemque nostrum commune sigillum pendens iussimus apponendum.

YO EL REY.

Testes praemissis fuerunt don Vespasianus Maurique et Gonzaga comes de Paredes, don Franciscus Carzimito et Pimentel comes de Benevente, et don Petrus Lasso de la Vega Figueroa comes de los Arcos, omnes a cubiculo Suae Maiestatis.

Signum Iosephi de Haro et Lara S. C. et R. Maiestatis consiliarii eiusque secretarii in S. Aragonum Consilio, ac notarii pubblici per totam terram et ditionem suam, qui mandato Suae Maiestatis una cum praenominatis testibus scribi fecit, et clausit.

Dominus rex mandavit mihi Iosepho de Haro et Lara. — Visa per Villarampa et pro thesaurario generali Calbà, Fernandez ab Heredia et Colona, et pro me conservatore generali.

V. don Michael de Calbà.
V. don Raphael de Vilosa
V. Haro pro conserv. gen.

In Sardiniae vol. fol cc.

LIV*.

Cortes generales celebradas por el ex.mo s.r conde de Santisteban virrey de Sardeña en el año 1678.

Estratto dall'antico Archivio del regio Patrimonio di Sardegna.

El Rey.

Ill.e marques de las Navas conde de Santisteban pmo mi lug.e, y capitan general, haviendo visto las representaciones, que me haveis hecho acerca de los sujetos que se han señalado en mi servicio, en las cortes que haveis celebrado en mi real nombre en esse reyno, he resuelto hazerles las mercedes siguientes.

Al marques de Villasor he nombrado por mi mayordomo, y tendre siempre pñtes los meritos, y servicio de su casa para honrarle, y favorecerle segun ellos.

Al marques de Lacony le he hecho merced de gentil hombre de mi camara sin exercicio, y le honrare con un sobre sueldo competente, si se inclinare a servir en guerra viva.

A don Augustin Brondo, y Castelvi he hecho merced de una compañia de cavallos para ir a servir, y en las vacantes de encomiendas attendere a favorecerle con alguna.

Asserca del marques de Albis he ordenado se sepa el estado en que se halla el tercio de naturales de esse reyno, que esta en Sicilia, y si el marques de Villa sor ha hecho dejacion del puesto de mestre de campo, de el, y con esta noticia tomare la resolucion combeniente.

Al regente don Melchor Sisternes he hecho merzed de dosientos ducados de pencion para un hijo.

Al D.r don Raphael Martorcell le insinuareis en mi real nombre, que bien servido me hallo de sa persona, y que el no concederle la merced de habito, que haviays propuesto, es por la resolucion, q. tengo tomada de no concederlos, sino es a quien ha seguido, o podiere seguir la profession de la milicia, pero que ponga los ojos en otra cosa de su combeniencia, en que le tendre muy presente.

Al D.r don Antonio Rugio he hecho merced de cien ducados de pencion para un hijo.

Al D.r don Baltassar Dexart he concedido otros cien ducados de pencion para un hijo.

Digitized by Google

A don Joseph Delitala he hecho merced en attencion a sus servicios del puesto de governador de Caller, y Galura en propriedad, durante su vida con todos los honores, y gajes, que le corresponden, restituyendo este officio al estado, y forma en que antiguamente se provehya en la conformidad, que lo suplica el reyno.

A don Francisco Rogger le dareis en mi real nombre las gracias por la finesa, con que sé ha señalado en mi real servicio, assegurandole, que tengo muy pñtes los que le assisten, y meritos que concurren en sa persona para honrarle, y favorecerle segun ellos adelentandolo en las ocasiones, que se offrecieren et promocion a mayores puestos, y le ordenareis continue en el officio de procurator real en la forma que hasta aqui contodos los honores, cargos, y emolumentos, que le corresponden, en el interim que el proprietario no fuere a servirle.

A don Francisco Sanjust he hecho merced de darle facultad, de que pueda disponer del officio de governador de Sacer, y sus cabos para despues de sus dias.

A don Felis Sanjust su hijo en attencion à los meritos, y servicios que concurren en su persona, y la finesa, con que el, y los de su casa han obrado en estas cortes.

A don Juan Batista Carnizer mestre racional de este reyno he resuelto aumentarle el sueldo, que goza con esse officio hasta la cantidad de quatrocientos, y cinquenta escudos al año en todo.

A don Joseph Catrillas he hecho merced en attencion a los meritos, y servicios que concurren en su persona, y a lo que sus passados han servido desde la conquista de esse reyno, de titulo de conde de uno de sus lugares el que elegiere.

A los marqueses de Albis, Soleminis, y Moras, don Thomas Delitala, don Juan Batista Sannatello, don Gaspar Carnizer, *don Francisco* de Arca, don Andres Manca, don Juan Bauptista Sanna, y don Francisco Luxorio Cervellon he hecho merced de habito de una de las ordenes militares en attencion a sus calidades, y a lo que han procurado merecer en estas cortes.

En quanto a las gracias de cavalleratos, y noblesas, que proponeis, ha parecido muy excido el numero; y assi he querido deziros, que si no las huviereis declarado todas, le minoreis lo possible, avisando de los sujetos, a quienes las haviereis publicado, paraque se le puedan dar los despachos.

A la ciudad de Caller he hecho merced en attencion a la singular finesa, con que se ha señalado siempre en el real servicio, de que su conseller en cap pueda llevar por todo el reyno la insignia de la ciudad, y en señal, de que es la pmera vos una medalla de oro con mi real effigie a una parte, y a la otra las armas de la ciudad con un cordon de seda colorada en el pecho, y le direis en mi real nombre, que tengo, y tendre siempre presente los meritos, que la assisten para honrarla, y favorecerla en quanto pudiere condusir à su mayor estimacion, y conveniencia de sus naturales.

Al venerable, y devoto religioso fray Diego Pinna sindico del reyno, que ha venido con el processo de las cortes, he hecho merced de cien ducados de plata de pencion en la pmera mitra, o dignidad ecclesiastica, que vacare, y tendre presente sus meritos, y persona para favorecerle, segun ellos.

A don Juan Batista Rachy cang.° de la santa Iglesia de Caller he hecho merced de cien ducados de pencion en la pmera canongia, que vacare, en attencion a la finesa con que ha servido en estas cortes como sindico de su cabildo.

A Joseph Carnizer sargento mayor de los cavos de Sacer, y Logudoro he hecho merced en attencion a sus achaques, y à lo que ha procurado merecer en estas cortes de que pueda nombrar un theniente en dcho puesto, pero con calidad de que qdo le huviere de elegir sea con aprovacion vuestra y de los que os subcedieren en essos cavos.

A Juan Cavallero primer coadjutor, y theniente de mestre racional de esse reyno he hecho merced de futura sucession de tercer coadjutor despues de sus dias para un hijo mayor subintrando el segundo, y terzero en el grado, que por reales pragmaticas, y estylos les pertenece.

A Antonio Morten he hecho merced, de que pueda disponer del officio de Salinero menor de la ciudad de Caller despues de sus dias en uno de sus hijos el que elegiere.

A Felis Demonte canonigo, y ciudadano de la ciudad de Caller he hecho merced de la futura de la contaduria de la administracion que exerce para su hijo mayor.

Publicareis las mercedes refferidas en esta conformidad, y a los demas sujetos, que se huvieren señalado en mi servicio, le dareis en mi real nombre las gracias, y me acusareis los que son para tenerlos pñtes en las ocasiones, que se offrecieren de su combeniencia. Datum en Madrid en treynta, y uno agosto MDCLXXVIIJ.

Io el Rey.

Vidit P. Antonius Arag.

Don Joseph de *Nato* et Lara segret.

V.t Don Michael de Calba.
V.t Don Raphael de Vilosa regens.
V.t Xulyé regens.
V.t Serñ. ab Heredia regens.
V.t Marchio de *Castelnon*.
V.t D.r P. Matheu regens.
V.t Don Antonio de *Calatjud*.

Al virrey de Sardeña por lo mismo de las mercedes, que vuessa Magestad ha hecho en estas cortes.

En virtud de lo qual, y en el real nombre de su Magestad desde luego haze merced su ex.a a los sujetos siguientes en la forma que se nombrara a cada uno.

A don Augustin Nurra abogado del Estamento militar, y ciudad de Caller, de cavallerato, y noblesa.

Al D.r Julian Muro abogado del Estamento real de cavalerato.

A Francisco Figus de la ciudad de Iglesias de cavalerato.

Al D.r Antonio Natter jurado terzero de esta magnifica ciudad de cavalerato.

A Leonardo Mayolo sindico de la ciudad de Castillo aragoner de cavalerato.

Digitized by Google

Al Lic.do Julian Sequi sindico del cavildo de Alguer un cavalerato para su sobrino Juan Francisco Gastaldo.

Al D.r Antonio Ruggio de noblesa.

Al D.r Gavino Lipery Villino noblesa.

Al licenciado Vitoriano Dore sindico del cabildo de Bosa cavalerato en nombre de su padre Francisco Dore Solinas.

A Antonio de Quesada Ribadeneira noblesa.

A Damian Solivera de noblesa.

A Juan Antonio Rigio de noblesa.

A Juan Batista Mallas cavalerato.

Al D.r Francisco Murro abogado de la magnifica ciudad de Caller cavalerato.

A Ottavio Ferdiany cavalerato.

A Antonio Lecca secrettario de la real audiencia cavalerato.

Al D.r Bartholome Contena abogado de la magnifica ciudad cavalerato.

A Miguel Dias noblesa.

A Lucifero Tronchi, y Gaboy cavalerato, y noblesa.

A Juan Augustin Auzame cavalerato, y noblesa.

A Julian Auzame cavalerato, y noblesa.

A Bernardo Auzame cavalerato.

A Alexandro Auzame cavalerato.

A Juan Andres Auzame cavalerato.

A Monserrate *Deana* cavallerato, y noblesa.

A Gaspar Sellent noblesa.

A Pedro Pablo Nurra, cavallerato.

Caller a seis de noviembre de mil seisciento, y settenta y ocho.

El conde de Santistevan.

Las susodhas gracias de su Ex.a estuvieron publicadas por mi infrapto secrett.o, y en alta voz leydas el domingo, que contavamos seis del mes de noviembre año del Nacim.to del Señor de mil y seiscientos, y settanta, y ocho, dia del levantamiento del ultimo solio, y conclusion de de las generales, y reales Cortes, que en nombre de su Mag.o que Dios gde, dho ex.mo señor conde de Santistevan como a presidente en ellas celebro en este reyno de Sardeña, y para mayor seguridad, y custodia he cuzido la pñte lista assi formada de su ex.a en el pñte libro de resoluciones haviendo dejado copia authentica de mi mano en el processo de dhas cortes.

Antonius Lecca secretarius.

El Rey.

Ill.e marques de las Navas conde de Santistevan, primo, mi lugarthe.te y capitan gen.l en despacho de veynte y siete julio dell'año passado mil seiscientos setenta y siete, os ordene diesseis en mi real nombre las gracias a los estam.tos; y particulares de este reyno, asegurandles de real gratitud por la singular finesa, con que havian concurrido en la concession del servicio de settenta mil escudos cada año por tiempo de diez, esperiencia muy correspondiente a las que han tenido siempre mis gloriosos progenitores de la ignata fidelidad de tan buenos, y fieles vassallos, y del zelo, que les assiste de promover todo lo que toca al real servicio, cuya continuada manifestacion tienne en mi real animo la justa estimacion, que corresponde a su finesa para honrarlos, y favorecerlos en quanto conduxere a la buena combeniencia de este reyno, y de sus particulares. En cuya conformidad se lo participareis, dando a los estamentos las cartas, que con esta se os remiten, y direis, que haviendosse visto el processo de las cortes, y suplicas contenidas en el hechas por parte del reyno, y todo lo demas, que ha representado en su nombre el venerable, y devoto religipso *fray Diego Pinna* su sindico he tomado las resoluciones sig.te

1. Sobre la suplica que haze el reyno en el cap. primero de la confirmacion de los privilegios. He resuelto concedersela de todos los que estan en uso, y en quanto a los que no le tienen, direis al reyno represente losque pide que se confirmen, que atendere a favorecerle en todo lo que no tuviese inconbeniente.

2. Sobre la suplica del cap. segundo, en que pide la confirmacion de las reales pragm.cas y cap. de corte favorables al reyno en orden a los salarios, y derechos tocantes a los Ministros de las Curias superiores, asi ecclesiasticos como seculares; y

3, 4, 5. He resuelto se haga como se sup.ca sobre las suplicas de los cap. tercero, quarto, y quinto, con que pide el reyno sea servido de mandar se forme una junta de doze Jnezes, seis Ministros, y seis de los Estamentos para el conocim.to de las contrafaciones.

He resuelto, se observe lo acostumbrado.

6. Sobre la suplica del cap. sexto, en que pide, que todos los puestos de administracion de justicia, y patrimonio se den siempre, y confieran perpetuam.te a naturales.

He resuelto digais al reyno tendre attencion à ocupar sus naturales dentro, y fuera de el por lo mucho que merecen.

7. Sobre la suplica del cap. septimo, en que pide el reyno se den todos los beneficios. y dignidades eclesiasticas a naturales de el, y no naturalizades.

He resuelto concedere al reyno, que todas las dignidades, y obispados se provehean en naturales, durante el tiempo del servicio, exceptuados los tres arzobispados, y obispado de Alguer, para cuya provision me reservo la facultad de hazerla en naturales, o forasteros.

8. Sobre la suplica del cap. octavo, en que pide el reyno, que las penciones eclesiasticas se den a naturales.

He resuelto, que todas las penciones, que se cargaren sobre los obispados, y sus resultas sean para naturales, però que quede a mi libre disposicion el poder dar a naturales, o forasteros las que se cargaren sobre los Arzobispados, y obispado de Alguer, e sus resultas.

9. Sobre la suplica del cap. nono, en que pide el reyno me interponga con Su Santitat, paraq.e las penciones se den siempre a naturales, y se evite el abuso de conferirlas en testas de iherro.

He resuelto se escriva à mi embaxador en Roma, paraq.e en mi real nombre passe los officios necessarios en orden al logro do lo que pide el reyno.

10. Sobre la suplica del cap. decimo, en que pide que todos los puestos de las Galeras sean para naturales.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

Marongiu secretario.

Digitized by Google

Decreto del Rey.

He querido deziros, que me ha hecho novedad lo que haveis decretado sobre esta suplica, pues debierais haver dado cuenta de ella, y aguardado mi resolucion, però dircisle al reyno, que siempre, que huviere naturales de el con las experiencias necessarias para ser empleados en los puestos de las galeras de aquella esquadra, tendre muy presente el favorecerlos.

11. Sobre la suplica del cap. undecimo, en que pide, que de las sacas de los granos se rebaje real y medio por cada estarel, a saber es un real por el labrador, y el medio de los tres, que se han pagado hasta agora.

He resuelto de aqui adelante se rebaje un real por estarel de los quatro, que por el passado tenia de beneficio la saca, paraq.e en esto pueda conseguir el labrador la combeniencia en el mejor despacho de sus frutos, y lograr la del real, que antes se le repartia, reteniendole en si en el precio de la venta.

12. Sobre la suplica del cap. duodecimo, en que pide, que no se puedan pedir donativos extraordinarios en atencion a lo exausto que se halla el reyno, y al servicio que haze de settenta mil escudos.

He resuelto venir en ello, però con la intelligencia de que esto no se pueda entender en caso de tal urgencia, y precision, que no pueda executarse por el mayor beneficio del mismo reyno.

13. Sobre la suplica del cap. decimo tercio, en que pide me interponga con Su Sántidad paraq.e en las conferencias de esto tribunal de la Inquisicion se observe assi en las causas de ecclesiasticos, como de seculares lo que se estila en los demas tribunales eclesiastico y real, decediendose las competencias por arbitros, y que no concordando estos se terminen por un juez tercero, el qual pueda ser el canciller apostolico, y real de aquell Reyno.

He resuelto venir en ello, y ordenare se escriva a mi embaxador en Roma, paraque passe todos los officios necessarios en orden a que su Santidad se serva de hazer esta gracia.

14. Sobre la suplica del cap. decimo quarto, en que pide el reyno vaya orden del concejo supremo de inquisicion, paraq.e los inquisidores non intenten con los eclesiasticos la actiba, ni los citen a su tribunal si no es en caso de fee, y pertenecientes al Ministerio de su instituto.

He mandado remitir al Concejo de la inquisicion esta materia, paraque me consulte sobre ella, y con vista de lo que repntare, tomare resolucion.

15. Sobre la suplica del cap. decimo quinto, en que piden los estamentos, mande se observe la concordia del Cardinal de Comengie, y que no se lleven salarios por las sentencias, y embaxadas, y se regulen los gastos à la forma, que disponen los Aranzeles.

He resuelto que no se lleven salarios de las sentencias, ni de las embaxadas y en quanto a las prorogaciones, que se observe la concordia, y que.si se hayan de hazer, sean con terminos breves.

16. Sobre la suplica del cap. decimo sexto en que proponen los estamentos tengan obligacion los arbitros de juntarse en la iglesia del santo Monte de la Piedad para la declaracion de las contenciones respeto de las dilaciones que suelen seguirse a causa de las competencias, que hay entre ellos.

He venido a bien en concederlo, y assi se executara.

17. Sobre la suplica del cap. decimo septimo, en que piden los estamentos se haga nuevo repartimiento, paraq.e todos paguen con igualidad, y segun la calidad de sus bienes.

He venido a bien en concederlo, y assi se executara, a cuyo fin dareis las ordenes combenientes, paraq.e se observe lo que conduxere a la mas recta distribucion.

18. Sobre la suplica del cap. decimo octavo, en que piden los estamentos que no se le puedan prohibir las armas de fuego largas observandose enteramte la real pragm.ca; que trata del uso de ellas.

He resuelto digais al reyno, q.e tiene esto incombeniente, y que darà a vuestro arbitrio, y en el de vuestros successores el conceder las licencias à las personas que jusgareis, que no han de abusar de d.o permisso, y que en caso de concederse esto a algunos sea sin pagar derechos a la secretaria.

19. Sobre la suplica del cap. decimo nono, en que piden los estamentos la observancia de las pragm.cas en quanto a la iurisdicion de los Barones sobre el conocimiento de la delacion de armas de fuego, y delitos cometidos con ellas, y demas que se expressan en dicto capitulo.

He resuelto por respeto de los muchos incombenientes, que pueden resultar de que se altere el estilo, que hay en esto, se observe lo establecido en las otras cortes.

20. Sobre la suplica del cap vigesimo, en que piden los estamentos, que no se pueda impedir por pregones hechos por mis lugarestenientes, y capitanes generales el uso libre de la iurisdicion, que pertenece a los Barones, y que se declaren nulos, los que hizo publicar el marques de los Velles.

He resuelto que no se puedan derogar por pregones los privilegios que tocan a los Barones.

21. Sobre la suplica del capitulo vigesimo primo, en que piden los estamentos se quite la gente de guerra que hay en la ciudad de Caller y sus puertas.

Direis al reyno quan en el conocimiento estoy de su ignata fidelidad y la confianza, y seguridad, que tengo en el proceder de sus naturales muy correspondiente al credito, y estimacion que merecen tan buenos, y fieles vassallos, pero que siendo *essa ciudad, y la de Alguer los dos unicos puestos, en que està librada la seguridad, y defenza de todo el reyno,* y conduciendo para ella en el estado pnte en que la violencia, y hostilidad enemiga no exceptua parte ninguna de mis dominios el que haya gruesso fixo de milicia exercitada, que pueda hazer cuerpo con los naturales de esse reyno en ocasiones de imbasion, no combiene que por ahora se haga novedad, pues seria abandonar tan buenos, y fieles vassallos y esponer su seguridad, y quietud a un riesgo conocido respeto de hallarse circumdado el mar de differentes escuadras de vaxeles y galeras enemigas, y que respeto de haver entendido las molestias, y vejaciones que suceden en las puertas ocasionadas de la insolencia, y falta de disciplina de algunos soldados, y que los que

Digitized by Google

al pñte hay no son effectivos ni de la utilidad paraque se juzgue procisa su dotacion.

He resuelto advertiros a vos (como lo hago) y a los que sucedieren en essos cargos, hagais que no se assiente plaza a ninguno, que no huviere servido, o no fuere capas de assistir a las operaciones, que se offrecieren, y assi mismo, que los soldados, que huviere en las puertas no quiten cosa alguna a los paisanos que entran a la ciudad, ni les causen la menor molestia o detencion, procurando que esten con toda la subordenacion, y regla militar, que combiene, y que corran con los naturales con la buena correspondencia que es justo; a cuyo fin dareis las ordenes combenientes, imponiendo para su mas puntual observancia todas las penas que jusgaredes necessarias, sin reservar la del ultimo suplicio, advertiendo de lo que se faltasse en uno y otro me darè por deservido, y os serà pedida a vos, y a vuestros successores muy estrecha cuenta.

22. Sobre la suplica del capitulo vigesimo secundo, en que piden los estamentos se le admitta a las communidades ecclesiasticas en lugar de fianza la obligacion de sus rentas como se estila en el cabildo de Caller.

He resuelto digais al Reyno, que tiene esto incombeniente.

23. Sobre la suplica del cap. vigesimo tercio en que piden los estamentos, que ningun noble, cavallero, militar, dotor en derechos, ni otra persona alguna generosa sea detenida ni puesta en la carrel por testigo, aunq.^{e} sea de quartada, ni ninguno que haya sido conseller, ni los insaculados en bolza de en cap y segundo, y sus hijos, ni los dotores en artes, y medicina, sino que sean examinados en sus casas.

He resuelto conceder, que los nobles, y cavalleros no puedan ser presos por testigos en carzeles publicas, sino en sus casas, u otras a arbitrio de mi lugarteniente, y capitan general, exceptuando el caso de testificar en delitos de lesa Mag.^{d} divina, y humana, plagio, moneda falsa, y assassinat.

24. Sobre la suplica del cap. vigesimo quarto en que piden los estamentos se gasten cada año dier mil escudos de servicio en las fortificaciones, que necessitaren las plazas del Reyno, y que para su mas puntual empleo corra su distribucion por las tres pm̄eras vozes de los estamentos, y que estos tengan las llaves del arca en que se haya de depositar esta cantidad.

He resuelto no se haga novedad en esta materia, y que se observe lo q.^{e} siempre se ha estilado, ordenando con toda precision a vos, y a los q̄os succedieren en essos cargos, que precisamente se distribuya en las fortificaciones lo que està aplicado para ellas sin divertirse a otra cosa alguna.

25. Sobre la suplica del cap. vigesimo quinto en que piden los estamentos que no se pueda passar a proceder, ni castigar a ninguno por delitos commetidos por otros.

He resuelto digais al Reyno he ordenado, que mis virreyes, y ministros obren con toda attencion guardando iusticia.

26. Sobre la suplica del cap. vigesimo sexto en que piden los estamentos que no puedan mis lugarestenientes, y capitanes generales ni ministro alguno llamar a alg.^{o} de un cabo a otro en tiempo de imtemperie.

He resuelto digais al Reyno, darè las ordenes combenientes, paraque mis lugarestenientes excusen el dar estas ordenes en tiempo de imtemperie, y tengan concideracion a lo que se repñta en esta suplica.

27. Sobre la suplica del cap. vigesimo septimo en que piden los estamentos que se suprimman los puestos que en el se restieren, y se restituya el officio de governador de Caller a la calidad de perpetuo, y que el de capitan de las guardias se provea en la forma que corria en lo antiguo.

He resuelto condecender en todo con la suplica del Reyno exceptuado el puesto de capitan de la guardia, cuya provision combiene quede a la libre elecion de mi lugarteniente, y capitan general, como se estila en todos los Reynos.

28. Sobre la suplica del cap. vigesimo octavo, en que piden los estamentos no se admitan acusaciones sino es a instancia de parte, y confirma de ella, y que se asseguren las costas; y que cessando la parte en la acusacion cesse el fisco.

He resuelto que no se admitan cabos sin firmas de la parte, y asseguradas las costas, las quales se depositen; y si por la informacion fuere absuelto el reo en la condennacion de las costas, se observe la disposicion del derecho civil; y en quanto a la ultima parte de que cesse la instancia del fisco cessandola de la parte, direis que tiene graves incombenientes.

29. Sobre la suplica del cap. vigesimo nono en que piden los estamentos me interponga con Su Santidad, paraque assi como los ecclesiasticos seculares tienen su juez de apelaciones puedan los regulares interponer recurso a los prelados, de cuya diocesis fueren podreis desir al Reyno darè las ordenes combenientes, paraque mi embaxador en Roma passe todos los officios necessarios paraq.^{e} Su Santidad se sirva de conceder esta gracia.

30. Sobre la suplica del cap. trigesimo en que piden los estamentos que a los naturales del Reyno y demas forasteros que cargan differentes generos para extraher de el no se les obligue a traher responsales de haverlos descargado en tierras y dominios de mi corona mis Aliados.

He resuelto digais al Reyno, que tiene graves incombenientes la concession de esta suplica y que assi se observe lo acostumbrado.

31. Sobre la suplica del cap. trigesimo pm̄o en que piden los estamentos, que los que tienen saca de porcion, puedan extraher sus granos en llegando el mes de iulio.

He venido bien en concederlo, entendiendose por todo el mes de iulio, con la calidad que se propone, y en lo que toca a sacar los granos vieios antes que los nuevos, darè las ordenes combenientes paraque se tenga concideracion.

33. Sobre la suplica del cap. trigesimo segundo tocante al encierro de la porcion formentaria, y satisfacion que se deve dar al sabrador.

Hè venido bien en condecender con lo que sup.^{ca} el Reyno.

33. Sobre la suplica del cap. trigesimo tercero tocante a que se haga el nuebo repartim.^{to} y excrutinio para la distribucion de la porcion formentaria.

He resuelto se haga como se suplica.

Digitized by Google

34. Sobre la suplica del cap. trigesimo quarto en que piden los estamentos, que en todos los lugares haya obreros que pidan limosna para la redempcion de los cautivos.

He venido bien en concederlo en la forma que se suplica, ordenando se entregue la limosna a la persona que deputare el superior del combento de Buenayre de la ciudad de Caller.

35. Sobre la suplica del cap. trigesimo quinto en que piden los estamentos que haya numero fixo de obreros en los lugares, y sean annuales, y gozen de exempciones ciertas.

He venido bien en concederlo.

36. Sobre la suplica del cap. trigesimo sexto tocante a que den comboyes para el resguardo de las remesas que se hizieren de las porciones de donativo, y subsidio.

He venido bien en concederlo.

37. Sobre la suplica del cap. trigesimo septimo en que piden los estamentos, que haya numero fixo de notarios, y escrivanos en la real audiencia, y lugartbenencia general; y que estos no puedan tener otros officios que les impidan su exercicio, ni sirvan por substituto.

He resuelto conceder al reyno esta suplica en la forma que propone.

38. Sobre la suplica del cap. trigesimo octavo con que piden los estamentos no se admitan apelaciones de sentencias mere interlocutorias, o simples provisiones.

He resuelto se haga como se suplica, siendo con conocimiento de causa.

39. Sobre la suplica del cap. trigesimo nono, en que piden los estamentos que no se lleven derechos algunos por las licencias de las sacas de porcion.

Direis al reyno la providencia que he dado en orden a este punto prohibiendo a mis lugartinientes, y capitanes generales el que puedan llevar derechos por ningun genero de licencias.

40. Sobre el cap. quadragesimo en que piden los estamentos, que no se pueda compeler a ningun vassallo a que haga mas de un mandado.

He venido bien en concederlo en la forma que se suplica.

41. Sobre la suplica del cap. quadragesimo primo en que piden los estamentos que no se puedan llevar drechos algunos por los despachos de la aprobacion de los escrivanos.

He resuelto que dhos drechos se redusgan a diez reales de a ocho.

42. Sobre la suplica del cap. quadragesimo segundo en que prescriven los estamentos la forma en que deve estar la custodia de las torres, y atalayas del reyno.

He resuelto se observe lo que se propone en quinto al requitidor, y que en lo demas se observe lo acostumbrado.

43. Sobre la suplica del cap. quadragesimo tercero tocante al buen cobro de los derechos de la administracion, y forma en que se ha de hazer la paga de los soldados de las torres.

He resuelto concederlo en la forma que se propone.

44. Sobre la suplica del cap. quadragesimo quarto en que pide el reyno que en adelante ninguno pueda ser nombrado por sindico de las cortes, no concurriendo en el la calidad de ser del Gremio de los estamentos.

He resuelto que pues esta a arbitrio de los estamentos la nominacion del sindico, que nombren a quien quisieren.

45. Sobre la suplica del cap. quadragesimo quinto en que piden los estamentos, que ningun regnicolo pueda ser sacado por fuerza a servir de soldado, sino es que hecho processo concurren delitos por los quales deva a lo menor ser desterrado.

He resuelto digais al reyno que se tendra consideracion a lo que se representa.

46. Sobre la suplica del cap. quadragesimo sexto, tocante a la conservacion del labrador, y a senalar le porcion para su sustento, y sementera en que no pueda ser executado.

He resuelto venir en ello concediendole en la forma que se suplica.

47. Sobre la suplica del cap. quadragesimo setimo, en que pide el reyno perdon gen.l de todos los delitos, que huvieren commetido los de los estamentos, las familia de los que los componen, y los naturales del reyno, y que haga merced a este de que buelvan a el, y a sus casas los condes de Sedilo, Montalvo, Villamar, Monteleon, don Geronimo Zonza, el Mro fray Salvador de Castelvy, el juez don Francisco Cao, don Francisco Ansaldo, Ludovico Riccio doctor don Joseph Marti, Juan B.ta Biancarello y Lucas Acorra.

Direis al reyno en quanto a la pnera parte de conceder el perdon en gen.l tiene incombeniente por ser contra la buena administracion de la justicia, y no haverse concedido nunca, en esta forma, en ningun parlamento, pero que attendiendo a la representacion, que haze el reyno siempre que acudieren los interessados, tendre presente esta suplica para usar de mi acostumbrada benignidad, y clemencia.

En lo que toca a la segunda parte he tomado las resoluciones sig.te. A los condes de Sedilo, y Montalvo he dado permisso paraq.e puedan bolver a sus casas.

Al conde de Villa mar se halla sirviendo en el principado de catalunna, donde he mandado se le de el empleo de capitan de cavallos, y he resuelto que por agora continue mi servicio, y tendre muy presente su persona para todo lo que fuere de su mayor combenienda.

Al conde de Monteleon he mandado se vea en que se le podrà acomodar en Flandes, donde tengo por combeniente me vayu a servir.

Don Geronimo Zonza se sabe ha muerto en Oran.

Fray Salvador de Castelvi no combiene salga por ahora del combento de nuestra Senora del Carmen de Napoles, donde hoy se halla.

Al abad don Matheo Frassu, y don Januario su hermano he dado permisso paraque puedan venir, a esta corte, però que no passen a esse reyno sin licencia mia.

A fray Effisio Joseph de Sotoreal he dado permisso, paraq.e pueda bolver à esse reyno.

Al dotor don Fran.co Cao he concedido que pueda bolver a esse reyno, peró continuando en su jubilacion como hasta aqui.

Ludovico Ricio, don Joseph Marti, y Juan Baptt.a Biancarello no combiene que por agora salgan de Oran, però

Digitized by Google

tendre muy presente la suplica del reyno para favorecerles quando fuere ocasion.

A don Francisco Ansaldo he venido bien en concederle para que pueda presentarse en qualquiera de mis reynos, como no sea en esse; donde serà oydo con toda gratitud.

48. Sobre la suplica del cap. quadragesimo octavo en que pide el reyno sea restituydo al exercicio de su llaza don Jorge de Castelvi, y caso esto no pueda ser nombre otro en su lugar, y que si el reyno llegare à tener commodidad para pagar el sueldo de otro Ministro, se le concedan dos plazas, una de regente togado, y otra de capa y espada, que esten affetas, una para naturales del cabo de Caller, y otra para los de Sacer.

Quedo mirando en quanto a don Jorge, y para el caso que quede jubilado direis al reyno en que parte quiere situar el sueldo del que pretende entre en su lugar, para tomar la resolucion, que me pareciere mas combeniente.

49. Sobre la suplica del cap. quadragesimo nono, en que piden los estamentos, que no pueda haver assientos ni estancos.

He resuelto que no haya estancos.

50. Sobre la suplica del cap. quinquagesimo en que piden los estamentos, se señalen dos mil escudos para reparo de las fabricas de las iglesias cathedrales del reyno.

Direis al reyno he mandado señalar lo que se ha de distribuir en este effeto, ordenando se tenga consideracion en su breve cumplimiento.

51. Sobre la suplica del cap. quinquagesimo primo, en que piden los estamentos se repartan à los ecclesiasticos tierras realengas como se haze con algunos pueblos, y villas.

He resuelto que los repartidores tengan consideracion de dar tierras a los ecclesiasticos que fueren pobres.

52. Sobre la suplica del cap. quinquagesimo segundo en que piden los estamentos mande se quiten las cabezas que estan en la torre del elefante y la inscricion que esta puesta en la calle de los cavalleros.

Direis al reyno que el estado de las cosas no permite que por agora se haga novedad, però que tendre presente su instancia para en lo de adelante.

53. Sobre la suplica del cap. quinquagesimo terzero, en que piden los estamentos sea servido de conceder el consultor real de las villas, y encontradas reales pueda llevar toga.

He resuelto digais a los estamentos, que se tendrà consideracion a lo que representan.

54. Sobre la suplica del cap. quinquagesimo quarto, en que piden los estamentos, que el fiscal no pueda apelar de las sentencias dadas en juyzio de hombres a favor de militares.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

Marongiu secretario.

Decreto del Rey.

He resuelto se observe lo acostumbrado.

55. Sobre la suplica del cap. quinquagesimo quinto, en que piden los estamentos, que en las ciudades, que tienen privilegio de luyzio del prohombres se observe lo mismo, en quanto a que el fisco no pueda apelar.

He resuelto ordenar se observe lo acostumbrado.

56. Sobre la suplica del cap. quinquagesimo sexto, en que piden el reyno sea servido de hazer merced, y favorecer a los abogados de los tres estamentos en las vacantes que huviesse de su profession.

He resuelto digais al reyno que tendre presente lo que me suplica.

57. Sobre la suplica del cap. quinquagesimo septimo, en que piden el reyno mande despachar privilegios perpetuos de las concessiones que hiziere de los capitulos sobredichos.

Direis al reyno he mandado se le den para durante el tiempo de esse servicio.

58. Sobre la suplica del cap. quinquagesimo otavo, en que pide el reyno le conceda exempcion de todos los derechos que deviere por el despacho de los privilegios.

He resuelto venir en ello *concediendole exempcion* de los derechos que tocan de media annata, y sello.

59. Sobre la suplica del cap. quinquagesimo nono en que piden los estamentos sea servido de conceder grandeza a la casa del marques de Villa Sor.

Direis al reyno que attendrè a los grandes meritos, y servicios de la casa y persona del marques de Villa Sor.

SUPLICAS DE LAS CIUDADES

Ciudad de Caller.

1. Sobre la suplica del capitulo pmero, en que pide confirmacion de todos sus privilegios, immunidades, franquesas, loables costumbres, y capitulos de corte.

He resuelto concedersela de todos los que estuvieren en uso, y no fuere de perjuyzio de tercero.

2. Sobre la suplica del capitulo segundo tocante a que los habitadores de dita ciudad, y sus appendicios no puedan ir de ronda.

He resuelto se haga como se suplica, sino es en caso que la necessidad pub.ca pidiere otra cosa.

3, 4, 5. Sobre la suplica del cap. tercero, quarto, y quinto que dize sobre el tercero, que ninguno de los ministros, ni los virreyes, ni persona alguna se haya immiscuir en el abasto, y provisiones del mantenim.to de carnes, y otras cosas de la ciudad, sino que deva de correr siempre por los consilleres.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

Marongiu secret.o

Del capitulo quarto que dize, que los que compran quesos paguen los drechos co' gabella de diez libras de peso el quintal a la persona, que por la cobranta de esto està, y tiene depulada la ciudad.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se sup.ca respeto a los particulares, y en respeto del rey, que se tratarà en junta de patrimonio.

Marongiu secret.o

Digitized by Google

Que el quéso que se comprare por sustento de las tres galeras de esse reyno sea con billete de los señores virreyes, y que no excedan veynte quintales cada mes por cada galera, que es lo preciso, y necessario por el servicio de la churma, y demas gente de racion, y que por esta cantidad se puede detener el drecho que paga el dueño del queso que se entra en la plaza, pues sino estuviera impuesto este derecho le pagaran tanto menos los officiales de Sa Magestad.

Marongiu secretario.

Y sobre el cap quinto en q̄ dize que se observen los privilegios que tiene dicha ciudad de exigir los derechos y demas imposiciones, y gabellas puestas, y que ning.° de los virreyes, presidentes, y governadores le puedan contravenir.

Decreto del Virrey.

Que se le guarde el privilegio.

Marongiu secret.°

Decreto del Rey.

He resuelto conformarme a vuestro parecer, y assi se lo participareis.

6. Sobre la suplica del cap. sexto, en que representa que ninguna persona por mas que sea exempta no se pueda excusar de hazer entrada de aduana, y denunciar, y assentar las ropas, y merces que introdujere por evitar qualq.ᵉ abuso.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica en orden a denunciar, y llevar todas las ropas a la aduana.

Marongiu secrett.°

Decreto del Rey.

He resuelto se execute en la conformidad, que lo haveis decretado.

7. Sobre la suplica del cap. septimo en que pide la ciudad cesse la visita que està commetida al regente, y que se le continuen los privilegios de exempcion, que por ella se dispensaron.

He resuelto cesse la dicha visita, quedando con la regalia de poder mandarla hazer siempre que pareciere justo.

8. Sobre la suplica del cap. octavo en que pide que los virreyes no se hayan de immiscuir ni evocar assi las cosas concernientes a la administracion de la ciudad sino aquellas hayan de dejar libres a los conselleres.

Decreto del Virrey.

Que se le guarden sus privilegios.

Marongiu secret.°

Decreto del Rey.

He resuelto se execute en la conformidad que lo haveis decretado.

9. Sobre la suplica del cap. nono, en que pide la ciudad, sea servido mandar, que no se intrometa ningun ministro en la ensaculacion para los officios de ella respeto de tocarlo peculiarm.ᵗᵉ por differentes privilegios, y reales ordenanzas.

Decreto del Virrey.

Hagase como lo suplican.

Marongiu secretario.

Decreto del Rey.

He resuelto se guarde lo que se ha observado hasta agora.

10, 11, 12. Sobre la suplica de los capitulos diez, onze, y dòze en que pide en quanto al decimo que no se ensaculen en los officios de la ciudad ningun forastero por mas sean de la corona de Aragon, no obstante sean naturalizados por privilegios o casamiento, sino que sean naturales, y verdaderamente nacidos en el reyno.

Decreto del Virrey.

Hagase como lo suplican.

Marongiu secret.°

11. Sobre el cap. onze en que pide que se observen los privilegios que designan los territorios de la jurisdicion del veguer de dicha ciudad.

Decreto del Virrey.

Que se observen sus privilegios.

Marongiu secret.°

12. Sobre el cap. doze en que pide los conselleres puedan sin incurso de pena alguna de hazer las representaciones licitas, y permitidas de derecho por la observancia de los privilegios.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

Marongiu secret.°

Decreto del Rey.

Me he conformado con lo que haveis decretado, y assi se lo participareis.

13-14. Sobra las suplicas de los capitulos treze, y catorze en que pide la ciudad que no pueda ser preferida en las funciones que se hallare masq̄de un ministro real, y que en los acompañamientos de los virreyes vaya con la ciudad el regente.

He resuelto se observe lo acostumbrado.

15. Sobre la suplica del capitulo quinze en que pide los ciudadanos de ella puedan todos tener arma de fuego, y llevarlas quando fueren al campo sin ser excludidos en las prohibiciones de los virreyes.

He resuelto digais, que tiene graves incombenientes.

16. Sobre la suplica del cap. diez y seis en que pide la ciudad, que los habitadores de ella no puedan ser puestos en la carzel sino es por delito que meresca

Digitized by Google

muerte, galera, mutilacion de membro, o otro delito, y que se les de sus p̄rias casas, o la dicha ciudad, y sus appendicios por resto, o carzel.

Decreto del Virrey.

Que se tendra concideracion a lo que representan en las ocasiones que se offrecieren.

Marongiu segrett.°

Decreto del Rey.

He resuelto venir en ello en la forma que lo haveis decretado.

17. Sobre la suplica del cap. diez y siete en que pide que no puedan ser derogados por Pregones, y pragmatica los privilegios que tiene.

He resuelto se observe lo acostumbrado.

18. Sobre la suplica del capitulo diez y ocho en que pide que en execucion del real privilegio que tiene pueda el Veguer con dos prohombres conoscer en p̄mera instancia de las causas de sus ciudadanos.

He resuelto se observe lo acostumbrado.

19. Sobre el capitulo diez y nuebe en que pide que las causas criminales de los ciudadanos matriculados en la dh̄a ciudad, se declaren con sus ciudadanos en la forma que lo observaren por los militares.

He resuelto tambien se observe lo acostumbrado.

20. Sobre la suplica del capitulo veynte, en que pide sea servido interponerme con su santidad, paraque no proveha de juez de apelaciones, sino en naturales de dicha ciudad, y que resida en ella.

He resuelto que no se haga novedad.

21. Sobre la suplica del capitulo veinte y uno, en que pide la ciudad, que la porcion formentaria de ella no se pueda prestar, ni dar, ni puedan mis ministros direta, ni indiretamente entrometerse en esto.

He resuelto ordenar que mis ministros no se intrometan, y que haziendo lo contrario hagan sus representaciones los conselleres a mi lugart.e, y capitan general, o acudan a mi concejo supremo, paraq.e se aplique la provid.a que fuere combeniente.

22. Sobre la suplica del capitulo veinte, y dos en que pide la ciudad que se mantenga la observancia del real privilegio, en que no se hagan imbentarios, ni sequestros de los bienes de los delinquentes, sino fuesse en caso de crimen laesae mayestatis, falza moneda, y heregia.

He resuelto se guarden los privilegios, cap. de corte, y āles pragm.ca en q̄to estuvieren en uso.

23. Sobre la suplica del cap. veynte, y tres, en que pide que la ciudad pueda poner en el almazen hasta a cinquenta mil ettareles de trigo con los mismos privilegios, y prerogativas que goza la porcion formentaria.

He resuelto digais tiene incombeniente.

24. Sobre la suplica del capitulo veinte y quatro, en que pide, que las peticiones que se presentaran ante la real aud.a o real concejo no se provehea en ellas: *adeat suam ex.am*

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

Marongiu secrett.°

Decreto del Rey.

Me he conformado con lo que haveis decretado; y assi lo participareis.

25. Sobre la suplica del capitulo veynte y cinco en que pide la ciudad, que en conformidad de sus privilegios no puedan ser insaculados en los officios de ella los nobles, barones, y militares.

He resuelto concederlo en la forma que lo suplica sin perjuyzio de don Juan Domingo Pitzolo que atualmente se halla insaculado.

26. Sobre la suplica del capitulo veynte y seis en que pide se observen los privilegios y cartas reales paraque los virreyes no puedan dar licencias de extraber del reyno fideos, semola, ni otras cosas sin consulta de los conselleres.

Decreto del Virrey.

Que se guarden los privilegios, y cartas reales.

Marongiu secrett.°

Decreto del Rey.

Me he conformado con lo que haveis decretado, y assi se lo participareis.

27. Sobre la suplica del capitulo veynte y siete, en que pide se observen sus privilegios tocantes a poder sus naturales leñar, y erbajar.

He resuelto se gua-den dh̄os privilegios, y en quanto no resultare perjuyzio de tercero, y estuvieren en uso.

28. Sobre la suplica del capitulo veynte y ocho, en que pide la ciudad que no valgan las gracias obtenidas por otros, si fueren contra sus privilegios.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

Marongiu secrett.°

Decreto del Rey.

He resuelto me informeis con individualidad asserca de este punto, y paraq̄. en conocim.to de los motivos porque se concedieron las gracias, que se pide no valgan, pueda tomar resolucion que fuere mas combeniente, y assi se lo participareis.

29. Sobre la suplica del capitulo veynte, y nuebe, en que pide la ciudad la observ.a de sus privilegios, sobre que no pueda haver botigas en ella por causa de los fraudes.

He resuelto se observe el privilegio que tuviere, en quanto se hallare en uso, y no resultare perjuyzio de tercero.

30. Sobre la suplica del cap. treinta, en que pide, que los que seran personas generosas puedan entrar à votar en el estamento militar.

Decreto del Virrey.

Que espliquen lo que entienden por generosos.

Marongiu secrett.°

Digitized by Google

Decreto del Rey.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado, y àssi lo participareis paraq̄. con intelligencia de lo que entiende la ciutad en esta parte pueda tomar la resolucion que fuere combeniente.

31. Sobre la suplica del capitulo treinta y uno en que pide que los ciudadanos, que viven en los appendicios, y han llevado las insinias de conselleres sean exemptos de salir a las muestras guardias, y escala guardias de dia ni de noche.

He resuelto que digais que tiene incombeniente.

32. Sobre la suplica del cap. treinta y dos, en que pide, que las caussiones, y fianzas, que se haran de representarse toties quoties los presos extrahidos de las carzeles, en las causas criminales sean estintas, passado el año, y en las civiles passados dos años.

Decreto del Virrey.

Que se guarde el capitolo de corte.

Marongiu secrett.°

33. Sobre el capitulo treynta, y tres en que dize, que a la ciudad se le ha concedido de que las fianzas que se haran para cobrar de los depositos pro absentibus et pupillis, no duren mas que sinco añes.

Decreto del Virrey.

Que se guarde el cap. de corte.

Marongiu secrett.°

34. Sobre la suplica del cap. treynta y quatro, en que pide se le confirme el decreto, que se le ha concedido, de que los mercadeles, que havran fiado ropas de las tiendas, y otras merces, tengan obligacion de pederlas dentro de dos años, y que al tercero pierda d.° mercader el ius petendi.

Decreto del Virrey.

Que se guarde el cap. de corte.

Marongiu secrett.°

35. Sobre el cap. treynta y cinco, en que dize que para evitar el perjuyzio que se harian en los encantes de la gente que comprava en aquellas ropas, se hazia listas de las personas que compravan, y no pagavan de contado, y que passados seis meses, si topavan por descuydo del Nott.° que en aquella lista no havia cruz negavan la partida, se mande, que en los tales encantes se observe el capitulo de corte.

Decreto del Virrey.

Marongiu secretario.

Que se guarde el cap. de corte.

36. Sobre el cap. treinta y seis en que pide que los capitulos de corte sean publicados por todos los lugares publicos, y acostumbrados para la utilidad de todos los vezinos.

Decreto del Virrey.

Marongiu secretario.

Que se haga como se suplica.

Decreto del Rey.

He sido servido conformarme con lo que haveis decretado, y assi se lo participareis.

37. Sobre la suplica del cap. treynta y siete en que pide, que segun los reales privilegios que tiene la ciudad pueda conocer privativemente de las controversias de las maestranzas, y confirmar, y authorizar sus constituciones.

He resuelto se guarde lo acostumbrado.

38. Sobre la suplica del cap. treynta y ocho, en que pide, que la ciudad haya de conocer, y executar las penas, que impusiere segun privilegio, sinque se le pueda tomar essa jurisdicion.

He resuelto, que digais, que tiene incombeniente.

39. Sobre la suplica del cap. treynta y nuebe, sobre que se observen los privilegios de que los habitadores sean francos de olivel.

He resuelto se le guarden sus privilegios en quanto estuvieren en uso y no fuere de perjuyzio de terzero.

40. Sobre las suplicas del cap. quaranta, que por los notarios publicos se observen los cap. de corte del libro terzero, titulo decimo, fol 767 recopilados et don Juan Dexart.

Que se guarden los capitulos de corte.

Marongiu secretario.

41. Sobre el capitulo quarenta y uno que la cavalleria no sea mandada a salir del distrito de la ciudad, y que los habitadores de ella no sean desmontados de los cavallos, ni se les tomen aquellos.

Que se le guarden sus privilegios.

Marongiu secretario.

42. Sobre el capitulo quarenta y dos, que los moradores de la ciudad no sean obligados a limpiar las murallas, solo que lo haga la chusma de las galeras.

Que se tendrà consideracion a lo que representan.

Marongiu secretario.

43. Sobre la suplica del capitulo quarenta y tres, que los que seran graduados en medicos devan ante de exercer la arte de praticar tres años con un medico mas antiguo.

Decreto del Virrey.

Que no puedan visitar sin haver platicado dos años en el hospital.

Marongiu secretario.

Decreto Real.

He sido servido conformarme con lo que haveis decretado.

Digitized by Google

44. Sobre el capitulo quarenta y quatro en que pide el estamento real que por cap. de corte se le sea concedido, que los militares, y cavalleros sean exemptos de la jurisdicion del veguer juntamente con los dotores de leyes, y medicinas.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

Marongiu secretario.

Decreto del Rey.

He resuelto se guarden los privilegios, y capitulos de corte en quanto estuvieren en uso, y no fueren de perjuyzio.

45. Sobre la suplica del cap. quarenta y cinco, en que el estamento real pide sea servido de hazer merced à Ang.° del Vecho secreti.° de d.° estamento de cavallerato por sus servicios, y lo que se le ha señalado en el mio en este parlamento.

He resuelto venir en ello, y assi se lo participareis.

Cabildo de Caller.

1. Sobre la suplica del capitulo p̄mero en que pide d.° cabildo que sobre la real caxa se le deve veynte mil ducados de penciones vencidas, y que conciderando ser la d.ª caxa pobre para pagarle de una vez la d.ª partida, que se le conceda seis mil estareles de sacas cada año hasta que se le pague lo vencido, y que por lo corriente y venidero se le concedan tantas sacas.

2. Sobre la suplica del capitulo segundo pide que su mag.d se interpuziesse con su Santidad paraq̄ hiziesse merced a la cathedral, de que se le aplicassen para la fabrica los interinos, y vacantes de los canonicatos, retorias, y demas beneficios.

Decreto real sobre el p̄mero.

He resuelto digais tendrè concideracion a que se le pague la cantidad que se deve con toda la brevedad possible.

Decreto real sobre el segundo.

He resuelto digais me interpondre con su Santidad a fin que se serva conceder la gracia que pide.

Ciudad de Sacer.

1. Sobre la suplica p̄mera en que pide se manden observar perpetuam.te todos y qualesquier privilegios, e immunidades que tiene concedidos, usados, o no usados. — He resuelto se le guarden sus privilegios en quanto estuvieren en uso, y no fueren en perjuhizio de terzero.

2. Sobre la suplica del capitulo segundo, en que pide se le mande guardar el privilegio que tiene de jusgar por prohombres las causas criminales de sus naturales, sin que el fisco pueda apellar de las sentencias.

He resuelto se guarde lo acostumbrado.

3. Sobre la suplica del capitulo terzero en que pide que la extracion fuera de sus terretorios, assi del trigo del escrutinio como de las hyeguas de trillar se haga por ella, y no por la governacion.

He resuelto se guarde lo acostumbrado.

4. Sobre la suplica del capitulo quarto, en que pide, que no se despachen comissarios del real concejo, ni del real patrimonio sino que qualq̄. diligencias, y adveriguaciones se commetan a los ministros regios de la real governacion de ella.

Decreto del Virrey.

Que se guarde el capitulo de corte, y en quanto a las dietas por casos sucedidos dentro la ciudad hagasse como se suplica respeto de los ministros, que existieren dentro la ciudad, y por las execuciones, que se hizieren de comission de la real aud.ª no lleven dietas.

Marongiu secretario.

Decreto del Rey.

He resuelto se execute en la conformidad, que lo haveis decretado.

5. Sobre la suplica del capitulo quinto, en que pide, que por quanto estan aplicadas para limpiar a Puerto Torres trecientas libras cadá año de la real azienda poniendo en su parte dosientos se aumenten a trecientos escudos, y las de la ciudad a dosientos, y que quatro mil ciento, y veynte escudos, que se libraron para este effeto despues de las cortes del conde de Lemos, cuya cobranza no ha podido conseguir, los pueda recobrar en otra tanta porcion de sacas, de las que se extrageren de d̄ha ciudad.

He resuelto concederle lo que suplica en orden al aumento de los trecientos escudos cada año, dando la ciudad los dosientos que offrece, y que en quanto ālo demas se tendrà atencion a lo que representa.

6. Sobre la suplica del cap. sexto, en que pide, que los que dieren, o tomaren dinero a censo, o a credito acudan juntos a la casa de la ciudad en presencia de su secretario para assentar los contratos en su libro a parte segun se estila en Barzelona.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica para los casos, y contratos venideros con que los contrahientes no hayan de pagar gasto alguno por el registro, entendiendose que qualquier notario pueda recibir los autos de d.os contratos.

Marongiu secret.°

Decreto Real.

He resuelto se execute en la conformidad que haveis decretado, y assi se lo participareis.

7. Sobre la suplica del capitulo setimo, en que pide que para excusar los gastos de los pleytos sobre la retardacion de la paga de algunos deudores se ponga en los instrumentos la clausula de tercio como se estila en Barzelona.

Digitized by Google

He venido en concederle lo que suplica, y assi se lo participareis.

8. Sobre la suplica del capitulo otavo, en que pide, que el governador de Sacer, ni otros ministros puedan obligar a los correos, que despachen universidades o particulares para algun negocio, a que les den aviso primero, sino que puedan ir libremente sin esperar ninguna licencia.

He resuelto ordenaros encargueis al governador, que no detenga los correos, sinò en caso preciso de mi real servicio.

9. Sobre la suplica del capitulo nueve, en que pide se fabrique un quarto seguro del dinero del donativo en las carzeles de ella para los cavalleros, y personas de porte, y que en el interim se les de uno en el palacio de d.ª ciudad, o sus casas por carzel.

He resuelto se execute la fabrica que pide la ciudad, y ordenaros veais la forma que podrà haver para la satisfacion del gasto, que se offreciere respeto de tener su aplicacion el dinero del donativo para gastos precisos de su deffenza, y custodia, y assi se lo participareis.

10. Sobre la suplica del capitulo decimo en que pide, que los consellers de d.ª ciudad no puedan ver llamados del virrey, y que si se les pretendiesse hazer algun cargo, sea despues de haver dejado el exercicio de su puesto.

Decreto del Virrey.

Que se tendrà concideracion a lo que suplica.

Marongiu secretario.

11. Sobre la suplica del cap, undecimo, en que pide que ningun cavallero, ni natural de d.ª ciudad de Sacer sea obligado a venir a esta de Caller en tiempo de intemperie.

Decreto del Virrey.

Que se tendrà concideracion a lo que pide.

Marongiu secretario.

Decreto Real.

Tendrè concideracion à lo que me representa, y assi se lo dareis a entender.

12. Sobre la suplica del capitulo doze en que pide, que ningun baron, ni senor impida a sus moradores el leñar, y erbajar en los terretorios que estuvieren treinta millas al redhedor de d.ª ciudad.

He resuelto se guarde su privilegio en quanto estuviere en uso, y no fuere en perjuyzio de terzero.

13. Sobre la suplica del capitulo treze, en que pide que por las vejaciones que padecen los vezinos en las rondas se le conceda, que en adelante no sean obligados sus moradores a ir de ronda sino los ministros.

He resuelto, que la governacion tenga cuidado, en que los que huvieren de rondar no sean de los mas pobres y assi lo ordenareis.

14, 15, 16. Sobre la suplica del cap. catorze en que pide se reparen las murallas de la ciudad.

Decreto del Virrey.

Que se aplicarà la cantidad que fuere menester.

Sobre la suplica del capitulo quinze, paraquè del donativo se retenga la ciudad la cantidad bien vista cada año hasta que queda satisfecha de los quatro mil escudos que prestò al duque de San German.

Decreto del Virrey.

Que constando de la deuda, se darà forma para la satisfacion.

Sobre la suplica del capitulo diez y seis que dize, que quando los conselleres van a las iglesias puedan llevar, y poner alfombras.

Decreto del Virrey.

Se verà la resolucion, y carta real, y se haya de heijr la governacion.

Decreto Real.

He sido servido conformarme con lo q̄ haveis decretado, y assi lo participareis.

17. Sobre el capitulo diez y siete, en què pide mande que don Francisco Cao, y don Geronimo Zonza que se hallan desterrados buelvan a d.ª ciudad.

Sobre esta materia se responde en el capitulo quarenta y siete de las suplicas de los estamentos.

18. Sobre la suplica del capitulo diez y ocho, que dize que los assessores de la real governacion no tomen mas de seis reales por cada decreto de curadores ad litles, o de otros contractos.

Decreto del Virrey.

Que se guarden los capitulos de corte, y ordenes reales.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado, y assi lo participareis.

19. Sobre la suplica del capitulo diez y nueve, en que pide se le conceda a sus moradores el poder fabricar almazenes en Puerto Torres para guardar sus frutos.

He resuelto digais tiene incombeniente.

20. Sobre la suplica del capitulo veynte en que pide, que salarios no lleven los ministros de las causas verbales en la ciudad de Sacer.

Decreto del Virrey.

Que se observe lo acostumbrado.

Decreto Real.

Me he conformado con lo que haveis decretado.

21. Sobre la suplica del capitulo veynte y uno, en que pide mande que todas las cosas en que no se paga derecho real se puedan embarcar sin licencia, ni intervencion de los ministros patrimoniales, y que corra solamente por cuenta de los conselleres de dicha ciudad.

Digitized by Google

He resuelto concedersèlo con calidad, de que se tenga concideracion a que no falte para la provision necessaria de la tierra, y durante mi voluntad real.

22, 24, 25. Sobre la suplica del cap. veynte y dos en que pide que el poder distribuir el abasto, y mantenimiento del pueblo corra por los conselleres de la dicha ciudad sin intrometerse ningun ministro real, ni otro que no sea de la ciudad.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

Sobre la suplica del capitulo veynte, y tres en que pide que ningun ministro real, ni otra persona alguna pueda tratar con los barcos, ni recoger las cartas que trageren sin haver precedido el darle pratica a vista de la fee' de la salud.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

Sobre la suplica del cap. veynte y quatro en que pide que los ministros de la real governacion no tomen cosa alguna de los exequatur, que dan a los guiajes despachados del real concejo, mas de un escudo, que se paga al nott.° o secrett.°

Decreto del Virrey.

Que quede al arbitrio del indultado registrar su privilegio, y queriendo registrarle no pague sino dos reales al notario.

Sobre la suplica del capitulo veynte y cinco, en que pide, que los ministros de la real governacion no cobren los salarios de sentencia por tercias sino queda hecha la sentencia deffinitiva, y entregada al nottario observando en todo los capitulos de corte.

Decreto del Virrey.

Que se le guarden los capitulos de corte que hay sobre dello.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado, y assi lo participareis.

26, 27, 28. Sobre la suplica del capitulo veynte y seis, en que pide que los ministros de la real governacion no tomen salario de las causas criminales.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica siguiendo el estylo de este real concejo.

Sobre la suplica del capitulo veynte y siete, en que pide que se pueda hazer el aforo del trigo come se haze en la sevada, y demas legumbres.

Decreto del Virrey.

Que se guarde lo acostumbrado.

Sobre la suplica del capitulo veynte y ocho en que pide, que se le conceda a la ciudad la jurisdicion en la forma que la tiene la ciudad de Caller contra sus deudores por hazer pregones, ordenaciones con penas pecuniarias, y corporales hasta el ultimo suplicio.

Decreto del Virrey.

Que presente el privilegio, y se darà resolucion.

Decreto Real.

Me he conformado assi mismo con lo que haveis decretado.

29. Sobre la suplica del capitulo veynte y nueve, en que pide que para reparo de los incombenientes que se experimentan mande se quiten los sortidores de los cueros en dha ciudad respetó de no ser de provecho.

He resuelto digais que tiene incombeniente.

30. Sobre la suplica del capitulo treynta en que pide que los ministros patrimoniales de dha ciudad no tomen derecho alguno de los barcos, que entran por transito en Puerto Torres, mientras no descarguen, que no tomen mas de una visita en el cargar, y otra en el descargar.

Decreto del Virrey.

Que no se pueda hazer mas que dos visitas, una antes de cargar, y otra despues, quando esta para partir la embarcacion, sin embargo que cargue de differentes especies de frutos en conformidad de las instruciones del visitador don Pedro Martines Rubbio.

31. Sobre la suplica del cap. treynta y uno, en que pide que el señor de la escrivania del real patrimonio de dha ciudad no pueda tomar mas de los dos reales que se paga al nott.° que rige la escrivania, y que entre ellos se ajusten.

Decreto del Virrey.

Que se guarde la tarifa de dho visitador.

32. Sobre la suplica del capitulo treynta y dos, en que pide que los patrones de los barcos no tengan menester de tomar los onze billetes que acostumbravan de onze personas, sino que corra el despacho por uno solo que sera la guardia real, y que este cobre los derechos devidos repartiendolos a quienes fueren.

Decreto del Virrey.

Que no sea necessario llevar mas billetes, que del governador, delegado de procurator real, y de la ciudad.

33. Sobre la suplica del capitulo treynta y tres, en que pide que se acomode la torre de la cola Derena, y que se haya alcayde, artilleros, y ocho soldados.

Decreto del Virrey.

Acuda a la administracion.

34. Sobre la suplica del cap. treynta y quatro, en que pide que no se conceda algun despacho a ninguna universidad eclesiastica, ni secular, ni a persona alguna, en que se trate de interes de la ciudad de Sacer sinque primero sea citada, y oyda.

Digitized by Google

Decreto del Virrey.

Que se haga como se pide.

35. Sobre la suplica del capitulo treynta y cinco en que pide que los arguasiles que hizieren prisiones de personas que no fueren matriculadas en jurados en cabos, y segondos, no pueden tomar mas que cinco sueldos.

Decreto del Virrey.

Que se guarde lo acostumbrado por lo antiguo.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado, y assi lo participareis.

36. Sobre la suplica del capitulo treynta y seis, en que pide mande dar libertad a don Francisco Ansaldo para poder bolver a dicha ciudad.

Sobre esse punto se os responde en el capitulo quarenta, y siete en las suplicas de los estamentos.

Cabildo de Sacer.

1. Sobre la suplica del capitulo p̄mero en que pide mande confirmarle todas y qualesq.ᵉ gracias privilegios, immunidades, y capitulos de corte que le estan concedidos, e que esten siempre in viridi observancia no obstante las ordenes, q̄ huviere en contrario.

He resuelto, se le guarden en quanto estuvieren en uso, y no fueren en perjuyzio de terzero.

2. Sobre la suplica del capitulo segundo, en que pide que en attencion à la cortedad de rentas, a que se halla reducido le haga merced perpetuam.ᵗᵉ de una saca de tres mil estareles de trigo cada año libres de todos derechos.

He resuelto digais tiene incombeniente por la cortedad de medios que produze el real patrimonio, y assi se lo advertireis.

3. Sobre la suplica del capitulo terzero, en que dize que las vacantes de los prebendados, y retores se apliquen, y concedan los frutos de aquellas a las distribuciones de dicha santa iglesia, rata por cantidad del tiempo de la muerte hasta el dia de la possession del sucessor.

He resuelto digais me interpondre con su Santidad a fin que se sirva conceder la gracia que pide.

4. Sobre la suplica del cap. quarto en que pide o que el tribunal de la santa inquis.ⁿ de dh̄a ciudad pague la porcion, o rateo del subsidio del donativo por gajes los frutos de la abadia de san Miguel, o que se rebaje a dh̄a iglesia turrintana dh̄a porcion.

Decreto del Virrey.

Que acuda al juez competente.

Marongiu secrett.°

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado, y assi se lo participareis.

5. Sobre la suplica del capitulo quinto, en que pide que en ocasion de vacante de arzobispo se apliquen los frutos a las distribuciones de dh̄o cabildo.

He resuelto digais me interpondre con su Santidad a fin de que se sirva de venir a lo que piden.

6. Sobre la suplica del capitulo sexto en que pide que vacando la abadia de Santa Maria de Sacargia, se una, o con el arzobispado, o se aplique a d.ª iglesia.

Decreto del Virrey.

Que lo suplique a su magestad.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado, y assi lo participareis.

7. Sobre la suplica del capitulo septimo, en que pide, que à los canonigos de patronazgo se den todos los años los raseros de sal que se acostumbran dar a los otros canonigos.

He resuelto que me informeis de lo que se os offreciere asserca de esto, paraq̄. en vista de ello resuelva lo que fuere mas combeniente.

8. Sobre la suplica, del capitulo octavo, en que pide que los canonicatos de dh̄o cabildo se provean perpetuamente en cavalleros, e hijos de ciudadanos.

He resuelto que digais, que me interpondre con su Santidad a fin de que se sirva conceder lo que pide.

Ciudad de Oristan.

1. Sobre la suplica del capitulo p̄mero, en que pide la confirmacion de sus privilegios, y capitulos de corte usados, o no usados.

He resuelto se le guarden en quanto estuvieren en uso, y no fueren en perjuyzio de terzero.

2. Sobre la suplica del capitulo segundo, en que pide que los vegueres no puedan tomar los dos ducatones de las possessiones dan de cada cosa immueble.

Decreto del Virrey.

Que el veguer tan solam.ᵉ cobre lo que le tocara por pragm.ᶜᵃ

3. Sobre la suplica del cap. terzero, en que pide, que el escriv.° del veguer pueda hazer los imbentarios de los bienes de los que mueren ab intestato sin dietas de d.° veguer, ni de sus ministros.

Decreto del Virrey.

Que se le guarde el capitulo de corte no obstante qualq.ʳ uso en contrario.

4. Sobre la suplica del capitulo quarto en que pide que los vegueres, y ministros que ponen el sello en los bienes de los que mueren con testamento no puedan tomar cosa alguna, sino fuesse de instancia de parte, y en caso que muera alguno ab intestato se nombren curadores segun disposicion de la real pragmatica.

Digitized by Google

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

5. Sobre la suplica del cap. quinto, en que pide que los vegueres, no puedan tomar derecho alguno del carceraje de los presos, que solamente se ponen por castigo, solo de los que tienen delitos.

Decreto del Virrey.

Que no se pague mas cantidad de lo que se expressa en este capitulo, y que se le de al carzelero, y el veguer no tenga parte alguna.

6. Sobre la suplica del capitulo sexto, en que pide, que los conselleres no pongan hyerros, ni cadenas a presos que no fuessen por crimen.

Decreto del Virrey.

En respeto de lo que importa de la seguridad de los presos, no hay lugar.

7. Sobre la suplica del capitulo septimo, en que pide que el prōr real haya de remitir la comission a su lugart.e para recebirse informacion contra particulares, sino es à instancia de parte por los cargos se hazen a los que nuevamente tancan, o sierran tierras, o paberiles que no los puede executar.

Decreto del Virrey.

Que se observen las reales pragmaticas, y las ordenes de su Magestat que hablan de este capitulo.

8. Sobre la suplica del capitulo otavo, en que pide dicha ciudad que las causas se despachen, y terminen dentro tres años, y que no embien comissarios para hazer execucion de los salarios, solo que se remitan executorials al juez del lugar.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

9. Sobre la suplica del capitulo nono, en que pide, que si algun conseller sirviesse por privilegio real al puesto del veguer, que no pueda tomar de dicha ciudad salario de conseller.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

10. Sobre la suplica del capitulo decimo en que pide que el veguer y el señor util por la ciudad tengan una llave dell'archivio, donde quedan inventariados los registros, processos, inventarios, y los papeles, que no se hallaran inventariados se hayan de inventariar à gastos de los señores utiles, y de los escrivanos de los tres campidanos.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

11. Sobre la suplica del capitulo undecimo en que pide que los notarios de la ciudad, y campidanos tengan obligacion de tener las prisias, y concluydo el año lleven dichas prisias, en poder del veguer, y conselleres para hazer revistas de dichas prisias, y den certificatoria.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

12. Sobre la suplica del capitulo duodecimo, en que pide que los herederos de los notarios difuntos archiven las notas de aquellos, que tienen en sus casas.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado, y assi se lo participareis.

13. Sobre la suplica del capitulo treze, en que representa los privilegios de exempcion, que estan concedidos en orden, a que ningun habitador de ella ni insaculado a sus officios pueda ser compelido a executar mandato alguno, y que en esta concideracion no se pueda obligar a ninguno que assista à prision alguna, ni a conduzir los presos a la parte donde se huvieren llevar.

He resuelto se les guarden sus privilegios, capitulos de corte, y ordenes reales que tuvieren en quanto estuvieren en uso.

14. Sobre la suplica del capitulo catorze en que pide que passado el termine de las reales pragmaticas, y no haviendo concluydo las causas los officiales las remitan en en poder del veguer.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica bajo las penas reservadas a los virreyes, y real audiencia.

15. Sobre la suplica del capitulo decimo quinto, en que pide que los ministros hagan quaderno para assentar los mandamientos de los vassallos dandoles feè antes de partir de como son mandados de cosas concernientes al servicio de su Magestad, y no sean mandados a llevar regalos a sus correspondientes.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

16. Sobre el capitulo decimo sexto, en que pide que el consultor assista a decidir en dicha ciudad a las causas, y en su omission los officiales den los processos a los letrados de dicha ciudad para declararlos, y en caso los embiassen con correo, o con hombre de mandamiento de dicho consultor, que de sus salarios se paguen dhos hombres de mandamiento.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

17. Sobre la suplica del capitulo diez. y siete, en que

Digitized by Google

pide que el lugart.e de pror real no tome dietas sino los dias, que personalmente assistirà al puesto para hazer embarcassiones.

Decreto del Virrey.

Que el teniente de prōr haya de assistir personalmente segun disponen las ordenaciones del visitador don Pedro Martines Rubio, y no assistiendo no lleve dietas sino en caso de legitimamente impedido, que entonzes podrà nombrar persona en su lugar en la forma, y conformidad que disponen dichas ordinaciones.

18. Sobre la suplica del capitulo decimo octavo, en que dize que los vegueres no tomen salario de firmas de mandatos.

Decreto del Virrey.

Que el veguer no tome nada, y de los demas segun tarifa.

19. Sobre la suplica del capitulo decimo nono, en que pide que se haga tarifa por los autos de possession, recepcion de querella, autos de fianza, y fianza pro absentibus, et pupillis.

Decreto del Virrey.

Que se guarden las pragmaticas y cap. de corte.

20. Sobre la suplica del capitulo veynte, en que pide, que el conseller en cabo, o el que ha de preceder en grado con el segretario, y dos ciudadanos nombradores el dia de la extracion de conselleres pueda visitar las torres del marquesado una y tantas veres, quantas seran necessarias.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

21. Sobre la suplica del cap. veynte y uno, en que pide que los soldados de las guardias de mar se nombren por el theniente capitan de las torres juntamente con los conselleres, y sin ellos, teniendo libro de assiento, y en caso removiessen a alguno, que expressen la causa, y andando d.° theniente o otro militar a regonocer las torres que avisen a dichos conselleres porque uno de ellos con dos ciudadanos vayan en su compañia, y que el clavario haga las pagas a dichos soldados en presencia de los conselleres.

Decreto del Virrey.

Hagasse como se suplica, exceptuado que la elecion, y nominacion, y demas que lo toque sea arbitrio del capitan, o su theniente, y despues de elegidos, y nombrados de dos dias de quenta de la elecion, y nominacion a los conselleres de dicha ciudad, y que el capitan no pueda quitar las plassas a los referidos sin dar cuenta prmero a su ex.ª y que sea a arbitrio del capitan el ir a visitar sin assist.ª de los jurados.

22. Sobre la suplica del cap. veynte y dos, que pide que la ciudad no gaste de las rentas de ella mas de cien escudos, y que en esso contribuyga el Campidano mayor y Simaxis.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

23. Sobre la suplica del capitulo veynte y tres, en que pide que los habitadores de dicha ciudad sean francos de los derechos de la montaña.

Decreto de su Ex.ª

Que se guarden los capitulos de corte.

24. Sobre la suplica del cap. veynte y quatro, en que pide tarifa para las provisiones con incierta de executoriales en forma, y ordenes de justicia.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

25. Sobre la suplica del cap. veynte y cinco, en que pide que el tribunal ecclesiastico no despache mandatos de censuras con precision de horas, y pocos dias, sino de ocho dias, en caso que el governador de los cabos, o los ministros de la ciudad concernientes a la real jurisdicion consulten a los virreyes, o a la real audiencia.

Decreto del Virrey.

Que es materia de justicia, y assi no ha lugar.

26. Sobre la suplica del cap. veynte y seis en que pide que los naturales que han servido de conselleres no puedan salir a reseñas.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

27. Sobre la suplica del capitulo veynte y siete, en que pide, que los officiales no tengan al misso para hazer las entimas.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

28. Sobre la suplica del capitulo veynte y ocho en que pide que los arrendadores de las salinas dentro un año fenecido el arrendamiento se hagan pagar de los Vassallos.

Decreto del Virrey.

Que se consultarà con el patrimonio, que los arrendadores tengan obligacion de cobrar la renta en especie el mismo año, que cae, sin dexarla toda, o parte de ella en poder de los vass.os del que resulta grave daño por que se los carga a precios muy subydos, y no haziendolo assi, se darà por prescripta la deuda.

Decreto del Rey sobre dichos Capitulos.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado y assi se lo participareis.

Digitized by Google

29. Sobre la suplica del capitulo veynte y nueve en que pide, que por estar muy destruydas sus murallas se le conceda para su reparo una saca de mil estareles de trigo por diez años de mas de los que tiene de encierro de porcion y que goze esta merced en la forma que la ciudad de Caller.

Decreto del Virrey.

Que de los diez mil escudos de las fortificaciones se la aplicarà porcion, y en el punto de medio real por saca que lo pidan a su Magestad.

Decreto Real.

He resuelto digais que tiene inconbeniente.

30. Sobre la suplica del capitulo treynta en que pide que los assessores no tomen salario en la administracion admission de articulos, no haviendo contradicion.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

31. Sobre la suplica del capitulo treynta y uno, en que pide, que se haga la composicion de los vassallos en la casa de la ciudad.

Decreto del Virrey.

Se daran las ordenes necessarias paraq.^{e} se haga con toda equidad.

32. Sobre la suplica del cap. treynta y dos, en que pide que se haga en la casa de la ciudad la nomina de los que pueden substentar cavallos.

Decreto del Virrey.

Que se oyran las demas ciudades que hablan en esto particular.

33. Sobre la suplica del cap. treynta y tres, en que pide que los notarios, que reciben los testamentos hagan los inbentarios.

Decreto de su Ex.ª

Que se le guarde el capitulo de corte.

34. Sobre la suplica del capitulo treynta y quatro, en que pide que no paguen los herederos los tres años devia pagar el vassallo no siendo vivo.

Decreto del Virrey.

Que se observe el estylo, segun lo mismo se observa en otras encontradas.

35. Sobre la suplica del capitulo treynta y cinco, en que pide, que no obstante sean exemptos sirvan un año de mayor los vassallos.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica en respeto de los que tienen exempcion de su Magestad.

36. Sobre la suplica del capitulo treynta y seis, en que pide que se observe el privilegio aqui citado sobre los mandamientos hazen los vassallos.

Decreto del Virrey.

Que se guarde el privilegio.

37. I sobre la suplica del capitulo treynta y siete, en que pide que los conselleres hagan la terna, y nomina de los officiales de Campidanos Milis en la conformidad que la hazen por los otros tres Campidanos.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica sin perjuyzio de las reales concessiones hechas a favor de terzero.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado, y assi lo participareis.

38. Sobre la suplica del cap. treynta y ocho, en que pide se guarde el capitulo de corte del tiempo del conde de Lemos, en que se le està concedido, que pueda extraher por el mes de mayo la mitad de la saca que tiene de porcion.

Decreto del Virrey.

Que se le guarde su privilegio.

Decreto Real.

He resuelto se le observe quanto estuviere en uso.

Ciudad de Castillo Aragones.

1. Sobre la súplica del capitulo primero, en que pide se le conceda permisso paraq.^{e} pueda sacar por su puerto la cantidad de porcion de granos que le està concedida sin obligacion de remetirla en Puerto Torres.

He resuelto concederle durante mi real voluntad en attencion a su suma pobresa, y assi se lo participareis.

2. Sobre la suplica del capitulo segundo, en que pide que pagados los derechos del real patrimonio, y los de la ciudad, las coralinas que pescan, y hazen agua en aquellos mares, y en los de la tonara no paguen otros derechos de mas.

Decreto del Virrey.

Se ha de oyr à la ciudad de Sacer que es cosa de justicia.

3. Sobre la suplica del capitulo terzero, en que pide que fenecido el biennio de la potestaria, o succediendo el caso de muerte, quede su exercicio a la ciudad hasta a tanto que se presentare privilegio de su Magestad por el que fuere provehydo.

Digitized by Google

Decreto del Virrey.

Hagasse como se suplica.

4. Sobre la suplica del capitulo quarto, en que pide, que de la porcion caberà a la ciudad del real donativo se le apliquen dosientos escudos para el reparo, y fortificacion de las muralas, y castillo, y levantar la artelleria.

Decreto del Virrey.

Que de los diez mil escudos, que se aplican a las fortificaciones se tendrà attencion de aplicarle porcion.

5. Sobre la suplica del capitulo quinto, in que pide, que cada año se saque de saco, y de suerte segun se acostumbra en los conselleres el alcayde que sirvirà en dicha torre.

Decreto del Virrey.

Sobre el alcayde de la torre de Frixano, hagasse como se suplica.

6. Sobre la suplica del capitulo sexto, en que pide que queden perpetuamente las bolzas de los jurados en el numero de ocho, y no se pueda hazer matriculacion, sino fuere en caso de muerte de alguno de los que hallan matriculados conforme a las ordenaciones de Almaniach, que goza la ciudad de Caller las quales gozen, y executen los de Castillo Aragones.

Decreto del Virrey.

Sobre la ensaculacion hagasse como se suplica.

Decreto Real sobre todas las suplicas.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

Cabildo de Ampurias.

1. Sobre las suplicas de los capitulos p̄mero, y segundo, que pide en el p̄mero, que en las bolsas de los deputados se haya de matricular el prelado, canonigos, y ciudadanos de Castillo Aragones.

Decreto del Virrey.

Que se creè estan matriculados, y que en la p̄mera ocasion se reconosceran las bolsas, se observarà la misma que con los otros.

2. Sobre la suplica del capitulo segundo, en que pide que no se puedan plantar horcas, ni executar sentencia de muerte dentro de la ciudad, sino es en los lugares destinados.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

Decreto Real sobre ambos capitulos.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado, y assi se lo participareis.

Ciudad de Alguer.

1. Sobre la suplica del capitulo p̄mero, en que pide mande confirmarle todos los privilegios, y capitols de corte, que le estan concedidos usados, o no usados.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

Decreto Real.

Tomarè resolucion con noticia de los q̄ fueren, y assi se lo participareis.

2. Sobre la suplica del capitulo segundo, en que pide, que goze de los mismos privilegios, y concessiones hechas hasta el dia de hoy a favor de la ciudad de Caller como si fuessen concedidos a la dicha de Alguer.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

Decreto Real.

He resuelto se le guarde su privilegio en quanto estuviere en uso.

3. Sobre la suplica del capitulo terzero, en que pide le mande perdonar los ochosientos escudos, que paga de donativo en concideracion a su despoblacion.

He resuelto hazerle esta merced en attencion a los motibos que representa, y assi se lo participareis, y os ordeno, y mando veais, si respeto de esta cantidad modica puede repartirse el resto en el reyno.

4. Sobre la suplica del capitulo quarto, en que pide se le haga merced de doze mil estareles de trigo de porcion demas de los que tiene concedidos, y que el encierro de uno, y otro se pueda hazer por todo el mes de febrero.

Decreto del Virrey.

Que en quanto a lo p̄mero, que lo representen a Su Mag.d, y en quanto a lo segundo se tendrà concideracion a su tiempo como se hagan los encierros en la misma conformidad de lo que se haze en la ciudad de Caller.

Decreto del Rey.

He resuelto digais en quanto a lo p̄mero tiene incombeniente por ser en perjuyzio de la real hazienda, y en quanto a lo segundo se tendrà concideracion a su tiempo.

5. Sobre la suplica del capitulo quinto, en que pide se le conceda permisso de extraher los diez y ocho mil estareles de trigo, de que se le hizo merced en el año mil seisciento treynta y quatro, paraque su procedido sirva para la compra de los doze mil estareles, y su beneficio para el desempeño de sus cargos.

He resuelto digais tiene incombeniente por la razon referida de ser en perjuyzio de mi real hazienda.

Digitized by Google

6, 7. Sobre las suplicas de los capitulos sexto, y setimo en que pide en el sexto que el veguer pueda conocer de todas y qualesq̄ causas de los estipendios adjudantes, artisteros, y torresanos exceptuados los delitos de sus officios.

Decreto del Virrey.

Hagasse como se suplica exceptuado el conocimiento de los soldados veteranos, y los que fueren de la compañia del governador de la plaza, y los artilleros, que fueren necessarios, segun la real carta de setiembre mill seiscientos sessenta y siete.

I sobre el capitulo septimo en que pide, que el medidor solamente pueda tomar seis dineros por cada resero de trigo.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

Decreto Real sobre ambos capitulos.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado, y assi se lo participareis.

8. Sobre la suplica del capitulo otavo, en que pide se le conceda facultad, paraq̄ pueda herbar, y hazer leña librem.te en qualesquier territorios en la conformidad que la tiene la ciudad de Caller.

He resuelto digais que tiene incombeniente por ser perjuyzio de terzero y haver sobre ello pleyto pendiente.

9. Sobre la suplica del capitulo nono, en que pide, que no veniendo privilegio real del veguer, que lo exerza el iurado en cabo.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

10. Sobre la suplica del cap. decimo en que pide, que en attencion a tener privilegio en orden a no poder ser vegueres de aquella ciudad sinò cavalleros o insaculados en jurados, sea servido mandar, que no se dee la possession a ninguno en que no concurrieren las calidades referidas.

He venido bien en concederle lo que pide, y assi se lo participareis.

11. Sobre la suplica del cap. undecimo en que pide que de aqui en adelante se pague al assessor de veguer trecientas libras de la real caxa de salario como se ha echo siempre.

He resuelto se le guarde lo acostumbrado, y assi se lo participareis.

12. Sobre la suplica del capitulo doze, en que pide se le conceda un prōr, y abogado de pobres señalandoles salario de la real caja cien libras al abogado, y cinquenta al procurador paraq̄ los pobres no queden indefensos.

He resuelto dexarlo a vuestro arbitrio paraq̄ lo dispongais de modo que no sirva de mal exemplar para otras ciudades.

13. Sobre las suplicas de los capitulos treze, catorze, y quinze que pide en el de treze, que los que guiare en cosas permittidas al veguer no puedan ser molestados, ni encarcerados por qualquier ministros.

Decreto del Virrey.

Que se le guarde el privilegio.

14. Sobre el cap. catorze, en que pide que la real Governacion no pueda mandar a los moradores de Alguer a salir de sus territorios, ni que pueda assumirse causa alguna civil ni criminal sin que p̄mero se declare por el veguer de Alguer.

Decreto del Virrey.

Que se observen, y guarden los privilegios, y reales pragm.cas.

15. I sobre el cap. quinze en que dize, que las causas civiles, y criminales de los militares las conosca el veguer, como a vice regente del Governador de los cabos de Sacer y Logudoro, sinque la real Governacion de Sacer se las pueda quitar por pretexto de evocacion, recurso, et alias.

Decreto del Virrey.

Que se guarde el privilegio.

Decreto Real sobre las tres suplicas.

He resuelto se guarden sus privilegios en quanto estuvieren en uso.

16. Sobre las suplicas de los capitulos diez y seis, diez y siete, y diez y ocho en que pide en el de diez y seis, que el veguer y soto veguer no se admitan a exercer dichos officios sinque p̄mero hayan pagado tabla de la anteced.e administracion, y que paguen los salarios a los juezes, que los sindicaren.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

17. Sobre el capitulo diez y siete, en que pide que la llave de la arquilla de las bolzas de todos los officios de toda la ciudad quede en poder del que presidiere en la extracion.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

18. Y sobre la suplica del capitulo diez, y ocho, en que pide que el Governador de Sacer no pueda citar al veguer, conselleres y nobles, para ir a dha de Sacer sin expressa orden del virrey.

Decreto del Virrey.

Que se guarde lo que fuere de justicia.

Digitized by Google

Decreto Real sobre las tres suplicas.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado, y assi se lo participareis.

19. Sobre la suplica del capitulo diez y nueve en que pide, que en respeto de estarle concedidos los mismos privilegios que tienen las ciudades de Caller, y Barzelona mande que en los autos que se hizieren se ponga la clausula quarentigia.

He resuelto concederselo con calidad, que ambas partes concurran en ella, y assi se lo participareis.

20. Sobre la suplica del capitulo veynte, en que pide mande no se le conceda nuevo puerto en los cabos de Sacer, y Logudoro sin consentim.to de dha ciudad.

He resuelto digais tendre concideracion a lo que me representa.

21. Sobre la suplica del capitulo veynte y uno, en que pide que los que tienen hazienda en Alguer, aunque tengan el domicilio en otras partes, paguen, o contribuigan en la porcion que se les señalare.

Decreto del Virrey.

Que lo pidan por justicia por ser cosa de perjuyzio de terzero.

Decreto Real.

Me he conformado a lo que haveis decretado, y assi se lo participareis.

22. Sobre la suplica del capitulo veynte y dos en que pide, que para evitar las dilaciones de las cobranzas mande que los conselleres puedan independentem.te apremiar a la paga a los deudores.

He resuelto digais tiene incombeniente.

23. Sobre las suplicas de los capitulos veynte y tres, veynte y quatro en que pide sobre el de 23, que la ciudad no este obligada a pagar cosa alguna a los Virreyes al tiempo van a visitar dha ciudad de Alguer, solo que se observe lo acostumbrado, y que de la real caja se le rehagan los trecientos escudos, o que se abonen en la paga del real donativo, que se ha de hazer en el ultimo año de la proroga.

Decreto del Virrey.

Que se observe lo acostumbrado.

24. Y sobre la suplica del capitulo veynte y quatro, en que pide que los ministros patrimoniales de dha ciudad no puedan tomar mas de dos escudos, y que a demas de los veynte y cinco quintales, que puedan sacar pagando la meytad de los derechos, puedan sacar tambien el patron, y marineros un quintal de ropa cada uno.

Decreto del Virrey.

En quanto a los drechos de los ministros, que no excedan a la tarifa del visitador don Pedro Martines Rubbio, y que en quanto a lo demas que puedan sacar veynte y cinco quintales, o estareles pagandole mitad, y esta gracia sea para este decenio.

Decreto Real sobre ambas suplicas.

Me he conformado a lo que haveis decretado, y assi lo participareis.

25. Sobre la suplica del capitulo veynte y cinco, en que pide que todos los enfeudados segun la lista que ha pntado hayan de llevar todos los granos a dha ciudad y no a otra parte conforme sus privilegios.

He resuelto se le guarden sus privilegios, y las infeudaciones, que hablan de esta materia en quanto estuvieren en uso.

26. Sobre las suplicas de los cap. veynte y seis hasta el de treynta, en que pide en el dho de veynte y seis, que es por el mismo effeto de llevarse effetivem.te el trigo de excrutinio a dha ciudad de Alguer, no obstante qualq. pleyto que intenten las villas, y que no sean oydas sin haver llevado enteramente la porcion.

Decreto del Virrey.

Por los terminos de justicia se hara lo que piden.

27. Sobre la suplica del capitulo veynte y siete en que expressa que de los diez mil escudos pmero se gaste para la fortificacion de lo nexio en acomodar la puente del estanque de dha ciudad, y algunos caminos que no se pueden passar para ir a las torres que se hallan derechas.

Decreto del Virrey.

Que de la cantidad, que se aplicara para el adresso de las puertas se le dara porcion.

28. Sobre la suplica del capitulo veynte y ocho, en que pide, que de los dhos diez mil escudos se haya de hazer el Puerto Conde para impedir esse abrigo a los enemigos de la real corona, y ser en aumento de la labranza, que con esto passaran.

Decreto del Virrey.

Que se tendrà atencion para aplicarse los medios possibles con que se pueda executar lo que se suplica.

29. Sobre la suplica del cap. veynte y nueve, en que refiere, que ningun barco que cargare de vino en el puerto de dha ciudad este obligado a pagar derecho alguno de dietas, ni visitas, y que los ministros que quisieren visitar lo puedan hazer sin pretender cosa alguna, sino es en caso de fraude.

Decreto del Virrey.

Que en las embarcaciones de vino, como en ellas no se embarquen otros generos de frutos, se excusen las dietas, y en quanto a los derechos de la visita, no cobren mas de lo que disponen las ordenaciones del visitador.

30. Y sobre la suplica del cap. treynta, en que pide que se transfiera en dha ciudad uno de los nobles y mag.cos oydores de la real aud.a para hazer poner los mojones en los terminos de dha ciudad, y que las villas que estuvieren en los limites regonoscan por superior al veguer.

Digitized by Google

Decreto del Virrey.

Que es cosa de justicia.

Decreto Real sobre dhos capitulos.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado, y assi se lo participareis.

Cabildo de Alguer.

1. Sobre la suplica del capitulo pmero, en qué pide se le rebaje de la partida 1515 libras, que dà por subsidio d.° obispado a la que legitimamente pudiere pagar por no haverse observado el repartamiento de las cortes del duque de Avelano de 1642 en las que se señalaron a dicho obispado 900, y esto en tiempo que se hallava con mas commodidad d.ª iglesia, y obispado.

Decreto del Virrey.

Acuda a su juez competente.

Decreto Real.

Me he conformado con lo que haveis decretado.

2. Sobre la suplica del capitulo segundo, en que representa, que la dicha ciudad y las villas de su obispado han padecido el contagio, de calidad que no han tenido rebaja sus frutos, sino tambien el exito de ellos, y en particular las rentas de la mitra, que no son sufficientes para satisfazer sus cargas, añadiendo a esto los gastos, que se le offrecen al prelado por tener residencia a la lengua del agua suplicandome mande en concideracion de lo refferido, relevar el dicho obispado de alguna parte de la pencion de quinientos escudos que paga cada año al tribunal de la inquisicion, y que perpetuamente se le observe, el que pague solo la cantidad, que le fuere señalada.

He resuelto digais, que en esta materia no se puede hazer novedad, assi por haverse cargado esta pencion con calidad de perpetua, y haver precedido permisso de su Santidad, como por no pagar otra pencion esta mitra, y haver suplicado el tribunal de la inquisicion se le concedan otras en los demas obispados, cuya cortedad de rentas no da lugar a ello, y assi se lo participareis.

Ciudad de Bosa.

1. Sobre la suplicas del cap. pmero, y segundo, en que expressa en el pmero que se le observe a dicha ciudad perpetuam.te todos y qualesq. privilegios, immunidades, franquesas, gracias libertades, y capitulos de corte que tiene.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica en quanto no se encuentran con las reales pragmaticas.

2. Y sobre el cap. segundo en que expressa, que goze todas las gracias, y privilegios que estan concedidos a las demas ciudades del Reyno.

Decreto Real sobre ambas suplicas.

He resuelto que se le guarden los privilegios, cap. que le estan concedidos, en quanto estuvieren en uso, y no fueren en perjuyzio de terzero.

3. Sobre la suplica del cap. terzero, en que pide mande concederle perpetuamente seis mil estareles de trigo de porcion en la conformidad que gozan esta gracia las demas ciudades en attencion a su pobresa.

He resuelto digais tiene incombeniente por no dar lugar a ello la estreches de mi real patrimonio.

4. Sobre la suplica del cap. quarto, en que pide, que en attencion de estarle concedido por differentes privilegios el poder tener puerto, y libre estracion a sus frutos, mande se lo mantenga en esta gracia.

He resuelto concedersela durante mi real voluntad, assi se lo participareis.

5. Sobre las suplicas de los capitulos quinto, y sexto, en el quinto que a dicha ciudad de Bosa se le guarde la franquesa de los derechos de las aduanas reales, como lo gozan las ciudades de Sacer, y Alguer, quitados todos abusos, y malos usos, que haya havido en contrario.

Decreto del Virrey.

Que se le guarde su privilegio segun lo acostumbrado que hoy estuviere.

6. I sobre la suplica del cap. sexto, en que pide, que con la brevedad mas possible se reparen las fortificaciones, y murallas de d.ª ciudad y las carzeles que estan en el castillo de aquella para custodia de los reos.

Decreto del Virrey.

Que se tendrà attencion de aplicarles la porcion que les cupiere en los diez mil escudos de las fabricas de las forticaciones.

Decreto Real sobre ambas suplicas.

Me he conformado con lo que haveis decretado.

7. Sobre la suplica del capitulo setimo, en que pide, que en virtud de los privilegios que tiene dicha ciudad puedan sus vesinos, y habitadores sacar, y embarcar su vino sin sacar licencia, mas que de los conselleres para ver si queda el abasto.

Decreto del Virrey.

Que se guarde su privilegio.

Decreto Real.

He resuelto se le guarden sus privilegios en quanto estuvieren en uso.

8. Sobre la suplica del cap. ottavo, en que pide se redusga a veguerato el officio de potestad de dicha ciudad, conservandole en los naturales y de bienal, y que se le dee por assessor un dotor en leyes, que en falta

Digitized by Google

de veguer governe el jurado en cabo, y en deffeto de este al segundo, gozando de las mismas preheminencias que las demas ciudades, y que el puesto de sotveguer se provehea por los virreyes nombrando uno de los que nombraren los conselleres en su terna.

He resuelto concederselo en la conformidad que lo pide, y assi se lo participareis.

9. Sobre la suplica del cap. nono, en que pide, que se le conceda licencia para que pueda abrir unas pesqueras, que tiene en el lugar d.° campo mare.

He resuelto digais tiene incombeniente.

10. Sobre las suplicas de los capitulos diez, onze, y doze; a saber en el capitulo decimo pide, que no se conceda a ninguna communidad eclesiastica ni a otra persona ninguna merced, que sea en perjuyzio de los privilegios, libertades, y franquesas de dicha ciudad.

Decreto del Virrey.

Que se tendrà atencion a lo que representan.

11. Sobre la suplica del cap. undecimo, en que pide que al governador de Sacer no se le dè estipendio, ni salario alguno en virtud del cap. de corte, y sent.ª de esta real aud.ª quando viene para hazer ensaculacion, o extracion de los nuevos conselleres, y demas officios de dicha ciudad.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

12. I sobre la suplica del capitulo duodecimo, en que pide que topando qualquier genero de ganado, assi rude, como domestico de los de la Planargia de Bosa dentro de las viñas, y olivares, puedan machelarlo, y llevarlo ante la just.ª de dicha ciudad para provar el dominio de aq̄l.

Decreto del Virrey.

Que por ser perjuyzio de terzero lo pidan por justicia.

Decreto Real sobre las tres suplicas.

Me he conformado con lo que haveis decretado.

13. Sobre la suplica del cap. treze, en que pide mande no puedan tener officios algunos los forasteros aunque sean naturales del Reyno.

He resuelto se observe lo acostumbrado.

14. Sobre la suplica del cap. catorze en que pide que en adelante no se haga de matricular en bolza los conselleres, y demas officios de la ciudad, y que no se queda admittir en un mismo officio sino es de tres en tres años; como es de conselleres por redundar en beneficio de los ciudadanos matriculados.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

Decreto Real.

Me he conformado con lo que haveis decretado.

Cabildo de Bosa.

1. Sobre la suplica del cap. p̄mero en què pide se le conceda à la ciudad porcion de encierro como la tienen las demas del reyno.

He resuelto digais tiene incombeniente.

2. Sobre la suplica del cap. segundo, en que pide se le conceda puerto franco en atencion de la combeniencia, q̄ resultara de ello a lo pub.co de dicha ciudad.

He resuelto concederle durante mi real voluntad, y assi lo participareis.

3. Sobre las suplicas de los cap̄. tres, quarto, y quinto de que pide en el capitulo terzero, que en el rio de dicha ciudad por ser capaz, pueda el cabildo de aquella hazer en d.° rio una pesquera.

Decreto del Virrey.

Que la ciudad lo contradize, y se oppone a ello.

4. Sobre la suplica del capitulo quarto, en que pide que se den, y repartan de las tierras sin desboscar a las personas eclesiasticas de dicha ciudad.

Decreto del Virrey.

En quanto a ripartir tierras a eclesiasticos lo contradize la ciudad.

5. Sobre la suplica del cap. quinto, en que pide que no se arquilen los saltos, y terretorios de dicha ciudad a forasteros, mientras fueren menester para los naturales.

Decreto del Virrey.

Decreto del Virrey.

En quanto a no arquilar a los forasteros los saltos de la ciudad que informe el sindico de la ciudad.

Decreto Real sobre las tres suplicas.

Me he conformado con lo que haveis decretado.

6. Sobre la suplica del cap. sexto, que pide que se le dè facultad a la ciudad paraque los padres de la compañia de Jesus puedan bolver a fundar en ella para cuyo effeto tienen destinadas rentas.

He resuelto digais a la ciudad òs tengo mandado, que constando os ser ciertos los effetos que offrecia la ciudad para su fundacion, y teniendo facultad para concederles dispusiesseis su execucion, y assi se lo participareis.

7. Sobre la suplica de los cap̄. septimo, y ottavo en que pide en el septimo, que hallandosse ganado, u' bueyes de las villas di magumades, y modulo destrugendo las viñas de dicha ciudad, puedan los dueños de aquellas machelar aquel, y representarlo a la justicia de dicha ciudad.

Decreto del Virrey.

En quanto a machelar los ganados ya està decretado a instancia de la ciudad.

I sobre la sup. del cap. otavo, en que pide que el dia de la fiesta del santo Emilio, y Promilio, que son Patrones de la ciudad sean feriados.

Digitized by Google

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

Decreto Real sobre ambas Suplicas.

Me he conformado con lo que haveis decretado.

Ciudad de Iglesias.

1. Sobre la suplica del cap. primero en que pide confirmacion de todos sus privilegios capitulos, y autos de corte.

He resuelto se guarden en quanto estuvieren en uso, y no fueren de prejuyzio de terzero.

2. Sobre la suplica del cap. segundo en que representa el desconsuelo que se le sigue de verse privada de pastor suplicandome sea servido consolarla con el.

He resuelto digais a la ciudad encargare al arzobispo de Caller, a quien està annexa, ponga todo cùydado, y vigilancia en el remedio de los desordenes de aquel cabildo assistiendo por su persona lo mas que pueda, y en quanto a lo demas tiene incombeniente.

3. Sobre la suplica del cap. tercero en que pide, que se rebaje el donativo, que cupiere a la dicha ciudad la partida se le rebajò en los dos años de la ultima proroga.

Decreto del Virrey.

Que hecho el repartimiento que se ha de hazer se tendrà concideracion.

Decreto Real.

Me he conformado con lo que haveis decretado.

4. Sobre la suplica del capitulo quarto, en que pide se le conceda puerto abierto para poder extraher sus granos sin obligacion de remedirlos en la ciudad de Caller.

He venido en concederlo durante mi real voluntad, y assi se lo participareis.

5. Sobre la suplica del cap. quinto, en que pide, que el officio de capitan de dicha ciudad se haya de proveher en natural, y que tenga la calidad de cavallero.

He resuelto se guarde lo acostumbrado.

6. Sobre las suplicas de los cap. sexto, septimo, otavo y nono, en que pide en el sexto que dichos capitanes hayan de purgar tabla de sus administraciones y que assi lo executen los jurados.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica, y assi en respeto de los capitanes passados, como de los venideros.

7. Sobre la suplica del capitulo septimo, en que pide que los capitanes de dicha ciudad no puedan extraher delinquente alguno de las Carzeles sin sabida de los conselleres, y teniendo nott.ª de algunas composiciones que dichos conselleres puedan hazer la adveriguacion, y dar nott.ª al virrey.

Decreto de Su Exc.ª

Que se haga como se suplica.

8. Sobre la suplica del cap. otavo, en que pide, que el capitan haya de cobrar el real donativo.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica quedando siempre la ciudad obligada a pagar a la real caja como hoy lo està.

9. Y sobre la suplica del capitulo nono, en que pide, que ningun baron pueda conocer de las causas de los habitadores, y naturales de dicha ciudad y en el caso delinqueren en sus territorios, que remitan los procedimientos en poder de dicha ciudad en conformidad de su privilegio.

Decreto del Virrey.

Que se le guarde su privilegio sin perjuyzio de derecho de tercero, y de los pleytos que hay hoy pendientes.

Decreto Real.

Me he conformado con lo que haveis decretado, y assi lo participareis.

10. Sobre la suplica del cap. decimo, en que pide la ciudad se le guarde el privilegio que le esta concedido, de que su cap.ºs y conselleres puedan hazer la extracion de officios, y nueva insaculacion sin dar parte a los virreyes.

He resuelto se le guarde dicho privilegio en quanto estuviere en uso.

11. Sobre la suplica del cap. onze, doze, treze, catorze, quinze, y diez, y seis, en que pide en el dicho cap. onze, que se pague a los que labraran el Real del labrador ò que se recumpense a la ciudad en lo que pagarà por el real donativo.

Decreto del Virrey.

Que por quanto en los tres brazos suplican lo contrario no ha lugar por ahora.

12. Sobre la suplica del cap. doze, en que pide de los diez mil escudos destinados todos los años por reparo de las fortificaciones del presente reyno se señale una porcion bien vista todos los años para reparar las murallas de dicha ciudad y por las puertas basta tanto que sean del todo reparadas, y aconchadas.

Decreto del Virrey.

Que de los diez mil escudos se tendrà concideracion a darle porcion.

13. Sobre la suplica del cap. treze, en que pide, que los commissarios de la cavaleria, y sargentos mayores en ocasion de la visita, ò reseña no puedan tomar mas que sus dietas, y lo remanente de las multas sirvan para comprar estandartes, trompetas, contambores, y otras cosas, pertenecientes a la milicia.

Digitized by Google

Decreto del Virrey.

Que se darà forma que se excusen los excessos.

14. Sobre la suplica del cap. catorze, en que pide, que los coletores de los diesmos, y legados Pios no tomen cabos sueldos.

Decreto del Virrey.

Que lo pidan por justicia donde les combenga.

15. Sobre la suplica del cap. quinze, en que pide, que todos los aduaneros reales de la ciudad de Caller, o de las demas del reyno abonen el derecho real que constarà averse pagado a los Duaneros de dicha de Iglesias conforme lo acostumbrado.

Decreto del Virrey.

Que se consultarà con el patrimonio.

16. Y sobre la suplica del cap. diez y seis, en que no se puedan ensacular forasteros en conselleres, y los que estaran ensaculados en cabo sean militares, y personas generosas, ò que gozen del privilegio de aquellos.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica exceptuados los que fueren domiciliados, y casados en dicha ciudad que pueden ser admitidos en el saco, que les tocare.

Decreto real subre dichas suplicas.

Me he conformado con lo que haveis decretado, y assi se lo participareis.

Cabildo de Iglesias.

1. Sobre las suplicas de los capitulos primero, segundo, tercero, quarto, y quinto, sexto, y septimo, en que representan; a saber es: en el primero, que se restituhigan al cabildo las islas de san Antiogo, y demas adjiacentes.

Decreto del Virrey.

Por ser materia de justicia que lo pidan donde perteneciere.

Sobre la suplica del capitulo segundo, en que pide se conserve el cabildo en la possession de la jurisdicion civil y criminal en los ministros deputados.

Decreto del Virrey.

Que se le guarde la jurisdicion, que les tocare.

3. Sobre la suplica del capitulo tercero, en que piden, que puedan tener los obispos para el govierno de sus baronias quatro, o cinco sùjetos seglares.

Decreto del Virrey.

Que se le guarde lo que fuere de derecho.

4. Sobre la suplica del cap. quarto en que pide, que cada año se dea a los ecclesiasticos un carro de sal.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

5. Sobre la suplica del cap. quinto en que pide, que los coletores, y administradores de los saltos, y derechos de la sal dentro un año cobren el arrendamento sinque despues puedan repetir la deuda.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica siendo de termino por dos años, y no constando haverse pedido justicialmente.

6. Sobre la suplica del cap. sexto, en que pide, que no se cobre mas que los cinco sueldos de los arados de trigo, y sevada.

Decreto del Virrey.

Que se pida por justicia.

7. Y sobre la suplica del cap. septimo, en que pide, que se puedan llevar a vender en la fiesta de san Antiogo todo genero de ganado, y ropas de mercancia.

Decreto del Virrey.

Que se guarde el privilegio de la feria.

Decreto Real sobre dichas suplicas.

Me he conformado con lo que haveis decretado.

8. Sobre la suplica del cap. otavo, en que pide conceda puerto abierto a la ciudad para poder extraher sus granos sin obligacion de remedirlos en Caller.

He resuelto concederselo, durante mi real voluntad, y assi se lo participareis.

9. Sobre las suplicas de los cap. nono, decimo, y undecimo, en que pide en el referido cap. nono, que se fabrique una fortelesa en puerto Palmas, y las villas circumvezinas ayuden a la fabrica.

Decreto del Virrey.

Que se tendrà concideracion a lo que pide.

10. Sobre la suplica del cap. decimo, en que pide, que el marquesado de Palmas, y baron de Tuelada fabriquen una torre en el monte de Serray.

Decreto del Virrey.

Que se tendrà concideracion paraq̄ se effetue lo que se suplica.

11. Y sobre la suplica del cap. undecimo en que pide que se restituhigan lo que importa la ratta tanto de las siras, como de los demas impositos.

Decreto del Virrey.

Por ser materia de justicia, q̄ lo pidan donde les combeniere.

Digitized by Google

Decreto Real sobre dichas suplicas.

Me he conformado con lo que haveis decretado.

12. Sobre la suplica del capitulo doze en que pide la concession del real del labrador. — En esta materia se responde en el cap. doze de las sup. de los estamentos.

13. Sobre las suplicas de los cap. treze, catorze, y quinze, en que pide en el de treze que los derechos se imponen en los trigos sean conformes al precio en que se emerzan.

Decreto del Virrey.

Que se tendrà atencion en el repartim.to

14. Sobre la suplica del cap. catorze en que pide que se paguen en estas cortes las limosnas se han concedido en las passadas a las iglesias de San Antiogo y de la virgen de Barbury.

Decreto del Virrey.

Que se tendrà atencion en el repartimiento.

15. Y sobre la sup. del cap. quinze, en que pide, que se le mande quatrocientos escudos a la cathedral de d.ª ciudad.

Decreto del Virrey.

Que se tendrà atencion en el repartimiento a lo que fuere de justicia, y en lo demas no ha lugar lo que se suplica.

Decreto Real sobre dichas suplicas.

Me he conformado con lo que haveis decretado, y assi se lo participareis.

16. Sobre la suplica del cap. diez y seis, en que pide me interponga con su Santidad paraque conceda buleto paraque d.° cabildo pueda contribuir a la porcion que le tocare en el servicio de las cortes.

He resuelto digais me interpondrè con su Santidad, a fin de que se sirva conceder breve assi por lo que toca a essa iglesia, como por lo que mira a las demas del reyno.

Encontrada Real de Barbagia Belvy.

1. Sobre la suplica del cap. pmero en que pide confirmacion de todos sus privilegios, y que se le observen inviolablem.te, non obstante qualq. abuso que huviere en contrario.

.He resuelto digais se le guarden en quanto estuvieren en uso, y no fuere de perjuyzio de tercero.

2. Sobre las suplicas del cap. segundo hasta el diez, y ocho inclusive, en que pide end.° cap. segundo, en que se le conceda la gracia de aquellos que deven pagar per el ebarbajo de los cochinos segun se les concediò en el cap. quarto del parlamento del conde de Elda.

Decreto del Virrey.

Que enseñe el cap. de corte que representa.

3. Sobre la suplica del cap. tercero, en que pide que puedan en tierras proprias tancar, y plantar viñas sin licencia del real patrimonio.

Decreto del Virrey.

Siendo proprias las terras, hagasse como se suplica.

4. Sobre la suplica del cap. quarto en que pide que los vassallos puedan libremente cortar leña, y maderaje que tendran menester por sus usos proprios de las montañas de la encontrada solamente con revista, y licencia del off.l

Decreto del Virrey.

Que acudan por la licencia, y que no se les lleve cosa alguna por ella.

5. Sobre la suplica del cap. quinto, en que pide que puedan traher, o sacar narbones y desboscar los pedaços de tierras que hallaran ser a proposito para labrar sin incurso de pena, no tocando los arboles frutiferos.

Decreto del Virrey.

Que se darà las ordenes combenientes para aliviarlos.

6. Sobre la sup. del cap. sexto en que pide, que el sargento mayor no pueda tratar mal a ningun. mayor, ni vassallo, y solamente scan obligados a darles los cavallos que les mandan los cap. de corte.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

7. Sobre la sup. del cap. septimo, en que pide que el dicho sargento mayor haga la lista de los milicianos con assist.ª de los sindicos de cada villa, y de cinco prohombres.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

8. Sobre la suplica del cap. ottavo, en que representan, que se observen los privilegios en orden a que el official sea natural, y que sea de los nombrados en terna.

Decreto del Virrey.

Que se le guarde el privilegio, que tienen.

9. Sobre la suplica del cap. nono, en que pide expressar no sean obligados a pagar demas de quatro reales cada uno por cada processo, y por los cochinos una achisorgia.

Decreto del Virrey.

Que no tomen mas de aquello que se ajustaron tomar de por antes.

10. Sobre la suplica del cap. decimo, en que pide, que quien ha servido de off.l por privilegio real, o por encomienda no puedan servir de off.° hasta que passen tres bienios.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

11. Sobre la suplica del cap. undecimo, en que piden que el consultor real no pueda tomar salario de las interlocutorias de los processos solo un escudo por el salario de sentencia definitiva.

Digitized by Google

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

12. Sobre la suplica del cap. duodecimo en que pide se observe la costumbre en razon de pagar al real patrimonio el derecho de las obejas.

Decreto del Virrey.

Que se observe lo acostumbrado.

13. Sobre la suplica del cap. decimo tertio, en que pide que puga poder tener conselleres, o jurados en la forma que los tiene la encontrada de Mandrolisay.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

14. Sobre la suplica del cap. decimo quarto, en que pide que los vassallos de las communidades devan de congregarse el dia de la Natividad de San Juan Baup.ta en la villa de Belvy, y en la parroquial iglesia de aquella y se alisten en la terna los tres que la mayor parte de dicha com.d eligirà.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

15. Sobre la sup. del cap. decimo quinto, en que representan, que tratandosse de las combeniencias de las communidades en conformidad de los reales privilegios puedan los vas.os de cada universidad ajuntarse con assist.a del mayor de cada villa.

Decreto del Virrey.

Que se guarde lo acostumbrado.

16. Sobre la suplica del cap. decimo sexto, en que reffieren que se pueda fabricar un archivo para archivar todos los processos, y que los señores utiles les passen cuenta a los escrivanos los gastos que haran por d.° archivo.

Decreto del Virrey.

Que lo pidan por justicia por ser en perjuyzio de tercero.

17. Sobre la suplica del cap. decimo septimo, en que pide que los arrendadores, ni los ministros patrimoniales no hagan obstaculo a los vassallos para poder labrar libremente a vidazoni ordinaria en la montaña de Montilongiu.

Decreto del Virrey.

Que informandose de lo que contiene esta suplica se proveherà el alivio q̄. suplican.

18. Y sobre la suplica del cap. decimo octavo, en que piden que el numero de los exemptos se repartan en las otras villas de la encontrada, porque todos igualmente gozen del honor, y de la exempcion.

Decreto del Virrey.

Que se proveherà de remedio para alivio de los vassallos.

Decreto Real sobre dichas suplicas.

Me he conformado con lo que haveis decretado, y assi se lo participareis.

Campidanos de Oristan.

1. Sobre la sup. del cap. p̄mero hasta el diez y nueve inclusive, representan a saber es: en el cap. p̄mero piden que se repulsen las visitas fiscales in perpetuum en las villas han estado, o han sido visitadas, y han tenido assiento admitidas a composicion.

Decreto del Virrey.

Que se guarden las ordenes reales, y que las visitas no se hagan sino de tres en tres años, segun lo manda su magestad.

2. Sobre las suplicas del cap. segundo, en que expressan, que por los cochinos de ebarbajo de diez pegus en abajo no se pueda tomar derecho alg.° y de diez en arriba de cada diez cochinos se tomen un pegus corriente maly bueno segun estan en la gama, y no escogidos, y que tomen los mismos pegus luego, y no se les carguen en dinero.

Decreto del Virrey.

Que los arrendadores, o coletores hayan de cobrar el ebarbajo en especie, y a su tiempo, y que en lo demas se observe lo acostumbrado.

3. Sobre la suplica del cap. tercero, en que pide que se haga estimo de la montañia, y que sean preferidos los cochinos de los naturales a los forasteros.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

4. Sobre la suplica del cap. quarto, en que piden que se haga nuevo repart.° por el donativo, en que se reparta aquel segun las calidades de las haziendas.

Decreto del Virrey.

Que se attendrà que se haga con igualidad.

5. Sobre la suplica del cap. quinto en que pide, que se observe la real pragm.ca y cridas reales que no se pague mas que a sueldo por cabeza de las tenturas, que se haran por los Ministros.

Decreto del Virrey.

Se guarden las pragmaticas, y pregones.

6. Sobre la suplica del cap. sexto, en que piden, que se assienten los numeros, y signos del bestiar, que tenturaran segun las pragmaticas.

Decreto del Virrey.

Que se guarde la pragmatica.

7. Sobre la sup. del cap. septimo, en que piden, que

Digitized by Google

se observe lo acostumbrado en el bestiar manso e hyeguas, que no puedan ser tenturados en saltos de herbaie.

Decreto del Virrey.

Que se guarde lo acostumbrado.

8. Sobre la suplica del cap. otavo, en que piden, que se nombren en cada villa una persona para ajuzzar las tenturas en caso de differencia.

Decreto del Virrey.

Que se haga como piden.

9. Sobre la suplica del cap. nono, en que piden, que el off.[l] de justicia sirva annual y concluydo aquel purge tabla, y que no pueda servir mas hasta que sean passados otros tres años.

Decreto del Virrey.

Que se haga como piden.

10. Sobre la sup. del cap. decimo, en que piden que los ministros de justicia no puedan admitir regalo de bestiar vivo.

Decreto del Virrey.

Que el official no pueda pedir ganado el tiempo que durare su govierno.

11. Sobre la suplica del cap. undecimo, en que pide que no se lleve regalo de carnes de una encontrada a otra sin certificatoria, y revista de la curia donde partio.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

12. Sobre la sup. del cap. duodecimo, en que pide que los officiales no tomen el real que havian introduzido tomar por las firmas de los mandatos, y de causas civiles, y criminales.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se pide.

13. Sobre la sup. del cap. 13 en que expressan, que no se tomen salarios de los mandatos.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se pide.

14. Sobre la sup. del cap. decimo quarto, en que refieren, que las entimas que se haran en las causas civiles no sean por via de mandatos, sino con fixacion de entimas.

Decreto del Virrey.

Hagasse como lo pide.

15. Sobre la sup. del cap. decimo quinto, en que representan que por la reducion del signo del bestiar no assista el official de justicia para hazer la revista, sino un jurado, o otro ministro de justicia inferior, sinque tome derecho alg.°

Decreto del Virrey.

Hagasse como se suplica.

16. Sobre la suplica del cap. decimo sexto, en que expressan que el official, y escrivano no tomen mas de un sueldo por cada certificatoria, o bolletin, que hazen de cada signo de bestiar.

Decreto del Virrey.

Hagasse como se suplica.

17. Sobre la sup. del cap. decimo septimo, en que piden, que no puedan tomar solo que medio real de la certificatoria que toman para ir en busca de bestiar hurtado el dannificado.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

18. Sobre la sup. del cap. decimo otavo en que pide que las listas de las mesadas y procedimientos se embien por peones, y no por hombres de a cavallo.

Decreto del Virrey.

Hagasse como lo piden.

19. Y Sobre la suplica del cap. decimo nono en que piden, que las causas minimas, excepto las de hurto, de quinze libras en a bajo de maquicia se decidan, oydas las partes, y que el escriv.° las registre pagando solamente quatro sueldos entre las dos.

Decreto del Virrey.

Hagasse como se suplica.

Decreto Real sobre todas dichas suplicas.

Me he conformado con lo que haveis decretado, y assi se lo participareis.

Villa de Quarte.

1. Sobre las suplicas de los capitulos p̄mero hasta el de catorze inclusive on que expressa, a saber es sobre el cap. p̄mero, que el officio de mayor de la villa lo devan de servir los principales tonsurados, y familiares sin exempcion de persona.

Decreto del Virrey.

Que se guarde la disposicion de la real pragmatica, y pregones.

2. Sobre la suplica del cap. segundo, en que piden que se observe el capitulo de corte del ex.^{mo} duque de Montalvo en orden a los privilegios concedidos a los labradores.

Decreto del Verrey.

Exhiban el capitulo.

3. Sobre la sup. del cap. tercero, en que piden que

Digitized by Google

aquellos, que no tendran bueyes devan de labrar con assadones quatro estar de trigo, y alg.os de savada.

Decreto del Virrey.

Que acuda al real concejo.

4. Sobre la suplica del cap. quarto en que piden, eò representan se le conceda sea a gusto de los vas.os, el dar a los ministros, o arrendadores la gallina que suelen dar o los tres sueldos.

Decreto del Virrey.

Que lo pida por justicia.

5. Sobre la sup. del cap. quinto en que suplican se les conceda que en prado sidado no pueda entrar bestiar rude, ni que en el prado de mindas no pueda entrar d.° bestiar rude desde el mes de henero hasta el mes de mayo.

Decreto del Virrey.

Que se guarde la disposicion de la real pragmatica.

6. Sobre la sup. del cap. sexto, en que pide que los bueyes mansos los pasturen y apasienten los amos, y duenos de ellos, o destinar para este effeto un hombre de paga que sea de satisfacion.

Decreto del Virrey.

Que acuda al concejo.

7. Sobre la sup. del cap. septimo, en que pide que las guardias maritimas las paguen todos en general tanto personas exemptas seculares, eclesiasticos, tonsurados, y familiares, y ministros de milicia sin exempcion de persona alguna.

Decreto del Virrey.

Que lo pidan por justicia.

8. Sobre la sup. del cap. otavo en que piden que se les conceda que los arrendadores de las salinas no tengan que ver en el herbajo de los territorios de las salinas sino que aquel quede por el bestiar de dicha villa.

Decreto del Virrey.

Que acudan a la procuracion real.

9. Sobre la suplica del cap. nono en que piden que dentro la villa no puedan entrar ningun genero de bestiar rude sino por su regalo hasta a seis carneros, y obeyas, o cabras cada año.

Decreto del Virrey.

Que se guarde la disposicion de la real pragmatica.

10. Sobre la sup. del cap. decimo en que representa que el repartimiento se harà del real donativo se tenga concideracion a la rebaja del num. de los vassallos y sus haziendas.

Decreto del Virrey.

Que se tendrà concideracion a lo que representan.

11. Sobre la sup. del cap. undecimo representan que, en concideracion a la mayor parte de las hasiendas las tienen hoy los habitadores de Caller, los quales por ser exemptos no pagan, y los cargos de los derechos vienen sobre los pobres, que se rebaje una cantidad en el repartimiento que se harà.

Decreto del Virrey.

Que lo pidan por justicia.

12. Sobre la sup. del cap. doze en que dizen que muchos vassallos de dicha villa suelen empenar el mosto a dos sueldos y medio el quartel, y segun algunas anadas a menos, y que assi todos los años se le deva de aforar el reflexido mosto dando el precio segun la anada.

Decreto del Virrey.

Que se guarde lo acostumbrado.

13. Sobre la sup. del cap. treze, en que piden, que el pror.e de corte de dicha villa se haze de pagar de cada querela, agora sea de instancia de parte, o sea instancia fiscal, veynte sueldos, y assi que aquel no pueda cobrar, ni los ministros forzar a ningun reo por los dichos veynte sueldos no veniendose a declaracion de la causa.

Decreto del Virrey.

Que se proceda segun fuere de derecho.

14. Sobre la suplica del cap. catorze, en que representan, que attento los vassallos de la refferida villa estan obligados para ir de guardia à las marinas para evitar las invasiones del enemigo, para cuyo effeto es necessario llevar armas de fuego.

Decreto del Virrey.

Que acuda a la secreteria da su excellencia.

Decreto real sobre dichos capitulos.

Me he conformado con lo que haveis decretado.

Villa de Siliqua.

1. Sobre las sup. de los cap. primero, segundo, y terzero en que pide, o representa, a saber es en el refferido cap. primero, que de algunos años a esta parte han intentado el baron, y sus regidores por el grave daño, y perjuyzio de la communidad fue excluydo con sentencia de la real audiencia de algunas pagas que con poca justificacion tomavan a los refferidos vassallos y obrar contra lo dispuesto en dicha sentencia, y se mande que se observe ad unguem el thenor de dicha sentencia.

Decreto del Virrey.

Que lo pidan por justicia.

2. Sobre la sup. del cap. segundo en que pide que

Digitized by Google

se les observe lo que antecedemente se observava de que constando del daño que hiziere el bestiar mediante revista del mayor del prado, y con juramento de la persona que recogiere el bestiar.

Decreto del Virrey.

Que lo pida por justicia.

3. Y sobre la sup. del cap. terzero, en que pide en que se revoquen unas gridas que se mandaron publicar paraque en los saltos de dicha villa huviesse guardias para evitar hurtos, y robos, y que los ministros de justicia q.^{do} sea menester hagan dichas rondas, pues derechamente toca à aquellos el hazerlas.

Decreto del Virrey.

Que lo pidan al real concejo.

Decreto real sobre dichas suplicas.

Me he conformado con lo que haveis decretado.

4. Sobre la sup. del cap. quarto en que pide la villa no se le obligue a sus vezinos a conduzir la cantidad de paja que se le ha impuesto para la cavalleria de mis virreyes de este reyno.

He resuelto en concederselo en la conformidad que lo suplicha, y assi se lo participareis.

5. Sobre las sup. de los cap. quinto hasta el de undecimo, en que representan a saber es en el dicho cap. quinto que los prados de Siddu estan deputados para el bestiar manso, sinque por ningun caso se los pueda apropriar ningun particular con ningun genero de titulo, y que de algunos años a esta parte diversas personas se han apoderado de aquellos, eo de la mayor parte con ocasion de haverse hallado unos governando, y suponiendo, lo havrian comprado de los sindichos, y assi qüe se los conceda el que dichos prados buelvan a lo acostumbrado quitando las tancas que se ha hecho, y aumentado algo mas aquellos para poderse sustentar el bestiar.

Decreto del Virrey.

Que lo pidan por justicia.

6. Sobre las sup. del cap. sexto, en que representan que los vassallos de dichas villas no esten obligados a pagar al Baron por el derecho del esbarbajo de los cochinos mas de un cochino pequeño, eo achisorgiu por cada señal, que assi se les conceda, que en adelante que no se les tome mas a dichos vassallos del dicho derecho que han acostumbrado.

Decreto del Virrey.

Que lo pidan por justicia.

7. Sobre la sup. del cap. septimo en que piden que los vassallos de dicha villa no esten obligados por el derecho dominical de hazer mas que un viaje al Baron sea el dicho viaje acerca, o leios, y que assi en adelante no sean molestados de hazer mas viajes del uno en que estan obligados.

Decreto del Virrey.

Que se guarde la disposicion del Pregon.

8. Sobre la sup. del cap. otavo en que piden, que algunas vezes ha sucedido que los mayores de justicia de dicha villa quando hazen alguna captura, o alguna otra diligencia, el official se toma el derecho que al dicho mayor toca, y que assi se les conceda, que de aqui adelante los dichos derechos, que tocan al refferido mayor por qualquiera diligencia que hagan no se los haya de tomar el mencionado official.

Decreto del Virrey.

Que lo pidan por iusticia.

9. Sobre la sup. del cap. nono en que representan, que los ministros de milicia, familiares, y Varas de la santa inquisicion se hazen renitentes a pagar las derramas communales, y que assi se les oprima a los sobredichos paraque hayan de contribuir con los demas vassallos, sin que para lo refferido se puedan valer de ninguna exemcion.

Decreto del Virrey.

Que acudan a la real audiencia.

10. Sobre la suplica del cap. decimo, en que exponen que la dicha communidad padecia grave daño en el bestiar, tanto proprio, como forastero, arquilando los regidores, y amministradores de dicha villa sus saltos, y que la dicha communidad consertò con aquellos a pagarles por los dichos saltos cien libras cada año para la conservacion de su bestiar al qual concierto no quisieren venir a bien algunas personas con el pretexto o combeniencia de tener ellos los terretorios para su ganado quitandose a aquellos los mejores terretorios, y en esta conformidad suplican se les haya de observar el refferido concierto.

Decreto del Virrey.

Que acudan a la cancelleria.

11. Y sobre la sup. del cap. onze representan, que despues de la muerte del quondam don . . . . Gualbes que entrò en possession de aquel estado don Felis Brondo han introduzido de tener los marqueses de Palmas una curia mayor de esta de Caller, con la qual causa excessivos gastos a los pobres vassallos, en tanta manera que si quieren un mandato de poca importancia hazen pagar a la parte que lo pide quarenta sueldos, y que assi por serles incombeniente se haya de quitar dicha curia que se den los despachos a las partes conforme lo tenian al tiempo del marques don Alfonso Guables.

Decreto del Virrey.

Que lo pidan por justicia.

Decreto Real sobre dichas suplicas.

Me he conformado con lo que haveis decretado.

Y en esta conformidad decretareis las suplicas, que

Digitized by Google

me han hecho los estamentos, ciudades, cabildos, y lugares de este reyno, y aceptareis en mi real nombre el servicio, que me hazen, y celebrareis el solio de las cortes en la forma que se acostumbra, y hareis las demas que combenga para su conclusion, avisandome de ella, y de todo lo que se offreciere paraque lo tenga entendido. Datum en Madrid a xxxj de agosto del año MDCLXXviij.

Yo el Rey.

Lugar del Sello ✠
V.t P.s Ant.s Arag.s

Don Joseph de Haro, et Lara.

V.t Don Michael de Galba.
V.t Don Raphael de Vilosa regens.
V.t Xulfè regens.
V.t Fernandes ab Heredia regens.
V.t Marchio de Castelnovo.
V.t Don . . . . . Matheu regens.
V.t Don Antonius de Calarjud.

Duplicado.

Al virrey de Sardeña con las resoluciones, que su Magestad ha sido servido tomar en las suplicas que haze aquel reyno, y sus partidos en las presentes cortes, que celebra el conde de Santisteban.

LV*.

Tassa Innocenziana del foro ecclesiastico nelle materie spirituali, o vero dichiarazione sopra quelle cause, e materie ecclesiastiche e spirituali, nelle quali nel foro ecclesiastico et episcopale non si può, nè si deve esiggere emolumento alcuno, ecceto quello che si dichiara per il solo cancilliero con la riforma de gli abusi contrari (sic).

(1678. — 1.° ottobre).

Dall'Archivio arcivescovile di Sassari.

1. Essendossi avuto ricorso alla Santità di Nro Signore Innocenzo XI per molti vescovi, arcivescovi, et altri prelati zelanti, acciò per sicureza della loro consienza e per togliere ogni ocasione di dubbio, che potesse nascere dalle diverse consuetudini delle diocesi, et anche acciò non siano ingannati da loro vicari, cancellieri, et altri ministri e famigliari si stabilisca una tassa generale et uniforme per il foro episcopale, o vero eclesiastico, ne mancando i ricorsi de cleri e de popoli, à perciò la Santità sua deputato una congregazione particolare di due signori cardinali preffeti della congregazione d'il concilio e de vescovi, e di quatro altri signori cardinali delle medesime congregazioni, e di due monsignori loro segretari, e delli monsignori datario et auditore della Santità sua, e da questa s'è resoluto non potersi nelle cause contenciose civili, criminali, miste venire alla sudeta tassa generale, senza la precedente notizia delle tasse particolari di ciascheduna diocesi o provincia, potendo giuridicamente quella esser varia secondo la diversa consuetudine regolata dalla diversità de' paesi e de' luoghi. Bensì doversi con qualche maggior chiarezza per togliere tut'i dubbi, e gli equivoci dar fuori le dichiarazioni, che in più tempi e diverse ocasioni se ni son fatte dalle sacre congregazioni del Concilio, e de' vescovi nelle materie eclesiastiche, o vero meramente spirituali, acciò in tal modo sapia ciascuno quel che sia illecito, e si tolga ogni scusa o pretesto d'ignoranza, o di consuetudine, dovendo in sì fatte materie l'observanza esser da per tutto uniforme per la generalità de' canoni e concili, e particolarmente del tridentino, in modo che deve dirsi reproba et illecita ogni contraria consuetudine o tassa diversa in qualunque modo per l'adietro fata, conforme dalla medesima congregazione si è stabilito, in modo, che le seguenti dichiarazioni debbano observarsi dapertutto senza eccetuazione alcuna, sotto le pene contenute ne' sacri canoni e concili, e d'altre ad arbitrio del Sommo Pontefice, che sarà pro tempore, e nascendo qualche dubbio in contrario, se ne debba consultare la sudetta sacra congregazione del concilio, e non altrimente.

2. Nella materia degli Ordini sagri e minori, e prima tonsura, cossi per la collazione, come per la facoltà che ad altro si dia di conferirli in qualunque luogho, e qualunque tempo, si stabilisce la regola generale da non ricevere altra eccetuazione, che quella si dirà di sotto, e che nè il vescovo o altro prelato nè il suo vicario generale o foraneo, cancilliere et altri offizziali qualsivoglia, nè parenti, e famigliari, o servitori possano esiggère, e ricevere emolumento e cosa alcuna sotto qualsivoglia colore o pretesto d'atti per la giustificazione dei requisiti, o vero di tavoglia, fabrica, pettine et altro, nè sotto titolo di regalo o di mancia anche se spontaneamente s'oferisca e desse, ecceto che l'ordinante possa ricevere l'oblazione della candela secondo dispone il pontificiale a libbero arbitrio de l'ordinato circa la qualità e peso. Et il cancillero secondo la disposizione del sagro concilio di Trento per le lettere testimoniali della collazione dell'Ordine già dato, o vero per le lettere dimissoriali per la collazione da farsi per un altro vescovo, possa ricevere solamente la decima parte d'un scudo di moneta romana cioè un gulio, o vero l'equivalente nella moneta del paese, e non più da persone, le quali abbino l'uso del danaro, non già da quei religiosi le quali no ne anno l'uso, come sono i capucini et i minori osservanti, ecceto che nella collazione del subdiacone, per gli atti che si devono fare per la giustificazione della verità, e suficienza del patrimonio, o vero del benefizzio a titolo del quale si deve promovere possa esiggere quel emolumento, che sia proporzionato alla mera fatigha personale per la scrittura e carta, senza che il vescovo, o vicario, o altri offiziali, nè diretamente, nè indirettamente ne possa partecipare in modo alcuno, purchè detto emolumento non possa nè debba eccedere un scudo d'oro; ma si la fatigha richiede minore mercede, si debba esiggere solamente quel meno. Ma rispetto agl'altri Ordini, et alla prima tonsura non possa esiggere cosa alcuna sotto pretesto di reggistratura de' Brevi, e dispense e d'altre scritture, o di presentata, e di qualunque altra giustificazione e solennità, o remozione d'impedimento.

Digitized by Google

3. Con dichiarazione che se le sudette lettere testimoniali o vero dimissoriali contengono più ordini, tuttavia non si possa esiggere altra mercede che la sudetta d'un giulio sì che non si possa moltiplicare a raggione di ciascun ordine. Non sia però tenutto il cancilliero a far una sola scrittura per più ordini, quando questi siano stati conferiti in diversi tempi e diverse ordinazioni, ma volendo possa farle separatte, non già rispetto a quell'ordini che si conferiscono in un istesso giorno, come segue nè minori, ne' quali dovrà farsi una sola scrittura, e nelle lettere dimissoriali, che si diano per l'ordinazione da farsi per un altro vescovo a più ordini, parimente non si possano moltiplicare scritture, nè possa esiggere cosa alcuna per il reggito de la collazione de gli ordini, o vero per l'accesso al luogho dell'ordinazione con altro pretesto anche di mancia o di regalo.

4. Nella materia de' benefizi ecclesiastici, quando si tratta di quelli, che come di libbera collazione, o vero com'è devoluti si conferiscono dal vescovo o altro ordinario collattore, parimente si stabilisce la regola generale che nè il vescovo, o altro collatore, nè il suo vicario, o altro qualsivoglia offiziale, nè il cancilliero, o parenti, famigliari, o servitori possano esiggere e ricevere emolumento alcuno, et altra cosa sotto pretesto, o qualsivoglia colore anche di mancia o regalo e volontario donativo, cossì se siano curati o residenziali, come se semplici o no residenziali, et anche siano capellanie manuali, ma solamente il cancilliero per le lettere della collazione, compresa carta, sigillo, corde; et ogn'altra cosa possa esiggere la mercede proporzionata alla scrittura, e matteria, purchè non ecceda la somma di giuli dieci di monetta romana o vero l'equivalente nella moneta del paese, senza che si possa pretendere altra mercede sotto qualsivoglia pretesto, e particolarmente per l'aprovazione e preelezione nel concorso alle chiese parrochiali. E per il possesso il vescovo, o vicario, o altro uffiziale non possa esiggere cosa alcuna, et il concilliero se sarà dentro la città possa per il roggitto et ogn'altro atto esiggere giuli tre, se ne' borghi o vero suburbij giuli quatro, e se in altro luogho i medesimi giuli quatro il giorno e le spese di vitto e viatico. Bensì che nel luogho del benefizio vi sarà il cancilliero del vicario foraneo o altro nottaro, si dovrà il possesso commetere al vicario foraneo o suo cancilliero senza la necessità del viaggio de l'cancilliero episcopale. Quanto a benefizzi di provisione apostolica perchè siano riservati o vero afeti avanti la loro provisione, cossì ne' benefizij curati nei quali per l'ordinario si danno le lettere testimoniali alla dattaria per la provazione, e della preelezzione nel concorso secondo la forma del concilio di Trento, come anche ne gli altri benefizzi non curati, e particolarmente ne' residenziali, per i quali si sogliono dare le attestazzioni alla dataria sopra la vitta e costumi, et idoneità de' concorrenti per le dette lettere non si possa esiggere o ricevere mercede et emolumento alcuno in danaro o in altre cose, sotto qualsivoglia pretesto o colore anche di volontario donativo, ma si debbano dare affatto *gratis*.

5. E doppo la provvisione per l'esecuzione delle lettere apostoliche quando siano nella forma graziosa, non possano il vescovo o altro prelato ordinario del luogho, o suo vicario e cancillero, et altri uffiziali pretendere di doverne essere per necessità esecutore, et il nottaro per il possesso; ma se il provvisto eleggesse l'ordinario uffiziale et il suo cancilliere, o veramente se le lettere fussero nella forma che si dice *dignum* indrizzate all'ordinario, o vero al suo vicario, il quale perciò ne fusse necessariamente l'esecutore, cossì nel uno come nel altro caso, non essendovi leggitimo contradittore, in modo che l'esecutore sia mero, parimente il vescovo o altro prelato, et il suo vicario, o altri uffiziali e suoi famigliari, servitori, et attinenti, non possano nè debbano esiggere e ricevere emolumento alcuno in quel istesso modo che di sopra s'è detto ne' benefizzi d'ordinaria collazione, ma il cancillero possa per la copia e reggistro delle lettere apostoliche et altri atti ricevere la mercede proporzionata alla fatica per la scritura, purchè non eceda in tuto un scudo d'oro. Et essendovi contradittore, sì che convenga di far processo giudiziale, la mercede del cancilliero per la sua fatigha si possa stendere a due scudi d'oro e non più, senza che il vescovo, o vicario, o altr'uffiziale possa esiggere e ricevere emolumento alcuno, mentre, nelle cause ecclesiastiche e spirituali ordinano i sagri canoni, che non ostante qualsivoglia consueludine il giudizzio si debba interporre *gratis*. E per il possesso s'observi quell'istesso che s'è detto di sopra ne' benefizzi conferiti dall'ordinario collatore.

6. Nelli benefizzi di padronato nascendo dubbio sopra l'esistenza del padronato con il procuratore fiscale, o vero col provisto, che ne pretenda la libertà, si debba in tuto e per tuto osservare quel istesso che di sopra si è detto ne' benefizi di libera collazione col contradittore. Ma se non contravertendossi l'esistenza sia la controversia tra compadroni o vero presentati da essi sopra la pertinenza, in tal caso si reputi come causa civile profana, e per conseguenza s'osservi la solita tassa di ciascuna curia, sino a tanto che si faccia l'altra tassa delle cause profane civili, criminali e miste.

7. Generalmente cossì nelle capellanie manuali, come nelle nuove fondazioni et erezzioni de' benefizzi, capellanie, confraternite, congregazioni, o vero fondazioni, benedizioni e consegrazioni, e respetivamente visite et aprovazioni di chiese e d'oratorij cossì con l'autorità apostolica come con l'ordinaria, il vescovo o altro prelato, e suo vicario, e qualunque uffizziale non possa esiggere e ricevere emolumento alcuno ma solamente il cancilliero possa esiggere quella mercede che sia proporzionata a la sua fatigha per la scrittura purchè non possa eccedere in tuto un scudo d'oro, ma sì meno se minore sarà la fatigha.

8. Nelle cause e materie che riguardano il matrimonio et i sponsali cossì per l'esecuzione delle dispense apostoliche matrimoniali, come per la giustificazione dello stato libero, o che non vi sia canonico impedimento et anche per la dispensa alle pubblicazioni o per la licenzza di potersi contrarre in casa o in altro luogho o tempo insolito e proibbito, o che si possa contrarre in presenza di altri che del parrocho, et ogn'altro atto che occorresse fare il vescovo et il suo vicario, et ogn'altro uffizziale o familiare, non possa sotto qualsivoglia pretesto o colore, anche di mancia e di volontario donativo esiggere o ricevere emolumento alcuno nè in danaro nè in

Digitized by Google

altre cose, ma solamente il cancilliero possa esiggere la mercede proporzionata alla fatigha della scrittura, cioè nell'esecuzione delle dispense giuli tre, e per i testimoni sopra lo stato libero o che non vi sia impedimento un giulio per testimonio, purchè in tuto non s'eceda un scudo di moneta romana, cioè dieci giuli o vero il loro equivalente nella monetta del paese. Non comprendendossi le cause contentiosi tra i coniugi sopra la validità del matrimonio o vero sopra la separazione di l'toró stimandosi questa causa giudiziale profana, nella quale s'osserverà la tassa di ciascun tribunale finchè si proveda.

9. Generalmente in tutto quello che riguarda i monasterij delle monache, et i conservatorij di quelle donne le quali a guisa di monasteri e monache respetivamente vivono rittiratte, il vescovo o altro prelato, il vicario cossi generale com'e particolare, e qualunqu'altro uffiziale o deputato, et il cancilliero et anche i parenti et i famigliari del vescovo o prelato, o de' suoi uffiziali non possano eseguire, e ricevere emolumento alcuno in danaro et in altre cose, ecceto che quelli comestibili che siano proporzionati all'uso e consumo proprio dentro tre giorni, anche con titolo di donativo per l'ammissione all'abito monastico, per l'aprovazione del deposito della dotte, per la professione, per l'ammissione dell'educande et altre donne secolari, per le renunzie che si fanno dalle novizie, per l'elezione dell'abadessa o altra superiora, per licenze de' medici, chirurghi et operarij, per le licenze di parlare alle monache et altre che sono nel monastero, per la deputazione de' confessori, capellani, procuratori, esattori et altri ministri, e generalmente per ognaltr'atto che riguarda al governo, ma solamente il cancilliero per il rogitto delle renunzie e per gli atti che convenga fare sopra la giustificazione del deposito della dotte, possa esiggere la mercede proporzionata alla fatigha della scrittura, purchè non ecceda in tutto giulij cinque monetta romana, o vero l'equivalente nella monetta del paese.

10. Parimente per una regola generale da non soggiacere a limitazione alcuna il vescovo o altro prelato, suo vicario generale o particolare, cancilliero o qualunque altro uffiziale, ministro, e familiare anche sotto nome di mancia, o volontario donativo non potrà esiggere e ricevere emolumento alcuno cossi in denaro, come in qualunque altra cosa in tutto quello che riguarda l'amministrazione de sagramenti del batesimo, della cresima, della penitenza, dell'eucaristia e dell'estremaunzione anche per l'esame e aprovazione, o licenza d'amministrarli. Anzi incarica a' vescovi e prelati, e loro vicarj et uffiziali che non lo permettano; a' curati ed a' confessori, ed altri ministri, e particolarmente nel prendere il piatto o altro vase nel quale sia riposto il vase dell'oglio santo per l'estremaunzione, o del crisma nel battesimo, overo tovaglie, fazzoletti, e altre cose dichiarandossi tutto ciò illecito. Come anche a non chiedere ne esiggere cosa alcuna per la benedizione delle donne infantate, quando doppo il parto secondo il ritto ecclesiastico per la prima volta entrano in chiesa.

11. In quelli diocesi nelle quali regna l'antigha consuetudine ch' il vescovo o altro prelato, et uffiziale faccia il testamento per l'anima di quelli che moiono ab intestato di quella somma moderata, nella quale secondo i decretti della sag. congregazione può esercitare tal facoltà, non possano esso e suoi uffiziali, ministri, parenti e famigliari partecipare in modo alcuno sotto qualsivoglia colore, o pretesto anche di povertà, ma il tutto si debba effetivamente aplicare ad usi et opere pie, ne per l'adimpemento di tal disposizione si possano in modo alcuno impedire e ritardare la sepoltura, ell'eseguie o funerale al defonto, dovendossi esercitare giuridicamente l'azione sopra i beni ereditarj e si debba osservare la lettera circolare della sagra congregazione de vescovi sotto gli 19 agosto 1678.

12. Come anche in modo alcuno si possano impedire o ritardare la sepoltura e l'esequie o funerali a diffonti cossì cittadini come forastieri per il pagamento di quell'emolumento che dal vescovo o dal capitolo, o dal curatto e qualunque altro per la consuetudine del paese si pretendano, ma parimente rimangano illesi l'azzioni giuridiche ne' beni sopra i quali si dovranno esercitare, senza che in modo alcuno si faccia represaglia al cadavere, o vero che si diano molestie personali a' figli, moglie o parenti, et ancora non si possa esiggere cosa alcuna per la licenza di trasportare i cadaveri o vero di sepelirli più in un luogo che nel altro.

13. Si dichiara ancora illecito ogn' emolumento diretto et indiretto, e per conseguenza se ne proibisce al vescovo o prelato, suo vicario e cancilliero et ogn' altro ministro, e famigliare ogn'esazzione sotto qualsivoglia pretesto anche di mancia o donativo nelle infrascritte cose, cioè:

Per la licenza o patenti di predicare cossì nella Quadragesima, nell'Avento, come in tutti gl' altri tempi.

Per la licenza di lavorare nelle feste anche per aplicarsi ad usi pii sichè si dia onninamente gratis, e quanto alle contravenzioni d'aver lavoratto, le pene tutte si aplichino effetivamente ad opere e luoghi pij senza partecipazione alcuna benchè minima, eccetto chè all'esecutori e ministri inferiori volgarmente Sbirri per la cattura si dia la mercede proporzionata alla diligenza e fatigha, purchè non ecceda i tre giulij in tutto.

Per la revisione de' conti de luoghi pij

Per la recognizione, aprovazione e publicazione delle relichie, dell'indulgenze, et altari privileggiati.

Per licenze di questuare.

Per l'attestazione della povertà o altro requisito, eccetto il cancilliero possa esiggere in tutto e per tutto un giulio, di monetta romana o l'equivalente.

Per la licenza d'esser assente dalla residenza, e generalmente per le dimissorie che si soglino concedere a quelli li quali partono di casa per andar in altro paese.

Per le monitoriali, per le revelazioni di scomuniche, cossì quando si diano ad essa curia et ordiuario come quando si publicano le lettere apostoliche eccetto che il cancilliero possa per la mercede della scrittura esiggere un giulio solamente.

Per la dichiarazione dell'incorso nelle censure per la percossione de chierici, et altre somiglianti cause e per la loro assoluzione, ecceto che il cancilliero per la fatigha della scrittura possa esiggere giulij due eccetto che nell'esecuzione de brevi della penitenziaria, nel qual caso per quel che apartiene all'assoluzione, ne anche il cancilliero possa esiggere cosa alcuna.

Per la facoltà d'esercitar i pontificali.

Digitized by Google

Per l'esecutione de' brevi apostolici o vero licenza della sag. congregazione nell'alienazione de beni di chiese e luoghi pij o vero imposizioni di censi solamente il cancilliero possa esiggere la mercede proporzionata alla fatigha della scrittura, purchè non ecceda in tutto giulij dieci di monetta romana, o suo equivalente. Come anche per tutto quello che apartiene alla difesa dell'imunità ecclesiastica cossì personale, com'è reale e locale, e particolarmente di quest'ultima non si possa in modo alcuno sotto qualsivoglia pretesto ricevere, et esiggere mercede o vero emolumento, ma il tutto si debba fare gratis.

Le pene, le multe e le composizioni s'aplichino per iuvare ad uso de luoghi pij, senza che il vescovo o vicario e suoi uffiziali direttamente, ne indiretamente n'abbiano partecipazione alcuna.

Il sussidio caritativo in quelle diocesi nelle quali sia solito esiggersi, e non altrimente s'esigga solamente per una volta nell'ingresso del vescovo secondo la tassa solita antigha d'anni 40 in dietro, sicchè non s'attenda il solito più moderno da detto tempo in giù, ne si possa più esiggere sotto qualsivoglia pretesto anche di volontario donativo.

Quanto alla visita s'osservino inviolabilmente il decreto del sag. Concilio di Trento e le dichiarazioni della sagra congregazione, e particolarmente da quelli i quali concorrono alle spese de cibbarij, ne mediatamente, ne immediatamente, si possino ricevere regali e donativi, anche di cose comestibili. Et ancora non si possa esiggere emolumento alcuno per gli atti della visita, decreti o presentate di scritture, o vero per la revisione di decreti delle visite antecedenti e della loro osservanza, mentre da quelli i quali sono visitati si ricevono le spese del vitto.

Die prima 8.bris 1678, facta per me infrascriptū intarū resolutionū seu declarationū relatione sanctissimo D. N. Innocentio XI mediante illarum lectura de verbo ad verbum, sanctitas sua laudavit, approbavit, ac servari mandavit earumque observantiam et publicationem iniunxit sacrae congregationi consilij.

Io: Baptista de Luca prefati SSmi Dni N. Innocentij Papae XI Auditor, et Secretarius Memorialium.

Die octava 8.bris 1678. Sacra congregatio Emmorū S. R. C. Cardinalium Concil. trident. Interpretū inhaerendo mandatis sanctitatis suae censuit praemissam taxam seu declarationem typis dandas esse, et per litteras circulares ad quoscumq. locorū ordinarios transmitendas, ut eas in cancellaria loco omnibus patenti retineri faciant easdemq. adamussim faciant observari.

F. Card: Columna Praef.
Loco ✠ Sigilli.

S. Card. Brancacius Episc. Viterbien Secret.s

Die, mense, et anno quibus supra, dicta taxa affixa, et publicata fuit ad Valvas curiae, et aciei campi florae ac in alijs locis solitis et consuetis urbis per me Gregoriū Staggiu apostolicū cursorē pro D. Mag. Curs. Thomas Orlandus sanctiss. D. N. Papae cursor.

LVI*.

Altri esemplari di lettere reali e viceregali, con le quali i membri dello STAMENTO MILITARE *di Sardegna furono invitati a intervenire al* PARLAMENTO GENERALE *celebrato in Cagliari nel* 1688, *sotto la presidenza del vicerè duca di Monteleone, principe di Noya.*

Dagli autografi posseduti dall'autore del presente CODICE DIPLOM.

1.

Lettera reale di Don CARLO II *re di Spagna a uno dei membri dello* STAMENTO MILITARE *di Sardegna, invitandolo a intervenire al suddetto* PARLAMENTO.

(1686. — 10 ottobre).

EL REY.

Noble y amado nuestro don Juan Tola (1).

Las graves ocupaciones, que se me ofrecen, me impiden lograr el deseo que tengo de hallarme presente en esse reyno para tratar de lo que tocare al servicio de Dios, conservacion de mi real corona, beneficio de la republica, buena administracion de la justicia, defensa y custodia de su reyno de CERDEÑA. Y asi he resuelto, que el duque de Monteleon, à quien he nombrado para servir los cargos de mi lugartiniente, y capitan general, en mi real nombre, y en virtud del poder que para ello le he dado, celebre luego en el, PARLAMENTO GENERAL. Emargo os, que al tiempo, y lugar que os señalare, assistais, y intervengais à la celebracion de dicho PARLAMENTO, haviendo os en el, en el disurso, y conclusion del, con el çelo que accostumbrais, y deveis à mi real serviçio, que en ello le reçivirè muy particular.

Dat. en Madrid à x de octubre de MDCLXXXVI.

YO EL REY.

V.t Calatayud regens.
V.t Don Joan. Bapt. Pastor regens.
V.t Don Jos. de Rulb regens.
V.t Valero regens.

D. Joseph de Haro et Lara secretarius.

2.

Lettera viceregia, con la quale lo stesso membro dello STAMENTO MILITARE *è invitato a intervenire al suddetto* PARLAMENTO.

(1687. — 6 novembre).

El duque de Monteleon, princep de Noya, virrey, lochtinent, y capitan general etc.

Al amat de sa magestat don Juan Tola, salut, y dileciò. — Per quant lo rey nostre señor ab ses opertunes provisions de la data en Madrid als 8 del mes de octubre

(1) Lo stesso di cui nelle precedenti CARTE, n.° L*, 2, e n.° LII*, 1.

Digitized by Google

del propassat any 1686. Nos ordena, comet, y mana, que en sa real persona, y nom celebrem, y tingam GENERAL PARLAMENT, convocant per dit effecte los tres ESTAMENTS del present regne, per tratar, y determinar en aquell les coses concernents, y esguardants al servey de nostre señor Deu, bona administracio de la justicia, conservacio de la real corona, benefici de la republica, custodia y defensa del present reñe, y pau, y quietut de aquella. Per tant vos diem, y istam, y manam, que por lo die 6 del mes de gener primo venient del añy 1688 siau, y comparegau en esta ciutat de Caller devant nos, vos, o vostre legitim procurador ben instruit, y ab sufficient potestat, ab que sia de la matexa calitat, y estat, per assistir, tratar, y offerir, concloure, y fer tot lo demes en aquell convindrà, à tal que les coses que seran per nos proposades, y tractades, se pugan ab tota brevetat determinar, y concloure, segons sa real magestat ab sa real lletra, que ab les presents se os remet, lo significa, y mana; ab cominacio, que dit termini passat, vostra absencia en res obstant, se passarà avant en dit real, y general PARLAMENT, y conclusio de aquell.

Datum en Caller als 6 de novembre 1687.

El duque de Monteleon
Princep de Noya.

V.t Pastor regens.

V.t Levasq. p. Gott.

LVII*.

Cortes generales celebradas por el ex.mo señor duque de Monteleon en el año 1688.

Dall'antico Archivio patrimoniale regio di Sardegna.

El Rey,

Ill.e duque de Monte Leon primo mi lugart.e y cap.n gen.l. Haviendo visto lo que me representais en vuestra carta de veynte quatro de mayo proxime passado, y la finesa con que han concurrido los estamentos, y particulares de esse reyno en la concession del servicio de settenta mil escudos cada año para un dezenio, cuya esperiencia es muy correspondiente a las que han tenido siempre mis gloriosos progenitores de la ignata fidelidad de tan buenos y leales vassallos, queda en mi real gratitud la justa estimacion que corresponde a su zelo parahonrarlos y favorecerlos en quanto conduxere a la combeniencia de esse reyno y de sus particulares, y assi en esta conformidad se lo participareis dando a los estamentos las cartas que con esta se os remiten, y direis que haviendose regonocido el processo de las cortes, y todo lo demas que me han representado en su nombre el marques de Lacony gentil hombre de mi camara, y mi mayordomo su sindico he tomado las resoluciones siguientes.

1. Sobre la suplica que este reyno haze en el cap. pmro de que no haviendo podido pagar por entero lo que devian del donativo passado se perdone todo lo atrassado a las ciudades, villas, y magnates..

He resuelto perdonar a las ciudades, villas, y lugares y demas universidades de esse reyno la mitad de lo que deven del donativo concedido en las ultimas cortes. Pero que el estamento ecle.co y militar devan satisfazer enteramente lo que devieren.

2. Sobre la sup. del cap. segundo, en que pide la confirmacion de privilegios, y especialmente los concedidos al principado de Cataluña en orden a la sucession de los feudos que estan communicados al de Sardeña,

He resuelto que se confirmen los privilegios y capitols de corte en quanto estuvieren en uso, y que digais al reyno, presente los que no lo estan, y devanse le confirmar (pues attenderè a favorecerle) en todo lo que no huviere incombeniente, y en quanto a la sucession de los feudos he resuelto que se observe lo acostumbrado, y en lo que mira a la communicacion de las constituciones del principado de Cataluña, respondereis que lo acuerden en adelante.

3. Sobre la sup. del cap. terzero en que suplica el reyno, que en adelante sean iuezes de contrafuero los arzobispos de Caller, y Oristan, y el obispo de Ales, o sus vicarios generales sede vacante, y qualquier de ellos en caso de impedimiento de los demas conferiendoles la misma facultad, y jurisdicion que tienen semejantes juezes en el reyno de Valencia, precisandoles a que requiridos de las partes interessadas se devan congregar.

He resuelto que por agora no se haga novedad, y que respondais al reyno, que siendo su instancia digna de toda reflexion la resolverè con maduro acuerdo.

4. Sobre la sup. del cap. quarto, en que pide el reyno que se rebaje un real de los quatro que se pagan por cada estarel de trigo de suerte que se redusga en todo a tres reales la saca de cada estarel.

He resuelto respondais al reyno, que por agora no se haga novedad, y se observe lo acostumbrado, y que yo quedo mirando esta materia con todo cuidado para resolver lo que fuere mas de mi real servicio, y beneficio de este reyno, y que attendrè siempre a favorecerle y a su mayor alivio.

5. Sobre la sup. del cap. quinto, en que insta el reyno se le conceda otra plaza de regente provincial, paraque teniendo dos se provehea la una en togado, y la otra en cavallero de capa, y espada ocupando una los naturales del cabo de Caller, y otra los del de Sacer.

He resuelto que siempre que se propusieren otros effetos que los expressados en su representacion sean sufficientes, y existentes para el sueldo, y manutencion de la plaza que pide insinueis al reyno que atenderè a consolarle con ella.

6. Sobre la sup. del cap. sexto en que pide, que assi las dignidades eclesiasticas de los arzobispados, y obispados de Sardeña, como las plazas de ministros togados de ambas salas, y las del real pairimonio, general de las galeras, y demas puestos de ellas, y todas las penciones ecle.cas se hayan de proveher y dar a naturales de esse reyno.

He resuelto conceder a naturales de esse reyno las penciones, que se cargaren sobre los tres arzobispados, y

Digitized by Google

todos los obispados de el; y que los puestos de capitanes de las dos galeras sean tambien para naturales de Sardeña, y que en lo demas no se haga novedad; sino que se confirmen los capitulos tocantes a esta materia de las cortes del año passado 1678 durante el servicio.

7. Sobre el cap. septimo, en que representa el reyno los servicios, que ha hecho en differentes ocasiones; y me suplica mande quitar las cabezas que estan en la torre del elephante, y las inscripciones que estan en la calle de cavalleros, y assi mismo; que respeto de que los interessados no pudieron alegar entonzes lo que conduzia a la manifestacion de que no faltaron en lo que se les pretendio imponer se les conceda por gracia particular que sean oydos en justicia.

He resuelto mandar que se quiten las cabezas que estan en la torre dell'elephante, però que se dexen las inscripciones que estan puestas en la calle de cavalleros de essa ciudad, y direys al reyno en mi real nombre, que yo estoy con toda satisfacion de su ignata fidelidad, y que haviendo sido este delito particular, no se deve entender que el castigo que se executò en los que lo cometieron pueda influir en nota que trassienda de las personas culpadas.

8. Sobre la suplica del cap. otavo en que insta el reyno, que en adelante no se concedan letras causa videndi.

He resuelto le respondais que attendere a no conceder las dichas letras, sino es en pleytos graves, y que he ordenado se despachen con toda brevedad los que estan pendientes del marquesado de Torralba.

9. Sobre la sup. del cap. nono, en que insta el reyno señale numero fijo, y competente de carros de paja para la cavallerissa de los virreyes.

Decreto del Virrey.

Hagasse como lo piden, para lo qual se darà la providencia a su tiempo.

Decreto Real.

Me he conformado con lo que haveis decretado, y assi se lo participareis.

10. Sobre la sup. del cap. decimo en que suplica el reyno que permita buelvan a sus casas don Joseph, don Francisco, y don Felix Masones.

He resuelto concederles permisso, paraque buelvan a sus casas.

11. Sobre la suplica del cap. undecimo, en que suplica el reyno no se lleven derechos algunos por los despachos de los privilegios, y mercedes que se concedieron en estas cortes.

He resuelto conceder, que no paguen derechos en lo que toca a media annata, y sello; entendiendosse esta gracia con el reyno, estamentos, y universidades solamente.

12. Sobre la suplica del capitulo duodecimo, en que me suplica el reyno, que los nobles, y militares, que no exercen puestos de justicia no sean apremiados con penas pecuniarias a hazer captura por ningun caso, y que estas se encomienden solamente a los ministros de justicia mayores y menores por ser de su obligacion; paraque de esta suerte se eviten *muchos incombenientes*, y a los nobles y militares se les mantengan sus privilegios.

He resuelto que por agora no se haga novedad, y que respondais al reyno que quedo en cuenta de su instancia, y que siendo digna de toda reflexion la resolvere con maduro acuerdo.

13. Sobre la suplica del cap. decimo tercio en que me suplica, permita que buelvan a esse reyno fray salvador de Castelvy y el don Joseph Cedda, y el licenciado Arquilao Sabba.

He resuelto digais al reyno quedo mirando la materia.

14. Sobre el cap. decimo quarto, en que me suplica sea servido hazer merced al marques de villa Sor, y al marques de Lacony de grandes de España.

He resuelto, digais al reyno, que attendere a los grandes servicios de sus casas y personas.

15. Sobre la sup. del cap. decimo quinto, en que me representa la finesa de los sindicos de las ciudades de este reyno.

He resuelto, que les insinueis que los tendrè presentes en las ocasiones que se offrecieren de sus servicios.

16. Sobre el cap. decimo sexto, en que me representa la finesa, que assi mismo han manifestado los abogados de los estamentos en essas cortes.

He resuelto le insinueis les tendrè presentes en las ocasiones de sus encombeniencias.

SEGUNDAS SUPLICAS
DE LOS TRES ESTAMENTOS

1. En el primer cap. en que se suplica el reyno que se haga nueva regulacion de fuegos por personas de toda conciencia, y satisfacion.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica, y a su tiempo darà su excelencia la providencia necessaria.

Decreto Real.

He resuelto que se haga nuevo fogaje y regulacion de fuegos, y que en lo tocante a la providencia que dezis en vuestra decretata dareis a su tiempo, me informareis luego con toda individualidad.

2. Sobre el cap. segundo, en que me suplican, que los militares, y ciudadanos matriculados en las bolzas de iurado en cabo, y segundo de las ciudades de esse reyno puedan tener en sus casas armas de fuego largas, carabinas, y tercetas, y que las puedan llevar cargadas.

He resuelto que se observen las pragmaticas que hay en esse reyno sobre esta materia.

3. Sobre el tercero, en que me suplica esse reyno, que los capitulos de corte, que no estan impressos se impriman con los que se concedieren en este parlamento.

He resuelto insinueis al reyno, que en esta materia tengo ya dada providencia en la pragmatica, que se ha mandado publicar.

4. Sobre el cap. quarto en que me suplica, que los

Digitized by Google

receptores de ambos cabos de la administracion del real perciban un real por cada quintal de semola, y arina, y medio por cada quintal de pastas para situacion de la nueva plaza.

Decreto del Virrey.

Por quanto sobre la fundacion de la nueva plaza, y situacion del salario, se ha remitido a su magestad, veniendo su real resolucion se daran las ordenes necessarias.

Decreto Real.

He resuelto respondais al reyno, que no haviendose tenido este effeto por sufficiente, y siendo de la real hazienda, cessando el fin no hay motivo para esta concession.

5. Sobre la sup. del cap. quinto en que expressa que en tiempo de la labranza, y cosecha no se ocupen los carrateros a llevar madera, y en caso la conduzieren se les pague su trabajo.

Decreto del Virrey.

Es muy justo que se le pague el trabajo, que por razon del tiempo su excellencia tendrà la devida atencion.

Decreto Real.

Me he conformado con lo que haveis decretado.

6. Sobre la sup. del cap. sexto, en que suplica el reyno, que los ministros de la sala criminal, y governacion de Sacer no puedan tomar salarios en las causas de los altercados, y sentencias interlocutorias.

Decreto del Virrey.

Que por quanto el cap. treynta y cinco de la fundacion de la sala criminal esta derogado por las reales cartas de 21 febrero de 1652, y de 13 de henero de 1654, y los assessores de la real governacion de Sacer no tienen salario alguno, sino solo los emolumentos, y frutos de lo que trabajan no ha lugar lo que suplican.

Decreto del Virrey.

He resuelto que se observe lo acostumbrado.

7. Sobre el cap. septimo, en que me suplica, que assi en la real audiencia; como en la real governacion de Sacer y demas tribunales inferiores no pueden llevar salario alguno de los intermedios, y sententias interlocutorias, y solamente se reserve el cobrarlo para la deffinitiva.

Decreto del Virrey.

Que se guarden las pragmaticas, cap. de corte, y leyes del reyno, y si huviere excesso acuden a su excellencia que les administrarà pronta justicia.

Decreto Real.

Me he conformado con lo que haveis decretado.

8. Sobre el cap. otavo en que me suplica el reyno mande a los ministros de justicia de los lugares, que quando remitten presos embien testimonio del valor de sus bienes, paraque desde el ingresso en las reales carzeles gozen de la racion con calidad de que pudiendo satisfazerse de sus bienes, la real azienda recobre, lo que huviere gastado.

Decreto del Virrey.

Que los officiales, y ministros quando remitten los presos a estas reales carzeles de san Pancracio por cuenta de la jurisdicion real estén obligados el embiar juntamente con ellos certificacion authentica con intervencion de cinco prohombres con juramento de los bienes que tuvieren, y no haziendolo assi se darà la racion acostumbrada a costa de los dichos officiales, y ministros.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo decretado por vos.

9. Sobre la suplica de este capitulo tocante a las letras compulsorias de los pobres presos de racion.

He resuelto encargaros deis la providencia combeniente.

10. Sobre las suplicas de los capitulos diez, onze, y doze, en que me suplican en el dezeno, que los conselleres de las ciudades para la satisfacion, y comboyo del real donativo no sean llamados, detenidos, obligados ni carzerados durante el tiempo que llevan la insignia.

Decreto del Virrey.

Que se guarden las leyes del reyno, y se tendrà attencion a lo que representa la insignia.

11. Sobre la sup. del cap. undecimo en que representa, que no se embien commissarios para la cobranza de los salarios de sentencia, y autos processales de las causas, que penden en los reales concejos, tribunal de la procuracion real y demas curias inferiores.

Decreto del Virrey.

Que se guarden las leyes del reyno, quitado todo abuso.

12. I sobre la suplica del cap. duodecimo en que piden, que pendiente el juyzio de la execucion cesse, y se suspenda el juyzio de la suplicacion.

Decreto del Virrey.

Que se guarden las leyes del reyno, y disposiciones de derecho.

Decreto Real.

Sobre dichas tres suplicas. He resuelto conformarme con lo que aveis decretado.

13. Sobre la suplica del cap. decimo tercio, en que pide el reyno no suprima la alcaydia de parte ocier real.

He resuelto le respondais que lo quedo mirando.

14. Sobre las sup. de los cap. decimo quarto hasta el de diez y nueve en que pide, que las salas civil,

Digitized by Google

criminal, y real governacion de Sacer no puedan avocarse ni assumirse el conocimiento de las causas civiles, y criminales de los vassallos de barones, no constando de sentencia, o provision gravaminosa.

Decreto del Virrey.

Que no se evoquen las causas baronales, sinque concurran los requisitos de derecho.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado, y assi se lo participareis.

15. Sobre la sup. del cap. decimo quinto, en que pide que los ministros togados no puedan publica, ni segretamente abogar, ni llevar pleytos.

Decreto del Virrey.

Por quanto las leyes del reyno prohiben que los ministros togados no puedan abogar ya tiene bastante providencia esta suplica si huviere contravencion pruevesse para aplicar el remedio combeniente.

16. Sobre la sup. del cap. decimo sexto en que suplica, que el carbon, y sevada, se venda en las plazas publicas de esta ciudad.

Decreto del Virrey.

Hagasse como se suplica en conformidad de las leyes del reyno.

17. Sobre la suplica del cap. decimo septimo en que pide que se haga nuevo repartimiento entre los moradores de las villas, y lugares obligados al escrutinio.

Decreto del Virrey.

Hagasse como se suplica en execucion del cap. de corte.

18. Sobre la sup. del cap. decimo octavo en que pide que la satisfacion de lo que han de cobrar los regidores por su visita se regule por fuegos entre los vassallos que estan obligados a feudo a razon de nueve callareses cada uno, segun la possibilidad de ellos, y se reparta la suma que importare.

Decreto del Virrey.

Haunque sobre esta materia se diè providencia en los pregones del señor marques de los Veles, attendiendo a la pobreza, que se representa del reyno manda su ex.ª, se paguen solamente nueve ducatones por cada dia, observandosse todo lo demas que contienen dichos pregones tocantes a estas visitas.

19. I sobre la sup. del cap. decimo nono, en que pide que los moradores del reyno ingieran assebuches.

Decreto del Virrey.

Que su ex.ª pondrà cuidado, en que se execute la pragm.ca que trata de los Olivares.

Decreto Real sobre dichas suplicas.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado, y assi se lo participareis al reyno.

20. Sobre la sup. del cap. vigesimo, en que me suplica, que la pragm.ca publicada en esta corte de diez de 8.bre del año passado 1684 sobre los trages, y otros gastos superfluos se observe en esse reyno con la moderacion, que se expressa. He resuelto encargaros executeis lo decretado por vos en este capitulo para mayor alivio de esse reyno, y que se lo participeis en esta conformidad.

Decreto del Virrey.

Que su ex.ª darà providencia sobre ésto con pragm.ca que mandarà publicar.

Estamento ecclesiastico.

1. Sobre el cap. p̄mero en que me suplica el estamento eclesiastico, que en adelante se continue como se ha platicado el dar visura de los autos, y procedimientos, que se hizieren por los ministros reales contra los retrahydos en las iglesias.

He resuelto respondais que en esta materia ya he dado providencia.

2. Sobre la sup. del cap. segundo, en que me suplica que en adelante los virreyes en las letras convocatorias que despachan para cortes a los prelados, y communedades eclesiasticas exorten, y no manden.

Decreto del Virrey.

En esto se ha observado la costumbre muy antigua praticada en todos los parlamentos del reyno, y assi que lo supliquen a su magestad.

Decreto Real.

He resuelto se observe lo acostumbrado.

3. Sobre el cap. tercero, en que me suplica mande, que en adelante hablen cubiertos los prelados, y p̄meras vozes del estamento eclesiastico en la funcion del solio.

Decreto del Virrey.

En esto se ha observado el estylo inconcusso expressado en todos los parlamentos, y assi que acudan a su magestad.

Decreto Real.

He resuelto se observe lo acostumbrado.

4. Sobre la sup. del cap. quarto, en que me suplica el estamento ecclesiastico que los virreyes, ni ministros reales no puedan en manera alguna proceder contra los prelados o sus vicarios con mandatos comminatorios, y citacion ad bancum regium, y que se forme la conferencia saltim super dubium de dubio, quando la pida la curia eclesiastica.

Digitized by Google

He resuelto se observe la concordia tocante a esta materia, pues en esto son iguales ambas curias, y puede hazer lo mismo la eclesiastica dè no firmar duda, quando el caso es claro, y assi se lo participareis al estamento eclesiastico.

LOS DOS ESTAMENTOS
ECLESIASTICO Y MILITAR

1. Sobre el cap. p̄mero en que suplica, el estamento eclesiastico, y militar que en adelante no se concedan futuras sucessiones de ningunos officios.

He resuelto que respondais a los dos estamentos, que attenderè a su representacion.

2. Sobre el cap. segundo, en que suplica que los lugares del cabo de Sacer que no esten obligados en adelante a conduzir el trigo de escrutinio sino es pagandoles prontamente su valor al tiempo de la conducion.

Decreto del Virrey.

Que por quanto a peticion de los tres estamentos fuè servido su magestad conceder en las cortes del señor conde de Santistevan a la ciudad de Caller el encierro del trigo que llaman de escrutinio con la calidad de pagar un año pospuesto a las villas obligadas a conduzirle con el interez a razon de seis por ciento por retardacion de la paga mas del precio del aforro en que estan comprehendidos los dos sueldos del porte, se observe lo mismo, y de otra manera no se obligue a las susodichas villas a la conducion de dicho trigo.

Decreto del Rey.

He resuelto conformarme con lo decretado por vos, y assi se lo participareis.

3. Sobre el cap. terzero, en que suplican los dos estamentos, que permitta a don Salvador Madao, don Antonio Detory, y otro qualquier cavallero, y ciudadano de este reyno que se hallare desterrado, que buelvan a sus casas.

He resuelto le respondais que tendre presente su instancia.

SEGUNDAS SUPLICAS DE LOS ESTAMENTOS
ECLESIASTICO Y MILITAR

1. Sobre el cap. p̄mero en que suplican los dos estamentos eclesiastico, y militar, que los que fueren en adelante de las villas y lugares a residir a la de Caller o otra qualquiera del reyno devan contribuir en la porcion del donativo que les tocava por los bienes que dejaron en dichas villas antes de ausentarse apremiandolos a que paguen como si estuvieren presentes segun el nuevo repartimiento que se huviere hecho del servicio concedido en estas cortes.

Decreto del Virrey.

Segun las leyes del reyno que hablan de la materia es digna de la real decision, y assi su ex.ª lo consultarà a su magestad.

Decreto Real.

He resuelto se haga como se suplica.

2. Sobre el cap. segundo, en que suplican que los nobles no sean apremiados a servir el sindicato en los arrebales donde tuvieren domicilio y que puedan ser puestos en terna.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

LOS DOS ESTAMENTOS MILITAR, Y REAL

1. Sobre el cap. p̄mero, que es el unico que en papel separado hazen estos dos estamentos, en que suplican que en Sardeña se observe por ley el cap. de como el fuero de Aragon del año 1646 sobre la jurisdicion de los inquisidores.

He resuelto respondais, estoy con cuidado de tratar esta materia no solo por esse reyno, sino para los demas, y que se procuren tomar medios que atajen los incombenientes que se representan.

Estamento Real.

1. Sobre el cap. pmero, en que suplica el estamento real, que la ciudad de Caller sea mantenida y conservada en la possession de que el villano haya y deva continuar en llevar el trigo del escrutinio pagandole siempre lo atrassado.

Decreto del Virrey.

Que se mantenga a la ciudad de Caller en la possession de quellas villas obligadas a traher trigo del escrutinio segun el nuevo repartimiento que se ha de hazer, se haian de conduzir, executando la ciudad lo dispuesto en el cap. de corte hecho sobre esta materia en las cortes del señor conde de Santistevan a peticion de los tres estamentos, bien entendido que la ciudad ha de pagar real, y effetivemente el interez de los seis por ciento por la retardacion de la paga demas del precio del aforo, en que estan comprehendidos los dos sueldos del porte.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo decretado por vos.

2. Sobre las suplicas de los dos capitulos segundo, y tercero, en que dize, en el se.do que los sindicos de

Digitized by Google

las villas obligadas al escrutinio tengan obligacion por toda la ultima semana de junio, y p̄mero de julio cada año en que se conoce la añada de dar aviso a las ciudades con fee de los escrivanos si hay reparo, o no aquel año para la dicha conducion.

Decreto del Virrey.

Que a su tiempo su ex.ª darà providencia.

3. Sobre la suplica del cap. terzero, en que pide, que para la cobranza del real donativo no se embien comissarios.

Decreto del Virrey.

Que no se despachen comissarios sino en caso de negligencia de los ministros a cuyo cargo està la cobranza, y entonzes sea a gastos de dichos ministros.

Decreto Real sobre ambas suplicas.

Me he conformado con vuestra decretata.

4. Sobre el cap. quarto en que me suplica el estamento real que los barones y regidores no usen de su jurisdicion contra los sindicos de las villas durante el año del sindicato.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica, excepto los casos graves en que podran proceder los barones contra los sindicos consultandolo p̄mero con su ex.ª

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo decretado por vos, però con advertencia de que lo hayais de consultar con la sala criminal.

5. Sobre la suplica de los cap. quinto hasta el de ocho en que representan a saber es en el refferido cap. quinto, que en adelante la real governacion no impida ne embarasse con ordenes mandatos, y provisiones a los vegueres y demas justicia de Alguer, Castillo Aragones, y Bosa el uso de jurisdicion y conocimiento en p̄mera instancia.

Decreto del Virrey.

Que se guarden las pragmaticas, y leyes del reyno.

6. Sobre la suplica del cap. sexto en que pide que se observe la real pragmatica recopilada por don Fran.co Vico ante qual juez se ha de tomar la resid.ª y veniendo el tiempo de aquella haya de passar uno de los nobles, y mag. reales ministros de los reales concejos que nombraren los señores virreyes para Alguer, Bosa, y Castillo Aragones.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica, y a su tiempo darà su ex.ª la provid.ª combeniente.

7. Sobre la suplica del cap. septimo, en que pide que los officiales, y mayores y demas ministros no permittan antes estorven las execuciones que los ministros ecclesiasticos hazen en los bienes meramente seculares, ni observen los mandatos de aquellos contra las tales personas deudores de penciones de censos y otros contratos.

Decreto del Virrey.

Que su ex.ª darà providencia en los casos, que sucedieren de que han de dar cuenta luego appellando la comminacion, promulgacion, o declaracion de censuras assi los executados, como los ministros en su caso ante quien de derecho puedan, y devan que los ministros haviendo interpuesto apelacion antes, y despues de la promulgacion, o declaracion de censuras continuen en el exercicio de sus officios.

8. Sobre la suplica del cap. ottavo en que pide que los jurados no devan ser presos, detenidos, ni carcelados por ningun pretexto, ni por los delitos, sinò fueren de los exceptuados, en todo el año que llevaren la insignia.

Decreto del Virrey.

Que se guarden las leyes del reyno, y se tendrà concideracion a lo que representa la insignia.

Decreto Real sobre dichas suplicas.

He resuelto conformarme con lo decretado por vos, y assi se lo participareis.

9. Sobre el cap. nono en que me suplica, que en los censos que se hallaren cargados por las communidades no se puedan opponer deffetos, o nulidades.

He resuelto se observe lo acostumbrado, y fuere de justicia.

10. Sobre el cap. decimo en que el estamento real me suplica que haga merced al D.r don Fran.co Carola sindico de Alguer, y al D.r Fran.co Muros de las dos p̄meras togas que vacaren.

He resuelto que le respondais que tendre presentes sus meritos y servicios en las vacantes que se offrecieren.

11. Sobre la suplica del cap. undecimo, en que pide, que su magestad se sirva honrar a Ang.o Delvecchio, y Fran.co Coni subsindicos de Caller.

He resuelto, que respondais al estamento real, que tendre presentes a Ang.o Delvechio, y a Fran.co Coni en las ocasiones que se offreciere de su combeniencia.

12. Sobre el cap. duodecimo, en que me suplica el estamento real, que los habitadores de Caller, y demas del reyno sean conservados en la libertad de no pagar medias portadias, ni otro derecho de las tierras, que tuvieren en las villas, y lugares.

Decreto del Virrey.

Por quanto es materia de interez de partes, y entre algunas hay pleytos pendientes que se pida en justicia.

Digitized by Google

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo decretado por vos, y assi se lo podreis responder.

Ciudad de Caller.

1. Sobre el cap. p̄mero, en que me suplica essa ciudad de Caller sea servido confirmar todas las gracias, franquesas, libertades, y favores que ha obtenido quitando todos los abusos.

Decreto del Virrey.

Guardessen los que estan en uso, y por los demas que lo suplique a su magestad.

Decreto Real.

He resuelto, que se observe lo acostumbrado, y assi se lo participareis.

2. Sobre la suplica del cap. segundo en que pide que los conselleres intervengan en las juntas se hizieren sobre las concessiones de las sacas de trigo, vianda, biscocho, y semola.

Decreto del Virrey.

Guardesse lo acostumbrado.

3. Sobre la suplica del cap. terzero, en que pide que los habitadores de la ciudad de Caller no paguen decimas de sus viñas, y tierras.

Decreto del Virrey.

Que se siga en justicia.

Decreto Real.

Me he conformado con vuestra decretata.

4. Sobre la suplica del cap. quarto, en que me suplica essa ciudad de Caller, que la medalla de oro con mi real effigie que el conseller en cabo lleva pendiente en el pecho no se conceda a otra ciudad del reyno.

He resuelto le respondais que quando llegue el caso tendrè presente su representacion.

5. Sobre el cap. quinto, en que me suplica, que en adelante non se conceda a los ciudadanos de Caller por carta real ensaculacion en las bolzas de conselleres sinque primero preceda informe de la misma ciudad, y que las que se han obtenido no se pongan en execucion.

He resuelto que respondais, que attendrè, a que se pidan informes quando lo jusgare necessario.

6. Sobre las suplicas de los capitulos sexto hasta el de catorze inclusivè, en los que representan a saber en dicho cap. sexto que los nobles, y magnificos oydores de esta real audiencia hagan relacion de las causas en presencia del abogado de las partes.

Decreto del Virrey.

Guardense las leyes del reyno, que dan providencia bastante para esta materia.

7. Sobre la sup. del cap. septimo, en que pide, que el juez de appellaciones y gravamente observen la cobranza de los derechos, y salarios de su tribunal la tarifa de la real pragmatica.

Decreto del Virrey.

Que se guarden los cap. de corte, y la tarifa de la real pragmatica.

8. Sobre la sup. del cap. ottavo, en que expressan que en las vendas de los arrendamientos, y vendas de trigos no se pague diez escudos al corredor.

Decreto del Virrey.

Guardesse lo acostumbrado.

9. Sobre la sup. del cap. nono en que expressan que los ministros patrimoniales no tienen solo que un drecho de la revista se hiziere de trigos a saber un salario de revista en cada almazen, aunque huviere en el muchos aposentos.

Decreto del Virrey.

Hagasse como lo suplican.

10. Sobre la sup. del cap. decimo, en que expressa quando se acusare tercio por partida minima descendiente de la partida contenida, y expressada al tiempo de la confecion del auto de escritura de tercio sea valida la execucion.

Decreto del Virrey.

Que la escritura de tercio tenga fuerza, y valor, aunque por pagarse parte de la deuda se redusga a menor cantidad de la que señala la pragmatica.

11. Sobre la sup. del cap. undecimo, en que representa, que los sargentos mayores del tercio no puedan percibir cosa alguna de los dueños de las casas vezinas a las murallas reales, y cuerpo de guardia.

Decreto del Virrey.

Hagasse como lo suplican.

12. Sobre la suplica del cap. duedecimo en que pide, que se archiven las escrituras publicas se hizieren en esta ciudad sobre compras, y ventas transiciones, creaciones de censos, deffiniciones de cuentas de heredades y administraciones, y debitorios que passen de mil libras segun el cap. 24 de cortes celebradas en el año 1632.

Decreto del Virrey.

Guardesse el cap. de corte.

13. Sobre la sup. del cap. decimo tercio, en que pide, que los nacidos en Caller sean prefferidos en el numero

Digitized by Google

de nottarios de la lugartenencia general a los nacidos en las villas en concurrencia de dos que sean examinados al mismo dia.

Decreto del Virrey.

Que se haga como lo piden.

14. Y sobre la suplica del cap. decimo quarto, en que pide que los hijos, y descendientes ciudadanos, que han sido ensaculados en conselleres no puedan ser condennados a pena de azotes en qualquiere delito huviere commetido.

Decreto del Virrey.

Que se tendrà particular attencion a esta suplica.

Decreto real sobre dichas suplicas.
desde el cap. 6 *hasta el del* 14.

He resuelto conformarme con lo decretado por vos, y assi se lo participareis a essa ciudad.

15. Sobre la suplica del cap. decimo quinto en que insta se conceda, que los conselleres, y assessores tengan jurisdicion privativa para conocer de todas las causas en que sus officiales faltaren en la administracion del officio de la misma ciudad.

He resuelto, que le respondais que quedo mirando la materia.

16. Sobre las suplicas de los capitulos diez, y seis, y diez y siete, en que representan a saber es: en el dicho de diez y seis que la constitucion *hac nostra* solamente se intienda que la viuda pueda gozar de la frutos de la hazienda de su marido en la partida correspetiva al dotte computandolo a razon de siete por ciento que los frutos que sobraren sean en extincion del cap. de la dicha dotte.

Decreto del Virrey.

Que se guarde la constitucion hac nostra de Cataluña segun sus observàncias.

17. I sobre el cap. decimo septimo, en que piden que los notarios del civil, y criminal no puedan retardar la publicacion de las sentencias,

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica bajo la pena reservada a su excellencia.

Decreto real sobre ambas suplicas.

Me he conformado con vestra decretata.

18. Sobre la suplica del cap. decimo otavo, en que me suplica, que el officio de guardian del puerto de Caller tenga el titulo, y honor del *capitan del puerto de Caller*, y que conceda al atual possessor y a los successores in perpetuum, que tengan y gozen este titulo.

He resuelto conceder a esta ciudad lo que contiene esta instancia y assi se lo participareis.

19. Sobre las sup. de los cap. decimo nono hasta el de trigesimo primo en que suplica en el refferido cap. decimo nono que los carnizeros que entraren ganado para el abasto de esta ciudad tengan tres dias francos de herbar en los territorios que passan sinque los barones, ni ministros puedan machelar.

Decreto del Virrey.

Que se guarde la pragmatica quitado todo abuso.

20. Sobre la sup. del cap. vigesimo en que pide, que los ministros de justicia no puedan detenerse el ganado, que compran los carnizeros para el abasto de esta ciudad, aunque sea con el pretexto de necessitarlos por sus villas, y por los habitadores de ellas.

Decreto del Virrey.

Que no se impida el transito al ganado que viene para el abasto de esta ciudad.

21. I sobre el cap. vigesimo primo, en que pide que no se pueda tener ganado de particulares, ni labrador hazer serrados en territorios de san Bartolomè, y san Elias.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

Decreto real sobre las tres suplicas.

He resuelto conformarme con lo decretado por vos.

22. Sobre la suplica del cap. veynte y dos, en que me representa essa ciudad los servicios del dottor Juan Maria Finna suplicandome le conceda un cavallerato para beneficiar, o una pencion para su hijo.

He tomado la resolucion, que reconocereis en el despacho, que va con este de las mercedes, que he concedido en estas cortes.

23. Sobre las suplicas de los cap. vigesimo tercio, vigesimo quarto, vigesimo quinto, y vigesimo sexto, en que expressa en el dicho de vigesimo tercero, que sea servido honrar al dottor Juan Maria Tatty protomedico de cavallerato.

Decreto del Virrey.

Que su excellencia lo representerà a su magestad.

24. Sobre la sup. del cap. vigesimo quarto, en que pide, paraque sea servido de honrar al dotor Francisco Ruxoto de Cavallerato.

Decreto del Virrey.

Que su excellencia lo representerà a su magestad.

25. Sobre la suplica del cap. veynte y cinco en que pide sea servido honrar a Salvador Maria Rodrigues de cavallerato.

Decreto del Virrey.

Que su excellencia lo representarà a su magestad.

Digitized by Google

26. Y sobre la suplica del cap. vigesimo sexto, en que me suplica sea servido honrar a Juan Bauptista Taris con un cavallerato.

Decreto del Virrey.

Que su Excellencia lo representarà a su magestad.

Decreto real sobre dichas suplicas.

Respondereis a essa ciudad que quedo mirando la materia, y que attendrè a su representacion.

Appendicios de Caller.

1. Sobre la suplica unica, que me hazen los appendicios de essa ciudad de Caller en que me suplican, que en adelante no se pague derecho alguno del vino que sirve para el sustento de sus casas y familia los que tuvieren viñas proprias, y que por quanto tienen gasto excessivo para el cultivo de las viñas, y el fruto de ellas ser tan poco, que de hoy en adelante se hayan de desfalcar los gastos que fueren necessarios para el cultivo de dichas viñas, y lo remanente se pague solamente el derecho guardando la franquesa del sustento de sus casas.

Decreto del Virrey.

Sobre el p̄mer punto, que se guarde el cap. de corte, y sobre el segundo es justo gozèn de la franquesa del vino procedido de sus viñas necessario para su sustento.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo decretado por vos, y assi se lo participareis.

Ciudad de Sacer.

1. Sobre el cap. p̄mero en que me suplica la ciudad de Sacer que el contrato de tres mil escudos, que pagò el año 1673 para saca de trigo de porcion le aprueve y confirme perpetuamente.

Decreto del Virrey.

Que se guarde el capitulado del auto de 1673 segun la confirmacion de su magestad y con las condiciones en ella contenidas.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo decretado por vos.

2. Sobre el cap. segundo, en que me suplica perdone a la ciudad de Sacer lo que està deviendo del donativo o feudo por qualquier titulo que sea.

He resuelto le respondais, que en quanto al donativo ya he hecho gracia a las ciudades, y villas de la mitad de lo atrassado, y que en lo que toca al feudo no ha lugar.

3. Sobre la suplica del cap. terzero, en que representa que se observe la pragm.ca del visitador don Pedro Martines Rubio.

Decreto del Virrey.

Que se guarden las ordenanzas de don Pedro Martines Rubio, y la guarda real no obligue a tomar certificatoria por la guarda costa.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con vuestra decretata.

4. Sobre el cap. quarto en que me suplica la ciudad de Sacer, que en concideracion de tener hecha merced, de que siempre que adherezare, y limpiare su puerto contribuyendo ella con dos quintos concurriera mi real hazienda con tres, y que haviendose especificado con real gracia que fuessen trecientas libras las que huviesse de dar mi real patrimonio se aumentaron a trecientos escudos, sea servido mandar se den con effeto los tres mil escudos que importan los tres quintos.

Decreto del Virrey.

Attento la combeniencia pub.ca que resultarà de adressar, y limpiar el puerto de Puerto Torres en aumento del comercio, beneficio de las aduanas reales, y de la ciudad su ex.a concede que se anticipe por parte del real patrimonio los tres quintos que tiene offrecidos su magestad, y corresponder a los que la ciudad dize tiene prontos en cantidad de dos mil escudos, de manera que destinarà su ex.a de lo que la ciudad deverà pagar del donativo de este decenio tres mil escudos en los tres p̄meros años a razon de mil cada año, con calidad que los dos mil escudos dize tiene la ciudad, y de los dichos tres mil se haga deposito en la persona que su ex.a nombrarà, y corra su distribucion por los ministros del real patrimonio de aquella ciudad, y de las personas que ella deputare.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo decretado por vos, però sinque sea necessario que intervengan los ministros patrimoniales, sino que tenga obligacion la ciudad de dar cuents a los ministros del patrimonio real de lo que adelentare cada año en la fabrica, y se gastare en ella, y haziendolo assi intervengan estos en conformidad de vuestra decretata.

Sobre las suplicas de los capitulos quinto y sexto, en que suplica en el quinto, que se mande observar el privilegio real, que dispone la norma de matricular los conselleros y officiales de esta ciudad.

Decreto del Virrey.

Guardesse el privilegio y carta real.

6. Sobre la sup. del cap. sexto, en que pide que las villas obligadas a la conducion del trigo de escrutinio le condusgan a la ciudad.

Digitized by Google

Decreto del Virrey.

Que se haga camo se suplica.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo decretado por vos.

7. Sobre el cap. septimo en que me suplica que ningun vezino de la ciudad de Sacer sea apremiado en tiempo de intemperie passar a la de Caller por mar, o tierra, ni atraversar la isla.

He resuelto que se haga como se suplica, que si huviere causa para prenderlos por la justicia podreis, assi vos, como los que os succedieren en essos cargos de tenerlos en las carzeles de Sacer, o arrestarlos en sus casas con fianzas hasta que passe el intemperie, y despues mandar los lleven a Caller, o llamarlos paraque vayan conforme pareciere mas combeniente, y os encargo mucho la observancia de esto, però con advertencia de que *esta gracia no la concedo por capitulos de cortes.*

8. Sobre las suplicas de los cap. otavo, nono, y decimo en el p̄mero de los quales representa, que la real governacion, ni sus ministros no se intrometan en el govierno, disposicion, y destinacion del tiempo, lugares, parajes, y demas concernientes a la annona, vivares, pescado, y demas.

Decreto del Virrey.

Que no teniendo incombeniente el mudar el sitio donde se han de vender los vivares la governacion se lo permitta.

9. Sobre la sup. del cap. nono, en que pide que los diez mil escudos se le de la porcion para las puentes dichas de san Jorge.

Decreto del Virrey.

Que se tendrà attencion en el repartimiento que se hiziere.

10. I sobre la suplica del cap. decimo en que representa que en adelante se paguen igualmente los derechos reales en todas las ciudades de aquel cabo.

Decreto del Virrey.

Por quanto es en perjuyzio de terzero que lo pidan por justicia.

Decreto real sobre las tres suplicas.

He resuelto conformarme con lo decretado por vos.

11. Sobre el cap. undecimo en que me suplica la ciudad de Sacer le permita estanchar los derechos de aguardiente, tabaco, y papel.

He resuelto que no se haga novedad en esta materia.

12. Sobre el cap. duodecimo, en que me suplica que en execucion de una carta real se quiten del todo las tiendas en las villas, y lugares del reyno, y assi mismo que el arrendam.to de las salinas de Sacer se subasto no solo en Caller sinò tambien en Sacer.

He resuelto que sobre el p̄mer punto respondais a la ciudad de Sacer, quedo que mirando para tomar la resolucion mas combeniente, y que en quanto al segundo darè pronta providencia.

Arzobispo y cabildo de Sacer.

1. Sobre el capitulo pmero en que me suplican el arzobispo, y cabildo de Sacer sea servido conceder seis mil estareles de sacas de trigo para rehedificar la iglesia de San Nicolas cathedral de dicha cindad.

He resuelto le respondais que propongan en que no haya incombeniente.

2. Sobre la sup. del cap. segundo en que piden que se den otros cinquenta razeros de sal para repartirlos entre todos capitulares y otros treynta escudos en dinero sin los settenta de la p̄mera obligacion.

Decreto del Virrey.

Que su ex.ª concede al cabildo, y racioneros treynta raseros del sal demas de la que estava concedida.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con vuestra decretata, y assi se lo participareis al arzobispo, y cabildo.

3. Sobre el cap. terzero, en que me suplica que los mandatos despachados en 14, y 15 de julio del año passado 1680, que importan trecientos y diez escudos concedidos de limosna a las iglesias de san Nicolas de Sacer, y san Gavino de Puerto Torres se les paguen.

Decreto del Virrey.

Que en el nuevo repartimiento se tendra la devida attencion a la justificacion de esta suplica.

Decreto Real.

He resuelto encargaros que attendais a esta instancia.

Ciudad de Oristan.

1. Sobre el cap. primero, en que suplica la ciudad de Oristan sea servido confirmar todos los privilegios, franquesas immunidades, prerogativas, y autos de corte que le estan concedidos.

He resuelto que se observen los que estuvieren en uso.

2. Sobre la suplica del cap. segundo, en que representa, que se le pardone todo lo que se deviere de atrassado por el real donativo.

Decreto del Virrey.

Que su ex.ª darà providencia en las suplicas de los tres estamentos sobre esta materia.

Decreto Real.

Le respondereis que ya esta tomada resolucion por punto general, de que se le perdone la mitad del donativo, que deviere por lo passado.

Digitized by Google

3. Sobre la suplica del capitulo terzero, en que representa que se quiten las gabellas, y sisas impuestas de nuevo por la ciudad.

Decreto del Virrey.

Que se haga como lo piden.

Decreto Real.

Me conformo con vuestra decretata.

4. Sobre la suplica del cap. quarto, en que suplica que no se pueda impedir la extracion de doze mil estareles de trigo en los plazos de abril, mayo, y 8bre segun privilegio tiene.

He resuelto, que se observen inviolablemente las concessiones, que tienen las ciudades en quanto a las sacas de los estareles que encèrraren con calidad que estos sean effetivos, y no medio fraude alguno sobre cuya materia encargo mucho a la junta patrimonial tenga todo cuydado, y vigilancia.

5. Sobre las suplicas de los capitulos quinto, sexto, septimo, ottavo, nono, decimo y undecimo en que representa, a saber es en el referido capitulo quinto que los gastos para el culto divino, y lustres de la ciudad sean prefe'ridos al real donativo.

Decreto del Virrey.

Que en quanto a la prelacion, que pide por el culto divino sobre las rentas de la ciudad, que se haga como se suplica, y en quanto a lo demas no hay lugar la suplica.

6. Sobre la suplica del cap. sexto, en que suplica, que el real donativo no se reparta ante los moradores, sino que salga de las rentas de la ciudad.

Decreto del Virrey.

En quanto a lo que suplica de ripartir per capita se tendrà la concideracion devida y en quanto al culto divino, y lustre ya esta decretado en el cap. antecedente.

7. Sobre la suplica del cap. septimo, en que pide que no se pague de la real caja el real del labrador solo que quede por dicha ciudad.

Decreto del Virrey.

Que la ciudad goze de la franquesa de la saca sin diminucion, segun la gozan los demas porcionistas.

8. Sobre la suplica del cap. otavo en que pide que la curia del real veguerio pueda conocer de todas las causas de recurso evocacion por causa de miserabilidad, y de segunda instancia por pupillos.

Decreto del Virrey.

Que constando de la possession immemorial se le mantendrà en ella.

9. Sobre la suplica del cap. nono, en que pide, que el alcayde de la gran torre, ni sus soldados puedan tomar cosa alguna de las imbarcaciones, solo que dos reales por las patentes que lleven.

Decreto del Virrey.

Hagasse como lo piden so pena de veynte, y cinco escudos al alcayde, o soldado que contraveniere aplicadores al real erario.

10. Sobre la suplica del capitulo decimo, en que pide que los moradores, y ciudadanos no puedan hazer ningun mandamiento personal, ni los ministros de dicha ciudad, y reales, sino que se les guarde toda franquesa.

Decreto del Virrey.

Guardessele toda franquesa, y privilegios, que tienen, y leyes del reyno que hablan sobre de esta materia.

11. Y sobre la suplica del cap. undecimo en que pide que los officiales, y demas ministros de justicia de los campidanos purguen tabla.

Decreto del Virrey.

Que se le guarde su privilegio, y leyes del reyno que hablan de esta materia.

Decreto Real sobre las dichas suplicas.

Me he conformado con lo que haveis decretado.

12. Sobre el cap. duodecimo, en que me suplica la ciudad de Oristan, que en el nuevo fogaje se cuenten solamente los habitadores que de cinco años a esta parte residen, y se hallan en dicha ciudad.

He resuelto encr garos attendais a esta instancia.

13. Sobre las suplicas de los capitulos decimo tercio hasta el de 31, en que representa a saber en el reffe-rido decimo tercio, que los que se hallan matriculados en conseller no puedan passar a otra bolza, sinque hayan llevado la insignia.

Decreto del Virrey.

Guardense las constituciones.

14. Sobre la suplica del capitulo decimo quarto, en que suplica que ninguna persona exempta o no de la real jurisdicion pueda llevar ningun genero de ganado al prado destinado para el buey manso.

Decreto del Virrey.

Que se observe en conformidad de lo dispuesto por la real pragmatica, y que se prefieran en los pastos de los prados los bueyes de labor a los de negocio.

15. Sobre la suplica del cap. decimo quinto en que pide que los capitanes de las torres no puedan, ni sustenientes no puedan nombrar ningun soldado a las torres sinò en causa legitima, y bien vista a los conselleres, y con patente de dichos conselleres.

Decreto del Virrey.

Que el capitan de las torres no pueda nombrar algun soldado de ellas sinque preceda informe de la ciudad, ni mudarlos sin licencia nuestra.

Digitized by Google

16. Sobre el cap. decimo sexto, en que pide que se haga repartimiento entre los vassallos por igualdad por el salario de los soldados de las torres.

Decreto del Virrey.

Que sin gasto alguno de los vassallos, y soldados se haga como se suplica.

17. Sobre el cap. diez y siete en que pide, que todas las villas de los tres campidanos no paguen mas que dos reales en conformidad que pagan las villas de Senegues, y Solarusa por el derecho de la encarga, y sin pagar por ninguna cabeza de ganado.

Decreto del Virrey.

Que la encarga no se pague en dinero, ni en ganado sinò segun dispone la real pragmatica, excluyendo qualquier otro concierto.

18. Sobre el cap. diez y ocho, en que pide, que los pastores de cochinos naturales sean preferidos a entrar su ganado a engordar en las montañas, y en las que sobraren puedan los arrendadores darlas a forasteros.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

19. Sobre el cap. decimo nono en que pide, que de los doze cochinos, que se paguan a los ministros patrimoniales se paguen segun se pagavan a los arredandores y conselleres.

Decreto del Virrey.

Que se haga conforme lo suplica.

20. Sobre el cap. vigesimo, en que pide que los conselleres hagan la extracion de los nuevos mayores segun se ha observado, y que no sean obligados a pagar renta alguna a vassallo que constare ser exempto o fallido.

Decreto del Virrey.

Que haziendo constar el mayor al fin de su officio en el tribunal del real patrimonio de haver hecho las diligencias combenientes para la cobranza no se le obligue a proseguir en su officio, ni a pagar de su hazienda.

21. Sobre el cap. vigesimo primo, en que pide que para la cobranza de las rentas se despache comission a los ministros patrimoniales los quales hagan sin salario luego la execucion, y subastar lo que huviere executado.

Decreto del Virrey.

Que las execuciones se cometan a los ministros ordinarios en conformidad de los cap. de corte para evitar dietas y gastos con cominacion que en caso de omission se despacharà comissarios a gastos de dichos ministros.

22. Sobre el cap. vigesimo segundo en que pide que dejando el pasto para el ganado de los naturales, que en lo demas remanente entre el de los forasteros, prerediendo estime.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica, y el estime se haga con assistencia de los arrendadores.

23. Sobre la sup. del cap. vigesimo tercio en que pide que no se pueda dar franquesa a ninguno sinque conste primero haver morado de continuo en dicha ciudad.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica con que la habitacion se entienda, que sea por cinco años teniendo casa propria.

24. Sobre el cap. vigesimo quarto, en que pide que los arrendadores, y coletores cobren año por año el derecho real, y paraquel año muriere algun vassallo, solamente puedan obligar a sus herederos, y viudas, y no por otro año.

Decreto del Virrey.

Que se observe lo acostumbrado.

26. Sobre la suplica del cap. vigesimo sexto, en que pide, que en los prados, y vidazonys no puedan entrar ganado rude, y en caso sobrasse algun pedazo de prado se arquile al ganado forastero.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica con declaracion que el acordio se haya de registrar por el escrivano en registro de corte, y quando el sindico, y coletores vinieren con la paga del real donativo hayan de traher certificatoria del mismo escrivano de lo que han montado estos acordios pagandole al dicho escrivano por dicha certificatoria, y registro dos reales.

27. Sobre la sup. del cap. vigesimo septimo, en que pide que los officiales no se puedan apropriar de las tenturas, que hazen los mayores de prado y que no puedan sacar a dichos mayores de servir su año sin causa legitima.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

28. Sobre el cap. vigesimo ottavo que haya numero de varas del Santo Tribunal y que estos lleven en publico las varas altas en las ciudades, y villas.

Decreto del Virrey.

Que se executen las pragmaticas, y cap. de corte en conformidad de los quales no son exemptos de las contribuciones reales, y baronales, ni gozan del privilegio del fuero las varas ecclesiasticas, sino fueron de las que residen cabe la persona del prelado, y en su mensa llevando la vara, que en este caso gozaran del privilegio del fuero no empero de la paga de los derechos reales, y baronales, y que en quanto a las varas del Santo Tribunal se darà la providencia combeniente.

29. Sobre la suplica del cap. vigesimo nono, en que pide que se conceda franquesa de diez años de no pagar derechos reales, excepto del real donativo, o a los

Digitized by Google

vassallos, que fueren a poblar las villas de Nura, Cabra, Silly, y Fenugnedda.

Decreto del Virrey.

Concedeseles la franquesa como lo piden por cinco años con calidad de plantar viñas, y fabricar casas, y que no sean de otras villas reales, ni de las mismas del marquesado.

30. Sobre la sup. del cap. trigesimo, en que pide que los vassallos que no remitiessen dentro de dos dias los presos a las carzeles de Oristan que el veguer se quite los presos y conosca de las causas.

Decreto del Virrey.

Que se guarde lo acostumbrado.

31. Y sobre la suplica del cap. trigesimo primo en que pide que los ministros patrimoniales no tomen dietas algunas de las embarcaciones de las anguillas y butàrigas.

Decreto del Virrey.

No cargando generos que pagan derechos reales se hagà como se suplica.

Decreto Real sobre las diez y nueve suplicas.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado, y assi se lo participareis a la ciudad de Oristan.

32. Sobre la sup. del cap. trigesimo segundo en que me suplica sea servido mandar que las villas de Serra Manna, y Utta paguen los ornos de cal con que contribuyen en especie a la ciudad de Oristan, y que se gaste todos los años en los reparos de la puente grande y de las murallas, y que se le conceda una saca de mil estareles de trigo para el mismo effeto.

Decreto del Virrey.

En quanto a los dos hornos de cal para el reparo de le puente calzada y murallas se haga como se suplica con assistencia de los ministros patrimoniales, y que en quanto a lo demas lo supliquen a su magestad.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo decretado por vos en el primer punto, y en lo que toca al segundo le respondais que tiene incombeniente.

33. Sobre las suplicàs de los cap. trigesimo tercio, y trigesimo quarto en que pide en el primero que el quintal de Oristan de peso de ciento cinquenta libras se redusga al quintal de Caller assi de quesos, cueros, biscochos et alias.

Decreto del Virrey.

Hagàsse como se suplica.

34. Y sobre la suplica del cap. trigesimo quarto, en que pide que los arrendadores cobren, y executen cada año lo que deverà cada año cada vassallo.

Decreto del Virrey.

Que se le guarde el cap. de las cortes del conde de Santistevan.

Decreto Real sobre ambas suplicas.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

35. Sobre las suplicas que hàze la ciudad de Oristan en otros dos papeles separados en orden a la franquesa de las villas de aquel marquesado y pertenecer al veguer de la misma ciudad el conocimiento de todas las causas de recurso, y en ocasion por miserabilidad, y appellacion de los agravios que los vassallos de los tres campidanos han recebido de los officiales y ministros ordinarios.

Decreto del Virrey.

Por quanto pende la resolucion de su magestad a quien se ha consultado esta materia, que se guarden en el interim las leyes del reyno, y disposicion del der.° comun.

36. I sobre otra expressa que los ministros patrimoniales de dicha ciudad no empleen sus criados en las embarcaciones, y al tiempo de embarcar assistan por el hymbierno de las hocho horas de la mañaña por el verano a la salida del sol.

Decreto del Virrey.

Que en quanto al primer punto guardense las instruciones del visitador don Pedro Martines Rubio que van impressas, y estan mandadas guardar por su magestad, y en quanto al segundo que se haga como se suplica.

Decreto Real.

He resuelto aprovar lo que haveis decretado, y assi se lo participareis a la ciudad de Oristan.

Ciudad de Castillo Aragones.

1. Sobre el cap. primero en que me suplica la ciudad de Castillo Aragones sea servido confirmar todos los privilegios que ha obtenido, assi en concideracion de sus servicios como por communicacion.

Decreto del Virrey.

Guardense los privilegios que estuvieren en uso.

Decreto del Rey.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

2. Sobre el cap. segundo, en que me suplica la confirme todos los cap. de corte concedidos a la misma

Digitized by Google

ciudad de Castillo Aragones, assi en las cortes del conde Satistevan como en otras.

He resuelto confirmar los cap. de corte del conde Santistevan, y en quanto a los otros solamente los que estuvieren en uso.

3. Sobre la sup. del cap. tercero, en que pide que tanto los seis mil estareles del encierro como otra ciudad, que qualquier particular embarcarà en aquel puerto lo pueda hazer sin obligacion de ir a remedir a otro puerto.

Decreto del Virrey.

Concedessele lo que pide, durante la real voluntad de su magestad.

Decreto Real.

Me conformo con vuestra decretata.

4. Sobre el cap. quarto, en que me suplica sea servido concederle, que los seis mil estareles de trigo del encierro, que puede entrar la ciudad de Castillo Aragones pueda embarcarlos la mitad por setiembre, y 8.bre, y la restante cantidad por abril, y mayo.

He resuelto le respondais que esto tiene incombeniente.

5. Sobre el cap. quinto en que me suplica mande que ninguna persona de aquella ciudad pueda calar la almadrava de Calagostina.

He resuelto que no se haga novedad por ser interez de parte.

6. Sobre el cap. sexto en que me suplica mande que qualquier mercader, que se introdusga en la ciudad de Castillo Aragones pueda despues de haver pagado la aduana, y demas derechos passar la ropa a otra qualquiera ciudad o villa del reyno sin pagar nuevos derechos en la parte donde la transportare constando de su legitima paga por certificacion del aduanero.

He resuelto que le respondais, que quedo mirando la materia para tomar la resolucion mas combeniente.

7. Sobre el cap. septimo, en que me suplica, que los diez mil escudos que se aplican para las fortificaciones del reyno se den dosientos escudos cada año para reparo de las muralas de la ciudad de Castillo Aragones.

He resuelto encargaros attendais a esta instancia.

8. Sobre el cap. ottavo, en que me suplica mande, que las diez piezas de artilleria que estan en el puerto a la orilla de la mar se pongan dentro de la ciudad en los puestos que se necessitan, y que estas se monten como las demas y remitan municiones.

Decreto del Virrey.

Que se pongan en el castillo, y lugares combenientes, y por lo demas que pide se darà providencia.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo decretado por vos en el primer punto y en el segundo encargaros, deis la providencia combeniente.

9. Sobre la sup. del cap. nono, y decimo, en que suplica en el primero, que los conselleres nombren las guardas noturnas, y que el potestad de dicha ciudad execute las faltas.

Decreto del Virrey.

Mantengassele la possession en que se halla de nombrar las guardas noturnas, y que el potestad execute las faltas, y las penas reduzidas a un real aplicado al potestad, sinque en esto intervenga el castelano.

10. Y sobre el cap. decimo, en que pide, que el officio de potestad sea de tres en tres años conferido a personas nacidas en dicha ciudad, y matriculadas en bolzas de conselleres en cabo.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

Decreto Real sobre las dichas suplicas.

He resuelto conformarme con vuestra decretata.

11. Sobre las suplicas de los cap. undecimo y duodecimo en que reffiere en el primero que los conselleres sean manutenidos, y conservados en la possession de admittir a pratica y comunicacion a las embarcaciones que vienen a aquel puerto.

Decreto del Virrey.

Que la ciudad deve dar las praticas a lás embarcaciones sin dependencia de castellano, sino en caso de sospecha de guerra, o otro en que pareciere combeniente a vos, y a vuestros sucessores, que intervenga el castellano, en los quales solamente ha de tener la intervencion conforme la orden que se le diere.

12. Sobre la sup. del cap. duodecimo en que pide para evitar las pendencias sucede en el patio de las puertas de dicha ciudad, que se abra otra puerta en otro paraje.

Decreto del Virrey.

Hagasse como se suplica.

Decreto Real.

Me conformo con lo que haveis decretado.

13. Sobre el cap. decimo tercio, en que me suplica que el potestad de Castillo Aragones haya de ser precisamente natural de ella, y ensaculado en la bolza de jurado en cabo, y que haya de assistir todos los dias en la casa de la misma ciudad assi por la mañana, que por la tarde.

He resuelto que le respondais, que en lo tocante a ser natural e insaculado en la bolza de jurado en cabo ya he tomado resolucion en el capitulo decimo, y que en lo demas de este me confirmo con lo decretado por vos.

Digitized by Google

Decreto del Virrey.

Que se darà providencia.

Ciudad de Alguer.

1. Sobre el capitulo primero en que me suplica la ciudad de Alguer sea servido confirmar todos los privilegios, cartas reales, pragmaticas, y capitulos de corte usados y no usados concedidos a su favor.

He resuelto confirmar los que estuvieren en uso.

2. Sobre el cap. segundo, en que me suplica mande que no pague cosa alguna de la porcion que le fuere señalada en el repartimiento del nuevo donativo de este decenio.

He resuelto que la ciudad de Alguer no pague mas de la mitad del donativo que le tocare, y se la señalare por este decennio.

3. Sobre las suplicas de los cap. tercero, y quarto en que pide en el primero, que quando quisiere ir el governador para hazer extracion de jurados sea a sus costas sinque tenga obligacion la ciudad de avisarle y que en caso de ausencia de dicho governador no embie nott.ᵇ para dicha extracion.

Decreto del Virrey.

Hagasse como se suplica.

4. Y sobre la sup. del cap. quarto, que las colarinas que vendrian a pescar en los mares de esta ciudad puedan extraher francamente sin pagar derechos reales veynte y cinco quintales entre queso, lana, semola, y viandas.

Decreto del Virrey.

Attendiendo a la importancia de la Plaza de Alguer, y a lo demas que representa se les concede la franquesa de quinze quintales de los generos, que sacare cada uno de las colarinas, y en lo demas que se observen las ordenanzas de don Pedro Martines Rubio y en caso de contravencion den cuenta para aplicar el remedio que combenga.

Decreto Real sobre ambas suplicas.

Me conformo con lo que haveis decretado.

5. Sobre la sup. del cap. quinto en que expressa, que no se impida a los patrones, y mercaderes el hir por las ferias, y demas ciudades, y villas del reyno sin pagar ningun derecho llevando feè de haverlo pagado a la ciudad.

Decreto del Virrey.

Que se concede, que se puede extraher las ropas por las villas llevando certificatoria de los aduaneros firmada del theniente de procurador real, advertiendo que en cada villa no pueda vender mas de tres dias, y assi mismo puede passar a las ciudades pagando los derechos.

Decreto Real.

Quedo mirando la materia para tomar la resolucion mas combeniente, y assi se lo participareis a la ciudad de Alguer.

6. Sobre la suplica del cap. sexto, en que representa, que el veguer de la ciudad ponga presos à los executores, que embiaren los ministros de la real governacion contraveniendo al cap. de corte.

Decreto del Virrey.

Que la real governacion de Sacer no embie executores a la ciudad de Alguer sin que remita la execucion al veguer de dicha ciudad, y en caso de no hazerla este podrà embiar executor a gasto de dicho veguer.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con vuestra decretata.

7. Sobre el cap. septimo, en que me suplica sea servido mandar que de los diez mil escudos señalados por las fortificaciones de este reyno se de el necessario para a dressar la puente del estanque de la ciudad de Alguer, y algunos caminos.

He resuelto encargaros attendais a esta instancia.

8. Sobre las suplicas de los cap. ottavo, nono, y decimo, en que suplica en el primero, que haviendo personas, que quisiessen reedificar las casas desechas, los conselleres le den el permisso de fabricarlas.

Decreto del Virrey.

Hagasse como se suplica.

9. Sobre la suplica del capitulo nono, en que suplica, que se de permisso de reedificar las salinas, sin pagar cosa alguna por diez años a la caja a tal de lo util puedan pagar el dinero al mercante el dinero que dieren para fabricarlas.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

10. I sobre la suplica del capitulo decimo, en que pide que se le oppone a qualquier pretencion tuviessen en estas cortes las demas ciudades, y communidades.

Decreto del Virrey.

Que se incierte en el processo de las cortes.

Decreto Real sobre las tres suplicas.

He resuelto conformarme a lo que haveis decretado, y assi se lo participareis a la ciudad de Alguer.

Ciudad de Bosa.

1. Sobre el cap. primero en que me suplica la ciudad de Bosa que se observen todos los reales privilegios, y cap. de corte, que estan concedidos a su favor.

Digitized by Google

He resuelto confirmar los que estuvieren en uso.

2. Sobre el cap. segundo en que me suplica conceda a la ciudad de Bosa el encierro de seis mil estareles de trigo de porcion cada año con facultad de extraherlo a su tiempo, como las demas ciudades.

He resuelto conceder a la ciudad de Bosa franquesa para dos mil estareles de trigo, con calidad que sea el encierro effetivo. Y no se pueda extraher sin que quede otra tanta cantidad en deposito y con la prevencion, que haveis de ser hecho el servicio.

3. Sobre la sup. del cap. tercero en que pide, que se conceda, que las coralinas que van a pescar puedan sacar veynte y cinco quintales semolas, viandas o quesos, pagando solamente la mitad de los derechos de dichos 25 quintales.

Decreto del Virrey.

Que de los veynte y cinco quintales que lleva cada coralina se le conceda franquesa para ocho quintales.

Decreto Real.

Me conformo con vuestra decretata.

4. Sobre el cap. quarto en que me suplica, que el potestad de Bosa a quien se dio el titulo de veguer se quede con este honor y titulo, y que no tenga assessor valiendosse en la declaracion de las causas del parecer de los conselleres.

Decreto del Virrey.

Que se guarde lo decretado en las ultimas cortes por convenir que el veguer tenga assessor letrado, y la ciudad embie aranzel de los salarios, y derechos que perciben el assessor y escrivanos, y con vista de el, darà su excellencia la providencia que combenga para alivio de sus moradores.

Decreto Real.

Me conformo con lo que haveis decretado.

5. Sobre el cap. quinto, en que me suplica, que el official que huviere de ser de los saltos de Montresta sea persona perita, y que sepa lez, y que en los processos se estile lo que en lo passado.

He resuelto mandaros que attendais a la mejor forma de esta instancia.

6. Sobre la sup. del cap. sexto en que pide, que paraque se erija una carzel en la dicha ciudad se ponga a punto la que hoy esta en el castillo.

Decreto del Virrey.

Que se aplique para el reparo de la carzel la porcion de las penas que corresponden los vegueres a la real caja, variandola el veguer para este effeto en poder de los ministros patrimoniales a quienes se manda lo apliquen para este reparo dando cuenta a su excellencia de lo que resultare, y en quanto al carzelero, hecho el reparo, su excellencia darà la providencia combeniente.

Decreto Real.

Me conformo con vuestra decretata, y assi respondereis en esta conformidad.

7. Sobre el capitulo septimo, en que me suplica, que de la porcion que cupiere a la ciudad de Bosa de los diez mil escudos destinados para las fortificaciones se repare la torre del puerto, y monte la artelleria.

He resuelto encargaros deis providencia en esta materia.

8. Sobre la suplica del cap. ottavo en que pide, que se consulten para las plazas del real concejo a los abogados de la ciudad.

Decreto del Virrey.

Que se tendrà la devida concideracion.

Decreto Real.

Me conformo con lo que aveis decretado.

9. Sobre la sup. del cap. nono, en que me suplica, mande que se repare una puente que hay en el rio que divide a Bosa de las encontradas de Bonivey, Puzumayor, Meologo, y Cabo abas.

Decreto del Virrey.

Que la ciudad haga primero el repartimiento, y lo remitta a su excellencia para dar la providencia que combenga.

Decreto real.

He resuelto mandaros, que attendais con todo cuydado a esta materia.

10. Sobre las suplicas de los cap. decimo, undecimo, y duodecimo, en que expressa en el primero, que haya numero fixo en las bolzas de conselleres, y que los que se matriculan sepan leer y escrivir.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica en quanto al numero, y calidad de las personas, que ha de haver en la primera, segunda, y terzera bolza, y en lo demas su excellencia darà providencia en su caso, y lugar.

11. Sobre el cap. ondecimo, en que pide que los commissarios, y sargentos mayores de los cabos de Sacer y Logudoro no passen muestra en dicha ciudad sino el sargento mayor de aquella que tiene la attendencia en la infanteria, y como capitan de guerra en la cavalleria.

Decreto del Virrey.

Que se guarde lo que se acostumbra en las otras ciudades donde hay sargento mayor.

12. Sobre la sup. del cap. doze en que pide, que los conselleres no sean presos, ni carcerados, ni detenidos, o desterrados, ni llamados sino en los casos exceptuados.

Digitized by Google

Decreto del Virrey.

Que se tendrà concideracion a lo que representa la insignia.

Decreto real sobre las tres suplicas.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado, y assi le respondereis.

13. Sobre la suplica del cap. decimo tercio, en que me suplica que el sargento mayor de Bosa se le pague el sueldo en las aduanas de la misma ciudad.

He resuelto respondais que se guarden los ordenes reales.

14. Sobre la suplica del cap. decimo quarto, en que pide, que todas las ropas, y mercadurias que huvieren pagado los derechos a las aduanas puedan los revendedores venderlas libremente en las villas, y ferias del reyno con licencia del teniente del prōr real, y con certificatoria de los aduaneros de haverles pagado los derechos.

Decreto del Virrey.

Que se le concede que pueda extraher a vender las ropas por las villas llevando certificacion del aduanero firmada del teniente del prōr real advertiendo que en cada villa no puedan vender mas que tres dias, y assi mismo pueda passar a las ciudades pagando los derechos.

Decreto Real.

He resuelto respondais, que estoy mirando la materia para resolver lo que fuere mas combeniente.

15. Sobre la suplica del cap. decimo quinto en que pide, que no se decreten suplicas de los demas estamentos, o ciudades que sean perjudiciales a la dicha de Bosa.

Decreto del Virrey.

Que se incierte en el processo.

Decreto Real.

Me conformo con lo que haveis decretado.

16. Sobre la suplica que en un papel separado de las refferidas instancias me haze la ciudad de Bosa, en orden a que sus vezinos puedan sacar y embarcar sus vinos librem.te

Decreto del Virrey.

Constando del uso del privilegio en tiempo antecedente del año 1675 en que se despacho la orden del real patrimonio, que se le observe su privilegio.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado, y assi se lo participareis.

Cabildo de Bosa.

1. Sobre el cap. primero, en que me suplica el cabildo de Bosa sea servido permitirle que pueda formar mas pesqueras en el rio de su comarca.

Decreto del Virrey.

Presente la concession que reffiere, que se darà providencia.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con vuestra decretata, y assi le respondereis de essa conformidad.

2. Sobre las suplicas de los cap. segundo, tercero, y quarto, en que pide en el primero, que se confirme el privilegio concedido, en orden a que la ciudad goze de la imbarcacion del vino sin despachar sacas segun gozan las demas ciudades.

Decreto del Virrey.

Ya se ha dado providencia a peticion de la ciudad.

3. Sobre el cap. terzero en que pide, que para alargar el cimiterio se le conceda un pedazo de territorio, que tiene al lado de una iglesia campestre para enterrar los pobres desemparados por los cien escudos se concedieron para la fabrica.

Decreto del Virrey.

Que se le haze la gracia que pide con las calidades, y requisitos, que se expressaran en el establecimiento para el qual acudiran al tribunal del real patrimonio.

4. Y sobre la suplica del cap. quarto, en que pide, que los eclesiasticos sean comprehendidos en todos los repartimientos de los terretorios para poderlos cultivar, y adelentar la labranza.

Decreto del Virrey.

Que se guarden las leyes del reyno.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

5. Sobre la suplica del cap. quinto, en que me suplica, que en las vacantes de prelasias, y abadias se consulten a los naturales de Bosa.

He resuelto respondais al cabildo que los tendre presentes.

6. Sobre la suplica del cap. sexto, en que pide, que quando vayan las fregatas para la pesca de las coralinas, puedan al partirse, y al bolverse a su lugar embarcar por su regalo veynte, y cinco quintales entre viandas, y quesos con obligacion solamente de pagar para el despacho la mitad.

Ya se ha dado providencia a peticion de la ciudad de Bosa, y assi se lo participareis al calbildo.

Digitized by Google

Ciudad de Iglesias.

1. Sobre al cap. primero en que me suplica la ciudad de Iglesias que el puesto de capitan de ella se una al de jurado en cabo de la misma ciudad.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica, fenecido el tiempo, y la merced del que hoy es capitan, declarado que sea sufficiente la edad de treynta años y sean cavalleros, o ciudadanos honrados, haziendo la ensaculacion segun los privilegios de la ciudad en lo que no se oppusiere a este decreto y que hayan de purgar tabla cada año, fenecido su officio.

Decreto Real.

He resuelto, que no se haga novedad.

2. Sobre el cap. segundo, en que me suplica la ciudad de Iglesias le confirme todos los privilegios, capitulos de corte, y del breu, y otras ordenaciones.

He resuelto confirmar los que estuvieren en uso.

3. Sobre las suplicas de los cap. tercero, y quarto, en que suplica en el tercero, que los naturales de la ciudad de Caller, que tienen bienes sitios en la ciudad de Iglesias contribuygan en las soluciones del real donativo.

Decreto del Virrey.

Que los moraclores que han contrahido domicilio en dicha ciudad esten obligados a contribuir a la solucion del real donativo.

4. Sobre la suplica del cap. quarto, en que pide, que la cobranza del real donativo corra por cuenta de los jurados y den fianza idonea sorteando en jurados, y no haziendolo no sean admittidos en officio.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

Segundas suplicas de la ciudad de Iglesias.

1. Sobre el cap. primero en que me suplica la ciudad de Iglesias sea servido mandar que al sequestrador de las reales rentas de ella haya de subministrar lo preciso para los reparos de la casa de ayuntamiento.

He resuelto que le respondais, que quedo mirando la materia para tomar la resolucion mas combeniente.

2. Sobre el cap. segundo en que pide, que el concejo general nombre una persona, que cuyde la cobranza de las maquicias, acusas, y sequestros y penas para hazer de nuevo las puertas, y murallas caydas de la ciudad para evitar los contrabandos.

Decreto del Virrey.

Por ser cosas tocantes al real patrimonio, que lo supliquen a su magestad.

Decreto Real.

Respondereis en la misma conformidad.

3. Sobre el cap. tercero, en que pide, que la casa de la aduana se tenga en casa a parte, y en lo publico, y no en la casa de los aduaneros.

Decreto del Virrey.

Pagando la ciudad los gastos de la fabrica de la aduana, y de las guardias se haga como se suplica.

Decreto Real.

Me conformo con lo que haveis decretado, y assi se lo participareis a la ciudad de Iglesias.

Cabildo de Iglesias.

1. Sobre el cap. primero, en que me suplica el cabildo de Iglesias sea servido mandar, que los frutos del censo que tiene sobre los saltos de Xixeris se desembarguen.

He resuelto encargaros attendais a esta instancia.

2. Sobre la suplica del cap. segundo en que pide, que en real donativo se tenga concideracion de la pobresa de dicho cabildo.

Decreto del Virrey.

Que por quanto de la parte del donativo, que huviera de tocar al cabildo, no corre por su excellencia, acuda a quien toca.

Decreto Real.

Me conformo con lo que haveis decretado, y assi lo respondereis.

3. Sobre el capitulo terzero, en que me representa, que las necessidades que padece la ciudad de Iglesias.

Decreto del Virrey.

Que se tendrà concideracion de lo que representa para aplicar el remedio que pareciere mas combeniente en orden a la concideracion, y alivio de aquellos moradores.

Decreto Real.

He resuelto mandaros attendais a esta instancia.

4. Sobre el cap. quarto, en que me supplica, que haya en aquella santa iglesia obispo separado como lo havia antes.

He resuelto respondais que no ha lugar.

Digitized by Google

5. Sobre el cap. quinto en que me suplica, que se nombre un juez, o assessor independente de los concilleres para decidir las causas del cabildo.

Lo quedo mirando para dar la providencia mas combeniente.

6. Sobre el capitulo sexto, en que suplica, que la aduana de la ciudad de Iglesias este en casa separada de los arrendadores.

Decretó del Virrey.

Que se guarde lo acostumbrado.

Decreto Real

Ja se ha dado providencia en el cap. terzero del segundo papel de la ciudad.

7. Sobre el cap. septimo en que suplica, que se tome providencia por la estirpacion de los monipodios y usuras.

Decreto del Virrey.

Que se darà providencia.

Decreto Real.

Os encargo attendais a la materia.

8. Sobre las suplicas de los capitulos ottavo, y nono, en el que suplica en el de ottavo que no se admittan cessiones de bienes etiam de los hered. de los obligados.

Decreto del Virrey.

Que se guarden las leyes del reyno.

9. Sobre la suplica del cap. nono, en que pide, que no se admittan causas de concursos, sino que entren los bienes en poder del sequestrador que nombraren los acrehedores.

Decreto del Virrey.

Que se guarde el cap. de corte que da providencia sobre la materia, quitados los abusos, que se huvieren introduzido.

Decreto real sobre ambas suplicas.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

10. Sobre el capitulo decimo en que me suplica, que el salto de franch, que possehè la ciudad de Iglesias se arriende para ayuda a la paga del real donativo.

Decreto del Virrey.

Que se darà providencia oyendo a la ciudad.

Decreto Real.

He resuelto mandaros, que attendais a esta instancia.

11. Sobre las suplicas de los capitulos onze, y doze, en que pide en el onzeno, que el que tuviere officio en la ciudad no pueda por si, ni por interpuesta persona arrendadar, ni participe en los derechos de la ciudad.

Decreto del Virrey.

Que se guarden los estamentos de la ciudad, y disposicion de derecho, que dan providencia, paraque los que tuvieren arrendamientos no sean admitidos en los officios de la ciudad.

12. Sobre el cap. duodecimo, en que pide, que se de a cada capitular, y ecclesiastico un carro de sal cada año.

Decreto del Virrey.

Que la ciudad reparta igualmente la sal tanto a los ecclesiasticos como con los demas ciudadanos.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

13. Sobre el cap. decimo tercio en que me suplica conceda alguna limosina para la sacrestia del cabildo de Iglesias.

He resuelto encargaros attendais a esta instancia por ser de piedad.

Encontrada real de Mandrolisay.

1. Sobre el cap. primero en que me suplica la encontrada real de Mandrolisay sea servido conceder, o confirmar todos los privilegios, actos de corte, y demas concessiones, que han obtenido a su favor.

He resuelto, que se hàga como se suplica en los que estuvieren en observancia.

2. Sobre las sup. de los capitulos segundo, tercero, quarto, y quinto en que suplica en el segundo, que los pregones, y listas de maquicias, quando se llevan para regraciar las deva llevar al mismo official, o vero uno de los conselleres, o sindico de dicha encomienda, y antes de regraciar se deve tomar fee de la calidad de la pobresa de los vassallos que han incidido en las penas.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

3. Sobre el cap. tercero en que pide, que por quanto la pobre gente se destruye con penas pecuniarias, que los ponen por diversas contravenciones como es que no entren en prados Vidazonis Montañas de corte et alias que se mande el que nose ponga pena que exceda de dos escudos, y aquella no se pueda executar passado el año para que con esto se eviten los abusos.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

4. Sobre el cap. quarto, en que pide que por quanto se dexan muchos processos de maquicias, y causas criminales muchos años sin publicarse, ni recebirse las

Digitized by Google

deffenzas se mande el que dentro de tres meses desde el dia que se da la querella se le haya de publicar al reo el cargo.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica no quedando por el reo, y que passado el tiempo se tengan por evocadas las causas a su excellencia, y real audiencia, quedando obligados los officiales dar razon a su excellencia bajo pena de privacion de officio.

5. Sobre el cap. quinto en que piden que los officiales por sus grangeos arquilan al bestiar las vidazonis, y prados para herbajar con pauto de no hazer daño en los panes, y si a caso sucediere por minimo que sea tratan de hazer processos, y acusar penas, y assi se mande que los dichos officiales no hayan en adelante de arquilar las dichas vidazonis.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

Decreto Real.

Me conformo con lo que haveis decretado.

6. Sobre el cap. sexto en que me suplica la encontrada real de Mandrolisay que no se haga processo de encargas sin instancia de parte, quando se hallan algun ganado herido como en ganado menor.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con vuestra decretata.

7. Sobre la suplica del cap. septimo, en que pide, que por quanto han introduzido, que sucediendo alguna batalla en que se pegan de golpes y deffendiendose el reo prueva haver pegado por deffenza de su persona, y assi no esta obligado a la pena conforme reza carta de Logu, y obligan al herido a que la pague, y assi se mande, que en adelante no obliguen al herido a pagar la pena, en que huviere incurrido el reo.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

Decreto Real.

Lo estoy mirando para tomar la resolucion mas combeniente.

8. Sobre las suplicas de los cap. ottavo, nono, y decimo, en que pide en el ottavo que quando se arquilan las montañas de corte para las vacas, que los arrendadores hayan de tomar quarenta sueldos por cada centenar de vacas, y no tomar de aquellas conforme lo hazen quando las arquilan por los cochinos que lo toman en especie — como no sea en lugar que haya bellota.

Decreto del Virrey.

Que se guarde lo acostumbrado quitando todo abuso.

9. Sobre el cap. nono, en que pide que en algunas rixas, con que se suelen pegar algunos con golpes de minima y poca entidad, o arañaduras que se den por poca sangre, que salga, lo condennan a quinze libras de maquicias por cada urañadura o golpes que se den, y que quando sucediere el caso de semejantes cosas que segun la calidad del golpe se haya de pagar la pena.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

10. Sobre el cap. decimo, en que pide que por la pena de los hurtos han introduzido condemnar a los reos por diez, o doze, que sean a quinze libras de maquicia cada uno, y que assi en adelante quando sucediere el caso de intervenir algunos en algun hurto se haya de cobrar la pena de cada uno mas que todos juntos, y assi mismo no se haga mas que un processo.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica en quanto a la pena pecuniaria, con que esten todos los reos obligados in solidum, de tal manera que pagando uno la maquicia no sean obligados pagar los otros.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo decretado por vos.

11. Sobre lo contenido en la suplica undecima en que pide que ninguno pueda tener el empleo de official mas que en los naturales de la encontrada por mas que sean naturalizados en ella, o tengan privilegio de naturalizacion de su magestad o en cortes.

La estoy mirando para tomar la resolucion mas combeniente.

12. Sobre la suplica del cap. duodecimo, que por quanto en la ciudad de Oristan en ausencia del veguer governa el jurado en cabo, y gozando del mismo privilegio dicha real encontrada es justo, que en ausencia de official de justicia governe el jurado en cabo, y en falta de esto el segundo, o terzero, se mande el que en dicha encontrada se observe lo mismo que en la dicha de Oristan.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica, mientras no haya persona provehyda por su magestad, o por su excellencia.

Decreto Real.

Me conformo con vuestra decretata.

13. Sobre la sup. del cap. decimo tercero, en que me suplica, que el sindico de dicha encontrada tenga voto con el estamento real.

He resuelto que digais liene incombeniente.

Digitized by Google

14. Sobre las suplicas de los cap. catorze hasta el de diez y siete inclusive, en que pide en el dicho de catorze, que por quanto los arrendadores tratan de declarar los processos con voto de consultor contra lo costumbre de dicha encontrada, y assi se mande, que se observe la declaracion de los processos criminales conforme se ha praticado hasta aqui con voto de cinco hombres, y que la mayor parte de ellos sepan escrivir.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica en conformidad del cap. de corte sobre esto decretado en las cortes passadas.

15. Sobre el cap. decimo quinto en que pide, que a instancia del procururator de corte sin haver parte querelante se hazen muchos processos con passiones, y que assi en adelante se mande, que no se hagan processos ningunos a instancia de dicho procurador de corte sino fuessen por delitos graves.

Decreto del Virrey.

Que se guarde lo acostumbrado.

16. Sobre el cap. decimo sexto, en que pide que sobre la cobranza de algunas deudas que se deven con polizas de poco tiempo a esta parte se ha introduzido, que a instancia del acrehedor tancan, y sellan la casa del deudor, y que assi se mande en adelante no se hayan de hazer semejantes vexaciones, solos que las deudas que legitimamente se devieren se haga por la cobranza de aquellas las execuciones en la devida forma en los bienes del deudor.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

17. Sobre el cap. decimo septimo, en que expressa, que los arrendadores, y officiales tratan de hazer processos contra los pastores que hazen fuego en sus rebaños o los lugares donde trabajan solamente para cozer carne por su sustento, y que assi se mande a los dichos officiales, y arrendadores que no hagan en aquellos molestia alguna, sino fuere en el caso que les escape el fuego, y hagan algun daño.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

18. Sobre la suplica del cap. decimo ottavo en que pide, que algunos muchachos jugando a la batalla se dan a unos a otros algunos golpes de piedra, por lo que les hazen processo, y executan la pena, y no queriendola pagar el padre del muchacho se ponen en la carzel, y que assi se mande, que en adelante por semejantes cosas no se hayan de apremiar los refferidos padres de los muchachos pagar pena alguna.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

Decreto Real.

Me conformo con lo que haveis decretado, però os encargo que se procuren evitar semejantes pendencias, y pedreas.

19. Sobre las suplicas de los cap. diez y nueve, veynte, y veynte y uno en que representa en el refferido de diez y nueve, que los arrendadores, y officiales executando lo dispuesto en el cap. de corte de logu de que los derechos reales, y esbarbajo en cochinos, y obejas que se haga en el mes de 8.bre lo dilatan a tomarlo en los meses de 9.bre y deciembre, y parte de henero, sobre los quales suelen hazer cridas, y pregones con graves penas, y que para evitar muchos abusos, que con esto se ocasiona se les haya de mandar el que hayan de tomar los dichos derechos en el refferido mes de 8.bre, segun sentencia que tienen a favor los vassallos.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica, y se observe lo decretado, y declarado con dichas sentencias.

20. Sobre el cap. vigesimo en que pide que el official no obstante las provisiones que tiene de los virreyes predecessores toma por los salarios de las sentencias salario a parte por cada reo, declarandosse la causa o antes de la sentencia, y assi que se mande que de aqui en adelante no haya dicho official de tomar mas que un salario, ahora sea que haya un reo, o muchos en una misma causa.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

21. Sobre el cap. vigesimo primo, en que representa que los arrendadores desp. de haver estimado las montañas de la bellota, y cargando a los pastores a pagar el derecho que se acostumbra arquilar obejas, cabras, y vacas lo que es en perjuyzio de los pastores de cochinos, y assi que se mande, que en las montañas donde estuvieren arquiladas por los cochinos no hayan de intrometer otro ganado.

Decreto del Virrey.

Que se guarde lo acostumbrado.

Decreto Real sobre dichos capitulos.

Me conformo con lo que haveis decretado, y assi se lo participareis a la encontrada de Mandrolisay.

Conselleres en cabo, y segundo de la encontrada real de Mandrolisay.

1. Sobre el cap. primero, en que me suplican los conselleres en cabo, y segundo de la real encontrada de Mandrolisay sea servido confirmar todos los privilegios, y gracias concedidas en la misma encontrada, que atualmente estan en uso.

Digitized by Google

Decreto del Virrey.

Que se haga lo que suplican.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

2. Sobre las suplicas de los cap. segundo hasta el septimo inclusive, en que expressa en dicho cap. segundo que los officiales no cobren mas derechos de los que contienen las capitulaciones firmadas entre ellos, y los vassallos.

Decreto del Virrey.

Presenten las capitulaciones, y se darà providencia.

3. Sobre el capitulo terzero, que los officiales no tomen parte alguna del salario de los barracheles.

Decreto del Virrey.

Que se haga como lo suplican.

4. Sobre el cap. quarto en que reffieren, que queriendo serrar los vassallos algun pedazo de tierra lo puedan hazer, no siendo en montañas de corte, prados, o lugar donde encierre aguas, o caminos.

Decreto del Virrey.

Que se guarde lo acostumbrado.

5. Sobre el cap. quinto en que piden, que los vassallos offreciendosse a pagar el mismo precio que offrecen los arrendadores, que estos cedan el arrendam.to

Decreto del Virrey.

Que se guarde lo acostumbrado, y si quieren los vassallos arrendar pongan postura.

6. Sobre el cap. sexto, en que piden, que los arrendadores no tengan manos en las adobarias, ni otras cosas de particulares, ni los ministros, sino huviere instancia de parte.

Decreto del Virrey.

Que se guarden las leyes, y pragmaticas del reyno.

7. Sobre el cap. septimo en que piden, que en el officio de official no lo pueda pretender solo el que fuere nombrado por terna, y en el interim lo govierne el jurado en cabo, y en falta de esto el segundo, o tercero.

Decreto del Virrey.

Que se guarde lo acostumbrado en las cortes, que reflieren.

Decreto Real sobre dichas suplicas.

Me conformo con lo que haveis decretado.

8. Sobre el cap. octavo en que me suplican, que los cien escudos estan cargados sobre los emolumentos de dicha officialia de Mandrolisay no los obliguen a pagarlos.

He resuelto respondais que no hay lugar.

9. Sobre las suplicas de los capitulos nono, y decimo, en que representan en el cap. nono que los officiales no puedan tener mano, ni se interpongan en las causas civiles, y criminales, ativas, o passivas de interez proprio, o de sus padres, y suegros, y demas parientes, pastores, y adheridos a sus casas.

Decreto del Virrey.

Que se guarden las leyes, y pragmaticas del reyno.

10. Sobre la suplica del cap. decimo, en que pide, que los mayores de prado se pongan por el mes de otubre.

Decreto del Virrey.

Que se haga lo que suplican.

Decreto Real sobre ambas suplicas.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado, y assi se lo participareis a los conselleres en cabo, y segundo de la encontrada real de Mandrolisay.

Ciudad de Caller.

1. Sobre la suplica, que en papel separado de las demas haze esta ciudad de Caller en orden a effetuar, que se archiven los protocolos de los nott.s diffuntos, sacandolos de poder de quien los tiene.

Decreto del Virrey.

Que se guarden los capitulos de corte, y real pragmatica que habla de esta materia, y paraque sea mas puntual su observancia mandarà su excellencia deputar un ministro para en caso de morir algun nottario haga aprehencion de sus notas y las archive, haziendo los imbentarios, que dispone la real pragmatica, y la ciudad tenga obligacion de dar cuenta a su excellencia de la muerte de los nottarios luego que sucediere sin dilacion alguna.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado, y assi se lo participareis a essa ciudad.

Ciudad de Castillo Aragones.

1. Sobre el cap. primero del papel separado de las demas suplicas de la ciudad de Castillo Aragones, en que insta, que los militares, artilleros, soldados, y torresanos paguen sin exempcion alguna los derechos, que por la misma ciudad se impusieren sobre los vivares, que entran, y salen para la paga del real donativo.

Decreto del Virrey.

Que los soldados militares, y que gozan sueldo, y los artilleros que por orden real deven gozar lo mismo que dichos soldados, y torresanos deven pagar los derechos

Digitized by Google

impuestos para la ciudad en las cosas, que no fuessen necessarias para su uso proprio, y de su casa.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

2. Sobre las suplicas de los capitulos segundo, tercero, quarto, y quinto, en que expressa en el segundo, que los juramentados esten sujetos al juez ordinario, y assistan a las guardias noturnas.

Decreto del Virrey.

Que se haga lo que suplica.

3. Sobre el cap. tercero, en que representa, que los soldados, torresanos, artilleros, y ayudantes esten a la meta, que se impusiessen a los vivares, y que la obedescan.

Decreto del Virrey.

Que los soldados, torresanos, y artilleros esten tenidos a guardar la meta y tassa, que la ciudad pusiere en los vivares y mantenimientos, y los que hizieren trato de comprarles, y venderles, los pueda obligar la ciudad su conducion, y para la observancia de todo esto pueda imponer penas pecuniarias, y executarlas en caso de contravencion con assistencia del castelano, o de la persona militar que el deputare, y en caso que el castelano no diere esta assistencia, o la dilatare, que la de el potestad como delegado de su excellencia, como a capitan general, para cuyo effeto se le da solamente delegacion.

Sobre el cap. quarto en que pide, que los governadores de Sacer no se hayan de immiscuir en el nombramiento de eletos en lugar de los impedidos, o muertos.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

Sobre la suplica del cap. quinto en que pide se le haga la gracia de bolver a dicha ciudad de Castillo Aragones Francisco Denoa natural de aquella.

Decreto del Virrey.

Que su excellencia le haze la gracia.

Decreto Real sobre dichas suplicas.

Me conformo con lo decretado por vos, y assi se lo participareis a la ciudad de Castillo Aragones.

Real encontrada de Barbagia Belvy.

1. Sobre el cap. primero en que me suplica la encontrada real de Barbagia Belvy sea servido confirmar todos los privilegios, cartas reales, y autos de corte que ha obtenido a su favor.

He resuelto que se guarden los privilegios que estuvieren en uso.

2. Sobre las suplicas de los capitulos segundo, tercero, quarto, y quinto, en que expressa en el dicho cap. segundo que todas las gracias, y decretos hechos a las suplicas de la villa de Arizo se entiendan concedidas a toda la encontrada.

Decreto del Virrey.

Que se haga como lo suplica.

3. Sobre el cap. tercero en que pide, que por haverse decretado en la suplica diez y ocho en orden a que los que se nombraren o seran officiales sean naturales de la villa de Arizo se entienda por todos los que seran naturales de la encontrada, y no solamente de dicha villa.

Decreto del Virrey.

Que se haga lo que suplica.

4. Sobre el cap. quarto en que pide que por quanto los vassallos siempre procuravan que el numero del signo no llegasse nunca a diez por no pagar uno multiplicando adredes los signos de essa calidad, y que assi los vassallos paguen el esbarbajo de cochinos, segun lo expressa el cap. quarto de las cortes del conde de Elda.

Decreto del Virrey.

Que se guarde lo acostumbrado.

5. Y sobre el cap. quinto, en que me representa, que el prōr de corte no se tome los quatro reales de ningun reo, sino se declarasse la causa.

Decreto del Virrey.

Que se guarde lo acostumbrado.

Decreto Real sobre dichas suplicas.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado, y assi en essa conformidad se lo participareis a la encontrada real de Barbagia Belvy.

Procurador de la encontrada de Parte Montis.

Sobre la suplica unica que ha hecho el procurador de la encontrada de Parte Montis en orden que ningun vassallo de ella pueda vender tierras, y otras heredades de qualquier persona.

He resuelto que se haga lo acostumbrado, y assi se le respondereis.

Villa de Tempio.

1. Sobre el cap. primero en que me suplica la villa de Tempio se le conserve en la possession immemorial que se halla de dos puertos de Longon Sardo, y Terranova en el embarco, y desembarco de ropas ultra marinas, y con la calidad de poder comprarlas, y venderlas publicamente.

Digitized by Google

Decreto del Virrey.

Por quanto sobre lo contenido en este cap. en orden a las tiendas hay consulta pendiente que lo supliquen a su magestad, y en quanto a la possession de los puertos que se le mantenga en ella.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo decretado por vos en orden a los puertos, y mandaros, que en lo tocante a las tiendas respondais que lo estoy mirando para tomar la resolucion mas combeniente.

2. Sobre las suplicas de los cap. segundo, terzero, quarto, quinto, sexto, y septimo, en que expressa en el cap. segundo, que los vassallos puedan labrar en los terretorios, y campos de llano en Anglona.

Decreto del Virrey.

Que se ajusten con el dueño del terretorio.

3. Sobre el capitulo tercero, en que pide, que se dispense la pragmatica para poner fuego por setiembre en las montañas para apasentar el ganado.

Decreto del Virrey.

Que se observe la real pragmatica.

4. Sobre el cap. quarto, en que pide, que se les permita el traher sal sin incurso alguno.

Decreto del Virrey.

Por quanto en el arrendamiento hay precio ajustado acudiran al arrendador, y se guarden los capitulos del arrendamiento, y si huviere excesso su excellencia darà la providencia combeniente.

5. Sobre el cap. quinto, en que pide, que los pesos de dicha villa se hayan de ajustar conforme a los de esta de Caller.

Decreto del Virrey.

Hagasse como se suplica bajo las penas reservadas a su excellencia en caso de contravencion.

6. Sobre el cap. sexto, en que pide, que se ensaculen personas idoneas para servir la officialia, y se saquen de saco de suerte cada año.

Decreto del Virrey.

Por quanto a lo que contiene la suplica se resolvio con acuerdo de la real audiencia a instancia del regidor que se observe en adelante.

7. Sobre el cap. septimo, en que pide, que se ensaculen personas de combeniencia y hazienda por administrador, y se saque de saco, y de suerte,

Decreto del Virrey.

Su excellencia mandarà que se observen las reales pragmaticas, y reales ordenes que hablan de la materia, y en caso de contravencion daran cuenta a su excellencia para la execucion de las penas.

Decreto Real sobre dichas suplicas.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

8. Sobre el cap. otavo en que me suplica sea servido mandar al embaxador en Roma passe todos los officios combenientes paraque Su Santidad permita que los cang.os collegiales Civitatenses puestos en Tempio puedan sin mas pleytos transladar la iglesia cathedral a aquella villa.

He resuelto escrivir al embaxador en Roma a fin de que passe los officios combenientes para facilitar el logro de esta instancia.

9. Sobre el cap. nono, en que me suplica la villa de Tempio, que en concideracion de sus servicios, y que en tiempo del duque de San German se tratò de hazerla ciudad, y por la differencia de una cantidad de dinero que entonces se le pidiò, se suspendiò, sea servido honrarla aora con el titulo, y prerrogativa de ciudad.

He resuelto que respondais tendrè p̄nte su instancia.

Villa de Aritzo.

1. Sobre el cap. primero en que me suplica la villa de Aritzo que le confirme todos los privilegios, capitulos de corte, y demas gracias que ha obtenido.

He resuelto que se guarden los privilegios, y cap. de corte que estuvieren en uso.

2. Sobre la suplica del cap. segundo, en orden a que pueda tener tiendas abiertas y vender todo genero de merces.

Respondereis que estoy mirando la materia para tomar la resolucion mas combeniente.

3. Sobre las suplicas de los cap. tercero, quarto, y quinto en que pide que en dicha villa haya una persona que sirva a Mostazen, que attienda a la polizia y al peso y medida, corriendo a cargo de este el abastecer el pueblo.

Decreto del Virrey.

Hagasse como se suplica con calidad, que la pena sea quinze sueldos, de los quales se aplique la terzera parte a la iglesia de San Simplicio, y la ensaculacion la harà el official con assistencia de los sindicos, y en ella, y en la extracion procederan con toda retitud, y sin abuso.

Sobre el cap. quarto, en que pide, que las causas de incendio las conosca el official de la villa en primera instancia.

Decreto del Virrey.

Que se haga segun se suplica como el incendio no suceda en montañas de dicha villa, que sean del patrimonio de su magestad.

Sobre la suplica del cap. quinto, en que representan que las viudas no paguen donativo.

Digitized by Google

Decreto del Virrey.

Que se haga lo acostumbrado teniendo concideracion en el repartimiento que se harà en dicha villa a la calidad de dichas viudas.

Decreto Real sobre dichas suplicas.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

6. Sobre la suplica del capitulo sexto, en que pide que el abogado fiscal o ministro mas antiguo repitan los saltos de la pruna selissey, y su fumu.

Decreto del Virrey.

Que se darà providencia a lo que representa.

Decreto Real.

Me conformo con vuestra decretata, y os encargo attendais a esta instancia.

7. Sobre la suplica de los capitulos septimo, otavo, nono, decimo, undecimo, y duodecimo, en que representa en el cap. septimo, en que no tengan mas obligacion de pagar mas derecho de los cochinos que de la misma suerte lo paga la encontrada de Mandrolisay.

Decreto del Virrey.

Teniendo communicacion de los privilegios de Mandrolisay segun lo reffieren, se observe lo mismo, quitado todo abuso.

8. Sobre el cap. otavo, en que pide, que los deguinos de cochinos, y obejas lo paguen en la misma forma que lo paga la encontrada de Mandrolisay.

Decreto del Virrey.

Teniendo la misma participacion se observaran los dichos privilegios en quanto estuvieren en uso.

9. Sobre el cap. nono, en que pide que no se despachan comissarios por causa civil a instancia fiscal solo de parte.

Decreto del Virrey.

Que se observen la real pragmatica y capitulos de corte.

10. Sobre el cap. decimo, en que pide, que no se despache comissario alguno por deudas sino fuesse expensis petentis.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

11. Sobre el cap. undecimo, en que pide que los arrendadores no puedan valerse de ninguno solo de los vassallos de la villa para conduzir la nieve a esta ciudad.

Decreto del Virrey.

Que los arrendadores paguen sus jornales puntualmente a los que trabajaren en recoger la nieve, y por lo demas attento hay pleyto pendiente que sigan su justicia.

12. Y sobre el cap. decimo, en que pide en el prado, y viñete de dicha villa no entre ningun genero de ganado.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

Decreto Real sobre dichas suplicas.

He resuelto conformarme con lo decretado por vos.

13. Sobre el cap. decimo tercio, en que me suplica, que los officiales de la villa de Arizo sean en adelante tenientes de procurador real.

He resuelto respondais, que no hay lugar.

14. Sobre los capitulos decimo quarto hasta el decimo otavo inclusive, en que expressa en el dicho de catorze, que no se maten ganados de pastor menor sin permisso de los dueños.

Decreto del Virrey.

Guardense las pragmaticas, y pregones, quitado todo abuso.

15. Sobre el cap. decimo quinto, en que pide, que se fabrique un archivo para poner los registros, processos de corte, y prisias de los notarios diffuntos.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica, aplicandosse para ello las penas criminales de los pregones, y el derecho de la cassa de corte, que reffieren, y el official tenga obligacion de depositarlo en persona segura, dando cuenta a su excellencia.

16. Sobre el cap. decimo sexto, en que pide, que dicha villa tenga voto, y assiento en el estamento real en tiempo de cortes.

No hay *Decreto del Virrey.*

17. Sobre el cap. decimo septimo, en que pide, que los officiales, y escrivanos de aquella encontrada sean residenciados dentro de dos meses concluydo el officio.

Decreto del Virrey.

Que se haga como lo piden guardando en el modo la real pragmatica.

18. I sobre el capitulo decimo ottavo, en que pide, que solo sean officiales los naturales, e hijos de aquellos por biennio.

Decreto del Virrey.

Hagasse, segun lo piden.

Decreto Real sobre dichas suplicas.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado, y assi se lo participareis a la villa de Arizo.

Digitized by Google

Villa de Uras.

1. Sobre el cap. primero en que me suplica la villa de Uras, que en adelante los vezinos de ella no tengan obligacion de acompañar a los comissarios, que llevan delinquentes sino hasta la primera poblacion que se hallare, y assi mismo que se de forma en la assistencia de los officiales, y custodia de los presos.

He resuelto que no tengan obligacion de acompañar a los presos sino es hasta la primera villa, o poblacion mas vezina, y respeto de lo demas que se guarde la real pragmatica.

2. Sobre las suplicas de los cap. segundo, tercero, y quarto, en que pide en el segundo que los ministros de justicia por titulo de acordio no permittan el ingresso del ganado forastero en los saltos de dicha villa.

Decreto del Virrey.

Que los ganados de los naturales sean preferidos en los pastos de los forasteros.

3. Sobre el cap. tercero, en que pide, que los vassallos puedan entrar de Uras en las montañas de Parte Montis ha de cortar maderaje para instrumentos de la agricultura, y edificio de casas.

Decreto del Virrey.

Que se guarde lo acostumbrado.

4. Y sobre el cap. quarto, en que pide que los regidores nombren por officiales, y escrivanos de dicha villa a personas naturales, o saltim commorantes, y domiciliados en ella.

Decreto del Virrey.

Que el regidor nombre a los naturales o habitadores de la villa por officiales, y escrivanos, haviendo en ella sujetos, y haviendo de nombrar de afuera que residan en la dicha villa, por lo menos en los dias juridicos.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado, y assi se lo participareis a la villa de Uras.

Villa de Silius.

Sobre la suplica unica, que ha hecho la villa de Silius en orden a la paga del donativo por ser pocos vassallos.

Decreto del Virrey.

Que paguen solamente lo que les cupo por sus personas, y bienes, assi del donativo, como de encargas, y para lo adelante se darà providencia en el nuevo repartimiento, sin que se le haga perjuyzio.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado, y assi se lo participareis.

Villa de Quartucho.

1, 2. Sobre el cap. primero, en que me suplica la villa de Quartucho, y assi mismo en el segundo, que respeto de ser su terretorio muy corto sea servido mandar que pague solamente donativo de los bienes libres, y no de los hypotecados.

He resuelto le respondais que no ha lugar su instancia.

3. Sobre los cap. tercero hasta el del ottavo inclusive, en que representa que los arrendadores no puedan obligar a los vassallos a mas de lo que importe la mitad del feudo, durante los tres años del arrendamiento.

Decreto del Virrey.

Que los arrendadores guarden el capitulo de corte en sus arrendamientos, quitado todo abuso.

4. Sobre el cap. quarto, en que pide que pagando los diez sueldos por cada dosientos quarteles de vino, o mosto que recogen no paguen otro callareses por quartel.

Decreto del Virrey.

Que solamente esten obligados a pagar los diez sueldos por cada dozientos carteles de mosto.

5. Sobre el cap. quinto, en que pide que puedan libremente vender en sus casas sin licencia de los arrendadores del derecho del vino de esta ciudad.

Decreto del Virrey.

Que puedan vender libremente sus frutos en sus casas a naturales, y forasteros sin licencia de los arrendadores no obstante qualquier prohibicion.

6. Sobre el cap. sexto, en que pide que pueda executar la pena a los dueños del ganado rude, que apasentare en el prado Siddi.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

7. Sobre el cap. septimo, en que pide que solos los bueyes mansos, y no el ganado rude puedan entrar en la vidazony dicha fruminy sa rispisa.

Decreto del Virrey.

Que se guarde la pragmatica en orden a esso.

8. Sobre el capitulo otavo suplican darse providencia en los cap. antecedentes y que puedan entrar a leñar, y herbar en los saltos de Mara Calagonis.

Decreto del Virrey.

En quanto al primer punto, que por ser estos saltos de otra baronia se ajusten con el baron, y en quanto al otro punto que se guarde la real pragmatica, y los capitulos del arrendamiento.

Decreto Real sobre dichas suplicas.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado, y assi se lo participareis a la villa de Quartucho.

Digitized by Google

Villa de Oliana.

Sobre el capitulo unico, en que la villa de Oliana me suplica que en el repartimiento que se ha de hazer se tenga concideracion a la pobresa, y deterioridad en que se halla.

He resuelto encargaros attendais a esta instancia.

Villa de Pirry.

Sobre el cap. unico, en que la villa de Pirry me suplica sea servido mandar que los arrendadores en ella no puedan como vassallos reales appasentar sus bueyes, herbar, y cortar leña en los saltos circumvezinos, y particularmente en los de la baronia de San Miguel.

He resuelto mandaros, que respondais que respeto que los terretorios que refiiere son de otra baronia que se ajuste con el baron.

Villa de Simala.

1. Sobre el cap. primero, en que me suplica la villa de Simala que los vezinos de ella no puedan ser obligados a conduzir paja por las cavallerizas de los virreyes.

He resuelto, que respondais que ya he dado providencia a peticion de los tres estamientos.

2. Sobre las suplicas de los cap. segundo hasta el otavo inclusive, en que pide en el dicho capitulo, segun que de los processos criminals solo se pague un escudo al consultor, y los autos processales a la curia por cada sentencia.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

3. Sobre el cap. tercero, en que pide que se observe la resolucion del ill.^{mo} y ex.^{mo} don Diego de Angulo, en orden a que los regidores saliendo de visita solo tomen ocho escudos por cada encontrada para sustento, y mantenimiento de sus cavallos.

Decreto del Virrey.

Ya se ha dado providencia a peticion de los tres estamentos.

4. Sobre el cap. quarto, en que pide, que los delegados, officiales, lugaresthenientes, y escrivanos que se nombran por el exercicio de dichos puestos como los que han servido de diez años a esta parte no puedan ser admittidos al govierno, sinque primero conste haver purgado tabla.

Decreto del Virrey.

Que se haga segun se suplica.

5. Sobre el cap. quinto, en que pide, que los de la encontrada de Parte Montis puedan nombrar uno, o dos sindicos generales, y que estos sirvan sin estipendio alguno.

Decreto del Virrey.

Guardesse lo acostumbrado, pues tienen bastante providencia pudiendo acudir ante su excellencia, o ante del regidor a pedir licencia.

6. Sobre el cap. sexto, en que pide, que pidiendose por los sindicos de las villas de la encontrada la licencia de juntarse las communidades por la creacion de los sindicos nuevos, se la concedan los regidores, y concedida la licencia puedan las communidades passar a hazer el nuevo nombramiento de los sindicos, y concederles los poderes sin otra dependencia.

Decreto del Virrey.

Que se haga como lo suplican como no se nombren personas exemptas de la jurisdicion real, o baronal.

7. Sobre el cap. septimo en que pide la observancia de los pregones del ex.^{mo} marq. de los Velex en esp.^{l} sobre los capitulos 11, 12, 13, y 14.

Decreto del Virrey.

Que se guarden dichos capitulos segun su serie, y thenor.

8. Y sobre el cap. ottavo en que pide, que el empleo de official de dicha encontrada sea annual y que se haga por los sindicos terna cada año en las personas, que seran bene meritas.

Decreto del Virrey.

Que se guarde lo acostumbrado.

Decreto Real sobre dichas suplicas.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado, y assi respondereis en essa conformidad a la villa de Simala.

Villa de Gesturi.

Sobre el cap. unico, en que don Augustin Espiga, como dueño de la villa de Gestury me suplica sea servido permitirle, que encierre en la ciudad de Caller seis cientos estareles de trigo, y que goze despues del beneficio de la saca.

He resuelto respondais que esto tiene incombeniente.

Villa de Milis.

1. Sobre el cap. primero, en que la villa de Milis me suplica sea servido mandar, que los officiales, escrivanos, y demas ministros de justicia observen todo lo dispuesto, y ordenado en los diez, y nueve capitulos de las cortes antecedentes tocantes a la misma villa, y campidanos de Oristan.

Decreto del Virrey.

Que se le guarden, y observen los capitulos de corte en la conformidad que se les ha concedido bajo las penas

Digitized by Google

establecidas contra los que no obedecen a las leyes del reyno, y otras a nuestro arbitrio reservadas.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado y assi se lo participareis.

Josep Viridis.

Sobre la suplica de Joseph Viridis, en que me repnta, que a mas de catorze años, que esta assistiendo de off.l en la secretteria de la lugartenencia general, y lo que ha trabajado en estas cortes.

He resuelto mandaros, en que se podrà acomodar a este sujeto.

Dotor Francisco Ruxoto.

Sobre la suplica del dotor Francisco Ruxoto, en que pide en consideracion de sus servicios le honre con el grado de cavallero.

He resuelto respondais, que le tendre presente.

Decretareis en essa conformidad las suplicas que me han hecho los estamentos, ciudades, cabildos, encontradas, y lugares de este reyno, y acceptareis en mi real nombre el servicio de setenta mil escudos cada año que me hazen por un dezennio, y celebrareis el solio de las cortes en la forma, que se acostumbra, y hareis todo lo demas que combenga para su conclusion avisandome de ella, y de todo lo demas que se offreciere, paraque lo tenga entendido.

Datum en Madrid a 30 de Henero de MDCLXXXviiij.

Yo el Rey.

Lugar del Sello ✠
Lugar de la firma del presidente, y prother general quale no se ha podido ser.
V.t don Joannes Bauptista Pastor regens.
Don Francisco Dalmao et Cassante secretario.
V.t Jos. Rull regens.
V.t Comes et Torro.
V.t Climente regens.

Al virrey de Sardeña con las resoluciones tomadas en las suplicas que ha hecho aquel reyno, y demas universidades en las presentes cortes.

Consultado.

Gracias que manda su Magestad dar en su real nombre, y mercedes que haze en las presentes cortes.

A los arzobispos de esta ciudad, y de Oristan, y demas prelados agradecer el especial zelo, y finesa con que han obrado, manifestando la memoria con que queda de sus meritos, y servicios, y la que tendrà de favorecerlos, y premiarlos a thenor de lo que han merecido en el real servicio.

Expressa la misma real gratitud a los marqueses de Vitta Sor, y Lacony, y la satisfacion particular con que se halla de su finesa para remunerarsela a proporcion de sus meritos, y calidad en las vacantes que se offrecieren de puestos.

Al regente don Francisco Pastor haze merced de dosientos ducados de pencion ecclesiastica para uno de sus hijos.

A don Francisco Roggier haze merced de la propriedad del puesto de prōr real, y de ambos, como de don Joseph Delitala governador de estos cabos, y de los otros ministros de la real audiencia, y patrimonio se da por bien servido por lo que han obrado en su real servicio, la qual tendra presente en las ocasiones para sus aumentos.

Al canonigo Juan Antonio Nieddu haze merced de cavallerato, y noblesa para su hermano mayor, y que don Juan Antonio Montanachu, don Juan Antonio Martines, y los DD. Diego Effis Mellis, Sebastian Manca, y Vitorio Dore sindicos de los demas cabildos se tendrà memoria para su remuneracion.

A Joseph Cartay Marti jurado en cabo de esta ciudad haze merced de veguerato por quatro años interpolados.

A don Joseph Pilo haze merced del veguerato de Sacer por otro biennio sin embargo de haverlo obtenido en el presente, pues no ha excedido algun tiempo para assistir a las cortes.

Al Estevan Andres Fadda haze merced del officio de potestad de Castillo Aragones por un biennio, y a Jayme Santus, don Augustin Salasar, don Diego Carola, don Felis Salaris, y don Francisco Passino sindicos de las otras ciudad. Por lo bien, que han servido se les tendrà presente en las ocasiones, que ocurrieren de su combeniencia.

A don Francisco Sanjust haze merced de titulo de conde por la antiguedad de su familia, y por los servicios continuados de su casa.

Al conde de Suma Carzel marques de Villa Cidro, y Palmas ha hecho merced de gentil hombre de Camara sin exercicio.

A don Francisco Calderon, don Miguel Martin, don Diego de la Matta, don Juan Gavino Azory, don Augustin Portugues, don Juan Manca, don Manuel de Monte Mayor, don Juan Antonio Esgrechu, y don Francisco Cadello haze merced de habitos de las ordenes militares.

A don Jayme Manca haze merced, de que se le passe la de habito que concediò su magestad en las cortes passadas a don Antonio Manca marques de Moras su padre.

A don Lorenzo Sanjust merced del veguerato de esta ciudad por dos años interpoladamente.

A don Geronimo Sotgiu merced del veguerato de Alguer por tres años interpolados.

A Juan Maria Canellas merced por un biennio de la capitania de Iglesias.

A Gavino Calcinagiu merced de noblesa, constando primero, que su padre fue armado cavallero, y sacò el privilegio de cancilleria en devida forma.

A Effis Azore, y Cavaro merced de cavallerato.

A Augustin Azeny merced de cavallerato.

A Juan Bauptista Boloña merced de cavallerato.

A Matheo Pilo, y Boil merced de cavallerato para beneficiar.

Digitized by Google

A don Ambrosio Bacallar le commuta el titulo de capitan de las torres en el de governador de aquellas.

A Effis Ignacio Pinna haze merced de desientos ducados de pencion, por lo que ha procurado merecer en estas cortes su padre el dotor Juan Maria Pinna.

A don Vicente Bacallar haze merced de cien y cinquenta ducados de pencion.

Caller a 8 de mayo 1689.

El Duque de Monteleon.

LVIII*.

Lettera del vicerè di Sardegna conte di Montellano a uno dei membri dello STAMENTO MILITARE *(dei nobili) di Sardegna, con la quale lo invita a intervenire al* PARLAMENTO GENERALE *da lui convocato in Cagliari d'ordine del re di Spagna* DON CARLO II *per il giorno* 26 *gennaio* 1698.

(1697. — 26 novembre).

El conde de Montellano, Adelantado de Iucatan etc., Virrey, Llochtinent, y Capitan general etc.

Al amat de Sa Magestat lo noble don Jorge Joseph Tola (1), salut, y dilectiò.

Per quant lo rey nostre señor ab ses oportunes provisions de la data en Madrit als 29 del mes de febrer del propassat añy 1696, Nos ordena, comet, y mana, que en sa real persona, y nom celebrem, y tingam GENERAL PARLAMENT, convocant per dit effecte los tres ESTAMENTS del present regne, per tratar, y determinar en aquell les coses concernents, y esguardants el servey de Nostre Señor Deu, bona administracio de la justicia, conservacio de sa real corona, benefici de la republica, custodia y defensa del present regne, y pau, y quietut de aquella. Per tant vos diem, citam, y manam, que per los vint y sis del mes de gener primo venient del añy venturo 1698 siau, y comparegau en esta ciutat de Caller devant nos, vos, o vostre legittim procurador ben instruit, y ab sufficient potestat, ab que sia de la matexa calitat, y estat, per assistir, tratar, y oferir, concloure, y fer tot lo demes que en aquell convindrà, a tal que les coses que seran per nos proposades, y tractades se pugan ab tota brevetat determinar, y concloure, segons Sa Magestat lo significa, y mana; ab cominassiò, que dit termini passat, vostra absencia en res obstant, se passarà avant en dit real, y general PARLAMENT, y conclusiò de aquell. Datum en Caller als 26 de novembre de 1697.

El conde de Montellano
adelantado de Iucatan.

V.t Pastor R.t — Villeas q. p. Gott.

(1) Figlio del precedente DON GIOVANNI TOLA CARTA, del quale nei documenti n.° L.a 2, LII.a 1, e LVI.a 2.

LIX.*

Corti generali celebrate per l'eccellentissimo signor conte di Montellano nell'anno 1699.

Dall'antico archivio patrimoniale regio di Sardegna.

El Rey.

Egregio Conde de Montellano pariente mi lugartiniente, y capitan general. Haviendose visto lo que me representais en vuestra carta de 12 de abril proximo passado en orden a los sujetos que se han señalado en mi servicio en las cortes, que en mi real nombre haveis celebrado en esse reyno, y el processo que presentò el conde de Villasalto de las suplicas de differentes sujetos, en attencion a lo obrado en la concession del servicio, he resuelto lo siguiente:

A don Francisco Rogier mi procurador real he hecho merced, de que en caso de fallecer antes que doña Clementa Sanna su muger, goze esta 200 ducados de renta en cada un año en la misma consignacion de sacas, donde atualmente goza el dicho don Francisco los 800 ducados que tuve por bien se le diessen en recompensa del officio de medidor de la carra, que tenia, y se beneficiò.

A don Juan Bauptista Fortesa, y Aimerich, y a don Felis Margens y Nin Baron de Senis he hecho merced de titulos de conde.

Al conde de Montalvo he hecho merced de concederle por tiempo de ocho años el encierro de la porcion de mil estar. de trigo en cada uno.

Al marques de Soleminis he hecho merced por tiempo de otros ocho años de concederle el encierro de la porcion de 400 estar. en cada uno.

Al conde de san Lorenzo he hecho merced para dos hijos suyos del sueldo que se corresponde a uno en mis reales exercitos, y al otro en las galeras, y en lo de la pencion que assi mismo pedia para otro hijo le direis en mi real nombre le tendrè presente en las vacantes.

A don Francisco Ansaldo, don Gavino Martorel, don Domiago Brunengo, y don Lorenzo Calderon, y Muritto le he heco merced de abito de una de las tres ordenes militares.

A Salvador Rodrigues secrettario de mi real partrimonio he heco merced de trecientos escudos por una vez, por via de ayuda de costa consiñados en sacas.

Al dotor Alfonso Delvechio, Alexo Ferrely, dotor Augustin Maronjo, dotor Salvador Falquy, Juan Ang.° Piras, Antonio Copula, dotor Sisinio Piras, Quirigo Pinna, y Juan Antiogo Casula he hecho merced de cavallerato.

Al dotor Gavino Nurra, y Matheo Guillelmo les he concedido merced de noblesas.

A Francisco Pinna he hecho merced de los 200 ducados de pencion, que tuve por bien conceder en las cortes passadas a Effis Ignacio Pinna su hermano por haver muerto este sin gozar esta gracia.

Al dotor Effis Esquirro he heco merced del veguerato de essa ciudad de Caller por quatro años interpolados.

Al convento de Nuestra Señora de Buenayre he resuelto que apliqueis alguna limosna para la fabrica del camerin.

Digitized by Google

En quanto a la pretencion de don Ang.° Satta me informareis acerca de ella.

Al dotor Eusebio Brunengo he hecho merced por un año del puesto de Assessor de essa ciudad de Caller.

A don Juan Maria Garrucho archiprete de Ampurias he hecho merced por via de ayuda de costa por una vez de cinquenta doblones en sacas de granos, pastas, y legumbres.

A don Joseph Masones le insinuareis tendrè muy presente sus meritos y aplicacion a mi real servicio.

En quanto a las suplicas del dotor Juan Bauptista, y don Francisco Montanacho, el primero de que se le conceda para su hijo don Phelippe la futura a la Baronia de Quarte, y las rentas civiles de ella, y el segundo la facultad para disponer de dicho officio, que atualmente està sirviendo me informareis acerca de ambas suplicas.

A don Salvador Carola he hecho merced del veguerato de la ciudad de Alguer por un biennio.

Al dotor Antonio Nater direis acuda a justicia respeto del permisso que pide para renovar una viña en terretorio suyo.

A los deputados de acrehedores insinuareis tiene incombeniente la concession de la gracia, que suplican, y lo mismo al lic.do Gaspar Ruidons.

Al dotor Juan Bidili en attencion a los servicios del dotor don Francisco Magio dean de Alguer he hecho merced de assessorato de Bosa por un biennio.

A Demetrio Aymerich, y Cervellon he hecho merced del puesto de veguer de essa ciudad de Caller por quatro años interpolados.

En quanto a la pretencion de Francisco Crespo de que se le conserve en los officios, y honores de ciudadano, he resuelto se guarden las leyes tocantes a esto.

Respeto de la instancia del dotor don Antiogo Santucho se observara lo resuelto.

En quanto a la instancia de Pedro Pablo Garrucho de que se le confirme en el titulo de secretario de los interinos de los goviernos de este reyno en llegando el caso le tendrè presente por la satisfacion en que ha servido.

En quanto a la libertad que pide Francisco Lucifero Pes, le direis que lo quedo mirando.

Respeto de la instancia del combento de los minimos de san Francisco de Paula he resuelto se guarden los capitulos de corte.

En quanto a la merced de cavallerato, y noblesa que pide Felippe-Sechy Moncada he resuelto me informareis los meritos de este sugeto.

A Juan Antonio Carbony consul de la nacion española he resuelto concederle la ampliacion que pide de su puesto a todos los puestos, excusandose lo demas que suplica.

En quanto a la instancia de Gabriel Agus, y demas procuradores, he resuelto, que ni los dichos, ni otros algunos exerzan el officio sin ser examinados del regente.

En quanto a la instancia de Eusebio Cossu, de que se le conceda la officialia mayor de la pagaduria de las galeras con el sueldo, que goza el de las de España, me informareis de lo que se os offreciere acerca de la instancia.

Al combento de la concepcion de essa ciudad de Caller he hecho merced de una saca de 200 estareles en cada un año por tiempo de diez por via de limosna para ayudar al sustento de sus religiosos.

En quanto a las suplicas de los forçados de por vida de las galeras de que se mande executar con estos lo que se observa en las de España en orden a ponerse en libertad en cumpliendo diez años, direis que respeto de no estar puesto esto en execucion en las del reyno quedo mirando esta materia con dezeo de su alivio.

A Juan Bauptista Pilo insinuareis represente lo que fuere de su conveniencia.

En quanto e la instancia de don Vicente Bacallar, y don Juan Gavino Azor en orden a consiñarse a ellos la cantitad, que quedasse sin empleo de la porcion concedida a la ciudad de Oristan, respondereis, que oyda la ciudad se darà providencia.

A los mismo direis tambien acudan a la sala civil, donde en justicia se examinarà su instancia tocante a observarse las ordenes sobre el nombramiento de los conservadores.

A los cofadres de santa Lucia, que no ha lugar lo que piden.

En quanto a lo que pide Antonio Valentino, de que se le conceda para uno de sus hijos despues de los dias de su muger el derecho del cabessaje, que goza, me informareis sobre esta instancia.

A Gavino Cavalacho que acuda a la real audiencia sobre la instancia de no cobrarse salarios processales de las escrivanias, que sirve.

A los padres de la escuela pia tendreis pēntes en lo que pueda ser de su alivio en la instancia de Francisco Joseph Melis se guardaran los capitulos de corte.

En quanto a la instancia de Diego Maronjo, direis no ha lugar lo que suplica.

Respeto a la suplica de Juan Ang.° Tanda direis lo pida por justicia al dotor Demetrio Jordan, que acuda al tribunal, donde toca la gracia que suplica.

A don Antonio Francisco Genoves, que tendrè pnte su instancia en orden al permisso de poder armar en corzo.

A Antiogo Moro que acuda a la real administracion sobre el aumento del sueldo que pide.

Al dottor Gaspar Valerio Alciator, don Antonio Machin, don Geronimo Gaya sindicos de las ciudades, dottor Ignacio Carta, Juan Augustin Camedda, Antonio Maronjo, Francisco Esgrecho, Joseph Carta, don Geronimo Pizolo, y Santucho, don Vicente Bacallar, don Francisco Passino, Pedro Pablo, y Diego Massilda, don Juan Bauptista Aleman, don Estevan Asquer, Antonio Jayme, y Bernardino Ricio, don Francisco Satta, don Antonio de Leon, Geronimo Floris, Maria Are, don Juan Bauptista Satta, Francisco Lay, Juan Copula, los soldados de la compañia de vra guardia, capitan Augustin Ortu, capitan Lucifero Satta, d.a Maria Casula, capitan Jayme Masones, dottor Francisco Garrucho, archipreste de Bosa, Antonio Deligias, Ang.° Delvechio, Effis Azory, y Cavaro, don Joseph Delitala natural de Bosa, Antonio Deligias, el lecenciado Salvador Piras, Jayme Bonomo, el licenciado Francisco Angel Diana, y a sus quatro hermanos, don Luxorio Vaca, don Jayme Manca, y Zonza, dottor don Gavino de Aquenza cang.° de la santa iglesia de essa ciudad

Digitized by Google

de Caller, don Geronimo Rosso, doña Beatrix Sanna, y Zapatta, don Francisco del Arca, dotter don Juan Antonio Martines archipreste de Sacer, Luis de Medina, y Salvador Vaca insinuareis los tendremos p̄ntes en las ocasiones que se offrecieren de su combeniencia.

En esta conformidad publicareis las refferidas mercedes. A los de mas sujetos, que se huvieren señalado en mi servicio, demas de los expressados, les dareis en mi real nombre las gracias, y me avisareis los que son para tenerlos p̄ntes tambien en las ocasiones que se offrecieren de su combeniencia. Dat. en San Lorenzo el Real a 12 de novembre 1699.

Yo el Rey.

Don Joannes Hyeronimus Ricarte, secr.

Al virrey de Sardena avisandole de las mercedes que se han concedido en estas cortes.

El Rey

Egregio conde de Montellano Pariente mi lugartèniente, y capitan general. Haviendo visto vuestras rep̄ntaciones en orden a la finesa, conque han concurrido los estamentos, y particulares de esse reyno en la concession del servicio de sessenta mil escudos cada año por tiempo de diez cuya esperiencia es muy correspondiente a las que han tenido siempre mis glorioso̅ progenitores, quedando en mi real gratitud la justa estimacion que corresponde a su zelo para honrarlos, y favorecerlos en quanto conduxere a la comb.ª de esse reyno, y sus particulares, y en esta conformidad se lo participareis dando a los estamentos las cartas, que con esto se os remitten, y direis, que haviendosse reconocido el processo de las cortes, y todo lo demas que me han rep̄ntado en su nombre el conde de Villa Salto, y don Estevan Masones, y Nin como sus sindicos, he tomado las resoluciones siguientes.

1. Sobre la suplica que en esse reyno haze en el cap. primero en orden a la confirmacion absoluta de todos sus privilegios y cap. de corte.

He resuelto confirmarles los que estuvieren en uso.

2. Sobre la suplica del cap. segundo en que pide confirmacion de las mercedes concedidas en las cortes antecedentes, y particularmente que se provehean en naturales originarios, y no naturalizados los obispados de Ales, Ampurias, y Bosa, capitanias de las galeras, y penciones eclesiasticas de todas las iglesias del reyno.

He resuelto concederles lo mismo que en las dos antecedentes, de que sean para naturales del reyno durante este servicio.

3. Sobre la sup. del cap. 3, en que piden se provehean en naturales, y no naturalizados los arzobispados de Sacer, y Oristan, y el obispado de Alguer, y la alternativa en la mitra de Caller.

He resuelto digais, que en las ocasiones de las vacantes de estas prelasias tendrè muy p̄nte a los naturales de esse reyno.

4. Sobre la suplica del cap. quarto, en que piden que el canciller sea natural, bonete, y graduado de dottor con rigor de examen, y no ad honores.

He resuelto digais attenderè a esta suplica como tan justa, ordenando a los virreyes no propongan sugeto para este empleo, en que no concurran las prendas, y partes n̄erias, como son literatura, y grado en derecho canonico, y hallarse condecorados con dignidad ecclesiastica, y en caso de interim que no pongan sugetos, que no sean del mismo grado y calidades.

5. Sobre la suplica del cap. quinto, en que pide el reyno que se regule por el termino preciso de treinta dias la declaracion de las contenciones sin prorogas de officio, ni a instancia del fisco real, y que en caso de enfermedad, o impedim.to del canciller se nombre interino para aquella causa con las mismas calidades del proprietario, y que se establesca la forma con que se han de juntar los arbitros para el effeto que dispone la concordia.

He resuelto que no se haga novedad en el punto de las prorogas sino que se observe la concordia, y que quando se havran de hazer sea con terminos breves, como mandè se executasse en las cortes del conde de Santisteban, y respecto del punto del lugar de la concurrencia, que se observe lo que tengo mandado.

6, 7. Sobre las suplicas de los cap. 6 y 7, en que pide el reyno mande dar providencia, paraque en los casos de enquentros de jurisdiciones con el tribunal de la inquisicion, tanto en causas de seculares como de personas eclesiasticas, se nombre el tercero, que sea el canceller de competencias, que decida la controversia, que los inquisidores no puedan obrar de hecho, ni promulgar censuras, sinò esperar la declaracion del canceller, y sugetarse a ella, que tenga por bien interponerme con Su Santidad paraque mande se observe lo mismo en los enquentros de jurisdicion entre los inquisidores, y los juezes, y personas eclesiasticas, y todos los demas, y que este despacho se entregue al sindico para la solicitud del breve, que paraque no se retarden las causas de appellaciones, que se introduzen de la suprema inquisicion de las sentencias, que pronuncian los inquisidores (excepto en las causas de feè) mande que el concejo de inquisicion nombre un juez que puede ser el mismo canceller del reyno, o el juez de appellaciones de los tribunales eclesiasticos, y que no se admitta appellacion de dicho concejo en lo suspensivo, sinò solo en lo desolutivo.

He resuelto digais al reyno lo quedo mirando para dar en esto la providencia mas combeniente.

8. Sobre la suplica del cap. 8, en que pide el reyno tenga por bien escrivir a Sa Santidad paraque conceda breve a fin de que en adelante no se recurra a Roma con las appellaciones de los tribunales, sinò que se interpongan al juez, que està destinado en esse reyno, y que hasta haver declarado no se admitta la appellacion a Su Santidad.

He resuelto condecender con su suplica, y se ha entregado el despacho al conde de Villa Salto como assi mismo me lo pide para la solicitud de esse breve.

9, 10. Sobre las suplicas de los cap. 9, y 10, en que pide el reyno mande que los possehedores de los feudos, o herederos escritos del ultimo possehedor no puedan ser expoliados de la possession, goze de frutos,

Digitized by Google

y uso dejurisdicion, aunque el fisco se haya prevenido en ocuparlos, y que por gracia especial se le conceda su ampliacion de todos los feudos de el perpetuamente.

He resuelto se observe lo estilado en esto, y en lo demas que contienen dichos dos cap. attenderè en lo que en ellos me pide.

11. Sobre la suplica del cap. 11, en que pide el Reyno se establesca un tribunal de Juez contra fueros que sean los arzobispos de Caller, y Oristan, y el obispo de Ales, o sus vicarios.

He resuelto que en esto no se haga novedad.

12. Sobre la suplica del cap. 12, en que pide, que en adelante no sean habilitados, ni admittidos en cortes con sola informacion de testigos los forasteros, sinò es en caso de tener executoria, y orden real con despacho en forma de este supremo concejo, segun disposicion del cap. 6, lib. 1, tit. 1 de la recopilacion de dexart, como està prevenido por real orden de 2 de mayo del año 1631.

He resuelto conceder al reyno lo que suplica, mandando se guarde indispensablemente la real orden del año 31.

13. Sobre la suplica del cap. 13, en que pide se prohiba la evocacion de los pleytos por ser contra la disposicion del cap. de corte, y particularmente del primo en el lib. 5 tit. 11 de la dicha recopilacion, y que no se concedan letras causa videndi por no conciderarse en manera alguna necessarias, quedandoles siempre a las partes el remedio ordinario de la suplicacion.

He resuelto digais al reyno attenderè a no conceder dichas letras causa videndi, sinò en pleytos graves, y de mucho interez, y que he dado orden se despachen con toda brevedad los pleytos pendientes del marquesado de Torralba.

14. Sobre la suplica del cap. 14 en que representa el estado del pleyto entre el procurador del marquesado de Torralba, y don Francisco Pilo sobre unas salvaguardias, pediendo no se de lugar a las segundas letras que se han obtenido en esta instancia.

He resuelto, que respecto de estar esta materia pendiente de justicia, que las partes acudan a ella.

15. Sobre la suplica del cap. 15, en que pide no se compella a ninguna persona a salir de su domicilio desde el mes de junio hasta el mes de deciembre, que dura la destemplanza del ayre.

He resuelto digais al reyno, darè las ordenes combenientes, paraque se execute assi, sinò fuere en casos gravissimos durante la intemperie.

16. Sobre la suplica del cap. 16, en que representa, que en las cortes passadas se estableciò, que la saca de los trigos se redugesse a tres reales pidiendo, que por haverse prevertido esta disposicion se execute la rebaja de otro real, que se lleva de mas de los tres refferidos.

He resuelto digais al reyno quedo mirando este punto.

17. Sobre la suplica del cap. 17, en que pide no se proceda contra los militares por vias de processos secretos, sinò a instancia de parte.

He resuelto, se observe lo acostumbrado en todo lo que contiene dicho capitulo.

18, 19. Sobre la suplica de los cap. 18, y 19, en que piden, se concedan a los naturales originarios, y no naturalizados todos los puestos militares y politicos de justicia, y patrimonio.

He resuelto digais al reyno, attenderè al merito, que concurriere en sus naturales, como lo he hecho siempre teniendolos muy presentes assi para la provision de los puestos que se han reservado en el reyno como para los de fuera.

20. Sobre la suplica del cap, 20 en que pide, tengan los naturales la alternativa en la elecion del puesto de auditor de rota.

He resuelto digais, que dependiendo esta elecion unicamente de mi real arbitrio, siempre que huviere vacante attenderè a los sujetos benemeritos que huviere en esse reyno.

21. Sobre la suplica del cap. 21, en que pide, que a los acrehedores de censos en la real caja se les paguen cada año sus penciones sin ponerseles embarazo, por los virreyes.

He resuelto digais al Reyno attenderè a dar providencia sobre esta materia, en consequencia de lo que tengo ordenado para poder resolver lo mas combeniente con maduro acuerdo respeto a su gravedad.

22. Sobre el cap. 22, en que pide, que en adelante no se embie comis.° para la cobranza del donativo, sinò que los officiales, y juezes ordinarios tengan el encargo de cobrar en su distrito, y remitirla a la real caja.

Decreto del Virrey.

Que se execute, como lo suplican respeto de las communidades, però si los officiales fueren omissos se despacharà contra de ellos.

Decreto Real.

He resuelto se execute lo que haveis determinado en este punto concediendoselo al reyno respeto de las communidades, y despachandose los comis.os contra los officiales en el caso de ser omissos.

23. Sobre el cap. 23, en que pide se mandassen imprimir todos los parlamentos.

Decreto del Virrey.

Que se execute como se suplica en quanto a la impression, y su excellencia con la real audiencia darà providencia para que se cumpla.

Decreto Real.

He resuelto conformarme en esto con lo que haveis decretado.

24. Sobre la suplica del cap. 24 en que representa haver ocho años, que esta sirviendo sin sueldo alguno al dotor don Hilario Galcerin el puesto de canceller, y que se le haga merced de una pencion.

He resuelto digais al reyno tendrè muy presente este sugeto.

Digitized by Google

25. Sobre la suplica del cap. 25 en que pide se establesca por todo el reyno el uso de una misma medida en ropas, trigo, y demas generos.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica, y se daran las ordenes combenientes.

Decreto Real.

He resuelto se execute como lo piden, y haveis decretado.

26. Sobre el cap, 26, en que pide, no pueda ser compellido ninguno de los militares a prehender, ni entregar a la justicia sus pastores, domesticos, y parientes, y los que no fueren militares tampoco puedan ser obligados a la prision de sus deudos.

He resuelto deziros tendrè concideracion a lo que me representais en este punto.

27. Sobre el cap. 27 en que me representa no tener destribuciones fundadas la cathedral de Alguer, por cuya causa se le agregaron los frutos de la plebania de Nuoro con la obligacion de pagar los quindennios a la camara apostolica, suplicandome me interponga con su santidad, paraque le renueve dicha aggregacion, y tambien los frutos de la retoria de Buddusò.

He resuelto digais tendrè presente esta representacion para resolver a su tiempo lo que combenga en esse punto.

28. Sobre el cap. 28, en que pide se mande, que los notarios de las causas no tomen salario de la copia del processo, sinò es que la entreguen a los litigantes.

He resuelto venir en la concession de esta suplica en la forma que pide para el mayor alivio de los litigantes, y quitar el abuso que introduzen los escrivanos.

29. Sobre el cap. 29, en que pide no se despachen comissarios, ni se obligue a los lugares del cabo de Caller a la conducion de la paja para la cavalleria de los virreyes, y la cavalleria que reside en aquel partido.

He resuelto se observe lo que tuve por bien ordenar en las ultimas cortes del duque de Monteleon, y que de ningun modo se puedan embiar a este fin comissarios.

30. Sobre la suplica del cap. 30, en que pide, que las causas criminales no se declaren juntas las salas, sino de la sala civil a la criminal.

He resuelto que la sala criminal vote conforme su institucion las causas criminales, y que las que fueren suplicadas se vean y decidan en la civil, deffiniendos se sus instancias en conformidad de lo que esta decidiere, ya sea en forma conformatoria, o revocatoria, y que no se junten nunca ambas salas para esse effeto, por ser contra derecho, e introduzido nuevamente, y sin orden mia.

31. Sobre la suplica del cap. 31, tocante a que no se observen los pregones de 2 de julio 1697.

He resuelto en quanto al punto de los mayores, que no se exima nadie con ningun motivo del exercicio de serlo en las villas, donde fueren elegidos, y por lo tocante a lo demas he ordenado al virrey lo que he tenido por combeniente.

32. Sobre la suplica del cap. 32 tocante a lo ordenado en los dichos pregones sobre la conclusion de las causas contumaciales dentro de tres meses.

He resuelto dar al virrey la orden conveniente en los dos puntos, que contiene vuestra representacion.

33. Sobre la suplica del cap. 33 tocante a assumirse los concejos en primera instancia las causas baronales con pretexto de bandosidad.

He mandado dar la providencia combeniente.

Sobre las suplicas de los cap. 34, y 35, con que pide no puedan ser molestados los procuradores por los salarios de sentencias, y que en las causas, en que litiga el fisco no se tome a la otra parte la porcion del salario.

He resuelto conceder al reyno lo que pide, advertiendo, que en lo tocante al fisco ha de ser, quando no salga coadiuvando a alguna de las partes.

36. Sobre la suplica del cap. 36, en que pide, que no puedan ser presas las mugeres, ni desterradas por delitos de los maridos.

He resuelto mandar, se tenga muy particular attencion en descargar mi real conciencia en el uso de esta real providencia.

Sobre la suplica del cap. 37 en orden a que el juez relator en qualquiera causa, si lo instare la parte, haga relacion en publico.

Decreto del Virrey.

Guardense las leyes del reyno, y capitulos de corte.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado en orden a que se guarden las leyes del reyno, y capitulos de cortes.

38. Sobre la suplica del cap. 38, en orden a que el amostazen de esta ciudad de Caller no pueda tomar derecho alguno de los forasteros, que van con ropas y otras mercadurias, sinò solamente lo que le toca.

He resuelto venir en la concession de esta gracia conformandome con lo decretado por vos.

39. Sobre la suplica del cap. 39 en orden a que cesse el abuso que han introduzido en las ciudades el pesador, y escrivano de los quesos tomando una pieza de cada carro.

He resuelto condecender por agora con la suplica del reyno però en calidad, que havran de quedar las cosas en el estado, en que hoy tienen, y sin perjuyzio de mis reales derechos en llevarse esta pieza de queso por cada carro para en caso de justificarse, que toca, y pertenece a este effeto, o a mi real patrimonio.

40. Sobre la suplica del capitulo 40 tocante al abuso de tomar de cada carro el ultimo estarel a colmo.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado de conceder al reyno lo que pide.

41. Sobre la suplica del cap. 41 tocante a conceder associados de la sala criminal.

He resuelto conformarme con lo decretado por vos, que se guarden las leyes del reyno, y fundacion de la sala.

42. Sobre la suplica del cap. 42 en orden a que los

Digitized by Google

ministros de la sala criminal no tomen salarios de las causas criminales, ni de las demas que expressa.

He resuelto se observe lo establecido por la fundacion de la sala criminal, y que si huviere algunas ordenes en contrario me las participeis paraque tome resolucion y que en el interim no se ignove, ni perciba cosa, o salario alguno.

43. Sobre la suplica del cap. 43 sobre que la real audiencia, y demas tribunales del reyno no tomen otro salario, mas que el de la sentencia definitiva, y demas que expressa.

He resuelto, conformandome con lo decretado por vos, que los altercados, que son intra processum se deven computar en el salario de la definitiva, però los que son extra no deven computarse, y seria fomentar con perjuyzio de la causa publica la dilacion de los pleytos y que en lo demas se guarde la disposicion de derecho, y demas de esto, que en las causas, en que fueren comprehendidos muchos no se perciba salario de cada persona sinò solamente uno.

44. Sobre la suplica del cap. 44 tocante a estar exemptos por pregones de 19 de setiembre de 1697 los capitanes, y demas officiales de los repartimientos pidiendo se observe el cap. tocante a esto.

He resuelto, conformandome con lo que haveis decretado, que de aqui adelante queden obligados a la contribucion, y no a la conducion del trigo, y que se les guarde a los capitanes de las milicias las demas exempciones expressadas en los pregones.

45. Sobre la suplica del cap. 45, tocante a que los ministros baronales puedan mantener el ganado que tenian quando fueron elegidos para los puestos.

He resuelto, conformandome con lo decretado por vos, digais al reyno, que se tendrà concideracion a su instancia sin vulnerar las reales ordenes, que hay sobre esta materia.

46. Sobre lo que representa en el capitulo 46 tocante a los meritos de los dotores Juan Maria Pinna, Alfonso Delvechio, y Juan Bauptista Galcerin.

He resuelto digais al reyno los tendrè muy presentes.

47. Sobre la suplica del cap. 47, en que pide se restituigan libremente a sus casas todos los desterrados, o confinados, y especialmente los que expressa.

He resuelto conformarme con lo decretado por vos tocante a que se tendrà concideracion.

El Estamento eclesiastico.

Sobre la suplica unica en orden a que se conceda merced de cavalleratos al dotor Alfonso Delvecho, y a Alejo Ferrely.

Direis lo quedo mirando.

Los dos Estamentos eclesiasticos y militar.

1. Sobre el cap. primero, en que piden se mande, que los officiales de la maestranza, que viven en las villas, no esten obligadas a la contribucion de las pagas impuestas por las capillas declarando paguen solos los que moran en las ciudades.

He resuelto, conformandome con lo decretado por vos, que esten obligados al examen, y no a contribuir en las ciudades.

2. Sobre la suplica del cap. 2 tocante a que no se concedan salvas guardias en materia, e interez de barones sin substanciar causa.

He resuelto, conformandome con lo decretado por vos, que se guarden los capitulos de corte, y reales pragmaticas en orden a dichas salvasguardias, y que siempre, que se pidan contra baron, que se haya de expressar el nombre.

3. Sobre la suplica del cap 3 en orden a que en todas las villas, y lugares pueda haver tiendas de ropas.

He resuelto se guarden las pragmaticas, capitulos de corte, y ordenes reales, segun lo haveis decretado.

4. Sobre la suplica del cap. 4, en que pide se funden en esse reyno encomiendas de la orden de San Juan, como en las demas provincias.

He resuelto digais al reyno lo quedo mirando.

Los Estamentos eclesiastico y Real.

Sobre la suplica unica en orden a que no se pongan en execucion en la ciudad de Caller las ordenes, y pregones sobre poner en claro los delitos que suceden en el distrito de las villas.

He resuelto digais al reyno no ha lugar lo que suplican, segun lo haveis decretado.

El Estamento militar.

1. Sobre la suplica del cap. primero tocante a que no se puedan derogar los privilegios concedidos a su favor, y al de los barones, magnates, y feudatarios.

He resuelto digais al reyno, se tendrà concideracion a su tiempo conforme lo haveis decretado.

2. Sobre la suplica del cap. segundo tocante a que se haga alguna merced a don Geronimo Gaya.

He resuelto digais al estamento la tendrè muy pnte.

3. Sobre la suplica del cap. 3 en que no tengan cumplim.to las ordenes, y pregones reales en quanto a los ministros, y principales de las villas.

Esta dada providencia en los capitulos 31, y 32 de las suplicas generales.

El Estamento Real.

1. Sobre la suplica del cap. primero de que se quite el cuerpo de guardia de la ciudad de Caller.

He resuelto digais al reyno no ha lugar.

2. Sobre la suplica del cap. segundo sobre la creacion de los censos, si se ha de observar o no la buta de Pio Quinto.

He resuelto digais al estamento, siendo como siempre ha sido el uso, y observancia universal en esse reyno contratar, y cargar los censos refferidos sobre las communidades de las villas, ciudades, y demas pueblos de esse reyno se deve guardar essa observancia assi en los censos, y censales ya cargados, los quales se tengan por validos como los que en adelante se cargaren, por

Digitized by Google

ser esto de justicia, haviendo siempre sido el uso, y observancia universal en esse reyno.

3. Sobre la suplica del cap. 3 tocante a la derogacion de los pregones en quanto a que los comissarios generales de la cavalleria, y sargentos mayores de la infanteria de los dos cabos no tengan obligacion de ir todos los años a las villas y ciudades de hazer rezeña.

He resuelto mandar a mi lugarteniente, y capitan general, que con la real audiencia consulte lo mas combeniente, y para su cumplimento dee la providencia necessaria.

4. Sobre la suplica del cap. 4 en lo tocante a que los de corte concedidos a favor de barones se entiendan tambien al de las ciudades.

He resuelto venir en la concession de esta gracia segun lo decretado por vos y mandado en el capitulo segundo de las suplicas de los dos estamentos eclesiastico, y militar.

5, 6, 7. Sobre las suplicas de los capitulos 5, 6, y 7 en que recomiendan a los sindicos de la ciudad a Antiogo Delvecho, y a Francisco Gabriel Pinna.

Direis al estamento los tendrè muy presentes.

Cabildo de Caller.

Sobre la suplica unica, que haze en orden a que se le conceda el beneficio de la saca del trigo tiene del tercio de los quintos.

He resuelto digais tendrè presente esta instancia.

Ciudad de Caller.

1. Sobre la suplica del cap. primero tocante a que se declare no estar derogado ningun privilegio, ni capitulo de corte de los que goza.

He resuelto se observe lo acostumbrado.

2. Sobre el capitulo segundo en orden a dar providencia en algunos perjuyzios, que padece la ciudad, pidiendo se inseriessen sus privilegios en el processo de las cortes.

Decreto del Virrey.

Que se insierten en este processo.

Decreto Real.

Me conformo con lo que haveis decretado.

3. Sobre la suplica del capitulo 3, en que pide se declare agora que la jurisdicion, y conocimiento de los contrabandos es peculiar de la ciudad.

He resuelto se observe lo mandado en las ultimas cortes, y encargar ahora al tribunal del real patrimonio que en los negocios de los contrabandos de los drechos de esta ciudad proceda con toda brevedad, y cuidado.

4. Sobre la suplica del cap. 4, en orden a la paga de las gabellas impuestas sin excepcion de personas.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado, de que en quanto a los ministros, y militares se executasse lo que se observava y se havia declarado en justicia, añadiendo, que respecto a mis galeras, y navios de guerra, y embarcaciones que arman en corso se les observe la franquesa que gozan en todas las armas maritimas los estandartes reales de guerra.

5. Sobre la suplica del capitulo 5, en orden a que me interponga con Su Santidad a fin de que venga en conceder breve paraque los eclesiasticos paguen las gabellas de los generos que introduzen.

He resuelto digais a la ciudad passarè con Su Beatitud los officios combenientes a esse effeto.

6. Sobre la suplica del capitulo 6, en que pide se mande no se obligue a los ciudadanos, y habitadores a pagar nada por los bienes tienen en las villas.

He resuelto se observe lo que tengo mandado en el real despacho de 6 de mayo de 1688.

7. Sobre la suplica del capitulo 7 tocante a la declaracion que pide, de que la gracia concedida en las cortes passadas, en orden a que los naturales fuessen preferidos en el numero de notarios se entienda para los officios de secretario de la lugarthenencia general, real audiencia, patrimonio, y administracion.

Decreto del Virrey.

Que por quanto hay señor util, y particular de estas secretarias con privilegios reales, y libertad de nombrar, que lo pidan a Su Magestad.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

8. Sobre la suplica del cap. 8 en que pide que caso de reduzirse a biscocho la porcion que goza del trigo del encierro, y si se pudiere variar goze del mismo beneficio de la saca, que le corresponde en la extracion de trigo.

Decreto del Virrey.

Precediendo primero las revistas necessarias, y por los ministros acostumbrados de ser de porcion de su calidad, y teniendo la licencia de la extracion se le concede lo que suplican.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

9. Sobre la suplica del cap. 9 en que pide facultad para conocer privativamente de sus ministros.

Decreto del Virrey.

Guardesse lo acostumbrado.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

10. Sobre la suplica del cap. 10 sobre la prohibicion de salvaguardias en materia de derechos, y rentas de la ciudad.

Decreto del Virrey.

Como lo piden.

Digitized by Google

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado concediendo esto a la ciudad.

11. Sobre la suplica del cap. 11 en orden a que se quiten los soldados de las puertas.

Decreto del Virrey.

No ha lugar lo que piden.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado, negando esta instancia.

12. Sobre el cap. 12 tocante a que los almadravistas dejen a la ciudad un dos por ciento de todo genero de atunes salados para el abasto de ella.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado, de que se observe el capitulo de corte citado en esta suplica, y que la regulacion del precio se execute en la misma forma que queda expressado para el numero de los barriles, oyendo los interessados.

13. Sobre la suplica del capitulo 13 en orden a la prohibicion de llegar las embarcaciones al muelle hasta tener la pratica de donde vienen.

Decreto del Virrey.

Como lo piden, y S. E. darà las ordenes convenientes.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado, y dareis las ordenes convenientes al cumplimento de lo que pide la ciudad.

14. Sobre la suplica del cap. 14 tocante a que se señale lugar competente por la ciudad para la habitacion de differentes officios.

Decreto del Virrey.

Como lo piden.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

15. Sobre la suplica del capitulo 15 en orden a la observacion del cap. 3 de las cortes del duque de Avellano tocante a no executarse procedimientos en causas de poco valor.

Decreto del Virrey.

Como lo piden.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado concediendo esto a la ciudad.

16. Sobre la suplica del capitulo 16 sobre la observacion assi mismo del cap. 4 de dichas cortes en orden a no admitirse peticion de oposicion sobre acusacion de tercio.

Decreto del Virrey.

Guardesse la disposicion del derecho.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

17. Sobre la suplica del cap. 17 tocante a la paga de los salarios de los cathedraticos de la universidad.

Decreto del Virrey.

Observesse lo que se acostumbra.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

18. Sobre la suplica del cap. 18 tocante a que se entendiesse con los jurados tercero, quarto, y quinto lo concedido en las cortes del duque de Gandia de que no se pudiesse admittir acusacion de tercio contra los dos primero, y segundo.

Decreto del Virrey.

Guardesse lo acostumbrado.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

19. Sobre la suplica del capitulo 19 en orden a la prohibicion en Oristan, y Ollastre de dar quarentena à ninguna embarcacion.

Decreto del Virrey.

Guardesse lo acostumbrado.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

20. Sobre la suplica del capitulo 20 en orden a que ningun ministro pueda mandar a la feluca de la ciudad sinò fuere para cosas del mayor servicio.

Decreto del Virrey.

Como lo suplican.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado concediendo a la ciudesto.

21. Sobre la suplica del cap. 21, en que pide se observe el cap. 41 de las cortes, que fenecìo el obispo

Digitized by Google

don Gaspar Prieto en orden a archivarse los papeles de los notarios difuntos.

Decreto del Virrey.

Concedeseles lo que suplican en la forma que el conde de Altamira mi antecessor lo mandò en las ordenaciones que dexo para la ciudad de Sacer en los 24 de abril 1693 archivandolos en la pieza del archivo real, que esta en este real palacio, y para su execucion S. E. darà las ordenes necessarias.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

22. Sobre la suplica del capitulo 22 en que pidiò, que no se decretasse a favor de otra ciudad, o particular lo que sea en perjuhizio suyo.

Decreto del Virrey.

Se tendrà concideracion.

Decreto Real.

He resuelto digais a la ciudad tendrè concideracion a lo que representa.

23. Sobre la suplica del capitulo 23 en que pide confirmacion del tercero del conde de Santisteban, en que se concediò, que ninguno, sino que los carnizeros obligados matasse carne, ni la vendiesse en las carnecerias.

Decreto del Virrey.

Como lo suplican.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado concediendo esto a la ciudad.

24. Sobre la suplica del cap. 24, en que pide se observe el cap. quarto de dichas cortes del conde de Santisteban en orden a cessar el abuso, que perjudicava a la ciudad tomando mis officiales reales muchas cantidades de los quesos que se vendian en la plaza.

Decreto del Virrey.

Executesse inviolablemente lo decretado en el capitulo 4 de las cortes del conde de Santisteban segun aqui se suplica.

Decreto del Rey.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

25. Sobre la suplica del cap. 25 tocante a que no se conceda a los estamentos lo que piden de poderse ensacular cavalleros nobles en las bolzas de jurado en cabo, y segundo, por haverse esto siempre prohibido.

He resuelto digais a la ciudad tendre presente su representacion llegando a esse caso.

26. Sobre la suplica del capitulo 26, tocante a que se aumente a la ciudad la porcion del encierro del trigo hasta la cantidad de settenta mil estareles, o a lo menos hasta la de quarenta mil.

He resuelto digais a la ciudad lo quedo mirando.

27. Sobre la suplica del capitulo 27 tocante a la observancia del cap. 6 de las cortes del duque de Avellano en orden al govierno de las carnecerias de esta dicha ciudad.

Decreto del Virrey.

Como lo suplican.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado concediendo esto a la ciudad.

28. Sobre la suplica del cap. 28 estando provehida la plaza de juez civil que pedia se diesse a natural; no se offrece que dezir.

29. Sobre la suplica del capitulo 29 en que pide se continue a la ciudad en todos los autos judiciales el tratamiento de señoria.

Decreto del Virrey.

Guardesse el estylo acostumbrado.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

30, 31, 32, 33, 34, 35. Sobre las suplicas de los capitulos 30 hasta 35 que es el ultimo en que me recomiendan a differentes sujetos.

He resuelto digais a la ciudad los tendrè muy presentes en las ocasiones que se offrecieren.

APENDICIOS DE ESTAMPACHE, LA MARINA, Y VILLANUEVA

1. Sobre la suplica del cap. primero, en que piden no se pague gabella de los generos de frutos, y ropas, que se trabajan en la isla, y llevan a la ciudad de Caller.

Decreto del Virrey.

Que lo supliquen a su Magestad, y S. E. oyda la ciudad podrà hazer el informe combeniente quando importe.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

2. Sobre la suplica del cap. segundo, en que no se imponga gabella sobre la leña, carbon, y demas, que expressan.

Decreto del Virrey.

Como lo suplican.

Digitized by Google

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado concediendo esta suplica.

3. Sobre la suplica del capitulo 3 en que piden, se rebaje algo de los veinte por ciento que se paga de derechos en las aduanas de Caller por las ropas gruessas reduziendolo a lo antiguo.

Decreto del Virrey.

Que lo supliquen a Su Magestad, y S. E. oyda la ciudad podra hazer el informe conveniente, quando importe.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

4. Que el derecho del vino se redusga a 9 callareses, y el del viñete a 4 callareses, y del aguardiente, y azeyte, como antiguamente se pagava.

Su excellencia decreta este capitulo en la misma forma, que el antecedente.

5. Que los moradores, y naturales de los apendicios de Estampache, la Marina y Villanueva no sean molestados a yr de ronda, y que no sean assi bien molestados a dar cavallos por ningun pretexto.

Su exellencia atenderà a esta suplica.

6. Que a los naturales, y moradores de esta ciudad se reparta la sal por el mes de agosto, y setiembre por ser de utilidad a los moradores.

Observense las ordenes que hay sobre la reparticion de la sal.

7. Que no sean convenidos los sindicos de los appendicios de su año de su sindacato ante el tribunal del real veguerio, y sus ministros.

Observesse lo acostumbrado.

8. Que sean llamados los sindicos, quando hay junta de ciudadanos en el lugar acostumbrado.

Que se guarde lo acostumbrado.

9. Qué al tiempo que se venden frutas en las plazas publicas tengan los sindicos el cuidado de señalar a los vendidores los parajes sin gaje alguno.

Guardesse lo acostumbrado.

10. Que no haya ragatones, revendedores, ni que ninguno vaya por las villas, y lugares del reyno para comprar cosa alguna para revender en esta ciudad.

Observense las leyes del reyno.

11. Que dentro de esta ciudad, y sus apendicios no haya de haver adobarias.

Sin peryuhizio de los que estuvieren en quieta, y pacifica possession para en adelante se haga como lo suplican.

12. Que qualquier capitulo que tengan las maestranzas de esta ciudad, en que expresse que empenzando un maestro la obra no la pueda seguir otro sin incurrir en la pena setilde por ser contra de la real pragmatica.

Pagado que este el artifice de lo que huviere trabajado tenga cada uno libertad de tomar otro sin incurso de pena alguna.

13. Que qualquier que necessitare en tiempo de vindemias, o en otro de aconchar cubas pueda valerse de qualquier botero aunque el que empenzare la obra no la prosiga.

Su excellencia decreta este cap. lo mismo que en el antecedente.

14. Que a cada uno de los appendicios de esta ciudad se conceda una saca de dos mil estareles de trigo gozando de esse beneficio a effeto de empedrar las calles.

No ha lugar, y propongan otros medios.

15. Que los obreros de esta ciudad no exijan gajes para plantar palos en los bancos de las tiendas para evadir el rigor del sol, que haven pagar quatro reales.

Observesse como lo suplican no haviendo privilegio de la ciudad en contrario.

16. Que se observe lo que esta mandado por reales pregones publicados en el govierno del senor marques de Castel Rodrigo, en que se diò assiento a los jornaleros de los officios mecanicos, como son carradores, y demas.

Con vista de los pregones, y respecto al tiempo presente su excellencia darà la providencia combeniente.

17. Que los que han servido el empleo de sindicos de los apendicios sean preferidos a los otros en la ensaculacion de los officios de la ciudad.

Por contener justicia esta suplica la ciudad deve tener attencion a ella.

Decreto Real.

Sobre el expressado desde el capitulo 4 hasta el 17; que es el ultimo de las suplicas de los apendicios me conformo con lo que haveis decretado, y assi lo participareis.

Cabildo de Sacer.

1. Sobre la suplica del cap. primo tocante a la concession de un razero de sal a los canonigos de patronasgo.

Se les concede el nuevo razero que suplican en la misma forma, que su magestad les hizo gracia de los quatro.

Decreto Real.

He resuelto conformandome con lo que haveis decretado concederles este nuevo razero en la misma forma, que los otros quatro que gozan.

2. Sobre la suplica del capitulo 2 tocante a que se conceda a cada uno de los racioneros dos razeros y mas de sal francos.

He resuelto digais tendrè concideracion a esta instancia.

3. Sobre la suplica del cap. 3 tocante a que no se pueda prohibir por los barones, y sus regidores la extracion de los frutos.

Que los barones no puedan quitar a sus vassallos la libertad de commerciar sus frutos segun las leyes del reyno, y quando pretendan haya necessidad en sus lugares para detenerlos lo representen a su excellencia paraque de las ordenes convenientes, y no las den dichos barones.

Decreto Real.

He resuelto conformarme en todo lo decretado por vos en este punto.

Digitized by Google

4. Sobre la suplica del capitulo 4 tocante al aumento de hasta ciento, y cinquenta escudos sobre los setenta, que le estan concedidos por razon del beneficio de la tax.

He resuelto digais al cabildo tendrè concideracion a esta instancia.

5. Sobre la suplica del cap. 5 en que pide se le conceda en cada un año una saca de tres mil estareles de trigo.

He resuelto digais lo tendrè presente.

6. Sobre la suplica del cap. 6, en que pide se mande pagar a la iglesia las limosnas, que se le señalaron en las cortes passadas, y que se le conceda a ora alguna.

He resuelto digais al cabildo lo quedo mirando.

SINDICOS DEL ARZOBISPO, CABILDO, Y CIUDAD DE SACER.

1. Sobre la suplica del capitulo primo tocante a que me interponga con su santidad de que ordene al juez de appellaciones, que al presente es y fuere en adelante se abstenga de admitir en su curia las apellaciones de las sentencias, que dan los sufraganeos.

Direis passarè con su beatitud los officios comvenientes a este fin.

2. Sobre la suplica del capitulo 2 tocante a la confirmacion dell'acto de corte concedido en la corte del conde de Santisteban.

He resuelto se observe lo mandado en este punto en las cortes referidas.

Ciudad de Sacer.

1. Sobre la suplica del cap. primo tocante al reparo de las murallas.

He resuelto digais a la ciudad, que proponiendo otros medios praticables de lo que expressa attenderan los que goviernan esse reyno a dar toda la providencia necessaria esforzandolo quanto fuere de su parte por ser cosa tan justificada.

2. Sobre la suplica del cap. segundo tocante a la prohibicion de las tiendas.

Decreto del Virrey.

Observense las cortes reales, y leyes del reyno.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

3. Sobre la suplica del cap. 3 tocante al permisso, que pide para poder hazer almaz̄ en el puerto.

Se les concede, que la ciudad pueda tener un almazen publico donde puedan encerrarse los generos al tiempo que se embarcan, de la forma, que lo tiene la ciudad de Oristan, para cuyo effeto acudirà al tribunal del real patrimonio.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

4. Tocante al expressado en el cap. 4 sobre la intelligencia de la concession de los privilegios.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo decretado por vos.

5. Sobre la suplica del cap. 5 tocante a la residencia del virrey en dicha ciudad el primer año, o segundo de su govierno.

He resuelto se observen en esto las ordenes que estan dadas, y assi lo participareis.

6. Sobre la suplica del cap. 6 tocante a concurrir mi real azienda en lo mismo que se decretò en Cortes passadas a fin de adressar, y limpiar el Puerto Torres.

He resuelto conceder a la ciudad lo que pide, y encargar se execute con todo cuidado, y assi lo participareis.

7. Sobre la sup. del cap. 7 en que pide se prohiban los pregones de los barones acerca de que los vassallos no puedan sacar sus frutos de las villas, y que estos los puedan vender libremente en la forma y parte que pudieren.

Decreto del Virrey.

Que los barones no puedan quitar a sus vassallos la libertad, y el comerciar sus frutos, segun las leyes del reyno, y quando pretendan hay necessidad en sus lugares para detenerlos, lo representen a su excellencia, paraque de las ordenes comvenientes, y no las den los dichos barones.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con todo lo decretado por vos en esta parte.

8. Tocante a lo expressado en el cap. 8, de que se despache luego el pleyto pendiente en este mi concejo supremo sobre la satisfacion de differentes pechos de los ciudadanos, y moradores de dicha ciudad.

He resuelto digais a la ciudad se procurarà dar prompta providencia al despacho de esta materia a cuyo fin he ordenado al concejo que los papeles de essa los vea mi abogado fiscal paraque haga relacion, y se resuelva por govierno para la mas breve determinacion de esta causa.

9. Sobre la suplica del cap. 9 tocante a poderse valer de dinero de particulares para lo que faltare en cada un año para el cumplimiento del encierro de 18 mil estareles de trigo de porcion que goza por reales privilegios.

He resuelto digais a la ciudad lo quedo mirando con dezeo de su mayor alivio, y consuelo.

10. Sobre la suplica del capitulo 10 tocante a que las rondas se executen por el governador, y ministros reales sin obligar a ello a los pobres.

He resuelto se execute como lo pide la ciudad como no fuere en algun caso grave, y que en este las penas de los que no obedecieren sean para mi real patrimonio.

11. Sobre la suplica del cap. 11 tocante a poder reduzir a biscocho el trigo encerrado en caso de reconocerse la mala calidad, y no poderse extraher gozando del mismo privilegio de la saca.

Decreto del Virrey.

Quando llegue el caso lo rep̄nte, que se daran las ordenes convenientes.

Digitized by Google

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

12. Tocante a lo expressado en el cap. 12 sobre ser preferido el natural en la governacion en la provision de las secretarias, y notarios.

Decreto del Virrey.

Que se guarden los capitulos de corte, y los privilegios que tuvieren los señores utiles de la escrivania.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo decretado por vos.

13. Sobre la suplica del cap. 13 tocante a que la prohibicion que està concedida de salvasguardias reales contra los barones sin citacion suya se extienda esta gracia a la ciudad.

He resuelto conformandome con lo decretado por vos venir en la concession de esta instancia.

14. Sobre la suplica del capitulo 14 tocante a no poderse actuar algun pleito no excediendo de cien libras sinò declararse verbalmente.

Decreto del Virrey.

Que se guarde la orden que Su Magestad tiene dado para los verbales, que se tienen delante del regente de la qual se tome copia authentica.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo decretado por vos.

15. Sobre la suplica del cap. 15 tocante a que mis ministros reales no puedan entrometerse en patentes de barcos.

Guardesse lo acostumbrado.

16. Tocante al capitulo 16 en orden a que no se provea nada en perjuyzio de sus privilegios.

Se tendrà presente.

17. Sobre el capitulo 17 en que pide tenga la mano en la concession de cavalleratos, y noblesas.

He resuelto digais a la ciudad tendrè muy presente su representacion.

18. Sobre la suplica del capitulo 18, y ultimo tocante a quitar los derechos de la harina, y el de la puerta del castillo.

Decreto del Virrey.

Se concede lo que aqui suplica, y despachesse luego orden paraque lo cumplan.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con todo lo decretado por vos en este punto.

Cabildo de Oristan.

1. Sobre la suplica del cap. primero en orden a la confirmacion de los capitulos de cortes que se le han concedido.

Decreto del Virrey.

Que los concedidos a favor de la immunidad se observen, y los demas que estuvieren en uso.

Decreto Real.

Me conformo con lo decretado por ves.

2. Sobre la suplica del capitulo 2 sobre la concession de una saca para el reparo de la iglesia.

He resuelto digais al cabildo quedo mirando los medios que pueden contribuir a su alivio.

3. Sobre la suplica 3 tocante al nombramiento de economo.

He resuelto digais no ha lugar.

4. Sobre la suplica del capitulo 4 en que pide refacion para las iglesias y personas eclesiasticas.

En quanto a los derechos impuestos sobre los vivares por quanto no consta de la forma, con que se impusieron, y con que consentimiento, y paraque effeto oyda la ciudad y fiscal, S. E. darà cuenta a Su Magestad paraque tome providencia.

5. Sobre la suplica del cap. 5 en orden a tener presentes a sus naturales en las vacantes de prebendas, y penciones.

He resuelto digais al cabildo attenderè a consolarlos.

6. Tocante a que expressa en el capitulo 6 en orden a que en la reparticion de las tierras paberiles entren las iglesias, y personas eclesiasticas.

Decreto del Virrey.

Observesse la pragmatica, y reales ordenes de Su Magestad.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo decretado por vos.

7. Sobre la suplica del cap. 7, y ultimo tocante a las penciones de dichos censos, que la iglesia tiene impuesta sobre la ciudad.

Que se guarde el capitulo de corte en la forma que estuviere en observancia.

Ciudad de Oristan.

1. Sobre la suplica del cap. primero tocante a la conducion a los Almazenes de la cantidad del trigo señalada a las villas.

Confirmesse lo que aqui suplica, y esta concedido en los 23 settembre de 1697 por los privilegios, que presentaron, entendiendose, que no han de gozar del que goza la ciudad de Caller de la paga pospuesta y este encierro se execute segun la nueva reparticion y planta, que harà la ciudad de Caller.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

2. Tocante a la suplica del cap. 2 en orden a que vos mandasseis se formasse el repartimiento de lo que cada villa podia contribuir.

Digitized by Google

Que se execute conforme al parecer de la junta del real patrimonio no contraveniendo a los capitulos de corte.

Decreto Real.

He resuelto aprovaros lo que decretasteis en esto.

3. Sobre la suplica del cap. 3 tocante al encierro del trigo.

He resuelto aprobaros tambien lo decretado por vos en esto con el parecer de la junta patrimonial.

4. En lo tocante a lo que pide en el cap. 4 de que sea restablecida en la possession del privilegio, que tiene de conocer su veg.r privativamente por via de recurso en las causas civiles, y criminales de sus 3 campidanos.

Decreto del Virrey.

Pidalo en justicia, o donde le competiere.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

Segundas suplicas de dicha ciudad.

1. Sobre la suplica del cap. primero en orden a la confirmacion de sus privilegios y el cap. de corte, de las que celebro el duque de Gandia.

Decreto del Virrey.

Guardesse el cap. de corte, que acqui se cita en la forma que lo concediò su magestad.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

2. Sobre la suplica del capitulo 2 tocante a que los officiales de los tres campidanos agregados a dicha ciudad hayan de tener su curia fixa en una de las villas de su jurisdicion.

Decreto del Virrey.

Que se execute como lo suplican, y acudan a su ex.a para dar las ordenes combenientes.

Decreto Real.

He resuelto se execute assi como lo haveis decretado.

3. Sobre la franquesa que pide en el cap. 3 por un decennio para sacar todo genero de mercadurias por el puerto, y torres de Oristan sin pagar derechos.

He resuelto digais a la ciudad lo quedo mirando.

4. En orden a lo que piden en el cap. 4 de que se mantenga a sus moradores en la possession, en que estan de no pagar cantidad alguna por razon de quarta funeraria.

Decreto del Virrey.

Acuda al tribunal comp.te, que se les mantendrà la possession en que se hallaren.

Decreto Real.

Me conformo con lo que haveis decretado.

5. Sobre el cap. 5 en orden a la observancia de lo acostumbrado en no pagar nada por la entrada de los bueyes en los saltos de fenosa, y piscata.

Decreto del Virrey.

Acudan al tribunal competente, que se les mantendran en los derechos que tuvieren.

Decreto Real.

Me conformo con lo decretado por vos.

6. En lo tocante a la suplica del cap. 6 tocante a no impedir a los labradores el poder labrar, y desboscar sin pagar derechos las tierras de los saltos.

Decreto del Virrey.

Acudan al tribunal de justicia donde se attienda esta suplica.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

7. Sobre la suplica del cap. 7 tocante à las dietas de los ministros patrimoniales que assisten a la extracion.

Decreto del Virrey.

Concedesseles lo que suplican observandosse lo que està prevenido en las instruciones del real patrimonio.

Decreto Real.

He resuelto venir en la concession de lo que suplica en la forma que lo haveis decretado.

8. Sobre la suplica del cap. 8 en orden a que la officialia del campidano Milis se provea por el tiempo, que las demas.

He resuelto se observen en esto mis reales ordenes ultimamente expedidas tocante a la provision de semejantes empleos.

9. Tocante a la suplica del cap, 9 en orden a que los officiales no puedan conceder licencia para entrar los ganados en los restroios antes del tiempo señalado.

Decreto del Virrey.

Como lo suplican.

Decreto Real.

He resuelto venir en la concession de esta gracia conformandome en lo decretado por vos.

10. Tocante al cap. 10 sobre la cobranza del derecho de erbarbajo del ganado de cerda.

He resuelto se observe lo acostumbrado segun lo decretado por vos.

11. Sobre la observancia que pide en el capitulo undecimo del decreto de las ultimas cortes, en que se ordenò, que los colletores, y arrendadores de los derechos reales no arrienden los pastos para ganado forastero.

Digitized by Google

He resuelto venir en la concession de esta suplica, segun lo decretasseis.

12. Sobre la suplica del cap. 12, en orden a que no esten obligados a acudir a las reseñas los matriculados en la bolza de jurados de dicha ciudad sinò en los casos que expressa.

Decreto del Virrey.

Queden escusados los años, que fueren atualmente jurados.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

13. Sobre la suplica del cap. 13, en que pide, que los naturales de los campidanos no sean apremiados por sus officiales a hazer viajes con qualq.r pretexto.

Decreto del Virrey.

Como lo suplican.

Decreto Real.

He resuelto se execute como lo suplica la ciudad y haveis decretado.

14. Toccante a lo que pide en el cap. 14 de que se le conceda a la ciudad, y sus campidanos el poder embarcar sus vinos libres de derechos.

He resuelto conceder a los vezinos de dicha ciudad esta gracia por tiempo de seis años por lo que dezeo su alivio, y por lo tocante a los campidanos direis lo quedo mirando.

15. Tocante a la suplica del cap. 15 de que no se pueda hazer repartimiento alguno por cabeza.

He resuelto digais a la ciudad tendrè concideracion a esta instancia.

16. Tocante a lo expressado en el cap. 16, en orden a que esten divididas por sus terminos las tierras sembradas, que llaman bidatonis.

Decreto del Virrey.

Observesse la disposicion de la real pragmatica.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo decretado por vos.

17. Tocante a que pide en el cap. 17, de que se quite el abuso introduzido por los notarios, y escrivanos en el excesso de los derechos que llevan.

He resuelto conceder a la ciudad lo que pide conformandome con lo decretado por vos.

18. Sobre la suplica del cap. 18, y ultimo en que pide se mantenga en la possession de la iglesia de San Vicente a los religiosos de la escuela pia, que la han reparado.

Decreto del Virrey.

Se haga como lo suplican.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo decretado por vos en esta parte.

Terceras suplicas de dicha ciudad.

1. Sobre la representacion de la instancia hecha en las primeras suplicas tocante a la evocacion, recurso, y appellacion de las causas de los campidanos que pretende pertenecer al veguer.

Tengo tomado la resolucion que antecedentemente va hecha mencion.

2. Tocante a lo que pide en el cap. 2, de que deniegue a los vassallos de algunas villas la extencion de la conducion de materiales, a que estan obligados para el reparo de las murallas.

Decreto del Virrey.

Ja se ha dado providencia.

Decreto Real

He resuelto conformarme con lo decretado por vos.

3. Sobre la suplica del cap. 3, de que se apliquen mil escudos para reparar la puente del rio grande de los quatro mil escudos señalados, para el aconcho de las puentes.

Decreto del Virrey.

Que su excellencia tendrà la attencion devida.

Decreto Real.

Me conformo con lo decretado por vos.

4. Sobre la suplica del cap. 4, en orden a que se les librasse de hazer ostencion de los titulos de las penciones que goza por ser materia impraticable.

Decreto del Virrey.

Observense las leyes del reyno.

Decreto Real.

Me conformo assi mismo con lo decretado por vos.

Ciudad de Alguer.

1. Sobre la suplica del cap. primero en que pide mande se observen todos sus privilegios y capitulos de corte.

He resuelto se observen todos los que estuvieren en uso, y no fueren en perjuyzio del tercero.

2. Tocante a la suplica del cap. segundo, en que pide se le perdone la porcion del real donativo, que le toca del decennio.

He resuelto digais a la ciudad quedo mirando el arbitrio que se le puede dar en esto.

3. Sobre la suplica del cap. 3, en que representa que

Digitized by Google

por falta de trigo no ha podido lograr el encierro de 12900 estar., de que tiene merced, y que se ordene que haya de delegar al veguer, o jurado en cabo, paraque obliquen a los barones que encierren los trigos de sus rentas en la dicha ciudad, y assi mismo a las villas enfeudadas.

He resuelto que en esto se de la providencia que fuere possible, y se me de cuenta de lo que resultare, y assi lo participareis a la ciudad.

4. Tocante a lo que representa en el cap. 4, de no ser bastante lo propuesto en el antecedente para el encierro de la cantidad refferida de trigo, pidiendo se le conceda tambien que los acrehedores de la ciudad puedan encerrarle por todo el mes de deciembre.

He resuelto conceder a la ciudad, que sin perjuizio de los interezes de mi real erario puedan los acrehedores encerrar por parte de la ciudad la correspondiente porcion de sus censos pues esto mismo se pratica en la de Caller, y assi lo participareis.

5. Sobre la suplica del cap. 5, en orden a que se reconoscan los privilegios de dicha ciudad, y la de Sacer, y los limites de sus terretorios con intervencion de ministro real.

Decreto del Virrey.

Acuda a la real audiencia.

Decreto Real.

Me conformo con lo que haveis decretado.

6. Tocante a la franquesa que pide en el cap. 6 se conceda a las coralinas, que fueren a dicha ciudad para extraher otros quinze quintales de los generos, que reffiere demas de otros tantos, que se les concedieron en las cortes passadas.

Decreto del Virrey.

Guardenseles las exempciones que se les ha concedido exceptuado quesos, y con calidad que saquen otros tantos quintales de generos pagando los derechos a la real casa.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo decretado por vos en este punto.

7. Sobre la suplica del cap. 7, tocante a que se les conceda, por algunos tres años mil estar. de saca.

Decreto del Virrey.

No ha lugar lo que piden.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo decretado por vos.

8. En lo que pide en el cap. 8 tocante a que se le conceda alguna porcion para el reparo de la puente, que media entre el mar, y estanque.

He resuelto, atendiendo a tan urgente necessidad como la que representa la ciudad, ordenar que de las siete mil libras que se han assignado para aconche de puentes y caminos se aplique la mayor porcion que se pudiere al reparo de esta puente, y que lo execute precisamente.

9. En lo tocante a la suplica del cap. 9 de que no recaiga en el jurado quinto el empleo de so-veguer no haviendose despachado real privilegio para el.

Decreto del Virrey.

Como lo suplican.

Decreto Real.

He resuelto conceder a la ciudad lo que suplica segun lo decretado por vos.

10. Sobre el capitulo 10, en que pide que en adelante los conselleres de la ciudad, y demas officios de ella puedan sortear cada dos años matriculando solo a cinco en cada bolza.

Decreto del Virrey.

Observense los privilegios, y costumbres.

Decreto Real.

Me conformo con lo que haveis decretado.

11. Tocante al cap. 11 sobre el modo de la extracion de Amostazen, y cobranza de derecho de la piezza de queso fino, y azeyte con emplear su produto en la concervacion del puerto, y muelle.

He resuelto en quanto a lo que mira a la suerte de Amostassen, que se guarde lo acostumbrado, y en lo que toca a la segunda parte conceder a la ciudad lo que pide durante mi real voluntad, aplicando su produto al fin que se propone.

12. Sobre la suplica del capitulo 12 tocante a la observancia de lo decretado en las cortes del conde de Santisteban acerca de que el que precediere en la extracion de conselleres, y demas officios se quede con una de las llaves de las arcas, en que estan las bolzas de los matriculados.

Decreto del Virrey.

Que se guarde el capitulo de corte.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

13. Sobre el capitulo 13, tocante a no poderse ensacular los que no supieren leer, ni escrivir.

He resuelto se haga como lo pide la ciudad, y vos decretasteis.

14. Sobre la suplica del capitulo 14, tocante a que sorteando alguno de los secretarios, y substitutos de la mensa episcopal en jurados, o ministros de la ciudad no sean admitidos.

Digitized by Google

He resuelto, conformandome con lo que haveis decretado, de que se guarde lo acostumbrado.

15. Sobre la suplica del cap. 15, tocante a que en adelante los conselleres y trezena escojan en el pueblo el numero necessario de sugetos mas capazes por el concejo general.

Decreto del Virrey.

Arreglesse el concejo general de Alguer a lo que se estilla en la ciudad de Sacer, y la nomina para aprovar, y quitar se presente por los jurados que dejan de serlo al que presidiere en la extracion.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con todo lo decretado por vos en este punto.

16. Sobre la suplica del capitulo 16, en que pide se ordene al governador entregue a los conselleres la llave del portigo que estava serrado, y mandò abrir, como la tienen de las puertas principales.

He resuelto, se observen a la ciudad sus privilegios en esta parte, y en lo tocante a la novedad que representa, en el que vos, o vuestro sucessor oyendo al governador den la providencia conveniente para en adelante.

17. Sobre la suplica del capitulo 17, tocante a que mande que el governador atual, ni sus sucessores no puedan, ni devan prehender, pedir, ni maltratar a ningun forastero, que aportare en aquella ciudad, ni a otro alguno que no sean de sus militares.

He resuelto encargar la observancia de la jurisdicion que pertenece a cada uno de mis ministros, y assi lo participareis a la ciudad.

18. Sobre lo que representa en el cap. 18 tocante a la facilidad con que los governadores de algunos años a esta parte admiten a comercio las embarcaciones que llegan al puerto sin el beneplacito de los conselleres, y veguer real, a cuyo cargo deve estar el reconocimiento de las patentes que trahen.

Decreto del Virrey.

Mantengase la inalterable costumbre de que la ciudad y su veguer sean los que den, o niegen la pratica a las embarcaciones, sinque antes de esso, ni governador, ni otro se atreva a comerciar con los barcos, y en caso de contravenirse por algun empleo se de cuenta a su Excellencia paraque de las providencias combenientes.

Decreto Real.

He resuelto conformarme en todo lo que haveis decretado, y encargaros su observancia.

19. Sobre lo que pide en el cap. 19, de que en adelante no pueda nombrar el governador por ayudantes de artilleros a gente del campo, ni a otros, que no son a proposito.

Decreto del Virrey.

El governador nombre en ayudantes de artilleros personas aptas arreglandose el numero determinado, que huviere, y paraque se tenga noticia en la curia del real veguerio de nominas, y lista de los que nombrare.

Decreto Real.

He resuelto se execute segun lo decretado por vos.

20. Sobre lo que representa en el cap. 20 en orden a las vejaciones experimentan los marineros con el motivo de haver puesto los governadores un cuerpo de guardia pidiendo se quite esto.

He resuelto remitiros esta instancia, paraque se procure reparar la queja de la ciudad, teniendo presentes las circunstancias de esta materia.

21. Sobre la suplica del cap. 21, y ultimo opponiendose a qualquiera pretencion, que se tuviere en perjuhizio suyo.

Direis a la ciudad lo tendrè presente.

Cabildo de Iglesias.

1. Sobre la suplica del capitulo primo en orden a la reintegracion en la possession en que se halla en todas las rentas y terretorios de aquella ciudad.

Decreto del Virrey.

Haviendo tenido attencion al alivio de las ciudades acuda a la ciudad de Iglesias paraque le pague, o reintegre, o pida su iusticia donde le comvenga.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

2. Sobre la suplica del capitulo 2, en que pide, o representa la impossibilidad de hazer ahora el encierro de la formentaria, pidiendo, que se le permita que a expensas proprias pueda hazerlo.

Decreto del Virrey.

Observesse lo acostumbrado.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

3. Sobre lo expressado en el cap. 3, en orden a que se observe el privilegio que tiene paraque a sus moradores naturales se les de la sal necessaria.

Decreto del Virrey.

Observesse la forma dada por el real patrimonio.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

4. En lo que representa en el cap. 4, acerca del desconsuelo en que se halla de carecer tantos años de su pastor, y prelado.

He resuelto digais al cabildo se procura dar en esto providencia.

Digitized by Google

5. Tocante a lo expressado en el cap. 5 en orden a la representacion, que izo paraque se les socorriesse con alguna limosna para ayuda de hazer ternos.

He resuelto aprovaros lo executado en esta suplica.

6. Sobre la suplica del capitolo 6, tocante a los gastos que ocasionan los commissarios, que se despachan para la cobranza del donativo.

Decreto del Virrey.

Acuda al juez eclesiastico a quien toca.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

7. Sobre la suplica del cap. 7 y ultimo en orden a que se les señale alguna porcion para el reparo de las puentes en la isla de san Antiogo.

Decreto del Virrey.

Se tendrà presente la necessidad que representa.

Decreto Real.

Me conformo a lo decretado por vos en esta parte.

Ciudad de Iglesias.

1. Sobre la suplica del capitulo primero en orden a que en attencion a su necessidad se le perdone lo que constare estar deviendo del donativo.

Decreto del Virrey.

Ja està dada providencia.

Decreto Real.

Me conformo con lo decretado, y executado por vos en esta parte.

2. Sobre la suplica del cap. segundo, tocante a que se execute el privilegio que le està concedido sobre el abasto de la sal de sus naturales, y moradores.

Decreto del Virrey.

Observesse la providencia dada por el tribunal del real patrimonio y si huviere abuso lo representen en aquel tribunal.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

3. Tocante a lo que pide en el cap. 3 de que se le permitta hazer el encierro de la porcion de dos mil estareles de trigo que le està concedido en las casas de los mismos saltos, como son los de *Vilarios*, y *Palmas*.

Decreto del Virrey.

No ha lugar.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo decretado por vos por los incomvenientes que se reconocen en la concession de esta gracia.

4. En orden a la instancia, que haze en el capitulo 4, de que se le nombre prelado.

Direis a la ciudad se procurarà dar providencia en esto.

5. Sobre la suplica del capitulo 5 en orden a haverse introduzido el nombrarse algunos ministros por delegados de los virreyes en la fiesta que se celebra a san Antiogo se prohiban semejantes delegaciones observandosse lo acostumbrado siempre.

Decreto del Virrey.

Acudan todos los años a los virreyes, que se les tendrà prèsentes.

Decreto Real.

Me conformo con lo que haveis decretado, y assi se lo participareis a la ciudad, y assi mismo que he mandado se de en esto la providencia comveniente.

6. Tocante a lo que expressa en el capitulo 6, pidiendo mande observar inviolablemente lo acostumbrado en quanto a poder apasentar los vassallos en los saltos baronales sus hieguas, y sus bueyes.

Decreto del Virrey.

Acudan a la real audiencia, quando se offresca el caso

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

7. Sobre la suplica del cap. 7 en orden a que no se haga en quanto a las tierras labranzas, y ganados, que tienen los vassallos de dicha ciudad en los saltos baronales, pagando los derechos, segun lo antiguo.

Decreto del Virrey.

Acudan a la real audiencia por ser materia de justicia.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

8. Sobre la suplica del capitulo 8, en que pide, ordene que mis vassallos, y los hombres que cuidan del ganado no puedan ser comprehendidos en los pregones, en quanto a tener el cargo de averiguar los delitos, que sucedieren en sus terretorios.

Direis a la ciudad, que en orden a este punto tengo dada providencia en las suplicas generales del reyno.

9. Que los contadores de dicha ciudad en adelante no puedan tomar de las cuentas de las haziendas de dicha ciudad de la cantidad de dos mil libras, solo veinte y cinco libras, y de hay a bajo a proporcion de la cantidad.

Observesse el capitulo de corte, que refiere.

10. Que en las causas de los concursos de los bienes concursados solo se pague el salario de sentencia, y autos

Digitized by Google

processales de la sentencia de graduacion, y los demas, los acrehedores en segunda instancia.

Que se haga como se suplica.

11. Que en adelante qualquier habitador de dicha ciudad pueda obligarse en persona, y bienes por qualquier deuda, o obligacion, que huviere en auto publico, y no de otra forma.

Guardesse el capitulo de corte, que reffiere, sinò estuviere revocado.

Decreto Real.

Sobre las suplicas de los capitulos 9, 10, y 11 que es el ultimo, he resuelto conformarme en todo con lo que haveis decretado.

Cabildo de Ampurias.

1. Que la porcion que cupiere pagar en este subsidio la pague en la misma ciudad de Castillo Aragones, o en la de Sacer para evitar el riesgo de la conducion a esta de Caller.

Que lo pague al tiniente del thesorero de Sacer.

2. Que en ocasion de vacante de obispo de Ampurias se nombre en capitular de aquella, como hasta aquì se ha acostumbrado.

Que se observe lo acostumbrado.

3. Que para evitar gastos se decrete, o que el cabildo de Ampurias en caso de vacante pueda despachar comissarios a la diocesi de Civita por su clero para la exacion en caso de retardacion de la paga del subsidio, y donativo que le pertenecen, o que no este obligada a la exacion de la paga, que a la ciudad cabe.

Que acuda a su juez competente.

Decreto Real.

Sobre las suplicas de los capitulos 1, 2, y 3 he resuelto conformarme con lo decretado por vos.

4. Sobre la suplica del cap. 4 en orden a que se apliquen al cabildo en vacando las dos penciones, que paga a particulares la mitra de Ampurias, y Civitta.

Direis al cabildo lo tendrè presente, llegando la vacante, en cuyo caso podrà hazer memoria de esta instancia.

5. En orden a lo que pide en el cap. 5 de que tenga presente en las provisiones de mitras a los sujetos benemeritos de su iglesia.

Direis assi mismo, que tendrè muy presente esta instancia.

6, 7. Sobre la suplicas de los capitulos 6 y 7, que es el ultimo tocante a que se le conceda un cavallerato, y noblesa para beneficiar para reparar la iglesia, y que no se de lugar a la pretencion de ser eregida en catedral.

Direis al cabildo tendrè concideracion a lo expressado en ambos capitulos.

Ciudad de Ampurias o Castillo Aragones.

1. Que se confirmen todos los privilegios, y capitulos de corte concedidos. Se confirman los que estuvieren en uso, y no fueren en perjuhizio de tercero.

2. Que a los vassallos de las villas de la encontrada de Anglona no se admita por ningun tribunal oposicion alguna por la obligacion, que tienen, segun privilegio real de conduzir quatrocientos estareles de trigo a la cindad dicha de Castillo Aragones.

Observense los capitulos de corte, y los privilegios.

3. Que no se de lugar a la pretencion del sindico de Sacer sobre que los mercadeles, patrones y marineros, que vienen de fuera reyno, y aportan a dicha ciudad, y pagan los derechos no puedan passar a las villas del reyno y ferias para esmerzar las mercadurias.

Guardense los privilegios, y capitulos de corte, y cartas reales que hay sobre de esto.

Decreto Real.

Sobre la suplica del cap. 1, 2 y 3 me conformo en todo lo que haveis decretado en ellos.

4. Tocante al cavallerato, y noblesa para beneficiar, que pide en el cap. 4.

Direis a la ciudad tendrè presente esta instancia.

5. Sobre la del cap. 5 en orden a que la extracion de conselleres, y comis.° de la ciudad se haga el dia acostumbrado de S. Bernabè por el Governador y no por delegados.

He resuelto conceder a la ciudad esta gracia en la forma, que pide, y assi se lo participareis.

6, 7. En orden a las representaciones, que haze en los capitulos 6 y 7 de lo desprevenida, que se halla aquella plaza de todo genero de pertrechos, y tambien la torre de Frisano.

Direis a la ciudad he mandado se de providencia en ambos puntos.

8. Que se mande que se cale la almadrava de Calagustina.

Acuda al real patrimonio, en donde pende el pleito.

9. Que se introdusgan en la ciudad los cañones de hierro que se hallan algunos años en la orilla de la mar.

Execute la ciudad lo decretado en las cortes del Duque de Monteleon dentro de seis meses, y de otra forma se sacaran a beneficio de la real caja.

Decreto Real.

Tocante a las suplicas que haze en dichos capitulos 8, y 9, me conformo en todo con lo que haveis decretado.

10. Que confirmandosse este año los conselleres por haverse subido aun el ultimo solio tambien se confirmen los demas oficios.

Que su excellencia tendrà presente esta suplica.

11. Que los cavalleros, patrimoniales, y demas ministros hayan de contribuir en el derecho que se llama de la puerta que està destinado para la paga del real donativo.

Que siendo este derecho impuesto para la paga del real donativo queden todos obligados a contribuir.

Decreto Real.

Sobre las suplicas expressadas en los capitulos 10 y

Digitized by Google

11, que es el ultimo, he resuelto aprovaros lo que haveis decretado en ellos.

Cabildo de Bosa.

1. Que se les conceda una saca de ocho mil estareles de trigo para reparar el templo.

Se ha dado limosna por la junta de tratadores, y lo podran aplicar a lo mas necessario.

2. Que se mande a los conselleres de Bosa, que desp. de su lustre hayan de aplicar por el lustre divino.

Haviendose aliviado las ciudades ya se ha dado providencia a esta suplica.

Decreto Real.

Sobre las suplicas de los capitulos primero y segundo he resuelto aprovaros lo que haveis decretado en ellos.

3. Sobre la suplica del capitulo 3 tocante a que se encargue a los racioneros de aquella iglesia la capellania fundada para la celebracion de la misma en el castillo de Serraval.

He resuelto conformarme con lo quo haveis decretado, y encargar juntamente, que en el caso de la vacante se dè providencia en este punto y assi lo participareis al cabildo.

4. Sobre la suplica del capitulo 4 en que pide, que la iglesia de Bosa sea admitida en la reparticion de las tierras reales para labrarlas pagando como los demas vassallos.

No hallando incomveniente el real patrimonio en lo que representa se atienda a esta suplica.

Decreto Real.

He resuelto aprovaros lo que haveis decretado.

Ciudad de Bosa.

1. Sobre la suplica del capitulo primero sobre la extracion del tribunal del veguer.

Decreto del Virrey.

Guardesse lo que agora se observa.

Decreto Real.

He resuelto aprovaros lo que haveis decretado.

2. Sobre la suplica del cap. 2 en orden a que se observe la costumbre antigua de declarar los conselleres las causas civiles y criminales de la officialia de Montresta.

He resuelto digais a la ciudad, que respeto a concurrir en esto interez alguno de partes, haviendolas oydo tomarè la ultima resolucion, a cuyo fin he' ordenado se me informe de todo.

3. Sobre la suplica del cap. 3 en orden a la concession de la saca que pide obligandosse aplicar la mitad del beneficio en el reparo de las murallas.

He resuelto digais a la ciudad lo quedo mirando con dezeo de su mayor alivio.

4. Que el capellan que celebra la missa los dias festivos en el castillo la haya de celebrar todos los dias en la casa de la ciudad, y por dias festivos nombre otros sacerdotes.

No ha lugar lo que suplica.

5. Que a las coralinas que fueren a la ciudad de Bosa para la pesca del coral se les conceda la misma franquesa de 16 quintales, como a las de Alguer.

Guardesse lo acostumbrado.

6. Que los vegueres, ni assessores no conoscan, ni tengan jurisdicion en los masseros de la ciudad.

Guardesse lo acostumbrado.

7. Que haya bolza en los que pueden concurrir en guardianes del puerto de la ciudad, y que sean naturales.

Guardesse lo acostumbrado.

8. Que haviendo persona que se obligue para la carnizeria publica y assegurada pueda embarcar todos los cueros libremente sin pagar derechos.

Guardesse lo acostumbrado.

9. Que la ciudad use de la possession, en que estava extrahiendo uno cada año por cada officio de adoanero, mayor, de pesador, y de medidor, o de la manera que lo ha acostumbrado.

Guardesse la forma dada en la concession real.

10. Que por la falta de trigo que la ciudad padece algunos años pueda embiar para hazer escrutinio en las villas de las comarcas vezinas, y dejandoles lo que es menester para comer, y labrar, lo demas sean obligados los moradores de aquellas llevarlo a la dicha ciudad, y lo vendan al precio que correrà.

Guardesse lo acostumbrado.

11. Que quede a arbitrio de los conselleres aumentar el numero en las bolzas de conselleres, y matricular a los benemeritos en qualquiera de ellas.

Guardesse el capitulo de corte.

12. Que no se permita tener tiendas publicas en las villas, y lugares del reyno, ni llevar las ropas vendiendolas por las villas, ni por las ferias del reyno.

Observesse las pragmaticas, capitulos de corte, y cartas reales, que hay sobre esta materia.

13. Se oppone a qualquier pretencion, que las demas ciudades, cabildos o particulares, que en estas cortes tuvieren en perjuhizio de los privilegios, capitulos, y loables costumbres de dicha ciudad.

Decreto Real.

Sobre lo expressado desde el capitulo 4 hasta el 13 inclusive, me conformo en todo con lo que haveis decretado.

4. Sobre la suplica del capitulo 14 y ultimo, en que pide se rebaien ahora los derechos que se impusieron para la paga del donativo del decemnio passado.

He resuelto digais a la ciudad quedo mirando el alivio que se le puede conceder.

Vacat.

Digitized by Google

Suplicas de las villas, y comunidades de Campidano Milis.

1. Que los arrendadores no puedan hazer acordio de ganado forastero en los paberilis de la encontrada sin preceder revista por cinco hombres neutrales especificando el numero de ganado que pueda apasentar en ellos.

Como lo suplican.

2, 3. Que de aqui en adelante no pueda entrar ganados en terretorios de dicha encontrada de la villa de Paulilatino, ni de otras que no sean del marquesado de Oristan. Que en el salto llamado Sinni terretorio de dicha encontrada no pueda entrar ganado de la villa de Cabras, ni de otras que no sean de dicha encontrada, sinò es en caso que mediante estime, y revista conste que sobra al ganado natural de dicha encontrada.

Como lo suplican en sus terretorios, no haviendo mas que para los naturales.

4. Que de aqui en adelante los carnizeros de la ciudad de Caller no puedan apasentar los carneros en los prados, y bidazonis, sinò en los paberilis, y saltos donde apasientan los demas ganados de dicha encontrada.

Que los carnizeros que trahen el abasto de la carne a esta ciudad, queden obligados antes de entrar en el terretorio de la villa donde han de passar, hayan de denunciar a qualquier ministro les señale al paberily o lugar donde han de tenerlos tres dias como les es permitido, no siendo vidazony, o lugar vedado, y no precediendo esta diligencia en lo qual no ha de intervenir gasto alguno este ganado este sugeto a tentura segun disposicion de la real pragmatica.

5. Que los ministros ordinarios de dicha encontrada no tomen mas que un sueldo por boca de todo genero de ganado manso que tenturaren en lugares prohibidos.

Que se guarde lo acostumbrado sobre la tentura quitado todo abuso.

6. Que se nombre en dicha encontrada un tarifador para tassar los salarios de los autos processales, y publicos, y este nombramiento sea de tres en tres años, y no contentandose los notarios de su tassacion, del secretario de la real audiencia, y no llevando se execute la primera.

Guardesse la tarifa que prescrive la pragmatica sobre salarios, sentencias, y autos processales.

7. Que en adelante los officiales, y escrivanos de dicha encontrada, no puedan mandar ningun vassallo para embiar las listas de las mesadas sinò pagandoles su viaje.

No ha lugar lo que suplican repartiendose el trabajo.

Decreto Real.

Sobre las antecedentes suplicas he resuelto conformarme con lo que haveis decretado en ellos, y aprovarlo.

8. Sobre la suplica del cap. 8 en orden a que los officiales de la encontrada no puedan tomar cosa alguna del alquiler del vasio de la bidazoni.

He resuelto venir en la concession de esta suplica segun lo decretado por vos.

9. Que los recursos de las causas de dicha encontrada se tengan a esta real audiencia y no a la curia del real veguerio de Oristan.

Ya se ha dado providencia conforme lo suplica.

10. Que haya en dicha encontrada lugartheniente de official que administre justicia en caso de ausencia o vacante de official, y faltando ambos la administren los mayores de dichas villas, y no pueda entrar el veguer de Oristan.

Que se guarden los privilegios de la ciudad de Oristan puestos en uso sobre esta suplica.

11. Que en adelante la terna de officiales de dicha encontrada la hagan los vassallos, y que el señor util de la officialia cobre la tercera parte de los emolumentos de aquella del official, que serà elegido.

No ha lugar lo que suplica por no conformarse con la real pragmatica.

12. Tocante a la suplica que haze en el capitulo 12 sobre la prohibicion de la officialia de la encontrada.

He resuelto conceder a la encontrada esta gracia en la forma que lo suplican.

13. Que en adelante la extracion, y nombramiento de los mayores de cada una de las villas de dicha encontrada la haga el official con cinco prohombres, y el sindico de cada villa, y ciudad de Oristan.

Sinò se oppone a algun privilegio de dicha ciudad que se haga còmo se suplica, y en caso de tener privilegio aquella, que lo represente a S. E. que darà la providencia que comvenga.

14. Que en adelante no se concedan delegaciones a los vegueres de Oristan por pretenciones que se intentaron contra los vassallos de dicha encontrada solos que el official, y juez del domicilio, y en caso de sospecha se delegue una persona de la misma encontrada.

En execucion de las leyes del reyno se tendrà la devida concideracion.

15. Que el Mostazen de la ciudad de Oristan en adelante no exerza jurisdicion alguna en las villas de dicha encontrada, solos que este govierno corra por los officiales y mayores de aquellas.

Sinò se opone a algun privilegio de la ciudad de Oristan que se haga còmo se suplica.

16. Que cada mayor de cada una villa de dicha encontrada haya de tener en adelante una marca de corte para marcar los cueros.

Que se haga como se suplica sinò se opone a privilegio de la ciudad de Oristan.

17. Que en adelante en los años que no coadjaren las salinas del marquesado de Oristan, no huviere extracion de sal no queden obligados los vassallos de dicha encontrada a la contribucion del estarel de trigo que por pauto pagan quando hay extracion.

Que el tribunal del real patrimonio les administre justicia sobre lo que representan.

18. Que en adelante ningun arrendador ni coletor pueda tomar cochino de pezza de foch, ni de estula, y una vez deguinado el tronco no se deguine otro solo la cria en la forma suele diezmar la iglesia.

El real patrimonio informado de lo que representan administre justicia por govierno.

19. Que en adelante pague cada qual en el lugar de su domicilio lo que fuere repartido del real donativo, aunque tenga bienes fuera de el.

Digitized by Google

Que cada qual pague en su domicilio por los bienes que tiene en el, y por los que tuviere en otra parte pague donde los tuviere.

20. Que en adelante no se compute en el estimo de la reparticion del real donativo el ganado por ser ropa mortal, solo que se haga de los bienes sitios de cada uno.

Observesse lo acostumbrado, haziendosse cada año el repartimiento si fuere menester.

21. Que en caso de muerte de sacerdotes passando sus bienes a personas seglares, estos no esten obligados a las pagas eclesiasticas, que aquellos solian contribuir, ni los ministros ordinarios den auxilio para ello.

Que sucediendo el caso acudan a S. E. paraque dè las ordenes que combengan.

22. Que los vassallos de las villas de dicha encontrada puedan reedificar las casas, y corrales, y restaurar los corrales antiguos, sinque sea necessario pedir licencia del real patrimonio, no siendo en perjuhizio de terzero.

Que en quanto a las casas, y corrales, que sean proprias, y en poblado, se haga como se suplica haviendo ministros patrimoniales, y no haviendolos se haga por los ministros ordinarios de orden del real patrimonio, dando unos, y otros cuenta a este, y en quanto a los serrados guardesse lo acastumbrado.

23. Que a los vassallos de dicha encontrada no se obligue a contribuir en adelante en la paga de los torresanos ya que tienen el cargo de assistir, y rondar las marinas, y las villas circumvezinas que no rondan paguen los torrezanos.

No ha lugar lo que piden.

24. Que ninguna persona lleve, ni deje yr ganado alguno a la vega, co valle de las viñas, huertas, y jardines, y otras possessiones de la villa de Santo Vero Milis, y queriendo el proprio dueño de la possession tener su ganado en ella, lo tenga en muda, y cuerda paraque no cause daño a las demas possessiones.

Que se haga como suplican, y en caso de contravencion executesse la pena de la real pragmatica.

Sobre las suplicas de los capitulos desde los 13 hasta el de 24.

He resuelto conformarme con todo lo que haveis decretado en ellos, y mandar se execute assi.

25. Sobre la suplica del capitulo 25 en orden à que los arrendadores de las montañas no puedan dejar entrar ningun forastero a labrar en ellas.

He resuelto ordenar al Virrey, y real audiencia, den la providencia mas comveniente en esta materia, y assi lo participareis.

26. Sobre la suplica del capitulo 26, en orden a que quando la Vidazoni de la villa de Bonarcado serà a la parte del salto d.° Barbau se guarde por Bidazoni, solamente el distrito que serà labrado poniendose limites hasta donde se guardarà por Bidazony, y en el instante pueda libremente entrar, y apasentar el ganado natural de dicha villa.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica

Decreto Real.

Me conformo con lo que haveis decretado concediendo la gracia que piden en el.

Suplicas de los vassallos de la villa de Simaxis.

1. Que los que tienen casas cahidas, y ruinas, y tierras emboscadas quedan libremente redificarlas, y desboscarlas, y las que no las tienen puedan fabricarlas, y sindicarse en los paberilis las tierras precisas sindicandoles el sindico con cinco hombres el terretorio a proporcion para dichas casas sin assistencia de ministros patrimoniales por lo mucho que piden por sus dietas.

Por estas revistas que se han de hazer, siendo algunos los que las piden solo se pague por todos dos escudos, uno al tiniente, y otro para los otros ministros.

2. Que por el sindico, mayor, y cinco hombres se les señale lugar a proposito para plantar viñas, segun la possibilidad de cada uno, y pedazos de tierras para huertas.

Que se haga como se suplica guardando la forma que se ha dado en el capitulo antecedente.

3. Que el sindico, mayor, y cinco hombres praticos señalen la Bidazoni, y prados, tanto en el Benaxi, como en el Gragori observandosse assi in perpetuum.

Señalense, observandose lo acostumbrado, y con la moderacion de gastos que se ha señalado.

4. Que en adelante los que fueren officiales no se atrevan a arrendar, ni alogar las islas que llaman isca Simaxis, e isca perduda, y que el mayor de prado tenture segun es justo.

Acudan al tribunal del real patrimonio, donde se darà providencia.

5. Que en d.° campidano Simaxis se delegue una persona, paraque conosca las tenturas que hazen los mayores de Prado, son justificadas, y que no sea el official por entenderse con dichos mayores.

Acudan al concejo.

6. Que los vassallos de dicha villa no tengan mas obligacion, que de pagar un estarel de trigo, y otro de Sevada segun la medida cabal por el derecho, que llaman llor de cort, y como pretenden los arrendadores.

Acudan al tribunal del real patrimonio donde se den las ordenes comvenientes para quitar los abusos.

7. Que en adelante los arrendadores no puedan alogar ni arrendar los saltos, y terretorios sin que preceda revista del bestiar de los vassallos mediante el sindico, y cinco hombres, que señalen lo que haze menor a dichos naturales, y lo restante pueda el arrendador alogarlo.

Acudan al tribunal del real patrimonio.

Decreto Real sobre todas dichas suplicas.

Me conformo con todo lo que haveis decretado en ellas, y assi se executarà.

Suplicas de los vassallos de la villa de Solarussa.

1. Que los arrendadores presentes, y los que en adelante fueren solamente hagan arbitrar el derecho en el

Digitized by Google

vino, que encierran los vassallos, y communidad de dicha villa de Solarussa.

Acudan al tribunal del real patrimonio, donde se den las ordenes comvenientes.

2. Que en adelante los officiales del campidano Simaxis no arrienden las iscas perdudas, e iscla Simaxis que son de los vassallos de Solarussa, y las labran todos los años no permitiendo dichos officiales entre ningun genero de ganado en aquellas bajo penas de veinte, y cinco ducados.

Acudan al patrimonio donde se den las ordenes comvenientes.

3. Que los escrivanos de campidano mayor en adelante no puedan cobrar los dos selemines de trigo por la satisfacion de los autos comunales solo que se les pague dichos authos segun pragmatica.

Acudan al concejo.

4. Que los pastores de las villas de Paulilatino y de Villanueva triusquedu no puedan entrar sus ganados en los saltos, y terretorios de la villa de Solarussa bajo las penas impuestas en las reales pragmaticas, y bajo las mismas penas no puedan entrar a leñar, ni los de Solarussa, ni los saltos de aquellas.

Pidanlo por justicia.

5. Que de tres en tres años se nombre en el d.° campidano una persona desenteressada para tassar los autos processales.

Acudan al concejo

6. Que el vassallo no tenga mas obligacion que de pagar un estarel cabal de trigo, y otro de sevada por el llor de corde midiendo con medida justa y no extraordinaria.

Acudan al tribunal del patrimonio.

7. Que los officiales no puedan alquilar las bidazonis y estulas, solos que queden para el bestiar de la villa, y que nolleven mas de dos reales de cada gama, y esto a medias entre el pastor mayor, y menor.

Acudan al concejo.

8. Que sinò fuere la tercera parte unida de los vassallos, y labren todos contiguos no se proceda a hazer Bidazoni en los saltos de Isbenas, Vugroni y Urassa, en atencion que pueda campar el bestiar rude.

Que se guarden las leyes del reyno.

Que las guardias maritimas las paguen todos sin exencion ninguna por ser deffenza general.

Guardense las pragmaticas, y acordias.

10. Que se buelvan a plantar los mojones que han quidado las dichas villas de Paulilatino, y Villanueva triusquedu en el mismo lugar, y no entren a leñar, herbar, ni labrar.

Pidanlo en justicia.

11. Que el amostazen de la ciudad de Oristan en adelante no haya de molestar a nadie para marcar, y registrar los pesos, y medidas que tienen para uso proprio, mientras no los empleen en comprar y vender.

El amostazen de Oristan se contenga en los limites de aquella ciudad, y no passe a semejantes extorciones.

12. Que quando no coajan las salinas del marquesado de Oristan no tengan obligacion de pagar el estarel de trigo que pagan los vassallos de Solarussa quando coajan dichas salinas para escusarlos de sacar la sal.

Acudan al tribunal del real patrimonio.

13. Que se nombre una persona desenteressada en el campidano mayor paraque decida lo que fuere de justicia en el caso de quejarse algun vassallo de dicha villa sobre tenturas que haze el mayor de prado.

Acuda al concejo donde se darà providencia.

14. Que puedan los vassallos de dicha villa desmatar y labrar algunos pedazos de tierra paperilis, como lo es de sindicarse con los vassallos y barones.

Acuda al tribunal del real patrimonio.

15. Que se haga revista mediante cinco hombres ajuramentados de los terretorios, y montañas de dicha villa, y assi bien de lo que necessitaren dichos vassallos, y de los que sobraren puedan los arrendadores alquilarlos, y no sobrando que no puedan arrendar.

Guardense las leyes del reyno.

16. Que los que huvieren carneceria en dicha villa, y dieren el abasto necessario puedan pasturar las tierras de la Bidazony, y si bizieren daño paguen a los dueños segun fuere estimado.

Guardense las pragmaticas del reyno.

17. Que en adelante los officiales no arrienden, ni aloguen la hierva de la Vidazoni de la montaña de Ungroni, Isbenas, y Urassa, sinò que la comunidad vea lo que le pareciere a tomar las hiervas, o alogarlas.

Pidanlo en justicia.

Decreto Real sobre todas dichas suplicas.

He resuelto conformarme en todo con lo decretado por vos, y assi se executarà.

Suplicas de los vassallos de la villa de Siamanna.

1. Que a los vassallos de dicha villa de Siamanna inviolablemente les sean observados los privilegios, prerrogativas, y exempciones, que goza la ciudad de Oristan, y le fueron confirmados por los serenissimos señores reyes de Aragon.

Observesse lo que està en uso.

2. Que los conselleres de la ciudad de Oristan despachen las letras citatorias dirigidas a los sindicos de los campidanos paraque estos puedan instruir al sindico de cortes que nombrarà la dicha ciudad en lo que fuere del provecho de dichos vassallos.

La ciudad de Oristan dè noticia a los sindicos de los campidanos paraque puedan instruirle.

3. Que los vassallos de dicha villa no sean obligados hazer a sus gastos el horno de cal, y conduzirla a la ciudad de Oristan, sinò que se observe la sentencia segun su thenor, por ser conforme a la antiquissima costumbre.

Que no obstante el capitulo de corte, que aqui se refiere se execute lo decretado en la sentencia del año 1611 por fundarse en la antiquissima possession, en que se hallavan, y por haver sido dicho capitulo obtenido subreticiamente.

4. Que sin embargo de qualquier pretencion, que tenga la ciudad de Oristan se observe segun disposicion

Digitized by Google

de la real pragmatica, que el official de campidano Simaxis sea natural, y en todo caso haya en dicha villa un lugarteniente a eleccion de la villa.

Guardesse lo que queda dispuesto por la real pragmatica.

5. Que los officiales, y escrivanos de dicho campidano no puedan mandar a los vassallos para hazer las entimas de las causas civiles, y criminales fulminadas a instancia de parte sinò pagandoles sus jornadas.

Los officiales y ministros se valgan para estos actos de los jurados de las villas, y estos los paguen las partes quando las haya.

6. Que el mostacen de la ciudad de Oristan que todos los años sortea no pueda acusar penas por las balanzas y medidas, que tienen particulares para uso proprio de ellos, ni estos queden obligados a marcallas solo se hayan de marcar las balanzas, y medidas que sirven para vender y comprar.

No ha lugar lo que suplican.

7. Que el mostacen de la ciudad de Oristan no pueda tomar la pena de un escudo, que executa a los vassallos reales, que llevan a vender leña a dicha ciudad con el pretexto que los fardos son pequeños solo que aquellos puedan vender la leña como podran sin incurso de pena.

Guardesse el estatuto, que tuviere sobre esto, quitado todo abuso.

8. Que los vassallos que tendran mediana possibilidad hayan de plantar viñas, y que estos puedan obligar a los duenos que tienen terretorio a concambia, o compra, mediante estimo de cinco hombres y que el official corra con estas diligencias.

Guardesse lo acostumbrado.

9. Que se observe el capitulo de corte, que dispone que se pague solo un sueldo por la tentura del buey domado, y no seis sueldos, como han querido introduzir los officiales por cada cabeza de buey domado.

Guardesse el auto de corte, que huviere sobre de esto.

10. Que las encontradas de Mandrolisay, y parte Ocier real hayan de contribuir como ab antiquo en las guardias maritimas sirviendosse per capita, segun costumbre.

Pidanlo por justicia, y en el interim guardesse lo acostumbrado.

11. Que los vassallos de Villa urbana otra de dicho campidano Simaxis hayan en adelante de pagar y contribuhir en las guardias maritimas en la forma acostumbrada.

Pidanlo por justicia, y en el interim guardesse lo acostumbrado.

12. Que los ciudadanos nativos que passan a domiciliarse, y tener bienes en las villas, viviendo continuamente en ellas hayan de contribuir en las pagas criminales, guardias maritimas, y demas officios.

Guardense las leyes del reyno.

Decreto Real.

Sobre la suplica del capitulo primero hasta el 12 he resuelto conformarme en todo con lo decretado por vos, y assi lo participareis, y se executarà.

13. Que en adelante los officiales de dicho campidano no hayan de molestar a los pastores, ni exijan de aquellos derecho alguno de las estulas por no serles devido, y que de quinze de agosto en adelante puedan entrar los pastores, segun dispone la real pragmatica.

Como lo suplican, en observancia de la real pragmatica.

14. Que haya de señalar una villa mas conveniente a la encontrada paraque en ella se haga un archivo para encerrar las causas, y demas papeles a gastos del señor util de la escrivania, y que los officiales tengan la marca para marcar los cueros, y los mayores no tengan obligacion de dar alimentos a dichos officiales y escrivanos de dicho campidano.

Se les concede lo que suplican, y acudan a su excellencia paraque dè las ordenes comvenientes y necessarias.

Decreto Real.

Sobre las suplicas del cap. 13, y 14 he resuelto concederles lo que en ellos suplican.

15. Que los saltos, y terretorios de dicho campidano que llaman santa Elena de Angius, y san Martin, los arrendadores no los puedan arrendar dinero por dinero, sinò a las communidades ahora sean proprietarios seculares, o eclesiasticos atento la necessidad de dichos saltos.

Guardense las pragmaticas del reyno.

16. Que los arrendadores de los saltos arrendandolos, guarden en el modo de tenturar la tassa de los capitulos de corte y real pragmatica que disponen de tenturas y macheles.

Como lo suplican quitado todo abuso.

17. Que los capitanes de cavalleria, y infanteria de dicho campidano no molesten a los vassallos de dicha villa para la paga que llaman, neuzu y redunda, por no serles devida, y ser contra costumbre y deviendo pagar los de la villa de Santa Justa.

Que se haga como se suplica, quitado todo abuso.

18. Que los vassallos de dicha villa que labran y suelen pagar un quarto de trigo a los pastores de san Antonio Abad de la ciudad de Oristan no lo paguen a colmo segun pretende el prōr de los frayles, sinò a raso segun la sentencia que se proferiò sobre esto.

Como lo suplican conforme a la sentencia que refieren.

19. Que se haya de tassar el numero de los cavallos que se han de dar a los commissarios de la santa cruzada.

Que solamente se les dè seis cavallos comprehendida la guia.

20. Que por trassignar no puedan tomar el official, y escrivano de dicho campidano, mas que cinco sueldo medio real cada uno.

Que en la signacion, trassignacion, y reducion a otra señal, el official, y escrivano no tomen por sus derechos mas de un real de uno hasta diez, y dè hallì adelante medio escudo.

21. Que los officiales de dicho campidano tanto al tiempo del nombramiento del sindico, como y de los autos judiciarios hazedores dentro de dicho campidano hagan de assistir sin dieta por no serle devida.

Como lo suplican segun disposicion de la real pragmatica.

22. Que en adelante los officiales, y escrivanos de

Digitized by Google

dicho campidano no puedan mandar a los vassallos para llevar en poder del consultor real, y a esta ciudad de Caller los processos, y listas de las mesadas, sinò es pagandoles un real por cada dia.

No ha lugar lo que suplican.

Suplica del sindico de Santa Justa.

Sobre la suplica del capitulo primero que es la unica en que suplica, que atenta la cabida de 144 casas, sean los vassallos subrevados de la paga del real donativo, que pagavan antes de tener dicha perdida.

Se tendrà concideracion.

Suplicas de la communidad de Santo Lussurgio.

Sobre la suplica del capitulo primero que es la unica tambien en que representa el gran numero de gente, que se havia salido a otros lugares.

Guardesse la costumbre.

Suplicas de la villa de Sorgono.

1. Sobre la suplica del capitulo primero en orden a la observancia de sus privilegios.

Que se observen los que estuvieren en uso.

Decreto Real.

Me conformo con lo que haveis decretado.

2. Tocante a la licencia que pide de poder fundar un combento de capuchinos en dicha villa.

He resuelto digais tendrè concideracion a esta instancia.

3. Que deviendose conduzir presos a esta ciudad de Caller no sean obligados conduzirlos los vassallos de aquella, ni los ministros los manden para esso, sinò que manden, y los condusgan los vassallos de las demas villas de la real encontrada.

Que los presos se trahigan a esta ciudad por los vassallos de su domicilio, y siendo forastero se reparta el trabajo por los de la encontrada.

4. Que en adelante el jurado en cabo sea de dicha villa de Sorgono, y el segundo y tercero de las demas villas de la encontrada por su turno.

Observesse lo acostumbrado por ser conforme a sus privilegios.

5. Que se amojonen los terretorios de dicha villa de Sorgono, y amojonados, los ministros de justicia los guarden sin permitir que en ellos entren forasteros para labrar, y apasentar ganado sin licencia por escrito del sindico de dicha villa.

Que el tribunal del real patrimonio de la providencia que convenga.

6. Que se divida la montaña de corte llamada paberili segun los condages que tiene dicha villa, y que el tiniente de procurator real de dicha encontrada, y los que son y fueren arrendadores de los emolumentos de aquella no molesten a los vassallos de dicha villa con macheles, y processos en el paberili que suelen hazer.

Que en vistas de dichos condages el real patrimonio darà providencia.

Decreto Real.

Me conformo con lo que haveis decretado en ellos, y assi se executarà.

Villa de Atzara.

Tocante a lo que pide en el capitulo primero, y ultimo en orden a poderse comunicar con los vassallos de otras villas en quanto a labrar, y apasentar su ganados.

Acudan al tribunal de justicia.

Villa de Quartucho.

1. Que en la contribucion de la paga de la escalaguardia ninguno tenga exencion con motivo de ser ministro inferior del santo officio, iglesia y de la cavalleria e infanteria.

Guardese las leyes del reyno, concordias, y pregones.

2. Que en adelante no se despache commissario por la curia del real veguerio ni otro superior en rigor de accusacion de tercio precario, ni por otra causa civil contra los vassallos de dicha ciudad de Quaturcho solo se encargue la execucion a los ministros ordinarios en virtud del señor duque de Monteleon.

Guardese el capitolo de corte.

3. Que solamente se tome el derecho del fondo, y no el derecho de putaloru.

Acuda al real patrimonio por tratarse de renta reale.

Decreto Real.

Me conformo en todo con lo que haveis decretado.

Encontrada Real de Barbagia Belvy.

1. Sobre la suplica del capitulo primero, en que pide se conceda merced de cavalleros a los sugetos que exprime en ellas.

He resuelto digais los tendrè presentes.

2. Que el deguino de los chochinos sea un pegus por señal, y en las obejas y colmenas de la misma manera que pagan los de Mandrolisai por gozar de los mismos privilegios, y gracias.

Observesse lo acostumbrado.

3. Que los arrendadores de la nieve serrien con pared los posos donde la encierran por ser lugar de montañas de bellota y pastura de ganado, y bidaçoni, y se suele muchas vezes machelar el ganado en daño, et gasto de los amos, et pastores.

Observesse lo acostumbrado, *y quando necessitare de mas providencia acuda al tribunal del real patrimonio.*

4. Que los principales de la villa de Arizo puedan encerrar nieve en los posos particulares, como antes para el uso proprio.

Acuda al tribunal del real patrimonio, donde pende en justicia esta instancia.

Digitized by Google

5. Que los saltos que se han apropriado los de la villa de Arzana se sequestren por el real patrimonio, por ser estos saltos de las villas despobladas de la encontrada real de Barbagia Belvy, y se los han convertido en su patrimonio dichos de Arzana.

Acudan al tribunal donde pende en justicia esta materia.

6. Que ningun vassallo de dicha encontrada sea oprimido a hazer mas q.r un servicio personal cada año, y que las colletas, y officios de mayores de prado, y de la villa los sirvan los de la primera calidad.

Guardesse la real pragmatica y reales pregones.

7. Que en dicha encontrada haya tiendas publicas de todo genero de merces con licencia del real patrimonio.

Ya se ha dado providencia en las suplicas generales de los estamentos.

8. Que se mande a los arrendadores, que son, y fueren de dicha encontrada que por todo el mes de ottubre cada año hayan de tomar el deguino obejas, y cabras, que passan a los campidanos para invernar, y en el mes mo mes los ministros de justicia despachen los bolletines y certificatorias de dicho ganado.

Guardesse la real pragmatica inviolablemente, y se expresse en los autos de los arrendamientos.

9. Que cada vassallo de dicha encontrada que criare un cochino en casa para uso proprio pueda tomar libremente su bellota necessaria para el sustento de aquellos.

Observesse lo acostumbrado.

10. Que en adelante los conselleres, y jurados de dicha encontrada nombren en cada villa una persona apta, y suficiente para concurrir en la officialia de dicha encontrada segun se acostumbra en la de Mandrolisay.

Guardesse la costumbre quitado todo abuso.

11. Sobre la suplica del cap. 11 tocante a la moderacion de la pena que se ordenò en las ultimas cortes en quanto a la entrada del ganado.

He resuelto se observe lo mandado en dichas ultimas cortes.

12. Que en los meses de decembre, henero, y febrero no esten obligados los de dicha encontrada hazer ronda en el Sarchidano por la mucha frieldad, y nieve que haze en aquellas montañas.

Observesse lo que se acostumbra.

13. Sobre el capitulo 13 en que pide que el official que ha de servir un biennio no pueda otra vez exercerlo, hasta tanto passen dos biennios.

Guardense los privilegios que huviere, y las pragmaticas.

14. Que por estar puesta de la villa de Arizo en paraje muy frio, y carecer de leña, que puedan los vassallos de ella leñar en qualquiera de las villas de la encontrada de Mandrolisay, o de las otras circumvezinas.

Guardesse lo que se huviere acostumbrado.

Que los vassallos de Belvy no haziendo agravio a ninguno puedan libremente pescar truchas en los rios, que bajan entre las encontradas circumvezinas por ser dichos rios communes y publicos.

Las justicias ordinarias no permitan vexaciones.

16. Que los vassallos de dicha encontrada para eregir, y redificar casas puedan cortar todo el maderaje necessario en las montañas de Arizo con assistencia del official y sindico, y cinco hombres.

Observesse lo acostumbrado.

17. Que las p̄ntes suplicas se incierten en el processo de las cortes en la forma y manera, que se incertaron las demas suplicas de dicha encontrada en las demas cortes.

Como lo piden.

Decreto Real.

Me conformo con todo lo que haveis decretado.

Villas de Paulilatino, y Abasanta.

1. Sobre el capitulo primero en orden a que se les buelvan las tierras, que se tomaron para la tanca, respecto de ser terretorios suyos, y haverse quitado la dicha tanca.

He resuelto digais, quedo mirandolo para tomar en esta materia la resolucion mas conveniente.

2. Tocante a lo que expressan en el cap. segundo en que piden, que en adelante ninguno de los pastores forasteros de otras villas de dicha real encontrada ose, ni presuma ya que gozan la comveniencia de la pastura, como naturales en los terretorios de aquellas dos villas residir en ellos, ni formar en aquellos apriscos, o barracas.

Acudan al tribunal de la procuracion real, que darà las providencias necessarias sobre lo que suplican segun las leyes del reyno.

Decreto Real.

Me conformo con lo que haveis decretado, y assi se executarà.

Villas de Guilarza, y Aido mayor.

1. Sobre la suplica del cap. primero en que piden lo mismo, que las villas de que va hecha mencion en orden a la reintegracion de los terretorios que se les quitò para la tanca.

He resuelto digais tambien lo quedo mirando.

2. Sobre la suplica del cap. segundo en orden a que sea para naturales la officialia, y escrivania de dicha encontrada.

He resuelto se guarde lo estilado, segun las ultimas cortes.

3. Tocante a que piden en el cap. 3 que se les exima de pecho de carceleria. Atento que es certo lo que representan, y que injustamente estan cargados del salario, y que el alcayde no cuida de essas carzeles se aplique lo que pagan para este effeto para fabricar carzeles que sirvan de custodia, y no de muerte de los presos como estas, que son inutiles por tiranicas, y despues para el sueldo del carzelero.

Decreto Real.

Me conformo con lo que haveis decretado, y assi se executarà.

Digitized by Google

4. Sobre la suplica del cap. 4 en orden a que se les permitta poner tiendas.

He resuelto venir en la concession de esta gracia con las condiciones, y limitaciones, que expressan mis reales ordenes, y pragmaticas que hay sobre la permission de semejantes tiendas, y assi lo participareis.

5. Que si el seglar deve alguna cosa al eclesiastico, como limosna de missas, diesmo, sacristan, y demas, lo pidan ante la justicia seglar de dicha encontrada.

Guardesse la disposicion del derecho, y sagrados canones.

6. Que se les conserve el derecho de las obejas, y cochinos como lo pagan los de la encontrada de Mandrolisay.

Guardesse la costumbre.

Que los presos que vienen a las carzeles de dicha encontrada de los cabos de Sacer se hayan de remitir de tribunal en tribunal.

Guardesse lo dispuesto por reales pregones.

8. Que no se despache ministro alguno por comissario por el salario de quatro ducatones al dia, que la parte los deposite, y en caso se despache alguno por cobranza de otra cosa civil, que este no pueda mandar cavallos, ni gentes.

Guardense las leyes del reyno.

9. Que atento las villas circumvezinas a dicha encontrada han usurpado mucho terretorio, se haga renovacion de limites dando a cada una el suyo a vista de los titulos, y que el tiniente de procurator real corra con esta diligencia.

Representenlo en el tribunal del real patrimonio.

10. Que la partida que las maestranzas de dichas villas corresponde a una capilla de la ciudad de Oristan se haya de aplicar para reedificar unas iglesias que estan ya cahidas, y destruidas en dichas villas.

Observense los capitulos de su maestranza.

Decreto Real sobre las suplicas del cap. 5 *hasta el* 10 *inclusive.*

Me conformo con lo que haveis decretado, y assi se executarà.

11. Sobre la suplica del cap. 11 que es ultimo tocante a que se les conceda pueda haver tres jurados, o deputados.

He resuelto venir en la concession de esta gracia con la calidad de no aumentarse a los vassallos ningun genero de exempcion ni gozarla, respeto de su empleo los jurados, o deputados remitiendose al que governare esse reyno el modo de establecer la primera planta de sus jurados.

Villa de Sestu.

1. Sobre la suplica del cap. primero tocante a que se les exima de la paga de las encargas de los delitos que suceden en dicha villa, y su distrito.

Direis tengo tomada resolucion en el cap. 31 de las suplicas generales del reyno.

2. Sobre lo expressado en el cap. 2 tocante a la conducion de la paja.

Direis assi mismo tengo dado providencia en orden a esto en el cap. 29 de las suplicas generales del reyno, en que van comprehendidos todos los lugares.

3. Que se regule el trigo del escrutinio en partida, que los vassallos de dicha villa puedan pagar.

La ciudad haga nuevo arreglamiento en la forma devida y sinò lo hiziere los vassallos no queden obligados.

4. Que en el nuevo repartimiento del donativo se modere la partida tan excessiva, que pagan aquellos vassallos.

En el repartimiento attenderan a lo que representan.

Decreto Real.

Tocante a lo expressado en los cap. 3, y 4 me conformo con lo que haveis decretado, y assi se executarà.

Villa de Tempio.

1, 2. Sobre el cap. primero, y segundo en que pide se dè a la villa de Tempio el titulo de ciudad, y el encierro de quatro mil estareles de trigo.

Direis a la villa lo quedo mirando.

3. Que en dicha villa de Tempio pueda haver tiendas.

Observesse lo decretado por Su Magestad.

4. Que se les conceda permisso, que puedan labrar en terretorios de la Mela, y campos de Ylamo pagando el alquiler.

Acuda al dueño de los terretorios.

5. Que se le conceda el arrendamiento, y la administracion de la sal, y salinas de Galura, pagando los cien escudos annualmente, o lo que fuere arrendado, siendo mas.

Acuda al real patrimonio, que arrienda las salinas, donde se tengan presentes las razones, que representan.

Decreto Real.

Sobre las suplicas 3, 4, 5 he resuelto aprovar lo que haveis decretado, y assi se executarà.

6. Sobre la suplica del cap. 6 tocante al embarco de los vinos que se hizieren en la villa de Tempio sean tratadas, como en las ciudades de Bosa, y Alguer.

En quanto al punto de las dietas de los ministros patrimoniales observen la tassacion hecha, que queda expressada en las instruciones de don Pedro Martines Rubio, y en quanto a la franquesa de los derechos, por quanto las ciudades que la gozan, la gozan por privilegio real acudan a Su Magestad a suplicarle la misma gracia.

Decreto Real.

He resuelto aprovaros lo que haveis decretado en quanto al punto de las dietas de los ministros patrimoniales, y respeto de la franquesa de los derechos que pide direis, que lo quedo mirando.

7. Sobre la suplica del cap. 7 en orden a que se obligue a las tres encontradas, a que contribuigan a la fabrica a la puente del rio que divide la Gallura.

He resuelto digais he mandado se dè luego providencia en esto por lo que comviene, no perder punto en ello.

Digitized by Google

8. Que los ministros baronales de dicha villa sean obligados a recoger el real donativo sin estipendio alguno.

Los ministros no lleven derecho alguno por quedar obligados a esto por sus officios, y adveriguandoles la contravencion seran castigados severamente.

9. Que se confirmen a dicha villa todas las gracias, que le fueron concedidas en las cortes antecedentes del señor duque de Monte Leon.

Conservensele los que estuvieren en uso.

Decreto Real.

Sobre las suplicas en los capitulos 8, y 9, me conformo con lo que haveis decretado.

10. Tocante a la instancia que haze en el capitulo decimo con el archip.te de Bosa en orden al titulo de ciudad.

Direis lo mismo que va expressado en el capitulo primero.

11. Que se hayan de fabricar a lo menos cinco torres a vista de las islas adijacentes, y que para esto se quiten dos plazas de cada torre del reyno y que cada dos años se fabrique una de estas dichas torres.

Propongan medios proporcionados.

12. Que los comissarios generales, y sargentos mayores de este cabo hagan todos los años la muestra general en dicha villa por el mes de setiembre y sinò pueden acudir dichos comissarios, y sargentos se delegue.

Guardesse lo acostumbrado.

Decreto Real.

Sobre las suplicas de los capitulos 11, y 12 me conformo con lo que haveis decretado, y assi lo participareis.

Convento de Santa Clara de Sazer.

1. Que se mantenga el monasterio de las monjas de Santa Clara de la ciudad de Sacer, y que sean mantenidas, y conservadas en la possession, en que se hallan de todas las gracias, y derechos concedidos, y obtorgados a dicho monasterio por los serenissimos señores reyes de Aragon.

Conserveseles en la possession en que se hallan.

2. Que los magnificos conselleres de la ciudad de Sacer en adelante hayan de dar a dichas monjas a cuenta de las penciones que se le deven los quarenta razeros de trigo, que està obligada dicha ciudad darles todos los años al precio del aforo.

Observesse lo acostumbrado.

3. Sobre la suplica del cap. 3 en orden a que se le conceda un cavallerato, y noblesa para beneficiar por via de limosna.

Direis tendrè concideracion a esta instancia.

Sindico de la villa de Nuoro.

Sobre la suplica del cap. primero, que es el unico oponiendose a la pretencion del cabildo de Alguer tocante a la execucion de la plebania.

Se tendrà concideracion.

Decreto Real.

Me conformo con lo que haveis decretado.

Sindicos de la baronia de las Plazas.

1. Que a los vassallos de la baronia de las Plazas se les rebaje la mitad del trigo de escrutinio que pagavan, haviendo concideracion a su impossibilidad e incomveniencia.

No ha lugar lo que suplican.

2. Que a dichos vassallos se les pague el real del labrador, tanto lo atrassado como lo de adelante.

Guardense los capitulos de corte.

3. Que dichos vassallos en adelante no contribuhigan mas que con la mitad de la paja que suelen pagar, pagandoles saltim el porte.

Ya se ha dadó providencia.

Villa de Serramanna.

1. Que a los vassallos de dicha villa se les pague el real del labrador, no solo el venidero pero aun el atrassado.

No ha lugar lo que piden.

2. Que a los dichos vassallos se les rebaje saltim a la mitad el trigo del escrutinio pagandoles puntualmente su precio, y que se les rebaje las cherdas de la paja a la meitad, y pagandoles el porte.

No ha lugar lo que suplican.

3. Que el regidor de dicha villa nombre solo un ministro de capitan lugartheniente, o comissario como quisiere, y este sea annual, y concluydo el año purgue tabla.

Acudan al concejo.

Villa de Samazay.

Que en adelante no se obligue a los vassallos a contribuir mas trigo del escrutinio, que el que cupiere en la possibilidad de aquellas, y assi a contribuir en la partida de ciento cinquenta estareles que es la que puede corsesponder al estado presente.

No ha lugar lo que suplican.

Villa de Uras.

Que se eximan los vassallos de dicha villa de la contribucion del escrutinio, y conducion de la paja, atento la distancia de esta ciudad de mas de 50 millas, y no haver pagado solos de quatro años a esta parte.

Ya se ha dado providencia.

Villa Speciosa.

1. Que se dè la providencia en razon de la conducion de la paja, alivrando a los vassallos de dicha villa de tan gran peso.

Ya se ha dado providencia.

2. Que los vassallos de dicha villa no sean obligados

Digitized by Google

traher mas de cinquanta estareles de trigo por el escrutinio de esta ciudad de Caller, atenta su pobresa y ser los vassallos de aquella en numero de setenta.

No ha lugar.

Villa de Deximo Mannu.

1. Que los vassallos de dicha villa sean exonerados de la encarga impuesta para provar los delitos, que pueden suceder en los circuitos de aquella por estar dicha villa en medio de dos caminos reales, y ser muy difficil la prueva de sus delitos.

Acuda al concejo.

2. Que se de la devida providencia, paraque no sean molestados a traher mas paja de la que devian llevar, y que se les pague un tanto por cada cherda, segun es de obligacion.

Ya se ha dado providencia.

3. Que se redusga el trigo que pagan de escrutinio a 50 estareles per lo que podran conduzir sin molestia.

No ha lugar.

Villas de Domus Novas, Norguiddo, Boroneddu, Tadasuni, y Soddi.

1. Que en adelante los officiales, y escrivanos sean naturales, y domiciliados en una de las villas de la encontrada de Canalis, por haver en ellas personas aptas de literatura, y suficiencia.

Acudan al concejo donde pidan lo que les convenga.

2. Que los ministros ordinarios de dicha encontrada de Canalis no puedan tomar de salario de decreto de mugeres, y menores, mas que diez sueldos segun la costumbre immemorial, y para los bolletines medio real de cada uno despachado en devida forma, y un sueldo por el registro.

Acuda al concejo, donde se daran ordenes, paraque se observe la pragmatica.

3. Que en adelante qualquier vassallo de dicha encontrada pueda emplear dos quartos de tierra en plantar viñas, precediendo las revistas necessarias de prohombres, sindico, y ministros.

Acuda al procurador real de la causa.

4. Que en los derechos communales, y demas contribuciones feudales en adelante no se nombre sinò el padre de familias, o dueño de la casa, y no los hijos, y mossos que estan bajo la potestad del padre o dueño de la casa, mayormente no llegando a aquella edad que tenga patrimonio proprio, y otro empleo segregado del patrimonio paterno.

Ya se han dado las ordenes necessarias.

5. Que en llegando un vassallo a edad decrepita de 60 o 70 años sea exempto de contribuciones personales, y demas derechos, precediendo juntar de prohombres sindicos, y official para sacarlos de la lista de dichas contribuciones.

Acuda al procurador real de la causa.

6. Que rebajen los derechos de feudo, y carra de corte, que son dos estareles, labre o no labre, y no se cargue a los mayores, y demas vassallos quando no se puede cobrar.

Acuda al procurador real de la causa.

Villa de Guspini.

1. Que en adelante ningun baron, sus regidores, ni delegados de dicha encontrada puedan nombrar officiales, ni escrivanos de corte sin proceder terna, y que estos sean naturales, y annuales, habiles, y suficientes, y que purgen tabla, y no puedan bolver a exercer dichos oficios hasta passar dos años despues de haver purgado tabla, y bolviendose a confirmar sin essos requisitos sea nulla, y el sindico pueda hazer contradicion hasta que se haya cumplido dichas condiciones.

Acuda al concejo.

2. Que los vassallos de dicha villa no sean obligados a traher paja por la distancia que hay a esta ciudad, y dificultad de la condicion, y coste excessivo.

Ya està dada providencia.

3. Que los vassallos de dicha villa en adelante no sean molestados para la conducion del trigo del escrutinio, atento que el año de la cosecha es fertil no basta para el sustento de los dichos vassallos.

No tiene lugar.

4. Que en adelante ni el pesador, ni el escrivano real puedan llevar la pieza de queso por cada cherda, ni otra cosa alguna bajo pena bien vista.

Ya està dada providencia.

5. Que en adelante los vassallos de dicha villa no sean molestados para conduzir presos a estas carzeles reales, atento estan ocupados en las guardias maritimas.

Guardesse la costumbre.

6. Que los vassallos de la encontrada de Marmilla, y Parte Usellas, y las villas de Sanluri, Samassi, Serrenti, Serramanna, Villacidro, y villas que estan obligadas a hazer, y sustentar las torres hayan de acudir al sustento, y aconche de aquellas y no lo dejen todo a cargo de las villas de la baronia de Monreal, como hasta aqui les ha recaydo.

Acuda a la real audiencia.

7. Que en adelante los vassallos de dicha villa no sean obligados a pagar cosa alguna por los inventarios que hazen los officiales de los bienes de dichos vassallos para el repartimiento del real donativo, segun dichos ministros pretenden.

Guardesse la real pragmatica.

Villa de Siliqua.

1. Que en adelante en dicha villa no se ponga mas que un ministro de justicia abora sea comissario, capitan, o lugartheniente, y que purguen tabla.

Acuda al concejo.

2. Que los regidores de Siliqua, y villa Massargia observen la disposicion de la real pragmatica sacando luego sus ganados de los terretorios de dichas villas por la destrucion que aquellos causan en daño de los ganados de los vassallos.

Acudan al concejo donde se daran las ordenes convenientes.

3. Que de la porcion del real donativo destinada para los reparos necessarios se haga una puente en el rio

Digitized by Google

dicho de Chirinas para evitar los incomvenientes, y ser passo para los puertos.

Ya està dada providencia.

4. Que los vassallos de Siliqua, y villa Massargia no sean obligados conduzir maderaje por aconches de obras reales, atento estan obligados para ordenes maritimas, y portes de ropas de los señores virreyes quando aportan en los puertos adjacentes a dichas villas y encontradas.

No ha lugar.

5. Que el regidor de dicha villa de Siliqua no se intrometa en el nombramiento de sindico, solo que dicho regidor nombre de los que estan en la terna, y que los vassallos elijen.

Acudan al concejo.

Villa de Isili.

Que los clerigos, y religiosos de las escuelas pias de dicha villa de Isili hayan de contribuir en el repartimiento del real donativo por los bienes que acquieren por contratos, donaciones, herencias, et alias.

Que se guarden las leyes del reyno.

Villa de Nuoro.

1. Que se erija en abadía la plebania de dicha villa con los honores, y preheminencias que el derecho concede en los abades, y que estos sean naturales con obligacion de residir.

Acuda a Su Magestad.

2. Que se segregue la parroquia de Nuoro de la jurisdicion del cabildo de Alguer agregandola a la mitra de Caller.

Acuda a Su Magestad.

Decreto Real sobre ambas suplicas.

He resuelto digais lo quedo mirando.

Villa de Desulo.

1. Sobre la suplica del cap. primero en orden a la confirmacion de sus privilegios se confirman los que estuvieren en uso.

2. Sobre la suplica del capitulo segundo, en orden a que se quite la pencion que esta impuesta sobre la officialia.

He resuelto digais, que estando esta atualmente dada por real privilegio no se puede hazer novedad, y en llegando el caso de la vacante tendrè presente su representacion, y se atenderà a su instancia.

3. Sobre la suplica del cap. 3 en orden al nombramiento del official.

He resuelto se observe lo estilado.

4. Sobre la suplica del capitulo 4 en que piden que los señores utiles no puedan arrendar la escrivania de dicha encontrada, y que los substitutos sean personas aprovadas, y que se contenten de cobrar en especie la tercera parte de los emolumentos.

Se observen las leyes del reyno, y las ultimas ordenes de Su Magestad.

5. Sobre la suplica del cap. 5 en que piden que los arrendadores observen los concordatos, y ordenaciones del real patrimonio.

Como lo suplican.

6. Que ningun pastor de las communidades de la encontrada pueda llevar vacas, o cabras que no sean proprias de vezinos, y naturales de ella.

Observense las leyes del reyno.

7. Que llegando el tiempo de dar los ganados el fruto de los quesos, los ministros de justicia de dicha encontrada no impidan el goze de la pastura a los de unas villas en terretorio de otras.

Guardesse la costumbre, quitado todo abuso.

8. Que se recojan, y encierren en un archivo todos los papeles, y privilegios concernientes al provecho, y util de dicha communidad, y que dicho archivo tenga tres llaves differentes.

Como lo suplican.

9. Que se hayan de leer por el official que saldrà del empleo al official, y escrivano nuevo todos los privilegios, sentencias, y concordatos, y que este jure de observarlos.

Se darà providencia.

10. Que la suplica del cap. 10 en orden a que ninguno pueda servir la officialia de las encontradas sin preceder terna de los jurados, y que se suspenda la gracia concedida en ella al dottor Juan Maria Tatty.

He resuelto digais no es fatible revocar la gracia a dicho dotor Juan Maria Tati por haverse despachado para el goze de ella mi real privilegio, y que en haviendo fenecido el tiempo de la gracia tendrè presente su instancia.

11. Sobre la suplica del capitulo 11 en orden a que haya en la encontrada dos escrivanos.

He resuelto digais que para tomar con pleno consentimiento de causa la resolucion mas comveniente he mandado se me informe acerca de esto.

12. Que en adelante no se compilen processos en nombre de los jurados, escambios, y mayores, sinò es en ausencia del official, y escrivano, y que en este caso hayan de variar dentro de veynte y quatro horas las querelas.

Guardense las leyes del reyno.

13. Que los officiales, y escrivanos no puedan fulminar processos por materias minimas, y que sola puedan fulminarlos, quando lleguen, o excedan a quinze libras.

Guardense la leyes del reyno, y los pregones de los señores virreyes.

14. Que los escrivanos sean obligados dar copia authentica al consultor real de todos los capitulos de corte y privilegios sin pagamento alguno y remitan assi tambien las fees de las mesadas, y den relacion de la calidad de los rēos.

Que se le dè copia al consultor real como lo suplican.

15. Que en adelante no haviendo instancia de parte los officiales, ni ningun otro ministro pueda inquirir, ni buscar las casas de los vezinos bajo pretexto que buscan alguna cosa hurtada.

Observesse el derecho y las reales pragmaticas.

16. Que en adelante los arrendadores no passen a nombrar mayor de saltos con la intelligencia de cuydar de los prados, y vidazonis, y haviendolo de nombrar

Digitized by Google

dichos arrendadores, solo tenga mano en las montañas de corte, valiendose a este effeto de personas de costumbre, y muy sanas.

Como lo suplican.

17. Que en adelante se observen los pregones que mandan, que por la primera vez no se pague tentura, ni maquicia, y solos se les dè por castigo un mes de carzel, y por la segunda se les haga pagar la tentura, y maquicia, y dos meses de carzel.

Guardense los pregones.

18. Que como los escrivanos participan de los derechos de la oficialia de la encontrada, los officiales entren assi en la parte, y division de los autos processales que cobran dichos escrivanos en la forma que se observa en la encontrada de Belvy.

Guardesse la costumbrè.

19. Que cada villa de dicha encontrada, ni sus vezinos no puedan passar a contar arboles frutiferos en los terretorios de otras, y en caso de contravencion puedan ser presos.

Guardense los privilegios que estan en uso, e instruciones del real patrimonio.

20. Que declarado que estè el processo luego se publique la sentencia y si el reo es pobre no se le tome salario, y si es de comveniencia y de mediana commodidad, no pagando los salarios se execute, y passado el año despues declarado el processo no puedan los escrivanos repetir mas sus salarios.

Guardense el derecho, y reales pragmaticas.

21. Que en adelante, ni los officiales, y demas ministros de dicha encontrada, ni los arrendadores quando passan por algunas diligencias por las villas de aquella, y que huviessen de hospedar en casa de los mayores, obliguen a estos, a que les den cosa alguna sin pagar, excepto casa, mesa, sillas, y cama.

Como lo suplican.

22. Que se observe lo acostumbrado en orden a deguinar desde el primer dia de octubre de cada año los ganados, empenzando de las villas de Desulo y Tonara, en manera que a los ultimos de dicho mes se halle el ganado en el campidano para imvernar.

Observesse la pragmatica y acudan al real patrimonio para su observancia.

23. Que los arrendadores despues de haver deguinado no empleen, ni ocupen a los vassallos, sinò es pagandolos en tener a cuenta el ganado, que tuvieren de deguino, y que al tiempo de deguinar no hagan el tropel de separar los signes, y que se estè a la costumbre de dar el juramento a los pastores, paraque denuncien, y en caso de sospecha que recurran al registro, y que no se cause daño alguno al ganado.

Como lo suplican.

Villa de Posada.

Sobre la suplica del capitulo primero, y unico, en que pide, que el puerto que tiene sea armado como los de Orosey, Bosa, y demas del reyno.

Direis a la villa, tendrè presente esta instancia, y tomarè en ella la resolucion mas comveniente.

Decretareis en esta conformidad las suplicas que me han hecho los estamentos, ciudades, cabildos, encontradas, villas, y lugares de esse reyno, y acceptareis en mi real nombre el servicio de sessenta mil escudos cada año que me hazen por un decemnio, y celebrareis el solio de las cortes en la forma que se acostumbra, y hareis lo demas que comvenga para su conclusion avisandome de ella, y de todo lo demas que se ofreciere porque quiero tenerlo entendido. Datum en San Lorenzo el real a 12 de 9.bre 1699.

Yo el Rey.

Don Joannes Hieronimus Ricarte, secret.

V.t D. Joseph Rul R.e	V.t Marchio de Serdanola.
V.t de Vilatoria.	V.t Borgia.
V.t D. Joseph de Haro.	V.t Marchio de Tamarit.
V.t Marchio de Lacony.	V.t Don Simon Soro.

Al virrey de Sardeña con las resoluciones tomadas con las suplicas, que ha hecho aquel reyno, y universidades en las presentes cortes.

Consultado.

FINE DEI DIPLOMI E CARTE DEL SECOLO XVII.

Digitized by Google

I^A

APPENDICE

AI DIPLOMI E CARTE

DEI SECOLI XIV. XV. XVI. E XVII.

Digitized by Google

Digitized by Google

I^A

APPENDICE

AI DIPLOMI E CARTE DEI SECOLI XIV. XV. XVI. E XVII.

Secolo xiv.

I.

Prammatica *del re Don Pietro IV* il Cerimonioso, *con cui si proibisce ai chierici di esercitare in Sardegna uffizi civili e pubblici, sia a nome regio che dei municipii, e di professare l'avvocatura avanti ai tribunali secolari.*

(1342. — 20 marzo).

Dagli Archivii dell'antico uffizio del *Razionale* di Sardegna.

Petrus, etc. nobili, et dilectis nostris Guillermo de Cervilione gubernatori Sardiniae et Corsicae Regni nostri, nec non vicario Castri Calaris, caeterisque officialibus nostris, vel eorum locatenentibus in eodem Regno constitutis salutem et dilectionem. Regnorum ab alto nobis commissorum, divina favente gratia, Praesidentes, curis sollicitamur assiduis, tranquillitati vigilare subditorum, in quorum quiete quiescimus, et fovemur in pace, quod non difficile credimus obtinere, si suo gradu quilibet sit contentus, et uni creditum alius non usurpet, promiscuisque actibus rerum officia non turbentur. Sane, sicut experiencia docuit, et ad nostram saepius evidentiam est deductum, nonnulli clerici terrae nostrae laicaliter in omnibus conversantes, quique velut coniugati laicorum caetibus adhereant publice, et privatim, adeo quod etiam officia publica advocationis, tabellionatus et alia ecclesiasticis de iure interdicta assumere non verentur; divinas utique constitutiones in hoc, et fidelitates humanas offendentes, et cum in eisdem delinquisse reperiuntur ut nostram jurisdictionem eludant, debitamque delictis ultionem evadant degenerantes contra debitam nobis fidelitatem, ad poenae subterfugium se Ecclesiasticos exhibentes, cum super excessibus ipsis ad publica iudicia pertrahuntur circumcisis crinibus, ut possint circuire vindictam, se pro clericis repraesentant, clericale privilegium labiis allegantes, qui factis paulo ante negaverant clericatum. Cum igitur nostra intersit talem insolentiam, et malitiam congruis remediis coercere, cum quilibet manere debeat in ea sorte, qua vocatus est, provido consilio ducimus ordinandum, vobisque dicimus, et mandamus, quatenus visis praesentibus iniungatis universis subditis nostris intra districtum vobis commissum residentibus, sub poena indignationis nostrae, ne in civitate, villis, seu locis, quibus praesunt aliquem habentem, seu portantem coronam, ad iudicis officium eligant, vel assumant, sicut extitit per aliquos usurpatum, et ne in praemissis fraus committi valeat praetextu ignorantiae, volumus, et mandamus quod illi, qui ad praedicta officia electi fuerint, se non habere coronam fidem coram officialibus nostris ad quos eorum creatio pertineat cum iuramento facere compellant, et si contra hanc ordinationem, et provisionem nostram, et proprium iuramentum aliquis se eligi permiserit, et officium assumpserit, nostram provisionem spernendo, electionem de eo factam ad officium ipsum, et quidquid per ipsum in eo officio processum fuerit viribus, et effectu carere volumus, et irritum praesentibus nunciamus, et nihilominus eligentes talia damna providere, sequuta ipsa possis emendare, et refundere, in duplo integri teneantur; nulla enim, quibus sit restitutio facienda ullatenus profutura eisdem, ni eos ignorantia probabilis excusaret. Verum quia plerique in terram nostram genus falsitatis irrepserunt, dum absque episcopi manus impositione, vel alterius potestatem habentis, pro propria authoritate coronam, famam clericalem ostendentem sibi usurpare, et assumere non verentur; idcirco cum novis morbis nova conveniant antidota praeparari taliter, ut puniantur in eo, in quo delinquerint, sic decernimus puniendos, videlicet in quantum corona adulterina praetendatur, corium cum rasorio capite abscindatur. Caeterum, ut haec nostra provisio omnibus innotescat, eam in singulis locis, et villis praecipimus voce praeconia publicari. Praeterea firmiter prohibemus, ne aliquis subditus noster praesumat ecclesiasticum iudicem adire pro rebus ad nostram iurisdictionem spectantibus, sciturus, quod si spreto fidelitatis nostrae debito, contrarium fecerit, ipso iure instituta actione cadet, cuius actionis medietas nostro aerario, et convento reliqua medietas applicetur, et nihilominus puniendus nostro arbitrio subiacebit. Hanc igitur nostram ordinationem, seu statutum volumus, et iubemus per vos inviolabiter observari, et quod eandem faciatis ab omnibus observari, et poenam a transgressoribus exigi, et haberi, sub poena nostrae gratiae et mercedis.

Datum Perpiniani xiii kalendas aprilis, anno Domini M . CCC . XLII.

Digitized by Google

II.

Il re Don Pietro IV di Aragona crea Barone *del Regno il nobile Pietro Boyl, suo Consigliere, in rimunerazione dei servigi militari de' suoi antenati, e de' suoi proprii, specialmente nella espugnazione della città di Alghero in Sardegna.*

(1364. — 6 maggio).

Dall'Archivio Reale di Barcellona, Lib. Reg. S.

In Christi nomine.

Nos Petrus Dei gratia rex Aragoniae, Valentiae, Maioricarum, Sardiniae, et Corsicae, comesque Barchinonae, Rossilionis, et Ceritaniae.

Cedit nobis ad gloriam, multaque cor nostrum exultatione laetatur, cum in domo nostra regia, nostróque assistentes lateri, ex nostris alumnis praecipue viros conspicimus discretione vigentes, et eos quos clari sanguinis generosa propago nobilitat ad actus strenuos, et nobiliores gradus, tam continuata obsequiorum exhibitione, quam pura mentis affectione, ut probat affectus operis provisione suis exposcentibus meritis incitamur. Propterea ad memoriam reducentes servitia laude digna, que progenitores vestri dilecti conciliarii nostri Petri Boyl militis, puta Petrus Boyl qui miles avus vester majordomus serenissimi domini Iacobi regis Aragonum avi nostri memoriae recolendae, prout praeteritorum fide dignorum gesta commemorant, ipsi domino regi avo nostro in regno Siciliae, et subsequenter in regno Almariae, et denique illustrissimo domino regi Alfonso tunc infanti genitori nostro, recordationis eximiae in regno *Sardiniae*, ubi in ejus servitio in *villae ecclesiarum* fecerunt terminum vitae suae. Nec non ea, quae Raymundus Boyl miles, pater vester tam nobis quam dicto domino patri nostro fideliter praestiterunt. Nec minus grata plurimum et accepta obsequia per vos nobis multipliciter et foecunde praestita, cum semper a pueritia vestra servitiis nostris assidue institeritis. Et ex quo armorum exercitii fuit vobis habilitas quamquam vos iuvenilis adolescentia excusaret, servieritis nobis in armorum stipibus sumpto a nobis militiae gradu, et decore nobilitatis, antequam ad insulam Sardiniae transierimus, ad quam vos transivistis nobiscum, illucque simul cum nobili filio vestro *Petro Boyl* in expugnatione *Alguerii* ad mortis articulum devenistis, infirmitatis causa, et de mandato vestro vobis redeuntibus, ad cismarinas partes, pro salutis obtentu, tandem saluti pristinae quodammodo restitutus in dictum regnum Sardiniae, motu proprio reddidistis, quod detinent revenientibus ad has partes, causa infirmitatis, vel alias in vobis locum habuit singularem. Nec non aliis locis et temporibus quamdiu nos vacavimus, seu gentes nostrae armarunt, circa expeditionem armorum vos utique vacavistis. Vlterius feceritis pro nobis diversas legationes ad diversos reges Maurorum non sine personae vestrae periculo, et labore, et quod non est praetermittendum silentio, sumpto nuper in nostri mandato, capitanis officio in civitate Valentiae quam rex castellae iam antea dura obsidione perstrinxerat, intendistis simul cum exercitu dictae civitatis circa recuperationem effectualem Castri de Podio, quod per dictum regem castellae fuerat occupatum, quodque in se seu posse ipsius regis erat, ob locorum vicinitatem et propinquitatem seditiosum non parum dictae Valentiae civitati, et cum Ioannes Alfonsis de Xerica non paucis equitibus et peditibus regis castellae veniret ad deobsidendum castrum ipsum, vos cum aliqua parte dictae civitatis exercitus, qui erat in obsidione dicti castri, dicti Ioanni Alfonsio de Xerica obviam exeundo illum et eos qui cum eo erant viriliter devicistis, pluribus ex ipsis in ore gladii interemptis, et pluribus in captivitatem deductis, et postmodum vobis dictum capitaniae officium exercentibus, dictoque rege civitatem ipsam tenente obsessam circa defensionem et restaurationem ipsius, non paucos subiistis diurnos et nocturnos labores, ipsiusque regis ac suorum, qui dictam civitatem quotidianis impugnationibus infestabat, strenue et viriliter simul cum aliis nostris fidelibus dictae civitatis habitatoribus restitistis usque ad nostri adventum in civitatem eandem, a qua seu eius obsidione, cum dictus rex nostrum adventum a manu potenti, et praeparato proelio, nostris signis extensis praesentiret, ad villam Muri veteris, per eum a nobis perditionaliter occupatam, celeri passu non erubuit fugere praelii judicium, pertimescens vel ut injustitiae, et mala causa descidens, et tunc dicto rege profuge remedium evadente, nobisque dictam civitatem victoriose intrantibus, vos ut capitanius ejusdem nobis civitatem eamdem salvam ab inimicorum impetu suffragante domino die vigesima octava mensis aprilis proxime praeteriti, qua nobis recedentibus de villa Burriane manu armata ut praedicitur ipsam civitatem intravimus reddidistis. Quibus omnibus debita meditatione pensatis, dignum decrevimus, ut nostrae regiae liberalitatis munificentia, vos tamquam benemeritum gratiose et favorabiliter prosequamur. Igitur vos dictum Petrum hujus nostri scripti oraculo ad baronis gradum, honorem et titulum proprio nostro motu extollimus, et ex nostrae potestatis plenitudine promovemus, vosque et totam vestram progenituram, seu posteritatem admodo gaudere volumus, ubique terrarum perpetuis temporibus, baronis gradu et titulo, et nobilitatis honore, ac omnibus illis immunitatibus, gratiis, praerogativis, libertatibus, et franquitatibus, quibus regni homines et barones terrae nostrae melius et uberius gaudent, et soliti sunt gaudere, tam usu et consuetudine, quam aliis omnibus viis, modis, formis, et conditionibus, quibus vestri et vestrorum posterorum ex vobis descendentium, quomodolibet quod fertur valeat adaptari. Vlterius volentes quod a nostra regali munificentia necdum honoris gradu, sed etiam praerogativa alicujus utilitatis et commodi gaudeatis motu proprio ut praefertur damus et concedimus praesentis tenore nobili filio vestro dicto Petro Boyl in Sardinia commoranti, qui nobis in expugnatione Alguerii, viriliter interfuit, et successoribus suis perpetuo eodem titulo baroniae in feudum honoratum ad consuetudinem Cattaloniae dominium, et saltus de *Potifigar*, cum omnibus ejus terminis, habitantibus et habitaturis, et omnimoda jurisdictione civili et criminali, quod quidem dominium seu saltus confrontantur cum terminis locorum de Alguer, de Vri, de Villanova, de Lomedo, de Itiri, sicut enim confrontantur, et terminantur dictus locus, et dominium, cum omnibus suis pagiis, et territoriis, sic ipsos, vel

Digitized by Google

ipsa vobis perpetuo donamus et concedimus, pura et perpetua donatione et irrevocabili, cum omnibus iuribus et obventionibus, et exitibus, ac redditibus, ut ea teneatis pro nobis, et nostris successoribus in feudum ut praedicitur honoratum. Damus insuper vobis et vestris perpetuo in feudum etiam honoratum ad consuetudinem Cattaloniae castrum et locum nostrum de Boyl, in regno Aragoniae situatum, a quo progenitores vestri cognomen ab antiquo sumpserunt, cum aldeis, et terminis ac pertinentiis suis universis, et cum militibus et omnibus hominibus, et faeminis cuiuscumque legis, et conditionis existant, in dictis castro, et loco, et eius terminis habitantibus et habitatúris, et cum mero et mixto imperio, et omnimoda iurisdictione civili et criminali, et cum peytiis, demandis, iuribus, caenis et albergiis, ac redditibus ordinariis, censibus agrariis, et foris capiis, furnis, molendinis et macellis, aliisque iuribus universis a parentibus et non a parentibus, sicut et melius et latius praedecessores nostri habuerunt et possiderunt, et nos habemus et possidemus cum omnimoda integritate, nulla retentione inibi per nos facta, nisi solum quod ea teneatis pro nobis, et nostris successoribus in feudum honoratum, et est certum quod dictum locum et castrum, seu eius termini confrontantur cum terminis locorum de Acinsa, de Torrezilla, de Morcat, de Bellostas, de Sasa, de Castellaco, de Artussa, et de Castuellosa, sicut enim confrontatur, et terminatur dictus locus et castrum, sic ipsum, vel ipsa vobis et vestris perpetuo damus et concedimus, pura et perfecta donatione, et irrevocabili cum suis iuribus antedictis, et aliis expressis et non expressis quocumque nomine nuncupent. Quae quidem iura, quaecumque sint aut fuerint nobis competentia de iure, et foro, usu, et consuetudine regni, aut alias, quamvis non expressa pro expressis haberi volumus et decernimus, et in praesentibus donationibus totaliter comprehendi, ac si in eis fuissent expressa specialiter et distincte, et praedicta omnia quae vobis damus, de iuri posse, dominio, et proprietate nostri et nostrorum, ea in ius proprietatem et dominium, ac corporalem possessionem vestri, seu quasi vestri et vestrorum mittimus, et transferimus irrevocabiliter pleno iure confitentes, et recognoscentes ipsa omnia, et singula vestro nomine precario possidere, donec inde possessionem vacuam et expeditam assequuti fueritis seu adepti, quae adipiscendi, et adeptam retinendi vestra propria auctoritate, vobis liberam concedimus huius serie facultatem, et nihilominus cum hac eadem iniungimus gerenti vices gubernatoris in Sardinia et Aragonia, vel eius locumtenenti, et aliis nostris officialibus dictorum regnorum illi vel illis ad quem, vel quos proinde recursum habueritis, quod ad vestri requisitionem, et huius cartae ostentationem nullo alio mandato nostro quomodolibet expectato vos, aut patrem vestrum inducant in possessionem eorum, quae, ut praedicitur vobis, damus et inductum in ea manu teneant, et viriliter defendant. Vlterius mandamus tenore huius, quem vicem epistolae volumus gerere in hac parte, militibus et dominabus, hominibus et foeminis in dicto loco et castro habitantibus et habitaturis, in eorumque terminis vos et vestros perpetuo successores per veros dominos habeant et teneant, vobisque et eis pareant, et obediant, aut praestent vobis, seu procuratori vestro iuramentum fidelitatis et homagium, vassalagium et naturalitatem, quibus nobis et praedecessoribus nostris tenebantur hucusque. Nos enim praestitis vobis dictis iuramento fidelitatis, homaggio et vassallaggio ipsos omnes et singulos absolvimus, et absolutos reddimus et nominamus a praedictis iuramento fidelitatis, homagio et naturalitate, et alia quavis obligatione, quibus nobis adstricti existant, seu modo aliquo teneantur, dicto iure feudali remanente nobis et nostris successoribus, semper salvo, et in signum traditae possessionis de praedictis, quae in feudum, ut praemittitur, vobis et filio vestro damus, vos per ensis nostri traditionem de eisdem praesentialiter investimus. Et ego dictus Petrus nomine proprio, et in nomine filii mei recipiens a vobis dicto domino rege donationes huiusmodi cum gratiarum humili actione confiteor pro vobis et successoribus vestris eas in feudum honoratum tenere ad consuetudinem Cattaloniae, vosque et vestros successores semper recognoscere pro directis dominis ipsorum feudorum, et alias vos et ipsos recolligere, in ipsis iratos et pacatos, quoties a vobis, et ipsis fuerimus requisiti omniaque alia et singula facere atque tenere feudatarie, secundum usum et consuetudinem Cattaloniae. Pro quibus vobis presto in praesenti iuramentum fidelitatis et homagium, ore et manibus commendatum. Mandamus itaque nos dictus Rex per hanc eandem procuratori nostro generali, et eius vices gerentibus, aliisque universis et singulis officialibus, et subditis nostris praesentibus et futuris, ut omnia et singula superius enarrata firma habeant, teneant et observent, faciantque ab aliis irrefragabiliter observari, et in huius rei testimonium mandamus praesentem cartam nostram fieri, nostraque bulla plumbea comuniri.

Dat. Valentiae sexta die mai, anno a nativitate Domini millesimo trecentesimo sexagesimo quarto, regni nostri vigesimo nono.

REX PETRVS ✠ Signum Petri, Dei gratia, regis Aragonum, Valentia, Maioricarum, Sardiniae, Corsicae, comitesque Barchinone, Rossilionis et Ceritaniae.

Testes sunt: Vitalis, Episcopus Valentinus.
Iacobus Dertusen.
Frater Gregorius, Marroquitanus Episcopus.
Alfonsus, Comes Rippartiae et Denie.
Enricus Trestamen, Comes, milites.

✠ Signum Petri Boyl, qui dictam donationem in feudum, et investituram ipsius feudi accepit, et vobis dicto domino regi inde iuramentum et homagium, prout superius continentur prestavit. Testes huius rei sunt videtque in firmamento dicti Petri Boyl, qui dictam investituram recepit in loco de Cullaria, die vigesima secunda mai, anno praedicto, dictus comes Ripatiae et Denie, et Luppus de Gurrea, ac Petrus Guillermi, Cattalani milites.

✠ Signum mei Iacobi Conesa, secretarii dicti domini regis, eiusque auctoritate notarii publici per totam terram et dominationem eiusdem, qui premissis interfui, eaque scribi, feci et clausi.

Digitized by Google

III.

Don Pietro IV re di Aragona e di Sardegna promette di non concedere in feudo veruna città o villa del CAPO *di Cagliari e di Gallura, così di quelle che già gli obbedivano, come delle altre, e di qualunque altra cadesse posteriormente sotto il suo reale dominio.*

(1366. — 11 aprile)

Dagli Atti degli antichi Parlamenti Sardi
già esistenti nell'Archivio del *Regio Patrimonio* nell'isola.

Nos Petrus Dei gracia rex Aragonum, Valētiae, Maioricarum, Sardiniae et Corsicae, comesque Barchinonae, Rossilionis et Ceritaniae. Quia ex concessionibus quas illis quibus villas damus in Sardiniae insula facimus, de maquitis et colonis, ac jurisdictione alta, et baxa ipsarum villarum aliqua inconvenientia nobis, et universitati civitatis Calaris dispendia subsequuntur, gubernatoresque nostri Calari, immo nostra in dicta insula iurisdictio multum inde restringitur. Et per consequens haereditati earundem plurimas ordinationes facere audent, viribus nostris, et dictae universitati preiudiciales plurimum et nocivas, immo (ut veraci relatione percepimus) propter oppressiones quas, quamplurimi ex ipsis haereditatis faciunt, Sardi eorum ad rebellādum contra nostrum dominium provocantur, tenore huius cartae nostrae providemus et ordinamus, ac vobis consiliariis, et pro his hominibus totique universitati civitatis praedictae in privilegium cōcedimus speciale, quod numquā ex nunc liceat nobis aliquarum villarum capitis Callaris et Gallurae, quas de caetero vacare contigerit, vel ad nostrū devolvi dominiū quovis modo maquicias, seu colonias, nec directum dominium, ac iurisdictionem altam, et baxam alicui concedere, vendere, seu dare, aut aliis alienare, nec a corona nostra, aut iurisdictione dicti gubernatoris, vel aliorū officialium nostrorum illa dividere seu separare, ullo modo, immo habeamus expresse nobis, et nostris in quibuscunque donationibus, seu alienationibus fiendi per vos, vel vestros, de dictis villis haec omnia retinere, etsi scienter, vel ignoranter nos, vel successores nostri contrarium faceremus, et iritū volumus, atque nullū, et carere omnibus viribus, et effectu, mandantes huius serie gubernatori, et aliis officialibus subditis nostris insulae supradictae, quatenus provisionem nostram huiusmodi firmam habeant perpetuo teneant, et observent. Et contra non veniant, nec aliquem contravenire permittant aliqua ratione: in cuius rei testimonium praesentem cartam fieri iussimus, sigillo nostrae Maiestatis pendenti munitam.

Datum Calari undecimo die aprilis anno a nativitate Domini 1366 nostrique regni 31 visa R.

Los dits barons, y heretats sien estats per los officials de la regia cort de poch temps en sa diversas vegades impedits, è perturbats: supplican per tant al dit señor fia de sa merce, que no obstant lo dit privilegi, las concessions de las dites iurisdicions sien als dits barons, è heretats confirmades è de nou atorgades segon serie de llurs concessions. Et segons de aquells sins assi han usat, è del exercici sien en quasi possessio.

Placet regiae maiestati.

SECOLO XV.

I.

Alfonso V re di Aragona (II di Sardegna) riconosce i dritti della città di Sassari sulle INCONTRADE *della* NURRA *e* FLUMENARGIA, *e le dichiara perpetuamente annesse al patrimonio di detta città, con dipendenza dalla corona e dal patrimonio regio.*

(1426. — 27 febbraio)

Dall'antico Archivio municipale di Sassari.

Nos Alphonsus Dei gratia rex Aragonum, Siciliae, Valentiae, Maioricarum, Sardiniae et Corsicae, dux Athenarum et Neopatriae, ac etiam comes Rossilionis et Ceritaniae. Ex praeteritorum memoria, quae probabilem rationem solent veridice inducere de futuris, sedulo cogitantes quanta dispendia, quantaque discrimina . . . consuevit ingerere . . . . . .

. . . . . Originale corroso . . . . . .

. . . . . .

Igitur attendentes qualiter *Encontratae* seu territoria de FLUMENARGIA, et NURRA, confinia districtui civitatis SASSARIS, in regno Sardiniae praedicto situatae, sunt mirabiliter, et ita iusta posita, quod non parum expedit, imo necessarium sit ita immisceantur coronae regiae, reiquè publicae civitatis praedictae, ut ipsa a nostra corona regia, et dicta civitas Sassaris nullo unquam tempore separentur; tenore praesentis cartae nostrae, seu privilegii cunctis temporibus valituri, motu nostro proprio, et in favorem nostri patrimonii regii, ac pensatis omnibus, et fluctuationibus maximis inter fideles consiliarios nostros, et universitatis praedictae civitatis Sassaris actu voluntatis nostrae remotis, per nos, et omnes successores nostros volumus, concedimus, atque promittimus, in bona nostra fide regia, vobis consiliariis, et universitati civitatis Sassaris praedictae assentimus, tamquam praesentibus, ac notario, et secretario nostro infrascripto pro vobis, et quibusvis quorum interest, intersit, aut interesse potest, haec a nobis legitime stipulanti, possidenti, et recipienti, quod dictas *Encontratas*, seu territoria de FLUMENARGIA, et de NURRA, cum suis terminis, acquis, seu acquarum venis, aut aliqua parte ipsarum, generaliter et specialiter, numquam separabimus, dividemus, et segregabimus, vel alienabimus, assignabimus, donabimus, cedemus, aut concedemus, aut distribuemus in aliqua persona, vel personas mundi, ecclesiasticas seu seculares, nobis propinquas vel extraneas, mediate vel immediate, per modum seu viam donationis, seu permutationis, nec cuiusvis alterius generis alienationis, seu per viam assignationis,

Digitized by Google

ac etiam per viam seu modum concessionis, vel onerationis cuiusque, quocumque modo possit dici, aut exprimi, in perpetuum vel ad tempus, etiam si extranea necessitas censeretur, vel qualiscumque utilitas diceretur; quinimo volumus, ac decernimus, et legem pactionatam et incommutabilem, ac perpetuam facimus, quod *Encontratae*, seu territoria praedicta de FLUMENARGIA, et de NURRA, cum omnibus eorum casalibus, terminis, et iurisdictione *alta et baxa*, cum omnibus redditibus, emolumentis, et proventibus, ac etiam cum regalibus, et iuribus quibuscumque, simul, coniuctim, vel divisim, cum omnimoda integritate eorumdem, remaneant, et sint unita perpetuo et incommutabiliter coronae regiae Aragonum, et ipsius proprii peculiaris patrimonii, ac dictae civitatis Sassaris inseparabilia pariter sint, et affissa; et nunc de praesenti easdem assignamus, unimus, et incorporamus, ac vinculo indissolubili annectimus coronae nostrae regiae antedictae, peculiari patrimonio antedicto, ac civitati Sassaris praelibatae, sic quod deinde supradictae *Encontratae*, seu territoria, sint ius perpetuum, et membrum coronae nostrae regiae antedictae Aragonum, et regni Sardiniae, et civitatis Sassaris, et pro indiviso partes inalienabiles, indivisibiles, et inseparabiles patrimonii praenarrati, et sint membrum notabile quod ab ipsa corona regia, et regio patrimonio supradicto, ac civitate Sassaris, tanquam a suo corpore dependens, nequaquam valeat separari, per diem scilicet, nec per horam, neque ad usum, nec quoad proprietatem, nec etiam quoad quamcumque possessionem aliquam, vel tenutam: Et si per nos, aut aliquos successores nostros, scienter vel ignoranter, aliquid contra fieret vel tentaretur, de facto, seu de iure, non possit contrarium illud ex nunc pro tunc, et e converso, nec dum in quantum concernit proprietatem, sed etiam quantum ad quamcumque possessionem, tam iuris quam facti, et etiam nudam tenutam, valere, et irritum, et irrita decernimus, et facta et attentata contra superius expressum, et contra nostrum privilegium, et in nostri, ac ipsorum successorum nostrorum praeiudicium, et iacturam nostri patrimonii regii, et reipublicae dicti regni, consiliariorum et universitatis civitatis Sassaris, et locorum, et *Encontratarum* eiusdem superius expressarum, quibus ius ex nunc est quaesitum in praesenti conventione perpetuae et indivisibilis coronae nostrae regiae unionis, cui iuri numquam derogari volumus aliqua via mundi, etsi dixerimus, aut offeremus nos vestrum solvere interesse; quinimo convenimus, vobisque illico, cum verbo, vel scriptura, per vos, aut aliam quamcumque personam, unde fuerimus requisiti, quidquid in contrarium fuerit per nos concessum, aut quomodolibet alicui datum, revocabimus, et ad statum pristinum reducemus, revocarique, et reduci efficaciter faciemus, et pro revocato, et ad statum pristinum reductum habebimus, haberique declaramus, volumus, et censemus, et expellemus, quod et expellere possimus, et utique teneamur protinus et confestim a possessione, et detentione quibuslibet possessores vel detentores quoscumque *Contratarum* seu territoriorum praedictorum, seu partis eorum, cognitione causae nullatenus praecedente, viriliter, et de facto, quibusvis rationibus, appellationibus, et allegationibus in contrarium faciendis non admissis, imo penitus pulsis. — Nos enim expressa, et de certa scientia, quascumque leges, et iura canonica, vel civilia, quibus permissum sit, aut indultum certis rationibus, donationes, vel alienationes fieri posse per reges aut principes, seu quasvis personas, de civitatibus, castris, seu locis, non obstante privilegio in contrario inde facto, ex potiore regiae plenitudine potestatis esse decernimus invalidas paenitus et inanes, ac carere viribus omnibus, et effectu praesentis legis pactionatae dictis iuribus contrariis volumus et decernimus praevalere illico universa iura, quibus suffragari possint, et dictae potestatis plenitudine ipsis totaliter applicari. Et haec omnia et singula per nos, et omnes successores nostros volumus, concedimus, atque promittimus tenere et observare, et irrefragabiliter teneri et observari facere, aliquo iure, causa, seu etiam ratione obsistentibus nullo modo. Mandamus itaque per hanc eamdem viceregi, et gubernatori dicti regni Sardiniae, ac procuratori nostro regio regni eiusdem, nec non universis et singulis officialibus, nobilibus, militibus, generosis personis, civibus burgensibus, hominibus villarum et locorum, et aliis quibuslibet subditis nostris regni praedicti Sardiniae, et etiam alieni generis quibuscumque ad regnum praedictum declinantibus undequaque, de certa scientia, et expresse, sub debito naturalitatis, et fide, et homagio, ac fidelitate quibus sunt, et erunt nobis adstricti, quatenus alienae ordinationi, seu mandato concessionis, et provvisionis in contrarium praedictorum factis, vel fiendis, per nos, seu per quosvis successorum nostrorum in regnis et terris nostris praedictis, seu officiales nostros, et eorum, seu alias quascumque personas, in nullo obediant, obtemperent, vel attendant obediri et obtemperari, vel attendi permittant aliqua ratione, imo penitus contradicant, et hanc chartam nostram huiusmodi teneant firmiter, et observent, tenerique et observari facient irrevocabiliter per quoscumque, et non contraveniant, seu aliquem contravenire permittant aliqua ratione. Nulli ergo hominum liceat hanc paginam nostram infringere, seu contentis in ea aliquatenus contraire. Si quis autem contrarium attentare praesumpserit, sive faceret, impetrans concessiones, mandatum, vel ordinationes, vel petens, aut instans, sive tentans, vel faciens contrarium praemissorum, et non destiterit a praedictis, nec ad praesens steterit privilegium nostrum, poenam corporis, et bonorum, ad tertiam partem nostris aerariis, et aliam tertiam partem operi murorum dictae civitatis Sassaris, et reliquam tertiam partem illi, vel illis, qui partem faciant pro defensione praesentis privilegii, in eodem volumus applicari. In cuius rei testimonium praesentem iussimus nostrae maiestatis sigillo appendenti muniri. Dat. Valentiae vigesima septima die februarii, anno a nativitate Domini millesimo quadringentesimo vigesimo sexto, regnique nostri undecimo.

Si✠gnum Alphonsi Dei gratia regis Aragonum, Siciliae, Valentiae, Maioricarum, Sardiniae et Corsicae, comitis Barchinonae etc.

II.

Il re Don Alfonso V di Aragona (II di Sardegna), a petizione dello STAMENTO MILITARE *(feudatari e nobili) dell'isola, accorda perdono generale ed amnistia ai Sardi*

Digitized by Google

che avevano delinquito nei passati rivolgimenti insulari, con alcune restrizioni indicate nel decreto di concessione.

(1448. — 1452.....).

Dagli Atti degli antichi Parlamenti sardi già esistenti nell'Archivio del *Regio Patrimonio* del Regno.

Item suppliquen los dits missagers, que considerat, que per vostres officials en lo dit regne per poder indubir molts a ilurs proposit è voluntat, e poder traure alguna quantitat de diners, e assegnaladament per lo virrey, e governador, sò estats fets molts processos, è enquestes, e tot jorn se esforse cercar tot so, è quant poden per damnificar en quant poden los dits barons, e heretats, è altres habitadors, è particulars del dit regne q̄ sia à V. M. voler remetre, e perdonar als dits barons, heretats, è ilurs servidors è familia encara, que no fossen del dit regne e universitats, e cascun particular è habitador de aquell en tot lo regne (exceptant los virreys, governadors è altres officials per los delictes, è maleficis que haguessen comessos en la administracio de son offici) cascun malefici, ò delicte, lo qual per qual se vol via, o manera se fos estat comes, o perpatrat per ells è per algun dells per gran que sia fins à la present jornada, o qualsevol penes en que fossen encorreguts, è segnaladament troncaments de sagramets, è homenages, crims de fals, è de usures, è de cascun altre major, ò menor delicte de qual se degues fer especial mēcio, dels quals delictes, ò maleficis per ninguna via è manera en lo esdeuenidor nos puga enquerir, cercar, è punir algun dells amunt dits; et si per cas de ventura algun official del dit regne, axi ecclesiastich, com secular hagues en manera alguna fet contra algun dels demunt dits algun proces, è euantament, que tot ço è quant hagues fet sia nulle è de nulle effecte, è valor en quant fos vist esser prejudicials als demunt dits, o algu dells per los demunt dits maleficis, o delictes, provehint, que en les devenidor dels dits officials, è segnaladament lo magnifich misser Cola, Antoni de Capita, lo reverent bisbe de Bosa, o miser Iacobo Boramachis, per commissio, ò letra, que hagues de V. M. no puga de les dites coses empacharse, ans las dites commissions ex nunc se conten esser revocades, en quant tocan als dits maleficis, ò delictes.

Placet regiae maiestati, excepto crimine laesae maiestatis comisso in personam, aut domum ipsius maiestatis, intelligendo de domo esse eos, qui ipsi maiestati sint sanguine coniuncti, aut si cum inimicis et rebellibus suis, aut eorum Castris, aut aliis contra statum suum aliquid tractaverint, per hanc tamen remissionem non intendit sibi praeiudicare, quod si aliquis baro, vel persona thesaurum repererit, non possit ipsum recuperare.

III.

Il re Don Alfonso di Aragona, a petizione dello Stamento militare *di Sardegna, accorda ai feudatari dell'isola in generale, e ad alcuni in particolare, e ai loro vassalli, famigliari e dipendenti, perdono ed obblio pe'* delitti *ed* eccessi *dei quali erano stati autori o complici nei passati rivolgimenti.*

(1448. — 1452.....).

Dall'antico Archivio del *Regio Patrimonio* di Sardegna.

Item suppliquen al dit señor, sia de sa merce voler remetre, e perdonar als dits barons, è heretats, è encara a Simon Roig de la ciutat de Caller hu dels quatre elects del Bras militar del dit regne, è à ilurs vassalls, familia, è continuos comensals, encara que no fossen naturals del dit regne, è qualsevol dells en persones o llurs bens, tots, è qualsevol crims, excessos, e delictes per ell, ò algūs dells fins al present dia en qualsevol manera commessos, o perpatrats, encara que de aquells sian, o no sian estats acusats, e per raho de aquells sià o no siàn estats inquirits, proschits, o en qualsevol manera intentats contra ells è ilurs bens, encara q fossen trocādors de Sagrament, e homenages, e haguessen comes crim de fals, o usuraria, pravitat, o altres semblants majors, o menors crims, excessos, e delictes dels quals se degues fer expressa, e expecificada mencio, encara que per aquells vengues pena de mort, mutilacio de membre, o confiscacio de bens infligidora, en axi que tots e qualsevol crims, excessos, o delictes en virtut dels capitols presents sien entesos esser remessos, relaxats, e perdonats à los dits barons, è heretats, è a Simon Roig e llurs vassalls, familia, è continuos comensals, e a qualsevol dells e ilurs bens exceptat crim de lesa magestat en lo primer cap, della qual remissio als dits supplicants, e llurs bēs sia fet privilegi à part ab totes les clausules e caucions necessaries e opportunes, en la qual sia reservat tot civil enteres à la part privada.

Placet regiae maiestati.

IV.

Il re Don Alfonso V di Aragona, a petizione dello Stamento militare *di Sardegna, ordina la cancellazione e l'annullamento di tutti i processi che i ministri regi aveano istrutto contro parecchi feudatari dell'isola, loro vassalli e dipendenti, e revoca le condanne già pronunziate da detti ministri regi, e la presa di possesso già da essi eseguita di alcuni feudi sardi.*

(1448. — 1452.....).

Dall'antico Archivio *patrimoniale regio* di Sardegna.

Item suppliquen al dit señor sia de sa merce cancellar, revocar, e annullar tots è qualsevol processos, inquisicions, e actes contra los dits barons, è heretats, o vassalls, e ben de aquells, per raho de qualsevol crims, excessos, e delictes, penes multes culpes, e inobediencies fins al present die mossen Ioffe de ortafa, o altres officials de la regia cort fets, e actitats, e sententies, e condennacions de aquen fetas, e promulgades, encara revocar, cancellar, e annullar qualsevol aprehensions de las heretats, terres, viles, e lloch dels dits barons e heretats, rendes e drets de aquells, e homenages rebuts de llurs

Digitized by Google

vassalls, e qualsevol salvaguardies, e señals reals la dita apprehencia denotans alli fetes, e apposades en axi que en virtut dels dits processos, inquisicions, e actes, sentencies, e cōdenacions, de aqui avant nos puga en res provehir, e intētar contra lès persones e bens dels dits barons, e heretats, e vassalls llurs, los quals com volzan puguen, segons es acostumat pendre lo sagrament de vassallatge de llurs vassalls, e llevar los dits vassalls, ò salvaguardies per llur propria autoritat sens intervencio, e requesta de algun official de la regia cort.

Placet regiae maiestati.

V.

CAPITOLO DI CORTE *votato nel* PARLAMENTO SARDO *e consentito dal re di Aragona Don Alfonso V, in virtù del quale, nè il vicerè di Sardegna, nè verun altro ministro regio nell'isola potea concedere* salvaguardie, *lettere* moratorie *o* manutenzionali *nei luoghi e terre infeudate ai baroni, fuorchè in contraddittorio di questi ultimi e dopo regolare processo e sentenza.*

(1452.....).

Dall'antico Archivio del *Regio Patrimonio* di Sardegna, *Atti parlam.* del *Stam. milit*, cap. 14, fol. 31.

Item suppliquen al dit señor, sia de sa mercè provehir, è ordenar que de assi avant los llochtinents generals, virrey, governadors, è altres officials, ò ministres de la regia cort en lo dit regne, presents ò sdevenidors, no puguen metre salvaguardes, en les terres, villes, y llochs de dits barons, y heretats ò consell del assessor, ò assident no fos estat fet iuridich proces e sentencia donada en la causa: de la qual si la part se appellarà, encara que li sian donats apostols, negatius, ò refutatoris, alguna exequcio no puga esser feta sins lo dit señor, conegut per sa magestat dels merits de la dita appellacio, manàs ab sas provisions la dita sentencia esser executada, ò la part appellāt: qui ans del primer passatge hagues hagut dilacio competent, per haver los processos, è actes o copias de aquells: pus pero per lo notari de la causa no hagues estat, en haver los dits actes, en proseguir la dita appellacio negligent, no curas de passar ab lo dit passatge per presentar al dit señor o passant dit terme competent, nos presentàs al dit señor ab los dits actes, lo qual terme, lis sia prefigit per lo jutge, à quo.

Placet regiae maiestati.

VI.

Prammatica di Don Giovanni II re di Aragona e di Sardegna, con la quale fu vietato ai magnati, baroni e feudatari dell'isola di far riunione di genti d'arme a piedi e a cavallo, onde farsi rendere giustizia dagli ufficiali regii, a vece di ricorrere al sovrano contro gli stessi ufficiali se non gliela rendessero.

(1459. — 8 gennaio).

Dall'antico Archivio del *Regio Patrimonio* di Sardegna.

Nos Ioannes Dei gratia rex, etc. Circa reformationem regni nostri Sardiniae, quod longa retro principum laudabilis recordationis praedecessorum nostrorum absentia, in multis patitur, mentis nostrae aciem dirigentes, et intellecto, quod magnates, barones, et haereditati ipsius regni interdum per se, interdum per eorum officiales, seu ministros, omisso recursu super eorum differentiis ad offitiales nostros, qui ad iura reddendū constituti sunt, cum aequestribus et peditibus, ut alios damnificare possint, et plerumque damnificant: quod omnino tamquam iure prohibitum, et in contemptum nostrae jurisdictionis et praeheminentiae redundans sustinere, seu pati non debemus: hac igitur consultissima pragmatica sancione, seu lege, in posterum valitura ipsis baronibus et haereditatis, eorumque offitialibus, seu ministris, ex certa nostri scientia, prohibemus, interdicimus et vetamus, ne ex inde ad huiusmodi congregationes procedere, vel quomodolibet attentare audeant, vel praesumant, nisi per speciales, et expressas eiusmodi retro principum concessiones sic eis permissum, poena decem millium florenorum auri de Aragonia, singulis huiusmodi nostrae legis transgressoribus vice qualibet imminente. Quo circa dilectis et fidelibus consiliariis in dicto regno, viceregi, seu locumtenenti generali, gubernatoribus in capitibus Callaris, Gallurae et Logudorii, et aliis offitialibus nostris, eorumque locatenentibus dicimus et mandamus, sub poena mille florenorum auri de Aragonia, quatenus huiusmodi nostram pragmaticam sanctionem, seu legem efficaciter teneri et observari faciant, exequantur et compleant, iuxta sui seriem et tenorem. Et nihilominus eam non solum in principalibus civitatibus, terris et villis, sed etiam in capitibus quorumcumque encōtratarum, curadoriarum, capitanearū, partium, baroniarū, et barbagiarum regni praedicti, prout ad utrumque ipsorum pertinere noscitur, voce praeconia faciant divulgari. In cuius rei testimonium praesentes fieri iussimus, sigillo nostro munitas. Datum Barchinonae, die octavo ianuarii, anno a nativitate Domini millesimo cccc quinquagesimo nono.

REX IO.

In Sardiniae J.

Dominus rex mandavit mihi Iohanni Navarro, visa per vic. locumten. thes. gen. Jo. Galla cons. reg. Aragonum, et Iacobum Pauli.

VII.

Don Giovanni II, re di Aragona, e di Sardegna accorda alla spettabile Cattarina de Sena, figlia naturale di Bartolo Magno *(Sardo), e moglie del visconte, e contestabile Giovanni de Sena, il dritto a succedere, benchè nata* ex illicito coitu, *ai feudi, e beni tutti di qualunque natura, già posseduti dal suo padre nell'isola, legittimandola per tale effetto, essendo stata procreata da uomo e donna libera* (solutis).

Digitized by Google

(1471. — 4 marzo).

Dall'originale in pergamena posseduto dall'autore del presente CODICE DIPLOMATICO.

Nos Ioannes Dei gratia rex Aragonum, Navarrae, Siciliae, Valentiae, Majoricarum, Sardiniae et Corsicae, comes Barchinonae, dux Athenarum, et Neopatriae, ac etiam comes Rossilionis et Ceritaniae. — Agitati regio quodam instinctu auctumamus gratiosum nostrae celsitudinis maiestati, imo consonum rationi, ut ii, quos interdum defectus natalium in actibus legitimis impedit, legitimationis honori per principem reparentur. Hinc est, quod cum vos spectabilis Catarina de Sena uxor spectabilis et dilecti consiliarii nostri, magnique *Comestabuli* (sic) regni Sardiniae praedicti Iohannis de Sena vicecomitis de Santluri, filia magnifici *Bartoli mañ̃o* (sic), ex illicito coitu procreata, videlicet ex dicto genitore vestro, et matre vestra solutis, egeatisque munificentia beneficiorum regiae maiestatis decorari, fueritque vestri pro parte maiestati nostrae humiliter supplicatum, ut vos ad omnia bona tam mobilia quam burgensatica, et alia quaecumque bona paterna, seu que per dictum genitorem vestrum, et alios quoscumque possidentur, habilitare de nostri regia dignitate dignaremur. Nos enim dicta supplicatione benigne suscepta, tenore praesentis, ex certa scientia, ac expressa de nostri regiae potestatis plenitudine, vos dictam Spectabilem ad dicta bona, tam *feudalia burgensatica*, quam alia quaecumque bona, quae per dictum genitorem vestrum, vel alias quascumque personas detinentur et possidentur, succedendum, habendum, et possidendum habilitamus, ut si essetis de legitimo matrimonio procreata, sic quod virtute praesentis possitis libere et licite omnia bona dicti genitoris vestri, seu aliarum personarum quarumcumque hereditare, et alia universa et singula ex testamento, vel ab intestato, seu inter vivos, aut alias quomodocumque habere et possidere, et de eis vestras voluntates facere ac si essetis de legitimo matrimonio procreata, ad quae quidem bona obtinendum, et possidendum vos decernimus habilem et capacem, omni objectione prolis illicitae in posterum quiescente, non obstantibus quibuscumque legibus, juribus, foris, constitutionibus, seu consuetudinibns, aut aliis quibus videatur praedictis quomodolibet contradicere, quibus quoad haec de certa scientia et expresse, ac ex nostrae potestatis plenitudine derogamus, et derogari volumus quoad haec. Nos enim super defectu natalium, vel alio quocumque impedimento, quod possit in praedictis, vel aliquo praedictorum objici, seu quomódolibet allegari, dispensamus, illaque viribus vacuamus de dicta certa scientia, et ex plenitudine potestatis. Mandantes propterea spectabili, magnificis, et dilectis consiliariis nostris viceregi et gubernatori generali dicti Sardiniae regni, nec non gubernatoribus *Capitum* (1) Callaris et Gallurae ac Logudorii, potestatibus, vicariis, consiliariis, et universis et singulis officialibus et subditis nostris in dicto regno Sardiniae quomodolibet constitutis et constituendis, eorumque locatenentibus, praesentibus et futuris, dicimus, praecipimus, ac jubemus expresse, de certa scientia, ad nostrae irae et amoris obtentum, poenamque duorum mille florenorum auri nostris inferendorum erariis, ut nostram hujusmodi legitimationem, et omnia et singula in ea contenta teneant firmiter et observent, tenerique et obsesvari faciant per quoscumque, et non contrafaciant, vel veniant, ratione aliqua, sive causa. In quorum testimonium praesentem fieri jussimus nostro comuni sigillo in pendenti munitam. Dat. in civitate Dertusae die quarto mensis marcii anno a Nativivitate Domini millio quadrigentesimo septuagesimo primo, regnique nostri Navarrae anno quadragesimo sexto, aliorumque vero regnorum nostrorum anno quartodecimo.

V. Vila R. Propore.

In Sardiniae IIII.

Dominus rex mandavit mihi Francisco Ros Vic. p. Vic. cui fuit comiss. et per G. de Peralta R. Thes. et Vila R. pro Cont.

(1) La Sardegna era divisa in due CAPI, o Parti, meridionale, e settentrionale. Il primo era il CAPO di CAGLIARI, che politicamente, non geograficamente, comprendeva anche la *Gallura*. Il secondo era il CAPO di SASSARI.

VIII.

Giovanni Mocenigo doge di Venezia scrive a Giovanni Ahimerico console della repubblica veneta nell'isola di Sardegna, lodandolo per la diligenza da lui usata per far restituire una nave sequestrata al capitano veneto Giacomo de Tofanis per ordine del vicerè; e lo previene che spedirà con sue lettere Stefano de Stefanis, cittadino di Venezia, affinchè di presenza nell'isola riclami e si faccia restituire detta nave dal vicerè di Sardegna, e la riconduca quindi a Venezia; raccomandandogli di fare in tale occasione gli uffizi occorrenti per la giustizia presso lo stesso vicerè.

(1478. — 29 gennaio)

Dall'originale in pergamena posseduto dall'autore del presente CODICE DIPLOMATICO.

Joannes Mocenigo Dei gratia
dux Venetiae etc.

Egregie dilecte noster. — Vidimus quantum ad nos scripsistis de navi cuius patronus est Jacobus de Tofanis: que isthuc iussu istius viceregis retenta est: ut restituatur illi cuius est: intelleximus quoque vestram diligentiam in eiusmodi re: ex quo meremini magnam laudem apud nos: unde vobis respondentes dicimus: quod cum isthuc veniat Stefanus de Stefanis civis noster Venetiis cum lr̃is nr̃is ad istum illū viceregem: ut rehabeat ipsam navim: vos requirimus: et volumus ut tam apud ipsum illū viceregem: qui tamen valde causa nostra propitius est ut navis ipsa vendicetur ab eo cuius est: quam alios quos huic rei conducere posse putabitis: instare debeatis: ut

Digitized by Google

predictus Stefanus illam *reheat* (sic) quo possit facere quantum participes navis illius illi iubent: fecistis quantum pro consuetudine nr̄a laudabili quantum intelleximus: non dubitamus quin quoque talr̄ (taliter) operaturus sitis ut tam opera ipsius illū viceregis quam vr̄a ipse Stefanus libere navim ipsam habiturus sit.

Dat. in nr̄o ducali palatio die xxviiij Ianuarii Indict. Xy^ma^ McccclLxxviij^vo^.

Egregio dilecto nr̄o Ioanni Ahimerico
Consuli nr̄o in insula Sardiniae.

IX.

Prammatica del re Don Ferdinando II il Cattolico, ***con la quale si determina la varia forma dei sigilli, coi quali si spedivano, e sarebbero ulteriormente spediti tutti i provvedimenti sovrani di qualunque specie, sia di grazia che di giustizia, per ovviare alle frodi che potrebbero essere commesse così in Sardegna, come negli altri suoi diversi regni.***

(1481. — 5 novembre).

Dall'antico Archivio del Procuratore Reale o *Patrimonio Regio* di Sardegna, *Cod. Pragm.* fol. 78, pag. 2.

Nos Ferdinandus Dei gratia rex Castellae, Aragonū, Legionis, Siciliae, Toleti, Valentiae, Galitiae, Maioricarum, Hispalis, Sardiniae, Corsicae, Murciae, Giennis, Algarbi, Algezirae, et Gibraltaris, comes Barchinonae, dominus Vizcajae, et Molinae, dux Athenarū, et Neopatriae, comes Rossilionis, et Ceritaniae, marchio Oristani, comesque Goceani. Attendentes, quod per diversitatem sigillorum, multiplicium regnorum nostrorum nobis ab alto commissorum, quae in nostra curia sunt in posse illorum, quibus ex preeminentia offitiorum eis per nos commissorum, et concessorum pertinet multae et quam plures literae a dicta nostra curia procedunt, tum subrepticie tum contra emparam, tumque etiam sigillo impertinenti, et contra domus nostrae sāctissimas ordinationes expeditae, per quod maxima dispendia, tam curiae nostrae, quam subditis, et vassallis nostris quotidie cognovimus evenire, quodque in praeiuditium sigillorum cācellariae nostrae, apud nostrum prothonotarium sistentium, ex quorum juribus, et proventibus cancellarius, vicecancellarius, prothonotarius, et omnes scribae, et ministri dictae nostrae cancellariae, capellanus quoque maior noster, elemosinarij, confessor, omnesque capellani, et cantores capellae nostrae, suas quotidianas recipiunt quitaciones, cernitur redundare, volentesque prout decet, et indemnitati dictae nostrae curiae, et cancellariae, ac subditorum nostrorum providere, vestigia in ijs sereniss. dominorum regū Petri abavi, et Alphonsi patruum nostrorum excelsae memoriae, qui jam super ijs similes, et strictiores dederunt sanctiones quodammodo insequentes, tenore praesentis statuimus, sancimus, et declaramus, quod de caetero privilegia, rescripta, gratiae, concessiones, donationes, provisiones, et litterae in pede, seu sine hujusmodi nostrae pragmaticae sanctionis, scriptae, et notatae cum sigillis, commissis nostro prothonotario, habita discretione, secundum domus ordinationē, cuius materiae, formae, et continentiae, dicta rescripta, seu litterae fuerint, aliae scilicet in pendenti, aliae in dorso obsignari habeāt, et sigillari. Decernentes, et declarantes, expressaeque omnia privilegia, rescripta, gratiae, concessiones, donationes, provisiones, et litterae infra designatae, quae hinc de nostra curia ad regna nostra Aragonum, Valentiae, Maioricarum, Sardiniae, ac principatum Cathaloniae, comitatusque Barchinonae, Rossilionis, et Ceritaniae, et alias terras nostrae dictionis emanabunt, cum alijs sigillis nostrae regiae cancellariae, dicto nostro prothonotario commissis, quorum impressionem, in dorso huiusmodi nostrae pragmaticae iussimus apponi sigillatā, et sigillatae per offitiales dictorum regnorum, et terrarum nostrarum minime obediri aut obtemperari habeant, seu quoquo modo ad executionem, vel effectum deduci, nulliusque sint efficaciae, seu valoris, quinimo omnia dicta privilegia, rescripta, litterae, seu provisiones cum alio, vel dissimili sigillo sigillata, et sigillatae, qui hinc de nostra curia, ut praedicitur emanant subrepticiae, ac nullo modo habeantur, nec illis quoquomodo offitiales nostri pareāt, ut praefertur, sed cācellarius, vicecancellarius, et regens nostram cancellariam illico, cū ad eorum notitiam pervenerint tales litteras contra huiusmodi nostrae pragmaticae dispositionem a curia nostra emanasse, illas, et earum effectum ex eorum meris offitijs, velut litteras contra emparam emanatas, revocare et annullare teneantur, quoniam nos illas, et illa, nunc, pro tunc, prout ex nunc, quae aliter expeditae fuerint, nulla, et nullas esse decernimus, et declaramus serie cum praesenti. In locumtenentijs vero nostris, cum sigillo minori, poenes locumtenentem prothonotarium nostrum, seu dictum offitium regentem existenti litterae, sive cartae praedictae, quae ab eisdē curijs emanabūt, habeant sigillari, et si secus fiat illud idē, ut praefertur volumus observari. Illustriss. praeterea Ioanni principi Asturiarum, et Gerundae, primogenito nostro charissimo, et post longaevos, et foelices dies nostros in omnibus regnis, et terris nostris, haeredi, et successori nostro immediato, sub paternae benedictionis obtentu dicimus, illustri quoque spectabilibus, nobilibus, dilectis, et fidelibus nostris quibusvis locumtenentibus generalibus, viceregibus, vicesgerentibus generalis gubernationis offitij, Vicarijs, subvicarijs, baiulis, subbaiulis, iustitijs, calmedinis, medinis, caeterisque universis, et singulis offitialibus nostris, tam maioribus, quam minoribus, quacumque auctoritate, sive potestate fungentibus in dictis regnis, principatu, comitatibus, terris, atque locis dictionis nostrae constitutis, et de caetero constituendis, dicimus, et mandamus sub obtentu nostrae gratiae, iraeque, et indignationis incursu, ac poena decem millium florenorum auri, a bonis cuiuslibet contrafacientis irremissibiliter habendorum, nostroque applicandorum aerario, Quatenus praesens nostrū statutum ordinationem, et declarationem ad unguem teneant firmiter, et observent, teneriqne, et observari faciant inviolabiliter, per quoscumque, illudque, seu illam, voce praeconis per civitates, loca solitas, et solita, ac debitas, et debita faciant, atque iubeant publicari, iniungentes, atque mandantes praesentium tenore quibusvis secretarijs, et scribis nostris sub

Digitized by Google

eisdem poenis, ac poena periurij, quod de caetero non audeant, seu praesumant, praedictas litteras, privilegia, et alia rescripta regia sigillare vel sigillari facere, seu consentire cū secreto sigillo quocunque; sed eas remittant expediendas, sigillandasque, ad iam dictum prothonotarium nostrum, seu eius locumtenenti, suo casu, et non contrafaciant, vel veniant, seu quemque contrafacere, vel venire permittant, aut patiantur, quavis ratione, vel causa, pro quanto dictus illustriss. princeps nobis obedire, alij vero offitiales, secretarij, et scribae nostri praedicti poenas desuper appositas cupiunt evitare. Privilegia, provisiones, et litterae, de quibus supra fit mentio, sunt quae sequuntur. Donacions perpetuals, donacio à vida, ò à meyns tēps feta, donacio, ò comissio de officis, donacio, o cōeessio de cavalleries, donacio, o concessio de Alcaydies donacio, y cōcessio de franq̄zes, cōfirmaciōs, tudories, remissiōs, crims, y de altres coses, sentencies, legitimacions, ò cures, protecions, infançonies, imposicions, ajudes, è totes altres vectigals, concessions de fires, concessions de barra, concessiōs de mercats, llicēsies de armes, admisio de familiars, e domestichs, generositats è milicies, llisencia de fer cavailers, notarijs, e ampliacions de aquells, concessions de beneficis ecclesiastichs, amortizacions, e tots privilegis, emancipations, supplecio de edad, creacio de moneder, exempcions de host, è cavalcada, creacions de officis novs, rotols de supplicacions Papals, guiages de Florentins, Italians mercaders, tots contractes, confraries, definicions de comptes, erections de comitats, e vezecomtats, erections de castells, erections de barons, licencies de navegar en terra de Moros, statuts, cōstitucions, furs, e franquexes, donacio, e concessio, de cases de jueus, llicēcies de fer forns, llicēcias de taules, de carniceries, licēcies de possehir bens, de realēch à vida, concessions de fer ponts, cōcessions de tenir barques en rius. E encara totes altres llicēcias, cōcessions, indults, duradors per un any, ò mes. Itē omnes aliae litterae, et provisiones, patentes, iustitiam, et interesse partis, ad partem continentes manu cancellarij, vicecancellarij, et regentis cancellariā subsignatae, et seu vitae, in iudicio deducibiles. In cuius rei testimonium praesentem fieri jussimus, nostro communi sigillo in dorso munitam. Datum Barchinonae, die quinto novembris, anno a nativitate Domini millesimo quadrigentesimo octuagesimo primo.

YO EL REY.

V. Vicecancell. V. Bardaxi Regens.

In Itiner. vij.

X.

Il re Don Giovanni II di Aragona accoglie favorevolmente, salve alcune restrizioni a favore di terzi, *la domanda fattagli dal* Braccio (*stamento*) Militare *di Sardegna, affinchè non si procedesse ad alcun atto, inquisizione, o processo contro qualunque comune, villa, castello, o persone particolari che avessero seguìto le parti di Leonardo Alagon, marchese di Oristano, o in occasione della di lui ribellione avessero mancato di fedeltà al sovrano.*

(1481. — .....)

Dagli atti del *Parlamento* Sardo,
celebrato sotto la presidenza di Ximene Perez vicerè dell'isola.
(Archivio del *Regio Patrimonio* di Sardegna).

Primo supplica, e demana de gracia lo Bras Militar, per quant en revolucio feta per Don Leonardo de Alago, e reductio de Oristany, son estats fets alguns actes contra la fidelitat per algunas universitats, viles, e castells, e particulars de aquells, sia de vostra merce donar absolucio e perdo general, e relaxacio dels dits actes, e injuries. E ni per vos Señor, ni per vostre Primogenit successor, com dels dits Officials sia inquirit, ni processat, ni criminalment, ni civilment procehit, ni processat, ni sia admesa acusacio alguna a instācia del fisch, ni altra qualsevol persona particular, ni per universitat, vila, ò castell del dit Regne demanada, ni actio directament, ni indirecta contra als dits de qualsevol stament lley grau, e condicio sia active, et passive, extenent la dita gracia, à las coses passades presents, e sdevenidores.

Lo señor Rey atorga la remissio supplicada quāt al criminal en aquells casos, que no es interes de algu, ni en los casos que es interes de part, si se havrà perdo de aquella dins un any, comptador del dia de la publicacio dels actes del present Parlament, que ara per ilavors sa magestat remet la justicia criminal, deduits los crims e consideracions dependents del fet de Don Leonardo de Alago, olim marques de Oristany, però quant al criminal.

Place al señor Rey sien remessos a quells, qui delinquirent en lo dit cas, e residexen en lo Regne de Sardeña, e no a quells, que per lo dit cas estan presos, e detenguts fora del dit Regne.

Io. Gonzales Secretar.

XI.

Ferdinando II il Cattolico, *re di Aragona, scrive al vicerè di Sardegna, e gli ordina di non porre impedimento alla estrazione dall'isola di una determinata quantità di frumento, che per reale privilegio avea conceduto a Giovanni Fabra procuratore reale, il quale perciò avea facoltà di farla annualmente, a condizione però che non trasportasse quel frumento a Barberia, o ad altri luoghi e terre di* Mori *e d'*Infedeli (1).

(1490. — 14 gennaio)

Dall'originale papiraceo posseduto dall'autore del presente
Codice diplomatico.

Spectable loctinent general nostre (2). Nos havem atorgada

(1) Secondo il sistema proibitivo, e le massime economiche di quel tempo.

(2) Il vicerè di Sardegna Don Inigo Lopez de Mendoza, come sta scritto nell'indirizzo esteriore della lettera.

Digitized by Google

licentia a mossen Ioan Fabra procurador royal nostre en aquest regne de traure cascun any durant nostro beneplacit del dit regne mil *raeres* (1) de forment seu y de sa muller, y de lurs rendes, mesura de Sacer, per portare en qualsevol paits, pagant empero los dts de la treta accostumats, segon en nostra provvisio patent sobre aço a aquell atorgada dat. en Valladolid a XX de jener any de la Natividad de nostre Señor mil CCCC LXXXVIIJ a la qual nos referim es longament contengut. E por que nostra voluntat es que lo dit mossen Ioan Fabra use de la dita licentia, y que aquella li sia fructuosa: entes empero que lo dit forment no puixa esser portat en Barberia, ny a altres terres de Moros o Infels: perço vos diem y manam, que prestant lo dit Ioan Fabra cadauna vez ydonea cautio, que lo dit forment no portara o trametra a terres de Moros, tingan e servan a aquel la dita licentia, e que en alguna manera a quella no li empatxen ni empatxar façan ni permetan, ans la executen juxta sa serie e tenor, guardandvos de fer lo contrari, car tal es nostra voluntat. Dat. en Sevilla a XIIIJ dias de Iener, any de Mil CCCC LXXXX.

YO EL REY.

Spectable noble, magnifich y amat conseller ūre don Inigo Lopez de Mendoza llochtinent general en lo ūre Regne de Sardenya.

R. Stra.

XII.

Prammatica del re Don Ferdinando II il Cattolico, *con la quale si fa divieto a qualunque persona in Sardegna di presentare Bolle pontificie per qualunque effetto, se le medesime non avessero ottenuto prima l'*exequatur *regio.*

(1493. — 3 agosto).

Dall'antico Archivio del Procuratore Reale o del *Patrimonio Regio* in Sardegna.

Nos don Ferrando per la gratia de Deu, rey de Castella, de Arago, de Leo, de Sicilia, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorques, de Sardeñya, de Cordova, de Corsega, de Murcia, de Jaen, del Algarbe, de Algezira, de Gibraltar, y de las Islas de Canaria, compte de Barcelona, señor de Viscaya, y de Molina, duch de Athenes, et de Neopatria, compte de Rosello, et de Sardañya, marques de Oristañy, y Gociano. Recordamnos, que en dies passats ab altra nostra opportuna provisio, provehirem, ordenarem, y manarem, que per los grās abusos, que à causa dels notaris, axi apostolichs, com reals se seguexen, los quals poch mirant à les coses, que concernexen nostre servici quiscun die entrevenen, en presentaciōs de bulles apostoliques; de hon se seguexē molts, e innumerables plets, y dañys, entre nostres naturals, e subdits, lo que redunda en gran deseruey de nostre Señor e nostre: e com siam informats, que la dita nostra provisio nos observe, ans los dits abusos à causa dels dits scrivans, è notaris continuament se seguexen: volens en alguna manera obviar als dits abusos, e posar en tranquille repos los dits nostres subdits, provehint en aço de la plenitut de nostra regia absoluta potestat, zelants lo be de la republica. Per tant ab tenor de la present de nostra serta sciencia deliberadament, e consulta: provehim, statuim, ordenam, e manam, q̄ ningu scriva, ò notari apostolich, ni real, en lo dit regne, no pugue, ne li sia licit à instancia de part, ni en altra manera testificar acte de presentacio de bulles apostoliques, e possessions, sens que primer profehesquen oportunes executories nostres, ò de nostre llochtinent general en lo dit regne, sots privasio de sos oficis, e à major cauthela, ara per llavors los abdicam tot poder de fer lo contrari, ab decret de nullitat, e privam aquells del dit ofici; declarant mes avant los dits actes nullos, manant ab lo mateix tenor scientment, y expressa al llochtinent general, y à tots, y sengles oficials majors, e menors en lo dit regne constituhidors, sots incorriment de la ira, e indignacio nostra, e pena de dos mil florins de or de Arago à nostres cofres applicadors, que la present nostra pragmatica sanctio, limitacio de facultat, e totes e sengles coses en aquella contengudes, tinguen, y observen, tenir, y observar faben, inviolablement à la ungla. E perque à tots sia manifesta, e de les dites coses ignorancia alguna allegar nos puga, volem, que la present ab veu de publica crida per totes les ciutats, viles, y llochs del dit regne, sia publicada. Guardantse de fer lo contrari, si en la ira, e indignacio nostra e pena sobredita, en la qual en cas de contravencio no fallirà rigurosa execucio, desigien no incurrir.

Datum en la ciutat de Barcelona à 3 del mes de agost, añy mil CCCC.LXXXX.III.

YO EL REY.

V. generalis thes. V. B. Ferret pro conservatore generali. In Curia sigilli segreti vj. fol. CXXIIIJ pro dns rex mandavit mihi Ludovico Gonzalez vi. pro etc.

Ordinatio regia super praesentatione bullarum de praelatis, noviter provisis, coram regia audientia facienda ante illarum executionem.

(1) *Rasiere*, misura di capacità già in uso nel Capo di Sassari (parte settentrionale dell'isola), equivalente a due *ettolitri*.

Secolo XVI.

I.

Il re Don Ferdinando di Aragona, a petizione dello Stamento militare *di Sardegna, accorda perdono ai vassalli e familiari dei feudatari e dei membri di detto* Stamento *per tutti i delitti commessi, eccetto quello di* crimenlesa *ed altri indicati nel decreto reale.*

(1511. — 4 aprile).

Dagli Atti del Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del vicerè Giovanni Duay e don Ferdinando Giron de Rebolledo, cap. 22 fol. 63.

Item supplica lo dit Stament à vostra Altesa remettre, e perdonar los del dit stament, vassalls e familia de qualsevol excessos, ò delictes si forsa havrà comes, hara sia

Digitized by Google

feta enquesta ò no feta en forma que contra los sobredits nos puga procehir, ni contra ilurs bens per la regia Cort, ni per lo fisch, excepto crim de lesa magestat, in primo capite.

Plau a sa magestat, excepto crim de lesa magestat, homicidi, troncadors de camins, i ladres, falsador de moneda, sodomita, troncadors de pau, ò tregua, falsador de actes.

Jo. Gonzales secretar.

II.

Il re Don Carlo, imperatore dei Romani, con la sua madre la regina Giovanna, a petizione dello STAMENTO MILITARE *di Sardegna, accorda perdono dei delitti commessi dai vassalli e familiari dei feudatari dell'isola e dei membri di detto* STAMENTO.

(1520. — 28 aprile).

Dagli Archivi dell'antico regio Patrimonio (Atti del Parlamento, sotto il vicerè don Angelo di Villanova, cap. XVIII, fol. 80), Cod. *Sardiniae*, III, fol. 37.

Item supplica lo dit Stament à vostra magestat vulla remetre, e perdonar los del dit Stament, vassalls, y familia, encara que no sian naturals de lo regne, qualsevol crim, excessos, y delictes, si forte hauran comes fins al present dia, ara sia feta enquesta, o nò en forma, que contra los sobredits nos puga procehir ni contra ilurs bens per la regia cort ni per lo fisch, excepto de lesa magestat in primo capite.

Plau à sa magestat sia feta remissio, si e segons es acostumat fer en altres Parlaments en vida del catholich señor rey don Fernando.

Jo. Gonzales secretar.

III.

Prammatica del re Don Filippo II, con la quale si ordina che tutti indistintamente i percettori ed amministratori del denaro regio in Sardegna esercitino personalmente il loro uffizio.

(1554. — 30 giugno).

Dall'antico Archivio del Procuratore reale in Sardegna, *Lib. Pragmatic.*, fol. 226.

Nos don Phelipe por la gracia de Dios principe de las Asturias, de Girona, etc., primogenito de los reynos de Castilla, Aragon, de las dos Sicilias, etc., gouernador general de los reynos de la corona de Aragon, duque de Montblanch, y señor de la ciudad de Balaguer. Por esperiencia se hà visto, que por dexar de seruir actualmente sus officios muchos de los officiales ordinarios, que tienen à cargo las cosas del patrimonio de su magestad en los reynos de Aragon, y Valencia, Sardeña, Mallorca, principado de Cathaluña, en tiempo, que estan arrendados los derechos reales, el real patrimonio de su magestad recibe muy notable daño, y los dichos drechos se van disminuiendo su poco à poco, por ser administrados por personas inespertas, y q̄ no attienden, sino solamente à sus particulares prouechos, y à sacar de los arrendamientos su ganācia, que pueden, y no lo que conbiene à la vtilidad, y acrecentamiēto de los dichos drechos reales, queriēdo proueher en ello de conueniente remedio, paraque ellos sean mejor administrados, y el real patrimonio de aqui adelante reciba major augmento y acrescentamiento, que hasta aqui, como quiera, que si por beneficiò de dicho real patrimonio pareciesse à los officiales del que tienen cargo de hazer los arrendamientos de los drechos reales, que conuenga mas, que se de licencia à los arrendadores de los drechos reales para poder poner los officiales, que quisieren, que lo puedan hazer en los autos de los arrendamientos, con que lo precedido de los drechos, estando arrendados, venga en poder de los officiales, que para ello nombraren los arrendadores; con tenor de la presente nuestra real pragmatica sancion, y ordenacion de nuestra cierta sciencia, real authoridad, y potestat plenissima, de que usamos de nuestro proprio motu statuimos, sancimos, y ordenamos, que desta hora en adelante qualesquier officiales reales, que tienen, ò tendran à cargo los drechos reales de su magestad, en qualquiera manera de qualquier condicion, preheminencia, ò estado, que sean en los dichos reynos, y principados respectivamente hayan de seruir, y siruan personalmente sus officios cada qual el que perteneciere à su cargo en todo tiempo arrendandose, ò no arrendando los dichos drechos reales, no embargante, que per los arrendadores de dichos drechos reales se pongan, ò puedan poner nueuos officiales en virtud de los auctos del arrendamiento, que se les haze, pues por ellos los drechos de su magestad van en acresentamiento, porque nuestra volutād es, que los dichos officiales reales juntamente con los nombrados por los arrendadores hagan sus officios, pues somos ciertos, que han de mirar por el particular beneficio del patrimonio real, y si por caso alguno de los dichos officiales reales fueren renitentes, ò recusaren de seruir sus officios, como dicho es, ò contrauinieren en todo, ò en parte à la presente nuestra real pragmatica sancion, y ordenacion, los priuamos de los exercicios de sus officios, mandando encarecidamente à qualesquier bailes generales, procuradores reales, receptores de los reseruados de su magestad, y otros qualesquier officiales reales, à cuyo cargo estuuiere el receuir, y arrendar los derechos reales, que à los dichos officiales reales, que no siruieren actualmente sus officios, no los admittan al exercicio, ni possession dellos, ni cosa alguna de sus salarios les paguen, y à los maestros racionales, y las cuentas de aquellos respectiuamente oydores, que no les passen, ni admitan en cuenta, lo que à los tales officiales contra la nuestra pragmatica huuieren pagado: mandando assi mesmo por tenor de las presentes, à qualesquier lugartinientes, y capitanes generales de su magestad, al regente el officio de la real gouernacion, y portāte vozes della, canciller, vicecanciller, regente la cācilleria; y doctores de los cōsejos reales, justicia de Aragon, y de sus lugartinientes, bailes generales, procuradores reales, y receptores de qualesquier reseruados, calmedinas, merinos,

Digitized by Google

sobrejunteros, qualesquier officiales reales en los reynos, y señoryos de su magestad, y muchos constituidos, y constituidores, y à sus lugartinientes, y regentes de dichos officios, que agora son, o per tiẽpo seran, so incorrimiento de la ira, è indignacio de su magestad, y nuestra, y pena de dos mil florines de oro de Aragon, à los cofres reales applicadores, que guarden, y obseruen, guardar, y obseruar hagan la presente nuestra real pragmatica, statuto, sancion, y ordenacion, y todas, y qualesquier cosas en aquella contenidas, y contra a quella no hagan, ni vengan, ni permitan, que sea venido en manera alguna, si ademas de la ira, è indignacion de su magestad, y nuestra, en la pena suso dicha dezean no incurrir. En testimonio de lo qual, mandamos despachar la presente cón el sello comun real en el dorso sellada. Datum en la Coruña à treinta del mes de junio, año del nacimiẽto de Nuestro Señor Jesu Christo 1554. Yo el Principe. V. Vigelles regens. V. Comaceni regens. V. Joannes de Orbea pro regente generali thesaur. V. Veles pro conseruatore generali. V. Gigirita regens. Serenissimus dominus princeps mandauit mihi Michaeli Fort. Visa per Vigelles regentem cancellariam, Joānem de Orbea q.; Gigirita etiam regentes cancellariam, et Clementem pro conseruatore generali . . . . . .

. . . . . .

IV.

Il re di Spagna Don Filippo II scrive al vicerè di Sardegna ordinandogli di non permettere che dalle sentenze dell'inquisitore apostolico nell'isola si appellasse a Roma, e che, nel caso di tali appellazioni, contrarie ai suoi dritti sovrani, non si desse corso alle lettere pontificie, che perciò si emanassero, informando il Santo Padre della violazione della giurisdizione regia che con siffatti appelli si commetteva.

(1558. — 7 maggio).

Dall'antico Archivio del Regio Patrimonio del regno di Sardegna.

El Rey.

Spectable lugartiniente, y capitan general. Hemos tenido relacion, que procediendo el dotor Juan Cozita inquisitor apostolico en esse reyno en algunas causas civiles de bienes confiscados à nuestra camera, y fisco, por el delicto, y crimen de la heregia, y apostasia entre officiales, y familiares del Santo Officio, y otras personas desde dicho reyno, sobre bienes muebles, o raizes, o deudas algunas de las tales personas, han appellado del dicho inquisidor para ante Su Sātidad, y sacado testimonio de las tales appellaciones, pretendiendo se cometan las dichas causas en la corte romana à otros juezes ecclesiasticos, y porq̄ esto es mucho daño, y perjuyzio de nuestra jurisdicion real, por virtud de la qual, y cō comission particular nuestra el dicto inquisidor conoce de los dichos negocios, os encargamos, y mandamos, no deis lugar, à que persona alguna de testimonio de semejantes appellaciones, y si algunos se huuieren dado, y por virtud dellos despachado algunas letras apostolicas en derogacion de nuestra jurisdicion real, hagais, que nuestro procurador fiscal supplique dellas, para informar à Su Santidad, de como han sido impetradas con sinistra informacion, y en el entretanto no permittireis, que por virtud dellas se proceda cōtra dicho inquisidor, ò inquisidores, que por tiẽpo fueren en esse reyno, nì otra persona alguna; porque si alguna de las dichas personas se sintiere, o sintierē agrauiadas del dicho inquisidor, podran acudir al inquisidor general, y consejo de la general inquisicion, que en nuestra corte reside, donde se le harà, y administrarà justicia, como siempre se ha hecho, y haze, y darnos heis auiso de lo que en hesto hizieredes. De Madrid à siete de mayo, año de M. D. LVIII. Yo el Rey. M. secretarius.

V.

Il re Don Filippo II accorda, a petizione dello STAMENTO MILITARE *di Sardegna, perdono intero pei delitti commessi dai vassalli e familiari dei feudatari dell'isola e dei membri di detto* STAMENTO, *eccettuato il delitto di* crimenlese *ed altri nominati nel decreto reale.*

(1560. — 8 maggio).

Dagli Atti del Parlamento celebrato sotto la presidenza del vicerè di Sardegna don Lorenzo Fernandez de Heredia, cap. IV, fol. 136. Archiv. antico del Regio Patrimonio, *Cod. Sardiniae* XX, fol. 27.

Item supplica à vostra magestat lo dit stament remetre e perdonar tots los del dit Stament, vassalls e familia de aquells de qualsevol crim, excessos e delictes, que podrien haver comes, ara sia fet proces, o nò fet, talment que contra los demunt dits, ni lurs bens per la regia cort, ni per lo fisch nos puga procehir, excepto crim de lesa magestat in primo capite.

Que ho suppliquen à sa magestat que ho hà acostumat (cò apar en las decretacions de altres parlaments ab altres reseruacions, com per aquells appar).

S. Cabitzudo not. pro Serra.

Plau à sa magestat excepto crim de lesa magestat in quocunque capite, homicidi, trencadors de camins, ladres, falsadors de moneda, sodomitas, trencadors de pau, y treguas, falsadors de actes, y los que scientmēt vsan dells nastres, ò cortellades dades per diners, bastonades, vergades, ampollades, encara q̄ no siē dades per diners, y rapto de dones.

VI.

Il pontefice Pio IV scrive all'arcivescovo di Cagliari affinchè non molesti uno dei canonici della chiesa cattedrale di Galtelli (in Sardegna), obbligandolo alla rinunzia al canonicato da lui posseduto, perchè era stato già occupato dal di lui padre, allora defunto, mentre a un tal caso non era applicabile il disposto del Concilio tridentino, il quale proibisce che padre e figlio ottengano ed abbiano contemporaneamente benefizi in una stessa chiesa.

Digitized by Google

(1564. — 24 novembre).

Dal Codice Sbaraleano presso il Mattei, SARDINIA SACRA, fol. 281, Edit. Rom.

Supplicavit Sanctissimo Domino Nostro Petrus Carta canonicus galtellinensis, questus de amplitudine tua reverendissima, quod eum cogere velles ut unico illi, cui praeest, canonicatui cederet, quia eius pater presbyter, quem iam triennium a vita migrasse affirmat, canonicatum in eadem ecclesia obtinuerit. Quare iussu Sanctissimi Domini Nostri amplitudinem tuam moneo, et hortor ut quia Petrus iste, patre etiam ante Concilium mortuo, non tenetur eo Concilii tridentini decreto, quo pater et filius in eadem ecclesia beneficium obtinere prohibentur, pro tua prudentia, ac pietate desinat illi molestiam exhibere, quem Deus incolumem et felicem servet.

Romae VIII calendas decemb. MDLXIV.

VII.

Il pontefice Pio IV scrive al vescovo di Alghero (in Sardegna) affinchè desista dal costringere il canonico decano *della sua chiesa cattedrale a rinunziare a uno dei due canonicati ch'egli possedeva, benchè ai medesimi fosse annessa cura d'anime, perchè tale annessione era stata posteriore alla investitura del canonicato.*

(1564. — 3 dicembre).

Dal Codice Sbaraleano presso il Mattei, SARDINIA SACRA, fol. 174, Edit. Rom.

Rev.me Domine,

Supplicavit Sanctissimo Domino Nostro auxilii caussa Franciscus Garsinus algariensis, et canonicus bisarchiensis, quod urgeatur ab amplitudine tua, ut alteri cedat canonicatui ex decreto Concilii tridentini, quia cum sint singulis canonicatibus singulae adiunctae parrocchiae, in eadem caussa sint, in qua sunt ipsae parrochiae, quae tantummodo singulae singulis teneri possunt. Verum, quia est declaratum a SS. D. N. tantum id valere et servandum esse in iis dignitatibus, quibus a principio coniuncta fuit cura animarum; decanus autem iste affirmet, ab initio curam annexam non fuisse, sed deinceps, et ut aiunt, ex post facto adiunctam esse: si res ita est debebit amplitudinis tuae prudentia de sententia discedere, decano molestiam non exhibendo. Valete in Domino.

Dat. Romae III non. decembr. MDLXIV.

VIII.

Il pontefice Pio IV fa scrivere dal suo segretario al vescovo di Bosa in Sardegna, affinchè rimetta in possesso del primo canonicato un canonico della chiesa Bosanen., il quale si trovava al possesso di un altro canonicato nella chiesa di san Marco di Roma, bastando che quel canonico perdesse le sole quotidiane distribuzioni della chiesa cattedrale di Bosa, in cui non risiedeva.

(1565. — 8 aprile).

Dal Cod. Sbaraleano cit. dal Mattei, SARD. SAC., fol. 201, Edit. Rom.

Reverendissime Domine.

Presbyter Nicolaus Bois familiaris illustrissimi domini cardinalis Pisani a Sanctissimo Domino Nostro opem petiit, quod cum in canonicatu S. Marci, quem Romae obtinet, resideret, et ab amplitudine tua citatus esset, ut ad residentiam in isto canonicatu, quem habet in ecclesia Bossanensi, veniret, cum in hoc urbano canonicatu resideret, te nulla praeterea re eidem canonico presbytero significata privasse ipsum canonicatu Bossinensi (leg. Bosanensi), eumque alteri dedisse, postea illum rogasse per litteras, ne rem moleste ferret; quare cum ille in digniori canonicatu residere videatur, et ex declaratione a SS. D. N. facta satis sit, si alterius canonicatus, cui non inservit, distributiones quotidianas amittat, caussa subesse non videtur, quamobrem Nicolao spoliato eius canonicatu, eum in alterum conferre debueris, quod si et ad privationem descendendum fuisset, non videris progressus esse eo ordine, qui huiusmodi rei negotio a tridentino Concilio praescriptus est. Itaque si res ita se habet, mandat tibi Sua Sanctitas, ut quod aequitas, et pietas postulat, presbyterum hunc Nicolaum ad Bossanensis canonicatus possessionem, unde dejectus est, velis restituere, et quotidianae eius distributionis amissione per id tempus, quo ibi non resederit, contentus esse, cui incolumitatem, et salutem precor.

Dat. Romae an. MDLXV sexto idus aprilis.

IX.

Il re di Spagna Don Filippo II, a petizione dello STAMENTO MILITARE *di Sardegna, accorda il perdono ai vassalli dei feudatari dell'isola e ai familiari dei membri di detto* STAMENTO *pe' delitti che avevano commessi, eccettuato il delitto di* crimenlese, *ed altri specificati nel decreto reale.*

(1565. — 8 aprile).

Dagli Atti del Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del vicerè Don Alvaro di Madrigal, cap. V, fol. 370 (Archiv. dell'antico Regio Patrimonio, Cod. *Sardiniae vet.*, fol. 154).

Item supplica dit Stament à V. M. vulla remetre, y perdonar tots los de dit Stament, vassalls, y familia de aquells de qualsevol crim, y excessos, qui haguessen comes en qualsevol temps per arduos, y enormes que fossen, etiam, que de aquells sian stats acusats e inquirits, exceptant crim de lesa magestat, in primo capite, sodomita, ò falsador de moneda.

Que ho suppliquen a sa magestat, que ho ha acostumat decretar, com appar en las decretacions dels altres parlaments ab altras reservacions, com per aquells appar.

Plau a sa magestat sens perjuyci de la part interessada, exceptats crims de lesa magestat in quocunque capite de homicidis, de troncadors de camins, de lladres,

Digitized by Google

de falsadors de moneda, de sodomites, de trecadors de pau, y tregua, de falsadors de actes, y los que scientment usen dell, de nastres, y cortellades, encara que no sien dades per diners, y de robadors de dones.

Vicecancellarius.

X.

Il pontefice Pio IV scrive all'arcivescovo di Cagliari affinchè non rechi ulteriore molestia al chierico Giovanni Ferrerio di Cagliari, minacciandolo di privarlo del canonicato che possedeva nella chiesa cattedrale Cagliaritana pel solo motivo che non avesse ancora ricevuto gli ordini sacri, perciocchè il Ferrerio contava soli diciotto anni, e secondo le prescrizioni del Concilio tridentino non potea essere ordinato in sacris *fino al ventiduesimo anno di sua età.*

(1565. — 18 aprile).

Dal Cod. Sbaraleano presso il Mattei, SARDINIA SACRA, fol. 104, Edit. Rom.

Reverendissime Domine.

Exhibitus est illustrissimis cardinalibus Congregationis sacri Concilii nomine Joannes Ferrerii clerici calaritani supplex libellus, velle amplitudinem tuam reverendam ei canonicatum cum praebenda, quem istic obtinet adimere ob eam caussam, quod intra annum non sit promotus ad sacros ordines: ex decreto Concilii tridentini, qui tantummodo decem, et octo annis, quemadmodum de eo relatum est, natus sit, neque per decretum Concilii tridentini sess. 23 cap. 12 ante vigesimum secundum annum Sacris initiari possit, non videtur esse cogendus, ut nisi sacros ordines susceperit, canonicatu privetur, de quo pontificias litteras expedivit. Itaque si res ita est, mandat tibi Sua Sanctitas, ut conservata isti Joanni possessione sui canonicatus, eum prius non cogas ad sacros ordines promoveri, quam ad annos perveniat huic rei a sacro Concilio praefinitos: cui incolumitatem et salutem precor.

XI.

Don Filippo II re di Spagna, a petizione dello STAMENTO MILITARE *di Sardegna, provvede acciò siano tradotti in lingua* catalana *gli* STATUTI *comunali antichi di* SASSARI, *di* BOSA *e d'*IGLESIAS, *scritti originalmente in lingua* sarda *o in lingua* italiana.

(1565. — 8 maggio).

Dall'antico Archivio patrimoniale regio di Sardegna (Atti del Parlamento celebrato sotto la presidenza del vicerè Don Alvaro di Madrigal, Cod. vet. fol. 154).

Item supplica à vostra magestat, dit Stament militar, que per quant en lo present regne, hi hà algunes ciutats, com es la vila Desglesies, y Bosa, q̄ tenen capitol de Breu, ab lo qual se regexen, y son en llengua pisana ò italiana: y per lo semblant la ciutat de Sasser, te alguns capitols en llengua genouesa ò italiana: y per quant se veu no convè, ni es just, que lleys del regne, stiguen en llengua straña, que sia prouehit, y decretat, que dits capitols, sian traduhits, en llēgua sardesca, o cathalana, no mudada la substancia dels altres, y que los de llengua italiana, sien abolits, talment, què no reste memoria de aquells (1).

Que se traduescan en llengua cathalana.

Scriba Ferrer pro Serra.

Està be decretat per lo virrey.

Vicecancellar.

XII.

Il pontefice Pio IV scrive all'arcivescovo di Cagliari, riprendendolo per la scomunica da lui lanciata contro i fedeli che nei giorni festivi non assistessero nella chiesa parrocchiale ai divini uffici, ordinandogli in pari tempo la rimozione di tale scomunica, che come pena spirituale non dovea con tanta facilità e frequenza infliggersi, e avvertendolo che i fedeli doveano essere ammoniti, non obbligati a detta assistenza.

(1565. — 22 giugno).

Dal Cod. Sbaraleano presso il Mattei, SARDINIA SACRA, fol. 103, Edit. Rom.

Reverendissime Domine.

Ad aures SS.mi Domini Nostri pervenit, populum istum ab amplitudine tua reverenda anathematis poena proposita cogi dominicis et maioris festis diebus frequentare suas parochias, quod eius sanctitati durius videtur, quam praescriptum sit a sacro Concilio, quod praescribit de ea re populum moneri tantum debere. Nec fugit amplitudinem tuam, quam sobrie, quantaque circumspectione ex eiusdem Concilii tridentini praecepto excommunicationis gladium exerere oporteat. Itaque Suae Sanctitatis iussu amplitudinem tuam hortor, anathematis poenam tali in re amovere, et tollere curet, quae cum istis hominibus omne cohortationis, et admonitionis genus, ut parochias frequentent, vehementius adhibuerit, eiusdem etiam prudentiae, ac pietatis erit istud anathematis remedium, quod intempestive adhibitum magis perniciem affert, quam salutem, quemadmodum etiam a sacro Concilio sapientissime praescriptum est, nonnisi ex gravi caussa adhibere: cui salutem et incolumitatem precor.

(1) LO STAMENTO MILITARE, per la secolare dipendenza dell'isola dai monarchi aragonesi e spagnuoli, avea dimenticato intieramente che la Sardegna facea parte naturale e integrante d'Italia, e chiedeva (strano a dirsi) *l'abolizione* degli STATUTI dei comuni di SASSARI, di BOSA e d'IGLESIAS, perchè erano dettati e scritti originalmente in lingua *italiana* e anche in lingua *sarda*. E fra questi vi erano gli STATUTI dell'antica repubblica di SASSARI, dettati in due *Codici (Brevia)* distinti, uno in lingua *sarda* e l'altro in lingua *latina;* monumento importantissimo del secolo XIV, dato già ora in luce (Cagliari, 1850. Tipog. Timon, vol. I in-4° gr.), e illustrato dall'autore del presente Codice diplomatico. Il vicerè di Sardegna, per aggiungere stranezza a stranezza, decretò che tali STATUTI fossero voltati in lingua *catalana*, e il re don Filippo II approvava senz'altro il decreto viceregio. Era lo stesso sovrano che avea proibito ai giovani sardi di recarsi per ragione di studi alle università d'Italia.

Digitized by Google

XIII.

Il pontefice Pio IV scrive al vescovo di Usellus *(in Sardegna), per avvertirlo che il canonico Bartolommeo Montello, il quale era investito di due canonicati, uno nella cattedrale di Cagliari, e l'altro in quella di Usellus, risiedendo però nel primo, non potea essere privato dei frutti e proventi del secondo, ma solo delle distribuzioni quotidiane.*

(1565, — 27 giugno).

Dal Cod. Sbaraleano presso il Mattei, Sardinia Sacra, fol. 271, Edit. Rom.

Praesbyter Bartholomaeus Montellus residens in canonicatu calaritano, quem asserunt esse digniorem caeteris canonicatibus, quos obtinet; si caret distributionibus quotidianis suorum canonicatuum usellensis, carallensis, in quibus non residet, et propterea amittat, si quid absentes iusta alia de causa non perciperent, nec sacro Concilio tridentino adversatur, et obtemperat declarationi, quae tali in re a SS. Domino Nostro facta est. Quare si ita est, et in digniori canonicatu resideat, cum amplitudo tua eum privaverit distributionibus quotidianis et reliquis, si quae forte sint eo modo, quo diximus, iussu SS. Domini Nostri monebo te, quod ad possessionem istorum canonicatuum et praebendarum attinet, et ad perceptionem caeterorum fructuum ei nullam molestiam exhibeas: cui Deum benignum, et propitium precor.

XIV.

Il pontefice S. Pio V scrive all'arcivescovo di Cagliari, rammentandogli l'uso cui furono destinati dalla Sedia pontificia, previi concordati co' re cattolici, *li così detti* spogli *dei vescovi di Sardegna, i quali morissero nelle loro sedi o fuori, e ne ordina l'esatto adempimento.*

(1572. — 24 gennaio).

Dall'antico Archivio del Regio Patrimonio di Sardegna.

Pius Papa Quintus ad futuram rei memoriam.

Ad hoc sumus in eminenti Sedis Apostolicae specula super gregem dominicum constituti, ut ea, quae salubriter ad diuini cultus augmentum, et omnipotentis Dei laudem, et honorem facta sunt, sublatis quibusuis impedimentis, executioni demandari curemus, et ut ea optatum consequantur effectum, declarationis nostrae oraculo sic opportune, ne ordinationes nostrae curiosa interpretatione contorqueantur dilucidamus alijs remedijs, ut aequum, et rationi consonum ducimus, prouidemus. Alias siquidem per quasdam nostras in forma Breuis expeditas litteras, et a nobis sub die octaua februarij anni millesimi quingentesimi sexagesimi septimi, pōtificatus nostri anno secundo emanatas, ex certis tūc expressis causis, spolia archiepiscorū, et episcoporū in insula Sardiniae metropolitanas, et cathedrales ecclesias obtinentium in dicta insula, et extra eam, non tamen in Italia decedentium, fructusque redditus et prouentus ecclesiarum praedictarum, illarum vacatione durāte, ab archiepiscopis et episcopis, quos in ecclesijs huiusmodi, vt praefertur pro tempore vacantibus decedere contigerit, auctoritate apostolica perpetuo abdicauimus, et appropriauimus, et separauimus, et insuper, vt praemissa suum debitum consequi possint effectum, dilectis filijs singulis capitulis singularum ecclesiarum praedictarum, illarumq. personis per charissimum in Christo filiū nostrum Philippum Hispaniarum, et dicti regni regem catholicum, eiusque successores eligendis, vt spolia, et fructus huiusmodi percipere, exigere, et recuperare possent, et valerent illaque in restaurationem, reparationem, et manutētionem, emptionem, et conseruationem, praedictas conuertere, ipsasque ecclesias instaurare, reparare, et conseruare, ornamentaque, et paramenta praedicta emere, et manutenere deberent, et tenerentur dicta authoritate etiam perpetuo concessimus, et indulsimus, et commissimus, et mandauimus ipsis archiepiscopis, et episcopis, ne in spolijs, ac fructibus, redditibus, et prouentibus huiusmodi se aliquo modo intromitterent, nec intromittere auderent, vel praesumerent, quinimo illa per capitula, et personas huiusmodi percipi, exigi, recuperari, et vt praefertur conuerti permitterēt sub sententijs, censuris et poenis ecclesiasticis eo ipso incurrendis inhibuimus et praecepimus, aliaque forsan fecimus, et ordinauimus, prout in illis, quarum tenorem praesentibus haberi volumus pro expresso, plenius continetur. Quia tamen postea coepimus nōnullos iudices laicos curiae saecularis earundē litterarū executioni impedimentū praestare, seu vt in posterum praestent tētare; idcirco motu proprio, et ex certa sciētia, ac de apostolicae potestatis plenitudine dictis prioribus litteris addendo, casusque declarando, personas capitulares pro perceptione spoliorum archiepiscoporum, et episcoporum pro tempore vita functorum, juxta dictarum litterarum continentiam, et tenore deputatas a nemine, quauis ille praefulserit ecclesiastica vel saeculari dignitate, et si speciali nota digna fuerit, in dictis spolijs percipiendis, quouis praetextu, aut quaesito colore, vel ingenio impediri posse, neque debere; sed statim eorumdem archiepiscoporum et episcoporum morte subsequta, earumdem deputatarum personarum incumbere, cum interuentu publici mensae archiepiscopalis, seu episcopalis notarij, archiepiscopi, seu episcopi, qui decesserit, bona post se relicta, ad effectum eadem bona in ecclesiarū reparationem, et ornamentum, ac ornamentorum, et paramentorum fulcimentum, vt praefertur, conuertendi, in inuētarium redigi facere, statuimus, dantes, et concedentes facultatem vicario per capitulum ecclesiae archiepiscopalis illius sede archiepiscopali, vel episcopali vacante, rite deputato, et potestatem per praesentes quascumque res, et bona archiepiscopi, vel episcopi defuncti detinentes, occultantes, vel ad eundem archiepiscopum, vel episcopū defunctum pertinentia, quomodolibet occultantes iuris, et facti remedijs opportunis ad reuelandum, et consignādum eisdem deputatis cogēdi, et compellendi, ac causas, lites, et controuersias desuper quomodolibet, et ad instantiam eorumque archiepiscoporum, vel episcoporum creditorum, vel alias quomodolibet interesse praetendentium ortas, summarie audiendi, cognoscendi, decidendi, fineque debito terminandi, et auxilium brachij saecularis,

Digitized by Google

si opus fuerit, inuocandi. Quodque si archiepiscopum, vel episcopum extra suam dioecesim mori contingat, loci ordinario intra cuius dioecesis limites ipsum archiepiscopū seu episcopum vitam cum morte contigerit commutare, mādamus, vt bona archiepiscopi, seu episcopi huiusmodi defuncti in eius dioecesi existētia per notariū, seu cancellarium suum publicum pariter in inuentarium redigi curet, conseruanda et custodienda ad effectum eadem dictis oeconomis, sic ut praefertur, deputatis integraliter, et cū effectu omni mora, et dilatione postpositis, consignandi, seu consignari faciendi; sed si tempore obitus archiepiscopi vel episcopi extra suā dioecesim mori cōtigerit, et presentes fuerint praedicti oeconomi deputati capituli praefati archiepiscopi, vel episcopi sic morientis, qui oeconomi quam primum bene visum fuerit eligi, et nominari debeāt, ne bona dicti archiepiscopi, vel episcopi defuncti aliquo modo distrahantur, vel deperdantur, quod dicti oeconomi sic deputati, et nō praedictus ordinarius loci in cuius dioecesi obierit possint, et valeant bona archiepiscopi defuncti in inuentarium redigere, et illa apprehendere ad effectū conuertendi, iuxta praedictarum nostrarum litterarum formam. Dantes, et concedentes eisdem oeconomis sic deputatis plenam et amplam potestatem omnia et singula in praemissis, et circa ea quomodolibet necessaria et opportuna faciendi, et exequendi. Cum autem sicut accepimus praeter intentionem nostram et contra ea, quae in prioribus nostris litteris ordinauerimus, nonnulli iudices curiae saecularis ciuitatis calaritanae res, et bona bonae memoriae Hieronymi archiepiscopi Arboren. nuper extra romanā curiam, et in dicta ciuitate Calaritana defuncti, apprehēderint, et in inuentarium redegerint, ac in causis super eisdem rebus, et bonis vertentibus, et quae verti poterant, licet de facto se intromiserint, ac dilectos filios capitulum arboren., illiusque personas capitulares, quominus ipsae res, et bona huiusmodi apprehendere, et in inuentarium redigere possent, impediuerint, quo factum fuit, vt notabiles pecuniarū, et rerum quantitates, et suppellectilia praeciosa, ac libri rationum pecuniarum, et rerum praedictarum deperdita, et occultata fuerint, in maximum dictae ecclesiae arboren., et aliorū desuper forsan interesse habētiū, praeiuditium, et detrimentum, nos indemnitati ecclesiae arboren., et aliarū ecclesiarū metropolitanarū, et cathedraliū dictae insulae consulere, et ne post haec capitula, seu personae capitulares praedictae a quoquam praesertim a iudicibus saecularibus et laicis super praemissis indebite impediātur, vel molestentur, prouidere volentes, omnia et singula gesta, facta, et actitata per dictam curiam saecularem, seu eius iudices, et executores, aut quascunque alias personas, praeterquam a capitulo, seu capitularibus personis dictae ecclesiae arboren., de, et super rebus et bonis dicti Hieronymi archiepiscopi nulla, irrita, inania, et inualida, ac nullius roboris, et momēti existere, ac nulliter, et de facto processisse, ipsosque iudices, ac quascumque personas, quouis titulo detinentes ad restituendum illa integre, et sine diminutione, seu retentione, et ratione expensarum capitulo arboren., seu illius capitularibus personis, aut eisdem deputatis teneri, et obligatos fore, et esse per praesentes decernimus. Quo circa, cum plura, res, et bona ad dictum Hieronymum archiepiscopum expectantia, et pertinentia distracta fuerint, furtoque ablata ut praefertur fuerint, venerabili fratri archiepiscopo calaritano, per praesentes committimus, et mandamus, quatenus personas omnes, et singulas cuiuscunque cōditionis, et dignitatis, status, gradus, ordinis, vel conditionis existentes, ac bonorum, ac rerum dicti Hieronymi archiepiscopi detentores, ad bona, et res huiusmodi restituenda ad effectum personis capitularibus dictae ecclesiae arboren., seu earum argentibus consignandi, via iuris et remedijs opportunis, omni et quacunque appellatione, et prouocatione suspensa, et remota cogat, et compellat, cum potestate omnes causas, et cōtrouersias ratione dictorum bonorum forsan iam exortas simpliciter, et de plano sola facti veritate inspecta decidendi, ac quibusuis inhibēdum fuerit, inhibendi, ac per se, vel alium, seu alios, primo dictas, et praesentes litteras, et in eis contenta quaecumque vbi, et quando opus fuerit, ac quoties pro parte capitulorum, seu capitularium personarum praedictorum, aut cuiuslibet eorum fuerit requisitus solēniter publicari faciat, eisque in praemissis efficacis defensionis praesidio assistat, ac faciat ipsas litteras, et in eis contenta quaecunque, formiter obseruari, ac singulos, quos ipse litterae concernunt, seu concernerent in futurum, illis pacifice gaudere, et frui non permittentes eos, seu eorum aliquem contra ipsarum litterarum tenorem quomodolibet indebite mōlestari contradictores quoslibet, et rebelles in subsidium per censuras, et poenas ecclesiasticas, remediaque opportuna, eadem authoritate nostra, appellatione postposita compescendo, inuocato ad hoc, si opus fuerit, auxilio brachij soecularis, non obstātibus foelicis recordationis Bonifacij papae VIII praedecessoris nostri de vna, et concilij generalis de duabus dictis, dummodo ultra tres quis vigore praesentium ad iuditium non trahatur, et alijs constitutionibus, et ordinationibus apostolicis, priuilegijs quoque indultis, et litteris apostolicis dictae curiae regiae, seu alijs quibusuis personis concessis, innouatis, et approbatis, quibus omnibus, et singulis illorum tenores, etiam si de verbo ad verbum exprimi deberent, praesentibus pro sufficienter expressis habentes, illis alias in suo robore permansuris, hac vice dumtaxat specialiter, et expresse derogamus, contrarijs quibuscunque, aut si aliquibus communiter, vel diuisim ab eadem sit sede indultum, quod interdici, suspendi, excommunicari non possint per litteras apostolicas non facientes plenam et expressam, ac de verbo ad verbum, de indulto huiusmodi mentionem. Datum Romae apud Sanctū Petrum sub annulo Piscatoris, die vigesimo quarto ianuarij 1572. Pontificatus nostri anno septimo.

Caesar Glorierius.

XV.

Prammatica sanzione del re Don Filippo II, con la quale fu ricostituito in Sardegna il supremo Tribunale o Consiglio della Reale Udienza, *e furono determinati i dritti, gli obblighi, gli onori, gli utili, le incombenze e le prerogative appartenenti così al corpo intero, come ai singoli membri del medesimo.*

Digitized by Google

(1573. — 3 marzo).

Dall'antico Archivio Regio patrimoniale di Sardegna, Registr. A, fol. 71 e seg.

Nos Philippus Dei gratia rex Castellae, Aragonum, Legionis utriusque, Siciliae, Hierusalem, Portugalliae, Hungariae, Dalmatiae, Croatiae, Navarrae, Granatae, Toleti, Valentiae, Galitiae, Maioricarum, Hispalis, Sardiniae, Cordubae, Corsicae, Murtiae, Giennis, Algarbij, Algezirae, Gibraltaris, Insularum Canariae, nec non Indiarum Orientalium, et Occidentalium, Insularum, ac Terrae firmae, maris Oceani, archidux Austriae, dux Burgundiae, Brabantiae, Mediolani, Athenarum et Neopatriae, comes Abspurgij, Flandriae, Tirolis, Barchinonae, Rossilionis et Ceritaniae, marchio Oristanei, et comes Goceani. Cum nos, annis praeteritis, pro recta justitiae administratione, optimo statu, ac commodo, et utilitate incolarum praefati nostri regni Sardiniae statuerimus, in eodem regno regiam audientiam instituere, et formare necessarium numerum doctorum optimorum, ad id nominavimus, qui una cum nostro vicecancellario, seu regente nostram regiam cancellariam, causas, et negotia regiae audientiae praefatae pertractarent, et iustitiae complementum partibus administrarent; pro cuius regiae audientiae institutione, et meliori administratione, et gubernatione fuit per nos aedita, et sancita regia pragmatica, et ordinatio data in nostra civitate Barchinonae, die decima octava mensis martij, anno a Nativitate Domini millesimo quingentesimo sexagesimo quarto, quae hactenus observata est, et in praesentia observatur. Caeterū, quia experientia rerum magistra visum est expediri, et secundum temporum varietatem maximę necessarium esse, nedū dictae pragmaticae addere aliqua, quibus optima iustitiae administratio amplior efficiatur, sed etiam nōnulla ab ea detrahere, quae superabundare visa sunt, et in ipsa nihil ineptum, et deminutum reperiri possit, quapropter volentes optimo regimini, et gubernationi regni praedicti Sardiniae, prout decet consulere, motis ejusdemmet respectibus et causis, et quampluribus aliis nostrum regium animū digne movētibus, abrogata prius, et abolita praedicta, et praecalendata regia pragmatica, prout illā abrogamus, et delemus, tamquam si facta non fuisset, tenore praesentis nostrae regiae pragmaticae sancimus, et ordinamus de nostra certa scientia, deliberate, et consulto nostri sacri supremi regii concilij matura deliberatione praeeunte statuimus, sancimus, et ordinamus, quod in dicto regno Sardiniae sit, et remaneat nostra regia audientia, modo, et forma sequentibus.

Statuimus, sancimus, et ordinamus, quod quinque doctores graduati in iure sint de dicto regio Consilio, videlicet noster vicecancellarius, seu regens cancellariam, et nostri regij fisci aduocatus in dicto regno, qui ad praesens sunt, et pro tempore fuerint, et tres alij doctores, quorum unus serviat pro iudice curiae ad usum regiae audientiae nostri principatus Cathalóniae, qui omnes simul debeant assistere, et consulere nostro locumtenente generali in dicto regno, et intervenire in omnibus causis et negotijs, tam civilibus, quam criminalibus, eas, vel ea iudicando, et determinando modis, et forma inferius expressādis, qui omnes quinque doctores, qui per nos suo tempore eligentur sint viri periti, bonae vitae et famae, et in introitu officij teneantur, et jurare debeant in posse locumtenentis generalis, vel in ejus absentia in posse presidentis, regentis locumtenentiam generalem, vel eorum, ad quos spectabit, de bene, et legaliter se habere in dicto eorum officio, et de fideliter administrando, et de tenēdo secreto negotia, et ea, quae in dicto Consilio secrete tractabuntur, et alia omnia et singula facere, et observare, quemadmodum iurat et solitus est iurare noster vicecancellarius, seu regens cancellariam in praedicto regno.

Item sancimus, et ordinamus, quod in dicta regia audientia praesit ipse locumtenens generalis noster, qui ad praesens est, et pro tempore fuerit, quando intererit in dicta regia audientia, et quando dictus noster locumtenēs generalis non interfuerit in dicta regia audientia, quod noster vicecancellarius, seu regens cancellariam, qui ad praesens est, et pro tempore fuerit, et per absentiam, mortem, vel aliud impedimentum dicti nostri vicecancellarij, seu regentis cancellariam, quod praesit ille doctor, qui erit antiquior in dicta regia audientia.

Item sancimus, et ordinamus, quod illud, et quod pars maior dictorum doctorum dictae regiae audientiae concluserit, et determinaverit debeat, et teneatur sequi et cum illis cōcludere dictus noster locumtenens generalis, et suo casu noster vicecancellarius seu regens cancellariam, hoc intellecto, quod quando esset paritas votorum, quod servetur illud, quod determinaverit ea pars, cum qua concurrerit votum nostri vicecancellarij, seu regentis cancellariam, et in casu quo praesit locumtenens generalis, quod ipse teneatur concludere, et sequi dictam partem, cum qua concurrerit dictus vicecancellarius, seu regens cancellariam.

Item sancimus, et ordinamus, quod omnes praedicti doctores de dicto regio Consilio habeantur, et teneantur firmare, et signare more solito omnes sentētias, provisiones, et decreta, quae emanaverint a maiori parte dictorum doctorum dictae regiae audientiae, et etiam illi qui fuerint contrarij voti, et sententiae, ne publicetur secretum Consilij, et sciatur qualiter quis votaverit, et cuius sententiae fuerit.

Item sācimus, et ordinamus, quod in dicta regia audientia fiat unus liber, sive registrum, ubi scribantur, sive registrentur vota cuiuslibet dictorum doctorum, qui votabunt, et iudicaverint in dicta regia audiētia, qui liber vel registrum debeat secrete cum omni fidelitate custodiri, penes dictum vicecancellarium, seu regentem cancellariam, et suo in casu penes antiquiorem in dicta regia audientia, et volumus, et ordinamus, quod dicti nostri consiliarij, et scribae dictae regiae audientiae, qui vota eorum recipiunt, et conclusiones in libro praedicto scribent, et in alijs negotijs et tractatibus causarum regiae audientiae intervenerint, iuramentum singulis mensibus praestare teneantur in posse nostri vicecancellarij, seu regentis cancellariam de tenendo secrete, ne secreta votorum partibus innotescant.

Item, quia ante formationem regiae audientiae in dicto regno Sardiniae, non interveniebant in Consilio alii doctores, praeter quam noster regens cancellariā, et fisci noster advocatus, et solebant intervenire in dicto Consilio

Digitized by Google

cum eis magister rationalis, regius procurator, et receptor reservati, et nūc eorū interventio non expediat, cum plures doctores habeant intervenire, ideo volumus, et ordinamus, quod de caetero dicti regius procurator, magister rationalis, receptor reservati non interveniant in dicto regio Consilio, neque in tractandis, neque in determinandis dictis causis civilibus, et criminalibus: sed tantū volumus, quod quando tractabitur de aliquo negotio patrimoniali, et eorum assistentia fuerit necessaria ad informandum, vel ab eis aliquod perevitandum, quod vocentur et assistant tantum in tractandis, sed non in determinandis dictis negotijs, nisi tractetur de cōponendis aliquibus reis, qui possunt admitti ad compositionem cum regia curia, nam tali casu volumus, quod in concludendis dictis cōpositionibus interveniant dicti magister rationalis et regius procurator, vel receptor reservati, suo in casu quando de cuius recepta tractabitur, vel in eius receptoria dicta compositio est adnotanda, iuxta regias pragmaticas regni praedicti.

Item sancimus, et ordinamus, quod praedicti doctores regiae audientiae omnibus diebus utilibus secundum ius cōmune, et provintiae usum, et consuetudinem teneantur post festa paschalia Resurrectionis dominicae, usque ad festivitatem Sancti Michaelis mensis sēptembris, in mane a septima hora, usque ad decimam, et sic per tres horas se congregare, et in loco solito, ubi regia audiētia celebratur, et celebrari solet, et in dicto regno intēdere circa negotia, et expeditionem causarum, et post festum Sancti Michaelis dicti mensis septembris, usque ad Pascha Resurrectionis dominicae ab octava hora usque ad undecimam, et secundum negotiorum occurrentiam et casuum exigentiā; quod per tres dies in hebdomada, per meridiem videlicet post festa paschalia Resurrectionis, tertia, vel quarta hora usque ad quintā, vel sextam horas, usque ad dictum festum Sancti Michaelis, et inde a secunda vel tertia hora usque ad quartam, vel quintam usque ad sextam, vel ferias paschales, ut dictum est.

Item sancimus, et ordinamus, quod per dictum nostrū vicecancellarium, seu regentē cancellariam dicti nostri regni Sardiniae debeant committi omnes causae, tam civiles quam criminales ipsis doctoribus regiae audiētiae, ad cōlligendum et referendum tantum, et si dictus vicecancellarius, seu regens voluerit apud se retinere aliquam ad praedictum effectum colligendi, et referēdi, quod possit retinere et in decisione cuiuslibet intermedii declarandi, tam super altercatis, quam in diffinitiva, quod referatur in regia audientia, et quod in eadem decidatur intermedium, vel alias declaretur super ipsa causa principali per dictos doctores regiae audientiae.

Item sancimus, et ordinamus, quod relationes causarum civilium siant palam, et publice in regia audientia, et coram partibus, si adesse et interesse voluerint, et alijs ibi assistentibus, ut fit, et solitū fieri hactenus in dicto regno.

Item sancimus, et ordinamus, quod nullus ex relatoribus, cui causa fuerit commissa ad referendum, faciat assignationes ad relationem, et sententiam, absq. eo quod processerit de volūtate, et licentia eius, qui praefuerit in dicta regia audientia, videlicet nostri vicecancellarij seu regentis, vel in eius defectu antiquioris doctoris dicti regij Consilij, ne alias sequatur perturbatio negotiorum, et unum altero impediatur. Insuper statuimus, sancimus, ed ordinamus q. non fiat relatio alicuius processus in dicta regia audiencia, quin prius relator illū privatim viderit, et recognoverit, quod ad unguem observetur per doctores dictae nostrae regiae audientiae, cum alias per lecturam integri processus in regia audientia, si prius privatim recognitus, ac in summam redactus non fuerit per relatorem, multum temporis consummeretur, ac expeditioni aliorum negotiorum detraheretur.

Item sancimus, et ordinamus, quod dictae causae, tam civiles, quam criminales, quae in dicta regia audiencia vētilabuntur, et vertentur, expediantur secundum earum antiquitatem, et prioritatem, ita ut in earum expeditione servetur ordo prioritatis, nisi qualitas causae recentioris, iuxta iuris formam aliud exigerit, vel in eo puncto esset causa recentior, quod facilius, et citius expediri possit, quam ea, quae illam praecederet, vel alias partes praecedentium, et antiquiores causarum earum expeditioni non insisterent, recentiorum vero soliciti essent circa earum expeditionem, quibus subveniendum est, super quo nostri vicecancellarij, seu regentis cancellariam conscientiam oneramus.

Item sancimus, et ordinamus, quod in votandis, et decidendis dictis causis, et negotijs in dicta regia audientia prius votet ipse relator, et inde iunior, vel alias, qui fuerit modernior in dicto Consilio, vel audientia, non obstante, quod aetate, et gradu sit antiquior, et quod ita etiam inter eos servetur ordo procedendi, et sedendi, quod antiquior in Consilio praecedat recentiores in eo, et si in isto principio non posset hoc commode decerni, mandamus in hoc principio, quod habeatur pro antiquiori, et praecedat ille, qui fuerit prius graduatus, et sic secundum iuris dispositionem, qui fuerit antiquior in promotione gradus, et inde post servetur ordo antiquitatis, respectu promotionis ad Consilium, et regiam audientiam, ut qui ante fuerit in dicto Consilio praecedat moderniorem in eodem Consilio.

Ordinamus etiam, quod facta conclusione et deliberatione in aliqua causa, intra tres dies iuridicos post dictam conclusionem publicetur, et publicari habeat sententia in vim dictae conclusionis proferenda, quae si ulterius differretur, et partibus, et iudicibus circa bonam administrationem iustitiae, multa damna, et incommoda inferri possent.

Nec non etiam sancimus, et ordinamus, quod quando in aliqua causa vel negocio civili, vel criminali doctores dictae nostrae regiae audientiae incipiant vota sua praebere, eadem die, et sine interruptione, vel alterius dicti, vel negotij interpositione, vota omnium exigantur, et recipiantur, qui in ea causa vel negotio intervenire et votum suum dare poterunt, etiam si, ut vota integra omnium habeantur, opporteat per plures horas, quae pro regia audientia tenenda praefixae sunt, in eo negotio, et loco audientiae se detinere. Quod si locumtenens generalis, seu praesidens suo casu propter paritatem votorum, vel alias votum suum in dicta causa, vel negotio praebere voluerit, illud dare teneatur intra tres dies proximos, nisi causae vel negotij qualitas maius tempus exposceret, super quo dicti nostri locumtenentis generalis, et suo casu praesidentis conscientiam oneramus.

Digitized by Google

Volumus etiam, et ordinamus, quod dicti regij consiliarij usque ad publicationem sententiae in vim conclusionis in dicta regia audientia faciendae, exclusive possint votis suis addere, aut detrahere, vel in ea votum, si eis videbitur, mutare, neque sub praetextu, aut ratione, quod eorum vota iam in publica documenta redacta fuerint, et conclusio ordinata per nostrum locumtenentem generalem, ne id faciant impediri possit.

Item sancimus, et ordinamus, quod salaria quae debebuntur pro sententijs, quae proferentur in dicta regia audientia, cum causae fuerint in relatione, deponantur apud scribam causae, vel eum, qui per dictam regiam audientiam fuerit deputatus, et dictum salarium inde non distribuatur inter doctores Consilij, quin prius sententia fuerit signata et firmata per doctores dictae regiae audientiae, etiam posita apud scribam dictae causae, quae salaria aequaliter dividi et distribui inter eosdem mandamus, et dicta salaria taxentur, ac exsolvantur, ac exsolvi debeant pro quibuscunque causis civilibus ad rationem unius solidi pro qualibet libra monetae dicti regni Sardiniae iusti valoris, et existimationis rei, de qua litigabitur, prout hactenus solvi consuevit, ita tamen, quod salaria huiusmodi non possint excedere quantitatem septuaginta quinque librarum eiusdem monetae pro qualibet quantumvis magna causa, et tam pro prima, quam pro secunda instantijs, et si super incertitudine valoris causarum quaestio erit inter partes, vel dictos nostros consiliarios, volumus quod per nostrum locumtenentem generalem de consilio regentis cancellariam, et suo casu antiquioris decidatur, et terminetur.

Item sancimus, et ordinamus, quod praedicti doctores, qui fuerint dictae regiae audientiae, non possint publice, neque secrete recipere pensionem, quitationem aliquam, neque salarium ab aliqua universitate, collegio, neque capitulo, neque particulari, et privata persona, neque etiam munera donativa a litigantibus, neque alijs, nisi secundum iuris dispositionem, neque etiam possint patrocinari in aliquo tribunali, neque ecclesiastico, neque saeculari, neque directe, neque indirecte, palam, vel secrete consulere in aliquo negotio, vel causa, tam civili, quam criminali.

Item sancimus, et ordinamus, quod a sententijs ferendis in dicta regia audientia, si fuerint latae infra summam mille librarum monetae dicti regni, tam super quantitate, quam rebus dicti valoris, dummodo sint supra summam ducētarum librarum dictae monetae, quod possint partes, quae senserint se gravatas, si voluerint supplicare super eisdem ad dictum, et eundem locumtenentem generalem nostrum, qui cum eisdem doctoribus regiae audientiae, mutato tantum relatore, debeat cognoscere de dicta causa supplicationis, non obstante privilegio regni disponente, quod usque ad summam ducentarum librarum possit supplicari ad eundem locumtenentem, et iuxta dictum privilegium debebat, et tenebatur causam delegare, et committere alicui doctori; nam cum nunc per regiam audientiam cessent causae praedicti privilegij, ideo dictum privilegium cessare volumus, prout expresse per hanc nostram regiam pragmaticam sanctionem eidem privilegio derogamus, et derogatum esse volumus; et a quantitate mille librarum monetae dicti regni ab inde supra possint dictae partes supplicare ad nostram regiam maiestatem, et nostrum sacrum supremum regium Consilium, mandantes, et expresse disponentes cum hac nostra regia sanctione, quod super quantitate minori ducentarum librarum non possit supplicari a sententijs latis per dictum locumtenentem nostrum, et regiam audientiam; sed mandamus, quod praedictae sententiae minoris quantitatis ducentarum librarum omni supplicatione remota exequantur.

Item, quia visitatio carceratorum, quae qualibet hebdomada fieri debet, non recte fieret extra regias carceres, et effectu ad quem introducta fuit careret, et multa oriri possent inconvenientia, si extra locum carcerum rei ad locum ubi visita celebraretur ignominiose ducerētur, et posset etiam occasio fugiendi eisdem dari, vel eximendi eos a manibus officialium, qui eos ducerent; propterea, ut praedictis, et alijs obuietur, statuimus, sancimus, et ordinamus quod dicta visitatio carceratorum per dictum nostrum locumtenentem generalem, et doctores regiae audientiae, in dicto regno Sardiniae celebrari debeat, et celebretur qualibet hebdomada intra regias carceres, et non alibi, nisi propter pestem, vel alium morbum contagiosum, vel aliud iustum impedimentum dicto locumtenenti generali, et regiae audientiae alibi celebrari debere visum fuerit.

Insuper quia ut plurimum nostri locumtenentes generales, ac praesidentes in dicto regno Sardiniae non sunt litterati, ita ut secundum iura communia, vel municipalia dicti regni possint per se ipsos partibus iustitiam ministrare, propterea statuimus, sancimus, et ordinamus, ac dicto nostro locumtenenti generali, ac praesidenti in dicto regno inhibemus, ne absque consilio, et voto nostri regentis cancellariam, et doctorum dictae regiae audientiae, aut maioris partis eorum causam aliquam civilem, vel criminalem decidat, vel determinet.

Nec non etiam volumus, et ordinamus, quod qualibet hebdomada ad minus in die veneris, aut si feriata fuerit, aliqua die iuridica eiusdem hebdomadae dictus noster locumtenens generalis causas verbales audire, et decidere teneatur, cum assistentia tamen interventu, et consilio, et voto dicti nostri regentis cancellariam, aut eo impedito antiquioris doctoris regiae audientiae, et non aliter, nec alio modo.

Statuimus etiam, sancimus, et ordinamus, quod praesens nostra regia pragmatica, qua ordo, et forma administrationis iustitiae per regiam audientiam in dicto regno noviter erectam traditus est, prout renovata existit, per nostram locumtenentiam generalem, et alios regios officiales, et alios, ad quos spectat, perpetuo teneatur, et inviolabiliter observetur, iuxta illius seriem, et tenorem, quodque dictus noster locumtenens generalis, praesidens, seu dictum offitium regens in dicto regno Sardiniae, qui nunc sunt, et pro tempore fuerint teneantur iuramentum praestare super observantia dictae regiae pragmaticae, modo, et forma, qua consueverunt iurare observantiam privilegiorum, ac capitulorum, et actuum Curiae regni praedicti, et quemadmodum regens nostram regiam cancellariam, et doctores dictae regiae audientiae iurare soliti sunt, et consueverunt.

Item sancimus, et ordinamus, quod omnes aliae regiae ordinationes, pragmaticae, sanciones, statuta, privilegia,

Digitized by Google

capitula curiarum dicti regni in quantum praesenti pragmaticae sanctioni non contrariantur, serventur, sicut prout hactenus observari consueverunt. Qua propter spectabili, nobilibus, magnificis, et dilectis consiliarijs, et capitaneo generali nostro in dicto regno Sardiniae, praesidenti, seu dictum officium regenti, regenti cancellariam, aut DD. dictae regiae audientiae, fiscique advocato, ac iudici regiae curiae, potestatibus, vicarijs, alguazirijs, virgarijs, et portarijs, caeterisque alijs officialibus, et subditis nostris maioribus, et minoribus in dicto regno Sardiniae constitutis, et constituendis, praecipimus, et iubemus ad incursum nostrae regiae indignationis, et irae, poenaeque florenorum auri aragonum trium mille, nostris regijs inferendorum aerariis, quod nostram huiusmodi pragmaticam sanctionem, et omnia, et singula in ea contenta teneant firmiter, et observent, tenerique, et inviolabiliter observari faciant, per quos decet, cauti secus agere, fieri, nec permittere aliqua ratione, seu causa, si praeter irae, et indignationis nostrae incursum, poenam praeapositam cupiunt evitare, in cuius rei testimonium praesentes fieri iussimus, nostro regio communi sigillo in calce munitas, quas originaliter in nostro archivio regio recondi, et custodiri iubemus. Dat. Madriti die tertio mensis martij anno a Nativitate Domini millesimo quingentesimo septuagesimo tertio. Yo el Rey.

V. don Bernardus vicecancellarius. V. Comes generalis thesaurarius. V. Episcopus Urgelen. reg. V. Sentis reg. V. Sapena reg. V. Campi reg. F. Gort pro conservatore generali.

Dominus rex mandavit mihi Michaeli Gort, visa per don Bernardum vicecancellarium, Comitem generalem, thesaurarium, Episcopum Urgellen., Sentis, Sapena, et Campi regentes cancellariam, et me pro conservatore generali.

XVI.

Don Filippo II re di Spagna, a petizione dello STAMENTO MILITARE *di Sardegna, accorda nuovamente ai vassalli e familiari dei feudatarii dell'isola, e dei membri di detto* STAMENTO, *perdono dei loro delitti, ad eccezione di quello di* lesa Maestà, *e di altri nominati specialmente nel Decreto Reale.*

(1575. — 27 marzo).

Dagli atti del Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del Vicerè Don Giovanni Coloma conte di Elda, cap. XII, fol. 287 (Archiv. ant. del R. P. Cod. *Sardiniae*, fol. 198).

Item supplica à la Magestat lo dit Stament remetre, y perdonar tots los del dit Stament, vassalls, y familia de acquells de qualsevol crims excessos, ò delictes que porrian haver comes, o de qualsevol preteses fiscals, ara fiat fet proces, ò no fet, talment, que contra los demunts dits, ni ilurs bens per la regia Cort, ni per lo fisch nos puga procehir, excepto crim de lesa Magestat in primo capite.

Que ho suppliquen à sa Magestat, que en altres parlaments ho ha acostumat decretar ab altres reservacions, com per aquells appar.

Scriba Ferrer Notar.

Plau à sa Magestat, excepto crim de lesa Magestat in quocumque capite, homicidi, trencadors de camins, y ladres, falsadors de moneda, sodomitas, trēcadors de pau y tregues, falsadors de actes, y los que sciētment usen dells nastres, o cortellades dades per diners, bastonades, vergades, ampollades, encara que no sien dades per diners, y rapto de dones.

Don Bernardus Vicecanc.

XVII.

Prammatica del re Don Ferdinando II il Cattolico, *per la quale i notai, e tutti i pubblici uffiziali dell'isola di Sardegna furono proibiti di presentare e dare esecuzione qualunque a bolle, o lettere pontificie, senza prima farne conoscere il contenuto, ed ottenerne licenza dal vicerè di Sardegna.*

(1493. — 3 agosto).

Dall'Archiv. antico del R. Patrimonio di Sardegna.

Nos don Ferrando per la gratia de Deu, rey de Castella, de Arago, de Leo, de Sicilia, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorques, de Sardeñya, de Cordoua, de Corsega, de Murcia, de Jaen, del Algarbe, de Algezira, de Gibraltar, y de las Islas de Canaria, compte de Barcelona, señor de Viscaya, y de Molina, duc de Athenes, e de Neopatria, compte de Rosello, e de Sardañya, marques de Oristany, y Gociano. Recordamnos, que en dies passats ab altra nostra opportuna prouisio prouehirem, ordenarem, y manarem, que per los grās abusos, que a causa dels notaris axi apostolichs, com reals se seguexen, los quals poch mirant à les coses, que concernex en nostre seruici quiscun die entreuenen, en presentaciōs de bulles apostoliques; de hon se seguexē molts, e innumerables plets, y danys, entre nostres naturals, e subdits, lo que redunda en gran deseruey de nostre señor, e nostre: E com siam informats, que la dita nostra prouisio no se obserue, ans los dits abusos à causa dels dits scrivuans, è notaris continuament se seguexen; volens en alguna manera obuiar als dits abusos, e posar en tranquille repos los dits nostres subdits, prouehint en anço de la plenitut de nostra regia absoluta potestat, zelants lo ben de la republica. Per tant ab tenor de la present de nostra çerta sciencia deliberadament, e consulta, prouehim, statuim, ordenam, e manam, q̄ ningu scriua, ò notari apostolic, ni real, en lo dit regne, no pugue, ne li sia licit à instancia de part, ni en altra manera testificar acte de presentacio de bulles apostoliques, e possessions, sens que primer prosehesquen oportunes executories nostres, ò de nostre llochtinent general en lo dit regne, sots priuasio de sos oficis, e à major cauthela, ara per ilaurs les abdicam tot poder de fer lo contrari, ab decret de nullitat, e priuam aquells del dit offici; declarant mes auant los dits actes nullos, manant ab lo mateix tenor scientment, y expressa al loctinent general, y à tots, y sengles oficials majors, e menors en lo dit regne constituhidors, sots incorriment de la ira, e indignacio nostra, e pena de dos mil florins de or de Arago

Digitized by Google

à nostres cofres applicadors, que la present nostra pragmatica sanctio, limitacio de facultat, e totes, e sengles coses en a quella contegudes, tinguen, y obseruen, tenir y observar facen inuiolablement à la vngla. E perque à tots sia manifesta, e de les dites coses ignorancia alguna allegar nos puga, volem, que la present ab veu de publica crida per totes les ciutats, viles, y illochs del dit regne, sia pubblicada. Guardantse de fer lo contrari, si en la ira, e indignacio nostra, e pena sobredita, en la qual en cas de contrauencio no fallirà rigurosa execucio, desigien no incurrir.

Datum en la ciutat de Barcelona à 3 del mes de agost, añy mil cccclxxxxiii.

Yo el Rey.

V. generalis Thes. V. B. Ferret pro conseruatore generali. In Curia sigilli secreti vj. sol. cxxiiij pro dñs rex mandauit mihi Ludouico Gonzales vi. pro etc.

XVIII.

Il re Don Ferdinando II il Cattolico *avverte l'arcivescovo di Cagliari affinchè non provveda, nè conferisca abbazie, priorati ed altri benefizi di regio patronato; e ciò pure osservino tutti gli altri vescovi della Sardegna.*

(1594. — 26 gennaio).

Dall'antico Archiv. patrimon. regio di Sardegna.

El Rey.

Muy reurendo en Christo P. Arçobispo, de nuestro Consejo, he entendido, que en vuestra diocesi hay algunas abadias, y prioratos, q̄ son de mi patronado real, y què quando vaca alguna dellas, sin tener consideracion, à que me toca el presentar, las prouehis en grāde perjuyzio del derecho, que yo tengo, como succediò en lo del priorato de Bonorcado, que aunque entiendo, que el hauerlo hecho assi hasta agora, habrà sido por no estar bien informado, con todo esto fuera bien, que en duda huuierades dado primero raçon dello à mi lugartiniente, y capitan general desse reyno, para que se viera las que hauia en mi fauor, y porque es iusto, que de qui adelante se tēga cuenta en esto para escusar todo genero de pleytos, y differencias, serè muy seruido, que quando vacaren en vuestra diocesi algunas dignidades, que pretendiere, que son de mi real patronado, no las proueais sin dar raçon primero à mi lugartiniente, y capitan general, ò à mi embaxador en Roma, porque de ninguna manera he de dar lugar, à que tocandome à mi el presentar à ellas, ò a ellos, las proueays vos, ni ningun prelado desse reyno.

Datum en Madrid à 26 de henero de M.DXCIIII.

Yo el Rey.

Villanueua secretarius.

XIX.

Papa Clemente VIII scrive all'arcivescovo di Cagliari, ordinandogli di far eseguire i decreti di riforma fatti da due visitatori apostolici mandati a Sardegna per riformare i monasteri e le case religiose d'ambi i sessi.

(1600. — 8 novembre)

Dall'Archivio ai Ss. Apostoli in Roma, presso il Mattei, *Sardinia Sacra*, fol. 105, edit. rom.

Clemens Papa VIII.

Venerabili fratri archiepiscopo calaritano salutem, et apostolicam benedictionem. Ex injuncto nobis apostolicae servitutis debito cunctorum ecclesiasticorum, et praesertim regularium reformationi solicitis studiis intendentes, ea, quae propterea jussu nostro ordinata sunt, debite, ut par est, executioni demandanda esse censemus: proinde cum Cq. Clemens de Neapoli ordinis Sancti Benedicti, et dilectus filius Antonius Marzer ordinis minorum de observantia professi visitatores apostolici ad visitanda et reformanda monasteria, et loca regularia regni Sardiniae a nobis nuper destinati nonnulla decreta reformationi monasteriorum hujusmodi convenientia ediderint, et ad nos retulerint, nosque illa in congregatione visitationis nostrae apostolicae examinari fecerimus, nunc volentes decreta, et ordinationes hujusmodi debitae executioni, ut par est, quam primum demandari, de tuae fraternitatis fide, prudentia, integritate ac religionis zelo plurimum in Domino confisi eidem fraternitati tuae per praesentes committimus et mandamus, ut decreta, et ordinationes hujusmodi, quae ad te una cum praesentibus nostris litteris transmittimus, in singulis monasteriis, et locis regularibus tam virorum, quam mulierum, cuiuscumque ordinis in isto regno Sardiniae existentibus, prout ad quodcumque illorum pertinet, debitae executioni demandari cures, et facias, et ad hunc effectum superiores monasteriorum, et locorum regularium huiusmodi ad te accersiri facias, et ad cuicumque ipsorum ad illius conventum, et subditos respective pertinentia, quorum exemplar authenticum illi consignabis, intimare, eique sub censuris, et poenis ecclesiasticis tibi visis praecipere, ut intra tempus in eisdem decretis praefixum illa exequantur, et ubi terminus aliquis praefixus non fuerit, terminum aliquem arbitrio tuo etiam cum similibus censuris, et poenis ecclesiasticis praefigere per acta alicujus pubblici notarii eadem auctoritate nostra procures, ac terminis hujusmodi elapsis contra inobedientes, et contumaces ad promulgationem, et declarationem incursus poenarum, et censurarum ecclesiasticarum, illarumque executionem procedas; superioribus omnibus, et singulis etiam cum potestate citandi, et inhibendi quos, et quibus opus fuerit, etiam per edictum publicum, ac sub censuris et poenis ecclesiasticis, nec non una, vel plures cum simili, vel limitata potestate subdelegandi aliaque in praemissis, et circa ea necessaria, seu quomodolibet opportuna faciendi, gerendi, et exequendi plenam, liberam, et amplam facultatem, et auctoritatem concedimus, et impartimur, non obstantibus quibusvis constitutionibus, et ordinationibus apostolicis etiam quorumcumque

Digitized by Google

ordinum monasteriorum, et regularium locorum, etiam iuramento, confirmatione apostolica, vel quavis firmitate alia roboratis, statutis, et consuetudinibus, priuilegiis quoque, indultis, et litteris apostolicis, illis, eorumque superioribus, et personis in contrarium praemissorum quomodolibet confirmatis, et approbatis, quibus omnibus, et singulis eorum tenore praesentium pro expressis habentes hac vice dumtaxat specialiter, et expresse derogamns, caeterisque contrariis quibuscumque. Volumus autem, ut praesentium transumptis, etiam in impressis manu alicujus notarii subscriptis, et sigillo tuo, aut alterius personae in dignitate ecclesiastica constitutae munitis, eadem prorsus fides habeatur. Tu autem de omnibus per te gestis nos certiores facere curabis.

Dat Romae apud Sanctum Petrum sub annulo Piscatoris die octava novembris MDC. Pontificatus nostri anno nono.

Secolo xvii.

I.

Gli Stamenti (Braços) del Parlamento (Cortes) *di Sardegna avendo chiesto al re don Filippo III che fossero fondate alcune commende dell'Ordine di S. Giovanni gerosolimitano residente in Malta, a favore esclusivo di nobili nativi dell'isola, i quali si distinguessero per servizi resi a difesa dello Stato, e della religione cattolica, ottennero invece la fondazione per l'oggetto supplicato di commende dell'Ordine di S. Maria di Montesa, che era proprio della Corona Aragonese.*

(1603. — . . . . . .)

Dagli Atti del Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del vicerè conte di Elda, cap. L. fol. 144.

Desnelantes los tres Staments de aquest regne, ecclestich, militar, y real, en procurar, q̄ en estas corts, que V. S. illustrissima en persona de sa magestat, en ell celebra, se promogan, y fassan algunas cosas, ab les quals lo seruisi de nostre señor Deu se augmēte, sa real mag. reste de vuy anant mes, y millor seruida dels naturals, y particularmēt cauallers, q̄ en aquest regne te sa magestat. tāt fidelissimis, com los quimes dels altres sos regnes, y aq̄st regne se illustre, y esolaresca mes, y ab les occasions se mostren millor los subjectes, que an ell ya; apres de auer conferit entre si diuerses vegades sobre algunas coses, endereçadas als predits fins. Entre altres se lis hà offert, que conuindrà, que hi hagues de aquest regne vna ilengua à part en la religio dels cavallers de sant Juan hierosolymitano, que estan en la isla de Malta, en la qual fossen admessos, solamēt cauallers naturals de aquest regne de Cerdeñya, los quals seruissen à nostre señor, y ad aquella sagrada religio en los ministeris militars, que los demes della acostuman molt en seruissi de sa magestad, y defensa de la iglesia catholica, y destrucio dels enemichs comun de la santa iglesia, y del rey nostre señor, vnich quasi, y tant principal defensor, y protector della, applicant per adaço las rendas de alguns beneficis ecclesiastichs de aquell regne peraque hi haques algunas encomiendas, de que poguessen gozar, y ab ques poguessen mātenir (com en los demes segnes se accostumas) los cauallers à qui caurà la fort, en premi del seruicis (en lo temps de llur antiquitat) fets, restant tota via congrua poscio per als curats perpetuos dels pobles, de hont se applicarian dites rendes à las ditas encomiendas. Per lo que, et alià̀s supplican à V. S. los dits Staments se seruesca ferli mercè de intercedir ab sa magestad, q̄ sia de son real seruisi acceptarho, y fer la merced ad aquest son regne, que es necessaria; peraque aço tinga lo effecte, y si desijat, y que tambe procure, que sa santedat del summo pontifice ho confirme, y decrete, y aquella religio ho accepte, y vinga be, conformes als apuntaments, que en altre paper à part van, als quals en quant menester sia, y presehint a prouacio, autoritat, y consenso de sa santedat, y de la santa sede apostolica, los de dit stament ecclesiastich se offerexen prestar, y prestan son consenso, y voluntat, que vltra los dits seruisis de nostre señor, de la santa iglesia catholica, y de sa magestad, restarà, tot à quest regne ab perpetua obligacio à V. S. illustrissima, y à tota la casa de Coloma, quoe omni meliori modo, etc. et licet etc.

Altissimus.

Franc. Adzeni aduoc. stamenti militaris.
Soler stamenti ecclesiastici aduoc.
Massons stamenti regalis aduoc.

Pareix tan conuenient, y necessari al seruey de sa magestat, y al benefici vniuersal del present regne, que sa señoria illustrissima ho representarà, y supplicarà à sa magestat de la manera, que se supplica.

Prouisa per ilustriss. domīnū locumtenentem et capitaneum generalem, et praesidens istius regij generalis parlamenti in dicto parlamento, die nono mensis maij, millesimo sexcentesimo tertio. Calari.

Ferdinandus Sabater not.
et secret. pro hoerede Serra.

Plau à sa magestat lo que se supplica, ab que las encomiendas sien dell'ordre Montesa, que es propria de la corona de Arago.

Couarruuias vicecancell.

II.

Li tre Stamenti del Parlamento sardo chiedono, ed ottengono dal re di Spagna e di Sardegna don Filippo III, che per mezzo del suo ambasciatore a Roma supplichi sua santità, affinchè definisca la questione del primato *di onore, e di giurisdizione vertente tra gli arcivescovi di Cagliari e di Pisa; non essendo conveniente, che il secondo di essi continui a sostenere la sua pretensione, la quale non ha fondamento veruno in dritto.*

(1603. — . . . . . .)

Dagli Atti del Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza pel vicerè conte di Elda, cap. LI, fol. 147.

Digitized by Google

Desijant los tres staments del present regne, ecclesiastich, militar, y real dar assiento en les coses del be publich, y comu de dit regne, y en especial en que les causes ecclesiastiques, com es raho tinguen vn supremo iutge, y cap, per lo qual se deyan aquellas determinar, y desagrauiar als qui en les curies dels inferiors peruentura hauran hagut algun agraui, y sabent la preheminẽcia, y antiquitat del archibisbat de Caller, dende la primitiua iglesia, lo qual perço meritament es tingut, y reputat per primat, si be per la indeguda pretensio del archibisbe de Pisa, no pot per ara vsar de la jurisdicio principal ad aquell competẽt, perço, y per lo que conue al seruisi de Deu, y de sa magestat, de que archibisbe que no sia son vassall, sino de vn duch particular, no pretenga tenir jurisdicio en regne de sa magestat. Supplican dits staments à V. S. illustriss. sia seruit supplicar à sa magestat, que mane fer escriura encaridament al embaxador de Roma, per que de part de sa magestat ab totes veres supplique à sa santedat sia seruit fer determinar la causa, que entre lo archibisbe de Caller, y dit archibisbe de Pisa sobre lo dit titol, y jurisdicio de primat se apporta molts añys fà, fent de manera, que puga ab effecte dit archibisbe de Caller exercir la predita primacial jurisdicio al dit archibisbe competent, lo que dihuen, y supplican, omni meliori modo, etc, et licet.

Altissimus.

Franc. Adzeni aduoc stamenti militaris.
Soler stamenti ecclesiastici aduoc.
Massons stamenti regalis aduoc.

Sa senoria illustrissima ho representerà, y supplicarà ab ses cartes à sa magestat, com li supplican per las rabons predites, com à cosa tant justa, rahonable, y conuenient.

Prouisa.

Per illustrissimum dominum locumtenentem, et capitaneum generalem, et presidem, istius regij generalis parlamenti. in dicto parlamento, die 9 mẽsis maij anno domini milesimo sexcentesimo tertio Calari.

Ferdinandus Sabater notarius.
et secretar. pro hoerede Serra.

Plau à sa magestat, y umana se despachen les lltres per sa beatitud, y son embaxador conforme se supplica.

Couarruuias vicecancellar.

III.

Lo Stamento militare del Parlamento sardo chiede ed ottiene, che dall'annuo fondo destinato da detto Parlamento per la costruzione ed armamento delle torri del litorale dell'isola a difesa delle incursioni barbaresche, siano prelevati cento ducati annui per le spese interne occorrenti in detto stamento.

(1603 — .....)

Dagli Atti del Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del vicerè don Giovanni Colonna, conte di Elda, cap. CXLI, fol. 240.

Item supplica à V. S. illustrissima lo dit estament militar, que attesa ilur voluntat, y offjcio, ab la qual han seruit à sa magestat en les occasions, que tots temps se han offert, y en particular en lo augment del dret del real de la administracio, ab lo qual restarà del tot torreat lo presente regne, y auanzarà molta summa en vtilitat, y augment del real patrimoni, lo qual seruici es de molta consideracio, y perço V. S. illustrissima mane prouehir, que del dit dret del real, se applique cent ducats cascun añy, al dit estament, per obs dels gastos, que occorren en dit estament; perque desta manera ab mes facilitat podranse fer, y acudir al seruisi de sa magestad.

Ques fassa, come se supplica.

Sabater notarius.

Est à be decretat per lo virrey.

Couarruuias vicecancell.

IV.

Lo STAMENTO MILITARE *delle* CORTES *di Sardegna chiede ed ottiene che le* Costituzioni, Statuti *e* Consuetudini locali *vigenti nelle città di Cagliari, Sassari, Alghero, Bosa e Iglesias, e la* Carta de logu *della famosa Eleonora vigente nella città di Oristano, ed in molti altri comuni dell'isola, si raccogliessero in appositi e rispettivi volumi, facendone prima la traduzione in lingua catalana o latina, e quindi si stampassero, ond'evitare nei giudizi la confusione derivante da tante diverse leggi le quali, non essendo pubblicate, derogavano tuttavia al generale* dritto romano *osservato costantemente in Sardegna, ovunquè mancassero tali* Statuti *e* Consuetudini.

(1603. — .....).

Dagli Atti del Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del vicerè conte d'Elda, Cap. XCIII, fol. 194.

Item com sia que en lo present regne se seruan vltra lo dret comu, diuersos drets, y ileys locals, com sia, que en Caller se seruan algunes constitucions de Cathaluña, si be lo priuilegi de la comunicacio, les comunica totes à la ciutat de Caller, y lo mateix en la ciutat de Sasser, Alguer, Bosa, è Iglesias, certs statuts, en ilengua italiana, del tẽps dels Pisans y Genouesos, y mes auant en totes les viles del regne, vltra la carta de iloch, se allegan moltes consuetuts, y costums diuerses, y cõtraries en vna matexa causa, y negoci, tãt, q̄ hà sucehit, y sucehix, en vna causa allegar, y articular las parts, y prouar, consuetuts contraries en vn mateix iloch, negoci, y temps, ab gran confusio dels negocis, y dispendi de les animes dels que testifican, y axi mateix no hi hà certitut de les constitucions, y estatuts, y priuilegis, que tenen les ciutats, circa les decisions de les causes, sucessions, cõtractes, et alias, tant q̄ suceheix vna causa

Digitized by Google

decidirse, vuy coforme à dret comu, y altra causa sēblat, de alli à poch tēps se decideix, conforme alguna cōstitucio, ò estatut, segons alguna part, ò aduocat, ò procurador, ne te noticia, lo que no sucehix de altro, que de la poca noticia, y de la incertinitat de les cōstitucions, priuilegis, y capitols, que estan en obseruancia, y obseruar se dehuen, de lo que ne resultan moltissims inconuenientes. Per euitar los quals, se supplica a V. S. illustrissima, mane statuir, y decretar dos coses, la vna, que se degua manar à totes les ciutats, viles, y encontrades del present regne, que dins vn termin ben vist à V. S. illustrissima degan redigir en escrits totes les consuetuts que pretenen tenir, axi en coses de sucessions, contractes, comuns de pastors, dots, comunicacio de bens, entre marit, y muller, seruituts, y demes coses, y redigides aquelles, se presente a V. S. illustrissima, y real Audiēcia, peraque vistes aquelles, corrigides, añadides, y declarades, conforme aparexerà de raho, se decreten, y de alli auant se seruen, ab prohibicio, que no se puga allegar altra consuetut, sino les que seran en dit volum, qual se estampe, perque ni atgia noticia certa, y la altra que V. S. ill. mane decretar, y à totes les ciutats del present regne, manar, q̄ axibe redigescā dins un terminі cōpetent, en un volum, totes les cōstitucions, priuilegis y capitols, que pretenen ser en obseruancia, per à la decisio de les causes, per aque vistes aquelles, se decreten, y se estampen, y de alli auant no se puga allegar altra constitucio, o capitol, sino los que seran en dit volum; puix pro tempore se podran añadir, crecer, corregir, y declarar, perque altrament es vn viure ab dret incert, y no saber los drets, que obseruar se dehuen, y que se estampen totes en una ilengua, es à saber, ò cathalana, o llatina.

Ques fassa com se supplica, dins sis mesos, y per dit efecte nomenem al magnifich doctor Rosello.

Sabater Notarius.

Està bè decretat per lo Virrey.

Couarr vicecancell.

V.

Il re Don Filippo III scrive al procuratore regio in Sardegna, manifestandogli la sua sorpresa per la riunione avvenuta in Sassari dei nobili di quella città e Capo *in forma di* Stamento militare, *mentre a tenore dei* capitoli di Corte *e della legge fondamentale del regno,* el Braço militar *(Stamento militare) si compone di tutti i feudatari e nobili dell'isola, è uno solo, e si deve riunire in Cágliari; e lo invita a dichiarare il motivo per cui egli permise tale illecita riunione.*

(1610. — 8 maggio),

Dagli Archivi dell'antico R. Patrimonio di Sardegna.

El Rey.

Noble, magnifico, y amado consejero nuestro. Don Esteuan Manca truxo el syndicato del braço militar, del Cauo de Sasser desse reyno, cuya copia va cō este; el qual se hà reconocido, y aduertido, que conforme al capitulo de Cortes del año 1452 no se podia hazer, sino en essa ciudad de Caller, por ser el braço militar de aquel Cabo, y esse todo vno. Y ansi os encargo, y mando, me auiseis luego, porque causa haueys dado lugar à nouedad semejante, y que se le otorgasse, y diesse dicho syndicato per solo el braço militar de aquel Cauo de Sasser: porque entēdido, pueda mandar, lo que mas à mi seruicio conuenga.

Datum en Lerma à ocho de mayo de 1610.

Yo el Rey.

Vidit D. Didacus Clauero vicecancell.

VI.

Il Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del vicerè duca di Gandia chiese per vari motivi la estensione del dritto, che ciascun membro degli Stamenti *avea di rappresentare per procura i membri assenti e di votare per essi; ma la domanda non fu accordata, e fu invece confermata la disposizione contenuta nel* capitolo XXI *degli atti del Parlamento già celebrato sotto la presidenza del vicerè conte di Elda, in virtù della quale nessun membro degli* Stamenti *(militare, ecclesiastico e reale) componenti il Parlamento potesse mai avere dritto fuorchè a* quattro voti, *cioè al proprio ed a tre altri per procura.*

(1614. — .....).

Dagli atti del Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del vicerè Don Carlo Borgia, duca di Gandia, cap. III, fol. 6.

Item per quant en lo capitol 21 del Parlament celebrat per lo illustrissim señor D. Iuan Coloma, se hà estatuit, y ordenat, que ningu dels staments puga tenir en Parlaments, y Corts, mes de tres, fins en quatre vots, en virtut de les procures, vel alias, lo que, segons la experiencia hà demostrat, hà redundat, y redunda en notable dañy, y periudicij dels absents, que per la notoria incōmoditat, y gastos no poden acudir tots personalment, y assistir tot lo temps del dit Parlament, ni acudirne també tāts, que pugan ocupar tots sos vots, y axi molts poden dexar de acudir al seruey de sa magestat, y à supplicar lo be, y profit del regne. Que perço supplica dit Stament, que puix son conuocats, y citats los cauallers per ells, ò sos procuradors, se sueruesca V. E. ampliar dit capitol, que qualsueuol cavaller, puga tenir tots los vots, y procures li serā dadas, y encomanadas, com abans de la susdita decretacio se acostumaua, per mes seruey de sa magestat.

Que axi com per capitol de cort podian los militares tenir quatre vots, compres lo propri, en lo votar, axi en Parlamēts, com en altres justes del dit Stament, attesa la incommoditat, que molts de dits militars tenen moltes voltes, axi de poder accudir en conuocacions de

Digitized by Google

Parlaments, com tambe en altres congregacions, y justes del Stament, lis concedeix sa excellencia, que cada militar puga tenir de assi auant set vots, çoes sis per altres militars, y lo vol propri, que son set.

Sabater notarius.

Plau a sa Magestat, ques guarde lo dispost en lo Parlament celebrat per Don Iuan Coloma en lo capitol mencionat en la peticio, y decretacio, ço es que ningu puga tenir mes de quatre vots en los Parlaments, y altres juntas, cōpres lo seu.

Roig vicecancellarius.

VII.

Epistola reale diretta dal re don Filippo III al duca di Gandia vicerè di Sardegna, con cui gli prescrive, che sia puntualmente osservata l'antica forma per l'ammissione di coloro, che vi abbiano dritto, alle Cortes, *o Parlamento sardo; e che gli* abilitatori *esaminino anzitutto i titoli e le prove, sulle quali un tal dritto si fonda, e se dalle medesime risulti, che i pretendenti a far parte delle* Cortes *siano persone appartenenti all'ordine equestre* (generosos).

(1615. — 2 maggio).

Dagli atti del Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del vicerè don Giovanni Vivas, fol. 467. - Ivi inserta.

Qvanto à las habilitaciones que se hazen en los Parlamentos de los generosos, porque tiene algun inconueniente la forma della, se hà de preuenir, que los habilitadores han de admitir, ò repellir assi los generosos, como qualquier otras personas, que pretendieren tener titulo para concurrir en el dicho parlamento, conforme las prueuas, que dieren, sin remitir esto à mi, ni à mi consejo, aduertiendo, que si por alguna consideracion, les pareciere hazer tal remission, sea no admitiendo entre tanto, al que quisiere concurrir en el Parlamento, hasta que aca se declararà, y esta orden hareys, que se registre en el libro de cartas acordadas, que teneis en essa audiēcia, y en el principio del original processo del Parlamento, que haueis celebrado, y en todas las demas partes, que pareciere conuenir, porque ilegado el otro Parlamento haya noticia desta mi voluntad, y resolucion.

Aranjuez, el 2 de mayo 1615.

Yo el Rey.

VIII.

Il re Don Filippo III scrive al duca di Gandia vicerè di Sardegna, affinchè s'impediscano riunioni separate dai feudatarii e nobili del Capo *di Sassari sotto forma di* Stamento militare, *poichè questo* Stamento *è un solo composto di tutti i feudatari e nobili dell'isola (del reyno), e non può dividersi in due* Capi *(Cagliari e Sassari), e laddove su di ciò si muova questione, gli ordina che nulla s'innovi finchè non intervenga decisione della Reale Udienza.*

(1615. — 2 maggio).

Dall'antico Archivio di Governo *(Libro Gubernii)* nell'uffizio della viceregia di Sardegna, fol. 78.

Tendreys muy particular memoria al Abogado patrimonial, que haja instancia en essa Real Audiēcia, paraque se mande à los del Cauo de Sasser, que no se junten en forma de Estamento militar; porque este es solo vn cuerpo, y no se puede diuidir en dos cabeças; procurando con muchas veras, que aunque se les mueua pleyto, se prouea en essa Audiencia, nihil innouetur. Pues yo tengo fundada mi intencion en prohibir se mejantes ayuntamentos; y tanto mas teniēdo dada forma per capitulos de Corte de los casos, y en lugar, y forma, que se puden juntar los del Estamento militar desse reyno.

IX.

Ordinazione regia del re Don Filippo III, con cui si rinnovano gli avvertimenti già dati a suo real nome fin dal 1612, *affinchè non si continuasse nell'abuso di creare dei* coadiutori *alle* dignità *e alle* prebende *dei* Capitoli *delle chiese cattedrali di Sardegna, previa approvazione pontificia, e senza partecipazione sovrana, poichè da ciò ne derivavano molti inconvenienti, fra i quali quello di popolare detti* Capitoli *di persone ignoranti, oltre la lesione dei dritti regii.*

(1619. — 29 giugno).

Dall'antico Archivio del regio Patrimonio di Sardegna.

El Rey.

Amados nuestros. El ano 1612, os aduerti, y à los demas Cabildos de las Iglésias desse reyno, los inconvenientes, que resultan de las coadjutorias, que se conceden para las Dignidades, y otras Prebendas de las iglesias del, y por continuarse toda via este daño, y entenderse, que la causa de darse y passarse tantas, nace de las approbaciones de los Prelados, y Cabildos, escriuiendo à Su Santitad an fauor de los para quien se piden, con que se implen las iglesias de personas ignorantes, y sin las demas partes, y calidades, que se requieren, he querido de nueuo encargaros, como tambien he mandado escriuirlo à vuestro Prelado, y à los demas Prelados, y Cabildos dessa prouincia, que de aoqui adelante escuseys de dar semejātes cartas, y procureys por vuestra parte impedir las dichas coajuborias, auisādome lo quando tuuieredes noticia, que se tracta della, paraque tambien por aca se hagan las preuenciones necessarias, que ademas, que en esto cumplireis con vuestra obligacion, y con lo que conuiene al seruicio de Dios, y beneficio de la Iglesia, i culto diuino, recibirè yo en ello muy particular contentamiento. Datum en Lisboa à 29 de junio 1619.

Yo el Rey.

Villanueua secretar.

Digitized by Google

X.

Ordinazione regia del re Don Filippo III, con cui si proibisce in modo assoluto ai presidenti, vicerè, luogotenenti e capitani generali di Sardegna, ai reggenti della reale cancelleria, e a qualunque altro officiale regio, di accordare guidatici, *e* salvo-condotti *agli schiavi*, Mori *e* Turchi, *che si trovano, e si trovassero nell'isola, poichè costoro si prevalevano spesso di tali guidatici e salvo-condotti, onde dare degli avvisi agli* infedeli *(barbareschi), i quali così avevano più facile il mezzo di fare degli sbarchi improvvisi nel litorale, e far preda degli isolani, e dei loro averi.*

(1621. — 27 febbraio).

Dall'antico Archivio del regio Patrimonio di Sardegna.

El Rey.

Nobles, magnificos, y amados cõsejoros nuestros. Tengo entendido los inconuenientes, y daños grandes, de cautiuerios, robos, desgracias, y muertes, que se siguen de los saluos conductos, que hasta agora se han concedido, y conceden à los esclauos, Moros, y Turcos, que se rescatan en esse reyno, y se bueluen à su tierra, porque como ladrones de casa, y gente, que saue los passos del, dan auisos, y traças à los infieles para la desembarcacion, à los maleficios sobredichos, y por ser este daño tam euidente, como digno de remedio, os encargo, y mando, que de aqui adelante, ni vos el presidente, ni mis lugartinientes, y capitanes generales, ni los demas, que os succedieren en el gouierno, ni vos el regente, ni otro oficial real alguno, que agora soys, y seran de qui adelante, en todo esse reyno, los pueda, y permita conceder, so pena, que como à cosa tan perjudicial à mi seruicio, y en tan grande daño de los naturales del, seran castigados rigurosamente, y se les harà cargo dello, y paraque conste à todos en general, y particular de mi real audiencia, paraque se obserue inuiolablement, y me auiseis de como assi se hauire complido, toda duda, consulta, y dificultad, y otro qualquier impedimento cessante.

Datum en Madrid a 27 de hebrero 1621 (1).

Yo el Rey.

V. Don Didacus Clauero vicecancell.
V. Monter regens.
V. Don Monferratus de Guardiola.
V. Don Josephus Bañatos regens.

Don Franc. de Gasol
protonotarius.

(1) Le incursioni dei barbareschi in Sardegna durarono fino a quasi tutto il secolo decimosettimo. Furono frequentissime e desolatrici nel secolo precedente. Allorchè l'imperatore Carlo V nel 1535 espugnò Tunisi, gli schiavi cristiani, nativi di Sardegna, che colà si trovavano, e furono liberati, sommarono a 1119, cioè 644 maschi, e 475 femmine.

XI.

Ordinazione regia del re Don Filippo IV, con cui si provvede al modo più sicuro di custodire la cassa del tesoro regio in Sardegna, e si danno ancora alcune disposizioni riguardo ai permessi di estrarre frumento dall'isola (sacas), *dei quali talvolta i vicerè abusavano, concedendoli arbitrariamente a persone loro benevise, a danno degli agricoltori, i quali anzi doveano prelativamente conseguirli.*

(1622. — 11 luglio).

Dall'antico Archivio del R. Patrimonio di Sardegna, Lib. del Razion.

Nos Philippus, etc. Aunque los serenissimos reyes nuestros predecessores, de gloriosa memoria, con sus reales pragmaticas, y ordenes, assi generales, como particulares, preuinieron conforme la ocurrencia de los tiempos quanto parecio necessario para la consueracion y aumento de nuestro real patrimonio, beneficio comun, y particular del dicho reyno de Cerdeña, toda via la experiencia ha mostrado, y muestra, que conuiene añadir a ellas, para que cessen los fraudes, daños, y menoscabo que padece nuestra real hazienda; assi por esto, como por no auerse obseruado su disposicion, y executadose lo dispuesto en ellas por nuestros lugartenientes, y capitanes generales, presidentes, y gouernadores, y demas ministros, y oficiales a quien toca, con el cuydado q̄ cõuenia; y assi han crecido en tanto grado, que auiẽdo disposicion en aquel reyno para el acrecentamiento del real patrimonio, està el dia de oy tan menoscabado como se sabe. Desseando proueer, quanto sea possible, de remedio necessario, para conseguir los fines porque se hazen las pragmaticas, y estatutos, procediendo primero maduro acuerdo, y deliberacion de nuestro sacro supremo real Consejo, que cabe nos reside, auemos mandado ordenar y estatuyr la pragmatica sancion del tenor siguiente. Primeramente ordenamos, que de aqui adelãte el procurador real, el maestro racional, y regente la real chancilleria del dicho reyno, a cuyo cargo està el tener las tres llaues de la real arca, ni ninguno dellos, por ningũ titulo, causa, ni razon puedan del dinero que huuiere entrado, ò entrare en ella, bistraer cãtidad alguna à ministro, ò oficial nuestro de los que aora son, y por tiẽpo fueren, aunque sea nuestro lugarteniente y capitan general, por lo que tuuieren consignado, e situado de sus salarios, rentas, y ayudas de costa, en dicha tesoreria, ò arca de tres llaues; so pena que si se hiziere lo contrario, ayan de restituyrlo, y a mas desto, pagar el quatrotanto a nuestra regia corte, por todas las vezes que lo huuieren adelantado. Item por quanto estando como està establecido desde que se fundò la dicha real arca de tres llaures, que las tengã los dichos procurador real, maestre racional, y regẽte la tesoreria, y q̄ sino fuere cõ interuenciõ de los tres juntos, no se pueda poner en ella, sacar, ni pagar cantidad alguna; y se ha entendido que no se guarda, ni entra el dinero efectiuo, sino papeles, para preuenir los daños que desto se siguen, que son muy grandes, estatuymos, ordenamos, y mandamos

Digitized by Google

q̄ de aqui adelante ayan de tener y tengan cadavno de los dichos procurador real, maestre racional, y regente la tesoreria su llaue, y hallarse presentes, assi en recibir, como en pagar, procurando que se cobre en dinero effectiuo, y no en papeles, mandatos, libranças, ni otros recaudos; so pena que qualesquier pagas, y cobranças que de otra manera se hizieren, sean nulas, y el tesorero incurra en pena del quatrotanto, a mas de las penas que por pramaticas estuuieren impuestas; y en la misma qualquier dellos, si puesto el dinero en la dicha arca se sacare sin interuencion de todos tres, excepto en caso de enfermedad, ò ausencia, porque entonces puede fiar el que dellos estuuiere ausente, ò impedido su llave al teniente en su oficio, ò a quien en su lugar le siruiere, a riesgo suyo. Pero jamas ha de auer en poder de ninguno de los dichos procurador real, maestre racional, y regente la tesoreria dos de las dichas llaues juntas. Y si lo contrario hizieren, incurran en pena de suspension de paga de sus salarios, los quales no se les puedan pagar de alli adelante sin orden particular nuestro.

Item por quanto por nuestras reales pramaticas, y capitulos de corte de aquel reyno esta ordenado que los labradores tengan libertad de vender, a los precios que pudieren, la parte, y porcion de trigo de su cosecha, que conforme lo dispuesto en dichas pramaticas les toca y tienen licencia de sacar del reyno, y se les reparte, pagando un real tan solamente de los derechos, por cada estarel de trigo que sacan; y no obstante esto, nuestros lugartenientes, y capitanes generales, presidentes, y gouernadores, ya que no les prohiben esto, limitan las licencias de sacas, a que no las puedan hazer sino personas que tienen señaladas, con que se quita la ganancia y comodidad a los dichos labradores, el prouecho que podian tener de su trigo, y saca, y la libertad para poder auentajar su partido; Estatuymos, y ordenamos, que de aqui adelante en cadavn año, todas las sacas que se concedieren de labradores, a mas de poder vender cada vno dellos el trigo, y la saca que les fuere repartida, a quiē quisieren, y por el precio que pudieren concertar, pueda tambien el que la comprare, de qualquier estado, calidad, y condicion que sea, extraer la suma, ò sumas de estareles de tigro que assi huuiere comprado y sacarlas en poca, ò en mucha cantidad que sea, por el puerto, ò puertos donde huuiere embarcaciō y estan señalados, y señalaren para ella, y mas comodos y a mano les vinieren, sin estoruo, ni contradiciō alguna; hauiendo empero procedido en razon desto las solemnidades, y diligencias que las reales pramaticas sobre el arbitrio frumentario disponen, en lo que no fueren contrarias a esta, sin que puedan nuestros lugartenientes, y capitanes generales, presidentes, y gouernadores, ni otro oficial alguno apremiarlos a que ayan de acudir a concertarse cō la persona, ò personas que huuieren comprado las licēcias de las demas sacas; antes bien queremos, que sin dilacion alguna se les entreguē los recaudos necessarios para las dichas extracciones, so las penas a nuestro arbitrio reseruadas; guardandose en lo demas las pramaticas, y ordenes, en quanto no fueren contrarias a esta. Queremos assimismo y mandamos, para q̄ llegue a noticia de todos, que no se pueda alegar, ni pretender ignorancia, que la presente nuestra real pramatica sancion se publique en la forma acostumbrada en nuestra ciudad de Caller, y en las demas ciudades, y otras partes del dicho nuestro reyno, adonde semejantes pramaticas se suelen y deuen publicar; y que lo mismo se haga cada año, y se no se auisse de su efeto en la forma que se ordena en otras pramaticas. Y mandamos a qualesquier oficiales nuestros, mayores, y menores en el nuestro dicho reyno de Cerdeña constituydos, y constituyderos, y a sus lugartenientes, y subrogados, y a qualesquier otras personas de qualesquier estado, grado, y condicion que sean, que la presente nuestra real pramatica sancion, y todo lo en ella contenido, durante nuestro real beneplacito, tengan, guarden, y obseruen, tener, guardar, y obseruar hagan inuiolablemente, y a ella no contrauengan, ni permitan que sea contrauenido en manera alguna, si nuestra gracia les es cara, y en nuestra ira è indignacion dessean no incurrir. En testimonio de lo qual mandamos despachar las presentes, con nuestro sello real comun en lo dorso selladas. Dat en la nuestra villa de Madrid, a onze dias del mes de julio, año del nacimiento de nuestro Señor Jesu Christo de mil y seyscientos y veynte y dos. Yo el Rey.

Dominus rex mandauit mihi Don Nicolao Mensa. Visa per don Andream Roig vicecancell. comit. the. generalem. D. Saluatore Fontanet. Perez Manriquez. D. Franciscum de Castelui. Et Calba de Vallseca regētes. Cancell. Et me procon. generali.

XII.

Il re Don Filippo IV ordina al vicerè di Sardegna il ristabilimento delle Compagnie di cavalli leggeri, stipendiate dai feudatari dell'isola, per guardar la costa dai barbareschi.

(1623. — 19 settembre).

Dall'antico Archivio della viceregìa di Sardegna.

El Rey.

Spectable don Iuan Viuas mi lugarteniente y capitan general. He entendido que los titulos y barones de esse reyno feudatarios paguan por sus feudos a los señores reyes mis progenitores el sueldo para ochenta y quatro cauallos que acudian a la seguridad de essa costa quatro meses del verano porque entonces no nauegauan los cōsarios en inuierno, y porque despues el peligro era todo el año, el virrey don Miguel de Moncada con orden del rey mi señor mi aguelo, que aya gloria, y voluntad de los feudatarios, a quienes no se les crecio gasto ninguno, los reduxo a veinte y vno, o veinte y cinco cauallos con vn cabo, y estos los sustentauan todo el año con lo mismo que antes sustentaua ochenta, y quatro los dichos quatro mesos del verano. De que resultò mucho prouecho por el temor q̄ causaua a los moros ver siēpre q̄ nauegauan essa costa, cauallos que la corrian y asseguravan, entreteniendolos mientras acudian

Digitized by Google

los de las encontradas en gran numero, hasta que en tiempo del conde de Elda, que tambien fue mi virrey en esse reyno, se mandò que del dinero con que se sustentaua la dicha compānia de cauallos se desse a la guarda de alabarderos del Virrey, como se hizo; y por auer mostrado la experiencia la falta que haze, y lo que conuiene al bien desse reyno, que buelua al ser que tenia antes de los veinte y vno, ó veinte y cinco cauallos con vn cabo que la gouierne, persona de las partes que se require, para que siruan todo el año, y paguen el sueldo della los feudatarios desto reyno, como solian hazerlo, y se reformen los doze alabarderos que se anadiedoron a la dicha guarda del virrey, os encargo y mando deis lesego orden para que esto se cumpla assi puntualmente, pues los doze alabarderos que se pagan de mi real caxa bastaran para la guarda de mis virreyes en esse reyno, como se solia por lo passado, y el boluer a reformar, y establecer la compānia de cauallos, trae tanta conuenencia de mi seruicio, y bien deste reyno, en que estais tan interessado gouernandole, que me prometo de vuestra prouidencia y zelo, con que me seruis, que junto con el recibo desta me auisareis auerlo puesto en execucion. Dat en Madrid a 19 de setiembre 1623.

Yo el Rey.

Femat secretario.

XIII.

Lo Stamento militare *del Parlamento* (Cortes) *di Sardegna fa instanza ed ottiene che gli atti tutti dei Parlamenti passati, i quali non erano stati impressi, s' imprimessero e si stampassero in conformità al decreto regio, che sul proposito si era già ottenuto nel* 1614, *dietro petizione somigliante fatta dallo stesso* Stamento, *e risoluzione analoga presa col capitolo* 14° *degli atti parlamentari, sotto la presidenza del vicerè duca di Gandia.*

(1624. — .....).

Dagli atti del Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del vicerè Don Giovanni Vivas di Canamas, cap. xvi, fol. 20.

Item per quant en los parlaments passats, y en particular en lo celebrat per lo illustrissim duch de Gandia, hi son molts capit. decretats per lo bon gouern del presēt regne, q̄ ne seguiria notable vtilitat, si aqlls se guardassen, y obseruassen, y se dexà per no tenir noticia dells, y perq̄ poch aprofita fer ileys, si aquellas no se guardan, y posan en deguda execucio. Perço supplica lo dit Stament se seruesca V. E. prouehir y decretar, que tots los capitols del parlaments passats, que no son estats imprimits, y los que en lo present se decretā, se hajā de imprimir, in execucio del decretat per sa magestat, en lo capitol 14 dels presentats en lo parlament dell'excellentiss. duc de Gandia, en vint, y sis de abril, mil siscents quatorze, pagantse vna quantitat ben vista del ripartiment, que se sol fer, à tal no sia à gastos dels regnicols, en los quals se han de repartir, que ia contribuexen en altres coses, del seruey de sa Magestat.

Ques fassa come se supplica.

Sabater not. et secretarius.

Plau a sa magestat, que se imprimescan, ab que ans, de ferse, los regonegan los aduocats fiscal, y patrimonial, y lo firmen, peraque se imprimescan fielment.

XIV.

Il re Don Filippo IV ordina al vicerè di Sardegna che non permetta l'eseguimento nell'isola di veruna bolla pontificia di collazione di arcivescovadi, vescovadi, prelature e prebende di patronato regio, se prima non sia stata esaminata dalla reale udienza, onde riconoscere se la collazione *sia o no conforme alla fatta* presentazione *e non leda in alcuna parte i* dritti regii.

(1624. — 5 novembre).

Dall'antico Archivio del Magistrato della reale udienza di Sardegna.

El Rey.

Spectable Don Juan Viuas, mi lugartiniente, y capitan general, nob. magnificos, y amados consejeros. Por los inconbenientes, que pueden resultar, de que se executen bullas de arçobispados, obispados, y otras prēbedas ecclesiasticas de mi patronasgo real en esse reyno, sin que primero sean examinadas, y vistas por mis ministros, he resuelto, que de aqui adelante todas las que Su Santitad concediere en virtud de mis presentaciones se vean, y examinen en essa mi real audiencia, con assistencia de mi abogado fiscal, para que no se executen, sino fueren despachadas en cōformidad de mis presentaciones, y en fauor de la consueracion de mis derechos reales, y estandolo en la forma, que conuiene, se entregaran al prouehido, paraque en virtud dellas, tome la possession de su dignidad, ò prebenda, y hareis, que esta carta se registre en el libro de acuerdo dessa mi real audiencia; paraque en lo adelāte haya noticia della, y se execute puntualmente. Datum en Madrid à 5 de nouiembre 1624.

Yo el Rey.

V. Comes thesaurar.
V Don Salauador Fontanet regens.
V. Villar regens.
V. Don Franciscus de Castelui regens.
V. Calba de Vallseca regēs.
V. Don Luys Blasco.
V. B. Nauarro de Anoyta regens.

Femat secretarius.

XV.

Lo Stamento militare *delle* Corti sarde *nel Parlamento, celebrato in Sardegna sotto la presidenza del vicerè marchese di Bayona, fa instanza al Sovrano, affinchè per mezzo del suo ambasciatore in Roma ottenga da Sua Santità la proibizione formale, sotto pena delle censure comminate dalla bolla* In Coena Domini, *di estrarre dall'isola corpi, e reliquie di santi, dei quali si era fatta in quel correre di tempi abbondante scoperta.*

Digitized by Google

(1631. — .....).

Dagli atti del Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza, prima del vicerè Don Girolamo Pimentel marchese di Vayona, e poi di Don Gaspare Prieto, presidente del regno, cap. III, fol. 2.

Item representa a V. S. illustriss. que desde lo añy 1614 à esta part nostre señor es estat seruit reuelar, y descubrir molts cossos sants, tant en esta ciutat de Caller, com en altres ciutats, y llochs del regne, y de cada die sen troba molts insignes, axi dels que fan mencio los martirologis, y histories, que tratan dels sants antichs, com de altros, y com sia, que vent tant gran thesor, y la occasio molt facil de hauer totas las reliquias, y cossos enters, que volen, hà sucehit, y suceheix, que los que gouvernan en lo dit regne, y son en ell personas poderosas (com tãbe altras personas en oras cautas amagadament) han tret en tots estos añys grandissim numero de cossos sants, y embarcats aquells fora del regne, à diuersas parts del mon, llueant la grandiosa memoria de dits sants, que era en lo regne, la qual segons catholicament se creu es estat per misericordia diuina ab llur santa intercessio, lliberat de molts infortunis de peste, y altres mals, que per nostres pecats podia nostre Señor enuiarnos, y no sia cosa justa, que tan grã be, de que goza mes de mil ayñs dit regne, lo perda per esta via, en la qual tambe ab lo modo de treure ditas reliquias, demagadament se fan algunas indecencies, y irruerencies, anant en particular los cossos enters, y reliquias insignes, per mans de cada sort de personas, que ab sas mañas, no poden alcançar, al que no se podrà dar remei, per molt, que los prelats lo agian procurat remediar, sino per la via infrascritta; supplica perço lo dit estament a V. S. illustriss. mane à supplicar à sa magestad, que ordene à son embaxador en Roma, procure de Sa Santedat obtenir vna prohibicio ab grauissimas penas, y censuras, en la forma de la bulla in Coena Domini, reseruada la absolucio immediatament à la prefata Santedat, vedant, que ninguna persona de qualsevol estat, grau, condicio, o estament per mes exempta, que aliàs sia, y aliàs, que no obstant aquells no puga extraure fora del reñe per si, ni per tercera persona, ni tenir en su casa ningun cos sants, enter, ni reliquias insiñes de aquell, sino fos algun tros de reliquia condecent, par sa deuocio, ni treure, ni fer treure de propria auctoritat reliquias, sens expressa ilicencia per scrits, obtesa de Sa Santedat, y cõsentiment dels estaments, perque dexa manera resten (com est just) en lo dit regna, pera poterlos venerar, y gozar tan gran thesor, no entenentse caures en ditas censuras los prelats, cascu en sa diocesi, que treuran de dits cossos sants, à effecte de exposarlos à publica adoracio dels fiels christians en santuaris, o oratoris per aço dedicats. Supplicãt en a aço molt humilment tota la breuetat possible.

Que per fer cosa justa, que no se traga cossos sants de las sepulturas, ni aquells fora del reñe, pera de auãt, ni tenir reliquias insiñes en sus casas sens ilicẽcia del ordinari. Que lo suppliquen à sa magestat, en la matexa forma, perque lo represente a Sa Santedat, que de altra manera se seguirà grans scrupols, è inconuenientes per les que se son tretes per lo passat.

Monferratus Vaca secret.

Su magestad darà orden a su embaxador, que lo supplique a Su Santedat.

Episcopus Praeses.

XVI.

Gli STAMENTI *sardi nel Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del vicerè marchese di Bayona fanno instanza, affinchè gli arcivescovati, vescovati, abazie, prelature, e altre dignità ecclesiastiche dell'isola siano conferite ai Sardi, non a forastieri, essendovi molte persone native del paese, insigni per pietà e per dottrina, le quali potrebbero, e dovrebbero preferibilmente occuparle.*

(1631. — .....).

Dagli atti del Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza, prima del vicerè Don Girolamo Pimentel, marchese di Vayona, e poi di Don Gaspare Prieto, presidente del regno, cap. VI, fol. 7, pag. 2.

Item per quant en lo present regne hi hà subjetes de moltas lltreas, y christiandad, benemerits, y dignos de ocupar las dignitats ecclesiasticas de las prelaturas; supplican per tant à V. E. los dits staments, placia per acte de cort decretar, que de assi auant, las dignitats, y prelaturas del present regne, axi de bisbats, com de archibisbats, abadias, y altras dignitats ecclesiasticas, que vacaran, se hagian de prouehir en naturals del present regne, y no siã dadas à forasters, no comprenentse en aço los prelats foraster, que actualment son en lo present regne.

Que la fidelitat del regne, copios numero de subjets benemerits, que en aquell hi ha, merex esta merced de sa Magestad, aqui lo han de supplicar.

Vaca secretarius etc.

Sa Magestat mandarà tomar acuerdo de lo que mas cõuenga a su real seruicio, honrra, y beneficio del reyno, y lo que entonces se ordenare, es su voluntad que tenga tanta fuerça, como si en este capitulo fuesse decretado.

XVII.

Il Parlamento sardo celebrato sotto la presidenza del vicerè marchese di Bayona rinnova le sue instanze, affinchè sian stampati e fatti di pubblica ragione gli atti tutti dei Parlamenti passati non ancora impressi, in conformità alla deliberazione presa dagli STAMENTI *nel Parlamento celebrato nel 1614 sotto il vicerè duca di Gandia.*

(1631. — .....).

Dagli atti del Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza, prima del vicerè Don Girolamo Pimentel, marchese di Vayona, e poi del presidente Don Gaspare Prieto, cap. VII, fol. 4, p. 2.

Item per quant aprofita poch, y no res, ser ileys, y estatuir, è ordenar coses, que conuenen al seruey de sa magestat, y bon gouern del dit regne, com axi be honrra, y lustre de aquell, y de dit estament, si a quells no se

Digitized by Google

han de obseruar, y tenirne per tal effecte la deguda noticia. Perço, supplica dit estament, que lo capitol quatorze dels decretats en lo parlament celebrat per lo excellentissim duch de Gandia, à 26 de abril 1614, en que se ordena, que tots los capitols de cort, tant de aquel parlament, com de altres antecedents, que no estan estampats, se imprimescan, pagantse la quantitat necessaria del repartiment se sol fer, à tal no sia de gasto dels regnicols, mane V. S. I. prouehir, y decretar se execute, y se imprimescan, tant los dits capitols, com los del present parlament, prouehint, que dels primers diners, que se repartiran, sia dada la quantitat per dit effecte conuenient, à tal ab dilacio, no se dexe de fer cosa tant necessaria.

Ques fassa com se supplica, encarregantlo, als repartidors.

Està bien decretado por el presidente.

Episscopus praeses.

XXIII.

Lo Stamento militare *del Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del vicerè, marchese di Bayona, fa instanza ed ottiene che nessun nobile e feudatario della monarchia aragonese, il quale non sia nato nell'isola, faccia parte dello* Stamento *militare di Sardegna, nell'istesso modo che i nobili e feudatarii sardi non erano ammessi nelle* corti *di Valenza e di Barcellona.*

(1631. — .....).

Dagli atti del Parlamento celebrato in Sardegna, prima sotto la presidenza del vicerè Don Girolamo Pimentel, marchese di Vayona, e poi, essendo presidente del regno, Don Gaspare Prieto, vescovo di Alghero, cap. LXV, fol. 36, pag. 2.

Item per quant en ninguna part de la corona de Arago, en las juntas, q̄ fan en son estament militar, tāt en temps de corts com en altras occasions, jamay admeten à ningun titol, ni caualler de aquest regne, ni de altre estranger, per molt principal que sia, segons lo feren en Valencia ab lo quondam Don Phelip de Ceruello, y en Barcelona ab lo illustre D. Jayme de Castelui marques de Laconi cauallers molt calificats, y que descendexen della matexa, y no es be q̄ sian los del present regne de menor condicio, essent cauallers tants benemerits, y hauentni de tant calificadas casas, com es notori, als quals en no admetrelos en dita corona en exas occasions se lis fa agraui; Supplican los dits estaments à V. S. I. mane decretar, que de vuy en auant, no pugan ser habilitats, y admesos ninguns forasters, à be que sian de dita corona, en las jūtas de dit estament, ni en ellas tingan vot algu.

Ques fassa com se supplica.

Vaca secretarius.

Esta bien decretado por el president.

Episcopus praeses.

Digitized by Google

Digitized by Google

II^A

APPENDICE

AI DIPLOMI E CARTE

DEI SECOLI XV. XVI. E XVII.

Digitized by Google

Digitized by Google

II^A

APPENDICE

AI DIPLOMI E CARTE DEI SECOLI XV. XVI. E XVII.

Secolo xv.

I.

Il re Don Alfonso V di Arogona (II di Sardegna) nel Parlamento (Cortes) *da lui personalmente convocato nell'isola, a petizione dello Stamento* (Braço) *militare, nell'accettare il* donativo *di tredicimila seicento ducati offertogli dallo Stamento medesimo, promette solennemente l'osservanza perpetua dei* Capitoli di corte *(leggi, decreti e risoluzioni prese e votate dai tre* Braços *nelle* Cortes), *di giurarlo come lo giurò di presente egli stesso, e di doversi prestare lo stesso giuramento da tutti i reali suoi successori nella corona e regno di Sardegna.*

(1421. — .....).

Dagli Atti di detto Parlamento, cap. xxx, fol. 31.

Item los missatgers demunt dits suppliquen a vostra magestat que sia de vostra mercè provehir, que de tots los presents capitols, e çascun dells, sia fet privilegij perpetual al dit regne, barons, e particulars, ab aquelles solenitats e clausules ques pertany, y corroborats ab vostre iurament, lo qual de present vostra magestat prestarà a los dits misatgers en nom e per part dels dits barons, heretats, e per profit, e per utilitat, e benavenir de tot lo regne, prometen donar en Caller deu millia ducats corrents, a rabo de deu gillats, o quaranta sous de moneda de Caller per ducat, ab los cambis, que sumen en tot treze millia siscents ducats, dels quals pagaran en temps de dos mesos, despuis que la lletra de cambi sera presentada, sinch millia doscents ducats, contant lo ducat, com demunt dit es, a quaranta sous de la dita moneda de Caller; en lo restant en temps de sis mesos, apres que la lletra de cambi de la restant quantitat serà presentada.

Placet regiae maiestati, et etiam acceptat oblationem sive servitium dictorum decem millium ducatorum, solvendorum in tandis et terminis superius annotatis (1).

(1) Il giuramento che, secondo la solenne stipulazione *(patto patteggiato)* contenuta nel presente *Capitolo di corte*, dovea prestarsi da ciascun sovrano nel salire al trono e cingersi della corona di Sardegna, fu sempre prestato da tutti i re di Aragona e di Spagna nell'entrare in possesso di questo regno insulare, a cominciare da don Alfonso V re di Aragona fino a Carlo II re di Spagna. Il solo re don Filippo II non lo prestò, per quanto si raccoglie dalla storia; ed è facile rinvenirne la causa nel carattere eminentemente dispotico di quel sovrano, e nella debolezza delle Cortes sarde di quel tempo. Il nuovo sovrano prestava detto giuramento, o personalmente egli stesso, o per mezzo del vicerè di Sardegna da lui specialmente per ciò deputato con apposita Carta reale che si depositava negli Atti delle Cortes; e nell'un caso e nell'altro si prestava sempre a presenza di tre deputati speciali dei tre *bracci* o *stamenti (braços, estamientos)* di dette Corti, e ordinariamente delle prime tre *voci* (così dette) degli *stamenti* medesimi, le quali erano: pel *militare* il marchese Castelvì e Aymerich di Laconi *pro tempore*, siccome il più antico dei feudatari sardi; per l'*ecclesiastico* l'arcivescovo di Cagliari *pro tempore;* e per il *reale* il sindaco *pro tempore* della stessa città di Cagliari. Passata la Sardegna, in forza del trattato di Londra del 1718, sotto il dominio della reale Casa di Savoia, tutti i sovrani di questa dinastia, da Vittorio Amedeo II fino a Carlo Alberto I, nel salire al trono prestarono lo stesso giuramento; ma nessuno di quei monarchi riunì mai a parlamento le Cortes dell'isola, benchè in forza appunto del suddetto trattato, e delle solenni stipulazioni internazionali relative, avessero ricevuto questo nuovo regno, e col medesimo il titolo e l'autorità regia, che prima non aveano, con la condizione ed obbligazione esplicita di mantenere inviolati tutti i dritti e privilegi della Sardegna, fra i quali era sostanzialissimo, primo e fondamentale il dritto e privilegio delle Cortes, ossia la rappresentanza politica nazionale che contava l'esistenza di circa quattro secoli, perchè volontariamente e liberamente elargita nel 1355 dal re di Aragona don Pietro IV *il Cerimonioso*, onde assodare con tal vincolo il suo nuovo e mal fermo potere nell'isola.

II.

Nel Parlamento celebrato in Sardegna sotto il re Don Alfonso si delibera e si statuisce che tutti i vicerè, governatori ed officiali regii dell'isola, nell'assumere la loro carica ed uffizio, debbano prestare giuramento di osservare fedelmente i Capitoli di corte *votati nelle riunioni generali delle* Cortes *secondo lo statuto fondamentale del regno.*

(1421. — .....).

Dagli Atti di detto Parlamento, cap. xxix, fol. 20.

Item suppliquen los dits missatgers que sia plasent a vostra celsitud provehir que lo virrey, governador, llochtinent o en qual altre nom sia appellat, çascun altre official qui ara es, o per temps fera, de continent que los presents capitols e privilegij lis seran presentats haja

Digitized by Google

prestar sagrament e homenage en poder de vostre procurador real o del veguer de Caller, rebēt aquell en nom de vostra magestat, de observar los presents capitols e privilegis, e si per cas de ventura fos que algun dells en manera alguna no observas, los demunt dits privilegis e altres del dit regne, dels quals fins al present se es placticat, e son observats, que lo dit virrey, governadors o en altre nom, que sien appellats, qui contravindrà, declarat que sia per los jutges ell haver contravengut, se entenga ipso facto esser sospes de son offici, e durant la dita suspensio, cosa que ell fassa, no valga res. E los qui per vostra magestat seran elligits se haien a congregar en aquel iloch, que vostra magestat deputarà, e summariament haian conexer, a tota requesta de aquell o aquells, quis clamaran de la inobservacio dels dits privilegis: e declarat que haien, que ells hi sien contravinguts, haien a remetre les dites coses a vostra real magestat, que provehesca, e los qui per vostra magestat seran deputats haien a fer sobre las dites coses justicia, sots grosses penes, las quals sien meses en lo present capitol, en la resposta, que vostra señoria farà.

Placet regiae maiestati quod vicerex, gubernatores et alii offitiales dicti regni, iuramentum et homagium praestent dictas provisiones et privilegia inviolabiliter observare, secundum eorum continentiam et tenorem: verum si aliquis ex predictis offitialibus accusatus seu denunciatus fuerit de infractione privilegiorum praedictorum, et aliorum dicto regno hactenus concessorum, scilicet quae in praesentiarum observantur, vult et providet ipsa maiestas, quod vicarius civitatis et Castri Calaris, potestas Sassaris, et vicarius Alguerii, et eorum morte seu absentia eorum locumtenentes, sint iudices competentes ad cognoscendum et iudicandum de dictis infractionibus. Etsi per eos iudicatum fuerit, dictum viceregem, gubernatores, aut alios offitiales, contrafecisse dictis privilegiis; eo casu his ex dictis offitialibus, qui contra privilegia fecisse declāratum fuerit, ipso facto suspensus sit, et esse censeatur, suo offitio donec per regiam maiestatem aliter fuerit provisum. Verum ad evitandas calumniosas accusationes, denunciationes et iuditia, vult et decernit ipsa maiestas, quod si iudices ipsi indebite, aut minus iuste super praemissis iudicaverint, ipso facto poenam mille unciarum incurrant; et teneantur ipsi iudices se congregare infra dies quindecim, postquam requisiti fuerint per quemcunque se quaerelantem de ipsa infractione privilegiorum, in civitate Oristani, aut in Barbarijs, ubi melius inter se concordare potuerint, sub poena privationis offitiorum suorum. Pars vero accusans, seu denuncians, si illius bona ad summam duorum millium ducatorum sufficient, sine infrascripta cautione, possit accusationem seu denunciationem suam prosequi. Si autem non sufficiant, teneatur antequam iudices ad aliquem actum procedant cautionem duorum millium ducatorum praestare, quos ab omni calumnioso accusatore Curiae nostrae adquiri volumus. Si vero pauper fuerit, et dictam cautionem prestare non potuerit, possit ad ipsam maiestatem eo casu recursum habere; quem si vicerex, aut alius offitialis indebite impedierit, ipso facto talis offitialis eum impediens sit suo officio subspensus, hoc addito et declarato, quod si talis accusator postquam in causa succubuerit, non fuerit repertus solvendo, aut fideiussores non fuerint sufficientes, ipsi iudices ad dictam summam teneantur.

III.

Altro Capitolo di corte, *votato nel Parlamento in Sardegna sotto il re Don Alfonso, e accettato da quel monarca, con cui fu stabilito che tutti i vicerè, luogotenenti, governatori ed ufficiali regii che venissero all'isola per esercitarvi cariche ed uffizi, dovessero prima di assumere tale esercizio, giurare solennemente l'osservanza dei* Capitoli di corte *già approvati, e degli altri che in appresso si voterebbero e si approverebbero.*

(1421. — .....).

Dagli Atti di detto Parlamento, cap. XXVIII, fol. 36.

Item suppliquen al dit senor, sia de sa mercè provehir e ordenar que los llochtinents generals, virrey e governador del dit regne, que vuy son, dins dos dies apres, que los presents capitols presentats lis seran, e los qui per temps seran, ans que admessos al regiments dels dits officis, sien tinguts de fer e prestar sagrament e homenage en poder del procurador real del dit regne o llochtinent de aquell, o regent lo dit offici, o del veguer de Caller, o del Alguer, o potestat de Sacer, e en virtut de aquell convenir e prometre de tenir e observar los dits capitols, segons las decretacions en la fi de cascun de aquells apostades en escrits.

Placet regiae maiestati.

IV.

Il re Don Alfonso V (II di Sardegna) accetta un Capitolo di corte *votato in Parlamento, in virtù del quale li tre* STAMENTI (Braços) *delle* CORTES *(Parlamento)* SARDE, *o per iniziativa presa collettivamente, o per iniziativa ed instanza di uno solo di essi, potessero liberamente congregarsi, in caso di bisogno da essi riconosciuto, discutere, deliberare ed inviar pure ambasciatori al re per gli affari deliberati, senza che mai il vicerè od altri ufficiali regi qualunque potessero impedire tale riunione; e lo accetta sotto condizione che la riunione debba sempre tenersi nel castello di Cagliari, con intervento di altro dei governatori del regno, o del procuratore reale.*

(1421. — .....).

Dagli Atti di detto Parlamento, cap. II, fol. 7.

Item demanen e suppliquen los dits missatgers, attenent que vos señor habitau e estau en terra ferma, la qual es molt distant e iluñi del regne de Sardeña e los passatges de la mar son molt incerts, e perço los governadors, e altres officials de Sardeñya qui son estats, e ara son, e regexen per vostra molt alta señoria, se extenen un poch mes avant de officials en empendre coses, les quals moltes vegades menazen un gran scandol en lo dit regne de Sardeñya, perque es necessari esser decorat del present privilegi per esser fre als dits officials, en refrenar aquells, hoc encara per alguns casos, e perills de guerres que moven fora del regne, que sera necessari congregacio, hoc encara dins lo regne, se

Digitized by Google

porrian movre tals coses, quels officials a vegades miren per ilur barats, e non curen e donen a entendre, que no sera res. Perço es necessari un privilegi perpetual otorgador per vos señor e per vostres succesidors, que tota hora que be sia o sera vist als tres Braços per alguna cosa, quels paregues necessari al servey de vos señor, o de la real corona de Arago, o ben avenir de la cosa publica, ques puguen congregar, ara per moviment de un bras o part de bras, ara per moviment de tots ensemps sens incorriment de pena alguna, axi per fer instancies e requestes al official en cap, com per fer embaxada a vostra señoria, en avisar del stament del dit regne, quantes vegades serà necessari e ben vist. E quel tal congregacio vostres virreys, e governadors del dit regne, ni altres officials, qualsevol que sien, car axi, com experiencia ha mostrat en los temps passats, los officials son stats causa de la guerra de Sardeñya, segons es fama publica, e sen veuhen encara alguns actes, e sen tornaren en ilurs terres e murs; los barons e heretats, incoles e pobles en lo dit regne de Sardenya ne foren tots desfets e destruits. E de aquestes occasions, qui menazen aquestos o semblants perills, avenen sovint en Sardeyna. E encara que per tots comunament lo dit perill sia vist e dit, se dexa a natura, per que no hi saben ningun remey, e dexen a discrecio del official en cap, qui a vegades com dit es sera appassionat, y no mirarà gens, sino a la sua voluntat, e de alguns quil pungiaran, perque en totes guises es als libertat de la dita congregacio, car may tal congregacio pot obrar, sino a servey de vos señor y utilitat de vostre regne.

Placet regiae maiestati, dummodo dicta congregatio, aut Parlamentum generale, fiat pro servitio suae maiestatis, et benefitio regni intus castrum Calaris, et de die, interveniente semper in dicto Parlamento et congregatione altero ex gubernatoribus in dicto regno, vel procuratore regio.

V.

Il Parlamento sardo propone al re Don Alfonso (che lo acetta sotto certe condizioni) un Capitolo di corte *onde ottenere un* privilegio perpetuo, *in virtù del quale il marchese di Oristano* (pro tempore), *ed altri due dei più antichi feudatari dell'isola nominati nel* capitolo, *abbiano, ciascuno individualmente, il dritto di convocare le* Corti, *in caso di bisogno e per causa d'utilità pubblica, senza previo permesso dei vicerè, governatori od altri ufficiali regi.*

(1421. — .....).

Dagli Atti di detto Parlamento, cap. III, fol. 8.

Item perço, com se veu per casos ques sdevenen, seria necessari, quels barons e heretats del dit regne se poguessen congregar ensemps, e haver Parlament per lo servey del dit señor, e utilitat de la cosa publica del dit regne, e los officials no venen be en tal parlament, que sia de merce del dit señor, voler fer per vos e per tots los vostres succehidors un privilegi perpetual als barons e heretats del dit regne de Sardeñya, que lo magnifich marques de Oristañy, e qualsevulla que sia marques de Oristañy per avant, e lo compte de Quirra, y lo magnifich mossen Francesch Centelles, dicto Riussecco praesents, e sdevenidors, o lo un dells, ques trobarà en lo regne, pugan congregar per si, o per procuradors los barons e heretats de Sardeñya, tota hora que ben vist lis ferà sia necessari fer la dita congregacio, a ilahor de Deu, servey e profit del dit señor, e conservacio del dit regne de Sardeñya, e utilitat de la cosa publica: e si per ventura en la dita congregacio lo un dels dits congregats fera suspitos per causa que devallas de affets ilurs o de algun dells, o fos indispost, per qualsevol raho, que hi puga substituir altri perell o que ho fassa l'altre a soles. E si requests seran per la magior part dels barons, y heretats, que sien forçats de congregarse, y aço haien a jurar per Nostre Señor Deu, y los seus Sants quatre Evangelis, los dits marques, compte de Quirra y mossen Francesch, encontinent que lo dit privilegij serà otorgat per lo dit señor, y aquell obtengut, y a ells serà presentat per los heretats de Sardeñya, o alguna part dells, sens que per virrey o governador, o altres officials pugan esser empachats, y si ho eren, no sian tenguts servar ilurs manaments, per forts que sien, ni encorregan pena alguna.

Placet regiae maiestati, dum tamen dicta congregatio fiat pro causa publica et servitio ipsius maiestatis, ac universali beneficio dictorum baronum et magnatum regni, et fiat in castro Calaris secundum formam proxime praecedentis cap.

VI.

Domanda presentata dallo Stamento militare *delle* Corti *di Sardegna al re Don Alfonso, e da lui accettata puramente e semplicemente per la libera convocazione e riunione di dette* Corti *nel castello di Cagliari, in caso di necessità o di utilità pubblica.*

(1421. — .....).

Dagli Atti del Parlamento convocato in Sardegna dal re don Alfonso V (II del regno sardo), cap. II, fol. 25.

Item com sins assi los dits barons e heretats no sien en fat privilegiats o libertats, ques puguen en alguna part del regne collegialment cōgregar, e porrias seguir (segons per lo passat) que per molts respectes la congregacio de aquells per servici del dit señor e benefici del dit regne seria, no solament expedient, ans encara necessaria: suppliquen per tant al dit senor, sia de sa merce otorgar als dits barons e heretats presents, sdevenidors, que com ben vist lis sera per servici de sa magestat e de sos successors, e benefici de dit regne, e per ordenar embaxadors e altres coses significadores a sa magestad, se pugan iliberament, sens incorriment de alguna pena, collegialment congregar e tenir Parlament general dins lo castell de la ciutat de Caller; de dia empero, e entrevenint en lo dit parlament e congregacio lo gouernador de Caller, o lo procurador real del dit regne; per los quals en aço los dits heretats o barons no puguen esser empachats en alguna manera, e que la

Digitized by Google

dita congregacio e Parlament puguen esser fets a instancia, e requesta, o del marques de Oristañy, o del compte de Quirra, o de mossen de Riusech, alias Francisco Gilabert de Centelles compte de Oliva, o de qualsevol de ilurs successors heretats en lo dit regne, los quals, e qualsevol dells request en virtut del present capitol, sian tinguts prestar sagrament que tota vegada, que por les respectes de sus dits requests seran, faran la dita congregacio, en la qual per qualsevol official ò ministres de la regia cort no pugan esser empachats: ans qualsevol de aquells inhibicions e manaments en contrari, no obstants, la dita congregacio, com dit es, puga esser feta.

Placet regiae maiestati.

VII.

Le Corti *sarde inviano messaggieri al re Don Alfonso, onde fargli approvare un* Capitolo di corte, *col quale era stato deliberato che non si potesse fare verun* processo segreto (*de* Cambra) *contro i feudatari, nobili e persone notevoli dell'isola; e il re Don Alfonso lo approva, riservandosi però a tal riguardo la sua diretta autorità regia.*

(1421. — . . . . .).

Dagli Atti di detto Parlamento, cap. XVI, fol. 14.

Item suppliquen los dits missatgers, que ningun proces de cambra no puga esser fet contra algun baron o cavaller, ni home de paratge, en nenguna manera, no contrastant qualsevulla dret, qui ho permetes, ni consuetus o usos.

Placet regiae maiestati quod processus secretus de eius mandato, et non alias, possit fieri ad informationem suae maiestatis, et non ad condemnationem seu executionem.

VIII.

Le Corti *di Sardegna fanno approvare di nuovo dal re Don Alfonso un* capitolo *delle loro deliberazioni parlamentari, in forza del quale non si potrebbe mai istruire* processi segreti, *e molto meno procedere a condanne ed esecuzioni contro i feudatari, nobili e gentiluomini sardi* (*membri dello* Stamento militare), *senza l'espresso ordine regio.*

(1421. — . . . . .).

Dagli Atti di detto Parlamento, cap. XXXVIII, fol. 33.

Item suppliquen al dit señor, sia de sa mercè provehir e ordenar que proces de cambra contra algun baron, heretat, o cavaller, o gentilhome del dit regne, no puga esser fet, sino de manament del dit señor, e a sola informacio de sa magestat, e no en condemnacio e execucio alguna.

Placet regiae maiestati.

IX.

Lo Stamento militare *del Parlamento sardo, convocato sotto il regno di Don Alfonso V, propone un* Capitolo di corte, *in virtù del quale nessuno dei membri di detto* Stamento *(feudatari, nobili, cavalieri e gentiluomini), in caso di processi, che importino pena capitale o mutilazione di membro, possa essere condannato dal vicerè o qualunque altro ufficiale regio, senza il previo giudizio di un consiglio di* pari (prohomens), *appartenenti ancor essi al* Braccio *militare del Parlamento, e che in ogni caso la sentenza non possa eseguirsi fuorchè per diretto ordine regio.*

(1421. — . . . . .).

Dagli Atti di detto Parlamento, cap. VI, fol. 44.

Item supplica lo dit stament, que en los actes de justicia criminals, a mort corporal o mutilacio de membre tocants los particulars del dit stament per lo virrey, governador o llochtinent, nos pugan absoldre ni condennar, nis puguen pendre, ni manar pendre apostats, sino ab vot dels prohomens del conçell del bras militar, o la major part, resomit lo proces, e feta relacio de aquell en la audiencia per lo assessor ab vot de aquell, ab que los prohomens del consell no sien coniunts al delat de affinitat o consanguinitat citra lo tercer grau; emperò per la execucio de la condennacio, solament sia remes a vos señor, o a vostres successors lo dit delat personalment en temps ab lo proces.

Lo señor rey per bons respectes de present no fà provisio alguna sobre aqueste capitol.

L. Gonzales secretarius.

X.

Capitolo di corte *votato nel Parlamento celebrato in Sardegna sotto il regno di Filippo II, e la presidenza del vicerè Ximene Perez, in virtù del quale nessun feudatario, nobile, cavaliere, e gentiluomo sardo, facente parte dello* Stamento militare, *poteva essere torturato, salvo che per* crimenlese, sodomia, falsa moneta, *ed altri delitti specificamente esclusi dalla corrispondente sanzione regia.*

(1481. — . . . . .).

Dagli Atti di detto Parlamento, cap. III, fol. 43.

Item supplica lo dit stament sia per vos señor atorgada la gracia fur, e privilegi dels cavallers del regne de Arago sobre los torments; de la qual gracia, fur, o privilegi, se pugan alegrar los heretats del present regne.

Lo señor rey atorga privilegi als nobles, cavallers, e gentilshomens de dit stament que no puguan esser tormentats sino per crimen de lesa magestat, de falsar, o stesoriscar moneda, de sodomitta, de mort acordada ò per homey fet, o attentat, per metzinas, o de robadors de camins, o de eclesies, o de famosos lladres, o de rapto de dones per forsa.

Digitized by Google

XI.

Il Parlamento sardo convocato sotto il regno del re Don Filippo II, e presieduto dal vicerè Ximene Perez, propone e vota un Capitolo di corte, *che fu approvato ed accettato sotto certe condizioni dal monarca, in virtù del quale nessun sardo potesse mai, per cause civili e criminali, essere distratto dai suoi giudici naturali e tratto ad altri giudici fuori del regno (dell'isola), e che per riguardo ai membri dello* Stamento militare *vi fosse sempre e vi precedesse il giudizio dei* pari, *secondo il già deliberato e votato nel* capitolo secondo *delle* Cortes *convocate in Sardegna sotto il regno di Don Alfonso V.*

(1481. — .....).

Dagli Atti di detto Parlamento, cap. VI, fol. 44.

Item supplica lo dit stament, per obviar a malicies de alguns, axi officials reals, com altres particulars, per no molestar los del dit stament, ni qualsevol altre habitador del present regne,. que per causa ninguna civil, ni criminal no puga esser tret del present regne, ni per iletres citatories de vos señor, primogenit, è successors; mes per lo virrey, governador, o son llochtenent, o altre official, sots la jurisdicio del qual serà lo delat, sia judicat juxta forma del segon capitol.

Plau al senor rey atorgar lo contengut en aquest capitol, empero ab electio de prohomens, fahedora per lo virrey, o governador, o llochtinent de aquells, o voluntat sua, e no en altra manera.

Secolo XVI.

I.

Capitolo *delle antiche* Cortes *di Sardegna, in virtù del quale fu acconsentito e riconosciuto il dritto dello* Stamento militare (Braço *dei feudatari e dei nobili*) *di potersi riunire separatamente per bisogni ed interessi dell'isola, anche senza l'intervento del vicerè, luogotenente generale, governatore, procuratore reale o altro ministro regio* (1).

(1511. — .....).

Dagli Atti del Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza dei due vicerè Giovanni Duay e Ferdinando Giron de Rebolledo.

Item per concessions y gracies del dit rey don Alphons e per vostra alteza, se pot congregar lo bras militar per los comptes de Oliva, e de Quirra, per syndich o subsyndich, no empero sens presencia del governador o procurador real: e moltes voltes esvenè, que per algun greuge fet per dit governador e altres officials coesta cōgregacio, per supplicar e reparar dit greuge, per lo be e repos del dit regne, e la presentia dells dits llochtinent general, e altre official, lassaria e fa alguna impressio, e encara redunda en vergonya, e poca fè del dit stament: pertant ab tota aquella humilitat que pertāy supplica lo dit stament à vostra real magestat donar licentia e facultat que tal congregacio à requesta de dits cōptes, syndic o subsyndic, se puga fer, sens intervēcio e presencia del dit llochtinent general, virrey, governador, procurador real, o altre qualsevol official.

(1) Con questo *Capitolo di corte*, che fu poi rinnovato in parecchi successivi Parlamenti, e specialmente in quello riunito nel 1519 sotto il regno di don Carlo (poi imperatore Carlo V), non si fece altro che richiamare ad osservanza lo stesso dritto, già sancito dalle *Corti* celebrate in Sardegna nel 1421, e presiedute in persona dallo stesso re don Alfonso V.

II.

Lettera reale di Don Ferdinando il Cattolico, *con la quale si ordina al vicerè di Sardegna di far pagare alla città di Cagliari l'importare delle somministranze fatte alle truppe regie* (terzo del regno di Sicilia), *e i danni cagionati dalle stesse truppe nel loro passaggio e fermata, così in Cagliari come in Sassari, ed in altri luoghi dell'isola.*

(1513. — 20 novembre).

Dagli antichi Archivi della vicereggia di Sardegna, sotto il dominio dei re di Spagna.

El Rey.

Ilustre principe primo nuestro, visorrey y capitan general: ya sabeis como despues de la jornada de Argel, por nuestro orden y mandato, fueron a Cerdeña los soldados españoles del tercio desse reyno de Sicilia, donde el presidente don Geronimo de Aragall los hizo alojar, y proueer de los bastimentos necessarios de pan y vino, carne, y leña, y avida informacion desto, segun las raciones que entre gente de guerra en nuestros exercitos se acostumbra dar, que dizque es una libra de carne, y dos libras de pan à cada soldado, el comissario que en ello entendio no quiere passar en cuenta lo recebido, sino à razon de libra genovesa, que es nueve onzas de Serdeña: haviendoseles dado à razon de doze onzas, en lo qual diz que vernia mucho daño, y perdida à todo el reyno, y especialmente à la ciudad de Caller, ni tampoco diz que han sido hasta agora pagados de cosa alguna de los dichos bastimentos, ni de la leña que por orden del dicho presidente les fue assignada, y tassada, que es chosa de mucha importancia, sobre lo qual el dicho reyno y ciudad a recorrido à nos, supplicandonos que madesmos pagar todo lo que por vertad pareciere haver dado a los dichos soldados, y en lo que toca al peso de sus libras, se tuviesse respecto a como las hà recivido, y no como el dicho commissario las quiere contar, pues el maestre de campo don Alvaro, desde quando la alojado dicha gente en el burgo de Estampaig, nunca diz que les dio menos racion, fino mas de la que se les hauia dado en las otras villas, donde avian estado aloyados, y assi mesmo mandassemos satisfacer, y pagar los daños, que han hecho los dichos soldados en las casas donde estavan alojados en el burgo de Estampaig,

Digitized by Google

que por ser pobres los dueños dellas no pueden remediarlo, como lo hizo el maestro de campo Alonso Vives, el tiempo que estuuo alojado en la ciudad de Sasser con los soldados del tercio de Napoles. E porque al virrey don Autonio de Cardona escrivimos que ell reciba informacion de todo lo sobredicho, y os la embrie, y tambien el dicho maestre de campo, que estarà bien enformado dello, y por las personas que tuuieren cargo de recibir los dichos bastimentos, y victuallas en Sardeña, y de la leña, que gastaron, podreis fer avisada mas particularmente; os encargamos, y mandamos, que visto lo uno, y lo otro, y bi̅ informado dello deis orden, que se pague lo que los dichos soldados gastaron, y los daños que han hecho en las casas del dicho burgo de Estampaig, prouehiendo en todo lo sobredicho lo que fuere raçō, y justicià, por manera que el dicho reyno de Serdeña no quede con quexa, ni agravio alguno, lo qual se haga con la brevedad possible, que quanto à nos fuere seremos mas servidos dello. Dat. en Barcellona à XX de noviemb. año de MDXIII. Yo el rey. V. Mar. vicecanc. V. Costa reg. V. Vaguer R. Hurries secret.

III.

Decreto del IUSTITIA *di Valenza, col quale è fatta facoltà al nobile Salvatore Aymerich di Sardegna, allora dimorante in Valenza, di potersi trasferire e andare a suo piacimento* a cavallo, con mula, sella e freno, *assieme a tre suoi famigli, per tutto il regno di Castiglia, perchè avea giustificato di avere* in proprio quattro cavalli di marca, *senza di che un'antica reale prammatica proibiva a chicchessia di poter cavalcare in tal modo nel suddetto regno.*

(1541. — 27 giugno).

Dall'originale (autografo) posseduto dall'autore del presente CODICE DIPLOMATICO.

Alos Ill^es y muy magnificos señors corregidores alcaldes ya otros qualesquiera juezes lugar de juredicion exerciendo en los reynos de Castilla constituydos o a los tenientes de aquellos al qual o a los quales las presentes pervendran o presentadas seran de nos Jeronymo Pellegrin Daragon Justitia de la ciudad de Valencia ē lo civil salud con augmento de prosperidad y honra. Certificamos a V.̸ S. como en el dia de hoy ha comparecido personalmente delante nos y en nuestra audiencia el magnifico don Salvador Aymerich de presente residente en ēsta ciudad. El qual de palabra ha dicho y explicado como per causa de la *pragmatica* que nuevamente se ha hecho publicado en los reynos de Castilla no die puede yr a cavallo con mula, con silla, y freno, y sin tener *cavallo proprio suyo y de marca.* Y por quanto el dicho requiriente tiene necessidad de yr como quiere yr a los dichos reynos de Castilla por sus negocios y interesses, y por descanso de su persona quiere yr a cavallo con mulas, con sillas y freno, y quiere q Joan Sata, y Bernardo Navarro, y Joan Soto sus criados, los quales comen su pan, y beven su vino, que vayan de la mesma manera a cavallo, con mulas, con sillas, y frenos, pues lo puede muy bien hazer, teniendo como tiene el dicho requiriente quatro *cavallos suyos proprios y de marca.* Portanto nos requerio le mandassemos recebir bastante informacion de testigos, a effecto de provar comó el dicho requiriente tiene *quatro cavallos suyos proprios y de marca*, porque con la dicha informacion pueda gozar y aprovecharse de la dicha *pragmatica.* Nos. vista su requesta, peticion y demanda esser conforme a razon, drecho y justitia, havemos mandado al scrivano dēra corte le recebiesse, como con todo effecto recebio los dichos y desposiciones de los honrados e discretos Benet Joan Bonavida notario publico de la ciudad y reyno de Valencia, y a Joan Yba çabatero, vezinos y moradores desta ciudad de Valencia, testigos produzidos, y dados por parte y instancia del dicho magnifico don Salvador Aymerich requiriente. Los quales han jurado a nuestro señor Dios Jesu Xp̄o, y alas palabras de los sanctos quatro evangelios, de aquells de sus manos drechas corporalmente tocados, que es verdad quel dicho magnifico don Salvador Aymerich tiene *quatro cavallos suyos proprios y de marca.* Y porque fe muy entera y complida a donde quiera sea dada y atribuida a las cosas sus dichas, havemos mandado al dicho nuestro scrivano le diesse e librasse las presentes firmadas de ūra mano, y selladas con el sello ordinario de nuestra corte. Con las quales certificamos a V. S. que los suso dichos testigos son hombres de buena fama, y de bona vida, y de conversacion honesta y buena, y tales que alos dichos y deposiciones de aquellos, en tanto quanto fragilidad humana pueda conoçer, fe muy entera y complida se puede, y deve dar, y atribuir. Dat. Valenciae, die vigesimo septimo mensis junij, anno a nativitate Domini M.D.XXXXI.

Jeroni Pelegrì y Daragò
JUSTITIA en lo Reny.

De mandado del dicho magnifico JUSTITIA.

Miguel Marteu escrivano publico.

IV.

Cinque lettere dell'imperatore Carlo V al vicerè, allo Stamento militare e al Municipio di Cagliari in Sardegna, nelle quali si tratta del pagamento dovuto ad alcuni comuni e cittadini sardi per le vettovaglie somministrate alle soldatesche spagnuole che, dopo la battaglia di Algeri, erano andate all'isola, aveano ivi sbarcato, e vi si erano trattenute, ed eziandio del rifacimento dei danni che dette soldatesche, nella loro non breve permanenza, aveano cagionato ai privati.

(1542. — 20 novembre).

Dagli antichi Archivi del *Regio Patrimonio* di Sardegna.

El Rey.

Illustre primo, etc. Ya saveys que despues de la jornada de Argel por nuestro orden y mandato fueron à Serdeña los soldados españoles del seruicio desse reyno

Digitized by Google

de Sicilia, donde el presidente don Geronimo de Aragall los hizo alogar, y prohveer de los bastimẽtos necessarios, de pan, vino, carnes, y leña, y hauida informacion desto segun las raçones que en gente de guerra en nuestros exercitos se acostumbra dar, que diz que es vna libra de carne, y dos de pà à cada soldado, el commissario, que ello entendio, no quiere passar en quenta lo receuido sino à razon de libra genouesa, que es nueue onzas de Sardeña, hauiendoseles dado à razon de dos onzas, en lo qual diz que venia mucho daño y perdida à todo el reyno, y especialmente à la ciutat de Caller, ni tan poco, diz, que han sido hasta agora pagados de cosa alguna de los dichos bastimentos, ni de la leña que por orden del dicho presidente les fue assignada, y tassada, que es cosa de mucha importancia, sobre lo qual el dicho reyno y ciudad à recorrido à nos supplicandonos, que mandassemos pagar todo lo que por vertad pareciere hauer dado à los dichos soldados; y en lo que toca al excesso de las libras se tuuiesse respecto à como las hã reciuido, y no como el dicho commissario las quiere contar, pues el maesse de campo don Aluaro de Sande, quando aloxò la dicha gente en el burgo de Estampache, diz que no les diò menos racion, sino mas de la que se les hauia dado en las otras villas donde hauian estado alojados, y assi mismo mãdassemos satisfazer, y pagar los daños que han hecho los dichos soldados en las casas donde estauan alojados en el burgo de Estãpache, que por ser probes los dueños dellas no podrian remediarlo, como lo hizo el maesse de campo Alexo Viuas al tiempo que estuuo alojado en la ciudad de Sacer con los soldados del reyno de Napoles, è por que al virrey don Antonio de Cardona socorrimos, que el recebia informaciones de todo lo sobredicho, y osla embie, y tambien el dicho maesse de campo, que estarà bien informado dello, y por las personas, que tuuieren cargo de recebir los dichos bastimentos y victuallos en Sardeña y de la leña que gastaron podre fer yo auisado, mas particularmente encargamos, y os mandamos, que visto lo vno, y lo otro, y bien informado dello os dexe ordẽ, que se pague lo que los dichos soldados gastaron, y los daños, que hizieron en las casas del dicho burgo de Estampache, prouehiendo en todo lo sobredicho lo que fuere de raçon, y justicia de manera, que el dicho reyno de Sardeña non quede con quexa, ni agrauio alguno, lo qual se haga con la brevedad possible, que quãto fuesse feremos dellos mas seruidos. Dat. en Barcelona à 20 de nouiembre de M.DXLII.

Don Carlos por la diuina clemencia emperador de Romanos siempre augusto, rey de España, de las dos Sicilias, de Hierusalem etc.

El Rey,

Amados fieles nuestros. Con las grandes ocupaciones, q̃ se nos han recorrido estos dias passados, assi en las cortes de Monçò, como en lo que toca à la guerra, que el rey de Francia ha querido començar embiando poderoso exercito à nuestro contado de Rosellon sobre la villa de Perpiña, la qual, con la ayuda de nuestro Señor, y nuestro buẽ socorro, y prouision, que mandamos hazer, se defendio, y los enemigos se boluieron, no hemos podido en las cosas, que tocan à este reyno, y ciudad hasta agora, como os lo dirà el gouernador don Hieronimo de Aragall, que alla huelue, el qual nos dio vuestras cartas, y memoriales, y sobre ellas hauemos mandado proueherlo que vereys por los despachos, y cartas, que al lugartiniente general don Antonio de Cardona escriuimos, no se hà podido por el presente proueher otra cosa, sino siempre se offrecieren en que poder gratificar y hazer mercedes à esta ciudad, pues vemos el cuidado que tiene de lo que à nuestro seruicio toca, el qual os agradecemos, y rogamos, que siempre lo continueys, como lo haueis acostumbrado remitiendohos en lo demas al dicho gouernador. Datum en Barcelona à 20 de nouembre de 1542.

El Rey.

Espectable lugartiniente, y capitan general. Por parte de los conselleres de la ciudad de Caller nos hà sido presentado vn memorial, por el qual se quexan de algunos daños, que los soldados, y gente de guerra del tercio de Sicilia, que estauan alojados en el burgo de Estampache, hizieron en algunas casas, los quals por ser pobres los dueños dellas no los pueden remediar, supplicandonos mandassemos satisfazerles los dichos daños, como lo hizo en la ciudad de Sasser Alonso Viuas quando estuvo alojado en ella con su gente, y porque acerca desto vos teneis alla mas cumplida informacion, encargamos y os mandamos que luego la recibais, y embieis al virrey de Sicilia, jũtamente con lo que toca à lo de las victuallas, paraque el de orden como lo vno y lo otro se satisfaga, y pague. Y porque tambien se quexan que algunos mercaderes con color, que vendiendo sus mercadurias à los soldados, han de fer franchos de drechos hasta agora no los han pagado, y dello diz que se sigue à la dicha ciudad mucho daño, y perdida, nos supplicaron mandassemos cõpeller à las tales personas à pagar los dichos drechos, assi de vinos, como de qua lasquier mercadurias, y victuallas, que han vendido à los dichos soldados, pues no ha redundado esto en beneficio, ni utilidad dellos, fino de los mismos mercaderes que vendieron sus mercadurias con mucha gañacia, lo quol hauemos accordado remitir a vos, y os mandamos, que bien informado sobre todo prouehais aquello que vieredes que mas cõuenga, y conforme à justicia se deue hazer, por manera que sin agrauio de partes aquella sea como cõuiene administrada. Assi bien nos ha supplicado que attento la extrema necessidad, que el hospital de San Antonio de la dicha ciudad tiene, le hiziessemos merced, y limosna del nueuo seruicio, que esse reyno ha de hazernos, ò en alguna licencia de tratas para subuencion del dicho hospital de los pobres, que en el se recogen, que dize, que son muchos, y porque no sabemos en que cosas se les podria mas comodamẽte hazer alguna limosna, os encargamos, y mandamos, que vos lo veays, y mireis las causas, q̃ para ello hay, y por vuestras cartas nos auiseis con vuestro parecer de lo que buenamente se potrà hazer, y tambien sobre lo que toca à las . . . . . y attento, que la dicha ciudad de Caller dize, que està muy alcançada a causa de que hà gastado los años passados en proueherse de

Digitized by Google

trigos de Sicilia, y otras partes, vendiendo aquellos à mucho menos precio de lo que costava por la necessitad de la gente pobre, y cōseruacion de los pueblos, en lo qual dize, que han perdido mucha summa de dineros, hauemos tenido por bien deles dar licencia, y facultat, que puedan sacar desse reyno para el reyno de Valencia, y principado de Cathaluña, hasta quatro mil estareles de trigo, franchos de los derechos à nuestra corte pertenecientes, como lo vereis por la prouision que sobre ello les hauemos mandado despachar, prouereis, que vsen della, y se les cumpla, justa su serie, y tenor, y à la dicha ciudad terneis siempre por encomendada en todo lo que hos tocare, y siēpre nos auisareis en que se les podrà hazer fauor y merced, paraque assi se haga como mas largamente sobre todo os hablara el gouernador don Hieronymo de Aragall, à quien nos remittimos. Dat en Barcelona à 20 de nouiembre de 1542.

El Rey.

Spectable, nob. magnificos, y amados nuestros. Vuestra carta de lo 20 de mayo nos dio don Hieronimo de Aragall nuestro gouernador de Caller, el qual, segun deuia nos hablò, y encomendo lo que toca à este stamento, sobre lo qual hauemos mandado responder à nuestro virrey don Antonio de Cardona, lo que del sabreis, y al dicho don Geronimo, q̄ mas extensamente va informado dareis fee, y credito en lo que de nuestra parte os dixere, poniendolo assi en obra con la fidelidad que aueis acostumbrado. Datum en Barcelona à 20 de nouiembre año de 1542.

El Rey.

Spectable lugartiniente, y capitan general. Don Geronimo de Aragall gouernador de Caller nos ha supplicado algunas cosas en nombre del Stamēto militar de esse reyno, y entre otras nos hà solicitadò la paga de los bastimentos de pan, vino, y carne, que se dieron por orden del dicho nuestro reyno à los soldados españoles del tercio de Sicilia, que fueron alojados, sobre lo qual hauemos mandado escriuir al virrey don Ferdinando de Gonzaga, lo q̄ vereis por el traslado de la carta, que con esta se os embia: deueis vos por persona vuestra informaros de todo lo que cerca desto conuiene, y embiar la dicha informacion juntamente con vuestra carta al dicho don Ferdinando, para que se pueda proueher lo que fuere raçon, y se pague lo que justamente fuere deuido en esse reyno por los dichos soldados, y por que se quexan, que algunas de las gracias, y mercedes por los reyes nuestros predecessores, y por nos concedidas al dicho Stamento han sido en algo perjudicadas por los de nuestro consejo en la instancia hecha por don Phelippe de Ceruellon sindico del dicho Stamento, supplicandonos mādassemos proueher, que las dichas gracias, y mercedes queden en su fuerça, y valor, reuocando, y annulādo lo innouado en perjuizio dellas, y como en esto no se declara, y especifica cosa particularmente, podreis dezir à los del dicho Stamento, que ellos declaren en que cosas han fido agrauiados o perjudicados, y vos nos embiad la relacion dellos, que agora se verà, y mandarà proueher lo que mas conuenga à nuestro seruicio y obseruacion de las dichas gracias, y priuilegios. Sobre lo que toca al impedimento, que el Arçobispo de Caller pone à la fabrica del monasterio de las monjas de la ciudad de Caller auemos mādado escriuir à nuestro muy sācto papa, y al marques de Aguillar lo que vereis por los traslados de las cartas, que se os embian, deuehis proueher luego en ello, y en todo lo demas que toca al supplicado por parte del dicho Stamēto, nos remittimos al dicho don Hieronimo de Aragall, que alla buelue. Datum en Barcelona a 20 de nouiembre 1542.

Supplican los dits Staments à V. S. I. que ja que ara no se troba lo real patrimoni ab moneda de poderlo prōptament pagar, se seruesca decretar en execucio de dites reals lletras, si, et alias, que en la primera cōmoditat, que hi hagia se pague tot als amos de dites robes y cosas sens mes retardacio.

Que fassa com se supplica.

Episcopus Praeses.
Vaca Secretarius.

V.

Li tre Stamenti *delle* Cortes *di Sardegna, riunite sotto la presidenza del vicerè Don Lorenzo Fernandez de Heredia, chiedevano che fossero ritenuti, senz'altro, come di* buona presa *e fatti* schiavi *o venduti a proprio arbitrio da chi li catturava nelle marine dell'isola, gli* infedeli *che clandestinamente vi sbarcavano, fondandosi su ciò che il catturante avesse sopra i medesimi* jus vitae et necis: *ma il vicerè prima, e poi il re Don Filippo II decretò che si osservasse a tal riguardo la risoluzione presa nel Parlamento sardo* (Cortes) *del* 1532, *che cioè detti* infedeli, *fatti* cattivi, *si vendessero all'asta pubblica al migliore offerente e a beneplacito sovrano* (à beneplacit de la dignitat real).

(1560. — . . . . .).

Dagli Atti di dette *Cortes*, cap. IX, fol. 125.

Item per quant molts del present regne anirian a las marinas per pendre, è captivar alguns dels infiels que invadexen en lo present seu regne, y com sien tants los examens se han fet, his fan per la cort que no se ha trobat, nis troba, que se prenguen de bona guerra, per voler estar en las confessions dels tals infidels prenen, per que dixhē que venen voluntariamēt, crehent no seran maltractats los tals infiels, suppliquen perso los dits Staments (per que los regnicols sien mes animats, en anar à captivar semblants infiels, que invadexen lo present regne) placia a vostra magestat provehir è decretar, que qualsevol infiel, que com se vulla sia pres è portat en poblat, sia de aquell tal quil pendrà sens altre examen, attes que staria en ma de aquell tal matar o seù aliàs, per lo perill en que posa, y traball de portarlo.

Que se observe lo acostumat, y usat fins ara, si ya sa magestat no provehex altra cosa, y per so, que ho suppliquen è sa magestat.

S. Mondo notar.

Digitized by Google

Plau a sa altesa que se observen las pragmatiques, y que en cas que se adiudicara per la cort, que sia venut lo tal solau en lo encant publich al mes donant, y que entre lo preu en la procuracio real, per compte de la regia cort (com es acostumat), y que de altra manera nos puga vendre, ni lo puga comprar official real.

Plau à sa magestat ques guarde la decretacio que sa magestat cesarea feu en lo Parlament del llochtinent general don Martin Cabrero à instancia del sindich de Caller, conforme al que ilavors se supplica en lo añy 1532, *la qual decretacio diu: plau à sa magestat à beneplacit de la dignitat real, aiustanthi, ilevats tots abusos.*

VI.

Li tre Stamenti *delle* Cortes *di Sardegna, riunite in Parlamento sotto la presidenza del vicerè Don Alvaro di Madrigal, fecero instanza ed ottennero che, in conformità al già decretato nel cap.* xxxii *del precedente Parlamento del* 1560, *fosse uniforme per tutta l'isola il* Calendario *negli atti pubblici e privati, contando gli anni* a nativitate; *giacchè in altri luoghi dell'isola, e specialmente nel* Capo di Logudoro, *soleano contarsi* ab incarnatione, *dal che ne derivavano molte confusioni ed inconvenienti.*

(1565. — . . . . . .).

Dagli Atti di detto Parlamento, cap. II, fol. 156.

Item suppliquen los dits Staments è Bras real à vostra magestat, que per quant en lo present regne en moltes parts se han fet abusos en fer diversitats de kalendaris, ço es en lo Cap de Logudor en moltes parts, y los mes scriven los kalendaris e prenen lo añy ab incarnatione, y en lo Cap de Caller tots, ò la mayor part prenen lo añy a nativitate, de las quals diversitats se han vist, y se veuhen grans confusions en comptes e altres negocis, que perço placia à vostra magestat sia decretat e manat que en tot lo regne generalemēt se prenga lo añy e se comense à nativitate, axi los notaris, tant los reals, com los apostolichs, com los particulars en qualsevol scriptures privades (com axi convinga al be del regne) per ilevar las confusions se han causat per las diversitats dels kalendaris.

Ques fassa com es supplicat, segons que ya fonch decretat per la serenissima infanta princessa en los capitols generals dels trés Staments del Parlament del virrey Don Lorenso Fernandez de Heredia en lo capitol trenta dos.

S. Ferrer not.

Està be decretat per lo virrey.

Covarruvias vicecancell.

VII.

Breve *del pontefice S. Pio V, il quale, a petizione del re di Spagna Don Filippo II, statuisce che gli* spogli *dei vescovi di Sardegna che morissero nell'isola, e i* frutti *delle sedi vacanti fossero perpetuamente applicati al mantenimento, ristauro e provvista di suppellettili sacre delle chiese cattedrali, e che perciò si accordava a quel sovrano e suoi reali successori il dritto di eleggere nei rispettivi capitoli un economo, il quale raccogliesse detti* spogli *e* frutti, *e li impiegasse negli oggetti sovra espressi.*

(1567. — 8 febbraio).

Dagli antichi Archivi del *Regio Patrimonio* di Sardegna.

Pius papa quintus, ad perpetuam rei memoriam. Exigit incumbentis nobis apostolicae solicitudinis offitium, ut ad ea quae pro ecclesiarum qualibet, praesertim cathedralium, etiam metropolitanarum, ne in fabricis suis detrimentum sustineant, cōmodo et utilitati opportune cōsuli possit, potissimū dum catholicorum regum vota id exposcūt, libēter intēdamus, et alias desuper disponamus prout in Domino cōspicimus salubriter expedire. Exponi siquidē nobis nuper fecit charissimus in Christo filius noster Philippus Hispaniarum rex catholicus, quod cum sedes apostolica nunquam percepit, et percipere consuevit spolia archiepiscoporum et episcoporum in insula Sardiniae metropolitanas cathedrales ecclesias obtinentium, nec minus fructus, redditus et proventus ecclesiarū huiusmodi illarum vacatione durāte decurrentes, sed spolia, et fructus huiusmodi ipsorum archiepiscoporum et episcoporum in dictis ecclesijs successores, et privilegijs, et indultis apostolicis semper perceperunt, et levarunt, et percipere, et levare pacifice, et quiete consueverunt. Et cum ecclesiae huiusmodi pro suarum fabricis, et ornamentis, et paramentis pro divino cultu necessarijs, nullos habeant redditus, verisimiliter, ac pro certo credendum est, privilegia et indulta praedicta, ea ratione per romanos pōtifices praedecessores nostros cōcessa fuisse, ut ipsi archiepiscopi et episcopi praedictas ex pecunijs, proventibus, et spolijs, et fructibus praedictis reparare, restaurare, et mantenere, ac conservare, nec non ornamenta, et paramenta huiusmodi in eisdem ecclesijs habere deberent et tenerentur. Nihilominus, a multo, et fere immemorabili tempore citra ipsi archiepiscopi et episcopi, quamvis spolia, et fructus praedictos exigerūt, et perceperūt, illa in eorum commodum et utilitatem ad proprios usus converterunt, negligendo et ommittendo ecclesias praefatas in earum aedificijs, et structuris instaurare, reficere et reparare, ornamentaque et paramenta huiusmodi habere, ex qua avaritia et negligentia ecclesias praefatas ruinam eorum aedificijs ferē in totū minari, ornamentisque et aedificijs huiusmodi carere contigit. Quare idē Philippus rex, qui etiam Sardinie rex existit, dubitans, nè ecclesiae huiusmodi quae sunt de iure patronatus ipsius regis, ex privilegio apostolico, cui nō hactenus, in aliquo derogatum fore dignosceretur, culpa et negligentia, ac etiam avaritia archiepiscoporum et episcoporum praedictorum, in totum demoliantur, et pereant, nobis supplicari fecit humiliter, quatenus in praemissis opportune provideri de benignitate apostolica dignaremur. Nos igitur super universis orbis ecclesijs principatū obtinentes huiusmodi supplicationibus inclinati spolia archiepiscoporum et episcoporum praedictorum in dicta insula, et extra eam, nō tamē in Italia decedentium, fructusque redditus, et proventus ecclesiarum praefatarum,

Digitized by Google

illarū vacatione durante, ab episcopis et archiepiscopis, quos in ecclesijs huiusmodi ut praefertur vacare, et tēpore succedere cōtigerit, auctoritate apostolica, per praesentes perpetuo abdicamus, et separamus, illaque dictis ecclesijs pro illarum fabrica, structura, reparatione, et etiam manutentione, et etiam ornamentorum, et paramentorum emptione, et manutentione, etiam perpetuo applicamus, et appropriamus, et insuper, ut praemissa suum debitum consequi possint effectum, dilectis filijs singulis capitulis ecclesiarum praefatarum, illarumque personis, per dictum Philippum regem, eiusque successores eligendis, et spolia, et fructus hujusmodi percipere, exigere et recuperare possint, et valeant, illaque in restaurationem, reparationem, ac manutentionem, emptionem, et conservationem praedictas convertere, ecclesiasque ipsas instaurare, et conservare, ornamentaque et paramenta praedicta emere, et manutenere debeant, et teneantur, dicta auctoritate apostolica per ipsas praesentes perpetuo concedimus, et indulgemus, ac committimus, et mādamus ipsis archiepiscopis, et episcopis, ne in spolijs, ac fructibus, redditibus, et proventibus hujusmodi se aliquo modo intromittant, nec intromittere audeant, vel praesumant, quinimo illa per capitula, et personas hujusmodi percipi, exigi, recuperari, et ut praefertur converti permittant, sub sententijs, censuris, et poenis ecclesiasticis eo ipso incurrendis inhibemus, ac praecipimus, ac etiam mandamus. Quo circa venerabili fr. archiepiscopo turritan, et dilectis filijs, abbati monasterij Sanctissime Trinitatis de Sacargia, Bosanen, seu nullius dioecesis, ordinis Camaldulen, ac decano ecclesiae Calaritanae, per easdem praesentes mandamus, quatenus ipsi, vol duo, aut unus eorum per se, vel per alium, seu alios ipsos praesentes, et in his contenta quaecunque, ubi, et quando opus fuerit, et quoties pro parte capitulorum, et personarum praedictarum desuper fuerint requisiti, solēniter publicantes, hisque in praemissis efficacis defensionis praesidio assistentes, faciant, authoritate nostra, praesentes et in his contenta hujusmodi per archiepiscopos, et episcopos praedictos firmiter observari, non permittentes capitula, et personas hujusmodi per archiepiscopos et episcopos praedictos earum ipsarum praesentium tenore, quomodolibet indebite molestari, contradictores quoslibet, et rebelles per praedictas, aliasque eorum arbitrio moderandas, et applicandas poenas, ac alias opportuna juris, et facti remedia, appellatione posposita, dicta authoritate compescendo, ac legitimis superius habēdis, servatis processibus sētetijs, et poenis, ipsas etiam iteratis vicibus aggrauādo, invocato etiam si ad hoc opus fuerit auxilio brachij saecularis, super quibus, nec non contradictores quoslibet et rebelles praedictos, ac quoscunque molestatores, et alios praemissorum occasione citandos, constito eis summarie, et extra judicialiter, de non tuto accessu, etiam per aedicta publica, et ipsis citandis circumvicinis, de quibus sit verisimilis conjectura, quod ad eorum citandorum notitiam pervenire valeant affigenda, quae perinde illos afficiant, ac si his personaliter intimata fuissent citandis, eisque ac quibusvis judicibus et personis, quibus dicta occasione inhibendum fuerit, et sub sententijs, censuris, et poenis praedictis, ac per similia aedicta inhibendi dicta authoritate, per easdem praesentes, licentiam et facultatem concedimus, nō obstantibus constitutionibus et ordinationibus apostolicis, ac ecclesiarum praedictarum, etiam juramento, confirmatione apostolica vel quavis firmitate alia roboratis, statutis et consuetudinibus, privilegijs quoque, indultis, et litteris apostolicis archiepiscopis, et episcopis praefatis, etiam per foelicem recordationem Honorii Papae II praedecessorem nostrum, et quoscunque romanos pōtifices praedecessores nostros, ac etiam nos, et sedem eandem sub quibuscūque tenoribus et formis, ac cum quibusvis etiam derogatoriarum derogatorijs, alijsque efficacioribus, et insolitis clausulis irritātibusque, et alijs decretis ac alias quomodolibet concessis, confirmatis et approbatis, ac etiam iteratis vicibus invocatis, quibus omnibus, etiam si de illis, eorumque totis tenoribus speciali specifica, et expressa, et individua, non autem per clausulas generales idem importantes, mentio, seu quaevis alia expressio habenda, et observanda foret, tenore huiusmodi, ac si de verbo ad verbum, nihil poenitus ommisso, et forma in illis tradita observata, inserta forent, praesentibus pro expressis habentes, alias in suo robore permāsuris, hac vice dūtaxat specialiter, et expresse derogamus, caeterisque contrarijs quibuscunque, aut si aliquibus coniunctim, vel divisim ab eadem sede indultum, quod interdici, suspendi, vel excommunicari non possint, per litteras apostolicas non facientes plenam et expressam ac de verbo ad verbum de indulto huiusmodi mentionem. Datum Romae apud Sanctum Petrum, sub annulo piscatoris, die octava februarij, milesimo, quingentesimo sexagesimo septimo.

Pontificatus nostri anno secundo.

Caesar Glorierius.

VIII.

Lettera di Don Filippo II re di Spagna al vicerè di Sardegna, con la quale gli si danno ordini ed istruzioni per gli alloggiamenti, e le somministranze da farsi alle truppe regie che prendessero stanza o fossero di passaggio nell'isola.

(1567. — 21 marzo).

Dagli antichi Archivi della viceregìa di Sardegna, sotto il dominio dei re di Spagna.

El Rey.

Spectable nuestro lugartenièntе, y capitan general, que al presente sois, o sueredes en nuestro reyno de Cerdeña. Sabed que Pedro Fortesa sindico de la ciudad de Caller nos ha hecho relacion, que contra los privilegios e immunidades, que a quella ciudad y sus apendicios tienē, de pocos años acā, que hā hido a este reyno algunas compañias de soldados, assi españoles como italianos, se han alojado en el burgo, y apendicios de la dicha Caller; y estando casi à discrecion, echando a los vezinos de sus casas, y tomando a los naturales de la dicha ciudad, y de su cabo muchas camas para los dichos soldados sin pagarlas; y hecho otros desordenes, y excesos en tomar algunas vittuallas, y otras cosas, supplicandonos fuessemos servidos mandar satisfacer y pagar las dichas camas, y lo que se ha tomado hāsta aqui, y dar orden

Digitized by Google

en lo venidero, de manera que no fuessen molestados, ni recibiessen agravio, siendo como es la tierra tan probre, y que no se puede sustentar say gente de guerra: y aviendose visto por nuestro mandato lo suso dicho, y los testimonios que por el dicho sindico se presentaron cerca dello; juntamente con otros que tambien se nos ha dado por parte del estamento militar deste dicho reyno; y mirado y platicado sobre ello, ha parecido, que no somos obligados a mandar que se pague alojamiento en esse reyno, sino fuere quando se embiare à alojar en el alguna gente de guerra sin otra necessidad, mas de para entretenerla. Y teniendo consideracion a lo susodicho, y al mucho bien que los naturales del dicho reyno nos han servido y sirven; ya que por orden nuestra fue pagado del servicio desse dicho reyno el alojamiento, que auia tenido cierta infanteria, que se embiò a.... el año 1543. Avemos tenido por bien, y os encargamos y mandamos, que todas las vezes, que de aqui adelante fuere à este dicho reyno alguna gente para solo entretenerse en el, procureis que se averigue lo que fera justo pagarse, por lo que toca a los alojamientos que se huvieren dado a la dicha gente; y que se pague y satisfaga a las personas, que lo huvieren de aver del servicio que esse dicho reyno nos haze, o de qualesquier residuos que huviere en nuestras rẽtas y derechos reales del, teniendo particular cuidado, que assi la dicha gente, como otros qualesquier que mandaremos embiar, o se ilevaren para seguridad y defensa desse dicho reyno, por el tiempo que residen en el, no hagan de ordenes, ni excessos, que esta es nuestra voluntad. Y porque oy dia de la fecha desta avemos mandado dar otra al sindico del estamento militar desse dicho reyno, en que se contiene lo mismo, mãdamos, que aquella y esta tengan un mismo efeto. Fecha en Galapagar à 21 de março de mil quinientos sesenta y siete años.

Yo el Rey.

IX.

Prammatica del re Don Filippo II, con la quale fu esteso alla Sardegna il divieto già fatto ai nativi dei regni di Catalogna, di Valenza e di Aragona, di presentarsi al sovrano o alla sua real corte, o di trasferirsi a luoghi distanti meno di cinque leghe dalla corte medesima, e dimorarvi, laddove per qualche loro delitto fossero già stati condannati in contumacia dai tribunali competenti; e ciò per impedire la impunità dei delinquenti e ch'essi potessero, presentandosi al sovrano, o trovandosi in luoghi vicini a quello, in cui risiedesse la sua corte reale, impetrare e ottenere con false preci grazia e condono delle pene nelle quali fossero incorsi (1).

(1) Qui cade in acconcio il notare che dopo la conquista della Sardegna fatta dalle armi aragonesi, e dopo lo statuto fondamentale e la rappresentanza nazionale (CORTES), liberalmente accordata ai sardi nel 1355 dal re di Aragona Don Pietro *il Cerimonioso*, i membri del secondo BRACCIO *(Braço)*, o STAMENTO di dette CORTES, ch'erano i feudatari e i nobili, in virtù di un antico STATUTO (di cui per altro non si ha documento che ne provi la esistenza) non poteano partirsi a proprio arbitrio e piacimento dall'isola, e recarsi altrove; ciò che era contrario alla libertà individuale, e costituiva una dispotica tirannia. Fu perciò che nel Parlamento riunito in Sardegna nel 1421, e presieduto personalmente dal re Don Alfonso V (II per la Sardegna), li detti feudatari, cavalieri, e *heretats* costituenti il detto secondo BRACCIO ossia lo STAMENTO MILITARE, chiesero ed ottennero per speciale *Capitolo di corte* la facoltà di potersi liberamente trasferire ai regni di Aragona, Catalogna e Valenza, e rimanervi *per sei mesi*, senza necessità di licenze regie o di permessi di regi uffiziali, come risulta dagli *Atti* di detto *Parlamento*, cap. XI, fol. 5.

(1577. — 16 giugno).

Dagli antichi Archivi del *Regio Patrimonio* di Sardegna.

Don Philippe por la gracia de Dios rey de Castilla, de Aragon, de Leon, de las dos Sicilias, de Hierusalem, de Ungaria, de Dalmacia, de Croacia, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Cerdeña, de Cordova, de Corcega, de Murcia, de Jaen, de los Algarbes, de Algezira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las Islas Indias, y Tierrafirme, del mar Oceano, archiduque de Austria, duque de Borgoña, de Bravante, y de Milan, conde de Barcelona, de Flandes, de Tirol, señor de Biscaya, y de Molina, duque de Athenas, y Neopatria, cõde de Rosellon, y Sardaña, marques de Oristan, y Gociano. A los espectables, nobles, y magnificos amados consejeros, y nuestro lugartiniente, y capitan general en el nuestro reyno de Cerdeña, presidente, ò regente el dicho officio, regente nuestra real cancilleria, y doctores de nuestra real audiencia, governadores, y reformadores en los cavos de Caller, Gallura, y Logudor, vegueres, sotvegueres, potestades, officiales, alguaziles, porteros, y otros qualesquier officiales, y subditos nuestros en el dicho reyno de Cerdeña cõstituidos, y constituidores, alqual, o à los quales las presentes pervendran, o seran presentadas, y del negocio de suso scrito seran requiridos, en qualquier manera salud, y dilecion. Sabed, que por lo que toca al buen exemplo, y a la buena administracio de la justicia dessos nuestros reynos, y à la quietud, y sossiego de mis subditos, y vassallos, he mandado publicar en esta nuestra corte la pragmatica, y sancion del tenor, y forma siguiente. Nos don Philippe por la gracia de Dios rey de Castilla, de Aragon, de Leõ, de las dos Sicilias, de Hierusalem, de Ungaria, de Dalmacia, de Croacia, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Cerdeña, de Cordova, de Corsega, de Murcia, de Jaen, de los Algarbes, de Algezira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, y de las Islas Indias, y Tierrafirme, del mar Oceano, archiduque de Austria, duque de Borgoña, Brabante, y de Milan, conde de Barcelona, Flandes, y de Tirol, señor de Biscaya, y de Molina, duque de Athenas, y Neopatria, conde de Rosellon, y de Cerdaña, marques de Oristan, y Gociano. Porque se ve por esperiencia, que uno de los principales remedios para tener, y conservar nuestros subditos, y vassallos en paz, y quietud, es la buena, y recta administracion de la justicia entre ellos, la qual principalmente consiste en la punicion, y castigo de los crimines, y excessos que cometen; por lo qual no solo conbiene mas aun es necessario, que los hombres malos, y facinorosos no hallen refugio, ni receptaculo en ninguna parte para evitar, y diferir la pena, que a sus demeritos se deve, sino que en todas partes, señaladamente en nuestra corte, como principal exemplo, y dechado de los otros tribunales sean

Digitized by Google

perseguidos, y con effecto castigados, y considerando los muchos, y graves crimines, delictos, y excessos, que se suele cometer en nuestros reynos, estados, y señorios, y que los delinquentes, tomando por color, que bienen à presentarse ante nos, y por otras vias, maneras, y cautelas esquisitas, se ausentan de los reynos dõde han cometido los tales delictos, y no curando comparecer, y presentarse en los tribunales donde han sido acusados, y por aquellos citados para personalmente dar quenta, y descargo de lo que se les hà opuesto, antes bien dexado se hazer contumaces, y para ello desterrar, y condennar, y postpuesto todo temor, y empacho, como si fuera receptaculo de sus maleficios, y por esta, y otras formas, que inventan, procuran de poner tiempo en medio, esperando que con la dilacion y discurso de la justicia, la parte lesa, e interessada, que cõ solo el destierro, y condennacion se tuvo por contenta, se offrecerà, y perecerà del todo, y que con esto mas principalmente podran obtener de ser remitidos, o alcançar de nos venia, o clemencia, y desta manera eximir, y librarse de la pena condigna a sus demeritos, quedãdo aquellos impunidos, demàs, que viniendo, y estando en nuestra corte inficionan, y hazen malos à los otros, con quien tratan, y comunican, y assi mesmo hay otros, que despues, que por sus demeritos han sido hoydos plenamente, y condennados conforme à justicia à destierro perpetuo, o temporal, o han sido relaxados o deportados, se vienen con poco respeto a nuestra corte, y ante nuestra presencia; y como por ley divina, y umana no seamos menos obligados à hazer justicia, que hà traher la quenta, que se deve con prebeminencia, por remediar y abreviar estos males, abusos, y costumbres, que los malos hombres y delinquentes viniendo assi à nuestra corte se han vendicado; por tenor de la presente nuestra pragmatica sancion, à hora, y à todo tiempo, y hasta que otra cosa ordenassemos valedora, de nuestra certa sciencia deliberadamente, y expressa, y precidiendo madura deliberacion hecha en nuestro S. supremo y real consejo, sancimos, statuimos, y ordenamos, que de aqui adelante ningun hombre malechor, ni delinquẽte, siendo condennado en contumacia ò por processo de presencia, desterrado, o deportado como arriba se dize por nuestros juezes, y officiales de alguno de nuestros reynos, y señorios de la corona de Aragon, de qualquiera calidad, estado, ò condicion fueren, no sea osado, ni ose, ni pueda venir, entrar, ni estar en nuestra corte, ni sinco leguas al derredor, donde quiera que sea ahora se halle dentro de los dichos nuestros reynos, y señorios de la corona de Aragon, o fuera de aquellos sin expressa licencia y voluntad nuestra o de nuestro sacro supremo y real consejo, que cabe nos reside demandada, y obtenida en escrito, y los que lo cõtrario hizieren, allende las penas en que por processo de ausencia, o presencia por el delito principal, fueren condennados, incurran en otras à nuestro arbitrio reservadas; y que todos los que de presente se hallan en nuestra corte, so las dichas penas, dentro de quinze dias que se cuenten despues de la presente nuestra pragmatica, salgan della, y sinco ileguas al derredor, y se vaian sin poder boluer, entrar, ni estar en ella, y que ninguno los pueda receptar, ni encubrir, so pena de ser castigados gravemente a nuestro arbitrio, y en caso nos, por qual quiera consideracion, perdonaremos algun delito de los suso dichos casos, se entienda, cõ que el tal delinquẽte no haga entrada en nuestra corte, ni las sinco ileguas al derredor, y que se huviessen entrado, el tal perdon sea ansi ninguno, como si nunca se le huviere concedido, y queriendo, que lo susodicho haya entero effecto, y cumplimiento, todas las vezes que aconteciere hazerse lo contrario, rogamos muy affectuosamente al serenissimo D. Carlos principe de las Asturias, y de Giruna, y duque de Calabria, y Mõteblãc, etc. nuestro muy caro, y amado hijo, y mandamos à los illustres, spectables, nobles, magnificos, y amados nuestros los lugartinientes, y capitanes generales, cãcelleres, vicecancelleres, regentes la cãcelleria de nuestro sacro supremo y real consejo, regẽte el officio, y portante vezes de nuestro general governador, regentes y doctores de nuestras reales audiencias, justicia de Aragon, y à sus lugartinientes, abogados, procuradores fiscales, calmedinas, justicias, merinos, bayles, sotbayles, vegueres, sotvegueres, alguaziles, porteros, vergueros, y à todos, y qualesquier otros officiales, subditos, y ministros nuestros, assi mayores, como menores en los dichos nuestros reynos, y señorios de la corona de Aragon, constituidos, y constituidores, so incorrimiento de nuestra ira, o indignacion, y pena de dos mil florines de oro de Aragon, irremisiblemente exigideros à nuestros reales cofres applicadores, que en lo que à ellos, y a cada uno dellos tocare la presente nuestra pragmatica sancion, estatuto, y ordenacion, tengan, guarden, observen, cumplan, y executen, tener, guardar, observar, y executar, y cumplir hagan inviolablement segun su serie, y tenor, y paraque nadie allegue, ni pueda pretender ignorancia, la hagan publicar, affixandola en nuestro palacio real, en las puertas donde se celebra nuestro sacro supremo y real consejo de Aragon, y en los dichos reynos, y señorios de la dicha corona, y en cada uno dellos, y particularmente en las plaças, y lugares acostumbrados; y lo contrario no hagan, ni permitan, que sea hecho en manera alguna, por quanto el serenissimo principe nos dezea complazer, y los otros officiales, y ministros nuestros en la pena sobredicha dezean no incurrir. En fè, y testimonio de lo qual mandamos hazer las presentes con nuestro sello real comun en el dorso selladas. Datum en el Escurial à 24 de março, ano del nascimento de Nuestro Señor 1577. Yo EL REY.

Dominus rex mandavit mihi Michaeli Amat. Visa per D. Bernardum vicecancellar. comitem generalem thesaurarium. Loris, Sentis, Sorã, et Sapena regentes cancellariam, et Clementem pro conservatore generali, in curia fol. 25. Y porque nuestra voluntad, y mercedes, que la dicha nuestra real pragmatica se guarde, cumpla, y effectue, y que se publique en estos mis reynos porque llegue a noticia de todos, con tenor de las presentes de nuestra sierta scientia deliberadamente, y consulta, os dezimos, encargamos, y mandamos a vosotros, y a qualesquier de vos a quien esto tocare, so incorrimiento de nuestra ira e indignacion, y pena de mil florines de oro de Aragon a nuestros cofres reales applicadores, que tengais, guardeis, y observeis, tener, guardar, y observar hagais la dicha, è preincerta nuestra real pragmatica, y todas las

Digitized by Google

cosas en ella contenidas, justa su serie, y tenor, y aquella hagais publicar en boz de publico pregon en las ciudades, villas, y lugares desse reyno, en las partes, y lugares acostumbrados, y no hagais, ni permitais, que se haga lo contrario en manera alguna, si demas de nuestra ira, e indignacion, la pena sobredicha dezeais no incurrir. Datum en Madrid a 16 de junio, año del nascimiento de N. S. Iesu Christo 1577. Yo EL REY.

Vidit Don Bernardus vicecancellarius. V. Comes generalis thesaur. V. Loris regens. V. Sapena regens. V. Sentis regens. V. Clemens pro conservatore generali. In Sardinia viij, fol. CXIX. Dominus rex mandavit mihi Michaeli Gort. Visa per Don Bernardum vicecancellar. Comitem generalem thesaurarium. Loris, Sentis, et Sapena regentes cancellariam, et Clemente pro conserv. generali.

X.

BREVE *di papa Gregorio XIII, emanato a petizione di Filippo II re di Spagna, col quale l'arcivescovo di Cagliari e il vescovo di Usellus (in assenza dell'arcivescovo turritano, e dell'abate di Saccargia) furono incaricati di farsi rendere ragione degli* spogli *e* frutti *delle sedi episcopali vacanti, raccolti dagli* economi, *e non impiegati nel ristauro e manutenzione delle chiese, e nell'acquisto di arredi sacri per le medesime, secondo le disposizioni del* BREVE *del pontefice S. Pio V dell'*8 *febbraio* 1567.

(1582. — 13 aprile).

Dagli antichi Archivi del *Regio Patrimonio* di Sardegna.

Venerabilibus fratribus archiepiscopo Calaritano, et episcopo Uselen, et dilecto filio decano Ecclesiae Calaritan, et eorum cuilibet: earundē vero tenor intus est huiusmodi. Gregorius PP. XIII. Vener. fratres, et dilectae filij salutem, et apostolicam benedictionem. Alias foelicis recordationis Pij Papae V praedecessoris nostri, pro parte charissimi in Christo filij nostri Philippi Hispaniarū regis Catholici exposito, quod cum sedes apostolica nunquam percipere cōsuevit spolia archiepiscoporū, et episcoporum in insula Sardiniae, nec minus fructus, redditus, proventus ecclesiarum huiusmodi, illarum vacatione durante decurrētes, sed spolia, et fructus huiusmodi ipsorum archiepiscoporum et episcoporum in dictis ecclesijs successores, ex privilegijs, seu indultis apostolicis semper percipere, et levare pacifice, et quiete consueverint. Cumque ecclesiae huiusmodi pro earum fabricis, ornamentis et paramentis pro divino cultu necessarijs nullos haberent redditus, verisimiliter, et pro certo credendum esset privilegia et indulta praefata ea ratione per romanos pontifices concessa fuisse, ut ipsi archiepiscopi et episcopi ecclesias praefatas ex pecunijs proveniētibus ex spolijs et fructibus huiusmodi reparare, instaurare, manutenere et cōservare, nec non ornamenta et paramenta huiusmodi in eisdem ecclesijs habere deberent et tenerentur. Nihilominus et ferē ab immemoriali citra ipsi archiepiscopi et episcopi, quāvis spolia et fructus praefatos exegerint, et perceperint, illa in eorum commodum et utilitatem, ac proprios usus converterint, ommittendo ecclesias praefatas in earum aedificijs et structuris instaurare, reficere et reparare, ornamētaq. et paramenta huiusmodi habere. Ex qua omissione ecclesiae praefate, ruina in eorū aedificijs pati, et ornamentis carere contigisse. Quare idem Philippus, qui etiam regni Sardiniae rex existit dubitans, ne ecclesiae huiusmodi, quae de suo iure patronatus ex privilegio apostolico, cui nō est hactenus in aliquo derogatū, esse dignoscebatur, prout dignoscuntur, culpa et omissione archiepiscoporum praefatoru in totū demolirētur, ac perirent, eidē Pio praedecessori supplicari fecit, quathenus in praemissis opportune de benignitate apost. providere dignaretur, idemq. Pius praedecessor dictis supplicationibus inclinatus, spolia archiepiscoporum et episcoporum in dicta insula, et extra eam, non tamen in Italia decedētium, fructusque, redditus, et proventus ecclesiarum praefatarum, illarum vacatione durante, ab archiepiscopis et episcopis, quos in ecclesijs huiusmodi, ut praefertur vacantes pro tempore succedere contingerit, authoritate apostolica perpetuo divisit et separavit, illaque eisdē ecclesijs, pro illarum fabrica, structura, reparatione et conservatione ac etiam ornamentorum et paramentorum emptione, manutentione, perpetuo applicavit, et appropriavit, utque praemissa suum debitum consequi possent effectum, singulis capitulis singularum ecclesiarum praefatarum, illarumque personis, per dictum Philippum regem, eiusque successores eligendis, ut spolia et fructus huiusmodi, percipere, exigere et recuperare possent et valerent, illaque in restaurationem, reparationem, manutentionem, emptionem et conservationem praefatas, convertere, ecclesiasque praefatas restaurare, reparare et conservare, ornamentaque et paramenta praefata emere et manutenere deberent, et tenerentur, apostolica authoritate praedicta perpetuo concessit et indulsit, commisitq. et mandavit ipsos archiepiscopos et episcopos, ne in spolijs ac fructibus, redditibus et proventibus huiusmodi se aliquo modo intromitterent, nec intromittere auderēt vel presumerent. Quinimo illa per capitula et personas huiusmodi percipi, exigi, recuperari, et ut praefertur convertere permitterēt, sub sententijs, censuris et poenis ecclesiasticis eo ipso incurrendis inhibuit, praecepit, et mandavit, ac bonae memoriae aschiepiscopo Turritano, et dilectis filijs abbati monasterij Sāctissimae Trinitatis de Sacargia Bosanen, seu nullius dioeces, ordinis Camaldulen, ac decano Ecclesiae Calaritan, mandavit, quathenus ipsi, vel duo, vel unus eorum per se, vel alium, seu alios, praefata, ubi et quando opus fuerit, ac quoties pro parte capitulorum et personarum praefatarum desuper fuerint requisiti, solemniter publicantes, eisque in praemissis efficacius defensionis praesidio assistentes facerēt authoritate sua praefata per archiepisc. et episc. praefatos firmiter observari, non permittentes capitula et personas huiusmodi, desuper per archiepiscopos et episcopos praefatos, aut quocūque alios quomodolibet indebite molestari, contradictores quoslibet et rebelles, per praefatas, aliasque eorum arbitrio moderādas et applicandas poenas, aliaque opportuna iuris remedia opportune postposita dicta authoritate compescendo ac legitimis super his habendis, servandisque processibus sententias, censuras, et poenas ipsas, et iteratis vicibus aggravando, invocato etiam ad hoc si opus foret auxilio

Digitized by Google

brachij saecularis, cum potestate, et per aedictum citandi et inhibendi dicta authoritate, licentiam, et facultatem concessit, nō obstantibus constitutionibus et ordinationibus apostolicis, et ecclesiarum praefatarum, et iuramento, confirmatione apostolica, vel quavis firmitate alia roboratis, statutis, et consuetudinibus privilegijs quoque indultis, et litteris apostolicis archiepiscopis et episcopis praefatis, et per foelicis recordationis Honorium Papa II, et quoscūque alios romanos pōtifices praedecessores suos, et sedem eandem sub quibuscunque tenoribus et formis, ac cū quibusuis etiam derogatoriarum derogatorijs, alijsque efficacioribus, et insolitis clausulis irritantibusque, et alijs decretis, ac alia quomodolibet concessis, confirmatis et approbatis, ac etiam iteratis vicibus, innovatis, quibus omnibus etiam si de illis, eorumque totis tenoribus specialis, specifica expressa, et individua nō autem per clausulas generales idem importantes mētio, seu quaevis alia expressa habēda et observanda foret, tenores huiusmodi, ac si de verbo ad verbum, nihil poenitus omisso, et forma in illis tradita observata forent pro expressis habentes, illis alias in suo robore permansuris ea vice dumtaxat specialiter, et expressē derogavit, caeterisque contrarijs quibuscumque, prout ejusdem Pij Quinti praedecessoris nostri in forma Brevis desuper expeditis litteris, sub datum octavo februarij 1. 5. 6. 7 pontificatus sui anno secundo desuper expeditis plenius continetur; et deinde, sicut exhibita nobis nuper, pro parte Philippi regis petitio continebat, cum post litterarum praefatarum et aliarum super praemissis forsan emanatarum, quarum tenores praesentibus pro expressis haberi volumus, publicationē, in eiusdem regni Sardiniae ecclesijs, seu earum aliquibus oeconomi deputati fuerint ad spolia archiepiscoporum et episcoporum pro tempore decedentium, ad fructus, redditus, et proventus sedium vacantiū recuperandum, exigendum et levandum, eaque, et fructus praefatos in usus praefatos convertendum, licet diversa spolia et fructus huiusmodi recuperaverint et exegerint, in usus tamen praefatos in totum vel in parte non converterunt. Cumque ipse Philippus rex summopere cupiat spolia, et fructus huiusmodi in proprios usus praefatos (ut par est) integraliter (et decet) converti, et quia archiepiscopus turritanus praedictus, cui dictae litterae fuerunt directae ab humanis decesserit, et abbas de Sacargia a dicta insula absit; propterea nobis humiliter supplicari fecit dictus Philippus rex, quatenus in praemissis opportune providere de benignitate apostolica dignaremur. Nos igitur, qui iuxta petentibus nostrum non denegamus assensum, huiusmodi supplicationibus inclinati discretioni vestrae per praesentes committimus, et mandamus, quatenus vos, vel duo, aut unus vestrū, postquā praesentes litterae vobis praesentatae fuerint, vocatis ad id, qui fuerint vocandi, eosdem oeconomos, et alias quascunque ad id deputatas, vel subdeputatas personas, ac pro tempore deputandas, et earum singulas, tam coniunctim, quam divisim, ad reddendum reale computum de recuperatis, et exactis spolijs, et fructibus huiusmodi omnibus iuris, et facti remedijs, etiam per ecclesiasticas sentēcias, censuras, et poenas etiam pecuniarias vestro arbitrio moderandas, cogatis et compellatis, ac spolia et fructus huiusmodi in usus praefatos, sub eisdem poenis converti faciatis et procuretis realiter et cum effectu in omnibus et per omnia, iuxta praedecessoris, litterarum huiusmodi formam, continentiam et tenorem. Nos enim vobis, et vestrum cuilibet dictos oeconomos, deputatos et deputandos, et alios deputatos et subdeputatos, eorumque fideiussores, et haeredes, et successores, et ab eis causam habētes, ecclesiasticos, tum omnesque alios in praemissis quomodolibet interesse putantes in executionem citationis, praesentium vigore, dedecernendos, nominandos, et cognominādos citandi, et inhibendi, etiam sub similibus sententijs, censuris, et poenis etiam pecuniarijs, vestro arbitrio moderandis et applicandis, etiam per aedictum publicum in locis circumvicinis, omniaque alia, et singula faciendi, dicendi, gerendi, exercendi, et exequendi, quae in praemissis, et circa ea necessaria fuerint, seu quomodolibet opportuna, invocato etiam super praemissis omnibus, et eorum singulis, tam conjunctim quam divisim, ac ubi quādo, et quoties opus fuerit, auxilio brachij saecularis, facultatem eadē authoritate concedimus, nō obstantibus omnibus his, que, idem Pius praedecessor in suis litteris praefatis voluit non obstare, caeterisque contrarijs quibuscumque. Datum Romae apud Sanctum Petrum, sub annulo Piscatoris die xjii aprilis M.DLXXXII, pontificatus nostri anno decimo.

P. Zanes. H. Fuscus.

XI.

Lo STAMENTO MILITARE *delle* CORTES *di Sardegna, riunite in Parlamento sotto la presidenza del vicerè Don Gastone di Moncada marchese di Aytona, chiede ed ottiene dal re Don Filippo II, che sia mantenuta in piena osservanza la* prammatica *del* 26 *ottobre* 1359 *emanata dal re di Aragona Don Pietro* il Cerimonioso *(primo creatore delle* CORTES *del regno di Sardegna), in virtù della quale non poteano essere donati, legati o altrimenti lasciati alle chiese, alle persone ecclesiastiche, e generalmente alle* manimorte *beni immobili appartenenti ai feudi, feudatari, baroni e nobili, sotto pena di confisca.*

(1592. — .....).

Dagli Atti di detto Parlamento, cap. XLVII, fol. 5.

Item per quanto no obstant estiga provehit per la real pragmatica del serenissimo rey don Pedro de immortal recordacio ya data en Servera à 26 de octubre 1359, que ningunas terres ni bens immobles pertinents als feus dels barons, y heretats se pugan donar, dexar, ni en qualsevol manera alienar en sants, iglesias, personas ecclesiasticas, ni altras semblants mans mortas sots pena de caure en comis ditas cosas axi dexades, illegades, o en qualsevol manera trāfferidas, manant axibe als notaris, scrivans, ò altres qualsevol persones, que no rebā los instrumēts de tals donaciōs, testaments, ilegats, o transportacions, totavia diversas vegades se hà abusat, y contravengut per molts à la disposicio de dita real pragmatica, supplica per tant a V. S. I. dit stament, que mane se observe aquella, y tot lo en ella contengut sots les penes en ella imposades, y les demes que a V. S. I. aperexeran pera la total guarda, y observancia de aquella.

Digitized by Google

Quès guarde la pragmatica, finsque altra cosa se sia provehida per sa magestat.

Està be decretat per lo virrey.

Sabater notar.
Frigola vicecanc.

Secolo xvii.

I.

Carta reale del re di Spagna Don Filppo III al vicerè di Sardegna, con la quale dichiara e provvede che i dottori, ossiano giudici e membri del supremo magistrato della reale udienza, *non siano obbligati a comparire come testi avanti ai commissari della* S. Inquisizione, *fuorchè nelle sole* cause di fede.

(1619. — 9 gennaio).

Dagli Archivi della viceregia di Sardegna sotto il dominio dei re di Spagna.

El Rey.

Egregio conde pariente mi lugartiniente, y capitan general. Recibiose vuestra carta de 20 de deziẽbre del ano passado, en qua me avisais de lo que los commissarios del S. Officio pretenden, que para las informaciones de causas de fe, y civiles han de yr à sus casas à dezir sus dichos, y deposiciones los doctores de la real audiencia, y haviendose visto en mi consejo, hà parecido q̃ os informeis particularmẽte de lo que se hà acostumbrado, y me lo aviseis, y mientras tanto, quando se offresca ocasion, q̃ alguno de los dichos dotores sea citado para causas de la fẽ por los dichos comissarios, en tal caso se siguirà la costumbre. Pero en respecto de materias civiles, por parecer que es voluntaria pretension, se escusaran de hazerlo hasta otro orden mio, y assi se lo advertireis paraque tengan entẽdida mi voluntad. Dat. en Madrid à 9 de hebrero 1619. Yo el Rey. V. Roig vicecan. V. Comes thes. V. D. Salvad. Fontanet reg. V. Perez Manrriques reg. V. Sentis re. V. Villar R. V. D. Franc. de Castelvi regens. Villaneva secretarius.

II.

Ordinazione sovrana di Filippo IV re di Spagna, con la quale fu confermato il Capitolo di corte *votato a instanza dello* Stamento militare *nel Parlamento riunito in Sardegna nel 1614, sotto la presidenza del vicerè duca di Gandia, col quale fu abolito il privilegio, di cui abusavano le città di Cagliari e di Sassari, e il tribunale del S. Uffizio, di essere provveduti dai pastori e agricoltori dell'isola delle carni necessarie pel consumo dei cittadini, a certa tassa determinata, violando così la libertà del commercio.*

(1623. — 2 ottobre).

Dagli antichi Archivi della viceregia di Sardegna.

Nos Philippus Dei gratia rex Castellae, Aragonum, Legionis utriusque, Siciliae, Hierusalem, Portugaliae, Hungariae, Dalmatiae, Croatiae, Navarrae, Granatae, Toleti, Valentiae, Galitiae, Maioricarum, Hispalis, Sardiniae, Cordubae, Corsicae, Murtiae, Giennis, Algarbij, Algezirae, Gibraltaris, Insularum Canariae, nec non Indiarium Orientalium et Occidentalium, insularum, ac Terrae firmae maris Oceani, archidux Austriae, dux Burgundiae, Brabantiae, Mediolani, Athenarum et Neopatriae, comes Abspurgij, Flandriae, Tirolis, Barchinonae, Rossilionis et Ceritaniae, marchio Oristanei et comes Gociani. Inter alia quam plurima capitula, quae annis praeteritis ordinata et decretata fuerunt in ultimo parlamento incolis dicti Sardiniae regni, nomine maiestatis patris, et domini nostri recolendae memoriae per illustrem et consanguineum ducem Gandiae comitem de Oliva, eo tunc nostrum locumtenentem et capitaneum generalem celebrato, unum curiae capitulum circa extintionem provisionum et commissionum, quae civitatibus eiusdem Sardiniae regni, et praesertim Calaris et Sassaris, pro illarum sustentatione, antea in grave incolarum, vassallorum et habitatorum damnum concedebantur, invenitur statutum et decretatum, cuius tenor sequitur sub his verbis ✠ Tenor capituli praetermittitur, quia iam excussus manet, et eo finito subsequitur privilegiũ. ✠ Pro cuius curiae capituli debita executione die decima mensis maij praesentis anni, et infrascripti, fuit per nos expedita et directa spectabili D. Ioanni Vivas nũc locutenenti et capitaneo generali nostro in dicto Sardiniae regno aepistola sequens. El Rey. Spectable don Juan Viuas mi lugartiniente, y capitan general. Por lo que los doctores dessa mi real audiencia me escrivieron en veynte, y tres de henero passado he entendido las quexas que de algunos años a esta parte han dado en ella los granaderos, y pastores, à causa de las provisiones, q̃ los virreyes concedieron à la ciudad de Caller, paraque los apremiasse à contribuir con cierta cantidad de vacas, y carneros para el sustento della, instando que se guarde el auto de corte concedido en el Parlamento que se tuvo en tiẽpo, que era mi virrey desse reyno el duque de Gandia, en que se mandaron quitar las dichas provisiones por el bien, que de la observancia del dicho auto resulta à este reyno, y à mi real patrimonio, todo lo qual hauia obligado al cumplimiento de lo que el dicho auto cõtiene, si biẽ lo hã sentido los cõselleres de la dã ciudad y dexan por esto de acudir abusear obligados carniceros, y personas, q̃ vengã por el reyno à comprar ganado voluntariamente, como se acostumbra hazer en todas las demas partes, escusandose, con que sin las dichas provisiones no hallan quien lo haga, para con este, y otros torcedores obligar a que se les concedan; y por ser esto tan contra mi seruicio, bien publico, y de la dicha ciudad, he querido encargaros y mandaros, como lo hago, deis orden que las dichas provisiones se extingan, y guarden inviolablemente el dicho auto de corte, que trata desta materia, sin permitir lo contrario por ningun caso, no obstante la orden que el conde de Eril vuestro antecesor en esse cargo dio en treinta de enero deste presente año sobre esta materia, de que me aviso en carta del primero de hebrero; y si los conselleres hizieren otra cosa,

Digitized by Google

procedereis contra ellos, como vieredes que convenga, paraque lo dispuesto con el dicho auto de corte tenga cumplido efeto, que assi procede de mi voluntad. Dat. en Madrid à diez de mayo 1623. Yo EL REY. Vt. Comes thesaur. generalis. Vt. D. Saluator Fontanet Rs. Vt. Villar Rs. Vt. D. Francisco de Castelui Rs. Vt. Calua de Vallseca Rs. Femat secretarius.

Al virrey de Cerdeña, para que se guarde el auto de corte de que aqui se haze mencion, sin embargo de lo que ha escrito el conde de Heril su antecessor. Registrata in curia Sardiniae. Primo nunc autem pro parte Augustini Carta nomine titulatorum, baronum et nobilium dicti Sardiniae regni fuit maiestati nostrae similiter supplicatum, ut praeinsertum curiae capitulum, omniaque, et singula in eo contenta, expressa, et declarata laudare, approbare, ratificare et confirmare, et quatenus opus fit de novo concedere et elargiri, eidemq̄ authoritatem nostram impertiri dignaremur. Nos volentes quod ea, quae in Parlamentis generalibus indita, et statuta, et ordinata sunt, ea praecipue, quae ad vassallorum nostrorum commodum, et particularem utilitatem tendunt observentur, suumque debitum forciantur effectum, supplicationi huiusmodi benigne annuimus. Tenore igitur praesentis de nostra certa scientia, regiaque authoritate deliberate et consulto, ac matura poenes nos assistentis concilij accedente deliberatione, praeinsertum curiae capitulum iam dicti Parlamenti per praefatum illustrem et consanguineum nostrum ducem Gandiae comitem de Oliva nomine praedicto celebrati, et omnia et singula in eo contenta, iuxta tenorem concessionis et regiae confirmationis ad calcem in eo positae laudamus, approbamus, ratificamus, et confirmamus, et quathenus opus fit de novo concedimus, et elargimur, eidemque nostram regiam authoritatem pariter, et decretum interponimus, nostrq̄ huiusmodi laudationis, approbationis, ratificationis et cōfirmationis, et quatenus opus fit novae concessionis munimine, seu praesidio roboramus et validamus. Decernentes et mandantes expresse, quod nostra huiusmodi laudatio, approbatio, ratificatio, et confirmatio, et quatenus opus sit noua concessio, fit, et esse debeat dictis incolis, et habitatoribus praesentibus, et futuris stabilis, realis, valida, atque firma, nullumque in iudicio, aut extra sentiat impugnationis obiectum, defectus incommodum, aut noxae cuiuslibet alterius detrimentum; sed in suo semper robore et firmitate persistat. Qua propter spectabili, nobilibus, magnificis, dilectisque consiliariis et fidelibus nostris locumtenenti et capitaneo generali nostro, regenti cancellariam, et doctoribus nostrae regiae audientiae, iudicibus curiae, aduocatis et procuratoribus fiscalibus et patrimonialibus, gubernatoribus quoque, seu reformatoribus in Capitibus Calaris, Gallurae, Sassaris et Lugudori, regio procuratori, magistro rationali, ac regenti nostram regiam thesaurariam, vicariis, subvicariis, potestatibus, alguaziriis, virgariis, et portariis, et signanter conciliis, et universitatibus nostrarum ciuitatum Calaris et Sassaris, caeterisque demum universis et singulis officialibus et subditis nostris maioribus et minoribus in praefato nostro Sardiniae regno constitutis et constituendis, ipsorumque officialium locatenentibus, seu officia ipsa regentibus et subrogatis praesentibus et futuris ad incursum nostrae irae, milleque florenorum auri nostris regiis inferendorum aerariis, dicimus, praecipimus, et iubemus quod praeinsertum curiae capitulum, omniaque et singula in eo contenta iuxta formam et tenorem decretationis, et responsionis regiae ad calcem positae dictis incolis, et habitatoribus praesentibus et futuris ad unguem, et inviolabiliter observari faciant, iuxta ipsius seriem et tenorem, contrarium nullatenus tentaturi, ratione aliqua, sive causa, si officialēs et subditi nostri praedicti gratiam nostram caram habent, ac praeter irae et indignationis nostrae incursum poenam praepositam cupiunt evitare. In cuius rei testimonium praesentem fieri iussimus nostro regio communi sigillo impendenti munitam. Datum in nostra villa Matriti, die secunda mensis octobris anno a Nativitate Domini 1623, regnorumq̄ nostrorum tertio. Yo EL REY. Vt. D. Pedro de Guzman vicecancel. V. Comes thes. generalis. Vt. Villar Rs. Vt. D. Francisc. de Castelui Rs. Vt. Galba de Vallseca Rs. Vt. don Ludovicus Blasco. Vt. Femat pro conservatore generali. Dominus rex mandavit mihi Thomae Semat visa per D. Petrum de Guzman vicecancel. comitem general. thesaur. Villar Castelui, et Galba de Vallseca regentes cancellariam, et D. Ludovicum Blasco, et me pro censervatore generali.

III.

Le CORTES *di Sardegna, riunite in Parlamento sotto la presidenza del vicerè marchese di Bayona, deliberano e fanno accettare un* capitolo di corte, *in virtù del quale, confermando il già disposto dalla prammatica sanzione del* 1359, *emanata dal re Don Pietro IV* il Cerimonioso, *fu stabilito che nessun feudo, nè beni* feudali, allodiali, burgensatici e giurisdizionali *possano mai passare in* mani-morte, *nè devolversi al demanio o patrimonio regio, o essere* ammortizzati, *finchè esistano discendenti del primo feudatario investito, e anche persone appartenenti alle famiglie, che si trovi al possesso di detti feudi e beni.*

(1626. — .....).

Dagli Atti di dette CORTES, cap. IV, fol. 3.

Item per quant conve molt a la conservacio, y augment axi del real patrimoni de sa magestat en los casos de devolucions de feus, com tambe de las familias de molts liñages principals, que altrament se van extinguint, y venint a manco de cada die, com de molts añys a esta part la experiencia ha mostrat, de que bens feudales, ni altres jurisdicionals no vingan in manum mortuam, ni per qualsevol cosa offeresca pagar se pugan amortizar: perso en conformitat tambe de lo que en raho dels feus està axi dispost, y decretat ab pragmatica del serenissim rey don Pedro de la data en Samora a 26 de septembre 1359, en que veda omninament que feus de Sardeña no passen in manum mortuam, supplica dit Stament mane V. S. I. axy de vuy en avant provehir, y decretar ab acte de cort, que se observe en los bens feudals alodials, o burgensatichs, jurisdicionals, sens que sia licit poderlos en ningun temps amortizar, saltim mētres hi haja descendents del primer adquiridor de las familias, q̄les poschiran, y tindran.

Digitized by Google

Que se fassa com se supplica per convenir axi a la conservacio de la jurisdicio real.

Vaca secretar.

IV.

Il re di Spagna Don Filippo IV scrive al vicerè di Sardegna, prevenendolo di aver dato gli ordini convenienti per far partire dall'isola il terzo *di guerra, composto di soldati napoletani, che vi era stato mandato con nove galere dal cardinale infante di lui fratello, con aggravio degl'isolani, così per gli alloggiamenti come per altre cause; promettendo inoltre che mai più in avvenire gli abitanti dell'isola saranno astretti a sopportare un tale gravame.*

(1633. — 24 novembre).

Dagli antichi Archivi vicereali di Sardegna, sotto il dominio dei re di Spagna.

El Rey.

Spectable marques de Almonazir primo mi lugartiniẽte, y capitan general. He visto lo que ecrivis en vuestra carta de diez de julio passado, en que me dais cuenta que llegaron à esse puerto de Caller nueve galeras de guerra con un tercio de napolitanos, que embio à alojar en el infante cardenal mi hermano, y lo que en esto passa, junto con las raçones, que representais con parecer dessa audiencia, y patrimoniales, para que no se de lugar à que este, ni otro tercio se aloje en esse reyno, assi por hallarse necessitados sus naturales, como porque no impida los servicios, que pagan, que son causas tan justas que me han obligado à sentir sumamente la resolucion, que se tomo en embiar à alojar à esse reyno este tercio, y assi hè mandado aduertir à mi hermano lo que estimo à essos vassallos, y quan obligado me hallo dellos, para que luego al punto se saque de ay essa gente, si estuviera alojada, y en ninguna otra ocasion, ni por otro ningun accidente se bueluan à ombiar, deque os he querido avisar para que lo tengais entendido. Datum en Madrid à xxiiii de noviembre M.DCXXXIII. Yo el Rey. V. Dux. V. Vico reg. V. Magarola reg. Vt. Don Franciscus de Castelvi reg. V. Bayetola reg. V. Sisternes reg. Laurentius de Villanueva secretarius.

V.

Il re di Spagna Don Filippo IV scrive al marchese di Almonazir vicerè di Sardegna, ordinandogli precisamente *di rivocare i provvedimenti da lui dati, affinchè, secondo l'inveterato abuso, la città di Cagliari fosse provveduta delle carni necessarie pel consumo dei cittadini dai pastori dell'isola, a* tassa *determinata; e ciò contro il* capitolo di corte *del* 1614, *il privilegio reale del* 2 *ottobre* 1623, *ed ordini reali del* 1629.

(1634. — 31 marzo).

Dagli antichi Archivi vicereali di Sardegna sotto il dominio spagnuolo.

El Rey.

Ilustre marques de Almonazir primo lugarteniente y capitan general. Aviendo visto lo que en vuestra carta de veinte y quatro de deciembre passado escrivis, el orden que distes para proveer de carnes esta ciudad de Caller por via de scrutinio de los lugares de donde se puede sacar, y el memorial que al mismo tiempo me ha presentado en nombre del Estamento militar desse reyno don Alonso Gualbes, referiendo el daño que causaria en el reyno la execucion della; y particularmente a los granaderos, por ser contra el privilegio que mandè concederles en dos de otubre del año passado 1623, confirmando el capitulo de corte del Parlamento del duque de Gandia, y otras ordenes mias dadas con maduro acuerdo, particularmente a don Juan Viuas de Cañamas, y vltimamẽte al marques de Bayona vuestros antecessores en essos cargos, en cartas de diez de mayo 1623 y 25 de noviembre 1629 à fin de evitar el daño tan considerable, que se ha experimentado de ilegar à efeto dichos escrutinios. Y siendo, como es este negocio de tanta importancia, para la conservaciõ desse reino, he estrañado, que en contravencion de dicho privilegio y ordenes, y el que se os dio por instruccion en capitulo particular, hayais dado la referida, señaladamente assistiendo a todo esto la quexa, que los naturales tienen de su contravencion. Por lo qual he resuelto encargar, y mandaros precisamente, que sin que sea necessario prevenirlo por otro camino, revoqueis todo lo q̃ haveis hecho y guardeis, y hagais guardar lo que disponen los dichos privilegios, capitulos de corte, ordenes e instruciones, avisandome de como assi se huviere executado, y hareis que esta carta se registre en el libro de govierno dessa lugartinencia, para que en todo tiempo aya memoria della, y vuestros sucessores la executen, y cumplan. Dat. en Madrid à 31 de março 1634.

Yo el Rey.

Laurencio de Villanueva secret.

Digitized by Google

Digitized by Google

INDICE

DEI DIPLOMI E DELLE CARTE
DELLE DISSERTAZIONI
E DELLE ALTRE MATERIE
CONTENUTE NEL PRESENTE TOMO SECONDO

Digitized by Google

Digitized by Google

INDICE

DEI DIPLOMI E DELLE CARTE DELLE DISSERTAZIONI

E DELLE ALTRE MATERIE

CONTENUTE NEL PRESENTE TOMO SECONDO

Dissertazione sesta sopra i documenti storici, e diplomatici di Sardegna del secolo xv . *Pag.* 7
Genealogia dei pretendenti al giudicato di Arborea nel secolo xv . . . . . » 24
Diplomi e Carte del secolo decimoquinto . » 27

I*.

1401 15 gennaio — Privilegio ed ordinazione del Re di Aragona Don Martino I, con la quale, abolita la carica di Governatore generale (vicerè) del regno di Sardegna, s'instituiscono due cariche distinte di Governatore e riformatore del Capo di Cagliari e di Gallura, e di Governatore e riformatore del Capo di Logudoro; si stabiliscono i doveri, i dritti e le prerogative di detti Governatori, dichiarandoli indipendenti l'uno dall'altro nell'esercizio delle loro funzioni; le cauzioni da prestarsi prima di assumere tale uffizio; la durata di quest'ultimo per soli cinque anni; e la sindacatura, cui gli stessi governatori debbono sottostare alla scadenza del quinquennio, con fissazione delle città e dei luoghi, nei quali tali sindacature avranno da farsi, avuto riguardo alla patria e al domicilio dei Governatori medesimi, con proibizione a costoro di delegare ad altri i loro poteri; e con uno speciale privilegio alle due città di Cagliari e di Alghero, in virtù del quale sarebbero periodicamente invitati a mandare i loro procuratori alle Corti di Maiorca e Catalogna » 29

II.

1401 28 giugno — Il Re Don Martino I di Aragona concede ai Consoli delle città e comuni di Barcellona, Valenza, Maiorca e Perpignano la facoltà di togliere a prestanza, con interesse, sulla rendita del dritto denominato – *de imperiage* – quelle somme che saranno necessarie per completare l'offerta in denaro (*servicio*), ch'esse aveano fatto per la guerra di Sardegna . . . : . . . » 32

III.

1402 25 febbraio — Il Re Don Martino I di Aragona ordina alla *Loggia* delle contrattazioni di Maiorca, che consegni al clavario della città di Barcellona tutte le somme già scadute, e dovute pel dritto dell'*imperiage*, le quali erano state depositate per sopperire alle spese della guerra di Sardegna *Pag.* 33

IV.

1402 20 dicembre — Il Re Don Martino I revoca l'*embargo*, e il sequestro ch'era stato fatto su i proventi del dritto dell'*imperiage* per sopperire alle spese della guerra di Sardegna, e concede ai Mercatanti delle *Loggie* di Barcellona, Tortosa, Perpignano, Girona, e di altre piazze commercianti, che possano liberamente disporre di detti proventi per gli oggetti, pei quali furono specialmente creati e destinati . » ivi

V*.

1410 29 marzo — Atto di pace concordato tra Leonardo-Cubello, Signore eletto dai Sardi negli antichi stati del *Giudicato* di Arborea da una parte, e Pietro Torrelles Luogotenente generale del Re Don Martino di Aragona dall'altra parte . . » 34

VI*.

1410 29 marzo — Pietro de Torrelles approva a nome proprio, ed in virtù dei poteri delegatigli come Luogotenente generale del Re di Aragona; e Leonardo Cubello sottoscrive in Oristano i capitoli dell'atto di pace che precede . . . . » 38

VII*.

1410 29 marzo — Diploma del Re di Aragona Don Martino II, spedito dal di lui Luogotenente generale Pietro Torrelles, a favore di Leonardo Cubello, in virtù del quale, abolito il titolo e il nome di *Giudici* e di *Giudicato di Arborea*, il suddetto Leonardo Cubello è creato Marchese di Oristano e Conte di Goceano, riceve in feudo *more italico*, trasmissibile con detti due titoli ai suoi eredi e successori, la città di Oristano coi suoi territorii (*Campidano*), con la regione di *Parte Milis*, con le altre città, ville e luoghi dipendenti, e col castello e contado di Go-

Digitized by Google

Anni

ceano, e promette di pagare alla Corona l'annuo tributo di cinquecento fiorini d'oro in ricognizione dell'alto dominio dei sovrani Aragonesi sulle provincie a lui concedute *Pag.* 40

VIII*.

1410 30 marzo — Leonardo Cubello Marchese di Oristano presta giuramento di fedeltà e di vassallaggio al Re di Aragona, a mani del suo Luogotenente generale in Sardegna, con riserva e promessa, che lo stesso giuramento sarà prestato dagli uomini della città e del *campidano* di Oristano, e dagli uomini di *Parte Milis*, e del Contado di Goceano . . . . . » 41

IX*.

1410 30 marzo — Alcuni principali uomini della città di Oristano prestano pubblicamente nella chiesa di S. Martino, a mani del Luogotenente generale Pietro de Torrelles, giuramento di fedeltà e di omaggio al Re di Aragona e di Sardegna . . . » 42

X*.

1410 31 marzo — Il Podestà e cinquecento cinquantasette uomini o borghesi di Oristano prestano nel palazzo di città, a mani di Giovanni di Curillis, o Cruillis, che fa le veci del Luogotenente generale Pietro de Torrelles, giuramento di fedeltà e di omaggio al Re di Aragona e di Sardegna . . . . . » 43

XI*.

1410 20 luglio — Leonardo Cubello, Marchese di Oristano e Conte di Goceano, sborsa lire cinquemila di Alfonsini a Pietro Torrelles, Luogotenente Regio e Capitano generale in Sardegna, il quale le riceve a titolo di mutuo per sopperire alla paga delle genti d'arme del Re di Aragona, ed oppignora perciò il Contado di Montagut, con le sue *Incontrade*, ville e redditi, eccettuate però le ville di *Bitti*, di *Gorofai* e di *Posada* . » 45

XII*.

1412 15 febbraio — Guglielmo che s'intitola *Giudice* di *Arborea*, Conte di Goceano e Visconte di Narbona e di Basso, fa donazione a Pietro de Feno cittadino di Sassari della villa di *Monti* nel Monteacuto, onde rimeritarlo degli importanti servigi che gli avea resi; con proibizione però di vendere o donare la detta villa a prelati, sacerdoti od uomini di chiesa, ed a vassalli o sudditi della Corte di Aragona . . . . . » 46

XIII*.

1412 6 maggio — Relazione della difesa della città di Alghero fatta dagli Algheresi contro l'assalto datole dal Visconte di Narbona e dalle sue genti d'arme composte di Francesi e di Sassaresi, e della vittoria dai medesimi riportata sugli assalitori . . . . . *Pag.* 46

Anni

XIV*.

1412 6 maggio — *Strofe*, con ritornello, che si cantavano pubblicamente e con molta solennità in Alghero nella festività di S. Giovanni Apostolo ed Evangelista *ad portam latinam*, per celebrare l'anniversario della vittoria ottenuta dagli Algheresi sopra i Francesi ed i Sassaresi capitanati dal Visconte di Narbona . . . . . » 47

XV*.

1412 15 maggio — Convenzione tra gl'inviati del comune di Monte-Leone da una parte, e il Conte di Quirra col suo seguito di cavalieri e gentiluomini dall'altra, per l'assoldamento di uomini d'arme, balestrieri, e cavalli, all'oggetto di liberare dal carcere Nicoloso D'Oria, signore di detto luogo di Monte-Leone, di far guerra ai suoi nemici, e di riconquistare le castella, le terre, fortezze e provincie appartenenti al di lui dominio . . . . . » 50

XVI*.

1412 14 settembre — Ferdinando I Re di Aragona scrive a Leonardo Cubello, Marchese di Oristano e Conte di Goceano in Sardegna, dicendogli di aver conferito con gli ambasciatori da lui inviatigli, di sapere quanto egli avea fatto e faceva nell'isola a favore della Corona d'Aragona; gli promette perciò rimunerazione e favori; lo prega di continuare virilmente la guerra contro i nemici di detta Corona, e gli annunzia il prossimo invio di uomini d'arme e di balestrieri » 52

XVII*.

1415 20 agosto — Ferdinando I Re di Aragona, a domanda fattane da Elia Arcivescovo d'Arborea, ambasciadore di Leonardo Cubello Marchese di Oristano e Conte di Goceano in Sardegna, concede a quest'ultimo, e conferma a di lui favore tutti i privilegi, donazioni, franchigie, immunità e concessioni che per lo innanzi gli erano state fatte, ordinandone la perpetua ed inviolabile osservanza . . . . . » ivi

XVIII*.

1415 16 novembre — Pietro, Arcivescovo di Cagliari, presenta un Ordine di Berengario Carroz, Capitano generale di Sardegna, onde non essere turbato nella pacifica possessione e nell'esercizio dei suoi dritti sulla villa di Sant'Ada nel luogo di *Solci*, dipendente da *Villa di Chiesa* (odierno Iglesias) . . . . . » 55

XIX*.

1416 3 dicembre — Don Alfonso V Re di Aragona significa il suo gradimento a Leonardo Cubello, Marchese di

Digitized by Google

Anni

Oristano e Conte di Goceano, per la fedeltà e l'affetto con cui aiutava e proteggeva gl'interessi della Corona Aragonese in Sardegna; gli raccomanda gli uffiziali regii che mandava nell'isola per prendere possesso delle *Encontrade* (regioni) di *Parte Guilxieri* e *Parte Barighada* devolute alla Corona dopo la morte, già accaduta, del feudatario Valore de Liga, o de Ligia; e per quanto riguarda il servizio generale del Regno di Sardegna, ascoltasse con fiducia quanto gli direbbe Bertino Fuver, al quale avea dato le sue istruzioni, e mandava perciò nell'isola in qualità di *Conservatore* del Reale Patrimonio . . . . . *Pag.* 54

XX*.

1420 9 marzo — Frammenti del Sinodo Diocesano convocato da Leonardo Vescovo di *Crasta*, una delle antiche Sedi vescovili di Sardegna . . . . . » ivi

XXI*.

1420 2 settembre — Don Alfonso V Re di Aragona e di Sardegna conferma a favore di Pietro de Feno, cittadino di Sassari, la concessione già da lui ottenuta della villa di *Monti* (de Montes), e la possessione del patronato della chiesa di s. Paolo co' suoi redditi, e di altri luoghi e terre nell'isola . . . . . » 57

XXII*.

1431 6 settembre — Don Alfonso V Re di Aragona scrive a Leonardo Cubello, Marchese di Oristano e Conte di Goceano in Sardegna, pregandolo di fornirgli duemila quintali di biscotto, e di farli tener pronti per essere caricati sulle navi, che perciò manderebbe nell'isola, poichè tali munizioni da bocca gli erano urgentemente necessarie per provvederne la gente di mare nella guerra, che sosteneva per difendere la sua monarchia; e promette di rimborsarlo delle spese che perciò farebbe . . . . . » ivi

XXIII*.

1431 7 settembre — Il Re di Aragona Don Alfonso V scrive alla Marchesa di Oristano, raccomandandole l'esibitore della lettera Raimondo di Caldes, e pregandola di far sì, che ottenessero pieno e pronto eseguimento gli affari, che avea raccomandato a detto di Caldes, e che costui le farebbe conoscere . . . . . » 58

XXIV*.

1432 e 1433 8 febbraio 7 marzo e 17 aprile — Frammenti di un processo sommario, e della condanna di un canonico Sardo, pronunziata dal Vescovo dell'antica diocesi di *Torres* in Sardegna . . . . . » 58

XXV*.

1435 6 aprile — Il Re di Aragona Don Alfonso V ringrazia con sua lettera i Sassaresi per i soccorsi che aveano prestato a Giacomo Besora Vicerè di Sardegna per la espugnazione, e durante l'assedio di Monteleone, tenuto e difeso da Nicoloso Doria; e li eccita a continuarli, ed a prestare aiuto allo stesso Vicerè per l'espugnazione di Castelgenovese posseduto e difeso parimente dal medesimo Doria . . . . . *Pag.* 60

XXVI*.

1437 14 giugno — Don Alfonso V Re di Aragona, riconoscendo i feudi e i privilegi ed i favori già accordati dall' Infante Don Alfonso nel 5 luglio 1323, dal Re Don Giacomo II nel 20 settembre dello stesso anno, e dal Re Don Alfonso IV nel 1° maggio 1328 a Ugone III Giudice di Arborea e Visconte di Basso, e la investitura del marchesato di Oristano, e del contado di Goceano dato a Leonardo Cubello dal Re Don Martino I in virtù della convenzione del 29 marzo 1410, rinnova e conferma a favore di Antonio Cubello, figlio di detto Leonardo, e della di lui discendenza d'ambo i sessi, li suddetti feudi e titoli di Marchese d'Oristano e Conte di Goceano . . . . . » ivi

XXVII*.

1441 3 aprile — Bolla del Pontefice Eugenio IV, che autorizza la traslazione della sede arcivescovile dall'antica città di Torres a quella di Sassari, e decreta che quest'ultima debba perciò intitolarsi Città Arcivescevile, e Metropoli Turritana . . » 65

XXVIII*.

1442 9 marzo — Frammento di Costituzioni Sinodali dell'Arcivescovo Turritano (di Sassari) Pietro Spano » 66

XXIX*.

1444 20 settembre — Don Alfonso V Re d'Aragona revoca la proibizione già fatta ai mercatanti Sassaresi di portare altrove, fuorchè a Sassari, le loro mercanzie, per essere sottoposte al pagamento dei dritti di dogana, e potere quindi circolare liberamente nell' isola; e ordina in coerenza che detti mercatanti possano eziandio portare le loro merci alla città di Alghero, ed ivi far *dogana* nello stesso modo che a Sassari . » 67

XXX*.

1444 30 settembre — Il Re di Aragona Don Alfonso V conferma alla città di Alghero il privilegio ch'erale stato accordato nel 28 luglio 1383 dal Re Don Pietro IV, in virtù del quale tutti coloro che attendevano alla pesca del corallo nei mari sardi, dal *Capo di Napoli* all'isola dell'*Asinara*, erano tenuti a *far porto* e *dogana* in detta città d'Alghero . . . . . » ivi

XXXI*.

1446 20 novembre — I Consiglieri della Città di Cagliari scrivono ai Consiglieri della città di Barcellona, chiedendo

Digitized by Google

Anni

la loro interposizione presso l'appaltatore del dritto di pesca del corallo in Tunisi, affinchè moderi la eccessiva imposta del *terzo* del prodotto ch'egli esige dai *Corallatori* Sardi di Cagliari e di Alghero, che pescano in quei mari . . . . . *Pag.* 68

XXXII.

1446 14 dicembre — I Consiglieri della Città di Barcellona rispondono ai Consiglieri della Città di Cagliari di aver accolto favorevolmente la loro domanda, e di aver avuto promessa dall'Appaltatore del diritto di pesca del corallo in Tunisi, e per lui dal suo fratello dimorante in Barcellona, che per la imposta di detta pesca userebbe verso i Corallatori Sardi di Cagliari e di Alghero lo stesso trattamento solito usarsi verso i pescatori Catalani . . . . . » ivi

XXXIII*.

1452 31 ottobre — Capitoli patteggiati ed accordati dal Re Don Alfonso V di Aragona (II di Sardegna) a petizione dello *Stamento* militare del Parlamento Sardo, con la corrispondente offerta del *donativo* di ventunmila ducati, fatta dai baroni e dai feudatari dell'isola . . . . . » 69

XXXIV*.

1455 22 maggio — Don Alfonso V Re di Aragona scrive a Giacomo Carroz, Conte di Quirra, Governatore e Luogotenente generale del Regno di Sardegna, comandandogli di cessare dagli abusi e dalle violenze che commetteva contro i vassalli del Marchese di Oristano, ed in dispregio dei dritti di quel dinasta Sardo, destinando il Governatore e Riformatore del Capo di Logudoro per decidere le contese esistenti e che potrebbero sorgere tra lui ed il detto Marchese di Oristano . . . . . » 71

XXXV*.

1459 8 gennaio — Il Re d'Aragona Don Giovanni II proibisce severamente ai Baroni e Feudatari di Sardegna di esigere dai loro vassalli tributi o servizi personali maggiori di quelli che fossero loro dovuti per titolo d'infeudazione, e d'impedire, come facevano, i detti vassalli dal commerciare liberamente, e dal vendere dove, e a qual prezzo che sembrasse ai medesimi migliore i prodotti delle loro terre e delle loro industrie . . . . . » 72

XXXVI*.

1459 27 marzo — Prammatica del Re Don Giovanni II di Aragona con la quale si vieta agli Uffiziali regii in Sardegna di obbligare con la loro autorità i vassalli della Corona, e i vassalli dei Feudatari a prestare servizi gratuiti, ed a vender loro derrate e merci di qualunque specie, e a trasportarle da un luogo all'altro senza la corrispondente mercede . . . . . *Pag.* 73

Anni

XXXVII*.

1459 1 luglio — Bolla del Pontefice Pio II, con la quale è instituito l'Ufficio supremo di Giudice di *appellazioni* e *gravami* per le cause ecclesiastiche nell'isola di Sardegna . . . . . » ivi

XXXVIII*.

1460 30 luglio — L'Arcivescovo di Sassari scrive a certo Cathazolo in Bonifacio di Corsica, narrandogli quanto egli aveva udito di bocca del *Conservatore* di Aragona, alloggiato in sua casa, riguardo ai dritti, libertà e privilegi che il Re di Aragona accorderebbe ai Côrsi, se la detta terra di Bonifacio gli prestasse obbedienza e scuotesse il giogo Genovese di *San Giorgio*, e lo incarica di farlo sapere ai suoi, ed ai loro comuni amici ed aderenti . . . . . » 74

XXXIX*.

1464 7 marzo — Don Giovanni II Re di Aragona accorda a Giacomo Carroz, Conte di Quirra, indulto e remissione di tutte le pene, nelle quali era incorso, assieme a' suoi vassalli e dipendenti, pe' crimini e delitti commessi in Sardegna; annulla tutti i processi e tutte le sentenze che per tal motivo fossero stati già fatti e già profferite; ed eccettua da questa grazia i crimini di prodizione, di omicidio, di falsa moneta, di scherania, di eresia, e di *crimenlese*; ed eziandio il caso speciale della preda di una galeotta di certo Busquets, fatta nei mari dell'Ogliastra . . . . . » 76

XL*.

1469 13 marzo — Don Giovanni II Re di Aragona accorda a Leonardo Alagon, Marchese di Oristano e Conte di Goceano in Sardegna, la facoltà e il privilegio di dare esecuzione in tutti i luoghi e terre a lui soggette nell'isola alle Bolle Pontificie, con le quali sarebbe provvisto, in caso di vacanza, alle prelature, arcipreture, ed altri benefizi ecclesiastici, con cura o senza, esistenti in detti luoghi e terre, e di dare ai provvisti la possessione materiale dei loro benefizi, senza chiederne licenza al Sovrano, nè al Vicerè in Sardegna . . . . . » 77

XLI*.

1470 7 maggio — Don Giovanni II, Re di Aragona, scrive a Nicolò Carroz, Vicerè di Sardegna, e a Pietro Puiades Governatore del Capo di Logudoro, ordinando ai medesimi di non opporre ostacolo veruno alla partenza dei messaggieri che sarebbero mandati alla Corte da Leonardo di Alagon, onde dimostrare e far riconoscere i suoi dritti al Marchesato di Oristano, e al Contado di

Digitized by Google

Anni

Goceano, e di far cessare in conseguenza tutti gli atti ostili, che si commettevano contro il detto di Alagon nell'isola in pregiudizio della successione da lui riclamata . . . . . *Pag.* 77

XLII*.

1470 7 maggio — Il Re d'Aragona Don Giovanni II ordina a tutte le Città e Comuni, alle Autorità, Baroni, e Feudatari di Sardegna, e notifica ai medesimi di avere pure ordinato con suo speciale provvedimento dello stesso giorno al Vicerè dell'isola, di non opporre impedimento di sorta alla partenza dei messaggieri che Leonardo d'Alagon volea mandare alla Corte, per far riconoscere i suoi diritti al Marchesato di Oristano e al Contado di Goceano, e comanda che cessino gli atti ostili già commessi, nè altri se ne commettano di nuovo contro il detto Alagon, fino a che il Sovrano non abbia riconosciuto le ragioni, ed i dritti dal medesimo riclamati . . . . . » 78

XLIII*.

1471 6 marzo — Il Re d'Aragona Don Giovanni II scrive secretamente a Don Salvatore d'Alagon, eccitandolo, con promessa di donargli a titolo di feudo il contado di Goceano, a prestare opera efficace, affinchè il Marchesato di Oristano pervenisse sotto il dominio e potere regio, e raccomandandogli di eseguire quanto gli direbbe a voce Pietro Fortesa, cittadino e Consigliere di Cagliari, al quale egli avea dato le sue istruzioni . . . . . » 79

XLIV*.

1473 12 luglio — Il Re d'Aragona Don Giovanni II conferma a favore di Leonardo d'Alagon tutte le concessioni, libertà e privilegi già accordati dai suoi reali predecessori a Leonardo, Salvatore e Antonio Cubello di Arborea Marchesi di Oristano, e Conti di Goceano, e gli concede sopra quei feudi nuova ed amplissima investitura . » 80

XLV*.

1473 12 luglio — Il Re d'Aragona Don Giovanni II ordina al Vicerè di Sardegna, ai Governatori del Capo di Cagliari e di Gallura, e del Capo di Logudoro, al Procuratore reale, e generalmente a tutte le Autorità costituite nell'isola, di riconoscere Don Leonardo (d'Alagon) di Arborea, per Marchese di Oristano, e Conte di Goceano, con gli stessi diritti, onori, privilegi ed esenzioni di cui aveano goduto i di lui predecessori » 81

XLVI*.

1473 12 luglio — Don Giovanni II Re di Aragona scrive a Nicolò Carroz, Vicerè di Sardegna, che, viste ed esaminate le cause di sospizione allegate contro di lui da Leonardo d'Alagon Marchese di Oristano e Conte di Goceano, esimeva detto Marchese ed i suoi famigliari e vassalli dalla giurisdizione viceregia, sia quanto alle loro persone che quanto ai loro beni, e in tutte le liti già mosse e da muoversi; per le quali cose tutte egli sostituiva, in virtù della sua Reale autorità, e delegava come giudice ordinario il magnifico Pietro Pujades Governatore del Capo di Logudoro . . . . . *Pag.* 81

Anni

XLVII*.

1473 12 luglio — Il Re d'Aragona Don Giovanni II, avuto riguardo alle cause di sospetto ch'erano state allegate contro Nicolò Carroz Vicerè di Sardegna, destina in qualità di Aggiunto a detto Vicerè il magnifico Pietro Pujades, Governatore del Capo di Logudoro, e in caso di suo impedimento il Consigliere Serafino di Montaynans, per conoscere e decidere in tutte le liti e questioni, o già mosse o da muoversi nell'interesse, sia individuale che collettivo, sia attivo che passivo, di Salvatore, Francesco, Giovanni e Ludovico d'Alagon, Giovanni di Ribelles, Garzia e Giovanni d'Alagon, Salvatore Guiso, Raimondo di Besora, e Leonardo de Tola, e dei loro vassalli e dipendenti . . . . . » 82

XLVIII*.

1474 ... . — Capitoli di concordia (convenzione) stabiliti, sottoscritti, e giurati dal serenissimo Re Don Giovanni II di Aragona da una parte, e da Leonardo d'Alagon, Marchese di Oristano e Conte di Goceano dall'altra parte . . . » 83

XLIX*.

1474 3 giugno — Istruzioni date dal Re Don Giovanni II di Aragona a Guglielmo di Peralta Tesoriere generale, e a Guglielmo Pujades Conservatore del Reale Patrimonio in Sicilia, i quali doveano passare prima in Sardegna, affinchè usassero tutti i mezzi ed argomenti possibili per indurre Leonardo d'Alagon Marchese di Oristano e Conte di Goceano a sborsare, di presente, quarantamila fiorini d'oro, seconda metà degli ottantamila convenuti nell'*Atto di concordia* dell'anno precedente, o almeno di anticipare fiorini trentaduemila, ammontare delle due rate dei due anni immediatamente successivi pattuite nello stesso *Atto*, poichè il suo tesoro Regio ne abbisognava urgentemente per sostenere la guerra contro i Francesi, dei quali si temeva il prossimo ingresso in Catalogna; con commissione ai medesimi Inviati di conoscere di alcuni altri affari riguardanti il governo insulare delle cose sarde . . . . . » 85

L*.

1474 3 giugno — Nuove istruzioni date dal Re di Aragona Don Giovanni II a Guglielmo di Peralta Tesoriere generale, e a Guglielmo Pujades Conservatore

Digitized by Google

Anni

del Patrimonio Regio in Sicilia, affinchè nel loro passaggio in Sardegna si adoprino per ridurre a concordia Leonardo d'Alagon Marchese d'Oristano e Conte di Goceano, e Nicolò Carroz Vicerè dell'Isola; e nel tempo istesso si facciano le reciproche restituzioni ch'erano state convenute tra il Re d'Aragona e il predetto Marchese d'Oristano nell'atto di pace del 1474 . . . . . *Pag.* 86

LI*.

1474 14 ottobre — Don Giovanni II Re di Aragona ordina a Nicolò Carroz Vicerè di Sardegna, a Giovanni Fabre Procuratore reale, a Pietro Pujades Governatore del Capo di Logudoro, e ai Veghieri, Consiglieri ed Ufficiali tutti aventi autorità nell'isola, che, in esecuzione di un capitolo espresso dell'*Atto di concordia* (di pace) firmato e giurato recentemente con Leonardo d'Alagon, proclamino pubblicamente nel castello di Cagliari e nelle altre città, ville e altri luoghi dell'isola lo stesso D'Alagon per Marchese di Oristano e Conte di Goceano . . . » 87

LII*.

1475 23 gennaio — Guido Visconti Vice-governatore, e il Consiglio degli Anziani del Comune di Genova, fanno divieto a tutti i Genovesi, *sudditi e convenzionati*, di andare a Sassari, e a Castello Genovese in Sardegna, di trafficarvi, o di avervi relazione di sorta con gli abitanti, fino a che non sia altrimenti disposto dal magnifico Ufficio di S. Giorgio, e non siano restituiti in libertà co' loro beni alcuni Bonifacini arbitrariamente carcerati . . . . . » ivi

LIII*.

1475 23 luglio — Don Giovanni II Re d'Aragona rampogna Nicolò Carroz Vicerè di Sardegna perchè non avesse restituito due schiavi di Leonardo d'Alagon Marchese di Oristano e Conte di Goceano, rifuggitisi nel castello di Cagliari, e gli ordina di farli consegnare immediatamente a Pietro Pujades Governatore del Capo di Logudoro, Giudice e Commissario reale per tutte le questioni e liti di detto Marchese, il quale, col consiglio di messer Bernardo Sentfores, provvederebbe secondo giustizia . . . . . » 88

LIV.

1476 13 agosto — Il Pontefice Sisto IV scrive a Nicolò Carroz Vicerè di Sardegna, dolendosi che dal Capitano di una fusta armata del Conte di Quirra fossero stati fatti prigioni in due porti dello Stato Romano tre sudditi pontificii ed un uomo nativo di Savona, violando così la libertà e la sicurezza di quei mari, e perciò lo eccita a farli tosto mettere in libertà, e restituirli senza riscatto di sorta, minacciandolo, in caso contrario, delle censure ecclesiastiche . . » 89

Anni

LV*.

1477 23 marzo — Don Giovanni II Re d'Aragona scrive a Leonardo d'Alagon Marchese di Oristano e Conte di Goceano, affinchè sborsi a mani di Bernardo Sanforas (o Sentfores) Assessore del Governatore di Logudoro in Sardegna li trecento venticinque fiorini d'oro, dei quali era tuttavia debitore, per complemento e saldo degli ottantamila fiorini che si era obbligato di pagare nell'atto di *concordia* del 1474 . . . . *Pag.* 89

LVI*.

1477 30 aprile — Frammento istorico relativo alle pratiche fatte da Leonardo d'Alagon Marchese di Oristano e Conte di Goceano presso il Conte di Prades, per purgarsi delle accuse fattegli, e per venire ad un accomodamento amichevole col Re di Aragona Don Giovanni II, a ciò indotto dalle lettere indirizzategli da Don Ferdinando Re di Castiglia . . . . . » ivi

LVII*.

1477 aprile e maggio — Altro frammento istorico relativo all'accordo amichevole col Re Don Giovanni II di Aragona, tentato da Leonardo d'Alagon Marchese di Oristano e Conte di Goceano, e impedito con male arti da Nicolò Carroz Vicerè di Sardegna » 90

LVIII*.

1477 19 giugno — Il Re Don Giovanni II d'Aragona scrive a Dalmazzo Carroz Conte di Quirra, rimproverandolo di aver raccolto gente d'armi contro Leonardo d'Alagon Marchese di Oristano e Conte di Goceano, e di essere venuto a conflitti col medesimo per gare ed interessi privati, ordinandogli insieme di desistere da tali enormezze, spettando all'Autorità Sovrana di provvedere sulle restituzioni delle *Incontrade di Marmilla e Monreale*, e delle terre di *Sant Gani e Tuili* pretese dal di lui padre Nicolò Carroz Vicerè di Sardegna, e delle galee riclamate da Mossen Arragall . . . . . » ivi

LIX*.

1477 29 giugno — Il Re d'Aragona Don Giovanni II scrive a Leonardo d'Alagon Marchese d'Oristano e Conte di Goceano, e a Giovanni di Vilamarì Capitano delle galee regie: al primo rimprovera di aver occupato con cinquemila combattenti capitanati da suo figlio Don Artalto d'Alagon, da suo fratello Don Salvatore d'Alagon, e dal Visconte di Sanluri le ville e terre di *Marmilla*, *Guspini*, *Menreale e Sant Gani* spettanti a Nicolò Carroz Vicerè di Sardegna, e la villa di *Tuili* di pertinenza della moglie di Giacomo Arragal, e di tenere con sì grosso nerbo di truppe assediato il castello di Cagliari: rampogna il secondo per la preda di due galee, una di Dalmazzo Carroz Conte di Quirra, e l'altra

Digitized by Google

Anni

del suddetto Giacomo Arragal: ordina ad entrambi la pronta restituzione di tali cose, e la rifazione dei danni cagionati ai proprietari delle medesime: e in caso di rifiuto impone ad essi di presentarsi personalmente nella sua Corte nel termine di trenta giorni . . . *Pag.* 91

LX*.

1477 19 giugno — Altra lettera del Re Don Giovanni II d'Aragona indirizzata da Barcellona a Don Leonardo d'Alagon Marchese di Oristano e Conte di Goceano, affinchè sciolga i corpi armati raccolti contro il Conte di Quirra, e desista da ogni ulteriore conflitto col medesimo, spettando all'Autorità Sovrana di provvedere efficacemente sulle loro reciproche contese, e gli ordina in pari tempo la pronta restituzione delle ville, terre, mobili e vettovaglie tolte a mano armata a Nicolò Carroz Vicerè di Sardegna . . . . . » 92

LXI*.

1477 19 giugno — Il Re d'Aragona Don Giovanni II scrive a Bernardo Sentfores, Assessore luogotenente dell'Assessore generale di Sardegna, ordinandogli che adoperi ogni diligenza, affinchè il Marchese di Oristano e il Conte di Quirra desistano dal tenersi in armi, e dall'offendersi reciprocamente, turbando così la tranquillità del Regno; lo previene aver dato direttamente ai medesimi, e al Capitano generale delle regie galee gli stessi ordini; e nel caso di disobbedienza dei due contendenti, gl'impone di concertarsi pei mezzi repressivi col Governatore del Capo di Logudoro, col Luogotenente governatore del Capo di Cagliari, e col Podestà di Sassari, Capitano D'Iglesias, e Veghiere di Cagliari e di Alghero, ai quali tutti avea già indrizzato sue reali lettere per l'oggetto medesimo . » ivi

LXII*.

1477 19 giugno — Lettere reali indirizzate da Barcellona dal Re Don Giovanni II d'Aragona al *Veghiere*, Consiglieri, e *probiuomini* della città di Alghero per lo stesso oggetto di far cessare i conflitti armati tra il Marchese di Oristano e il Conte di Quirra che turbavano l'ordine e la tranquillità del Regno di Sardegna . . . . . » ivi

LXIII*.

1477 19 giugno — Altre lettere reali del Re Don Giovanni II d'Aragona indirizzate da Barcellona al *Podestà*, Consiglieri e probiuomini della città di Sassari per far cessare gli attruppamenti di gente d'arme che si facevano, e conflitti che quindi seguivano tra Leonardo d'Alagon Marchese di Oristano e Conte di Goceano, e Dalmazzo Carroz Conte di Quirra . . . . . » 93

LXIV*.

1477 19 giugno — Don Giovanni II Re di Aragona scrive da Barcellona a Giacomo Aragall Luogotenente Governatore del Capo di Cagliari in Sardegna, ordinandogli di far cessare le ostilità tra il Marchese di Oristano, e il Conte di Quirra, e gli attruppamenti armati, che perciò si faceano nell'isola, e promettendogli d'inviargli quanto abbisognerebbe, in caso di disobbedienza per parte dei contendenti, per comprimere con la forza la loro audacia . . . . . *Pag.* 93

Anni

LXV*.

1477 19 giugno — Don Giovanni II Re d'Aragona indirizza separatamente da quelle che gli aveva già scritto (sopr. Cart. n.° LIX*) altre lettere reali a Giovanni di Vilamarì, Capitano generale delle galee regie, rimproverandogli di aver preso parte ai conflitti armati seguiti nell'isola tra le genti del Marchese di Oristano e quelle del Conte di Quirra, ed ordinandogli in pari tempo di restituire a quest'ultimo le due galee e gli uomini di una galeotta comandata da Bernardo Babiloni ch'egli avea predato nei mari di Sardegna . . . . . » 94

LXVI*.

..... — Lettere reali del Re Don Giovanni II di Aragona a Don Salvatore d'Alagon fratello del Marchese di Oristano e Conte di Goceano, con le quali gli è ordinato di desistere dagli armamenti e dai conflitti col Conte di Quirra, sotto pena dell'indignazione regia, e di presentarsi alla Corte, laddove desideri compimento di giustizia » ivi

LXVII*.

1477 8 agosto — Don Giovanni II Re di Aragona ordina a Pietro Pujades Governatore del Capo di Logudoro in Sardegna, e a Francesco de Sena Governatore della città e castello di Cagliari, affinchè assumano diligenti informazioni sugli eccessi commessi da Dalmazzo Carroz Conte di Quirra, il quale, abusando dell'autorità del padre suo Nicolò Carroz Vicerè dell'isola, era entrato a mano armata nella Baronia di Ogliastra infeudata a Mossen Salvatore Guiso, vi avea fatto frequenti scorrerie con depredazione di uomini e di armenti, con uccisioni di persone, aprendo ai malfattori le carceri di Orosei, e rubando piraticamente vari legni ancorati in quel porto, comprimano con la forza tanti disordini, e costringano il Conte di Quirra alla restituzione del mal tolto, e alla rifazione dei danni e delle ingiurie . . . . . » 95

LXVIII*.

1477 8 agosto — Altro ordine reale di Don Giovanni Re d'Aragona a Pietro Pujades Governatore del Logudoro in Sardegna, e a Francesco de Sena Governatore della città e castello di Cagliari, relativo all'assassinio tentato dal Conte di Quirra, figlio del Vicerè di Sardegna, sulla persona di Mossen Salvatore Guiso Barone dell'Ogliastra, per

Digitized by Google

Anni

mezzo degli scherani Gregorio Polla e Francesco Loque, i quali con venti uomini armati si erano perciò recati presso il castello di Galtelli, ed essendo stati scoperti si erano rifugiati con alcuni uomini d'Orosei, vassalli di detto Barone, che aveano avuto parte nella trama, nelle terre della baronia di Posada spettante al suddetto Vicerè di Sardegna *Pag.* 96

LXIX*.

1477 3 ottobre — Il Re di Aragona Don Giovanni II manda ordini a Don Nicolò Carroz Vicerè di Sardegna, e a Pietro Pujades Governatore del Capo di Logudoro, affinchè, col consiglio e direzione di Bernardo Sanfores, o Sentfores, Consigliere regio ed Assessore nell'isola, infliggano le pene dovute al Marchese d'Oristano, a Mossen Serafino di Montaynans, a Mossen Angelo Cano, a Mossen Brancaccio Monca, e ad altri Cavalieri, Baroni e Feudatarii del Regno, i quali aveano contravvenuto a molti bandi reali, ed aveano commesso varie novità contro l'autorità sovrana . . . . . » 97

LXX*.

1477 15 ottobre — Sentenza con la quale Don Giovanni II d'Aragona dichiara perduelli, nemici della sua corona e rei di *crimenlese* Don Leonardo d'Alagon Marchese di Oristano e Conte di Goceano, e li di lui figli e fratelli; li condanna tutti alla pena di morte, e confisca a favore del suo regio patrimonio il suddetto marchesato di Oristano e contado di Goceano con tutti i luoghi, castella e feudi, beni mobili e immobili di loro pertinenza . . . . . » ivi

LXXI*.

1478 13 aprile — Istruzioni date dal Re di Aragona Don Giovanni II al suo Consigliere e Segretario Antonio Geraldino Protonotario apostolico e Abate di S. Maria di Gala per trattare in Sicilia il matrimonio del suo nipote Don Alfonso, figlio del Re di Castiglia, con Donna Anna di Cabrera, Contessa di Modica, e per frastornare qualunque altra proposta di nozze fosse già stata fatta o si facesse di nuovo a detta Contessa . . . » 101

LXXII*.

1478 14 agosto — Il Re di Aragona Don Giovanni II accorda piena grazia e remissione delle colpe commesse da Giovanni di Basalù e dal suo famigliare Tommaso Barbera, per avere seguito le parti di Leonardo d'Alagon Marchese di Oristano e Conte di Goceano, dei di lui figli e fratelli, e del Visconte di Sanluri, contro i diritti della Corona . . . . . » 102

LXXIII*.

1478 1 settembre — Il Re d'Aragona Don Giovanni II, a petizione di Giovanni Villamarì Capitano della flotta e del regio esercito marittimo, accorda grazia della vita a Don Leonardo d'Alagon già Marchese di Oristano e Conte di Goceano, ai di lui fratelli Don Salvatore, Don Giovanni e Don Luigi, ai di lui figli Don Giovanni e Don Antonio d'Alagon, e a Don Giovanni de Sena già Visconte di Sanluri, i quali si trovavano tutti prigionieri sulle navi di detta flotta, e commuta la pena di morte, cui ciascuno di essi era stato condannato, nell'altra di relegazione in una città o villa del Principato di Catalogna, o del Regno di Valenza, da destinarsi dallo stesso Sovrano . . . . . *Pag.* 103

LXXIV*.

1478 1 settembre — Don Giovanni II Re d'Aragona ordina al Vicerè di Sardegna, al Governatore e Riformatore del Capo di Logudoro, al Procuratore reale, ed a tutti generalmente gli Ufficiali regi dell'isola, di non molestare in verun modo l'Ammiraglio Giovanni Villamarì nei beni, negli averi, e nei vassalli che vi possedeva, e di restituire al medesimo quanto per avventura gli avessero già preso o staggito; e ciò in premio del gran servigio da lui reso alla Corona, consegnando prigionieri il già Marchese di Oristano, i suoi figli e fratelli e il già Visconte di Sanluri . . . . . » 104

LXXV*.

1478 2 settembre — Il Re di Aragona Don Giovanni II, a petizione dell'Ammiraglio Giovanni di Villamarì, concede *salvaguardia* e *guidatico* al già Marchese di Oristano, ai suoi figli e fratelli, e al Visconte di Sanluri, onde possano scendere dalle navi a terra, e portar seco tutti gli oggetti, gioie, ori, argenti e denari che stimassero, e di cui abbisognassero, dandogli altresì la facoltà di ritenere dieciotto domestici pel loro servigio personale, e promettendo con solenne giuramento di osservare fedelmente questa concessione . . » ivi

LXXVI*.

1478 5 settembre — Istruzioni date dal Re Don Giovanni II di Aragona a Mosen Giuliano sulle cautele ch'egli dovea adoperare nella custodia di Don Leonardo d'Alagon già Marchese di Oristano e Conte di Goceano, dei di lui figli e fratelli, e di Don Francesco de Sena già Visconte di Sanluri, i quali erano relegati nella città di Xativa nel Regno di Valenza . . . . . » 105

LXXVII*.

1480 4 giugno — Bernardo di Villamarì Ammiraglio della flotta aragonese scrive al Podestà e agli Anziani della terra di Bonifacio in Corsica, dolendosi che contro il dritto delle genti essi avessero violato il salvacondotto accordato a Giovanni Peralta inviato colà da lui, lo avessero messo a morte, spogliandolo prima di una fusta armata carica

Digitized by Google

Anni

di mercanzie; che dippiù avessero occupato per forza le due castella di *Nunza* e di *Erbalonga* spettanti al Re d'Aragona, contro la tregua firmata tra detto Re ed i Genovesi; e perciò chiede la rifazione dei danni e delle ingiurie; la restituzione, dentro un mese, di dette castella, fusta e mercanzie, e li eccita a rispondergli fra quindici giorni, o di rispondere, entro lo stesso termine, al Vicerè di *Sardegna* . . . . . *Pag.* 106

LXXVIII*.

1480 dal 23 al 28 giugno — Processo istruito da Giovanni Battista da Croce *Podestà* e da Cristoforo D'Oria *Commissario* della Repubblica di Genova in Bonifacio di Corsica contro Leonardo Stefano catalano di Barcellona, abitante in Alghero di Sardegna, per le segrete trame da lui ordite con altri congiurati onde porre per tradimento in potere del Re di Castiglia e di Aragona la detta terra e castello di Bonifacio; e ciò per incarico avutone dal Vicerè di Sardegna, e da Bernardo Villamarì Ammiraglio della flotta aragonese, e dietro accordo coi medesimi; col complemento della sentenza che condannò il detto Leonardo Stefano alla pena capitale . . . . . » 107

LXXIX*.

1480 29 giugno — Bernardo Boyl Commissario della flotta aragonese in Sardegna scrive da Sassari a Cristoforo D'Oria Commissario della Repubblica di Genova in Bonifacio riclamando la pronta liberazione di Leonardo Stefano, il quale si era colà recato con lettere del Vicerè di Sardegna, e in qualità di suo legato, per trattare l'affare della preda fatta a Giovanni Peralta, e della di lui missione; il quale legato viceregio, con inaudita violazione del diritto delle genti, era stato barbaramente torturato onde strappargli per forza confessioni di cose immaginarie e immaginate dallo stesso D'Oria . . . . . » 110

LXXX*.

1480 3 luglio — Iacopo Mancoso Vescovo d'Ajaccio in Corsica scrive ai protettori delle compere del Banco di S. Giorgio in Genova, dolendosi di essere stato carcerato dagli Officiali della Repubblica in Bonifacio per sospetto ch'egli avesse preso parte alla congiura ordita da Leonardo Stefano catalano, dimorante in Alghero, d'ordine del Vicerè di Sardegna, onde far consegnare per tradimento al Re di Castiglia e di Aragona la terra ed il castello di detto luogo di Bonifacio; protesta di essere innocente; anzi afferma di essere egli stesso che scoperse tale congiura per mezzo del prete Viciguerra di Corsica » ivi

LXXXI*.

1480 28 luglio — Balia conferita dai protettori delle compere della Banca di San Giorgio in Genova al Capitano della terra e castello di Bonifacio in Corsica, per proseguire le indagini e il processo sulla congiura ordita da Leonardo Stefano catalano, dal Vescovo di Ajaccio, ed altri Corsi e Sardi, onde far cadere per tradimento detta terra e castello in potere del Re di Castiglia e di Aragona, e per assicurare con le genti d'arme già spedite, e le nuove che si spedivano, la possessione e tranquillità di quel luogo alla Repubblica di Genova . . . . . *Pag.* 111

LXXXII*.

1480 18 agosto — I protettori delle compere della *Banca* di *San Giorgio* in Genova destinano per loro Commissarii Ettore di Fiesco e Francesco Sofia, Dottori in legge, e *Sapienti* delle compere medesime, affinchè si trasferiscano al castello di Lerici onde continuare il processo sulla congiura di Bonifacio in Corsica, interrogare e torturare il Vescovo di Ajaccio colà ditenuto, ed eseguire quanto fosse necessario pel compimento di detto processo, con assistenza però del Vescovo di Brugnato stato per ciò specialmente delegato dal Papa con Breve del 30 luglio 1480 . . . . . » 113

LXXXIII*.

1480 16 agosto — Istruzioni date dai protettori delle compere di *San Giorgio* in Genova ai Commissarii Ettore di Fiesco e Francesco Sofia per tutto ciò che dovessero fare nel processo contro il Vescovo di Ajaccio per la congiura di Bonifacio in Corsica » ivi

LXXXIV*.

1480 18 a 20 agosto — Atti del processo e degl'interrogatorii e tormenti fatti subire nel castello di Lerici dai Commissarii del *Banco* delle *compere* di *San Giorgio* in Genova a Jacopo Mancoso Vescovo di Ajaccio per la parte da lui presa con altri Corsi e Sardi nella congiura ordita, onde consegnare a tradimento la terra e il castello di Bonifacio al Re di Castiglia e di Aragona . . . » 115

LXXXV*.

1480 19 agosto — Lettera di Ettore di Fiesco e di Francesco Sofia ai protettori delle compere di San Giorgio in Genova, con la quale partecipano ai medesimi il loro arrivo a Lerici, e gl'interrogatorii fatti immediatamente al Vescovo di Ajaccio, e le rivelazioni da lui fatte, e ottenute da essi *cum magna industria et difficultate* per mezzo della tortura . . . . . » 124

LXXXVI*.

1480 21 agosto — Lettera dei Commissari Ettore di Fiesco e Francesco Sofia ai protettori delle compere di San Giorgio in Genova, con la quale accompagnano una scrittura di propria mano del Vescovo di Ajaccio, in cui egli riferiva tutte le cose relative

Digitized by Google

Anni

alla congiura ordita per dare in mani del Re di Castiglia e Aragona la terra e il castello di Bonifacio; riservandosi di presentare essi stessi al loro ritorno in Genova gli atti del processo relativo . . . . . *Pag.* 125

LXXXVII*.

1480 25 settembre — Inventario d'ori e di argenti e di altri effetti mobiliari, ch'erano stati confiscati a Don Salvatore d'Alagon e Arborea, fratello di Don Leonardo già Marchese di Oristano e Conte di Goceano, nel 6 giugno 1478, e che il Re Don Ferdinando il Cattolico ordina siano restituiti a Donna Isabella di Besòra moglie di detto Don Salvatore, e alla di lui sorella Donna Marchesa di Alagon e Arborea moglie di Don Pietro de Sena Visconte di Sanluri, perchè riconosciuti di loro rispettiva pertinenza . . . . » ivi

LXXXVIII*.

1481 11 marzo — Lettera del Re d'Aragona al Bailo generale del Regno di Valenza, con la quale gli ordina di lasciar entrare liberamente nel castello di Xativa, e di rimanervi a piacimento loro, Donna Marquesa de Sena e Donna Isabella d'Alagon, per conferire la prima col suo figlio Visconte di Sanluri, e la seconda col suo marito Don Salvatore di Alagon, e suo cognato Don Giovanni di Alagon, i quali si trovavano rinchiusi in detto castello . . . . . » 129

LXXXIX*.

1481 9 maggio — Nota delle spese fatte da Giacopo di Vivaldi pel mantenimento di Giacopo Mancoso già Vescovo di Ajaccio, dal giorno del suo arresto fino alla consegna fattane in Lerici, e dei soldati e marinai che lo scortarono, presentata a Giacopo di Laude Castellano di Castelletto di Genova . . . . . » 130

XC*.

1481 28 dicembre — Ordine del Re di Castiglia e Aragona all'Alcaide del castello di Xativa nel regno di Valenza, affinchè lasci liberamente conferire Donna Isabella d'Alagon, e Donna Marchesa de Sena con Don Salvatore, e Don Giovanni fratelli di Alagon e Arborea, presenti però le guardie, e permetta pure che vicendevolmente si scrivano, purchè le lettere siano prima da lui vedute . . » ivi

XCI*.

..... — Testamento di Don Leonardo di Alagon e Arborea, già Marchese di Oristano e Conte di Goceano, scritto di sua mano mentre era prigionero nel castello di Xativa nel regno di Valenza . » 131

XCII*.

1488 ... . — Decreto e capitoli riguardanti gli Ebrei della Sinagoga di Cagliari, emanati e pubblicati da Don Iñigo Lopes di Mendoza, Vicerè di Sardegna . . . . . *Pag.* 132

Anni

XCIII*.

1489 5 maggio — Lettere del Re Don Ferdinando II il Cattolico a Onorato Beureguer Alcaide del castello reale di Xativa, con le quali gli partecipa, che per preghiere avutene dal Cardinale di Spagna si era indotto a far grazia a Don Salvatore D'Alagon fratello del già marchese di Oristano, permettendogli di uscire da detto castello, e di rimanere a titolo di carcere nella città di Xativa, con divieto però di uscir dalle mura, e coll'obbligo di prestare cauzione pecuniaria e fideiussoria a mani del Governatore generale del regno di Valenza . . . . . » 133

XCIV*.

1489 5 maggio — Il Re Don Ferdinando II il Cattolico scrive al suo figlio Don Alfonso, Arcivescovo di Saragozza e Luogotenente generale del regno di Aragona, dicendogli di aver ricevuto la copia della *Obbligazione* di duemila fiorini, che il Vescovo di Vico profferivasi di assumere per cauzione, onde Don Salvatore D'Alagon fosse levato dal castello, e lasciato libero entro le mura della città di Xativa; lo incarica di farla firmare dal detto Vescovo di Vico, e ridurla in pubblico stromento; e si riserva dopo ciò di far godere in effetto al D'Alagon la grazia impartitagli . . . . . » 134

XCV*.

1489 10 maggio — Il Re Don Ferdinando II il Cattolico scrive a Mosen Luigi Ferrer, Luogotenente generale Governatore del Regno di Valenza, che l'Arcivescovo di Saragozza gli trasmetterà una *Obbligazione* di duemila fiorini sottoscritta dal Vescovo di Vico per cauzione di Don Salvatore d'Alagon, e gli ordina che tosto ricevuta tale *Obbligazione* levi dal castello di Xativa il detto D'Alagon, e lo lasci a sua libertà, entro le mura però della città, senza che possa oltrepassarle ed allontanarsene . . . . . » ivi

XCVI*.

1490 12 febbraio — Don Ferdinando II il Cattolico amplia a favore di Don Salvatore D'Alagon la grazia concedutagli, assegnandogli per luogo di relegazione tutto il Regno di Valenza, dopo che però il il Luogotenente Governatore generale di detto Regno riceverà le *Obbligazioni* fideiussorie per ciò offerte nella somma complessiva di fiorini ottomila dal Vescovo di Vico, dal Barone di Cruilles e sua moglie, dal Barone della Lamna e suo figlio, da Don Onofrio di Cardona, da Don Perotto di Muncada, e da Mosen Aril allora dimorante in Sardegna; e scrive in coerenza al mentovato Governatore generale, dandogli gli ordini relativi . . . . . » 135

Digitized by Google

Anni

XCVII*.

1490 15 luglio — Nuova ampliazione della grazia conceduta a Don Salvatore d'Alagon dal Re Don Ferdinando II il Cattolico, il quale estende il luogo della di lui relegazione dal Regno di Valenza fino al fiume *Lobrégat* nel principato di Catalogna, previo giuramento e promessa del detto D'Alagon di non passare tali confini, nè per terra nè per mare, e ferme sempre rimanendo le cauzioni già date nella somma complessiva di fiorini ottomila . . . . . *Pag.* 135

XCVIII.

1491 5 settembre — La Città di Barcellona supplica il Re Don Ferdinando il Cattolico, affinchè faccia mantenere nel suo pieno vigore la prammatica sanzione, in virtù della quale è proibito a qualunque persona, la quale non sia suddita di S. M. Cattolica, pescare ed esportare corallo nei mari e dai mari di Sardegna ecc. . . . . » 136

XCIX.

1492 10 gennaio — I Consiglieri della Città di Barcellona scrivono a Messer Giovanni Duay Vicerè di Sardegna per lo stesso oggetto della osservanza della Prammatica Reale sul privilegio della pesca del corallo nei mari sardi, pel quale si erano già indirizzati col precedente memoriale (n° XCVIII) al Re Don Ferdinando il Cattolico . . . » ivi

C*.

1492 31 marzo — Lettere del Re Don Ferdinando II il Cattolico, dirette a Misser Giovanni Duay Luogotenente generale nel Regno di Sardegna, con le quali gli ordina di mettere in esecuzione in tutta l'Isola l'Editto *perpetuo* con cui erano stati cacciati gli Ebrei da tutti li suoi Regni e Signorie, e gli dà gli avvertimenti e le norme da seguirsi nella conseguente espulsione degli stessi Ebrei dalla Sardegna . . . . . » 137

CI*.

1493 14 ottobre — Il Re di Castiglia e d'Aragona Don Ferdinando II il Cattolico dichiara in modo solenne ed amplissimo la innocenza di Don Salvatore d'Alagon, fratello di Don Leonardo già Marchese di Oristano e Conte di Goceano, da tutti i reati di perduellione, e di crimenlese che gli erano stati apposti, e pei quali era stato condannato a pena capitale, e quindi per grazia ditenuto nel castello di Xativa, proclamando essere risultata tale innocenza da rigorose e regolari informazioni perciò assunte dal Reggente della sua reale Cancelleria, e ordinando per conseguenza la cancellazione e l'annullamento dei processi, sentenze, giuramenti, obbligazioni, cauzioni ed altri atti, che in odio dello stesso D'Alagon erano stati per lo innanzi formati » 138

CII*.

1493 17 ottobre — Il Re Don Ferdinando il Cattolico, rammentando la solenne dichiarazione e proclamazione dell'innocenza di Don Salvatore Alagon da lui fatta soli tre giorni avanti, fa tuttavia formale e rigoroso divieto allo stesso Alagon di recarsi in Sardegna senza il suo regio e speciale permesso, con comminazione della pena capitale, da incorrersi ed eseguirsi senza remissione, in caso di disobbedienza . . . . . *Pag.* 139

CIII*.

1493 24 ottobre — Il Re di Castiglia, di Aragona e di Sardegna Don Ferdinando II detto il Cattolico richiama a stretta osservanza il privilegio ch'era stato conceduto alla Città di Alghero dai Sovrani di Aragona Don Pietro IV e Don Alfonso V, in virtù del quale tutti coloro che attendevano alla pesca del corallo nei mari sardi, dal Capo di Napoli (odierno Capo *Mannu*) nella costa occidentale fino all'Isola di Linayre (odierna Asinara) nella costa settentrionale dell'Isola, fossero naturali o forestieri, doveano *far porto e dogana* in detta città di Alghero . . . . » ivi

CIV*.

1497 10 giugno — Lettere patenti del Re di Castiglia e di Aragona Don Ferdinando II il Cattolico, con le quali Don Giovanni d'Alagon, fratello di Don Leonardo Marchese di Oristano e Conte di Goceano, è proclamato innocente dei reati, che gli si erano apposti, e pei quali era stato condannato alla pena capitale, e si ordina perciò che siano cancellati e annullati tutti i processi formati contro di lui, insieme con le sentenze, decreti, giuramenti, cauzioni ed *obbligazioni* che aveano susseguito a tale condanna . . . . . » 140

CV*.

1498 18 settembre — Il Re Don Ferdinando II il Cattolico, ricordata la grazia già da lui fatta a Don Giovanni d'Alagon, fratello del Marchese di Oristano e Conte di Goceano, nel 9 marzo 1496, in virtù della quale gli era stato conceduto di poter liberamente recarsi e dimorare in qualunque luogo dei Regni d'Aragona, di Valenza, di Catalogna e di Castiglia, ora gli accorda piena ed intiera la libertà, così dentro, come fuori de' suoi Stati . . . . . » 141

CVI*.

1499 28 gennaio — Testamento di Don Giovanni di Alagon e di Arborea, figlio di Don Leonardo di Alagon e di Arborea, Marchese di Oristano e Conte di Goceano » ivi

CVII*.

1499 30 settembre — Prammatica del Re Don Ferdinando II il Cattolico, con la quale si provvede alla libertà del com-

Digitized by Google

Anni

mercio interno ed esterno di Sardegna, a favore specialmente dei cittadini di Cagliari, di Sassari, di Oristano, di Alghero e di Bosa; e quest'ultima città è dichiarata *citta reale e porto reale* dell'isola, benchè fosse posseduta da Bernardo de Villamarì Capitano generale, o Ammiraglio delle forze marittime di detto Re Cattolico . . . . . *Pag.* 143

CVIII*.

1499 18 novembre — Don Ferdinando II il Cattolico Re di Castiglia e di Aragona, a complemento della grazia già conceduta a Don Luigi e a Don Antonio d'Alagon e di Arborea, fratelli del Marchese di Oristano e conte di Goceano, nel 9 marzo 1496, con la quale avea allargato i confini della loro relegazione fino ai Regni di Aragona e di Valenza, ed ai Principati di Catalogna e di Castiglia, accorda ai mederimi piena ed intiera libertà . . . . . » 144

CIX*.

1500 26 settembre — Protesta fatta da Don Antonio d'Alagon e di Arborea, figlio del Marchese di Oristano e Conte di Goceano, nanti il Luogotenente della Corte del *Justicia mayor* di Aragona, contro le violenze, ch'erano state usate alla sua persona, al suo fratello Don Giovanni, ed ai suoi zii paterni Don Giovanni e Don Luigi d'Alagon e di Arborea dal Governatore generale del Regno di Valenza nell'ottobre 1495, e nel castello di Xativa, dov'erano ditenuti, obbligandoli con minacce di morte ad approvare le sentenze contro di essi tutte emanate, ed a sottoscrivere atti di formale rinunzia ai diritti che potessero ancora avere sopra i loro beni situati nel Regno di Aragona . . . . . » ivi

---

Dissertazione settima sopra i monumenti storici e diplomatici di Sardegna del secolo XVI . » 148

Diplomi e carte del secolo decimosesto . . » 157

I*.

1501 1502 1504 — Frammenti di Congregazioni sinodali tenute da Francesco Pellicer Arcivescoco Turritano . » ivi

II*.

1502 18 luglio — Diploma del Re Don Ferdinando il Cattolico, col quale sono confermati a favore di Bernardo Villamarì Ammiraglio della flotta aragonese tutti i diritti, privilegi, ed esenzioni, che gli erano stati già conceduti sulla città di Bosa, ville e luoghi dipendenti, sui porti e sulla libera estrazione delle mercanzie dai medesimi, e sono in pari tempo dichiarate di libero e franco allodio queste sue possessioni . . . . . » 161

Anni

III*.

1502 15 dicembre — Testamento di Don Antonio d'Alagon di Arborea, figlio e successore di Don Leonardo Alagon, già Marchese di Oristano e Conte di Goceano . . . . . *Pag.* 163

IV*.

1503 8 dicembre — Bolla di Papa Giulio II, con la quale furono uniti il Vescovado di Dolia all'Arcivescovado di Cagliari, i Vescovadi di Torres e di Ploaghe all'Arcivescovado Turritano, e il Vescovado di S. Giusta all'Arcivescovado di Arborea; unite pure le sedi vescovili di Usellus e di Terralba, e trasferite ad Ales; le sedi vescovili di Bisarchio, Castro ed Ottana trasferite ad Alghero; trasportata al Castel Genovese la sede vescovile di Ampurias, con la unione delle abbazie di S. Michele di Plano (de Plajano) dell'ordine di Vallombrosa, e di S. Maria di Cerigo dell'ordine di S. Benedetto; e trasferita infine la sede vescovile di Solci a quella d'Iglesias (Villa-Ecclesia) . . . . . » 167

V*.

1506 5 giugno — Bolla del Pontefice Giulio II, con la quale è decretata l'unione perpetua delle due sedi vescovili di Ampurias e Civita 170

VI.

1507 15 maggio — Prammatica del Re Ferdinando il Cattolico, con cui si proibisce a tutti gli Ufficiali regii in Sardegna di vendere e contrattare gli uffici loro con le giurisdizioni che vi erano annesse . . . . . » 171

VII*.

..... — Il Re Ferdinando il Cattolico approva con Decreto e Privilegio Reale i capitoli e le domande discusse e proposte dal Braccio militare nel Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza dei Vicerè Giovanni Duay (o Dusay) e Ferdinando Giron de Rebollado . . . » 172

VIII*.

1513 9 gennaio — Lettere Pontificie, con le quali si stabilisce la unione dell'antica sede vescovile di Solci alla sede arcivescovile di Cagliari . . . . » 173

IX*.

1519 24 gennaio — La Regina Giovanna di Castiglia e di Aragona, e il Re Don Carlo suo figlio (poi Carlo V Imperatore) comandano che sia eseguita la sentenza proferita nelle Corti generali di Aragona dai Giudici eletti a favore di Don Luigi Alagon di Arborea, e contro il Fisco che difendeva le ragioni della Corona . . . . . » 175

Digitized by Google

Anni

X*.

..... La Regina Giovanna e il Re Don Carlo di Castiglia e di Aragona (poi Imperatore Carlo V), a petizione di Angelo Marongio, confermano alla città di Sassari tutti i suoi antichi privilegi ed esenzioni . . . . . *Pag.* 175

XI*.

1519 14 settembre — Diploma dell'Imperatore Carlo V a favore d'Isabella Villamarì Principessa di Salerno, col quale sono confermati ed ampliati i dritti e privilegi già conceduti a suo padre Bernardo Villamarì sulla città di Bosa, luoghi, terre, porti e fiumi dipendenti, e le sono pur fatte nuove concessioni, specialmente riguardo alla libertà della pesca ed estrazione dei coralli . . . . » 177

XII*.

1519 20 settembre — L'Imperatore Carlo V, a petizione di Isabella de Villamarì Principessa di Salerno, e signora di Bosa in Sardegna, revoca il Privilegio accordato alla città di Oristano per la importazione ed esportazione di merci e derrate provenienti da certi luoghi dell'isola, e rimette in vigore la Prammatica del Re Don Ferdinando II (il Cattolico) sulla libertà del commercio insulare » 179

XIII*.

1520 28 aprile — Decreto Reale dell'Imperatore Carlo V, col quale sono approvati e sanzionati i capitoli, e le domande discusse e deliberate dai tre Bracci del Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del Vicerè Don Angelo di Villanova » 182

XIV*.

1520 28 aprile — L'Imperatore Carlo V sanziona con suo Decreto Reale i capitoli delle domande discusse e deliberate dallo *Stamento* militare nel Parlamento riunito in Sardegna sotto la presidenza del Vicerè Don Angelo di Villanova . . . » 183

XV*.

1529 27 luglio — Lettere dell'Imperatore Carlo V e della Regina Giovanna al Vicerè di Sardegna, con le quali si ordina che siano osservati, rispettati ed eseguiti i privilegi e le immunità spettanti ai cittadini di Sassari . . . . . » 184

XVI*.

1534 1535 ..... — Frammenti di Congregazioni Sinodali, e di alcuni provvedimenti di disciplina ecclesiastica, che ebbero luogo sotto l'Arcivescovo turritano Salvatore Alepus . . . . . » 185

XVII*.

1534 15 e 17 giugno — Replica fatta a nome di Don Pietro di Altarriba e Arborea nelle Corti celebrate in Monzone dall'Imperatore Carlo V, per dimostrare che gli spettava di diritto il marchesato di Oristano e il contado di Goceano, già confiscato a danno di Leonardo Alagon, ed applicato alla Corona dei Sovrani aragonesi . . . . . *Pag.* 188

Anni

XVIII*.

1534 20 giugno — Sentenza, con la quale Filippo Sancheta e Martino Giovanni Alberto, Giudici eletti dalle Corti generali di Monzone, e dall'Imperatore Carlo V, dichiarano di appartenere alla Corona il marchesato di Oristano e il contado di Goceano, riservando però a Don Pietro di Altarriba y Alagon il diritto che pretendea competergli per la successione a detti feudi come a nipote di Don Leonardo Alagon di Arborea . . » 197

XIX*.

1539 9 maggio — Bolla del Pontefice Paolo III, con la quale si accorda all'Arcivescovo e al Capitolo della chiesa cattedrale di Sassari il privilegio di farsi precedere dal *gonfalone* nelle processioni per le due solenni festività dei santi martiri turritani, ed altre solite celebrarsi in ciascun anno » 198

XX*.

1541 5 - 6 e 7 ottobre — Relazione del ricevimento fatto in Alghero all'Imperatore Carlo V in occasione del di lui passaggio e fermata in quella città, andando alla impresa di Algeri . . . . . » ivi

XXI*.

1545 29 aprile — L'Imperatore Carlo V, e la Regina Giovanna sua madre approvano i capitoli di Corte, ossia le domande discusse e deliberate nel Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del Vicerè Antonio di Cardona . . . . . » 202

XXII*.

1549 8 gennaio — Nomina di un Console transmarino per la città di Alghero in Sardegna, fatta dai Consoli della città di Barcellona nella persona di Onofrio Pau . . . . . » 203

XXIII*.

1556 24 ottobre — Lodovico Torrella fa resignazione diretta in mani del Sommo Pontefice dell'Arcipretura di Santa Giusta in Sardegna e delle prebende annesse di Norguiddo e Domusnovas, a favore di un Canonico di Bosa, riservandosi un'annua pensione, per la quale presta fidanza e ipoteca i frutti del suo beneficio il Pievano di Osilo, il quale perciò interviene all'atto . . . . » 205

XXIV*.

1558 7 maggio — Lettere di Don Filippo II Re di Castiglia e di Aragona ecc. al Vicerè di Sardegna, al quale

Digitized by Google

Anni

ordina di non dar passo alle appellazioni che abusivamente si facevano a Roma nelle cause dipendenti da condanne di eretici e di apostati, pronunziate dall'Inquisitore, e dalla confisca dei beni dei condannati; dichiara tali appellazioni lesive della sua reale giurisdizione, e vuole che s'impediscano, non ostante qualunque provvedimento pontificio in contrario; e statuisce infine che le appellazioni medesime, se vi sarà luogo, debbano farsi all'Inquisitore generale e al Consiglio della generale inquisizione residente presso il Sovrano . . *Pag.* 207

XXV*.

1559 14 ottobre — Lettere reali di Don Filippo II Re di Castiglia, di Aragona, ecc., con ordine ai Baroni di Sardegna che non maltrattino e opprimano i vassalli, e al Vicerè ed altri officiali regii dell'isola, affinchè rendano giustizia ai vassalli che riclamino contro l'oppressione dei Baroni . » ivi

XXVI*.

1560 8 maggio — Filippo II Re di Castiglia e di Aragona, ecc., approva i capitoli di Corte discussi e deliberati nel Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del Vicerè Lorenzo Fernandez de Heredia . . . . . » 208

XXVII.

1562 31 luglio — Ordinazione regia di Don Filippo II, Re di Castiglia, di Aragona, ecc., con la quale si stabilisce che i ministri tutti, officiali e famigliari della Santa Inquisizione e della Crociata in Sardegna siano sottoposti indistintamente al pagamento delle gabelle reali e civiche, ad eccezione del solo Inquisitore e del solo Commissario, o loro Luogotenente, che dichiara esenti da ogni gravezza . . . . . » 209

XXVIII.

1565 5 aprile — Filippo II Re di Castiglia e di Aragona approva i capitoli o domande votate dai tre *Bracci* del Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del Vicerè Don Alvaro di Madrigal » ivi

XXIX.

1567 8 febbraio — Lettere in forma *Brevis* del Pontefice Pio V, in virtù delle quali gli spogli degli Arcivescovi e Vescovi di Sardegna, durante la vacanza delle loro sedi, sono destinati ed applicati alla fabbrica, manutenzione ed ornamento delle chiese cattedrali, e si destinano Economi speciali per amministrarli . . . . . » 210

XXX.

..... — Bolla del Pontefice Pio V relativa alle dignità e alle prebende ecclesiastiche di Sardegna, alla separazione delle medesime dalle chiese parrocchiali, e al più regolare ed ordinato servizio di queste ultime per mezzo dei loro rettori o vicari . . . . . *Pag.* 212

Anni

XXXI*.

1571 31 agosto — L'Arcivescovo turritano Martino Martinez del Villar unisce alla chiesa cattedrale e metropolitana di Sassari alcune chiese rurali (*campestres*) esistenti nel suo territorio, con tutte le sue pertinenze, dritti e proventi, e ne applica i proventi alla massa capitolare delle distribuzioni corali, affinchè i canonici, i quali versano in povertà, possano aver mezzi di decente sussistenza . . . . . » 213

XXXII.

1572 24 gennaio — *Breve* del Pontefice Pio V, col quale richiama a stretta osservanza le Ordinazioni emanate dalla Sede Pontificia riguardo agli spogli degli Arcivescovi e Vescovi di Sardegna, conferma le attribuzioni conferite agli Economi o deputati delle chiese cattedrali e capitolari per tale oggetto, riprova la intromessione dell'Autorità secolare nell'amministrazione e destinazione di detti spogli, e dichiara nullo e di niun effetto quanto si era operato da detta Autorità riguardo allo spoglio dell'Arcivescovo di Cagliari, morto in Cagliari nell'anno precedente . . . . » 214

XXXIII*.

1572 1573 *stil. pis.* 21 giugno — L'Abbadessa e le monache del monistero dei santi Lorenzo e Vito della città di Pisa concedono in enfiteusi i beni, dritti e ragioni, chiese e benefizi, che possedeano in Sardegna, al dottore Girolamo Araolla di Sassari, suo fratello Sebastiano Araolla, ed i costui figli e nipoti, fino alla quarta generazione . . . . . » 216

XXXIV*.

1575 27 marzo — Filippo II Re di Castiglia, di Aragona, ecc., sanziona i capitoli e domande votate nel Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del Vicerè Don Giovanni Coloma . . . » 218

XXXV*.

1582 13 aprile — *Breve* del Pontefice Gregorio XIII, col quale si ordina agli Economi, o deputati a raccogliere gli spogli degli Arcivescovi e Vescovi morti in Sardegna o fuori, i quali avessero occupato sedi metropolitiche o episcopali nell'isola, di rendere pronta ed esatta ragione della loro amministrazione; e si confermano i provvedimenti già dati dal suo predecessore Pio V, affinchè tali spogli siano intieramente applicati al ristoro, e alla conservazione delle chiese cattedrali . . . . . » 219

XXXVI.

1586 10 settembre — Il Pontefice Sisto V conferma a favore di Filippo II Re di Spagna il diritto di *patronato* e di *pre-*

Digitized by Google

Anni

sentazione nelle chiese di Sardegna, già conceduto dal Papa Clemente VII all'Imperatore Carlo V . . . . . *Pag.* 221

XXXVII*.

1586 20 dicembre — Filippo II Re di Castiglia e di Aragona, ecc., approva con suo diploma i capitoli di Corte e le domande votate nel Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del Vicerè Don Michele di Moncada . . . . . » 222

XXXVIII.

1587 29 settembre — Filippo II Re di Spagna impone sulla esportazione di alcune merci e derrate da Sardegna un dazio discusso ed acconsentito dai tre Stamenti del Parlamento Sardo, per sopperire alle spese della costruzione ed armamento di nuove torri sul litorale dell'isola; e stabilisce l'amministrazione stamentaria dei proventi di questo dazio e dell'applicazione dei medesimi al solo scopo per cui fu acconsentito . . . . » 223

XXXIX*.

1589 4 aprile — Il Re di Spagna Don Filippo II, a petizione di Giacomo Martinez, Sindaco della città di Sassari, scrive ed ordina al Vicerè di Sardegna, che siano osservate le immunità e le franchigie accordate ai Sassaresi dal Re Don Alfonso, le quali erano state confermate eziandio con reale privilegio del 1548 . . . . . » 229

XL*.

1591 ... . — Proclama ed ordine (Crida pubblica) del Vicerè di Sardegna, col quale si proibisce severamente ai cittadini di Cagliari e delle altre città dell'isola di mettere mano alla spada o al pugnale (in caso di rissa o di contesa), sotto pena d'*inchiodarglisi la mano* in luogo pubblico, o di servire forzatamente per un anno in una delle torri del Regno, oltre la multa di cento ducati, ad arbitrio del Vicerè o del reale Consiglio . . . . . » 230

XLI.

1594 26 gennaio — Filippo II Re di Castiglia e di Aragona, ecc., volendo mantenere inviolato il suo diritto di patronato su alcune Abazie, Priorati e benefizi ecclesiastici in Sardegna, scrive ai Vescovi dell'isola, affinchè non procedano in verun caso alla collazione canonica dei medesimi prima della presentazione regia, e informino delle vacanze di dette Abazie, Priorati e benefici di Patronato reale il Luogotenente e Capitano generale di Sardegna, ovvero il Regio Ambasciatore in Roma . . . . . » ivi

XLII*.

1594 8 marzo — Abolizione di pene crudeli e modificazione di alcune altre stabilite dall'antica *Carta de Logu*, discusse e deliberate nel Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del Vicerè Marchese di Aytona . . . . . *Pag.* 231

Anni

XLIII.

1596 15 luglio — Prammatica di Filippo II Re di Castiglia e di Aragona, ecc., che stabilisce il numero e la qualità dei titoli onorifici, ed il modo con cui si debbano dare e usare in Sardegna, sia in iscritto che a parole . . . . . » 232

XLIV*.

1598 6 giugno — Diploma di Filippo II, Re di Castiglia, di Aragona, ecc., col quale sono approvati i capitoli votati nel Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del Vicerè Don Gastone de Moncada, marchese di Aytona . . . . . » 234

XLV.

1600 8 novembre — Lettera del Pontefice Clemente VIII all'Arcivescovo di Cagliari, con la quale gli ordina di far eseguire ed osservare dai Regolari dell'uno e dell'altro sesso in Sardegna i Decreti, ch'erano stati fatti da due Visitatori apostolici, mandati nell'isola per correggere gli abusi che si erano introdotti nella vita monastica . . . . » 235

Dissertazione ottava sopra i monumenti storici e diplomatici di Sardegna del secolo XVII » 239

Diplomi e carte del secolo decimosettimo . » 249

I.

1601 12 aprile — Breve apostolico di Papa Clemente VIII, col quale si provvede che tutti li benefizi, e pensioni ecclesiastiche vacanti nell'isola di Sardegna, ad eccezione dei vescovadi e delle prelature, siano conferiti ai nativi dell'isola medesima, o a coloro che, sebbene stranieri, abbiano ottenuto la *naturalità* per voto, e col consenso dei tre Bracci o Stamenti del Parlamento Sardo . . . . . » ivi

II*.

1602 ... . — Capitoli di Corte votati dai tre Stamenti Sardi nel Parlamento celebrato dal Vicerè Don Antonio Cardona Conte d'Elda, e approvati dal Re di Aragona, e di Sardegna Don Filippo III, per la fondazione in Cagliari di una Università di studi, e per la erezione dell'edificio corrispondente . . . . . » 253

III*.

1603 ... . — Gli *Stamenti sardi* propongono una legge coercitiva, e ne ottengono la sanzione dal Re di Spagna e di Aragona Don Filippo III, per obbligare i proprietari di terreni chiusi ed aperti alla

Digitized by Google

Anni

piantagione di alberi di gelso, onde poter introdurre nell'isola l'arte della seta . . . *Pag.* 254

IV*.

1603 ... . Provvedimenti coercitivi dati dal Re di Spagna e di Aragona Don Filippo III, a petizione del Parlamento di Sardegna, affinchè si eseguisse rigorosamente la Prammatica Reale già emanata per l'innesto graduale degli olivi selvatici esistenti nell'isola, e per la fabbricazione dell'olio . . . . . » ivi

V*.

1603 ... . Franchigia di ogni dazio pel termine di venti anni accordata dal Re di Spagna e di Aragona Don Filippo III, dietro domanda dei tre Stamenti di Sardegna, a tutte le lane e drappi di lana che si estrarrebbero dall'isola, onde attivare a tal riguardo l'industria nazionale . . . » 255

VI.

1604 22 settembre Breve del Pontefice Clemente VIII per regolare l'applicazione degli spogli dei Vescovi di Sardegna in occasione della loro morte . . » ivi

VII*

1605 4 febbraio Il Re di Spagna Don Filippo III approva e sanziona con suo reale diploma i capitoli votati e discussi nel Parlamento sardo riunito nel 1602 dal Vicerè Don Antonio Coloma Conte Delda . . . . . » 257

VIII*.

1610 3 gennaio Il Re di Spagna e di Aragona Don Filippo III proibisce ai Consiglieri o membri del Municipio di Cagliari che facciano donativi di danaro, o di valori corrispondenti, ai Vicerè di Sardegna, in occasione di matrimonio delle loro figlie, od altre circostanze, come da tempo antico si costumava fare, senza ottenerne prima l'assenso regio, sotto pena di rimanere a carico particolare di ciascun Consigliere, non però dei fondi del Municipio, il donativo da essi offerto . . . . . » 258

IX*

1610 25 febbraio Antonio Canopolo Arcivescovo metropolitano di Arborea Vescovo di Santa Giusta fa ampia e irretrattabile donazione al suo nipote Martino Suzzarello della villa, terre, boschi, acque, ecc., ecc., di Putifigari, con giurisdizione civile e criminale, mero e misto impero sugli abitanti della villa medesima, e col vincolo di perpetuo fidecommesso . . . . . » ivi

X*.

1613 10 maggio Diploma del Re Don Filippo III, col quale sono stabiliti i poteri, le attribuzioni, i doveri e le onorificenze degli antichi governatori e riformatori del Capo di Cagliari e Gallura in Sardegna, sotto il dominio spagnuolo . . *Pag.* 260

XI*.

1614 15 maggio Lettere del sacerdote Giovanni Callega all'Arcivescovo turritano (di Sassari) Don Gavino Manca Cedrelles, relativa all'antica chiesa dedicata a S. Martino Vescovo, ed ora intitolata a S. Quirico nell'Agro Sassarese . . . » 261

XII*.

1614 ... . Il Re di Spagna e di Aragona Don Filippo III, a petizione dello Stamento militare, determina l'età che ciascun membro di detto Stamento debbe aver compiuto per poter votare e sostenere ufficio nelle Corti o Parlamenti generali di Sardegna . . . . . » 262

XIII*.

1614 ... . Capitolo di Corte, proposto nel Parlamento celebrato sotto la presidenza del Vicerè Duca di Gandia, e modificato con sanzione sovrana di Don Filippo III Re di Spagna e di Aragona, con cui fu stabilito che nessun procuratore dei membri assenti dalle Corti potesse avere più di tre voti nelle deliberazioni, oltre il proprio . . . . . » ivi

XIV*.

1614 ... . Capitolo di Corte votato nel Parlamento sardo, in virtù del quale era stabilito che i nobili, i quali non potessero intervenire personalmente alle Corti, avessero facoltà di farsi rappresentare nello Stamento militare da un Procuratore speciale, che in loro nome prendesse parte alle discussioni, e avesse il diritto del voto nelle deliberazioni . . . . . » 263

XV*.

1614 ... . Capitolo di Corte proposto dal Parlamento sardo, e approvato dal Re di Spagna e di Aragona Don Filippo III, col quale fu stabilito che nessuno, il quale non sia Cavaliere (nobile), nè in persona propria, nè come Procuratore di Cavalieri assenti, potesse far parte ed esser membro dello Stamento militare; fatta però eccezione dei Procuratori lasciati dai Magnati sardi che viveano in Spagna a governare i loro stati e feudi in Sardegna, i quali anche non essendo Cavalieri potessero intervenirvi . » 263

XVI*.

1614 ... . Due Capitoli di Corte discussi nel Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del Vicerè Duca di Gandia, e relativa risoluzione sovrana, con cui fu stabilito che le deliberazioni prese fuori del Parlamento dai membri

Digitized by Google

Anni

dello Stamento militare congregati separatamente nel Capo di Cagliari o in quello di Sassari, non possano obbligare i non intervenienti, e non possano essere mandate a esecuzione come deliberazioni di tutto lo Stamento *Pag.* 263

XVII*.

1615 2 maggio — Diploma di Filippo III Re di Spagna, col quale sono approvati i Capitoli di Corte discussi e votati dal Parlamento sardo, riunito in Cagliari per ordine sovrano nel 1614 dal Vicerè Don Carlo di Borgia, Duca di Gandia e Conte di Oliva . . . . . » 264

XVIII*.

1616 17 ottobre — Il Re di Spagna e di Aragona Don Filippo III ordina al Vicerè di Sardegna Don Carlo Borgia Duca di Gandia che non permetta, senza il previo assenso regio, la riunione dei militari (Nobili) del Capo di Cagliari in forma di Stamento, fuori dei casi permessi dai Capitoli di Corte votati nei precedenti Parlamenti; nei quali casi ancora le risoluzioni che vi si prendessero non siano obbligatorie pei militari del Capo di Sassari, secondo il disposto degli stessi capitoli . . . . . » 265

XIX*.

1617 17 giugno — Il Re di Spagna e di Aragona Don Filippo III scrive al Duca di Gandia Vicerè di Sardegna sulla materia delle riunioni parziali dello Stamento militare, sia in Cagliari che in Sassari, ricorda le deliberazioni parlamentari e le risoluzioni regie a tal riguardo, e ne inculca la esatta osservanza . . . . . » 266

XX*.

1619 1 al 5 luglio — Relazione dell'arrivo e della fermata nella città di Alghero dal 1.° al 5 luglio 1619 del Principe Filiberto di Savoia . . . . . » ivi

XXI*.

1622 20 marzo — Lettera di Don Filippo IV Re di Spagna e di Aragona a Don Alfonso Conte di Eril, Vicerè di Sardegna, con la quale gli prescrive la osservanza degli ordini reali già dati dal suo padre Don Filippo III riguardo alle riunioni parziali dei membri dello Stamento militare » 267

XXII*.

1622 11 luglio — Prammatica del Re di Spagna e di Aragona Don Filippo IV, con la quale si danno alcuni provvedimenti per riparare al disordine in cui era caduta l'amministrazione del denaro pubblico in Sardegna, e per facilitare agli agricoltori dell'isola la vendita e la esportazione del frumento . . . . . » 268

Anni

XXIII*.

1623 25 giugno — Petizione dei Cappellani della Basilica di S. Gavino di Torres al Capitolo turritano per oggetti riguardanti il servizio di quella chiesa, e per ottenere il permesso di armarsi onde respingere all'occorrenza gli assalti dei Turchi e difendersi dalle loro improvvise aggressioni (Lingua sarda) . . . . . *Pag.* 269

XXIV*.

1624 5 febbraio — Discorso e proposte fatte ai tre Stamenti di Sardegna, a nome del Re Don Filippo IV, dal Vicerè Don Giovanni Vivas di Canamas Barone di Benifayo, y Santa Coloma, nella solenne apertura del Parlamento radunato nella chiesa cattedrale di Cagliari . . . . . » 270

XXV*.

1624 28 aprile — Offerta di centocinquantamila ducati fatta dai tre Stamenti del Parlamento Sardo al re di Spagna e di Aragona Don Filippo IV a titolo di sussidio o donativo, coi patti e condizioni nella medesima espressi . . . . . » 271

XXVI*.

1624 ... . — Proposta e domanda fatta dai tre Stamenti del Parlamento celebrato sotto la presidenza del Vicerè Don Giovanni Vivas di Canamas Barone di Benifayo y Santa Coloma, per la creazione di una squadra di otto galee e di due galeoni, destinati a difendere e guardare i mari, e a proteggere, facilitare e promuovere il commercio dell'isola . . . . . » 272

XXVII*.

1624 29 aprile — Discorso di chiusura del Parlamento sardo tenuto dal Presidente del medesimo, Vicerè e Capitano generale di Sardegna . . . . . » 275

XXVIII*.

1624 29 aprile — Elenco delle persone graziate nel giorno della conclusione, e chiusura del Parlamento celebrato in Sardegna dal Vicerè Don Giovanni Vivas . . . . . » 276

XXIX*.

1625 11 novembre — Il Re di Spagna e di Aragona Don Filippo IV sanziona con suo R. Diploma i capitoli discussi e votati nel Parlamento celebrato in Sardegna nel 1624, sotto la presidenza del Vicerè Don Giovanni Vivas . . . . . » ivi

XXX*.

1625 16 novembre — Ordine reale di Don Filippo IV Re di Spagna e di Aragona a Don Giovanni Vivas, Vicerè di

Digitized by Google

Anni

Sardegna, relativamente alle riunioni separate e collegiali dello Stamento militare . . *Pag.* 277

XXXI*.

1629 28 aprile 2 maggio — Posti assegnati dal Vicerè di Sardegna Marchese di Vayona alla Cavalleria e Fanteria nazionale nella città di Sassari, ed ordini da tenersi ed eseguirsi dalle medesime in caso d'invasione od aggressione nemica . . . . . » 278

XXXII*.

1629 11 agosto — Istruzioni spedite a Sardegna dal Consiglio dell'Ordine di Calatrava, nelle quali sono fissate le forme e gli esami che si doveano fare, prima di concedere ai postulanti od ai designati dal Re i distintivi degli Ordini religiosi e militari della Monarchia spagnuola . . . . . » 281

XXXIII.

1630 17 giugno — Diploma del Re Don Filippo IV a favore del Marchese di Bayona o Vayona Vicerè di Sardegna, dal quale risulta il modo con cui i Sovrani di Spagna delegavano i loro poteri reali per la convocazione del Parlamento sardo, laddove essi stessi fossero impediti a convocarlo e presiederlo personalmente . . . » 284

XXXIV*.

1630 17 giugno — Lettera del Re Don Filippo IV al Vicerè di Sardegna, con la quale si ordina agli Abilitatori dello Stamento militare di riconoscere attentamente i titoli di nobiltà, in virtù dei quali si potea e si dovea accordare ai possessori dei medesimi di far parte di detto Stamento e di sedere e votare nel Parlamento sardo, con altre prescrizioni a ciò relative, e col provvedimento provvisorio di osservarsi intanto le abilitazioni già fatte nel 29 novembre 1574 » 285

XXXV*.

1630 7 settembre — Il Re Don Filippo IV di Sardegna ordina che nessun Notaio pubblico presenti bolle od altre provvisioni spedite dalla Curia Romana, se prima le medesime non siano state riconosciute dai Ministri regii, in conformità al disposto dalle leggi vigenti in Sardegna . . . . » 286

XXXVI*.

1631 1632 — Capitolo di Corte col quale si delibera e si ottiene che nessun titolato o Cavaliere straniero possa far parte dello Stamento militare di Sardegna ed intervenire alle sue riunioni e deliberazioni, ed avervi dritto di voto . . . . . » ivi

XXXVII*.

1631 1632 — Capitolo di Corte, votato dal Parlamento sardo, approvato dal Re di Spagna e di Aragona Don Filippo IV, e stabilito come Legge del Regno, in virtù del quale fu richiamato a stretta osservanza l'antico privilegio accordato ai membri dello Stamento militare, di non poter essere giudicati e condannati criminalmente, fuorchè col voto di sette loro pari, ossia di sette membri dello stesso Stamento militare *Pag.* 286

XXXVIII*.

1631 2 maggio — Ordine dato dal Re Don Filippo IV all'Avvocato fiscale di Sardegna, affinchè nei Parlamenti non si ammettessero a far parte dello Stamento militare fuorchè coloro che fossero già stati abilitati come nobili e Cavalieri (equites), o discendessero da altri abilitati, aventi dritto ad essere membri di detto Stamento e a intervenire alle Corti generali del Regno . . . . . » 287

XXXIX.

1631 1632 — Capitolo di Corte votato dal Parlamento sardo, e approvato dal Re di Spagna e di Aragona Don Filippo IV, col quale gli Stamenti acconsentono per un altro decennio al pagamento del donativo straordinario di ducati ottantamila all'anno, già pagato nei cinque anni precedenti dall'isola, onde sopperire alla formazione e al mantenimento del così detto *Terzo* dell'Esercito regio, purchè, secondo il patto pazionato nella prima offerta del donativo medesimo, il Mastro di campo, Comandanti ed Ufficiali superiori di detto Terzo fossero tutti nativi di Sardegna . . . . . » 288

XL*.

1633 28 giugno — Diploma col quale Don Filippo IV Re di Spagna e di Aragona approva e sancisce i capitoli votati e discussi nel Parlamento celebrato in Sardegna negli anni 1631 e 1632 sotto la presidenza del Vicerè Don Girolamo Pimentel Marchese di Bayona, e del Presidente Don Gaspare Prieto Vescovo di Alghero . . » ivi

XLI*.

1634 22 febbraio — Diploma del Re di Spagna e di Aragona Don Filippo IV, col quale si conferma ai membri dello Stamento militare di Sardegna la facoltà di potersi congregare in Cagliari o in Sassari (nell'uno o nell'altro Capo dell'isola), purchè però le risoluzioni stamentarie si prendano nella prima di dette due città, e alla congrega preceda sempre la licenza del Vicerè, salvo che si tratti d'interesse proprio di quest'ultimo o di doglianza contro di lui . . . . . » 290

XLII*.

1636 22 novembre — Statuti del Gremio, ossia corporazione di varie arti, sotto la invocazione di Sant'Eligio nella città d'Alghero . . . . . » 292

Digitized by Google

Anni

XLIII*.

..... Statuti del Gremio, ossia corporazione degli agricoltori sotto la invocazione di S. Narciso nella città di Alghero . . . . . *Pag.* 294

XLIV.

1638 30 marzo — Prammatica del Re di Spagna e di Aragona Don Filippo IV, con la quale s'interdice rigorosamente ai Giudici ed a tutti gli Officiali regii, ai quali era affidata in Sardegna l'amministrazione della giustizia, di esercitare la mercatura o di applicarsi a negoziazioni aliene dal loro uffizio . . . . . » 295

XLV.

1639 15 settembre — Bando del Principe di Melfi Don Giovanni Andrea Doria Vicerè e Capitano generale di Sardegna riguardante l'ordinamento e la disciplina, i doveri, le esenzioni e i privilegi della Milizia nazionale . . . . . » 296

XLVI.

1640 30 marzo — Diploma regio relativo alla carica di Presidente e Capitano generale dell'isola di Sardegna sotto il dominio spagnuolo, dal quale risultano i dritti, i poteri, le onorificenze e gli obblighi ch'erano annessi a quell'eminente uffizio . » 297

XLVII.

1640 1641 *stil. pis.* 21 giugno — Diploma di laurea in medicina spedito dal Cancelliere della Università di Pisa a Francesco De Santu di Simone, cittadino ed allievo della Università degli studi di Sassari, nel quale è testualmente riportato il giuramento e la professione di fede, che si prestavano dai candidati dopo l'esperimento, e prima di conseguire il grado, i diritti e le insegne dottorali . . » 298

XLVIII.

1640 3 settembre — Diploma del Re di Spagna e di Aragona Don Filippo IV a favore di Don Fabrizio D'Oria Duca di Avellino, col quale quel Monarca, in premio dei servizi personali da lui prestati alla Corona per sedici anni nelle guerre d'Italia e di Fiandra, e in riconoscimento dei servizi già anteriormente prestati per terra e per mare alla stessa Corona dal di lui padre, avo e proavo, e dal di lui fratello Giovanni Andrea D'Oria Principe di Melfi, lo crea suo Luogotenente generale (*ex latere nostro dextero sumptum*) del Regno ed Isola di Sardegna . » 300

XLIX*.

1640 3 settembre — Diploma del Re di Spagna e di Aragona Don Filippo IV col quale Fabrizio D'Oria Duca di Avellino, creato già Luogotenente generale (*ex latere dextero* del Re), è creato eziandio Capitano generale delle genti d'arme e di guerra dell'isola e regno di Sardegna . . . . *Pag.* 303

L*.

1653 25 maggio — Esemplari diversi delle lettere, con le quali i Sovrani di Spagna ed i loro Vicerè in Sardegna soleano invitare i membri dello Stamento militare a intervenire personalmente, o per mezzo di procuratore, alle Corti generali (Parlamenti), che si convocavano periodicamente nell'isola . . . . . » 304

LI*.

1669 ... luglio — Documenti varii relativi al processo e alle condanne ch'ebbero luogo in Sardegna in seguito all'uccisione del Vicerè Don Emmanuele de los Cobos Marchese di Camarassa, accaduta nel 21 luglio del 1668 . . . . . » 306

LII*.

1676 13 ottobre — Esemplari di lettere reali e di lettere vicereali con cui i membri dello Stamento militare furono invitati a intervenire al Parlamento convocato in Sardegna nel 1677 sotto la presidenza del Vicerè Conte di Santo Stefano, e Marchese de las Navas . . . . . » 309

LIII*.

1677 24 novembre — Diploma di Carlo II Re di Castiglia, di Aragona e di Sardegna ecc., col quale quel Monarca cede e vende per scudi tremila ai Consiglieri e probiuomini della città di Sassari la giurisdizione civile in prima instanza, salvo l'appellazione e il ricorso alla Reale Udienza e al Vicerè dell'isola . . . . . » 310

LIV*.

1678 ... . — Cortes generales celebradas por el ex.mo s.r Conde de Santisteban Virrey de Sardeña en el año 1678 . . . . . » 312 e seg.

LV*.

1678 1 ottobre — Tassa innocenziana del foro ecclesiastico nelle materie spirituali, ovvero dichiarazione sopra quelle cause e materie ecclesiastiche e spirituali, nelle quali nel foro ecclesiastico ed episcopale non si può, nè si deve esigere emolumento alcuno, eccetto quello che si dichiara per il solo cancilliero con la riforma degli abusi contrari . . . . . » 341

LVI*.

1686 10 ottobre — Altri esemplari di lettere reali e viceregali, con le quali i membri dello Stamento militare di Sardegna furono invitati a intervenire al Parlamento generale celebrato in Cagliari nel 1688 sotto la presidenza del Vicerè Duca di Monteleone, Principe di Noya . . . . . » 344

Digitized by Google

Anni

LVII*.

1689 ... . Cortes generales celebradas por el ex.mo senor Duque de Monteleon en el ano 1689 . *Pag.* 345 e seg.

LVIII*.

1697 26 novembre Lettera del Vicerè di Sardegna Conte di Montellano a uno dei membri dello Stamento militare (dei nobili) di Sardegna, con la quale lo invita a intervenire al Parlamento generale da lui convocato in Cagliari d'ordine del Re di Spagna Don Carlo II per il giorno 26 gennaio 1698 . . . . . » 373

LIX*.

1699 ... . Corti generali celebrate per l'eccellentissimo signor Conte di Montellano nell'anno 1699 . . » ivi e seg.

I.ª Appendice ai Diplomi e Carte dei secoli XIV, XV, XVI e XVII . . . . . » 403

SECOLO XIV . . . » 405

I.

1342 20 marzo Prammatica del Re Don Pietro IV il *Cerimonioso*, con cui si proibisce ai chierici di esercitare in Sardegna uffizi civili e pubblici, sia a nome regio che dei municipii, e di professare l'avvocatura avanti ai tribunali secolari . . » ivi

II.

1361 6 maggio Il Re Don Pietro IV di Aragona crea Barone del regno il nobile Pietro Boyl, suo Consigliere, in rimunerazione dei servigi militari de' suoi antenati, e de' suoi proprii, specialmente nella espugnazione della città di Alghero in Sardegna . . . . . » 406

III.

1366 11 aprile Don Pietro IV Re di Aragona e di Sardegna promette di non concedere in feudo veruna città o villa del Capo di Cagliari, e di Gallura, così di quelle che già gli obbedivano, come delle altre, e di qualunque altra cadesse posteriormente sotto il suo reale dominio . . » 408

SECOLO XV . . . » ivi

I.

1426 27 febbraio Alfonso V Re di Aragona (II di Sardegna) riconosce i dritti della città di Sassari sulle Incontrade della Nurra e Flumenargia, e le dichiara perpetuamente annesse al patrimonio di detta città, con dipendenza dalla Corona e dal patrimonio regio . . . . . » ivi

Anni

II.

1448 1452 Il Re Don Alfonso V di Aragona (II di Sardegna) a petizione dello Stamento militare (feudatari e nobili) dell'isola, accorda perdono generale ed amnistia ai Sardi che avevano delinquito nei passati rivolgimenti insulari, con alcune restrizioni indicate nel decreto di concessione . . . . . *Pag.* 409

III.

1448 1452 Il Re Don Alfonso di Aragona, a petizione dello Stamento militare di Sardegna, accorda ai feudatari dell'isola in generale, e ad alcuni in particolare, e ai loro vassalli, famigliari e dipendenti, perdono ed obblio pe' delitti ed eccessi dei quali erano stati autori e complici nei passati rivolgimenti . . . . . » 410

IV.

1448 1452 Il Re Don Alfonso V di Aragona, a petizione dello Stamento militare di Sardegna, ordina la cancellazione e l'annullamento di tutti i processi che i Ministri regii aveano istrutto contro parecchi feudatari dell'isola, loro vassalli e dipendenti, e revoca le condanne già pronunziate da detti Ministri regii, e la presa di possesso già da essi eseguita di alcuni feudi sardi . . . . . » ivi

V.

1452 ... . Capitolo di Corte votato nel Parlamento Sardo e consentito dal Re di Aragona Don Alfonso V, in virtù del quale nè il Vicerè di Sardegna, nè verun altro Ministro regio nell'isola potea concedere salvaguardie, lettere moratorie o manutenzionali nei luoghi e terre infeudate ai baroni, fuorchè in contraddittorio di questi ultimi, e dopo regolare processo e sentenza » 411

VI.

1459 8 gennaio Prammatica di Don Giovanni II Re di Aragona e di Sardegna, con la quale fu vietato ai magnati, baroni e feudatari dell'isola di far riunione di genti d'arme a piedi e a cavallo, onde farsi rendere giustizia dagli uffiziali regii, a vece di ricorrere al Sovrano contro gli stessi uffiziali se non gliela rendessero . » ivi

VII.

1471 4 marzo Don Giovanni II Re di Aragona e di Sardegna accorda alla spettabile Catterina de Sena, figlia naturale di Bartolo Magno (sardo), e moglie del Visconte e Contestabile Giovanni de Sena, il dritto a succedere, benchè nata *ex illicito coitu*, ai feudi, e beni tutti di qualunque natura, già posseduti dal suo padre nell'isola, legittimandola per tale effetto, essendo stata procreata da uomo e donna liberi (*solutis*) » ivi

Digitized by Google

Anni

VIII.

1478 29 gennaio — Giovanni Moccenigo Doge di Venezia scrive a Giovanni Ahimerico Console della Repubblica veneta nell'isola di Sardegna, lodandolo per la diligenza da lui usata per far restituire una nave sequestrata al Capitano veneto Giacomo de Tofanis per ordine del Vicerè; e lo previene che spedirà con sue lettere Stefano de Stefanis, cittadino di Venezia, affinchè di presenza nell'isola riclami e si faccia restituire detta nave dal Vicerè di Sardegna, e la riconduca quindi a Venezia; raccomandandogli di fare in tale occasione gli uffizi occorrenti per la giustizia presso lo stesso Vicerè . . *Pag.* 412

IX.

1481 5 novembre — Prammatica del Re Don Ferdinando II il Cattolico, con la quale si determina la varia forma dei sigilli, coi quali si spedivano, e sarebbero ulteriormente spediti tutti i provvedimenti sovrani di qualunque specie, sia di grazia che di giustizia, per ovviare alle frodi che potrebbero essere commesse così in Sardegna, come negli altri suoi diversi regni . . . . » 413

X.

1481 ... . — Il Re Don Giovanni II di Aragona accoglie favorevolmente, salve alcune restrizioni a favore di terzi, la domanda fattagli dal Braccio (Stamento) militare di Sardegna, affinchè non si procedesse ad alcun atto, inquisizione, o processo contro qualunque comune, villa, castello o persone particolari che avessero seguito le parti di Leonardo Alagon, Marchese di Oristano, o in occasione della di lui ribellione avessero mancato di fedeltà al Sovrano . » 414

XI.

1490 14 gennaio — Ferdinando II il Cattolico, Re di Aragona, scrive al Vicerè di Sardegna, e gli ordina di non porre impedimento alla estrazione dall'isola di una determinata quantità di frumento, che per reale privilegio avea conceduto a Giovanni Fabra Procuratore reale, il quale perciò avea facoltà di farla annualmente, a condizione però che non trasportasse quel frumento a Barberia, o ad altri luoghi e terre di Mori e d'infedeli . » ivi

XII.

1493 3 agosto — Prammatica del Re Don Ferdinando II il Cattolico, con la quale si fa divieto a qualunque persona in Sardegna di presentare Bolle pontificie per qualunque effetto, se le medesime non avessero ottenuto prima l'*exequatur* regio . . . » 415

SECOLO XVI . . . » ivi

I.

1511 4 aprile — Il Re Don Ferdinando di Aragona, a petizione dello Stamento militare di Sardegna, accorda perdono ai vassalli e familiari dei feudatari e dei membri di detto Stamento per tutti i delitti commessi, eccetto quello di *crimenlese* ed altri indicati nel Decreto reale . . . . . *Pag.* 415

II.

1520 28 aprile — Il Re Don Carlo, Imperatore dei Romani, con la sua madre la Regina Giovanna, a petizione dello Stamento militare di Sardegna, accorda perdono dei delitti commessi dai vassalli e familiari dei feudatari dell'isola e dei membri di detto Stamento . . . . . » 416

III.

1554 30 giugno — Prammatica del Re Don Filippo II, con la quale si ordina che tutti indistintamente i Percettori ed Amministratori del danaro regio in Sardegna, esercitino personalmente il loro uffizio . . » ivi

IV.

1558 7 maggio — Il Re di Spagna Don Filippo II scrive al Vicerè di Sardegna ordinandogli di non permettere che dalle sentenze dell'Inquisitore apostolico nell'isola si appellasse a Roma, e che, nel caso di tali appellazioni, contrarie ai suoi dritti sovrani, non si desse corso alle lettere pontificie, che perciò si emanassero, informando il Santo Padre della violazione della giurisdizione regia che con siffatti appelli si commetteva . . . . . » 417

V.

1560 8 maggio — Il Re Don Filippo II accorda, a petizione dello Stamento militare di Sardegna, perdono intero pei delitti commessi dai vassalli e familiari dei feudatari dell'isola e dei membri di detto Stamento, eccettuato il delitto di *crimenlese* ed altri nominati nel Decreto reale . . . » ivi

VI.

1564 24 novembre — Il Pontefice Pio IV scrive all'Arcivescovo di Cagliari, affinchè non molesti uno dei Canonici della chiesa cattedrale di Galtelli (in Sardegna) obbligandolo alla rinunzia al canonicato da lui posseduto, perchè era stato già occupato dal di lui padre, allora defunto, mentre a un tal caso non era applicabile il disposto del Concilio Tridentino, il quale proibisce che padre e figlio ottengano ed abbiano contemporaneamente benefizi in una stessa chiesa . . . . . » ivi

VII.

1564 3 dicembre — Il Pontefice Pio IV scrive al Vescovo di Alghero (in Sardegna) affinchè desista dal costringere il Canonico decano della sua chiesa cattedrale a rinunziare a uno dei due canonicati ch'egli possedea, benchè ai medesimi fosse annessa cura d'anime, perchè tale annessione era stata posteriore alla investitura del canonicato . » 418

Digitized by Google

Anni

VIII.

1565 8 aprile — Il Pontefice Pio IV fa scrivere dal suo Segretario al Vescovo di Bosa in Sardegna, affinchè rimetta in possesso del primo canonicato un Canonico della chiesa Bosanen., il quale si trovava al possesso di un altro canonicato nella chiesa di S. Marco di Roma, bastando che quel Canonico perdesse le sole quotidiane distribuzioni della chiesa cattedrale di Bosa, in cui non risiedeva . . . . . *Pag.* 418

IX.

1565 8 aprile — Il Re di Spagna Don Filippo II, a petizione dello Stamento militare di Sardegna, accorda il perdono ai vassalli dei feudatari dell'isola e ai familiari dei membri di detto Stamento pe' delitti che aveano commesso, eccettuato il delitto di *crimenlese* ed altri specificati nel Decreto reale . . . . . » ivi

X.

1565 18 aprile — Il Pontefice Pio IV scrive all'Arcivescovo di Cagliari, affinchè non rechi ulteriore molestia al chierico Giovanni Ferrerio di Cagliari, minacciandolo di privarlo del canonicato che possedeva nella chiesa cattedrale Cagliaritana, pel solo motivo che non avesse ancora ricevuto gli ordini sacri, perciocchè il Ferrerio contava soli diciott'anni, e secondo le prescrizioni del Concilio Tridentino non potea essere ordinato in *sacris* fino al ventiduesimo anno di sua età . » 419

XI.

1565 8 maggio — Don Filippo II Re di Spagna, a petizione dello Stamento militare di Sardegna, provvede acciò siano tradotti in lingua catalana gli Statuti comunali antichi di Sassari, di Bosa e d'Iglesias, scritti originalmente in lingua sarda o in lingua italiana . . . . . » ivi

XII.

1565 22 giugno — Il Pontefice Pio IV scrive all'Arcivescovo di Cagliari, riprendendolo per la scomunica da lui lanciata contro i fedeli che nei giorni festivi non assistessero nella chiesa parrocchiale ai divini uffizi, ordinandogli in pari tempo la rimozione di tale scomunica, che come pena spirituale non dovea con tanta facilità e frequenza infliggersi, e avvertendolo che i fedeli doveano essere ammoniti, non obbligati a detta assistenza . . . . . » ivi

XIII.

1565 27 giugno — Il Pontefice Pio IV scrive al Vescovo di Usellus (in Sardegna) per avvertirlo che il Canonico Bartolomeo Montello, il quale era investito di due canonicati, uno nella cattedrale di Cagliari e l'altro in quella di S. Usellus, risiedendo però nel primo, non potea essere privato dei frutti e proventi del secondo, ma solo delle distribuzioni quotidiane . . . . . *Pag.* 420

XIV.

1572 24 gennaio — Il Pontefice S. Pio V scrive all'Arcivescovo di Cagliari, rammentandogli l'uso cui furono destinati dalla Sedia pontificia, previi concordati co' Re cattolici, li così detti spogli dei Vescovi di Sardegna, i quali morissero nelle loro sedi o fuori, e ne ordina l'esatto adempimento . » ivi

XV.

1573 3 marzo — Prammatica sanzione del Re Don Filippo II, con la quale fu ricostituito in Sardegna il Supremo Tribunale o Consiglio della Reale udienza, e furono determinati i dritti, gli obblighi, gli onori, gli utili, le incombenze e le prerogative appartenenti così al Corpo intero, come ai singoli membri del medesimo . . . » 421

XVI.

1575 27 marzo — Don Filippo II, Re di Spagna, a petizione dello Stamento militare di Sardegna, accorda nuovamente ai vassalli e familiari dei feudatari dell'isola e dei membri di detto Stamento perdono dei loro delitti ad eccezione di quello di lesa Maestà, e di altri nominati specialmente nel Decreto reale . . . . . » 425

XVII.

1493 3 agosto — Prammatica del Re Don Ferdinando II il Cattolico, per la quale i Notai, e tutti i pubblici Uffiziali dell'isola di Sardegna, furono proibiti di presentare e dare esecuzione qualunque a Bolle, o Lettere pontificie, senza prima farne conoscere il contenuto ed ottenerne licenza dal Vicerè di Sardegna . . . . . » ivi

XVIII.

1594 26 gennaio — Il Re Don Ferdinando II il Cattolico avverte l'Arcivescovo di Cagliari, affinchè non provveda, nè conferisca abbazie, priorati ed altri benefizi di regio patronato; e ciò pure osservino tutti gli altri Vescovi della Sardegna . » 426

XIX.

1600 8 novembre — Papa Clemente VIII scrive all'Arcivescovo di Cagliari, ordinandogli di far eseguire i Decreti di riforma fatti da due Visitatori apostolici mandati a Sardegna per riformare i monasteri e le case religiose d'ambi i sessi . . . » ivi

SECOLO XVII. . . . » 427

I.

1603 ... — Gli Stamenti (Braços) del Parlamento (Cortes) di Sardegna avendo chiesto al Re Don Filippo III

Digitized by Google

Anni

che fossero fondate alcune commende dell'Ordine di S. Giovanni Gerosolimitano residente in Malta a favore esclusivo di nobili nativi dell'isola, i quali si distinguessero per servizi resi a difesa dello Stato e della religione cattolica, ottennero invece la fondazione per l'oggetto supplicato di commende dell'Ordine di S. Maria di Montesa, ch'era proprio della Corona Aragonese . . . . . *Pag.* 427

II.

1603 ... Li tre Stamenti del Parlamento sardo chiedono ed ottengono dal Re di Spagna e di Sardegna Don Filippo III, che per mezzo del suo Ambasciatore a Roma supplichi Sua Santità, affinchè definisca la questione del primato di onore e di giurisdizione vertente tra gli Arcivescovi di Cagliari e di Pisa; non essendo conveniente che il secondo di essi continui a sostenere la sua pretensione, la quale non ha fondamento veruno in dritto . . . . . » ivi

III.

1603 ... Lo Stamento militare del Parlamento Sardo chiede ed ottiene che dall'annuo fondo destinato da detto Parlamento per la costruzione ed armamento delle torri del litorale dell'isola a difesa delle incursioni barbaresche, siano prelevati cento ducati annui per le spese interne occorrenti in detto Stamento . . . . . » 428

IV.

1603 ... Lo Stamento militare delle Cortes di Sardegna chiede ed ottiene che le Costituzioni, Statuti e consuetudini locali vigenti nelle città di Cagliari, Sassari, Alghero, Bosa e Iglesias, e la *Carta de logu* della famosa Eleonora vigente nella città di Oristano, ed in molti altri comuni dell'isola, si raccogliessero in appositi e rispettivi volumi, facendone prima la traduzione in lingua catalana o latina, e quindi si stampassero, onde evitare nei giudizi la confusione derivante da tante diverse leggi, le quali, non essendo pubblicate, derogavano tuttavia al generale dritto romano osservato costantemente in Sardegna, ovunque mancassero tali Statuti e consuetudini . . . . . » ivi

V.

1610 8 maggio Il Re Don Filippo III scrive al Procuratore regio in Sardegna, manifestandogli la sua sorpresa per la riunione avvenuta in Sassari dei nobili di quella città e Capo in forma di Stamento militare, mentre a tenore dei Capitoli di Corte e della Legge fondamentale del Regno *el Braco militar* (Stamento militare) si compone di tutti i feudatari e nobili dell'isola; è uno solo, e si deve riunire in Cagliari; e lo invita a dichiarare il motivo per cui egli permise tale illecita riunione . . . . . » 429

Anni

VI.

1614 ... Il Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del Vicerè Duca di Gandia chiese per vari motivi la estensione del dritto, che ciascun membro degli Stamenti avea di rappresentare per procura i membri assenti e di votare per essi; ma la domanda non fu accordata, e fu invece confermata la disposizione contenuta nel capitolo XXI degli atti del Parlamento già celebrato sotto la presidenza del Vicerè Conte d'Elda, in virtù della quale nessun membro degli Stamenti (militare, ecclesiastico e reale) componenti il Parlamento potesse mai avere dritto fuorchè a quattro voti, cioè al proprio, ed a tre altri per procura . . . . . *Pag.* 429

VII.

1615 2 maggio Epistola reale diretta dal Re Don Filippo III al Duca di Gandia Vicerè di Sardegna, con cui gli prescrive, che sia puntualmente osservata l'antica forma per l'ammissione di coloro che vi abbiano dritto alle Cortes, o Parlamento Sardo; e che gli abilitatori esaminino anzitutto i titoli e le prove, sulle quali un tal diritto si fonda, e se dalle medesime risulti che i pretendenti a far parte delle Cortes siano persone appartenenti all'ordine equestre (generosos) » 430

VIII.

1615 2 maggio Il Re Don Filippo III scrive al Duca di Gandia Vicerè di Sardegna, affinchè s'impediscano riunioni separate dei feudatari e nobili del Capo di Sassari sotto forma di Stamento militare, poichè questo Stamento è uno solo composto di tutti i feudatari e nobili dell'isola (del Regno) e non può dividersi in due Capi (Cagliari e Sassari); e laddove su di ciò si muova questione, gli ordina che nulla s'innovi finchè non intervenga decisione della reale udienza . . » ivi

IX.

1619 29 giugno Ordinazione regia del Re Don Filippo III, con cui si rinnovano gli avvertimenti già dati a suo real nome fin dal 1612, affinchè non si continuasse nell'abuso di creare dei coadiutori alle dignità e alle prebende dei Capitoli delle chiese cattedrali di Sardegna, previa approvazione pontificia, e senza partecipazione sovrana, poichè da ciò ne derivavano molti inconvenienti, fra i quali quello di popolare detti Capitoli di persone ignoranti, oltre la lesione dei dritti regii . . . . . » ivi

X.

1621 7 febbraio Ordinazione regia del Re Don Filippo III, con cui si proibisce in modo assoluto ai Presidenti, Vicerè, Luogotenenti e Capitani generali di Sardegna, ai Reggenti della reale Cancelleria, e a qualunque altro officiale regio, di accor-

Digitized by Google

Anni

dare guidatici e salvocondotti agli schiavi, Mori e Turchi, che si trovano e si trovassero nell'isola, poichè costoro si prevalevano spesso di tali guidatici e salvacondotti, onde dare degli avvisi agli infedeli (barbareschi), i quali così avevano più facile il mezzo di fare degli sbarchi improvvisi nel litorale, e far preda degli isolani, e dei loro averi . . . . *Pag.* 431

XI.

1622 11 luglio — Ordinazione regia del Re Don Filippo IV, con cui si provvede al modo più sicuro di custodire la cassa del tesoro regio in Sardegna, e si danno ancora alcune disposizioni riguardo ai permessi di estrarre frumento dall'isola (sacas), dei quali talvolta i Vicerè abusavano, concedendoli arbitrariamente a persone loro benevise, a danno degli agricoltori, i quali anzi dovcano prelativamente conseguirli . . » ivi

XII.

1623 19 settembre — Il Re Don Filippo IV ordina al Vicerè di Sardegna il ristabilimento delle compagnie di cavalli leggeri, stipendiate dai feudatari dell'isola, per guardar la costa dai barbareschi . . . » 432

XIII.

1624 ... . — Lo Stamento militare del Parlamento (Cortes) di Sardegna fa instanza ed ottiene che gli atti tutti dei Parlamenti passati; i quali non erano stati impressi, s'imprimessero e si stampassero in conformità al decreto regio, che sul proposito si era già ottenuto nel 1614, dietro petizione somigliante fatta dallo stesso Stamento, e risoluzione analoga presa col capitolo 14.° degli atti parlamentari, sotto la presidenza del Vicerè Duca di Gandia . . . . . » 433

XIV.

1624 5 novembre — Il Re Don Filippo IV ordina al Vicerè di Sardegna che non permetta l'eseguimento nell'isola di veruna bolla pontificia di collazione di arcivescovadi, vescovadi, prelature e prebende di patronato regio, se prima non sia stata esaminata dalla reale udienza, onde riconoscere se la collazione sia o no conforme alla fatta presentazione, e non leda in alcuna parte i diritti regii . . . . . » ivi

XV.

1631 ... . — Lo Stamento militare delle Corti sarde nel Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del Vicerè Marchese di Bayona, fa instanza al Sovrano, affinchè per mezzo del suo Ambasciadore in Roma ottenga da sua Santità la proibizione formale, sotto pena delle censure comminate dalla bolla *In Coena Domini*, di estrarre dall'isola corpi e reliquie di santi, dei quali si era fatta in quel correre di tempi abbondante scoperta . . . . . » ivi

Anni

XVI.

1633 ... . — Gli Stamenti sardi nel Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del Vicerè Marchese di Bayona fanno istanza, affinchè gli arcivescovati, vescovati, abazie, prelature, e altre dignità ecclesiastiche dell'isola siano conferite ai Sardi, non a forastieri, essendovi molte persone native del paese, insigni per pietà e dottrina, le quali potrebbero e dovrebbero preferibilmente occuparle . . *Pag.* 434

XVII.

1631 ... . — Il Parlamento sardo celebrato sotto la presidenza del Vicerè Marchese di Bayona rinnova le sue instanze affinchè siano stampati e fatti di pubblica ragione gli atti tutti dei Parlamenti passati non ancora impressi, in conformità alla deliberazione presa dagli Stamenti del Parlamento celebrato nel 1614 sotto il Vicerè Duca di Gandia . . . . . » ivi

XVIII.

1631 ... . — Lo Stamento militare del Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del Vicerè Marchese di Bayona, fa istanza ed ottiene che nessun nobile e feudatario della monarchia aragonese, il quale non sia nato nell'isola, faccia parte dello Stamento militare di Sardegna, nell'istesso modo che i nobili e feudatari sardi non erano ammessi nelle Corti di Valenza e Barcellona . . . . . » 435

II^a^ Appendice ai Diplomi e Carte dei secoli XV, XVI, XVII . . . . . » 439

SECOLO XV . . . » ivi

I.

1421 ... . — Il Re Don Alfonso V di Aragona (II di Sardegna) nel Parlamento (Cortes) da lui personalmente convocato nell'isola, a petizione dello Stamento (Braço) militare, nell'accettare il donativo di tredicimila seicento ducati offertogli dallo Stamento medesimo, promette solennemente l'osservanza perpetua dei Capitoli di Corte (Leggi, Decreti e risoluzioni prese e votate dai tre Braços nelle Cortes), di giurarlo come lo giurò di presente egli stesso, e di doversi prestare lo stesso giuramento da tutti i reali suoi successori nella Corona e Regno di Sardegna . » ivi

II.

1421 ... . — Nel Parlamento celebrato in Sardegna sotto il Re Don Alfonso si delibera e si statuisce che tutti i Vicerè, Governatori ed Uffiziali regi dell'isola, nell'assumere la loro carica ed uffizio, debbano

Digitized by Google

Anni

prestare giuramento di osservare fedelmente i Capitoli di Corte votati nelle riunioni generali delle Cortes secondo lo statuto fondamentale del Regno . . . . . *Pag.* 439

III.

1421 ... Altro Capitolo di Corte, votato nel Parlamento di Sardegna sotto il Re Don Alfonso, e accettato da quel Monarca, con cui fu stabilito che tutti i Vicerè, Luogotenenti, Governatori ed Uffiziali regi che venissero all'isola per esercitarvi cariche ed uffizi, dovessero, prima di assumere tale esercizio, giurare solennemente l'osservanza dei Capitoli di Corte già approvati, e degli altri che in appresso si voterebbero e si approverebbero . . . » 440

IV.

1421 ... Il Re Don Alfonso V (II di Sardegna) accetta un Capitolo di Corte votato in Parlamento, in virtù del quale li tre Stamenti (Braços) delle Cortes (Parlamento) Sarde, o per iniziativa presa collettivamente, o per iniziativa ed instanza di un solo di essi, potessero liberamente congregarsi, in caso di bisogno da essi riconosciuto, discutere, deliberare, ed inviar pure Ambasciatori al Re per gli affari deliberati, senza che mai il Vicere od altri Uffiziali regi qualunque potessero impedire tale riunione; e lo accetta sotto condizione che la riunione debba sempre tenersi nel castello di Cagliari, con intervento di altro dei Governatori del regno o del Procuratore reale . . . . . » ivi

V.

1421 ... Il Parlamento Sardo propone al Re Don Alfonso (che lo accetta sotto certe condizioni) un Capitolo di Corte, onde ottenere un privilegio perpetuo, in virtù del quale il Marchese di Oristano (*pro tempore*), ed altri due dei più antichi feudatari dell'isola nominati nel Capitolo abbiano, ciascuno individualmente, il dritto di convocare le Corti in caso di bisogno e per causa d'utilità pubblica, senza previo permesso dei Vicerè, Governatori od altri Uffiziali regi » 441

VI.

1421 ... Domanda presentata dallo Stamento militare delle Corti di Sardegna al Re Don Alfonso, e da lui accettata puramente e semplicemente per la libera convocazione e riunione di dette Corti nel castello di Cagliari, in caso di necessità o di utilità pubblica . . . . . » ivi

VII.

1421 ... Le Corti sarde inviano Messaggieri al Re Don Alfonso, onde fargli approvare un Capitolo di Corte, col quale era stato deliberato che non si potesse fare verun processo segreto (de Cambra) contro i feudatari, nobili e persone notevoli dell'isola; e il Re Don Alfonso lo approva, riservandosi però a tal riguardo la sua diretta autorità regia . . . . . *Pag.* 442

Anni

VIII.

Le Corti di Sardegna fanno approvare di nuovo dal Re Don Alfonso un Capitolo delle loro deliberazioni parlamentari, in forza del quale non si potrebbe mai istruire processi segreti, e molto meno procedere a condanne ed esecuzioni contro i feudatari, nobili e gentiluomini sardi (membri dello Stamento militare) senza l'espresso ordine regio . . . . . » ivi 1421 ...

IX.

Lo Stamento militare del Parlamento Sardo, convocato sotto il regno di Don Alfonso V, propone un Capitolo di Corte, in virtù del quale nessuno dei membri di detto Stamento (feudatari, nobili, cavalieri e gentiluomini), in caso di processi, che importino pena capitale o mutilazione di membro, possa essere condannato dal Vicerè, o qualunque altro Uffiziale regio, senza il previo giudizio di un Consiglio di pari (prohomens), appartenenti ancor essi al Braccio militare del Parlamento, e che in ogni caso la sentenza non possa eseguirsi fuorchè per diretto ordine regio . . . » ivi 1421 ...

X.

Capitolo di Corte votato nel Parlamento celebrato in Sardegna sotto il regno di Filippo II e la presidenza del Vicerè Ximene Perez, in virtù del quale nessun feudatario, nobile, cavaliere e gentiluomo sardo, faciente parte dello Stamento militare, poteva essere torturato, salvo che per crimenlese, sodomia, falsa moneta, ed altri delitti specificamente esclusi dalla corrispondente sanzione regia . . . . . » ivi 1481 ...

XI.

Il Parlamento sardo convocato sotto il regno del Re Don Filippo II, e presieduto dal Vicerè Ximene Perez, propone e vota un Capitolo di Corte, che fu approvato ed accettato sotto certe condizioni dal Monarca, in virtù del quale nessun sardo potesse mai, per cause civili e criminali, essere distratto dai suoi Giudici naturali e tratto ad altri Giudici fuori del Regno (dell'isola), e che per riguardo ai membri dello Stamento militare vi fosse sempre e vi precedesse il giudizio dei pari, secondo il già deliberato e votato nel capitolo secondo delle Cortes convocate in Sardegna sotto il Regno di Don Alfonso V . . . . . » 443 1481 ...

SECOLO XVI . . . » ivi

I.

Capitolo delle antiche Cortes di Sardegna, in virtù del quale fu acconsentito e riconosciuto 1511 ...

Digitized by Google

Anni

il dritto dello Stamento militare (Braço dei feudatari e dei nobili) di potersi riunire separatamente per bisogni ed interessi dell'isola, anche senza l'intervento del Vicerè, Luogotenente generale, Governatore, Procuratore reale o altro Ministro regio . . . . . *Pag.* 443

II.

1513 20 novembre — Lettera reale di Don Ferdinando il Cattolico, con la quale si ordina al Vicerè di Sardegna di far pagare alla città di Cagliari l'importare delle somministranze fatte alle truppe regie (terzo del Regno di Sicilia) e i danni cagionati dalle stesse truppe nel loro passaggio e loro fermata così in Cagliari come in Sassari ed in altri luoghi dell'isola . . . . . » ivi

III.

1541 27 giugno — Decreto del *Justitia* di Valenza, col quale è fatta facoltà al nobile Salvatore Aymerich di Sardegna, allora dimorante in Valenza, di potersi trasferire e andare a suo piacimento a cavallo, con mula, sella e freno, assieme ai suoi tre famigli, per tutto il Regno di Castiglia, perchè avea giustificato di avere in proprio quattro cavalli di marca; senza di che un'antica reale prammatica proibiva a chicchessia di poter cavalcare in tal modo nel suddetto Regno . . . » 444

IV.

1543 20 novembre — Cinque lettere dell'Imperatore Carlo V al Vicerè, allo Stamento militare, e al Municipio di Cagliari in Sardegna, nelle quali si tratta del pagamento dovuto ad alcuni comuni e cittadini sardi per le vettovaglie somministrate alle soldatesche spagnuole che, dopo la battaglia di Algeri, erano andate all'isola, aveano ivi sbarcato e vi si erano trattenute, ed eziandio del rifacimento dei danni che dette soldatesche, nella loro non breve permanenza, aveano cagionato ai privati . . . . . » ivi

V.

1560 ... . — Li tre Stamenti delle Cortes di Sardegna, riunite sotto la presidenza del Vicerè Don Lorenzo Fernandez de Heredia, chiedevano che fossero ritenuti, senz'altro, come di buona presa e fatti schiavi o venduti a proprio arbitrio da chi li catturava nelle marine dell'isola, gli infedeli che clandestinamente vi sbarcavano, fondandosi su ciò che il catturante avesse sopra i medesimi *jus vitae et necis*; ma il Vicerè prima, e poi il Re Don Filippo II decretò che si osservasse a tal riguardo la risoluzione presa nel Parlamento sardo (Cortes) del 1552, che cioè detti infedeli fatti cattivi, si vendessero all'asta pubblica al miglior offerente e a beneplacito sovrano (a beneplacit de la dignitat real) » ivi

VI.

1565 ... . — Li tre Stamenti delle Cortes di Sardegna riuniti in Parlamento sotto la presidenza del Vicerè Don Alvaro di Madrigal, fecero instanza ed ottennero che, in conformità al già decretato nel cap. XXXII del precedente Parlamento del 1560, fosse uniforme per tutta l'isola il Calendario negli atti pubblici e privati, contando gli anni *a nativitate*; giacchè in altri luoghi dell'isola, e specialmente nel Capo di Logudoro, soleano contarsi *ab incarnatione*, dal che ne derivavano molte confusioni ed inconvenienti . *Pag.* 447

VII.

1567 8 febbraio — Breve del Pontefice S. Pio V il quale, a petizione del Re di Spagna Don Filippo II, statuisce che gli spogli dei Vescovi di Sardegna, che morissero nell'isola, e i frutti delle sedi vacanti fossero perpetuamente applicati al mantenimento, ristauro e provvista di suppellettili sacre delle chiese cattedrali, e che perciò si accordava a quel sovrano e suoi reali successori il dritto di eleggere nei rispettivi Capitoli un Economo, il quale raccogliesse detti spogli e frutti, e li impiegasse negli oggetti sovra esposti . . . . . » ivi

VIII.

1567 21 marzo — Lettera di Don Filippo II, Re di Spagna al Vicerè di Sardegna, con la quale gli si danno ordini ed istruzioni per gli alloggiamenti e le somministranze da farsi alle Truppe regie che prendessero stanza o fossero di passaggio nell'isola . . . . . » 448

IX.

1577 24 marzo — Prammatica del Re Don Filippo II, con la quale fu esteso alla Sardegna il divieto già fatto ai nativi dei regni di Catalogna, di Valenza e di Aragona, di presentarsi al Sovrano o alla sua real Corte, o di trasferirsi a luoghi distanti meno di cinque leghe dalla Corte medesima, e dimorarvi, laddove per qualche loro delitto fossero già stati condannati in contumacia dai Tribunali competenti; e ciò per impedire la impunità dei delinquenti, e ch'essi potessero, presentandosi al Sovrano, o trovandosi in luoghi vicini a quello in cui risiedesse la Corte reale, impetrare e ottenere con false preci grazia e condono delle pene nelle quali fossero incorsi . . . . . » 449

X.

1582 13 aprile — Breve di Papa Gregorio XIII, emanato a petizione di Filippo II, Re di Spagna, col quale l'Arcivescovo di Cagliari e il Vescovo di Usellus (in assenza dell'Arcivescovo turritano e dell'Abate di Saccargia) furono incaricati di farsi rendere ragione degli spogli e frutti delle sedi episcopali vacanti raccolti dagli Economi, e non impiegati nel ristauro e manutenzione delle chiese e nell'acquisto di arredi sacri per le medesime, secondo le disposizioni del Breve del Pontefice S. Pio V dell'8 febbraio 1567 » 451

Digitized by Google

Anni

XI.

1592 ... . Lo Stamento militare delle Cortes di Sardegna, riunite in Parlamento sotto la presidenza del Vicerè Don Gastone di Moncada, Marchese di Aytona, chiede ed ottiene dal Re Don Filippo II che sia mantenuta in piena osservanza la prammatica del 26 ottobre 1359 emanata dal Re di Aragona Don Pietro il Cerimonioso (primo creatore delle Cortes di Sardegna), in virtù della quale non poteano essere donati, legati, o altrimenti lasciati alle chiese, alle persone ecclesiastiche, e generalmente alle *mani-morte* beni immobili appartenenti ai feudi, feudatari, baroni e nobili, sotto pena di confisca . *Pag.* 452

SECOLO XVII . . » 453

I.

1619 9 gennaio Carta reale del Re di Spagna Don Filippo III al Vicerè di Sardegna, con la quale dichiara e provvede che i Dottori, ossiano Giudici e Membri del Supremo Magistrato della reale udienza, non siano obbligati a comparire come testi avanti ai Commissari della S. Inquisizione, fuorchè nelle sole cause di fede . . . » ivi

II.

1623 2 ottobre Ordinazione sovrana di Filippo IV re di Spagna, con la quale fu confermato il Capitolo di Corte votato a instanza dello Stamento militare nel Parlamento riunito in Sardegna nel 1614, sotto la presidenza del Vicerè, Duca di Gandia, col quale fu abolito il privilegio, di cui abusavano le città di Cagliari e di Sassari, e il Tribunale del S. Uffizio, di essere provveduti dai pastori e dagli agricoltori dell'isola delle carni necessarie pel consumo dei cittadini, a certa tassa determinata, violando così la libertà del commercio . . . . . » ivi

Anni

III.

1626 ... . Le Cortes di Sardegna riunite in Parlamento sotto la presidenza del Vicerè, Marchese di Bayona, deliberano e fanno accettare un Capitolo di Corte, in virtù del quale, confermando il già disposto dalla prammatica sanzione del 1359, emanata dal Re Don Pietro IV il Cerimonioso, fu stabilito che nessun feudo, nè beni feudali, allodiali, burgensatici e giurisdizionali possano mai passare in mani-morte, nè devolversi al demanio o patrimonio regio, o essere ammortizzati finchè esistano discendenti del primo feudatario investito, e anche persone appartenenti alle famiglie che si trovino al possesso di detti feudi e beni . . . . . *Pag.* 454

IV.

1633 23 novembre Il Re di Spagna Don Filippo IV scrive al Vicerè di Sardegna prevenendolo di aver dato gli ordini convenienti per far partire dall'isola il terzo di guerra, composto di soldati napoletani, che vi era stato mandato con nove galere dal Cardinale infante di lui fratello, con aggravio degli isolani, così per gli alloggiamenti come per altre cause; promettendo inoltre che mai più in avvenire gli abitanti dell'isola saranno astretti a sopportare un tale gravame . . » 455

V.

1634 31 marzo Il Re di Spagna Don Filippo IV scrive al Marchese di Almonazir Vicerè di Sardegna, ordinandogli precisamente di rivocare i provvedimenti da lui dati, affinchè, secondo l'inveterato abuso, la città di Cagliari fosse provveduta delle carni necessarie pel consumo dei cittadini dai pastori dell'isola, a tassa determinata; e ciò contro il capitolo di Corte del 1614, il privilegio reale del 2 ottobre 1623, ed ordini reali del 1629 » ivi

Digitized by Google

Digitized by Google

GIUNTA

AI DIPLOMI E CARTE

DEI SECOLI XIII E XIV.

Digitized by Google

Digitized by Google

GIUNTA AI DIPLOMI E CARTE

DEI SECOLI XIII E XIV

Secolo XIII.

I.

Parasone Marchese di Massa, e Giudice di Cagliari, e Benedetta sua moglie, mandano a Papa Innocenzo III, sigillata col loro sigillo reale, la formola del giuramento di fedeltà da essi prestato alla Chiesa Romana nelle mani dell'Arcivescovo di Cagliari, giuramento, col quale riconoscono i dritti della Sede Pontificia sulla Sardegna (1).

(1215. — 18 novembre)

Estratto dagli archivi del monistero di Cluny, ed inserto nelle *Notices et Extraits des Manuscrits de la Bibliothèque Impériale, et autres Bibliothèques, publiés par l'Institut Impérial de France, Tom. XXI, Part. II in Append.* N.° XXV, pag. 351, 352 *(Paris, Imprim. Impér.* MDCCCLXV).

Piissimo patri et domino suo I. Dei gratia summo pontifici, P. eadem gratia Masse marchio et iudex Kalaritanus, et B. eiusdem Masse marchisia et iudicissa Kalaritana uxor eius, perpetue subiectionis tam debitum quam devotum per omnia famulatum. Vestre pie Sanctitatis pedibus provoluti super benedictionibus dulcedinis quibus nos vestros filios famulosque devotos paterno adimplestis *(sic)* intuitu, quas possumus et debemus apostolice benignitati referimus gratanter gratias multiplices et uberes actiones. Suscepimus enim misericordiam Dei nostri a nobis humiliter petitam et a vobis misericorditer transmissam in medio templi sui, in quo et iuxta mandatum vestrum venerabili patri nostro archiepiscopo Kalaritano pro vobis et ecclesia Romana fidelitatis iuramenta, secundum formam capitularis vestri in eiusdem archiepiscopi litteris interclusi, exhibuimus statim et gratanter prestitimus. Forma vero iuramentorum nostrorum que pro vobis et ecclesia Romana memorato archiepiscopo Kalaritano fecimus, hec est: Nos Parason, marchio Masse, iudex Kalaritanus, et Benedicta marchisia Masse iudicissa Karalitana, filia quondam clare memorie W. marchionis Masse, iudicis Karalitani (2), ab hac hora in antea fideles et obedientes erimus beato Petro sancteque apostolice Romane ecclesie et domino nostro pape Innocentio suisque catholicis successoribus. Non erimus in consilio aut consensu vel facto ut vitam perdant aut membrum, aut capiantur mala captione; consilium vero quod nobis crediturі sunt per se aut per nuntios suos sive per litteras nemini pandemus, nobis scientibus, ad dampnum eorum. Ipsorum certum malum si sciverimus pro posse nostro impediemus. Quod si forte per nos non poterimus impedire, significabimus eis per litteras aut nuntios nostros vel tali persone quam credamus eis pro certo dicturam. Papatum Romanum et regalia beati Petri et specialiter Sardiniam adiutores eis erimus ad retinendum et defendendum contra omnem hominem. Censum in quo pro iudicatu Karalitano, et alia terra quam habemus in Sardinia, ecclesie Romane tenemur, statutis terminis sine difficultate qualibet persolvemus. Sic nos Deus adiuvet, et hec sancta Evangelia. Acta sunt autem hec anno domini M° CC° XV°, XIIII kalendas decembris, in villa Scangilie in palatio memorati archiepiscopi Kalaritani, presentibus testibus venerabilibus Iohanne archiepiscopo sancte Marie de Cluso, et diacono Dominico canonico sancte Cecilie, et sacerdote Mariano Saltizzo camerario archiepiscopatus Karalitani, et sacerdote Mariano Scarcello; laicis Bandino et Ildebrandino vicecomitibus Pisanis, et Obittrino marchione Corso, et Pisano legista; Lerro et Mamino, Henrico Pite, et Constantino de Siglio, Petro Māca, et Mariano Māca.

Ceterum cum simus parati animo et corpore cunctis diebus vite nostre in devotione ac obedientia vestra et ecclesie Romane fideliter manere firmitusque persistere,

(1) Di questo giuramento, e dell'atto e formula relativa, fece menzione il Rinaldi, *Annal. eccles.* ad ann. 1215 § LVII, con la scorta di un MS. della Biblioteca Vallicelliana.

(2) La iniziale W. indica Guglielmo I marchese di Massa il quale nel 1180, col sussidio delle armi della repubblica di Pisa, conquistò il regno di Cagliari, e cacciatone il regolo Pietro I, se ne fece sovrano, sotto il nome di *Giudice*. È lo stesso Guglielmo, che nel 1192 portò la guerra nel *Giudicato* di Arborea, cacciandone il *Giudice* Pietro I, col di lui figlio Parasone. A questo Parasone di Arborea diede poi per moglie la sua figlia primogenita Benedetta, che gli succedette nel 1215 nel marchesato di Massa, e nel regno Cagliaritano. - Ved. Tola *Dizion. biogr. dei Sardi illustri*, Vol. I, pag. 124, e Vol. II, pag. 149, 150, 151.

Digitized by Google

taliter petimus (ut) apostolica providentia erga nos et nostra que apostolice protectioni committimus, se in nostris cunctis agendis exhibeat et ostendat, quemadmodum confidimus et speramus in vobis. Preterea ob honorem sancte Romane ecclesie vestreque Paternitatis reverentiam, cui omnem quam possumus plenariam devotionem exhibemus, ex consilio venerabilium patrum nostrorum Karalitani archiepiscopi, et episcopi Sultiensis, sub eorumdem testimonio hanc quam vobis dirigimus paginam qua utimur regni nostri bulla munimus in posterum et perpetuo confirmamus.

Secolo XIV.

I.

Sunto della Relazione di un' ambasciata, mandata da Luigi I Duca di Angiò *a* Ugone IV Giudice di Arborea *in* Sardegna, *onde richiedere la di lui alleanza nella guerra, che volea riprendere contro* Don Pietro IV re di Aragona.

(1378. — 5 a 30 agosto).

Estratto dai *mss.* del Baluzio, e pubblicato dal Gaillard nel Tom. I delle *Notices et Extraits des Manuscrits de la Bibliothèque du Roi*, pag. 360 fin. a pag. 370 (Paris, *Imprimerie Royale*, MDCCLXXXVII).

Cette ambassade est du mois d'août 1378 (1), c'est à dire, qu'elle commence alors; elle est composée de Migon *de Rochefort*, seigneur de la Pomerède, et de Guillaume Gayan, conseillers du duc *d'Anjou*, qui les envoie en Sardaigne, auprès de Hugues (2), juge d'Arborée, pour faire alliance avec lui contre le roi d'Arragon.

On cherche d'abord quel est ce juge d'Arborée, dont l'alliance est recherchée par de grands et puissans princes, qui lui envoient des ambassades, et même, comme on le verra, lui demande sa fille en mariage. Les historiens d'Italie et d'Espagne nous font connoître une *maison* Arborea, *maison* Sarde, dont les droits ont passé par mariage dans la maison Doria, et dans celle de Narbonne-Lara. Cette maison tiroit vraisemblablement son nom d'Arborea, ville ancienne de l'île de Sardaigne, qu'on croit être la même qu'Oristagni, qui étoit en effet le séjour des juges d'Arborée (3). Vers le milieu du douzième siècle, dans un temps où les Génois et les Pisans, après avoir enlevé aux Sarrasins l'île de Sardaigne, s'en disputoient la possession, Barissone, qui étoit de cette maison Arborea, profita de leurs divisions pour se faire roi de Sardaigne (4). Il mit dans ses intérêts l'empereur Frédéric Barberousse, en prenant de lui l'investiture de ce royaume, et lui en faisant hommage, en convenant d'une somme pour cette investiture, et en se soumettant à un tribut annuel. Frédéric, à ce prix, le fit couronner roi de Sardaigne, mais il ne put s'y maintenir; ce fut lui dont la fille épousa un André Doria (5). La Sardaigne fut de nouveau partagée entre les Pisans et les Génois; les rois d'Arragon s'en emparèrent vers la fin du treizième siècle, en vertu de concessions des papes: mais les seigneurs de la maison Arborea, sous les titres de juges et de princes, non plus de rois, défendoient vaillamment leur pays contre ces usurpateurs étrangers: vers le milieu du quatorzième siècle, Mariano juge et prince d'Arborea, faisoit la guerre avec succès à ce même Pierre IV, dit le Cérémonieux, roi d'Arragon, ennemi du duc d'Anjou; il mourut vers l'an 1376. Hugues son fils est ce juge d'Arborée, à qui le duc d'Anjou envoya cette ambassade en 1378; il étoit le vingtdeuxième juge et prince d'Arborea; les titres qu'il prenoit étoient: Hugues par la grace de Dieu, juge et prince d'Arborée, comte de Gociano, vicomte de Bosa. Ce fut Béatrix sa sœur, qui par son mariage avec Amaury VIII, vicomte de Narbonne, porta dans la maison de Narbonne-Lara les droits de la maison Arborea; et les aînés de cette branche de Narbonne portèrent dans la suite le titre de juge et prince d'Arborea.

Hugues continua la guerre avec gloire contre le roi d'Arragon; c'est le motif qui engage le duc d'Anjou à rechercher son alliance. Cette embassade de 1378, n'étoit pas la première qu'il luit eût envoyée; il avoit déjà fait précédemment avec lui un traité, qui étoit resté sans exécution, comme on va le voir par le précis de la relation de cette ambassade de 1378.

Les ambassadeurs partirent le 5 août d'Avignon, le 23 de Marseille; et après une route qui n'étoit pas sans dangers à cause des pirates, dont la Méditerranée étoit infestée, ils arrivèrent le 28 au port de Bosa en Sardaigne, d'où ils envoyèrent à Orestagni, séjour du juge d'Arborée, pour lui annoncer leur arrivée. Il était tard lorsqu'ils se présentèrent pour entrer dans la ville de Bosa; le Podestat et les anciens leur déclarèrent qu'il étoit impossible de les y introduire; que les défenses du juge d'Arborée à cet égard étoient trop expresses pour être enfreintes sous aucun prétexte; que la crainte des corsaires Catalans, qui croisoient sans cesse dans ces parages pour nuire aux habitants de la Sardaigne, rendoient cette précaution nécessaire. Le 30 ils arrivèrent à Orestagni, dont les gardes leur fermèrent la porte, en leur déclarant qu'ils ne pouvoient entrer sans un ordre exprès du juge d'Arborée. La porte s'étant ouverte plus d'une heure après, ils entrèrent et allèrent dans une hôtellerie, où sur le soir un officier du palais, nommé Don Pal, accompagné de quatre massiers et d'environ une vingtaine d'hommes armés d'épées, vint les prendre

(1) Questa introduzione al Sunto della Relazione è del Gaillard, il quale fissa il tempo dell'ambasciata nell'agosto del 1378.

(2) Cioè Ugone IV, figlio del famoso Mariano IV, *giudice di Arborea*. V. Tola, *Dizion. Biogr. dei Sardi illustri*, T. III, p. 277 e segg.

(3) Qui si fa, per errore, una *città* della *regione* di Arborea. La *regione* di questo nome comprendeva una parte vastissima dell'isola di Sardegna, che con altri stati e territori formava il *giudicato* del nome medesimo. La *città*, o capitale di Arborea fu prima l'antica Tharros, e poi Oristano (Aristagnum).

(4) Barisone o Parasone *di Lacon* giudice ancor esso di Arborea.

(5) Nessuna figlia di Barisone re di Sardegna fu sposa a un Andrea, o a qualunque altro della famiglia Doria. Fu la celebre Eleonora di Arborea, ch'ebbe per marito Brancaleone Doria; dal qual matrimonio nacquero Federico e Mariano Doria: il primo di questi figli morì in età pupillare: e il secondo governò per soli tre anni, e sotto reggenza, il giudicato di arborea col nome di Mariano V. - Ved. Tola, Op. cit. Vol. II, pag. 53 fino a pag. 57. E altrove *ibid.*

Digitized by Google

pour les mener à l'audience du prince ou JUGE ; ils le trouvèrent couché sur une espèce de petit lit de repos, ayant des bottines de cuir blanc à la manière des Sardes, MORE SARDICO ; la chambre, ni le lit n'offroient à la vue aucune espèce d'ornemens : NULLIS PARAMENTIS IN CAMERA SEU LECTO PARVULO EXISTENTIBUS. Il avoit avec lui un évêque, son chancelier, qu'il fit sortir : ce JUGE d'ARBORÉE étoit un fier et sauvage insulaire, qui n'entendoit rien à la politique des princes de l'Europe, qui regardoit tout traité comme un engagement sacré, qui ne savoit pas qu'il y en a qu'on fait par précaution, et à tout événement, et sur l'exécution desquels personne ne compte que d'après les intérêts et les circonstances ; qu'on traite d'un côté avec ses amis pour obtenir du secours contre ses ennemis, et de l'autre avec ses ennemis pour se passer du secours de ses amis et se dispenser de leur en fournir. Le DUC d'ANJOU, par des traités précédens, avoit fait quelques promesses qu'il n'avoit pas tenues ; le JUGE d'ARBORÉE le reprocha durement aux ambassadeurs : « *je suis très-mécontent de votre maître,* » leur dit-il ; *c'est un parjure ; il a manqué à sa parole ;* » *n'est-il pas bien indécent que le fis d'un roi n'observe* » *pas ce qu'il a promis et juré? Il m'a fait tort, il a* » *tiré de mon île, à la faveur de notre alliance, des* » *arbalétriers et d'autres guerriers qui m'étoient nécessaires ;* » *il n'en a fait aucun usage pour notre cause commune,* » *et il m'a empêché de pousser la guerre contre le roi* » *d'Arragon, aussi vigoureusement que je l'aurois fait.* » *Il traitoit avec lui pendant qu'il s'allioit avec moi. Ce* » *roi d'Arragon m'a aussi envoyé des ambassadeurs pour* » *traiter de la paix ; je ne les ai pas seulement voulu* » *voir. Je ne sais ce que c'est que de traiter avec mes* » *ennemis au préjudice de mes amis.* »

Les ambassadeurs, un peu étourdis de ce ton, auquel ils n'étoient pas accoutumés, répondirent que leurs instructions contenoient des réponses satisfaisantes a ces reproches : « *Eh bien!* dit-il, *donnez m'en copie, ainsi* » *que de vos pouvoirs ; je vous ferai ma réponse en peu* » *de mots, et vous expédierai en peu de temps.* »

On trouve ici ces instructions et en latin et en françois, et voici ce qu'elles contiennent :

Le DUC d'ANJOU avoit envoyé précédemment au JUGE d'ARBORÉE une ambassade, composée de messire GUILLAUME MAUVINET et messire PIERRE GILBERT. Ces ambassadeurs avoient conclu avec le JUGE d'ARBORÉE un traité d'alliance que le DUC d'ANJOU avoit ratifié POUR AMOUR ET HONNEUR DUDIT SEIGNEUR JUGE, COMBIEN QU'IL EUST ARTICLES BIEN CHARGEANS ; (AMORE ET HONORE DICTI DOMINI JUDICIS, LICET IN EISDEM ESSENT ARTICULI BENE ONERANTES). Ces ambassadeurs, revenus de SARDAIGNE, lui avoient dit que le JUGE d'ARBORÉE devoit lui en envoyer à son tour pour sceller encore plus ces alliances, ce qui avoit été confirmé par quelques marchands Génois ; le DUC d'ANJOU avoit attendu ces ambassadeurs de SARDAIGNE, et c'étoit une des raisons qui avoient différé cette seconde ambassade qu'il envoyoit en 1378. Il rapportoit encore pour raisons de ce délai, 1.° des négociations entamées à Bruges, pour la paix entre la France et l'Angleterre ; négociations dont il attendoit l'issue pour pouvoir se livrer entièrement et uniquement aux affaires de l'Arragon, objet de son alliance avec le JUGE d'ARBORÉE. 2.° Des négociations que le roi de Castille l'avoit forcé de lui laisser entamer avec le roi d'Arragon, sur les objets des demandes du DUC ; négociations que le duc n'eût jamais poussées jusqu'à traiter avec le roi d'Arragon sans le JUGE D'ARBORÉE, mais dont il vouloit tirer le fruit qu'il en a tiré en effet, d'intéresser à la cause commune, par l'exposition amiable des ses droits, les rois de Castille et de Portugal. C'est ce qu'il vouloit être en état d'annoncer au JUGE d'ARBORÉE, avant de lui envoyer cette seconde ambassade.

S'il n'a pas encore commencé la guerre contre l'Arragon, ces négociations du roi de Castille en sont en partie la cause ; mais, de plus, le roi de France son frère l'avoit prié de ne point s'engager dans cette guerre, tant que dureroit celle qui se faisoit alors contre les Anglois. Obligé d'obéir à son Roi et de servir son frère, le DUC d'ANJOU avoit été occupé l'année dernière à la conquête d'une partie de la Guyenne sur les Anglois, et le roi de Navarre ayant depuis secondé les ennemis de l'état par ses crimes et ses trahisons, le DUC d'ANJOU avoit été occupé cette année à lui enlever Montpellier et ses dépendances ; mais enfin, quelque chose qui arrive, il était résolu de commencer la guerre contre le roi d'Arragon en 1380. S'il prenoit un si long terme, c'étoit pour s'y mieux préparer, et même il abrégeroit ce terme, et commenceroit la guerre dès l'année prochaine 1379, si le JUGE d'ARBORÉE le désiroit. Enfin, il lui annonçoit comme à son ami et à son allié, que dans l'intervalle de deux ambassades il lui étoit né un fils (le 7 octobre 1377), et lui offroit ce fils pour sa fille ; il ne lui cachoit pas que le roi de Castille le lui avoit demandé pour la fille du DUC *de Girone*, fils du roi d'Arragon, et qu'il avoit voulu faire de ce mariage le gage de la réconciliation du DUC d'ANJOU avec le roi d'Arragon : beaucoup d'autres puissans princes lui avoient demandé son fils pour leurs filles, mais c'étoit au JUGE d'ARBORÉE qu'il donnoit la préférence pour la sienne. En effet, les nouveaux ambassadeurs étoient munis de pouvoirs, non-seulement pour confirmer et renouveler les alliances, mais encore pour contracter ce mariage ; une telle proposition devoit, selon les apparences, flatter sensiblement un pétit prince, qui n'étoit pas même compté parmi les princes de l'Europe, et que les rois d'Arragon regardoient comme un aventurier, et comme un rebelle ; elle ne le flatta point du tout, il répondit : « *Cette proposition n'est dans votre in-* » *tention qu'une fourberie nouvelle, et elle n'est en elle-* » *même qu'une dérision et un ridicule ; ma fille est nubile,* » *votre fils n'a pas un an ; je prétends marier ma fille de* » *mon vivant, et voir ses enfans, qui seront ma consolation* » *et ma joie, et non pas attendre les vents qui doivent souffler* » *un jour ;* ET NON EXPECTARE FUTUROS VENTOS. » Quant aux autres propositions contenues dans les instructions des nouveaux ambassadeurs, voici quelle fut la réponse du juge d'Arborée.

« *J'ai donné ordre qu'on fît voir aux nouveaux am-* » *bassadeurs les articles arrêtés et jurés par les premiers* » *en présence du peuple dans la cathédrale d'*ORESTAGNY, » *afin qu'ils eussent connoissances des dommages et intérêts,* » *et des autres peines auxquelles le duc d'Anjou s'est soumis*

Digitized by Google

» *en cas d'infidélité; je saurai en temps et lieu lui re-*
» *demander ces dommages et intérêts, et lui faire subir*
» *les peines qu'il a encourues. J'ai vu ses fausses et frivoles*
» *excuses, et ses offres nouvelles d'entrer en guerre avec*
» *l'Arragon; il n'a point, il n'aura point de guerre avec*
» *l'Arragon; en tout cas peu m'importe: que chacun fasse*
» *ses affaires de son côté sans toutes ces frauduleuses*
» *alliances. Les Arragonois et les Catalans sont mes en-*
» *nemis, je leur fais la guerre avec honneur depuis qua-*
» *torze ans, soit pour mon père, soit pour moi-même,*
» *sans autre secours que celui de Dieu, de la bienheureuse*
» VIERGE MARIE, *de mon bon droit, et de mes sujets*
» *Sardes; je la continuerai sans autre secours. Je ne trompe*
» *personne, et on ne me trompe pas deux fois; je n'ai*
» *besoin ni du duc d'Anjou, qui, s'étant montré une fois*
» *parjure, est présumé l'être toujours, ni d'aucune autre*
» *puissance: que les princes se trompent les uns les autres,*
» *puisque ce jeu les amuse; je ne veux d'alliance avec*
» *aucun d'eux; je suffis seul, et à ma défense, et à ma*
» *vengeance. Que le duc d'Anjou songe donc, non à s'allier*
» *avec moi, non à donner à ma fille un enfant pour mari,*
» *mais à me dédommager convenablement de l'inexécution*
» *du traité; sinon j'en porterai mes plaintes, et j'en de-*
» *manderai justice à tous les princes, et à tous les peuples*
» *du monde, non pour implorer leurs secours, mais pour*
» *faire connoître ce prince tel qu'il est, et pour que toutes*
» *les puissances de la terre sachent comme il se joue de*
» *la foi des traités.* »

La réponse finit par ces mots: ET HAEC EST RESPONSIO DICTI DOMINI IUDICIS.

A cette réponse étoit jointe une lettre que voici, adressée au duc d'Anjou: « *J'ai vu vos ambassadeurs,*
» *ils m'ont fait part de vos frivoles excuses, je leur ai*
» *fait remettre ma réponse, et j'ai pris la précaution de*
» *faire enregistrer le tout dans ma chancellerie.* »

A la dureté des réponses, le JUGE D'ARBORÉE joignit la dureté des procédés à l'égard des ambassadeurs. Ceux-ci ayant remis leurs papiers au JUGE, attendoient tranquillement sa réponse au palais archiépiscopal, où le JUGE les avoit fait loger et traiter assez honorablement; le mardi, dernier août, deux massiers, et deux sergents ou domestiques (SERVIENTES), armés d'épées, et portant la livrée du prince, vinrent leur dire, dans la langue du pays, IN EORUM SARDESCO; que monsieur le JUGE les mandoit. Arrivés dans la grande cour du palais, ils la trouvent remplie d'un peuple immense, au milieu duquel on distinguoit un évêque, frère Mineur, entouré d'autres frères Mineurs, une multitude de prêtres et de moines, et quantité de domestiques à la livrée du prince. Les ambassadeurs voulurent se tirer de la foule et passer, comme la veille, de cette grande cour extérieure dans la petite cour intérieure qui menoit à la chambre du JUGE: on leur en ferma brusquement la porte, et ils furent obligés d'attendre dans la première cour, confondus parmi le peuple. Au bout d'un certain temps la porte s'ouvrit, et ils virent paroître l'évêque chancelier tenant un papier à la main, et assisté d'un notaire ou secrétaire, qui portoit aussi divers papiers. Avec eux étoient aussi DON PAL, cet officier du palais, qui, la veille, avoit introduit les ambassadeurs dans la chambre du JUGE, le PODESTAT, et à leur suite un grande nombre de massiers, de sergents et autres domestiques du JUGE. L'évêque élevant la voix pour être entendu de toute l'assemblée, s'écria dans la langue du pays, IN EORUM SARDESCO: BONNES GENS (BONAE GENTES), *monsieur le* JUGE *vous a fait assembler ici pour*
« *vous faire connoître les variations et l'infidélité du duc*
» *d'Anjou, en présence de ses nouveaux ambassadeurs,*
» *qui pourront aussi bien que vous faire la comparaison*
» *du passé avec le présent. Voici le traité dont vous avez*
» *entendu les premiers ambassadeurs jurer solennellement*
» *l'exécution dans l'église de* SAINTE MARIE; *il est pos-*
» *sible que les nouveaux ambassadeurs n'en aient pas con-*
» *naissance; c'est pourquoi nous avons voulu vous le lire*
» *en leur présence. Voici ensuite la nouvelle dépêche du*
» DUC D'ANJOU, *apportée par ses nouveaux ambassadeurs,*
» *elle contient l'aveu formel de l'inexécution du traité,*
» *avec de nouvelles promesses qui ne seroient que de nou-*
» *veaux mensonges; voici la réponse que monsieur le* JUGE
» *fait à toutes ces fourberies.* »

En même temps il fit lire ou lut toutes ces pièces qu'il accompagnoit de commentaires pour aggraver les torts du DUC D'ANJOU, et pour rendre plus sensible l'infidélité qu'on lui reprochoit; ensuite se tournant vers les ambassadeurs, il leur dit de la part du JUGE D'ARBORÉE, qu'ils eussent à sortir de ses terres dans le jour, et à se retirer dans leur navire, et que c'étoit ainsi que le JUGE leur donnoit leur congé. CE N'EST PAS AINSI QU'IL DOIT ÊTRE DONNÉ À DES GENS DE NOTRE CARACTÈRE, répondirent les ambassadeurs, et ils demandèrent à l'évêque-chancelier la copie de la réponse du JUGE, et la permission de le voir pour prendre congé de lui. ATTENDEZ ICI UN MOMENT, leur dit l'évêque, et il alla prendre les ordres de HUGUES. DON PAL, qui étoit rentré avec lui, revint un moment après, et dit aux ambassadeurs, qu'ils ne pouvoient voir le JUGE; mais qu'ils retournassent dîner au palais, et qu'ils attendissent ses ordres. Ils dînèrent tristement, MOESTI ET DOLENTES MODICUM PRANSI FUERUNT, et après le dîner que la relation appelle PRANDIUM PESSIMUM, n'entendant parler de rien, ils envoyèrent jusqu'à deux fois à DON PAL des personnages des plus distingués de leur suite, pour demander de nouveau la permission de voir le JUGE; la première fois ils ne purent pas même parvenir jusqu'à DON PAL; la seconde ils le virent, mais ils en reçurent pour réponse définitive, que le JUGE ne vouloit point absolument revoir les ambassadeurs; on leur fit même toute sorte d'avanies, soit par ordre du JUGE, soit en croyant entrer dans ses vues; on retint les provisions de vivres que le JUGE leur avait permis de faire dans la ville pour leur voyage, et qu'ils avoient exactement payées; on arrêta leurs malles à la porte de la ville, et on les fouilla très-rigoureusement pour voir s'ils n'avoient point de papiers secrets ou suspects; mais ils avoient pris leurs précautions à cet égard.

Ce même mardi, 30 août, à l'entrée de la nuit, les ambassadeurs étant dans leur navire, FRANÇOIS PISANI vint de la part du JUGE D'ARBORÉE leur apporter la copie de la réponse de ce prince, qui avoit été lue dans l'assemblée du peuple, et sa lettre adressée au DUC D'ANJOU; nous avons rendu compte de l'une et de l'autre.

Le retour en France ne fut pas non plus sans danger;

Digitized by Google

ou craignoit surtout la rencontre des navires catalans; le vaisseau qui portoit les ambassadeurs avoit eté loué à Marseille, le patron étoit Marseillois: les Provençaux, alors sujets de la reine Jeanne Ire de Naples étoient en paix avec les Arragonois et les Catalans; c'étoit un danger de moins. Le vaisseau relâcha, pour faire eau, dans un port du golfe d'Algery (1), à dix milles de distance de cette place; Algery et toute cette partie de la Sardaigne appartenoient aux Arragonois; une barque survient portant pavillon marseillois, plusieurs hommes en sortent, entre autres un consul résident à Algery pour les Marseillois et Provençaux; ils entrent dans le vaisseau des ambassadeurs, et s'adressant au patron, se disent envoyés par le gouverneur d'Algery, qui s'étonne, qu'attendu l'amitié qui règne entre les Provençaux et les Catalans, le patron ne se soit pas adressé à lui pour demander des raffraîchissemens; il les prévient donc, et les envoie pour lui en offrir. Nous sommes très-bien pourvus de tout, répondit le patron; et pour le leur prouver, il leur fait servir d'excellent vin dans des vases d'argent, et se met à boire avec eux. Tout en buvant et en causant, on lui demande amicalement d'où il vient; je viens, de faire la chasse à quelques corsaires Sarrazins, qui ont exercé leurs brigandages dans la mer de Marseille. Oh non! répond un des envoyés d'Algery, vous revenez de Sardaigne, vous portez deux ambassadeurs françois; il lui en dit tous les noms, surnoms, titres et qualité; le gouverneur d'Algeri, ajoutat-il, en est bien instruit, et n'en est pas médiocrement inquiet; comment avez-vous l'imprudence de vous engager ici dans un golfe Arragonois; croyez-moi, ne vous y arrêtez pas plus long-temps, vous n'y seriez pas en sûreté. Le patron qui étoit un homme de cœur, QUI MAGNANIMUS EXISTEBAT ALTO CORDE, repliqua: le voulez-vous ainsi? eh bien! tout ce que vous dites est très-vrai; j'ai dans mon vaisseau les ambassadeurs français, je prétends les remettre sains et saufs à Marseille; je ne crains point monsieur le gouverneur d'Algery, qu'il fasse du pis qu'il pourra, FACIAT PEIUS QUOD FACERE POTERIT; je ne pars d'ici que demain au matin, je soupe ici, je dors ici; si on me réveille, nous verrons; et sachez qu'il n'y a pas dans le port de Marseille un seul vaisseau qui ne soit aux ordres du DUC D'ANJOU, sauf l'obéissance due à notre souveraine. Après ce discours, les envoyés partirent; le patron resta, comme il l'avoit dit, et ne partit que le lendemain matin. Le nom de cet homme courageux étoit JEAN CAFFE.

Les ambassadeurs, dans le reste de leur course, essuyèrent de violentes tempêtes qui maltraitèrent leur navire au point qu'il faisoit eau de tous côtés, et que chacun s'attendoit à périr; on prit terre, et on le radouba; à peine s'étoit-on remis en mer, qu'on aperçut deux vaisseaux de corsaires qui donnèrent la chasse à celui des ambassadeurs; mais celui-ci étant meilleur voilier, leur échappa.

Les ambassadeurs n'arrivèrent à Marseille que le 16 septembre; par le compte des frais du naulage, ils se trouvèrent devoir au patron mille soixante et quinze livres; ils n'avoient point cette somme, ils offrirent des ôtages; le généreux JEAN CAFFE les refusa, ne voulant point d'autre sûreté que leur promesse, et la protection du DUC D'ANJOU. Ils arrivèrent le 18 à AVIGNON, où ils séjournèrent quelque temps; ce ne fut enfin que le 11 d'octobre qu'ils purent remettre à Toulouse au DUC D'ANJOU les réponses et la lettre du JUGE D'ARBORÉE, et rendre compte du mauvais succès de leur ambassade (2).

(1) ALGERY, cioè ALGHERO; *villa* ALGUERII; città del CAPO settentrionale della Sardegna. Il golfo e porto, di cui si fa menzione in questo luogo, è l'odierno golfo di *Portoconte*, distante due miglia da detta città di ALGHERO.

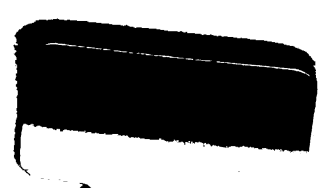
(2) Nota il Gaillard, che alla *Relazione* erano uniti i seguenti documenti: 1° *Rotulus credentie in gallico; et Rotulus credentie ex gallico in latinum translatus:* ce sont les lettres de créance, et les instructions données aux ambassadeurs allant vers le JUGE D'ARBORÉE (de quatre-vingt-six à quatre-vingt-quinze fol. *verso*): 2° Un pouvoir pour confirmer les alliances, et en former de nouvelles: *procuratorium super alligantiis iam factis confirmandis, et de novo faciendis* (de quatre-vingt-quinze à cent fol.): 3° pouvoir pour arrêter le mariage entre le fils du DUC D'ANJOU et la fille du JUGE D'ARBORÉE: *procuratorium super matrimonio contrahendo* (de cent à cent cinq fol.): 4° la réponse du JUGE D'ARBORÉE avec la lettre au DUC D'ANJOU (de cent cinq à cent huit fol.).

Digitized by Google

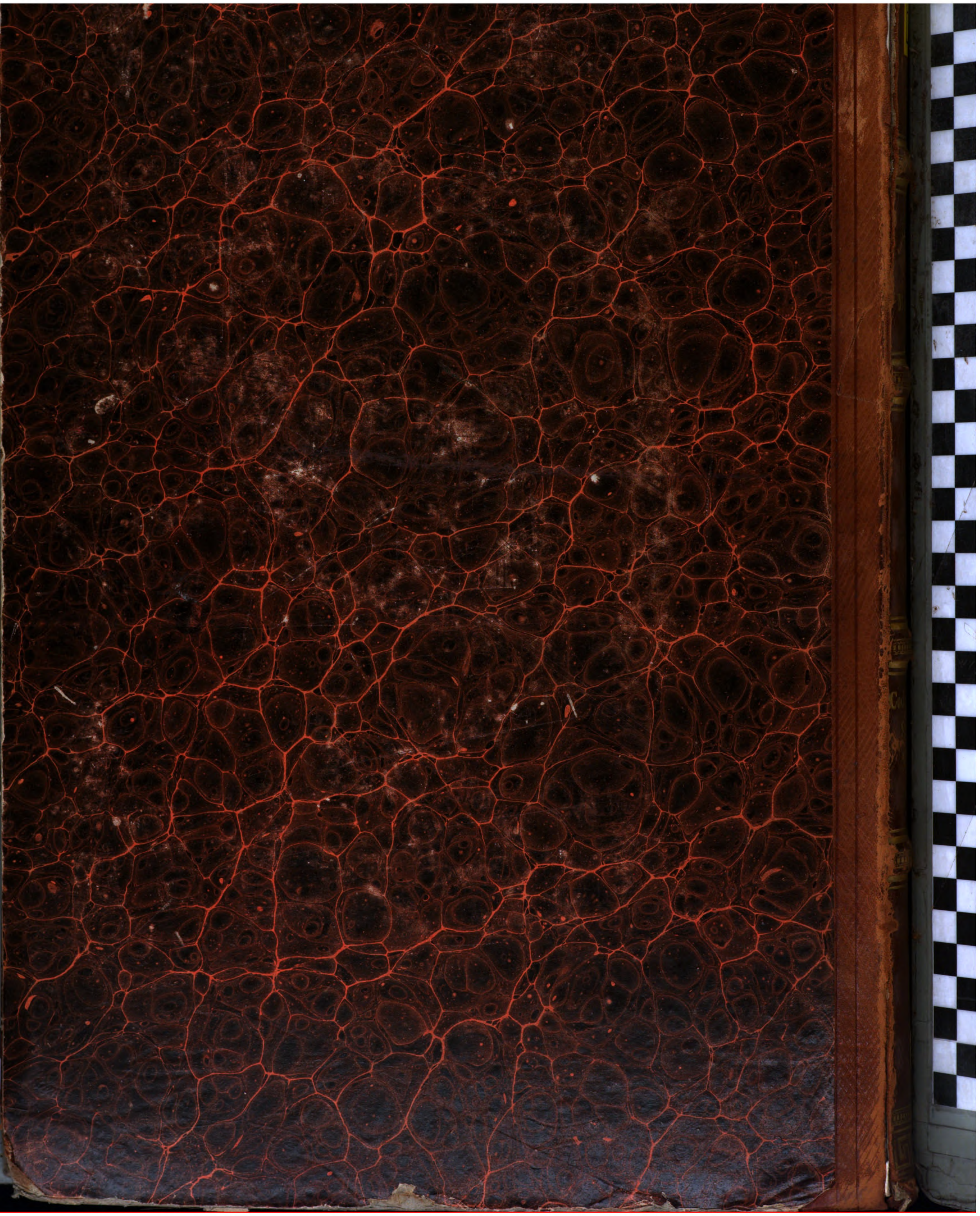
Digitized by Google

Digitized by Google

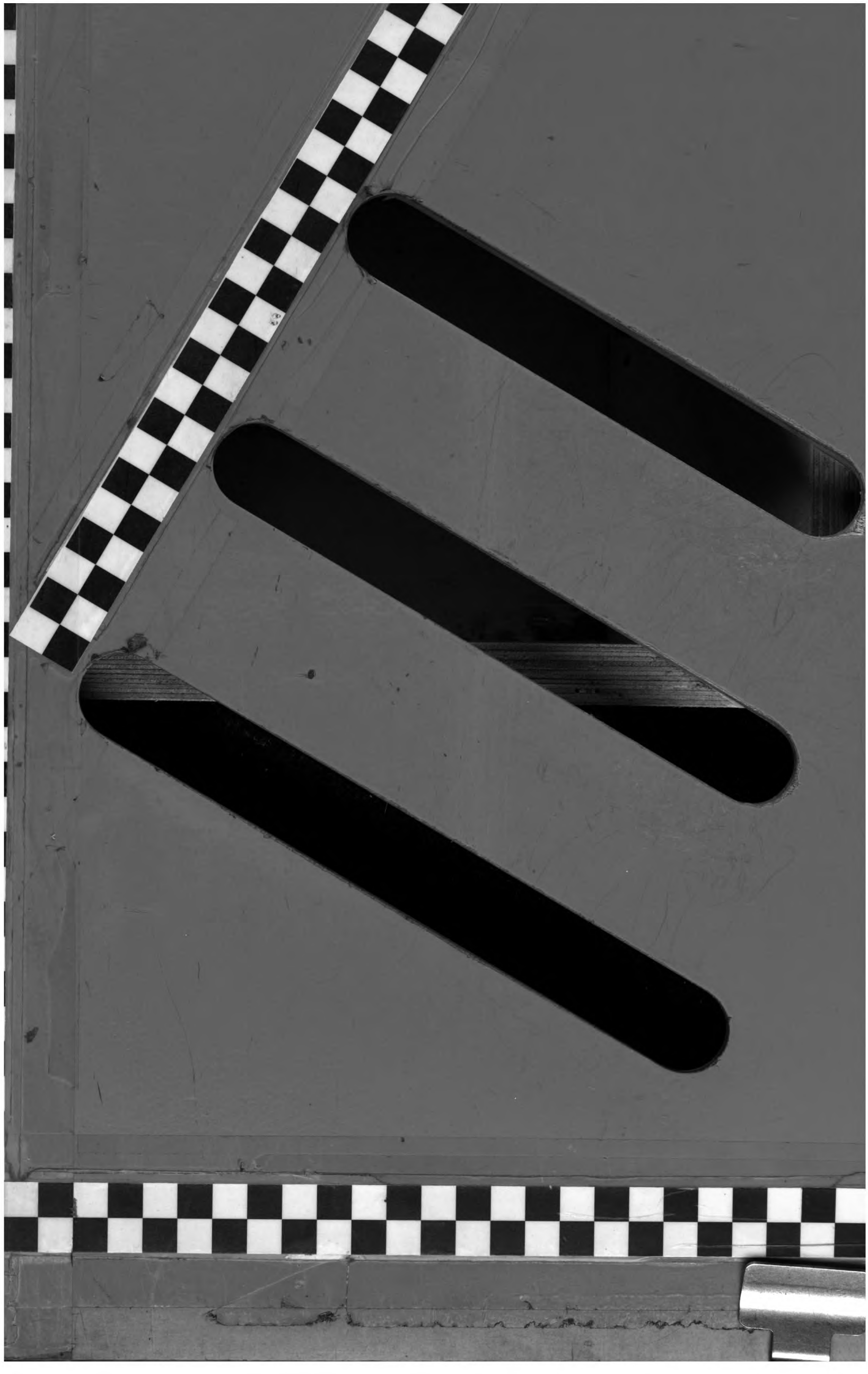
Digitized by Google



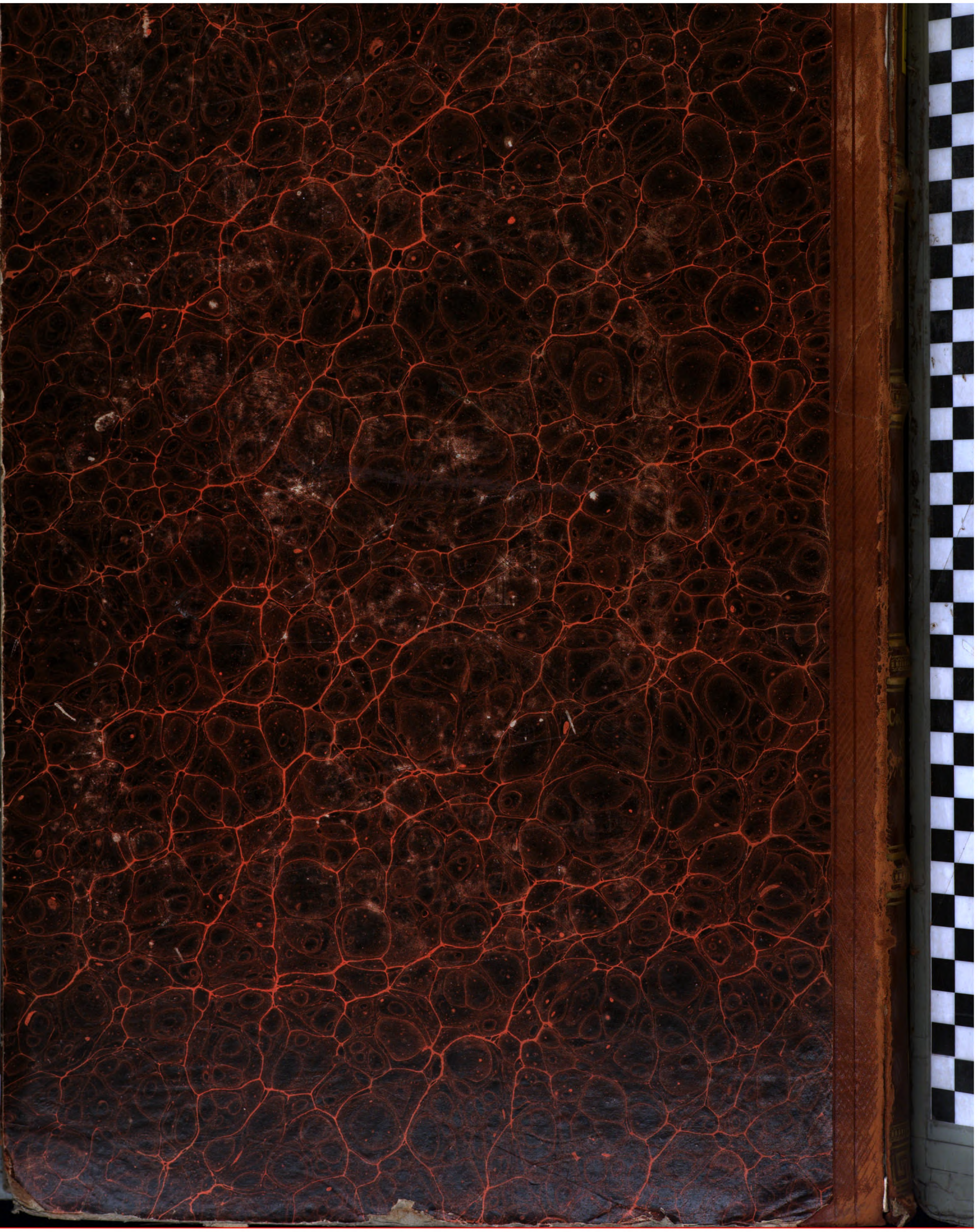
Digitized by Google



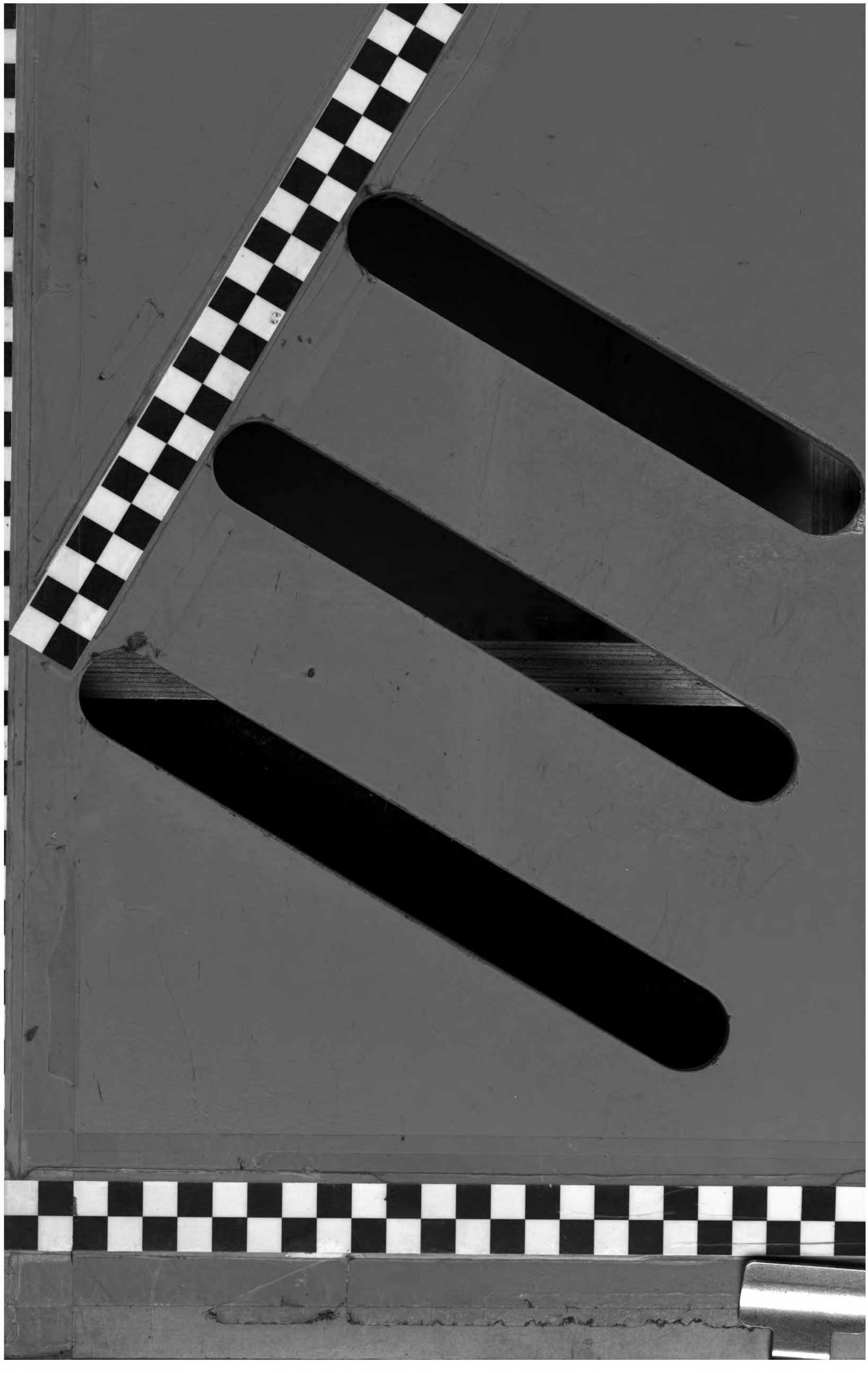
Digitized by Google



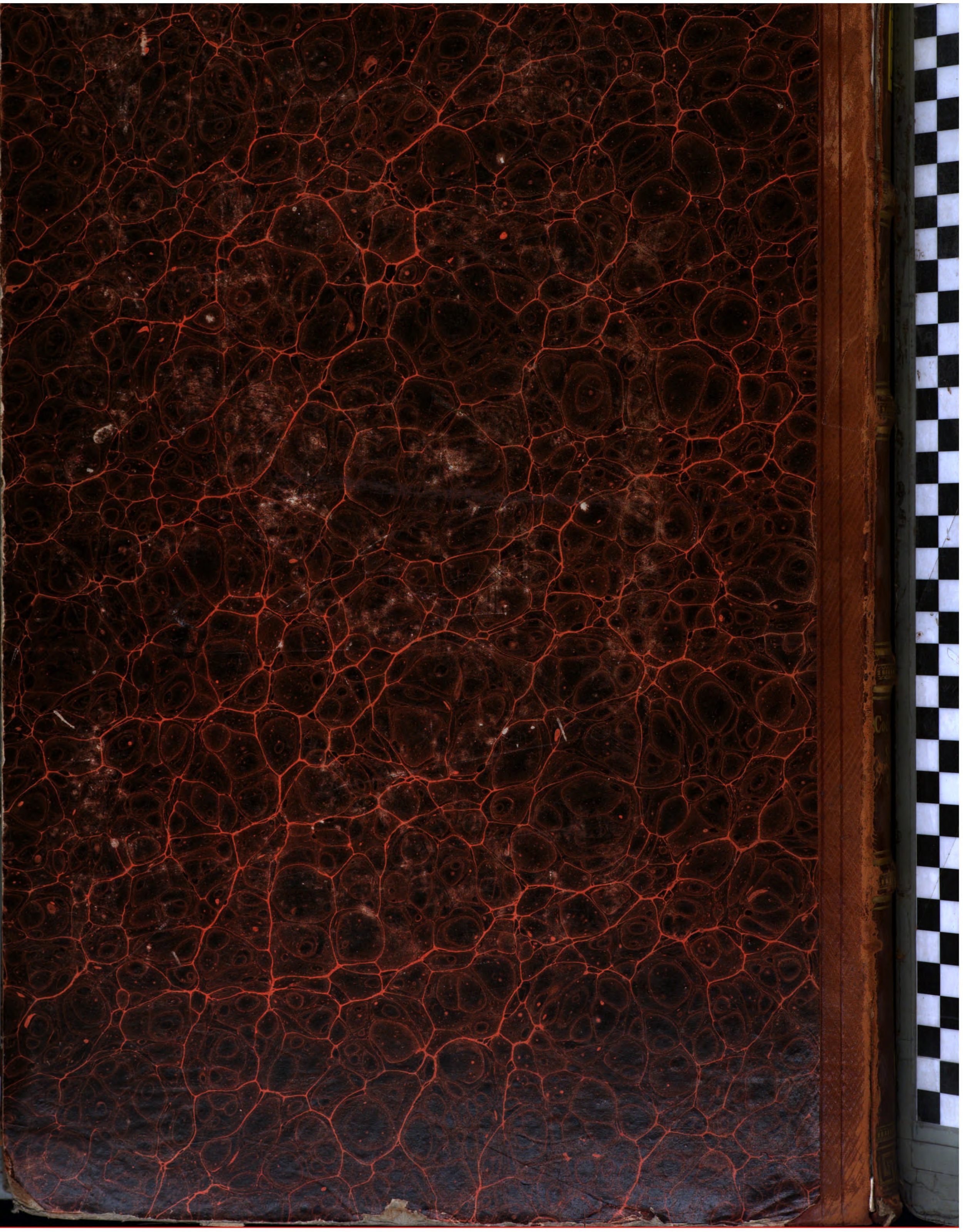
Digitized by Google



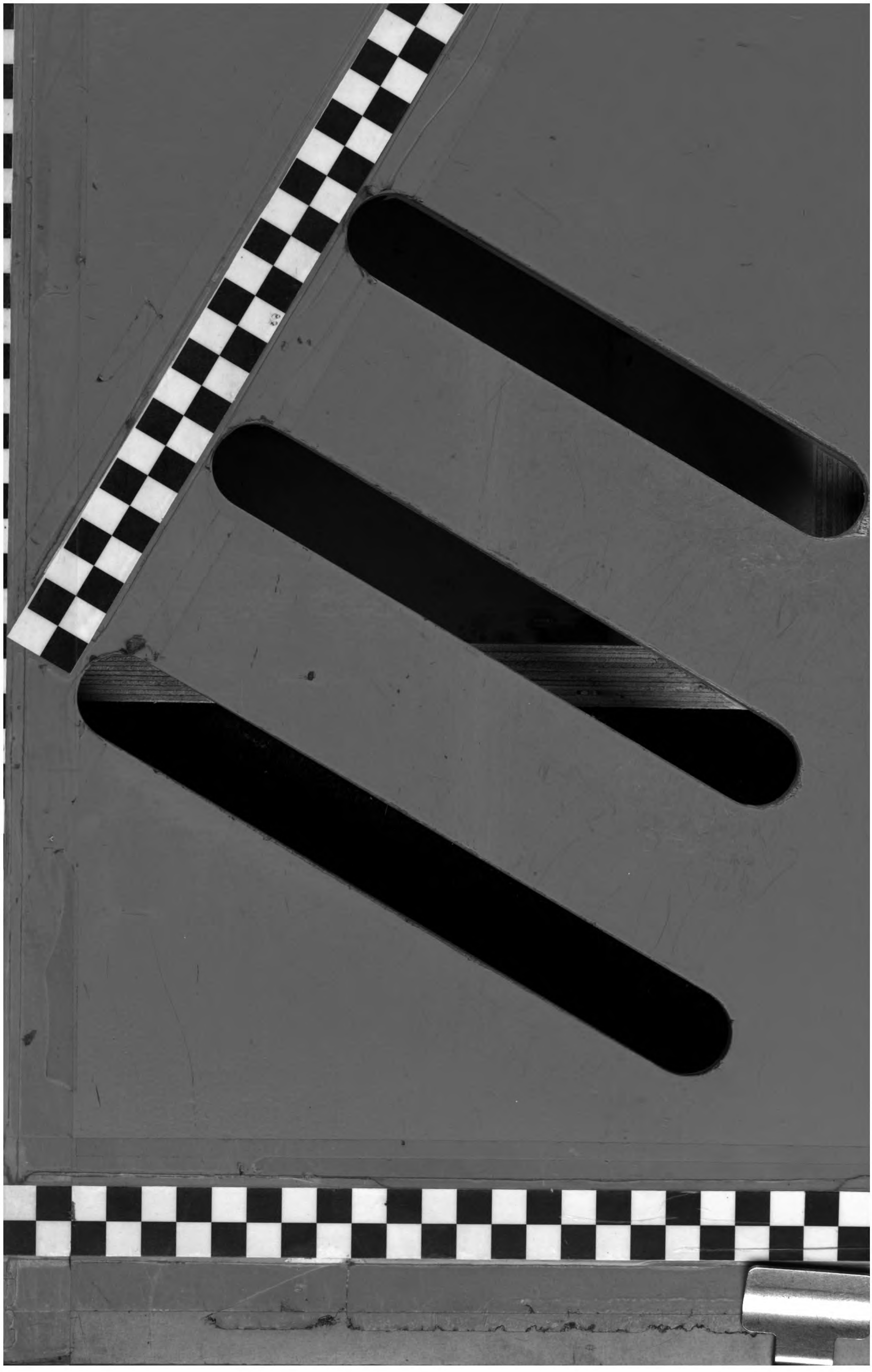
Digitized by Google

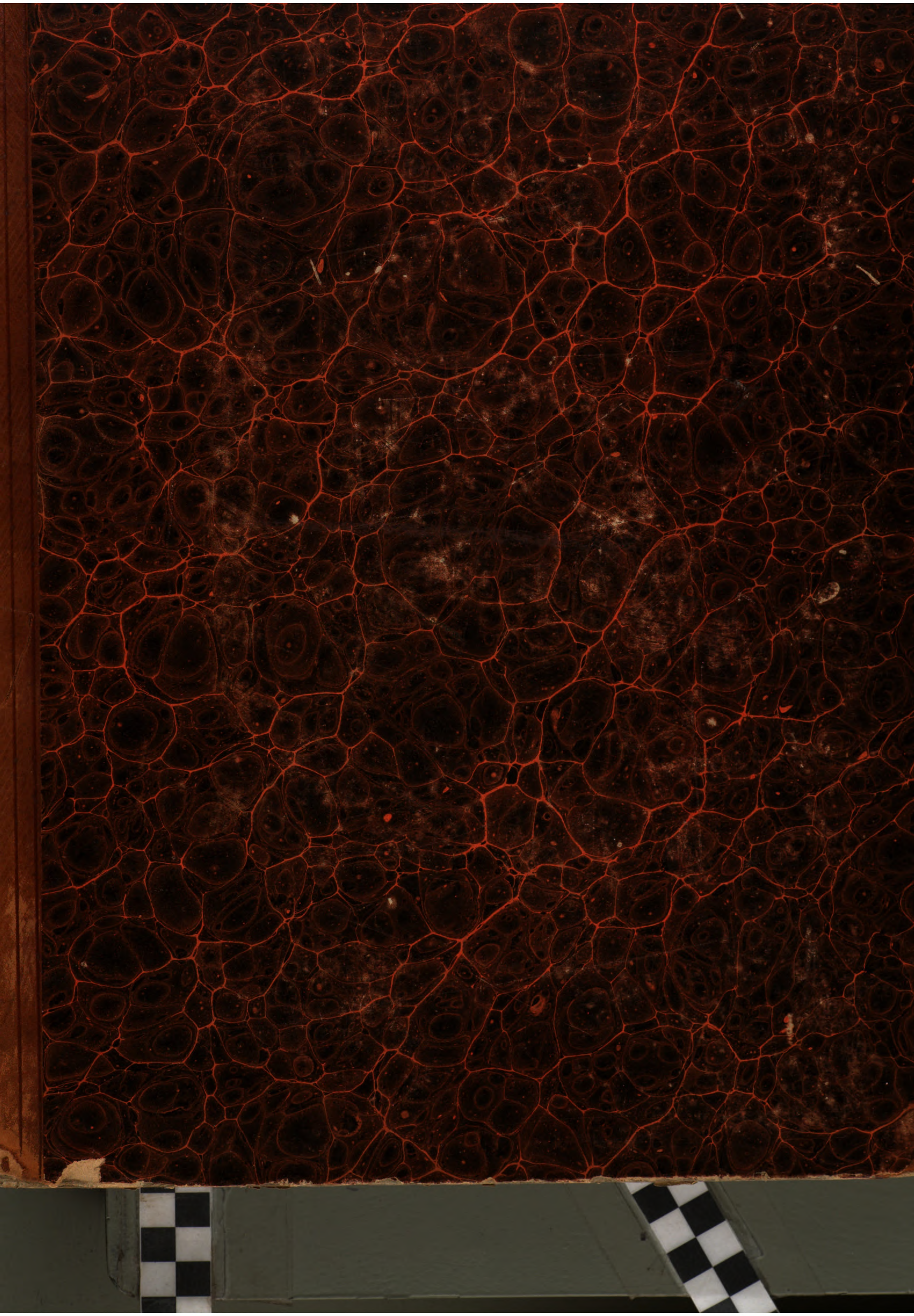


Digitized by Google



Digitized by Google



Digitized by Google

Digitized by Google